

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

MONTESQUIEU

ET LE

PROBLÈME

DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE

AU XVIII^e SIÈCLE

Thèse proposée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

E. CARCASSONNE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE. AGRÉGÉ DES LETTRES



1926
PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

MONTESQUIEU

ET LE

PROBLÈME DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE

AU XVIII^e SIÈCLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leur auteur.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

MONTESQUIEU
ET LE
PROBLÈME
DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE
AU XVIII^e SIÈCLE

Thèse proposée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

E. CARCASSONNE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE. AGRÉGÉ DES LETTRES



PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49



A MONSIEUR G. LANSON

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

Hommage de reconnaissance et de respect

NOTA

Les chiffres placés entre crochets [] après les références indiquent les numéros correspondants de la BIBLIOGRAPHIE.

AVERTISSEMENT

Je me fais un devoir très doux, au seuil de cet ouvrage, d'exprimer ma reconnaissance aux maîtres qui voulurent bien s'y intéresser. MM. Lanson, Mornet et Rébelliau, en me permettant de leur faire part de mes projets et de mes recherches, ont favorisé des efforts qu'avait préparés leur enseignement. Je dirais volontiers que sans eux, ce livre n'eût pas été écrit, si ce n'était leur attribuer une responsabilité bien pesante. Du moins l'aurais-je voulu digne des leçons, des exemples et des encouragements que j'ai reçus d'eux.

AVANT-PROPOS

Il semblerait qu'une étude sur l'influence de Montesquieu dût se préoccuper avant tout de la diffusion des idées anglaises en France ; tel n'est pourtant pas l'objet du présent travail. Je n'ai point songé à refaire ce qu'a déjà fait M. Dedieu avec tant de science et de sagacité (1). Nous savons par lui à quel point la tradition britannique avait pénétré la France avant l'*Esprit des lois*. Montesquieu, nous dit-il, la réduit en système sans en renouveler le fond, et s'il la propose à l'admiration de ses lecteurs en quelques pages inoubliables, ce triomphe des idées anglaises précède de peu leur déclin. Dans la seconde partie du siècle, la défiance succède à l'engouement. La critique découvre et grossit les vices de la constitution anglaise, livrant ainsi les Français, désabusés de leur ancien culte, aux impérieuses séductions du *Contrat social*. Il serait difficile de nier ces points de la thèse de M. Dedieu : le dernier, seul à mon avis, appelle quelques précisions. Si le gouvernement « trouvé dans les bois » a cessé, vers 1760, de s'imposer comme un modèle de perfection, il n'a point été méprisé ; malgré les défauts

(1) *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France* [481] in-8°, Paris, 1909.

signalés par des politiques experts, il bénéficiait du prestige qui entourait encore la Grande-Bretagne, patrie légendaire de la liberté et de la philosophie. Rousseau lui-même a incarné dans un pair d'Angleterre son idéal de philosophe supérieur aux préjugés (1) et pour faire le procès de la constitution anglaise (2), Mably dans un de ses ouvrages emprunte la voix d'un Anglais. Quoi qu'ils aient pensé de la prérogative royale ou du système représentatif, ils ne méprisaient pas les Anglais comme un peuple d'esclaves. On ne pouvait refuser du moins à ces fiers insulaires la gloire d'avoir fait des efforts pour conquérir la liberté.

Un auteur qui, dès 1787, se sentait « républicain », Brissot de Warville, écrira même sous la Révolution : « Malgré ses concessions au pouvoir, son esprit aristocratique, et toutes les imperfections que je suis le premier à reconnaître, la constitution anglaise fut jusqu'à nous le chef-d'œuvre des constitutions populaires (3). » « L'Angleterre, ce pays que la liberté semble avoir choisi pour asile », osa dire le Parlement de Paris dans ses remontrances de mars 1776 (4). Et voici comment le comte de Ségur décrit l'état d'esprit de la noblesse sous Louis XVI : « Les hommes mûrs étudiaient et enviaient les lois de l'Angleterre. Les jeunes gens n'aimaient plus que les chevaux, les jockeys, les bottes et les fracs anglais... Ce qui aiguillonnait encore notre vive impatience, c'était la comparaison de notre situation présente avec celle de l'Angleterre... La vie brillante mais frivole de notre noblesse à la cour et à la ville, ne pouvait plus

(1) Lord Bomston, dans la *Nouvelle Héloïse*. Ce n'est, il est vrai, qu'un personnage de roman.

(2) Cf., *Droits et devoirs du citoyen* (*Œuvres de Mably* [160], 1792, t. XI, pp. 274, 287, 434, 444, 446, 455).

(3) *Mémoires de Brissot* [209], ch. xxvii, p. 201. — Ses *Observations d'un Républicain sur les assemblées provinciales* [312] (1787), contenaient pourtant des réserves sur la liberté des Anglais (Cf., p. 162).

(4) *Remontrances du Parlement de Paris* [428], p. par Flammermont, t. III, p. 319.

satisfaire notre amour-propre, lorsque nous pensions à la dignité, à l'indépendance, à l'existence utile et importante d'un pair d'Angleterre, d'un membre de la Chambre des Communes, et à la liberté aussi tranquille que fière de tous les citoyens de la Grande-Bretagne (1). » Le duc de Lévis a dit, parlant de la même époque : « L'Anglomanie, avec ses clubs, ses fracs et sa rudesse, envahissait déjà la bonne compagnie... Pourquoi ne pas imiter une nation voisine ? Là tout était fixe et réglé ; chacun était jugé par ses pairs, la politique et les lois ne dépendaient pas uniquement de la volonté du prince... (2). » Au lendemain même d'une guerre où les Anglais avaient succombé, l'abbé Dubois de Launay déplore la recrudescence de l'Anglomanie (3). En 1789 le monarchiste Moreau s'inquiète encore de cette constitution anglaise dont nous sommes devenus les enthousiastes admirateurs (4), et le désir de s'en inspirer, sinon de la copier exactement, anime certains publicistes parmi les plus notoires et les plus sensés. On pourrait sur ces divers points multiplier les citations (5) ; il suffit ici d'indiquer que la réaction contre les idées anglaises (critiques de théoriciens, rancunes de voyageurs déçus), ne fut jamais, au

(1) *Mémoires* [238], t. I, pp. 21, 134. Cf. aussi t. II, p. 31.

(2) *Souvenirs et portraits* [223], pp. 55, 317.

(3) *Coup d'œil sur le gouvernement anglais* [108], 1786. L'ouvrage est hostile à l'Angleterre, mais reconnaît l'empire du préjugé qu'il attaque.

(4) *Exposition et défense de notre Constitution monarchique* [174], t. II, p. 213.

(5) Cf. ; par exemple : *Le tableau de l'Europe* [106], par Deleyre, p. 45. — *Mémoires sur Suard* [219], par Garat, t. I, pp. 196-197, sur le succès de De Lolme, qui balançait, selon Garat, celui de Rousseau. — *Mémoires de Marmontel* [226], liv. XIII, t. III, pp. 158-159. — *Annales françaises* [237], de Sallier, p. 47. — *Esprit de la Révolution* [233], par Rœderer, p. 57. — *Mémoires secrets* [198], de d'Allonville, t. II, pp. 2-3. — *Qu'est-ce que les Parlements en France ?* [407], p. 56. — *De la Révolution française* [231], par Necker, t. I, première partie, p. 7. — *Correspondance*, publiée par M. de Lescure [457], t. II, pp. 242, 245. — *Mémoire sur les Etats généraux* [384], par le comte d'Entraigues, p. 253. — *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], par Malesherbes, ch. III, p. 306. — *Considérations intéressantes sur les affaires présentes* [345], pp. 2, 78. — *Mémoire pour le peuple français* [382], par Cérutti, p. 39. — *Dissertation sur les assemblées nationales* [357], par Brancas-Lauraguais, p. 83. — *Le bon sens* [340], par Kersaint, pp. 27, 47, 69. — *A la nation française* [333], p. 31, note 1 (Cf. en outre les chapitres XI et XII de la présente étude).

cours du siècle, un entraînement unanime et brutalement exclusif. Or, si le prestige de l'Angleterre a duré jusqu'à la Révolution, l'on ne peut douter que Montesquieu, par l'éclat de ses descriptions et la profondeur de ses analyses, n'y ait grandement contribué. Le journaliste qui l'accusait en 1761 d'avoir « monté nos imaginations à l'anglicisme (1) » n'a point été démenti par les contemporains. Montesquieu, dira Ségur, « nous avait ouvert les yeux sur les avantages des institutions britanniques » (2) ; et Moreau constate avec regret en 1779 : « Depuis que M. le président de Montesquieu a fait du gouvernement anglais le magnifique éloge qui place la constitution actuelle de cette nation au-dessus de celles de tous les autres états de l'Europe, plusieurs de nos publicistes modernes n'ont vu que là cette liberté sociale à laquelle l'homme est appelé (3). »

Mais ces Anglomanes passionnés n'étaient pas toute la nation ; et la France, tout en s'informant des constitutions étrangères, tentait de renouer la tradition de son propre droit public : tâche doublement malaisée, par l'obscurité de l'histoire et par la rigueur ombrageuse de la raison d'État, mais qui répondait aussi à des nécessités actuelles. Tandis qu'on demandait à l'Angleterre, à Lacédémone ou à la Chine, des exemples de gouvernement, ou qu'on édifiait dans l'abstrait un idéal politique, de fréquents conflits opposaient les ducs et pairs à la noblesse, les Parlements à la royauté, la justice royale à l'autorité ecclésiastique, les pouvoirs locaux aux intendants. Il fallait produire des titres, énumérer des précédents, à défaut de la raison pure, impuissante ou sus-

(1) *Mémoires de Trévoux* [467], juillet 1761, premier volume, p. 1612.

(2) *Mémoires* [238], t. I, p. 134.

(3) *Principes de morale et de droit public* [176], t. VII (1779), pp. 195-196. Voir encore, sur le succès de l'autorité de l'analyse de Montesquieu : *l'Exposé historique des administrations populaires* [173], du même Moreau, p. 53. — *Le catéchisme du citoyen* [190], par Saïge, note 4, p. 123. — *Les Mémoires de Weber* [243], t. I, p. 112. — *La Question de droit public* [409], par Rabaut-Saint-Etienne, pp. 70-71.

pecte appeler à l'aide la tradition. De proche en proche, on remontait jusqu'à l'établissement de Clovis dans les Gaules : on interprétait en des sens divers les lois fondamentales de la monarchie. De là des prétentions hasardeuses, mais toujours fondées sur quelque fait ; des théories souvent faussées par un souci d'apologie mesquine, mais capables de dépasser l'objet immédiat de leurs auteurs. Sous le règne de Louis XIV, c'est l'impatience hautaine de quelques grands seigneurs qui ranima les souvenirs de l'indépendance des anciens Francs ; en 89 ils vivaient encore chez les rédacteurs des cahiers. Dans l'intervalle, un curieux effort d'élaboration avait dégagé les grands traits de ce qu'on appelait : « la constitution française ». Il m'a semblé que Montesquieu y avait contribué pour sa part ; qu'en rapprochant l'*Esprit des lois* de ces préoccupations contemporaines, on pouvait espérer le double avantage de le mieux comprendre en quelques parties, et de mieux comprendre la fortune de ce mouvement d'idées. C'est à l'étude de ces rapports que je me suis consacré : comment concevait-on avant Montesquieu la nature de la monarchie française ? Comment l'a-t-il conçue lui-même, et qu'est-ce que les doctrines ultérieures dans leur genèse et leur succès ont dû à l'*Esprit des Lois* ? Tels sont les points que ce travail vise à élucider. Je n'ai parlé de l'« anglicisme » ou du rationalisme abstrait que dans la mesure où ils touchent à la tradition française, soit pour la refouler, soit pour la pénétrer. Je n'ai pu m'en tenir, en revanche, à suivre les traces directes et matérielles de l'*Esprit des Lois* : d'abord parce que l'influence de Montesquieu est diffuse plus que précise, et que tout en essayant de marquer ses limites il faut se garder de les faire trop exclusives ou trop resserrées ; en outre, les théories de la constitution française ne pouvaient être dans leur ensemble supposées parfaitement connues. Non que je veuille m'arroger le mérite de la découverte : de remarquables monographies

ont déjà mis en lumière l'œuvre d'un Dubos et d'un Mably ; les polémiques où retentissait le nom des lois fondamentales, les écrits dogmatiques où l'on prétendait les définir, n'ont pas échappé à l'attention des historiens et des publicistes (1). Mais je ne vois pas qu'on ait rapproché dans une étude générale ces manifestations diverses qui s'expliquent mutuellement. J'ai dû tenter, selon ma mesure, de suppléer à cette lacune et de multiplier les sources d'information. La politique du XVIII^e siècle ne nous paraît si souvent abstraite que parce que nous la jugeons sur des témoignages abstraits. Il faudrait voir comment les systèmes se modifient au contact des faits, comment les conceptions des cerveaux philosophiques se réfractent dans la conscience du public. J'ai donc joint aux ouvrages de doctrine les manifestes de parti, les remontrances des corps et des ordres, les correspondances et les mémoires, les documents manuscrits, sans oublier cette quantité prodigieuse de « citoyens », de « patriotes » et de « bons Français » qui ont exprimé dans des brochures leurs « sentiments » et leurs « vœux » sur les affaires du temps. J'ai cherché ainsi de quels éléments s'est formée l'idée de constitution française, pourquoi elle naît, se propage puis se dissipe presque en un jour. En m'efforçant de distinguer l'action de Montesquieu, je n'ai pu l'isoler, par une abstraction violente, de l'ensemble vivant où elle est mêlée. Il en résulte, je le sais, une exposition laborieuse, par la nécessité d'embrasser des plans divers de l'opinion, de montrer à la fois l'influence de Montesquieu, ce qui la dépasse et ce qui la limite. J'en demande pardon aux lecteurs. Il m'eût été plus doux d'élever une construction harmonieuse où les faits se fussent ordonnés comme d'eux-mêmes, selon les

(1) Voir notamment sur ce dernier point le livre de M. Lemaire sur les *Lois fondamentales de la monarchie française* [496], Paris, 1907. — M. Hubert a indiqué, dans un ouvrage récent, comment certaines théories des Encyclopédistes se rattachent à la tradition (*Les sciences sociales dans l'Encyclopédie* [488], première partie, chap. vi).

exigences de notre goût ; mais quand la réalité ne se prête pas à ces préférences, avons-nous le droit de l'y plier ?

Il me reste à prévenir un malentendu. Les crises qui ont précipité le déclin de l'ancien régime seront, dans certains chapitres de cette étude, rattachées à des controverses de droit public. Je ne méconnaissais pourtant pas la complexité des choses humaines, et je ne prétends pas démontrer que le sort de la monarchie française ait dépendu d'un débat d'érudition. Je me borne à noter des concordances. Mon objet est d'étudier le milieu intellectuel où l'histoire s'est déroulée, nullement d'expliquer l'histoire par l'influence de ce milieu. Si les idées gouvernent le monde, ou si elles servent docilement à légitimer des intérêts, c'est une question passionnante et toujours actuelle, mais elle n'est pas de mon ressort. Mieux vaut d'ailleurs, par principe de méthode, se défier de l'idéalisme hégélien : pour montrer que les faits incarnent des doctrines, on modèle inconsciemment les doctrines sur les faits. C'est ainsi qu'on fausse souvent la pensée du XVIII^e siècle parce qu'on veut que la Révolution en sorte toute armée. L'obsession des grandes journées de 89 et de 92 — outre qu'elle est peu favorable à la sérénité d'esprit — nous suggère des anticipations hâtives et des rapprochements forcés. Nous voyons déjà se heurter parmi les écrivains du siècle, les adversaires et les amis de la Révolution, et les sentiments que nous leur prêtons sur des faits qu'ils n'ont pu connaître, sont pour nous ce qui les distingue et les définit. Nous enrôlons des contemporains de Louis XV parmi les Feuillants ou les Jacobins. Le mouvement philosophique nous semble une attaque massive contre la Bastille du privilège et du pouvoir absolu. Et pourtant, c'est le privilège qui a d'abord usé le pouvoir ; l'idée de liberté politique et celle d'égalité civile ont été, dans le cours du siècle, plus souvent contraires qu'alliées. Nous ne l'ignorons

pas, sans doute, mais nous tendons à l'oublier, parce que nous cherchons, comme malgré nous, dès 1715, les passions, les partis et les programmes qui ont divisé la France depuis 1789. J'ai tâché, pour ma part, de me défendre contre les fausses analogies, et je voudrais qu'en aidant à la connaissance directe des choses cet ouvrage pût racheter un peu sa lenteur, sa complication et son aridité.

MONTESQUIEU

ET LE

PROBLÈME DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

Les conceptions de la monarchie française avant Montesquieu

SOMMAIRE

1^o **La conception religieuse de la monarchie.** — Bossuet, Cl Fleury : distinction purement morale entre pouvoir absolu et pouvoir arbitraire. Massillon : même fond d'idées, accent nouveau ; évocation de la monarchie franque.

2^o **Conceptions aristocratiques fondées sur l'histoire.** — Progrès de l'érudition au xviii^e siècle. Intérêt pour l'histoire politique : l'académie du Luxembourg en 1692.

Fénelon : souvenir des anciennes institutions libérales ; projets d'organisation hiérarchique subordonnée à l'intérêt général.

Saint-Simon. Son inspirateur probable : Le Laboureur : l'*Histoire de la Pairie de France*, écrite sur mandat des ducs et comtes pairs ; idée d'une ancienne liberté nationale, concentrée dans les mains des pairs. Même conception historique chez Saint-Simon : les conséquences politiques et comment il les atténue.

Boulainvilliers : il étend à toute la noblesse les droits que Saint-Simon réserve à la pairie. Son système historique : la conquête ; la noblesse, nation victorieuse et gouvernante ; la roture, nation vaincue et asservie, Anciens Parlements, féodalité, États généraux. — Usurpation de la royauté, secondée par la bourgeoisie. — En pratique, il admet toutefois les affranchissements, mais non l'égalité politique. Générosité de l'inspiration, incertitude de la pensée. Conception d'une aristocratie libérale, impuissante à se formuler.

3^o **Conception parlementaire.** — Elle procède comme les précédentes, de l'idée d'une liberté primitive, mais elle en attribue le dépôt aux Parlements. La tradition parlementaire ; La Roche-Flavin. — Survivance après 1652 des théories du temps de la Fronde : manuscrits parlementaires ; l'*Essay historique* ; le *Judicium Francorum* : sa publication en

1732, et sa condamnation. Sympathies de certains esprits pour la cause parlementaire. Critiques des théories parlementaires ; l'*Entretien d'un Parisien et d'un Breton* (1718) : réfutation sommaire mais perspicace.

4° **La théorie de l'absolutisme fondé sur l'histoire.** — Dubos : négation de l'idée d'une aristocratie conquérante, persistance après Clovis du gouvernement impérial romain et de l'autonomie municipale. D'Argenson : même conception historique ; il en développe les conséquences, avec son idéal d'une monarchie absolue, tempérée par la démocratie administrative.

5° **Conceptions intermédiaires, hésitations.** — D'Aguesseau : idée vague d'une liberté ancienne ; pour les temps modernes, il n'admet qu'un droit de remontrance subordonné, mais appuyé sur la tradition. Legendre de Saint-Aubin : la monarchie française de tout temps absolue, mais non arbitraire ; garantie pratique de modération : le droit de remontrance subordonné.

Mably : le *Parallèle des Romains et des Français* : la monarchie absolue heureusement substituée au gouvernement déréglé des Francs ; mais tempérée par un souvenir de l'indépendance première, dans les mœurs et l'esprit public.

Richer d'Aube : ses *Réflexions* manuscrites ; sympathies pour Fénelon et pour les parlementaires. La lecture de Hincmar et des Capitulaires lui suggère des doutes sur la légitimité du régime actuel.

Conclusion. — Activité de la critique politique avant Montesquieu ; mais cette activité reste en grande partie secrète ; elle est d'ailleurs trop souvent subordonnée à l'égoïsme de caste ou de corps. Incertitude et insuffisance de ses résultats. L'idée et la formule d'un libéralisme sincèrement monarchique restent encore à dégager.

Qu'est-ce que la monarchie en général, la monarchie française en particulier ? D'où vient le pouvoir des rois de France, quelles en sont la nature, les conditions et les limites ? Ces questions, bien avant le XVIII^e siècle, avaient été agitées passionnément, mais la seconde moitié du XVII^e avait paru les oublier. Richelieu et Louis XIV, en détruisant les derniers restes d'indépendance, les avaient résolues en fait ; et après les audaces de la Fronde, la longue prospérité du règne endormit toute inquiétude politique. L'œuvre de Bossuet reste comme un monument de la grandeur du prince et de la soumission des sujets. Cependant Bossuet lui-même n'entend pas armer le monarque de droits illimités, car le roi, image de Dieu sur la terre, doit gouverner par des lois sages et justes. L'impuissance de mal faire rentre dans les attributs de la

divinité. Aussi la *Politique tirée de l'Écriture sainte* distingue-t-elle soigneusement le gouvernement arbitraire et le gouvernement absolu (1) ; le premier, règne du caprice, le second, règne de la raison. Le gouvernement arbitraire traite les sujets en esclaves, et leur ôte à son gré leurs biens et leurs vies ; le gouvernement absolu respecte les droits privés et s'exerce suivant les lois ; mais la loi émane du prince et n'élève aucune puissance indépendante de la sienne : dans le gouvernement arbitraire, le prince est la loi ; dans le gouvernement absolu, il fait la loi : mais on conçoit que pratiquement la différence puisse être nulle. Pour Bossuet, les moindres fantaisies du monarque, ses impulsions les plus cruelles et les plus folles, imposeront la même obéissance que sa volonté réfléchie ; si ce qu'il fait est « nul de droit » (2), il n'y a d'appel qu'à sa religion mieux éclairée ; appel qui peut être redoutable quand il est régulier, public et solennel ; mais Bossuet ne prévoit dans la monarchie aucun contrôle organisé (3). Ainsi le gouvernement absolu peut se changer à tout instant en gouvernement arbitraire, et la seule garantie de justice réside dans la conscience du prince et la fermeté de ses directeurs.

De cette garantie, du moins, Bossuet sentait la nécessité, et il insiste avec force sur les devoirs que Dieu trace aux rois. De même, son contemporain, l'abbé Claude Fleury, marque que selon la doctrine chrétienne, l'autorité monarchique n'est pas une fin en soi. Esprit discipliné, respectueux du droit divin, Fleury n'en oppose pas moins à « la fausse politique » de Machiavel et de Hobbes, la vraie politique que nous enseignent les pro-

(1) *Politique*, liv. IV, art. 1^{er} ; liv. VIII, art. 2, première proposition [84]. Sur la nécessité pour les rois de gouverner légalement, voir aussi un ouvrage publié en 1667, sous l'inspiration de Louis XIV : le *Traité des droits de la Reyne sur divers pays de la monarchie d'Espagne*, [276], pp. 191-192, 205-206.

(2) *Politique* [84], liv. VIII, art. 2, première proposition, t. VII, p. 712. Cf. aussi le livre IV.

(3) *Politique* [84], liv. X, art. 6, 2^e proposition, t. VII, p. 770.

phètes et les apôtres : « elle a pour but, non pas d'élever un certain homme ou un certain genre de personnes au-dessus des autres, mais de faire vivre les hommes en société le plus heureusement qu'il est possible ; de procurer à tous les particuliers la sûreté, la possession paisible de leurs biens, la santé du corps, la liberté d'esprit, la droiture du cœur, la justice (1) ». Telles sont les maximes dont l'abbé Fleury eût voulu composer « un corps entier de politique tiré de l'Écriture sainte (2) ». Ainsi, la religion, qui consacrait l'absolutisme, lui imposait aussi des règles ; en élevant l'autorité des rois au-dessus de toute puissance humaine, elle ne lui permettait pas d'oublier Dieu ; en fait, elle tendait à transférer à l'Église le droit de censure que la noblesse et le peuple avaient laissé échapper.

Mais lorsque, en 1718, Massillon prêche devant Louis XV une morale à l'usage des grands de la terre, la parole chrétienne sur ses lèvres rend un son un peu différent. Ce n'est pas que Massillon change le fond des idées ; sa conception de la monarchie reste, en définitive, celle de Bossuet : un État gouverné par le prince, selon les lois, mais sans responsabilité humaine du souverain, ni droit de résistance chez les sujets ; il n'admet ni la liberté « qui s'élève contre l'autorité légitime », ni celle qui veut partager la puissance royale, « et sous prétexte de la modérer, l'anéantir et l'éteindre » (3). Mais s'il rend hommage aux droits de la royauté, Massillon parle plus volontiers de ses devoirs, et il les rappelle avec une franchise, une fermeté, une sympathie pour le peuple, qui annoncent parfois le « citoyen » plutôt que le prédicateur : « Vous êtes le maître de la vie et de la fortune de vos

(1) *Du choix et de la méthode des études* [121], partie II, chap. XIII p. 45. Ce traité fut composé de 1675 à 1686, et publié en 1686 (*Ibid.*, p. 1)

(2) *Ibid.*, p. 45.

(3) *Sermon pour le jour de l'incarnation, Petit carême*, p. 96. Cf. aussi le *Sermon pour le dimanche des Rameaux*, *ibid.*, [163], p. 123.

sujets ; mais vous ne pouvez en disposer que selon les lois. Vous ne connaissez que Dieu seul au-dessus de vous, il est vrai ; mais les lois doivent avoir plus d'autorité que vous-même. Vous ne commandez pas à des esclaves, vous commandez à une nation libre et belliqueuse, aussi jalouse de sa liberté que de sa fidélité... Ce n'est donc pas le souverain, c'est la loi, Sire, qui doit régner sur les peuples. Vous n'en êtes que le ministre et le premier dépositaire » (1). Un autre passage insinue dans la conception même du droit divin, comme un germe de démocratie : « Sire, un grand, un prince n'est pas né pour lui seul ; il se doit à ses sujets. Les peuples, en l'élevant, lui ont conféré la puissance et l'autorité, et se sont réservé en échange ses soins, son temps, sa vigilance... Ce sont les peuples qui, par l'ordre de Dieu, les ont faits tout ce qu'ils sont ; c'est à eux à n'être ce qu'ils sont que pour les peuples ; Oui, Sire, c'est le choix de la nation qui mit d'abord le sceptre entre les mains de vos ancêtres ; c'est elle qui les éleva sur le bouclier militaire et les proclama souverains. La royauté devint ensuite l'héritage de leurs successeurs ; mais ils le durent originairement au consentement libre des sujets. Leur naissance seule les mit ensuite en possession du trône ; mais ce furent les suffrages publics qui attachèrent d'abord ce droit et cette prérogative à leur naissance. En un mot, comme la première source de leur autorité vient de nous, les rois n'en doivent faire usage que pour nous » (2). Ces paroles, que n'oublieront point les pamphlétaires du XVIII^e siècle, étaient d'une grande conséquence : on en pouvait déduire la nécessité du consentement populaire pour manifester le droit divin, l'indépendance de la nation envers le roi. Mais Massillon reste encore loin de toute conclusion subversive : sur de tels sujets, il y a chez lui

(1) *Sermon pour le jour de l'incarnation, ibid.*, pp. 96-97.

(2) *Sermon pour le dimanche des Rameaux, ibid.*, pp. 120-121.

plus de morale que de politique, et moins de doctrine que de sentiment. Une royauté paternelle, un prince « bienfaisant et pacifique » (1), des sujets aimants et soumis, des grands qui soient « comme le canal de communication, et le lien des peuples avec le souverain, puisque le souverain n'est lui-même que le père et le pasteur des peuples (2) » ; voilà l'image où se complaît son âme déjà « sensible ». De ce rêve, l'exquis prélat ne fait point un système ; il n'attaque pas l'autorité dans son principe, il veut la détendre et l'adoucir. Toutefois, cette évocation de la monarchie franque et du contrat primitif est dans son œuvre un signe des temps ; elle passe comme une lueur fugitive, mais elle n'était point chez Bossuet. C'est qu'entre la *Politique tirée de l'Écriture Sainte* et le *Petit Carême*, il y a le déclin de Louis XIV et les prémices de la Régence. Une cruelle expérience avait montré combien le gouvernement « absolu » se rapproche du gouvernement « arbitraire ». Dans l'affaiblissement de la religion monarchique, les traditions de l'aristocratie française avaient repris quelque vigueur, et avec elles se ranimaient les souvenirs d'un état antérieur à l'absolutisme. Le mouvement d'idées qui devait, au XVIII^e siècle, transformer la conception de la monarchie, tire sa première origine de cette réaction.

Ce n'était pas une idée neuve que d'interroger le passé de la France pour connaître la vraie nature de son gouvernement. Au XVI^e siècle, François Hotman, cherchant des preuves pour sa théorie de la souveraineté nationale, remontait au delà de la conquête franque, jusqu'à ces assemblées des Germains dont Tacite montre le pouvoir (3).

Plus tard, les ennemis de Mazarin allèguent des précédents historiques en faveur des Parlements et des États

(1) *Sermon pour le premier dimanche de Carême, ibid.*, p. 47.

(2) *Sermon pour le quatrième dimanche de Carême, ibid.*, p. 84.

(3) Cf. sur Hotman, Augustin Thierry, *Considérations sur l'Histoire de France (Récits des temps mérovingiens [512], t. I), chap. I, pp. 32, 40.*

généraux, et il n'y a pas quarante ans d'intervalle entre les *Maximes* de Claude Joly (1652), qui résument les polémiques de la Fronde, et les *Soupirs de la France esclave* (1689-90) qui en reprennent les thèmes principaux contre le despotisme de Louis XIV (1). Mais à la fin du xvii^e siècle, le moment était propice pour renouveler ces théories sur des bases plus sûres. Si l'art d'écrire l'histoire avait peu avancé pendant le siècle, de grands travaux d'érudition, ceux des Duchêne, des Du Cange, des Sirmond, des Baluze, lui avaient préparé des matériaux. Baluze notamment avait publié, en 1677, les *Capitulaires* des deux premières races, où le consentement du peuple est plus d'une fois mentionné ; et Du Cange avait retracé dans une de ses « dissertations », le pouvoir des assemblées sous l'ancienne monarchie (2). Déjà l'intérêt des esprits studieux se portait vers les monuments de l'ancien droit public. Cordemoy introduisait dans son récit quelques détails sur les lois barbares (3) ; Piganiol de la Force résumera, dans sa *Description de la France*, l'histoire des assemblées de la nation (4). L'académie privée qui se réunit au Luxembourg, en 1692, et qui comptait parmi ses membres un des Perrault et Fontenelle, apparaît curieuse d'histoire, et surtout d'histoire politique. Elle avait inscrit sur son programme, parmi les premières questions à élucider, celle « des premiers États généraux tenus en France, des divers changemens qu'il y a eus, et de diverses personnes qui y entroient.

L'histoire des parlements, quand ils ont commencé à parler des affaires particulieres, et quand ils ont cessé de

(1) Cf. Sée, *Idées politiques en France au xvii^e siècle* [508], liv. I, chap. iv ; liv. II, chap. i.

(2) Quatrième dissertation sur l'histoire de Saint-Louis. *Des assemblées solennelles des rois de France*, dans les *Mémoires* de Joinville, édités par du Cange [114]. (T. II, pp. 384, 404, de l'édition de 1785 ; la première édition est de 1668).

(3) *Histoire de France* [102], t. I, pp. 324, 329.

(4) *Nouvelle description de la France*, t. I, chap. xvi, art. 2 ; *Des Etats généraux* [180], pp. 205, 207. Le volume est daté de 1718, mais le privilège est de 1714.

parler des affaires d'État, quand et comment se sont formés tous les parlements du Royaume ; les gens d'Église y ont-ils jamais présidé, de qui étoient-ils composés, comment y opinoit-on (1) ».

Puis, devaient venir l'autorité des comtes, des *missi dominici* et des ducs, l'origine des intendants, les changements dans l'administration de la justice, le progrès des Communes et de la noblesse de robe (2) ; bref, toute une étude critique des anciennes institutions. De ces travaux, malheureusement, le procès-verbal de l'assemblée ne nous donne que le programme (3) ; mais il est déjà significatif ; il atteste chez ceux qui l'ont dressé le sentiment des grands problèmes qui dominent l'histoire du gouvernement et de la société en France.

De même, le projet de traité sur l'histoire, que Fénelon soumit, une vingtaine d'années plus tard, à l'Académie française, révèle une curiosité pénétrante et avertie. Ayant posé en principe que « les changements dans la forme du gouvernement d'un peuple doivent être observés de près », Fénelon cite quelques exemples empruntés au passé national ; il mentionne divers modes de possession des terres, distingue « les Parlements de la seconde race, qui étaient les assemblées de la nation, d'avec les divers Parlements établis par les rois de la troisième race dans les provinces pour juger les procès des particuliers », appelle l'attention sur « l'origine des fiefs, le service des feudataires, l'affranchissement des serfs, l'accroissement des communautés, l'élévation du tiers état, l'introduction des clercs-praticiens..., et l'établissement des troupes à la solde du roi (4) ». Un esprit si

(1) *Manuscrits de l'abbé de Choisy* [13], Ms. Arsenal, 3186, p. 213, verso

(2) *Ibid.*, pp. 213, 215.

(3) Le *Journal de l'Assemblée*, rédigé par l'abbé de Choisy, s'arrête sur une liste des 25 « questions à proposer », dont nous avons extrait les précédentes, et sur quelques « réponses » touchant des points secondaires (pp. 215-216).

(4) *Lettre sur les occupations de l'Académie française* [119], VIII, pp. 81-82.

bien instruit des transformations politiques et sociales ne pouvait regarder la royauté de Louis XIV comme le type parfait, immuable et nécessaire du gouvernement français. Sa connaissance du passé, jointe à l'expérience des misères présentes, nous explique les projets de réforme qu'il se flatta de réaliser. Pas plus que Bossuet, Fénelon n'élève les droits de la nation contre ceux du prince ; mais, tout en respectant l'unité idéale de la puissance monarchique, il se préoccupe d'en régler l'exercice par un contrôle effectif. Il relève et dispose autour d'elle des institutions destinées à lui faire contrepoids. Ce n'est pas sans sujet qu'il recommande au duc de Bourgogne l'étude des « lois fondamentales » et des « coutumes constantes qui ont force de loi » (1) pour le gouvernement du royaume. « Avez-vous cherché à connaître, sans vous flatter, quelles sont les bornes de votre autorité ? Savez-vous par quelles formes le royaume s'est gouverné sous les diverses races ; ce que c'était que les anciens parlements, et les états généraux qui leur ont succédé ; quelle était la subordination des fiefs ; comment les choses ont passé à l'état présent, sur quoi ce changement est fondé ; ce que c'est que l'anarchie ; ce que c'est que la puissance arbitraire, et ce que c'est que la royauté réglée par les lois, milieu entre les deux extrémités ? (2) ». Plus loin, il rappelle à son élève qu'« autrefois le roi ne prenait jamais rien sur les peuples par sa seule autorité (3) » ; il recourait à son domaine, et dans les cas extraordinaires, aux subsides des assemblées de la nation ; et naguère encore, on voyait les cours souveraines refuser l'enregistrement des édits fiscaux. Lois fondamentales, pouvoir féodal et parlementaire, consentement des impôts par la nation, l'on reconnaît

(1) *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, VIII (*Ecrits politiques* [118], p. 35).

(2) *Examen de conscience*, VIII (*Ecrits politiques* [118], p. 35).

(3) *Examen de conscience*, XVIII (*Ecrits politiques* [118], p. 48).

les éléments de l'ancienne constitution française, graduellement absorbés par le pouvoir royal ; en novembre 1711, pour porter remède aux maux d'une longue guerre, Fénelon en proposera la restauration. Son *plan de réforme après la paix* prévoit l'établissement d'États provinciaux dans tout le royaume (1), la convocation périodique d'États généraux composés de prélats, de seigneurs, de membres de la haute bourgeoisie (2), et le maintien de la noblesse dans ses prééminences et sa pureté (3). Ce dernier article ne doit pas tromper : Fénelon croit à la nécessité de la hiérarchie, mais il n'entend pas avilir le peuple. Jaloux des prérogatives de rang et d'honneur, il songe à diminuer certains privilèges lucratifs, et désire la justice dans l'impôt (4) ; il fait figurer dans ses projets l'abolition des justices seigneuriales (5), que la Constituante devait réaliser, la répression des seigneurs violents et des abus du droit de chasse (6). En relevant l'aristocratie, il la veut active et bienfaisante. D'ailleurs, il lui associe la bourgeoisie dans l'administration du royaume, sachant qu'il faut admettre la nation au maniement des affaires, si l'on veut qu'elle en supporte plus volontiers le poids (7), L'égoïsme de classe n'est guère moins étranger à ce gentilhomme d'église que le goût de l'égalité. C'est pour rendre « du pain aux peuples moribonds », pour « rétablir l'agriculture et le commerce », pour « tempérer le despo-

(1) *Plans de gouvernement*, art. II, § 3 (*Écrits politiques* [118], p. 102).

(2) *Plans*, art. II, § 3 (*Écrits politiques* [118], pp. 103-104).

(3) Cf. *Plans*, art. II, § 5 : « Maison du Roi remplie des seuls nobles choisis... Nulle place militaire vénale. Nobles préférés... Toute maison aura un bien substitué à jamais... Mésalliances défendues... Ennoblissemens défendus, excepté les cas de services signalés rendus à l'État. » (*Écrits politiques* [118], pp. 117-118.) § 6 : « Préférences des nobles aux roturiers, à mérite égal, pour les places de président et de conseiller. » (*Ibid.*, p. 120.)

(4) *Plans*, art. II, § 3 (*Écrits politiques* [118], p. 105).

(5) « Nulle justice aux seigneurs particuliers » (*Plans*, art. II, § 6, *Écrits politiques* [118], p. 121). Fénelon admet cependant (*ibid.*) le maintien du droit de justice pour les causes domaniales.

(6) *Plans*, art. II, § 3 (*Écrits politiques* [118], p. 105).

(7) Voir un passage de sa lettre au duc de Chevreuse, du 4 août 1710. *Écrits politiques* [118], pp. 172, 174).

tisme, cause de tous nos maux », qu'il a voulu « se ressouvenir de la vraie forme du royaume (1) ». Son recours aux traditions aristocratiques est constamment dirigé par le souci du bien public.

Le duc de Saint-Simon avait moins de savoir et de libéralisme ; mais, soutenu par sa vanité légendaire, il remonta le cours de l'histoire de France jusqu'aux origines mêmes de la monarchie. Tout porte à croire, d'ailleurs, qu'il ne lui en coûta guère de peine. Les ducs et comtes pairs de France, voulant « relever la grandeur de cette première Dignité de l'Estat », s'étaient dès longtemps préoccupés de faire rechercher « dans l'histoire » les preuves des droits et prérogatives attachés à leur rang ; et le 13 mars 1664, par une commission en forme, ils avaient chargé de ce soin le « sieur abbé le Laboureur » (2). Ce fut l'occasion d'une *Histoire de la Pairie*, que son auteur ne livra point à l'impression ; mais plusieurs copies en furent faites (3), et deux éditions de l'ouvrage devaient paraître en 1740 et 1743 (4). Pourtant les seigneurs même qui l'avaient commandé envisageaient, dès 1664, une publication prochaine (5) ;

(1) Lettre au duc de Chevreuse, du 4 août 1710 (*Ecrits politiques* [118], pp. 180-181).

(2) Le texte de cette commission, d'où nous tirons les expressions précitées, se trouve dans les *Ecrits inédits de Saint-Simon*, éd. Faugère [191], t. III, annexe 3, pp. 508-509. Il figure également en tête d'une copie de l'ouvrage de Le Laboureur, conservée à la Bibliothèque Mazarine [17] (Ms. 3.061). Le duc de Saint-Simon, père de l'auteur des *Mémoires*, était du nombre des signataires.

(3) Cf. *Bibliothèque historique* du P. Lelong, édition Fevret de Fontette [151], t. III, pp. 129-130. Un des correspondants de Montesquieu, Dodart, lui mande, en 1723, qu'il a acheté, entre autres manuscrits, l'*Histoire de la Pairie* de Le Laboureur. (*Correspondance de Montesquieu* [32], t. I, pp. 38-39.)

(4) *Histoire de la Pairie de France et du Parlement de Paris...*, par M. D. B..., Londres, 1740, in-12. *La Bibliothèque historique* [151], t. III, p. 130, qui mentionne cette édition, ajoute que c'est par erreur qu'on a attribué l'ouvrage à M. de Boulainvilliers. Nous citons d'après l'édition datée de La Haye et Francfort, 1743. Nous l'avons contrôlée sur deux exemplaires manuscrits du xvii^e siècle. (Ms. Mazarine [17], 3061 ; B. N., fr. 21,105 [7], manuscrit marqué au timbre de Gaignières ; c'est parmi les manuscrits de Gaignières, selon la *Bibliothèque historique* [151], t. III, p. 129, que figurait le texte original.)

(5) Il est dit, dans la commission de 1664, que l'ouvrage sera imprimé après examen et approbation des pairs.

et l'on croira difficilement qu'il ait déçu leur orgueil. Le retard de la publication s'expliquerait mieux, ce semble, par la crainte d'irriter le pouvoir royal. En effet, pour exalter la pairie, le Laboureur allait presque jusqu'à humilier la couronne ; il faisait d'une dignité, alors brillante mais vaine, une partie de la souveraineté. « Un pair de France est la première personne de l'État après le roi... Conseiller né de Sa Majesté en tous ses Conseils, seul nécessaire pour la promulgation, et pour la réformation des lois de l'État (1). »

Pour trouver le principe de tant de grandeur, l'abbé se reportait à la naissance de la monarchie française : il évoquait les rois de la première race, maîtres reconnaissants d'« une Nation militaire, qui leur avoit ouvert le passage de l'Allemagne dans les Gaules (2) », et qui s'étoit elle-même soumise à eux, et leur avoit demandé des Loix. » Tranchant ainsi, comme incidemment, les questions les plus délicates, il caractérisait la constitution primitive par la servitude des Gaulois et la liberté des Francs : au-dessus du peuple vaincu, réduit en esclavage (3), la nation conquérante, ou la noblesse, partageait avec le prince le gouvernement de l'État : « Personne n'ignore, de tous ceux qui ont lu nos plus anciennes histoires, que nos premiers rois ne donnassent tous les ans à leurs sujets, au mois de mars, et depuis au mois de mai, un Parlement ou Assemblée générale, qu'on appelle le Champ de Mars et le Champ de Mai, parce qu'elle se tenoit en plein champ, à cause du grand nombre de prélats et de nobles qui s'y rendoient, lesquels, sous le nom de Leudes, c'est-à-dire de Grands du Roïaume, y avoient leurs suffrages et voix délibérative, et composoient le Parlement. On y traitoit principalement des affaires de

(1) P. 9 (chap. 1) [150].

(2) P. 87 (chap. x).

(3) P. 87 (chap. x).

l'État, et par occasion l'on y vuidoit encore les différends les plus importans (1). »

Dans ses applications contemporaines, une telle conception devait aboutir, semble-t-il, à une sorte de « dichotomie », les roturiers exclus de tout droit politique, la noblesse associée au gouvernement, formant deux groupes bien distincts et intérieurement homogènes. La pensée de Le Laboureur est cependant plus compliquée. C'est qu'entre les « leudes » mérovingiens et la noblesse moderne s'interpose le système féodal, qui détruit l'égalité dans la nation conquérante, pour lui substituer la hiérarchie des vassaux et arrière-vassaux. Ainsi les nobles ont cessé d'être tous « pairs » ; les grands feudataires, relevant immédiatement de la couronne, égaux entre eux et supérieurs à tous autres, ont seuls conservé le droit de former le Conseil nécessaire du souverain : ces hauts barons, qui composaient la « Cour du Roi » au commencement de la troisième race, sont les ancêtres des pairs de France. La « Cour du Roi » elle-même, image des anciens Champs de mars, subsiste encore dans le royaume sous le nom de Parlement : « c'est le Parlement qui représente la Nation Françoisse en son ancien État (2). » Mais le Parlement, pour Le Laboureur, se compose essentiellement du roi et des pairs de France ; quant aux présidents et conseillers qui s'y ajoutèrent dans la suite des temps, ils ne forment qu'un élément accessoire, et leur pouvoir se réduit à décider les causes de judicature (3). Les droits des antiques assemblées se concentrent donc dans la Pairie, et la simple noblesse, la magistrature, les descendants des serfs affranchis et devenus tiers état, se trouvent, sinon rejetés dans une nullité complète, du moins réduits à la part d'influence que le roi et les pairs voudront

(1) P. 67 (chap. viii).

(2) P. 86 (chap. x).

(3) G. le chap. xi, *passim*.

bien leur communiquer. Système étrange, qui plaçait à l'origine de la monarchie la liberté nationale, pour la resserrer ensuite entre les mains d'une infime minorité ; jamais base plus large ne supporta d'édifice plus exigü. Au reste, confus et déclamatoire, ce livre savant et non probant offre en lui-même peu d'intérêt ; mais il touchait aux grandes questions qui devaient passionner les érudits et retentir sur la pensée politique du XVIII^e siècle : l'origine de la monarchie française, les rapports anciens de la royauté et de la nation, les conséquences qui doivent en résulter pour les divers éléments de la France moderne.

A ces problèmes, Saint-Simon répondit comme Le Laboureur ; et l'on est en droit de penser que la ressemblance n'est pas fortuite. Il connaissait le mandat confié à l'abbé, puisque le texte de la commission de 1664 figurait dans ses papiers, transcrit de sa propre main (1) ; il dut s'enquérir du résultat et lire l'ouvrage dans une copie. Il est certain du moins que ses opinions historiques, telles qu'elles paraissent fixées vers 1715, sont essentiellement conformes au système de Le Laboureur (2). Comme lui, Saint-Simon admet pour lois primitives la séparation des vainqueurs et des vaincus (3), et le gouvernement par assemblées : car il ne faut pas confondre la royauté militaire établie par Clovis avec le despo-

(1) Faugère, *Ecrits inédits* de Saint-Simon [191], t. III, annexe 3, p. 508, note.

(2) Cf. *Mémoire sur la renonciation* (Faugère, *Ecrits inédits*, t. II). — *Réputation de l'idée du Parlement d'estre le premier corps de l'Estat* (*ibid.*, t. III). — Le premier de ces opuscules est daté d'août 1712 ; le second, de février 1716. Une digression historique s'intercale aussi dans les *Mémoires* de l'année 1714 [236] (Ed. Boislisle, t. XXV). Mais elle est de date postérieure. Il faut noter que Le Laboureur ne dut pas être l'unique inspirateur de Saint-Simon, qui possédait dans sa bibliothèque les *Recherches de la France*, de Pasquier, et l'*Histoire du gouvernement*, de Boulainvilliers ; (*Mémoires*, éd. Boislisle, t. XXV, p. 192, n. 6). Mais ce dernier ouvrage n'a paru qu'en 1727, et d'ailleurs il y a bien de la différence entre les idées de Saint-Simon et celles de Boulainvilliers.

(3) *Ecrits inédits* [191], t. II, pp. 191-192 ; *Mémoires* [236], t. XXV, p. 193.

tisme à la mode turque (1) ; le roi ne pouvait prendre aucune décision importante sans l'assentiment de la noblesse, c'est-à-dire de la race conquérante, réunie dans les Champs de mars ou de mai (2). A cette simplicité primitive, succédèrent la diversité des inféodations, et le pouvoir des pairs de France, c'est-à-dire des grands vassaux « qui tenoient leurs grands fiefs du Roi, et qui, avec lui, jugeoient les causes majeures de tous les grands fiefs directement ou par appel, et lui aidoint dans l'administration de l'État militaire ou intérieure, et pour faire les lois, les changer et régler, et faire les grandes sanctions de l'État dans ces *placita conventa* ou assemblées de tous les ans (3). » Acceptant ainsi les principes de Le Laboureur, Saint-Simon n'est pas homme à s'effrayer des conséquences : les Pairs de France, héritiers directs des anciens leudes, ont succédé à leurs droits. La couronne, il est vrai, est devenue purement héréditaire : mais les cérémonies du sacre maintiennent au profit des Pairs un simulacre d'élection, et prouvent qu'en cas d'extinction de la dynastie régnante, ils seraient appelés à choisir un nouveau souverain (4). Quant au pouvoir « législatif et constitutif », il n'appartient qu'au roi et aux pairs (5) : le Parlement, dans la personne des présidents et conseillers, est une simple cour de justice (6) ; et pour les États généraux, le noble duc n'y veut voir « qu'une assemblée de remontrants et de plaignans,

(1) *Ecrits inédits*, t. II, pp. 190-191 ; *Mémoires*, t. XXV, p. 192.

(2) *Ecrits inédits* [191], t. II, pp. 193 sqq. ; *Mémoires* [236], t. XXV, pp. 195 sqq. (Saint-Simon ne croit pas à l'égalité absolue de tous les vainqueurs, même dans le gouvernement primitif : il y avait des seigneurs, ou leudes, et de simples guerriers qui ne délibéraient pas ; mais il admet que le corps des leudes était plus nombreux que la Pairie moderne.)

(3) *Mémoires*, t. XXV, p. 200. Cf. aussi *Ecrits inédits*, t. II, pp. 193 sqq.

(4) *Ecrits inédits*, t. II, pp. 216, 233. Le Laboureur avait fait une allusion analogue, mais plus brève et plus obscure, à la signification du sacre royal, qui représenterait un droit primitif d'élection. (*Histoire de la Pairie* [150], chap. ix, pp. 76 sqq.)

(5) *Ecrits inédits*, t. II, pp. 190 sqq.

(6) *Mémoires*, t. XXV, pp. 246 sqq., 329 sqq. ; *Ecrits inédits*, t. III, p. 409 sqq.

sans pouvoir que d'apporter les griefs des provinces, sans autorité que de délibérer des moyens d'augmenter et de changer les impôts, lorsque les Rois ont bien voulu et à chaque fois le leur permettre ; et le tout, sans que les Rois aient jamais été tenus de se conformer ny à leur avis, ny à leurs requestes (1) ».

Faudra-t-il donc statuer sur une grande question d'intérêt national, valider, par exemple, la renonciation du roi d'Espagne au trône de France ? Un simple testament de Louis XIV ne suffira pas, car le roi ne peut disposer de son royaume comme d'un bien patrimonial ; il faut un acte de l'autorité législative, qui réside conjointement dans la personne du roi et des pairs. Saint-Simon veut bien leur adjoindre, en considération de leur rôle historique, les ducs simples vérifiés et les grands officiers de la Couronne ; mais il écarte rigoureusement tous autres dignitaires ; Pairies, grands fiefs et grands offices constituent les seuls titres au pouvoir législatif :

« Hors de là tout n'est que confusion et que désordre, qu'usurpation non suivie, qu'attentat à l'esprit du gouvernement de la Nation, que renversement des choses contre leur nature et contre leur conservation, que dégradation de la Monarchie, que péril de sa dissolution, que dangers les plus pressants pour la dignité et pour la vie mesme de nos Rois (2). »

Rien de plus bizarre, à première vue, que cette conception, qui semble annuler l'histoire depuis le commencement de la troisième race : ce que réclame Saint-Simon, ce n'est ni le retour à l'état primitif, où tous les leudes, du moins jouissaient de droits égaux ; ni une large adaptation à la société moderne : c'est l'oligarchie des feudataires, dans un État qui n'est plus féodal ; la restauration, au XVIII^e siècle, de l'assemblée des grands vassaux

(1) *Ecrits inédits*, t. II, p. 186. (Cf. Le Laboureur, *Histoire de la Pairie* [150], chap. xv, p. 151.)

(2) *Ecrits inédits* [191], t. II, p. 286.

telle qu'elle existait avant Saint Louis. Mais ce duc et pair, à ses heures, daigne écouter le bon sens ; au-dessous de la caste gouvernante, il sait que la nation existe et doit compter. Il exclut la simple noblesse du pouvoir législatif, mais non du maniement des affaires : et ses *Projets de gouvernement*, rédigés vers 1715, l'admettent, ainsi que la magistrature, dans les différents conseils administratifs (1). Les États généraux et particuliers eux-mêmes, ces assemblées « de remontrants et de plaignans », ne seront pas anéantis : Saint-Simon voudrait leur confier l'administration des finances, non pas le vote, mais la répartition des impôts, la vérification des comptes, le droit de soumettre des vœux (2). Enfin, les grandes « sanctions » législatives demandent l'intervention des États : s'il n'ont aucun droit à les décider, ils doivent au moins les connaître, et les recevoir par acclamation, comme faisait jadis la foule militaire réunie autour du Champ de mars : « On n'a pas oublié, dit-il à propos de la renonciation, tout ce que ce Mémoire renferme de l'impuissance des États généraux pour former ces sanctions ; mais il est indispensable de les faire recevoir au corps de la Nation, pour qui elles sont faites, lequel tout incapable qu'il est de les former lorsqu'elles sont à faire, ny de les rejeter lorsqu'elles sont légitimement faites, est pourtant partie si essentiellement indispensable pour les recevoir (3) ».

Simple formalité, sans doute, que cette promulgation sans vote dans les États généraux ; mais sa signification n'est pas tout à fait vaine, puisqu'elle rappelle la loi suprême de l'intérêt national. Ainsi, aucune des forces sociales n'est complètement sacrifiée. Malgré ses pré-

(1) *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne* [192], éd. Mesnard ; Cf. pp. 18 sqq. ; 22, 54, 61. Les marchands entreront même au Conseil de commerce, mais c'est un Conseil inférieur (p. 49).

(2) *Projets de gouvernement*, pp. 4, 7.

(3) *Ecrits inédits* [191], t. II, p. 384.

jugés, Saint-Simon ne s'aveugle pas sur la transformation historique qui, d'un peuple de serfs, a fait une bourgeoisie riche et puissante ; il lui accorde des prérogatives que lui refusait la monarchie de son temps ; et ses projets laissent entrevoir, au-dessous d'une oligarchie régnante, une gradation de pouvoirs subalternes propres à en tempérer l'âpreté.

Comparé au duc de Saint-Simon, le comte de Boulainvilliers semble presque un esprit moderne : le sentiment nobiliaire était chez lui moins étroit, sinon moins fort ; il y joignait un amour ardent de la liberté, le souci du bien public et un goût de la recherche personnelle, peu commun chez les hommes de son rang. Il considérait la politique comme une « science (1) », et voulut en parler savamment. Il ne se contenta pas de lire et de résumer les mémoires rédigés par les intendants vers 1698, sur l'état actuel du royaume ; son enquête s'étendit au passé, dont l'oubli lui paraissait funeste pour les droits nationaux :

« Les autres nations plus portées à la réflexion que nous le sommes, et par conséquent plus tenaces de leurs coutumes et des droits qu'elles s'attribuent, ont fait aussi plus de cas de l'histoire et l'ont pour ainsy dire regardée comme la preuve la plus légitime qu'elles puissent donner chacune à son égard des libertés et propriétés dont elles jouissent (2) ».

Espérant trouver dans l'histoire « des véritez expérimentales, qui puissent être appliquées à notre état présent (3) », Boulainvilliers l'étudia dans les sources ; il fit sur les variations du gouvernement français, des origines jusqu'à Louis XI, un travail hasardeux sans doute, mais

(1) « Tous les hommes conviennent, qu'il n'est point de science plus haute que celle du Gouvernement » (*Histoire de l'ancien gouvernement* [87], t. I, préface non paginée.)

(2) Préface aux *Anecdotes de Saint-Louis* [16], ms. Arsenal 6.335, p. 3, recto.

(3) *Etat de la France* [86], t. I, préface, première partie, p. 41.

savant, profond, original (1). Affirmant comme Le Laboureur, le fait primitif de la conquête, il en développa les conséquences avec plus de netteté. Ces conséquences, telles qu'il les voit, pourraient se résumer en deux formules : inégalité fondamentale entre les vainqueurs et les vaincus ; égalité fondamentale entre les vainqueurs. Clovis, suivant les coutumes germaniques, n'était qu'un chef de guerre librement choisi ; la terre conquise ne devint pas son bien personnel, mais celui de la nation conquérante, qui se partagea le sol, réduisit les habitants en servitude, et continua de se gouverner selon ses lois (2). La noblesse, la propriété, l'exemption de charges onéreuses, le droit de rendre la justice, furent les attributs naturels des Francs établis dans les Gaules (3). Leurs assemblées, ou Parlements, partageaient avec le roi l'administration des grandes affaires, le jugement des causes majeures et la législation (4). C'est sous le règne de Charlemagne que Boulainvilliers place la perfection de ce gouvernement (5) ; il se plaît à évoquer, d'après un opuscule de Hincmar (6), les délibérations majestueuses de la nation réunie au Champ de mai (7). Après la mort de ce héros, — le seul des rois de France qui mérite le titre de grand (8) — la faiblesse

(1) Les deux grands ouvrages de Boulainvilliers parurent après sa mort, survenue en 1722 ; ce sont : *l'Etat de la France*, Londres, 1727-1728, 3 volumes, réédité ensuite ; et *l'Histoire de l'ancien Gouvernement de la France, avec XIV Lettres historiques sur les Parlemens ou Etats-Généraux*, 3 volumes, Amsterdam et La Haye, 1727 ; ces *Lettres historiques* ont été réimprimées séparément en 1753. *L'Etat de la France* contient le résumé des mémoires des intendants, augmenté de développements historiques ; on y trouve, au tome I^{er}, des *Mémoires sur l'histoire du gouvernement de France*, essentiellement semblables à *l'Histoire de l'ancien gouvernement*. Il existe plusieurs copies manuscrites des écrits de Boulainvilliers dans les bibliothèques de Paris. *L'Histoire de l'ancien gouvernement* figure parmi les manuscrits achetés par Dodart en 1723. (*Correspondance de Montesquieu* [32], t. I, pp. 38-39.)

(2) *Histoire de l'ancien gouvernement* [87], t. I, pp. 25 sqq.

(3) *Ibid.*, pp. 40, 66.

(4) *Lettres historiques* [87], lettre II, t. I, pp. 224, 226.

(5) *Histoire du gouvernement* [87], t. I, p. 112.

(6) La lettre connue sous le titre *De ordine Palatii*. Les œuvres de Hincmar avaient été éditées par Sirmond, en 1645.

(7) *Lettres historiques* [87], lettre II, t. I, pp. 230, 243.

(8) *Histoire du gouvernement* [87], t. I, p. 116.

de sa dynastie permit le démembrement de l'Empire, funeste à la régularité des assemblées (1). Mais « la police des Fiefs » déjà ébauchée par Charlemagne, s'affermir dans le déclin de sa postérité, et, prenant une forme fixe à l'avènement de la troisième race, conserva les privilèges essentiels des Français (2). Les rois convoquèrent des Parlements formés de vassaux ; l'égalité des nobles se maintint : « tous les Barons et Chevaliers concouroient également aux délibérations communes des Parlements généraux... soit Pairs, soit Princes, ou Seigneurs du sang, ils faisoient tous également Corps avec la Noblesse dans les assemblées de l'État » (3). Ainsi Boulainvilliers refuse d'admettre, comme Le Laboureur et Saint-Simon, le transfert des droits primitifs à une minorité de grands feudataires ; mais il reconnaît la décadence de la féodalité et il en démêle les causes avec beaucoup de pénétration. Il montre les rois de la troisième race travaillant depuis Louis VI et Philippe Auguste, à l'avilissement des barons : l'affranchissement des Communes, l'élévation de la bourgeoisie, la politique violente ou rusée de la maison capétienne ont peu à peu détruit la puissance de l'aristocratie (4). Les Parlements furent réduits à l'état de cours de justice, et les rois y placèrent avec les légistes, de fidèles serviteurs de leurs intérêts (5). Les États généraux, il est vrai, remplacèrent en partie les anciennes assemblées ; ils eurent droit de conseiller les princes et de consentir les impôts. Mais les rois surent tourner ce dernier obstacle, et déjà l'habileté de Louis XI avait presque atteint « le pouvoir despotique qu'ils exercent aujourd'hui (6) ».

Une usurpation graduelle de la royauté et du tiers

(1) *Lettres historiques* [87], lettre III, t. I, pp. 286, 290.

(2) *Lettres historiques* [87], lettre IV, t. I, pp. 291 sqq.

(3) *Lettres historiques* [87], lettre VI, t. II, pp. 41-42.

(4) *Lettres historiques* [87], lettre IV, t. I, pp. 309 sqq ; lettre V, t. I, pp. 331 sqq ; lettre XIII, t. III, pp. 135 sqq et *passim*.

(5) *Lettres historiques* [87], lettre VI, t. II, pp. 25, 47, 50.

(6) *Lettres historiques* [87], lettre XIII, t. III, p. 166.

état sur l'aristocratie, tel est, d'après Boulainvilliers, le grand fait qui résume l'histoire de France sous la troisième race. Les conséquences de son système, s'il fallait les pousser à bout, seraient l'abolition de la monarchie héréditaire, et l'anéantissement politique du tiers état. Le consentement de la noblesse, maîtresse légitime du royaume, est en principe nécessaire pour l'investiture d'un souverain. Boulainvilliers le dit nettement dans un de ses ouvrages manuscrits, où il date du couronnement de Louis le jeune, l'injuste abolition de ce droit :

« On peut... marquer cette époque du couronnement de Louis le Jeune comme l'une des occasions où le Clergé a fait un plus grand préjudice à la Nation, puisqu'après s'être autorisé à réduire à une simple cérémonie... le point le plus important à la liberté publique, et après avoir effectivement exclu le plus grand nombre des Barons du Royaume, du concours à l'Inauguration de celui qui devenoit leur chef ; l'idée de ce concours s'est aussi aisément perdue que le souvenir des Élections, ainsy le fantôme d'une consécration Religieuse due au plus habile à succéder dans l'ordre naturel, s'est élevé à la place des maximes les plus certaines du gouvernement françois (1) ».

D'autre part, la noblesse forme un corps homogène, mais impénétrable ; elle est la nation primitive, et les descendants des serfs affranchis ne sauraient prétendre à ses droits. Les anoblissements, tant prodigués par la monarchie, ne peuvent « changer la source du sang dans laquelle les Annoblis ont pris leur origine » (2). Ainsi la distinction des vainqueurs et des vaincus doit se perpétuer dans la suite des siècles. Deux peuples vivant sur

(1) Préface aux *Anecdotes de Saint-Louis*, ms. Arsenal 6.335 [16], p. 9. Voir des réflexions sur les inconvénients de l'hérédité. *Lettres historiques* [87], lettre VIII, t. II, pp. 161-162 ; lettre XIII, t. III, pp. 156-157.

(2) *Lettres historiques* [87], lettre VI, t. II, p. 40.

le même sol sans se mêler, l'un maître des lois et de la couronne, l'autre à peine propriétaire de sa vie et de ses biens ; la république, — on dirait presque la démocratie, — pour les nobles, le despotisme imposé aux roturiers, telle serait la conclusion rigoureuse des principes de Boulainvilliers.

Cette conclusion, toutefois, Boulainvilliers ne l'a point tirée ; et il ne faudrait pas lui prêter trop d'inhumanité, ni trop de logique. Certes, il déplore l'abaissement des anciennes familles ; l'autorité des intendants, les prétentions de la Robe, font frémir son « cœur de gentilhomme (1) ». Et ses *Essais sur la noblesse de France* [85] portent cette épigraphe mélancolique : *Heu ! fuimus Troes* (2). Mais il y avait en lui, avec la nostalgie des temps héroïques et barbares, une intelligence réaliste qui lui montrait la force des faits accomplis. Aussi avoue-t-il qu'il serait « mal convenable » de reprocher perpétuellement au tiers état et à la magistrature l'humilité de leur origine ; les avantages du commerce, et d'une justice bien réglée « sont de puissans motifs pour ramener l'égalité et pour la faire goûter à la Noblesse, la plus intéressée dans la perte de son premier rang (3) ». Il a répandu dans ses écrits des vues fort libérales sur la nécessité de procurer le bonheur des peuples et d'affermir les gouvernements par l'amour réciproque du roi et des sujets (4). Il ne hait vraiment que le despotisme imité des Orientaux, qui avilit la dignité humaine (5). Le système de Bossuet, qui abuse des textes de l'Écriture « pour forger de nouvelles chaînes à la liberté naturelle des Hommes »

(1) Cf. *Lettres historiques* [87], lettre VI, t. II, p. 49.

(2) L'épigraphe n'est peut-être pas de lui, mais elle résume bien l'esprit général de ses travaux.

(3) *Lettres historiques* [87], lettre XIV, t. III, p. 204.

(4) *Lettres historiques* [87], lettre II, t. I, pp. 227, 231.

(5) Cf. la préface de l'*Histoire de l'ancien gouvernement* [87], et celle de l'*Etat de la France* [86], qui lui est identique en partie. Cf. aussi *Histoire du gouvernement* [87], t. I, p. 167.

lui semble « un des plus honteux témoignages de l'indignité de notre siècle, et de la corruption des cœurs (1) ». De tels sentiments s'accordent peu à un idéal d'oppression. Aussi bien la folle espérance de faire refluer le cours des choses jusqu'à l'inégalité première, n'apparaît point chez Boulainvilliers. Longtemps après le règne de « l'incomparable Charlemagne (2) », l'histoire lui offre une époque encore digne de sympathies et de regrets : c'est la monarchie du xiv^e siècle, lorsqu'elle respecta les États généraux. Boulainvilliers aime à retracer le tableau de ces assemblées, où la noblesse, encore puissante, ne formait cependant qu'un des ordres de la Nation ; il s'attache avec une sorte de douceur mêlée d'amertume, aux derniers souvenirs de liberté. En 1338, sous le règne de Philippe de Valois, il fut arrêté « que l'on ne pouroit imposer ni lever taille en France, si urgente nécessité, ou évidente utilité ne le requéroit de l'octroi des Gens des États (3) ». Le roi Jean confirma ces dispositions, en 1355, par une déclaration « qui fixe irrévocablement le droit des Assemblées, et qui pourroit par cette raison être justement comparée à la Grande Charte accordée aux Anglois..., s'il n'étoit pas malheureusement trop véritable qu'elle est demeurée oubliée depuis plus de deux cens ans (4) ». Sous cette forme plus moderne, Boulainvilliers pouvait demander, et il demanda la restauration des Champs de mai. Au commencement de la régence, il conseilla au duc d'Orléans d'assembler les trois États du Royaume à Bourges, pour « ranimer l'idée du bien public », et « autoriser une juste distribution des impôts (5) ». Quand il s'agit de pourvoir au présent, non de rêver au passé, il ne prétend pas

(1) *Lettres historiques* [87], lettre III, t. I, p. 253.

(2) *Lettres historiques* [87], lettre III, t. I, p. 255.

(3) *Lettres historiques*, [87], lettre VIII, t. II, p. 187.

(4) *Lettres historiques* [87], lettre IX, t. II, p. 204.

(5) *Mémoires présentés au Régent* [88], t. I, p. 12.

ignorer la classe la plus nombreuse et la plus industrielle de la nation.

Mais en l'admettant dans les assemblées, il ne l'égale pas à la noblesse. Bien qu'il n'ait pas précisé son projet de convocation, il serait vain de lui prêter des desseins démocratiques. L'esprit général de son œuvre dit trop clairement que si le tiers état peut compter dans la nation, il doit rester subordonné. A la noblesse reviennent les grandes charges, et sans doute la prépondérance dans les États généraux ; les cœurs plébéiens ne sont point faits pour le gouvernement. C'est de la bourgeoisie que sortaient les intendants de Louis XIV, ces partisans d'« un pouvoir tyrannique », ces fauteurs « d'une obéissance aveugle de la part des Sujets », « ces Oppresseurs de la Patrie (1) ». Boulainvilliers distingue clairement le danger de l'égalité dans l'état monarchique : en détruisant « les puissances particulières (2) », elle supprime tout obstacle entre la force du prince et la faiblesse des sujets, elle favorise le despotisme. Au contraire, les gouvernements d'essence féodale, qui brisent l'unité du pouvoir, multiplient les moyens de défense pour les droits individuels (3). Idée féconde, d'où pouvait sortir toute une théorie de l'aristocratie libérale : mais Boulainvilliers laisse à d'autres le soin de la développer. Il voit le genre de services que peut rendre la noblesse, mais il ne sait pas les approprier aux besoins des sociétés modernes ; il a l'instinct de la liberté politique, mais sa pensée encore inhabile n'en précise pas les conditions ; placé devant la France de son temps, il en discerne les

(1) *Histoire de l'ancien gouvernement* [87], préface non paginée.

(2) *Lettres historiques* [87], lettre XIV, t. III, p. 183.

(3) Cf. *Lettres historiques* [87], lettre XIV, t. III, p. 186 : « Il ne peut y avoir de sureté pour les peuples que dans les Etats gouvernez sur les modèles donnés par les anciens destructeurs de l'Empire romain, desquels il ne reste plus de trace qu'en Angleterre ; ou du moins dans ceux où il reste assez de grands Seigneurs et de Princes établis pour servir de refuge à une partie des Misérables, que la puissance non bornée ne sauroit manquer de faire. »

maux et connaît un remède, mais il est incapable de l'appliquer. Faute d'un plan bien arrêté, il suit les écarts de son humeur, s'exhale en regrets et en diatribes, tantôt réfugié dans la contemplation du passé, tantôt devançant ses contemporains, attirant et décevant la sympathie des lecteurs modernes, sans jamais livrer d'un seul coup sa curieuse nature de gentilhomme citoyen.

Tandis que la noblesse d'épée songeait à son ancienne grandeur, la noblesse de robe nourrissait des regrets et des ambitions du même genre. C'est par contrainte, et sans doute avec un sentiment de déchéance, que les Parlements s'étaient bornés sous Louis XIV à rendre la justice ; leurs traditions et certaines doctrines du *xvii^e* siècle et de la première partie du siècle suivant, leur assignaient le rôle d'un Sénat modérateur plutôt que d'un tribunal. « Les lois et ordonnances des rois, avait dit Coquille, doivent être publiées et vérifiées en parlement ou en autre cour souveraine, selon le sujet de l'affaire, autrement les sujets n'en sont liés (1) ». Du Haillan estime que la puissance du Roi « est réglée, limitée et bridée par bonnes lois et ordonnances, et par la multitude et diversité des officiers (2) », parmi lesquels les Parlementaires figurent en bonne place ; en sorte que le gouvernement de la France semble tenir à la fois de la monarchie et de l'aristocratie (3). Au commencement du *xvii^e* siècle, un président du Parlement de Toulouse, Bernard de la Roche Flavin, définissait en termes pittoresques la nature de la monarchie française, qu'il opposait au despotisme moscovite ou ottoman : « Le Royaume et Monarchie de France est reglée et policee, et est composee et mixtionnee de trois sortes de gouvernements ensemble, sçavoir de la Monarchie, Aristocratie et Repu-

(1) *Institution au droit François* [101], p. 5.

(2) *De l'Etat et Succes des affaires de France* [116], liv. II, p. 79.

(3) *Ibid.*, pp. 78-79.

blique : à fin que l'un servist de frein et contre-poids à l'autre (1). » Dans cette machine savamment réglée, le « Sénat », c'est-à-dire le Parlement, est une pièce essentielle : « Pour l'imbécilité du conseil, gouvernement et prudence d'un homme seul, fort prudemment, fut du commencement institué une forme de Senat ; c'est-à-dire une bonne et notable compagnie, et assemblée d'excellens personnages pour maintenir la loy et la justice en vigueur ; et se faisant verifïer, et approuver les loix, Edicts et ordonnances. ...Laquelle autorité du Sénat est appelee par Plato, un contrepoids à la puissance Royale, salutaire au corps universel de la chose publique : car c'est un poinct tout resolu au faict politic, qu'il n'y a rien qui tant le conserve en son moyen par un juste contrepoids de chacun des Estats politiques ensemblement (2) ».

Un roi jaloux de son autorité comme Louis XIV, ne pouvait tolérer de semblables prétentions. Mais les magistrats n'oubliaient point leur ancien rôle, et tout le monde ne l'oubliait pas autour d'eux. On soupçonne un regret chez Fénelon, lorsqu'il rappelle au duc de Bourgogne le contrôle des Parlements sur les édits fiscaux (3). Selon Boisguillebert, ce contrôle, substitué à celui des États généraux, était un dernier « palladium ou Dieu tutélaire (4) » contre l'avidité des traitants ; de sa suppression, date le déclin de la prospérité française (5). C'est un homme de robe qui parle ainsi, mais non un membre des Cours souveraines ; on conçoit que

(1) *Treize livres des Parlements de France* [143], liv. XIII, chap. xvii, § 11-12, p. 924. Cf. les paragraphes 9, 13, pp. 923-924.

(2) *Ibid.*, liv. XIII, chap. xvii, § 12, p. 924.

(3) « De nos jours, on voyait encore les Parlements, qui sont des compagnies infiniment inférieures aux anciens Parlements ou États de la nation, faire des remontrances pour n'enregistrer pas les édits bursaux. Du moins devez-vous n'en faire aucun sans avoir bien consulté des personnes incapables de vous flatter, et qui aient un véritable zèle pour le bien public. » (*Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté*, XVIII, *Ecrits politiques* [118], p. 48.)

(4) *Factum de la France* [103], édition Daire, p. 308.

(5) *Ibid.*, pp. 308-309.

les Parlementaires aient pensé comme lui ou encore plus hardiment. Aussi quand la complaisance intéressée du Régent leur eut rendu le droit de remontrance, quand les souvenirs du temps de la Fronde flottèrent dans l'air (1), crurent-ils le moment venu de s'ériger en arbitres dans les troubles d'une minorité. En 1716, Saint-Simon rédigeait un mémoire exprès pour réfuter la prétention « si nouvelle et si hasardée » du Parlement « d'estre le premier corps de l'Estat (2) » : prétention renouvelée plutôt que nouvelle, et qui s'inspirait en partie des théories chères à ce duc et pair. Le Parlement s'appuyait, comme lui, à l'idée d'une liberté primitive ; il réclamait à son bénéfice les droits des anciennes assemblées, droits que Boulainvilliers réservait à la noblesse, Le Laboureur et Saint-Simon à la pairie. Il prétendait faire corps avec la pairie elle-même, et assimiler les légistes aux prélats et aux grands vassaux qui, dans les commencements de la troisième race, composaient seuls la cour du roi. Ainsi se rétablissait la continuité, si nettement rompue par Saint-Simon, entre les Parlements modernes et les antiques Parlements législatifs ; les présidents et conseillers succédaient aux leudes de Charlemagne et aux guerriers de Clovis. Cette conception de l'histoire, jointe à des considérations politiques sur la nécessité d'un pouvoir modérateur, constitue, dès les premières années du XVIII^e siècle, une doctrine chère au Parlement. Il est vrai que jusqu'aux environs de 1750, cette doctrine se produisit rarement au grand jour ; mais on la consignait dans des manuscrits, qui circulaient secrètement. Un correspondant de Montesquieu, Dodart, lui marque, en 1723, qu'il a acheté en manuscrits, outre les histoires de Le Laboureur et de Boulainvilliers, un mémoire sur l'éta-

(1) Sur le réveil de ces souvenirs, au temps de la Régence, cf. Dom H. Leclercq, *Histoire de la Régence* [495], t. II, chap. xxvi, pp. 157-158.

(2) Cf. *Ecrits inédits* [191], t. III, pp. 409 sqq.

blissement du Parlement de Paris (1) : « Quoique beaucoup de gens aient ces ouvrages, je les ai achetés parce que très sûrement ils ne seront pas imprimés, si ce n'est en temps de guerre en pays étranger (2) ». Nous ne savons de quel mémoire il s'agit ici ; mais il nous reste des spécimens de cette littérature parlementaire. L'un d'eux, conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal, est un mince écrit anonyme, qui tente de prouver par l'histoire et la tradition les droits politiques des magistrats (3). Ces quelques pages, où l'autorité de La Roche-Flavin est souvent invoquée, manquent de précision historique et juridique ; mais tout l'essentiel de la doctrine y est déjà affirmé :

« Les Parlements étoient anciennement les assemblées des Princes, Officiers de la Couronne, Prelats, Plus grands seigneurs et notables personnes de l'Eglise et de la noblesse pour deliberer des affaires d'Estat et faire justice souveraine aux sujets du Roy (4) ».

Un développement assez confus montre ensuite que ces assemblées se sont continuées sous deux formes : les États généraux du royaume et le Parlement sédentaire, resté pratiquement le seul organe du vœu national. Il a droit d'enregistrer les lois, de vérifier les traités de paix, de déférer la Régence, d'arrêter, pendant les minorités, l'arbitraire ministériel. Pour les édits fiscaux, un accord tacite du roi et du peuple a substitué le consentement du Parlement au vote des États généraux, qui était jadis nécessaire : car « la Royauté n'est établie que pour la deffense et la conservation des peuples sans que les Rois soient rendus maîtres de la vie ny des biens de leurs

(1) *Correspondance de Montesquieu* [32], t. I, lettre de Dodart, du 23 novembre 1723, pp. 38-39.

(2) *Ibid.*, p. 39.

(3) Ms. Arsenal [14], 5860, folios 1-9. Un passage mentionne comme un fait arrivé « depuis peu » (folio 7, *recto*) l'enregistrement de la renonciation des ducs de Berry et d'Orléans au trône d'Espagne, enregistrement qui date du 15 mars 1713.

(4) Ms. Arsenal, 5860, folio 1, *recto* [14].

sujets (1). » Ces réflexions philosophiques sont rares sous la plume de l'auteur, qui d'ordinaire s'en tient à des explications laborieuses sur le droit positif français. Mais sa tendance du moins est nette ; sans faire la théorie des gouvernements, sans dissserter sur le despotisme, il veut limiter étroitement, par la puissance parlementaire, l'autorité du roi.

Un autre manuscrit, déposé à la Bibliothèque Nationale, offre un exposé plus complet : *l'Essay historique concernant les droits et prérogatives de la Cour des Pairs de France* (2) paraît provenir de la reprise, au commencement du XVIII^e siècle, d'un ouvrage du siècle précédent. Son titre s'accompagne en effet de la mention suivante : « Manuscrit trouvé parmy ceux de Pierre du puy, augmenté par M. *** 1721. » Pierre Dupuy, érudit célèbre et partisan déterminé des remontrances (3), était mort en 1656 ; le fonds primitif de *l'Essay* doit donc remonter à la première moitié du XVII^e siècle. Certains passages, d'autre part, sont certainement postérieurs au règne de Louis XIV (4). Mais dans l'ensemble, on ne saurait distinguer la part de chaque rédacteur : le manuscrit est d'un seul tenant et d'une seule main ; la pensée paraît homogène, et les inconséquences, quand elle

(1) *Ibid.*, folio 5, recto.

(2) Le titre complet est le suivant : « Essay historique concernant les droits et prérogatives de la Cour des Pairs de France qui est le Parlement seant à Paris. Tiré des Registres du dit Parlement, des ordonnances et édits de nos Roys, des Remontrances a eux faites, des plus habiles jurisconsultes et historiens et d'autres monumens authentiques. » B. N. n. a. fr., n° 1503 [8].

(3) Son fragment imprimé sur le *Parlement de Paris* ne contient pas de détails sur l'origine de cette cour, ni sur l'étendue de ses droits ; mais l'auteur est manifestement favorable au pouvoir politique de la magistrature : « Depuis que quelque Ordonnance a été publiée et vérifiée en Parlement, les François y obéissent sans murmures ; comme si cette Compagnie étoit le lien qui unit l'obéissance des sujets avec le commandement de leur Prince. » (Pierre Dupuy, *Du Parlement de Paris*, fragment imprimé avec le *Traité de la majorité de nos Rois* [117] (1655, édition de 1722, t. II, p. 421).

(4) Au chapitre xiv, l'auteur mentionne et réfute le livre de Guillard, *Histoire du Conseil du Roy*, paru en 1718. Au chapitre xvii il est question des habitudes prises par la nation sous « le long et violent règne de Louis XIV » (p. 351).

en offre, sont plus apparentes que réelles : elles tiennent au désir de respecter extérieurement la souveraineté du Roi, tout en la contestant en fait ; cette équivoque, habile ou grossière, sera toujours familière aux apologistes du Parlement. Il semble donc que *l'Essay historique*, œuvre mixte, mais cohérente, rattache comme d'un nœud solide deux moments de l'activité parlementaire : des controverses de la Fronde à celles de la Régence, il montre la persistance d'une même tradition.

L'orgueil de la magistrature s'étale avec une sorte d'ingénuité, dans ces pages où le Parlement « ange tuteur » de la France (1), est associé aux plus éminentes dignités de l'État. Selon l'auteur, en effet, quoique le titre de Pair soit attaché, depuis quelques siècles, à la possession de certaines seigneuries, l'office et les fonctions de Pair appartiennent toujours à l'ensemble du Parlement : « chaque conseiller ou membre de cette compagnie en jouit par l'estat de sa charge, et le parlement aujourd'hui n'est pas moins véritablement la cour des pairs qu'il l'estoit autrefois (2) ». Le Parlement représente les assemblées des premiers temps de la monarchie (3) ; mais c'est une question de savoir s'il tient son autorité du monarque ou du peuple : l'auteur semble pencher vers le second système, qui « est magnifique sans doute et est fort avantageux à la nation françoise » ; mais une discussion détaillée choquerait inutilement « les oreilles délicates » (4) ; il suffit qu'une tradition incontestable confère au Parlement le droit d'intervenir dans les grandes affaires de l'État. Sur l'étendue de ce droit, la pensée de l'écrivain est plus nette que son langage ; car il tient à concilier le contrôle du Parlement avec le dogme théorique de la monarchie absolue ; il recourt à des dis-

(1) *Avertissement* [8], p. 9.

(2) Chap. I, p. 18.

(3) Chap. I.

(4) Chap. I, p. 29.

tinctions, un peu embarrassées, entre la puissance arbitraire et la puissance monarchique réglée par les lois (1). Les formules rappellent Bossuet ; mais tandis que pour ce dernier, l'injustice ou l'illégalité d'un ordre ne relèvent pas les sujets du devoir de soumission, l'auteur de *l'Essay* subordonne l'obéissance à la justice : parmi les lois fondamentales qui tempèrent l'autorité, « on ne peut obmettre celle qui établit que le Roy peut tout ce qui est juste. Cette loi est le fondement d'une obéissance raisonnable, telle qu'il convient à des personnes libres. Le Roy est donc soumis aux règles de la raison et de la justice ; et quand il commande quelque chose de contraire à ces règles, il n'agit pas en Roy, et il est permis de ne luy pas obéir, ou plutôt il n'est pas permis de luy obéir (2). »

Déclaration précise, qui, annulant des subtilités de pure forme, change la monarchie absolue en monarchie limitée par le Parlement. C'est ce corps, en effet, conseil perpétuel et public de l'État, qui doit juger de la justice et de l'injustice de la loi, décréter l'obéissance ou la désobéissance. Il a le droit d'examiner les actes législatifs qui émanent du monarque, d'y proposer des modifications, d'en rejeter tout ou partie (3). Telle est la fonction primitive de la cour des Pairs, ou Parlement séant à Paris, qui est, à proprement parler, le seul Parlement du Roi de France (4). Médiateur entre le monarque et le peuple, il constitue le premier corps de l'État (5) : ce que l'on nomme couramment conseil d'État n'est que le conseil privé et variable du Prince (6) ; les États généraux ont une autorité imposante, mais en fait peu d'efficacité : leur convocation dépend du roi, et une foule d'intrigues

(1) Cf., son chapitre xi, *De l'autorité des Roys de France*.

(2) Chap. xi, pp. 259-260

(3) Chap. v.

(4) Chap. vii.

(5) Chap. vi.

(6) Chap. x.

faussent élections et délibérations (1). C'est donc au Parlement que revient le dépôt de la liberté publique ; c'est grâce à lui que la monarchie française se distingue de la tyrannie, et l'obéissance des sujets, de la soumission des esclaves :

« Si... la nation souffre quelquefois par l'exorbitance d'une puissance arbitraire, elle s'en doit prendre à elle même et non pas à la constitution de son gouvernement qui est excellente et la plus parfaite que l'on puisse jamais imaginer ; puisque la forme du gouvernement françois rassemble tout ce qui est de plus parfait dans la monarchique, l'Aristocratique, et la Democratique, sans renfermer aucun inconvénient (2). »

Telles sont les thèses que l'*Essay* prétend établir par l'érudition et la raison ; mais ni les précédents, ni les citations dont il s'alourdit ne lui donnent de valeur historique : toutes ses assertions de fait paraissent contestables ou peu probantes. Quant à la réflexion politique, elle y reste gauche et courte dans sa subtilité. L'absence de notions précises sur les diverses formes de gouvernement, sur la nature et les rapports des pouvoirs, trahit une pensée encore inexpérimentée. Cependant, l'œuvre est déjà riche : distinction de la monarchie et du despotisme, nécessité des puissances intermédiaires, droit des Parlements à représenter la nation, toutes ces idées fécondes s'ébauchent dans l'*Essay*. L'auteur n'a pas su les condenser en formules adroites et frappantes, mais il les anime d'une haine, encore toute vive contre le despotisme du Grand Roi. Il souhaite que le Parlement délivre la nation française, « tout à fait tournée à la servitude et à l'esclavage le plus abject, auquel le long et violent regne de Louis 14 ne l'a que trop accoutumé (3). »

(1) Chap. XIII.

(2) Chap. V, p. 202.

(3) Chap. XVII, p. 351.

Cette œuvre dédiée à la gloire du Parlement est parfois traversée d'un souffle d'éloquence populaire :

« Soyez donc a jamais maudits intéressés courtisans qui ne cessés de souffler aux oreilles des Roys qu'ils sont au dessus des loys, que leur volonté est l'unique loy du Royaume, cette danable maxime a été plus pernitieuse au Royaume que les pestes, les incendies, les gresles, et les autres calamités publiques : elle a réduit ce florissant Royaume à l'extreme misere où nous le voyons plongé aujourd'huy, et si Dieu n'a pitié de nous, elle sera la cause de sa totale ruine (1). »

L'*Essay historique* est demeuré inédit ; mais bientôt des audaces du même genre affleuraient à la lumière avec le *Judicium Francorum*. Cet écrit, dont la publication, en 1732, produisit quelque émotion (2), n'était que le remaniement d'un pamphlet des derniers temps de la Fronde : « *Les véritables maximes du gouvernement de la France, justifiées par l'ordre des temps, depuis l'établissement de la Monarchie jusques à présent : Servant de Response au prétendu Arrest de Cassation du Conseil du 18 janvier 1652.* » Quelques additions et suppressions l'avaient adapté aux circonstances, sans changer le fond des idées. Sous cette forme nouvelle, il fut imprimé d'abord dans les *Mémoires historiques et critiques* de Mézeray, dont Camusat donnait une édition en 1732 (3) ; il ne semble

(1) Chap. xi, p. 265.

(2) Cf. *Nouvelles ecclésiastiques* [470], 12 juillet 1732, p. 136. — *Journal de Barbier* [202], t. II, juillet 1732, p. 319. — *Réflexions d'un avocat* [272], t. I, p. 10. — Pierre Bouquet, *Lettres provinciales* [287], VIII, p. 119. (Ce dernier ouvrage date la publication de 1730, mais tous les autres documents la placent en 1732.) Le pamphlet fut édité vraisemblablement par le parti janséniste qui s'empessa de le désavouer. (*Nouvelles ecclésiastiques*, 12 juillet 1732, p. 136.) Le *Judicium Francorum*, dit Malesherbes, put paraître au XVIII^e siècle « sans que les auteurs aient été découverts ni punis ». (*Mémoires sur la Librairie* [162], 3^e mémoire, p. 103.)

(3) *Mémoires historiques et critiques* [164], par François Eudes de Mezeray, Amsterdam, 1732, t. II, pp. 114 sqq. L'éditeur a soin d'indiquer que le mémoire n'est pas de Mézeray. (*Ibid*, p. 114, note.) Il affecte, d'ailleurs, dans sa préface, de combattre les thèses du *Judicium Francorum*. (T. I, pp. xiv, xviii.)

pas que le public ni l'autorité y aient pris garde ; mais quelques semaines plus tard (1), une publication séparée divulgua le texte de ce « Mémoire touchant l'origine et l'autorité du Parlement de France appelé *Judicium Francorum* ». Les propositions de l'*Essay* s'y retrouvent avec un peu plus de hardiesse et de précision : tandis que l'*Essay* se contente d'affirmer la continuité entre la « Cour des Pairs » et les assemblées primitives, le *Judicium Francorum* s'efforce de faire saisir le lien. C'est aux Champs de mars et de mai, et par delà aux assemblées des tribus germaniques, qu'il rattache le Parlement . « Nec regibus infinita aut libera potestas », dit Tacite, parlant « des mœurs de nos Peres » (2) : ce texte de la *Germanie*, qui reparaitra fréquemment au XVIII^e siècle, sert déjà, dans le *Judicium Francorum*, à définir le principe de l'ancienne constitution française. Les Germains portèrent leurs institutions dans les Gaules, et les rois issus de Clovis respectèrent les droits du peuple ; sous la première race, la nation entière s'assemblait pour voter les lois : « Tout se decidoit par la liberté des suffrages. Tout le monde avoit part à la délibération ; parce que notre monarchie avoit été fondée sur la liberté, il n'y a jamais eu de gouvernement plus naturel (3). »

L'auteur affirme que ces assemblées, réduites dès la seconde race aux principaux du royaume, continuèrent sous la troisième sans perdre aucun de leurs droits : ce sont celles que les historiens désignent sous le nom de *Judicium Francorum* ; quant au titre de *Parlement*, il apparaît sous Philippe Auguste. La cour, rendue séden-

(1) Les *Nouvelles ecclésiastiques* [470], du 24 juillet 1732, déclarent que le pamphlet a paru dans les *Mémoires* de Mézeray, « plusieurs semaines » avant la publication séparée (p. 144). Le 21 septembre de la même année elles signalent la publication de 1652 (p. 175).

(2) *Mémoires historiques* [164], t. II, p. 125. — Cf. *Véritables maximes* [277], p. 23. (A défaut d'exemplaire de l'édition séparée de 1732, qui semble être aujourd'hui détruite, nous citons le *Judicium Francorum* d'après les *Mémoires* de Mézeray.)

(3) *Mémoires historiques* [164], t. II, p. 114. — Cf. *Véritables maximes* [277], p. 7.

taire par Philippe le Bel, étendit sa compétence judiciaire, sans perdre ses droits politiques, qui lui appartiennent encore légalement. Ainsi, le *mâl* germanique, les Champs de mars et de mai, la Cour des grands vassaux des premiers capétiens, et enfin le Parlement de France séant à Paris, ne seraient, d'après cet écrit, que des formes diverses de la même institution (1). En revanche, les Parlements de province apparaissent comme de simples tribunaux (2), et le Conseil d'État, comme un Conseil privé (3). Le Parlement de France représente seul la nation ; sa fonction première est de veiller aux intérêts généraux du peuple. Aussi son consentement est-il nécessaire pour conclure la paix, lever les impôts, instituer les officiers, décider de toutes les grandes affaires ; c'est lui qui juge les plus hauts dignitaires et les princes de sang, qui défère la régence dans les temps de minorité (4). Bref, le *Judicium Francorum*, comme l'*Essay historique*, soumet la monarchie à la tutelle du Parlement ; et comme l'*Essay historique* encore, il prétend ne rien entreprendre sur les droits de la royauté :

« Les Monarchies ne sont pas toutes despotiques ; il n'y a que celle du Turc qui le soit, toutes les autres que nous voyons aujourd'hui sont tempérées par une espèce d'Aristocratie, qui les maintient et qui les conserve. Tout s'y fait bien sous le nom d'un seul, mais un seul ne fait pas tout. Il n'y a qu'un sceau, qu'un caractère public, qu'une puissance légitime : mais cette puissance se forme de l'union des Sujets avec le Souverain, et du souverain avec les Sujets ; étant certain que les François ont choisi le Gouvernement Monarchique, non pour

(1) *Mémoires historiques* [164], t. II, pp. 115-117. — Cf. *Véritables maximes* [277], p. 8.

(2) *Mémoires historiques* [164], t. II, p. 126.

(3) *Mémoires historiques* [164], t. II, pp. 132 sqq. — Cf. *Véritables maximes* [277], pp. 9 sqq.

(4) *Mémoires historiques* [164], t. II, pp. 116, 122. — Cf. *Véritables maximes* [277], pp. 8, 14.

perdre leur liberté, mais au contraire pour la maintenir et pour la défendre (1). »

C'est en vain que l'auteur proteste de son respect pour la royauté : une telle phrase est fertile en conséquences subversives. Mais elles ne sont point développées. La thèse historique fait tort, dans le *Judicium Francorum*, à l'expression des idées politiques : elles restent dispersées, rudimentaires, étouffées sous une érudition sèche et prolixo à la fois. Il est clair pourtant que le libelle tend à briser l'unité de la puissance royale, pour substituer un gouvernement mixte à la monarchie absolue. L'autorité ne s'y trompa point, et les magistrats ne purent tolérer une publication si imprudente. Le 13 août 1732, le Parlement de Paris condamnait au feu le libelle, comme « attentatoire à la Souveraineté du Roy, et contraire aux loix fondamentales du Royaume (2) » ; le Parlement de Rouen, dès le 4 août, lui avait donné l'exemple, qui fut également suivi par le Parlement d'Aix (3). L'ordre des avocats de Paris, soupçonné d'avoir pris quelque part à cet ouvrage, voulut donner une preuve de son orthodoxie, et rédigea une profession de foi politique où il était dit notamment : « Le Royaume de France est un État purement monarchique. L'autorité suprême réside tout entière dans la personne du Souverain. Sa Majesté tient dans son Royaume la place de Dieu dont elle est l'image vivante... Les Parlements et autres Cours ne tiennent que de sa Majesté seule l'autorité qu'ils exercent (4). »

Il est pourtant difficile de croire que toutes les improbations dont le libelle fut accablé soient parties

(1) *Mémoires historiques* [164], pp. 124-125. — Cf. *Véritables maximes* [277], pp. 22-23.

(2) *Nouvelles ecclésiastiques* [470], 21 septembre 1732, p. 174. — Barbier, *Journal* [202], août 1732, t. II, p. 325.

(3) Bouquet, *Lettres provinciales* [287], lettre VIII, pp. 119-120. — Note manuscrite du P. Barre jointe à une copie du *Judicium Francorum* [19] conservée à la Bibliothèque Sainte-Geneviève (ms. fr. 1788).

(4) Requête signée par 252 avocats au Parlement de Paris, et présentée au Roi ; citée par Bouquet, *Lettres provinciales* [287], VIII, p. 121.

de cœurs bien sincères. La magistrature de province, dont il rabaissait l'importance, a peut-être vengé sur lui son amour-propre blessé plutôt que la dignité royale (1). Mais le Parlement de Paris, authentique Parlement et Cour des Pairs de France, qui prétendait, dès 1716, être le premier corps de l'État, a-t-il volontiers flétri un ouvrage si conforme à ses ambitions ? On est en droit de supposer qu'au moins plusieurs de ses membres approuvaient le livre qu'ils faisaient brûler. Depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la Révolution, le Parlement n'a cessé d'attaquer la Souveraineté royale, tout en feignant de l'adorer ; et en 1756, on accusa ses remontrances d'enchérir sur le *Judicium Francorum* (2). Dans la première moitié du siècle, ses déclarations les plus fortes se réduisent à invoquer vaguement les lois fondamentales de l'État (3) ; mais déjà sa conduite est plus hardie que son langage officiel, et les maximes qu'il condamne dans ses arrêts semblent inspirer sa politique (4).

Le scandale du *Judicium Francorum* prouve qu'au commencement du règne, l'autorité était assez forte pour imposer un respect extérieur ; elle réprimait les incartades ; mais elle ne pouvait empêcher ni les audaces secrètes, ni leur pénétration diffuse dans la littérature

(1) D'après la note du P. Barre, mentionnée ci-dessus, le Parlement de Rouen condamna le *Judicium Francorum* comme « rempli de fausses et de séditieuses maximes, également contraires à l'autorité du Roi, et à la dignité du Parlement ». Il faut entendre, peut-être, du Parlement de Rouen.

(2) Cf. ici, chap. ix.

(3) « Les ordonnances de nos rois... nous imposent d'examiner dans les édits et autres lois qui nous sont apportés s'il n'y a rien de contraire aux intérêts de V. M. et de l'État et aux lois fondamentales du royaume, qui nous obligent d'en délibérer et par conséquent d'y opiner avec toute liberté de suffrages... — En même temps, Sire, que nous reconnaissons que vous êtes seul maître, seul législateur..., nous croyons de notre devoir de vous représenter qu'il y a des lois aussi anciennes que la monarchie qui sont fixes et invariables, dont le dépôt nous a été transmis avec la couronne. » (*Remontrances du Parlement de Paris*, du 26 juillet 1718 [428], Flammermont. — *Remontrances*, t. I, pp. 88, 94-95.)

(4) Sur sa résistance au pouvoir en 1731, cf. *Histoire de France* (Lavisse et Carré) [494], t. VIII, 2^e partie, liv. II, chap. I, pp. 113-115.

imprimée. Des copies furent conservées du libelle pros- crit (1). Et dès 1721, tandis qu'un inconnu rédigeait dans l'ombre l'*Essay historique*, Montesquieu faisait des parlements un éloge public, mêlé de tristesse et d'espérance, les comparant « à ces ruines que l'on foule aux pieds, mais qui rappellent toujours l'idée de quelque temple fameux par l'ancienne religion du peuple... Leur autorité est toujours languissante, à moins que quelque conjoncture imprévue ne vienne leur rendre la force et la vie (2). » Une vingtaine d'années plus tard, l'abbé Duguet comptera, au nombre des vertus d'un prince, la déférence aux avis des Parlements : un bon roi « consent que les juges du plus célèbre Tribunal de son État n'enregistrent les loix qu'il leur adresse qu'après un examen respectueux, mais libre et sincère... Autrement ce qu'il y a de plus auguste dans l'État n'est qu'un vain spectacle et dégénère en pure cérémonie... Le terme de Remontrance ne peut blesser un Prince qui aime la vérité... Il regarde comme des qualités essentielles dans les Magistrats la Sincérité et la Fidélité (3). » Ainsi l'autorité du Parlement trouvait des alliés plus discrets, mais peut-être plus utiles, que le polémiste aventureux du *Judicium Francorum*.

Elle avait aussi ses critiques, qui la niaient ou la limitaient. La réfutation de Saint-Simon, en 1716, est d'esprit tout aristocratique : elle souligne l'imper- tinence de magistrats roturiers qui veulent s'égalier aux ducs et pairs. Vers le même temps, un mémoire anonyme contre les prétentions du Parlement s'inspi-

(1) Il s'en trouve aux Bibliothèques Sainte-Geneviève, de l'Arsenal et du Sénat. Notons d'ailleurs qu'en 1753, une seconde édition des *Mémoires historiques* de Mézeray, datée d'Amsterdam comme la première, reproduisit le *Judicium Francorum*, t. II, pp. 121 sqq.

(2) *Lettres persanes* [31], lettre XCII (datée de 1715), t. I, p. 177.

(3) *Institution d'un Prince* [115], éd. de Londres, 1743, pp. 127-128. La première édition est de 1739. D'Argenson, qui goûte fort ce livre, dit que le cardinal de Fleury le fit interdire en 1740. (*Journal et Mémoires* [199], 17 mai 1740, t. III, pp. 75-76.)

rait à la fois de l'orgueil nobiliaire et de la soumission monarchique (1). L'auteur dénonce comme absurde l'idée que des rois gentilshommes aient voulu partager leur puissance avec des gens de loi. Il s'inquiète peu des anciennes assemblées dont il sépare nettement le Parlement sédentaire établi par Philippe le Bel ; c'est la volonté de ce prince, et celle de ses successeurs, qui doit faire loi en la matière. Le pouvoir royal étant indivisible par sa nature, les magistrats ne sauraient intervenir dans les affaires politiques que sur l'ordre exprès du souverain. Le droit de remontrance, dont ils jouissaient avant Louis XIV, ne les dispensait pas d'obéir. La réfutation est catégorique, mais exempte d'acrimonie. Si l'auteur rejette les prétentions parlementaires, c'est au nom du droit positif plutôt encore que d'un idéal ; il semble même quelquefois ne les rejeter qu'à regret. Il convient qu'« une puissance mytoyenne (2) » entre le monarque et les peuples pourrait être utile dans l'État ; « qu'il seroit à souhaiter pour le bien des peuples que le Roy a present regnant eût voulu laisser subsister l'usage estably de tous les temps, d'ecouter les remontrances auparavant la veriffication des Edits (3). » Mais il s'incline devant la volonté du prince, qui a craint les intrigues et les factions. C'est là l'attitude d'un esprit circonspect, résigné plutôt que dévoué à l'absolutisme ; chez cet adversaire des Parlements, on soupçonne quelque sympathie pour la doctrine parlementaire.

(1) « Contre l'autorité du Parlement dans les affaires publiques » [14] Ms. Arsenal, 5860, fol. 13 sqq. Il y est question de la suppression du droit de remontrance par « le Roy a present regnant » (fol. 25, *verso*). L'ouvrage date vraisemblablement de la fin du règne de Louis XIV. — On a classé sous le numéro 5860, à la Bibliothèque de l'Arsenal, diverses pièces de jurisprudence provenant d'un portefeuille du comte d'Argenson. (Catalogue, t. V, p. 462.) Les deux manuscrits « Pour » et « Contre l'autorité du Parlement dans les affaires publiques » sont écrits de la même main, mais ce sont des copies ; rien ne prouve que le second soit la réfutation expresse du premier.

(2) Ms. Arsenal 5860 [14], fol. 25, *recto*.

(3) *Ibid.*, fol. 25, *verso*.

Une autre réfutation, qui fut imprimée, nous laisse deviner l'inquiétude qui, à l'époque de la régence, travaillait une partie du public : vers 1718, un libelliste fit dialoguer « un Parisien » et « un Breton » sur les mérites comparés des divers gouvernements (1). C'est l'agitation parlementaire qui donne occasion au débat ; partisan de l'absolutisme, le « Parisien » veut bien saluer le Parlement, qui est « une espece de mediateur entre le Roy, et les peuples (2) », et peut à bon droit présenter ses remarques sur les Édits qu'on envoie à l'enregistrement ; mais remontrance n'est pas résistance, et la volonté du monarque doit toujours prévaloir (3). Le « Breton », au contraire, ne voudrait pas laisser au Roi la plénitude du pouvoir législatif :

« Je suis persuadé comme vous qu'une Nation doit estre deffendue par son Roy. Il en est le Chef, il ne peut avoir trop d'autorité pour procurer le bien, mais cette autorité doit estre limitée pour faire le mal : qu'il décide de la paix, et de la guerre, qu'il commande les Armées, ou choisisse les generaux ; mais il doit observer les Loix, il ne peut les changer, il n'en peut faire de nouvelles sans le consentement des Etats ou des Parlemens, il ne peut ordonner de tout ce qui a quelque rapport avec les fortunes des particuliers sans ce consentement si nécessaire ; car le Roy est élu pour le bien de la Nation, et la Nation n'est pas faite pour le Roy (4). »

Une fois précisée dans ces termes, la thèse parlementaire prête à de faciles objections : elle change la monarchie en république, elle introduit dans un grand État, une forme de gouvernement qui n'est

(1) *Entretien d'un Parisien et d'un Breton* [265], brochure anonyme, sans lieu ni date. (B. N. Lb.³⁸, 134.) Il y est fait allusion à la minorité du roi régnant, et à l'arrestation de trois magistrats du Parlement de Paris, opérée en 1718.

(2) P. 2 [265].

(3) Pp. 3, 5 ; cf. aussi p. 10.

(4) P. 6.

propre qu'aux pays « fort bornés » (1). Vainement, le « Breton » recourt à la formule équivoque de l'« autorité limitée par les Loix » (2) : son interlocuteur lui prouve, un peu sommairement, que refuser à un prince la toute-puissance, c'est détruire la monarchie (3). L'expérience ne sert guère mieux que la théorie la cause du Parlement ; et quand le « Breton », à bout de logique, allègue l'exemple de l'Angleterre et du « bonheur de ses peuples » (4), le « Parisien » lui objecte le danger des troubles civils : si l'Océan ne la protégeait, l'Angleterre, toujours déchirée par l'effet de son gouvernement, « le plus défectueux qui soit au monde » (5), serait subjuguée par ses voisins. Dès lors, la cause de la monarchie triomphe ; et après quelques répliques de moindre intérêt, le débat se termine par la conversion du Breton : conversion facile d'un hérétique médiocrement endurci. Toute la discussion, qui tient en quelques pages, apparaît grêle, gauche et peu nuancée ; l'aspect historique de la question n'est pas même effleuré ; les arguments politiques sont résumés avec une simplicité presque enfantine. Mais, en un sens, cette simplicité est une force : elle écarte les équivoques et va droit au point essentiel. Réduisant la thèse des Parlements à son expression la plus sommaire, l'auteur lui ôte l'avantage d'une savante ambiguïté ; il en extrait l'élément séditieux, l'esprit républicain. Ce pamphlet si bref résume d'avance presque toute la dialectique des critiques du Parlement ; leur procédé sera de chercher, sous la prudence des formules, les audaces de la pensée, de les préciser, de les grossir, d'en tirer toutes les conséquences, pour en effrayer le public, et obliger l'adversaire même à reculer devant sa propre témérité.

(1) P. 7 [265].

(2) P. 9.

(3) P. 9.

(4) P. 10.

(5) P. 11.

Mais par ses postulats historiques, la théorie des Parlementaires, comme celle de Saint-Simon et de Boulainvilliers, relevait de la critique érudite. Les savants avaient droit de remettre en question les faits supposés, et non démontrés, par ces divers systèmes, et notamment leurs prémisses communes : l'existence d'un gouvernement libre chez les Germains, l'obligation pour les rois francs de le maintenir dans les Gaules, l'abolition totale du régime impérial romain. En 1734, *l'Histoire critique de l'établissement de la monarchie française*, publiée par l'abbé Dubos, présentait sous un jour tout différent les origines nationales.

La nouveauté de cet ouvrage consistait à nier le fait brutal d'une conquête, asservissant les Gaulois aux Francs. Très érudit et encore plus subtil, Dubos sentit l'insuffisance du système simple et tranchant de Boulainvilliers ; mais il forma le sien d'hypothèses habilement tissées. Il substitua à l'idée d'une conquête celle d'une antique alliance entre les Francs et les Romains, alliance changée en domination par le vœu même des populations gauloises, que ratifia légalement la cession de Justinien. Les Francs de l'abbé Dubos n'ont rien de farouche ; les guerriers que Chateaubriand devait peindre, revêtus de la dépouille des aurochs et des veaux marins, sont pour lui des négociateurs subtils, des intriguants avisés, prêts à ceindre la couronne d'or et la tunique de pourpre des empereurs romains. Clovis est le rempart de l'Empire et le vengeur de Dieu ; il protège les Gallo-Romains contre les Goths, et les Catholiques contre les Ariens. Dès avant sa conversion, les Romains voient en lui un « Ange Tutelaire (1) », le chef « d'une Nation polie, laquelle depuis plus de deux cens ans fraternise avec nous, et qui ne diffère réellement des

(1) *Histoire critique* [109], t. II, liv. III, chap. xxii, p. 436.

Romains que par les habits et par sa langue naturelle (1) ». En 509, il est fait consul, c'est-à-dire pratiquement reconnu souverain, par l'empereur Anastase (2) ; une trentaine d'années plus tard, Justinien céda à ses descendants la pleine et entière souveraineté (3). Niant la conquête, Dubos niait du même coup et la supériorité des Barbares sur les Gallo-Romains, et le droit des guerriers de Clovis à partager avec leur chef une proie commune. Dans le système de Boulainvilliers, les Francs sont une caste militaire, au-dessus d'un peuple de serfs ; dans le système de Dubos, dépouillés du droit de conquête, ils ne sont plus qu'une minorité ethnique, assimilée en grande partie à la masse gallo-romaine, et tenue à la même soumission (4). Pour Boulainvilliers, les Francs étaient tous nobles ; pour Dubos, ils n'ont même pas de corps de noblesse, et, tous égaux, sont tous également sujets (5). La société romaine n'est pas détruite (6), et les rois mérovingiens exercent le même pouvoir que les empereurs. Héréditaires et absolus, ils consultent des assemblées de guerriers et de dignitaires, mais ils décident à leur gré (7) ; ils augmentent les impôts, lèvent des taxes nouvelles sur les Francs comme sur les Gaulois (8) ; ils ont droit de vie et de mort sur les plus grands de l'État (9). Tel est l'imposant tableau de la monarchie franque qui couronne l'*Histoire* de Dubos ; il offrait, pour la royauté moderne, un intérêt que l'auteur

(1) *Ibid.*, p. 437.

(2) *Ibid.*, t. III, liv. V, chap. 1.

(3) *Ibid.*, chap. x.

(4) *Histoire critique* [109], t. III, liv. VI, chap. xvi. « Les Francs éparés dans les Gaules... auront donc été obligés à obéir au souverain, avec autant de soumission que les Romains au milieu desquels ils vivoient. » pp. 615-616. Dubos ne conteste pas entièrement l'idée de l'ancienne liberté germanique ; mais une fois les Francs établis en Gaule, son souvenir s'évanouit.

(5) *Histoire critique*, t. III, liv. VI, chap. iv, pp. 328 sqq.

(6) *Histoire critique*, t. III, liv. VI, chap. ix. et x.

(7) *Histoire critique*, t. III, liv. VI, chap. xvi, p. 625.

(8) *Histoire critique*, t. III, liv. VI, chap. xiv, notamment pp. 580 sqq.

(9) *Histoire critique*, t. III, liv. VI, chap. xvi, pp. 616 sqq.

sentait tout le premier. « Cette erreur, dit-il, en parlant de l'idée de la conquête, cette erreur conduit à croire que Hugues Capet et ses successeurs ont dû laisser les seigneurs de leur tems, descendus des Francs compagnons d'armes de Clovis, en paisible possession de tous les droits qu'ils avoient durant l'onzième siècle dans leurs Fiefs, puisque l'institution de ces fiefs étoit aussi ancienne que la Loi de succession, et que leur érection n'avoit pas été l'ouvrage du Roi, mais celui d'une Nation encore libre... On regarde donc après cela comme des Tyrans Louïs le Gros, Philippe Auguste, et les plus grands Rois de la troisième Race, bien qu'ils n'aient fait autre chose que de revendiquer les droits imprescriptibles de la Couronne, et les droits du Peuple sur les usurpateurs qui s'étoient emparés des uns et des autres dans le neuvième siècle et dans le dixième (1). » La démonstration de Dubos vise surtout Boulainvilliers, dont l'*Histoire* avait paru sept ans avant la sienne ; mais elle pouvait se tourner contre quiconque réclamerait à son profit l'indépendance primitive des Francs. En faisant de l'absolutisme la loi du royaume sous Clovis, Dubos justifiait Louis XI, Richelieu et Louis XIV (2).

Mais s'il extirpait de l'ancienne monarchie la souveraineté nationale, Dubos y laissait subsister un principe d'autonomie : le régime municipal faisait partie de ces institutions romaines, respectées par les Mérovingiens ; les cités conservèrent longtemps leur Sénat, leurs magistratures et le droit de s'administrer (3) ; quelques-unes ne l'ont jamais perdu, et leurs franchises communales ne

(1) *Histoire critique*, t. I ; *Discours préliminaire*, p. 60. Cf. aussi liv. VI, chap. XI, t. III, pp. 502-503.

(2) On sait d'ailleurs que Dubos était dès longtemps dévoué à la cause de l'absolutisme. En 1717, dans un traité, resté inédit, sur la *Succession à la Couronne*, il écrivait que « le bonheur du peuple... est plus troublé par les séditions contre les lois établies que par toutes les lois que le pouvoir suprême peut établir. » (Cité par Lombard, l'*Abbé Dubos* [499], p. 151.)

(3) *Histoire critique* [109], t. III, liv. VI, chap. XI.

sont que le prolongement des droits concédés par les Empereurs (1). Ainsi le système qui refusait à la noblesse, comme au reste de la nation, toute autorité législative, rendait à la bourgeoisie ses titres d'ancienneté. Il rattachait à l'origine de la France les libertés communales et la royauté absolue. Restait à développer les conséquences, à bâtir l'édifice politique que semblaient attendre ces fondations ; si Dubos s'abstint de le faire, il trouva un continuateur en la personne du marquis d'Argenson.

Dès 1737, ce seigneur avait terminé un ouvrage qui parut après sa mort sous le titre de *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France* (2). La suscription de l'auteur était plus significative : « Jusques ou la Démocratie peut estre admise dans le gouvernement monarchique. Ce Traité de politique a esté composé à l'occasion de ceux de Mr de Boulainvilliers, touchant l'ancien gouvernement Feodal de France, 1737 (3) ». Plus bas, l'*Avertissement* annonçait : « On se propose d'établir (contre les principes de Mr de Boulainvilliers) quelles étoient les imperfections du gouvernement Feodal (4). » Né d'une réaction contre Boulainvilliers, cet écrit ne mentionne pas Dubos ; mais il est peu vraisemblable que d'Argenson l'ait composé sans utiliser l'*Histoire critique*. Du moins une conception

(1) *Ibid.*, t. III, liv. VI, chap. xi, pp. 501 sqq.

(2) On sait que ce livre a paru en deux éditions, de 1764 et 1784. L'éditeur de 1784 (le marquis de Paulmy) critique la première publication comme fautive et tronquée. (*Considérations, Avertissement* [79], pp. i-ii.) Mais il déclare avoir refondu, dans sa propre édition, plusieurs manuscrits de différentes dates. (*Ibid.*, pp. ii, vii.) Une œuvre aussi composite peut inspirer quelque défiance. Nous suivons ici le manuscrit, conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal, qui nous donne l'état de la pensée de d'Argenson en 1737 (Nous n'entendons pas dire, pour autant, que l'édition de 1784 soit dénuée de valeur, car d'Argenson a dû, après 1737, modifier et élargir son œuvre ; quant à l'édition de 1764, elle est conforme aux conceptions de 1737. Cf. sur ces divers points, Renouvin, les *Assemblées provinciales de 1787* [505], chap. i, pp. 32 sqq.)

(3) Ms. Arsenal, 2334 [11] Ce manuscrit n'est point une minute, mais une copie que l'auteur dut faire circuler. Une appréciation du fermier général Dupin s'y trouve jointe.

(4) Ms. Arsenal, 2334 [11], p. v.

analogue du passé de la France inspire et nourrit ses projets. S'il ne retrace pas en détail l'origine du gouvernement français, il en décrit les variations au cours du moyen âge et des temps modernes (1), et l'examen du régime féodal l'amène à se prononcer sur la nature de l'ancienne monarchie : comme Dubos, il en élimine le droit de conquête ; l'établissement des Francs dans les Gaules fut plutôt « une occupation des principaux points du pays », qu'« une subjugation des habitans » (2). L'on forge en vain de beaux romans pour rattacher la féodalité à une conquête primitive : elle ne vint que de l'hérédité des bénéfices et des grandes charges, c'est-à-dire d'un abus toléré par la faiblesse des derniers Carolingiens. Ce gouvernement « si fort réclamé par M. de Boulainvilliers » (3), fut le fruit d'une usurpation sur la royauté et le peuple ; quand les monarques de la troisième race ont étendu leur domaine et affranchi les serfs, ils ont fait œuvre à la fois légitime et utile : la prospérité du royaume a marché de pair avec la décadence d'une aristocratie tyrannique dans son principe et son action (4). « On ne finiroit point sur les inconvénients d'un tel Gouvernement ; mais la meilleure preuve en est qu'on l'a quitté, qu'aucune Nation ne l'a chez elle, comme l'entend M. de Boulainvilliers, que si elle en a quelques portions, elle a lieu de s'en repentir, et que nous ne le verrons certainement jamais renaître » (5). Ainsi se précise et s'aggrave, au détriment de la féodalité, une des conséquences du système cher à Dubos.

Si d'Argenson condamne le pouvoir des seigneurs, il ne songe pas à le balancer par celui des Communes. Un chapitre de son ouvrage, riche peut-être des souvenirs de l'Entresol, étudie, parmi d'autres gouvernements

(1) *Ibid.*, chap. iv et v.

(2) *Ibid.*, chap. iv, p. 140.

(3) *Ibid.*, chap. iv, p. 143.

(4) *Ibid.*, chap. v [11].

(5) *Ibid.*, chap. iv, pp. 152-153

étrangers, les institutions de l'Angleterre (1). Leur sagesse tant vantée le laisse sceptique, froid et presque railleur ; en elles il ne voit que l'œuvre du hasard, la réalisation d'un équilibre imparfait et précaire entre les puissances du roi, de l'aristocratie et du peuple. La nation asservit le prince, ou craint de lui être asservie. « Voilà pourtant quel est ce chef d'œuvre de l'Esprit humain dans le juste mélange des trois Espèces de Gouvernement. Ces trois Rivaux ne cessent jamais de se combattre, jusques à l'entier anéantissement de deux ; elles peuvent bien être admises pour être consultées, ou pour rester en subordination l'une de l'autre ; mais tant qu'elles se trouvent en concurrence de droit et de force, elles se choquent et se détruisent à la fin (2). » Ces lignes nous laissent entrevoir l'idéal politique de d'Argenson : il faut que le gouvernement soit modéré, mais non pas mixte. « La Puissance des Tribuns chez les Romains, le droit des Communes et des Parlemens chez les Anglois, celui des États nationaux, Provinciaux, ou de remontrance chez nous : tous ces remèdes ne sont que des maux, ils partagent la puissance publique tandis qu'elle doit être une et décidée (3). » D'autre part, un gouvernement despotique, comme celui des Turcs, ne peut engendrer que l'ignorance et l'hébétement universel (4). La saine monarchie doit imiter la sagesse de la

(1) *Ibid.*, chap. III. — Le *Journal* de d'Argenson nous apprend qu'on s'était occupé, au Club de l'Entresol, de divers gouvernements étrangers ; mais il ne mentionne pas l'Angleterre. (*Journal et Mémoires*) [199], (10 décembre 1731, p. 98.) L'histoire des États généraux et des Parlements était aussi inscrite au programme ; mais il ne semble pas qu'on en ait traité ; M. d'Oby, chargé de la faire, mourut peu après sa réception. (*Ibid.*, p. 98.)

(2) Ms. Arsenal, 2334 [11], chap. III, art. II, p. 48.

(3) *Ibid.*, chap. II, pp. 26-27. (Dans l'édition de 1784 [79], on lit, au lieu de ces remèdes ne sont que des maux : « De tous ces remèdes mal appliqués, il ne résulte que des maux ». Chap. II, p. 26.) Cf. aussi les *Mémoires du ministère* : « C'est une erreur politique de désirer une puissance intermédiaire entre la puissance publique et le peuple. » (*Journal et Mémoires* [199], t. IV, p. 141.)

(4) Voir la description du gouvernement turc, *ibid* [11], chap. III, art. 20.

Providence : Dieu qui régit le monde, laisse agir les volontés particulières dans le détail des événements ; de même un bon roi, s'il peut tout, ne voudra pas tout faire ; se réservant les décisions générales, il permettra, sous sa surveillance, la gestion du détail par les peuples intéressés.

Mais comment réaliser le juste mélange d'autorité et d'abandon, où consiste la perfection politique ? Les corps intermédiaires ou les assemblées nationales, « l'aigreur importune » (1) des Parlements ou le tumulte des États généraux donnent plus d'embarras au monarque que d'avantage au peuple (2). Les États provinciaux eux-mêmes pourraient troubler la paix (3). Le modèle du gouvernement, d'Argenson va le chercher dans la Gaule romaine, où le régime municipal conciliait les droits du prince et l'autonomie des sujets (4). Ce régime, aboli par la tyrannie féodale, ressuscité par les Capétiens, puis affaibli par l'expansion de l'autorité centrale, est conforme à l'esprit et à la nature du gouvernement français. Il correspond à la mesure de démocratie que la monarchie peut admettre. De là vient le plan de d'Argenson pour régénérer en France les libertés communales : plan modeste qui, en 1737, n'admet pas complètement le principe de l'élection. Les magistrats populaires, mis à la tête de chaque ville, bourg ou village, seraient choisis par l'intendant sur une liste de noms formée au scrutin (5). D'Argenson les renferme étroi-

(1) Ms. Arsenal, 2334 [11], chap. v, p. 174.

(2) *Ibid.*, chap. II. Cf. aussi, sur le danger des corps aristocratiques, le *Mémoire pour le testament politique de S. E. le cardinal de Fleury*. (*Journal et Mémoires*, t. I, appendice [199].)

(3) « L'assemblée des États généraux est dangereuse à la monarchie (quoi qu'en dise M. de Boulainvilliers, à l'honneur de Charlemagne et de notre nation), les États d'une grande province sont moins dangereux ; mais ils le sont, » (Ms. Arsenal, 2334 [11], chap. II, pp. 33-34.) (Édition de 1784) [79] : « Cependant ils le seroient, s'ils étoient absolus et non éclairés. » (Chap. II, p. 30.)

(4) Ms. Arsenal, 2334 [11], chap. IV.

(5) *Ibid.*, chap. VII, pp. 264-265.

tement dans le domaine municipal ; tout au plus pourront-ils s'assembler avec des magistrats voisins, pour traiter d'affaires communes à plusieurs paroisses, « mais ces assemblées auront toujours des objets de délibération fixes et circonscriptes, ils [*sic*] seront précédé [*sic*] de la permission de l'Intendant qui leur enverra une Instruction (1). » Cependant, ce projet si peu révolutionnaire ne manquait pas de hardiesse pour le temps. Le fermier général Dupin, qui en avait eu communication, parle de « la distance immense qu'il y a de nostre situation actuelle, à celle que l'on propose (2). » Et, tandis que Fontenelle lui donne son approbation, l'abbé de Saint-Pierre penche, semble-t-il, à le juger trop démocratique (3). Plus tard, le marquis dut élargir ses conceptions, et compléter l'autonomie municipale par l'autonomie provinciale : mais le projet enrichi des *Considérations* de 1784 n'attribue encore aux assemblées que la répartition des impôts, la gestion administrative et le droit d'émettre des vœux (4). On y retrouve des défiances contre la noblesse, à qui le vote par ordre est refusé (5). L'esprit de l'ouvrage est resté le même,

(1) *Ibid.*, chap. VII, p. 257.

(2) Appréciation de « M. Dupin, fermier général », sur une feuille séparée, collée au manuscrit à la suite de la préface [11].

(3) « M. de Fontenelle a lu plusieurs chapitres du manuscrit, il panse comme vous sur les Elections des officiers municipaux et trouve que sans y panser vous parlez fort éloquemment et fortemant et souvant avec des alluzions trez justes et trez gracieuzes. »

(Lettre de l'abbé de Saint-Pierre à d'Argenson, du 8 avril 1738, ms. Arsenal, 2337 [12].) A cette lettre est joint un mince cahier d'« Observations » sur l'ouvrage de d'Argenson. « L'auteur, dit l'abbé de Saint-Pierre, paroît un peu plus porté pour la démocratie que pour la monarchie et il auroit rézon à cause du proverbe : *plusieurs yeux voyent mieux qu'un seul*, quoiqu'il ne soit pas toujours vrai s'ils ne sont égaux en bonté. Cela seroit vrai encore si le peuple pouvoit étudier aussi utilemant la siance du gouverneman que les plus riches ; cela seroit vrai encore si parmi le peuple l'intérêt particulier y cedoît plus souvant que chez les grans à l'intérêt public. » (Ms Arsenal, 2337 [12], p. 4.)

(4) *Considérations* [79], édition de 1784, chap. VII, art. 7, p. 205. Encore faudrait-il savoir dans quelle mesure ce projet représente la pensée du marquis ; la perte d'une grande partie de ses papiers nous empêche d'en juger sûrement.

(5) *Considérations* [79], édition de 1784, chap. VII, art. 7, p. 203. — Sur la noblesse, cf. aussi les *Pensées sur la réformation de l'Etat*, *Mémoires* [200] édition Jannet, t. V, pp. 303, 307, 313, 317.

monarchique, populaire et positif. A l'encontre de Boulainvilliers, d'Argenson accepte le mouvement de l'histoire moderne, l'élévation de la royauté et du tiers état ; il s'adapte aux réalités. S'il se détourne d'une tradition de liberté, à demi fabuleuse, ce n'est pas pour légiférer dans l'abstrait, mais pour s'appuyer à une tradition différente, celle de la royauté bourgeoise et absolue.

Chez Boulainvilliers d'une part, Dubos et d'Argenson de l'autre, deux conceptions de l'histoire s'affirment nettement et tendent à dégager toutes leurs conséquences. Certains publicistes ont apporté des vues moins complètes ou moins systématiques sur la nature du gouvernement français. Ainsi le chancelier d'Aguesseau, esprit flottant et âme tiède, place à l'origine de la monarchie une sorte de liberté qu'il semble craindre de définir. C'était à ses yeux une vérité de fait, « que la plupart des monarchies de l'Europe ont toujours été tempérées », notamment « par un reste des anciennes mœurs des Germains et des Gaulois, qui, dans le sein même de la barbarie, avoient presque tous un gouvernement modéré (1). » Ce que furent ces anciennes mœurs, et ce qui en est passé dans la législation française, il l'indique dans ses *Fragments sur les remontrances* (2), avec une foule de

(1) *Instruction sur les études propres à former un magistrat* (*Œuvres* [75], éd. Falconnet, t. II, p. 122). Ce passage est extrait de la seconde *instruction*, qui n'est pas datée mais a dû être écrite aux environs de 1718. (Cf. Falconnet, *Œuvres de d'Aguesseau* [75], t. I, pp. 59 et 61.) — Monier, le *Chancelier d'Aguesseau* [503], 2^e partie, chap. I, p. 203.)

(2) *Fragments sur l'origine et l'usage des remontrances* (*Œuvres* [75], éd. Falconnet, t. II, pp. 359, 386). Ces fragments, écrits pendant le second exil du chancelier à Fresnes (1722-1727), ne nous livrent pas sa pensée complète ; après avoir indiqué les arguments favorables au droit de remontrance, il annonce un exposé des objections qu'il soulève (*Œuvres* [75], t. II, p. 386). Cette dernière partie n'a pas été rédigée ; mais la thèse favorable est résumée par lui avec une sympathie visible, qui permet de croire que les objections ne le touchaient pas beaucoup. (Cf. sur ces *Fragments*, Monier, *o. c.*, pp. 255, 257.) Le penchant de d'Aguesseau pour la monarchie tempérée d'aristocratie se montre aussi dans ses *Diverses réflexions sur les vies de Thésée, de Romulus et de Lycurgue*. (Cf. *Œuvres* [74], éd. 1759-1789, t. XII, p. 442.)

réserves et d'atténuations qui décèlent son embarras plutôt encore que sa finesse. Négligeant les institutions mal connues de la première race, il voit s'établir, sous la seconde, un système d'assemblées, dont il décrit le rôle en termes savamment ambigus : on avait « supposé », dit-il, « que pour donner aux lois plus de force et d'autorité, il étoit important qu'elles parussent avoir été formées sur le vœu et sur les avis de ceux qui entroient dans le plan ou dans le système général du gouvernement, et que nos rois vouloient bien considerer comme leur grand conseil dans l'ordre de la législation, afin que le concours de leurs suffrages imprimât un plus grand respect pour les lois, et que les sujets s'accoutumassent à les regarder comme l'ouvrage de la justice, encore plus que de la volonté du souverain (1). » Ce langage, prudent jusqu'à l'amphigouri, semble vouloir évoquer la liberté sans nier l'absolutisme. Mais s'il élude les précisions sur les droits des anciennes assemblées, d'Aguesseau définit mieux les attributions des parlements qui les continuent dans l'âge moderne ; elles consistent à présenter des remontrances, c'est-à-dire de simples conseils, sans lier la volonté du roi ni diviser sa puissance (2). L'autorité suprême n'est « tempérée » que par les lois qu'elle veut bien s'imposer elle-même (3), et seule la conscience du souverain, dûment éclairée, empêche la monarchie de « dégénérer... en tyrannie, nom odieux que l'on donne souvent à la puissance arbitraire ou despotique (4). » La « tradition suivie en France » confirme seulement « ce principe général, que les princes, aussi sages qu'absolus, ne doivent point rougir de confier, en quelque manière, l'examen de leurs ordonnances à ceux de leurs sujets qui sont chargés de les faire exécuter, comme

(1) *Fragments, Œuvres* [75], t. II, p. 374.

(2) *Ibid.*, [75], p. 385.

(3) *Ibid.*, p. 378.

(4) *Ibid.*, p. 379.

dépositaires en ce point essentiel de l'autorité du souverain (1). » Ainsi, tout ce développement historique aboutit à la distinction, déjà familière à Bossuet, entre la puissance absolue et la puissance arbitraire ; mais aux préceptes de la religion et de la morale, d'Aguesseau ajoute le poids des précédents, la force de la coutume chez « un peuple originairement libre, et auquel il reste toujours un souvenir secret de son ancien état (2) ».

C'était encore un royaliste fidèle que l'auteur du *Traité de l'Opinion*, Legendre de Saint-Aubin ; et la supériorité de la monarchie sur tous les autres régimes est une des vérités pratiques qui échappent à son scepticisme habituel (3). Qu'il distingue le gouvernement absolu du gouvernement arbitraire (4), l'idée en soi n'est pas nouvelle ; mais chez lui, les formes de gouvernement ne sont plus des essences scolastiques, elles commencent à prendre vie ; au despotisme correspond un ensemble de sentiments et de mœurs :

« La plupart des nations d'Asie et d'Afrique ne connoissent point d'autre gouvernement, que le Despotique. La crainte seule est le fondement de ces empires : l'amour de la patrie et le zèle du bien public sont incompatibles avec la servitude ; et cette sorte de gouvernement n'est pas moins contraire aux intérêts de ceux qui commandent que de ceux qui obéissent. Rarement les ministres de ces États échappent au ressentiment du prince ou du peuple. Le souverain lui-même est

(1) *Ibid.*, p. 375.

(2) *Ibid.*, p. 375.

(3) « Partout nous avons trouvé que l'opinion prévaut sur la science, et nous avons été convaincu que rien n'est plus foible que nos lumières, par rapport aux objets de notre curiosité, que tout y est plein de ténèbres et d'incertitude... Mais en même temps, il est évident, que nous avons des guides sûrs en tout ce qui regarde la religion et la société, et que la lumière ne nous manque jamais, pour nous conduire dans tout ce qui est essentiel. » (*Traité de l'opinion* [149], t. VI, pp. 289-290. La première édition du *Traité* est de 1733.)

(4) *Traité de l'opinion*, liv. V, t. V, chap. 1, pp. 5-6. (Voir aussi pp. 99, 100, une citation de Bossuet sur le gouvernement arbitraire.)

continuellement exposé à des révolutions funestes, parce que les nations esclaves sont toujours ennemies de leurs maîtres. Une légère émotion, une sentence du Chef de la religion suffit pour les renverser du trône (1). »

A cette soumission « servile, fondée sur la crainte », s'oppose l'obéissance des états monarchiques, qui est « filiale, fondée sur l'amour » (2). Le prince ne tient sa couronne que de Dieu, à qui seul il est comptable (3) ; mais son pouvoir « paternel » (4) n'a d'autre but que l'avantage des sujets, et se tempère par « l'observation des lois fondamentales de l'État, et des formalités anciennes (5) » ; l'illégalité de sa part n'autorise pas la révolte, mais ne peut être de longue durée (6). De là vient l'excellence de ce gouvernement, qui unit la force à la justice :

« Nul gouvernement ne peut approcher du gouvernement monarchique, pour la promptitude des résolutions, pour le secret des desseins, pour la facilité de l'exécution. Il excelle par l'union et par la force ; il est le seul où l'on puisse trouver les vûes générales et systématiques, et cet ensemble, qui dirige par une même vûe les différentes parties de l'administration. La vertu suspecte dans les républiques ne cause aucune défiance dans les monarchies. Un roi élevé au-dessus de tous ses sujets par le droit de sa naissance est sans soupçon, comme ses sujets sont sans jalousie (7). »

Qu'un gouvernement si parfait soit légitime en France, Saint-Aubin n'en doute pas pour sa part, mais il sait qu'on en a douté. Il connaît Hotman (8), Boulainvilliers (9),

(1) *Traité* [149], liv. V, t. V, chap. 1, p. 75.

(2) *Ibid.*, p. 124.

(3) *Ibid.*, pp. 4, 93, 106.

(4) *Ibid.*, p. 4.

(5) *Ibid.*, pp. 4, 121.

(6) *Ibid.*, p. 7.

(7) *Ibid.*, p. 85.

(8) *Ibid.*, p. 108.

(9) *Ibid.*, pp. 172, 182-183.

le *Judicium Francorum* (1), et veut raffermir l'esprit monarchique, qu'il juge ébranlé chez certains de ses contemporains : « J'ai trouvé, dit-il, des personnes éclairées, qui croient que les assemblées tenues sous le nom d'états généraux, étoient aussi anciennes que la monarchie ; que le pouvoir législatif leur appartenait ; que ce corps représentatif de la nation avoit droit de statuer, d'ordonner, de réformer ; que sa puissance même étoit supérieure à toute autre (2). »

Telles sont les erreurs que Saint-Aubin prétend réfuter, en faveur d'une thèse purement orthodoxe, qui peut se résumer en quelques mots : la monarchie française fut absolue dès l'origine (3) ; le gouvernement féodal n'a été qu'une usurpation funeste (4) ; les États généraux n'ont d'autre droit que celui d'exprimer des vœux (5). Mais lorsqu'il s'agit de l'histoire, ce sceptique renonce au doute un peu trop aisément ; il lui manque la connaissance des monuments originaux (6), et même le sentiment clair des questions qui se posent ; il ne démêle pas bien les éléments de l'ancien droit public. S'il mentionne l'œuvre de Dubos (7), il ne sait pas en tirer parti ; loin de s'appuyer, comme l'abbé, à la tradition romaine, il craint d'assimiler la royauté française au gouvernement impérial, qui, étant fondé sur l'élection, lui semble entaché de démocratie. L'autorité cédée à Clovis « sur quelques Romains, qui restoient dans les Gaules... changea aussitôt de nature, aiant été confondue dans une autorité supérieure et plus noble (8) ». Ainsi, par une interversion singulière, c'est la royauté germanique qui

(1) *Ibid.*, pp. 142-143.

(2) *Ibid.*, p. 115.

(3) *Traité* [149], liv. V, chap. I, t. V, pp. 127-130.

(4) *Ibid.*, p. 126.

(5) *Ibid.*, pp. 132, 171 sqq.

(6) En dehors de Tacite et de Grégoire de Tours, il ne cite que des historiens modernes ; il ne paraît pas connaître les textes de lois des deux premières races.

(7) *Traité*, liv. V, t. V, chap. I, p. 129, note.

(8) *Ibid.*, p. 129, note.

devient, aux yeux de Saint-Aubin, un principe d'autocratie. Il écarte toutes les preuves de liberté chez les Francs. Ni les usages décrits par Tacite, ni la longue incertitude du droit de succession, ni l'indépendance seigneuriale, ne lui laissent de doute sur la perpétuité de la monarchie absolue ; s'il consent à reconnaître quelques interruptions de fait, le droit lui paraît immuable depuis Clovis jusqu'à Louis XV :

« Il est constant par les témoignages les plus assurés de l'histoire, que le gouvernement de France est maintenant tel qu'il étoit dans les commencements de la monarchie, et tel qu'il a été continué depuis Louis le Gros, Philippe Auguste, et Saint-Louis jusqu'à nos jours (1). »

Mais ce gouvernement étant monarchique, et non despotique, est tempéré par les lois fondamentales (2) et les remontrances des magistrats. Ancien maître des requêtes, Saint-Aubin paraît fort jaloux des prérogatives du Parlement ; il lui attribue l'héritage des anciennes assemblées (3), insiste sur son importance politique (4), sur l'illustration de sa noblesse (5) ; mais il ne lui reconnaît aucune indépendance envers le roi : le Parlement, comme les assemblées primitives, n'a que le droit de remontrer (6). Là consiste tout l'essentiel des lois fondamentales. Quant aux États généraux, ce grand seigneur parlementaire les traite avec moins de faveur ; il les tient pour légitimes, quand ils se bornent à supplier ; « mais à quoi bon tant d'appareil, de lenteur, et de

(1) *Ibid.*, p. 130 (cf. aussi pp. 114-115).

(2) Ces lois fondamentales « sont celles qui sont observées de toute ancienneté et sans interruption ; qui sont essentielles à la forme d'un gouvernement ; d'où le salut et la sûreté du public dépendent ; dont on ne trouve point l'origine dans aucune promulgation, parce qu'elles sont nées avec l'état, et qu'elles n'ont point d'autre commencement que le gouvernement lui-même. » (*Ibid.*, p. 123.)

(3) *Ibid.* [149], p. 135.

(4) *Ibid.*, pp. 136, 142.

(5) *Ibid.*, pp. 143, 163, 182-183.

(6) *Ibid.*, pp. 131-134.

dépense (1) », quand le Conseil du Roi et les Cours souveraines sont aussi utiles et moins onéreux (2) ? L'auteur conteste assez vivement contre Boulainvilliers, « partisan continuel de l'anarchie (3) », et contempteur de la magistrature (4), le bienfait des anciennes tenues d'États. Mais, avec une prévention égale, quoique opposée, Saint-Aubin reste inférieur à son adversaire pour l'érudition et l'intelligence du mouvement général des faits. Du point de vue historique, sa conception du gouvernement français paraît incomplète, étroite et arbitraire en grande partie. Mais elle avait cet avantage que, formée d'après un idéal moderne, elle s'appliquait mieux aux époques récentes qu'aux siècles éloignés; en pratique, il s'en dégagait deux conséquences fort claires : la royauté absolue, le contrôle subordonné des Parlements.

On trouve plus de subtilité dans le *Parallèle des Romains et des François*, où un futur républicain, Mably, fit l'éloge du gouvernement monarchique. Pas plus que Saint-Aubin, Mably ne conteste (en 1740) le pouvoir absolu des rois de France ; il le préfère à la démocratie, qui dissout l'autorité, comme à l'aristocratie qui opprime les peuples (5); il le déclare légitime et bienfaisant (6). Mais il sait que ce chef-d'œuvre politique ne s'est pas formé en un jour : les « François » avaient apporté de Germanie des « loix bizarres », un gouvernement militaire, mal défini et mal réglé, qui tenait « un milieu ambigu entre l'Aristocratie et la Monarchie (7) ». Charlemagne lui donna quelque consistance, mais, laissant trop de pouvoir à la noblesse, prépara les

(1) *Ibid.*, p. 169.

(2) *Ibid.*, pp. 169-170.

(3) *Ibid.*, p. 172.

(4) *Ibid.*, pp. 182-183.

(5) *Parallèle* [161], t. I, liv. I, § 8, pp. 47 sqq.

(6) *Ibid.*, liv. III.

(7) *Parallèle*, t. I, liv. I, § 8, p. 48.

désordres de la féodalité (1). C'est par une action lente et presque insensible que les rois de la troisième race ont acquis l'autorité qui leur était due : « L'ordre n'a point été... chez les François l'ouvrage de la violence et d'une seule révolution. Les circonstances, les événemens, les passions des Sujets, celles des Princes, tout cela arrangé par une combinaison singulière en a été la seule cause. Le tems a tout conduit par degrés (2). » De là vient que le gouvernement primitif n'a point péri tout entier ; les institutions, mais surtout les mœurs et l'esprit de la monarchie moderne, conservent le souvenir de l'ancienne liberté : image affaiblie, trace impalpable, sans danger pour l'autorité du prince, mais précieuse pour les Sujets. « Comme il n'y eut jamais en France une abrogation entière et subite de toutes les Loix ; ...il s'y composoit toujours, si l'on peut parler de la sorte, un mélange des anciennes Loix et des usages nouveaux. Ceux-ci servoient de correctif aux premières, et les autres de barrière contre le despotisme : d'où il résulte dans toute la Nation un certain tempérament que la Politique toute seule ne peut point établir, et un certain génie, de certaines mœurs qui en tempérant les Loix, rendent le sujet toujours prêt à obéir, et ne laissent jamais au Souverain la liberté d'abuser de son pouvoir (3). » Non que ce pouvoir soit restreint par des clauses expresses ; mais l'usage en est modéré par la coutume et l'opinion, et par un ensemble de privilèges, révocables en droit, indestructibles en fait (4). Que sont au juste ces coutumes et ces privilèges, en quoi consiste cet esprit public ? Mably s'abstient de l'expliquer ; il semble craindre de fausser, en la précisant, la nature de cette harmonie mystérieuse. Avec lui, la liberté germanique

(1) *Ibid.*, § 11 et 12, pp. 88 sqq., 99 sqq.

(2) *Parallèle* [161], t. I, liv. III, § 6, intitulé : *Le gouvernement des François ne peut point dégénérer en despotisme*. Pp. 263-264.

(3) *Ibid.*, pp. 265-266.

(4) *Ibid.*, pp. 266-267.

reprend place parmi les éléments du gouvernement français ; mais elle n'a plus de forme arrêtée ; elle devient quelque chose de fuyant et d'insaisissable, principe subtil qui anime tout et ne se fixe nulle part.

Bien instructive, enfin, dans ses variations, est l'attitude d'un maître des requêtes, M. Richer d'Aube, qui outre un livre assez sec sur les principes du droit et de la morale (1), nous a laissé sept volumes d'observations manuscrites sur les affaires de son temps (2). L'histoire des négociations, des traités et des guerres tient beaucoup de place dans ces dissertations verbeuses (3), et souvent vides d'intérêt. Mais les idées théoriques n'y manquent pas. Richer d'Aube y apparaît en général comme un monarchiste modéré, touché de l'influence du *Télémaque* (4), et sensible aux misères du temps qui, dès 1744, lui font craindre une révolution (5). Il loue volontiers la fermeté des Parlementaires (6), et voudrait adjoindre au souverain un « Conseil de législation », chargé, sans autorité propre, de l'éclairer sur les principes du droit (7). Mais, vers 1748, il semble que, sous l'influence de lectures historiques, sa pensée ait atteint un stade plus avancé (8). Plein d'admiration pour les

(1) *Essai sur les principes du droit et de la morale* [81], 1743. C'est un traité de droit naturel, abstrait et peu intéressant dans l'ensemble, avec pourtant quelques réflexions, qui font pressentir Montesquieu, sur la nécessité d'adapter les lois au « génie des peuples ». (§ 46, p. 21.)

(2) *Réflexions sur le gouvernement de France* [9], par M. d'Aube, maître des requêtes, 7 volumes in-folio, allant de 1731 à 1748. (B. N., n. a fr., 9.511, 9.517.) Ces manuscrits ne nous offrent pas la minute de l'ouvrage, mais bien une transcription, exécutée, ce semble, par un copiste professionnel.

(3) Voir à ce sujet, dans le volume 9.516, une correspondance entre Richer d'Aube et le marquis d'Argenson (d'avril à octobre 1745).

(4) Cf. n° 9.516 (1745), pp. 377-378 et sqq. ; n° 9.517 (1748), p. 391.

(5) Cf. n° 9.515 (1744), pp. 427 sqq. Voir aussi l'expression voilée de cette crainte, *Essai sur les principes du droit et de la morale* [81], § 42, p. 19.

(6) Cf. notamment n° 9.512 (1732), pp. 173 sqq. ; n° 9.517 (1748), p. 304.

(7) Cf. n° 9.513 (1734), pp. 187 sqq., 219 sqq., notamment p. 238, n° 9.517 (1748), pp. 395-396.

(8) Voir au volume n° 9.517, pp. 304 sqq., ses réflexions datées de 1748. Il ne semble pas que l'*Esprit des lois*, qui parut seulement à la fin de cette année, ait pu exercer d'influence profonde sur les opinions expri-

Capitulaires, « sources précieuses du droit Public français », il voudrait propager la connaissance de ces « anciennes loix, d'où l'on voit partir grande quantité de beaux et utiles rayons de lumière (1). » Il propose de faire traduire en français l'édition de Baluze, et d'en prescrire l'étude aux futurs jurisconsultes et hommes d'État (2). Il transcrit, à la fin de son dernier volume, le traité de Hincmar, *De l'ordre du Palais*, en l'accompagnant de remarques hardies sur la différence du gouvernement moderne et du gouvernement Carolingien. L'ouvrage de Hincmar et les Capitulaires offrent « à tous momens les Traces du concours de tous les ordres de l'État pour les différentes parties de cette législation arrêtée sur le conseil et le consentement général (3) ». Or, « le susdit concours tenant à la Constitution de l'État, il s'ensuit incontestablement que sans le consentement libre de la Nation, au moins justement présumé, il ne peut avoir été apporté à cet Égard aucun changement légitime (4). » Les rois de la seconde race convoquaient tous les ans deux assemblées générales, et le vote des grands et du peuple était nécessaire pour adopter une loi (5). « Quelle différence de ces usages à ceux, que l'on suit aujourd'hui ? Comment les changemens apportés à tant d'Égards se sont-ils introduits, et sont-ils enfin parvenus au point, où nous les voyons ? Sur quels Titres sont-ils appuyés ? (6) ». Questions redoutables, auxquelles l'auteur ne fait point de réponse bien nette ; mais c'était déjà beaucoup de les poser. D'ailleurs, il ne cache point son admiration pour Charlemagne, le plus

mées dans ces pages. On sait du reste que Richer d'Aube fit peu de cas de l'ouvrage de Montesquieu (cf. ici, chap. III).

(1) N° 9.517, p. 333. Cf. aussi un mot favorable sur les Capitulaires, n° 9.513 (1734), p. 194. Mais à cette date Richer d'Aube ne semble pas les avoir approfondis.

(2) *Ibid.*, pp. 332, 335 sqq.

(3) N° 9.517, remarque 6, p. 496.

(4) N° 9.517, remarque 6, p. 499.

(5) N° 9.517, remarque 17, pp. 521-522.

(6) N° 9.517, remarque 17, p. 522.

grand et le plus respectable des monarques français (1) ; « la dignité de nos Rois ne pourroit se tenir offensée par des propositions respectueuses de suivre les Exemples de Charle-Magne (2) ». Et l'abus du pouvoir arbitraire risquerait de devenir funeste au Souverain ; si « des Ignorans, ou des flatteurs » demandent « comment cela arrivera... je leur répondray que ce sera par une révolution (3) ». De là la nécessité d'examiner le gouvernement de France, sa vraie nature, la raison de ses changements.

« Cet Examen étant fait avec Impartialité, s'il en résulte que le pouvoir Arbitraire soit légitimement acquis à nos Rois, il leur en sera plus aisé et moins dangereux d'en vouloir maintenir l'usage, pour peu de modération qu'ils y joignent. S'il en résulte au contraire, que ce Pouvoir arbitraire ne soit pas apuyé sur de solides, et légitimes fondemens, en ne consultant même que la Politique bien Entendue, ils se convaincront que, pour n'être pas obligés d'En revenir plutôt ou plus tard aux anciens usages tenant à la Constitution originare de l'Etat, il sera nécessaire de gouverner le Royaume avec la plus grande Justice, Sagesse et modération. Une Nation bien gouvernée néglige naturellement de s'éclairer sur ses droits, et laisse sans peine son Souverain profiter des Usages, qui peuvent y être contraires. Mais un mauvais gouvernement survenant la tirera de cette Espèce d'assoupissement, elle rentrera tost ou tard dans ses droits (4). »

Ainsi parle, en 1748, M. Richer d'Aube, avec une sûreté et une force qui ne sont point ordinaires chez lui. La méditation des monuments de l'ancien droit public

(1) N° 9.517, remarque 10, p. 515.

(2) *Ibid.*, p. 515.

(3) N° 9.517, remarque 17, pp. 523-524. Sur la manière dont cette révolution pourrait s'accomplir, par le refus de l'impôt, voir des hypothèses curieuses, pp. 525-526.

(4) N° 9.517, remarque. 17, pp. 527-528.

français avait aiguisé son esprit critique et affermi son courage.

C'était donc une idée courante, dans la première moitié du siècle, que la monarchie française devait se distinguer du despotisme, et déjà ses lois et son histoire faisaient l'objet d'un examen curieux. L'ordre établi ne portait plus sa justification en lui-même : on demandait au passé d'expliquer le présent, de fournir sa condamnation ou son apologie, de suggérer des remèdes à des maux généralement sentis. Dès avant 1748, toutes les questions essentielles pour l'intelligence des institutions nationales sont aperçues et discutées (1). Les droits de la Couronne, de la féodalité, des Parlements, l'origine et les rapports des classes sociales donnent lieu à des controverses d'un accent parfois très hardi ; et rarement on égalera, dans la critique de l'ancien régime, la véhémence d'un Boulainvilliers.

Mais ces inquiétudes savantes restent secrètes en grande partie : l'œuvre toujours inachevée de d'Argenson ne paraîtra qu'en 1764 ; les projets de Fénelon et de Saint-Simon ne seront publiés qu'au siècle suivant (2). L'*Essay historique* demeure inédit de nos jours. Le Laboureur, dont l'*Histoire de la Pairie* s'imprime en 1740, n'a fait qu'un ouvrage sec, pédantesque, dominé par d'étroits intérêts. Les Remontrances des Parlements, qui deviendront des traités politiques, ne sont guère, avant 1750, que des morceaux d'apparat. C'est par un

(1) Et déjà ces curiosités dépassent le cercle des érudits ou des publicistes de profession. Une société littéraire qui tenta de se créer à Moulins, en 1741, devait étudier, entre autres questions, « les États généraux de la monarchie française », et l'origine et les invasions des Francs. (*Bulletin de l'Académie Delphinale* [519], t. III, 1850, pp. 570-571.) Mais cette société ne tint qu'une séance. (*Ibid.*, p. 572.)

(2) Toutefois, l'*Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté* fut imprimé, et supprimé, en 1734 ; puis publié à Londres et à La Haye en 1747. (*Ecrits politiques* [118], *Introduction*, p. 14.) Mais la question de la Constitution française n'y est que rapidement effleurée.

travail souterrain que s'élaborent les idées nouvelles sur la nature du gouvernement français ; le public n'en percevrait guère qu'une rumeur sourde, s'il n'y avait ces deux traits d'audace : la publication de l'*Histoire* de Boulainvilliers, et celle du *Judicium Francorum*. Mais le pamphlet est jeté au feu, l'œuvre historique n'est éditée qu'une fois dans la première moitié du siècle. C'est pour « des personnes éclairées », non pour la masse populaire, que Saint-Aubin croit devoir les réfuter.

Aussi bien, la forme et le fond de ces ouvrages semblent exclure la popularité : la forme, souvent sèche ou obscure, le fond trop aristocratique. Certes, il y a chez Boulainvilliers des aspirations vraiment libérales, un désir ardent du bien public ; et l'on pouvait extraire du *Judicium Francorum* le principe de la souveraineté nationale. Mais le libelliste parlementaire songe avant tout à magnifier la « Cour des Pairs », et le grand seigneur semblera « possédé de sa dignité de Noble-homme jusques à la folie (1). » Chez eux, comme chez Saint-Simon, le préjugé de classe est encore trop fort, pèse sur la conception de l'histoire, absorbe ou rétrécit la pensée politique. C'est le vice de théories pareilles, de tenir à des prétentions de caste ou de corps ; si elles ne s'y réduisent pas entièrement, elles s'en distinguent mal ; elles paraissent ou trop étroites ou trop vagues. Mais, en dehors de ces systèmes, il n'y avait encore, sur les lois fondamentales de la monarchie, que des idées ou banales, ou incomplètes, ou soigneusement dissimulées. Dubos était un historien, non un politique, et sa thèse, qui favorisait le tiers état, favorisait aussi le despotisme. Aucune doctrine ne s'était produite, capable de rallier, dans les différentes classes de la nation, des

(1) L'expression est du marquis d'Argenson, qui l'applique, au moins indirectement, à Boulainvilliers. (Ms. Arsenal, 2.334, chap. iv, p. 144.)

adhésions réfléchies et désintéressées. Entre les lieux communs de l'absolutisme, et les outrances de l'esprit de corps, il restait à trouver la formule d'un libéralisme sincère, impartial et modéré.

CHAPITRE II

L'Esprit des Lois et la Constitution française

SOMMAIRE

1° **L'objet général de « l'Esprit des Lois ».** — Déterminisme et idéalisme. Comment le livre peut nous proposer des règles d'action.

2° **Mais nécessité de « solliciter » la pensée de Montesquieu.** — Conseille-t-il aux Français d'adopter la constitution anglaise ? Ses expresses déclarations, comme l'esprit de son œuvre, résistent à cette interprétation. La France est et doit rester une véritable monarchie.

3° **Conception de la monarchie, en tant qu'opposée au despotisme.** — Le despotisme défini par des caractères concrets. La monarchie n'est pas une entité immuablement distincte du despotisme ; mais elle doit s'en éloigner par les lois fondamentales, et par les pouvoirs intermédiaires qui en sont les agents.

4° **Effet pratique de ces lois et de ces pouvoirs.** — Pas de supériorité légale sur la volonté du prince, mais force de résistance morale. Les gouvernements conçus comme systèmes de forces. Rôle de l'honneur. Le *principe* du gouvernement anime la *nature*, et supplée à la prudente insuffisance du droit écrit. Comment, grâce à ses coutumes, à ses corps privilégiés, à l'esprit qui en résulte, la France peut réaliser à sa manière la division des pouvoirs.

5° **Origines historiques de la Constitution française.** — Montesquieu et l'histoire de la monarchie primitive. Son intérêt pour les peuples du Nord ; sa foi dans la liberté germanique ; sa méthode. Sa solution moyenne entre Dubos et Boulainvilliers : idée d'une conquête à vive force, atténuation des conséquences. Égalité politique des Francs et des Romains. Ancienneté de la noblesse. Origine légitime, puis accroissement excessif du système féodal.

Signification politique de ces vues : la noblesse n'est pas créée par la monarchie ; les deux institutions sont corrélatives ; légitimité des privilèges seigneuriaux. — En un sens plus général, preuve des droits de la

nation. Le gouvernement français, fondé, comme le gouvernement britannique, sur une tradition de liberté, doit en conserver le souvenir, sinon même le raviver. Excellence du « gouvernement gothique ».

6° La conception de Montesquieu, rapprochée des conceptions antérieures : elle concilie mieux l'autorité et la liberté ; elle est exempte d'égoïsme étroit, elle l'emporte par la modération et la sagacité. Mais un exposé fragmentaire risquait d'en compromettre l'influence.

Montesquieu allait-il reprendre l'ouvrage ébauché par Boulainvilliers, et chercher méthodiquement dans l'histoire la nature et la règle du gouvernement français ? Tel n'est point l'objet direct de l'*Esprit des lois*, né d'une pensée plus vaste et plus originale — *prolem sine matre creatam*. Appliquer à l'étude des lois la méthode des sciences physiques (1), dégager la philosophie du droit, non pas en la déduisant de quelques notions scolastiques, mais en décrivant les conditions réelles où une législation se forme et évolue, voilà le coup d'audace et de génie de Montesquieu. C'est aux lois de toute nature, de tous les temps et de tous les pays que s'étendent les recherches de cet esprit universel. Les lois, dit-il, au commencement de son livre (2), ont des rapports avec le climat et la structure des pays qu'elles gouvernent ; avec le nombre et le genre de vie des habitants ; avec le commerce, les mœurs et les manières ; avec la religion et le gouvernement ; elles ont des rapports entre elles et avec leur origine ; avec le but des législateurs et l'objet sur lequel elles statuent. C'est l'ensemble de ces relations que Montesquieu nomme « l'esprit des lois », et qu'il se propose d'élucider. Il se préoccupera des lois civiles aussi bien que des politiques ; il en expliquera la forme sans en décrire le contenu. Dans cette étude scientifique, donc impersonnelle et abstraite, des législations comparées, comment pourrait-on discerner un idéal de

(1) Nous ne voulons pas dire par là que sa méthode soit purement expérimentale. Mais il y avait bien de l'*a priori* dans la physique de son temps.

(2) Liv. I, chap. III [28], t. I, pp. 102, 104.

gouvernement, et des conseils pour l'adapter à la France de 1748 ?

Il serait vain de le tenter, si l'*Esprit des lois* était exactement comparable à un traité d'optique ou d'astronomie. Mais Montesquieu nous rappelle que le monde social, par sa nature propre, échappe au déterminisme rigoureux qui régit le monde physique. Si dans l'« infinie diversité » des lois, les hommes ne sont pas conduits uniquement par leurs fantaisies (1), ils ne subissent pas non plus l'empire d'une nécessité mécanique. Les prescriptions de la raison éternelle, comme les besoins du moment et du milieu, peuvent échapper à la faiblesse de leur entendement. Il y a pour chaque peuple un type parfait de gouvernement, déterminé par les conditions générales de la vie en société et par les convenances particulières des mœurs, du terrain, du climat (2) ; mais cet idéal n'est pas nécessairement réalisé, parce que la liberté humaine, c'est-à-dire l'erreur humaine, s'interpose entre la loi et les facteurs d'où elle devrait résulter (3). Rechercher l'esprit des lois, ce ne sera donc point constater un enchaînement nécessaire de phénomènes, mais expliquer l'œuvre des hommes faillibles et changeants, rendre compte de leurs motifs et de leurs moyens, juger leur aveuglement ou leur sagesse. Sans doute, il n'est pas impossible de décrire ces variations avec la froideur d'un naturaliste, indifférent à la maladie et à la santé ; mais ce détachement scientifique, Montesquieu

(1) *Esprit des lois* [28], préface ; t. I, p. 84.

(2) Rappelons d'ailleurs, en ce qui concerne le climat, que Montesquieu juge opportun dans certains cas de combattre, et non de favoriser son influence. (Cf. liv. XIV, chap. v.)

(3) « Il s'en faut bien que le monde intelligent soit aussi bien gouverné que le monde physique. Car, quoique celui-là ait aussi des lois qui, par leur nature, sont invariables, il ne les suit pas constamment comme le monde physique suit les siennes. La raison en est que les êtres particuliers, intelligents sont bornés par leur nature et par conséquent sujets à l'erreur », etc. (*Esprit des lois* [28], liv. I, chap. 1, t. I, pp. 93-94.) Voir sur ce point l'article de M. Lanson, sur le *Déterminisme historique et l'idéalisme social* dans l'*Esprit des lois* (*R. métaphysique et morale* [521], 1916).

ne l'affecte pas (1). Il parle en « citoyen » qui veut être utile à son pays, en homme qui a pitié des hommes. Il conseille en termes exprès la tolérance (2), la douceur des peines (3), la prudence dans les réformes (4) ; il blâme l'esclavage (5), l'esprit de conquête (6), l'excès des armements (7), la tyrannie fiscale (8) et la démagogie (9) ; il montre comment les lois atteignent ou manquent leur objet (10). S'il distingue trois formes de gouvernement, s'il développe avec la même clarté leurs principes et leurs conditions d'existence, il ne s'ensuit pas que ces trois formes soient équivalentes à ses yeux : sa description du despotisme est une condamnation. Ainsi son analyse de la législation universelle contient à la fois une morale et une méthode politiques.

Mais cette morale et cette méthode ne sont pas réduites en corps de doctrine. La brièveté souvent capricieuse de l'*Esprit des lois* entremêle les préceptes et les constatations, et parfois le plaisir de comprendre revêt chez Montesquieu l'apparence de la sympathie. D'ailleurs, la nature de sa pensée exclut tout dogmatisme ; il enseigne à haïr le despotisme, mais il nous permet d'hésiter entre les divers genres de gouvernements modérés, car la bonté de ces régimes varie selon les circonstances ; et, dans la décision des cas d'espèce, Montesquieu imite volontiers la prudence des oracles ; l'application de ses principes, laissée au discernement du lecteur, est sujette à malentendus. N'est-ce pas là une des causes de l'opinion si accréditée qui lui attribue un

(1) Sur l'objet de Montesquieu, voir, outre sa préface, la *Défense de l'Esprit des lois* [28], 2^e partie, *idée générale*, t. IV, pp. 124-125.

(2) Cf. liv. XXV, chap. XII-XIII.

(3) Cf. liv. VI, chap. IX-XVII.

(4) Cf. liv. XIX, chap. V, VI ; et aussi liv. XXIX, *passim*.

(5) Cf. liv. XV, chap. V.

(6) Cf. liv. X, chap. II.

(7) Cf. liv. XIII, chap. XVII.

(8) Cf. liv. XIII, *passim*, et notamment chap. I, II, IX, XV, XIX.

(9) Cf. liv. VIII, chap. II, III.

(10) Cf. liv. XXIX, *passim*, et notamment chap. I, II, III, IV, V, VII, XIII, XVI.

goût exclusif pour la constitution anglaise et le désir de l'introduire en France ? Certes, les pages consacrées à l'Angleterre comptent parmi les plus belles de l'*Esprit des lois*. Peu de sujets étaient aussi tentants pour ce génie compréhensif, qui aimait à se donner le spectacle des choses humaines, et à soumettre à sa clarté souveraine la complexité du réel. La constitution anglaise enchante Montesquieu parce qu'elle est subtile et qu'il la comprend subtilement ; il l'admire, et peut-être admire en elle sa propre ingéniosité. C'est une belle machine dont il démonte les pièces et fait jouer les ressorts avec un plaisir de connaisseur. La propose-t-il cependant pour modèle aux Français ? On peut être tenté de le croire, si l'on considère isolément la description qu'il en a donnée. Mais il ne faudrait pas « juger, par la lecture d'un moment, d'un travail de vingt années (1) », ni par quelques pages de tout un grand livre. Si Montesquieu a pénétré la sagesse du système anglais, il loue aussi l'« infailibilité » des lois de Sparte (2) et l'équilibre de Rome au temps de sa grandeur (3) ; il a même su goûter, par instants, le subtil artifice des législateurs chinois (4) : on n'a pourtant jamais cru qu'il nous conseillât de copier Sparte, Rome ou la Chine. Il est vrai que la liberté anglaise était plus proche, et que depuis longtemps elle excitait l'envie. Mais écoutons Montesquieu sur l'Angleterre :

« Comme toutes les choses humaines ont une fin, l'État dont nous parlons perdra sa liberté, il périra (5) ». Dès à présent, sa liberté est peut-être plus théorique qu'effective : « Ce n'est point à moi à examiner si les Anglais jouissent actuellement de cette liberté, ou non.

(1) *Esprit des lois* [28], préface, t. I, p. 83.

(2) Cf. liv. IV, chap. VI, t. I, p. 157.

(3) Cf. liv. XI, chap. XIII, XVIII.

(4) Cf. liv. XIX, chap. XVI, XX.

(5) Liv. XI, chap. VI [28], t. I, p. 397.

Il me suffit de dire qu'elle est établie par leurs lois (1). » Est-elle même partout souhaitable ? « Je ne prétends point... ravalier les autres gouvernements, ni dire que cette liberté politique extrême doive mortifier ceux qui n'en ont qu'une modérée. Comment dirois-je cela, moi qui crois que l'excès même de la raison n'est pas toujours désirable, et que les hommes s'accommodent presque toujours mieux des milieux que des extrémités ? (2) »

Ainsi conclut le chapitre même où l'on a prétendu trouver des preuves d'« anglomanie », et cette modération n'est que plus significative, si nous apprenons de M. Dedieu que bien avant 1748, l'Angleterre comptait en France d'aveugles admirateurs. Faut-il voir cependant, dans ces réserves finales, la simple précaution d'un homme que la Bastille n'attira jamais ? L'hypothèse serait plausible si de telles lignes s'accordaient mal à l'ensemble de l'*Esprit des lois*. Mais, en réalité, c'est le désir d'introduire en France la constitution anglaise qui pourrait étonner de la part de Montesquieu, car ses tendances générales et sa philosophie condamnent pareille entreprise. Ses *Lettres Persanes* rappelaient déjà le désordre inséparable des changements, la sainteté des lois établies « où il ne faut toucher que d'une main tremblante (3) ». Puis, son grand ouvrage nous enseigne que les lois « doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre » (4). La circonspection, le respect des diversités nationales, des usages, des préjugés même, légitimés et comme sanctifiés par leur antiquité, voilà, selon Montesquieu, les règles essentielles de la législation. « Il me

(1) *Ibid.*, t. I, p. 397. Cf. dans les *Pensées et fragments* [30], t. II, p. 323, un passage peu admiratif sur la liberté anglaise.

(2) *Ibid.* [28], t. I, pp. 397-398.

(3) *Lettres persanes* [31], liv. CXXIX, t. I, p. 249.

(4) *Esprit des lois* [28], liv. I, chap. III, t. I, p. 102.

semble que je n'ai fait cet ouvrage que pour le prouver : l'esprit de modération doit être celui du législateur... (1) — Le mal de changer est-il toujours moins grand que celui de souffrir ?... (2) — Chaque nation trouvera ici les raisons de ses maximes... (3) — Si je pouvois faire en sorte que tout le monde eût de nouvelles raisons pour aimer ses devoirs, son prince, sa patrie, ses loix ; qu'on pût mieux sentir son bonheur dans chaque pays, dans chaque gouvernement, dans chaque poste où l'on se trouve, je me croirois le plus heureux des mortels (4) ». Ces pensées ne sont pas jetées au hasard dans l'*Esprit des lois* ; elles tiennent à l'idée maîtresse du livre. Si les lois sont des « rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses (5) », si elles sont relatives au climat, au sol, au caractère national, l'esprit de réforme ne doit agir qu'avec beaucoup de prudence, et l'exemple, même heureux, des nations étrangères, ne saurait faire autorité. Or, il s'en faut que les différences entre l'Angleterre et la France apparaissent, d'après Montesquieu, comme secondaires. La France n'a pas le climat rude de la Grande-Bretagne, ni cet isolement insulaire, que l'auteur juge favorable à la liberté (6). L'Anglais est actif, obstiné, d'humeur sombre et farouche, médiocre dans les bienséances et les arts de pur agrément (7). Le Français est gai, sociable, brillant ; « avec cela du courage, de la générosité, de la franchise », mais aussi de la fri-

(1) Liv. XXIX, chap. I, t. III, p. 298.

(2) Liv. XXIX, chap. XVIII, t. III, p. 325.

(3) *Esprit des lois*, préface, t. I, p. 85.

(4) *Ibid.*, p. 86. Voir d'ailleurs, sur tous ces points, les livres XIX et XXIX ; et les *Pensées et fragments* [30], t. I, p. 416 ; t. II, p. 364.

(5) Liv. I, chap. I, t. I, p. 89. Le mot de *nécessaire*, appliqué aux lois positives, doit s'entendre, pensons-nous, avec les réserves indiquées plus haut.

(6) Liv. XVII, chap. II ; liv. XVIII, chap. V. Cf. aussi liv. XIX, chap. XXVII.

(7) Liv. XIV, chap. XII et XIII ; liv. XIX, chap. XXVII. Ce dernier chapitre étudie l'influence des lois sur les mœurs, les manières et le caractère des Anglais ; mais il fait encore une grande place à l'influence du climat et du terrain.

volité (1). Le contraste est presque complet. Faut-il essayer du moins d'effacer ces différences, pour préparer l'introduction du gouvernement anglais ? Bien au contraire, Montesquieu incline à conserver les défauts même de sa nation :

« Si, en général, le caractère est bon, qu'importe de quelques défauts qui s'y trouvent ? »

« On y pourroit contenir les femmes, faire des loix pour corriger leurs mœurs et borner leur luxe : mais qui sait si on n'y perdrait pas un certain goût, qui seroit la source des richesses de la Nation, et une politesse qui attire chez elle les étrangers ? »

« C'est au Législateur à suivre l'esprit de la Nation, lorsqu'il n'est pas contraire aux principes du Gouvernement... »

« Qu'on donne un esprit de pédanterie à une Nation naturellement gaie, l'État n'y gagnera rien... Laissez-lui faire les choses frivoles sérieusement, et gaiement les choses sérieuses (2) ».

Politesse, luxe, point d'honneur, liberté des femmes, on reconnaît les traits qui, selon Montesquieu, conviennent singulièrement aux états monarchiques, tandis que l'état républicain veut des vertus plus mâles et des mœurs plus austères (3). Or, le gouvernement anglais est à demi républicain ; il se distingue des monarchies connues par son objet et sa structure (4). Comment sa « liberté extrême » conviendrait-elle au peuple français, qui, dans des conditions si différentes, a vécu des

(1) Liv. XIX, chap. v, t. II, p. 214. Montesquieu ne nomme pas la France, mais on la reconnaît aisément.

(2) Liv. XIX, chap. v, t. II, pp. 214-215. Voir aussi, dans le même livre, le chapitre vi, *qu'il ne faut pas tout corriger*, et au chapitre vii, le significatif parallèle des *Athéniens et des Lacédémoniens*.

(3) Cf. liv. III, chap. iii, vii ; liv. IV, chap. ii, v ; liv. VII, chap. ii, v et ix.

(4) Liv. XI, chap. vii. Cf. l. II, ch. iv ; liv. XX, chap. xxi. Au livre V, chap. xix, l'allusion à « une nation où la république se cache sous la forme de la monarchie », t. I, p. 220, semble bien viser l'Angleterre. Dans les *Pensées et fragments*, la Constitution de l'Angleterre est définie : « Une monarchie mêlée » [30], t. I, p. 115. Cf. *ibid.*, t. II, p. 391.

siècles prospères sous la pure monarchie (1) ? Les inductions qu'on peut tirer de divers passages de Montesquieu confirment donc ses déclarations expresses : la constitution d'Angleterre est un chef-d'œuvre en son genre, non un modèle universel. C'est par une juste notion et une saine pratique de son propre gouvernement que la France jouira d'un bonheur conforme à son génie. Quelles sont les vertus naturelles à ce gouvernement, comment prévoir, connaître et rectifier ses déformations possibles, c'est ce que l'*Esprit des lois* nous enseigne dans les chapitres qu'il consacre au despotisme et à la monarchie.

Le gouvernement monarchique est « celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies : au lieu que dans le Despotique, un seul, sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices (2) ». Empruntant à ses devanciers cette distinction déjà banale, Montesquieu la renouvelle par la précision de ses idées. Il ne se contente pas de formules juridiques, ou de lieux communs édifiants ; il montre la nature et les effets du gouvernement despotique, dans une description qui passe de beaucoup, par la vigueur et le relief, la légère esquisse de Saint-Aubin. Description idéale encore, où manquent la variété et la couleur des choses vues. Montesquieu connaît mal l'Orient (3) ; il déduit les caractères du despotisme, comme les « propriétés » d'une figure de géométrie (4). Mais l'enseignement qui s'en dégage n'en

(1) Cf. liv. XX, chap. xxii, sur le royaume de France : « Si depuis deux ou trois siècles il a augmenté sans cesse sa puissance, il faut attribuer cela à la bonté de ses lois, non pas à la fortune qui n'a pas ces sortes de constance. » (T. II, p. 281.)

(2) Liv. II, chap. i, t. I, p. 105.

(3) Encore est-il qu'il le devine parfois, avec beaucoup de pénétration ; mais dans la mesure où il le devine, il s'écarte de sa propre théorie. (Cf. *La Chine dans l'Esprit des lois*, R. H. L. [523], avril-juin 1924.)

(4) « Voilà ce que j'appelle la nature de chaque gouvernement », dit-il après avoir posé ses définitions. « Il faut voir quelles sont les lois qui suivent directement de cette nature », liv. II, chap. i, t. I, p. 106. Voir aussi liv. II, chap. v, t. I, p. 125. Puis, de la connaissance de ces lois, il déduit, au livre III, celle des « principes ». Il n'empêche que quantité

est guère diminué : que ce gouvernement soit réel ou seulement possible, Montesquieu en a bien discerné l'essence, les modes d'action et les dangers ; il nous montre la « limite » où tend le pouvoir arbitraire, et dont il faut s'éloigner par la force des lois. C'est un péril éventuel, sinon présent, contre lequel il nous met en garde. L'apathie du prince, écrasé par sa propre puissance (1), l'influence des premiers ministres (2), l'absence de corps politiques solidement constitués (3), une obéissance imposée par la crainte (4), une administration simple et grossière dans ses caprices (5), un abaissement général des cœurs et des esprits (6), voilà les attributs du despotisme et ses instruments de règne. Ce tableau nous aide à concevoir par contraste ce que doit être la monarchie.

Comment maintenir, dans le gouvernement d'un seul, cette autorité des lois nécessaire au bon ordre ? Avant Montesquieu, les théoriciens de la monarchie absolue concevaient le pouvoir légitime et le pouvoir arbitraire comme deux essences étrangères l'une à l'autre et distinctes pour l'éternité. Au contraire, c'est un point capital de la pensée de Montesquieu que le gouvernement monarchique est sujet à dégénérer : « Tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites... (7). Les fleuves courent se mêler dans la mer : les monarchies vont se perdre dans le despotisme (8). » Il faut donc organiser un système de garanties qui empêche la distinction de devenir illu-

d'exemples viennent à l'appui des démonstrations ; mais, en ce qui concerne le despotisme, ils sont presque tous contestables.

(1) Liv. II, chap. v ; liv. V, chap. xiv.

(2) Liv. II, chap. v.

(3) Cf. liv. II, chap. iv.

(4) Liv. III, chap. ix.

(5) Liv. III, chap. x ; liv. V, chap. xiv, xvi.

(6) Liv. IV, chap. iii.

(7) Liv. XI, chap. iv, t. I, p. 375.

(8) Liv. VIII, chap. xvii, t. I, p. 319. Cf. liv. VIII, chap. vi, vii.

soire. En ce sens, la forme déductive que Montesquieu donne à sa théorie n'est pas purement artificielle : les règles générales du gouvernement monarchique suivent de sa définition ; elles expriment les modes d'existence nécessaires d'un État où « un seul gouverne, mais par des loix fixes et établies (1) ».

En effet, si le monarque exerçait tous les pouvoirs par lui-même ou par ses délégués immédiats, il ne tiendrait qu'à lui d'annuler les lois les plus solennelles ; il faut donc que les puissances subalternes aient une certaine fixité, qui leur permette la résistance. Ainsi s'explique la maxime célèbre : « Les pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendans constituent la nature du Gouvernement monarchique, c'est-à-dire, de celui où un seul gouverne par des loix fondamentales... Ces loix fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance (2) ». Des lois fondamentales pour régler l'autorité, des pouvoirs intermédiaires pour assurer l'action des lois, voilà donc les éléments indispensables de la monarchie. Rien n'est plus clair en théorie ; mais sur la nature concrète de ces « pouvoirs » et de ces « loix », et notamment sur leurs rapports avec la volonté du prince, Montesquieu s'explique très brièvement. Force est donc bien, pour le comprendre, de solliciter sa pensée, — pensée sinueuse et fuyante malgré la dure netteté des formules où il semble l'enfermer. A défaut d'évidence littérale, on essaiera de ne proposer ici qu'un minimum d'interprétation, d'après des indices tirés du texte.

C'était une maxime courante sous l'ancien régime, qu'il existait en France des lois fondamentales pour la

(1) Ce n'est pas à dire, bien entendu, qu'elles ne soient suggérées par l'expérience ; mais ici l'expérience s'accorde aisément à la logique.

(2) Liv. II, chap. iv, t. I, p. 119. Le texte primitif portait seulement : *pouvoir intermédiaires subordonnés*. Montesquieu, comme on le verra ci-après, ajouta *dépendans* pour satisfaire la censure.

forme du gouvernement (1). Mais la doctrine officielle les réduisait à un petit nombre de principes, qui, en fait, laissaient libre jeu au pouvoir personnel. Ainsi, dès avant le milieu du xvii^e siècle, Le Bret n'admet pour fondamentales que les règles de la succession au trône (2). Pour Montesquieu, il néglige d'énumérer en détail les lois fondamentales de la monarchie, et nulle part il n'affirme la nécessité d'une charte unique et explicite, d'un code constitutionnel. Mais deux points ressortent nettement de son analyse : l'un, que tout le corps des lois, politiques et civiles, doit avoir une autorité ferme et assurée (3) ; l'autre, que les « pouvoirs intermédiaires » étant nécessaires à la monarchie, leur existence doit être tenue pour loi fondamentale (4).

Ces « pouvoirs intermédiaires », véritable essence de la monarchie, font l'objet, dans l'*Esprit des lois*, d'un exposé assez rapide. La noblesse est le plus naturel, et peut-être le plus nécessaire. « Point de monarque, point de noblesse ; point de noblesse, point de monarque (5) ». Le pouvoir du clergé, les prérogatives de bourgeoisie, sont aussi très propres à arrêter la marche du pouvoir arbitraire (6). Enfin, la régularité du gouvernement exige des « corps politiques, qui annoncent les lois lorsqu'elles sont faites, et les rappellent lorsqu'on les oublie (7) », c'est-à-dire des Parlements nantis du droit de remontrance (8). Noblesse, Cours souveraines,

(1) Cf. l'ouvrage de M. A. Lemaire, *Les lois fondamentales de la monarchie française* [496].

(2) *Souveraineté du Roi* [146] (1632), liv. I, chap. iv, pp. 24 sq.

(3) « Le Gouvernement monarchique ne comporte pas des lois aussi simples que le despotique. Il y faut des tribunaux. Ces tribunaux donnent des décisions ; elles doivent être conservées ; elles doivent être apprises, pour que l'on y juge aujourd'hui comme l'on y jugea hier, et que la propriété et la vie des citoyens y soient assurées et fixes comme la constitution même de l'État. » (Liv. VI, chap. i, t. I, pp. 224-225.)

(4) Liv. II, chap. iv.

(5) Liv. II, chap. iv, t. I, p. 120.

(6) Liv. II, chap. iv, t. I, pp. 120-121.

(7) Liv. II, chap. iv, t. I, p. 123.

(8) Montesquieu ne nomme pas les Parlements ; mais le sens de sa périphrase ne saurait être douteux.

juridictions seigneuriales et ecclésiastiques, corps de bourgeoisie, faute de ces institutions le pouvoir monarchique fait place à la démocratie, ou s'exaspère en despotisme : « Abolissez dans une Monarchie les prérogatives des Seigneurs, du Clergé, de la Noblesse et des Villes ; vous aurez bientôt un Etat populaire, ou bien un Etat despotique (1) ».

Mais quel est l'effet politique de ces prérogatives ? Les justices des seigneurs, les tribunaux d'Église, ne sauraient participer au pouvoir législatif ; et même sur leur compétence judiciaire, Montesquieu ne fournit pas de précisions ; quant aux privilèges de la bourgeoisie, il ne les mentionne qu'en passant. Il blâmera, dans certains chapitres, l'excès des impôts demandés par « les passions et les faiblesses de ceux qui gouvernent (2) » ; les « édits des princes » qui « affligent même avant qu'on les ait vus, parce qu'ils y parlent toujours de leurs besoins, et jamais des nôtres » (3). Rien ne prouve cependant qu'il réclame pour la nation le droit de s'imposer elle-même. Une allusion brève aux pays d'États signale les bienfaits de leur régime : « Dans de certaines monarchies en Europe, on voit des provinces qui, par la nature de leur gouvernement politique, sont dans un meilleur état que les autres. On s'imagine toujours qu'elles ne payent pas assez, parce que, par un effet de la bonté de leur gouvernement, elles pourroient payer davantage ; et il vient toujours dans l'esprit de leur ôter ce gouvernement même qui produit ce bien qui se communique, qui se répand au loin, et dont il vaudroit bien mieux jouir (4) ». Mais les privilèges des pays d'États au XVIII^e siècle se

(1) Liv. II, chap. iv, t. I, pp. 120-21. Cf. aussi *ibid.*, p. 122, et liv. VIII, chap. vi, t. I, p. 303. Voir encore *Pensées et fragments* [30], t. II, p. 391 et pp. 451-452.

(2) Liv. XIII, chap. i, t. II, p. 48.

(3) Liv. XIII, chap. xv, t. II, pp. 65-66.

(4) Liv. XIII, chap. xii, t. II, p. 62.

bornaient en fait à la répartition de l'impôt (1); et si Montesquieu conseille de les maintenir, il ne parle ni de les augmenter, ni de les étendre à tout le royaume. Quant aux États généraux, pas une ligne de l'*Esprit des lois* n'en demande la convocation.

Reste le Parlement, « dépôt des loix », qui les garde contre les entreprises du pouvoir arbitraire. Montesquieu n'est certes pas suspect de vouloir avilir sa dignité. Il lui accorde le savoir et la pondération qui manquent à la noblesse (2); il résume en quelques lignes incisives ses avantages sur le Conseil d'État, son rival traditionnel (3). Law, ennemi du Parlement et de la vénalité des offices, lui semble « un des plus grands promoteurs du despotisme » que l'Europe ait connus (4). Enfin, l'*Esprit des lois* ne ménage pas les éloges à « ces magistrats qui, ne trouvant que le travail après le travail, veillent nuit et jour pour le bonheur de l'Empire (5) »; à ces corps qui « n'obéissent jamais mieux que quand ils vont à pas tardifs, et qu'ils apportent dans les affaires du Prince cette réflexion qu'on ne peut guère attendre du défaut de lumières de la Cour sur les loix de l'État, ni de la précipitation de ses conseils (6) ». C'est dire combien l'autorité politique de la magistrature paraît légitime et bienfaisante au président de Montesquieu; mais il suffit de le comparer aux libellistes de la Fronde ou de la Régence, pour sentir sa modération. Jamais il n'a écrit que le Parlement, conseil nécessaire, dût être un Sénat

(1) Voir comment Louis XIV avait su pratiquement annuler l'autorité des États provinciaux, dans l'*Histoire de France* de Lavoisier [494], t. VII, 1^{re} partie, pp. 280, 288.

(2) Liv. II, chap. iv, t. I, pp. 123-124.

(3) « Le Conseil du Prince n'est pas un dépôt convenable. Il est par nature le dépôt de la volonté momentanée du Prince qui exécute, et non pas le dépôt des loix fondamentales. De plus, le Conseil du Monarque change sans cesse; il n'est point permanent; il ne sauroit être nombreux; il n'a point à un assez haut degré la confiance du peuple. » (Liv. II, chap. iv, t. I, p. 124. Cf. liv. VI, chap. vi.)

(4) Liv. II, chap. iv, t. I, p. 122.

(5) Liv. XIII, chap. xx, t. II, p. 73.

(6) Liv. V, chap. x, t. I, pp. 195-196.

souverain. Ce magistrat libéral était aussi un sujet fidèle ; il n'approuvait pas les outrances des parlementaires factieux (1). Comme historien, il ne devait pas ignorer que les présidents et conseillers n'avaient jamais gouverné la France (2) ; comme politique, il ne pouvait méconnaître la différence entre une oligarchie parlementaire et une monarchie. Aucune présomption n'autorise à rejeter son aveu formel : les pouvoirs intermédiaires qui constituent la monarchie sont « subordonnés et dépendants ». Le mot *dépendants*, il est vrai, est surajouté ; un carton le glissa, pour rassurer la censure, dans la première édition de l'*Esprit des lois* (3). Mais cette précaution n'était pas une supercherie : l'addition de *dépendants* à *subordonnés* n'introduit pas d'idée nouvelle ; elle souligne une idée déjà exprimée. Montesquieu eût préféré sans doute, pour la dignité des pouvoirs intermédiaires, ne point insister sur une dépendance déjà trop lourdement sentie. Mais on ne voit pas qu'il leur accorde le droit de la rejeter. Loin de légitimer les révoltes du Parlement, il le croit appelé à maintenir l'obéissance (4) ; il n'en fait ni le mandataire du peuple, ni le tuteur des Rois.

(1) Voir dans ses *Pensées et fragments* [30] un passage sur l'attitude des Parlements dans l'affaire de la Bulle : malgré toute son indulgence et sa sympathie, Montesquieu avoue que le Parlement a passé les bornes (t. II, p. 459). Voir aussi, dans sa *Correspondance* [32], une lettre à un parlementaire exilé à Bourges en 1753 (t. II, pp. 472 sqq). Nous en parlons ci-après au chapitre vi.

(2) Montesquieu dit, il est vrai, qu'au commencement de la troisième race, le Parlement jugeait uniquement les affaires « qui étoient entre les Ducs, Comtes, Barons, Evêques, Abbés, ou entre le Roi et ses vassaux, plutôt dans le rapport qu'elles avoient avec l'ordre politique qu'avec l'ordre civil ». (Liv. XXVIII, chap. xxxix, t. III, p. 282.) Mais il s'agit là de l'ancienne assemblée des vassaux ; Montesquieu ne dit point que tous ses droits aient passé au Parlement des légistes.

(3) Vian, *Histoire de Montesquieu* [514], p. 261. Dans le texte primitif, le chapitre iv du livre II commençait simplement ainsi : « Les pouvoirs intermédiaires subordonnés constituent la nature du gouvernement monarchique, c'est-à-dire de celui où un seul gouverne par les lois fondamentales. Ces lois supposent nécessairement... », etc.

(4) Cf. liv. II, chap. iv, t. I, p. 124. Il résulte du passage que le Parlement doit « éclairer » le peuple « dans les temps difficiles », et « le ramener à l'obéissance ».

Ainsi la théorie de Montesquieu peut sembler singulièrement timide : si les privilèges n'emportent pas le droit de résistance active, si le pouvoir qui s'y attache n'émane pas de la nation, ne suffit-il pas d'un caprice pour les anéantir ? N'est-ce pas un cercle vicieux, de prétendre enchaîner le prince par des lois que sa volonté fait et défait librement ? Boulainvilliers, Saint-Simon, Fénelon lui-même, ont élevé des obstacles plus solides contre l'autorité royale, ou marqué plus nettement le point où elle doit s'arrêter. Mais pour comprendre la pensée de Montesquieu, il ne faut pas se borner à une description tout extérieure des pièces dont il compose la monarchie. Dans ces « machines » (1), que sont pour lui les constitutions politiques, il ne se contente pas de considérer chaque rouage, il cherche la force qui anime l'ensemble ; après avoir décrit la *nature* d'un gouvernement, il se flatte d'en révéler le *principe* : « sa nature est ce qui le fait être tel ; et son principe, ce qui le fait agir. L'un est sa structure particulière, et l'autre les passions humaines qui le font mouvoir (2) ». Distinction « très importante » et dont il tirera « bien des conséquences » (3). C'est sa grande originalité de se représenter les corps politiques, non plus sous l'aspect d'entités, de formes abstraites et immuables, mais en mouvement et en action. Son étude du gouvernement anglais n'est que le calcul des réactions de plusieurs forces, qui s'opposent, se balancent et finissent par se combiner. De même, il conçoit la monarchie comme un système de forces. Juridiquement, sans doute, la souveraineté réside dans la personne du prince ; les corps intermédiaires, subordonnés et dépendants, ne doivent pas s'ériger en censeurs du monarque, réformer ses décisions et annuler ses ordres ; mais leur influence réelle est supé-

(1) Cf. liv. III, chap. v, t. I, p. 134 ; liv. V, chap. xiv, t. I, p. 208.

(2) Liv. III, chap. i, t. I, p. 127.

(3) Liv. III, chap. i, t. I, p. 127, note.

rieure à leur droit légal. Ils constituent des puissances morales, qui, modérant tantôt la volonté du prince, tantôt la résistance du peuple, doivent établir l'harmonie entre gouvernants et gouvernés (1). La lettre des privilèges importe moins que l'« esprit de liberté » (2) qui en résulte.

Voilà pourquoi le principe de la monarchie est l'honneur, « c'est-à-dire le préjugé de chaque personne et de chaque condition (3) », qui attache l'individu aux prérogatives et à la dignité de son ordre. « Vous diriez qu'il en est comme du système de l'Univers, où il y a une force qui éloigne sans cesse du centre tous les corps, et une force de pesanteur qui les y ramène. L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers (4) ». Dans ses ingénieux caprices, l'honneur concilie l'indépendance et la fidélité : il commande de servir le prince, et interdit la trahison ; mais il inspire, quand il le faut, des résistances généreuses : Crillon refuse d'assassiner le duc de Guise ; le vicomte d'Orte s'oppose au massacre des huguenots (5). De là ces « modifications nécessaires dans l'obéissance », tranchons le mot, ces refus d'obéir, dont les exemples ne manquent pas dans les annales de l'ancien régime. L'historien du plus autoritaire des rois de France a remarqué que jamais ces princes ne furent parfaitement obéis (6) ; pour Montesquieu, la désobéissance est presque un élément normal de l'état monar-

(1) La noblesse, dit Montesquieu, ne doit pas « être le terme entre le pouvoir du Prince et la faiblesse du Peuple, mais le lien de tous les deux ». (Liv. V, chap. ix, t. I, p. 193. Cf. le chap. xi du même livre.)

(2) Dans les monarchies, il y a « un esprit de liberté, qui... peut faire d'aussi grandes choses, et peut-être contribuer autant au bonheur que la liberté même ». (Liv. XI, chap. vii, t. I, p. 398.) Sur ce que peut faire, dans un État « une étincelle de liberté », voir aussi les *Pensées et fragments* [30], t. I, p. 124.

(3) Liv. III, chap. vi, t. I, p. 137.

(4) Liv. III, chap. vii, t. I, p. 138.

(5) Liv. III, chap. x, t. I, p. 143 ; liv. IV, chap. ii, t. I, pp. 150-151.

(6) Lavissee, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. VI, chap. i, p. 402, note.

chique (1) ; elle offre du moins un recours suprême, et comme un moyen illégal de maintenir la loi. Elle nous dispense de limiter, par une formule expresse, le droit législatif du souverain. A dessein Montesquieu laisse planer quelque incertitude sur les rapports du prince et de la loi : c'était un mystère que la raison d'État lui interdisait de trop éclaircir. Jusqu'à la fin du siècle, un esprit aussi libéral que Malesherbes craindra les précisions sur ce sujet scabreux (2) ; et en 1789 encore, après avoir rédigé la déclaration des droits de l'homme, les Constituants se feront scrupule de l'invoquer trop haut (3). Mais, sans contester directement le principe de l'absolutisme, Montesquieu le réduit à l'état de fiction. « Le roi ne peut pas faire tout ce qu'il peut (4) ». Aux garanties un peu vagues des chartes, s'ajoute l'autorité souple et vivante des sentiments, de l'opinion et des mœurs. Par une sorte d'ambiguïté, la loi se dépasse elle-même. Nul besoin de subordonner le prince à une assemblée de barons : une noblesse fière et brillante, riche de ses domaines, forte de ses droits seigneuriaux, représente une puissance avec qui l'on devra compter. Nul besoin

(1) Cf. sur ces points les *Pensées et fragments* [30] : « Ce seroit penser d'une manière bien bizarre d'avoir tant de respect pour les ordres et d'en avoir si peu pour l'honneur de son prince. Il est très dangereux à un prince d'avoir des sujets qui lui obéissent aveuglément. » (T. I, p. 423.)

(2) Voir son troisième *Mémoire sur la librairie*, composé en 1759 : « L'objet le plus important de l'administration dans ce moment-ci doit être d'empêcher de paraître des ouvrages où l'on ose soumettre à l'examen l'autorité royale. En vain les philosophes et les savans prétendront-ils qu'ils sont les plus fermes défenseurs de la puissance souveraine... Les droits du trône sont certains ; ils ont des fondemens plus solides que leurs vaines spéculations ; et la découverte d'un axiôme important en morale ou en jurisprudence ne compensera jamais les maux qui peuvent résulter de cette funeste controverse. » (*Mémoires sur la librairie* [162], pp. 76-77.) Cf. l'*Eloge historique de Malesherbes*, par Gaillard [218], pp. 57, 59. — Sur l'attitude de Malesherbes en 1771, voir ci-après, ch. ix.

(3) La déclaration des droits de l'homme une fois rédigée, « on la masqua d'un voile selon le mot du temps, et il y eut la *politique du voile*. « Je vais déchirer le voile ! » disaient parfois les orateurs exaltés... Mais c'était l'exception. » (Aulard, *Histoire politique* [473], p. 45. Cf. pp. 41-42, 57, 59.)

(4) « Un homme d'Avignon » ayant dit à Montesquieu : « Le Roi ne peut-il pas supprimer le Parlement ? » Montesquieu lui répondit : « Monsieur, apprenez de moi que le Roi ne peut pas faire tout ce qu'il Peut. » (*Pensées et fragments* [30], t. II, p. 460. Cf. p. 452.)

d'humilier la majesté royale, en proclamant que les Parlementaires sont maîtres de casser les lois ; des magistrats honnêtes, courageux, pénétrés des traditions de leur classe, sauront faire des simples remontrances un usage aussi efficace que du *velo* le plus absolu. Si « les Monarques, dont le pouvoir paroît sans bornes, s'arrêtent par les plus petits obstacles, et soumettent leur fierté naturelle à la plainte et à la prière (1) », pourraient-ils mépriser les avis de sages et fermes conseillers ?

La loi, qui établit ces corps intermédiaires, ne fixe donc pas le terme précis où finit leur action : elle ménage entre eux et le prince une sorte de zone vague, où la liberté et l'autorité avancent et reculent tout à tour. Mais, par une sage distribution des forces, elle doit prévenir les périls d'un tel régime : les conflits de pouvoirs qui se neutralisent, les heurts qui ébranlent l'État. « Combiner les puissances, les régler, les tempérer, les faire agir (2) », ne laisser ni trop, ni trop peu de jeu (3), voilà le chef-d'œuvre de la mécanique constitutionnelle. Et une fois la machine bien pondérée, Montesquieu lui fait confiance : elle marchera, parce que le train des choses le veut. Les trois puissances qui composent le gouvernement anglais devraient former, semble-t-il d'abord, « un repos ou une inaction. Mais, comme par le mouvement nécessaire des choses elles sont contraintes d'aller, elles seront forcées d'aller de concert (4) ». Dans la monarchie, la savante diversité des corps intermédiaires empêche que tout l'appareil ne soit faussé d'un coup ; sa souplesse amortit les chocs, réagit, remet tout

(1) Liv. II, chap. iv, t. I, p. 122. Cf. *Pensées et fragments* [30], t. II, p. 388 : « Quoique les Parlements de France n'ayent pas grande autorité, ils ne laissent pas de faire du bien. Le Ministère ni le Prince ne veulent pas en être désapprouvés, parce qu'ils sont respectés. Les Rois sont comme l'Océan, dont l'impétuosité est souvent arrêtée, quelquefois par des herbes, quelquefois par des cailloux. »

(2) Liv. V, chap. xiv, t. I, p. 208.

(3) Voir le chapitre xxv du livre XII : *De la manière de gouverner dans la monarchie*, (t. II, p. 41).

(4) Liv. XI, chap. vi, t. I, p. 394.

en place : « les choses sont très rarement portées à l'excès... les gens qui ont de la sagesse et de l'autorité s'entremettent ; on prend des tempéraments, on s'arrange, on se corrige, les loix reprennent leur vigueur et se font écouter (1) ». C'est cette foi dans la vertu du pouvoir divisé, dans ses ressources infinies d'adaptation, qui commande, en dernière analyse, la politique de Montesquieu. Seule est funeste à son avis la grossière simplicité du despotisme, qui oppose un prince sans règle à un peuple sans conseiller.

On aperçoit dès lors, malgré ses réticences, la nature des réformes que Montesquieu peut souhaiter. Il s'agissait moins de créer une constitution nouvelle que de rendre leur vigueur à des institutions affaiblies. Depuis Louis XI, et surtout depuis Richelieu et Louis XIV (2), la royauté minait peu à peu les corps intermédiaires qui le gênaient. Les intendants empiétaient sur les droits des provinces et des communes ; le fisc réduisait les immunités de la noblesse et du clergé ; des commissions extraordinaires jugeaient à la place des tribunaux ; les rois faisaient taire les remontrances ou ne les écoutaient pas. C'est contre cette perversion du gouvernement monarchique que réagit l'*Esprit des lois*. Maintenir les distinctions des biens et des personnes (3) ; défendre les justices féodales contre les tribunaux du roi (4), les tribunaux du roi contre son conseil (5), conserver l'autonomie des villes et des provinces (6) ; respecter le Par-

(1) Liv. V, chap. xi, *De l'excellence du gouvernement monarchique* (t. I, p. 197).

(2) Montesquieu, malgré sa réserve habituelle, s'exprime avec quelque amertume sur Richelieu. Cf. liv. V, chap. x et xi, t. I, pp. 195 et 198. — Sur le goût de Louis XIV pour le despotisme oriental, voir les *Lettres persanes* [31], XXXVII ; cf. enfin, sur Louis XI, Richelieu et Louis XIV, les jugements très libres des *Pensées et fragments* [30], t. I, pp. 340-341, 364, 368, 372-373.

(3) Liv. V, chap. ix ; liv. VI, chap. i.

(4) Liv. II, chap. iv.

(5) Liv. II, chap. iv ; liv. VI, chap. vi.

(6) Cf. liv. XXIX, chap. xviii.

lement ; assurer aux officiers le libre exercice de leurs fonctions et la propriété de leurs charges (1) ; entretenir enfin par les lois, par l'éducation, par l'exemple, les sentiments d'honneur nécessaires à la monarchie (2), — telle est la politique qu'il recommande, tantôt par allusions et tantôt par maximes, jamais sous forme de programme suivi. Mais il suffit de rapprocher ces divers articles, pour en sentir la cohérence et la raison profonde. Privilèges, distinctions et préjugés même ne sont ici que des moyens d'empêcher le despotisme, en assurant la diversité et l'équilibre des pouvoirs. Dans « les monarchies que nous connoissons », dit Montesquieu après avoir décrit le gouvernement d'Angleterre, les trois pouvoirs ne sont pas « distribués et fondus sur le modèle de la constitution dont nous avons parlé. Ils ont chacun une distribution particulière, selon laquelle ils approchent plus ou moins de la liberté politique ; et, s'ils n'en approchoient pas, la monarchie dégénérerait en despotisme (3) ». Cette division, dont l'Angleterre offre l'exemple le plus caractérisé, le gouvernement français la réalise à sa manière, si on le pratique sainement : le roi se réserve la plénitude du pouvoir exécutif ; il abandonne à des corps permanents la plénitude du pouvoir judiciaire (4) ; quant au législatif, il ne l'exerce qu'avec le concours du Parlement, et sous le contrôle de l'opinion. Ainsi la France a dans ses lois, dans ses traditions, dans son

(1) Liv. V, chap. xix.

(2) « Les mœurs du prince contribuent autant à la liberté que les loix. » (Liv. XII, chap. xxvii, t. II, p. 43.) — Sur l'éducation dans les monarchies, voir liv. IV, chap. ii. — Pour maintenir l'esprit de la noblesse dans la monarchie, Montesquieu lui refuse le droit de faire le commerce. (Liv. V, chap. ix ; liv. XX, chap. xxi et xxii.) De même, il est contraire à l'esprit de la monarchie que « la profession lucrative des traitants » devienne « une profession honorée » ; car alors, « l'honneur y perd toute sa considération... » et le gouvernement est frappé dans son principe. » (Liv. XIII, chap. xx, t. II, p. 73.)

(3) Liv. XI, chap. vii, t. I, pp. 398-399.

(4) Montesquieu insiste beaucoup sur ce point que, dans la monarchie, le prince ne doit pas juger lui-même : « La constitution seroit détruite ; les pouvoirs intermédiaires dépendants, anéantis. » (Liv. VI, chap. v, t. I, pp. 235-236.)

esprit, les éléments d'une liberté analogue à celle de l'Angleterre (1).

Il ne faut pas s'étonner si cette affinité des deux gouvernements décèle une identité d'origine. Selon Montesquieu, en effet, la constitution britannique et la monarchie française, le gouvernement représentatif et « le gouvernement fondé sur un corps de noblesse » (2) sont deux modifications d'un même type primitif : si le « beau système » des Anglais a été « trouvé dans les bois » de la Germanie (3), la hiérarchie féodale a son premier modèle dans les relations germaniques de prince à compagnons. Entre la république et le despotisme, l'antiquité classique n'eut jamais une idée bien claire de la monarchie (4). L'Europe doit les bienfaits de ce régime aux destructeurs de l'Empire romain, à « ces nations vaillantes » du nord de l'Europe, qui sortirent de leurs pays « pour détruire les tyrans et les esclaves, et apprendre aux hommes que, la nature les ayant faits égaux, la raison n'a pu les rendre dépendants que pour leur bonheur » (5). Montesquieu, — dont la curiosité s'étend d'ailleurs à toutes les parties de l'histoire de

(1) Montesquieu a écrit, il est vrai, ces lignes un peu déconcertantes, sur la monarchie comparée au despotisme : « Quoique la manière d'obéir soit différente dans ces deux gouvernements, le pouvoir est pourtant le même. De quelque côté que le Monarque se tourne, il emporte et précipite la balance et est obéi. Toute la différence est que dans la Monarchie le Prince a des lumières, et que les Ministres y sont infiniment plus habiles et plus rompus aux affaires que dans l'Etat despotique. » (Liv. III, chap. x, t. I, p. 143.) Il faut entendre, ce semble, que dans la monarchie, comme sous tout autre régime, un gouvernement habile peut venir à bout de l'opposition ; il ne s'ensuit pas que la toute-puissance du prince doive être de règle dans la monarchie. Dans une rédaction antérieure, Montesquieu s'expliquait plus vivement : « Il est vrai que les ministres, dans la monarchie, doivent avoir plus d'habileté. Aussi en ont-ils davantage. Ils y ont plus d'affaires ; ils y sont donc plus rompus. Il est vrai que, pour s'en débarrasser, ils veulent souvent renverser les lois. Ce gouvernement, en formant de pareils génies, est cet oiseau qui fournit la plume qui le tue. » (Barckhausen, *Montesquieu, l'Esprit des lois et les Archives de la Brède* [474], p. 31.) Il ne s'agit donc pas de l'exercice légitime et normal du pouvoir monarchique.

(2) Liv. XI, chap. VIII, t. I, p. 399.

(3) Liv. XI, chap. VI, t. I, p. 397.

(4) Liv. XI, chap. VIII.

(5) Liv. XVII, chap. V, t. II, p. 165. Cf. liv. XXX, chap. XIX.

France (1), — s'est beaucoup préoccupé de l'origine germanique des gouvernements. Déjà, l'un de ses Persans, Rica, connaissait assez bien l'Europe pour opposer les lois franques au droit romain (2). En terminant l'*Esprit des lois*, l'auteur songeait à écrire un « ouvrage particulier » sur les monarchies barbares, ou du moins sur celle de Théodoric (3) ; et s'il ne put le mener à bien, il nous a parlé des Barbares et de leur influence dans les derniers chapitres de son livre XVIII, dans son livre XXVIII, sur la jurisprudence civile, enfin dans ses livres XXX et XXXI sur la théorie des lois féodales dans leur rapport avec l'établissement et les révolutions de la monarchie franque.

Ces deux derniers livres notamment forment un appendice historique dont on n'a pas toujours senti l'utilité ; et pourtant leur addition, ce semble, peut se justifier doublement. D'abord, l'histoire est pour Montesquieu une sorte de contre-épreuve : après avoir isolé par l'analyse chacune des relations dont se compose l'« esprit des lois », il en ressaisit la synthèse dans un exemple concret. Puis, cet exemple se trouve être un exemple privilégié, qui aide à comprendre l'origine du gouvernement monarchique en général, et surtout du gouvernement français. Cette « théorie des lois féodales », jointe à quelques chapitres des livres XVIII et XXVIII, offre un véritable traité des antiquités nationales, traité rapide, capricieux, incomplet, mais supérieur à tous les écrits qu'on eût dans ce genre par la lumineuse concision du style, par la largeur des aperçus et leur sagacité. Désireux d'« éclairer l'histoire par les lois et les lois par l'histoire (4) », Montesquieu a connu tous les documents essentiels. Il les interprète finement, sachant y faire la part du

(1) Voir au tome I des *Pensées et fragments* [30], pp. 330, 376, les « Morceaux de ce que je voulois écrire sur l'Histoire de France ».

(2) *Lettres persanes* [31], 100, t. I, p. 192.

(3) Liv. XXX, chap. xii, t. III, p. 350.

(4) Liv. XXXI, chap. II, t. IV, p. 11.

mensonge oratoire et de l'illusion poétique (1). Il montre même un sentiment des diversités historiques qui lui a parfois manqué dans le reste de l'*Esprit des lois* : « Transporter, dit-il, dans des siècles reculés toutes les idées du siècle où l'on vit, c'est des sources de l'erreur celle qui est la plus féconde (2) ». Et, loin de vouloir « rendre modernes tous les siècles anciens » (3), il n'oublie jamais, dans ses inductions, le caractère de la Germanie primitive, son indépendance belliqueuse, ses mœurs héroïques et barbares (4). Enfin, trouvant devant lui Boulainvilliers et Dubos, deux systèmes, « dont l'un semble être une conjuration contre le tiers état, et l'autre une conjuration contre la noblesse » (5), il s'efforce de les juger sans parti pris. Si sa neutralité ne fut pas rigoureuse, et fléchit en faveur de Boulainvilliers, qui « de notre histoire et de nos loix... savoit très-bien les grandes choses (6) », l'assurance impérieuse du gentilhomme ne l'a point subjugué ; il ne l'approuve qu'à bon escient, et, reprenant quelques-unes de ses thèses, il leur ôte ce qu'elles avaient de violent et d'abrupt.

C'est dans César et surtout dans Tacite que Montesquieu s'instruit sur les anciens Germains (7). Il y prend l'idée de tribus nomades, pillardes et guerrières, qui n'obéissent qu'à leur gré, et délibèrent avec leurs chefs. L'existence des assemblées nationales dans la Germanie, et leur persistance chez les Francs des Gaules, sont pour Montesquieu des faits certains. Sa conviction se fonde principalement sur deux textes, que les polémistes du

(1) Cf. liv. XXVIII, chap. III; liv. XXX, chap. xxiv.

(2) Liv. XXX, chap. xiv, t. III, pp. 357-358.

(3) Liv. XXX, chap. xiv, t. III, p. 358.

(4) Cf. liv. XVIII, chap. xxiii et xxiv ; liv. XXVIII, chap. I, II, XVII ; liv. XXX, chap. VI, XII, XIX, XX.

(5) Liv. XXX, chap. x, t. III, pp. 340-341.

(6) Liv. XXV, chap. x, t. III, p. 340. Tout le jugement de Montesquieu sur Boulainvilliers est empreint d'une sympathie légèrement ironique. On voit d'ailleurs par les *Pensées et fragments* [30] que la lecture de Boulainvilliers lui avait paru très suggestive. (T. I, pp. 318, 322.)

(7) Liv. XXX, chap. II. Cf. aussi liv. XI, chap. VIII ; liv. XVIII, chap. xxx.

siècle n'auront garde de négliger. Le premier est un passage de Tacite, utilisé déjà dans le *Judicium Francorum* : *De minoribus principes consultant, de majoribus omnes* (1). Le second, plus curieux, est extrait de l'Édit de Pistes, promulgué en 864 par Charles le Chauve, et inséré dans le recueil de Baluze ; il définit en une formule lapidaire l'origine du pouvoir législatif : *Lex consensu populi fit et constitutione regis* (2). Mais l'image des anciens Champs de mars, si chers à Boulainvilliers, reste à l'arrière-plan de l'histoire de Montesquieu. Il est persuadé sans doute que « nos premiers rois furent à la tête des tribunaux et des assemblées, et donnèrent des loix du consentement de ces assemblées (3) » ; mais ce qui le préoccupe directement, c'est l'établissement des Francs dans les Gaules avec ses conséquences sociales, et surtout le régime de propriété qui en résulta.

Dubos avait faussé l'histoire des origines par son chimérique système d'alliances et de capitulations ; Montesquieu voit la réalité, c'est-à-dire le choc sanglant des peuples. « Les Francs étoient donc les meilleurs amis des Romains, eux qui leur firent, eux qui en reçurent des maux effroyables ?... Ils étoient amis des Romains, comme les Tartares, qui conquièrent la Chine, étoient amis des Chinois (4) ». Mais, s'il prouve brillamment contre Dubos la réalité de la conquête, il atténue beaucoup les conséquences que Boulainvilliers en avait tirées. Il croit que l'invasion fut plus cruelle que ses effets ; il résume la loi du vainqueur, féroce et débonnaire, dans ces phrases qui sonnent comme un cliquetis d'épées : « Lorsque les Francs, les Bourguignons et les Goths faisaient leurs invasions, ils prenoient l'or, l'ar-

(1) Liv. XVIII, chap. xxx, t. II, p. 207, note.

(2) Liv. XVIII, chap. xxx, t. II, p. 208, note.

(3) Liv. XXXI, chap. iv, t. IV, p. 17. Cf. liv. XVIII, chap. xxx ; liv. XXXI, chap. i.

(4) Liv. XXVIII, chap. iii, t. III, p. 186. Cf. liv. XXX, chap. xii, xv, xxiii, xxiv, xxv.

gent, les meubles, les vêtemens, les hommes, les femmes, les garçons, dont l'armée pouvoit se charger ; le tout se rapportoit en commun, et l'armée le partageoit. Le corps entier de l'histoire prouve, qu'après le premier établissement, c'est-à-dire après les premiers ravages, ils reçurent à composition les habitans, et leur laisserent tous leurs droits politiques et civils. C'étoit le droit des gens de ces tems-là ; on enlevoit tout dans la guerre, on accordoit tout dans la paix (1) ». Ainsi, il n'y eut pas de spoliation totale, ni d'asservissement général (2). Les cités purent conserver, au moins dans le commencement de la première race, le régime municipal dont l'Empire les avait dotées (3). Sans doute l'égalité ne fut pas complète entre les vainqueurs et les vaincus, car le tarif des « compositions » accordait aux premiers une protection supérieure pour leur vie et leurs biens (4). Mais Montesquieu croit voir, à l'origine de la monarchie, une particularité qui annule en fait cette « cruelle différence » (5) : c'est la faculté laissée aux Romains de s'agréger à la nationalité franque, en déclarant qu'ils voulaient vivre sous la loi salique (6). Dès lors, tout laisse supposer que les Romains se firent Germains, puisque c'était à la fois leur droit et leur intérêt (7).

(1) Liv. XXX, chap. xi, t. III, pp. 342-343.

(2) Liv. XXX, chap. v, xi. Montesquieu reconnaît, il est vrai, qu'au commencement de la troisième race, la servitude s'était fort étendue : mais c'était la conséquence des guerres intestines qui, ayant longtemps désolé la monarchie, avaient multiplié les captifs, c'est-à-dire les esclaves. (Liv. XXX, chap. xi.)

(3) Liv. XXX, chap. xi.

(4) « Quand on avoit tué un Franc, un Barbare ou un homme qui vivoit sous la loi salique, on payoit à ses parens une composition de 200 sols ; on n'en payoit qu'une de 100, lorsqu'on avoit tué un Romain possesseur ; et seulement une de 45, quand on avoit tué un Romain tributaire. » (Liv. XXVIII, chap. iii, t. III, p. 185. Cf. p. 186.)

(5) *Ibid.*, p. 185.

(6) Liv. XXVIII, chap. ii, iv. Sur ce point de la théorie de Montesquieu, voir la critique d'A. Thierry. (*Considérations* [512], t. I, pp. 83, 87.) Dubos croyait aussi à la possibilité de ces naturalisations. (*Histoire critique* [109], liv. VI, chap. xvii, t. III, pp. 629 sqq.) Mais chez lui, l'idée est de peu de conséquence, puisque le Romain, en tant que Romain, lui paraît déjà l'égal du Franc.

(7) « Je dis que le droit Romain perdit son usage chez les Francs, à

La surprenante générosité que Montesquieu attribue aux Francs efface à ses yeux l'élément romain de la monarchie primitive ; et son « germanisme », moins hautain que celui de Boulainvilliers, n'est guère moins absolu : s'il ne rejette pas les Romains dans la nullité politique, il les absorbe dans le peuple vainqueur.

Mais, tandis qu'il atténue jusqu'à la négliger la différence entre les vainqueurs et les vaincus, Montesquieu introduit chez les vainqueurs l'inégalité des classes. L'antiquité de la noblesse chez les Francs est une de ses idées les plus chères ; il la défend contre Dubos par des raisons de sentiment qui étonnent un peu de nos jours (1), mais aussi par des preuves tirées de la loi salique. Le tarif des compositions atteste l'existence d'un ordre privilégié, celui des « antrustions », que Montesquieu identifie avec les *comites* mentionnés par Tacite (2). Dans les forêts de la Germanie, les « antrustions » tenaient de leur naissance le droit d'entourer le prince et de le défendre ; ils faisaient sa puissance et sa dignité ; ils recevaient de lui en échange, « des chevaux de bataille, des armes, des repas » (3). Telle est, selon Montesquieu, l'origine de l'aristocratie féodale : les chefs francs, qui ne pouvaient rien sans leurs compagnons, devaient payer leur assistance ; quand la conquête les eut établis dans un pays fertile, les chevaux, les armes, les repas, ne furent plus des récompenses dignes de leurs richesses et des services reçus : ils y substituèrent des fiefs, c'est-

cause des grands avantages qu'il y avait à être Franc. » (Liv. XXVIII, chap. iv, t. III, p. 188.) — Sur la cessation des impôts payés par les Romains, cf. liv. XXX, chap. xiii.

(1) « Monsieur l'abbé *Dubos* soutient que dans les premiers tems de notre monarchie, il n'y avoit qu'un seul ordre de citoyens parmi les Francs. Cette prétention injurieuse au sang de nos premières familles, ne le seroit pas moins aux trois grandes maisons qui ont successivement régné sur nous. L'origine de leur grandeur n'iroit donc pas se perdre dans l'oubli, la nuit et le tems : l'histoire éclaireroit des siècles où elles auroient été des familles communes. » (Liv. XXX, chap. xxv, t. III, p. 403.)

(2) Liv. XXX, chap. iii, xxv.

(3) Liv. XXX, chap. iii, t. III, p. 331.

à-dire des fonds de terre pris sur le domaine conquis. Ce fut moins la générosité d'un maître qui dispense son bien que le partage d'une proie commune (1). L'établissement de la féodalité, qu'on a voulu jadis rattacher aux institutions romaines (2), dérive donc immédiatement de la conquête, et des mœurs des Germains (3).

La nature des fiefs, leurs droits, leurs transformations, sous les deux premières races, forment l'objet immédiat des recherches de Montesquieu. D'abord amovibles, puis héréditaires (4), ils conféraient à leurs possesseurs des avantages importants. La franchise d'impôts dont ils jouissaient n'était pas un privilège, car « la maltôte romaine » (5) tombant d'elle-même chez un peuple encore primitif, l'exemption fut universelle (6). Mais les leudes, ou seigneurs féodaux, entouraient le roi à la guerre (7) ; les lois civiles leur accordaient une protection spéciale (8) ; ils siégeaient seuls, avec les évêques, dans les assemblées de la nation (9) ; enfin ils commandaient à l'armée leurs vassaux et arrière-vassaux, et en temps de paix ils leur rendaient la justice : deux fonctions qui furent toujours inséparables dans l'ancienne monarchie (10). Ce droit de justice entraînait pour le

(1) Cf. les *Pensées et fragments* [30], t. I. p. 330 : « Ce ne fut pas un peuple, mais une armée, qui, sous Clovis, conquiert les Gaules. Elle étoit composée de volontaires, qui s'étoient choisis des chefs plutôt pour les conduire, que pour les commander. »

(2) Liv. XXX, chap. XII. L'opinion qui attribue aux fiefs une origine romaine, dit Montesquieu, « est aujourd'hui proscrite ». (T. III, p. 350.) En réalité, elle fut surtout proscrite après lui, et par lui. (Voir ci-après, chapitre IV.)

(3) Liv. XXX, chap. III, IV.

(4) Liv. XXX, chap. XVI ; liv. XXXI, chap. I et VII. L'amovibilité des fiefs étoit, selon Montesquieu, soumise à des règles : les rois les donnaient ou les ôtoient dans les assemblées de la nation. (Liv. XXXI, chap. I, t. IV, p. 2.)

(5) Liv. XXX, chap. XIII, t. III, p. 354.

(6) Liv. XXX, chap. XII, XV.

(7) Liv. XXX, chap. XVII.

(8) Liv. XXXI, chap. VIII.

(9) Cf. liv. XXVIII, chap. IX : « Sous les deux premières races, on assembla souvent la Nation, c'est-à-dire les Seigneurs et les Evêques : il n'étoit point encore question des communes. » (T. III, p. 199.)

(10) Liv. XXX, chap. XVIII. Cette dualité de pouvoirs — Montesquieu a soin de le noter, — n'équivalait pas au despotisme, parce que le droit de justice ne s'exerçait qu'avec le concours d'une sorte de jury. (*Ibid.*)

leude celui de percevoir à son profit certaines amendes, ou *freda* (1). Attaché aux fiefs dès l'origine (2), il montre que la confusion de la propriété et de la souveraineté, qui caractérise le gouvernement féodal, commença chez les Francs avec la monarchie même : le pouvoir des seigneurs découle « du premier établissement, et non pas de sa corruption » (3). Mais jusqu'à la fin de la seconde race, l'autorité royale fit contrepoids à l'aristocratie. A côté des vassaux qui dépendaient des leudes, il y avait des hommes libres, soumis directement aux officiers royaux. Le comte, fonctionnaire du roi, exerçait sur les hommes libres la même autorité que le leude sur ses vassaux : il les conduisait à la guerre, et leur rendait la justice avec l'assistance des notables (4). De là, deux ordres de puissances dans l'État, la puissance « politique » et la puissance féodale, celle des officiers royaux et celle des seigneurs (5). « Les ordres de l'État, dit Montesquieu, se balançoient les uns les autres ; et quoique les leudes eussent des vassaux sous eux, ils pouvoient être contenus par le comte, qui étoit à la tête de tous les hommes libres de la monarchie (6). »

Le livre XXX de l'*Esprit des lois* a distingué ces deux puissances ; le livre XXXI développe l'histoire de leurs rapports, c'est-à-dire surtout de leurs luttes, jusqu'au moment où l'ordre « politique » s'absorbe dans l'ordre féodal. Cette victoire de la féodalité a pour causes principales l'hérédité des fiefs et leur multiplication. Le droit donné aux non nobles d'obtenir des fiefs, et aussi de

(1) Il faut se rappeler que, selon Montesquieu, la plupart des crimes se rachetaient alors au moyen d'une « composition » payée à la victime ou à sa famille. (L. XXVIII, chap. III ; liv. XXX, chap. XIX.) Le coupable qui avait payé la composition avait droit à la protection de la loi ; mais il devait verser en outre, pour prix de cette protection, une amende spéciale appelée *fredum*. (Liv. XXX, chap. XX.)

(2) Liv. XXX, chap. XX.

(3) Liv. XXX, chap. XXII, t. III, p. 391.

(4) Liv. XXX, chap. XVIII.

(5) Cf. liv. XXXI, chap. VII, VIII, XXIV, XXVIII.

(6) Liv. XXXI, chap. XXIV, t. IV, p. 65.

changer leurs alleux en fiefs, leur permit de se soustraire à la dépendance directe des comtes (1). Un instant contenus par le génie de Charlemagne, qui balance à son profit les différents pouvoirs (2), les progrès de l'aristocratie s'accélérent sous ses faibles successeurs. A dater de Charles le Chauve, les grands offices même deviennent héréditaires comme les fiefs, et participent de leur nature (3). Bientôt, la hiérarchie des vassaux et arrière-vassaux interpose entre le roi et le peuple des ramifications infinies. « L'arbre étendit trop loin ses branches, et la tête se sécha (4) ». Le monarque, dépouillé de presque tout son domaine, réduit aux villes de Reims et de Laon, n'était plus que le seigneur nominal, en réalité le jouet, de feudataires plus riches que lui. C'est alors qu'il fallut se défendre contre les ravages des Normands : on arracha la couronne à ce fantôme pour la donner au duc de France, seul capable de repousser l'invasion (5). L'union d'un grand fief au titre royal allait, sous la troisième race, régénérer la monarchie.

« Italiam, Italiam... », dit Montesquieu parvenu à cette époque. « Je finis le traité des fiefs où la plupart des auteurs l'ont commencé (6). » L'on aimerait à savoir comment il eût présenté les grands faits qui ont préparé le régime moderne : l'affranchissement des communes et l'extension du domaine royal (7). Mais son tableau du droit féodal, même sans les clartés supplémentaires des *Pensées et fragments*, ne laisse pas d'être suggestif. Il

(1) Liv. XXXI, chap. xxiv, xxv.

(2) Liv. XXXI, chap. xviii.

(3) Liv. XXXI, chap. xxviii.

(4) Liv. XXXI, chap. xxxii, t. IV, p. 83.

(5) Liv. XXXI, chap. xxxii.

(6) Liv. XXXI, chap. xxxiv, t. IV, p. 94.

(7) N'oublions pas, toutefois, le livre XXVIII sur la jurisprudence civile, qu'il a conduit jusqu'à la rédaction des coutumes. Il a été amené par là à décrire les progrès de la juridiction royale, liés aux changements de la procédure, et surtout à l'établissement des appels. (Cf. liv. XXVIII, chap. xxvii-xliii.) Mais ce point de vue juridique ne lui permet pas d'embrasser l'ensemble des faits.

montre que pour Montesquieu, la noblesse française, plus ancienne que la monarchie elle-même, jouit de droits légitimes et immémoriaux. « Point de monarchie, point de noblesse ; point de noblesse, point de monarchie », avait-il dit en définissant l'essence de la monarchie. Il eût pu répéter ces mots en tête de son *Traité des fiefs* : l'établissement de la royauté et celui d'une aristocratie féodale lui apparaissent dans l'histoire comme des faits corrélatifs ; la noblesse, milice du roi, le roi, obligé de la noblesse, sont liés par une dépendance réciproque de service et de protection. La féodalité représente, en fait comme en droit, une condition fondamentale de la monarchie. Une telle conception rapproche Montesquieu de Boulainvilliers ; mais pour Boulainvilliers, la noblesse est toute la nation ; elle règne sans partage sur des troupeaux de serfs ; pour Montesquieu, elle n'est qu'un ordre privilégié qui doit balancer l'autorité du prince : sa prédominance, à la fin de la seconde race, altère la constitution. Venu après Boulainvilliers, qui donne tout à la noblesse, et Dubos qui donne tout à la royauté, Montesquieu suppose un partage équitable dans son principe ; il aboutit à justifier, sauf exception, les droits seigneuriaux : soit qu'ils dérivent directement de la concession primitive, soit qu'ils représentent une indemnité pour l'affranchissement des serfs (1), ils n'ont point été usurpés sur le domaine du roi. Montesquieu tient à cette idée, qu'il exprime à plusieurs reprises, et non sans vivacité. Loyseau, qui croyait à l'usurpation du droit de

(1) « Les seigneurs, en affranchissant leurs serfs, se privèrent de leurs biens ; il fallut donc régler les droits que les seigneurs se réservoient pour l'équivalent de leur bien. » (Liv. XXVIII, chap. XLV, t. III, p. 295.) Telle est l'origine des redevances perçues par les seigneurs ; elles ne peuvent venir d'une usurpation sur la fiscalité royale, qui, dans l'ancienne monarchie, se réduisait presque à néant. (Liv. XXX, chap. XIV, XV.) — « Il faut donc se défaire de l'idée d'un cens général et universel, dérivé de la police des Romains, duquel on suppose que les Droits des Seigneurs ont dérivé de même par des usurpations. » (Liv. XXX, chap. XV, t. III, p. 362.)

justice, est presque aussi maltraité par lui que Dubos : « Je prie de voir dans Loyseau quelle est la manière dont il suppose que les seigneurs procédèrent pour former et usurper leurs diverses justices. Il faudroit qu'ils eussent été les gens du monde les plus raffinés, et qu'ils eussent volé, non pas comme les guerriers pillent, mais comme des juges de village et des procureurs se volent entre eux... Loyseau les fait raisonner comme dans son cabinet il raisonnoit lui-même (1). »

D'après Montesquieu, c'est plutôt la juridiction royale qui, dans ses progrès lents et sourds, serait suspecte d'usurpation. « Ce ne fut point une loi qui défendit aux seigneurs de tenir eux-mêmes leur cour ; ce ne fut point une loi qui abolit les fonctions que leurs pairs y avoient ; il n'y eut point de loi qui ordonnât de créer des baillis ; ce ne fut point par une loi qu'ils eurent le droit de juger. Tout cela se fit peu à peu et par la force de la chose... (2). Il ne faut pas croire que les droits dont les seigneurs jouissoient autrefois, et dont ils ne jouissent plus aujourd'hui, leur aient été ôtés comme des usurpations : plusieurs de ces droits ont été perdus par négligence ; et d'autres ont été abandonnés, parce que, divers changements s'étant introduits dans le cours de plusieurs siècles, ils ne pouvoient subsister avec ces changements (3). » L'ordre « politique » a finalement prévalu sur l'ordre féodal ; c'est un fait accompli, contre lequel Montesquieu ne s'insurge pas, puisqu'il résulte, au moins en partie, de la nécessité des choses ; mais ses théories nous invitent à conserver, à rassembler les débris du pouvoir seigneurial : la politique nous enseigne que ce pouvoir est utile dans la monarchie, l'histoire, qu'il est légitime dans la monarchie française.

En un sens plus général, on peut dire que Montesquieu

(1) Liv. XXX, chap. xx, t. III, p. 387.

(2) Liv. XXVIII, chap. XLIII, t. III, p. 291.

(3) Liv. XXVIII, chap. XLIII, t. III, p. 292.

a cherché des titres historiques pour la liberté. Maintenant contre Dubos l'idée de l'indépendance primitive, il l'établissait plus habilement que Boulainvilliers, sur des bases à la fois plus larges et plus sûres. S'il se trompait en associant les vaincus aux droits politiques de la nation victorieuse, cette hypothèse hasardeuse avait quelque chose de séduisant : elle faisait des Germains à la fois les conquérants et les libérateurs des Gaules asservies sous le joug impérial. Un gouvernement imparfait, mais libre, telle apparaissait la forme première du droit public français. Ainsi se précisait la parenté, indiquée au livre XI de *l'Esprit des lois*, entre le gouvernement français et le gouvernement britannique : tous deux ont pour origine le « beau système... trouvé dans les bois », le régime des assemblées. Mais tandis que l'Angleterre l'a maintenu dans sa force, la France n'a su en conserver, sous forme de corps intermédiaires, qu'un dérivé affaibli.

L'histoire de ces dégradations eût été un grand et utile ouvrage que Montesquieu pouvait écrire et qu'il n'a pas écrit. Du moins nous laisse-t-il distinguer, entre la liberté grossière des anciens Francs et la sujétion des Français modernes, un état d'équilibre qui répond mieux à son idéal. Rappelant à grands traits l'origine des « monarchies que nous connaissons », il les montre issues des peuples « très libres », qui conquièrent l'Empire romain. Ces peuples, une fois dispersés dans de vastes territoires, ne purent plus s'assembler pour délibérer comme en Germanie : ils élurent des représentants. « Voilà l'origine du gouvernement gothique parmi nous. Il fut d'abord mêlé de l'Aristocratie et de la Monarchie. Il avoit cet inconvénient, que le bas peuple y étoit esclave : c'étoit un bon gouvernement, qui avoit en soi la capacité de devenir meilleur. La coutume vint d'accorder des lettres d'affranchissement ; et bientôt la liberté civile du peuple, les prérogatives de la Noblesse et du Clergé, la puissance des Rois se trouverent dans

un tel concert, que je ne crois pas qu'il y ait eu sur la terre de gouvernement si bien tempéré que le fut celui de chaque partie de l'Europe dans le tems qu'il y subsista (1). »

Lignes suggestives et un peu mystérieuses, comme tant d'autres tracées par Montesquieu. A quelle époque placer en France la perfection du « gouvernement gothique », sinon aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, sous cette monarchie des États généraux, que regrettait Boulainvilliers ? Divers fragments historiques nous prouvent que Montesquieu la regrettait aussi (2) ; il déplorait la mort de Charles VII comme « le dernier jour de la liberté françoise (3) ». Et pourtant il n'écrit nulle part dans l'*Esprit des lois* le nom des États généraux ; il n'en évoque pas l'image lorsqu'il énumère les éléments nécessaires à la monarchie ; et d'ailleurs Charles VII lui-même n'avait-il pas su s'affranchir du contrôle de ces assemblées ? (4) Il serait donc assez téméraire d'attribuer à Montesquieu, d'après quelques allusions vagues, le désir de voir sous Louis XV les trois ordres se réunir à Versailles ou à Paris. Mais s'il ne réclame pas les États généraux, s'il n'en fait pas une partie indispensable de la constitution française, il ne les exclut pas à jamais. Ils restent à l'arrière-plan de sa pensée, souvenir lointain qui pourrait devenir une espérance. Les gouvernements se transforment selon les temps, les mœurs et les esprits : le régime du *mâl* germanique est devenu celui des États généraux ; puis la monarchie représentative s'est résolue en monarchie tempérée par les corps intermédiaires, et enfin le despotisme menace d'anéantir la monarchie tempérée. Réagir contre le péril prochain en maintenant les corps intermédiaires, voilà le conseil immédiat qui se dégage de

(1) Liv. XI, chap. VIII, t. I, p. 400.

(2) Cf. *Pensées et fragments* [30], t. I, pp. 336, 338, 348.

(3) *Pensées et fragments* [30], t. I, p. 338.

(4) Cf. Boulainvilliers, *Lettres historiques* [87], t. III, lettre 12, pp. 108, 112 ; lettre 13, pp. 158-159.

l'Esprit des lois. Pourra-t-on faire mieux plus tard, et revenir de la monarchie tempérée au « gouvernement gothique » ? C'est un espoir que Montesquieu n'interdit pas, mais qu'il suggère bien discrètement. Du moins il tourne nos regards vers les humbles débuts de cette royauté, devenue si formidable ; il nous montre que les privilèges qui la modèrent encore ne sont pas de pures grâces du pouvoir absolu, mais bien la forme dernière du droit de la nation. L'évolution reproduira peut-être ce qu'elle a détruit. L'absolutisme est la loi du présent, non celle de l'histoire, et malgré leur dépendance juridique, que Montesquieu ne méconnaît pas, les pouvoirs intermédiaires plongent de fortes racines dans une tradition de liberté.

L'histoire achève ainsi d'éclairer l'originalité profonde de la pensée de Montesquieu. Elle donne tout son sens à cette conception moyenne, qui sans nier les droits du souverain, assure à la liberté des peuples une solide base de fait. Mably, — le Mably du *Parallèle*, — semblait avoir entrevu une solution analogue ; mais, faute de génie et de science, il n'avait pas su la préciser. Quant aux autres théoriciens du gouvernement français, ils sacrifiaient, selon leurs tendances, la liberté ou la monarchie ; ils opposaient à la royauté, soit une puissance égale et rivale : noblesse, Parlements, États généraux, soit l'autorité majestueuse mais inerte de la loi. Avec Montesquieu, la loi s'incarne dans des « corps intermédiaires » dont la souple armature résiste au pouvoir sans le briser ou cède sans se rompre. Une telle politique ne faisait pas violence au cadre des institutions établies ; elle épargnait les innovations qui, dans la France de 1748, eussent trouvé un roi hostile et une opinion mal préparée. Mais en conservant la constitution actuelle, Montesquieu nous montre à en faire usage pour le bien de la nation. La monarchie, telle qu'il la conçoit, n'est

pas un état passif, mais une réaction continuelle contre le despotisme ; pour combattre ce danger toujours possible, il enseigne aux Français les ressources de leurs traditions et de leurs lois (1). Ainsi, tandis qu'il rassure d'une part la loyauté monarchique, de l'autre il éveille et dirige l'esprit de liberté.

Aussi ne soupçonne-t-on chez lui aucune ambition étroite. Sans oublier complètement qu'il est président et baron, Montesquieu évite les outrances qui faussaient le droit et l'histoire au profit d'une oligarchie. La vanité de Saint-Simon, la rancœur de Boulainvilliers, imprègnent tout ce qu'ils ont écrit de leur âcreté paradoxale ; il faut faire effort pour reconnaître ce qu'il a pu s'y mêler de sagesse et de désintéressement. Un Montesquieu au contraire ne saurait être suspect de vouloir avilir l'humanité. Certes, il maintient les privilèges, le droit de justice féodale que Fénelon rêvait d'abolir ; la vénalité des charges, qui choquait, avec Fénelon, Saint-Simon et Boulainvilliers (2). Mais la prééminence de la noblesse n'est pas à ses yeux une fin en soi ; il en reconnaît sans ambages les inconvénients onéreux (3), et tandis qu'il l'exalte dans la monarchie, il la réduit dans la république aristocratique : « Tous les moyens inventés pour perpétuer la grandeur des familles dans les États monarchiques, ne sauroient être d'usage dans l'Aristo-

(1) Cf. *Pensées et fragments* [30], t. I, p. 194 : « Il faut connoître les choses anciennes non pas pour changer les nouvelles, mais afin de bien user des nouvelles. » (Le morceau d'où est extrait cette phrase devait servir d'introduction au livre XXVIII de *l'Esprit des lois*.)

(2) Cf. Fénelon, *Plans de gouvernement*, art. II, § 6. (*Écrits politiques* [118], p. 120.) — Saint-Simon, *Projets de gouvernement* [192], pp. 152-153. — Boulainvilliers, *Histoire du gouvernement* [87], t. I, p. 59. — Ne nous hâtons pas de croire que, même en ce point, Boulainvilliers et Saint-Simon soient plus modernes que Montesquieu : dans leur hostilité contre la vénalité des charges, il entraînait peut-être du préjugé, préjugé de grands seigneurs contre les robins.

(3) « Des prérogatives attachées à des fiefs, donnent un pouvoir très à charge à ceux qui le souffrent. » (Liv. V, chap. IX, t. I, p. 194.) — Les prérogatives de la Noblesse sont « odieuses par elles-mêmes. » (Liv. XI, chap. VI, t. I, p. 386.)

cratie (1). » Rien de plus logique en effet que cette apparente inconséquence : il s'agit dans les deux cas de modérer l'autorité suprême, ici le corps des nobles et là la royauté. Dans une monarchie, où il faut un contrepoids au pouvoir personnel, les « inconvénients particuliers de la Noblesse... disparaissent devant l'utilité générale qu'elle procure (2). » Et de même, les droits du clergé, du Parlement et des villes empêchent la tyrannie des intendants, les exactions de la cour. Montesquieu ne songe donc point à imposer la domination brutale d'une classe. Placés à la tête du peuple pour le défendre et l'éclairer, les privilégiés seront ses « tribuns » (3). Il y a peut-être quelque illusion dans cet idéal d'un parlementaire gentilhomme ; mais c'est l'illusion d'un grand esprit, chez qui le préjugé même compose avec la raison.

Plus sincère ou plus profond que ses devanciers, Montesquieu réussissait à définir une monarchie libérale, qui ne fut pas le déguisement du despotisme ou de l'aristocratie. En histoire et en politique, il apportait des raisons et des preuves, non plus des arguties, des invectives et des prétentions. Il réduisait en idées claires les sentiments généreux mais confus qui avaient agité Boulainvilliers. Ce qui manquait à sa doctrine, c'était le ciment extérieur des transitions logiques, la régularité persuasive des exposés suivis. Il s'était plu à la disperser dans l'immensité de son œuvre, sans doute par calcul de prudence et instinct de coquetterie. Mais s'il prévenait ainsi deux dangers redoutables, la colère du pouvoir et l'ennui des lecteurs, il assurait plutôt le succès que l'influence de son livre. Du moins avait-il su mettre en relief quelques formules nerveuses, quelques « maximes » propres à fixer

(1) Liv. V, chap. VIII, t. I, p. 192. — Aussi n'y veut-il point « de substitutions, de retraits lignagers, de majorats, d'adoptions. » (*Ibid.*)

(2) Liv. V, chap. IX, t. I, p. 194.

(3) Cf. liv. V, chap. XI : dans une monarchie, « le peuple a en quelque façon des Tribuns ». (T. I, p. 197.) La suite du chapitre montre que ces « tribuns » sont les pouvoirs intermédiaires.

les esprits et à diriger la réflexion. Distinction de la monarchie et du despotisme, nécessité des corps intermédiaires, principes des gouvernements, ces points saillants de la pensée de Montesquieu devaient servir à orienter l'intelligence du siècle.

CHAPITRE III

L'Esprit des Loix et la critique Signes généraux de son influence

SOMMAIRE

1° **La première impression.** — L'attente de l'*Esprit des lois* ; son apparition ; preuves matérielles du succès.

L'enthousiasme de bien des lecteurs : admiration plus passionnée que réfléchie.

Réserves ou critiques de certains autres : elles concernent la forme plutôt que le fond de l'ouvrage ; — que, notamment, l'*Esprit des lois* ne paraît pas « dangereux ».

Les autorités civiles et l'*Esprit des lois* : quelque défiance, point d'hostilité ; marques de sympathie dans le monde officiel ; l'intérêt favorable du Dauphin, fils de Louis XV.

2° **La polémique sur l'« Esprit des lois »** (1749-1760 environ). — Qu'elle ne traduit pas une animosité profonde et générale. — Les facteurs principaux du mouvement : rancunes de financiers et de gens de lettres ; zèle dévot.

a) *Les attaques des dévots* : Modération des Jésuites ; fureur du gazetier janséniste : il accuse Montesquieu d'insulter à la monarchie comme à la religion. Le grief repris devant la Sorbonne, qui n'ose décider. L'Assemblée du Clergé de 1750 : elle ne met pas directement en cause l'*Esprit des lois*.

b) *Les critiques des gens de lettres*. Leur caractère général : inintelligence et mauvaise foi ; elles servent surtout à montrer comment on n'a pas compris Montesquieu.

L'abbé de La Porte : clarté superficielle et trompeuse ; l'abbé de Bonnaire : contradiction plus que discussion ; Véron de Forbonnais : examen sérieux, mais peu sympathique aux tendances politiques de Montesquieu.

Dupin : ses deux critiques ; pédantisme et bouffonneries. Pourquoi

il n'a pu comprendre la politique de Montesquieu. L'intérêt de son ouvrage : il exprime grossièrement quelques raisons sérieuses d'opposition à l'*Esprit des lois*.

Pecquet : forme modérée, pensée réfractaire ; Crevier : étroitesse de ses points de vue ; la politique confondue avec la morale.

c) *Apologies et éloges de l'Esprit des lois* : Boulanger de Rivery et Risteau : plaidoyers fragmentaires. — Un défenseur sournois : Voltaire. — Un apologiste imprudent : La Beaumelle. — Les éloges funéraires : manque général de précision ; l'éloge de d'Alembert : justesse, mais rapidité.

3° **Le triomphe de l' « Esprit des lois »**. — Insuccès des détracteurs devant le public. Adoucissement des polémiques vers 1755.

Les dévots : encore quelques attaques, après 1755, mais, à mesure que le siècle avance, leurs sévérités se modèrent et se nuancent de sympathie.

Le pouvoir : honneurs officiels rendus à la mémoire de Montesquieu.

Les écrivains : exception faite pour Voltaire, leurs critiques, après 1760, se dépouillent d'animosité.

4° **Déclin apparent de l' « Esprit des lois »**. — La fin des polémiques coïncide à peu près avec le commencement de la critique sérieuse. Respect pour la gloire de Montesquieu, sévérité pour sa pensée. Les écoles nouvelles ; et que l'*Esprit des lois* a bientôt paru dépassé.

Mais il continue, jusqu'en 1789, d'être lu et médité. Signes d'une influence toujours active.

Toutefois, médiocrité persistante des éloges de Montesquieu. Le concours de l'Académie de Bordeaux (1782-1789) : emphase, banalité, imprécision de la plupart des pièces, — les ouvrages de Marat, Bernadot et Lenglet : quelques suggestions intéressantes, mais fragmentaires ou systématiques.

Conclusion sur la littérature relative à l' « Esprit des lois ». — Elle prouve le succès et l'autorité du livre, mais n'éclaire que très imparfaitement sur les effets de son influence. Nécessité d'une enquête plus large pour obtenir des renseignements plus précis.

Quand les premiers exemplaires de l'*Esprit des lois* arrivèrent de Genève à Paris, à la fin de 1748, des rumeurs plus ou moins favorables les avaient précédés. Montesquieu n'avait pas fait mystère du travail qui l'occupait depuis vingt années, et quoiqu'il n'eût point prodigué les lectures préliminaires (1), quelques pages

(1) Montesquieu « prit le parti de travailler en secret pendant vingt années, et n'eût pas la puérile vanité d'aller recueillir des applaudissements dans des lectures de société ». (Malesherbes, *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], ch. III, p. 303).

de son œuvre avaient dû circuler dans les salons. Le marquis d'Argenson, en des « essais » qui paraissent dater de 1736, dit qu'on annonce comme prochaine la publication de ce « grand Ouvrage sur les Loix » (1); et d'après « quelques morceaux » venus à sa connaissance, sa sévérité amicale devance avec perspicacité les critiques de l'avenir : il craint « que l'ensemble n'y manque, et qu'il n'y ait plus de chapitres agréables à lire, plus d'idées ingénieuses et séduisantes, que de véritables et utiles instructions... Nous n'avons point l'*Esprit des Loix*, et je doute fort que mon ami le président de Montesquieu nous en donne un qui puisse servir de guide et de boussole à tous les législateurs du monde (2). » Tous les curieux ne pouvaient atteindre à la prescience de d'Argenson ; mais, au mois d'août 1748, le public en savait assez pour se tenir « dans l'attente » de l'ouvrage de Montesquieu (3). Il parut enfin en novembre (4), et sa vogue, d'abord limitée par la rareté des exemplaires, s'étendit rapidement au bout de quelques semaines. Le livre, selon l'expression des *Nouvelles littéraires*, avait « tourné la tête à tous les Français », et figurait sur la toilette des dames comme dans le cabinet des savants. « Je ne sais si l'enthousiasme sera long, ajoutait le nouvelliste, mais il est certain qu'il ne peut pas être poussé plus loin (5) ».

De bonne heure, les contemporains enregistrent un

(1) D'Argenson, *Loisirs d'un Ministre* [33], t. II, p. 65. Ce livre, publié en 1787, a pour titre : *Les loisirs d'un Ministre, ou Essais dans le goût de ceux de Montaigne, composés en 1736*. En général, le contenu confirme assez bien cette date : au t. II, p. 58, peu avant le passage où il est question de Montesquieu, l'auteur parle des « quatre-vingts ans » de Fontenelle. Il n'est pas impossible, il est vrai, que les réflexions sur l'*Esprit des lois* aient été ajoutées plus tard ; mais elles sont sûrement antérieures à la publication du chef-d'œuvre.

(2) *Loisirs* [33], t. II, pp. 65-66. Il n'empêche que, l'ouvrage une fois paru, d'Argenson note dans ses *Remarques en lisant* : « Livre excellent, qui vivra beaucoup. » (*Mémoires*, éd. Jannet [200], t. V, p. 105.)

(3) Helvétius à Montesquieu, du 26 août 1748. Helvétius attendait alors la publication pour octobre. (*Correspondance* [32], t. II, p. 48.)

(4) M^{me} de Tencin écrit, le 14 novembre, qu'elle possède le seul exemplaire qui soit à Paris. (*Corresp.* [32], t. II, p. 70.)

(5) *Correspondance littéraire* [456] (*Nouvelles littéraires*, XI.I), t. I, p. 265.

prodigieux succès de librairie : douze éditions, s'il faut en croire La Beaumelle, furent épuisées en six mois (1) ; et, le 22 avril 1750, le chevalier de Solar félicite Montesquieu d'avoir atteint sa vingt-deuxième édition (2). L'écrivain s'est prévalu de ce chiffre auprès du marquis de Stainville et du duc de Nivernais (3), et l'on n'a pas le droit, quelque puisse être sa complaisance, de l'accuser à la légère de forfanterie. Mais les recherches des bibliographes, et celles que nous avons pu effectuer, aboutissent à des nombres plus modestes. Pour la période antérieure à 1789, nous retrouvons trace de vingt-trois éditions séparées de *l'Esprit des lois*, — dont treize seulement parurent avant 1751, — et de quatorze éditions d'*Œuvres complètes* (4). Mais ces chiffres, qui ne représentent qu'un *minimum*, sont déjà considérables. Au reste, les critiques du XVIII^e siècle les moins favorables à Montesquieu n'ont jamais contesté l'empressement des lecteurs. L'abbé de la Porte déclare, en 1751, que *l'Esprit des lois* « fait depuis longtemps le sujet de tous les entretiens (5) ». Dupin reconnaît que Montesquieu a ébloui le public (6) ; Pecquet affirme, en commençant son *Analyse*, que l'ouvrage de Montesquieu a été regardé « comme un chef-d'œuvre de génie » (7). Le minutieux Crevier note encore en 1764 : « Entre les livres qui ont fait du bruit de nos jours, nul n'a eu un succès plus brillant que celui

(1) *Suite de la Défense de l'Esprit des lois* [55], p. 3.

(2) *Correspondance* [327], t. II, p. 269.

(3) Montesquieu au duc de Nivernais, du 26 janvier 1750 (*Cor.* [32], t. II, p. 249) ; au marquis de Stainville, du 27 mai 1750 (*ib.*, t. II, p. 283).

(4) Nos recherches ont porté sur les dépôts suivants : Bibliothèques Nationale, de l'Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève ; Bibliothèques municipales de Bordeaux et de Montpellier ; British Museum. Nous faisons en outre état d'indications fournies par les ouvrages de Quérard, de Camus (*Lettres sur la profession d'avocat*, 3^e édition [96]), et de M. Gébelin (*La publication de l'Esprit des lois*, *R. des Bibl.* [522], 1924, n^o 4). Par suite, nous comprenons dans les chiffres cités plus haut sept éditions de *l'Esprit des lois* et deux éditions des *Œuvres complètes* que ces bibliothèques ne possèdent pas.

(5) *Observations sur l'Esprit des lois* [44], p. 8.

(6) Voir l'*Avertissement* de ses *Observations* [47].

(7) *Analyse de l'Esprit des lois* [61], *Avertissement*, p. v.

de l'*Esprit des loix* (1) » ; et parmi les livres qui avaient « fait du bruit », il fallait alors compter cette *Nouvelle Héloïse* que tant de mains fiévreuses s'étaient arrachée.

La correspondance de Montesquieu nous donne sur le vif l'impression de l'enthousiasme. Quoique l'*Esprit des lois*, dont l'introduction en France n'était pas permise (2), ne portât point de nom d'auteur, l'admiration ne put s'égarer (3) : bientôt affluèrent à La Brède, comme des bulletins de victoire, les lettres de lecteurs charmés. Le 9 janvier 1749, M^{me} de Tencin écrit que le livre, vendu 18 francs en masse, commence à se répandre dans le public : « le succès en est toujours égal », ajoute-t-elle (4). — « Jamais livre n'a été reçu avec tant d'applaudissement », dira, le 8 février, le chevalier d'Aydie (5). — « Je crois que jamais rien n'a eu un succès si prodigieux », confirme, le 19 mars, M^{me} de Mirepoix (6). Un malade, M. de Forcalquier, dut à cette lecture le rajeunissement de ses facultés intellectuelles et l'oubli de ses douleurs physiques (7) ; l'abbé Hooke en faisait presque autant de cas que de son bréviaire (8) ; un financier exempt de rancune, M. Crozat du Châtel, estimait que l'*Esprit des lois* devait attirer à Montesquieu autant d'amis que d'admirateurs (9) ; tandis que le chevalier d'Aydie se sentait envie, à chaque minute, d'embrasser et de remercier ce bienfaisant génie (10). — La province ne manqua pas de suivre : le 22 février 1749, un bel esprit de Baillon

(1) *Observations sur l'Esprit des lois* [43], *Avant-propos*, p. 1.

(2) Vian, *Histoire de Montesquieu* [514], p. 263. Cf. d'Argenson, *Remarques en lisant* : « Il est défendu... » (*Mémoires*, [200] éd. Janet, t. V, p. 105.)

(3) « Tout le monde vous nomme », écrit M^{me} de Tencin à Montesquieu, le 19 novembre 1748. (*Cor.* [32], t. II, p. 72.) Cf. Malesherbes, *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], ch. III, p. 304.)

(4) *Cor.* [32], t. II, p. 94.

(5) *Ib.*, p. 114.

(6) *Ib.*, p. 163.

(7) *Ib.*, p. 152. (Du 8 mars 1749.)

(8) Bulkeley à Montesquieu, du 5 mai 1749. (*Ib.*, t. II, p. 187.)

(9) *Cor.* [32], t. II, p. 116. (Du 8 février 1749.)

(10) *Ib.*, p. 89. (Du 6 janvier 1749.)

adresse à Montesquieu ce compliment : « Vous venez de faire un présent à l'univers, dont il ne tient qu'à lui de profiter... Depuis la création du soleil, cet ouvrage est, à mon gré, celui qui pourrait le mieux éclairer le monde (1). » Et à Bordeaux, un ami de Montesquieu, le président Barbot, souhaitait que « ce bon livre » fût cité dans le conseil du roi de France, comme il l'avait été en plein Parlement d'Angleterre (2).

Lors donc que d'Alembert écrit, dans son *Eloge de Montesquieu*, que l'*Esprit des lois* « fut regardé d'abord... avec assez d'indifférence (3) », il ne faut pas prendre à la lettre cette assertion. Lui-même n'a-t-il pas déclaré, quelques lignes plus haut : « A peine l'*Esprit des loix* parut-il qu'il fut recherché avec empressement, sur la réputation de l'auteur (4) », et le témoignage d'adversaires comme Dupin et Crevier ne vient-il pas confirmer les effusions amicales des correspondants de Montesquieu ? Mais si d'Alembert veut dire qu'on n'a pas su mesurer d'abord toute la valeur de l'ouvrage, ni en pénétrer le sens profond, les enthousiasmes de la première heure ne sont pas pour le démentir. « Plaisir extrême », « transport de plaisir », ouvrage « admirable », « lecture délicieuse », « chef-d'œuvre de l'esprit, de la philosophie, de la métaphysique et du savoir » : ces expressions si fréquentes dans les éloges épistolaires exhalent une admiration plus passionnée que réfléchie. Un conseiller au parlement de Dijon, Maleteste de Villey, se sentit ému, à la lecture de l'*Esprit des lois*, par des transports qui lui ôtaient la liberté du jugement (5). Que dire des gens « les plus frivoles » qui voulurent avoir l'ouvrage « pour faire croire qu'ils l'avaient lu ? » (6). « Venez,

(1) Le Franc de Brunpré, secrétaire du Roi, à Montesquieu. (Cor. [32], t. II, p. 130.)

(2) Cor. [32], t. II, p. 168. (Avril 1749.)

(3) *Encyclopédie* [459], t. V, p. XIV.

(4) *Ib.*, p. XIV.

(5) *Œuvres diverses* [57], p. VII.

(6) Malesherbes, *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], ch. III, p. 304.

écrivait Forcalquier à Montesquieu, venez être témoin des bâillements, des vapeurs que vous avez données à tous les petits-maîtres, à toutes les pauvres petites caillettes que le bon air a forcés à vous lire. Est-il un spectacle plus amusant pour votre philosophie que de vous voir juger par des gens qui ne sauraient vous entendre, loué sur ce que vous n'avez point dit, blâmé sur ce que vous n'avez point pensé ?... (1) . » Petits maîtres et caillettes ne composaient pas tout le public ; mais il fallait beaucoup d'attention pour trouver, selon le vœu de Montesquieu, « le dessein de l'auteur » dans « le dessein de l'ouvrage » (2) et saisir « la chaîne » (3) souvent ténue de ses raisonnements ; or, les lecteurs de salon, qui faisaient les succès littéraires, cherchaient le piquant plus que le solide, et demandaient surtout aux livres un supplément aux plaisirs de la conversation. L'*Esprit des lois*, marque M^{me} Geoffrin, « est écrit avec élégance, finesse, justesse et noblesse... L'auteur y a peint la pureté de ses mœurs et la douceur de sa société. La préface est charmante ; on croit l'entendre parler dans la conversation (4) ». Et M^{me} de Tencin lui dédiait cet éloge, d'une jolie préciosité : « La Philosophie, la Raison, l'Humanité se sont assemblées pour composer cet ouvrage, et les Grâces ont pris soin d'en habiller l'érudition (5). » Les « grâces » de l'*Esprit des lois* ont bien vieilli pour nous ; mais elles charmaient un public instruit à l'école de Fontenelle, et Fontenelle lui-même les goûtait vivement : à l'en croire. Montesquieu était homme à répandre de l'agrément, même dans un livre de géométrie (6).

(1) De Paris, 8 mars 1749. (Cor. [32], t. II, p. 153.)

(2) Cf. *Esprit des lois* [28], préface, t. I, p. 83.

(3) *Défense de l'Esprit des lois* [28], 3^e partie : « Dans les livres de raisonnement on ne tient rien, si on ne tient toute la chaîne. » (T. IV, p. 164.)

(4) A Montesquieu, du 12 janvier 1749. (Cor. [32], t. II, p. 97.)

(5) Du 2 décembre 1748. [Cor. [32], t. II, p. 76.)

(6) Cf. la lettre du Chevalier d'Aydie à Montesquieu, du 8 février 1749. (Cor. [32], t. II, pp. 114-115.)

Voilà, ce semble, la grande cause du premier succès de l'*Esprit des lois* ; ce livre « utile », était aussi un livre « agréable » (1). Il l'était par la variété du sujet, par l'imprévu d'une érudition qui promenait du Pérou en Chine, de la Moscovie au Malabar, un public curieux d'exotisme ; — par la beauté de son style, tour à tour éloquent et spirituel, toujours d'un relief si ferme et si pur ; il l'était enfin par sa vivacité suggestive, qui, épargnant au lecteur le « mortel ennui » (2) des dissertations en forme, lui faisait entrevoir à chaque ligne tout un monde d'idées. « Il satisfait l'amour-propre des gens qui seront capables de le lire : il laisse de l'action à leur esprit », écrivait encore M^{me} Geoffrin (3). Le président Hénault sait gré à l'écrivain « de tout ce qu'il nous donne à penser » (4). C'est ce plaisir de penser en lisant Montesquieu, et de prolonger la lecture par des réflexions personnelles, qui rend à M. de Forcalquier la vigueur perdue de ses facultés (5). L'*Esprit des lois* agissait sur les intelligences à la manière d'un excitant ; c'était un afflux d'idées qu'on sentait bouillonner en soi. On saluait, comme le chevalier d'Aydie, « l'ouvrage d'un bon citoyen, d'un homme d'état, d'un bel esprit et d'un philosophe, (6) » qui proposait aux hommes « les moyens de devenir plus justes, plus libres et par conséquent plus heureux », de « rendre à l'avenir les rois, les ministres

(1) « On cherchoit, a dit d'Alémbert, un livre agréable, et on ne trouvoit qu'un livre utile. » (*Encyclopédie* [459], t. V, p. xiv). Il semble bien qu'il force les choses pour la symétrie de sa phrase. On a cherché et trouvé un livre agréable dans l'*Esprit des lois* : mais était-ce lui faire justice que d'y chercher surtout l'agrément ?

(2) « Qui pourroit dire tout sans un mortel ennui ? » (*Esprit des lois* [28], préface, t. I, p. 85.)

(3) Du 12 janvier (1749). *Cor.* [32], t. II, p. 97.

(4) Du 21 février 1749. *Ib.*, p. 126.

(5) « Le plaisir que vous procurez à penser en vous lisant, la nécessité que vous imposez de trouver en soi-même des idées quand on vous a lu, me rendirent sur-le-champ mes facultés intellectuelles. » (Forcalquier à Montesquieu, 8 mars 1749. *Cor.* [32], t. II, p. 152.) Cf. une lettre de Thomé, 22 février 1749. (*Ibid.*, pp. 128-29.)

(6) Le chevalier d'Aydie à Montesquieu, 8 février 1749. (*Ib.*, t. II, p. 113.)

et les peuples plus sages (1) ». Mais comment traduisait-on ces enseignements, et qu'en retenait-on au juste ? Nous le demanderions en vain au ravissement des lecteurs pâmes.

L'admiration, il faut l'ajouter, n'allait pas toujours sans réserves. « Oh ! que cela est beau ! » s'écriait le président de Brosses « que d'idées, que de feu, que de précision (et trop !), que de pensées neuves et lumineuses ! Comme cela chemine ! Il y a cependant bon nombre de propositions dont je ne demeurerais pas volontiers d'accord (2). » Mais lesquelles ? il ne le dit pas. « Quand je l'aurai lu deux fois, je le méditerai », assure-t-il dans la même lettre : or, il n'avait encore lu que « la moitié du premier volume ». De même le président Hénault mentionne vaguement ses « doutes sur quelques principes » (3). Des critiques plus vives se firent entendre : celles du public trahissaient surtout la mauvaise humeur ou l'embarras d'esprits déconcertés (4). Hénault s'irrite contre ces censeurs qui n'entendent pas le livre (5) ; Bulkeley trouve naturel que « dans ce pays où l'on ne sauroit s'appliquer à rien, il se trouve des critiques qui condamnent ce qu'ils n'entendent pas (6). » Montesquieu expiait parfois ces bizarreries de forme, qui peuvent plaire ou fâcher selon les dispositions des lecteurs, et qui arrachaient à l'impatience d'une marquise neurassthénique le mot si injustement célèbre de *l'esprit sur*

(1) Le chevalier d'Avdie à Montesquieu, 6 janvier 1749. (Cor. [32] t. II, p. 90.)

(2) *Le Président de Brosses d'après une correspondance inédite. Revue d'Histoire littéraire* [523], juillet-sept. 1923, p. 349. La lettre, datée du 24 février 1749, est adressée à un parent du Président de Brosses, M. de Gémeaux.

(3) A Montesquieu, du 21 février 1749. (Cor. [32], t. II, p. 127.) *L'Abrégé Chronologique* du président Hénault, nous renseigne, au moins en partie, sur la nature de ces doutes.

(4) Nous parlerons ailleurs des lettres d'Helvétius sur *l'Esprit des lois* : elles contiennent une critique sérieuse et réfléchie, et valent d'être étudiées avec les ouvrages de doctrine. (Cf. ci-après, ch. VII.)

(5) Du 21 février 1749. (Cor. [32], t. II, p. 126.) Cf. aussi la lettre de Forcalquier, du 8 mars 1749, citée plus haut.

(6) Du 24 février 1749. (Cor. [32], t. II, p. 135.)

les lois (1). Les *Nouvelles littéraires* nous apprennent que le style de l'ouvrage paraît « dur, négligé, obscur » ; on trouve « qu'il y a peu de goût, point de méthode, nulle liaison, que ses raisonnements manquent quelquefois de logique, ses réflexions quelquefois de justesse, et que ses idées se contredisent assez souvent (2) ». Clément se fait l'écho, en 1751, de critiques analogues : à Paris, dit-il, on regarde l'*Esprit des lois* « comme un des meilleurs livres de ce siècle », par l'abondance des idées et l'étendue de l'érudition ; mais on le trouve « imparfait dans la partie systématique ; dans les principes, dans l'application des principes aux cas particuliers ; dans la combinaison des conséquences ; dans la distribution des matières ; dans la liaison, dans l'ensemble, dans la continuité de la chaîne des vérités (3) ». Si Montesquieu « avoit pu subordonner tant de loix à deux ou trois principes simples, par des conséquences immédiates, ou du moins prochaines et très sensibles, c'eût été, » pense Clément, « la plus belle chose du monde (4) ». Défaut de suite et de méthode, ce reproche, souvent exagéré par ceux qui confondent la cohérence de la pensée avec la régularité didactique de l'expression, est de ceux qui harceleront l'*Esprit des lois*. En revanche, il ne paraît pas que le fond des doctrines ait généralement inquiété l'instinct de conservation politique et sociale. Jacob Vernet informe l'auteur que « l'avantage » trop hautement donné au gouvernement anglais provoque quelques murmures (5) ; plus tard, le P. Castel se vantera d'avoir

(1) Cf. la lettre de Voltaire au duc d'Uzès, du 14 septembre (1750) *Œuvres* [196], éd. Garnier, t. XXXVII, p. 176. — M^{me} du Deffand écrira à Voltaire, le 20 janvier 1769 : « Jamais, jamais je ne souffrirai qu'on mette en parallèle M. de Montesquieu avec MM. Huet et Guillemet. [C'est-à-dire avec Voltaire.] La grand'maman [M^{me} de Choiseul] est bien de cet avis. » (Voltaire, *Œuvres* [196], éd. Garnier, t. XLVI, p. 239).

(2) *Correspondance lit.* [456], t. I. (*Nouvelles littéraires*, XLII), p. 271.

(3) *Cinq années littéraires* [454] ; de Paris, 1^{er} février 1751. T. II, pp. 4-5.

(4) *Ibid.*, p. 5.

(5) Lettre du 31 janvier 1749. *Cor.* [32], t. II, p. 110. (La lettre

obligé Montesquieu à convenir que « sur le gouvernement de l'État, et celui surtout de l'Église, sur la discipline..., il était trop et tout Anglican (1) ». Mais rien ne montre que cette sympathie pour l'Angleterre, — thème commode aux indignations intéressées, — ait effarouché la masse des lecteurs de bonne foi. *L'Esprit des lois* n'a pas fait scandale. Déjà l'on pensait, l'on écrivait des choses plus hardies ; d'affreuses satires contre le roi couraient Paris en même temps que l'ouvrage si grave et modéré de Montesquieu (2). Livre mal agencé, non pas mauvais livre, ni surtout livre subversif, ainsi peuvent se résumer, ce semble, les critiques qui s'élevèrent dans une partie du public.

De son côté le pouvoir ne s'alarma guère. Il est vrai que l'introduction de l'ouvrage en France fut officiellement défendue ; mais on laissait faire à Paris une édition qui fut mise en vente dès le mois de janvier 1749 (3) ; en mars, les libraires Huart et Moreau avaient obtenu la permission à demi formelle de réimprimer *L'Esprit des lois* (4). Toutes les bibliothèques en étaient fournies quand Malesherbes, dont on sait la prudence, acheva de lever l'interdiction, et il s'empressa de le faire sitôt directeur de la Librairie (5). Le Parlement

est datée de Genève, mais Vernet parle de l'opinion à Paris.) Cf. une lettre du même, 15 février 1749 (*ibid.*, p. 113) : « M. de Champeaux m'a dernièrement montré une lettre bien tournée, d'une personne citant dans les premières places, qui était bien charmée de cet ouvrage et qui avait regret que vos maximes ne fussent pas celles du royaume sur divers points. » (Mais le sens de ces derniers mots est ambigu : faut-il y voir un reproche pour Montesquieu ou pour le royaume ?)

(1) *L'Homme moral* [39], lettre XVII, p. 104.

(2) Cf. d'Argenson, *Journal et Mémoires* [199], du 12 mars 1749. T. V, p. 411. Cf. aussi une lettre de Bulkeley à Montesquieu, du 24 février 1749. (*Cor.* [32], t. II, p. 135).

(3) Cf. Gébelin, *La publication de l'Esprit des lois* (*R. des Bibl.* [522], 1924, n° 2), pp. 141, 151.

(4) Lettre de Huart et Moreau à Montesquieu, 14 mars 1749. (*Cor.* [32], t. II, pp. 155-156.)

(5) Malesherbes fut nommé directeur de la librairie en décembre 1750. Sur cette levée d'interdiction, cf. Vian, *Histoire de Montesquieu* [514], p. 274 ; — Boissy d'Anglas, *Essai sur la Vie de Malesherbes* [207], 3^e partie p. 72 ; — et Malesherbes lui-même, *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], Ch. III, p. 304 : « Quand toutes les bibliothèques en furent fournies, on

n'admit pas d'abord que Montesquieu fût cité, dans les débats juridiques, parmi les « autorités » si chères aux avocats du temps (1); mais il ne faudrait pas s'exagérer la signification de cette défense : elle prouve que l'*Esprit des lois* n'était point encore reçu comme classique, et non pas qu'il parût digne de la flétrissure et du bûcher. L'ouvrage n'était pas pour déplaire à la magistrature, qui, dès 1753, en répète dans ses remontrances des échos plus ou moins directs; en 1767, la Chambre des Comptes de Nantes le citera textuellement (2), et, en 1771, les Parlements se réclameront de l'*Esprit des lois* contre Maupeou (3). Quant à la cour de Versailles, elle ne fut pas plus hostile. Sans doute Helvétius annonce à Montesquieu que « les ministres ne sont pas extrêmement contents (4) »; et Bulkeley précise, le 24 février 1749 : « On m'a dit que, parmi nos ministres, il y en a qui regardent votre livre comme dangereux » (5); mais au rapport du même Bulkeley, le chancelier d'Aguesseau, qui interdisait l'ouvrage, passait pour en être l'admirateur (6). Un témoignage plus

prit le parti de permettre des éditions de tous les ouvrages de l'auteur. » Le récit de Malesherbes donne à entendre que le pouvoir n'avait exigé qu'un peu de discrétion.

(1) Cf. Malesherbes, *op. cit.* : « Les magistrats, c'est-à-dire seulement ceux de France, ont été long-temps sans permettre qu'on citât cet auteur au nombre des Jurisconsultes, quoique dans le même tems son autorité fût d'un grand poids chez les jurisconsultes étrangers. » (Pp. 302-303.) — Cf. encore : *Lettre du Public à Messieurs les ci-devant officiers du Parlement de Paris*, datant de 1771 : « On vous a parlé d'un certain livre de l'*Esprit des lois*, que vous aviez pris pendant longtemps pour l'*Alcoran*, et dont vous aviez défendu de prononcer le nom devant vos Seigneuries. » (*Code des Français*, [279] t. II, p. 58.) — Et le *Journal Historique* [465], du 1^{er} janvier 1775 : (le Parlement) « où peu d'années avant on avoit vu mettre en délibération si l'on y pouvoit citer Montesquieu ». (T. VII, p. 5). — Nous avons vainement interrogé sur cette défense les Archives officielles du Parlement.

(2) Remontrances de la Chambre des Comptes de Bretagne [73] (10 novembre 1767), p. 26 et note.

(3) Sur ces divers points, voir ci-après, ch. VI et IX.

(4) Fin décembre 1748. (*Cor.* [32], t. II, p. 81.)

(5) *Ibid.*, p. 135.

(6) Bulkeley à Montesquieu, du 13 janvier 1749. (*Ibid.*, p. 99.) Cf. aussi Huart et Moreau à Montesquieu, du 8 janvier 1749. (*Ibid.*, t. II, p. 92.)

imposant encore montre que Montesquieu, malgré la prédiction d'un de ses correspondants, ne fut pas « hérétique » à la cour (1). Le Dauphin, fils de Louis XV, lut son livre et l'estima (2). Il voulut même connaître l'auteur et s'entretenir avec lui : « Tel fut, nous assure Thomas, le succès de ces conférences, que le Dauphin aima toujours et respecta ce grand Homme, lors même qu'il ne pensait pas comme lui (3). » Mais si Thomas nous informe que le prince était assez instruit pour « admirer souvent » Montesquieu « et le combattre quelquefois » (4), il ne précise pas autrement la nature de ces divergences. Si l'on en croit un autre biographe, le P. Griffet, elles ne concernaient pas la constitution de la monarchie ; parmi les principes que le fils du Roi « crut pouvoir adopter » après une lecture attentive de *l'Esprit des lois*, figurent en effet, selon cet écrivain, les propositions suivantes :

« L'état monarchique est gouverné par un seul ; mais les pouvoirs intermédiaires et subordonnés y sont nécessaires. Le premier et le plus naturel, est celui de la noblesse, non pour être le terme entre le pouvoir du Prince et celui du peuple, mais pour être le lien de tous les deux. Le pouvoir du clergé y est très convenable ; il sert de borne au despotisme sans y opposer de violence. Il faut encore dans une monarchie un corps de dépositaires des loix ; le conseil du Prince ne sauroit l'être seul, parce qu'il n'est pas assez fixe ni assez nombreux (5) ».

(1) Formont à Montesquieu, du 7 février 1749 : « A la Cour, où l'on ne vous entendra pas, vous serez hérétique. » (*Ibid.*, p. 113.)

(2) Cf. une lettre de l'abbé de Saint-Cyr à Montesquieu, du 27 avril 1750. (*Ibid.*, p. 276). — Thomas, *Eloge du Dauphin* [69], p. 17.

(3) Thomas, *op. cit.*, p. 17.

(4) *Ibid.*, p. 17. Thomas ne donne pas la date de ces entretiens ; ils ne purent être de beaucoup postérieurs à la publication de *l'Esprit des lois*, puisque Montesquieu mourut en 1755.

(5) *Mémoires pour servir à l'histoire du Dauphin* [53], t. I, ch. vi, pp. 124, 126.

Le Dauphin approuvait encore le sentiment de Montesquieu sur l'utilité de l'honneur, sur l'éducation dans la monarchie, et sur la nécessité d'y soutenir la noblesse (1). Il pensait avec lui que le gouvernement monarchique l'emporte sur le despotisme par une sage régularité (2). Bref, toutes les maximes de Montesquieu directement applicables à la France, avaient obtenu du prince une sympathique attention. Mais comment jugeait-il la partie historique du livre, qui en précise et en étend la portée ? C'est ce que le P. Griffet n'a point dit (3). Le Dauphin, quoique ennemi du despotisme, était fort jaloux de l'autorité que sa naissance lui destinait (4) ; et l'on peut croire qu'en acceptant certaines formules de Montesquieu, il avait tendance à en resserrer plutôt qu'à en élargir le sens. Ce qui lui plaisait dans cette doctrine un peu ambiguë, c'était peut-être une ressemblance extérieure avec la politique de Bossuet. Mais enfin son approbation, même limitée et conditionnelle, aide à « situer » Montesquieu ; elle montre que l'*Esprit des lois* — dès lors si bien accueilli à la Cour de Sardaigne (5) — ne parut pas révolutionnaire à la Cour de France.

Pourtant, ce livre modéré essaya bien des attaques,

(1) *Ibid.*, pp. 126-132.

(2) *Ibid.*, pp. 133-134. Cf. aussi pp. 132-133.

(3) Thomas nous parle, mais en termes plus ampoulés que précis, du goût du Dauphin pour l'histoire de France : « Ses loix et sa constitution, les droits des Rois et ceux des Peuples, les maux de l'anarchie et les maux du despotisme, la source de la grandeur ou de la décadence de chaque époque, les avantages ou les abus de chaque principe d'administration, les orages des guerres civiles, les convulsions du fanatisme, les chocs de deux pouvoirs rivaux, les suites cruelles d'une autorité usurpée ; il cherche à tout voir et à profiter de tout. Il suit avec attention à travers les différens siècles l'origine, les progrès et les changemens de ces puissances intermédiaires qui sont de l'essence des Monarchies, qui conservent le dépôt des Loix, et veillent sur les formes dont doit être revêtue l'autorité souveraine. » (*Eloge* [69], p. 14. Cf. aussi p. 18.) Tout cela semble indiquer une curiosité philosophique façonnée par l'*Esprit des lois* ; mais les détails, l'analyse manquent.

(4) Cf. les *Mémoires* du P. Griffet [53], t. I, ch. v, pp. 100, 103.

(5) Cf. d'Argenson, *Journal et Mémoires* [199], 30 juillet 1749, t. VI, p. 11.

mais dont le nombre et la violence ne doivent pas faire illusion. Elles émanaient de groupes restreints, qui se sentirent blessés dans leurs intérêts, leur amour-propre ou leurs convictions particulières. Les financiers pardonnaient mal à Montesquieu sa sévère franchise (1); les gens de lettres lui pardonnaient plus mal encore son éclatant succès. Sans doute Fontenelle, plein d'années et de gloire, louait et défendait l'*Esprit des lois* (2); mais son neveu, l'obscur Richer d'Aube, jugeait avec moins de sérénité : il trouvait l'ouvrage de Montesquieu plat et superficiel, et prédisait pour ses éditeurs une mauvaise affaire (3). Voltaire préluda de bonne heure, dans les conversations, aux critiques de l'A. B. C. et du *Commentaire* (4). Et si les journaux littéraires de Paris n'osaient trop parler d'un livre officiellement interdit, de beaux esprits de profession allaient clabaudant contre le chef-d'œuvre. Collé note dans son journal, en février 1749, qu'il a lu l'*Esprit des lois* avec une satisfaction au moins intermittente (5); mais « voici ce qu'en disent les grands auteurs, les métaphysiciens et les gens qui ont un peu de philosophie dans la tête : ils prétendent que c'est un très mauvais ouvrage, sans ordre, sans liaison, sans enchaînement d'idées, sans principes ; c'est, disent-ils, le porte-feuille d'un homme d'esprit, et voilà tout (6). » En l'espèce, — et le cas n'est pas unique, — « les grands auteurs, les métaphysiciens et les gens qui ont un peu de

(1) Helvétius, dès la fin de décembre 1748, appréhendait leurs attaques. (*Cor.* [32], t. II, p. 81.) Jacob Vernet, le chevalier d'Aydie, M^{me} de Mirepoix, font allusion, dans leurs lettres de janvier à mars 1749, au mécontentement des fermiers généraux. (*Cor.* [32], t. II, pp. 110, 115, 163.)

(2) Cf. outre la lettre mentionnée plus haut (*Cor.* [32], t. II, pp. 114-15) des lettres de M^{me} de Tencin à Montesquieu (*Ibid.*, pp. 69-70, 76-77) et du chevalier d'Aydie à Montesquieu (*Ibid.*, pp. 192-3).

(3) M^{me} Geoffrin à Montesquieu, du 12 janvier 1749. (*Ibid.*, p. 98). Cf. aussi M^{me} de Tencin, du 2 décembre 1748 (*Ibid.*, t. II, p. 76); le chevalier d'Aydie, du 6 janvier 1749 (*Ibid.*, t. II, p. 90).

(4) Cf., M^{me} de Mirepoix à Montesquieu, du 19 mars 1749. (*Ibid.*, t. II, p. 163.)

(5) *Journal historique de Charles Collé* [211], t. I, p. 66.

(6) *Ibid.*, p. 67.

philosophie dans la tête » jugèrent moins sainement que le simple public. Leurs malveillances coalisées purent donner l'impression d'une « ligue universelle » (1), et faire croire, à distance, à l'insuccès de l'*Esprit des lois*. Il est certain du moins que la critique fut âpre ; et Buffon rappelait, en 1785, que Montesquieu s'était ému de son « déchaînement » (2). En 1761, l'animosité durait encore : « Beaucoup de gens de lettres..., écrivait alors Rivière, prétendent que le livre de l'*Esprit des lois*, si loué, si exalté par M. d'Alembert et par ceux à qui il donne le ton, est un livre très médiocre, et qu'il ne sera pas lu avant dix ans (3) ». On peut juger par là de la sagacité de ces « gens de lettres », et de leur impartialité. Si l'on ajoute à leurs cabales, et au mécontentement des financiers, l'indignation sincère ou affectée de certains dévots, on connaîtra les facteurs les plus actifs de la polémique contre l'*Esprit des lois*, polémique qui, assez virulente pendant une dizaine d'années, se prolonge ensuite plus mollement un peu au delà de 1760.

La première alerte vint des Jansénistes : car les critiques des Jésuites n'eurent rien d'agressif. L'examen de l'*Esprit des lois*, que publièrent, en avril 1749, les *Mémoires de Trévoux* (4), est une discussion courtoise, modérée et assez insignifiante ; l'auteur reprend Montesquieu sur quelques points de détail, regrette sa tiédeur en religion, et ne dit rien de sa politique. Un second examen, de pure érudition, parut dans le même journal en février 1750 (5) ; et les rédacteurs ne cachèrent pas toujours dans la suite que l'auteur de l'*Esprit des lois*

(1) Dès l'apparition de l'*Esprit des lois*, dit Garat, « la ligue fut universelle » contre lui. (*Mémoires sur M. Suard* [219], t. I, p. 72.) Mais Garat écrit longtemps après les faits, dont il n'a pas été témoin.

(2) Hérault de Séchelles, *Voyage à Montbard* [54], p. 26.

(3) L'*Ami de la Paix* [64], p. 128.

(4) Art. XL : Lettre au P. B. J. Sur le livre intitulé l'*Esprit des lois*, pp. 718, 741 [467].

(5) Cf. le t. II, de février, pp. 532, 541. Il n'y est pas question d'histoire de France [467].

était trop philosophe à leur gré (1) ; mais ils n'essayèrent jamais d'ameuter le public. « La plus saine partie des Jésuites, écrivait le P. Castel à Montesquieu, ...parle bien et vous sait gré de ce que vous dites de nous (2). » Il en fut autrement du gazetier qui rédigeait dans l'ombre les *Nouvelles Ecclésiastiques* : ce janséniste fervent discernait en Montesquieu un rationaliste, ne s'intéressant à la religion que pour ses effets temporels. On conçoit qu'il ait voulu marquer ce qu'une pareille attitude a de contraire à l'esprit chrétien ; mais il passa toute mesure dans l'expression de ses idées. Deux articles, publiés en octobre 1749, dénoncèrent dans l'*Esprit des lois* les preuves d'une impiété monstrueuse et d'un criminel égarement (3). Accusant Montesquieu d'être déiste et spinosiste à la fois, de justifier la polygamie et le suicide, d'avoir été pendant vingt ans « le jouet de la folie » (4), un adversaire si acharné ne pouvait le ménager sur la politique. Aussi nous explique-t-il pourquoi le livre « n'est pas moins contraire aux saines maximes du gouvernement temporel qu'à la religion de Jésus-Christ (5) » : assigner la vertu pour principe aux républiques, et l'honneur aux monarchies, c'est un paradoxe séditieux. « Qui l'aurait cru, que pour rendre parfait le gouvernement monarchique, il fallût que les membres de l'État fussent destitués de vertu et remplis de vanité » (6) ? Interprétation grossière, et peut-être

(1) Voir ci-après.

(2) Lettre datant de 1748 ou 1749. (*Cor.* [32], tome II, p. 83.) Elle fait allusion à un passage de l'*Esprit des lois* [28] (Liv. IV, chap. vi, t. I, p. 158), relativement favorable aux Jésuites du Paraguay.

Cependant, on ne permit pas au P. Castel de publier dans les *Mémoires de Trévoux* un extrait de l'*Esprit des lois*. (Le P. Castel à Montesquieu, du 14 février 1750. *Cor.* [32], t. II, p. 255.)

(3) *Nouvelles Ecclésiastiques* [470], 9 et 16 octobre 1749. Les deux articles sont attribués à l'abbé Fontaine de La Roche. (Cf. Quérard, *France Littéraire*, t. III, p. 150.) Ils ont paru en brochure sous le titre d'*Examen critique de l'Esprit des lois*. (Cf. *Opusculs de Fréron* [50], t. III, p. 383.)

(4) *Nouvelles Ecclésiastiques* [470], 9 octobre 1749, p. 161.

(5) *Ibid.*, 16 octobre 1749, p. 167.

(6) *Ibid.*, 9 octobre, p. 163.

volontairement grossière, de la pensée de Montesquieu : en effet, ce n'est pas la vertu, mais la nécessité politique de la vertu, que Montesquieu élimine des monarchies, et cette offense prétendue est, en somme, un éloge. Mais telles furent l'inattention et la mauvaise foi des critiques que ce reproche du gazetier devait devenir un grief capital. Montesquieu ne le discuta point dans la brillante et heureuse *Défense* qu'il fit paraître, en 1750, pour se justifier des accusations d'impiété ; il se contenta de rappeler qu'il avait parlé de la vertu politique, non de la vertu en général (1). Cependant, la diatribe du gazetier avait fait impression sur la Sorbonne, et, le 1^{er} août 1750, quand la Faculté nomma douze commissaires pour examiner des livres présumés dangereux, l'*Esprit des lois* était du nombre, avec l'*Essai sur l'homme* de Pope, et l'*Histoire Naturelle* de Buffon (2). Selon les *Nouvelles Ecclésiastiques*, l'archevêque de Paris intervint en faveur de Montesquieu, et l'on chercha des accommodements : « C'est donc encore une Censure échouée, écrit à regret le journaliste. Nous ne savons pas même précisément sur quoi les Docteurs se proposoient de la faire tomber, attendu qu'ils n'ont point fait imprimer un *Indicule* des propositions à censurer, comme ils ont coutume de le faire (3). » Le texte imprimé de l'*Indicule* existe pourtant (4) ; et il reprend contre l'*Esprit des lois* les principales accusations du gazetier, entre autres l'accusation politique :

« La vertu n'est point le principe du gouvernement Monarchique... l'honneur, c'est-à-dire le préjugé de chaque personne et de chaque condition prend la place de la vertu, et la représente partout... Ainsi, dans les

(1) *Eclaircissements*, à la suite de la *Défense*. (*Esprit des lois* [28], t. IV, pp. 173-74).

(2) *Nouvelles Ecclésiastiques* [470], 23 janvier 1752, pp. 13-14.

(3) *Ibid.*, p. 14.

(4) On peut en voir un exemplaire à la Bibliothèque Mazarine, Recueil de pièces n° 12.222 B. [72]

Monarchies bien réglées, tout le monde sera à peu près bon citoyen, et on trouvera rarement quelqu'un qui soit homme de bien ; car pour être homme de bien, il faut avoir intention de l'être (1). »

Telle était la « proposition », extraite de l'*Esprit des lois*, que les commissaires jugeaient « également injurieuse aux monarques, aux grands seigneurs et aux peuples des monarchies », et malignement destinée à « déshonorer et perdre le régime monarchique (2). » En 1753, leur projet semblait près d'aboutir à une « très ridicule censure » dont s'indignait par avance le marquis d'Argenson (3) ; il semble pourtant qu'elle avorta, car on n'en trouve aucune trace. Selon toute apparence, la Sorbonne, qui n'avait rien décidé encore à la mort de Montesquieu (4), traîna l'affaire en longueur et laissa venir l'oubli. L'Assemblée du Clergé, en 1750, ne montra pas plus d'ardeur. Montesquieu écrit que son ouvrage y fut vainement dénoncé par l'archevêque de Sens, Languet de Gergy (5), et le procès-verbal des séances n'a pas même enregistré cet incident. Les « mauvais livres » dont s'occupa l'Assemblée étaient surtout des libelles contre l'immunité ecclésiastique, alors compromise par Machault ; et le seul qui ait fait l'objet d'une censure

(1) Cette « proposition », la douzième sur treize mises en cause dans l'*Indicule*, est formée du titre du chap. v, liv. III, de l'*Esprit des lois*, et de citations tirées du chap. vi.

(2) Projet de censure [72], art. XII.

(3) « L'on va voir paraître enfin une très ridicule censure de la Sorbonne contre le livre de l'*Esprit des lois*... Ce sera un scandale que cette flétrissure, car c'est un livre philosophique admiré de tout le monde, et qui fait honneur à la nation et à notre siècle. » (*Journal et Mémoires* [199], du 11 mars 1753, t. VII, pp. 423-4.)

(4) En 1755, d'Alembert constate dans son *Eloge* que la Sorbonne « n'a rien prononcé jusqu'ici ». (*Encyclopédie* [459], t. V, p. xv.) Cf. Voltaire, Lettre à Mgr le prince de *****, VII (*Œuvres* [196], t. XXVI, p. 510) ; Maupertuis, *Eloge de Montesquieu* [59], pp. 44-45. Briquet de Lavaux, dans un *Eloge de Montesquieu* [38], daté de 1783, déclare que la Sorbonne « ne prononça rien ». (Pp. 18-19.) Cette indication est confirmée dans un *éloge* manuscrit de Montesquieu, daté de 1789. (Bibliothèque de Bordeaux, ms. 828 XCVII [22], n° XXI, p. 32.)

(5) Montesquieu au duc de Nivernais, du 8 octobre 1750. (*Cor.* [32], t. II, p. 311.)

expresse est un écrit du parti ministériel, les lettres *Ne repugnate* (1). Ainsi l'Église de France n'a pas condamné Montesquieu. D'ailleurs, ce dernier avait promis de s'expliquer, dans une édition nouvelle, de manière à ôter tout prétexte aux « objections qui ne sont jamais fondées sur le sens, mais sur des mots (2). » Cette édition corrigée, qui ne parut qu'en 1757, précisait sa pensée sur la vertu dans un « avertissement » et une note supplémentaire (3), et complétait ainsi, par une sorte d'apologie politique, la *Défense de l'Esprit des lois*.

Cependant les gens de lettres multipliaient observations, examens et analyses : productions qui ne mériteraient guère d'être disputées à l'oubli, si l'on ne pouvait tirer, de leur médiocrité même, un enseignement négatif. Accentuer les défauts les plus apparents du livre, nier la liaison des idées, aiguïser la pointe des paradoxes, bref, embrouiller au lieu d'éclaircir, tel a été, volontaire ou non, le procédé courant des critiques. Par là, ils préparent ou grossissent certaines erreurs du public ; ils nous montrent quelles équivoques ont trahi la pensée de Montesquieu sur les climats, sur la morale, sur les principes respectifs et les mérites comparés des divers gouvernements. Dès l'apparition de l'*Esprit des lois*, le comédien Bonneval enjoliva de vers faciles quelques-uns de leurs thèmes favoris :

Vous connoissez l'Esprit des loix,
Que pensez-vous de cet Ouvrage ?
Ce n'est qu'un confus assemblage
De Républiques et de Rois...

(1) Cf. le *Procès-verbal* officiel [430], pp. 122 sq., 187 s., 319, 327, 328 sq., 330, 334.

(2) Montesquieu au duc de Nivernais, du 26 janvier 1750. (*Cor.* [32], t. II, p. 250.)

(3) *Avertissement de l'auteur*, en tête de l'ouvrage [28], t. I, pp. 81-82 : note du liv. III, chap. vi, au mot *homme de bien*. (T. I, p. 137.) (Le texte de 1757 a servi de base pour les éditions suivantes.)

Sur tous ces objets d'importance,
 L'Auteur nous laisse apercevoir,
 Non, une simple tolérance,
 Mais une froide indifférence ;
 Tout lui paroît fruit du terroir...
 La liberté n'est qu'un vain titre ;
 Le culte un pur consentement ;
 Et le climat seul est l'arbitre
 Des Dieux et du Gouvernement (1).

Ce badinage assez plat résume par avance une grande partie de la polémique contre l'*Esprit des lois*.

A peine plus sérieuses sont les *Observations* de l'abbé de La Porte (1750), qui prétendait améliorer l'*Esprit des lois* par un résumé plus clair et plus méthodique que le texte de Montesquieu (2). Il le répartit en cinq sections, sur la religion, la morale, la jurisprudence, le commerce, chaque sujet étant considéré « par rapport au climat et au gouvernement » (3). Division factice, qui sous prétexte d'éclaircir la pensée de l'auteur, la déforme et en brise l'unité. C'est entre les mains de ce correcteur présomptueux que l'*Esprit des lois* devient un recueil de réflexions détachées. Aussi l'abbé est-il incapable de pénétrer les conceptions politiques de Montesquieu. Il expose clairement ses idées sur la nature des gouvernements, mais le sens plus délicat des *principes* lui échappe. La distinction des vertus propres à chaque régime ne lui paraît qu'un paradoxe ingénieux, plus digne des *Lettres Persanes* que d'un traité philosophique (4).

(1) Voir la seconde édition des *Observations* de l'abbé de La Porte, suivie d'un recueil de pièces [44 bis], 2^e partie, pp. XIX-XX.

(2) *Observations sur l'Esprit des lois, ou l'art de lire ce livre, de l'entendre et d'en juger* [44], p. 4. — Cet ouvrage, bien que daté de 1751, dut paraître à la fin de 1750, car il est mentionné dans une des *Lettres sur quelques écrits de ce temps* [466], datée du 18 décembre 1750 (Lettre VII, t. IV, p. 152.)

(3) *Observations* [44], p. 14.

(4) *Ibid.*, p. 65.

Dans l'ensemble, il juge banale une doctrine politique dont il n'a su voir que l'extérieur ; il n'admire, dans les chapitres relatifs aux gouvernements, que quelques morceaux oratoires (1) ; des chapitres historiques, il ne dit pas un mot : ils ne pouvaient être à ses yeux que la fantaisie érudite d'un auteur qui écrivait sans ordre le journal de son esprit (2).

La clarté trompeuse, mais facile, des *Observations* de De La Porte, leur assura quelque succès ; elles eurent deux éditions au moins, et furent citées avec éloge (3). La même faveur n'accueillit point les deux pesants volumes de l'abbé de Bonnaire sur l'*Esprit des loix quintessencié* (1751). On y trouve une longue critique des théories de Montesquieu, mais elle fatigue par sa lourdeur et sa confusion, par les grossières facéties et les violences presque haineuses dont l'auteur l'a entremêlée. Plus insistant que l'abbé de La Porte, Bonnaire n'est pas plus pénétrant. Bien loin de *quintessencier* la pensée du philosophe, il y heurte vainement la sienne, avec une aveugle obstination. Les délicats aperçus de Montesquieu échappent à son dogmatisme ; il cherche partout l'évidence géométrique, et, ne la trouvant pas, crie à l'absurdité. Croyant à l'égalité primitive, au pacte social, il n'admet de puissance légitime que par la délégation de la souveraineté :

« Tous les hommes sont égaux et toute puissance des uns sur les autres ne peut être qu'une puissance précaire ou de convention. Ce sont les suffrages du peuple qui la donnent (4). »

(1) Il admire, par exemple, le tableau des courtisans et la description du despotisme.

(2) Voir, sur ce reproche d'incohérence, *Observations* [44], pp. 8, 14 121, 164.

(3) « Il y a dans cette critique bien écrite plusieurs remarques qui font honneur au jugement et à l'esprit de M. l'abbé de la Porte ». (*Opuscules* de Fréron [50], t. III, p. 379.)

(4) *L'Esprit des loix quintessencié* [36], lettre III, t. I, p. 50.

Un gouvernement légitime exclut la division des pouvoirs :

« Dans tout État bien constitué la puissance doit être unique, pourvu qu'elle ne soit point arbitraire, et qu'elle dépende dans son exercice de certaines loix fondamentales qui lui marquent des limites, au delà desquelles elle ne serait plus puissance légitime (1). »

Mais comment maintenir les lois ? le critique abstrait ne s'en soucie guère. Il condamne également les contre-poids que Montesquieu a cru discerner dans la constitution anglaise (2), et le complexe agencement de la monarchie tempérée. Les pouvoirs intermédiaires déconcertent sa lourde logique : il ne songe point aux circonstances d'où ils tirent leur origine et leur utilité. Aussi son examen sur ce point n'est-il qu'une suite de négations. Comment admettre que le pouvoir intermédiaire le plus naturel soit celui de la noblesse ? « Notre auteur oublie que la nature ne fait ni nobles ni roturiers (3). » Nous voyons rejeter, avec la même assurance péremptoire, la vénalité des offices (4), les ordres de chevalerie, bons pour le « temps du fanatisme des Croisades » (5), les justices seigneuriales, qui ne sont qu'un abus « un peu plus tolérable dans une monarchie dont le plan ne paroît pas régulier, parce qu'elle n'a pas été formée dans l'origine par la réunion des volontés de tous ceux qui la composent (6) » ; enfin les immunités ecclésiastiques et en général les privilèges fiscaux : « Un homme qui connaît la nature des constitutions civiles n'ignore pas que rien n'est plus essentiel à la bonne administration que l'égalité proportionnelle des contributions qu'on y

(1) *Ibid.*, lettre XII, t. I, p. 327.

(2) *Esprit des loix quintessencié* [36], lettre XII, t. I, p. 327. Au reste, Bonnaire estime que Montesquieu a mal connu la constitution d'Angleterre et lui a prêté une division de pouvoirs toute fictive.

(3) *Ibid.*, lettre III, t. I, p. 57.

(4) *Ibid.*, lettre VI, t. I, p. 174.

(5) *Ibid.*, lettre III, t. I, p. 65.

(6) *Ibid.*, lettre III, t. I, p. 58.

doit imposer aux citoyens (1). » De telles opinions n'ont certes rien d'absurde : on entrevoit chez le critique une conception monarchique et égalitaire, qui pouvait s'opposer avec succès au libéralisme aristocratique de Montesquieu. Discussion intéressante, si Bonnaire eût discuté : mais il affirme ou nie sans donner de raisons, sans chercher celles de l'adversaire. Il n'entend pas mieux le « principe » que la « nature » des gouvernements ; et les diverses conséquences que Montesquieu en tire, sur l'éducation dans les monarchies, sur le rôle de la noblesse, lui semblent des paradoxes ridicules, chimériques et pernicioeux (2). Si l'état monarchique dispense de la vertu, c'est un reproche qui « tombe à plomb sur les princes » (3). Montesquieu met « l'abus à la place de la règle, telle est la justesse de ses idées » (4). A travers cette interprétation extérieure et hostile, la théorie de l'*Esprit des lois* apparaît comme une succession de formules incohérentes, — extravagante rêverie ou satire déguisée : « En reviendrai-je toujours à penser que tout ce qu'on lit ici sur les monarchies n'est qu'une satire perpétuelle de celle où l'Auteur vit (5). »

Bonnaire porte le même esprit dans sa critique, d'ailleurs rapide, des thèses historiques de Montesquieu : il raille chez lui l'enthousiasme pour les peuples du Nord (6), l'accuse de contresens ou d'inductions hâtives (7), lui oppose tantôt des idées confuses, tantôt de brutales négations, et ne paraît pas concevoir l'intérêt politique de ces problèmes. Sur ce point, comme sur les autres, il

(1) *Ibid.*, lettre XXVI, t. II, pp. 305-306. Cf. la lettre III, t. I, sur le pouvoir du Clergé.

(2) Cf. lettre V, t. I, pp. 103 sqq. ; lettre XXI, t. II, p. 97.

(3) Lettre IV, t. I, p. 87.

(4) Lettre IV, t. I, p. 88.

(5) Lettre VI, t. I, p. 174.

(6) Cf. lettres XII et XVIII, t. I.

(7) Cf. lettre XIX, t. I. — Bonnaire relève notamment la citation des Capitulaires : *lex consensu populi fit et constitutione regis*, qui ne saurait prouver, dit-il, l'existence du gouvernement par assemblées. (Lettre XIX, t. I, p. 563.)

procède par démentis, plus catégoriques que probants : cette *quintessence* de l'*Esprit des lois* en est bien plutôt la caricature.

Cet ouvrage sans agrément resta sans influence ; il ne parut pas digne de réponse aux admirateurs de Montesquieu (1). Cependant, le troisième tome des *Opuscules* de Fréron, daté de 1753 (2), en recueillit un résumé, mêlé d'appréciations presque toujours défavorables au malheureux analyste. « Je me suis étendu, disait l'auteur, sur le livre immense de l'abbé de Bonnaire, parce qu'il est peu connu, et qu'il n'en a été fait mention dans aucun ouvrage périodique (3) ». Le même tome des *Opuscules* contenait un « extrait » de l'*Esprit des lois*, accompagné d'une *idée générale*, et de *remarques sur quelques endroits particuliers* de ce livre, — le tout dû à la plume de Véron de Forbonnais (4). Après les plates injures de Bonnaire, cette critique semble un modèle d'intelligente modération : Forbonnais sent la grandeur, il entrevoit même l'unité de l'œuvre qu'il analyse (5). Et pourtant ses *Remarques*, qui restent fragmentaires, ne dénotent aucune sympathie pour l'idéal politique de Montesquieu. L'une d'elles a pour objet « le gouvernement d'Angleterre, comparé par l'auteur de l'*Esprit des lois* au gouvernement de France » (6) :

(1) « Quiconque prendra la peine de parcourir ces *Lettres Analitiques* verra que j'ai eû raison de me dispenser de répondre à ce faiseur de *Quintessence*. » (Boulenger de Rivery, *Apologie de l'Esprit des lois* [37], p. 140.)

(2) Fréron déclare n'avoir eu aucune part à ce troisième tome des *Opuscules* de M. F***. (Cf. *Lettres sur quelques écrits de ce temps* [466], t. IX, 1753, lettre XV, p. 352.)

(3) *Idee de toutes les critiques qui ont été faites de l'Esprit des lois*, dans les *Opuscules* [50], t. III, p. 378.

(4) Cf. les *Confessions de Fréron* [49], p. 77 et note.

(5) Montesquieu, dit-il, « se met à la place de tous ceux qui ont donné des lois à la terre. Rempli de leur esprit, il remonte à la formation des Sociétés ; il y trouve l'origine des Loix ; il explique les rapports qu'elles ont avec tout ce qui tient aux hommes, et ceux qu'elles ont entr'elles. Voilà où commence l'*Esprit des lois* ; on n'y en propose point ; mais on y enseigne l'esprit dans lequel on doit les faire et comment on doit juger de celles qui sont faites. » (*Idee générale* (hors pagination), dans les *Opuscules* [50], t. III.)

(6) *Opuscules* [50], t. III, pp. 173 sqq.

en réalité, c'est Forbonnais qui institue le parallèle, tel qu'il lui semble impliqué par le texte de Montesquieu. Si le procédé est artificiel, il montre du moins ce que le critique a cru lire entre les lignes de l'*Esprit des lois* : selon lui, Montesquieu préfère à tout autre le gouvernement républicain, qui a la vertu pour principe (1), et n'accepte la monarchie que sous la forme mixte qu'elle revêt chez les Anglais. La théorie des pouvoirs intermédiaires reste lettre morte pour Forbonnais : il ne voit dans Montesquieu que l'admirateur de la constitution anglaise, et lui reproche longuement cette préférence comme mal fondée en droit et en fait. La liberté britannique, telle que l'*Esprit des lois* la représente, est moins une réalité qu'un idéal dangereux, générateur d'anarchie. « Le Roi n'a que le pouvoir exécutif : c'est le ministre de la nation. Ce n'est pas là l'idée que l'Univers s'est faite de la royauté, dont l'imitation [*sic*] émanée de Dieu, ne présente qu'un maître, et non un officier (2). »

De la constitution d'Angleterre, Forbonnais passe sans transition à la théorie des lois féodales chez les Francs. Ici, c'est en pur historien qu'il disserte, mais en historien pénétré des enseignements de Dubos. Il avait nié l'origine germanique du gouvernement anglais (3) : l'origine germanique de la féodalité ne lui paraît pas plus réelle. Selon lui, Montesquieu réduit à l'excès le pouvoir royal chez les Francs, qu'il a tort de peindre comme un peuple pasteur, sauvage et indiscipliné ; ce n'est pas la faiblesse de la monarchie, c'est une imitation raisonnée du système des « bénéfices » romains, qui donna naissance aux premières concessions féodales (4). Forbonnais reproche à Montesquieu ses complaisances pour Boulainvilliers, sa sévérité pour Dubos ; il ne croit ni à

(1) *Opuscules* [50], p. 173.

(2) *Ibid.*, p. 177.

(3) *Ibid.*, pp. 208-209.

(4) *Ibid.*, pp. 219, 221.

la noblesse des « antrustions », ni à l'ancienneté du droit de justice, ni à l'indépendance des leudes envers les officiers royaux (1) : ses objections historiques, comme son examen politique, tendent à justifier la monarchie absolue. Pareille tendance s'affirme dans la critique la plus laborieuse peut-être qui ait été faite de l'*Esprit des lois*, celle du fermier général Dupin.

De bonne heure, ce financier avait ressenti contre l'*Esprit des lois* une hostilité que certains chapitres sur la ferme et la régie des impôts aident sans doute à comprendre. Dès le mois d'avril 1749, le bruit courait dans la capitale qu'il préparait une réfutation (2) ; elle parut au cours de l'année, sous ce titre bizarre : *Réflexions sur quelques parties d'un livre intitulé de l'Esprit des loix* (3). C'était, dit l'*Avis au lecteur*, l'œuvre de quatre amis qui, n'ayant trouvé dans ce livre « ni but, ni méthode, ni solidité dans les principes, ni fidélité dans les citations, ni vérité dans les maximes », pensèrent judicieusement « que cet ouvrage n'étoit qu'une plaisanterie dans le goût de l'Espion Turc, des Lettres Juives et des Lettres Persannes ; mais aiant sù depuis, qu'on l'avoit regardé comme un Livre sérieux, ils ont crû de leur devoir, d'en réfuter sérieusement au moins quelques parties (4). » Dupin, qui ne se nomme pas, ne nomme pas davantage ses collaborateurs ; mais les PP. Berthier et Plesse, et sa propre femme, qui se piquait de bel esprit, passent pour lui avoir prêté leur aide (5) ; on compte même au

(1) Cf. *Opuscules* [50], pp. 236 sqq., 292 sqq. — Notons toutefois que dans un autre ouvrage, — une *Lettre à M. F.*, sur la noblesse commerçante, dont on parlera au chap. v, — Forbonnais semble accepter une conception plus libérale de l'histoire. (*Lettre à M. F.*, datée de 1756, pp. 13-14) [250].

(2) M^{me} de Tencin à Montesquieu, du 23 avril 1749. (*Cor.* [32], t. II, pp. 184-185.)

(3) « Paris, Benjamin Serpentin, MDCCXLIX », 2 vol. in-8°. Nous n'en connaissons qu'un exemplaire, conservé à la Bibliothèque de l'Arse-nal. (Jur. 29.)

(4) *Réflexions* [48], t. I, pp. III-IV.

(5) Cf. une notice sur Dupin, par du Plessis, *Bulletin du bibliophile* [520], série 14, mai 1859, pp. 328-329. Rousseau (*Confessions* [235], liv. VII, t. II, p. 78) dit que le P. Berthier, jésuite, travaillait de toute sa force

nombre de ses auxiliaires « un M. Rousseau de Genève » qui acquit de meilleurs titres à la renommée (1). Quoi qu'il en soit, le succès fut des plus médiocres : Dupin n'avait fait imprimer que huit exemplaires de son livre ; dès le mois de mars 1750, des conseils amicaux l'avaient décidé à les retirer tous (2). Montesquieu avait méprisé un adversaire dont le vengeait « l'indignation » des lecteurs (3) ; seul en ce temps, l'abbé de La Porte décerna de complaisants éloges au financier écrivain (4).

Cet échec ne découragea point une rancune tenace, et Dupin, remaniant son œuvre, en fit les *Observations sur un livre intitulé de l'Esprit des loix ; divisées en trois parties* (5) ; le ton en était un peu moins acerbe, mais le contenu politique de l'ouvrage n'avait pas sensiblement varié. Les *Observations*, comme les *Réflexions*, forment un commentaire perpétuel, et perpétuellement hostile, du livre de Montesquieu. Nulle ordonnance et nul goût, dans cette multitude de remarques, écrites en marge de

avec Dupin « à la réfutation de Montesquieu ». Mais il ne précise pas la date.

(1) Cf. Hénault à Montesquieu, du 13 février (1752). (*Cor.* [32], t. II, p. 419.) Rousseau n'a jamais avoué cette collaboration, qui reste fort douteuse.

(2) *Bulletin du Bibliophile* [520], *loc. cit.*, pp. 315-316. Une note du marquis de Paulmy, sur l'exemplaire des *Réflexions* conservé à l' Arsenal, fait allusion à ce retrait, conseillé par les amis de Dupin. (Voir aussi le *Catalogue* du marquis de Paulmy, ms. Arsenal 6.281 [15], p. 81.) Cf. la *Suite de la Défense de l'Esprit des lois* [55], p. 76 ; les *Opuscules* de Fréron [50] t. III, p. 387.

(3) Montesquieu à l'abbé de Guasco, de Paris (1751). *Cor.* [32], t. II, p. 409. — La tradition d'après laquelle Montesquieu aurait eu recours à M^{me} de Pompadour pour faire supprimer une critique de Dupin nous paraît invraisemblable ; nous n'en connaissons d'autre source qu'une anecdote de Chamfort (*Œuvres complètes* [40], t. II, *Caractères et anecdotes*, p. 194). Acceptée par certains critiques, elle a été solidement réfutée par Vian. (*Histoire de Montesquieu* [514], p. 277.)

(4) *Observations* [47], p. 151.

(5) Trois volumes in-8°, anonyme, s. l. n. d. — L'*Avertissement* des *Observations* les donne pour le résultat d'un examen de l'*Esprit des lois*, fait en compagnie de deux amis. La date de publication, placée par Barbier, d'après une note du libraire Delatour, à 1757-1758, est avancée par Du Plessis à 1750. (*Bulletin du Bibliophile* [520], *loc. cit.*, p. 322.) Cette modification est acceptée par M. de Villeneuve-Guibert (*Porte feuille de M^{me} Dupin* [515], p. 29) ; et le *Dictionnaire* de Barbier, dans sa troisième édition, t. VI, p. 640, indique comme date 1750-1751. Nous avons ne pas voir de raison décisive pour écarter la date de 1757-1758.

l'Esprit des lois avec une médiocrité de style dont *l'Avertissement* nous fait l'aveu très superflu. Dupin suit Montesquieu ligne par ligne, et, s'arrêtant presque à chaque mot, juxtapose sans choix les critiques d'ensemble et de détail, les chicanes d'érudition et les discussions théoriques. Déterminé à tout reprendre, ses préventions obstinées, sa méthode fragmentaire, son interprétation lourdement littérale, lui dérobent la suite des idées, parfois même le sens des phrases les plus simples. Enfin, ses fréquentes plaisanteries n'évoquent que par contraste cet « esprit sur les lois » tant reproché à Montesquieu (1).

Pourtant, ce mauvais commentaire n'est pas tout à fait un mauvais livre. Dupin y prodigue un fonds de savoir, soit personnel, soit emprunté, mais nullement méprisable ; il fait ressortir l'incertitude de l'érudition de Montesquieu ; ses chapitres sur la finance et le commerce sont forts de choses. En politique, ses propres idées paraissent fermes et précises ; mais il n'a pas su comprendre celles qu'il veut réfuter. Sa naissance et sa profession, son tour d'esprit et ses tendances, l'éloignaient de l'idéal cher à Montesquieu. Ce bourgeois enrichi dans les fermes du Roi n'était pas plus touché de l'honneur féodal que de la vertu républicaine ; il ne souhaitait que l'ordre et la prospérité. Des améliorations économiques, propres à augmenter le commerce, et, — sans toucher aux profits des fermiers généraux, — à simplifier la fiscalité (2), composaient tout son programme

* (1) Dupin répète le mot (mais sans nommer M^{me} du Deffand) dans la préface de ses *Réflexions* [48] (P. iv). Pour sa part, il réussit à éviter ce reproche, ou ne réussit pas à le mériter. On jugera de son atticisme par ce seul trait : Epaminondas, avait dit Montesquieu, « la dernière année de sa vie, disoit, écouloit, voyoit, faisoit les mêmes choses que dans l'âge où il avoit commencé d'être instruit ». (*Esprit des lois* [28], liv. IV, chap. iv, t. I, p. 154.) C'est donc, remarque Dupin, qu'il « disoit des balivernes, faisoit des culbutes et jouoit à la toupie ». (*Observations* [47], t. I, chap. iv, pp. 178-179.) Une bonne part de ses trois volumes est remplie d'« observations » de cet ordre.

(2) Cf. *Observations* [47], t. II, chap. xii, xx.

de réforme. Aussi peu conformes à ses intérêts qu'à ses sentiments, les conceptions de Montesquieu inquiétaient en outre sa logique qui, à la mécanique subtile de l'*Esprit des lois*, préférait la simplicité massive des axiomes du droit abstrait. Aussi n'entend-il point la distinction établie par Montesquieu entre la monarchie et le despotisme : il invoque Grotius, Pufendorf et Burlamaqui pour prouver qu'on ne saurait faire du despotisme une forme à part de gouvernement (1). Il n'admet pas que les pouvoirs intermédiaires appartiennent à l'essence de la monarchie : on a vu des monarchies sans noblesse, et la noblesse ne participe à l'autorité publique qu'autant que le roi le veut bien (2). Ennemi des privilèges (3), comme de la division des pouvoirs, Dupin souhaite l'égalité devant l'impôt (4), approuve l'abaissement des justices féodales (5), fait confiance au « conseil du prince » (6), et loue le cardinal de Richelieu — ce modèle des despotes — d'avoir fait régner la paix dans l'État (7). L'éloge de la constitution britannique dans l'*Esprit des lois* lui semble excessif et obscur (8). On sent bien que toutes ces complications le déconcertent : n'est-il pas plus simple de définir la monarchie : le gouvernement absolu d'un seul ? (9). C'est dans les états despotiques, si énergiquement flétris par Montesquieu, que Dupin trouvera la perfection de la monarchie pure : il se fera l'apologiste de la Chine, de la Perse et de la Turquie (10). Quant à la dis-

(1) *Observations* [47], t. I, chap. III, p. 123 et note.

(2) *Ibid.*, t. I, chap. II, p. 47.

(3) *Ibid.*, t. I, chap. VIII, pp. 370, 372

(4) Cf. t. II, chap. XII.

(5) T. I, chap. II, pp. 49-51.

(6) *Ibid.*, pp. 60-61.

(7) T. I, chap. V, pp. 244-241 (*sic*).

(8) T. II, chap. XI, pp. 29-30. Notons que Dupin n'insiste guère sur le système politique anglais ; c'est surtout à propos des finances et du commerce qu'il accuse Montesquieu d'anglomanie. (Cf. t. II, chap. XVI ; t. III, chap. 26.)

(9) T. II, chap. XI, pp. 34-35.

(10) Cf. t. I, chap. II et III.

inction des trois principes, elle devait rester une énigme pour ce partisan de l'absolutisme et de l'égalité. La théorie de l'honneur lui paraît injurieuse pour la monarchie (1), et d'ailleurs contraire aux enseignements de Pufendorf, qui requiert, sous tous les régimes, le dévouement au bien public (2). Aux objections courantes contre les « principes », Dupin ajoute un raisonnement qui montre à quel point lui échappent l'objet et la méthode de Montesquieu : il imagine une assemblée d'hommes sauvages qui, voulant se former en corps de nation, auraient à choisir un gouvernement : l'esprit d'abnégation ne les conduirait-il pas à se soumettre à un monarque ? L'amour-propre ne serait-il pas un motif d'adopter l'état populaire, qui favorise chez les plus humbles les ambitions les plus élevées ? Il n'est donc pas vrai, conclut Dupin, que la vertu soit le principe de la république, et le désir des distinctions, celui de la monarchie (3). Mais cette hypothèse, — d'ailleurs purement arbitraire, — confond le *principe* avec l'*origine*, et la formation des États avec leur maintien actuel. Montesquieu ne prétend pas rendre compte de la genèse des gouvernements ; il définit les conditions de leur activité normale. Dupin ne comprend pas mieux que l'abbé de Bonnaire ce point de vue de l'*Esprit des lois* ; il reste opaque à ces traits de lumière rapide, ces vives et fines intuitions sur la structure des corps politiques et sur les ressorts qui les font mouvoir. Pour lui, chaque gouvernement tient tout entier dans une formule scolastique : la monarchie suppose le transfert au souverain des droits qui appartiennent à tous les individus dans l'état de nature ; on ne peut lui assigner d'autre principe que la soumission volontaire ou forcée (4).

(1) T. I, chap. III, pp. 108 sqq.

(2) T. I, chap. III, pp. 94-95.

(3) T. I, chap. III, pp. 113, 115.

(4) T. I, chap. VIII, pp. 368-369.

Pénétré de tels sentiments sur l'autorité royale, Dupin était mal préparé à goûter les chapitres historiques de l'*Esprit des lois* : une thèse qui restreignait au profit de la noblesse les droits primitifs de la royauté, heurtait ses convictions de bourgeois monarchiste : « Vit-on jamais un chef de société être dépouillé de la puissance, de la force et de l'autorité nécessaires pour contraindre à l'obéissance, à la soumission et à l'exécution des lois et des autres choses qui peuvent intéresser l'avantage et la conservation de cette société (1) ? ». Dupin est si réfractaire au prestige des anciens Germains qu'il conteste même l'origine germanique des Francs : ne leur a-t-on pas assigné les lieux d'origine les plus divers, depuis la Scandinavie jusqu'à l'ancienne Troie (2) ? Du moins il tient pour assuré qu'à l'époque de leurs invasions, Francs et Goths s'étaient déjà civilisés au contact de l'Empire : Clovis n'était pas un barbare, et Théodoric passait en délicatesse les princes les plus raffinés : « Ni les temps de l'ancienne Grèce, ni les temps modernes de l'Europe, n'offrent rien de plus poli dans les manières, de plus décent dans les mœurs, de plus affable dans la société, de plus grand et de plus majestueux sur le Trône » que ce monarque visigoth (3). Muant en nations policées les « peuples simples, pauvres, libres, guerriers, pasteurs » de Montesquieu, Dupin les imagine sans peine, une fois établis dans les Gaules, appropriant à leur usage les institutions les plus compliquées de l'Empire romain, entre autres les bénéfices militaires, source lointaine de la féodalité (4), et le système fiscal (5). Sur ce dernier point, capital pour lui, Dupin prodigue les détails et va jusqu'à

(1) T. III, chap. xxx, pp. 287-288.

(2) T. III, chap. xxx, pp. 279, 281.

(3) T. III, chap. xxx, p. 323. (Il s'agit de Théodoric II, roi des Visigoths, et non de Théodoric, roi des Ostrogoths, qui régna sur l'Italie.)

(4) Cf. t. III, chap. xxx et xxxi.

(5) Cf. t. III, chap. xxxiii et xxxiv.

discerner, dans les temps mérovingiens, « une imposition dans le goût de la Dîme Royale de M. de Vauban (1). » Avec le droit de lever tribut, il reconnaît aux rois Francs la plénitude de ce droit de justice que Montesquieu leur refusait en partie : « Si dans ces temps quelques seigneurs laïcs ou quelques Églises ont possédé des justices, ce n'a été que par des concessions et des grâces particulières, le Roi dérogeant à cet effet au droit général et commun » (2). Les monarques, en concédant des terres, n'entendaient pas aliéner leur souveraineté ; c'est l'usurpation qui dépouilla la royauté des attributs de sa puissance, reconquis ensuite peu à peu par l'habileté des Capétiens. On reconnaît dans ces idées l'influence de Dubos, que l'auteur cite fréquemment et défend avec conviction : le dernier chapitre des *Observations* est une apologie du livre si fort maltraité par Montesquieu. Apologie parfois judicieuse contre les vivacités du grand écrivain (3) ; mais une prévention au moins égale aveugle Dupin sur les erreurs de l'abbé monarchiste et roturier. C'est qu'« il faut que les réflexions sur le passé aient le présent pour objet, sans quoi elles seroient très inutiles, surtout dans un livre d'œconomique et de législation (4). » Or, le livre de Dubos avait à cet égard un grand avantage : il montrait l'inexistence des prétendues lois fondamentales de la monarchie, et la légitimité en France du pouvoir absolu. Dupin le remarque expressément (5), et cette réflexion finale, si elle trahit sa partialité,

(1) T. III, chap. xxxiii, p. 405, note. Cette imposition était, selon Dupin, un tribut en nature, substitué par les Mérovingiens aux tributs en espèces. (Chap. xxxiii, pp. 404-405.)

(2) T. III, chap. xxxv, p. 481.

(3) Ainsi, Dupin a su rappeler que Dubos ne nie pas complètement le rôle de la violence dans l'établissement des Francs en Gaule. (T. III, chap. xxxvi, p. 493.) Mais ne fallait-il pas convenir qu'il le réduit à l'excès ?

(4) T. III, chap. xxxiii, p. 413.

(5) T. III, chap. xxxvi, pp. 512, 514.

montre qu'il a su comprendre la portée politique du débat.

Le financier annonçait, dans son *Avertissement*, qu'il ne tirerait son ouvrage qu'à un petit nombre d'exemplaires, destinés à quelques amis (1) ; l'influence des *Observations* resta donc nécessairement très faible ; on pourrait même l'estimer nulle, si Voltaire n'avait voulu les lire (2), et enrichir de leur érudition son *Commentaire sur l'Esprit des lois*. Et pourtant, sans les outrances ridicules de la forme, la critique de Dupin eût été faite pour éveiller des sympathies. Elle touche certains points vulnérables du livre ; elle souligne des défauts, qui, apparents ou réels, devaient nuire à l'action, sinon au succès de *l'Esprit des lois*. L'aversion de Dupin pour Montesquieu ne tient pas seulement à des causes personnelles ; elle dénote chez lui des tendances politiques bien accusées, un goût pour l'égalité civile et l'unité de pouvoir qui devait s'affirmer chez quelques-uns des génies les plus puissants du siècle. Il a fait à sa manière œuvre de précurseur, reconnu grossièrement les voies par où devaient passer plus tard des attaques plus habiles et plus heureuses. Aussi voit-on sans surprise l'hommage que lui rendit tardivement le fils de d'Argenson. L'exemplaire des *Réflexions*, conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal, porte ces lignes, de la main du marquis de Paulmy :

« ...Je me suis avisé de lire ce livre que je ne regardois que comme une piece rare et ridicule ; je me suis convaincu de deux vérités. La première qu'il s'en faut de beaucoup que ce livre soit mauvais en totalité et l'autre

(1) Il y en eut 24 selon Voltaire. (*Commentaire sur l'Esprit des lois*, Œuvres [196], éd. Garnier, t. XXX, p. 406.)

(2) Voir deux lettres de Voltaire à M^{me} Dupin, l'une sans indication d'année, l'autre du 19 janvier 1771, dans le *Portefeuille de M^{me} Dupin* [515], pp. 324-325, 325-326. (La première, qui, d'après la teneur, est de beaucoup antérieure à l'autre, fait peut-être allusion aux *Réflexions*, non aux *Observations*.)

que l'auteur a donné une grande preuve de sagesse en le supprimant. Mais pourquoi a-t-il défféré aux avis de ses amis qui le lui conseilloyent ? C'est parce qu'ils ont senti que l'enthousiasme qui portoit à faire trouver cet ouvrage divin étoit trop fort et qu'un homme qui combattroit avec autant de force que faisoit M. Dupin se feroit jeter la pierre par [dans ?] toute l'Europe. Effectivement M. Dupin critiquoit le livre avec trop d'amertume et trop peu de ménagements ; mais au fond la plus part de ses critiques sont très justes et bien raisonnées elles sont clairement et purement écrites.

M. Dupin a raison dans tout ce qu'il reproche au président sur la nature des gouvernements, sur l'influence (*sic*) des climats sur les mœurs et par conséquent sur les Loix, enfin sur la constitution de l'Angleterre.

Il n'y a que lorsque M. Dupin parle de finance et de commerce, qu'il paroît trop se souvenir qu'il est fermier général, mais en général, il y a d'excellentes choses dans cette critique, et puisque je possède cet exemplaire d'un livre presque unique, je le conserverai précieusement. il m'apprendroit si je ne le sçavois pas d'ailleurs que l'on auroit grand tort de placer le buste de M. le président de Montesquieu parmi ceux des écrivains qui ont été utiles au maintien de la monarchie françoise (1). »

Il y a sans doute quelque excès dans ce repentir d'un homme qui, une trentaine d'années auparavant, avait condamné les *Réflexions* sans les lire (2). Mais la note

(1) Cette note, que nous reproduisons presque intégralement, a été inscrite par le marquis de Paulmy sur une feuille de garde des *Réflexions*, où nous l'avons relevée. Le texte en avait été imprimé déjà dans la notice sur Dupin, publiée par du Plessis. (Cf. *Bulletin du Bibliophile* [520], mai 1859, pp. 316-317.) Ce jugement sur les *Réflexions* peut s'appliquer aux *Observations*, qui n'en diffèrent presque pas, et qui ne figurent pas au Catalogue du marquis de Paulmy. — Sur l'opinion de ce seigneur, relative à Montesquieu, voir encore ci-après, dans la suite du présent chapitre.

(2) Le marquis l'indique au commencement de sa note, en faisant allusion à un jugement qu'il avait inscrit sur le Catalogue de sa Bibliothèque, à l'article des *Réflexions*, sous l'effet d'un préjugé « transmis il y a trente ans ». Toutefois, le « jugement » lui-même ne fut rédigé qu'après la mort de Dupin ; en voici la teneur :

aide à concevoir, ce semble, l'influence que Dupin aurait pu prendre, et les raisons qui l'en ont privé. Son échec fut tout personnel, et pour ainsi dire accidentel ; il montre la déconvenue d'un antagoniste maladroit, nullement l'impuissance d'une doctrine que l'avenir devait venger de cette sorte d'avortement.

L'acrimonie des *Observations* ne se retrouve pas dans un commentaire qui parut en 1758, sous le titre d'*Analyse raisonnée de l'Esprit des loix* (1). L'analyste, Pecquet, fait preuve d'une modération conciliante et presque timide : il voudrait accepter l'*Esprit des lois*, et, loin d'en forcer les hardiesses, semble plutôt désireux de l'adoucir et de l'émousser. Mais sa sympathie ne s'étend point aux théories politiques. Sur la nature et les principes des gouvernements, Pecquet contredit souvent Montesquieu et ne le comprend pas toujours. Comme Dupin il rejette la distinction entre la monarchie et le despotisme, et corrige la peinture sinistre des gouvernements orientaux : en Turquie, les Mouftys et les Janissaires balancent le pouvoir des sultans ; la Perse et le Japon reconnaissent des lois ; et l'« on ne doutera pas qu'à la Chine, il n'y ait un dépôt de Loix confié, pour l'interprétation et pour l'application, à différens Ordres de Mandarins (2). » Pecquet regarde donc « cette espèce distincte... comme un être de raison », et définit simplement le despotisme : « l'abus du pouvoir Monar-

« Ces réflexions sont de M. Dupin, fermier général, mort en 1769, homme de quelque mérite pour son état, mais incapable d'avoir saisi l'esprit de l'Esprit des lois. Aussi, sa critique a-t-elle été jugée mauvaise par ses amis mêmes qui lui conseillèrent de ne la pas faire paraître. [Première rédaction, raturée : aussi sa critique est-elle déraisonnable.] Il la fit imprimer chez luy et à ses frais et donna les premiers exemplaires à ces messieurs qui lui conseillèrent de supprimer ce bel ouvrage... (Première rédaction, raturée : à ses amis les plus intimes, mais ceux ci luy conseillèrent de supprimer ce bel ouvrage. ») (Catalogue du marquis de Paulmy, jurisprudence, ms. Arsenal 6. 281 [15], n° 436, p. 81.)

(1) La même année, parut du même auteur un *Esprit des Maximes politiques, pour servir de suite à l'Esprit des loix*, 2 vol. in-12. Mais il n'y est question que de politique extérieure.

(2) *Analyse* [61], § 2, p. 29. Cf. pp. 28, 30.

chique » (1). Mais si le despotisme est l'abus, quelle est la règle légitime ? Pecquet admet la nécessité des lois fondamentales (2), mais il ne conçoit pas le rôle de ces corps intermédiaires qui en sont, pour Montesquieu, les défenseurs naturels (3). Il ne voit pas pourquoi la puissance du clergé convient à la monarchie plus qu'à la république (4) ; il n'accepte le droit de remontrance qu'en le limitant étroitement (5), et va jusqu'à légitimer les commissions extraordinaires qui arrachaient au Parlement le moins contestable de ses pouvoirs (6). Sur la noblesse, il reprend Montesquieu avec une inquiète minutie :

« M. de Montesquieu s'exprime-t-il assez exactement quand il dit que *le pouvoir intermédiaire subordonné, le plus naturel est celui de la Noblesse* ? Les Seigneurs possédans des Fiefs nobles, sont la seule partie du corps de la Noblesse dans laquelle on puisse supposer quelque pouvoir intermédiaire subordonné, au moyen des justices qui leur sont attachées.

Il ne s'agit pas d'examiner, si ce seroit un bien ou un mal de retirer ces droits de justice, pour les faire rentrer dans leur premier dépôt, qui a été le Monarque, mais je ne conviens pas avec notre Auteur, que ce fût rapprocher le Monarchique du Despotique, puisque les Loix fondamentales par lesquelles le Monarque gouverne, ne subsisteroient pas moins, et que l'espèce de distraction qui a été faite sur cela n'a jamais fait partie des Loix fondamentales. Il ne resteroit donc qu'à savoir si la justice seroit exercée plus ou moins bien, plus ou moins avantageusement pour les Peuples. Peut-être ce pouvoir intermédiaire leur est-il beaucoup plus lourd et

(1) *Ibid.*, p. 30.

(2) § 5, p. 63.

(3) Cf. § 5, pp. 62 sqq. ; 66.

(4) § 5, pp. 64, 66.

(5) § 5, pp. 66-67.

(6) § 5, p. 67.

plus à charge que s'il étoit rentré dans les mains du Monarque (1) ».

Cette dernière remarque est justifiée peut-être par l'état des juridictions seigneuriales en 1758 ; mais Pecquet ne sent pas que, pour Montesquieu, le droit de justice n'est qu'une partie de l'autorité de la noblesse, autorité morale plus encore que légale, et qui oppose au despotisme les forces d'opinion. Ne trouvant que vaines distinctions dans la théorie des « principes » (2), il ne voit pas comment la noblesse, par le culte de l'honneur, concourt au maintien de la loi. Au reste, les chapitres historiques de l'*Esprit des lois* auraient pu l'éclairer sur la légitimité des justices, s'il n'avait pris le parti de les négliger comme « une espèce de corps étranger » dans l'ouvrage (3). Sa critique sensée, mais superficielle, n'a pas pénétré l'unité de la pensée de Montesquieu. Ses préférences semblent acquises à un idéal de monarchie réglée, mais absolue, où les lois fondamentales n'aient d'autre garantie que la sagesse du prince et de ses ministres ; elles l'apparentent à Dupin, plutôt qu'à Montesquieu. Malgré l'admiration qu'il professe pour un livre justement réputé « Chef-d'œuvre de génie » (4), il ne s'en est point assimilé la substance politique.

Quelques années plus tard, les *Observations* de Crevier (5) mêlaient à des éloges imprécis des critiques pointilleuses. « Le lourd Crevier, pédant crasseux et vain », « mauvais auteur d'une histoire romaine et d'une histoire de l'Université », s'efforça de prouver dans un libelle que Montesquieu n'était pas chrétien (6) : ainsi parle Voltaire, et de fait, le savoir de Crevier paraît bien

(1) § 5, pp. 62, 64.

(2) § 2, pp. 26-27 ; § 5, p. 60.

(3) *Analyse* [61], *Avertissement*, p. xiv.

(4) *Ibid.*, p. v.

(5) Parues en 1764 ; l'*Approbation* est datée du 7 mai 1763.

(6) *Les Chevaux et les Anes ou Etrennes aux Sots* (1761), *Œuvres* [196], éd. Garnier, t. X, p. 134 et note, — ladite note ajoutée en 1764.

pédantesque, sa dévotion bien timorée. S'il consent à louer le « style enchanteur » de Montesquieu, et même « les principes d'équité, de douceur et d'humanité, qui regnent dans tout l'ouvrage (1) », il se montre surtout choqué par l'inexactitude de son érudition, et par les « atteintes », qu'il porte « à la Religion et à la Morale » (1). Mais ces « atteintes » se ramènent à des péchés d'omission. En effet, Crevier n'admet pas que la politique puisse constituer une discipline positive, distincte de la morale et de la théologie, et toute indépendance à cet égard lui paraît une offense. « Qu'est-ce qu'un ouvrage, s'écrie-t-il, où l'on cherche le principe de toutes les Loix, et où le Droit naturel est réduit presque à rien ; où la règle des mœurs est assujettie aux influences du climat ; où la vertu et le vice ne sont jamais considérés en eux-mêmes, mais mesurés sur les rapports d'utilité ou de désavantage avec la nature du Pays et du Gouvernement ; où la Religion est traitée comme la Morale, n'entrant pour rien dans la construction du système, et regardée comme un simple accessoire, indifférent en soi, et variable suivant les circonstances (3) ? » Parce que Montesquieu n'absorbe pas la politique dans la morale, Crevier le taxe d'immoralité ; il l'accuse de subordonner la vertu aux exigences des gouvernements, d'en restreindre l'obligation aux républiques, de réduire les devoirs de l'homme aux seuls devoirs du citoyen (4). Censure confuse et mal fondée, puisque — on l'a déjà remarqué — c'est la nécessité pratique de la vertu, et non pas son mérite propre, que Montesquieu fait varier selon les formes de gouvernement : il parle en politique dans un traité de politique, mais Crevier lui reproche toujours de n'avoir pas écrit un traité de morale. Aussi le blâme-t-il sévè-

(1) *Observations* [43], *avant-propos*, p. 2.

(2) *Ibid.*, p. 4.

(3) *Observations* [43], *Avant-Propos*, pp. 4-5.

(4) *Ibid.*, seconde partie, pp. 179, 182.

rement d'exclure la vertu des monarchies (1). Quant aux sympathies de Montesquieu pour le gouvernement anglais, il y discerne l'aveu d'un coupable mépris pour la France (2). C'est dans l'énumération de pareilles « atteintes » à la religion et aux mœurs, que consistent les observations philosophiques de Crevier. Pour les discussions érudites qui les précèdent, elles témoignent d'un savoir étendu mais d'un esprit étroit ; Crevier relève maints « défauts d'exactitude dans les faits historiques et dans l'interprétation des textes (3) » ; il n'en montre pas les conséquences pour la valeur des doctrines de Montesquieu. C'est ainsi qu'il l'accuse d'avoir mal compris Tacite, et restreint à l'excès le pouvoir des rois Francs, mais ne tire de ces remarques aucune conclusion politique. Quand sa critique n'est pas faussée par l'esprit de système, elle est rétrécie par des habitudes de pédant myope et vétilleux.

Les reproches de Crevier, survenant en 1764, semblent un écho tardif de la diatribe du *Gazetier* ; mais l'auteur y joint des ménagements, soit par modération naturelle, soit par égard pour une gloire difficile à contester. Leur injustice attira poutrant une brève, mais mordante réplique de la part de François Richer qui, en 1767, réédita l'*Esprit des lois* avec un *Avertissement* (4). Cette préface, — qui fut souvent réimprimée dans la suite, — mentionnait dédaigneusement les *Observations* de Crevier et montrait en quelques pages spirituelles et précises, leur pédantisme, leur étroitesse et leur inanité (5). Richer prouvait notamment, avec textes à l'appui, que Mon-

(1) *Ibid.*, seconde partie, pp. 182 sqq.

(2) *Ibid.*, *Avant-Propos*, pp. 8-9.

(3) Titre de la première partie des *Observations* de Crevier.

(4) Édition de Londres (Paris), 1767. (Cf. Quérard, *France Littéraire*, t. VI, p. 239.)

(5) Cf. l'*Avertissement*, dans l'édition des *Œuvres de Montesquieu* [29], Londres, 1777, t. I, pp. 2, 16. Une grande partie de l'*Avertissement* est consacrée à réfuter les critiques qu'un publiciste hollandais, Elie Luzac, avait insérées dans l'édition de l'*Esprit des lois* d'Amsterdam, 1759.

tesquieu n'était ni le fanatique de la constitution anglaise, ni le contempteur du gouvernement français (1). Au surplus, malgré cette escarmouche et les railleries de Voltaire (2), le livre de Crevier ne semble pas avoir attiré l'attention : il aurait fallu plus de talent pour renouveler des griefs usés, auxquels bien des apologistes avaient déjà répondu. Dès longtemps, en effet, les admirateurs de Montesquieu proclamaient, avec une autorité croissante, la bonté de son œuvre et la pureté de ses intentions.

Même le commentaire anodin de l'abbé de La Porte avait, à son apparition, suscité deux répliques : l'une, vive et superficielle, par Boulenger de Rivery ; l'autre, celle de Ristean, plus solide et plus appuyée. Mais le procédé commun de ces deux auteurs consiste à discuter point par point l'ouvrage de leur adversaire et, de la sorte, ils participent à l'un de ses défauts, le manque d'ampleur dans les vues ; ils rectifient ses erreurs sans élargir sa méthode, et leur procédé fragmentaire ne leur permet pas d'embrasser le dessein d'ensemble de l'*Esprit des lois*. Boulenger de Rivery porte dans son *Apologie* (3) une intransigeance un peu téméraire : il se refuse à reconnaître « une seule contradiction dans l'*Esprit des Loix* (4) » ; mais il rétablit souvent, contre les interprétations forcées de l'abbé de La Porte, le sens véritable du texte de Montesquieu. Il le justifie sur les climats (5), et l'approuve sur le principe de la monarchie : l'honneur est un garant plus sûr qu'une vertu tout idéale (6). Bon

(1) *Avertissement*, dans les *Œuvres* de Montesquieu [29], Londres, 1777, t. I, pp. 13-14.

(2) M. Crevier « s'efforce de prouver que Montesquieu n'était pas chrétien. Voilà un beau service que cet homme rend à notre religion, de chercher à nous convaincre qu'elle était méprisée par un grand homme. La monture de Bathos paraît assez convenable à ce monsieur ». (Voltaire, note à la *Satire les Chevaux et les Anes*, *Œuvres* [196], t. X, p. 134.)

(3) Parue à Amsterdam, 1751.

(4) *Apologie* [37], p. 123.

(5) *Ibid.*, pp. 49 sqq ; 121-122.

(6) *Ibid.*, pp. 85-86.

chrétien, bon monarchiste, ayant à cœur « le bien général, le bonheur des hommes, et le suprême avantage du Prince et du Peuple (1) », telles sont les seules impressions d'ensemble qu'il nous laisse sur Montesquieu.

Avec plus de logique, de vigueur et de netteté, Ristean s'attache plus étroitement encore aux détails : sa *Réponse* (2) est surtout une explication littérale des passages que l'abbé de La Porte faussait comme à plaisir. Mais s'il insiste beaucoup sur la théorie des climats, il parle peu des gouvernements (3). Sa Défense prouve qu'il a lu l'*Esprit des lois* avec une sympathie judicieuse ; elle ne montre pas le profit général qu'il en a retiré.

Contre l'assaut des Jansénistes, Montesquieu se défendit lui-même avec habileté ; mais l'outrance de ces adversaires provoqua d'autres réactions. Le sarcastique *Remerciement* que Voltaire dédiait au Gazetier, en 1750, est bien plus une satire des *Nouvelles Ecclésiastiques* qu'une apologie de l'*Esprit des lois* ; même, parmi les traits dont il perce le fanatisme, il glisse, toujours homme de lettres, quelques pointes à l'adresse de Montesquieu :

« Vous ne vous amusez pas, monsieur, dit-il au Gazetier, à examiner le fond de l'ouvrage sur les lois, à vérifier les citations, à discuter s'il y a de la justesse, de la profondeur, de la clarté, de la sagesse : si les chapitres naissent les uns des autres, s'ils forment un tout ensemble ; si enfin ce livre, qui devrait être utile, ne serait pas par malheur un livre agréable (4). »

D'autres défenseurs furent plus sincères. Une réfutation des *Nouvelles Ecclésiastiques*, imprimée en 1765

(1) *Apologie* [37], pp. 127-128.

(2) *Parue en 1751* [63].

(3) Montesquieu, dans une lettre à Ristean (19 mai 1751), fait allusion à des doutes de son correspondant sur la réalité du gouvernement despotique. (*Cor.* [32], t. II, p. 367.) Nous n'en trouvons pas l'expression dans l'ouvrage de Ristean.

(4) *Remerciement sincère à un homme charitable*, 1750. (*Œuvres* [196], t. XXIII, p. 457.)

dans les *Variétés* de Sablier (1), mais écrite une quinzaine d'années plus tôt, reproche au journaliste de dénaturer la pensée de Montesquieu, notamment sur la monarchie : « Il n'a point été dit que, pour rendre un gouvernement Monarchique parfait, il falloit qu'il fût destitué de vertu : mais que ce n'est point la vertu qui en est le mobile. Le critique suppose toujours des principes à l'Auteur des Loix, pendant que celui-ci ne donne que des réflexions (2) ».

Au reste, cette brève apologie, tardivement publiée, ne dut ni servir ni compromettre la cause de Montesquieu. On n'en peut dire autant d'une autre pièce, parue au plus fort de la polémique, quand le *Gazetier*, refusant de se tenir pour battu après la *Défense de l'Esprit des lois*, eut renouvelé en 1750 ses accusations d'impiété (3). Sa seconde critique, qui n'ajoutait rien à la première, fut dédaignée par le grand écrivain ; mais le protestant La Beaumelle fit imprimer à Berlin une *Suite de la Défense de l'Esprit des Loix*. Fervent admirateur de Montesquieu, il voulait le justifier sur tous les points, sur la distinction des trois principes (4) comme sur la religion ; malheureusement son imprudence égala son zèle. Comme protestant et rationaliste, il goûtait dans l'*Esprit des lois* ce qui offensait le plus vivement les scrupules du *Gazetier* ; au fond, défenseur et détracteur s'accordent sur le sens de l'ouvrage, mais où le dernier se scandalise, La Beaumelle applaudit et renchérit. Sur le monarchisme, le célibat, les rapports de la religion et du gouvernement, son approbation indiscrete force la

(1) *Variétés sérieuses et amusantes* [67], t. I, seconde partie, pp. 23, 40.

(2) *Variétés* [67], p. 30. — Mentionnons en passant, sur la question des trois « principes », un *Eclaircissement* paru dans le *Mercur* [469] de juillet 1751. (Pp. 33, 39.) L'auteur anonyme de cette pièce accepte l'attribution spéciale de l'honneur aux monarchies ; mais il se refuse à faire une différence de nature entre la vertu et l'honneur, qui n'est que la vertu connue. (P. 39.)

(3) *Nouvelles Ecclésiastiques* [470], 24 avril et 1^{er} mai 1750.

(4) Cf. *Suite de la Défense* [55], pp. 10, 13.

pensée de Montesquieu : ainsi, l'*Esprit des lois* avait dit que, chez les peuples du Nord, la religion protestante « qui n'a point de chef visible convient mieux à l'indépendance du climat que celle qui en a un (1) ». Son apologiste traduit : le catholicisme est plus conforme à la monarchie, parce que « la foi aveugle conduit à l'obéissance passive » (2). Il dépouille toutes les audaces des précautions dont l'auteur les avait feutrées. On conçoit que les *Nouvelles Ecclésiastiques*, répondant à la *Suite de la Défense*, la présentent comme un aveu, — et d'autant plus triomphalement qu'elles l'attribuent à Montesquieu lui-même.

« L'Auteur, écrivait le *Gazetier*, nous donne gain de cause sur tous les points. Loin de se tirer du borbier où nous l'avions laissé, il s'y enfonce de plus en plus (3). »

Montesquieu, ami de son repos, désavoua publiquement l'ouvrage (4), et fit sentir à La Beaumelle qu'il ne se souciait guère d'être ainsi défendu (5). Le même auteur lui donna des éloges moins compromettants dans cinq *Lettres sur l'Esprit des loix*, publiées au tome troisième des *Opuscules* de Fréron (6). Ces louanges, d'une emphase un peu creuse, définissaient justement la qualité morale de l'inspiration de Montesquieu : « On voit en lui, s'écriait La Beaumelle, l'homme de goût, l'homme de société, l'homme d'État, et ce que j'estime encore plus, l'ami, le réformateur du genre humain (7). »

(1) *Esprit des lois* [28], livre XXIV, chap. v. (T. III, p. 69.)

(2) *Suite de la Défense* [55], p. 44.

(3) *Nouvelles Ecclésiastiques* [470], 4 juin 1752, p. 91.

(4) Sa déclaration à ce sujet parut en un placard imprimé. On en trouve un exemplaire dans un *Recueil de pièces* de la bibliothèque Mazarine, 12.222 B. Voir les lettres de Montesquieu à Guasco, 4 octobre 1752 (*Cor.* [32], t. II, pp. 443-444), et à La Beaumelle, du 24 février 1753 (*Cor.* [32], t. II, pp. 453-454).

(5) Cf. Montesquieu à La Beaumelle, lettre du 4 juin 1752. (*Cor.* [32], t. II, p. 449.)

(6) Une note de la lettre V nous apprend que « M. de La Beaumelle a écrit ces lettres à Copenhague, où il étoit professeur de belles-lettres et de langue françoise ». (*Opuscules* [50], t. III, p. 416.)

(7) Lettre I, *Opuscules* [50], t. III, pp. 389-390.

C'est l' « esprit de philanthropie » (1) (*sic*) que ces Lettres exaltent surtout dans l'ouvrage de Montesquieu, qu'elles rangent, avec le *Télémaque*, l'*Histoire* de Rollin, et les *Feuilles Politiques* de Gordon (2), parmi les écrits les plus capables d'éclairer les princes et de servir l'humanité. Mais l'analyse des doctrines fait défaut ; La Beaumelle se contente d'admirer la profondeur de l'*Esprit des lois*, donnant pour exemples le tableau de la constitution anglaise (3) et la théorie des trois principes :

« ...Les trois principes qu'a découverts notre auteur, la Vertu dans les républiques, l'Honneur dans les monarchies, la Crainte dans le despotisme, qu'est-ce autre chose, que l'intérieur de la machine politique de l'Univers ? (4) »

L'éloge est plus sonore que précis. Seule, la dernière lettre fournira quelques indications sur la méthode de Montesquieu, qui « ne se décide pour aucune sorte de gouvernement », mais « examine et pèse les avantages et les inconvénients de tous ceux qui sont connus... ; en développe les objets, en présente les divers principes, et en recherche les conséquences naturelles ; il ne se passionne que pour le bien public (5). » La prédilection du philosophe pour l'équilibre des gouvernements tempérés, son éloignement pour la liberté extrême, sa haine pour la tyrannie, tous ces traits, rapidement crayonnés dans la lettre finale, complètent une esquisse sommaire, mais non pas inexacte, de la physionomie de Montesquieu. La Beaumelle ne trahit ni ne précise les doctrines de l'*Esprit des lois* ; il dit son admiration pour un génie, sa sympathie pour une âme ; il tient d'une « appréhension molle et lâche » une œuvre qu'il faudrait

(1) Lettre II, *ibid.*, p. 395.

(2) Lettre II, *ibid.*, p. 401.

(3) Lettre III, *Opuscules* [50], t. III, pp. 406 sq.

(4) Lettre III, *ibid.*, p. 408.

(5) Lettre V, *ibid.*, p. 414.

serrer de près : ce défaut nous paraîtra commun à presque tous les panégyristes.

Ainsi les poèmes de circonstance qu'inspira la mort de Montesquieu sont désespérément conventionnels et fades. Dans le *Mercure*, un anonyme consolait le fils de l'écrivain :

Digne fils d'un illustre pere,
Je viens avec toi le pleurer... (1).

L'*Année littéraire* publiait une *Epitaphe* due à ce même Bonneval qui avait raillé l'*Esprit des lois*. Le « confus assemblage » qui jadis excitait sa verve lui semblait désormais admirable de « force » et d'« harmonie » :

On y voit les profonds mystères
Des Législateurs des États ;
Leurs loix ne sont point arbitraires
Des temps, des mœurs et des climats
Elles sont toutes tributaires.
On voit de tout Gouvernement
Et le ressort et le mobile ;
Style serré, rien d'inutile :
Quelle vigueur de jugement (2) !

Dans un poème aussi vague et plus emphatique, Turbon, s'adressant aux rois de la terre, leur rappelait les services de Montesquieu :

C'est de vos droits sacrés le défenseur fidèle,
C'est l'ami de l'humanité ;
Il nous parla pour vous, il vous parlait pour elle,
Et tout seroit heureux, si tout l'eût écouté (3).

(1) *Mercure de France* [469], novembre 1755, p. 69. (*Vers de M. de *** sur la mort de M. de Montesquieu, à M. de Secondat.*) La pièce est, d'ailleurs, parfaitement vide.

(2) *Année littéraire* [453], 1755, t. I, p. 286.

(3) *Sur la mort de M. de Montesquieu*, dans le *Conservateur* [455], octobre 1758, p. 224. Turbon associe à son deuil même les nègres d'Afrique :

Malheureuse contrée, Afrique où tout effraye,
Et de l'humanité paroît être la playe,
Que tes noirs habitans te remplissent de cris !

Monarchiste aux yeux de Turbon, Montesquieu l'est aussi pour l'avocat Le Febvre de Beauvrai, qui inséra son éloge funèbre dans le *Journal de Verdun*. *L'Esprit des lois* lui fait voir l'homme

Adoucissant ses mœurs, ayant besoin de loix,
Et pour son plus grand bien, reconnaissant des Rois (1).

De plus, l'ouvrage de Montesquieu a confondu l'irrégion :

L'Esprit des loix paroît : et dévoré d'ennui,
L'Incrédule se trouble, et se tait devant lui (2).

Ainsi, de la lecture de *l'Esprit des lois*, Le Febvre de Beauvrai a su retenir un enseignement pratique, un conseil d'attachement à l'ordre établi ; mais c'est dans un autre ouvrage qu'il devait préciser ces indications (3) ; elles se perdent ici parmi des banalités déclamatoires sur la « tendresse de père », le « vertueux dessein » et « le sublime génie » du héros.

Les éloges en prose, plus substantiels, ne sont guère plus explicites sur la politique de Montesquieu. C'est l'ampleur et la variété de ses recherches, la générosité de son inspiration, qu'ils font ressortir de préférence à propos de *l'Esprit des lois*. Des théories sur la balance des pouvoirs et les corps intermédiaires, ils parlent peu ou point ; mais quelques auteurs ont su dire ce que la méthode de Montesquieu, son effort pour soumettre à une explication rationnelle le chaos des législations, avait de grand et de nouveau.

« Nous sçavions sans doute avant lui, lisait-on dans *l'Année littéraire*, que tel ou tel peuple se conduisoient de telle et telle manière ; mais nous ignorions pourquoi

(1) *Eloge funèbre de M. le Président de Montesquieu*, dans le *Journal historique sur les Matières du tems* [472], vol. 78, octobre 1755 p. 289.

(2) *Ibid.*, p. 290.

(3) Voir ci-après, au chap. ix.

ils avoient préféré telle forme de gouvernement à telle autre, quel étoit l'esprit qui avoit donné naissance à leur constitution, et qui la maintenoit, de quelle source découloient tant de loix différentes, générales et particulières, dont il débrouille le cahos, tant d'usages contraires, tant de réglemens bizarres en apparence, dont il nous explique le principe et la raison (1). »

De même, le chevalier de Solignac admire la vaste portée et la sagacité profonde de l'ouvrage de Montesquieu. Dans la confusion des lois, des mœurs, des intérêts politiques, Montesquieu introduit un principe de clarté ; il explique « tout le mécanisme du monde moral », « il fait à peu près ce que font de nos jours les plus sçavantes Académies, qui rassemblent tous les phénomènes particuliers de la nature, dont la réunion sous un seul point de vue, servira peut-être un jour à deviner le vrai système de l'univers (2). »

Le rapprochement est suggestif ; mais au lieu de le pousser à fond, Solignac tourne court, et continue l'éloge par quelques détails biographiques, mêlés de réflexions banales et de regrets sur la perte d'« un génie sublime devenu l'Oracle de l'humanité (3). »

L'éloge de Maupertuis (4), plus personnel, ajoute aux louanges rituelles certaines critiques où s'affirment l'esprit mathématique et la philosophie utilitaire de l'auteur (5). Ce n'est pas que Maupertuis répugne aux

(1) *Année littéraire* [453], 1755, t. I, p. 280. L'article, anonyme, n'est pas sans rappeler, par le fond et par l'accent, les cinq *Lettres* de La Beaumelle. (Voir aussi, dans les *Lettres sur quelques écrits de ce tems* [466], t. IV, pp. 145 sqq., du 18 décembre 1750, à propos de la publication de *l'Esprit des lois*, un article où l'originalité de Montesquieu est indiquée de la même manière, assez juste, mais très générale.)

(2) *Eloge historique de M. le Président de Montesquieu. Prononcé à la Séance publique du vingt octobre 1755. Par M. le Chevalier de Solignac* (Extrait des *Mémoires de la Société Royale de Nancy*) [68]. Pp. 270-271.

(3) *Ibid.*, p. 277.

(4) *Eloge de M. de Montesquieu*, par M. de Maupertuis [59]. « Cet éloge a été lu dans l'Assemblée publique de l'Académie Royale des Sciences de Berlin, le 5 juin 1755 », dit une note en première page.

(5) Maupertuis regrette, par exemple, que Montesquieu n'ait pas posé le problème de la législation sous cette forme : « Une multitude

doctrines de Montesquieu. La seule distinction des trois principes lui semble « plus lumineuse et plus utile que plusieurs gros livres que nous avons sur le Droit Politique et sur le Droit Civil (1). » La peinture du despotisme offre peut-être « le meilleur remède ou le meilleur préservatif contre un tel mal (2) », et, de même, les réflexions sur l'égalité extrême sont une source de sagesse pour les démocraties (3). Mais ces allusions admiratives ne suffisent pas à expliquer la théorie des gouvernements ; le discours de Maupertuis nous apporte moins une instruction que des vues rapides et partielles sur un sujet supposé connu.

L'*Eloge* que d'Alembert publia, peu après la mort de Montesquieu, en tête du cinquième tome de l'*Encyclopédie* (4), se distingue de tous les autres par la clairovoyance et la profondeur ; mais il appartient encore au genre oratoire. L'auteur esquisse les grands traits d'une physionomie morale, il ne procède pas à l'examen détaillé d'un système. Toutefois, il a complété son *Eloge* par une *Analyse* de l'*Esprit des lois*, lucide dans sa brièveté ; et s'il n'y prodigue pas les jugements, la netteté seule de son exposé peut dissiper bien des critiques fondées sur l'équivoque. Il accepte la distinction de trois genres de gouvernement (5), défend Montesquieu « du reproche très injuste qu'on lui a fait » de tout ramener au climat (6), et se borne à signaler ses chapitres

d'hommes étant rassemblée, leur procurer la plus grande somme de bonheur qu'il soit possible. » (*Eloge* [59], p. 29.)

(1) *Eloge* [59], p. 34.

(2) *Ibid.*, p. 34.

(3) *Ibid.*, p. 34.

(4) Cet *Eloge* de M. le Président de Montesquieu (*Encyclopédie* [459], t. V, 1755), parut aussi dans le *Mercure de France* [469] (Nov. 1755, pp. 78, 124 ; décembre 1755, 1^{er} volume, pp. 77, 104). Il fut souvent réimprimé ensuite par les éditeurs de l'*Esprit des lois*. — D'Alembert avait déjà placé, dans le *Discours préliminaire* de l'*Encyclopédie*, une allusion flatteuse à Montesquieu : « Un écrivain judicieux, aussi bon citoyen que grand philosophe, nous a donné sur les principes des loix un ouvrage décrié par quelques François, et estimé de toute l'Europe. » (*Encyclopédie* [459], t. I, 1751, p. xxxii.)

(5) *Encyclopédie* [459], t. V, pp. viii-ix, note.

(6) *Ibid.*, p. xi, note.

sur l'histoire du droit français : « détail profond, exact et curieux, mais dans lequel il nous est impossible de le suivre (1). » C'est dans le corps de l'*Eloge* que d'Alembert caractérise la méthode de l'*Esprit des lois* et en fait sentir tout le prix. Rangeant Montesquieu à côté de Descartes parmi les génies créateurs (2), il montre l'originalité de son effort pour instituer une science de la législation, distincte de la théologie, de la métaphysique et de la morale :

« Il s'occupe moins de ce que le devoir exige de nous, que des moyens par lesquels on peut nous obliger de le remplir ; de la perfection métaphysique des loix, que de celle dont la nature humaine les rend susceptibles ; des loix qu'on a faites que de celles qu'on a dû faire ; des loix d'un peuple particulier que de celles de tous les peuples (3). »

Que l'on pût tirer de l'*Esprit des lois* des leçons singulièrement propres à la monarchie française, d'Alembert ne l'ignorait pas sans doute, mais il n'entrait pas dans son plan de le démontrer. Vers la fin de l'*Eloge* seulement, après avoir dépeint les « agréments » et les « qualités personnelles » de Montesquieu, il ajoute, comme par surcroît, cette importante indication : « Il pensoit que chaque portion de l'État doit être soumise aux loix, mais que les privilèges de chaque portion de l'État doivent être respectés, lorsque leurs effets n'ont rien de contraire au droit naturel, qui oblige tous les citoyens à concourir également au bien public ; que la possession ancienne étoit, en ce genre, le premier des titres et le plus inviolable des droits, qu'il étoit toujours injuste

(1) *Ibid.*, p. xiii, note.

(2) Cf. *ibid.*, p. xiii.

(3) *Ibid.*, p. viii. — Par l'expression assez obscure de *loix qu'on a dû faire*, il faut entendre, croyons-nous : les lois qu'on aurait dû faire, pour atteindre à la perfection dont l'humanité est susceptible. On pourrait aussi interpréter : Montesquieu s'occupe moins du contenu même des lois, que des raisons pour lesquelles on a dû les faire.

et quelquefois dangereux de vouloir ébranler (1). » Ce point essentiel pour Montesquieu, la légitimité du privilège, est à peine effleuré dans le plus instructif de tous les *Eloges* qu'on lui a consacrés.

Mais il y a dans l'écrit de d'Alembert un passage très significatif par son contenu et son accent : c'est celui que l'auteur réserve aux détracteurs de l'*Esprit des lois*. Laissant la foule des brochures dans « l'oubli où elles sont déjà plongées » (2), il prend un plaisir malicieux à rappeler les attaques des *Nouvelles Ecclésiastiques* : l'outrance grossière du Gazetier, le succès de la *Défense*, l'embarras de la Sorbonne n'osant ni absoudre ni condamner, tous ces faits habilement mis en lumière, tendaient « à la gloire de M. de Montesquieu et à l'avantage de la philosophie (3). » L'Encyclopédiste n'est pas fâché de prendre en mauvaise posture « les vénérables théologiens ». Mais le flegme ironique de son récit et son mépris sans voile pour tous les Zoïles de Montesquieu, montrent bien que leur insuccès était notoire ; d'Alembert les traite en ennemis plus ridicules que dangereux. L'admiration du public, si vive dès l'apparition de l'ouvrage, n'avait pas cédé aux manœuvres de la médiocrité envieuse, perfide, intéressée. En 1755, les *Eloges* peuvent citer l'*Esprit des lois* comme un chef-d'œuvre incontestable ; Dupin est voué à l'obscurité ; l'hostilité n'a pas désarmé, mais, en général, elle deviendra plus discrète, elle s'imposera des égards dont les premiers adversaires ne s'étaient dispensés qu'à leur dam. Vers 1760, l'*Idée du siècle littéraire présent*, parlant du « siècle » que l'*Esprit des lois* « soutient depuis plusieurs années », prévoit la défaite des assaillants devant un « monument littéraire »

(1) *Encyclopédie* [459], t. V, p. xvii.

(2) *Ibid.*, p. xiv.

(3) *Ibid.*, p. xiv.

si utile et si glorieux (1). En 1767, l'*Avertissement* de Richer commence en hymne de triomphe :

« Le livre de l'*Esprit des loix* a enfin franchi tous les obstacles que l'envie et la superstition avoient entrepris de lui opposer : toute l'Europe retentit des justes louanges dues à cet ouvrage immortel... Partout son livre est cité avec vénération, et si un auteur croit devoir, en quelque circonstance particulière, penser autrement que cet illustre écrivain, il le fait avec une réserve respectueuse ; il demande, pour ainsi dire, pardon de ce qu'il ose trouver une faute dans un livre que le genre humain a choisi pour y puiser ses instructions sur la saine politique (2). »

La même année, un auteur aussi hostile à Montesquieu que Richer lui était sympathique, Linguet doit convenir que l'acharnement des critiques a favorisé plus que desservi la gloire de l'*Esprit des lois* : « La plupart des critiques adressées jusqu'ici contre l'*Esprit des loix*, sont, ou foibles ou indécentes, et souvent l'un et l'autre. On a cru qu'il n'y avoit point de fautes, parce que celles qu'on y a voulu relever n'étoient effectivement point des fautes (3). »

Un peu plus tard, Palissot constate que « l'admiration de l'Europe semble avoir imposé silence aux détracteurs » de l'*Esprit des lois* (4). « La grande réputation de cet ouvrage, dit-il, l'exposa... aux jugemens précipités de l'ignorance et de l'envie. La saine critique n'est venue qu'après (5). » Garat, dans le même écrit où il a parlé d'une « ligue universelle » formée contre l'*Esprit des lois*,

(1) *Idée du siècle littéraire présent réduit à six vrais Auteurs* [71], pp. 19 sq. (Ouvrage attribué à Blanchet ou d'Aquin. Quérard place la publication de ce livre entre 1760 et 1769 ; d'après le passage précité, elle doit être plus voisine de 1760.)

(2) *Œuvres de Montesquieu*, Londres, 1777 [29], t. I, p. 1.

(3) *Théorie des loix civiles* [158], t. I, *Discours préliminaire*, p. 129.

(4) *Mémoires pour servir à l'histoire de notre littérature* [60], éd. de 1775. Art. *Montesquieu*, p. 164.

(5) *Ibid.*, p. 164.

déclare que, vers le milieu du XVIII^e siècle « l'empire de Montesquieu s'élevait dans celui des lois, dont il était l'oracle (1). » « Oracle » discuté souvent, mais non pas méprisé : à dater de 1760 environ, jusqu'à la fin du siècle, on pourra critiquer sévèrement les doctrines de l'*Esprit des lois*, on n'osera guère contester la gloire et le génie de son auteur.

Il est vrai que certains ennemis de la « philosophie », partisans de l'autorité en religion et en politique, purent s'alarmer d'autant plus que le succès de l'ouvrage s'affirmait durable et fécond. C'est un maître des philosophes que Crevier a voulu combattre en Montesquieu (2). Avant lui, un écrivain encore plus obscur, Rivière, avait conçu de patriotiques alarmes sur l'influence de l'*Esprit des lois* : en 1761, un livre de sa façon, l'*Ami de la Paix*, qu'il eût mieux intitulé l'*Ami des Ministres*, proclamait que « les écrits qui condamnent la manière d'opérer en Finance, et l'administration, sont des écrits mal faits, sans principes ou séditieux (3) ». Montesquieu, peu favorable à « la manière d'opérer en Finance », ne pouvait échapper à ses rigueurs. Rivière critique assez longuement ses théories financières, et l'accuse de professer en politique les principes républicains de Sydney (4). Il lui reproche son obscurité, ses bizarreries, ses paradoxes ; il s'étonne que l'*Esprit des lois* offre tant de complications : « Je le demande ici aux hommes les plus prévenus : devoit-il y avoir un livre plus clair, plus simple que celui de l'*Esprit des loix* (5) ? » A ces trouvailles de son génie, Rivière joignait l'autorité de « beaucoup de gens de lettres », qui annonçaient la chute prochaine de l'ouvrage de Montesquieu (6).

(1) *Mémoires sur M. Suard* [219], t. I, p. 100.

(2) Cf. Crevier, *Observations sur l'Esprit des Loix* [43], *Avant-propos*, pp. 6-7.

(3) *L'Ami de la Paix* [64], p. 106. (Souligné par l'auteur.)

(4) *Ami de la Paix* [64], p. 137.

(5) *Ibid.*, p. 133.

(6) *Ibid.*, p. 128.

Ces pauvretés n'émurent personne ; mais les journalistes de Trévoux y voulurent voir le commencement d'une réaction salutaire contre un livre trop séduisant. Déjà l'*Analyse* de Pecquet leur avait inspiré quelques réflexions, d'une malveillance sournoise, sur le succès de l'*Esprit des lois*, dû à l'attrait malsain d'un style artificieux et d'une morale facile (1). En 1761, le *Journal* loua Rivière de vouloir remettre en honneur, et cela contre Montesquieu, les vertus de prudence et de soumission :

« Il faut le dire, puisque c'est un fait évident, nos discussions modernes sur le Gouvernement ont pris leur source dans le livre de l'*Esprit des loix*. C'est cet ouvrage qui, avec son laconisme plein de hardiesse et avec ses axiomes dépourvus de preuves, a monté nos imaginations à l'Anglicisme. L'Auteur a pris le moment où notre curiosité, notre malignité, notre indifférence pour les bons principes, étoient dans une sorte de fermentation. Son livre énigmatique en plusieurs endroits, épigrammatique en d'autres, tranchant partout, et superficiel dans ses détails, nous a entraînés, déterminés, fixés dans des Théories de législation, dans un cercle d'observations sur tout ce qui est au-dessus de notre sphère et de notre compétence (2). »

Mais le journaliste a senti le ridicule de certaines prophéties, et il n'a garde de prédire avec Rivière que l'*Esprit des lois* cessera d'être lu avant dix ans. Si Montesquieu n'a pas fait « un bon ouvrage », il était « homme de génie ; et les traits de cette puissante et rare qualité le feront vivre dans la mémoire des

(1) *Mémoires de Trévoux* [467], juillet 1758, 1^{er} vol., art. LXXI, pp. 1693, 98.

(2) *Ibid.*, juillet 1761, 1^{er} vol., art. LXXXIV, pp. 1612-1613. — L'abbé Trublet avait dit en 1758, dans le *Journal Chrétien* : « C'est peut-être le Livre de l'*Esprit des Loix* qui, en appliquant les esprits à certains objets, a donné, pour ainsi dire, le branle au mouvement qui semble les agiter depuis quelques années. » (*Journal Chrétien* [461], 1758, t. IV, art. III, p. 55.)

hommes : il sera parlé de lui comme d'un écrivain singulier, mais qui n'avoit ni assez d'érudition, ni assez de logique pour élever l'édifice des loix (1). » Cette critique mesurée convenait mieux que les exagérations de Rivière à l'état de l'opinion en 1761.

Au reste, cet article des *Mémoires* n'annonçait pas une recrudescence d'hostilité de la part des dévots. A cette date, la neutralité de la Sorbonne correspond assez bien, ce semble, au sentiment des apologistes chrétiens sur l'*Esprit des lois* : sentiment général de réserve, nuancé, selon les personnes, de sympathie ou d'antipathie, d'inquiétude sur les dangers du livre, ou d'espoir en sa possible utilité. En 1756, l'abbé Gauchat avait repris discrètement, dans ses *Lettres Critiques*, les accusations du Gazetier ; mais il n'avait point osé refuser son hommage au livre qu'il critiquait, « chef-d'œuvre d'érudition, de réflexions et de calcul, qui montre le profond Historien, le Jurisconsulte éclairé, le parfait Citoyen » et « n'est répréhensible que pour avoir dans ses rapports civils et politiques, soumis en quelque sorte les principes et le culte de la vraie Religion au local, au climat, au caractère, au bien temporel de la Patrie (2). » Le temps n'était plus où l'on pouvait traiter Montesquieu en sacrilège et en insensé. Plus significative encore fut l'attitude de l'abbé Trublet, qui, tout en approuvant sur certains points les reproches des *Lettres Critiques* (3) voulut employer l'*Esprit des lois* à des fins d'édification. Parmi « bien des choses répréhensibles » dans cette œuvre, il en démêlait « aussi beaucoup, surtout dans la nouvelle Édition, qui méritent les plus grands éloges

(1) *Mémoires de Trévoux* [467], juillet 1761, 1^{er} vol., art. LXXXIV, p. 1614.

(2) *Lettres Critiques* [51], t. IV, *Avertissement*, non paginé. Cf. aussi l'*Avertissement* du t. V et les lettres XLII-XLIV (t. IV) et XLV-XLVII (t. V).

(3) *Journal Chrétien* [461], juillet 1758, t. IV, art. III, pp. 51-56.

à l'Auteur (1) »; aussi publiait-il dans le *Journal Chrétien*, pour la gloire de Montesquieu et l'avantage du parti-dévoit, quelques extraits de l'*Esprit des lois*, d'une rassurante orthodoxie (2).

En 1767, Chaudon osait encore donner raison aux *Nouvelles Ecclésiastiques* contre l'*Esprit des lois* (3), mais en condamnant l'ouvrage, il réhabilitait l'auteur pour son repentir et sa mort chrétienne (4). Bientôt après, dom Devienne recommençait, dans son *Histoire de Bordeaux*, la démonstration de l'abbé Trublet (5); et l'abbé Sabatier de Castres déniait aux philosophes le droit de réclamer Montesquieu pour un des leurs (6). Ainsi l'accès de fureur du Gazetier janséniste reste un exemple isolé; de 1760 à 1789, les péripéties de la lutte entre la philosophie et l'Eglise laissent pratiquement hors de cause l'autorité de Montesquieu.

La royauté fut plus conciliante encore que l'Eglise; et le livre de Montesquieu, d'abord toléré, puis autorisé par le pouvoir civil, devait enfin être honoré de son estime officielle. L'audace toujours croissante des écrivains d'opposition faisait ressortir par contraste la

(1) *Ibid.*, août 1758, t. IV, art. IV, p. 53. (La « nouvelle édition » dont il s'agit est celle de 1757, faite sur corrections de Montesquieu.)

(2) *Ibid.*, pp. 57, 82.

(3) *Dictionnaire anti-philosophique*, article *Montesquieu* [41], pp. 230-231.

(4) Le *Dictionnaire anti-philosophique* reproduisait, outre l'article de Trublet sur le christianisme de Montesquieu (pp. 373, 385), une *Lettre du P. Routh, jésuite, à Mgr Gualterio, nonce de Sa Sainteté, à Paris*, contenant un récit édifiant des derniers moments de Montesquieu. Cette lettre avait été publiée, peu après la mort du philosophe, dans la *Gazette d'Utrecht*. (Cf. *Correspondance de Montesquieu* [32], t. II, appendice, p. 576, avec les notes de l'abbé de Guasco.) Le rôle que le P. Routh s'attribue dans cette lettre a été vivement contesté. (Cf. les notes de Guasco, *loc. cit.* [Voltaire, *Homme aux quarante écus*, chap. XIII, *Œuvres* [196], t. XXI, p. 360 et note; *Dictionnaire philosophique*, articles *Fanatisme*, *Œuvres* [196], t. XIX, p. 84; *Jephthé*, section II, *ibid.*, p. 500; *Jésuites ou Orgueil*, *ibid.*, p. 503 et note. — Sur le rôle du P. Routh, cf. encore *Journal de Collé* [211], février 1755, t. II, p. 79.) Mais on n'a pas nié que Montesquieu fût mort chrétiennement. (Voir pourtant un mot ambigu de Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, *Œuvres* [196], t. XIV, p. 108.)

(5) *Histoire de Bordeaux* [46] (1771), livre X, § 33, t. I, pp. 502, 505.

(6) *Les Trois siècles de notre littérature* [66], t. II (1772), pp. 409, 412.

modération de l'*Esprit des lois*. Montesquieu, dit un romancier en 1770, est « respecté même de ces âmes timides qui marchent courbées sous le joug de la plus humble soumission... Quelle différence entre sa modération et la fureur de ces incendiaires qui, la torche à la main, vont mettre le feu au tribunal des lois !... (1) ». Il semble que cette « différence » ait été toujours mieux sentie : le Dauphin avait voulu connaître Montesquieu ; Louis XV lui témoigna de l'intérêt dans sa dernière maladie (2) ; et Louis XVI, d'après Soulavie, paraît l'avoir lu et médité (3). Vers 1778, il donna la preuve de son estime en prescrivant d'ériger au Louvre, dans la galerie des Français illustres, une statue de Montesquieu (4). C'était le temps où Voltaire obtenait à peine le droit d'aller mourir à Paris. Le sculpteur Clodion Michel, chargé de réaliser la volonté du monarque, exposa au Salon de 1779 une effigie en plâtre qui déçut les admirateurs de l'*Esprit des lois* : ce « Montesquieu » au maintien précieux et maniéré, semblait vouloir justifier M^{me} du Deffand (5) ; la statue en marbre, terminée en 1783, parut plus digne du modèle, mais trop

(1) Turpin, *Voyage à Ceilan* [70], 2^e partie, chap. VIII, p. 156. Cf. aussi p. 48.

(2) D'Alembert, *Eloge*, *Encyclopédie*, t. V, p. xvi.

(3) Louis XVI, dit Soulavie, avait extrait divers passages de Nicole et de Fénelon, et « en avait formé un second ouvrage dans le goût et suivant les formes de Montesquieu : il avait donné pour titre général à ce traité : *De la monarchie tempérée*, avec des chapitres intitulés : *De la personne du prince. De l'autorité des corps dans l'Etat. Du caractère de l'exécution de la monarchie*, etc., etc. » (*Mémoires du règne de Louis XVI* [241], t. II, pp. 52-53).

(4) Cf. Bernadau, *Montesquiana* [21], (Bibl. de Bordeaux, Ms. 713¹ XXXIII, pp. 339-40) : le corps municipal de Bordeaux décida de faire sculpter en marbre un buste de Montesquieu d'après cette statue et de le placer dans une des salles les plus apparentes de l'Hôtel de Ville ; mais cette décision resta sans effet. Nous ne connaissons pas la date précise de l'ordre du roi ; mais la délibération municipale fut prise, selon Bernadau, en 1778. (Cf. sur la statue commandée par Louis XVI, Vian, *Histoire de Montesquieu* [514], pp. 343, note, et 392.) Dès 1763, l'Académie de Bordeaux avait décidé de faire ériger pour elle un buste de Montesquieu. (*Mercur de France* [469], juillet 1765, vol. I, pp. 119 sqq.; *Bibliothèque historique de la France* [151], t. III, p. 249, col. 2.)

(5) *Correspondance lit.* [456], t. XII, septembre 1779, p. 309.

peu expressive encore (1). Quoi qu'il en soit Montesquieu recevait l'approbation de ce gouvernement monarchique, qu'on avait dit offensé par lui. Le marquis de Paulmy murmurait bien que « l'on auroit tort de placer le buste de M. de Montesquieu parmi ceux des écrivains qui ont été utiles au maintien de la monarchie française (2) » ; mais on ne voit pas que personne ait osé se déclarer tout haut plus royaliste que le roi.

Honoré par le pouvoir, ménagé par l'Église, Montesquieu n'échappa jamais aux sévérités des écrivains. Mais à mesure que le siècle avance, le souvenir de l'homme se perd dans le rayonnement de l'œuvre, et la critique s'épure de tout ressentiment personnel. « Nous n'ignorons point, disait le *Journal des Sçavans* dès 1758, que plusieurs principes de M. le Président de Montesquieu n'ont point soumis tous ses Lecteurs... Mais la gloire de M. le Président de Montesquieu est indépendante du succès de ses idées (3) ». Pour traiter en rival ce mort illustre, il fallait toute la grandeur et la faiblesse de Voltaire. Celui-ci ne désarma jamais. Certes, il savait gré à Montesquieu d'avoir prêché la tolérance, et encouru comme lui la haine des fanatiques et des pédants ; mais il ne put se résigner au succès de l'*Esprit des lois*. Pendant près de trente ans, il prodigua en toute occasion les critiques : dans sa correspondance, dans les *Idées républicaines*, l'*A. B. C.*, les *Questions sur l'Encyclopédie* ; le *Commentaire sur l'Esprit des lois*, une de ses dernières œuvres, couronna en 1777 ce tenace effort de

(1) *Mémoires secrets* [468], t. XXIV, septembre 1783, pp. 45-46 ; *Cor. lit.* [456], t. XIII, décembre 1783, p. 446.

(2) Cf. *supra*. — Il n'est pas sûr, mais il nous paraît probable que ces mots renferment une allusion à la statue de Montesquieu. Tracés au moins trente ans après la première critique de Dupin, ils datent au plus tôt de 1779, au plus tard de 1787, année de la mort du marquis.

(3) *Journal des Sçavans* [463], juillet 1758, p. 453, dans une analyse de l'*Abrégé de la République de Bodin*. L'auteur de cet *Abrégé*, le président de Lavie, s'était inspiré de l'*Esprit des lois*, comme on le verra ci-après au chapitre vi. Ce fut l'occasion, pour le journaliste, d'une digression pompeuse et vague sur le génie de Montesquieu (pp. 452-53).

dénigrement (1). Voltaire avait lu, au plus tard en 1771, l'ouvrage de Dupin, qui lui semblait « sage et bien fait » (2). De cette indigeste érudition, il tira quelques pages claires, élégantes et spirituelles, mais presque aussi injustes que la diatribe du fermier général (3). C'est chez lui le même parti pris, la même attention pointilleuse, parfois la même inintelligence, mais consciente et voulue. Voltaire affecte de prendre à la lettre de simples figures de style (4); il range parmi les fautes « qu'il est important de découvrir », une erreur de date sur un traité entre Rome et Carthage (5). A tout propos il insiste sur le défaut d'ordre, de méthode, d'exactitude et de clarté : « Je cherchais un fil dans ce labyrinthe ; le fil est cassé presque à chaque article. J'ai été trompé, j'ai trouvé l'esprit de l'auteur, qui en a beaucoup, et rarement l'esprit des lois. Il sautille plus qu'il ne marche ;

(1) Les *Idées républicaines* datent probablement de 1762. (Cf. *Œuvres* [196], t. XXIV, p. 413, note.) Le premier dialogue de l'A. B. C., qui contient une critique de Montesquieu, parut en 1768. (*Ibid.*, t. XXVII, p. 311, note.) Les *Questions sur l'Encyclopédie* (8^e partie, 1771) renfermaient un article *Esprit des lois*, refondu depuis dans le *Dictionnaire philosophique*. (Cf. *Œuvres* [196], t. XX, p. 1.) Dans ses attaques, Voltaire s'est souvent répété : certains passages des *Idées républicaines* se retrouvent presque textuellement dans l'A. B. C. ; le *Commentaire* (1777) reproduit en grande partie l'article *Esprit des lois*. (Voir encore, pour certaines critiques de détail, le *Dictionnaire philosophique*, aux articles *Argent*, *Esclavage*, *Femme* (*De la Polygamie*), *Guerre*, *Honneur*, *Inceste*, *Intérêt*, tous tirés des *Questions sur l'Encyclopédie*.) Pour les critiques de la correspondance, voir notamment *Œuvres* [196], t. XXXVII, p. 176 ; t. XLV, p. 12 ; t. XLVI, p. 211. Signalons enfin un article du *Journal de politique et de littérature*, du 15 mai 1777, d'où il ressort que le livre de la *Félicité publique*, par le chevalier de Chastellux, est au moins égal à l'*Esprit des lois*. (*Œuvres* [196], t. XXX, p. 388.)

(2) Lettre à M^{me} Dupin, du 19 janvier 1771. (*Portefeuille de M^{me} Dupin* [515], p. 325.)

(3) Voir l'article *Esprit des lois* et le *Commentaire sur l'Esprit des lois*. Les critiques d'érudition qu'ils contiennent se trouvent presque toutes dans les *Observations*. Voltaire indique lui-même sa source, au commencement du *Commentaire* (*Œuvres* [196], t. XXX, p. 406.)

(4) Ainsi quand Montesquieu parle du gouvernement anglais « trouvé dans les bois » ; des vassaux sans fiefs chez les Germains, Voltaire feint de ne pas comprendre ces expressions, impropres à la lettre, mais dont le sens devait être clair pour lui. (Article *Esprit des lois*, *Œuvres* [196], t. XX, pp. 5, 10 ; *Commentaire*, XLII, *ibid.*, t. XXX, pp. 435, 441.) Dupin s'y était déjà trompé, mais on peut le croire de bonne foi. (Cf. *Observations* [47], t. II, pp. 12-13 ; t. III, pp. 272, 275.)

(5) Art. *Esprit des lois*, *Œuvres* [196], t. XX, p. 9.

il amuse plus qu'il n'éclaire... (1). Dans le livre de Montesquieu l'esprit égare, et la lettre n'apprend rien (2). »

Voltaire n'est pas tout entier dans ces exagérations mesquines : homme de goût et philosophe, il n'a pu s'empêcher de sentir le charme et la grandeur de l'*Esprit des lois* ; il a loué Montesquieu, avec une magnificence un peu vague, d'avoir retrouvé les titres perdus du genre humain (3). D'autre part, ses objections même ne procèdent pas uniquement d'une jalousie d'auteur. Quand il censure l'*Esprit des lois* sur la distinction et les principes des gouvernements, sur la vénalité des charges, les pouvoirs intermédiaires et l'origine de la monarchie française, sa critique, malgré des saillies de verve bouffonne, est sérieuse et sincère au fond. Elle tient à la nature de son esprit, à ses idées générales sur la société et sur l'histoire. A ce titre, on ne saurait la mentionner comme un épisode de polémique : nous devons l'étudier parmi les réactions profondes du siècle contre les doctrines de Montesquieu (4).

Ces réactions se dessinent nettement, après 1760, tandis que s'éteignent les querelles de la haine et de l'envie. On sent encore le pamphlétaire chez Linguet, qui tente contre Montesquieu une apologie des gouvernements asiatiques, reprise avec plus de science par Anquetil-Duperron (5). Mais, dès 1758, Quesnay, dans ses *Maximes du gouvernement économique*, Mably, dans ses dialogues des *Droits et devoirs du Citoyen*, avaient formulé, sans intention de polémique personnelle, des

(1) *Idées républicaines*, Œuvres [196], t. XXIV, p. 431. (Cf. aussi A. B. C., Œuvres, t. XXVII, p. 321.)

(2) Article *Esprit des lois*, Œuvres [196], t. XX, p. 1.

(3) Cf. *Idées républicaines*, Œuvres [196], t. XXIV, p. 431 ; A. B. C., 1^{er} dialogue, *ibid.*, t. XXVII, p. 321 ; art. *Esprit des lois*, *ibid.*, t. XX, pp. 14-15 ; *Commentaire*, avant-propos, *ibid.*, t. XXX, p. 406.)

(4) Cf. ci-après, chap. VII.

(5) Linguet, *Théorie des loix civiles* [158], 1767 ; *Lettres sur la Théorie des loix civiles* [156], 1770. — Anquetil-Duperron, *Législation orientale* [78], 1778. (Cf. ci-après chap. VII et IX.)

principes fort éloignés des théories de l'*Esprit des lois*. Ces deux ouvrages, — dont le second resta longtemps inédit, — marquent deux directions nouvelles de la pensée politique. Quesnay guidera les physiocrates, admirateurs de la Chine et du « despotisme légal », Dupont de Nemours, l'abbé Baudeau, Le Mercier de La Rivière ; Mably précède les républicains, Rousseau et Condorcet : deux familles d'esprits vigoureux et féconds qui, se détournant du libéralisme traditionnel, ne ménageront pas les critiques à son plus illustre représentant (1).

On ne saurait le dissimuler : dans l'intense activité de la seconde moitié du siècle, l'*Esprit des lois* a bientôt paru dépassé. Le marquis de Mirabeau, qui l'utilisait dans l'*Ami des Hommes*, se laisse convertir presque aussitôt par les leçons de Quesnay : il restera l'admirateur de Montesquieu, il ne sera plus son disciple. Plus tard, l'admiration semble décroître avec la docilité. « On reviendra et on commence déjà à revenir sur le compte de ce livre », disait le marquis de Paulmy dans une note de date incertaine, mais qui semble postérieure à 1768 (2). Turgot juge l'*Esprit des lois* avec quelque désinvolture ; la contradiction est souvent âpre de la part de Rouillé d'Orfeuil, de Boisgelin, de Condorcet (3). En 1786, Mallet du Pan s'étonnera de voir Montesquieu « si hardiment attaqué dans sa patrie depuis quelques années par cette foule de vains et frivoles discoureurs, qui jugent aujourd'hui des gouvernements comme ils jugent d'un opéra (4). » Après le *Contrat Social* et la révolution

(1) Sur ce sujet, voir ci-après chap. VII. On ne s'attache ici qu'au tracé général de l'influence de Montesquieu.

(2) Note sur un exemplaire de l'*Esprit des lois* (Édition datée de Genève, 1749), (Arsenal, Jur. 20.) Le marquis de Paulmy y fait allusion dans son Catalogue (ms. Arsenal, 6.281 [15], p. 81). La note n'est point datée, mais elle résume des critiques de Voltaire, et cela, semble-t-il, d'après l'A. B. C. Elle est médiocrement favorable à l'*Esprit des lois*, qu'elle représente comme un livre obscur, peu méthodique, et peut-être dangereux.

(3) Cf. ci-après, chap. VII et XI.

(4) *Mercur de France* [469], septembre 1786, p. 211, note.

d'Amérique, les plus grandes hardiesses de Montesquieu pouvaient paraître surannées ; à plus forte raison, ses conseils de prudence, ses ménagements pour les préjugés utiles, ne correspondaient pas à l'inquiétude des jeunes générations.

S'ensuit-il qu'on doive parler d'une décadence de Montesquieu ? Il ne faudrait pas ici méconnaître la nature complexe de l'opinion. La simplicité linéaire qu'offrent ses mouvements dans le passé n'est guère qu'une illusion de la distance, qui se dissipe à l'examen. Où l'on ne voyait d'abord qu'une courbe harmonieuse, l'attention distingue bientôt plusieurs courants contraires, plusieurs zones superposées. Ainsi, l'*Esprit des lois* a pu « dater » pour la jeunesse « intellectuelle », sans perdre son autorité pour la moyenne des lecteurs. Il est sûr que sa réputation resta toujours imposante. Soulavie, décrivant l'esprit public sous Louis XVI, affirme que Montesquieu « était presque déifié » (1) ; le comte de Ségur rappelle la « profonde admiration » que son livre excitait alors dans la jeune noblesse (2). L'Académie de Bordeaux mit son éloge au concours pour 1782 (3), et, si l'on en croit un nouvelliste, mépriser les ouvrages de Montesquieu, c'était, en 1786, une singularité qui pouvait nuire (4). Reste à savoir si on lisait encore ces ouvrages toujours admirés. Sur 23 éditions de l'*Esprit des lois* que nous avons relevées, 15 se pressent de 1748 à 1757, et la plus récente est datée de 1784 : on ne réimprime pas séparément le livre à la veille

(1) *Mémoires historiques* [241], t. VI, p. 95.

(2) *Mémoires* [238], t. I, p. 132. Cf. aussi pp. 21, 56, 79, 152.

(3) Cf. Bibliothèque de Bordeaux, mss. n° 828 (XCVI et XCVII) [22].

(4) Voir la *Correspondance secrète*, p. par Lescure [457], t. II, du 21 juin 1786. On parle de M. de Juigné, dit le nouvelliste, pour le commandement de Guyenne ; mais, outre qu'il est peu fait pour la représentation, « il témoigne trop de mépris pour les ouvrages de Montesquieu, qu'il n'entend vraisemblablement pas, pour le mettre à la tête d'une province illustrée par ce profond et célèbre magistrat » (p. 48). Ce n'est là peut-être qu'un trait plaisant ; il prouve au moins que le souvenir de Montesquieu restait vivace.

de la Révolution ; mais 14 éditions d'*Œuvres complètes* se succèdent de 1758 à 1788 ; en 1758, Deleyre publie, sous le titre : *Génie de Montesquieu*, un choix d'extraits où l'*Esprit des lois* est largement représenté, avec tous les passages essentiels sur la monarchie et l'histoire des lois françaises, et ce recueil est réédité en 1762. Autant qu'on en puisse juger par ces chiffres partiels, le succès, sinon l'engouement, a persisté pendant tout le siècle.

Avec la faveur du grand public, Montesquieu conserve en général l'estime des « habiles ». Quand Voltaire outre ses attaques, il provoque les protestations de Saurin (1), et même de Condorcet (2). Le comte de Mirabeau salue en Montesquieu « l'homme justement célèbre et vraiment respectable, qui a fait entrevoir le premier à la nation, que l'art de gouverner les hommes et de les rendre heureux, en valoit bien un autre (3). » Camus inscrit l'*Esprit des lois*, dans sa *Bibliothèque choisie des livres de droit*, comme un ouvrage essentiel (4). L'élève idéale de M^{me} de Genlis lira, vers l'âge de vingt ans, les *Lettres Persanes* et l'*Esprit des lois* (5). En 1785, Buffon place Montesquieu parmi les cinq génies sublimes où il se comptait lui-même avec Bacon, Newton et Leibniz (6). Dans la littérature du siècle, sa trace apparaît de bonne heure et ne se perd jamais. L'*Encyclopédie* tire de l'*Esprit des lois* la substance de plusieurs articles politiques (7) ;

(1) Cf. la lettre de Voltaire à Saurin, du 28 décembre (1768). *Œuvres* [196], t. XLVI, pp. 211-212, et note.

(2) Cf. ci-après, chap. VII.

(3) *Essai sur le despotisme* [166], (1775), p. 53.

(4) *Lettres sur la profession d'avocat* [95], 2^e édition, 1777. (*Bibliothèque*, p. 4.)

(5) *Adèle et Théodore, ou Lettres sur l'éducation* [52] (1782), t. III, p. 460.

(6) Hérault de Séchelles, *Voyage à Montbard* [54], p. 37.

(7) Cf. t. I (1751), art. *Aristocratie*, appendice, par Diderot ; t. IV (1754), art. *Démocratie* et *Despotisme* ; t. VI (1756), art. *Fief* (*Droit politique*) ; t. VII (1757), art. *Gouvernement* ; t. X (1765), art. *Monarchie* ; t. XI (1765), art. *Noblesse* (*Gouvernement politique*) ; t. XIV (1765), art. *République*, tous par le chevalier de Jaucourt. Montesquieu avait été vainement sollicité par d'Alembert de rédiger les articles *Démocratie* et *Despotisme*. (Cf. *Cor.* [32], t. II, p. 492, lettre de Montesquieu à d'Alembert, du 16 novembre 1753.)

historiens et théoriciens du gouvernement français le citent fréquemment. Mably et Rousseau se ressentent de l'avoir lu de près. Même des disciples du docteur Quesnay, des fervents de la « science nouvelle » ont daigné dater de ce livre l'ère de la réflexion et de la vérité (1). Et son action ne reste pas purement théorique : jusqu'à la Révolution, le nom et les maximes de Montesquieu retentissent dans les débats qui opposent les grands corps au ministère, puis le tiers aux privilégiés. Dès le milieu du XVIII^e siècle, dit Garat, « ses pensées étaient portées aux pieds du trône comme les expressions des droits des peuples et les barrières du pouvoir absolu (2). » A la veille des États généraux, Malesherbes recommande son livre aux méditations des futurs législateurs :

« On peut dire, depuis deux ans, qu'il n'y a point de Magistrat ni de Citoyen aspirant à être admis dans les Assemblées nationales, qui ne doive le lire et en faire l'objet de ses méditations, sans cependant se croire obligé d'en adopter les principes... Il a été souvent cité dans l'Assemblée des Notables, et quelquefois son nom seul a semblé donner de l'autorité à ses opinions.

Il sera sûrement aussi très souvent nommé, et sa doctrine sur bien des points approuvée ou contredite, mais certainement discutée dans les Assemblées nationales. *L'Esprit des loix* est donc un livre nécessaire (3). »

Ainsi, Montesquieu n'a pas cessé de compter dans la vie intellectuelle de la France ; l'inévitable déclin de sa vogue le laisse encore bien au-dessus de la disgrâce et de l'oubli. Sa fortune se soutient même avec une constance singulière si l'on songe que par son œuvre et par ses idées, il appartient tout entier à la première moitié du siècle : mort en 1755, il ne put, comme Voltaire, se

(1) Cf. sur ces divers points les chapitres VII, VIII et IX ci-après.

(2) *Mémoires sur Suard* [219], t. I, p. 100.

(3) *Mémoire sur la liberté de la presse* [162], p. 302.

renouveler et marcher avec le temps. C'est le signe d'un génie particulièrement vivace, de continuer son action sur une postérité immédiate, jalouse d'ouvrir des voies nouvelles et de penser librement. *L'Esprit des lois* a été soumis à la plus redoutable des épreuves : l'inexpérience des premiers lecteurs, peu préparés à le comprendre, l'empêcha pendant quelque temps d'être jugé. Il suscita des enthousiasmes naïfs, et de vaines attaques ; il obtint cette faveur irraisonnée et subite qui est presque toujours sans lendemain. Plus tard, des critiques sérieux ont montré ses lacunes ; des doctrines neuves lui ont disputé l'approbation du public ; mais elles ne l'ont pas relégué parmi les gloires stériles ; peut-être son influence ne fut-elle jamais plus profonde qu'en cette période de discussion et d'estime raisonnée.

Cependant, les éloges solennels qui, vers la fin de l'ancien régime, célébrèrent les mérites de Montesquieu, ne nous renseignent que vaguement sur le sens de son action ; ils se réduisent, pour la plupart, à des déclamations banales. « Grand philosophe », « législateur des nations » homme « vraiment grand, parce qu'il fut simple, bon et utile », ces louanges de convention ne nous apprennent à peu près rien (1). En vain l'Académie de Bordeaux prorogea, de 1782 à 1789, le concours qu'elle avait ouvert à la gloire de Montesquieu : sur 21 éloges reçus, aucun ne fut jugé digne du prix (2). « Je ne sais si je me trompe,

(1) Voir dans ce style un « discours prononcé le 25 août 1763 par M... conseiller au Parlement de Bordeaux, à l'assemblée publique de l'Académie royale des Belles-Lettres, Sciences et Arts de Bordeaux » (*Mercur* [469], juillet 1765, 1^{er} vol., pp. 119 sqq.) ; et un *Portrait de Montesquieu*, dans le *Journal des Dames* [462], de Dorat, mai 1778, t. V, pp. 380, 385. C'est à ces deux pièces que nous empruntons les expressions précitées. Cf. encore un éloge vide et déclamatoire de Montesquieu dans le *Discours* de Chamfort, couronné en 1767 par l'Académie de Marseille : *Combien le génie des grands Ecrivains influe sur l'Esprit de leur siècle. (Œuvres de Chamfort* [40], t. I, pp. 102-103).

(2) Cf. Bibliothèque municipale de Bordeaux, ms. 828 XCVI et 828 XCVII [22]. Ces manuscrits contiennent 20 éloges, numérotés de 1 à 21 ; il manque l'éloge n° 14 ; l'éloge n° 20 figure en double (n°s 20 et 20 bis), une seconde rédaction ayant été substituée par l'auteur à la première. Les dates de réception s'échelonnent du 14 avril 1782 au

écrivait en 1788 un des rapporteurs, M. de Sèze, mais je crois que Montesquieu a trop de réputation pour être bien loué ; il est déjà jugé, apprécié par les nations, tous les secrets de son génie sont révélés. Quand on vient nous apprendre ses titres à l'immortalité, on nous trouve aux pieds de sa statue... Montesquieu ne peut être loué que par de grands écrivains, et les grands écrivains se vouent rarement à la gloire des autres. Voilà pourquoi nous n'avons eu jusqu'ici que de foibles discours, ouvrages d'écoliers ou de rhéteurs (1). »

Jugement sévère, mais qui resta juste en somme pour l'ensemble des éloges présentés. De tous leurs auteurs, alors obscurs, un seul devait devenir célèbre, et non comme « grand écrivain » : nous voulons parler de Marat. Au surplus, son discours, écrit en 1785, et qui devait attendre près d'un siècle les honneurs de la publication (2), n'offre en soi rien de remarquable. S'il contient quelques indications assez nettes, elles sont empruntées à d'Alembert, dont Marat s'inspire avec une fidélité proche du plagiat ; il y ajoute des effusions de sentiment, des louanges hyperboliques à l'adresse d'un grand homme, « image de la Divinité » (3). La majorité des concurrents a puisé à la même source ; et rarement les analyses, faites d'après l'*Encyclopédie*, s'accompagnent d'impressions neuves ou de jugements personnels ; de toutes parts s'offre le tableau, sans couleur et sans vie, d'un Montesquieu philosophe et sensible, philan-

26 août 1789. En général, les manuscrits ne portent pas de nom d'auteur. Des rapports sont annexés aux éloges nos 15 et 19 ; ces rapports, et diverses mentions inscrites sur les éloges, nous apprennent qu'aucun prix ne fut décerné.

(1) Rapport, non paginé, joint à l'Éloge n° 19, vol. XCVII.

(2) Il fut publié en 1888 par Arthur de Brézetz. Parmi les autres éloges du concours, quatre seulement, à notre connaissance, ont été imprimés : ceux de l'abbé Briquet de Lavaux (en 1783) ; du chevalier de Rutledge (en 1786) ; de Béraud (en 1787) ; de Lenglet (en 1792, mais avec une approbation de la Censure, datée de 1787).

(3) *Eloge de Montesquieu*, [58], p. 55.

thrope et citoyen, bienfaisant aux peuples comme aux rois (1).

Pourtant, l'un des candidats, Lenglet, a tenté de faire œuvre originale, en tirant de l'*Esprit des lois* toute une histoire des sociétés ; il montre assez habilement que le livre renferme les éléments d'une telle histoire, mais il les groupe à sa manière, remplit des vides, invente des transitions ; il reconstruit l'ouvrage au lieu de l'expliquer. Sur les idées politiques de Montesquieu, il est sobre d'appréciations : il chicane sur les mots à propos du despotisme (2), admet la distinction entre l'honneur et la vertu (3), et loue l'historien d'avoir débrouillé « le chaos » des lois féodales (4). Lenglet, qui fut récompensé par une mention honorable (5), aurait peut-être obtenu le prix s'il n'avait sacrifié l'exactitude à l'esprit de système, le devoir de peindre Montesquieu à l'ambition de le recommencer.

Mais les autres candidats, moins préoccupés de vues d'ensemble, ne se soucient non plus que lui d'approfondir les détails. Aucun ne s'attache à étudier avec quelque méthode l'originalité politique de Montesquieu. Si les éloges n'insistent guère sur le gouvernement anglais, on n'en saurait rien conclure quant aux préférences des auteurs, car leur admiration verbeuse ne songe guère à choisir, ni même à discerner. Théorie des trois gouvernements, de leur nature et de leurs principes, division des pouvoirs, histoire de l'ancienne monarchie, tout le contenu positif de l'œuvre semble s'évaporer pour eux. A peine si quelques remarques laissent deviner çà et là les réactions personnelles d'un concurrent. Ici, l'on fait

(1) Cf. Marat, *Eloge* [58], p. 47 ; Briquet de Lavaux, *Eloge* [38], p. 26 ; Béraud, *Eloge* [34], p. 3 ; Lenglet, *Essai sur Montesquieu* [56], pp. 80, 83 ; parmi les manuscrits [22], 828 XCVI, n° 2, p. 17 ; n° 11, p. 39 ; 828 XCVII, n° 21, et *passim*.

(2) *Essai sur Montesquieu* [56], p. 103, note 14.

(3) *Ibid.*, p. 103, note 14.

(4) *Ibid.*, p. 62.

(5) Cf. ms. 828 XCVII [22], n° 9, p. 1.

dire à Montesquieu que le gouvernement britannique est « le chef-d'œuvre de l'Esprit humain », mais on le loue aussi d'avoir respecté « le Gouvernement sage, ou il avoit reçu l'être », béni son prince et aimé sa patrie (1) ; ailleurs, Dubos est allégué sur l'origine de la noblesse, mais l'opposition entre l'*Esprit des lois* et l'*Histoire critique* ne sera dans son ensemble ni jugée ni expliquée (2). L'un des panégyristes, qui cite complaisamment Montesquieu sur l'utilité des Parlements, approuve malgré Voltaire la distinction des trois principes (3) ; un autre, en l'acceptant, y met cette restriction, d'ailleurs juste, qu'elle répond à un idéal plutôt qu'à la réalité (4). Mais ce sont là des indications toutes fragmentaires. Marat effleure un point essentiel, mais il n'a garde de s'y tenir, lorsqu'il admire chez Montesquieu le goût et le sens de l'équilibre :

« Maîtrisant à son gré les principes qui déterminent les hommes au bien ou au mal, il mesure leur degré de force, il les oppose les uns aux autres. L'intérêt personnel, la soif de l'or, l'amour de l'indépendance, l'audace, la licence sont réprimés par l'amour de la patrie, l'honneur, la vertu ; il enchaîne les passions par les passions mêmes.

De leur combat naît l'équilibre, de cet équilibre résulte l'ordre, et de l'ordre faisant sortir la liberté, la paix et le bonheur, il trace à ceux qui commandent la route qu'ils doivent tenir pour rendre les peuples heureux (5). »

La remarque pénétrante se tourne en banalité oratoire, et l'éloge nous laisse ignorer ce que le futur « ami du peuple » devait à l'*Esprit des lois* pour la formation de ses idées. Il nous révèle du moins sa haine des lois féodales, « loix sanguinaires qui, des forêts de la Germanie portées dans toute l'Europe, firent si longtemps

(1) Ms. 828 XCVII [22], n° XXI, p. 28.

(2) Ms. 828 XCVI [22], n° 20, p. 25.

(3) Ms. 828 XCVII [22], n° 13, pp. 16 sq., 20 sq.

(4) Ms. 828 XCVII [22], n° 12, pp. 40 sq.

(5) *Eloge de Montesquieu* [58], p. 48.

gémir le genre humain sous l'oppression d'une multitude de petits tyrans (1). » Une telle aversion pour les origines « gothiques » n'est pas d'un esprit pénétré à fond par l'influence de Montesquieu.

Un autre concurrent loue comme une « idée sublime » (2) la distinction des trois puissances :

« Elles sont pour la constitution politique ce que les règles de Képler sont pour les lois du mouvement et la gravitation newtonienne pour le système du monde (3). »

Mais le même admirateur n'entend pas la nature et le principe de l'état monarchique : le pouvoir intermédiaire de la noblesse et du clergé, la vénalité des charges, la prééminence de l'honneur sur la vertu, — autant de singularités qui le choquent et le déconcertent (4). En revanche, l'un des premiers panégyristes invite tous les « citoyens » à s'instruire dans l'*Esprit des lois*, « de leur dignité, de leurs droits, des prérogatives attachées à leur constitution politique : qu'ils remercient le ciel de les avoir fait naître dans une monarchie : qu'ils s'attachent fermement à cette constitution (5). » Mais si ce monarchiste croit à la nécessité de l'honneur, s'il exhorte même tous les « citoyens » à le faire « sucer à leurs enfans avec le lait », il entend aussi faire revivre « l'amour de la patrie » (6) : la rhétorique a plus de part à ces déclarations sonores que l'analyse et la réflexion.

De son côté, l'auteur d'un éloge bizarre, tout plein d'ardeur et de fumée, le chevalier de Rutledge, ne veut voir dans la distinction des principes qu'une satire de la monarchie :

« Manifestement, Montesquieu pensa beaucoup plus qu'il ne crut à propos d'exprimer ; et ce qu'il exprima

(1) *Ibid.*, p. 46.

(2) Ms. 828, XCVI [22], n° 20, p. 19.

(3) *Ibid.*, p. 23.

(4) *Ibid.*, pp. 25 sq. ; 36.

(5) Ms. 828, XCVII [22], n° 1 (éloge reçu en 1782), p. 19.

(6) *Ibid.*, p. 19.

conduit l'homme capable et digne de le lire, à penser aussi profondément que lui-même (1). »

Le sens ésotérique de l'*Esprit des lois*, Rutlidge pense le traduire dans la prosopopée véhémence où il fait discourir un Montesquieu républicain (2). Mais il ne s'inquiète pas de justifier cette interprétation par une étude serrée du livre ; il porte même au plus haut degré le défaut commun à tous les éloges : la déclamation ampoulée qui efface les nuances et empêche les précisions.

Le plus bel éloge de Montesquieu, à la fin du xviii^e siècle, eût été l'histoire de son influence. Déjà d'Alembert avait tenté d'en énumérer les bienfaits : « L'amour naturel des François pour leur patrie tourné vers son véritable objet, ce goût pour le commerce, pour l'agriculture et pour les arts utiles, qui se répand insensiblement dans notre nation ; cette lumière générale sur les principes du gouvernement qui rend les peuples plus attachés à ce qu'ils doivent aimer (3). » Ces lignes, nécessairement vagues en 1755, offraient le véritable thème du concours de 1782. « Ce n'est pas tant l'analyse de ce code des Nations qu'on attend aujourd'hui, que le Tableau de son influence », écrivait l'un des juges, M. de Ladebat (4). Cette attente si légitime devait être déçue. Si les concurrents reconnaissent la grande part de Montesquieu dans les progrès de l'esprit philosophique, bien peu songent à la décrire et à la mesurer. Briquet de Lavaux répète d'Alembert sur « l'amour de la Patrie, le goût pour le Commerce, l'Agriculture et les Arts utiles », effets d'une « révolution opérée en France par la philosophie », et dont Montesquieu « eut le bonheur d'être témoin » (5). Marat lui attribue le mérite d'avoir contribué « à rétablir

(1) Rutlidge, *Eloge de Montesquieu* [65], p. 29.

(2) *Eloge de Montesquieu* [65], pp. 29 sqq.

(3) *Encyclopédie* [459], t. V, p. xiv.

(4) Ms. 828, XCVII [22]. *Observation*, du 10 août 1788, sur l'Éloge n° 19, p. 5.

(5) *Eloge de Montesquieu* [38], p. 28.

dans ses droits la raison asservie à l'autorité : glorieuse révolution que Fontenelle avoit commencée, et qui auroit enfin amené le siècle de la vraie philosophie, si tant d'auteurs n'avoient abusé de la liberté de penser » (1). Montesquieu, lisons-nous ailleurs, « a communiqué l'esprit philosophique à son siècle » (2) ; — « les meilleurs ouvrages, les changements les plus favorables aux Etats lui sont dûs (3). » — Il a donné « aux esprits une impulsion qui les tourna du côté de l'administration (4). » — Il a écrit le premier livre de droit qui, échappant à « la poussière des Bibliothèques », se soit fait lire, admirer, imiter, par tous les peuples de l'Europe (5). — « L'Esprit des Loix est un de ces ouvrages faits pour opérer des révolutions générales dans une nation et même sur tout le globe. Aussi dès qu'il a paru, dès qu'il a été entendu, il a changé toutes les idées, il a répandu dans tous les esprits les notions les plus exactes et les plus précises de ce qu'on ignoroit auparavant ou qu'on ne savoit du moins que d'une manière confuse. Chaque peuple y a reconnu la nature et le principe de son gouvernement, ses avantages et ses défauts, a su l'apprécier, a jugé s'il étoit dans sa force ou dans sa foiblesse et a vu les causes des biens et des maux qu'on y éprouvoit (6). » — Rien de tout cela ne semble faux, mais on cherche vainement les preuves et les exemples, les faits qui donneraient la vie à ces pâles généralités.

Deux concurrents seulement, Bernadau et Lenglet, nous tirent de l'inconsistance de ces lieux communs. Le premier a su indiquer, en quelques lignes suggestives, la fécondité du rapprochement opéré par Montesquieu

(1) Éloge de Montesquieu [58], p. 77. Marat attribue aussi à l'influence de Montesquieu la réforme des lois pénales. (*Ibid.*, p. 79.)

(2) Ms. 828, XCVI, [22], n° 20, p. 1.

(3) Ms. 828, XCVI [22], n° 17, p. 30.

(4) Ms. 828, XCVII [22], n° 16, p. 30.

(5) Ms. 828, XCVII [22], n° 13, p. 11.

(6) Ms. 828, XCVII [22], n° 1, p. 18.

entre des disciplines autrefois séparées, l'histoire, la philosophie et le droit :

« Les philosophes regardent aujourd'hui la législation comme un objet digne de leurs veilles, de leurs méditations, et les jurisconsultes cherchent à éclairer leurs travaux par la Philosophie... Que les *Raynal* et les *Robertson* écrivent l'histoire, elle ne sera plus un recueil de dattes (*sic*), de futilités et de guerres (1). »

D'un point de vue plus compréhensif, Lenglet aperçoit mieux encore l'ampleur et la diversité de l'action de Montesquieu. S'il lui attribue la création de l'histoire philosophique, il étend plus loin les effets de « la forte impulsion » que le siècle a reçue de lui : l'économie politique, la jurisprudence criminelle, l'étude du droit féodal en ont bénéficié, et « l'on ne serait peut-être pas injuste en observant que l'on a, sur tous ces objets, tant discutés depuis quarante ans, appris bien peu de vérités importantes, dont on ne trouve au moins le germe dans l'*Esprit des loix* (2). »

Ainsi apparaissent démêlées, d'un coup d'œil perspicace, plusieurs directions de l'influence de Montesquieu. Mais Lenglet s'en tient aux généralités ; il trace le plan d'une étude, et s'abstient de le remplir. Il se contente d'énumérer quelques ouvrages où l'on pourrait retrouver selon lui, sous une forme plus ou moins nette, l'inspiration de ce génie universel : énumération significative, mais rapide, où voisinent sans autre explication l'*Histoire générale*, l'*Histoire du commerce*, le *Contrat social*, les écrits de Condillac et de Mably, et « les traités sur la Constitution d'Angleterre et la *Monarchie Française* (3) ».

(1) Ms. 828, XCVI [22], n° 15, pp. 38-39. Une note au crayon, sur le manuscrit de cet éloge, nous apprend le nom de l'auteur ; un rapport de M. Duchesne, daté du 16 août 1787, propose en sa faveur une mention honorable.

(2) *Essai sur Montesquieu* [56], p. 116, note 23.

(3) *Ibid.*, p. 117, note 23. (Les italiques sont dans le texte.)

Ces derniers mots font songer à l'influence pratique de l'*Esprit des lois*, à son rôle dans les controverses où la monarchie française cherchait à se définir ; mais ni Lenglet ni Bernadau n'ont abordé ce sujet scabreux (1). La plupart des concurrents égalent leur réserve. L'un d'eux évoque seulement ces conflits parlementaires, où l'autorité de Montesquieu avait pesé d'un grand poids (2). Un autre, écrivant au mois d'août 1789, ne peut manquer de rattacher à l'*Esprit des lois* l'origine de « l'heureuse révolution qui s'opère en France » (3). A la fin de son éloge, une apostrophe assez habile sous sa forme embarrassée, fait de Montesquieu l'âme secrète du parti patriote :

« Avec quel entousiasme (*sic*) tu reconnaîtrois l'erreur qui te fit voir dans la forme de notre gouvernement le meilleur des gouvernements possibles, ou plutôt l'illusion qui te représenta comme chimerique au milieu des aristocraties la régénération de la France, favorisée par le plus populaire et le plus sage des Rois ; hélas ! tu n'es plus mais ton génie préside à l'*assemblée nationale*, en dirige les délibérations en dicte les lois, inspire le patriotisme qui l'embrase. C'est toi qui l'as allumé ; tu es l'oracle qu'elle consulte ; et si elle porte cette belle monarchie à une perfection que tu ne vis pas, ou que tu n'osas espérer, c'est par tes principes qu'elle est parvenue à ces étonnantes réformes ; c'est avec tes ailes qu'elle s'est élevée dans cette lie des siècles à la hauteur d'une monarchie que tu n'aurais cherché (*sic*) que dans l'âge d'or (4). »

(1) C'est peut-être à quoi fait allusion le rapport de M. Duchesne, orsqu'il constate que Bernadau « ne sçait pas que l'Esprit du Citoyen a concouru avec l'Esprit du philosophe à la formation de l'Esprit des lois ». (Rapport annexé à l'éloge n° 15, ms. 828, XCVI [22].) Lenglet, sans préciser autrement l'influence politique de Montesquieu, lui attribue pour partie l'adoucissement des mœurs et des lois. (Cf. encore, sur le même point, ms. 828, XCVII, éloge n° 12, pp. 51 sqq.)

(2) Ms. 828, XCVII [22], n° 12, p. 51.

(3) Ms. 828, XCVI [22], n° 20 *bis*, p. 63.

(4) Ms. 828, XCVI [22], éloge n° 20 *bis*, pp. 64-65. Cette pièce, reçue le 26 août 1789, est un remaniement de l'éloge n° 20, reçu le 16 août 1788.

Tout n'était pas artificiel sans doute dans cette adaptation de l'*Esprit des lois* aux passions et au goût du jour. Mais s'il est vrai que Montesquieu ait contribué au mouvement de 89, l'auteur de ce morceau de circonstance ne dit pas comment et pourquoi une doctrine, si peu révolutionnaire, put devenir un élément de la Révolution. Là gisait la difficulté, que le panégyriste a sentie, mais qu'il élude avec de grands mots. En plaçant les travaux de l'Assemblée constituante sous l'invocation de Montesquieu, il pose un problème qu'il n'aide guère à résoudre.

Une impression décourageante résulte de ces nombreux écrits, pièces d'apparat ou de polémique, qui se succèdent de 1749 à 1789. S'ils attestent par leur quantité l'influence de Montesquieu, ils nous apprennent mieux encore la difficulté de la définir. Dans les réfutations, l'inintelligence prédomine, ou la mauvaise foi ; et les éloges glorifient, dans leur rhétorique monotone, un Montesquieu abstrait et lointain, figure de législateur et de sage à la mode antique, impersonnelle dans sa majesté. Jamais ces pompeuses harangues ne nous livrent un mot révélateur, le souvenir d'un commerce intime, la confidence d'un disciple qui ait su pratiquer l'œuvre et en exprimer le suc. L'admiration s'évapore en vaines généralités. L'analyse de la constitution anglaise est elle-même souvent négligée, et la théorie de la monarchie française, quand elle attire l'attention, devient surtout un prétexte à reproches ou une occasion

La conclusion de l'éloge, sous sa forme première, fait également allusion à des événements contemporains. « Quels traits de lumière tu aurais jetté [*sic*] sur la corruption trop sensible des principes constitutifs du gouvernement ! Quel respect tu nous aurais inspiré pour les privilèges et les traités, les vestiges préteux de la constitution française et de la liberté des provinces ! tu n'es plus ; mais ton génie préside au conseil de la France ; c'est par tes Pensées que les Sénats et les provinces ont arrêté ses ennemis... C'est à tes écrits que nous devons cette prudence qui délibérera, cette fermeté qui exécutera la révolution qui doit régénérer la nation française... » (Ms. 828, XCVI [22], n° 20, pp. 46-47.) — On parlera ci-après, aux chapitres XI et XII, des préoccupations publiques qui se reflètent dans ces deux passages.

de malentendus. Il y a certes chez les critiques des objections valables ; mais elles se mêlent confusément à une foule de chicanes sans justesse ou sans intérêt ; et si l'un des panégyristes, d'Alembert, se montre digne de son sujet, il n'a pu ni voulu en examiner toutes les faces. Comment la pensée de Montesquieu a survécu dans la pensée du siècle, quels en furent les éléments féconds et les déchets, les applications légitimes et les déformations, il faudrait renoncer à s'en rendre compte, s'il n'existait des documents plus précis, quoique plus diffus. Le vrai commentaire historique de l'ouvrage de Montesquieu n'est pas écrit dans les satires ni dans les éloges ; la substance en est dispersée à travers toute la littérature du temps. Il faut la demander aux livres de doctrine qui développent ou modifient les enseignements de l'*Esprit des lois*, aux pièces de circonstance qui les utilisent pour l'action, aux lettres et aux mémoires enfin, qui nous les montrent vivants dans les âmes. Seule, cette enquête étendue peut démêler l'influence de l'œuvre dont nous connaissons déjà l'autorité.

CHAPITRE IV

Montesquieu et les travaux sur l'histoire de France

SOMMAIRE

1° **Curiosité historique du XVIII^e siècle.** — Objet précis de ce chapitre.

2° **Controverses sur l'origine de la noblesse française.** — Théories de Boulainvilliers, Dubos et Montesquieu. Aspect politique de la question.

Les hésitations du président Hénault. Remaniements de son *Abrégé chronologique* sous l'influence de Montesquieu (1756).

Les *Lettres sur l'origine de la Noblesse française*, par Mignot de Bussy (1763) : réfutation partielle de la théorie de l'*Esprit des lois* ; l'auteur rejette l'idée d'une ancienne noblesse franque, mais conserve celle de l'anoblissement légitime par les fiefs.

L'*Origine de la Noblesse française*, par le vicomte d'Alès de Corbet (1766) : position exactement inverse de la précédente. En quoi d'Alès de Corbet est plus fidèle que Mignot de Bussy à l'inspiration de Montesquieu.

3° **L'origine du système féodal.** — Principales thèses en présence. La question historique, généralement négligée par les hommes de loi.

a) La nouveauté des solutions de Montesquieu, vivement sentie. Disciples et continuateurs : le chevalier de Jaucourt, Richer ; Hervé : la *Théorie des matières féodales et censuelles* (1785-1788) ; renouvellement de l'étude du droit féodal par la méthode historique.

b) Résistance aux théories de Montesquieu : Linguet, réfutation sommaire et satirique de l'*Esprit des lois* sur l'origine des justices seigneuriales (1764) ; Houard : ses scrupules d'érudit spécial ; inintelligence de la méthode de Montesquieu (1766 et 1776).

c) Opinions mixtes : Le Franc de Pompignan (1758), l'abbé Garnier (1765), l'abbé de Gourcy (1768), Henrion de Pansey (1773 et 1789), etc. : prédominance générale et progressive des thèses « germanistes » ; importance accordée à Montesquieu.

4° **Les tentatives d'histoire synthétique et philosophique.** — Elles se produisent dans la seconde moitié du siècle.

Les ambitions de l'abbé Velly (1755) : faire l'histoire de la nation, des lois et des mœurs, non plus seulement des rois et des guerres. Insuffisances de son œuvre et de celle de ses continuateurs. En quoi son projet peut se rattacher à l'influence de Montesquieu.

Rapprochement de l'histoire et du droit. Deux jurisconsultes historiens : F. de Paule de Lagarde (1754), Pierre Bouquet (1756). Points de contact entre ce dernier et Montesquieu.

Gautier de Sibert : les *Variations de la Monarchie française* (1765) : élargissement du champ de l'histoire. Ce qu'il doit à Montesquieu : solutions de fait ; esprit général de l'œuvre.

Chabrit : *De la Monarchie française* (1783-1785). Tentative manquée pour recommencer l'*Esprit des lois*, en le complétant du point de vue historique. *

Un hommage à l'originalité et aux mérites de Montesquieu historien : l'article de Garat sur Chabrit (*Mercure de France*, 1784).

5° **Conclusion.** — Montesquieu a contribué à élargir la curiosité historique, à la tourner vers les origines nationales, dont il commence à débrouiller « le chaos » ; à faire prévaloir la thèse « germaniste » et libérale, sur la thèse « romaniste » et despotique représentée par Dubos.

Médiocrité scientifique des résultats obtenus après lui : séparation encore trop grande entre l'érudition et la pensée ; écart entre les intentions et les œuvres. Ces résultats seront pourtant utilisés pour des fins politiques, et c'est en cela surtout que réside leur intérêt.

Le marquis d'Argenson se plaignait, en 1755, que la France eût fait peu de progrès dans le genre historique : selon lui, la véritable histoire n'avait pu se constituer encore, entre l'érudition mesquine et la vaine déclamation (1). Cette sévérité pour les auteurs de son siècle peut paraître à la fois excessive et justifiée : justifiée par la médiocrité des résultats acquis, trop incertains et trop dispersés pour permettre avec succès un travail de synthèse ; excessive, si l'on songe qu'un effort était dès longtemps commencé pour mieux connaître les faits, les institutions et les mœurs. C'est cet effort, continué par les générations suivantes, que nous voudrions examiner dans ses rapports avec l'*Esprit des lois* : nous nous

(1) *Réflexions sur les Historiens français...*, lues le 14 mars 1755, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. (*Mémoires de l'Ac. des Inscr.* [24], t. XXVIII, p. 627.)

proposons d'analyser dans des chapitres ultérieurs, les théories politiques que l'on a fondées sur l'histoire ; nous chercherons à montrer ici comment des études, faites dans un esprit moins systématique, attestent l'influence de Montesquieu par la solution des problèmes, ou la manière de les poser.

Une des parties du système de Dubos qui avaient le plus choqué Montesquieu, concerne l'origine de la noblesse française : l'abbé, on l'a vu, niait l'existence d'une caste supérieure chez les Francs ; il reportait l'origine de la noblesse moderne à l'époque où des usurpations, ayant créé des fiefs héréditaires, firent des ducs et des comtes une classe distincte dans l'État (1). Boullainvilliers avait cru aussi à l'égalité essentielle des Francs, mais pour lui ils étaient tous nobles et seigneurs du peuple conquis. Montesquieu apportait une explication nouvelle, en niant à la fois la servitude générale des vaincus, et l'égalité des vainqueurs : distinguant, dès avant Clovis, un ordre privilégié parmi les Francs, il en faisait comme la tige de la noblesse et de la féodalité.

Cette question, qui nous semble purement théorique, touchait aux rapports actuels de la noblesse et de la royauté : elle intéressait l'orgueil des anciennes familles, et les susceptibilités d'un pouvoir qui se disait la source de tous les privilèges et de tous les honneurs. « J'espère, écrivait Dubos à la fin de sa démonstration, que le Lecteur ne me reprochera point d'avoir été prolix hors de propos... Il est impossible de bien expliquer le Droit public, en usage sous les Rois de la troisième Race., si l'on n'a pas bien éclairci auparavant le Droit public en usage sous les Rois des deux premières Races ; et le point

(1) Cf. *Histoire critique* [109], liv. VI, chap. iv, t. III, pp. 328, 350 ; chap. xi, t. III, pp. 502-503. Dubos croit, il est vrai, à la persistance, sous les Mérovingiens, de la noblesse gallo-romaine (liv. VI, chap. x, t. III, pp. 460 sqq.) ; mais il n'établit point de filiation entre cette aristocratie et la noblesse féodale.

que je viens de traiter, est un des plus importants dans tout Droit public (1). » En 1744, le président Hénault crut devoir s'en occuper, dans le sec *Abrégé chronologique* où il omettait tant de questions essentielles pour l'histoire des institutions : il donna son adhésion sans réserve à la thèse égalitaire soutenue par l'abbé Dubos (2). Il n'admettait qu'un seul ordre parmi les hommes libres jusqu'à la fin de la seconde race, et ne voyait dans les bénéfices accordés par les Mérovingiens que des concessions territoriales, sans titre d'autorité. C'est dans la décadence des Carolingiens que l'usurpation créa les seigneuries, et du même coup la noblesse : les ducs, les comtes et les officiers inférieurs « rendirent héréditaires dans leurs maisons des Titres que jusques là ils n'avoient possédés qu'à vie, et ayant usurpé également et les Terres et la *Justice*, s'érigerent eux-mêmes en Seigneurs propriétaires des lieux dont ils n'étoient que les Magistrats... La Noblesse ignorée en France jusqu'au temps des Fiefs, commença avec cette nouvelle seigneurie ; en sorte que ce fut la possession des Terres qui fit les Nobles, parce qu'elle leur donna des especes de sujets nommés Vassaux (3). » Hénault imputait donc à la noblesse la double usurpation de ses honneurs et de son pouvoir. Mais bientôt après, il put lire l'*Esprit des lois* : la vigoureuse réclamation de Montesquieu contre une « prétention injurieuse au sang de nos premières

(1) *Histoire critique* [109], liv. VI, chap. iv, t. III, p. 350.

(2) Toutefois, il ne mentionne pas Dubos à ce sujet ; plus tard, il déclarera tenir son opinion de M. de Valois, érudit du xvii^e siècle que Dubos avait également cité. (Cf. *Abrégé* [133], 5^e édition, t. I, p. 240.) Mais, en général, il semble que les idées de Dubos aient fait impression sur Hénault. A dater de la seconde édition, l'*Abrégé chronologique* traite rapidement de l'établissement des Francs dans les Gaules, et, tout en maintenant l'idée de la conquête, accorde beaucoup à l'habileté politique de Clovis. (*Abrégé*, 2^e édition [133], 1746, pp. 32 sq.) — On a publié, en 1801, une « *Histoire critique de l'Etablissement des Français dans les Gaules* ; ouvrage inédit de M. le président Hénault... imprimé sur le manuscrit original écrit de sa main ». C'est une défense du système de Dubos, sévère pour Boulainvilliers et muette sur Montesquieu ; mais des doutes s'élèvent quant à la fidélité de l'éditeur. (Cf. H. Lion, *Le président Hénault* [498], chap. III, p. 267.)

(3) *Abrégé* [133], 1^{re} édition, p. 69 ; 5^e édition, t. I, pp. 112-113.

familles », lui inspira tout au moins des doutes, que traduisent les remaniements de l'*Abrégé*. Il n'effaça point le passage qu'on vient de citer ; mais il l'atténua, à partir de 1756, en commentant, au cours de son ouvrage, les lettres d'anoblissement accordées par Philippe le Hardi. Après avoir rappelé son opinion première sur l'origine de la noblesse, Hénault continuait ainsi :

« Telle étoit mon opinion ; et je l'avois prise de M. de Valois, avant qu'eût paru cet ouvrage que l'on appellera le *Code du Droit des Nations*. Ce que j'ai lû dans l'*Esprit des Loix* (liv. XXIX (1), chap. xxv) à ce sujet, présente, je l'avoüe, de grandes difficultés, par l'autorité que mérite l'auteur, et par ce que dans le genre de l'histoire les faits doivent prévaloir sur les raisonnemens (2). »

Cependant Hénault n'entrait point dans l'examen des « faits » ; plus sensible, peut-être, à l'autorité qu'aux preuves de Montesquieu, il présentait quelques observations peu décisives sur le sens du mot *noble* dans un des textes allégués par l'*Esprit des lois* ; il terminait sans conclure par ces paroles prudentes : « En voilà beaucoup pour un *Abrégé* (3). » Ce remaniement décèle moins une conversion qu'un scrupule, et un scrupule tardif, car depuis la publication de l'*Esprit des lois*, deux éditions de l'*Abrégé* avaient paru sans rien changer à la thèse primitive (4). Mais enfin la trace de Montesquieu était désormais inscrite dans un ouvrage fait pour apprendre l'histoire de France à bien des générations (5).

La question devait être reprise avec plus d'ampleur par l'abbé Mignot de Bussy, qui publia, en 1763, des

(1) En réalité, c'est au livre XXX que Montesquieu traite ce sujet.

(2) *Abrégé* [133], 5^e édition (1756), t. I, p. 240.

(3) *Abrégé* [133], 5^e édition, t. I, p. 242.

(4) Éditions de 1749 et 1752. Plus tard, un supplément, contenant les additions et corrections de la 5^e édition, fut mis en vente pour les compléter.

(5) Sur le grand succès de l'*Abrégé chronologique*, cf. H. Lion, *Le président Hénault* [498], chap. III, pp. 268 sqq. Il y eut au moins 10 éditions de l'*Abrégé*, de 1744 à 1789 ; c'était beaucoup pour un livre de ce genre.

Lettres sur l'origine de la Noblesse Française. L'idée première de cet écrit, si l'on en croit la préface, vint du désir de rectifier les erreurs de Boulainvilliers, et de justifier contre lui, dans toute sa plénitude, le droit d'anoblissement du souverain (1). L'abbé composa sur ce thème une courte dissertation qui, enrichie de preuves nouvelles après la lecture de Dubos, ne reçut sa forme définitive que lorsque eut paru « le Livre immortel de l'Esprit des Loix » (2). Un tel mode de composition ne promet point une œuvre originale ; et, en effet, l'auteur prit de chaque système ce qui lui convenait, mais il sut fondre assez habilement ces éléments hybrides. Il réfute d'après Dubos une des thèses de Montesquieu, l'idée d'une ancienne noblesse germanique, qui lui semble un préjugé de l'écrivain grand seigneur :

« On s'aperçoit que sa complaisance pour certain entêtement d'ancienneté qu'il a vu répandu dans la ville et dans les provinces, lui a fait imaginer un système qui pût le satisfaire (3). »

Mignot de Bussy se fonde sur un principe énoncé par Dubos, que les hommes naissant tous égaux d'après la loi naturelle, l'inégalité sociale dans l'histoire, ne saurait se présumer : il faut en avoir, pour l'admettre, des preuves claires et positives (4). En conséquence, il soumet à un examen subtil les textes cités dans l'*Esprit des lois*, et montre qu'aucun d'eux n'atteste avec certitude l'établissement de la noblesse chez les Francs : le titre d'*antrustion* pouvait n'être qu'un honneur personnel ; puissance et réputation ne sont pas noblesse ; le mot *nobilis* chez les auteurs peut n'emporter qu'un sens moral ; bref, il rejette aisément tous les indices favorables

(1) *Lettres* [165], préface, p. x.

(2) *Ibid.*, p. xiii.

(3) *Ibid.*, p. xv. Cf. aussi la lettre III.

(4) *Lettres* [165], III, p. 130. (Cf. Dubos, *Histoire critique* [109], liv. VI, chap. iv, t. III, p. 330.)

à une opinion supposée invraisemblable en soi (1). Mais, ce seul point excepté, les idées de Mignot de Bussy sur la monarchie des premières races concordent avec celles de Montesquieu : d'après l'*Esprit des lois*, il nie contre Boulainvilliers la servitude générale des Gallo-Romains, contre Dubos la survivance du fisc impérial (2). De même, il répète Montesquieu sur les prérogatives des fiefs, et sur les changements qui, d'amovibles, les rendirent héréditaires (3). C'est d'ailleurs cette hérédité, généralisée par Charles le Chauve, que Mignot de Bussy présente comme la source de la noblesse : simple adaptation, en somme, de la théorie de Montesquieu, pour qui la possession d'un fief, sous les deux premières races, égale le non-noble aux antrustions (4). Des deux origines de la noblesse reconnues par l'*Esprit des lois* : la descendance des anciens « compagnons » germaniques, l'acquisition des fiefs, Mignot de Bussy nie la première et admet la seconde, en lui laissant tous les caractères que Montesquieu lui attribuait. S'il donne son explication pour le fruit d'une inspiration personnelle, il reconnaît que Montesquieu servit du moins à la confirmer (5) ; il le cite pour « le premier garant » (6) de son opinion et porte sur lui ce jugement qui, malgré son accent d'approbation légèrement protectrice, nous laisse entrevoir toute l'étendue de ses obligations :

« Ses recherches m'ont fourni contre lui-même des armes victorieuses ; on doit même convenir qu'elles lui ont fait toucher de la main la vérité ; il a découvert la

(1) Cf. les lettres III et IV.

(2) Cf. lettre II.

(3) Cf. lettres IV, V.

(4) Cf. *Esprit des lois*, liv. XXXI, chap. VIII, xxiv. D'après Montesquieu, l'homme libre (c'est-à-dire le non-noble) pouvait, soit convertir son alleu en fief, soit — à dater d'une certaine époque — obtenir directement un fief ; il entraînait par là dans « l'ordre féodal » et jouissait des privilèges de la noblesse. — Quant à l'hérédité des fiefs, elle est, pour Montesquieu comme pour Mignot de Bussy, l'effet de concessions royales et non d'une usurpation.

(5) *Lettres* [165], V, p. 232.

(6) *Ibid.*, p. 233.

source et la forme du gouvernement féodal, qui ne se fixa que sous la seconde Race de nos Rois ; un pas de plus lui auroit montré dans cet établissement même l'origine d'un corps de Noblesse (1). »

En faisant dériver la noblesse d'une concession du monarque, Mignot de Bussy écarte de ses origines le reproche d'usurpation ; mais il prouve aussi que le prince a pleinement le droit d'anoblir. Le pouvoir qui a créé les anciens nobles en fait légitimement de nouveaux : telle est la conclusion qu'il développe à loisir dans sa dernière lettre, où, une fois de plus, Montesquieu lui vient en aide pour prouver l'utilité des anoblissements. Tarir la source de la noblesse, ce serait effacer lentement la distinction des ordres, nécessaire à la monarchie : « Comme un corps de Noblesse est de l'essence d'une Monarchie, à qui appartient-il d'en réparer les pertes et d'en fixer les moyens, si ce n'est au Monarque ? (2) » Ainsi, d'un bout à l'autre de son ouvrage, Mignot de Bussy reste tributaire de celui qu'il a combattu.

Les *Lettres sur l'origine de la Noblesse*, parues sans nom d'auteur, furent assez remarquées pour provoquer une réponse : le vicomte d'Alès de Corbet, qui avait déjà publié des *Recherches sur l'ancienne gendarmerie*, et préparait un *Traité historique et critique de la Noblesse de France* (3), se sentit blessé, à cette lecture, dans ses sentiments de gentilhomme et ses convictions d'érudit. Il voulut réfuter un livre qui, par l'insuffisance d'un savoir de seconde main, lui semblait indigne de son succès (4) ; en 1766, il lui opposait, dans son *Origine de Noblesse française*, les ressources d'une érudition abondante, sinon limpide. Persuadé, à l'encontre de Mignot

(1) *Lettres* [165], préface, p. xv.

(2) *Lettres* [165], VI, p. 302.

(3) Les *Recherches* avaient paru en 1759 : quant au *Traité* annoncé par d'Alès de Corbet dans son *Origine de la Noblesse* [77], p. 12, nous n'en avons pas trouvé trace.

(4) Cf. *Origine de la Noblesse française* [77], p. 1.

de Bussy, que la distinction des classes est inhérente à l'état social (1), il croit à l'existence de la noblesse chez les anciens Francs, et allègue sur ce point les raisons et l'autorité de Montesquieu (2). Mais il emprunte à Dubos une de ses idées, celle de la persistance, sous les Mérovingiens, d'une noblesse romaine (3); c'est dans les classes privilégiées des vaincus comme des vainqueurs qu'il trouve la double origine de la noblesse française. Au reste, il accepte les théories de l'*Esprit des lois* sur l'antiquité du droit de justice (4), et sur le pouvoir des feudataires dans l'ancienne monarchie (5); mais il accentue les différences que Montesquieu apercevait, dès ces temps primitifs, entre les ordres de l'État. Non seulement il réserve à la noblesse la franchise d'impôt que Montesquieu jugeait commune à toute la nation (6), mais il conteste qu'en général les roturiers aient pu obtenir des fiefs sous les deux premières races (7); et bien qu'il n'oppose à Montesquieu aucun argument décisif, il n'hésite pas à écrire :

« N'y ayant point, avant l'hérédité des Fiefs, dans l'ordre commun des choses, de Bénéficiaire qui ne fût fidele et guerrier, ni de Fidele et guerrier qui ne fût Noble et *Gentilhomme*, cette hérédité fixa dans l'ordre de la Noblesse seule ces Fiefs (8). »

La possession même des fiefs, lorsqu'elle fut permise aux roturiers sous la troisième race, ne leur conféra point un titre de noblesse authentique (9). Quant aux anoblissements par lettres, d'Alès de Corbet les croit légitimes, et fondés sur une ancienne tradition, mais il

(1) *Ibid.*, 1^{re} partie, art. II, pp. 23 sqq.

(2) *Ibid.*, art. I, II, VI.

(3) *Ibid.*, art. III, IV, V.

(4) *Ibid.*, art. VI.

(5) *Ibid.*, 2^e partie, art. I.

(6) *Ibid.*, 1^{re} partie, art. VII.

(7) *Ibid.*, 1^{re} partie, art. VII.

(8) *Ibid.*, 2^e partie, art. I, p. 194.

(9) *Ibid.*, 2^e partie, art. II.

voudrait en restreindre le nombre (1). Il s'en faut d'ailleurs qu'il égale les anoblis, même les plus honorables, aux gentilshommes d'extraction (2). Ainsi la théorie de Montesquieu sur l'origine de la noblesse s'est trouvée scindée, pour ainsi dire, entre Mignot de Bussy et d'Alès de Corbet : le premier conservait l'idée de l'anoblissement par les fiefs ; le second reprend celle d'une noblesse formée, bien avant la conquête, dans les forêts de la Germanie ; mais on discerne dans son ouvrage, d'ailleurs plus savant et plus personnel, quelque chose de plus intimement fidèle à l'inspiration de Montesquieu. Comme ce dernier, d'Alès de Corbet est gentilhomme et ne l'oublie point ; on sent en lui cet orgueil de race que les négations de Dubos faisaient frémir. La « complaisance pour un certain entêtement d'ancienneté », signalée dans l'*Esprit des lois* par Mignot de Bussy, ne lui apparaissait assurément pas comme une cause d'erreur : il sait gré à Montesquieu et à Boulainvilliers de leurs « sentiments mâles et généreux », qu'il oppose aux « opinions serviles de Dubos et de ses compilateurs » (3). Mignot de Bussy avait su plus adroitement découper le texte de Montesquieu ; mais il y a chez d'Alès de Corbet une sympathie plus profonde pour son idéal et ses préjugés.

Les discussions sur l'antiquité de la noblesse touchaient au problème plus vaste de l'origine du système féodal : sujet fort épineux en soi, rendu plus délicat encore par sa liaison avec l'histoire des vicissitudes du pouvoir royal. Les fiefs venaient-ils des Romains, des Lombards ou des Francs ? S'étaient-ils formés par concession, partage amiable ou violence ? c'étaient là des questions obscures, qu'on étudiait rarement sans prévention, et qu'on n'osait pas toujours poser. Au xvii^e siècle,

(1) *Origine* [77], 2^e partie, art. II.

(2) *Origine* [77], 3^e partie, art. II.

(3) *Origine* [77], 3^e partie, art. I, pp. 317-318.

Lefevre Chantereau avait formulé, avec une rigueur dogmatique, la thèse la plus défavorable aux seigneurs, la plus favorable à la royauté, celle qui montrait dans les fiefs l'effet d'« un pervertissement des règles politiques et corruption des mœurs », excité par « l'ambition et l'avarice, avec l'esprit de révolte (1) », un bien mal acquis par les sujets aux dépens de leur roi. Pour Bou-lainvilliers, c'est la conquête qui avait réparti les terres entre les guerriers Francs ; puis Charlemagne avait organisé, sur le modèle des Lombards, le sage et magnifique établissement de la hiérarchie féodale (2). Dubos consentait que Clovis eût gratifié ses soldats de quelques « terres saliques », comme les empereurs romains concédaient des bénéfices à leurs vétérans (3) ; mais la féodalité, comme pouvoir politique, n'était née, selon lui, que de l'usurpation (4). Quant aux feudistes de profession, dans la première moitié de XVIII^e siècle, ils n'aimaient pas à s'engager dans ces controverses historiques dont ils attendaient apparemment plus de péril que de profit ; ils exposaient l'usage des fiefs sous la troisième race ; ils ne disaient presque rien de l'époque antérieure, qui posait la question de leur genèse, c'est-à-dire de leur légitimité. Le plus sage était de s'excuser sur la difficulté de la matière et l'incertitude des opinions. « Quoique nos Auteurs, dit Boutaric en 1746, ayent fait de longues et curieuses dissertations sur l'origine des Fiefs, il faut avouer que c'est toujours chose fort obscure, et sur laquelle on n'a que des présomptions ou des conjectures (5). » Cette prudente réserve des érudits les plus

(1) *De l'origine des fiefs* [98], liv. I, chap. iv, p. 26. Cf. aussi liv. I, chap. viii, pp. 49 sqq.

(2) *Histoire de l'ancien gouvernement* [87], t. I, pp. 49 sqq. ; *Lettres historiques* [87], IV, t. I, pp. 292 sqq.

(3) *Histoire critique* [109], liv. VI, chap. xiii, t. III, pp. 532, 542. Les *terres saliques* ne sont, pour Dubos, que les bénéfices militaires des Romains, imités par les Francs.

(4) *Histoire critique* [109], liv. VI, chap. xi, t. III, pp. 502-503 ; chap. xvii, t. III, pp. 632, 636-37.

(5) Boutaric, *Traité des droits seigneuriaux* [91], 2^e partie, p. 81. —

compétents semblait laisser le champ libre aux inventeurs de systèmes. Mais Montesquieu, finissant « le traité des fiefs où la plupart des auteurs l'ont commencé (1) » avait enfin porté dans cette étude la largeur de vues d'un historien philosophe et le savoir d'un homme de métier. Un mérite si singulier ne fut pas méconnu. Dès 1756, le chevalier de Jaucourt, traitant de l'histoire des fiefs dans l'*Encyclopédie*, faisait ressortir nettement, malgré un peu d'emphase, l'originalité des derniers livres de l'*Esprit des lois* :

« C'est précisément lorsque les fiefs furent rendus héréditaires, que presque tous les auteurs ont commencé leurs traités sur ce sujet, en appliquant communément aux tems éloignés les idées générales de leur siècle ; source d'erreurs intarissable. Ceux qui ont remonté plus haut ont bâti des systèmes sur leurs préjugés ; Peu de gens ont su porter leur esprit sans prévention aux vraies source des loix féodales ; de ces loix qu'on vit paroître inopinément en Europe, *sans qu'elles tinssent à celles qu'on avoit jusqu'alors connues ; de ces loix qui ont fait des biens et des maux infinis ; de ces loix enfin qui ont produit la regle avec une inclination à l'anarchie, et l'anarchie avec une tendance à la regle* (2). M. de Montesquieu tenant le bout du fil est entré dans ce labyrinthe, l'a tout vû, en a peint le commencement, les routes et les détours, dans un tableau dont je viens de donner l'es-

Cf. dans le même esprit : Pocquet de Livonière, *Traité des fiefs* [181], 1729, liv. I, chap. 1, pp. 2-3 ; Guyot, *Traité ou Dissertation sur plusieurs matières féodales* [130], t. I, 1738, p. v. Brussel, dans son *Nouvel examen de l'usage des fiefs* [92], 1727, avait rattaché les fiefs aux bénéfices de la première et de la seconde races ; mais il n'expliquait ni l'origine de ces bénéfices, ni les causes de leurs transformations. (Cf. tome I, liv. I, chap. II, VI, pp. 57, 88 ; liv. II, chap. IV, pp. 146-47). — Voir encore, sur ces incertitudes, Ferrière, *Nouveau commentaire sur la coutume de Paris* [120], t. I, titre I, p. 5.

(1) *Esprit des lois* [28], liv. XXXI, chap. XXXIV, t. IV, p. 94.

(2) Ces mots, que nous soulignons, sont empruntés à peu près textuellement à l'*Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. 1, t. III, p. 327.

quisse, en empruntant perpétuellement son crayon, je ne dis pas son coloris (1). »

En effet, l'article du chevalier de Jaucourt ne consiste guère qu'en un extrait de l'*Esprit des lois* : sur l'origine germanique de la vassalité, sur le partage des terres en Gaule, sur la nature et les modifications successives des fiefs et des alleux, il se borne à résumer les enseignements du « beau génie » qui a découvert les « racines » (2) de l'arbre féodal. Et si cette docilité passive diminue un peu l'autorité de ses éloges, s'il parle en disciple plutôt qu'en juge, on ne saurait lui refuser le mérite d'être un disciple intelligent, car son résumé se recommande par l'exactitude, la précision et la netteté.

Aussi bien, son témoignage ne demeure point isolé : confirmé par quelques lignes de l'*Avertissement* de Richer (3), il l'est mieux encore par l'exemple de l'avocat Hervé, qui publia de 1785 à 1788, une *Théorie des matières féodales et censuelles* : l'ambition s'y manifestait de renouveler l'étude du droit par la méthode historique. L'auteur reproche aux feudistes les plus autorisés leur indifférence profonde « sur la génération, le progrès et l'ensemble de notre système féodal », sujets qui seraient cependant « de la plus grande importance pour l'intelligence des matières et la justesse des idées (4). » C'est l'ignorance résultant de cette omission qui multiplie les vains systèmes et les sottes clameurs. Seul, le travail

(1) *Encyclopédie* [459], t. VI, 1756. Article *Fief* (*Droit politiq. Hist. littér.*), p. 693.

(2) *Ibid.*, p. 688.

(3) « La plupart des auteurs qui ont écrit sur les fiefs n'ont examiné que les droits féodaux, tels qu'ils existent aujourd'hui. Ils ont cherché les motifs de décision sur les contestations que cette matière occasionne dans les dispositions recueillies par les rédacteurs des coutumes, et se sont peu embarrassés de connoître la source de ce genre de possessions. M. de Montesquieu l'a cherchée, cette source : il a ouvert les archives des premiers âges de notre monarchie, il a suivi graduellement les révolutions que les fiefs ont essuyées. » (*Avertissement* de l'édition de 1767, réimprimé en tête des *Œuvres*, éd. de Londres, 1777 [29], t. I, pp. 11-12.)

(4) *Théorie des matières féodales et censuelles* [137], préface, t. I, p. vii.

de Montesquieu nous montre ce que l'étude des origines peut avoir de fécond :

« L'esquisse de M. de Montesquieu, sur les Fiefs, me laissoit entrevoir qu'il n'étoit pas impossible de remplir le vuide que je voyois, et de faire un développement historique, duquel on fît sortir les principes fondamentaux de tout le droit féodal.

J'essayai ; et bientôt je vis que mon travail n'étoit pas infructueux (1). »

Six volumes sur les « matières féodales et censuelles » furent les résultats de son effort : cinq d'entre eux, toutefois, sont remplies de considérations purement juridiques ; mais le tome I contient cette introduction historique « qui manquait absolument » (2), aux traités antérieurs : tout l'essentiel en est tiré de Montesquieu. Le chevalier de Jaucourt avait résumé les thèses de *l'Esprit des lois* ; Hervé les développe, les contrôle, les nuance, les contredit parfois dans le détail, mais il en conserve les points principaux : l'origine germanique de la vassalité (3), l'existence chez les Francs d'un corps de noblesse, changé par la conquête en aristocratie féodale (4), la transformation des fiefs amovibles en héréditaires (5), et la conversion des alleux en fiefs (6) ; la légitimité des justices seigneuriales, tenant à l'usage des *freda* (7). Cette conformité presque absolue d'idées, le nombre des citations et des réminiscences, prouvent que le texte de Montesquieu, toujours présent à l'esprit de

(1) *Ibid.*, p. XIII.

(2) *Ibid.*, p. XIV.

(3) *Ibid.*, t. I, §§ 1 et 2.

(4) *Ibid.*, t. I, §§ 4, 8, 11, 12.

(5) *Théorie* [137], t. I, §§ 15, 17.

(6) *Ibid.*, t. I, §§ 22, 24.

(7) *Ibid.*, t. I, §§ 50, 54, 58. Hervé ajoute seulement que la justice ne formait pas un attribut essentiel et inséparable du fief ; le roi eût pu la réserver. « Ainsi le droit de justice dont jouissent les seigneurs est une émanation de la souveraineté, et non un apanage nécessaire de la vassalité » (§ 54, p. 258). Peut-être est-ce là un hommage de pure forme au principe orthodoxe : toute justice émane du roi.

l'auteur, lui fournit comme le canevas de son ouvrage (1). Mais Hervé tend à préciser la conclusion d'ensemble que Montesquieu avait seulement indiquée : la féodalité est légitime dans son principe. L'usurpation a pu l'étendre, la barbarie lui mêler des pratiques bizarres, injustes et cruelles ; mais ces circonstances n'infirmant pas le premier établissement. Le droit féodal ne forme pas un tout homogène, et l'histoire nous apprend à y distinguer ce qui est primitif ou surajouté, légitime ou abusif, essentiel ou accidentel. C'est ainsi que la servitude provient, — comme le disait Montesquieu, — de la férocité du droit des gens ; elle s'est trouvée liée par le fait au régime des fiefs, mais elle n'en dérive pas (2). « Je vis, écrit Hervé, dans sa préface, que les Fiefs, les Justices, les Cens, les Servitudes, avoient d'autres causes que la puissance et la tyrannie des Seigneurs ; je vis que les gens d'Église n'avoient usurpé ni leurs droits ni leurs Justices ; je vis que les uns et les autres avoient des titres respectables (3). » L'explication historique qu'il doit à Montesquieu l'a donc prémuni contre les « systèmes » et les « clameurs » de l'ignorance et de la

(1) Qu'on nous permette un exemple pour montrer combien, en dehors des citations littérales, Hervé suit de près Montesquieu. Ce dernier avait dit, à propos des justices :

« J'ai déjà prouvé que les Rois ne levoient rien sur les terres qui étoient du partage des Francs ; encore moins pouvoient-ils se réserver des droits sur les fiefs. Ceux qui les obtinrent eurent à cet égard la jouissance la plus étendue ; ils en tirèrent tous les fruits et tous les émolumens : et comme un des plus considérables étoient [*sic*] les profits judiciaires (*freda*) que l'on recevoit par les usages des Francs, il suivoit que celui qui avoit le fief avoit aussi la justice. » (*Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. xx, t. III, p. 384.)

Hervé dira de son côté :

« Les fiefs comprenoient des territoires ordinairement fort étendus, sur lesquels les Rois ne se réservoient rien, puisqu'ils étoient concédés à seule charge du service militaire. Ceux qui les possédoient en avaient la jouissance la plus étendue et en tiroient tous les fruits et tous les émolumens. Mais comme un des plus considérables étoient [*sic*] les profits judiciaires, il falloit bien que celui qui avoit le fief eût aussi la justice. » (*Théorie* [137], t. I, § 54, p. 252.)

(2) *Théorie* [137], t. I, § 35. (Cf. Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XXX, chap. x, xi. Hervé cite son autorité sur ce point.)

(3) *Théorie* [137], préface, t. I, pp. xiii-xiv.

haine ; elle lui a permis de juger la féodalité dans un esprit de modération sympathique.

Il ne faudrait pourtant pas croire que ces conceptions de Montesquieu aient persuadé tous les lecteurs : déjà contestées par des polémistes tels que Bonnaire ou Dupin, les théories historiques de l'*Esprit des lois* furent critiquées par des juriconsultes et des érudits spéciaux. En 1764, l'avocat Linguet — un des adversaires les plus mordants et les plus tenaces de Montesquieu, — introduisit dans son écrit sur *l'administration de la justice*, une « réfutation de quelques passages de l'*Esprit des lois* » (1). Ennemi des complications gothiques dont la jurisprudence se hérissait (2), Linguet souhaitait la disparition des justices seigneuriales, et voulut diminuer leur rôle dans le passé : avant de dépeindre, en quelques pages pleines de verve, leurs vices actuels (3), il examina l'opinion de Montesquieu sur leur origine. Louant, non sans quelque ironie, « l'érudition immense de cet ingénieux Écrivain... son style animé, et souvent, peut-être même trop souvent pittoresque..., l'adresse de ses applications qui paroissent toujours vraies et le sont quelquefois (4) », il prétend prouver contre lui que la justice ne tient pas à l'essence du fief. Ce pouvoir ne prit naissance que sous la troisième race, à l'époque des affranchissements, en vertu d'une tolérance et d'un consentement tacites, qui ne créaient pas de droit rigoureux :

« Le Fief étoit fondé sur le droit de la conquête ou de l'usurpation, ce qui se ressemble assez. La Justice l'étoit sur la tolérance des Peuples, quand ils en eurent besoin » (5).

(1) *Nécessité d'une réforme dans l'administration de la justice et des lois civiles en France, avec la réfutation de quelques passages de l'Esprit des lois*, 1764 [157].

(2) *Nécessité d'une réforme...* [157], pp. 10-11.

(3) *Ibid.*, pp. 57 sqq.

(4) *Ibid.*, p. 5.

(5) *Ibid.*, p. 34. Cf. pp. 33, 35.

La « réfutation » de Linguet semble, dans sa vive concision, plus brillante que convaincante. Mais bientôt un autre avocat, David Hoüard, refit savamment la critique des derniers livres de l'*Esprit des lois*. Ce juriconsulte érudit, qui devint correspondant de l'Académie des Inscriptions, apparaît incapable de goûter la méthode de Montesquieu : enclin à considérer les lois plutôt que les faits, et la lettre plutôt que l'esprit des textes, il sentait et s'exagérait peut-être, ce qu'il y avait chez l'historien philosophe de conjectures hardies et d'inductions mal vérifiées. Il ne fit point de réfutation suivie, mais son commentaire sur les *Anciennes Loix* de Littleton (1), paru en 1766, est plein de remarques acerbes à l'adresse de Montesquieu :

« Un Ecrivain habitué, comme M. de Montesquieu, à ne suivre que son génie, à créer, est souvent exposé à s'égarer dans la discussion des faits ; la facilité avec laquelle il croit trouver dans son propre fonds des moyens de les concilier ou de les éclaircir, lui fait souvent négliger de puiser dans les sources où réside le vrai. Un esprit médiocre, au contraire, ne manque jamais de recourir à toutes les sources (2). »

Hoüard serait-il « un esprit médiocre » ? il critique Montesquieu d'après les sources, mais en le critiquant, il ne l'entend pas toujours. Il prend une peine assez superflue pour montrer que les « compagnons » germaniques n'étaient point des vassaux, astreints à un service régulier (3). C'est méconnaître le sentiment de Montesquieu, qui discerne dans cette coutume l'esprit de la vassalité, son ébauche première, et non sa forme juri-

(1) « *Anciennes loix des François* [140], conservées dans les coutumes angloises, recueillies par Littleton, avec des observations historiques et critiques... Par M. David Hoüard, avocat au Parlement de Normandie. »

(2) *Anciennes loix* [140], t. I, p. 113. Cf. aussi : t. I, pp. 3, 16, et t. II, p. 13, note : « Ce n'est pas éclairer les loix par l'histoire que de faire dire aux loix ce qu'elles ne disent pas. »

(3) *Anciennes loix* [140], t. I, p. 4.

dique et son état définitif. De même, Hoüard s'attache à établir des distinctions savantes entre les bénéfices mérovingiens et les fiefs proprement dits (1) : mais en identifiant, quant au fond, les fiefs aux bénéfices, Montesquieu ne prétend pas que l'institution soit restée immuable de Clovis à Hugues Capet. Il est vrai que Hoüard accentue la différence entre les anciens bénéficiers et les barons féodaux, car il dépouille les premiers des fonctions judiciaires dont Montesquieu les revêtait : la théorie de l'*Esprit des lois* sur la formation des justices n'est, selon lui, qu'un « système » inconciliable avec le sens réel des monuments (2). Ces objections, qu'il devait reprendre en partie dans son *Traité des Coutumes Anglo-Normandes* (3), tendaient à confirmer dans l'histoire les titres de la monarchie absolue ; mais elles procèdent moins d'un idéal politique que d'un tour d'esprit personnel ou professionnel. Légiste, et non historien, Hoüard ne sait pas découvrir, sous les différences juridiques, les analogies de fait ; et il éprouve les défiances, — parfois justes et toujours prudentes, — de l'érudition méticuleuse contre les audaces du génie. « Le célèbre Magistrat, dira le *Traité des Coutumes Anglo-Normandes*, auroit sûrement peu de sectateurs, si l'on s'attachoit à vérifier les faits sur lesquels il appuie ses maximes (4). »

Mais entre la docilité des « sectateurs » et l'âpreté des adversaires, il y avait place pour des jugements

(1) Cf. *Anciennes loix* [140], t. I, pp. 11, 23, 27, 77.

(2) *Anciennes loix* [140], t. II, pp. 161 sqq. Hoüard diffère aussi de Montesquieu sur l'origine de la noblesse, qui dépendait, d'après lui, de la seule volonté du roi. (*Ibid.*, t. I, pp. 192, 195.) Mais il ne mentionne pas l'*Esprit des lois* à ce propos.

(3) Paru en 1776. Hoüard se flatte d'y avoir montré que la Couronne, même sous le régime féodal, avait « la suprématie la plus indépendante et la plus étendue ». (*Traité* [141], t. IV, p. 681.) Il contredit Montesquieu sur les justices (*ibid.*, t. I, pp. 5-6, note ; t. II, pp. 24-25) et sur les compositions (t. I, p. 28), et il cite avec complaisance un jugement de Barrington qui déclare Montesquieu « Most Fantastical and wimsical in his whole work of the *Esprit des loix* »... (*Traité* [141], t. I, p. 28, note.)

(4) *Traité* [141], t. I, p. 28.

indépendants et modérés. On a pu priser les mérites de Montesquieu historien sans accepter aveuglément l'ensemble de ses thèses. En 1759, un *Traité des droits des Communes*, tout en reconnaissant chez Montesquieu une « grande et profonde érudition. » (1), parle de l'origine des fiefs comme d'un problème non résolu (2). Vers le même temps, la *Dissertation sur les biens nobles*, de Le Franc de Pompignan, mêle l'approbation et la critique. Comme Montesquieu (qui figure parmi ses garants) l'auteur explique la formation des fiefs par le partage des terres, fait entre le roi et ses guerriers selon l'usage des Germains (3) ; il ne se montre pas tendre par l'absolutisme plébéen de l'abbé Dubos :

« Pour le système de l'Abbé Du Bos, c'est, comme l'a défini l'Auteur de l'*Esprit des Loix*, une conjuration contre la noblesse. Quel étoit son but ? On peut être fidèle à son Roi sans être infidèle à l'Histoire. Il n'est pas permis de contredire sans pudeur des monuments qui sont sous nos yeux. Le pouvoir des premiers fondateurs de la Monarchie Françoisse étoit grand, mais limité. Le peuple étoit obéissant, mais libre. Ceux qui ne sçavent pas concilier ces deux points, ne connoissent que l'esprit d'indépendance et de servitude (4). »

Mais s'il croit à la légitimité des fiefs, — comme à l'utilité actuelle des privilèges (5), — Le Franc de Pompignan accepte, plus volontiers que Montesquieu, l'idée d'usurpations commises par les seigneurs. Il ne pense pas que le droit de justice fût inhérent aux premières concessions féodales : les ducs et les comtes l'ont usurpé ; et la théorie contraire de l'*Esprit des lois* ne paraît fondée

(1) *Traité des droits des communes* [194], p. 17.

(2) *Ibid.*, pp. 16-17.

(3) *Dissertation sur les biens nobles* [148], pp. 15 sqq.

(4) *Ibid.*, pp. 16-17.

(5) « C'est singulièrement dans une monarchie, comme l'a remarqué, si je ne me trompe, l'auteur de l'*Esprit des loix*, que les privilèges sont nécessaires. » (*Ibid.*, p. 35.)

que sur « des inductions peu concluantes » (1). Sympathie générale avec les tendances de Montesquieu, examen critique de ses thèses, l'on retrouve, vers la fin du siècle, ce double caractère chez un jurisconsulte notable, Henrion de Pansey. Résolument « germaniste », il estime (en 1773) que « les idées sont aujourd'hui fixées » sur l'origine du système féodal : il vient des « anciens peuples du Nord » qui ont détruit l'Empire romain :

« On ne trouve pas, il est vrai, chez ces anciens peuples le Gouvernement féodal tel que nous l'avons vu depuis ; mais on en apperçoit le germe dans leur caractère, dans leurs manières, dans leurs usages (2). »

On a reconnu dans ces lignes l'idée maîtresse de Montesquieu : la concordance se précise lorsque Henrion de Pansey montre « le germe » du gouvernement féodal dans les relations primitives du prince et de ses « compagnons » ; lorsqu'il évoque « ces Fidèles, pauvres, généreux et libres », qui recevaient pour prix de leur service « des armes, des repas, et une plus grande part aux périls de la guerre. C'étoit là, si l'on peut parler ainsi, les fiefs des anciens Germains (3). » « Chez les Germains », avait dit Montesquieu, « il y avoit des vassaux, et non pas des fiefs. ou plutôt les fiefs étoient des chevaux de bataille, des armes, des repas (4). » La ressemblance, à défaut de référence, trahit ici le souvenir direct de l'*Esprit des lois*. Mais sur la question du droit de justice, Henrion de Pansey se montrera plus original : dans ses *Dissertations féodales*, parues en 1789, il substitue à la thèse trop tranchante de Montesquieu une explication plus souple, selon laquelle la concession royale aurait confirmé et étendu les effets d'une usurpation (5).

Au reste, la prédominance des idées « germanistes »,

(1) *Ibid.*, p. 18.

(2) *Introduction au Traité des fiefs* de Dumoulin [136], p. 21.

(3) *Introduction au Traité des fiefs* [136], p. 25.

(4) *Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. III, t. III, p. 331.

(5) *Dissertations féodales* [134], t. II, p. 534.

si elle s'affirme réellement dans la seconde moitié du siècle, n'apparaît pas aussi absolue que le dit Henrion de Pansey. Quelques efforts furent tentés pour expliquer les institutions primitives de la France par un mélange, en proportions variables, d'éléments romains et germains. Telle fut l'idée directrice du comte du Buat, dont le livre sur les *Origines*, paru en 1757, ne devait pas manquer d'autorité (1). Quelques années plus tard, l'abbé Garnier remportait un prix de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres avec une dissertation sur ce thème significatif : « Ce qui est resté en France sous la première Race de nos Rois, de la forme du Gouvernement qui subsistoit dans les Gaules sous la domination des Romains (2). » Son ouvrage, publié en 1765, sous le titre de *Traité de l'origine du Gouvernement François*, reprend la thèse de Dubos, mais avec des atténuations sensibles (3). Tout en maintenant la persistance du régime municipal romain (4), l'auteur croyait que les assemblées germaniques avaient pris peu à peu dans les Gaules une importance considérable, et une forme réglée (5). Mais il ne voyait dans les fiefs que la continuation des bénéfices militaires, imaginés par les empereurs romains, et son livre contredit sur ce point, plus qu'il ne les discute, les théories de Boulainvilliers et de Montesquieu, entre lesquelles il ne semble pas bien distinguer (6).

Des idées à la fois plus fines et plus fermes caractérisent l'ouvrage de l'abbé de Gourcy sur l'*État des Personnes sous la première et la seconde races de nos*

(1) Sur Du Buat, dont les idées historiques se prolongent en conclusions politiques fort bizarres, voir ci-après, chap. v.

(2) Cf. *Histoire de l'Académie* [24], t. XXXI, 1767, p. 2.

(3) Cf. *Traité de l'Origine* [123], pp. 13, 31, et notamment cette phrase : « Dans le mélange qui se fit du Gouvernement Romain et du Gouvernement Germanique, le Romain dut prévaloir. » (*Traité* [123], pp. 29-30.)

(4) *Traité* [123], pp. 209 sqq.

(5) *Ibid.*, p. 232.

(6) *Ibid.*, pp. 111 sqq. (Voir aussi, pp. 96-97, une critique, mais fort sommaire, de l'idée que Montesquieu se forme de la dignité d'antrustion.)

Rois (1), — véritable traité de l'ancienne société française dont l'inspiration générale doit beaucoup, ce semble, à Montesquieu. Plein d'admiration pour cet « homme de génie, qui avoit étudié avec application nos antiquités » (2), l'abbé de Gourcy adopte plusieurs de ses explications. Il s'accorde notamment avec lui, et invoque son autorité, sur la nature et les premiers effets de la conquête barbare (3). Son approbation, toutefois, est rarement exempte de réserves : on sent chez lui une répugnance instinctive aux affirmations absolues, répugnance fortifiée encore par l'étude de documents où rien n'est simple et clair. Il maintient, mais avec une nuance de doute, l'idée de la noblesse des antrustions (4) ; d'ailleurs, plus exclusif que Montesquieu, il ne croit pas qu'avant l'époque des Croisades les non-nobles aient été reçus à posséder des fiefs (5). Quant à l'origine des justices, Montesquieu « a développé ce point de nos antiquités nationales avec autant de force, que de lumière et d'exactitude » ; et pourtant, l'abbé ne conviendrait pas avec lui « que la justice fût dans les fiefs anciens et dans les fiefs nouveaux un droit inhérent au Fief, et de l'essence du Fief (6). » Mais la différence principale entre ses conceptions et celles de Montesquieu, vient de ce qu'il admet la persistance, et la fusion dans les coutumes barbares, de certains usages gallo-romains. Ainsi, les vassaux trouveraient à la fois leurs ancêtres chez les « compagnons » germaniques, les *ambactes* gaulois, et les vétérans bénéficiers de l'Empire romain (7). Cependant c'est à l'élément germanique que l'abbé de

(1) Cet ouvrage, couronné par l'Académie des Inscriptions en 1768, eut deux éditions, en 1769 et 1789.

(2) *Etat des Personnes* [129], art. I, p. 18.

(3) *Ibid.*, art. I, pp. 18 sqq.

(4) *Ibid.*, art. II, p. 161. (L'auteur ne cite d'ailleurs pas Montesquieu sur ce point.)

(5) *Ibid.*, art. III, p. 229.

(6) *Etat des Personnes* [129], art. III, pp. 241-242. Entendons qu'il pouvait y avoir des fiefs sans justice.

(7) *Ibid.*, art. III, pp. 196 sqq.

Gourcy, contrairement à l'abbé Garnier, attribue la prépondérance :

« A mesure qu'on s'éloigne de l'origine de notre Monarchie, on voit les traces du gouvernement Romain s'effacer (1). »

Au total, ce tableau reproduit, avec quelques dégradations, presque tous les traits essentiels de l'esquisse de Montesquieu ; il nous propose l'idée d'une monarchie aristocratique, fondée sur le droit de conquête et le pouvoir seigneurial. Les procédés même de l'abbé de Gourcy, son analyse pénétrante des textes, son souci de discerner, à travers les variations de l'histoire, la continuité des institutions, ne sont pas sans rappeler la manière, pourtant plus vive et plus franche, de Montesquieu historien. Si l'*Esprit des lois* ne lui a pas imposé d'idée toute faite, il lui a fourni au moins des exemples et des directions.

Vers la fin du siècle, le goût des solutions mixtes se retrouve dans la *Félicité publique* du chevalier de Chastellux, qui traite, entre beaucoup d'autres choses, de la genèse du droit féodal. L'auteur exprime « le plus grand respect » (2) pour Montesquieu, qui a jeté sur la question « un jour nouveau » (3), mais il note que « Montesquieu lui-même a été réfuté avec succès » (4), et, pour sa part, il incline à chercher les éléments de la féodalité, en partie chez les Romains, en partie chez les peuples du Nord (5). Plus tard, un « littérateur citoyen » (6), Perreciot, malgré son admiration pour le « Descartes de notre législation » (7), défend contre lui la thèse de l'origine romaine des fiefs (8), et, tout en croyant à l'ancienneté de la noblesse,

(1) *Ibid.*, art. I, p. 40.

(2) *Félicité publique* [99], 1771, t. II, 3^e section, chap. I, p. 7.

(3) *Félicité publique* [99], t. II, III^e section, chap. I, p. 6.

(4) *Ibid.*, p. 6.

(5) *Ibid.*, p. 8 et note ; p. 16.

(6) *De l'État civil des Personnes... jusqu'à la rédaction des coutumes* [179], (1786), t. I, Préface, p. 5.

(7) *Ibid.*, t. II, liv. VII, 1^{re} partie, chap. III, p. 11.

(8) *Ibid.*, t. II, liv. VII, 1^{re} partie, chap. V. (Cf. aussi les chap. II et III.)

refuse d'identifier le noble et l'antrusion (1). En revanche, il adopte les théories de l'*Esprit des lois* sur la formation des justices (2), et la conversion des alleux en fiefs (3) ; ainsi, dans toutes les tentatives pour expliquer historiquement la féodalité et la noblesse, les auteurs rencontrent Montesquieu ; et presque tous doivent quelque chose aux intuitions de son génie. Il a contribué aussi à préparer l'écrit célèbre qui, en 1765, renouvela la conception de l'ancien droit public français : nous voulons parler des *Observations sur l'histoire de France* de l'abbé de Mably. Mais chez Mably, l'histoire est dominée par des préoccupations politiques que nous devons analyser, avant de chercher ce qu'il doit et ce qu'il ajoute aux théories de l'*Esprit des lois* (4).

Le souci d'intelligence critique qui commençait à transformer l'étude du droit féodal se manifestait simultanément dans des ouvrages de portée plus vaste. De 1660 à 1750, on avait bien pu traiter, dans des écrits spéciaux, de quelques parties des anciennes institutions : on n'en avait pas fait l'histoire générale et approfondie. L'abrégé de l'abbé Fleury (5) n'est qu'un précis élémentaire. Quant aux amples compositions, aux « Histoires de France » en plusieurs volumes, leurs auteurs ne se souciaient guère de rompre, par des dissertations sur les *freda*, les bénéfices et les placités, la belle ordonnance du récit. Seul, Cordemoy avait accordé quelque attention aux lois civiles des Barbares. Le P. Daniel, malgré la sûreté relative de son savoir, reste avant tout un narrateur, très soucieux des beautés de plan, persuadé qu'il y a « des règles pour la composition

(1) *Ibid.*, t. I, *Observations...*, pp. 9 sqq.

(2) *Ibid.*, t. II, liv. VII, 2^e partie, chap. III, pp. 59 sqq.

(3) *Ibid.*, t. II, liv. VII, 2^e partie, chap. VI, pp. 80-81.

(4) Sur Mably, cf. ci-après, chap. VIII.

(5) *Histoire abrégée du droit françois*, imprimée dans l'*Institution au Droit françois*, par Argou, (1710) [80]

d'une Histoire, comme il y en a pour la composition d'une Harangue, d'une Piece de Théâtre et d'un Poëme Épique » (1). Au milieu du XVIII^e siècle, le précepte si judicieux de Fénelon, que l'historien sache « la forme du gouvernement et le détail des mœurs (2), » n'avait encore reçu qu'une application fort restreinte.

Un homme alors se sentit jaloux de donner à la France l'œuvre de synthèse érudite qui lui manquait ; c'était l'abbé Velly. Son ambition se traduisit, dans la préface de son *Histoire*, en 1755, par une critique sévère de ses prédécesseurs, qui, « bornés à nous apprendre les victoires ou les défaites du Souverain..., ne nous disent rien ou presque rien des peuples qu'il a rendu heureux ou malheureux. On ne trouve dans leurs écrits que longues descriptions de sièges et de batailles : nulle mention des mœurs et de l'esprit de la nation. » Pour l'abbé, il se proposait « de donner avec les annales des Princes qui ont régné, celles de la Nation qu'ils ont bien ou mal gouvernée... ; d'entremêler le récit de nos victoires et de nos conquêtes, de recherches curieuses sur nos mœurs, nos loix, et nos coutumes », de « remarquer les commencemens de certains usages, les principes de nos Libertés, les vraies sources et les divers fondemens de notre droit public (3). »

Ce beau dessein, hâtons-nous de le dire, fut très médiocrement rempli. L'abbé Velly ne put conduire son ouvrage au delà du septième tome, qui comprend le règne de Philippe le Bel (4) ; mais déjà cette partie de l'histoire faisait surgir les questions les plus essentielles pour l'intelligence du gouvernement français. Bien loin de les approfondir, le plus souvent il les élude ; quand il en traite, il le fait sans suite, sans méthode et

(1) *Histoire de France* [105], t. I, préface, p. LXXI.

(2) *Lettre à l'Académie* [119], VIII, p. 79.

(3) *Histoire de France* [195], t. I, 1755, préface, pp. x-xi.

(4) Ce tome VII parut en 1760 ; l'œuvre de Velly fut continuée par Villaret, puis par l'abbé Garnier.

sans pénétration ; l'œuvre ou il prétendait renouveler, sinon créer, la science historique, a été citée comme le type d'un genre artificiel et faux (1). Un exemple peut faire juger de son sérieux : Velly néglige d'analyser le gouvernement de Charlemagne, mais il croit devoir nous apprendre que ce prince « avoit la taille haute, le port majestueux, la démarche noble, libre, assurée, le visage fort agréable, le nez un peu aquilin, les yeux grands, pleins de feu, la chevelure très belle, et dans toute sa personne mille graces naturelles (2). » Ces agréments conventionnels, ce style de fade romancier, ne conviennent guère au grand sujet qu'annonçait la préface.

Et pourtant, il faut le reconnaître, l'auteur s'est parfois inquiété de remplir ses engagements ; et parmi les « récits » et les « portraits » dont il pare son œuvre, il mêle des notions sur l'histoire du droit public. S'il omet les problèmes originels de la conquête et du partage, il crayonne, — vraisemblablement d'après Tacite, — les mœurs et l'organisation politique des Germains :

« Les grandes affaires se decidoient dans l'assemblée des Etats. On choisissoit toujours les Rois parmi la haute noblesse : dans l'élection des Ducs on considéroit le mérite plus que la naissance. Aucun de ces chefs ou commandans n'avoit droit de lever les impôts (3). »

Il montre cette liberté se perpétuant après la conquête dans les assemblées générales de la nation (4) ; puis, sous la troisième race, il en retrouve un reste affaibli dans les États généraux, dont les droits consistent « à représenter les griefs des peuples, à régler les subsides et la maniere de les lever, ou à nommer à la Régence, lorsque le feu Roi n'y avoit pas pourvu de son

(1) Voir la magistrale et impitoyable critique d'Augustin Thierry, *Lettres sur l'Histoire de France* [511], III, pp. 38 sqq.

(2) *Histoire*, t. I, p. 395 [195].

(3) *Ibid.*, t. I, p. 5.

(4) *Ibid.*, t. I, pp. 46, 48.

vivant » (1). Quelques renseignements peu précis sur l'enregistrement des lois en Parlement (2), divers détails sur la législation de Saint-Louis et sur les usages féodaux (3), s'ajoutent à ces indications, nouvelles, on doit l'avouer, dans un ouvrage de ce genre. Mais ce qui manque chez Velly, c'est l'histoire suivie du gouvernement, la liaison et l'explication des changements politiques : « Il copia au hasard, dit Augustin Thierry, ...de longs passages de dissertations peu exactes sur les usages et les mœurs du vieux temps (4). » Telle réflexion courageuse sur le droit de propriété rappelle directement Boulainvilliers (5) ; telle digression sur la noblesse franque cousue à l'histoire des Capétiens, reprend sommairement les idées de Montesquieu sur la distinction ancienne des ordres (6). L'esprit du XVIII^e siècle, libéral et humain, colore l'ensemble de l'œuvre d'une teinte de « philosophie » ; mais on ne discerne point l'empreinte d'une doctrine déterminée. Quant aux continuateurs de Velly, avec moins de frivolité peut-être, ils emploient le même procédé de « placage » artificiel ; on distingue parfois chez Villaret des souvenirs de l'*Esprit des lois* ou des réminiscences (7), non la preuve d'une pénétration

(1) *Histoire* [195], t. III, p. 72. Cf. aussi t. VII, pp. 195 sqq.

(2) *Ibid.*, t. IV, pp. 393 sqq. Cf. aussi t. VII, p. 196, note.

(3) *Ibid.*, t. III, pp. 66, 72 (sur les Communes) ; t. VI, pp. 101 sqq., 185, 229.

(4) *Lettres sur l'Histoire de France* [511], IV, p. 52 ; cf. aussi lettre V, p. 70.

(5) *Histoire* [195], t. II, pp. 256-257. L'auteur nie que les Français tiennent leurs biens de la pure libéralité des rois : « On ne s'arrêtera... point ici à démontrer l'absurdité d'une opinion si contraire au témoignage de l'histoire. On observera simplement que c'est mal faire sa cour à des princes, qui abhorrent sincèrement les maximes tyranniques du Mahométisme. » (Cf. Boulainvilliers, *Histoire du Gouvernement* [87], t. I, p. 167.)

(6) *Histoire* [195], t. VI, pp. 431-432.

(7) Cf. au tome X (1764), p. 426, où Montesquieu est mentionné, au cours d'une digression, à propos de la conversion des alleux en fiefs. A la page 432, un mot de Montesquieu est cité sur le danger de la propriété ecclésiastique. Plus haut (pp. 25-26), Villaret affirmait la nécessité de la vertu dans tous les gouvernements, en dépit de l'« étrange paradoxe » d'« un de nos plus sublimes écrivains ». Au tome XVI (1765), le même historien décrit l'état de la France à la fin du règne de Charles VII en termes qui font songer à Montesquieu louant le gouvernement

intime ou d'une imitation délibérée. Ce qui reste de plus remarquable dans l'ouvrage, c'est l'ambition dont il s'inspirait ; c'est par là qu'on peut le rattacher, au moins indirectement, à l'influence du livre qui élargissait l'horizon des esprits.

Le rapprochement de l'histoire et du droit s'opère, dans la seconde moitié du siècle, par un effort mutuel. Un an avant l'apparition de l'ouvrage de Velly, un publiciste, François de Paule de Lagarde, intitulait *Traité historique* son livre sur la *Souveraineté du Roi*. Il reprochait aux anciens jurisconsultes, comme Velly aux historiens, l'étroitesse de leur curiosité :

« Ces Messieurs ont fait peu d'usage de l'histoire générale ; ils ne sont point entrés dans les questions de critique, qui regardent les temps, les lieux, les coutumes anciennes, la conciliation des dates et des circonstances qui paroissent contraires, ce qui a occasionné qu'ils ont donné des origines et des époques très défectueuses des droits de la couronne (1). »

Mais l'histoire n'intervient guère, chez de Lagarde, que pour confirmer le dogme de la monarchie absolue. Le principe fondamental du *Traité*, qui est celui des légistes officiels : l'immutabilité des droits de la Couronne, ne permettait point l'examen critique du passé. Il fallait plier les faits à la loi du présent, et c'est à Dubos que l'auteur emprunte l'idée d'une correspondance parfaite entre le pouvoir de la royauté moderne et celui de la royauté primitive, conçue comme le prolongement du régime impérial (2). L'influence de Montesquieu se découvre en revanche dans l'ouvrage de l'avocat Bouquet sur le *Droit public de France, éclairci par les Monu-*

gothique : « De sages réglemens assuroient l'autorité des magistrats, les prérogatives de l'Eglise, la liberté des citoyens. » (*Histoire* [195], t. XVI, p. 269).

(1) *Traité historique de la Souveraineté du Roi* [145], t. I, p. iv.

(2) Cf. *ibid.*, t. I, chap. I, II, XI ; t. II, chap. XII.

mens de l'antiquité (1). Voulant « éclairer nos Loix par le flambeau de notre Histoire » (2), l'auteur énonce cette maxime, empruntée à l'*Esprit des lois* :

« Transporter dans les siècles reculés de notre Monarchie les idées de celui où l'on vit, c'est la source la plus féconde des erreurs en fait d'antiquité (3). »

La première partie de son livre maintient contre Dubos et d'après Montesquieu, l'idée de la conquête franque et du partage des terres entre les guerriers. La seconde, décrivant le régime de propriété qui en dérivait, tire de Montesquieu la preuve de l'immunité d'impôts :

« M. de Montesquieu conclut que le cens étoit un Tribut d'esclaves, et l'on peut avancer qu'il l'a démontré (4). »

Mais Bouquet ne croit ni à l'existence d'un corps de Noblesse parmi les Francs (5), ni à la formation immédiate de la féodalité : selon lui, les terres distribuées aux Francs après la conquête constituaient des alleux (6). Ces théories sur la nature des anciennes propriétés composent l'essentiel de l'ouvrage, qui est resté inachevé ; l'auteur, qui devait plus tard se faire l'apologiste de la monarchie absolue (7), n'y a point exprimé nettement de préférence politique. Mais, pensant que le droit de justice pouvait être attaché aux alleux (8), il est conduit comme Montesquieu, quoique par une voie différente, à affirmer la légitimité du pouvoir seigneurial :

« ...Comme l'observe M. de Montesquieu, n'y a-t-il eu sur la terre que les Peuples descendus de la Germanie

(1) Le tome I^{er} a seul paru (1756). Le titre annonçait que l'auteur traiterait, entre autres points, « de l'esprit de nos coutumes anciennes et nouvelles ». L'ouvrage fut analysé avec éloge, malgré quelques réserves, dans le *Journal des Savants* [463], de janvier et mars 1757.

(2) *Droit public* [90], 3^e partie, p. 89.

(3) *Droit public* [90], 3^e partie, p. 89.

(4) *Ibid.*, 2^e partie, art. V, p. 72.

(5) *Ibid.*, 3^e partie, art. I, p. 94.

(6) *Ibid.*, 2^e partie, pp. 30 sqq.

(7) Cf. ci-après, chap. ix.

(8) *Droit public* [90], 3^e partie, art. III, § 2, pp. 206 sqq.

qui aient usurpé les droits des Princes ? L'Histoire nous apprend que d'autres Peuples ont fait des entreprises sur leurs Souverains ; mais l'on ne voit nulle part qu'il en soit né ce qu'on a appelé les Justices des Seigneurs. C'est donc uniquement dans le fond des usages et des coutumes des Germains, qu'il faut en chercher l'origine (1). »

C'est encore en disciple de Montesquieu que Gautier de Sibert étudiera l'histoire des « Variations de la Monarchie française... depuis Clovis jusqu'à la mort de Louis XIV (2). » Pénétré de l'utilité de l'histoire, où l'homme privé trouve des leçons de morale et de politique, où le magistrat s'instruit « du fond et de l'esprit des Loix » (3), il semble avoir voulu reprendre, avec plus de méthode, la tentative de l'abbé Velly. Son « dessein principal » fut d'exposer, à chaque époque, l'état de la civilisation et la forme du gouvernement, de définir les « loix fondamentales, politiques et civiles » (4), d'en marquer les vicissitudes, les causes et les effets. Vaste projet, qui eût étendu à tout le passé de la France les méthodes historiques et philosophiques de Montesquieu : mais il demandait un génie puissant ; Gautier de Sibert n'était qu'un esprit facile, d'une érudition abondante et claire, fait pour comprendre et goûter Montesquieu, incapable de l'égaliser. Il raconte et décrit, plutôt qu'il n'analyse. Du moins a-t-il réellement élargi le cadre de l'histoire : les institutions, le commerce, les mœurs, trouvent place dans son ouvrage aussi bien que la guerre et la diplomatie ; s'il ne pénètre pas bien profondément les rapports des faits, il les rassemble en grand nombre ; il nous offre les matériaux et l'ébauche de l'histoire politique dont il

(1) *Ibid.*, 3^e partie, art. V, § 2, pp. 219-220.

(2) « *Variations de la monarchie française*, dans son gouvernement politique, civil et militaire ; avec l'Examen des causes qui les ont produites : ou Histoire du Gouvernement de France, depuis Clovis jusqu'à la mort de Louis XIV », 1765, 4 volumes.

(3) *Variations* [124], t. I, préface, p. vii.

(4) *Ibid.*, p. xiii.

avait rêvé ; et le souvenir de l'*Esprit des lois*, tantôt précis, tantôt diffus, est sensible dans toute son œuvre.

On le reconnaît dès le début, à propos de la conquête franque : Gautier de Sibert professe, « avec un grand homme de nos jours » (1), que beaucoup de Gallo-Romains échappèrent à la servitude et au pillage ; les Francs prirent les terres qui leur convenaient le mieux, et laissèrent le reste aux vaincus. Clovis devient même, sous la plume de Gautier de Sibert, un politique aussi généreux qu'habile, et qui applique avant la lettre les préceptes de Montesquieu :

« Pour faire des loix, il faut avoir égard au principe du gouvernement, et se régler sur les dispositions des peuples... Il est de la prudence du législateur d'ajuster les choses non pas de la manière qu'elles seroient le mieux, mais de la manière qu'elles peuvent durer le plus long-tems...

Clovis s'éloigna peu de ces maximes. Il sut si bien connoître l'humeur de ceux qui lui étoient soumis, qu'il les porta tous au bien commun par des voies différentes (2). »

Résistant au prestige des idées d'uniformité, Clovis permit la pluralité et le choix libre des lois nationales (3), mais il soumit tous ses sujets, et se soumit lui-même, au juste empire des lois. Les Francs se réunissaient au Champ de mars pour délibérer sur « tout ce qui avoit rapport à l'ordre civil et politique (4). » — « L'essence de notre Gouvernement », dira plus loin Gautier de Sibert, « méconnoissoit tout ce qui pouvoit caractériser le despotisme. Les loix se faisoient du consentement des assemblées... C'étoit un usage pratiqué dans la Germanie ; les

(1) *Ibid.*, t. I, 1^{re} époque, p. 28.

(2) *Variations* [124], t. I, 1^{re} époque, pp. 32-33. (Cf. *Esprit des lois*, liv. XIX, chap. XXI.)

(3) *Ibid.*, 1^{re} époque, t. I, pp. 36, 40. (Gautier de Sibert se réfère, à ce sujet, à l'*Esprit des lois*, liv. XXVIII.)

(4) *Ibid.*, 1^{re} époque, t. I, p. 78.

Francs qui en sortoient n'eussent pas été d'humeur à s'en départir (1). » Il insiste, plus que Montesquieu, sur l'importance de ces convocations, auxquelles il associe la nation entière : le roi délibérerait avec les Grands, puis on requerrait le consentement de la multitude (2). Tels furent, dès la première race, les principes du gouvernement, violés par les successeurs de Clovis, rétablis sous Clotaire II (3), et plus tard affermis sous Charlemagne, qui est, pour Gautier de Sibert comme pour Montesquieu, l'arbitre suprême des différents ordres :

« Le système du gouvernement de ce prince fut d'établir entre les différens membres de l'Etat, un équilibre maintenu par une autorité supérieure capable de fixer et de limiter les droits de chacun, et de contenir les uns et les autres dans une dépendance qui leur fît sentir que la puissance dont ils étoient revêtus émanoit du Chef qui les gouvernoit » (4).

Avec la liberté politique, Gautier de Sibert discerne, aux origines de la monarchie, l'inégalité sociale. Il croit même, à l'encontre de Montesquieu, que l'exemption d'impôts ne fut pas commune à toute la nation (5). Mais il accepte expressément les théories de l'*Esprit des lois* sur l'origine de la noblesse, sur la formation et les progrès

(1) *Ibid.*, 3^e époque, t. I, pp. 192-193.

(2) *Ibid.*, 1^{re} époque, t. I, p. 78.

(3) *Ibid.*, 2^e époque, t. I, pp. 172-173.

(4) *Ibid.*, 4^e époque, t. II, p. 42. Ce n'est pas le style, mais c'est, quant au rôle de Charlemagne, la pensée de Montesquieu : « *Charlemagne* songea à tenir le pouvoir de la Noblesse dans ses limites, et à empêcher l'oppression du Clergé et des hommes libres. Il mit un tel tempérament dans les ordres de l'Etat qu'ils furent contrebalancés et qu'il resta le maître. » (*Esprit des lois* [28], liv. XXXI, chap. XVIII, t. IV, p. 51.) De même, l'éloge des qualités personnelles de Charlemagne, chez Gautier de Sibert, se ressent de Montesquieu. (Cf. *Variations* [114], 4^e époque, t. II, pp. 70-71.)

(5) « Je me rangerai », dit-il, « du côté de celui qui a pensé que les Francs ne connurent guères la maltôte romaine, sans pour cela m'astreindre à le suivre dans tout ce qu'il dit à ce sujet. » (*Variations* [124], t. I, 1^{re} époque, p. 63. Cf. *Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. XIII, t. III, p. 354.) Tout en niant l'existence d'un impôt général, Gautier de Sibert pense qu'une partie des Romains, et, par la suite, des Francs, fut astreinte à payer tribut.

du système féodal (1), qui, légitime dans le principe (2), finit par absorber la substance de la royauté. A l'avènement de Hugues Capet, « l'arbre avoit trop étendu ses branches, et la tête s'étoit séchée (3). » Ainsi parle Gautier de Sibert, empruntant, avec les idées, les images même de Montesquieu.

Les parties suivantes, qui décrivent la reconstitution de l'autorité royale par l'affranchissement des communes, les progrès du tiers état et la réforme des tribunaux, ne montrent pas de traces aussi positives des enseignements de Montesquieu. Un seul de ces points, le changement de la jurisprudence, se trouvait traité dans l'*Esprit des lois*, et ce n'était pas le plus attirant pour un auteur ami des généralités faciles. Gautier de Sibert passe un peu vite sur les innovations de Saint-Louis, dont le livre sur « les révolutions des Loix Civiles » avait montré tout l'intérêt (4). Mais l'influence de Montesquieu se fait sentir encore dans la conception générale et le commentaire des événements, dans le libéralisme modéré qui inspire tout l'ouvrage. L'auteur approuve l'affranchissement des serfs, et l'octroi de lettres de noblesse, comme conformes à l'esprit de la monarchie : « la trop grande inégalité des conditions est contre l'esprit de la constitution du gouvernement monarchique. Les sujets peuvent y être partagés en différens ordres. Mais tous y doivent être citoyens (5). » La distinction des rangs

(1) *Variations* [124], t. I, 3^e époque, pp. 190 sqq. ; 248 sqq. ; — t. II, 5^e époque, pp. 117 sqq. Sur tous ces points, Montesquieu est fréquemment cité.

(2) Voir, sur l'ancienneté du droit de justice, *Variations* [124], t. II, 6^e époque, p. 273.

(3) *Variations* [124], t. II, 6^e époque, p. 236. Une référence marginale mentionne l'*Esprit des lois*. (Cf. en effet, l'*Esprit des lois* [28], liv. XXXI, chap. xxxii : « L'arbre étendit trop loin ses branches, et la tête se sécha. » (T. IV, p. 83.)

(4) Sur Saint Louis, cf. *Variations* [124], t. II, 6^e époque, pp. 383, 402 ; et 7^e époque, t. III, pp. 35, 39-40. Gautier de Sibert le loue, mais assez rapidement, d'avoir amélioré la jurisprudence. (L'*Esprit des lois* est mentionné, au t. III, p. 39, à propos des *Etablissements de Saint-Louis*.)

(5) *Variations* [124], 7^e époque, t. III, pp. 1 sq. — Sur les anoblissements, cf. *ibid.*, p. 17.

reste cependant nécessaire « pour récompenser la vertu ou réveiller l'émulation des différens membres de l'État, et pour maintenir l'harmonie dans le gouvernement (1). » Si l'auteur ne croit guère à l'utilité des États généraux (2), il voit d'un œil favorable l'importance prise par le Parlement, « corps politique, permanent, chargé du dépôt des loix, pour conserver les anciennes, et annoncer les nouvelles (3). » Il s'affirme en outre-partisan du pouvoir divisé dans son exercice, sinon dans son essence : « la distribution du pouvoir égal et limité, et la séparation des fonctions, sont des maximes dont on ne doit jamais se départir en matière de gouvernement (4). » Bref, tout plein des préceptes politiques de Montesquieu, Gautier de Sibert ne manque guère, il créerait plutôt l'occasion de les vérifier dans l'histoire ; mais une prudence, encore digne de son inspirateur, le détourne de se prononcer sur les questions trop délicates. Sur la limite exacte des droits du Parlement, sur la légitimité de l'œuvre de Richelieu et de Louis XIV, on lui demanderait en vain des jugemens fermes et précis. Ennemi du pouvoir arbitraire, il songe moins à blâmer le despotisme qu'à louer son contraire, la monarchie réglée. Ses préférences se trahissent dans le tableau qu'il trace du gouvernement français au xvi^e siècle :

« Le régime féodal, détruit insensiblement, n'avoit conservé de ces anciens usages que ceux qui étoient propres à la perfection du gouvernement ; ce qui mérita au royaume de France, la réputation d'être le mieux régi qui fût alors... Le tiers état, sorti de l'avilissement injuste où s'il s'étoit vu réduit, contrebalançoit l'autorité de la noblesse ; le pouvoir et les droits du clergé avoient

(1) *Ibid.*, 7^e époque, t. III, pp. 15-16.

(2) *Ibid.*, 7^e époque, t. III, pp. 10-11 : « Il ne résulta jamais que de foibles avantages de leur convocation. »

(3) *Ibid.*, 7^e époque, t. III, p. 36.

(4) *Ibid.*, 7^e époque, t. III, p. 39, note.

reçu des bornes ; la magistrature faisoit parler les loix. Enfin, il y avoit une correspondance directe entre le chef et les membres, et tout étoit relatif à l'aggrandissement [sic] de l'état et à la gloire du souverain (1). »

C'est à une époque plus ancienne que Montesquieu plaçait la perfection de la police « gothique » ; mais le gouvernement décrit ici, tempéré par l'équilibre des ordres, par l'influence de la magistrature et les souvenirs de l'âge féodal, offre bien les caractères de la monarchie tempérée, telle que l'*Esprit des lois* nous la conseille. Ainsi Gautier de Sibert ne doit pas seulement à Montesquieu une part de sa science, mais encore les principes de ses jugements. Les leçons de morale et de politique qu'il demandait à l'histoire, il les avait trouvées d'avance dans l'*Esprit des lois* ; son œuvre est comme le miroir qui les réfléchit sur le passé.

Ce que Gautier de Sibert, avec sa méthode un peu lâche, n'avait pas réalisé : l'histoire complète et approfondie de la législation française, un jeune avocat, Pierre Chabrit, l'entreprit vers la fin du siècle. L'épigraphe de son livre *De la Monarchie françoise*, dont deux volumes parurent en 1783 et 1785, décelait l'ambition téméraire de continuer Montesquieu, sinon même de le surpasser ; elle était faite d'une phrase de l'*Esprit des lois*, où l'auteur excuse l'inachèvement de son œuvre historique : « Il auroit fallu que... j'eusse suivi tous les changemens insensibles qui... ont formé le grand corps de notre Jurisprudence Françoise ; mais j'aurois mis un grand ouvrage dans un grand ouvrage (2). » L'écrivain novice eût craint peut-être d'évoquer un tel souvenir, sans les éloges de Diderot qui, ayant lu les premiers cahiers manuscrits de la *Monarchie françoise*, proposait à l'impératrice Catherine de lui envoyer Chabrit, pour l'aider

(1) *Variations* [124], 8^e époque, t. III, pp. 373, 375.

(2) *Esprit des lois* [28], liv. XXVIII, chap. XLV, t. III, p. 297.

dans ses réformes, à défaut de Montesquieu... (1). Diderot était enthousiaste ; un autre juge fut clairvoyant : annonçant le premier volume de Chabrit, dans le *Mercur de France* (2), Garat se plut, avec une finesse un peu malicieuse, à rapprocher le débutant de son redoutable prédécesseur. Ayant loué son sujet, plutôt que son œuvre, il lui reprochait, outre certains défauts de méthode, une imitation trop littérale de Montesquieu :

« Il n'y a pas une phrase dans les *loix de la Monarchie Française* qui ne paroisse calquée sur une phrase de l'*Esprit des loix* (3). »

La lecture de Chabrit confirme cette remarque : la structure de l'ouvrage, où les chapitres, les « livres » même, se réduisent parfois à quelques lignes ; le style rapide, coupé, déclamatoire par endroits, tout indique, dans la forme, un pastiche de Montesquieu : pastiche heureux quelquefois dans sa concision élégante, mais dont l'artifice trop visible finit par lasser le lecteur (4). Quant au fond, Chabrit a voulu, une fois de plus, renouveler l'histoire (5), embrasser dans un plan large et philosophique, les lois politiques et les lois civiles, leur origine, leur évolution, leurs rapports avec les mœurs et le bonheur public (6). Des deux volumes qu'il a publiés, l'un traite de la législation sous les deux premières races ; le second, des coutumes et de la puissance législative sous les Capétiens. La mort de l'écrivain devait prématurément interrompre son œuvre (7) : sur les 21 « livres »

(1) Diderot à Catherine II, 25 août 1781. (*Œuvres* [107], éd. Tournoux, t. XX, p. 78.)

(2) Article paru les 6 mars et 10 avril 1784 ; reproduit en tête du tome II de la *Monarchie française*.

(3) Du 10 avril 1784. (*Monarchie française* [97], t. II, p. XLVI.)

(4) Ce défaut est très finement relevé par Garat : Chabrit cherche à saisir, dit-il, non seulement « la manière de Montesquieu, mais ses manières ». (Du 10 avril 1784 ; *Monarchie française* [97], t. II, p. XLVI.)

(5) Voir, dans sa *Nouvelle Introduction*, au t. II de la *Monarchie française* [97], sa critique des « historiens des nations », qui, occupés d'« anecdotes frivoles » ou de « contes ridicules », « ne se sont pas attachés à l'histoire des législations ». (Pp. LIV-LV.)

(6) Voir ses *Introductions*, aux t. I et II.

(7) Chabrit mourut jeune, en 1784 selon Camus, 1785 selon Quérard.

prévus dans son projet, 12 seulement ont paru ; les 9 autres devaient exposer le caractère des principaux législateurs, les dispositions des ordonnances, les relations des lois, des mœurs et de la religion, les conditions de la sûreté nationale et de la sûreté personnelle, les « principes fondamentaux à consulter dans la législation d'un empire tel que le nôtre » (1). Un tel programme fait regretter sans doute l'inachèvement de ce nouvel *Esprit des lois* ; mais ce que nous possédons de l'ouvrage ne garantit pas la valeur de ce qui aurait suivi ; on n'y trouve guère qu'un résumé d'idées peu originales sur l'histoire des institutions. Chabrit signifiait dans la préface sa volonté d'abrégé et d'approfondir : mais, comme le dit Garat, il abrège plus qu'il n'approfondit ; surtout, il affirme plus qu'il ne prouve. Il reprend la théorie d'une invasion germanique (2), qui aurait établi dans les Gaules la souveraineté des assemblées nationales (3), et le principe de la féodalité (4) ; il n'ajoute point de certitude ni de précision importante à ces opinions communes en son temps. S'il semble pressentir çà et là des voies nouvelles, il n'a garde de s'y engager. Il estime que les Francs firent des partages réglés avec les Romains, au lieu de prendre « ce qu'ils voulurent », comme l'avait dit l'*Esprit des lois* (5) ; mais cette correction, toute conjecturale, laisse subsister l'essentiel de la pensée de Montesquieu. Sur l'origine du système féodal, Chabrit avoue son impuissance à rien dire de nouveau : « Après avoir étudié Montesquieu sur cette partie de nos lois, après

(Camus, *Profession d'Avocat*, 3^e édition [96], t. II (*Bibliothèque*), art. I, p. 183 ; Quérard, *France Littéraire*, t. II, p. 111.)

(1) *Monarchie française* [97], t. II, *Nouvelle Introduction*, p. LXIII.

(2) *Monarchie française* [97], t. I, liv. III.

(3) *Ibid.*, t. I, liv. VII, chap. IV.

(4) *Ibid.*, t. I, liv. VII, chap. XXIX.

(5) *Ibid.*, t. I, liv. III, chap. III, p. 98. — En outre, sur les rapports des différentes lois nationales admises dans l'ancienne monarchie, Chabrit n'est pas complètement d'accord avec Montesquieu ; mais sa théorie, qui semble en faire des lois territoriales et non personnelles, manque de précision et de netteté. (Cf. *Monarchie française* [97], t. I, liv. VII, chap. XXI, pp. 185-186.)

avoir mûrement réfléchi sur ses critiques, je me suis trouvé comme le fils de Philippe, qui se plaignoit à la fortune de ce que son père ne lui laissoit presque rien de grand à faire (1) » ; il se borne donc à peu près à résumer l'*Esprit des lois*. Les époques plus modernes offraient, à son généreux dépit, des occasions de revanche : il n'a pas su en profiter. Il évite même par sa brièveté les sujets dangereux ou difficiles ; ses chapitres sur les coutumes, sur « la législation françoise jusqu'au règne de Louis XVI » (2), ajournent la solution des problèmes embarrassants. « Lecteurs, je ne finis pas », dit-il à la fin d'un livre sur les sources des coutumes, « je m'arrête pour prendre haleine ; j'ai jetté autour de moi toutes nos coutumes et nos loix générales ; à peine ai-je pu les ouvrir ; je suis suffoqué par la poussière : il faut bien attendre qu'elle se dissipe (3). » S'il en vient aux Cours souveraines, il n'en suit pas la formation graduelle et les démembrements, se bornant à dire en note : « Voyez ci-après (4). » Sur le droit de remontrance, il se contente d'indiquer l'usage actuel du royaume (5). Aux États généraux, il accorde une mention favorable, mais succincte (6). De cinq *discours* additionnels qui devaient figurer au tome II, un seul a été écrit ; une note fournit cette excuse : « On devrait trouver ici les quatre Discours que j'ai annoncés dans la table des matières à la suite du précédent ; le courage ne m'a pas manqué, mais les forces, mais les moyens (7). » Chaque page révèle l'écart entre les ambitions de l'auteur et ses ressources, entre son projet et son ouvrage ; la patience et la maturité lui ont fait défaut, sinon le talent. Il promettait un tableau

(1) *Ibid.*, t. I, liv. VII, chap. xxix, p. 197.

(2) Titre du liv. IX (t. II). Le liv. VIII (t. I) traite des sources des coutumes.

(3) *Monarchie françoise* [97], t. I, liv. VIII, chap. v. p. 268.

(4) *Ibid.*, t. II, liv. IX, chap. v, p. 16.

(5) *Ibid.*, t. II, liv. IX, chap. v, pp. 15, 18.

(6) *Ibid.*, t. II, liv. IX, chap. viii, pp. 21, 25.

(7) *Ibid.*, t. II, feuillet non paginé.

complet, il offre une esquisse intéressante, mais grêle, hâtive et tronquée. Émule imprudent de Montesquieu, du moins son exemple témoigne des curiosités philosophiques et des vastes pensées suscitées par l'*Esprit des lois*.

Malgré ses insuffisances, l'ouvrage de Chabrit obtint quelque succès (1). Il reprenait un sujet dont l'importance était toujours mieux sentie ; il résumait le travail poursuivi depuis un siècle pour débrouiller l'ancien droit public. Aussi, dans l'article où il analysait la *Monarchie françoise*, Garat fit-il un historique des efforts que ce livre avait voulu continuer, des progrès accomplis ou tentés par les chercheurs modernes grâce à la connaissance des documents originaux :

« Nos historiens, le Gendre, Mézerai, Daniel, qui copioient les chroniques, ou se copioient les uns les autres, n'en savoient pas assez pour étudier nos origines dans les monumens de nos premières loix ; ces monumens ne sont même rassemblés et recueillis que depuis peu de tems.

« Plusieurs philosophes, qui ont voulu pénétrer dans cette nuit profonde, y ont pris des routes différentes, et ne se sont rencontrés que pour se combattre (2). »

Après avoir consacré à Boulainvilliers et Dubos quelques lignes nuancées d'une ironie bienveillante pour le premier, plus caustique pour le second, Garat s'arrête à Montesquieu ; il fait ressortir sa supériorité dans un éloge un peu emphatique, mais plein de finesse et de sens. Retrouvant dans l'*Esprit des lois* les éléments dispersés d'un « ouvrage sur les antiquités de notre monarchie » (3), il n'en promet point le plaisir d'une lecture

(1) Il fut, nous apprend Camus, « prôné lorsqu'il parut ; l'Académie française décerna à l'auteur le prix fondé par M. de Walbelle, pour l'ouvrage le plus utile ». (Camus [96], *op. cit.*, t. II, p. 183.)

(2) Du 6 mars 1784. (*Monarchie françoise* [97], t. II, pp. vi-vii.)

(3) « Dans l'*Esprit des loix*, la fin du livre où il traite des loix dans leur rapport avec la nature du terrain, le livre entier de l'origine et des révolutions des loix civiles en France, et les deux livres *sur les fiefs*, quoique

unie et facile : une concision extrême, un désordre au moins apparent, des citations de lois barbares, pareilles à de hideux lambeaux, tout cela d'abord étonne et rebute la délicatesse des « gens de goût ». Mais un peu de patience découvre les mérites de Montesquieu : son impartialité critique, sa riche et sagace érudition ; bientôt l'obscurité se dissipe et l'incohérence devient harmonie : le tableau de l'ancienne monarchie émerge et se précise :

« Bientôt on commence à voir ce qu'il a vu lui-même dans les fragmens de loix qu'il cite... Du milieu de ce chaos s'élève un empire, et l'on sait comment et par qui la justice y est rendue, quelles sont les troupes qui le défendent, les dignités qui le décorent, les subsides qui l'enrichissent : on voit quel est le sort des grands, de l'homme libre et de l'esclave (1). »

Sur des matières arides, le génie de Montesquieu répand sa grâce et sa splendeur ; il mêle à un traité de jurisprudence « des pages qui pourroient se trouver dans le Temple de Gnide » (2), et trace de Charlemagne un saisissant portrait :

« Jamais le peintre et le héros n'ont paru tous les deux si grands : et Montesquieu, au milieu des écrivains qui ont parlé des loix féodales, ressemble à Charlemagne au milieu des rois de la première et de la seconde race (3). »

Cet éloge à peine hyperbolique, et l'hommage des imitateurs, montrent que le « traité des fiefs », s'il n'est pas la partie la plus célèbre de l'ouvrage de Montesquieu, ne passa nullement inaperçu. Il a fourni des solutions de

séparés par les vues de l'auteur,... peuvent être regardés cependant et lus de suite comme un ouvrage sur les antiquités de notre monarchie ; c'est même ainsi qu'il faut les lire pour bien les comprendre. » (*Ibid.*, p. xi.)

(1) Du 6 mars 1784. (*Monarchie française* [97], t. II, p. xiv.)

(2) *Ibid.*, p. xiv.

(3) *Ibid.*, p. xv. (Sur le portrait de Charlemagne par Montesquieu, cf. le même Garat, *Mémoires sur Suard* [219], t. I, p. 94.) Après avoir parlé de Montesquieu, et avant d'en venir à Chabrit, Garat mentionne encore dans son article quelques œuvres historiques, celle notamment de Mably.

fait, et un exemple de la méthode que suggérait, au surplus, l'ensemble de l'*Esprit des lois* : celle qui cherche à expliquer ce qui paraît même inexplicable, et, tout en distinguant les éléments divers dont se compose la vie des peuples, à en saisir la connexité. En 1767, le marquis de Mirabeau affirme qu'avant Montesquieu, l'histoire était restée « entièrement dépourvue de toute intelligence du gouvernement, et bornée aux faits et gestes des princes et des nations » (1). Plus tard, Lenglet comp-tera, parmi les heureux résultats de son influence, l'éclaircissement du droit féodal (2), et « une nouvelle manière d'écrire et d'envisager l'histoire » (3). Assurément, il ne faudrait pas abuser de ces témoignages au bénéfice exclusif de Montesquieu. S'il enseignait à « éclairer l'histoire par les lois, et les lois par l'histoire », des livres comme le *Siècle de Louis XIV* et l'*Essai sur les mœurs* montraient par des exemples plus attrayants comment l'historien peut être le témoin des civilisations. Mais Voltaire inspirait le mépris des antiquités nationales ; Montesquieu, en cherchant l'« esprit » de ce passé obscur, en démêlant dans sa confusion l'enchaînement des effets et des causes, y découvrait un objet d'instruction pour le philosophe et le « citoyen ». L'idée de la conquête franque, habilement contestée par Dubos, dut à ses correctifs une faveur nouvelle, et en somme décisive ; et ses hypothèses, même fragiles, ont servi de points de repère dans un sujet où il fallait toujours craindre de s'égarer. Discuté ou suivi, il a fait penser. Grâce à lui, le siècle entrevit ce que devait être l'histoire impartiale et critique des origines de la monarchie.

Mais il faudra attendre l'époque des Thierry et des Guizot pour que l'œuvre ébauchée par Montesquieu

(1) *Lettres sur la législation* [168], t. II, lettre X, p. 620.

(2) *Essai sur Montesquieu* [56], p. 62 : Parmi tant d'écrivains qui ont tenté de débrouiller « le chaos » des lois féodales, « il n'en est certainement pas qui y ait jeté plus de jour que l'auteur de l'*Esprit des loix*. »

(3) *Ibid.*, p. 116.

soit dignement reprise. Jusqu'alors, la contribution la plus solide au progrès de la science consiste dans la publication de documents originaux, avec le recueil des historiens de la France et des Gaules, et celui des Ordonnances des rois Capétiens (1) ; mais les éditeurs de ces collections s'abstenaient de tout travail synthétique sur les textes qu'ils mettaient au jour : ils fournissaient les matériaux de l'histoire et ne la faisaient pas. Faute d'un esprit capable d'unir, à la connaissance méthodique des monuments, le talent d'interpréter et d'induire, le projet d'une histoire savante du gouvernement français, plusieurs fois caressé après 1750, devait toujours avorter. Chaque auteur critique les fautes de ses prédécesseurs, et se hâte d'y retomber ; la pratique reste inférieure de beaucoup à la théorie, les œuvres aux intentions. Mais si l'effort demeure à peu près vain pour la science, la pensée politique en fut souvent le principe et la fin ; les conclusions de ces recherches, si hasardeuses qu'elles nous semblent, ont servi d'arguments, tantôt pour la royauté, tantôt pour le privilège, tantôt pour le droit national ; prise en elle-même, l'activité historique du siècle peut sembler mesquine ou médiocre ; c'est par des systèmes politiques qu'elle se prolonge et s'épanouit.

(1) Le premier, publié par les Bénédictins, compta 15 volumes de 1738 à 1786 ; le second, dû aux soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, en compta 14 de 1723 à 1790. Tous deux furent continués au XIX^e siècle.

CHAPITRE V

Les rangs intermédiaires : Les idées sur le rôle de la noblesse

SOMMAIRE

Vitalité des sentiments nobiliaires au XVIII^e siècle ; *l'Esprit des Loix* leur fournissait une justification théorique.

1^o **Noblesse et commerce.** — La *Noblesse commerçante*, de l'abbé Coyer (1756) ; et la controverse qu'elle suscite. Les adversaires de Coyer lui reprochent d'avoir mal compris Montesquieu et méconnu la fonction propre de la noblesse dans la monarchie. La défense du livre : elle tâche d'en concilier la thèse avec les principes de *l'Esprit des lois*. Atténuation, mais persistance, des sentiments que l'abbé Coyer avait combattus.

2^o **L'« Ami des hommes » et la constitution française.** — Tendances aristocratiques et féodales du marquis de Mirabeau, que l'*Ami des Hommes* commencera à organiser en doctrine. — *Le Mémoire sur les États provinciaux* (1750 et 1757) : apologie un peu vague du privilège ; respect pour l'autorité royale et les « usages reçus ».

L'*Ami des Hommes* (1757-1758) : Liaison des problèmes économiques aux problèmes politiques et moraux. La monarchie française est, par sa structure traditionnelle, singulièrement adaptée aux nécessités de la vie sociale : la distinction des quatre ordres, leur rôle, leur hiérarchie. Idéal d'une société de type féodal et d'origine germanique. Évocation des anciennes assemblées. Mais pour Mirabeau comme pour Montesquieu, la réforme de la Monarchie doit consister avant tout dans la restauration du *principe* : importance des ressorts moraux, prédominance nécessaire de l'esprit militaire sur l'esprit de commerce : hégémonie d'une noblesse agricole et guerrière. — En quoi le marquis de Mirabeau s'écarte déjà de Montesquieu : tendance à conférer à ses idées une valeur absolue.

3 **Les idées du comte du Buat-Nançay.** — Du Buat, historien ; son livre des *Origines* (1757) : par une voie un peu différente de celle de Boulainvilliers, il conduit à l'exaltation de la noblesse qui seule compose la nation.

Du Buat, théoricien : les *Éléments de la Politique* (1773). Tentative pour concilier l'inégalité avec la justice, la liberté avec l'autorité. Division sociale et multiplicité de « corps intermédiaires », dont la noblesse, ramenée à son ancien rôle de « milice propriétaire », doit être le premier. Comment du Buat prétend perfectionner Montesquieu, lorsqu'il ne fait bien souvent que le paraphraser.

Les *Maximes du Gouvernement monarchique* (1778). C'est en partie la rétractation des *Éléments* : répudiation des « corps intermédiaires », critique du gouvernement anglais, idéal de liberté barbare, identifiant le gouvernement à la nation et la nation à la noblesse. Les conséquences des *Origines*, poussées à l'extrême dans ce livre amer et violent. — Ce qu'il reste peut-être, chez l'auteur, de l'influence de Montesquieu : artifices de législation, plans chimériques dans leur objet, mais ingénieusement agencés.

La noblesse française avait cessé au XVIII^e siècle de compter comme un pouvoir politique ; mais elle n'abdiquait ni le sentiment de sa prééminence morale, ni l'ambition de jouer un grand rôle dans l'État. L'idée que les distinctions de naissance sont essentielles à la monarchie se retrouve même au déclin de l'ancien régime chez des écrivains qui n'étaient pas « nés » : « Si dans une monarchie, disait Beaumarchais, en 1778, on retranchait les rangs intermédiaires entre le peuple et le roi, il y aurait trop loin du monarque aux sujets : bientôt on n'y verrait qu'un Despote et des Esclaves ; et le maintien d'une échelle graduée, du Laboureur au Potentat, intéresse également les hommes de tous les rangs, et, peut-être, est le plus ferme appui de la Constitution Monarchique (1). » Beaumarchais qui avait payé sa noblesse ne voulait pas la déprécier ; mais le même argument a servi à des apologistes plus convaincus. S'ils ont finalement perdu leur cause, si leur nom est aujourd'hui moins célèbre que ceux des Rousseau et des Sieyès, il ne s'en-

(1) Réponse ingénue de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais à la consultation injurieuse, 1^{re} partie, p. 6. [204].

suit pas que leur voix n'ait jamais été entendue. Justifier par l'utilité générale les ambitions politiques de la noblesse ou son orgueil social, c'était parler comme Montesquieu, c'était s'assurer l'appui d'une autorité que les novateurs ne heurtaient pas impunément.

L'abbé Coyer en fit l'épreuve, lorsqu'en dépit de l'*Esprit des lois*, il eut proposé à la noblesse pauvre de s'enrichir par un art roturier. Dès longtemps, la noblesse avait droit de se livrer au commerce maritime ; et un édit de 1701 lui permettait, en outre, le commerce de terre en gros (1). Mais, en général, les gentilshommes répugnaient au métier de négociant. « On entend dire sans cesse, écrivait en 1736 le marquis de Lassay, qu'on devrait permettre à la Noblesse de trafiquer comme en Angleterre... Pour moi, je pense fort différemment (2). » Vingt ans plus tard, l'abbé Coyer partit en guerre contre un préjugé qui, renforcé par l'interdiction du commerce en détail, condamnait une partie de la noblesse à l'oisiveté et à la misère (3). Peut-être écrivait-il à l'instigation d'un ministre désireux de modifier en ce point l'opinion publique (4). Mais, inspiré ou non, son livre de la *Noblesse commerçante* ne manquait ni d'esprit, ni d'ingéniosité. Conseillant aux gentilshommes le commerce, tout au moins le commerce en gros, il en promettait à l'État des avantages précieux : culture plus éten-

(1) Argou, *Institution au Droit françois* [80], t. I, p. 15.

(2) *Réflexions de Monsieur le Marquis de Lassé (sic) Mercure* [469], décembre 1754, t. II ; p. 86. L'abbé Coyer dit que ces réflexions furent écrites en 1736. (*Noblesse commerçante*, p. 5.)

(3) Cf. *Noblesse commerçante* [253] (1756), p. 7, pp. 20 sq.

(4) Diderot, dans une *Lettre à l'abbé Galiani sur Horace* (1773) dit que le contrôleur général de Laverdy avait pensionné l'abbé Coyer pour préparer, par de petits ouvrages agréables, les opérations de son ministère. (*Œuvres* [107], t. VI, pp. 293-294). Une note de l'éditeur, p. 294, déclare que la *Noblesse commerçante* a été écrite à cet effet. Laverdy, que nous sachions, ne devint contrôleur qu'en 1763, et la *Noblesse commerçante* date de 1756 ; mais peut-être Diderot a-t-il commis quelque confusion. Il semble que le ministère, vers 1756, ait préparé un projet d'édit pour le commerce de la noblesse. Cf. *Année Littéraire* [453] (1756), t. II, pp. 50-51 et ci-après.

due, population plus nombreuse, consommation plus forte, marine plus active (1). Mais cet esprit positif, également dégagé des traditions féodales et de la superstition des anciens (2), affectait d'ignorer l'aspect politique de la question. Montesquieu avait déclaré que le commerce ne convient pas à la noblesse dans la monarchie, l'abbé, qui fait profession d'admirer l'*Esprit des lois* (3), déclare en l'espèce ne pas le comprendre :

« Je suis surpris que ce génie trop Philosophe pour aimer le ton dogmatique, l'ait pris en cette occasion. S'il avoit jugé à propos de dire ses raisons, je tacherois d'y répondre (4). »

Les raisons que l'abbé Coyer n'avait pas su pénétrer paraissaient plus claires à d'autres. On lui représenta de tous côtés que la fonction de la noblesse est de servir le roi dans ses camps et armées ; que l'esprit de lucre répugne aux sentiments chevaleresques ; que la noblesse commerçante ne serait bientôt plus la noblesse, et qu'ainsi la monarchie périrait par la confusion des rangs. La *Correspondance littéraire* renvoyait dédaigneusement son livre aux « bourgeois de la rue Saint-Denis » (5), et aux petits esprits incapables de comprendre les Platon et les Montesquieu :

« L'honneur est le principe, sinon de tout État Monarchique, comme le prétend M. de Montesquieu, du moins et incontestablement de la monarchie française... Un sage législateur, bien loin de choquer l'esprit national, travaille soigneusement à le conserver dans toute sa vigueur (6). »

Or, ce serait énerver les traditions propres à la noblesse, que de la détourner de sa destination :

(1) *Noblesse commerçante* [253], pp. 24, 54.

(2) *Ibid.*, pp. 58 sqq, 77-78.

(3) « Ouvrage immortel, où l'on trouve les semences de tout. » (*Noblesse Commerçante* [253], p. 78.).

(4) *Noblesse Commerçante* [253], p. 56.

(5) *Correspondance Littéraire* [456], 15 février 1756, t. 3, p. 171.

(6) *Correspondance Littéraire* [456], pp. 173, 175.

« La noblesse, par son état, doit servir le roi ; voilà une constitution fondamentale du royaume (1). »

Tel fut le thème de la controverse qui s'engagea autour du livre de Coyer. Elle fut abondante et monotone.

L'*Année littéraire* imprima des *Observations* formulées, disait-elle, par le Parlement de Grenoble, sur un « projet d'édit pour donner à la Noblesse du Royaume la faculté de commercer en gros sans déroger (2). » On croit lire une paraphrase de l'*Esprit des lois* dans cette pièce, qui proclame que l'honneur « est en même temps l'appanage de la Noblesse, le plus ferme appui du trône, le principe conservateur de l'État (3) » ; attribuée à la magistrature « la conservation du dépôt des loix, leur promulgation, l'exercice confié de l'autorité souveraine (4) », et attache à l'exacte distinction des ordres la prospérité de la monarchie : « En les confondant, on fait entrer dans le gouvernement Monarchique la constitution de la Démocratie ; par l'union violente des principes contrairians on bouleverseroit le royaume (5). » De même, l'abbé Garnier, dans le *Commerce remis à sa place*, emprunte ses arguments à l'« ouvrage immortel » de l'*Esprit des lois* (6). Persuadé que la France n'a rien à envier à l'Angleterre (7), il tient à la hiérarchie traditionnelle qui écarte le despotisme et la démocratie (8), et il définit le rôle de la noblesse en un langage visiblement inspiré de Montesquieu : « Montesquieu l'a prouvé, personne n'a osé le

(1) *Ibid.*, 15 août 1756, t. III, p. 269.

(2) *Année Littéraire* [453] (1756), t. II, pp. 50, 59. Le journal n'indique pas la date de ces *Observations*, dont nous ne connaissons pas d'édition séparée. L'édit qui assurait à la noblesse la faculté de trafiquer en gros, date de 1701, mais il dut être question de le renouveler vers 1756 ; l'*Année Littéraire* dit que ces *Observations* avaient été adressées à M. de Séchelles (Contrôleur général, de 1754 à 1756). Il est en tout cas difficile de ne pas reconnaître avec l'abbé Garnier, dans cette pièce peut-être apocryphe, l'influence de Montesquieu. (Cf. Garnier, *Commerce remis à sa place* [246], p. 1.)

(3) *Année Littéraire* [453] (1756), t. II, pp. 51-52.

(4) *Ibid.*, p. 52.

(5) *Ibid.*, p. 53.

(6) *Le Commerce remis à sa place* [246], p. 5.

(7) *Ibid.*, p. 66. Cf. aussi, p. 29.

(8) *Ibid.*, pp. 28-29.

contredire ; le principe de la Monarchie c'est l'honneur. C'est lui qui doit animer le corps entier de la Monarchie, et donner la vie à tous ses membres. Mais, comme dans une horloge, les roues les plus proches du centre doivent se mouvoir plus promptement pour communiquer leur mouvement de proche en proche jusqu'aux dernières... ; de même, dans une Monarchie la Noblesse, qui est le premier ordre politique, doit conserver le principe du gouvernement dans toute sa pureté pour le communiquer successivement à tous les autres, où il pourra sans danger être plus modifié (1). »

Une *Lettre à l'auteur de la noblesse commerçante* (datée de Bordeaux, 1^{er} juin 1756) reproche à l'abbé Coyer de n'avoir su comprendre Montesquieu (2), et lui explique qu'on ne saurait permettre le commerce à la noblesse, sans « porter un coup mortel à la constitution de ce Royaume, à l'esprit qui l'anime, au principe qui la nourrit, à sa nature (3). » Confondre les rangs, compromettre l'équilibre des puissances intermédiaires (4), c'est exposer la France à devenir « le théâtre des révolutions, comme l'Angleterre » (5).

L'auteur d'une *Lettre de M. D*** à M. D***, ne se montre pas plus sympathique aux Anglais : « L'intérêt fait agir leur Noblesse, l'honneur seul guide la nôtre. Ne cherchons donc pas à l'abatardir, en substituant l'avidité du gain à l'amour de la gloire (6). »

Le chevalier d'Arcq, en revanche, qui opposa sa *Noblesse militaire* à la *Noblesse commerçante* de Coyer, ne témoignait pas d'éloignement pour les institutions britanniques : il conçoit tout le prix de ce gouvernement mixte, heureusement tempéré de monarchie et de répu-

(1) *Le Commerce remis à sa place* [246], pp. 21-22.

(2) *Lettre* [249], pp. 6-7.

(3) *Lettre* [249], p. 28.

(4) *Lettre* [249], p. 31.

(5) *Lettre* [249], p. 31.

(6) *Lettre de M. D* [251]*, p. 3.

blique (1) ; mais il ne songe point à changer la constitution française, constitution purement monarchique, qui veut une noblesse guerrière et non pas mercantile. Bien qu'il ne cite pas Montesquieu, c'est dans l'*Esprit des lois*, selon toute apparence, qu'il a puisé ses considérations sur le danger des grands établissements de commerce dans la monarchie (2), sur la nécessité des distinctions sociales et d'une hiérarchie rigoureuse ne permettant à la noblesse que les fonctions de robe et d'épée (3). La seule partie originale de son livre consiste en un projet de réformes destinées à combattre le mal trop réel que signalait l'abbé Coyer : l'indigence de la petite noblesse. Interdire l'oisiveté, augmenter le corps d'officiers et en exclure la bourgeoisie, créer, au besoin, des compagnies spéciales ou les nobles serviraient sans grade, doter les filles des gentilshommes méritants, voilà les seuls remèdes dignes de la noblesse et de la monarchie (4). L'ordonnance du marquis de Ségur, en 1781, satisfera au moins l'un de ces vœux ; Montesquieu ne les eut point repoussés, pour qui le gouvernement monarchique doit « soutenir cette noblesse, dont l'honneur est, pour ainsi dire l'enfant et le père (5). »

L'argumentation familière aux critiques de Coyer ne parut pas toujours décisive, mais ceux qui la combattirent en contestaient moins le principe que les applications. Seul, un *Citoyen philosophe* (6) s'attaquant au chevalier d'Arcq, s'exhala contre la noblesse en diatribes passionnées. Deux écrits, la *Noblesse oisive* et la *Noblesse commerçable et ubiquiste* (7) font la satire des préjugés de caste, mais sans âpreté ni profondeur. En général, la

(1) *Noblesse militaire* [254] (1756), pp. 14-15.

(2) *Ibid.*, pp. 10 sqq. (Cf. *Esprit des lois* [28], liv. XX, chap. iv.)

(3) *Ibid.*, pp. 16, 19.

(4) *Ibid.*, pp. 63 sqq.

(5) *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. ix (T. I, p. 193.)

(6) Pièce anonyme [244], parue en 1756. Cf., pp. 37 sq.

(7) Deux brochures parues l'une et l'autre en 1756, la seconde est plus étendue, on y propose notamment que les gentilshommes puissent vendre leur noblesse. (Pp. 65 sqq.)

nécessité en France d'une classe privilégiée ne fut même pas discutée ; on tenta seulement de montrer que la noblesse pouvait, sans déchoir, faire autre chose que la guerre. Telle apparaît l'opinion de Véron de Forbonnais, qui, répondant aux *Observations* du Parlement de Grenoble, proteste de son respect pour les « justes prérogatives de la noblesse » et les « préjugés utiles à la société » (1) : mais les services rendus à l'État, contrepartie des privilèges, peuvent varier selon les temps (2). M. de Pézerols, dans son *Conciliateur*, convient que la noblesse est foncièrement militaire ; mais il ne voit pas de raisons pour lui interdire le négoce, quand sa pauvreté l'exclut de l'armée (3). M. de Sauvigny, dans son livre de *L'une et l'autre*, incline, lui aussi, vers la conciliation, mais il voudrait restreindre la noblesse au commerce par mer (4). Un partisan plus résolu de Coyer, l'auteur du *Commerce ennobli*, prétend faire tourner au profit de sa thèse, les principes même de Montesquieu, car si la noblesse tient à l'essence de la monarchie, le gouvernement doit lui assurer tous les moyens de réparer sa fortune (5). Enfin, l'abbé Coyer lui-même, dans la réponse qu'il fit à ses contradicteurs, comprit qu'il ne pouvait plus écarter d'un mot l'autorité de l'*Esprit des lois*. S'inclinant devant le « Maître des Législateurs » (6), il se déclare « pénétré de tout le respect qui est dû aux constitutions de la Monarchie... Le Monarque et la Monarchie s'appuyent sur un corps de Noblesse qui a des seigneuries, des justices et des vassaux, sur un Clergé qui exerce une juridiction spirituelle, et principalement sur ces grands corps politiques qui ont les loix en

(1) *Lettre à M. F...* [250], p. 11.

(2) *Ibid.*, pp. 14 sqq.

(3) *Le Conciliateur* [247] (1756). Cf. notamment pp. 21, 26.

(4) *L'une et l'autre* [262] (1756), cf., p. 9.

(5) *Le Commerce ennobli* [245] (1756), p. 15.

(6) *Développement de la Noblesse commerçante* [248] (1757). Chap. 1^{er}, p. 54.

dépôt (1). » Mais l'auteur se défend de porter atteinte à ces vénérables fondements (2) ; il s'ingénie à prouver que l'esprit guerrier est compatible avec l'esprit de commerce (3), sans s'interdire, d'ailleurs, des réflexions assez piquantes sur la barbarie des temps anciens (4), sur les variations des coutumes (5), sur l'inanité de l'honneur comparé à la vertu (6), réflexions qui mitigent de quelque scepticisme son adhésion aux principes traditionnels.

Cette habileté ne mit pas fin aux polémiques et ne fit pas taire les objections issues de l'*Esprit des lois* ; la controverse se poursuivait avec force redites. M. de la Hausse, dans la *Noblesse telle qu'elle doit être*, reprit les idées du chevalier d'Arcq (7). Le vicomte d'Alès de Corbet, disciple de Montesquieu en plus d'un point (8), publia de *Nouvelles observations* (9), où, alléguant la nécessité des ordres intermédiaires (10) et blâmant toute imitation superstitieuse des Anglais (11), il souhaitait la restauration dans la noblesse, du vieil esprit féodal (12). C'est encore à l'« ouvrage immortel » (13) de Montesquieu que le marquis de Pennes demandera contre l'abbé Coyer et les anglomanes, la véritable destinée de la noblesse française :

« Je me tais pour écouter ce grand homme, né pour venger les François, accusés depuis trop longtemps de n'être que superficiels... Les Anglois (dit M. de Montes-

(1) *Ibid.*, chap. II, pp. 87-88.

(2) *Ibid.*, chap. II, p. 89.

(3) *Ibid.*, chap. III, pp. 118 sqq.

(4) *Ibid.*, chap. II, p. 115.

(5) *Ibid.*, chap. II, pp. 89 sqq.

(6) *Ibid.*, chap. III, p. 137.

(7) *La Noblesse telle qu'elle doit être* [257] (1758), cf. notamment pp. 93 sqq.

(8) Cf. ci-dessus chap. IV et ci-après chap. IX.

(9) Amsterdam (1758). Avec une dédicace admirative au Marquis de Mirabeau.

(10) *Nouvelles Observations* [258], pp. 15, 22. L'auteur invoque expressément, à ce sujet, l'autorité de Montesquieu (pp. 15, 22.)

(11) *Ibid.*, p. 26.

(12) *Ibid.*, pp. 58 sqq.

(13) *La Noblesse ramenée à ses vrais principes* [256] (1759), p. 14.

quieu, livre II, chap. iv), pour favoriser la liberté ont ôté toutes les puissances intermédiaires qui formoient leur monarchie. Ils ont bien raison de conserver cette liberté ; s'ils venoient à la perdre, ils seroient un des peuples les plus esclaves de la terre.... Soyons François, depouillons-nous de toute affection, de toute prévention étrangère (1). »

Suit, avec maintes citations, le développement inévitable sur la nécessité de la noblesse, de son honneur, de ses privilèges et des maximes qui lui interdisent l'esprit de calcul et l'amour du gain (2).

Enfin, c'est une roturière, M^{me} Belot, née Guichard, qui reproche à l'abbé Coyer d'avoir méconnu la nature du gouvernement monarchique et le caractère du peuple français (3), de favoriser le despotisme en nivelant les conditions :

« La Noblesse, qui d'échelon en échelon, adoucit aux yeux des faibles la pente rapide qui se trouve entre les Souverains et les Sujets, courbée, si l'on ose s'exprimer ainsi, vers le commerce, ne leur laissera plus appercevoir qu'un Colosse, vers lequel ils oseront à peine tourner leurs regards (4). »

Le nombre de ces adversaires et l'allié redoutable qu'ils s'assuraient, ne privèrent pas de tout succès le livre de la *Noblesse commerçante*. Le marquis d'Argenson s'en déclare charmé, ainsi que tout le public qui le lit (5), et ne voit dans la réponse du chevalier d'Arcq « qu'une misérable brochure ». La *Correspondance littéraire* reconnaissait elle-même que l'ouvrage de Coyer avait « une sorte de succès » (6). Le préjugé qu'il combattait semble avoir perdu de sa force dans la seconde

(1) *Ibid.*, pp. 10, 12.

(2) *Ibid.*, pp. 14, 21.

(3) *Observations sur la Noblesse et le Tiers état* [259] (1758), p. 11.

(4) *Ibid.*, pp. 104-105.

(5) *Remarques en lisant, Mémoires* [200], éd. Jannet, t. V, p. 135.

(6) *Correspondance Lit.* [456], 15 février 1756, t. III, p. 170.

moitié du XVIII^e siècle, même parmi les gentilshommes et ceux qui les approchaient. En 1756, le président Hénault approuve le commerce maritime des nobles, et juge un peu trop rapides les dédains exclusifs de Montesquieu (1). Une dizaine d'années plus tard, le président de Brosses, dans un rapport au Parlement de Dijon, se prononce en faveur de la noblesse commerçante et oppose à l'autorité de Montesquieu celle de l'abbé de Saint-Pierre, ainsi que les exemples de l'Angleterre, de Gênes et de Venise (2). Le marquis de Ségur lui-même, si l'on en croit son fils, ne prépara que de mauvais gré l'ordonnance de 1781, maudissant « le préjuger (*sic*) déraisonnable qui ruine toute la noblesse, en ne lui permettant d'autre activité que celle des armes (3). » Ce préjugé subsistait pourtant, et, jusqu'à la fin de l'ancien régime, si des gentilshommes se sont intéressés à des entreprises de commerce ou d'industrie, ils ont eu soin d'ordinaire de s'en cacher (4). En 1787, l'*Ouvrage d'un citoyen gentilhomme et militaire*, reprendra contre l'idée d'une noblesse

(1) *Nouvel abrégé* [133], 5^e édition, 1756. (A propos de l'édit qui permet le commerce maritime sans dérogeance.) « On verra, dit Hénault, que l'auteur de l'*Esprit des lois*, qui ne s'étoit pas assez expliqué à ce sujet (Liv. XX, chap. xix) a mieux développé sa pensée dans la nouvelle édition qu'il va donner, et qu'il m'a montrée. On en étoit à cet endroit de mon édition quand la mort nous l'a enlevé. » (T. II, p. 741.)

Nous ne savons de quel développement Hénault veut parler. Dans l'édition modifiée de 1757, le texte des chapitres relatifs au commerce de la noblesse dans la monarchie (Liv. XX, chap. xx et xxii, en 1757, xix et xx dans l'édition de 1751) n'offre rien de nouveau qu'une correction grammaticale. Au chap. iv, Montesquieu introduit une atténuation qui manquait en 1751 : « Je ne veux pas dire qu'il y ait aucune monarchie qui soit totalement exclue du commerce d'économie, mais elle y est moins portée par sa nature ». (Édit. de Londres [27] (1757), T. II, p. 244). De même, il disait, en 1751, que les grandes compagnies de commerce « ne conviennent pas au gouvernement d'un seul. » (Liv. XX, chap. ix, édit. de 1751 [26 bis], t. II, p. 218). En 1757, la négation est adoucie : « conviennent rarement ». (Édit. de 1757 [27], t. II, p. 252, liv. XX ; chap. x). Mais il ne s'agit pas là de noblesse.

(2) Foisset, le *Président de Brosses* [485], chap. vii, pp. 278-279. Il s'agissait d'un édit du 12 mars 1765, permettant à tous les sujets du roi, les magistrats exceptés, de faire le commerce en gros sans s'agréger à aucun corps ou communauté.

(3) Ségur, *Mémoires* [238], t. I, pp. 281-282 (Cf. en général, pp. 280-283.)

(4) Cf. Carré, la *Noblesse de France et l'Opinion publique* [477], chap. ii, pp. 145 sqq.

commerçante les arguments répétés à satiété en 1756 (1). Les protestations soulevées par les conseils de l'abbé Coyer traduisent donc, sous une forme théorique, la persistance d'un sentiment profond ; elles montrent aussi quelle force ajoutaient à ce sentiment les préceptes de Montesquieu. Par lui, le préjugé devenait raisonnable ; les mépris instinctifs de l'homme d'épée paraissaient d'accord avec les principes les plus déliés de l'économie sociale. L'autorité de son nom avait presque changé en dogme l'idée de la nécessité de la noblesse ; les partisans de la tradition en font leur thème favori, leurs adversaires essaient tant bien que mal d'y ajuster leur thèse. Ce n'est donc pas seulement le théoricien de la constitution anglaise que le public a su voir en Montesquieu. Malgré les sottes confusions des Bonnaire et des de La Porte, ses enseignements sur la nature, l'esprit et le ressort des monarchies, ont vivement touché les lecteurs, — pour les uns, maximes d'État qu'il fallait au moins respecter, — pour d'autres, vérités vivantes, qui satisfaisaient à la fois le cœur et la raison.

Les velléités féodales qui survivaient dans une partie de la noblesse tendent à s'organiser en doctrine chez le marquis de Mirabeau. Avant que l'influence de Quesnay l'eût gagné, vers 1758, aux principes des Physiocrates, il s'était fait, sinon un système harmonieusement ordonné, du moins une sorte de philosophie générale sur les mœurs, la société et le gouvernement ; et ce premier état de sa pensée, qui a trouvé sa complète expression dans l'*Ami des hommes*, est peut-être le plus sincère et le plus personnel. De bonne heure, ce grand seigneur s'était occupé de projets aristocratiques. Un de ses manuscrits, rédigé en 1747, sous le titre prématuré de *Testament politique*, nous révèle sa haine des intendants,

(1) *Ouvrage d'un citoyen* [260]. Lettre VI, pp. 77 et 81.

son désir d'augmenter l'influence locale de la noblesse (1). Peut-être obéissait-il, en traçant ces lignes, à l'influence personnelle de Montesquieu, qu'il avait connu à Bordeaux en 1739 (2). En tout cas, des méditations de ce genre le préparaient à lire l'*Esprit des lois* avec plaisir et avec fruit, et lorsqu'en 1750, le *Mémoire sur les Etats provinciaux* parut sans nom d'auteur, le marquis d'Argenson crut y reconnaître la main de Montesquieu (3). A coup sûr, le style de l'ouvrage ne justifie pas cette attribution, mais le fond des idées l'excuse, et l'on conçoit que Montesquieu, comme Maupertuis nous l'indique, ait fait cas de la brochure de Mirabeau (4). Sur une quarantaine de pages qu'elle comptait, l'auteur en consacrait seize à la distinction de la monarchie et du despotisme (5) ; il résumait la loi fondamentale de l'État dans la nécessité de maintenir les privilèges : privilèges du roi, des princes, des corps et des ordres, des provinces et des municipalités (6) :

« Le Prince ne sauroit trop conserver, respecter,

(1) Cf. De Loménie, *Les Mirabeau* [500], t. II, pp. 2 sqq. — Ripert, *Le Marquis de Mirabeau* [506], pp. 23, 79, sqq. Ce *Testament* ne figure point parmi les papiers du Marquis conservés aux Archives Nationales [M. 778].

(2) De Loménie, *Les Mirabeau* [500], t. I, p. 405. MM. de Loménie croient en outre que les deux hommes se retrouvèrent après la publication de l'*Esprit des lois*.

(3) « Il se répand une brochure qui paraît être du président de Montesquieu, touchant l'*Utilité des Etats Provinciaux*. » ([199] (*Mémoires*, édit. Ratherv, t. VI, 9 juillet, 1750, p. 221.) Cette brochure avait pour titre : « *Mémoire concernant l'utilité des Etats Provinciaux, relativement à l'autorité royale, aux Finances, au bonheur et à l'avantage des Peuples..... A Rome, ... MDCCL* ». 44 pages. Une édition, considérablement augmentée parut dans la suite (en 1757, selon MM. Ripert et Weulersse) sous le titre de *Mémoire sur les Etats Provinciaux* (VI-138 pages, s. l. n. d.), puis fut réimprimée avec une *Introduction* et une *Réponse aux objections...*, dans la quatrième partie de l'*Ami des Hommes*, en 1758. (Cf. Ripert, *le Marquis de Mirabeau* [506], p. 93, Weulersse, *Manuscrits économiques* [197], p. 1.)

(4) « En 1751, lorsqu'il fut question des immunités ecclésiastiques, il ne crût point qu'il fallut ôter au Clergé un privilège qu'il regardoit comme l'ombre respectable d'un droit commun à toute la nation. Il faisoit beaucoup de cas d'un petit livre qui parut alors sur la conservation de ce privilège dans les Provinces d'États ». (Maupertuis, *Eloge de Montesquieu* [59], p. 54.)

(5) *Mémoire* [169], 1^{re} édition, pp. 1, 16.

(6) *Ibid.*, pp. 8, 10.

établir même d'ordres et de loix fondamentales dans l'État puisqu'elles tendent au maintien de sa grandeur et de son patrimoine (1). »

Ces considérations un peu vagues ne devaient pas se préciser dans la partie de la brochure qui énumère les avantages des États provinciaux ; Mirabeau assure que ces assemblées ne peuvent diminuer en rien l'autorité royale, mais il ne fixe pas la limite idéale de leurs droits : « Je n'entre point, disait-il lui-même, dans les discussions de droit, c'est l'intérêt uniquement que j'envisage (2). » L'édition fort augmentée qui parut dans la suite n'est pas plus explicite sur ce point. L'auteur, qui a supprimé l'introduction où il distinguait la monarchie du despotisme, s'attache surtout aux détails de technique financière et aux formes actuelles des assemblées d'États (3). Il montre qu'il faudrait étendre et améliorer l'institution (4), mais ses critiques, pour la plupart d'importance secondaire, sont tempérées d'un grand respect pour les « usages reçus » (5). Quant à l'autorité royale, Mirabeau se défend d'y toucher, mais il n'élucide pas très bien ses rapports avec les droits des États (6). Toutefois, cet empirisme, — qui ne l'éloigne pas de Montesquieu, — ne lui interdit nullement les réflexions générales ; et tel passage du mémoire, sur la nature de la monarchie,

(1) *Ibid.*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 16.

(3) Mirabeau avertit lui-même qu'il emprunte ses renseignements sur les États Provinciaux, à l'*Etat de la France*, de Boulainvilliers. (*Mémoire*, dans l'*Ami des Hommes* [167], édit. de Hambourg, 1758 t. III, 3^e partie, p. 167.)

(4) *Mémoire* (dans l'*Ami des Hommes* [167], t. III, 3^e partie, pp. 167, sqq., 173 sqq.)

(5) « Je dois prévenir d'abord, que si je remarque des défauts dans celles de ces assemblées qui sont établies, ce n'est point pour m'ériger en réformateur. Je sais le respect que l'on doit aux usages reçus, et dont les peuples se contentent. Je n'ignore pas que, pour remédier à un inconvénient, on tombe dans plusieurs autres qui ramènent nécessairement les hommes sages à l'ancien ordre. » *Mémoire* (*Ami des Hommes* [167], t. III, 3^e partie, p. 167.)

(6) Cf. *Mémoire* (*Ami des Hommes* [167], t. III, 2^e partie, pp. 115, 127, 3^e partie, pp. 151-152, 182, 184.)

rappelle l'*Esprit des lois* par la pensée et le tour métaphorique :

« La tyrannie égale tout, en tout opprimant ; état forcé, qui passe en un clin d'œil et fait place à l'anarchie. L'autorité légitime, au contraire, organise ses ressorts de façon que semblable à l'action de l'électricité, l'impulsion du pouvoir souverain se communique avec force et rapidité du premier degré au dernier, toujours passant par toutes les classes (1). »

Ces préoccupations théoriques ont laissé leurs traces dans les manuscrits de Mirabeau. Les Archives nationales conservent parmi ses papiers les brouillons, fragmentaires et confus, de *Traité sur la Monarchie* (2), qui ne parurent jamais sous ce titre, mais dont la substance est passée dans les annexes qui furent jointes au *Mémoire* en 1758. Le marquis le réimprima alors, à la suite de l'*Ami des hommes*, accompagné d'une longue *Introduction*, et d'une *Réponse* apologétique, qui aident à préciser sa pensée. Il faut prendre garde toutefois, qu'en 1758, l'influence du docteur Quesnay commence à modifier sa doctrine, qu'elle devait bientôt changer complètement. La somme fidèle de ses idées, c'est le livre même de l'*Ami des hommes*, paru en 1757, avant que le nouveau prophète eût entrepris de le convertir (3). Liant la population à l'agriculture, la prospérité de l'agriculture à la politique et aux mœurs, Mirabeau portait dans l'étude des questions économiques un esprit largement compréhensif :

« Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté, dit un homme de génie et dont l'érudition immense est d'autant plus sûre qu'elle

— (1) *Mémoire (Ami des Hommes* [167], t. III, 2^e partie, p. 119.)

(2) Archives nationales, M. 778, 1. [2].

(3) Seules, les trois premières parties de l'*Ami des Hommes* constituent le corps même de l'ouvrage, ou *Traité de la Population* : la quatrième partie (1758) contient le *Mémoire* et ses Annexes, la cinquième (1759) comprend divers écrits économiques.

est presque toujours de bonne foi, et sans cesse spéculative. On peut voir dans son livre de *L'Esprit des loix*, comment il prouve cette axiome frappant de lui-même ; et, quoique ce génie trop vif pour être toujours méthodique, s'écarte souvent du principe dans les conséquences, on ne sauroit trop recommander aux véritables Politiques la profonde méditation d'un Ouvrage où toutes les idées sur tous genres de droit se trouvent rassemblées et dont nous ne serons jamais que les foibles commentateurs (1) : »

Ainsi, l'*Ami des hommes* a traité de morale et de politique autant que d'agriculture et de population ; il permet d'étendre ou de contrôler les indications du *Mémoire* et de ses annexes, de savoir quel idéal, dans cette première période, le marquis s'était formé du Gouvernement français. Or, un principe fondamental ressort de ces ouvrages : il domine déjà le premier *Mémoire* et s'affirme encore, sous la forme la plus dogmatique, en 1758 : c'est la nécessité dans la monarchie, d'une gradation sociale. Le manuscrit des *Traités* contient cette formule nerveuse : « Par la loi seule, société. Par la loi et le Prince, souveraineté. Par la loi, le Prince et les ordres constitutifs, monarchie (2). »

La *Réponse* justificative du *Mémoire* emprunte les expressions même de Montesquieu : « Un grand génie, et le Philosophe de la politique l'a dit : *Les pouvoirs intermédiaires, subordonnés et dépendants constituent la nature du gouvernement monarchique* (3) ». Quatre ordres, selon Mirabeau en consomment la perfection : le Clergé, « qui lie la société, la corrige, l'instruit » ; la Noblesse, ordre militaire, « qui défend la société, la guide, lui en impose et lui prête son génie libre et dominant » ; la magistrature, qui maintient la loi ; enfin, « l'ordre muni-

(1) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. VII, pp. 194-195.

(2) *Traité sur la Monarchie* [2], M. 778, n° 1^{er}.

(3) *Réponse aux objections contre le Mémoire sur les États Provinciaux*, *Ami des Hommes* [167], t. III, p. 15. (Souligné dans le texte.)

cial, qui donne l'activité (1). » Il faut assigner à chacun sa place, ses privilèges et son rôle exact. A la noblesse, les prééminences d'honneur, les grades militaires (2), et un « droit de juridiction subordonnée, mais inhérente à ses fiefs, attendu que dans toute Monarchie féodale (la seule qui puisse être solide) la justice est annexée au territoire » (3). Pour les magistrats, dépositaires des maximes fondamentales, ils annoncent les lois quand elles sont faites, et veillent à leur application ; s'ils n'ont aucune part à la souveraineté, ils peuvent, par de simples remontrances, s'opposer aux innovations :

« Conservateurs des anciennes règles si nécessaires, démontrées si utiles puisqu'elles ont duré, ils ont droit à réclamer contre toute nouveauté (4). »

Montesquieu définissait de manière analogue le rôle de la noblesse et de la magistrature ; il ne parlait presque point de la bourgeoisie, mais ce qu'en dit le gentil-homme économiste ne paraît pas infidèle à l'esprit de son devancier. Mirabeau, en effet lui attribue, conjointement avec le clergé et la noblesse, le droit de recruter la magistrature et l'ordre municipal (5) ; à ce dernier titre, elle a part à la police journalière, au maniement des finances publiques sous l'inspection du gouvernement, et à la « direction éclairée, instructive, avouée et

(1) *Introduction au Mémoire sur les États Provinciaux* (*Ami des Hommes* [167], t. III, pp. 37-38.) Ces idées hiérarchiques sont contraires à la doctrine des Physiocrates, qui voulait l'égalité ; il ne saurait donc être question, sur ce point, de l'influence de Quesnay. — Cf. aussi, les *Traité sur la Monarchie* [2], M. 778.1³.

(2) *Introduction* [167], p. 38.

(3) *Ibid.*, p. 39.

(4) *Ibid.*, p. 40. Cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. XI, p. 356 ; chap. VIII, pp. 253 sqq. Cf. aussi *Traité de la Monarchie* [2], M. 778. 1³ : « L'ordre civil, ou de la magistrature civile, doit avoir en dépôt les Loix fondamentales de l'État, qu'il ne doit lui être permis ni d'examiner, ni de commenter, mais seulement de conserver soigneusement, et de représenter dans l'occasion ».

(5) *Introduction* [167], p. 38. Mirabeau dit expressément que la magistrature et l'ordre municipal doivent être composés « de gens choisis », parmi les deux premiers ordres, « comme aussi parmi les notables, d'entre le peuple. » Sa classification est donc logiquement vicieuse ; mais les fonctions qu'il attribue à l'ordre municipal correspondent mieux, semble-t-il, à l'esprit de la bourgeoisie qu'à celui de la noblesse tel qu'il le définit.

protégée » de l'agriculture et du commerce (1). Ainsi se dessine, chez Mirabeau comme chez Montesquieu, la structure d'une monarchie aristocratique, féodale dans son essence et gothique dans son origine :

« Les conquérants du Nord..., peuples sauvages quant aux arts, mais dont la société étoit dirigée sur les grands principes du vrai respect qui ne sauroit être qu'une subordination volontaire, apportèrent dans leurs conquêtes le germe de la plus admirable police d'État, je veux dire, la féodalité (2). »

Mirabeau admire en Charlemagne le grand politique qui fonda « les premières Monarchies du monde connu », parce qu'« il ne perdit jamais de vue l'établissement des pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendants, qui constituent la nature du gouvernement monarchique (3). » L'*Ami des hommes* semble même regretter le régime d'assemblées délibérantes, dont les Francs ont fourni l'exemple à l'Europe :

« Les loix féodales, les assemblées de la nation dominante pour y traiter les principaux objets du gouvernement, et autres usages que les nations les plus policées regrettent encore, sont et seront toujours des preuves que les plus saines lumières de l'esprit humain et de la loi naturelle percent à travers les plus épais nuages de l'ignorance et de la barbarie (4). »

L'institution des États généraux, complétant les anciennes assemblées par l'adjonction des députés des villes, marquent pour Mirabeau l'époque de l'achèvement de la Monarchie (5) : ainsi d'après Montesquieu, le gouvernement gothique atteint sa perfection lorsque les lettres d'affranchissement ont permis un heureux « concert » entre la liberté civile du peuple, les préro-

(1) *Introduction* [167], pp. 41-42.

(2) *Réponse aux objections* [167], p. 17.

(3) *Ibid.*, pp. 17-18.

(4) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. III, p. 52.

(5) *Ibid.*, t. I, chap. VIII, pp. 251-252.

gatives de la noblesse et du clergé, la puissance des rois. Pas plus que Montesquieu, pourtant, Mirabeau ne demande à ressusciter les assemblées générales. Certes, sa verte franchise ne ménage pas « les gens de plume et d'écritoire », dont les règlements ont « changé la constitution subalterne de l'État », et qui ont eux-mêmes « fait place à tous les potirons que la haute faveur, l'intrigue, le caprice et l'industrie élèvent de toutes parts (1) » ; il leur remontre, non sans vigueur, l'excellence de « l'ancienne constitution de la Monarchie », le bonheur des siècles écoulés depuis Saint-Louis jusqu'à nos guerres de religion (2). Mais la convocation des États généraux ne figure point dans ses plans de réforme ; la *Réponse aux objections contre le mémoire* les déclare, quant à présent, inutiles et peut-être dangereux (3) ; et l'*Ami des hommes* affirmait avec une sécheresse impérieuse :

« Il n'y a qu'un Maître dans l'État. Il y a ensuite trois Ordres consultants, le Clergé, le Militaire et la Magistrature ; tout le reste obéit et travaille (4). »

C'est en effet un esprit modéré, malgré ses vivacités de langage, que le Marquis de Mirabeau ; pénétré de la faiblesse humaine qui « devrait faire trembler tout régénérateur politique sur les conséquences de ses opérations » (5), il ne rêve point de reconstructions téméraires. Il demande aux âges féodaux des conseils plutôt qu'un modèle. Un gouvernement tempéré par l'influence de la noblesse et des magistrats, secondé dans l'administration par une bourgeoisie soumise et laborieuse, voilà, pour l'époque moderne, sa conception de la monarchie. L'essentiel est de maintenir la distinction des ordres, avec une juste correspondance entre les

(1) *Ibid.*, t. I, chap. v, p. 94.

(2) *Ibid.*, t. I, chap. v, pp. 94, 95, 97, 98.

(3) *Réponse*..... (*Ami des Hommes* [167], t. III, p. 20.)

(4) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. viii, p. 253.

(5) *Introduction au Mémoire* (*Ami des Hommes* [167], t. III, p. 59.)

fonctions, les vertus et les honneurs. La politique et l'économie de Mirabeau dépendent étroitement de l'éthique : honorer chacun selon son rang, diminuer l'éclat pernicieux du commerce et de la finance, restaurer les anciennes mœurs rustiques et militaires, tels sont les moyens de régénérer la monarchie, de vivifier l'agriculture et d'augmenter la population (1). La primauté sociale de la noblesse exprime et conserve à la fois une supériorité morale. Chargée de « veiller au maintien des mœurs généreuses et désintéressées (2), » des sentiments d'honneur que Mirabeau se refuse à distinguer de la vertu (3), la noblesse doit rester pure de mélange (4), garder ses biens intacts (5), et vivre sur ses terres (6) : le seigneur ruiné ou courtisan ne peut plus éclairer, défendre, encourager le cultivateur. Quant au second des ordres laïques, celui de la magistrature, il apporte un correctif à l'impétuosité du premier : il « émousse le tranchant du Militaire » (7), et reçoit de lui « l'élévation dans les vues et la célérité dans les décisions » (8). Mirabeau souhaite un remaniement des circonscriptions judiciaires, pour rapprocher les tribunaux des plaideurs de province (9) ; il blâme l'abus des évocations, l'excès du pouvoir des intendants (10). La véna-

(1) Cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. vii, xi, xii.

(2) *Introduction* (*Ami des Hommes* [167], t. III, pp. 38-39.)

(3) Mirabeau discute à ce sujet la pensée de Montesquieu qu'il ne comprend pas très nettement. (*Ami des Hommes* [167], t. I, chap. xii, pp. 407 sqq.) « L'amour de la patrie, dit-il, peut exister dans la monarchie, puisqu'il fut en vigueur parmi nous. » (P. 410.) Mirabeau identifie avec le patriotisme, l'amour de la noblesse pour son roi, et ne distingue pas, comme Montesquieu, entre des sentiments de fidélité chevaleresque, non exempts de caprice, et la vertu rigide de l'antiquité. Mais, en somme, l'esprit de la noblesse, tel qu'il le définit, est bien celui que décrit Montesquieu.

(4) Mirabeau ne semble pas admettre les anoblissements (*Ami des Hommes* [167], t. I, chap. vii, pp. 172, sq.), il blâme les mésalliances (*Ibid.*, pp. 174, sqq.).

(5) D'où la nécessité des substitutions (*Ibid.*, pp. 162, sqq.).

(6) Cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. v et vi.

(7) *Ibid.*, t. I, chap. viii, pp. 253-254. Cf. aussi, chap. xi, p. 356.

(8) *Ibid.*, t. I, chap. viii, p. 254.

(9) *Ibid.*, t. I, chap. xi, pp. 343, sqq.

(10) *Ibid.*, t. I, chap. xi, pp. 345, 350 sqq.

lité des charges, qui a souvent « fait pierre de scandale », lui paraît encore préférable aux choix séditieux ou despotiques que pourraient faire les compagnies et le gouvernement (1). Sans doute, y voit-il un moyen d'attacher la magistrature aux vertus traditionnelles de son état : sagesse, patience, probité (2).

Si la noblesse et la magistrature ont part aux fonctions du gouvernement, les arts productifs, en général, forment l'apanage du Tiers. Mais, parmi eux, il faut mettre à part l'agriculture, « l'art de l'innocence et de la vertu, l'art de tous les hommes et tous les rangs (3) ». Le dédain pour l'agriculture et l'abandon des campagnes, voilà le mal destructeur de la société (4). Mirabeau le combat de son mieux, par ses éloges de la vie champêtre, par sa satire du grand commerce orgueilleux et envahissant. Il répète à satiété que le commerce ne convient ni à l'esprit monarchique, ni au caractère des Français (5); il accable, sous une ironie de poids, la *Noblesse commerçante* (6), il dénonce l'or corrompateur (7). Mais il sauve la banalité du lieu commun par sa précision pittoresque, par son style dru qui sent le terroir. Ce n'est point un rhéteur qui déclame dans l'abstrait, mais un témoin qui a su voir et qui sait décrire ; il nous dit la tristesse des châteaux désertés, des champs recouverts par les ronces, des jardins laissés aux colimaçons. La conclusion ne varie pas : il faut une réaction morale. « Remettez

(1) *Ibid.*, t. I, chap. xi, p. 359.

(2) Voir l'éloge des vertus de la magistrature, *ibid.*, pp. 360, 362.

(3) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. viii, p. 255.

(4) Voir en général *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. iii, xii.

(5) Cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. vii, pp. 217-218 : chap. ix, p. 285 sqq. et passim ; *Introduction aux Mémoires* [167] A. D. H., t. III, pp. 76 sqq., Mirabeau s'accorde d'ailleurs avec Montesquieu sur l'humble utilité de l'esprit de commerce qui produit un certain sentiment de justice exacte, sans élévation, sans improbité. (Cf. *Esprit des lois* [28], liv. XX, chap. ii ; *Introduction au Mémoire* [167], t. III, p. 77, où Montesquieu est cité sur ce point.) Mais le commerce ne doit pas dominer dans un État.

(6) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. ix, pp. 288 sqq.

(7) *Ibid.*, t. I, chap. xii, p. 429 et en général pp. 429-430, 438, 442.

l'or à sa place, c'est en général tout mon art (1). » Cet aristocrate comprend à merveille le reclassement social qui s'accomplissait sous ses yeux : l'attrait des richesses mobilières, l'estime accordée aux financiers, tendaient à ruiner son idéal d'une société agricole, féodale, aux rangs bien marqués, où le luxe fut moins le signe de l'opulence qu'un emblème de dignité (2).

Quant aux moyens pratiques de réforme, Mirabeau ne les énumère point en détail. Il charge le gouvernement de surveiller les mœurs, mais lui interdit toute contrainte ; c'est une saine politique proportionnant les récompenses aux vertus, aux talents et aux services réels, qui éclairera l'opinion sur la hiérarchie des valeurs morales (3). Déjà Montesquieu avait professé que « lorsque l'on veut changer les mœurs et les manières, il ne faut pas les changer par les loix (4). » Déjà, il avait montré l'importance d'une estime sagement distribuée entre les ordres de l'État : « Tout est perdu, lorsque la profession lucrative des traitans parvient encore par ses richesses à être une profession honorée... En France, cet état de la robe qui se trouve entre la grande noblesse et le peuple... profession honorable, mais qui en laisse toujours voir une plus distinguée ; cette noblesse toute guerrière..., toutes ces choses ont nécessairement contribué à la grandeur de ce royaume (5) ». C'est la même gradation qui, selon Mirabeau « par un effet de la solide politique de nos pères », a fondé « l'inébranlable cons-

(1) *Ibid.*, t. I, chap. xii, p. 442.

(2) Sur le luxe, cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. xii, p. 452 ; chap. xiii, pp. 457, 459. Pour Mirabeau, le parvenu ne doit pas montrer plus de magnificence que le gentilhomme ; Montesquieu pense au contraire que le luxe doit aller croissant, du laboureur à l'artisan, aux négociants, aux nobles, aux magistrats, aux grands seigneurs, aux traitants principaux, aux princes (*Esprit des lois* [28], liv. VII, chap. iv). C'est que Mirabeau fait du luxe une simple marque de dignité ; Montesquieu y voit de plus un moyen de dédommager les pauvres.

(3) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. xii, p. 381 ; chap. xiii, pp. 498 sqq.

(4) *Esprit des lois* [28], liv. XIX, chap. xiv (t. II, p. 223).

(5) *Ibid.*, liv. XIII, chap. xx (t. II, p. 72), liv. xx, chap. xxii (t. II, p. 280).

titution et solidité de la Monarchie Française (1) » ; c'est elle qui, en conservant le principe, maintiendra dans sa pureté la nature du gouvernement. Ainsi se précisent la sympathie des deux esprits et la ressemblance des deux conceptions. L'*Ami des hommes* offrait au public, — au nombreux public qui le lut (2), — une sorte de paraphrase des théories de l'*Esprit des lois* sur les pouvoirs intermédiaires. Mieux que les littérateurs de métier, le marquis a su exprimer le sens de ces formules, y retrouver la notion d'un gouvernement hiérarchique et traditionnel. C'est qu'il la portait déjà en lui ; mais Montesquieu dut contribuer à l'éclairer sur lui-même, à justifier ses sentiments et à débrouiller ses idées. A son tour, Mirabeau enchérit sur Montesquieu par sa rigueur affirmative et ses prétentions à l'absolu. Si l'*Esprit des lois* nous invite à admirer la monarchie française comme une machine bien agencée, il n'exclut pas le goût de la liberté anglaise, ni le regret de l'idéal républicain. Pour l'*Ami des hommes*, qui n'admet pas de différence entre l'honneur et la vertu, les principes fondamentaux de la constitution française accomplissent toute perfection. Ce n'est pas aux convenances d'un peuple ou d'un pays, c'est aux besoins fondamentaux de la vie sociale, que répond son antique hiérarchie : « Qu'y a-t-il en effet de plus sensé et de plus conforme aux notions naturelles sur l'ordre politique que cette forme mélangée qui renferme tous les degrés de force et de sagesse dont les conseils des hommes peuvent être susceptibles » (3). Déjà, le marquis se flatte d'avoir pénétré l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques et il témoigne dans son œuvre d'un besoin de dogmatiser qui n'était pas chez Montesquieu. Les vives peintures qui font encore l'intérêt de l'*Ami des hommes* s'accom-

(1) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. vii, p. 248.

(2) Sur le succès de l'*Ami des Hommes*, cf. Weulersse, *le Mouvement physiocratique* [516], t. I, p. 53.

(3) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. viii, p. 249.

pagnent de considérations abstraites sur la propriété, la sociabilité et la base des lois (1) : commentaire embarrassé où il se perd lui-même, mais qui décèle les ambitions philosophiques de l'auteur. Gauchement, mais obstinément, cet observateur passionné s'efforce de construire un système (2), et ce désir d'évidence, cette inquiétude des axiomes premiers, aident à comprendre la séduction que devait exercer sur lui, au détriment de l'*Esprit des lois*, la géométrie politique de l'école de Quesnay,

Beaucoup plus oublié de nos jours que le marquis de Mirabeau, le comte du Buat-Nançay (3) rappelle à certains égards le philosophe grand seigneur qui écrivit l'*Ami des hommes* : tous deux aristocrates de naissance et d'humeur, férus de systèmes politiques, écrivains prolixes plus qu'élégants. Mais Mirabeau s'intéressait aux choses vivantes, du Buat, surtout historien, semble avoir graduellement perdu dans ses études la faculté de s'adapter à son temps ; c'est le passé qu'il voyait d'abord, comme une réalité plus immédiate et plus parfaite. Rempli de respect, dès sa jeunesse, pour les anciennes lois, il avait conçu l'idée d'un ouvrage où il décrirait la souche commune des gouvernements de

(1) Cf. *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. 1 et au t. III l'*Introduction au Mémoire*, pp. 43 sqq. Il est vrai que ce dernier ouvrage se ressent déjà de Quesnay.

(2) Nous tendons à modifier un peu, en ce point, les indications si remarquables de M. Ripert sur l'influence de Montesquieu dans l'*Ami des Hommes*. (*Le Marquis de Mirabeau* [506], pp. 65, 67). M. Ripert y retrouve les conceptions politiques de Montesquieu, mais « à l'état latent en quelque sorte ». (P. 67). Elles nous paraissent, au contraire, développées et poussées à l'absolu. Le marquis tente visiblement de les réduire en système ; il y réussit mal, parce qu'en dépit de ses ambitions, il est bien plus observateur que logicien ; mais il s'y efforce de son mieux.

(3) Buat-Nançay (Louis-Gabriel, comte du), né en 1732, mort en 1787 ; membre de l'Ordre de Malte, ministre de France à Ratisbonne et à Dresde, il quitta la diplomatie, à la suite de quelques traverses, en 1776. Outre les livres qu'on analysera dans ce chapitre, il est l'auteur de divers ouvrages historiques ou littéraires, notamment d'une *Histoire ancienne des peuples de l'Europe* (1772) et d'un écrit de polémique contre Necker, dont on parlera ci-après au chap. XI. (Cf. *Nouvelle Biographie générale*, t. VII, pp. 679-680.)

France, d'Allemagne et d'Italie (1); il le publia, en 1757, sous le titre des *Origines*, avec un *Discours préliminaire* qui est un hommage aux vertus de la tradition. Rien de plus essentiel, déclarait l'auteur en substance, que de conserver dans chaque état l'esprit primitif du gouvernement; le défendre, le restaurer, l'approprier, le cas échéant, à des circonstances nouvelles, voilà en résumé tout l'art de la législation: « C'est d'après la connoissance de cet esprit, que l'on doit redonner de la vigueur à certaines loix; modérer celles dont la trop grande force pourroit altérer le système; rétablir enfin les rapports et l'harmonie, en quoi consiste la force intérieure de l'État (2). » Du Buat se proposait donc un objet d'instruction civique: en éclairant le présent par le passé, les lois par les faits, il voulait apprendre à chacun ses devoirs et ses droits, et notamment rendre raison des inégalités sociales.

Ce dessein et cette méthode peuvent être d'un disciple de Montesquieu; mais les thèses historiques des *Origines* ne décèlent pas avec certitude l'influence de l'*Esprit des lois*. L'auteur avait l'expérience des sources et des prétentions légitimes à l'originalité (3). Dédaignant les systèmes trop simples, il se flattait de retrouver, dans la législation française, les influences combinées de Rome et de la Germanie (4): idée féconde, s'il avait porté dans ses recherches plus de sens critique et de clarté d'esprit; mais ses considérations sur l'origine de la royauté, sur l'état des personnes, sur les fiefs, offrent une effrayante confusion de faits et de dates, avec des

(1) Voir l'*Avertissement* qu'il mit en tête de sa traduction de l'*Abrégé du Droit public de l'Empire* [113], par J. J. Schmauss, 1755. « Tout gouvernement est bon tel que les Loix l'ont fait; il suffit de les connoître, ces Loix, et de s'y conformer. On évite par là l'injustice et on prévient la décadence. » (*Avertissement*, p. xxiii.) L'*Avertissement* fait aussi allusion, en termes un peu vagues, il est vrai, à ses projets historiques (pp. xxxii-xxxiii).

(2) *Origines* [112], t. I, *Discours préliminaires*, p. 5.

(3) Cf. *Origines* [112], t. I, *Disc. prélim.*, pp. 39-40.

(4) Cf. *ibid.*, t. I, *Disc. prélim.* et liv. I, chap. I.

conclusions indécises et peu fondées. Au reste, s'il s'accorde avec Dubos sur certains points particuliers (1), du Buat en diffère entièrement par son esprit et ses tendances. Comme Boulainvilliers, mais d'une autre manière, il met à la base de l'histoire la distinction d'un peuple libre et d'un peuple sujet. Il affirme en effet l'existence, à l'origine de la monarchie, d'un ordre essentiellement militaire, qui constituait seul la nation. Ce n'est plus, comme pour Boulainvilliers, la postérité des conquérants germaniques ; les guerriers romains en font partie : c'est une caste de gens d'armes jalousement fermée. Quant aux « bourgeois » ou tributaires, tenus dans un état moyen entre l'esclavage et l'ingénuité, ils étaient, aussi bien que les serfs, privés de tout droit politique ; les rois Francs avaient hérité sur eux du pouvoir absolu des empereurs (2). En revanche, le peuple militaire était associé à la souveraineté : Ses assemblées, sous les deux premières races, votaient les lois et délibéraient sur la guerre et la paix (3). Quant aux rois Capétiens, longtemps ils ne firent d'ordonnances que de concert avec leur Cour de barons, de prélats et de chevaliers, qui, sous le nom de Parlement, formait à la fois un tribunal et un conseil public (4). C'est dans les membres de cette cour, nobles et ecclésiastiques, que résidait le droit co-législatif ; les Parlements modernes n'en n'ont point hérité, et les États généraux, qui correspondent aux assemblées provinciales de l'Empire romain, n'eurent comme elles que la faculté d'exprimer des vœux (5). Quand les rois eurent anéanti le pouvoir des barons, ils se trouvèrent en fait seuls détenteurs de l'autorité législative (6).

(1) Il croit notamment que l'établissement des Francs dans les Gaules ne fut pas purement militaire, que les troupes romaines et les Armoriques se donnèrent aux Barbares par des traités (t. I, liv. I, chap. 1).

(2) *Origines* [112], t. II, liv. VI, chap. I, IX, XVIII; t. IV, liv. XII, chap. VII, § 7.

(3) *Ibid.*, t. III, liv. VIII, chap. XVI, XVIII.

(4) *Ibid.*, t. IV, liv. XII, chap. VII; t. II, liv. VI, chap. VII.

(5) *Origines* [112], t. II, liv. VI, chap. VII; t. IV, liv. XII, chap. VII.

(6) *Ibid.*, t. IV, liv. XII, chap. VII.

Cette conception de l'histoire, que nous résumons sommairement, impliquait une conséquence rigoureuse : à savoir qu'en France, la noblesse, dans la mesure où elle représente l'ancienne caste militaire, forme seule le corps de la nation. Du Buat s'abstint cependant dans les *Origines*, de développer ses conclusions, et son ouvrage, reçu comme un livre d'érudition pure, ne fut pas sans renom ni sans autorité (1). Mais un sentiment profond de l'inégalité des classes, puisé, ou tout au moins confirmé dans l'histoire, inspire les traités dogmatiques que l'auteur publia ensuite avec beaucoup moins de succès. Le premier, les *Eléments de la politique*, paru en 1773, forme six volumes indigestes, et pourtant incomplets : le livre XI, à l'exception d'un seul chapitre, et le livre XII tout entier se réduisent à une table des matières. L'œuvre, qui avait rebuté l'auteur lui-même, ne séduisit pas le public, et le silence des contemporains sur son compte équivalut à un jugement. Cependant le fond de l'ouvrage eût mérité plus d'attention. Conçus, de l'aveu de Du Buat, sous l'influence de Montesquieu (2), ces « principes de l'Économie sociale » (3) témoignent d'un curieux effort pour concilier l'inégalité avec la justice. Égalité de bonheur dans l'inégalité de droits, ainsi pourrait se résumer, ce semble, l'idéal dont procèdent les *Eléments* (4). Assurer la subsistance de tout homme, et

(1) Une seconde édition devait paraître en 1789, à La Haye et Paris; *La Bibliothèque historique* (151), t. II (1769) mentionne l'ouvrage comme « intéressant », et nous apprend qu'une traduction allemande en fut imprimée à Bamberg (p. 770). Garat le loue d'avoir éclairé les obscurités de l'Histoire. (*Mercure*, 6 mars 1784, dans la *Monarchie française* [97], t. II, p. xxiii). L'abbé de Gourcy (*Etat des personnes* [129], art. III, p. 200), l'érudit Desormeaux (*Mémoires sur la Noblesse, M. Actes des inscr.* [24], t. XLVI, pp. 632, 635, 637, etc.), invoquent son autorité sur divers points particuliers. D'Alès de Corbet et Moreau en parlent avec estime. (*Origine de la Noblesse* [77], introd. pp. 3-4 ; *Principes* [176]. T. I, *Avertissement*, p. xxv). Le comte Beugnot range encore du Buat parmi les « écrivains célèbres ». (*Olim.* [25], t. I, 1839, p. ci ; cf. pp. xvii-xviii.)

(2) « Écrirois-je ceci, si Montesquieu n'avoit pas écrit ? » *Eléments* [110], t. I, *Disc. prél.*, p. xxxviii).

(3) Le titre complet est le suivant : *Eléments de la politique, ou recherche des vrais principes de l'économie sociale*.

(4) Cf. *Eléments*, t. I, liv. II, chap. I.

faire qu'il s'estime heureux dans son état, voilà le double problème, matériel et moral, que doit résoudre la politique. En fait, c'est le problème moral qui préoccupe surtout Du Buat; il insiste, en vrai disciple de Montesquieu, sur la nécessité de régler les mœurs sans les contraindre.

« Nous croirons... que les meilleures mœurs et celles qui paroissent les plus enracinées dans une nation ou dans un corps, ont besoin, non de loix directes, dont la sanction inutile et pernicieuse substituerait l'obéissance à la spontanéité, mais de loix analogues, qui justifient et entretiennent, par des conséquences naturelles, les opinions qui sont la source de ces mœurs (1). »

A ces principes se rattachent des projets fort compliqués, projets qui, présentés en termes généraux, concernent directement la France (2), et empruntent à son histoire un certain nombre d'éléments concrets (3). Du Buat voudrait diviser la société en classes bien distinctes, formant presque des castes fermées : d'après leur naissance et leur richesse, les hommes seraient répartis en « indigents », « cultivateurs », « marchands », « aisés » et « nobles » (4), et une éducation appropriée fixerait chacun dans son état. Cette hiérarchie servirait de support à un système de « corps intermédiaires » savamment contrebalancés, pour tempérer le pouvoir et régler l'obéissance. Là, se trahit l'influence de Montesquieu, et Du Buat ne songe point à dissimuler sa dette envers un « Génie créateur » dont il a « reçu avidement »,

(1) *Eléments* [110], liv. IV, chap. x, t. II, p. 102.

(2) Du Buat le laisse entendre nettement. (Cf. liv. IX, chap. I, t. V, p. 11.)

(3) Déjà le *Discours préliminaire* souligne l'intérêt de l'ancien droit national, longtemps négligé pour le droit romain. « Aujourd'hui que l'ancien droit national a le mérite de l'antiquité, et est devenu un objet de curiosité, et la matière d'une vaste érudition, peut-être est-il sur le point de triompher à son tour des loix Romaines. » (*Eléments* [110], t. I, p. xxxiv.)

(4) Cf. *Eléments* [110], liv. VI, t. III.

dit-il, « comme bien d'autres, la doctrine lumineuse des corps intermédiaires (1). » Mais il entreprend de perfectionner la théorie de l'*Esprit des lois*, parce qu'il n'en voit pas toute l'étendue; croyant à tort que, pour Montesquieu, *corps intermédiaires* est synonyme de *Parlement*, il s'attache à prouver que le Parlement ne peut suffire :

« Si je conçois bien ce qu'on doit entendre par un corps intermédiaire, c'est une classe d'hommes, qui exerce, sous l'autorité du Souverain, une portion de son pouvoir, qui lui épargne l'action directe sur les individus, qui se charge pour lui des détails, et qui est dépositaire des loix pour les exécuter à l'égard des sujets, et en montrer l'ensemble au législateur lorsqu'il en veut faire de nouvelles, afin que celles-ci soient exactement comparées sur les anciennes » (2).

Or, il est besoin d'un tel organe pour chaque fonction du gouvernement : outre le corps intermédiaire chargé de la justice, il en faut d'autres pour la subsistance du peuple, pour la perception et la dépense des revenus publics, pour la défense de l'État, pour le maintien des mœurs (3). Du Buat considère de préférence le corps qui a la charge des mœurs et de l'esprit militaire, c'est-à-dire la noblesse (4), postérité des guerriers Francs et Romains (5). Il lui confie les traditions de courage et d'honneur nécessaires à la Monarchie ; et à ce sujet encore, sous prétexte de rectifier la pensée de Montesquieu, la délaie dans sa prose verbeuse :

(1) *Eléments* [110], liv. VI, chap. xix, t. III, p. 166. (Du Buat ne nomme pas Montesquieu, mais l'ensemble du texte le désigne clairement.) Voir aussi liv. IX, chap. vi, où Montesquieu est expressément désigné comme l'auteur de cette doctrine. (T. V, p. 208.)

(2) *Eléments* [110], liv. VI, chap. xix, t. III, pp. 169-170.

(3) *Ibid.*

(4) Cf. liv. VI, chap. xix et xx.

(5) Du Buat introduit des considérations historiques sur l'origine de la noblesse, dans un dialogue supposé entre un Millionnaire et un Sage. (Liv. VII, chap. v.) Il y critique les *Lettres* de Mignot de Bussy à qui il reproche notamment d'avoir pillé les *Origines* ; d'autre part, il reproche à Montesquieu d'attribuer trop exclusivement à la noblesse une origine germanique. (T. III, pp. 325 sqq. ; pp. 330, 348.)

« Montesquieu n'ayant pas défini l'honneur, et en trouvant plus dans les Monarchies que dans les autres États, s'est persuadé, beaucoup plus qu'il n'a été convaincu, que c'était la vertu des Monarchies... Il est... très vrai que c'est dans les Monarchies qu'il se plaît le plus ; mais c'est parce que, sous un chef unique, avec lequel rien n'entre en comparaison, il peut et doit y avoir des classes, dont les limites soient immuables. C'est, en un mot, parce que, dans une Monarchie, il doit y avoir un corps de noblesse nombreux, dont chaque individu ait la conscience de sa supériorité sur les membres des autres classes... Lors donc que Montesquieu a dit que l'honneur est la vertu des Monarchies, il a dit en d'autres termes que, dans les Monarchies, il doit y avoir supériorité d'un ordre sur les autres, et qu'où il n'y a point de noblesse, il n'y a point de véritable Monarchie (1). »

« Point de monarque, point de noblesse ; point de noblesse, point de monarque. » L'honneur est « le préjugé de chaque personne et de chaque condition » (2) : la lumineuse brièveté de Montesquieu rendait cette paraphrase inutile ; mais le passage montre du moins avec quelle persévérance du Buat s'attache à suivre les suggestions de l'*Esprit des lois*. Il s'accorde aussi avec Montesquieu, bien qu'il n'en fasse pas mention, lorsqu'il expose la nécessité d'organiser fortement la noblesse : pour remplir son rôle moral, il lui faut la forte armature des privilèges matériels. L'exemption de tout impôt (3), la propriété foncière (4) lui conviennent par tradition et par nécessité. Diminuer l'importance de la Cour, renvoyer les gentilshommes dans leurs domaines, leur assurer la possession exclusive des fiefs, rétablir même

(1) *Eléments* [110], liv. IX, chap. III, t. V, pp. 118-119.

(2) *Esprit des lois* [28], liv. II, chap. IV, t. I, p. 120 ; liv. III, chap. VI, t. I, p. 137.

(3) Cf. *Eléments* [110], t. III, liv. VII, chap. IV, V.

(4) Cf. ; *ibid.*, t. III, liv. VII, chap. VII et aussi chap. II.

l'ancien usage des bénéfices militaires, voilà les moyens de rendre à la noblesse son caractère naturel et son antique utilité de « milice propriétaire » (1). L'esprit de corps serait entretenu par l'institution d'assemblées et de députations, chargées de défendre les intérêts des gentilshommes, d'autoriser leurs mariages, de surveiller l'éducation de leurs enfants (2). Ce dernier point retient du Buat, qui voudrait imposer aux jeunes nobles un régime austère de vie en commun, avec le souci prédominant, mais non exclusif, de les préparer au métier des armes (3). Enfin, la limitation du droit d'anoblissement, et le retrait des titres indignement prodigués (4), achèveraient de reconstituer, pour le plus grand bien de l'État, la noblesse fière, pure, indépendante et guerrière des premiers temps de la monarchie.

Le « corps intermédiaire dans l'ordre de la justice et des lois », entendons la magistrature, est encore l'objet, de la part de l'auteur, d'une attention sérieuse et même sympathique. Du Buat limite son rôle, sans humilier sa dignité. Il réfute, non sans clairvoyance et sans érudition, la prétention élevée par certains parlementaires, de partager le pouvoir législatif. Il montre que l'assemblée délibérante des hauts barons et des prélats ne survit point dans le Parlement moderne (5). Le pouvoir que réclament les ambitions parlementaires, ce pouvoir « dont

(1) Le mot se trouve au liv. V, chap. xxvii (t. II, p. 397). Voir le détail de tout ce programme, t. II, liv. V, chap. xxvii ; t. III, liv. VI, chap. xx, xxi. Montesquieu avait déjà professé que, dans la monarchie, les roturiers ne devaient pas posséder de fiefs. (*Esprit des lois*, liv. V, chap. ix.)

(2) *Éléments* [110], t. III, liv. VII, chap. ix.

(3) *Ibid.*, t. III, liv. VII, chap. vii ; t. IV, liv. VIII, chap. viii, xi. Du Buat permet à la noblesse, outre le métier des armes, l'état ecclésiastique et les hauts emplois civils, mais sa destination essentielle est de fournir des guerriers.

(4) *Ibid.*, t. III, liv. VII, chap. vi. Le *Discours préliminaire des Origines* protestait déjà contre l'abus des anoblissements bursaux, abus qui, « a plus avili la Noblesse, qu'il n'a relevé ceux qui y sont parvenus ; et plus cet avilissement est grand dans un État, plus la corruption doit être excessive. » (*Origines* [112], t. I, p. 21.)

(5) *Éléments* [110], t. V, liv. IX, chap. vi, p. 209.

on cherche l'origine gigantesque dans les fables » (1), ne serait ni légitime, ni bienfaisant. Mais, par sa position moyenne, assez proche du peuple pour l'entendre, assez proche du roi pour s'en faire écouter, le Parlement peut, mieux que personne, défendre les intérêts de la nation et lui prêter sa voix. Ses seules armes sont les remontrances, et au besoin les démissions concertées (2) ; mais il doit à son autorité morale un rôle régulateur, celui-là même, semble-t-il, que lui attribuait Montesquieu :

« Qu'un corps de judicature avertisse le souverain que, par telle loi ou par tel acte, il blesseroit son autorité, ou altèreroit la constitution de l'État ; qu'il s'oppose, avec tout le pouvoir négatif dont il jouit, à l'omission d'une forme légale, à l'infraction des droits nationaux, à une innovation fertile en abus ; qu'il ait toujours l'œil ouvert sur les opérations qu'il peut voir, et se fasse entendre quand il les trouve irrégulières ; qu'il ne perde jamais de vue l'ensemble des loix, la combinaison des pouvoirs, et que son attention constante soit d'en maintenir l'harmonie, en s'opposant sans cesse à l'affoiblissement et à l'accroissement des parties qui doivent rester en équilibre ; que, dis-je, un corps judiciaire remplisse ces augustes fonctions, sans prétendre à la législation, ni à l'administration, et je le regarderai comme un des corps les plus utiles et les plus respectables qui puissent être formés pour le bonheur d'une nation (3). »

La composition d'un tel corps ne peut être abandonnée aux calculs de l'intrigue ; l'usage de la vénalité, « monstrueux en lui-même » (4), a servi du moins à implanter, chez les magistrats héréditaires, de respectables traditions ; mais du Buât lui préférerait un système mixte d'élection et de choix par le souverain, qui recruterait

(1) *Ibid.* [110], t. V, liv. IX, chap. v, p. 179.

(2) *Ibid.* [110], liv. IX, chap. vi, t. V, pp. 216-217.

(3) *Eléments* [110], liv. IX, chap. v, t. V, p. 181.

(4) *Ibid.* [110], liv. IX, chap. v, t. V, p. 171.

la magistrature parmi les nobles et les « Aisés » (1). Ainsi, toujours capables et intègres, les juges seraient toujours honorés.

S'il parle assez clairement de la noblesse et de la magistrature, l'auteur définit moins bien les autres « corps intermédiaires » qui doivent entrer dans la Monarchie. Comme il les invente de toutes pièces, sans contact avec la réalité, il les multiplie, les fractionne, les superpose à plaisir, véritable labyrinthe où il s'égare avec son lecteur. On distingue pourtant chez lui un projet de « communautés » hiérarchiques, où les classes non nobles auraient accès. Mais, un homme, selon du Buat, n'est citoyen que dans la mesure où il échappe au travail mercenaire. Ainsi le simple salarié est exclu de la vie politique ; le cultivateur qui vit de son fonds, mais n'en tire que le nécessaire, fait partie de la communauté, mais n'en peut devenir officier ; les membres plus riches sont éligibles, selon leur fortune, à des offices plus ou moins importants (2). La fonction de ces communautés consisterait surtout, semble-t-il, dans la répartition des impôts (3). En outre, des bureaux d'économie publique, élus principalement par les nobles et les « Aisés », seraient chargés de surveiller l'agriculture, d'élaborer ou d'examiner des projets d'utilité générale, et formeraient le corps intermédiaire dans l'ordre des subsistances (4).

Divers chapitres, dont l'auteur n'a donné que les titres, devaient compléter l'ouvrage par des maximes de gouvernement. L'esprit de liberté et les tendances rétrogrades qui caractérisent du Buat eussent probablement inspiré ces pages, où il se proposait de montrer « avec quelle sagesse le prince doit conserver l'esprit de la constitution dans les changemens de forme que

(1) *Ibid.*, liv. IX, chap. v.

(2) *Ibid.*, t. III, liv. VI, chap. XIII-XIV-XV.

(3) *Ibid.*, t. III, liv. VII, chap. IX.

(4) *Ibid.*, t. VI, liv. X, chap. XI et XII.

peuvent nécessiter les révolutions qu'il n'a pu empêcher dans le moral et le physique.... » (1) « Quel respect le prince doit à la liberté nationale et aux droits des individus. Comment il peut trouver la seule liberté qu'il doive désirer, dans l'heureuse servitude des lois... (2) » Mais seul le texte aurait pu nous dire dans quelle mesure du Buat voulait limiter l'autorité royale. Rêvait-il d'ajouter, à l'échafaudage de ses « corps intermédiaires », une représentation nationale, nantie de droits législatifs ? Faute de le savoir, nous ne pouvons situer sa position exacte par rapport à Montesquieu. Mais l'influence de l'*Esprit des lois* n'est guère méconnaissable, dans cette théorie de l'inégalité, qui rappelle, avec plus de fatras et moins de réalisme, plus d'érudition historique et moins d'ouvertures sur le présent, les conceptions féodales du marquis de Mirabeau. Aristocrate farouche, au point de rejeter comme d'ineptes « rêveries », comme un « monstre politique », les plans de royauté populaire que proposait d'Argenson (3), du Buat ne réclame pourtant point un droit de conquête et de tyrannie. Son orgueil est immense, mais non irraisonné ; la primauté traditionnelle de la noblesse lui apparaît comme une condition nécessaire de l'équilibre dans l'État. De là, ses théories sur la division harmonieuse des pouvoirs et des fonctions, ses formules parfois si analogues à celles de Montesquieu :

(1) Titre, du chap. VIII, liv. XI. (T. VI, p. 265.)

(2) Titre du chap. XI, liv. XI. (T. VI, p. 266.)

(3) *Eléments* [110], liv. VII, chap. IX, t. III, p. 397 ; liv. VI, chap. XIX, t. III, p. 166. Du Buat, dans ces passages, ne nomme pas d'Argenson, mais il le désigne clairement. Lorsque les *Considérations sur le Gouvernement de la France* eurent paru en 1764, du Buat vit avec indignation leur sévérité pour la noblesse. A ce propos, il écrivit au *Journal Encyclopédique* une lettre assez vive, où se trouve notamment ce passage, important pour l'intelligence de ses idées : « Disons la vérité, la noblesse en France fut le corps de la nation, comme elle l'est en Pologne, comme les hommes libres dans tous les tems composèrent le peuple, comme à Athènes les citoyens faisoient la république, à l'exclusion des esclaves et des simples habitants. » (*Journal Encyclopédique* [464], vol. II de décembre 1765, p. 56 ; Cf. le *Journal* de décembre 1765, vol. I, pp. 59, 73 ; vol. II, pp. 56, 71, et la *Bibliothèque historique* [151], t. II, p. 770.)

« La volonté momentanée ou individuelle du prince ne doit pas être une loi qui puisse affecter la vie ou la fortune des citoyens... Le législateur ne doit pas être juge ; autrement il pourra confondre ces deux fonctions, et faire une loi, lorsqu'il devra dicter un arrêt selon les lois déjà faites (1). Ce n'est pas le même pouvoir qu'il faut partager... Ce sont les différents pouvoirs qui doivent être assignés aux différents ordres, et dans une telle proportion que l'un ne puisse accabler l'autre, et que tout aboutisse au chef par des lignes parallèles (2). » Ce goût de la hiérarchie et des structures savantes, cette multiplicité de rouages, de ressorts et de contrepoids, sont bien d'un esprit formé à la réflexion politique, sous l'influence de Montesquieu. Ce n'est pas que l'analogie s'étende au style ni à la méthode d'exposition. Tandis que Montesquieu procède par suggestions, par éclairs rapides, du Buat s'attache à tout dire, et même à tout dire à la fois. Aussi lui arrive-t-il de prendre pour une idée nouvelle ce qui n'est guère que l'analyse d'un mot profond de Montesquieu. Malgré sa répugnance à contredire « un tel homme » (3), il prétend parfois le corriger, quand il le répète plus longuement. Mais il reconnaît lui devoir beaucoup, puisque, de son propre aveu, l'*Esprit des lois* lui a révélé cette doctrine des corps intermédiaires qui a été le moule de sa pensée.

Les *Eléments* inachevés font prévoir une suite ; l'auteur les présente comme l'introduction d'un autre ouvrage, antérieurement composé, mais qu'il a entrepris de refondre. Cet ouvrage, dont le fond primitif dut être fort augmenté, parut en 1778, sous le titre de *Maximes du gouvernement monarchique, pour servir de suite aux*

(1) *Eléments* [110], liv. VI, chap. xx ; t. III, pp. 176-177.

(2) *Ibid.*, liv. VII, chap. ix ; t. III, p. 412.

(3) « Je n'aime pas à me trouver en contradiction manifeste avec un tel homme. » (*Eléments* [110], liv. IX, chap. iii ; t. V, p. 118.)

Eléments de la politique (1). Mais cette *suite* est en partie une rétractation. Ce n'est pas que les *Maximes du gouvernement monarchique* n'offrent des ressemblances avec les *Eléments*. Avec la même intempérance de style, qui se ressent trop de son mépris pour la « canaille lettrée » (2), du Buat y manifeste le même éloignement pour le despotisme (3). Mais il repousse les garanties politiques que son précédent ouvrage recommandait : les « corps intermédiaires », qui lui avaient paru nécessaires à la modération du pouvoir, deviennent selon les *Maximes* des artifices dangereux ; et Montesquieu, « génie créateur » dans les *Eléments*, ne sera plus désormais que « l'homme d'esprit qui inventa, ou mit en belles phrases la théorie de ces corps politiques » (4). Théorie « bien spécieuse et bien séduisante » (5), du Buat ne l'a point oublié : « J'en ai été épris comme un autre, et, plus que bien d'autres, je l'ai étendue, et, si je ne me trompe, un peu perfectionnée » (6). Mais un examen plus serré le détermine à la rejeter sans réserve ; sur ce point, les *Maximes* forment l'exacte contre-partie des *Eléments* : ils n'avaient montré que les avantages de l'institution, les *Maximes* n'en montrent que l'abus, avec une sévérité pénétrante, sinon toujours mesurée. Elles accusent fortement le caractère hybride

(1) Les *Maximes* commencent ainsi : « Je dois, avant que de continuer un ouvrage interrompu depuis dix ans, me rappeler les principaux résultats des recherches que j'ai déjà données au public sur l'Economie sociale, ou sur le grand art de gouverner les hommes. » (*Maximes* [111], liv. I, chap. I, t. I, pp. 1-2.) L'auteur disait, dans la conclusion des *Eléments* : « Tous les titres que je laisse à remplir, le sont déjà dans un Ouvrage que je composai il y a dix ans, ou environ, et que je me proposais uniquement de refondre lorsque j'ai entrepris celui-ci. Dans mon premier plan, ce que je donne aujourd'hui au Public, ne devoit être qu'une introduction à cet autre Ouvrage, qui à peine auroit fait un médiocre volume. C'est donc cette introduction, si on peut encore lui donner ce nom, que je présente au Public ; et j'attends son jugement..... pour me déterminer à achever ces *Eléments*..... » (*Eléments* [110], t. VI, p. 270.) Ainsi, le fond premier des *Maximes* est antérieur aux *Eléments*, mais a été remanié après la composition de cet ouvrage.

(2) *Maximes* [111], liv. IV, chap. xiv, t. IV, p. 442.

(3) Cf. *ibid.*, liv. I, chap. xv ; liv. II, chap. I.

(4) *Maximes* [111], liv. IV, chap. xiii, t. IV, p. 424.

(5) *Ibid.*, liv. IV, chap. xii, t. IV, p. 360.

(6) *Ibid.*, liv. IV, chap. xii, t. IV, p. 360.

de ces corps politiques, flottant entre le roi et les sujets ; organes parasites, formés aux dépens du pouvoir royal ou des droits nationaux, ils ne peuvent qu'affaiblir l'autorité, gêner la liberté, pervertir les rapports normaux du prince et de la nation (1). Ainsi, le Parlement a absorbé peu à peu les droits de la nation française, au point de devenir « un polype dont les racines ont pénétré toutes les parties de la société » (2) ; mais il a laissé croître le pouvoir arbitraire qui devait, en 1771, tenter de le détruire à son tour (3).

Comment empêcher, dès lors, la monarchie de dégénérer en despotisme ? La théorie des *Maximes*, fort enchevêtrée dans ses détails, dérive d'un principe simple : l'association directe de la nation au gouvernement. Mais la nation en France se réduit à la noblesse : cette idée découle, pour l'auteur des *Maximes*, des enseignements de l'histoire, et d'une opposition philosophique entre l'état social et l'état naturel : le droit résulte de la société, la société des conventions ; chaque nation se forme d'une association volontaire, dont les membres sont maîtres absolus d'exclure les étrangers. Il n'existe de droit, à proprement parler, que pour ces premiers fondateurs, et pour leurs descendants (4). Reprenant les théories des *Origines* sur l'ancienne monarchie, l'auteur la montre composée d'une élite guerrière, régnant sur un peuple de tributaires et de serfs (5) : il tirera, cette fois, avec une logique impitoyable, les conséquences politiques de cette

(1) *Maximes* [111], liv. IV, chap. xii, t. IV. (Les corps intermédiaires se sont formés, dit notamment du Buat, « entre le roi et la nation, de tout ce que celle-ci a perdu par évaporation, et que celui-là a laissé retomber par condensation. » (T. IV, p. 360.)

(2) *Maximes* [111], liv. IV, chap. xii, t. IV, p. 377.

(3) *Ibid.*, liv. IV, chap. xii.

(4) Cf. *Maximes* [111], liv. I, chap. ix, liv. II, chap. viii ; liv. III, chap. ii, xi ; liv. IV, chap. xiii.

(5) Les théories des *Origines* sur la distinction des classes sociales dans l'ancienne monarchie reparaissent au liv. II, chap. iv, v, vi. Du Buat critique l'*Etat des personnes*, de l'Abbé de Gourcy, à qui il reproche d'avoir justifié l'abolition de la servitude. (*Maximes* [111], t. II, chap. v et vi. Cf. surtout pp. 146 sqq.)

conception : c'est aux descendants des guerriers, c'est-à-dire à la noblesse, que l'héritage des droits civiques est légitimement dévolu. Lors donc qu'il propose d'associer la nation à l'autorité, il ne songe pas à imiter la constitution d'Angleterre, qui transfère le pouvoir à la bourgeoisie : « Le gouvernement Anglois n'est autre chose que le petit régime municipal d'une ville commerçante et fabriquante débordé sur un grand territoire (1) » ; il est vicieux dans son essence, et funeste dans ses effets. Le vrai moyen de régénérer la France, c'est le retour aux principes primitifs : la discrimination entre les citoyens et les sujets, la reconstitution d'une classe gouvernante, dont tous les membres seraient juges, soldats et législateurs (2).

L'application de ces maximes donne lieu à divers projets dont l'exposé diffus, incertain, chimérique, remplit une grande part de l'ouvrage. Pourtant, l'ingéniosité ne manque pas dans ces plans de réformes, qui tendent à modifier à la fois les mœurs et le gouvernement. Pourvue comme autrefois de bénéfices militaires, la noblesse redeviendrait une milice dominante, cultivant et défendant le sol (3), partageant avec le roi la puissance législative (4), des fonctions de justice et d'administration (5). Les deux corps intermédiaires qui corrompent la constitution actuelle, la robe et la finance, disparaîtraient, leurs attributions se résolvant en pouvoirs monarchiques ou en droits nationaux (6). Les roturiers, redevenus sujets, sinon esclaves, ne pourraient s'agréger à la nation qu'en méritant d'être anoblis (7). Aux subtiles combinaisons des *Éléments de la politique* succède un idéal de liberté

(1) *Maximes* [111], liv. III, chap. XIII, t. III, p. 410. (Cf. aussi, liv. IV, chap. XIII.)

(2) *Ibid.*, liv. III, chap. II, III, IV, VI, XVIII.)

(3) *Ibid.*, liv. III, chap. XVIII, liv. IV, chap. XI.

(4) *Ibid.*, liv. III, chap. II, III.

(5) *Ibid.*, liv. III, chap. IV et VI ; liv. IV, chap. XI, XIII, XIV.

(6) *Maximes*, liv. IV, chap. XII, XIII.

(7) *Ibid.*, liv. III, chap. XVIII.

barbare, identifiant le gouvernement à la nation, la nation à l'armée, idéal que l'on sent fait d'ambitions aristocratiques, et d'une vision à demi fabuleuse de l'ancienne monarchie.

Ce regret des temps primitifs emplit le livre de sa véhémence. Il s'échappe en imprécations contre les financiers, les magistrats et les ministres, contre cette « canaille lettrée » qui a tout ramené « au petit talent d'écrire et de compter », et exclu « l'ignorance franche et loyale des preux... des places qui ne devoient demander que de l'intégrité, du génie et du bon sens » (1). Turgot, par ses efforts d'égalité fiscale, provoque chez l'auteur cette apostrophe insensée : « Ministre né pour la ruine de la nation, qu'un de tes aïeux trahit sans doute en 1614, qui profanes la bouche de mon roi en lui faisant prononcer tes absurdités, dis-moi, si toute taxe n'est pas humiliante, quand elle est commandée ?... dis-moi ce que c'est que l'honneur de payer quand ce n'est pas celui de remplir ses engagements ?... (2) » Turgot, déjà disgracié quand parurent ces lignes, n'y répondit que par le mépris : « Il me semble », dit-il à Dupont, parlant de du Buat, « que c'est un fou méchant, malade, de la maladie que j'appelle ambition désappointée ou rentrée » (3). Cette fureur suppose en effet l'aiguillon d'une rancune personnelle ; l'orgueil de caste, puissant mais contenu, dans les *Éléments de la politique*, s'exaspère dans les *Maximes*, jusqu'à la manie ; l'auteur, naguère sympathique aux vues modérées de Montesquieu, désormais

(1) *Ibid.*, liv. IV, chap. xiv, t. IV, pp. 441-442.

(2) *Ibid.*, liv. IV, chap. xiii, t. IV, p. 427. — Il y a ici une allusion manifeste à l'édit remplaçant les corvées par une contribution pécuniaire, dont tous les ordres seraient passibles. Le Roi écrivit au Parlement, qui s'opposait à cet édit : « Il ne s'agit point ici d'une taxe humiliante, mais d'une simple contribution à laquelle chacun doit se faire honneur de concourir. » (Lettre du 7 mars 1776. *Œuvres* [193] de Turgot, édition Schelle, t. V, p. 272.) Les *Maximes*, parues en 1778, ont été rédigées, au moins en partie, en 1776. (Cf., t. IV, p. 387 : « Nous sommes aujourd'hui au 24 mars 1776. »)

(3) Lettre du 15 mars 1779. (*Œuvres* [193], édit. Schelle, t. V, p. 587, cf. aussi la lettre du 27 février 1779, *ibid.*, p. 585.)

égale ou dépasse les pires violences de Boulainvilliers. Et pourtant, certains aspects des *Maximes* évoquent encore l'*Esprit des lois*. Fidèle, au moins, en intention, à « la politique expérimentale » (1), du Buat n'a point oublié que les réformes ne s'improvisent pas ; la préoccupation lui reste de lier les faits politiques aux faits économiques et moraux. Il s'abuse étrangement sur la possibilité de restaurer, après plus de dix siècles, l'aristocratie militaire et rustique des origines de la monarchie ; mais il voit la condition nécessaire d'un tel changement : une transformation progressive du régime foncier, des mœurs et des esprits. S'il a tort de la croire réalisable, il la définit justement. Cet effort de précision, ce souci de méthode, qui manquaient à Boulainvilliers, sont chez du Buat des effets du temps : la science politique avait avancé depuis le commencement du siècle. « Écrirois-je ceci », disait l'auteur des *Éléments*, « si Montesquieu n'avoit pas écrit ? (2) » C'est à l'aide de l'*Esprit des lois* qu'il avait élaboré ses théories les plus raisonnables ; on peut, sans excès de témérité, faire honneur à la même influence de ce qu'il reste, parmi ses chimères, de sagesse et de réflexion.

(1) *Maximes*, liv. III, chap. xviii, t. III, p. 537 [111].

(2) *Éléments*, *Discours préliminaires* [113], t. I, p. xxxvii.

CHAPITRE VI

Le « Dépôt de loix » : l'affirmation des théories parlementaires (1750-1770).

SOMMAIRE

1° Intérêt des hommes de robe pour l' « Esprit des lois ». —

Leurs commentaires : Maleteste de Villey : plus d'admiration que de jugement. Ripert de Monclar : sympathie foncière, discussions de mots.

2° L' « **Abrégé de la République de Bodin** », par le président de Lavie (1755). C'est, en réalité, un ouvrage original, mais fortement marqué à l'empreinte de Montesquieu. Pourtant, de Lavie reste indépendant envers son inspirateur : critique du gouvernement d'Angleterre ; mais goût pour la monarchie tempérée par les corps intermédiaires. Comment il les conçoit : rôle essentiel attribué aux Parlements ; la noblesse négligée, sinon abaissée. De Lavie ne s'assimile pas la pensée de Montesquieu sur ce point : chez lui, plus d'attention aux rouages politiques qu'aux ressorts moraux, à la *nature* qu'au *principe* du gouvernement.

3° Développement de l'apologétique parlementaire après 1750.

— Les *Lettres Historiques* de Le Paige (1753-1754) : reprise, avec plus de science, de la thèse de l'*Essay historique* et du *Judicium Francorum* : le Parlement identifié aux assemblées primitives, et muni de tous leurs droits. Les hommages rendus à l'absolutisme ne sont guère, dans les *Lettres Historiques*, qu'une précaution de forme. Le Parlement, érigé en Sénat souverain. Sur ce point, Montesquieu est nettement dépassé. — Ce qui, pourtant, dans les *Lettres Historiques*, rappelle l'*Esprit des lois* : conception semblable des premiers âges de la monarchie ; analogies d'expression, et, en partie, d'inspiration.

Succès des *Lettres Historiques*. Disciples de Le Paige : le président Rolland ; le conseiller de Cantalauze. Rêves d'oligarchie parlementaire. Mais, dans le droit du Parlement, tel que l'entend Le Paige, il y a le

droit de la nation. Idées nationales et libérales que l'étude de l'histoire tend à développer chez certains magistrats : les conférences sur le droit public de France, tenues chez M. de Montblin (1764-1770), et leur orientation.

4° **Les déclarations officielles des Parlements.** — a) Reprise fréquente des thèmes de Montesquieu : horreur du despotisme, nécessité des pouvoirs intermédiaires, éloges des gouvernements modérés, etc. Le « projet » du 25 janvier 1753 au Parlement de Paris : « traité admirable sur notre constitution et tout tiré de l'*Esprit des Lois* » ; les remontrances du 9 avril suivant ; l'inspiration de Montesquieu chez les Parlements de province.

b) Les Parlements ne se lient pas cependant, par une adhésion explicite, aux doctrines monarchiques de Montesquieu ; et, vers 1755, certaines remontrances, plus hardies, font écho aux *Lettres Historiques*.

c) Vers 1760, une inspiration plus populaire et républicaine commence à se manifester ; certains parlements affirment « le droit de la nation », et font des allusions plus ou moins directes à la nécessité légale des États généraux.

Conclusion. — Diversité, et parfois confusion, des théories parlementaires de 1750 à 1770. Les *Remontrances* amalgament différentes doctrines. La conception de Montesquieu : la monarchie tempérée par les corps intermédiaires, ne représente qu'un élément de ce fonds composite ; — mais par l'autorité de son nom, et la souple éloquence de ses formules, Montesquieu a fourni à l'action parlementaire de merveilleuses facilités.

Il paraît bien que Montesquieu, président et baron, devait plaire à la noblesse de robe comme à la noblesse d'épée. Parmi les privilégiés, les membres des cours souveraines ne se montraient pas les moins ardents à réclamer et étendre leurs droits ; ils ne purent recevoir avec indifférence l'ouvrage d'un de leurs pairs, qui les honorerait doublement par ses éloges et par son génie. La prudence, peut-être hypocrite, qui interdit de citer Montesquieu devant le Parlement (1), n'empêchait pas les parlementaires de le lire et de le goûter. En février 1749, un conseiller ou ancien conseiller du Parlement de Paris, M. Thomé, lui écrit une lettre admirative (2). On sait les éloges du président Hénault, du président Barbot, du président de Brosses, et que le chancelier d'Agues-

(1) Cf. ci-dessus, chap. III.

(2) De Paris, 22 février 1749. (*Correspondance* [32], t. II, pp. 128-129.) Les termes de la lettre indiquent que Thomé n'était pas un des familiers de Montesquieu ; son suffrage n'en est que plus significatif.

seau, tout en défendant l'introduction de l'*Esprit des lois* en France, passait pour en faire grand cas. Ce fut d'ailleurs un homme de robe, Malesherbes, qui lui ouvrit officiellement des frontières déjà franchies (1). On peut joindre à ces témoignages, favorables mais imprécis, certains commentaires en forme, composés par des magistrats sur l'œuvre de Montesquieu ; s'ils ne l'approuvent pas toujours, jamais certes ils ne la condamnent comme un recueil d'hérésies.

L'un de ces commentateurs, Maleteste de Villey, conseiller au Parlement de Dijon, avoue qu'à sa première lecture, l'enthousiasme lui avait ôté « la liberté du jugement » (2) : il ne paraît pas l'avoir recouvrée, et son *Esprit de l'Esprit des lois*, paru dès 1749, n'offre guère qu'un résumé, mêlé de quelques réserves de peu de portée politique (3). Le procureur général du Parlement de Provence, le célèbre Ripert de Monclar, fit un travail plus personnel sur le chef-d'œuvre de Montesquieu ; mais son commentaire ne dépasse point le chapitre x du XI^e livre, et l'on ignore la date et les circonstances de la composition (4). Les extraits que le comte Sclopis en a publiés témoignent d'une sympathie générale pour l'idéal et les tendances de Montesquieu, et aussi d'une application minutieuse à contrôler la propriété juridique de ses expressions : ainsi, l'auteur se refuse à compter la noblesse parmi les *pouvoirs* intermédiaires de la monarchie, parce que « la noblesse n'est point un titre de pouvoir, d'administra-

(1) Cf. ci-dessus, chap. III.

(2) *Œuvres diverses* [57], p. VII.

(3) Cet *Esprit de l'Esprit des lois* a été réimprimé en 1784, dans les *Œuvres diverses* [57] de Maleteste de Villey, pp. 15, 140. L'auteur incline à réduire le pouvoir du Clergé dans la monarchie (pp. 19-20) ; il préfère la ferme des impôts à la régie, pourvu que les bénéfices des fermiers soient modérés (p. 50) ; enfin, il croit que Montesquieu exagère l'influence des climats (pp. 52-53).

(4) Ce commentaire a été publié, mais en partie seulement, en 1858, par le Comte Sclopis, dans ses *Recherches historiques et critiques sur l'Esprit des lois* [62] (Memorie della Reale Accademia di Torino, serie seconda, t. XVII).

tion ; c'est un titre d'honneur, une distinction, un rang, un ordre » (1). Le droit de justice n'en représente qu'un attribut accidentel (2). Mais il reste que sur le fond des choses, Ripert de Monclar s'accorde ici avec Montesquieu : il admet la nécessité d'une hiérarchie sociale, qui oppose aux efforts du despotisme la résistance de l'esprit de corps :

« Je n'entends pas bien cet axiome, que sans monarque point de noblesse, sans noblesse point de monarque... Mais je pense avec l'auteur... que la distinction des ordres et des rangs intermédiaires convient admirablement bien à la Monarchie ; qu'un corps de noblesse sert merveilleusement à tempérer les excès du gouvernement, non point comme une barrière élevée par les lois contre le despotisme, mais comme un rempart de mœurs, de préjugés, de sentiments, de principes d'honneur et d'élévation... L'auteur observe judicieusement que les privilèges des corps, des ordres, des villes et surtout du clergé sont infiniment précieux dans les États qui ont une tendance au despotisme. La possession des privilèges attache les citoyens les plus considérables à la constitution réglée, et forme en eux un esprit antipathique avec la servitude (3). »

Dès lors, que la noblesse soit un *corps* ou un *ordre*, un *titre* ou un *pouvoir*, elle forme une partie nécessaire et agissante de la constitution, et Ripert de Monclar, qui dispute sur les mots, convient de la chose. Une sympathie égale, sinon identique en ses conclusions, se manifeste dans un ouvrage qui contient, sans l'annoncer, un commentaire de Montesquieu : nous voulons parler du traité que le président de Lavie donna, en 1755, pour un *Abrégé*

(1) Ap. Sclopis, *Memorie* [62], t. XVII, *Scienze morali*, p. 184.

(2) *Ibid.*, p. 184.

(3) Ap. Sclopis, *Memorie* [62], pp. 184-185. De même, les critiques de Ripert de Monclar, à propos de la constitution d'Angleterre, visent moins les idées générales que des détails ou des expressions. (Cf. *ibid.*, pp. 192, 202.)

de la République de Bodin, et qui reparut en 1764 sous ce titre plus adéquat : *Des corps politiques et de leur gouvernement* (1). Déjà la préface laisse entrevoir que ces dissertations sur les corps politiques s'inspirent de Bodin moins que de Montesquieu :

« La République de Bodin a eu, dans son temps, un succès semblable à celui dont l'*Esprit des loix* a joui de nos jours... »

« Lorsque j'ai comparé la réputation de la République de Bodin à celle de l'*Esprit des loix*, je n'ai prétendu en tirer aucune conséquence pour l'égalité du mérite de ces deux ouvrages... Bodin... a dû briller dans un siècle peu savant, et pour lequel ces questions étoient nouvelles. L'*Esprit des loix*, riche de son propre fonds, auroit eu le même succès dans quelque siècle qu'il eût pu paroître. Si les principes universels répandus dans ce livre deviennent un jour connus de tout le monde, son auteur aura toujours la gloire de les avoir appris à un siècle éclairé. L'un a écrit, l'autre a pensé (2). »

On ne s'étonne donc pas qu'en plus d'une rencontre, de Lavie pense comme Montesquieu, et d'après Montesquieu : sur l'influence des climats, sur la nécessité d'accommoder les gouvernements au naturel des peuples, de procéder avec lenteur dans les changements, son livre reproduit l'essentiel des doctrines de l'*Esprit des lois* (3). Mais cette imitation n'est pas un esclavage, et souvent l'*Abrégé* se tourne en commentaire critique de l'œuvre de Montesquieu (4). Commentaire des mots, d'abord,

(1) Le livre des *Corps politiques* (1764) est divisé d'après un plan nouveau ; mais si l'ordre est changé, le contenu est sensiblement identique à celui de l'*Abrégé* ; une autre édition, en 1766, sera dépouillée des chapitres relatifs à la constitution anglaise.

(2) *Abrégé* [144], t. I, préface, pp. I, v-vi.

(3) Cf. *Abrégé* [144], t. I, liv. V, chap. xiv, xv ; liv. VI, chap. v.

(4) De Lavie se proposait, dit-il, de soumettre ses observations critiques à Montesquieu : « Elles n'avoient d'autre objet, dans leur principe, que l'usage qu'il en auroit voulu faire lui-même. La mort, toujours prématurée pour des génies aussi rares, l'a enlevé aux lettres, à la société, et a fait changer cette destination. » (*Abrégé* [144], t. I, liv. II, chap. xv, pp. 335-336.)

que de Lavie, comme Ripert de Monclar, soupèse et vérifie avec scrupule. Par exemple, il ne convient pas que le despotisme constitue un gouvernement distinct de la Monarchie, car l'un et l'autre sont le pouvoir d'un seul et ne diffèrent que par l'exercice (1). De même, lorsqu'il examine le tableau de la constitution d'Angleterre, l'auteur s'attarde volontiers à des chicanes de mots (2) ; mais il mêle à ces corrections qui sentent l'école des doutes qui font plus d'honneur à sa pénétration. Il montre que la constitution anglaise, telle que la décrit l'*Esprit des lois*, offre bien des ressources au despote qui saurait la manier. Le *liberum veto* du roi sur les deux Chambres permet à « la plus petite partie » de réduire à l'inaction « la plus grande » (3). Le corps législatif, ne pouvant s'assembler lui-même, n'a qu'une influence précaire en faveur de la liberté. De Lavie accorde pourtant à Montesquieu que le corps législatif, assemblé en permanence, menacerait d'asservir les ministres et le roi : mais la constitution britannique n'évite un danger que par un danger ; subordonnant tour à tour le Parlement à l'Exécutif, l'Exécutif au Parlement, elle réalise une alternance, non un équilibre de pouvoirs :

« On prétend que le fondement du système dépend de la gêne réciproque dans laquelle les trois puissances se contiennent ; que de cette compression mutuelle, qui naturellement devrait opérer l'inaction, il en résulte, par la nécessité du mouvement, qu'elles doivent aller ensemble et de concert. Cette idée est grande, elle est

(1) Cf. *Abrégé* [144], t. I, liv. II, chap. I.

(2) Ainsi, selon de Lavie, la prérogative royale, qui enveloppe le droit de faire la guerre et la paix, de nommer aux emplois, confère une puissance active par elle-même, non un simple pouvoir d'exécution. (*Abrégé* [144], t. I, liv. II, chap. XIII.) — On ne peut dire que le roi participe à la législation par la simple faculté d'empêcher, puisque son consentement exprès est nécessaire à la promulgation des lois. (*Ibid.*). — Il n'est pas exact d'écrire que le corps représentant doit s'interdire les résolutions actives : faire des lois, c'est exercer la faculté d'agir. (Liv. II, t. I, chap. XIII.) Cette dernière critique a été supprimée dans l'édition de 1764.

(3) *Abrégé* [144], t. I, liv. II, chap. XIV, p. 317.

belle, elle est vraie en elle-même. Convient-elle à la constitution à laquelle elle est appliquée ? L'expérience de plus de quatre siècles a fait voir, au contraire, que la liberté ne s'est soutenue que par des remèdes violents (1). »

Ainsi, de la politique anglaise, de Lavie ne retient que les chocs et les crises ; Montesquieu ne songeait qu'aux ménagements réciproques imposés aux puissances par la nécessité de vivre et de faire vivre le pays. Mais les critiques de l'un, l'admiration de l'autre, procèdent du même idéal : tous deux cherchent la liberté dans le « tempérament » des pouvoirs. Ennemi du despotisme comme Montesquieu (2), de Lavie affirme contre Bodin l'excellence des régimes mixtes (3). Les divers gouvernements simples sont corrompus, selon les cas, par l'insuffisance, l'excès ou la mauvaise distribution de la liberté ; un mélange de ces différentes formes peut en réunir les avantages et neutraliser les défauts (4). Tel est le principe qui inspire ses théories sur la *Monarchie considérée comme une République mixte* (5), théories un peu vagues, d'où il ressort cependant que le pouvoir doit être un dans son essence, mais divisé dans son exercice. Ce qui constitue la monarchie mixte, ce n'est pas l'autorité royale limitée par un pouvoir rival, mais communiquée sagement à des puissances subalternes. Communiquée à des corps, non pas à des ministres. Chaque ministre, en effet, veut régner en maître dans son département ; dans les conseils, où les égoïsmes s'annulent l'un l'autre, prévaut le souci du bien public :

« L'unanimité d'un grand corps ne sera jamais le mensonge ; le témoignage le plus nombreux est celui de la

(1) *Abrégé* [144], t. I, liv. II, chap. xiv, p. 325.

(2) Cf. *ibid.*, t. I, liv. II, chap. III.

(3) *Ibid.*, t. I, liv. II, chap. XII.

(4) *Ibid.*, t. II, liv. VI, chap. x et XI.

(5) Titre du chap. VI, liv. XII. (*Abrégé* [144], t. II.) Il va de soi qu'ici le mot de *République* signifie *forme de gouvernement*.

vérité. Ce gouvernement des corps intermédiaires laissera subsister la monarchie ; il donnera au monarque une autorité effective, parce qu'il décidera en connoissant le vrai. Cette constitution participera de l'Aristocratie en ce qu'elle sera en quelque manière un gouvernement de corps distingués ; elle tiendra du populaire par le nombre, et en ce que tout citoyen d'une condition honnête, pourra aspirer d'être membre de ces grands corps (1). »

Ces « grands corps » ne sont autres que les cours souveraines ; l'auteur les désigne, sans les nommer, par une formule qui évoque celles de l'*Esprit des lois* :

« L'autorité intermédiaire ne peut être que celle qui est chargée de maintenir l'ordre ; l'ordre n'est que l'exécution des loix ; c'est donc où réside le dépôt des loix et la juridiction que l'on doit trouver les pouvoirs intermédiaires (2). »

Quant à l'énumération précise de leurs prérogatives, de Lavie néglige de la fournir. Le prince étant pour lui, comme pour Montesquieu, la source de toute puissance, il n'attribue point aux « corps politiques » le droit d'empêcher ses volontés (3) ; mais il paraît plus jaloux d'étendre que de limiter leur action. Il en fait le rouage essentiel de la machine monarchique. Nantis du droit de remontrance, composés de magistrats héréditaires, ou mieux encore élus (4), les Parlements auront l'inspection et la censure générale de toute l'administration. D'États généraux, il n'est pas question, car le peuple comme tel ne doit pas gouverner : l'auteur lui accorderait seulement des assemblées cantonales pour répartir et lever les

(1) *Abrégé* [144], t. II, liv. VI, chap. XII, pp. 393-394.

(2) *Ibid.*, t. II, liv. VI, chap. XII, p. 396.

(3) Cf. *Abrégé* [144], liv. VI, chap. XII, t. II, pp. 392 sqq. Il est vrai que les Parlementaires ne s'inquiétaient pas trop d'être conséquents avec eux-mêmes, lorsqu'il s'agissait d'augmenter leurs droits et leurs pouvoirs. Mais nulle part, de Lavie n'exprime ou ne suggère l'idée que le Parlement doive être un Sénat souverain.

(4) De Lavie admet, comme pis-aller, la vénalité des charges ; mais il lui préférerait l'élection populaire, qu'il ne juge pas incompatible avec la monarchie. (*Abrégé* [144], t. II, liv. III, chap. XIV.)

impôts : complément naturel d'un plan destiné à « introduire dans la Monarchie le bonheur des Républiques, et placer au milieu des Républiques la force de la Monarchie (1). » Cette antithèse un peu artificielle fait songer à d'Argenson, dont l'auteur connaissait peut-être les projets par quelque manuscrit. Il est fort éloigné cependant de partager contre la noblesse les défiances du marquis démocrate ; mais il n'épouse pas davantage les complaisances de Montesquieu pour ce pouvoir intermédiaire « le plus naturel » :

« Je ne sais comment on a pu dire que le corps intermédiaire le plus naturel est la noblesse. La noblesse, comme telle, n'a aucune fonction ; ce qui n'a pas les fonctions ne peut exercer les pouvoirs (2). »

On a déjà relevé une critique analogue chez Ripert de Monclar. Mais ici, il ne s'agit plus d'une simple querelle de mots : c'est tout un aspect de la pensée de Montesquieu que de Lavie n'a pas su voir, ou qu'il néglige de retenir. Il reconnaît brièvement que les justices et les fiefs sont nécessaires dans la monarchie (3) ; mais l'esprit de la noblesse, son honneur plus fort que les lois, son influence sur l'opinion, ce « double » élargi et un peu fuyant de son action politique, élément essentiel pour Montesquieu,

(1) *Ibid.*, t. II, liv. VI, chap. XII, p. 398.

(2) *Ibid.*, t. II, liv. VI, chap. XII, pp. 395-396.

(3) « Si l'on réfléchit que la constitution est monarchique, on doit sentir la nécessité des justices et des fiefs. » (Liv. I, chap. XIV, *Abrégé*, t. I, p. 125.) C'est tout ce qu'il dit sur ce sujet. Au chapitre XIII du même livre, il effleure la question des origines du droit féodal, qu'il cherche en partie chez les Romains. Montesquieu n'a pas vu nettement, selon lui, qu'il y avait lieu de distinguer entre les différents genres de subordination établis par la féodalité. « Mais, dit-il, je ne m'arrêterai point à une dissertation de curiosité frivole. Je ne saurois regarder, d'un autre œil, la recherche d'une vérité dont la découverte n'apporte aucun bien réel à la société. Je n'entends pas placer dans ce rang la discussion des particularités du gouvernement qui fut établi lors de la naissance de la Monarchie. On doit un sentiment de reconnaissance aux soins de l'Auteur de l'*Esprit des loix*. Il a fait sentir les excès dans lesquels tombaient les deux systèmes donnés au public de notre siècle... Je rends avec joie ce témoignage à un Auteur dont je ne cesse d'admirer le génie, lors même que je relève en lui quelque légère inadvertance, et que j'ose n'être pas de son sentiment. »

(*Abrégé* [144], t. I, liv. I, ch. XIII, pp. 120-121.)

n'entre point ou tient peu de place dans les constructions de Lavie. Il admet que la noblesse est apte à fournir des magistrats : mais il ne sent pas mieux que Dupin ou Pecquet comment un simple gentilhomme, n'eût-il ni justice ni fief, peut concourir à sa façon au maintien de la monarchie. Là gît la différence la plus profonde entre sa conception et celle de Montesquieu : ce dernier songe plus au « principe », Lavie à la structure du gouvernement, l'un psychologue et l'autre légiste. Montesquieu veut certes des lois, des magistrats et des remontrances, mais tout cela n'est que forme vide, où manque l'esprit de liberté ; pour lui, monarchie, c'est fierté, vaillance, franchise de parole et d'action ; pour de Lavie, c'est un engrenage de tribunaux et de conseils, une sorte de polysynodie soigneusement compassée et efficace par elle-même ; la noblesse est le nerf et l'âme du premier système ; elle ne peut pas plus dominer, dans le second, qu'une justice de village ne prévaut sur le Parlement.

Les complaisances du président de Lavie pour la magistrature paraissent encore fort modérées, si on les compare à des théories qui s'affirment, dans la seconde moitié du siècle, avec une hardiesse toujours accrue. C'est depuis 1750, dira en 1789 le chancelier Maupeou à Louis XVI, que les prétentions parlementaires « se montrèrent sous une forme plus menaçante et mieux combinée » (1). Les magistrats ne se contentent plus de citer devant le roi quelques anciennes ordonnances, d'invoquer l'autorité morale de vagues traditions ; ils insèrent dans leurs remontrances des dissertations en forme sur l'origine et la nature du gouvernement français ; ils écrivent ou font écrire, pour soutenir leurs querelles, des ouvrages destinés au public. Rousseau, d'après les *Confessions*, fut sollicité, vers la fin de 1761, de prêter

(1) Mémoire adressé par Maupeou à Louis XVI, en 1789. (Ap. Flammermont, *le Chancelier Maupeou et les Parlements* [484], appendice, p. 636.)

ses services à un Parlement pour rédiger des remontrances et des mémoires : mais le citoyen de Genève, à la veille de publier le *Contrat social*, refusa « tout à plat » ce qu'on lui demandait (1). Avec l'*Esprit des lois*, en revanche, les parlementaires disposaient d'une ressource toujours prête : comment l'ont-ils utilisée ? Quelle part revient à Montesquieu dans la littérature spéciale où leurs prétentions se précisent et veulent se justifier ? C'est ce que nous voudrions chercher dans les monuments qui nous en restent.

Après l'éclat malencontreux du *Judicium Francorum*, l'apologie parlementaire sommeille une vingtaine d'années, pour se réveiller en 1753 dans les conflits du clergé et de la magistrature. C'est alors que l'avocat Le Paige publia sans les signer ses *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement, sur le droit des pairs, et sur les Loix fondamentales du Royaume* (2). L'auteur, qui devint bailli du Temple et familier du prince de Conti, mérita l'estime de son siècle par son savoir et son désintéressement (3) ; mais s'il avait peu d'ambition pour lui-même, il en avait beaucoup pour les magistrats. Sa thèse, renouvelée du *Judicium Francorum*, consiste à affirmer l'identité essentielle du Parlement rendu sédentaire en 1302, avec les assemblées législatives des deux premières races : proposition abusive en tous sens, que Le Paige réussit à rendre spécieuse à force d'érudition et d'habileté. Reprenant le sujet de fort haut, il examine « les maximes de l'État » (4) avant Clovis, et les institutions des Germains lui apparaissent comme l'incarnation de l'idéal monarchique le plus pur. C'est à la simplicité des temps barbares, chers au « professeur de

(1) *Confessions* [235], liv. XI, t. II, p. 414.

(2) Parues en deux parties, à « Amsterdam » (Paris ?), 1753 et 1754.

(3) Cf. Flammermont, le *Chancelier Maupeou et les Parlements* [484], pp. xv, xvii.

(4) *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, lettre I, p. 1.

Genève (1) », que nous devons « presque toutes les loix fondamentales de notre état, la portion la plus precieuse de notre droit public, et en particulier l'origine du Parlement (2). » Un tableau de la royauté chez les anciens Germains, reconstitué, ou plutôt imaginé, à l'aide de Tacite, nous fait admirer dans les monarques les paisibles détenteurs d'un pouvoir paternel. Les lois fondamentales exigeaient, dans les procès et les affaires politiques, le concours du Conseil des princes élus par la nation, et, pour les grandes circonstances, la délibération du corps du peuple, — *de minoribus principes consultant, de majoribus omnes* :

« Vous reconnoissez là, Monsieur, cette regle de notre droit public, aussi inébranlable que la Monarchie même, et qui *a toujours été si religieusement maintenue par nos Rois...*, qu'aucun Édit, Ordonnance ou autres Actes, n'a force de loi publique dans le Royaume, avant qu'il en ait été délibéré au Parlement, qui représente aujourd'hui ces Princes et ces Assemblées (3). »

Cette prétendue continuité entre le *mâl* germanique et le Parlement de 1302, fait l'objet de longues démonstrations, dont le détail ici n'importerait guère. L'auteur accumule les preuves, et cependant ne prouve rien : il juxtapose des fragments de textes, sans souci d'en démêler la signification relative, de les replacer dans leur cadre, et de restituer la couleur du passé (4). Mais cette abondance de citations, puisées dans les anciens historiens, les Capitulaires, les Ordonnances, et les registres *Olim*, donnent à sa thèse une apparence de rigueur, et une précision matérielle, qui avaient manqué jusqu'alors

(1) *Ibid.*, p. 5, note : « Nous jouissions alors de ce que le Professeur de Geneve, devenu si célèbre par son paradoxe singulier, regarde comme le bien suprême des États, d'une profonde ignorance des Lettres ». (Une indication imprimée en marge nomme : *M. Rousseau*.)

(2) *Ibid.*, p. 5.

(3) *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, I, p. 12.

(4) Sur l'inanité de la thèse de Le Paige, cf., dans le recueil des *Ordonnances des rois de France* [26], vol. XXI, un mémoire de Pardessus relatif à l'ancienne organisation judiciaire. (P. LXIII.)

aux apologies du Parlement. Débarrassée de cet appareil, la substance en est fort simple : lorsque les Francs eurent conquis les Gaules, qu'on eut fait un partage des terres « plein de modération et d'équité », et que « par des arrangemens si sages, tout le monde, vainqueurs et vaincus, fut également content (1) », Clovis prit soin d'affermir les bornes de sa propre autorité. De là, la persistance de deux corps politiques : le Parlement, qui perpétuait les assemblées générales des Germains ; la Cour du roi, qui représentait leur Conseil des princes. La fusion graduelle de ces deux corps, achevée dès la fin de la seconde race, réunit leurs attributions dans le même tribunal (2). Les changements qu'il éprouva dans sa composition, à l'époque féodale, n'ont rien retranché de ses droits, et le Parlement garni de légistes, que Philippe le Bel fixa à Paris, est à la fois la cour du roi et l'assemblée nationale, un organe de justice, de conseil et de législation (3). C'est le point vital du système : arrivé là, Le Paige s'arrête, non sans avoir rapporté quelques exemples de l'autorité du Parlement entre 1302 et 1319 (4).

Une suite, que l'auteur disait prochaine, devait dérouler depuis cette date jusqu'à l'âge contemporain l'histoire de ce corps toujours identique (5). Cette dernière partie n'a point vu le jour, mais les dix lettres que nous connaissons ne laissent pas de doute sur la conclusion générale : le Parlement de Louis XV égale celui de Philippe le Bel, et par conséquent celui de Clovis ; il rejoint à travers les siècles ces assemblées

(1) *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, II, pp. 40 sq.

(2) Cf. *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, lettres IV et V.

(3) Cf. *Ibid.*, 1^{re} partie, lettre VII ; seconde partie, lettre VIII, X.

(4) *Ibid.*, seconde partie, lettre X, pp. 328, 380.

(5) *Lettres Historiques* [268], seconde partie, lettre X, pp. 379-380.

Flammermont nous apprend qu'une troisième partie des *Lettres Historiques*, restée inédite, traitait des droits des peuples à s'imposer eux-mêmes. (*Le Chancelier Maupeou...* [484], p. xv.) L'auteur, en annonçant une suite, ne fait point allusion à cet aspect du sujet.

germaniques où le prince proposait les résolutions et ne les imposait pas :

« C'est par une suite honorable de cette loi si sage, qu'encore aujourd'hui dans les lits de justice, qui se tiennent toujours au Parlement, nos Rois ouvrent la Délibération ; exposent leurs raisons par la bouche du Chancelier de France, de la manière la plus propre à persuader ; demandent l'avis de tous les membres de l'Assemblée ; et ne prononcent qu'après avoir fait recueillir toutes les voix, et qu'on leur a rendu compte du sentiment de tous. Vous voyez assez, Mr., que, c'est alors le sentiment de l'Assemblée, qui doit former l'arrêt qu'on y prononce. Il est évident qu'autrement ce seroit un Arrêt nul, et détruit par la loi même, qu'on exécute extérieurement, en recueillant les voix. Cette Loi aussi ancienne que la Monarchie, et qui y subsistoit déjà il y a plus de 1600 ans, nous donne une idée de ce qu'on doit entendre, par ce qu'on appelle *Loi fondamentale du Royaume* (1). »

Le cérémonial des lits de justice est donc l'image d'un droit effectif et jamais prescrit : celui d'accepter ou de rejeter les lois nouvelles. Le Paige a beau proclamer ensuite que le roi réunit tout le pouvoir législatif et coactif, qu'il est la source de tous les droits exercés dans son royaume, y compris ceux du Parlement (2), le fond du livre n'est pas dans ces précautions oratoires. Ces hommages presque toujours retirés ou atténués, ces formules absolues en elles-mêmes, mais affaiblies de distinctions et de limitations, voilent à peine d'équivoque l'idée capitale de l'auteur : celle d'un principe constitutif « qui, dans tous les âges de la Monarchie, a requis l'avis et le suffrage du Parlement comme une condition essentielle, et qui refuse le caractère de Loi publique, à tout

(1) *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, lettre I, pp. 18-19.

(2) Cf. *ibid.*, 1^{re} partie, lettre IV, p. 150 ; seconde partie, lettre VIII, pp. 15 sqq. note.

Édit qu'il n'a pas vérifié, ni consenti d'enregistrer (1). » Dès lors, le Parlement partage la souveraineté, il devient même le seul souverain véritable, au-dessus d'un monarque réduit à la simple faculté de proposer des lois. L'auteur répugne à formuler cette conclusion brutale ; la logique l'y pousse cependant, et le lecteur avec lui. Au surplus, sa *Lettre sur les lits de justice*, qui suivit d'assez près les *Lettres Historiques*, pose en « maxime constante... que toute loi qui n'est enregistrée que par la voie d'autorité dans un Lit de Justice, n'est point reconnue dans l'État pour une Loi, et qu'elle est tenue pour non enregistrée (2). » Il ne s'agit point ici, comme chez Montesquieu, d'une souple influence morale, d'un monarque cédant librement « à la plainte et à la prière » : le pouvoir royal est borné par une clause expresse, qui change la monarchie en aristocratie, et élève au rang de Sénat suprême un corps intermédiaire « subordonné et dépendant ». Aussi l'*Esprit des lois* n'est-il point cité dans les *Lettres*, et rien ne prouve avec certitude qu'il les ait inspirées.

Ces deux conceptions de la monarchie concordent cependant par leur base historique. Trois idées servent de support à la thèse de Le Paige : celles de la liberté politique des Germains ; de sa persistance chez les Francs après la conquête ; de la modération du régime imposé aux Gaulois par leurs vainqueurs. Les deux premières étaient communes à Boulainvilliers et Montesquieu, et Le Paige, qui ne mentionne point l'*Esprit des lois*, reproduit quelques passages de l'*Histoire de l'ancien gouvernement* (3) ; mais lorsqu'il avance que les vaincus, après l'invasion franque, furent des « asservis heureux (4) », lorsqu'il affirme que « le gouvernement se fit un principe d'État », de respecter la diversité des lois

(1) *Lettres Historiques* [268], 1^{re} partie, lettre III, p. 89.

(2) *Lettre sur les lits de justice* [267] (datée du 18 août 1756), p. 3.

(3) Cf. *Lettres historiques* [268], 1^{re} partie, lettre I, pp. 42, 45 ; lettre V, pp. 170, 174 ; 2^e partie, lettre VIII, p. 22.

(4) *Lettres historiques* [268], 1^{re} partie, lettre II, p. 38.

nationales, et même « de laisser à chacun le choix de celle sous laquelle il vouloit vivre (1) », il adoucit, dans le même esprit que Montesquieu, la doctrine farouche du gentilhomme. La conception des origines, dont s'autorisent les *Lettres*, est bien celle que l'*Esprit des lois* avait précisée et défendue, et, fortuite ou non, cette ressemblance ne manqua pas d'être signalée. Un factum contre le Parlement, paru en 1754, en tire argument pour ranger Le Paige, en compagnie de Montesquieu, parmi les penseurs anglomanes : « L'auteur des *Lettres historiques sur les Parlemens* employe, pour prouver quelle est la constitution de la France, le même passage qui est rapporté par l'*Esprit des loix*, pour prouver que le nouveau gouvernement d'Angleterre est celui dont parle Tacite » (2). L'écrivain ministériel s'en indigne, comme il le doit ; mais devant le public, cette ressemblance avec Montesquieu ne pouvait nuire au crédit de Le Paige. Si l'on y ajoute la vague analogie des théories politiques, l'attachement exprimé dans les deux livres aux lois fondamentales, aux grands corps d'État, aux « formes » de la législation, l'on est en droit de supposer que les différences n'ont pas été nettes pour tous les lecteurs : grâce à des affinités, les unes claires et précises, les autres vagues et équivoques, l'autorité de l'*Esprit des lois* dut favoriser le succès des *Lettres Historiques*.

Ce succès fut vif, en un siècle qui avait le goût de l'histoire sans en avoir encore le sens. C'est en vain qu'en 1763 un érudit étranger aux luttes politiques, M. Gibert, contesta l'identité du Parlement moderne et des anciens Champs de mars : son mémoire académique sur les *Cours de justice* (3) n'atteignit point le

(1) *Ibid.*, 1^{re} partie, lettre II, p. 46.

(2) *Observations sur le refus du Châtelet* [270] (1754), p. 198.

(3) *Recherches historiques sur les Cours qui exerçoient la Justice souveraine de nos rois* [125], 1763, brochure de 48 pages. (Cf., pp. 3, 23, 38). L'ouvrage fut inséré dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions* [24], t. XXX, pp. 587 sqq.

grand public (1). Les *Lettres Historiques*, au contraire, étaient lues et goûtées. Mably note en 1765 qu'elles « contiennent toute la doctrine que le Parlement s'est faite », que « cet écrit a eu de la vogue », et que l'auteur a été regardé « comme un oracle » (2). Dès 1756, le président Rolland alléguait leur autorité contre l'abbé Velly, qui attribuait aux États généraux la succession des anciennes assemblées (3) : préjugé « totalement dissipé », affirme ce magistrat, « depuis qu'un Sçavant a développé l'origine du Parlement, et a rendu sensible à tout le monde ce qui n'étoit depuis long-tems connu que de peu de personnes, sçavoir que le Parlement représente les anciennes assemblées des Francs » (4). Le contradicteur de Velly n'ajoute d'ailleurs rien d'essentiel à la démonstration dudit « Sçavant », et concilie son zèle parlementaire avec sa loyauté monarchique en affirmant une sorte d'identité mystérieuse entre le roi et le Parlement :

« L'autorité législative appartient à la Nation en corps, c'est-à-dire, au Roi dans son Parlement... Nous ne reconnoissons... en France qu'un seul Législateur qui est le Roi : mais il ne peut faire une nouvelle Loi,

(1) Cf. Pardessus, *op. cit.* [26], p. LXIII.

(2) *Observations sur l'histoire de France*, livre VI, chap. v, note 10. (*Œuvres* [160], t. III, p. 321.) Sur le succès de Le Paige, cf. encore Flammermont, *op. cit.*, p. xv. Nous ne connaissons cependant que deux éditions des *Lettres Historiques*, ou plutôt deux tirages de la même édition, Amsterdam, 1753-54, in-4° et in-12. Mais il ne faut pas oublier que les *Lettres* empruntaient en grande partie leur intérêt aux circonstances, et qu'à tous les moments critiques de l'histoire parlementaire, des pamphlets ont repris ou développé quelques-unes au moins de leurs idées.

(3) On sait que l'abbé Velly, au tome III de son *Histoire*, parle brièvement des États généraux, qui, selon lui, succédèrent aux anciennes assemblées, mais sans hériter de tous leurs droits. (*Histoire* [195], t. III, p. 72.) Quelques expressions de son tome IV semblent réduire l'enregistrement des lois au Parlement à un simple formalité. (Pp. 393 sqq.). Ces passages provoquèrent, de la part du président Rolland, une *Lettre à M. l'abbé Velly, sur les tomes III et IV de son Histoire de France* [266] (1756). Velly lui répondit, non sans finesse, dans une note de son tome VII (Pp. 196-197.)

(4) *Lettre à l'abbé Velly* [266], p. 3. (Une note réfère aux *Lettres Historiques*.)

que suivant les formalités prescrites par les anciennes (1)».

Même esprit dans la *Dissertation sur l'Origine et les Fonctions essentielles du Parlement*, que fit paraître en 1764 M. de Cantalauze de La Garde, conseiller au Parlement de Toulouse. L'auteur prétendait continuer la démonstration inachevée des *Lettres Historiques* (2). Il remonte, comme Le Paige, aux premiers temps de la Monarchie, et quoiqu'il dépasse ensuite la date de 1302, son ouvrage répète les *Lettres* plutôt qu'il ne les prolonge. Son érudition diffuse n'ajoute guère de force à la théorie qu'elles défendaient. M. de Cantalauze obéit cependant à une préoccupation particulière : magistrat de Toulouse, il veut prouver l'égalité des parlements de province au parlement de Paris, ou, mieux, l'existence d'une « Cour de France », dont les divers parlements ne seraient que les classes (3) : unité qui, favorisant leur entente, les rendait plus redoutables au pouvoir. La *Dissertation* s'attache aussi, avec une singulière insistance, à rabaisser l'autorité des États généraux (4) : comment ces conseils populaires, « ces gens des Communes, Corps si nouveau » (5), eussent-ils recueilli l'héritage des compagnons de Clovis ? Saint-Simon ne traitait guère de plus haut les assemblées roturières. Pour M. de Cantalauze, les « antiques Placités dans lesquels l'État lui-même a pris naissance » (6) survivent dans le Parlement, et dans le Parlement seul. Quant au rôle

(1) *Lettre à l'abbé Velly* [266], pp. 3, 17. A la p. 16, l'auteur cite à l'appui de sa thèse le mot de Charles le Chauve, déjà mentionné par Montesquieu, et souvent répété depuis : *lex consensu populi fit et constitutione regis*.

(2) *Dissertation* [264], p. 3.

(3) *Dissertation* [264], pp. 66 sqq. ; 106. Le Paige semblait déjà favorable à cette thèse ; mais il ne s'en expliquait pas très nettement. (Cf. *Lettres Hist.* [268], 1^{re} partie, lettre IV, p. 153.)

(4) *Dissertation* [264], pp. 23, 33. — Le Paige avait déjà dit, mais sans insister : « Les États généraux qui ont commencé sous Philippe le Bel, ne sont point les anciens parlemens ; ils n'en sont qu'une copie imparfaite... ». (*Lettres Hist.* [268] : 1^{re} partie, lettre IV, p. 142, note.)

(5) *Dissertation* [264], p. 30.

(6) *Ibid.*, p. 20.

de cette cour auguste, le magistrat l'exalte sans bien le préciser. Parfois, il semble que son langage se ressente de l'*Esprit des lois* :

« Peut-on concevoir une Monarchie sans des Loix fondamentales, et des Loix fondamentales sans un dépôt fixe où elles reposent avec sûreté ? » (1)

Mais M. de Cantalauze, qui répudie la vénalité des charges, qui réclame pour le Parlement, représentant de la nation, le droit de choisir ses officiers, tend à faire du « Dépôt de loix » une puissance indépendante. Si l'on retrouve chez lui les formules de Montesquieu, une bizarre métaphysique en force et en obscurcit le sens :

« Je crois... avoir prouvé... que le Parlement est une partie intégrante de la chose publique, et que ceux qui composent le Parlement... sont comme vrais François, plus anciens et principaux Officiers, Membres du Corps mystique de l'État François, dont le Roi est le Chef ; et comme on ne sçauroit concevoir le Roi sans la Nation Française et sans le Corps intermédiaire qui les unit constitutivement, de même on ne peut concevoir l'existence du Parlement sans le Roi, Chef de ce Corps de l'État, dont les Officiers du Parlement sont les principaux Membres ; Corps organique moral dont les opérations dépendent sans doute, ainsi que les mouvements du Corps physique animé, du concours mutuel des Membres avec le Chef, ainsi que du Chef avec les Membres... » (2)

L'esprit de Montesquieu ne survit point dans ces figures, dont le prétentieux assemblage n'est d'ailleurs qu'un revêtement : chez M. de Cantalauze, comme chez Le Paige, le fond solide, l'essentiel de la doctrine, c'est le droit des Parlements au pouvoir législatif. Que cette prétention fût commune à tous les Parlementaires, on ne saurait l'avancer sans quelque témérité : il y avait

(1) *Ibid.*, p. 31.

(2) *Dissertation* [264], pp. 132-133.

parmi eux des esprits extrêmes et des esprits modérés, sans parler des indifférents. Des hommes tels que le président de Brosses, le président de Miromesnil, n'aspiraient pas à réduire en tutelle l'autorité royale (1) ; le destructeur des Parlements, le chancelier Maupeou, avait été premier président. La suprématie politique de la magistrature ne faisait donc pas article de foi pour tous les magistrats. Mais la conduite des Parlements, dans la seconde moitié du siècle, tendait à cette suprématie. Si les *Lettres Historiques* ne contiennent pas « toute la doctrine que le Parlement s'est faite », elles inspirent les parlementaires les plus ambitieux et les plus actifs, ceux qui impriment leur direction à l'ensemble du corps ; elles offrent à la fois l'aveu et l'organisation théorique de leurs desseins secrets. Les vieilles traditions d'indépendance frondeuse, dont l'*Essay historique* et le *Judicium Francorum* avaient gardé le dépôt, trouvent ainsi, après 1750, un regain de notoriété et de crédit ; mais elles ne doivent à l'*Esprit des lois* qu'une demi-confirmation devant l'histoire, et quelques formules spécieuses qui les colorent sans les transformer (2).

(1) Cf. Foisset, *Le Président de Brosses* [485], chap. VIII, p. 308 ; Miromesnil, *Lettres sur l'état de la Magistrature en l'année 1772* [6], B. N. ms. français, 10986, pp. 5, 43-44-45, 48 ; — et ci-après, chap. IX.

(2) La correspondance de Montesquieu nous montre que les prétentions extrêmes de la magistrature n'avaient pas son approbation. Au temps du conflit entre le Parlement et le Clergé, il écrit à l'un des magistrats exilés à Bourges, pour lui conseiller la modération. Sa lettre, à la fois caressante et ferme, fait valoir l'opportunité d'une soumission honorable ; mais elle suppose aussi que l'intransigeance du Parlement n'est pas fondée en droit :

« Le titre légitime qui est le droit de remontrer demande nécessairement par sa nature qu'on ne perde pas la confiance de celui à qui on remontre...

Vous savez mieux que moi que l'application des principes dépend des circonstances. On compte que dans le cas présent vous n'avez qu'à vous décider et à vous déterminer que sur ce seul principe : le salut de l'État est la suprême loi... Pesez bien en vous-mêmes, examinez les choses ; en comparaison de l'État vous n'êtes rien.

...L'État est une grande machine dont vous n'êtes qu'un des ressorts. Vous arrêtez cette machine, et cependant il est nécessaire qu'elle aille. » (*Correspondance* [32], t. II, du 9 juillet 1753, pp. 475, 477.)

Cependant ces prétentions d'une oligarchie hautaine portaient en elles un principe de renouvellement, qui les rendait tout à la fois caduques et fécondes : dans le droit de la magistrature, tel que le justifie Le Paige, il y a le droit de la nation : c'est comme successeur des assemblées nationales, que les *Lettres* associent le Parlement à la souveraineté. On voit aisément que ces prémisses peuvent légitimer une autre conclusion : pour en tirer l'idée d'une monarchie populaire, il suffisait de réfuter la thèse aventureuse qui absorbait les anciennes assemblées dans la Cour du roi, ou simplement de rappeler qu'en bonne logique, la nation, si elle a droit d'être représentée, peut choisir ses représentants. La réclamation des États généraux sort normalement d'un système qui place aux origines de la monarchie, comme loi première et constitutive, le gouvernement par assemblées. D'Argenson remarquait, après avoir lu les *Lettres Historiques*, que si la Nation « allait rentrer dans ses intérêts et dans ses droits », elle voudrait imiter l'Angleterre et se réserver le pouvoir législatif (1). Ainsi les fictions orgueilleuses où se plaisaient les parlementaires préparaient leur abdication. Certes, elle était lointaine encore en 1755, et il faudra, pour la décider, que les circonstances aident la logique. Mais dès le milieu du XVIII^e siècle, la recherche des lois fondamentales, l'étude des rapports primitifs entre le peuple et la royauté, commencent à élever certains esprits au-dessus des intérêts de caste. Dans l'exil de Châlons, en 1753, des membres du Parlement forment entre eux « des espèces de communautés de savants. Tous se sont mis à étudier le droit public dans ses sources, et ils en confèrent comme dans les Académies ». C'est le marquis d'Argenson qui le rapporte, sur la foi d'un conseiller, et il résume les conclusions de leurs recherches par ce mot

(1) *Remarques en lisant, Mémoires*, éd. Jannet [266], t. V, p. 129.

qui porte loin : « Dans l'opinion générale et par les études de ces messieurs s'établit l'opinion que *la nation est au-dessus des rois*, comme l'église universelle au-dessus du Pape » (1). A défaut de renseignements plus précis sur les séances de Châlons, nous possédons les annales d'une académie du même genre qui se tint plus tard à Paris : de 1764 à 1770, une « conférence sur le droit public de France » réunit chaque semaine chez M. de Montblin, conseiller au Parlement, une vingtaine de « personnes attachées à la Magistrature par état et par gout » (2). Leur objet était d'éclaircir, par l'histoire, la législation politique et civile de la monarchie. L'ouvrage de l'abbé Velly, « qui sans contredit est l'historien qui a le plus envisagé notre histoire sous le point de vue des mœurs, des usages et des loix » (3), déterminait l'ordre de leurs recherches : on lisait son livre avec attention, et l'on reprenait, d'après les sources, les questions dont

(1) *Mémoires* [199], éd. Rathery, t. VIII, 3 novembre 1753, pp. 152-153. (Les italiques sont dans le texte.)

(2) B. N. Mss fr. 7565 [5], p. 5, verso. Les procès-verbaux de ces assemblées, avec d'autres pièces documentaires, se trouvent dans les manuscrits 7560-67. La première séance mentionnée se tint le 12 juillet 1764, la dernière, le 30 août 1770. Le nom des membres est indiqué (mais non leur qualité), au commencement du ms. 7565, p. 2, recto. C'étaient MM. de Fréval (conseiller, puis président au grand Conseil); d'Hornoy (conseiller au Parlement); l'abbé Chrétien (conseiller à la Cour des Aides?); d'Héricourt (conseiller au parlement); de Bonnaire (conseiller au grand Conseil ou au Parlement); de Montblin (conseiller au Parlement); de Vaucresson (conseiller au Grand Conseil? conseiller à la Cour des Aides en 1769?); de Saint-Fargeau (avocat général, puis président au Parlement); Girard; de Saint Genis (auditeur à la Chambre des Comptes en 1769); de Brévannes (conseiller au Parlement); De Cotte (président honoraire au Parlement? maître des requêtes?); de Petit-Marais (conseiller au Parlement en 1766); Freteau (conseiller à la Chambre des Comptes, puis au Parlement); de Voisins (conseiller d'État); de Mauperché (substitut du Procureur général, puis conseiller au Parlement); Branchant; de Brunville (conseiller au Parlement en 1767); Goetzmann (le futur adversaire de Beaumarchais?); Clément de Blavette (conseiller au Parlement en 1768).

Nous mentionnons ces titres d'après l'Almanach Royal [451] (1764-1770). Certains des noms précités n'y figurent pas; d'autres y figurent en double; de là, l'insuffisance et l'incertitude de nos indications; il nous paraît toutefois que, dans l'ensemble, elles offrent quelque probabilité.

(3) Ms. 7565, p. 6, recto. Cf. *ibid.*, p. 20, recto : l'abbé Velly « paroît avoir le plus envisagé l'histoire sous un point de vue relatif à nos occupations ».

il avait traité (1). Un dépouillement minutieux de textes originaux : lois barbares, capitulaires, édits, anciennes chroniques, fut la principale occupation des associés ; aussi n'ont-ils pas dépassé, au cours de six années d'enquête, l'époque de Philippe-Auguste, et les monuments de leur travail consistent presque uniquement en notices analytiques sur les pièces étudiées. Mais s'ils ne nous ont pas transmis de système, les documents leur suggèrent parfois des réflexions d'ordre général. L'un d'eux trouvera, dans la loi des Visigoths, la définition même du gouvernement monarchique :

« Le législateur dit dans le capitulaire premier, qu'il donne des loix modérées, aux quelles lui-même et les Rois ses successeurs ne seront pas moins soumis inviolablement que tous les sujets renfermés dans son empire et que personne de quelque état qu'il soit n'ose les enfreindre tant qu'elles n'aurent point été abrogées par la volonté du prince. Cet article contient la vraie définition de la monarchie (2). »

Mais le pouvoir de changer les lois n'appartient pas uniquement au prince, si l'on consulte un *Discours sur la législation françoise*, prononcé dans la réunion du 7 février 1765 :

« Si... les Loix nouvelles sont diamétralement opposées aux anciennes et que ces dernières ayent été des victimes sacrifiées à l'autorité, il n'est peut-être pas impossible qu'elles reprennent leur première vigueur ; les droits de la Nation sont inalterables (3). »

Grave parole, si l'on songe que pour l'auteur ces droits impliquent une part au pouvoir législatif. Baluze nous apprend, dit-il, comment les Capitulaires étaient formés, « en rappelant ces paroles à jamais mémorables de Charles le Chauve, *Lex consensu populi fit et constitu-*

(1) Ms. 7565, p. 6, *recto et verso*.

(2) Ms 7560, p. 140, *recto*.

(3) Ms. 7565, p. 22, *recto et verso*.

tion Regis (1) ». Les infractions à la règle ne purent « détruire ou même altérer le droit de la Nation à cet égard (2). » D'autres preuves confirmaient la maxime de l'Édit de Pistes ; on découvrait le droit de la nation dans la loi des Alamans (3) et dans une ordonnance de Childebert, fils de Clovis (4), dans un diplôme du roi Robert (5) et dans le capitulaire de Tribure :

« Après la rédaction des articles du Capitulaire il est ajouté *et si omnibus ista complacuerint dicite* ; en effet le peuple répond par une acclamation générale... les princes et les grands y mettent leur signature, le clergé, en témoignage de sa joie chante le *Te Deum*...

« Cet exemple est un précieux monument qui réclame à toujours en faveur du droit de la nation à concourir par son suffrage à la plénitude et à la perfection de la loi (6). »

Par ailleurs, une notice fait observer qu'en 1168, les rois de France et d'Angleterre « ne croyoient pas pouvoir de leur autorité seule imposer une taxe sur leurs sujets » (7). Ainsi l'érudition confirmait « cette maxime précieuse inhérente à la législation française que pour l'établissement de la loi, il faut que le consentement du peuple concoure avec la volonté du monarque » (8). Qu'en concluait-on pour le présent ? Les annales de l'assemblée ne le disent pas. L'une des notices laisse voir une sympathie, d'ailleurs assez vague, pour le système de Le Paige (9) ; une autre définit l'ancien gouverne-

(1) Ms. 7565, p. 23, *verso*.

(2) *Ibid.*, p. 24, *recto*.

(3) Ms. 7562, p. 51, *recto* ; ms. 7565, p. 169, *recto*.

(4) Ms. 7562, p. 38, *recto*.

(5) Ms. 7562, p. 88, *recto*.

(6) 7562, p. 62, *recto*.

(7) Ms. 7561, p. 276, *recto*.

(8) Ms. 7565, p. 169, *verso*.

(9) « Ce système peut n'être que chimérique, mais au moins rien n'en démontre absolument la fausseté, il est triste qu'on ne puisse jamais marcher dans l'étude de l'histoire avec certitude quand on ne voit pas d'évidence il faut se faire différens systèmes et suivre le plus raisonnable. » (Ms. 7561, p. 12, *verso*.)

ment français comme aristocratique par essence (1) ; mais ce ne sont là que des aperçus. Les procès-verbaux, qui s'arrêtent brusquement au 30^e août 1770, ne permettent pas de savoir si le travail de la conférence se prolongea dans la suite, et aboutit à fixer une doctrine. Mais il avait été conduit pendant six ans avec une minutie scrupuleuse, sans préoccupation sensible de polémique ou d'ambition. C'est le désir de s'instruire par eux-mêmes, faute d'un ouvrage d'ensemble sur le droit public français (2), qui avait réuni chez M. de Montblin ces magistrats laborieux ; et leur estime pour l'abbé Velly suppose un certain détachement des préjugés parlementaires, que cet écrivain avait choqués. L'idée des droits de la nation, pénétrant, par les suggestions répétées des textes, dans des esprits de bonne foi, devait les envahir, s'y fixer, leur imposer tôt ou tard sa logique sourde et impérieuse.

Les pensées familières aux Parlements s'expriment dans les remontrances en développements parfois très étendus, mais dont la fuyante habileté semble défier l'analyse. De bonne heure, néanmoins, le public crut y reconnaître des souvenirs de l'*Esprit des lois* : « Avez-vous lu toutes les remontrances du Parlement de Paris ? » écrivait Helvétius à Montesquieu, le 27 septembre 1751 ; « et n'y avez-vous point remarqué comme nous que c'est dans l'*Esprit des lois* qu'on a puisé toutes ces belles maximes sur l'autorité ? » (3) Et, le 6 février 1753, La Beaumelle, signalant à Maupertuis un projet de remontrances en 22 articles, que le Parlement venait d'arrêter, le caractérisait de la sorte : « C'est un traité admirable sur notre constitution, et tout tiré de l'*Esprit*

(1) Ms. 7562, p. 28, verso.

(2) Cette absence est signalée dans le discours « concernant le Plan de la conférence ». Ms. 7565, pp. 4-5.

(3) *Correspondance de Montesquieu* [32], t. II, p. 379.

des lois (1). » De fait, si l'on examine, à dater de 1750, les déclarations officielles du Parlement de Paris, on y trouve, non pas une adhésion expresse aux théories de Montesquieu, mais des analogies de pensée et de termes, et comme une réminiscence vague, mais prolongée, de l'idéal monarchique défini par l'*Esprit des lois*. « Sire, disait en 1751 le premier président, l'observation des lois est l'affermissement des empires ; de là cette sage économie du gouvernement monarchique, tel que celui sous lequel nous avons le bonheur de vivre, où le souverain, source de tout pouvoir, veut bien se lier lui-même en établissant sous lui des puissances secondaires qui, par leur constitution, sont chargées du dépôt des lois et d'en maintenir l'exécution (2). » Le projet de remontrances du 25 janvier 1753, tant admiré par La Beaumelle, porte « que la souveraineté du prince, son autorité sur tous ses sujets indistinctement, l'obéissance des peuples et leur liberté légitime forment l'essence de toute monarchie et ne peuvent subsister que par le maintien des lois. Que son Parlement est chargé par sa constitution et par serment de garder et faire observer toutes les lois et maximes du royaume et d'y conformer la police générale dont il a la manutention (3). » Les remontrances du 9 avril suivant développaient tout au long ces principes, représentaient au roi les bienfaits de cette ancienne économie, de « cette gradation de pouvoirs intermédiaires qui, dépendant du Souverain dont ils émanent, et distribués parmi les sujets, forment l'enchaînement de toutes les parties de l'État..., dépôts sacrés, où votre autorité souveraine et la confiance des sujets s'unissent intimement ; degrés nécessaires pour établir entre le trône et les peuples cette communication qui fait des-

(1) Le Sueur, *Maupertuis et ses correspondants* [497], p. 209.

(2) Discours du premier président du Parlement de Paris, au Roi. (Flammermont, *Remontrances* [428], t. I, p. 467.)

(3) Flammermont, *Remontrances* [428], t. I, p. 513.

cendre du Prince vers les peuples la protection de la justice et des lois et remonter des peuples vers le Souverain l'hommage de leur respect, de leur obéissance, de leur amour... Ignore-t-on qu'en interceptant et concentrant ces influences qui doivent se répandre et vous reproduire dans vos états, en substituant aux forces naturelles de ce corps politique des ressorts étrangers, on ébranle toute la monarchie ? (1) »

« Dépôt de lois », « ressorts », « corps intermédiaires », n'était-ce pas tout l'appareil monarchique de Montesquieu ? Jamais encore dans le siècle le Parlement n'avait écrit de ce style, ni expliqué si longuement au monarque la nature de la monarchie ; à peine avait-il risqué quelques lieux communs de morale, sur le respect dû aux lois qu'il avait reçues en dépôt (2). Les manuscrits avaient employé gauchement les mots de « puissance mytoyenne » ; mais c'est après 1748 que l'idée apparaît dans les remontrances, assouplie et renouvelée. On comprend que ce luxe de métaphores, que ces éloquentes subtilités aient fait songer à l'*Esprit des lois*. La notion de rapports réglés entre le souverain et le peuple, d'un pouvoir tempéré par sa juste distribution et par la fixité des puissances subalternes, était réellement conforme aux principes de Montesquieu. Les rapprochements d'Helvétius et de La Beaumelle paraissent donc aussi légitimes que naturels. Et pourtant il restait beaucoup de vague dans ces « traités admirables sur notre constitution ». En empruntant à Montesquieu sa conception générale de la monarchie, les magistrats en faisaient un thème oratoire plutôt qu'un objet d'analyse ; ils évitaient de la préciser et de l'approuver explicitement ; et tout en l'utilisant au mieux de leur prestige et de leur popularité, ils se ménageaient par leur savante

(1) *Ibid.*, pp. 568-69.

(2) Voir les Remontrances du 26 juillet 1718. (Flammermont, *op. cit.*, t. I, pp. 94-95.)

équivoque le droit d'échapper aux conséquences qui auraient pu gêner leur ambition.

De leur côté, les cours souveraines des provinces répétaient les mêmes accents. Elles faisaient sonner les mots de liberté légitime et de pouvoir modéré, invoquaient les maximes de la monarchie, couvraient d'opprobre le despotisme. Le Parlement de Bordeaux déclare, le 21 mars 1759, qu'une atteinte à « l'essence de la Magistrature », touche « par une suite nécessaire à la constitution même de la Monarchie (1). » Le Parlement de Grenoble affirme peu de jours après qu'« introduire en France un pouvoir arbitraire indépendant des loix », c'est « changer la constitution de l'État (2). » Le Parlement d'Aix, s'élevant contre « l'utilité illusoire d'une prétendue uniformité (3) », loue la sagesse de la constitution provençale, l'équilibre qu'elle ménage entre les parties de l'État :

« La naissance, les rangs, les dignités, entretiennent l'esprit de subordination sans détruire l'esprit d'égalité ; la déférence, les égards, les respects, ne dégénèrent point en servitude (4). »

Mais on a brisé les États provinciaux, et, par suite, faussé le jeu de toute la machine :

« Les principaux ressorts de l'administration étant soustraits, ceux qui restent n'ont plus de justesse, ni de mouvement réglé. Les pouvoirs ne sont point combinés ; il n'y a plus d'équilibre depuis que le corps qui tenoit en respect tous les pouvoirs subalternes est sans action et sans existence (5). »

Ressorts, pouvoirs combinés, mouvement réglé, c'est encore la mécanique politique de l'*Esprit des lois*. Un autre passage rappelait la facture et atteignait presque à l'élo-

(1) *Recueil d'arrêtés...* [271], p. 75.

(2) *Ibid.*, p. 77.

(3) *Remontrances du Parlement de Provence* [274], 5 novembre 1756, p. 55.

(4) *Ibid.*, p. 55.

(5) *Ibid.*, pp. 39-40.

quence nerveuse du morceau célèbre sur les courtisans :

« Ainsi la dureté et la foiblesse, la cupidité insatiable et la volupté prodigue, l'esprit de servitude et celui de domination, l'adulation et l'envie d'avoir des adulateurs, plus forte souvent dans les sujets que dans le prince ; toutes les passions enfin, se prêtent un mutuel secours, forment une voix commune pour étouffer le cri des peuples (1). »

On ne saurait s'étonner que le marquis d'Argenson, admirant la vigueur des remontrances provençales, ait songé à Montesquieu : « Le président de Montesquieu », dit-il à ce propos, « a monté [*sic*] l'éloquence de ce genre, et chacun l'imité avec succès (2). »

L'imitation n'est guère moins sensible chez le Parlement de Toulouse, lorsqu'il flétrit le despotisme, et distingue les principes des gouvernements :

« Malheur au pouvoir qui seroit établi sur la ruine des Loix !... Une servile crainte succéderoit à l'honneur et à l'amour, fondemens nécessaires du Trône des Monarques. Le Prince... seroit forcé de regner sur ses États comme sur un pais conquis, et son peuple n'auroit pour lui que l'obéissance d'un peuple subjugué par la terreur des armes... L'amour de son Prince est si naturel à votre Peuple, qu'il semble que la crainte ne sauroit l'affoiblir, et qu'il seroit comme impossible au génie de la Nation de s'avilir, de se corrompre et de s'abaisser jusqu'au génie de ces peuples gouvernés avec une verge de fer, qui ne connoissent que le trouble, le desordre ou l'esclavage (3). »

(1) *Remontrances du Parlement de Provence* [274], 5 novembre 1756, p. 20. (Cf. *Esprit des lois*, liv. III, chap. v.)

(2) *Remarques en lisant, Mémoires* [200], éd. Jannet, t. V, p. 149. D'Argenson fait cette réflexion à propos de « *Remontrances du parlement de Provence sur le dixième (décembre 1756)*. » Les remontrances que nous avons citées sont datées du 5 novembre 1756, et relatives au second vingtième : c'est d'elles, selon toute apparence, que d'Argenson a voulu parler. Nous ne voyons pas que d'autres remontrances du même genre aient été faites en décembre 1756 par le Parlement d'Aix.

(3) *Remontrances du Parlement de Toulouse* [275 bis] (du 9 août 1760), p. 8.

Ce langage, dans sa vigueur, n'était pas séditionnel ; il respectait l'unité de la puissance royale, et se conciliait encore avec le libéralisme ferme et prudent de Montesquieu. Quant aux rêves d'oligarchie que nourrissaient les fictions des *Lettres Historiques*, il était difficile de les avouer devant le roi : il advint pourtant que les magistrats, relevant la tête entre deux génuflexions, y firent allusion dans de « très humbles et respectueuses remontrances ». Le 27 novembre 1755, le Parlement de Paris osa même dire à Louis XV « que dans le premier âge de la Monarchie », il avait été « l'Assemblée générale de la Nation (1). » Assemblée normalement convoquée pour la réforme des lois et la décision des grandes affaires, et qui survit, sans altération essentielle, dans le Parlement sédentaire depuis 1302 (2) :

« De là, Sire, cette maxime fondamentale, qu'il est d'une indispensable nécessité que *toutes loix reçoivent de votre parlement leur dernière forme par l'enregistrement qui en est ordonné* (3). »

Le Parlement professait ainsi, aux yeux du prince, quelques-unes des opinions les plus téméraires des auteurs clandestins. Il est vrai que, fidèle à sa coutume, il tentait de diluer l'audace dans l'imprécision : loin de s'ériger franchement en puissance distincte, il affectait, par des formules habilement contournées, de s'incorporer et de se fondre dans la souveraineté, sinon même dans la personne du roi. Mais ces artifices ne trompaient pas tout le monde, et un ennemi clairvoyant sut reconnaître, dans les remontrances de novembre 1755, les maximes sacrilèges du *Judicium Francorum* (4).

Bientôt après, en 1756, le Parlement de Grenoble imitait cette manière tortueuse et hardie. Ouvrant au

(1) Flammermont, *Remontrances* [428], t. II, p. 26.

(2) *Ibid.*, pp. 28 sqq.

(3) *Ibid.*, p. 31. (Souligné dans le texte.)

(4) Cf. *Réflexions d'un Avocat* [272], t. I (1756), pp. 10, sqq. (Voir ci-après, chap. IX.)

souverain « les annales de l'État », il l'invitait à considérer, « d'un côté les Parlements Conseils nés des rois de la première et seconde race, toujours à leur suite, constamment occupés à les soulager du fardeau de la royauté » ; de l'autre, ces « sages Monarques » récompensant « tant de zèle et de soins, d'une confiance sans réserve ; en sorte qu'on ne sçait décider lequel des deux l'a emporté, ou de la soumission des Parlemens aux ordres de leurs Rois, ou de la déférence des Rois aux conseils de leurs Parlemens (1). »

Mais ces arguments captieux, ces prétentions dissimulées dans les hommages, font place quelquefois, vers 1760, à un langage plus direct. Il semble que les Parlements, pour étendre leur action, veuillent élargir leur doctrine, et s'adresser au peuple encore plus qu'au roi. Parmi les termes consacrés de *monarchie légitime*, de *lois fondamentales*, de *corps intermédiaires*, se mêlent les mots plus retentissants de *droit* et de *nation*. Il n'y eut point de palinodie ni de changement brusque, mais le ton s'éleva peu à peu. Dès 1756, le Parlement d'Aix, réclamant les prérogatives de la Provence, hésitait à nommer *privilège* « une loi qui a existé depuis l'origine des nations (2) » ; et, souhaitant des États provinciaux pour tout le royaume, il remontrait que « ce qu'on appelle aujourd'hui privilège, étoit le droit commun de l'empire françois (3) ». Ainsi, les libertés locales se fondaient sur la liberté naturelle ; la réclamation du privilège se prolongeait comme d'elle-même en déclaration d'un droit national et humain. « Ce sont plutôt des cahiers d'états-généraux que de Parlement », disait d'Argenson de ces remontrances (4). Le 3 juillet 1759, le Parlement de

(1) *Remontrances du Parlement de Grenoble* [273] (10 avril 1756), pp. 5 sq.

(2) *Remontrances du 5 novembre 1756* [274], p. 22.

(3) *Ibid.*, p. 57.

(4) *Remarques en lisant, Mém.* [200], éd. Jannet, t. V, p. 149.

Paris s'engage dans la même voie : affirmant l'unité de tous les Parlements du royaume, il se déclare défenseur du « droit de la Nation » et ose rappeler au prince « l'obligation » de le respecter (1). C'est encore ce droit qu'il invoque, le 26 décembre 1763, pour prouver la nécessité de l'enregistrement libre des édits fiscaux au Parlement :

« En matière d'imposition, Sire, l'infraction du droit sacré de la vérification blesse tout à la fois et les droits de la Nation et les droits de la législation ; il s'ensuit que l'exécution d'une imposition non vérifiée est une voie de fait qui attente à la constitution du Gouvernement françois et qui doit rencontrer autant d'obstacles insurmontables qu'il est de tribunaux depositaires par état des lois inviolables qui forment le droit sacré de la Nation (2). »

Ce « droit sacré » sert ici de base au pouvoir parlementaire ; mais l'intervention des États généraux n'en eût-elle pas été la conséquence plus directement logique ? Déjà, le Parlement de Rouen, dans ses remontrances du 10 mai 1760, avait donné cours à ses regrets patriotiques sur la perte du gouvernement par assemblées :

« Tant qu'a duré en France la tenue des États, le peuple admis par ses députés à l'estimation des besoins publics en a connu la nature et l'étendue : connoissant la nature et l'étendue de ses forces, il a su mesurer et régler ses contributions... Le Gouvernement florissoit, ainsi que le Citoyen...

« Il en est, Sire, des établissemens politiques, comme de tous les autres établissemens humains : leur consistance et leur force dépendent de la conservation de leurs principes.

« Depuis que la tenue des États n'a plus existé que dans le vœu de la Loi, l'intérêt privé s'est emparé de tout ; on a, sous prétexte d'accélérer les affaires, supposé

(1) Flammermont, *Remontrances* [428], t. II, pp. 196-197.

(2) Flammermont, *Remontrances* [428], t. II, p. 417.

le vœu de la Nation, sans la consulter, sans l'interroger, sans même la pressentir (1). »

De ces droits de la nation, si nettement affirmés, le Parlement ne prétendait être qu'un dépositaire intermittent :

« Il est de l'essence d'une loi d'être acceptée. Le droit d'accepter est le droit de la Nation. Ce droit vainqueur du tems et des préjugés, ce droit autrefois l'âme du gouvernement François, subsiste encore malgré les efforts conjurés des passions intéressées à l'anéantir.

« ...Exercé pendant l'interstice des États, par ceux que la Nation regarde comme dépositaires de la législation, ce droit sacré et imprescriptible ne sçauroit l'être que par eux (2). »

La conclusion pratique est moins nette que cet énoncé de principes : elle se réduit à demander des États pour la province de Normandie, avec la faculté de répartir l'impôt ; le droit de le consentir ou rejeter n'est pas spécifié clairement ; mais l'éloquence populaire, qui anime l'ensemble du discours, vibre encore dans cette demande :

« Vous êtes également, Sire, le père de tous vos peuples... Cependant les uns fournissent aux besoins de l'État par une répartition qu'ils font eux-mêmes, les autres sont la proie des Traitans... Les uns dépouillés de leurs droits, gémissent en quelque sorte dans l'esclavage : les autres maintenus dans ces droits inviolables, jouissent encore de la liberté des enfans. Rendez-nous, Sire, cette liberté précieuse, rendez-nous nos États (3). »

Ainsi s'exprimait, en 1760, le Parlement de Normandie, qui, une année auparavant, ne voulait connaître que deux principes de la monarchie française : « l'autorité

(1) *Remontrances du Parlement de Rouen* [275], du 10 mai 1760, pp. 4 sq.

(2) *Remontrances du Parlement de Rouen* [275], du 10 mai 1760, p. 10.

(3) *Ibid.*, p. 43.

suprême » du prince, et l'amour des sujets pour lui (1). Bientôt après, le Parlement de Bretagne appuyait, lui aussi, les privilèges de sa province sur le droit de la nation ; ses remontrances du 11 août 1764 n'ont pas la véhémence tribunitienne des réclamations de Normandie ; mais elles contiennent cette sobre déclaration de droits :

« L'établissement de Saint-Louis, les décisions des États Généraux au commencement du XIII^e siècle, les ordonnances de 1355, 1560 et 1576 ne permettent pas de douter que dans le droit commun de la France, le consentement des trois ordres, dans l'Assemblée des États généraux, ne soit nécessaire pour l'établissement ou la promulgation des impositions (2). »

C'était déjà la maxime qui devait en 1787, reprise par le Parlement de Paris, précipiter la Révolution.

Si une conclusion ressort de tout ce qui précède, c'est qu'il n'y a pas, de 1750 à 1770, une doctrine parlementaire invariablement arrêtée. Toujours prêts à invoquer la tradition, à rappeler cette maxime, que le prince doit gouverner selon les lois, les magistrats n'ont pas interprété d'une manière uniforme les conseils de la tradition et les préceptes des lois. Les remontrances enveloppent, dans leur cours sinueux, des emprunts d'origine diverse ; on peut dire, pour simplifier, que trois conceptions différentes du gouvernement français s'y amalgament confusément : l'idée d'une monarchie tempérée, où la puissance du prince est modérée, non partagée, par les ordres et les corps ; celle d'une oligarchie, attribuant à la magistrature le contrôle suprême de la législation ; celle enfin d'un régime à demi populaire, divisant la souveraineté entre le roi et les États nationaux. De ces trois concep-

(1) *Recueil d'arrêtés* [271] (Remontrances du Parlement de Rouen, 19 avril 1759), p. 1.

(2) Le Moy, *Remontrances du Parlement de Bretagne* [427], p. 86.

tions, la première était la plus conforme aux doctrines monarchiques de Montesquieu, mais la seconde flattait davantage l'orgueil des Parlements, et la dernière était destinée à prévaloir un jour, parce qu'elle intéressait directement le peuple. Avec sa théorie des « pouvoirs intermédiaires », Montesquieu ne fournit qu'un des éléments de ce fonds composite, et en un sens le moins fécond. Cependant, l'action parlementaire dut, croyons-nous, à *l'Esprit des lois*, de merveilleuses facilités ; car ce qui importe encore plus que la lettre des doctrines, c'est, en pareille matière, la tendance et le sentiment. Plutôt qu'un système d'idées claires, on trouve dans les remontrances de perpétuelles effusions ; la soumission au prince et le respect des lois, l'amour du bien public, l'honneur de la magistrature, ces sentiments si familiers à l'éloquence parlementaire, avaient eu dans *l'Esprit des lois* leur plus magnifique expression. Qui s'en réclamait paraissait être le disciple de Montesquieu, et s'abritait ainsi derrière l'autorité d'un grand nom. Maintes fois les Parlements ont oublié la sévère formule qui veut les corps intermédiaires « subordonnés et dépendants » ; mais en défendant la liberté contre le despotisme, ils remplissaient l'essentiel du rôle que leur assignait Montesquieu, ils se faisaient les modérateurs du roi et les « tribuns » du peuple ; leur attitude se justifiait par les maximes les plus populaires de *l'Esprit des lois*, et, dans la mesure où elle était sincère, elle avait pu s'en inspirer. D'autre part, si le vocabulaire qu'ils empruntent à Montesquieu ne traduit pas exactement toute leur pensée, il la revêt d'une forme plus éclatante et plus souple. Grâce à lui, les doctes légistes pouvaient dissenter sans trop ennuyer, faire appel à l'esprit civique sans trop alarmer la royauté. L'ambiguïté de certaines formules convenait admirablement à ce que leur politique avait d'oblique et d'hésitant : dans leurs oscillations incessantes entre le prince et la nation, rapprochés de l'un ou de l'autre selon

les nécessités du moment, les Parlements restaient toujours des « corps intermédiaires », et se faisaient reconnaître pour tels. Ces mots, qui leur assuraient la faculté précieuse de se contredire sans se démentir, furent d'usage courant, dans la vie publique de la France, jusqu'en 1789 (1). Aliment de la pensée ou broderie de la forme, le souvenir de l'*Esprit des lois*, dans la littérature parlementaire, ne manque jamais tout à fait. Si Montesquieu ne fut point, pour les magistrats, un maître de droit constitutionnel toujours docilement suivi, il a enrichi, affiné, vivifié leur opposition ; il lui a donné l'accent et le souffle ; il a favorisé pour elle ce contact avec le public, qui seul lui permettait de vivre, c'est-à-dire d'agir et de changer.

(1) Le comte du Buat, dans un de ses ouvrages, rappelle ce que les parlementaires doivent, à cet égard, à Montesquieu. Dialoguant en imagination avec un magistrat, il lui demande comment ses confrères raisonnaient avant d'avoir lu l'*Esprit des lois*.

— « Comme nous raisonnons aujourd'hui », répond son interlocuteur ; « nos principes furent toujours les mêmes. »

— « Je le veux croire ; mais ils étoient si mal développés, que vous n'aviez jamais imaginé de vous regarder comme des corps intermédiaires. » (*Éléments de la Politique* [110], liv. IX, chap. vi, t. V, p. 208.)

CHAPITRE VII

La critique de la Monarchie tempérée

SOMMAIRE

1° **Attitudes négatives.** — Helvetius : son étonnement déconcerté devant le « traité des fiefs » ; son hostilité pour les pouvoirs intermédiaires : il confond l'idéal de Montesquieu avec la réalité présente.

Voltaire : En quoi son tour d'esprit et son caractère l'éloignent des idées de Montesquieu. Il a reconnu à l'occasion l'utilité du balancement des pouvoirs et des corps intermédiaires ; mais, dans leur réalité contemporaine et française, ces corps lui inspirent de l'éloignement. La tradition médiévale : il y distingue, comme Montesquieu, des images de liberté, mais d'une liberté barbare et informe, qui ne saurait servir d'exemple aux siècles éclairés.

2° **Apologie du pouvoir absolu.** — De Réal : disciple attardé de Bossuet ; critique sommaire de Montesquieu.

Linguet : Sa *Théorie des loix civiles* (1767) et ses *Lettres sur la théorie* (1770) : le pouvoir politique dérivant de la propriété, la seule garantie valable est la solidarité d'intérêts entre le prince et les autres propriétaires ; inutilité et danger des complications gothiques recommandées par Montesquieu ; apologie des gouvernements asiatiques.

3° **Les physiocrates et la construction du despotisme légal.** — Hommages des physiocrates à Montesquieu, mais ils prétendent le dépasser. Ambition de constituer la politique en science déductive, exacte et universelle.

Quesnay : Nécessité d'un pouvoir unique pour servir le bien commun ; danger des « contre-forces », qui divisent les intérêts.

L'organisateur du système : Le Mercier de la Rivière, et son *Ordre naturel et essentiel* (1767), déduit de la constitution physique de l'homme. Méthode cartésienne. Le problème de l'action, identifié à celui de la

connaissance. Pas de force valable contre l'évidence. Le despote, absolu comme Euclide. En pratique, toutefois, La Rivière admet un contre-poids au pouvoir personnel : droit de veto des magistrats, s'exerçant, non plus en vertu de la tradition, mais au nom de l'évidence.

La palinodie du marquis de Mirabeau, après 1758. Ses *Lettres sur la législation* (1767 et années suivantes) : désaveu de l'*Ami des Hommes*, critique des droits historiques : la France n'a pas de constitution.

4° **Théories républicaines.** — Rousseau : comme les physiocrates, il reproche à Montesquieu de n'être pas remonté aux premiers principes. Mais pour lui ces principes se déduisent de l'idéal moral. Sa théorie de la souveraineté populaire : elle n'affecte pas la forme du gouvernement ; sur ce dernier point, Rousseau admet et confirme les préceptes techniques de Montesquieu. Même la théorie de la souveraineté n'est pas partout applicable : acceptation des régimes établis. C'est par l'accent, plus que par le contenu de son œuvre, que Rousseau s'oppose à Montesquieu.

D'Holbach : L'idée de loi fondamentale se dépouille chez lui de tout élément traditionnel ; critique des privilèges ; mais concessions aux nécessités présentes : éloge de la magistrature.

Rouillé d'Orfeuil : Son commentaire de Montesquieu dans l'*Alambic des lois* (1773) : critique vive et intransigente de la monarchie tempérée ; son propre idéal : adaptation aux monarchies des préceptes énoncés par Montesquieu sur les républiques.

Autres réactions : Cicé de Boisgelin : tendances républicaines. Un commentateur anonyme : inintelligence des garanties définies par Montesquieu, auxquelles il substitue l'idée d'une monarchie nationale.

Un théoricien de la monarchie républicaine : Condorcet. Méthode mathématique ; aversion intellectuelle pour Montesquieu ; la monarchie tempérée, apparentée à l'aristocratie, c'est-à-dire au pire des gouvernements. Il faut éliminer tout intermédiaire entre le roi et la nation ou ses représentants directs. Ce qui importe avant tout : conformité des lois aux principes éternels de la raison et de la justice. Confiance dans la vertu de la vérité.

5° **Ressemblance des critiques des physiocrates et des républicains.** — Leur source commune : l'esprit géométrique. En quoi, Montesquieu, a préparé ces efforts, qui ont voulu le dépasser, pour constituer une science politique. Comment ces théories nouvelles pourront permettre le développement des idées traditionnelles sur la constitution française.

Outre les déviations qu'elle subit chez des disciples trop passionnés ou trop habiles, l'influence de Montesquieu éprouva une opposition réfléchie. La « saine critique », affirmant ses droits sur la partie politique de l'œuvre, mit en cause tantôt la théorie de la monarchie pure, et tantôt l'analyse du gouvernement anglais ; parfois, la discus-

sion fut assez générale pour embrasser les deux sujets. Nous voudrions montrer ici comment ces réactions préparaient soit la décadence, soit le renouvellement des idées traditionnelles sur le gouvernement français.

Avant d'être combattue au nom d'un système, la théorie des pouvoirs intermédiaires, fondés sur une tradition de liberté, avait excité les défiances du bon sens positif. Elles s'expriment déjà dans les deux lettres qu'Helvétius adressa à Montesquieu et à Saurin (1) et que confirment les notes inscrites sur son exemplaire de *l'Esprit des lois* (2). Helvétius y traduit, avec une netteté presque brutale, son scepticisme sur la vertu de la tradition et sa répugnance aux subtilités politiques. Il ne soupçonne pas l'intérêt du traité sur les fiefs, de ce « fatras de lois barbares » dont il y a si peu de profit à tirer pour l'instruction et le bonheur des hommes (3). » Il demande « où sont ces lois fondamentales (4) » dont Montesquieu compose l'essence de la Monarchie, et il ne croit pas à la solidité de ses distinctions entre les diverses formes de gouvernement : « Je n'en connais que deux espèces : les bons et les mauvais (5) », avoue-t-il à son « cher président » avec une simplicité abrupte. Les ménagements de Montesquieu pour les abus établis (6), sont des « préjugés d'homme de robe et de gentilhomme », qui déparent fâcheusement en lui le « genre d'esprit de Montaigne (7) ». Cette sévérité pour un ami, qu'il fera

(1) Lettres à Montesquieu (1747) et à Saurin (1747 ou 1748) sur le manuscrit de *l'Esprit des lois*. Ces deux lettres furent publiées dès 1789 ; on les retrouve dans l'édition générale de la *Correspondance* [32], t. II.

(2) Ces notes furent publiées pour la première fois dans l'édition de *l'Esprit des lois* donnée par Lefebvre de Laroche en 1795.

(3) Lettre à Montesquieu, *Correspondance* [32], t. II, p. 17. Cf. lettre à Saurin, *ibid.*, p. 565.

(4) Note sur le livre II, chap. IV, de *l'Esprit des lois* [29 bis], t. I, p. 49.

(5) *Correspondance* [32], t. II, p. 21.

(6) Cf. Lettre à Montesquieu, *Correspondance* [32], t. II, pp. 17-18.

(7) Lettre à Saurin, *ibid.*, t. II, p. 565.

profession d'admirer (1), ne provient pas chez Helvétius d'un simple mouvement d'impatience. Lorsqu'il rejette les « balances compliquées de pouvoirs intermédiaires (2) », les artifices qui divisent les intérêts au lieu de les unir (3), il se fonde sur l'expérience : « Un roi se crée des ordres intermédiaires ; ils seront bientôt ses maîtres et les tyrans de son peuple » : telle est la leçon perpétuelle qu'il déclare puiser dans l'« histoire bien méditée (4) ». Il devait la puiser plutôt dans la réalité contemporaine, dont il parle en homme averti, quand il objecte à Montesquieu « cette vaste aristocratie de nobles et de prêtres, dont la tête repose à Versailles », qui usurpe toutes les fonctions par le seul privilège de la naissance, foule le peuple et « retient dans sa dépendance jusqu'au souverain (5) ». Mais c'est la corruption de la monarchie qu'il dénonce dans ces pages vigoureuses, c'est un abus du privilège, que Montesquieu ne prétendait pas justifier. L'auteur de l'*Esprit des lois* n'est guère moins dur que son critique pour l'avarice, l'ambition et la vanité des courtisans ; il ne légitime les prérogatives qu'autant qu'elles sont méritées par des services publics ; il ne fait point l'apologie d'un régime contemporain qui n'offre de la monarchie véritable que la dégénérescence et la perversion. Mais, ce qui trompe Helvétius comme bien d'autres lecteurs, c'est qu'il ne le renie pas d'une manière assez explicite et directe : les pouvoirs intermédiaires apparaissent trop souvent, aux Français du XVIII^e siècle, sous les espèces d'un clergé mondain, d'une noblesse oisive et de parlements tracassiers. Faute de bien distinguer dans une œuvre un peu trop prudente les plans

(1) Cf. *De l'Esprit* [131], disc. II, chap. xiv, t. I, pp. 204 sqq., note ; disc. III, chap. xviii, t. II, p. 93, note. Helvétius y parle de Montesquieu avec admiration, mais sans porter de jugement sur sa politique. Dans d'autres passages de son livre, il affecte de l'accepter, au moins en partie. (Cf. ci-après chap. ix.)

(2) A Montesquieu, *Correspondance* [32], t. II, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 19.

(4) *Ibid.*, p. 19.

(5) *Ibid.*, pp. 20-21.

divers de la pensée, on a cru que l'idéal de Montesquieu et ces réalités déplaisantes coïncidaient parfaitement.

Il semble que le libéralisme conservateur dût mieux agréer à Voltaire ; on sait pourtant quelles négations hostiles il a souvent opposées aux doctrines de Montesquieu. Impatiente, comme on peut croire, par le succès de l'*Esprit des lois*, il voyait aussi dans ce livre une source de dangereuses illusions. C'est que Voltaire, libéral par humeur, ne l'était point par théorie ; il songeait plus à corriger l'administration qu'à construire des gouvernements (1) ; les complaisances de Montesquieu pour les artifices politiques, pour la mécanique savante des ressorts et des contrepoids, le laissaient sincèrement sceptique. Son bon sens lui disait que la monarchie et le despotisme ne sont que le même pouvoir, bien ou mal exercé (2). Il rejetait lestement les lois fondamentales parmi les *idola fori* : « Une loi fondamentale, née de la volonté changeante des hommes, et en même temps irrévocable, est une contradiction dans les termes, une chimère, une absurdité ; qui fait les lois peut les changer (3) ». N'est-ce pas oublier que l'antiquité, la force de l'habitude et la vénération des peuples peuvent garantir certaines lois contre les caprices du souverain ? Mais bien souvent, pour Voltaire, antiquité veut dire barbarie, habitude, préjugé, et vénération, sottise. Se défiant des traditions comme des systèmes, sa philosophie politique ne s'attarde pas à distinguer les gouvernements par leur nature, leur principe et leur histoire ; avant tout, elle veut des réformes pratiques, la liberté civile et la prospérité. Elle s'accommoderait fort bien d'un despote, pourvu qu'il fût éclairé.

(1) Cf. l'ouvrage de M. Lanson, *Voltaire* [490], chap. ix, section III, pp. 180 sqq.

(2) *Commentaire sur l'Esprit des lois*, § 4, *Œuvres*, édit. Garnier [196], t. XXX, p. 411. Cf. A. B. C. 1^{er} dialogue, *ibid.*, t. XXVII, pp. 323, 325.

(3) *Dictionnaire philosophique*, art. *Loi Salique*, *Œuvres* [196], t. XIX, p. 608. — Cf. *Commentaire sur l'Esprit des lois, de la loi Salique*, *ibid.*, t. XXX, p. 457. — A. B. C., 13^e dialogue, *ibid.*, t. XXVII, pp. 379-382.

On ferait tort, cependant, à cet esprit mobile, si on le croyait prisonnier de ses négations. Il a compris, s'il n'a pas voulu les pénétrer, les principales conceptions de Montesquieu ; il n'avait pas attendu l'*Esprit des lois* pour admirer dans la constitution d'Angleterre l'habile agencement de trois pouvoirs (1). De même, le gouvernement des corps intermédiaires lui paraît fort sage, chez les Chinois :

« L'esprit humain ne peut certainement imaginer un gouvernement meilleur que celui où tout se décide par de grands tribunaux, subordonnés les uns aux autres, dont les membres ne sont reçus qu'après plusieurs examens sévères. Tout se règle à la Chine par ces tribunaux... Il est impossible que, dans une telle administration, l'empereur exerce un pouvoir arbitraire. Les lois générales émanent de lui ; mais, par la constitution du gouvernement, il ne peut rien faire sans avoir consulté des hommes élevés dans les lois, et élus par les suffrages... Plus il y a de grands corps dépositaires de ces lois, moins l'administration est arbitraire... (2) »

Mais en France où trouver ces corps intermédiaires, garants de la liberté et des lois ? La magistrature perpétue la plus dangereuse des absurdités : la vénalité des charges (3), et Voltaire ne lui pardonne pas son jansénisme, son orgueil et son aveuglement meurtrier (4). Quant aux considérations sur l'utilité de la noblesse, de

(1) Cf. *Lettres philosophiques*, lettres VIII et IX, surtout lettre VIII, *Œuvres* [196], t. XXII, p. 103.

(2) *Essai sur les mœurs*, chap. cxcv, *Œuvres* [196], t. XIII, p. 162. Voltaire a souvent pris, contre Montesquieu et le préjugé courant, la défense des gouvernements orientaux. Cf. *Essai*, chap. I, *Œuvres* [196], t. XI, p. 174 ; *Dictionnaire philosophique*, art. *Esprit des lois*, *ibid.*, t. XX, p. 8 ; *Commentaire*, § 12, *ibid.*, t. XXX, pp. 416-417 ; §§ 24-25, *ibid.*, pp. 424-425 ; § 30, *ibid.*, p. 428 ; § 34, *ibid.*, pp. 430-431 ; A. B. C., 1^{re} dialogue, *ibid.*, t. XXVII, pp. 323-324.

(3) Voir, entre des passages innombrables, l'article *Esprit des lois*, *Œuvres* [196], t. XX, pp. 2-3 ; le *Commentaire*, § 27, *ibid.*, t. XXX, pp. 425-426.

(4) Voir contre les prétentions du Parlement : l'*Histoire du Parlement de Paris* et l'article *Parlement de France*, dans le *Dictionnaire philosophique*. (*Questions sur l'Encyclopédie*, 8^e partie, 1771.)

ses fiefs, de ses privilèges et de ses préjugés, le fils du notaire Arouet, beaucoup plus bourgeois que gentilhomme malgré tous ses raffinements, ne saurait s'y associer avec une profonde sympathie (1). Il ne sent pas pourquoi la noblesse tient à l'essence de la monarchie (2). Sa critique, à la fois étroite et judicieuse, a vu l'inutilité présente de tout cet appareil, sans en distinguer l'utilité possible ; et les traditions médiévales dont Montesquieu l'étayait ne pouvaient le lui rendre plus cher.

Ce n'est pas que Voltaire, comme historien du moyen âge, diffère en tout de Montesquieu. Il a pu justifier le « savant abbé Dubos (3) » sur les conquêtes de Clovis (4) ; mais il ne nie pas formellement l'idée de la liberté germanique. S'il raille le mot de Montesquieu, sur le gouvernement « trouvé dans les bois (5) », il était capable de le comprendre et en un sens de le confirmer. Des peuples belliqueux, indociles, pillards, choisissant leurs chefs de guerre et partageant le butin, voilà pour Voltaire comme pour Montesquieu l'état primitif des conquérants des Gaules. « Les Tartares avaient leur *Cour-ilté*, dit-il dans son *Dictionnaire philosophique*, à l'article *États généraux*. Les Germains, selon Tacite, s'assemblaient pour délibérer. Les Saxons et les peuples du Nord, eurent leur *Wittenagemot* (6) ». « Le gouvernement des Français, lit-on ailleurs, fut d'abord celui de tous les peuples du Nord : tout se réglait dans les assemblées générales de la nation ; les rois étaient les chefs de ces assemblées ; et ce fut presque la seule administration des Français dans les

(1) Voir son ironie sur les distinctions nobiliaires, *Essai sur les mœurs*, chap. xcviij, *De la Noblesse*, Œuvres [196], t. XII, notamment p. 141.

(2) *Commentaire*, § 3, Œuvres [196], t. XXX, pp. 409-410. Cf. *Idées républicaines*, Œuvres [196], t. XXIV, p. 427, A. B. C., 1^{er} dialogue, *ibid.*, t. XXVII, pp. 322-323.

(3) *Commentaire*, Œuvres [196], t. XXX, p. 451.

(4) Article *Esprit des lois*, Œuvres [196], t. XX, pp. 11, 13 ; *Commentaire*, Œuvres [196], t. XXX, pp. 451-452.

(5) Art. *Esprit des lois*, Œuvres [196], t. XX, p. 5. *Commentaire*, XLII, Œuvres [196], t. XXX, p. 435.

(6) Œuvres [196], t. XIX, p. 34.

deux premières races, jusqu'à Charles le Simple (1) ». Lorsque Voltaire et Montesquieu caractérisent les Barbares, le ton et la couleur diffèrent plus que le fond des idées : les « peuples vaillants qui sortent de leurs forêts pour détruire les tyrans et les esclaves (2) », font simplement l'effet, chez Voltaire, de brigands mal disciplinés : « Toutes les hordes de Tartares et de Goths, de Huns, de Vandales et de Francs, avaient des chefs. Ces chefs d'émigrants étaient élus à la pluralité des voix, et cela ne pouvait être autrement, car, quel droit pourrait avoir un voleur de commander à ses camarades ? (3) » En regard de cette liberté grossière, Montesquieu place le despotisme impérial, tandis que Voltaire admire le gouvernement municipal de la Gaule romaine, « le meilleur parce qu'il est le plus naturel (4) ». Les Francs ne lui ont substitué que des assemblées irrégulières, tumultueuses, aisément dominées par l'influence d'un brigand habile et hardi. « Les temps, depuis Clovis jusqu'à Charlemagne, ne sont qu'un tissu de crimes, de massacres, de dévastations et de fondations de monastères, qui font horreur et pitié ; et après avoir bien examiné le gouvernement des Francs, on n'y trouve guère d'autre loi bien reconnue que la loi du plus fort (5) ». Si le règne de Charlemagne montre une « lueur de politesse (6) », son gouvernement fut despotique en fait, sinon en droit : les assemblées n'eurent « d'autre volonté que celle d'un maître qui savait commander et persuader (7). » Montesquieu ne s'était pas aveuglé sur les crimes des Barbares, mais il y voyait la rançon sanglante d'une régénération ; pour Voltaire, la barbarie est destruction pure et simple, ravage sans compensation.

(1) *Ibid.*, t. XIX, p. 180.

(2) *Esprit des lois* [28], liv. XVII, chap. v, t. II, p. 165.

(3) *Essai sur les mœurs*, chap. xviii, *Œuvres* [196], t. XI, pp. 271-272.

(4) *Histoire du Parlement*, avant-propos, *Œuvres* [196], t. XV, p. 446.

(5) *Essai sur les mœurs*, chap. xviii, *Œuvres* [196], t. XI, pp. 271-272.

(6) *Ibid.*, chap. xii, *Œuvres* [196], t. XI, p. 268.

(7) *Ibid.*, chap. xix, *Œuvres* [196], t. XI, p. 274.

Il envisage avec moins d'horreur la dernière période du moyen âge : temps de perfection pour Montesquieu, apogée du gouvernement gothique ; aube timide, selon Voltaire, promesse incertaine d'un jour meilleur. Au xiv^e siècle, l'entrée des Communes dans les assemblées nationales marque en France comme en Angleterre le commencement du progrès : « Après la folie des croisades, les princes ruinés vendent la liberté à des serfs de glèbe..., les villes sont affranchies ; les communes ont des privilèges ; les droits des hommes renaissent de l'anarchie même... A peine Philippe le Bel a-t-il rappelé les communes aux États généraux, que le roi d'Angleterre en fait autant pour balancer la grande puissance des barons (1) ». Les deux pays ont été gouvernés longtemps par des usages tout semblables, et leur différence actuelle tient à celle des situations physiques, des caractères et des mœurs (2). Ainsi, le contempteur du moyen âge voit s'ébaucher au xiv^e siècle une constitution qui « durera autant que les choses humaines peuvent durer (3) ». Mais il fallut de longs efforts pour la porter à sa perfection (4) ; et Voltaire ne conseille point à la France de chercher, dans les débris de ses institutions médiévales, le modèle d'un bon gouvernement. Il ne confond pas dans son mépris tous les aspects du moyen âge, mais au total la sympathie lui a manqué, sinon l'intelligence, pour ces siècles de violence, de grossièreté et de supersti-

(1) *Dictionnaire philosophique*, art. *Gouvernement*, section VI, *Œuvres* [196], t. XIX, pp. 293-294. Cette section VI est formée d'un *Tableau du Gouvernement anglais* qui, dans les premières éditions des *Questions sur l'encyclopédie*, se terminait ainsi : « Après avoir écrit cet article, j'ai relu le dernier article du livre XIX de *l'Esprit des lois*, dans lequel l'auteur fait un portrait de l'Angleterre sans la nommer. J'ai été sur le point de jeter au feu mon article, mais j'ai considéré que s'il n'a pas les traits d'esprit, la finesse, la profondeur qu'on admire dans le président de Montesquieu, il peut encore être utile ; il est fondé sur des faits incontestables, et on conteste quelquefois les idées les plus ingénieuses. » (*Œuvres* [196], t. XIX, p. 296, note.)

(2) Cf. art. *Etats généraux*, *Œuvres* [196], t. XIX, pp. 35-36 ; art. *Gouvernement*, section VI, *Œuvres* [196], t. XIX, pp. 294-295.

(3) Art. *Gouvernement*, section VI, *Œuvres* [196], t. XIX, p. 296.

(4) *Ibid.*, p. 297.

tion. La philosophie n'a pas besoin de la « faible lumière » qui sortit au xiv^e siècle d'un « abominable et ténébreux chaos (1) ». Qu'importe, d'ailleurs, au politique, l'origine des institutions ? L'histoire est faite de changements. « L'empire est aujourd'hui aussi différent de celui de Charlemagne que de celui d'Auguste. L'Angleterre ne ressemble pas plus à ce qu'elle était du temps de Guillaume le Conquérant que la France ne ressemble à la France du temps de Hugues Capet, et les usages, les droits, la *constitution*, sous Hugues Capet, n'ont rien des temps de Clovis : ainsi tout change d'un bout de la terre à l'autre. Presque toute origine est obscure, presque toutes les lois se contredisent de siècle en siècle (2). » Rien n'était moins conforme à la philosophie de Voltaire que l'idée d'une tradition de liberté, léguée par les barbares, et capable d'éclairer les esprits en exaltant les cœurs. S'il ne nie pas sur tous les points les thèses historiques de Montesquieu, il les dépouille de leur signification politique. Il enseignera aux Chastellux et aux Condorcet (3) la haine ou le mépris de l'âge féodal ; il ne verra dans l'ancienneté des privilèges qu'une raison de les extirper.

Les critiques de Voltaire, comme celles d'Helvétius, étaient purement négatives ; d'autres écrivains opposèrent, aux doctrines de l'*Esprit des lois*, leur propre idéal de perfection. Ainsi la théorie de l'absolutisme, que l'on pouvait croire décréditée après Montesquieu, se renouvelle dans la seconde moitié du siècle avec quelque vigueur. Mais l'influence de Bossuet reste étrangère à ce mouvement, et si l'on excepte quelques auteurs à gages,

(1) *Ibid.*, p. 293.

(2) *Histoire du Parlement*, avant-propos, *Œuvres*, t. XV, p. 445. Le mot *constitution* est souligné dans le texte.

(3) Cf. Chastellux, *Félicité publique* [99], t. II, chap. II, *Du sort de l'humanité dans les commencemens de la Monarchie Française et sous le gouvernement féodal*. L'auteur se réfère à l'« Essai sur l'histoire générale, le modèle des ouvrages *historico-philosophiques* », p. 49. Sur Condorcet, cf. ci-après dans ce chapitre.

on ne la reconnaît guère que chez le prolix et plat de Réal. Sa *Science du gouvernement* (1), reprend, en effet, la distinction ancienne entre le pouvoir arbitraire et le pouvoir absolu : le premier, commun à « presque tous les peuples de l'Asie, de l'Afrique, et de l'Amérique (2) », ne connaît ni principe, ni forme fixe ; le second « est subordonné à la loi de Dieu, à la justice, et aux règles fondamentales de l'État (3) ». Quant au gouvernement mixte, de Réal ne veut y voir qu'un composé bizarre, un assemblage hybride et toujours déchiré (4). Montesquieu, qu'il n'a ni goûté, ni approfondi (5), est, à ses yeux, l'incohérent zélateur d'une constitution vicieuse : « idole » du gouvernement anglais, il a lui-même réfuté ce « merveilleux système... par ces seuls mots, qui terminent son ouvrage : *Ce n'est point à moi à examiner si les Anglois jouissent actuellement de cette liberté ou non. Il me suffit de dire qu'elle est établie par leurs loix, et je n'en cherche pas davantage.* Pourquoi est-ce que l'Auteur n'en cherche pas davantage ?... L'Auteur n'a pas espéré de pouvoir justifier ses spéculations... il auroit trouvé que cette liberté tant vantée, n'existe que dans la théorie, et est nulle dans la pratique (6). » Cette prétendue réfutation satisfait M. de Réal dont la critique peu exigeante suit docilement les préjugés. Il va de soi que la constitution française lui paraît exactement conforme à son propre idéal : le gouvernement de France fut de tout temps monarchique et absolu ; États généraux et Parle-

(1) Parue en 8 volumes in-8°, de 1751 à 1764. (L'auteur, né en 1682, mourut en 1752.)

(2) *Science du Gouvernement* [184], t. I, introduction, chap. III, section I, p. 298.

(3) *Ibid.*, p. 304.

(4) *Science* [184], t. I, introd., chap. III, section III. Cf. notamment pp. 329, 336.

(5) De Réal affecte de ne pas nommer Montesquieu lorsqu'il le critique ; il ne le mentionne pas dans la bibliographie des auteurs politiques que contient le tome VIII de son ouvrage : peut-être ne pardonnait-il pas à l'*Esprit des lois* d'avoir rendu inutile la *Science du Gouvernement*.

(6) *Science* [184], t. I, introd. chap. III, sect. III, p. 376.

ments n'eurent que voix consultative (1) ; sa sereine assurance en ce point ignore tout de l'*Esprit des lois*, et ne veut d'autre garantie qu'un passage de Grégoire de Tours. La *Science du Gouvernement* supprime donc, en fait comme en droit, toute puissance indépendante du monarque ; et les « règles fondamentales » qui distinguent le pouvoir absolu du pouvoir arbitraire, sont pour de Réal, comme pour Bossuet, démunies de toute sanction.

L'originalité qui manque à M. de Réal abonde chez Linguet. Ce défenseur de l'absolutisme était un esprit indépendant. Avocat, publiciste, gazetier, écrivain fécond et plein de verve, il attaqua, dans sa longue carrière de polémiste, bien des hommes et bien des idées. Mais il honora Montesquieu d'une haine particulière. La réfutation de l'*Esprit des lois*, écrivait-il en 1767, à Voltaire qui l'encourageait, « paraît aussi facile que nécessaire (2). » On sait que dès 1764, il l'avait commencée dans son livre sur la *nécessité d'une réforme dans l'administration de la justice* ; mais sa critique, encore timide, n'attaquait l'*Esprit des lois* que sur quelques points. Elle tendait à abolir, dans les justices féodales, un des pouvoirs intermédiaires les plus chers à Montesquieu ; elle ne contestait pas, en principe, l'utilité de ces pouvoirs (3). Dans la *Théorie des lois civiles* et les *Lettres* (4) qui en forment le supplément, la contradiction est plus franche et pousse plus avant. En spéculant sur la nature de la propriété, Linguet crut y voir la source

(1) *Science du Gouvernement* [184], t. II, chap. VII, sect. I, pp. 31-32.

(2) A Voltaire, du 19 février 1767, *Œuvres* [196], édit. Garnier, t. XLV, p. 122. (Voir toute la lettre, pp. 121, 123, et la réponse de Voltaire, du 15 mars 1767, *ibid.*, pp. 161, 164.)

(3) « Les prérogatives de la Noblesse et du Clergé peuvent effectivement contribuer au maintien de la Monarchie... » (*Nécessité* [157], p. 57.) — « Du moment qu'une société s'établit, il faut qu'elle se subdivise en différens ordres, qui tous doivent avoir des marques distinctives. » (*Ibid.*, p. 75.)

(4) *Théorie des lois civiles, ou Principes fondamentaux de la société*, 1767. *Lettres sur la théorie des lois civiles*, 1770.

commune du droit politique et du droit civil. Son imagination lui montrait, à l'origine de la vie sociale, un spectacle de violence et d'inégalité : les chasseurs asservirent les agriculteurs ; « de là naquirent... les véritables obligations de la société, dont tous les devoirs peuvent se rapporter à deux points, commander et obéir (1) ».

De cette injustice première, une fois acceptée, Linguet tire les conséquences avec une impitoyable logique, une amère résignation. L'esclavage (2) et le pouvoir absolu (3) lui semblent les formes normales de la vie en société. Croire à une convention libre entre les peuples et les rois, c'est une chimère dissolvante, une menace perpétuelle contre l'ordre établi (4). En réalité, gouvernement et propriété se confondent : la possession des couronnes provient, comme celle des terres, d'une usurpation que le temps a légitimée (5). De cette parité de titres, résulte, entre les rois et les autres propriétaires, une parité d'intérêts : affaiblir le pouvoir royal, « le modifier, le restreindre, l'é luder », c'est ébranler, du même coup, « la possession générale (6) ». Et réciproquement, le souverain qui attente aux propriétés privées met en péril le même droit qui lui assure sa couronne (7). Toutes les conditions de l'ordre politique et de l'ordre civil, — ou plutôt de l'ordre social, où ils s'identifient, — peuvent se déduire, avec une certitude géométrique, de ces principes simples et universels (8).

Ils justifient l'unité de pouvoir et la simplicité des lois. La plus sûre garantie contre le désordre ou l'arbitraire, c'est la solidarité des sujets et du prince, l'intérêt commun qui les attache au maintien de la propriété (9).

(1) *Théorie* [158], t. I, liv. II, chap. ix, p. 294.

(2) Cf. t. II, liv. V, chap. iv, viii.

(3) *Théorie* [158], *Disc. préliminaire*, t. I, pp. 65 sqq.

(4) *Ibid.*, *Disc. prél.*, t. I, pp. 71-72.

(5) *Ibid.*, p. 65.

(6) *Ibid.*, p. 74.

(7) *Ibid.*, pp. 75-76.

(8) Cf. *ibid.*, pp. 34 sqq.

(9) *Théorie*, *Disc. préliminaire* [158], t. I, pp. 75-76.

Une insurrection, le cas échéant, pourrait venger les peuples d'un roi, qui, en attaquant leurs titres, diminuerait la valeur du sien (1). Quant aux combinaisons de corps intermédiaires, à la multiplicité des coutumes et des juridictions, loin d'améliorer le gouvernement, elles l'alourdissent et le dépravent. Entre ces deux termes corrélatifs : le roi et la nation, elles interposent la tyrannie des intérêts de classe. Elles favorisent l'irrégularité, c'est-à-dire le despotisme. A ces complications gothiques, Linguet aime à opposer l'auguste simplicité des gouvernements de l'Asie. Il en fait un éloge au moins à demi fantaisiste, qui est une satire retournée de la France de son temps : « Point de cette multiplicité de pouvoirs qui rend le vrai despotisme si dangereux ; point de cette vicissitude de droits et d'ordonnances, qui font que ce qui est juste aujourd'hui ne le sera plus demain ; point de ces décombres d'une puissance antérieure qui fatiguent le trône, et le font chanceler ; point de ces prétendus gardiens du peuple, qui ne songent qu'à augmenter leurs privilèges en feignant de réclamer les siens (2). » « La monarchie, telle qu'on la voit dans l'*Esprit des loix*, est un beau fantôme de la création de cet Auteur (3). » Linguet sera plus dur encore pour le gouvernement anglais, idole malfaisante de « reptiles philosophiques (4) » ; il dénoncera en Montesquieu, avec une virulence toujours accrue (5), le calomniateur de l'Orient, le panégyriste aveugle « des gouvernements mixtes de l'Europe, et des pouvoirs balancés, et de

(1) *Ibid.*, pp. 77, 79.

(2) *Théorie* [158], liv. IV, chap. xxxi, t. II, pp. 215-216. Cf. aussi p. 207.

(3) *Théorie* [158], *Disc. prélim.*, t. I, p. 93.

(4) *Lettres sur la théorie* [156], p. 94.

(5) Montesquieu, encore ménagé pour la forme, dans la *Théorie des lois civiles*, est violemment pris à partie dans les *Lettres*. Selon la *Théorie*, l'*Esprit des lois* reste, malgré ses erreurs, « un excellent ouvrage... la production d'un grand génie ». (T. I, liv. III, chap. viii, p. 404.) Mais l'auteur des *Lettres* a reconnu que ce livre « étoit précisément un ouvrage d'imagination, un vrai roman politique, où l'on n'employoit presque jamais des noms réels, que pour les placer à contre-sens ». [156], p. 28.

l'Aristocratie monarchique qui y écrase les Peuples (1) ». Mais, jusque dans l'outrance et dans l'insulte, il demeure fidèle à la logique de ses principes, rigoureusement incompatibles avec ceux de l'*Esprit des lois* : il oppose une doctrine à une doctrine, et non des injures à une gloire.

Linguet associe dans sa haine les physiocrates à Montesquieu : ces « insectes philosophiques, œconómiques », s'il faut l'en croire, sont « éclos de l'*Esprit des lois* et... s'en nourrissent ; la fermentation de cet ouvrage les a produits, comme la chaleur enfante dans un tas de bled une fourmilière de charançons qui le rongent (2). » Ce n'est là que l'expression satirique d'un fait que certains physiocrates ont très volontiers reconnu. « L'époque de l'ébranlement général qui a déterminé les esprits à s'appliquer à l'étude de l'Économie politique, remonte jusqu'à M. de Montesquieu. Ce furent les éclairs de son génie, les charmes de son style, la séduisante variété des tournures fines, vives, saillantes, qui caractérisent la multitude d'observations qu'il a rassemblées sur les Loix, qui montrèrent à notre Nation encore si frivole, que l'étude de l'intérêt des hommes réunis en société pouvoit être préférable aux recherches d'une métaphysique abstraite, et même plus constamment agréable que la lecture des petits romans (3). »

Ainsi parle, en 1769, Dupont de Nemours, qui, dès sa première jeunesse, faisait sa pâture de l'*Esprit des lois* (4) ; et ces lignes confirment celles qu'écrivait deux ans auparavant le marquis de Mirabeau, devenu disciple de Quesnay, mais resté reconnaissant pour son premier

(1) *Lettres sur la Théorie* [156], p. 75.

(2) *Lettres sur la Théorie* [156], p. 25.

(3) *Ephémérides du citoyen* [460], 1769, t. I, pp. XI-XII. (*Notice abrégée des différents écrits modernes qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique.*)

(4) *L'enfance et la jeunesse de Dupont de Nemours* [215], chap. v, p. 131

maître : « C'est Montesquieu qui a révélé à son siècle que l'étude des gouvernements est faite pour les hommes et qu'elle est même leur devoir ; et si les principes découverts après lui ont trouvé les têtes disposées, par la volonté du moins, à recevoir et faire germer cette semence favorable, nous en avons l'obligation première à l'impulsion qu'il avoit donnée, à son travail, à sa hardiesse, à ses talents et à leur succès (1). »

Mais si Montesquieu a donné l'impulsion au mouvement physiocratique, il ne l'a pas dirigé. Entre le système politique de l'école, et la théorie de Montesquieu, on ne peut guère discerner qu'une affinité très générale d'inspiration. Le même souci se manifeste, de part et d'autre, de soustraire la législation aux caprices de la volonté. Montesquieu définit les lois comme « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses » ; de même, dans la pensée des physiocrates, la loi positive ne doit être qu'une constatation : elle reconnaît et enregistre les conditions inhérentes à l'ordre social (2). Mais les relations nécessaires d'où dérivent les lois ne sont point conçues identiquement par Montesquieu et par les disciples de Quesnay. Montesquieu, dès le commencement de son ouvrage, pose la distinction des trois gouvernements ; il examine chaque forme en elle-même, sa vie propre, ses rapports avec les circonstances de temps et de lieu ; il ne songe point à réduire à l'unité ces relations multiples, à les condenser dans une formule d'où on puisse les tirer par déduction. L'enseignement le plus clair de sa politique, c'est qu'il serait vain de chercher un type de perfection universel et absolu. Or, cette recherche qu'il interdit, les physiocrates l'ont entreprise, et se sont flattés de l'avoir menée à bien. Dans les pages

(1) *Lettres sur la législation* [168], t. II, lettre X (datée du 24 novembre 1767), p. 621.

(2) Cf. Le Mercier de la Rivière, *Ordre naturel* [152] (Théorie de l'Ordre), t. I, 1^{re} partie, chap. VI, pp. 61, 64 ; 2^e partie, chap. XV, pp. 175-176. Mirabeau, *Lettres sur la législation* [168], t. I, lettre I.

où il a célébré l'*origine* et le *progrès* d'une *science nouvelle*, Dupont marque très clairement leur position envers Montesquieu :

« Songez que Montesquieu lui-même, si digne à tous égards d'instruire solidement le genre humain, nous a dit, comme un autre, que les principes du gouvernement doivent changer selon la forme de sa constitution, et que, sans nous apprendre quelle est la base primitive, quel est l'objet commun de toute constitution ou du gouvernement, vous avez vu cet homme sublime employer presque uniquement la finesse extrême, la sagacité supérieure de son esprit, pour chercher, pour inventer des raisons particulières à des cas donnés (1). »

Or, toutes les sociétés tendant à une fin identique, et déterminée par la nature de l'homme, les moyens pour y parvenir sont, eux aussi, invariablement déterminés.

« Il y a donc une route *nécessaire* pour approcher le plus qu'il est possible de l'objet de l'association entre les hommes, et de la formation des corps politiques. Il y a donc un *ordre*, naturel, essentiel et général, qui renferme les lois constitutives et fondamentales de toutes les sociétés..., un *ordre* qu'on ne pourrait abandonner entièrement sans opérer la dissolution de la société et bientôt la destruction absolue de l'espèce humaine.

« Voilà ce que ne savait pas Montesquieu (2). »

Faire abstraction du temps et de l'espace, déterminer par la raison pure la fin commune des sociétés, et en déduire les règles de leur organisation, telle fut la

(1) *Origine et progrès d'une science nouvelle* (1768), collection Daire [104], t. XII, p. 337.

(2) *Ibid.*, pp. 337-338. On peut remarquer l'analogie de cette méthode avec celle de l'ennemi des physiocrates, Linguet : lui aussi entend rattacher les lois civiles et politiques aux principes essentiels de l'ordre social. Mais pour Linguet, ces principes eux-mêmes ne découlent pas nécessairement de la nature humaine ; l'institution de la société est un événement fortuit. (Cf. *Théorie des lois civiles* [156], liv. II, chap. VIII.) Pour les physiocrates, au contraire, la société est elle-même le produit de la nécessité.

méthode des physiocrates (1) ; le résultat, non moins contraire à l'esprit de Montesquieu, devait être la répudiation des gouvernements mixtes ou tempérés, et l'apologie du despotisme. Cet ordre essentiel et universel, également nécessaire sous le soleil des tropiques et parmi les glaces du pôle, implique l'unité de pouvoir dans l'État. La fin de la société étant le bien de tous, la puissance chargée de la procurer doit avoir autorité sur tous : lui opposer des corps et des ordres, c'est mettre en balance l'intérêt public avec une somme restreinte d'intérêts particuliers ; diviser le pouvoir, c'est limiter son objet, c'est substituer un choc d'égoïsmes à la recherche du bien général. Voilà ce qu'enseigne Quesnay, posant pour première maxime du gouvernement économique : « Que l'autorité souveraine soit unique, et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers (2). » Les « contreforces » politiques, les distinctions d'ordres et de corps, démembrant la puissance commune, font oublier l'intérêt commun. « L'autorité partagée entre les différents ordres de l'État deviendrait une autorité abusive et discordante, qui n'aurait ni chef, ni point de réunion pour en arrêter les écarts et fixer le concours des intérêts particuliers à l'ordre et au bien général (3). » Quesnay précise les maux qui doivent en résulter, dans une analyse dont la forme

(1) En opposant la méthode des physiocrates à celle de Montesquieu, nous ne voulons pas dire que celle-ci soit purement expérimentale. La forme de l'*Esprit des lois* est déductive, et les définitions dont part l'auteur sont des axiomes abstraits ; mais, à mesure qu'il avance, il considère un nombre croissant de données d'expérience (climat, terrain, etc.), dont il cherche les relations avec la nature des gouvernements. (Voir à ce sujet l'article de M. Lanson sur *l'Influence de Descartes dans la littérature française*, *Revue de métaphysique et de morale* [521], 1896.) Au contraire, la politique des physiocrates forme un système clos d'abstractions ; elle dérive tout entière de leur conception des fins générales de l'activité humaine ; s'ils y introduisent l'expérience, c'est seulement à titre d'exemple ou par voie d'emprunts inconscients.

(2) *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole* (1758). Collection Daire [104], t. XII, p. 81.

(3) *Despotisme de la Chine*, chap. VIII. (*Œuvres*, édit. Oncken [183], p. 639.) *Le despotisme de la Chine* a paru dans les *Ephémérides* [460] de mars à juin 1767.

abstraite voile à peine les allusions au régime contemporain : le monarque voudrait rétablir par tous les moyens sa domination compromise ; l'ordre de la noblesse, « peu instruit de ses véritables intérêts », s'opposerait à l'imposition de ses terres ; les corps de bourgeoisie réclameraient des privilèges commerciaux : la société générale tendrait à se dissoudre en sociétés particulières (1). La logique, — secrètement renforcée par l'expérience prochaine, — condamne ici l'hypothèse optimiste de Montesquieu, pour qui les intérêts de classe finissent par se neutraliser au profit du corps social. Quant aux bienfaits du pouvoir absolu, Quesnay prétend les confirmer par l'exemple de la Chine, où l'autorité tutélaire, illimitée pour faire le bien, le fait par la nécessité inhérente à sa nature (2). Montesquieu lui-même, après avoir critiqué le gouvernement chinois, avait fini par y découvrir une ingénieuse discipline, un accord habilement ménagé entre le prince et la nation. Aussi Quesnay, faisant l'éloge du despotisme de la Chine, mentionne parfois Montesquieu, tantôt pour le combattre avec assez de force, tantôt pour le citer comme le plus sûr des garants (3).

Le « despotisme légal » que Quesnay admirait en Chine, trouva dans Le Mercier de la Rivière son théoricien le plus rigoureux. Le livre de *l'Ordre naturel et essentiel des sociétés*, que Diderot, dans un moment d'enthousiasme, mit fort au-dessus de *l'Esprit des lois* (4),

(1) *Ibid.*, p. 639.

(2) *Ibid.*, pp. 636 sqq.

(3) Cf. *Despotisme* [183], chap. VII, pp. 622 sqq., où Quesnay réfute les critiques de Montesquieu sur le gouvernement chinois. Mais au chapitre III, page 600, il cite longuement *l'Esprit des lois* sur la vertu des rites. Quesnay s'inspire également des *Mélanges intéressants et curieux*, t. V, dont l'auteur doit à Montesquieu certaines idées sur la Chine. (Cf. *Mélanges*, [189] t. V, 1764, pp. 164 sqq.)

(4) Voir sa lettre à Falconet (mai 1768) au sujet de La Rivière : « Je vous déclare que, pour de bons penseurs, il n'y a nulle comparaison à faire de son ouvrage à celui de Montesquieu. Je vous déclare que cent mille pointes et autant de phrases ingénieuses de celui-ci n'équivaudront jamais à une ligne solide, pleine de sens et grave du premier. » (*Œuvres*, édit. Tourneux [107], t. XVIII, p. 259.) Grimm prête avec assez de vrai-

tentait de prouver par l'évidence les principes de l'économie sociale et de la politique. L'auteur déduit de la constitution physique de l'homme, la nécessité de la propriété foncière, de l'état social, et de l'autorité tutélaire chargée de maintenir la sécurité de tous (1). Autorité qui ne saurait souffrir de partage : la diviser entre plusieurs mains, c'est « exposer l'intérêt public à toute la fureur des intérêts particuliers (2) ». En elle, doivent se confondre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, ou plus exactement le droit de constater les lois prouvées par l'évidence (3). Quand on attribue ce droit à la nation en corps, on oublie que, par elle-même, la nation n'est pas un organisme, mais une multitude divisée entre des intérêts particuliers, qui détournent chaque individu de rechercher le bien commun : au lieu qu'un chef suprême, perpétuel et héréditaire, « co-propriétaire » du produit des fonds de son royaume, identifie son intérêt propre avec celui de la société ; l'évidence de ce dernier s'impose donc à son esprit avec une force irrésistible (4).

La Rivière, dans sa confiance au pouvoir de la raison, réduit le problème de l'action de celui de la connaissance (5). Deux postulats commandent son système : l'un, que les vérités politiques sont susceptibles d'évidence ; l'autre, que le bien une fois connu se réalise nécessairement. La doctrine de la balance des pouvoirs, fondée, en dernière analyse, sur le sentiment de l'infirmité humaine dans la raison et le cœur, ne pouvait

semblance à La Rivière l'ambition de s'égalier à Montesquieu, et même de « renverser la statue de ce grand homme ». (*Correspondance littéraire* [456], t. VIII, p. 40, du 15 février 1768.)

(1) Cf. *Ordre naturel* [152], 1767, t. I^{er}, 1^{re} partie, chap. III. « La nécessité physique de la propriété foncière est la source où nous devons puiser toutes les institutions sociales qui constituent l'ordre essentiel des sociétés », p. 35.

(2) *Ordre naturel* [152], t. I, 2^e partie, chap. XVIII, p. 230.

(3) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. XV, p. 182.

(4) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. XVI, pp. 205 sqq. : chap. XIX, pp. 246 sqq.

(5) Cf. *Ordre naturel*, t. I, 1^{re} partie, chap. VII.

gagner nulle faveur chez cet intrépide géomètre (1). Il en fait une critique en règle, qui, sans nommer Montesquieu, le vise manifestement (2). Quelle force serait légitime contre l'évidence ? ou si l'évidence fait défaut, pourquoi deux pouvoirs mal éclairés vaudraient-ils mieux qu'un seul ? « Qu'est-ce que le projet de choisir un aveugle pour servir de guide à un autre aveugle ? (3) » L'auteur oublie que deux faiblesses peuvent se soutenir, deux connaissances imparfaites se compléter mutuellement. Son tort est de raisonner sur des métaphores comme sur des réalités. Il prouve aisément que deux forces en conflit s'annulent si elles sont égales, et que, si elles sont inégales, l'une des deux l'emportera : ainsi leur opposition ne produit que l'immobilité, ou une résistance inutile (4). Mais c'est là une vérité mécanique qui ne se transpose pas exactement dans l'ordre moral. Aussitôt après, La Rivière se réfute sans y penser, en rappelant à ses adversaires que la direction des forces morales n'est pas invariable comme celle des forces physiques (5). La distinction est fondée, sans doute, mais elle justifie la méthode des « contreforces », qui ne consiste point à entrechoquer des puissances

(1) Cf. *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. xi : « Le cardinal de Richelieu, pensant peut-être qu'il avoit trop avili les Ordres de l'État, a recours, pour le soutenir, aux vertus du Prince et de ses ministres, et il exige d'eux tant de choses qu'en vérité il n'y a qu'un ange qui puisse avoir tant d'attention, tant de lumières, tant de fermeté, tant de connoissances... », t. I, p. 198 ; liv. XI, chap. iv : « C'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Qui le diroit ! La vertu même a besoin de limites. » (t. I, p. 375.) Pour La Rivière, il est vrai, l'intérêt personnel du Prince, coïncidant avec l'intérêt général, garantit sa bonne volonté : mais c'est supposer que la passion ne peut obscurcir chez lui la vue de son intérêt fondamental. Mably et Rousseau toucheront aisément du doigt ce point vulnérable du système Cf. Mably, *Doutes*.... Lettre VII, *Œuvres* [160], t. XI, pp. 149 sqq. Rousseau, lettre au marquis de Mirabeau, du 26 juillet 1767, *Œuvres* [187], t. XII, pp. 24, 26.

(2) *Ordre naturel* [152], t. I, 2^e partie, chap. xxi. Voir page 268 : « Si l'auteur qui a le plus soutenu ce projet chimérique pouvoit me répondre... » etc.,

(3) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. xxi, p. 266.

(4) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. xxi, pp. 267-268. Cf. aussi chap. xvii, pp. 214-216.

(5) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. xxi, p. 268.

immuables, mais à éclairer des intelligences, à modérer des volontés par leur influence mutuelle. C'est La Rivière qui lui prête gratuitement une rigueur mathématique, inadéquate aux objets moraux ; il n'a pas su ou voulu distinguer ce qu'on entendait par les métaphores approximatives d'*équilibre* et de *contrepoids*. Il a beau jeu contre une doctrine que son interprétation littérale a déformée. Puis, fort de ce facile triomphe, il entreprend l'apologie du despotisme, conclusion logique des principes qu'il a cru démontrer (1).

Les despotes nous font horreur parce qu'ils sont arbitraires : mais l'arbitraire est chez eux l'effet de l'ignorance, le caprice d'une volonté mal éclairée. Une fois instruit sur les conditions de l'ordre naturel et essentiel, le despote, voyant le bien, ne voudra que le bien ; son intérêt même le lui commande, puisqu'il ne se distingue pas de l'intérêt public. Son despotisme sera celui de l'évidence ; ses ordres soumettront les esprits comme des théorèmes bien démontrés. Et, poussant à bout la confusion entre politique et géométrie, La Rivière, comme exemple de despote légal, cite... Euclide :

« Euclide est un véritable despote ; et les vérités géométriques qu'il nous a transmises, sont des loix véritablement despotiques : leur despotisme légal et le despotisme personnel de ce Législateur n'en font qu'un, celui de la force irrésistible de l'évidence : par ce moyen, depuis des siècles, le despote Euclide regne sans contradiction sur tous les peuples éclairés (2). »

Mais pour régner comme Eúclide, il faut que le despote ne se trompe jamais ; et l'auteur ne peut se dissimuler que la solidarité même du chef avec le corps social, ne le garantit pas de toute erreur. Aussi admet-il en pra-

(1) Cf. *Ordre naturel* [152], t. I, 2^e partie, chap. xxii, xxiv.

(2) *Ordre naturel* [152], t. I, 2^e partie, chap. xxiv, pp. 311-312.

tique des correctifs au gouvernement personnel. Pour assurer la découverte de l'évidence, il veut favoriser l'instruction publique, la liberté de discussion : ainsi l'opinion pourra servir de conseiller au despote (1). La Rivière fait plus encore, il introduit dans l'État une véritable division de pouvoirs : il refuse à l'autorité suprême le droit de juger, qu'il réserve à un corps de magistrature (2). A défaut de cette précaution, « le pouvoir d'instituer des loix ne trouveroit dans les lumières et dans les *devoirs* du Magistrat, aucune ressource contre les surprises qui pourroient être faites au Législateur (3) ». Entendons qu'au droit de juger s'unit le droit de remontrance. L'auteur s'en explique en quelques pages, que colorent des réminiscences inattendues de Montesquieu :

« Les Magistrats dépositaires, gardiens et organes des loix, deviennent, en quelque sorte, des loix vivantes ; et par cette raison, la Magistrature occupe *nécessairement* dans la société la place marquée par les loix, entre la puissance législative et tous ceux qui doivent obéir aux loix. Dans tous les temps on l'a regardée comme formant le lien commun qui unit l'état gouverné à l'État gouvernant (4). »

Et ce pouvoir intermédiaire ne sera pas « dépendant » : comme le despotisme s'exerce au nom de l'évidence, il perdra son autorité s'il a l'évidence contre lui ; il s'ensuit qu'une loi évidemment injuste sera nulle pour les Magistrats. Ils devront refuser de l'appliquer, même sur l'ordre du Prince (5) ; et en revanche, leur obéissance aux lois nouvelles fera foi pour le reste de la nation de leur justice et de leur nécessité (6). Ici, le système vacille

(1) Cf. *Ordre naturel* [152], t. I^{er}, 1^{re} partie, chap. VIII.

(2) Cf. *ibid.*, t. I^{er}, 1^{re} partie, chap. XII. Pourtant, il attribue au souverain le droit de casser les jugements pour vice de forme, mais non de les modifier. (*Ibid.*, t. II, 3^e partie, chap. XXV, pp. 8 sqq., 13).

(3) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. XIII, p. 146.

(4) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. XIII, p. 146.

(5) *Ibid.*, t. I, 2^e partie, chap. XIII, pp. 155 sqq.

(6) *Ibid.*, chap. XIII, p. 152.

et semble près de s'écrouler : ce despotisme légal ressemble à l'oligarchie des Parlements. On le remarqua d'autant mieux que M. de La Rivière avait siégé comme conseiller au Parlement de Paris. Grimm a raillé l'inconsistance de ce despotisme, « qui a néanmoins besoin d'un corps de magistrats pour être les gardiens de la *certitude* et pour attester aux peuples que le souverain suit *l'évidence*, le tout, pour montrer la nécessité *physiquement essentielle* des parlements de France et de leur droit de faire des remontrances, et cela, parce que l'auteur a été autrefois conseiller au Parlement... (1) ». Mais les réclamations des Cours Souveraines alléguaient les lois fondamentales du royaume, les privilèges et les précédents : contre le despote légal, les Magistrats ne pourraient fonder leur résistance que sur des principes abstraits, sur la raison primitive et essentielle des lois (2). La Rivière les arme de l'évidence, mais il les démunit de toute tradition. Son idée d'une magistrature, rejetant au nom de l'évidence les lois présentées par le Souverain, est comme la transposition dans l'absolu des prétentions parlementaires. En fait, elle tendait, elle aussi, à la dualité des puissances, à l'introduction d'une « contre-force » plus redoutable que les pouvoirs « subordonnés » de Montesquieu. Comme il arrive aux novateurs, La Rivière ne détruisait cette conception traditionnelle que pour le relever sur d'autres fondements.

Mais par ses principes et ses tendances, la politique des physiocrates différait profondément du libéralisme de l'*Esprit des lois* : sa logique impérieuse et égalitaire éliminait le droit historique et nivelait la hiérarchie. Aussi le marquis de Mirabeau, quand un entretien avec Quesnay, en juillet 1757, l'eut éclairé sur la science nouvelle, ne s'attarda guère à chercher des compromis :

(1) *Correspondance littéraire* [456], t. VII, 15 octobre 1767, p. 447.

(2) Cf. *Ordre naturel* [456], t. I, 2^e partie, chap. XIII, pp. 155 sqq.

il fit « sauter » à son amour-propre la « barrière du désaveu ». (1). M. Weulersse observe toutefois que sa conversion ne fut pas immédiate puisque, en 1758, il réimprimait à la suite de l'*Ami des Hommes* le *Mémoire sur les États provinciaux* où l'empreinte de Montesquieu est si visiblement marquée ; mais l'introduction qu'il y ajoutait, alourdie de dissertations confuses sur la raison première des lois, commençait déjà à se ressentir de l'influence du Docteur (2). En 1759, la dernière partie de l'*Ami des Hommes* reproduit le « tableau économique » de Quesnay avec des « explications », et l'année suivante la *Théorie de l'impôt* développe la conception physiocratique du « produit net » des terres, seule base de la contribution (3). Dès cette époque, le Marquis était agrégé à la secte économique ; mais ce sont *Les Lettres sur la législation*, en 1767 et 1768 (4), qui devaient abjurer les erreurs politiques de l'*Ami des Hommes*, avec cette sorte de solennité burlesque qui est propre à Mirabeau. Au grand déplaisir de son frère, le bailli, qui ne voulait pas renoncer aux corps intermédiaires (5), le Marquis prône désormais les « idées d'uniformité ». Il sépare résolument la politique de l'histoire. Lui qui avait admiré jadis « l'ancienne constitution de la Monarchie », et les « siècles écoulés depuis saint Louis jusqu'à

(1) *Précis de l'ordre légal* [171], p. 223. Ces mots sont extraits d'une lettre à J.-J. Rousseau, publiée dans le *Précis* (1768), où le marquis raconte à son correspondant les circonstances de sa conversion. Quesnay avait écrit, dit-il, en marge de l'*Ami des Hommes* : « L'enfant a tété de mauvais lait, la force de son tempérament le redresse souvent dans les résultats, mais il n'entend rien aux principes. » (*Ibid.*, p. 223.) Sur l'entretien décisif de juillet 1757, entre Quesnay et Mirabeau, voir le *Précis*, pp. 223 sqq. et le livre de M. Weulersse sur le *Mouvement physiocratique* [516], t. I, pp. 55 sq.

(2) Cf. *Introduction au mémoire (Ami des Hommes)* [167], t. III, pp. 45 sqq.

(3) *Théorie de l'impôt* [172], 3^e entretien, pp. 70, 77.

(4) Les *Lettres* publiées alors dans les *Ephémérides du citoyen* [460] parurent en trois volumes (Berne, 1775), sous ce titre suggestif : *Lettres sur la législation ou L'Ordre légal dépravé, rétabli et perpétué*.

(5) Cf. Ripert, *Le marquis de Mirabeau* [506], pp. 390 sq. De Loménie, *les Mirabeau*, t. II, p. 382.

nos guerres de religion (1) », ne cherchera plus dans le passé qu'une instruction toute négative, le tableau des erreurs et des vices qui ont faussé l'état social : *Dépravation de l'ordre légal*, tel est le titre éloquent de l'introduction historique qui forme la première partie de ses *Lettres sur la législation*. Elle montre comment l'humanité oublia les vraies lois fondamentales, lois simples, universelles, dérivant de la constitution physique de l'homme (2), et dont un génie bienfaisant, Quesnay, devait nous rendre la notion (3). Pendant ces siècles d'égarement, l'orgueil et l'intérêt ont décoré du nom de loi fondamentale, une foule d'abus que la coutume imposait à la raison ; l'ordre légal s'est dépravé chez tous les peuples, à l'exception pourtant de ces Chinois dont l'*Ami des Hommes* mettait en doute le savoir et l'habileté (4). Combattant les thèses familières au libéralisme traditionnel, le Marquis leur porte des coups autrement directs et sûrs que ceux de Mercier de La Rivière : il a l'intelligence intime d'opinions qu'il a professées, et sa critique en atteint le fond. C'est par l'histoire qu'il dément des prétentions qui invoquaient l'histoire ; mais le passé lui offre désormais une figure toute nouvelle. Le gouvernement féodal issu des Germains, — police admirable dans l'*Ami des Hommes*, — lui paraît incompatible avec l'ordre et la prospérité (5). C'est en vain qu'on prétend former de ses débris une constitution politique. « Nous avons toujours eu des rois, dira l'*Éloge de Sully* ; mais une constitution,

(1) *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. v, pp. 94-95.

(2) *Lettres sur la législation* [168], t. I, lettre I, pp. 4, 9 ; lettre III, p. 128 ; t. II, lettre XI, p. 776.

(3) Cf. *Lettres* [168], t. I, lettre VI, pp. 367 sqq. Il y a, dans l'enthousiasme des physiocrates, pour ces vérités suprêmes, enfin retrouvées, quelque chose de religieux, qui fait songer aux Saint-Simoniens.

(4) Sur les Chinois, cf. *Lettres* [168], t. I, lettre I, pp. 20, 22 ; lettre IV, pp. 205-206 ; et *passim*. (Cf. au contraire *Ami des Hommes* [167], t. I, chap. iv, p. 61.)

(5) *Lettres* [168], t. I, lettre I, p. 48.

jamais. (1). » Un assemblage incohérent d'usages gothiques et de lois romaines, « un monstre d'irrégularités et de contradictions (2) », c'est ainsi que l'*Éloge* définit la législation de la Monarchie française dont l'*Ami des Hommes* exaltait « l'inébranlable constitution et solidité ». Et dénonçant, avec une rare vigueur, l'équivoque des précédents historiques, Mirabeau déclare « absurde de vouloir tirer des inductions des us et coutumes anciennes, et constater les droits que voudroient s'attribuer les corps, les personnes et les familles, en vertu de ressemblance de formules ou de dénominations... Quoi qu'il en soit, pour retrouver cette constitution tant réclamée, il faut des yeux plus perçants que les miens (3). » Impitoyable pour les ambitions des corps et des ordres (4), le Marquis n'admet, ni le gouvernement représentatif, qui oppose le Prince aux sujets (5), ni les « contrepoids politiques » (6), qui retardent le bien sans empêcher le mal. Il ne doit y avoir qu'une puissance, comme il n'y a qu'une vérité ; les contreforces sont l'expédient des siècles d'ignorance :

« Que ne munissons-nous aussi nos maisons de tours, de créneaux, de machicoulis et de meurtrières ? Que ne marchons-nous armés de toutes pièces... ? Tel étoit l'habit de noces des âges de contreforces et des puissances émules de l'autorité souveraine (7). »

Un pouvoir éclairé n'a pas plus besoin de contrepoids que les *Éléments* d'Euclide (8), et la restauration de

(1) *Éloge de Sully*, dans les *Éphémérides du citoyen* [460], 1770, t. VII, p. 18.

(2) *Ibid.*, p. 19.

(3) *Éloge de Sully* [460], pp. 19-20.

(4) « Dans le fait, l'encens constitue le premier ordre de l'État ; l'argent le second, et la misère le troisième. Auquel des trois auriez-vous regret, si, soufflant sur toutes ces barrières, considérées comme contrepoids dans l'État, l'on venoit à faire table rase pour ne reconnaître d'autre constitution que la propriété, l'inattaquable et sacrée propriété ? » (*Lettres* [168], t. I, lettre IV, p. 202.)

(5) *Lettres* [168], t. I, lettre II, pp. 100-101.

(6) *Ibid.*, t. II, lettre XI, pp. 720 sqq.

(7) *Ibid.*, t. II, lettre XI, p. 750.

(8) *Ibid.*, t. II, lettre XI, p. 802.

L'ordre légal amènera le règne du pouvoir éclairé. Comme Le Mercier de la Rivière, Mirabeau veut instituer le despotisme de l'évidence. C'est au nom de l'évidence que le Prince dictera ses lois ; c'est l'évidence qu'on devra lui opposer, s'il arrive que sa raison obscurcie égare sa volonté (1). L'opinion publique, dirigée par l'instruction (2), le vœu des Assemblées de propriétaires (3), les représentations des Magistrats (4), voilà les seules contreforces qui puissent, le cas échéant, modérer ou arrêter l'autorité tutélaire : elles dérivent, comme la Souveraineté même, d'un droit unique et absolu : celui de la vérité.

En fait, ces assemblées de propriétaires rappellent les États provinciaux, et ces corps de Magistrature, les Parlements. Mais l'idéal politique du Marquis s'est constitué désormais sur une base abstraite. Il ne reste à peu près rien dans ces constructions rationnelles de l'esprit traditionnel et féodal qui l'accordait à Montesquieu : plus de privilèges ni d'ordres rigoureusement séparés. Quelques ménagements pour la noblesse (5), une indulgence relative pour l'ancienne féodalité (6), évoquent seulement çà et là le Mirabeau d'antan. En revanche, son goût des systèmes, déjà sensible dans

(1) Cf. *ibid.*, t. II, lettres XI et XII.

(2) *Ibid.*, t. II, lettre XI, p. 812. Cf. aussi lettre XII et tout le tome III, *Stabilité de l'ordre légal*.

(3) *Ibid.*, t. II, lettre X, pp. 675, 683.

(4) *Ibid.*, pp. 664-665. Sans reconnaître formellement aux magistrats le droit de résistance, Mirabeau pense qu'une loi évidemment absurde ne pourrait être appliquée.

(5) Cf. *Lettre* [168], t. I, lettre III, p. 126 ; lettre IV, pp. 188, 190. Mirabeau admet encore la noblesse comme une part de la propriété, comme un héritage glorieux ; mais elle ne doit pas conférer de fonction transmissible (lettre IV, p. 194).

(6) Voir *Le discours de rentrée des assemblées économiques pour l'hiver 1776-1777* : « On a pris à tâche dans ces derniers temps de livrer à l'anathème le gouvernement féodal ; il n'est écrivain qui à peine en traite l'histoire sur des tables chronologiques, qui ne lui donne son lardon... L'ordre féodal ne fit point la barbarie, il aida même en quelque manière à en sortir, et empêcha qu'elle ne détruisît tout... Le régime féodal, seul *intérim* qui puisse régir un pays de conquête en attendant des lois, ne vaut rien toutefois. » (*Manuscrits économiques* [197], p. 137, note. Cf. aussi *Lettres*, t. I, lettre I, p. 49.)

l'Ami des Hommes, s'est accentué fortement sous l'influence de Quesnay. Si Montesquieu reste pour lui un « génie à jamais recommandable à la postérité (1) », son œuvre n'est plus le dépôt de la vérité politique ; il a préparé la science et ne l'a point faite ; il a donné l'impulsion aux esprits, mais sans déterminer pour eux la route à suivre ni le but à chercher. Il a négligé les principes de l'Économie sociale, pour étudier la structure interne de chaque gouvernement. « Nos deux objets n'ont rien de commun... J'examine les choses dans leur principe et dans leur pureté primitive ; il les voyoit dans leurs effets et dans leur corruption. Nous ne suivons ni le même plan, ni la même doctrine. Il tourna ses spéculations vers les loix établies, selon les vues politiques des gouvernements ; mes principes remontent plus haut (2) ». *Remonter plus haut*, tel était le besoin des intelligences systématiques devant l'œuvre de Montesquieu : elle éveillait leur curiosité sans la satisfaire pleinement ; sa brièveté sur les principes généraux de l'Institution sociale leur donnait l'impression d'un vide à remplir ; leur rationalisme n'avait plus assez de modestie ou de prudence pour comprendre la sagesse de certaines omissions.

Ce besoin de certitude abstraite, que satisfaisait pour les physiocrates le despotisme légal, orientait d'autres esprits vers la doctrine de la souveraineté populaire : son plus célèbre représentant, J.-J. Rousseau, apprécie les mérites et les insuffisances de *l'Esprit des lois* en termes que Mirabeau ou Dupont eussent pu adopter. Montesquieu, selon lui, s'est arrêté à mi-chemin dans ses recherches ; il n'a pas voulu s'élever jusqu'aux principes dont dépend la perfection idéale et universelle de l'État. « Le droit politique est encore à naître, disait

(1) *Lettres* [168], t. II, lettre X, p. 621. (Cf. pp. 617, 622.)

(2) *Ibid.*, pp. 621-622.

l'Emile... Le seul moderne en état de créer cette grande et inutile science eût été l'illustre Montesquieu. Mais il n'eut garde de traiter des principes du droit politique ; il se contenta de traiter du droit positif des gouvernements établis ; et rien au monde n'est plus différent que ces deux études.

Celui pourtant qui veut juger sainement des gouvernements tels qu'ils existent est obligé de les réunir toutes deux : il faut savoir ce qui doit être pour bien juger de ce qui est (1). »

Mais, *ce qui doit être*, désigne pour les physiocrates une nécessité physique, pour Rousseau, une exigence morale. Les préceptes universels, que La Rivière et Mirabeau prétendaient tirer de la constitution physique de l'homme, Rousseau les demande au sentiment du juste et de l'injuste : de là vient son idée du pacte, qui fonde la société sur le consentement des individus, et substitue légitimement, à la liberté naturelle, la souveraineté du corps social (2). Souveraineté illimitée, car chaque individu s'engage envers l'État, et l'État ne peut s'engager envers soi-même (3) ; indivisible, puisqu'elle appartient au tout, et non à la partie (4) ; incommunicable, car un être collectif ne peut être représenté que par lui-même (5). Il semble d'abord que de tels principes, excluant la pérennité des lois, — toujours dépendantes du corps du peuple, (6) — la division des pouvoirs (7) et le gouvernement repré-

(1) *Emile*, liv. V. (Ap. Vaughan, *Political Writings of Rousseau* [188], t. II, p. 147.)

(2) *Contrat social* [188], liv. I, chap. I, VII.

(3) *Ibid.*, liv. I, chap. VII. Cf. aussi liv. II, chap. XII.

(4) *Contrat social* [188], liv. II, chap. II.

(5) *Ibid.*, liv. II, chap. I.

(6) « Il n'y a ni ne peut y avoir nulle espèce de loi fondamentale pour le corps du peuple. » (*Contrat*, liv. I, chap. VII, Vaughan, *Political writings* [188], t. II, pp. 34-35.)

(7) « Nos politiques, ne pouvant diviser la souveraineté dans son principe, la divisent dans son objet : ils la divisent en force et en volonté, en puissance législative et en puissance exécutive ; en droits d'impôt, de justice et de guerre... Les charlatans du Japon dépècent, dit-on, un enfant aux yeux des spectateurs, puis, jetant en l'air tous ses membres

sentatif (1), renferment la négation la plus complète des doctrines de Montesquieu.

L'opposition est pourtant moins irréductible qu'il ne semble : elle se lève en partie par la distinction très nette que Rousseau établit entre la *Souveraineté* et le *Gouvernement* : la première étant le pouvoir de faire les lois, le second, l'agent qui les applique (2). Si la Souveraineté doit nécessairement résider dans le corps du peuple, le gouvernement est susceptible de diverses modifications. L'union du pouvoir exécutif au pouvoir législatif est permise en droit, mais non requise : « Pour être légitime, il ne faut pas que le gouvernement se confonde avec le Souverain, mais qu'il en soit le ministre (3). » Il suffit, en d'autres termes, qu'il tienne sa fonction du peuple, en vertu d'une commission régulière, et d'ailleurs révocable (4). Mais le pouvoir législatif doit appartenir à la nation, sans restrictions, sans intermédiaire et sans partage ; Rousseau n'admet pas le système représentatif, vestige « du gouvernement féodal, de cet inique et absurde gouvernement dans lequel l'espèce humaine est dégradée, et où le nom d'homme est en déshonneur (5) ». La condition nécessaire et suffisante de la liberté, c'est l'exercice du pouvoir législatif par les assemblées du peuple, telles que les connurent les cités antiques, et même les monarchies « des Macédoniens et des Francs » (6). Si cette condition est remplie, la Monarchie elle-même

l'un après l'autre, ils font retomber l'enfant vivant et tout rassemblé. Tels sont à peu près les tours de gobelets de nos politiques. » (*Ibid.*, liv. II, chap. II, p. 41.)

(1) « La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point. » (*Ibid.*, liv. III, chap. xv, p. 96.)

(2) *Ibid.*, liv. III, chap. I. Cf. aussi l'article *Economie politique*, publié en 1755 dans l'*Encyclopédie* (*Political Writings* [188], t. I, p. 241.)

(3) *Contrat* [188], liv. II, chap. VI, p. 50, note. Cf. liv. III, chap. I.

(4) *Ibid.*, liv. III, chap. I. L'institution du gouvernement n'est donc pas un contrat, qui obligerait les deux parties (liv. III, chap. XVI-XVII).

(5) *Contrat social* [188], liv. III, chap. XV, p. 96. Sur l'inanité de la liberté anglaise, cf. *ibid.*, p. 96.

(6) *Contrat social* [188], liv. III, chap. XII, p. 93.

devient « républicaine », c'est-à-dire légitime : « J'appelle... république tout état régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être (1) ».

Ainsi, deux éléments distincts composent le système de Rousseau : la théorie de la souveraineté, absolue dans ses prescriptions comme l'impératif catégorique, la théorie des gouvernements, qui, entre plusieurs formes légitimes, nous enseigne à comparer et choisir. La première condamne sans doute la Monarchie selon Montesquieu, où « le Prince est la source de tout pouvoir politique et civil (2) ». Mais, la seconde permet un Roi et des corps intermédiaires pour faire exécuter les lois. *A priori*, les gouvernements les plus divers sont plausibles, depuis la démocratie pure, où l'exécutif se confond avec le Souverain, jusqu'à la Monarchie, où il se resserre entre les mains d'un seul homme. Ce sont des circonstances concrètes, terrain, population, climat, qui déterminent pour chaque pays la forme la plus convenable. Rousseau reprend à ce sujet, et développe avec une précision presque mathématique, les distinctions familières à Montesquieu (3). Comme lui, du reste, il incline à préférer les formes complexes, qui divisent et tempèrent les pouvoirs : « Il n'est pas bon que celui qui fait les lois les exécute (4) » ; et la démocratie pure est un régime dangereux par cela même qu'elle exige trop de vertu (5). S'il voit dans l'aristocratie élective le meilleur des gouver-

(1) *Ibid.*, liv. II, chap. vi, p. 50.

(2) *Esprit des lois* [28], liv. II, chap. iv, t. I, p. 119.

(3) Cf. *Contrat social* [188], liv. III, chap. iv et chap. viii. Rousseau étend fort loin l'influence politique du climat, « principe établi par Montesquieu », dont on sent toujours mieux la vérité (liv. III, chap. viii, p. 82). Cf. aussi liv. II, chap. viii, chap. xi.

(4) *Contrat social* [188], liv. III, chap. iv, p. 72.

(5) « Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » (*Contrat* [188], liv. III, chap. iv, p. 74.) Rousseau approuve Montesquieu d'avoir assigné la vertu pour principe à la République ; il ajoute, il est vrai, que faute de distinguer entre *gouvernement et souveraineté*, « ce beau génie... n'a pas vu que l'autorité souveraine étant partout la même, le même principe doit avoir lieu dans tout État bien constitué » ; mais il reconnaît que la vertu est plus ou moins nécessaire « selon la forme du gouvernement » (liv. III, chap. iv, p. 73, t. II).

nements (1), il admire dans la monarchie une savante « machine », au mouvement souple et majestueux (2); il cherche les conditions nécessaires à son bon fonctionnement : il y faut des « ordres intermédiaires, ...des princes, des grands, de la noblesse », pour remplir le grand intervalle qui sépare le peuple du Roi (3).

Ce goût des combinaisons subtiles s'affirme en plus d'une page du *Contrat*. Lorsqu'il s'agit de régler le jeu du pouvoir exécutif, l'apôtre véhément de la souveraineté populaire s'assimile toutes les finesses de la technique de Montesquieu. Pour assurer la dépendance de l'Exécutif envers le Souverain, il conseille le gouvernement « mixte », c'est-à-dire divisé entre plusieurs corps; ou encore le gouvernement « tempéré » par « des magistrats intermédiaires qui, laissant le gouvernement en son entier, servent seulement à balancer les deux puissances et à maintenir leurs droits respectifs (4). » Comment Rousseau savait à l'occasion appliquer ces maximes, on le voit par les conseils qu'il adresse, en la personne de d'Ivernois, au parti « représentant » de Genève. Loin d'aigrir, chez ces plébéiens, l'inquiétude démocratique, il prêche la modération; il parle d'éviter « la plus dure aristocratie », mais aussi la démocratie extrême (5), de modérer les corps l'un par l'autre, d'assurer la « balance » et l'équilibre dans « la machine », « sans rien changer aux principales pièces », en modifiant seulement l'action des « ressorts » (6). Tout cela est d'un homme qui a médité sur la *Polysynodie* de l'abbé de Saint-Pierre, mais plus encore sur les rouages

(1) *Contrat* [188], liv. III, chap. v.

(2) *Ibid.*, liv. III, chap. vi.

(3) *Contrat* [188], liv. III, chap. vi.

(4) *Ibid.*, liv. III, chap. vii, p. 82.

(5) Lettre du 9 février 1768. *Œuvres*, édition Hachette [187], t. XII, p. 57.

(6) *Ibid.*, p. 58. Voici encore une formule qui rappelle Montesquieu par le tour et par la pensée : « Si le conseil général, auteur des lois, veut être juge des faits, vous n'êtes plus citoyens, vous êtes magistrats : c'est l'anarchie d'Athènes, tout est perdu. » (*Ibid.*, p. 60.)

et les contrepoids de Montesquieu; le *Contrat*, au lieu de démentir, comme on l'a cru, les enseignements de l'*Esprit des lois*, en restreint le champ d'application, mais en reconnaît l'excellence.

Il s'en faut même qu'aux yeux de Rousseau, la souveraineté populaire, toujours nécessaire en droit, soit toujours possible en fait : le climat, le terrain, les coutumes d'un peuple peuvent s'y opposer invinciblement (1). « Quand une fois les coutumes sont établies et les préjugés enracinés, c'est une entreprise dangereuse et vaine de vouloir les réformer (2) ». En conseillant aux Polonais de n'affranchir leurs serfs qu'avec prudence (3), Rousseau ne démentira pas son *Contrat social* : « le sage instituteur », avait-il dit dans cet ouvrage, « ne commence pas par rédiger de bonnes lois en elles-mêmes, mais il examine auparavant si le peuple auquel il les destine est propre à les supporter (4). » Et, après avoir énuméré les conditions nécessaires à une législation libre, il conclut que le seul terrain propice à l'œuvre d'un « sage instituteur » est en Europe l'île de Corse (5). Livre de spéculation pure, ou manifeste aux Genevois (6), son *Contrat* du moins n'était pas un plan de réforme pour la France. « Émouvoir les masses énormes qui composent la monarchie française » lui semblait, dès 1756, un projet inutile

(1) *Contrat social* [188], liv. II, chap. VIII, x.

(2) *Contrat social*, [188], liv. II, chap. VIII, p. 55, t. II.

(3) *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, chap. VI, *Political writings* [188], t. II, pp. 445-446.

(4) *Contrat social* [188], liv. II, chap. VIII, pp. 54-55, t. II.

(5) *Ibid.*, liv. II, chap. x, p. 61.

(6) Les Genevois possédaient, en effet, cette législation libre, et Rousseau prétend, dans la sixième de ses *Lettres de la Montagne*, qu'il écrivit le *Contrat* pour apprendre à ses compatriotes les moyens de la conserver. (*Lettres, Pol. writings* [188], t. II, p. 203.) Le préambule de son livre 1^{er} atteste une préoccupation patriotique. « Né citoyen d'un État libre, et membre du souverain, quelque faible influence que puisse avoir ma voix dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour m'imposer le devoir de m'en instruire : heureux, toutes les fois que je médite sur les gouvernements, de trouver toujours dans mes recherches de nouvelles raisons d'aimer celui de mon pays ! » (*Contrat*, liv. I, p. 23.) De même, dans la préface de l'*Esprit des lois*, Montesquieu rend grâce au ciel de l'avoir fait naître dans un gouvernement qu'il aime.

et dangereux : « Que le gouvernement actuel soit encore celui d'autrefois, ou que, durant tant de siècles, il ait changé de nature insensiblement, il est également imprudent d'y toucher (1). » Il se fit d'ailleurs une règle de ne pas intervenir dans les affaires d'un pays dont il était l'hôte et non le citoyen (2) ; à peine s'il osa glisser dans le *Contrat social* un éloge assez mal venu de Choiseul (3). Les Français, s'ils l'avaient voulu, eussent pu trouver dans son livre des raisons de conserver leur gouvernement, car les conditions qu'il requiert pour instituer une république faisaient assurément défaut à la France du temps. Rousseau n'aura pas tort d'alléguer, dans ses *Lettres de la montagne*, qu'il a respecté tous les gouvernements et rendu hommage aux Monarchies (4). Se soumettre aux lois, en garder l'esprit, maintenir les ordres intermédiaires et les pouvoirs subordonnés, le *Contrat social* n'infirme en rien ces conseils pratiques de Montesquieu ; on peut même dire qu'il les confirme.

Pourtant, il serait paradoxal d'avancer que l'esprit du livre fût conservateur : il veut qu'on accepte la monarchie, mais il fait aimer la république. « Ceux qui parviennent dans les monarchies ne sont le plus souvent que de petits brouillons, de petits fripons, de petits intrigants, à qui les petits talents, qui font dans les cours parvenir aux grandes places, ne servent qu'à montrer au public leur ineptie aussitôt qu'ils y sont parvenus (5). » « On sait bien qu'il faut souffrir un mauvais gouvernement quand on l'a ; la question seroit d'en trouver un bon (6) ». Telle est l'éternelle inconséquence de Jean-Jacques : il prêche la résignation et n'est pas résigné ;

(1) *Jugement sur la polysynodie*, *Political writings* [188], t. I, p. 416.

(2) *Confessions* [235], liv. IX, t. II, p. 217. Liv. XI, t. II, pp. 414-415.

(3) *Contrat social* [188], t. II, liv. III, chap. vi, p. 78 ; cf. *Confessions* [235], liv. XI, t. II, pp. 400, 431-432.

(4) *Lettres de la Montagne*, lettre VI (*Political writings*) [188], t. II, p. 205.

(5) *Contrat social* [188], liv. III, chap. vi, p. 78, t. II.

(6) *Ibid.*, p. 81

dans ses conseils de soumission, frémit un accent de révolte (1). Si Montesquieu a paru suspect de complaisances républicaines, pouvait-on reconnaître un défenseur de la monarchie en celui qui disait si âprement leur fait aux « politiques royaux » (2) ? La vérité est pourtant que tous deux, le baron de La Brède et le citoyen de Genève, sont à la fois monarchistes et républicains ; mais l'idéal républicain, tout platonique chez Montesquieu, avait dans le cœur de Rousseau de vives et profondes racines. Et c'est pourquoi le *Contrat* s'oppose au libéralisme si modéré de l'*Esprit des lois* : les frêles garanties dont Montesquieu se contente, Rousseau ne prescrit nullement de les repousser, mais il inspire à ses lecteurs le désir et l'idée d'autre chose.

Comme Rousseau, le baron d'Holbach suit une méthode rationnelle. Persuadé que la saine politique se déduit aisément de la nature humaine et des fins générales de la société (3), il ne reconnaît aux gouvernements qu'une base légitime, la volonté de la nation :

« Quelque [sic] soit la forme d'un gouvernement, les droits de la Souveraineté, pour être légitimes, doivent être uniquement fondés sur le consentement des Peuples (4) ».

C'est de ce consentement que les lois fondamentales tirent leur autorité ; elles sont les expressions authentiques de la volonté du corps social, qui seul peut les modifier ou les détruire (5). L'idée de « loi fondamentale »

(1) Voir l'étude de M. Lanson sur *l'Unité de la pensée de Rousseau* *Annales J.-J. Rousseau* [517], 1912.)

(2) Notons cependant au passage que certains esprits conservateurs ont su se prévaloir du *Contrat*. En 1790, un pamphlet opposa au parti démocratique les préceptes de *Jean-Jacques Rousseau aristocrate* (Aulard, *Histoire politique de la Révolution* [473], p. 26, note.) L'abbé Georgel fait remarquer que le *Contrat* désavouait par avance la Révolution. (*Mémoires* [220], t. II, p. 244.) Cf. aussi ci-après chap. XII. Il y aurait des recherches à faire sur l'influence contre-révolutionnaire de Rousseau.

(3) *Politique naturelle* [139] (1773), t. I, p. v.

(4) *Ibid.*, t. I, discours III, p. 87.

(5) *Ibid.*, t. I. Disc. III, pp. 92-93.

se dépouille chez d'Holbach de tout caractère traditionnel ; il insiste même longuement sur les dangers de la tradition, de l'attachement superstitieux qui maintient, dans les gouvernements modernes, « des monuments informes, des amas de Loix, de Droits, d'Usages contradictoires ; de machines compliquées, incapables de se mouvoir avec facilité, qui s'arrêtent à tout moment (1) ». La féodalité lui semble un brigandage (2), et le privilège une injustice (3) ; il voudrait remplacer les titres de noblesse par des distinctions toutes personnelles (4). Mais ces principes n'impliquent, chez lui, de préférence exclusive pour aucune forme de gouvernement : il parle sans amour des républiques dont le ressort n'est pas la vertu, mais la passion excessive de l'égalité (5) ; il reproche à Montesquieu d'exclure la la vertu des monarchies (6) et signale dans le Gouvernement d'Angleterre les dangers de la corruption (7). Son idéal politique se rapproche cependant du régime anglais : c'est le juste équilibre du pouvoir et de la liberté, assuré par la représentation élective de la nation (8). Ainsi, d'Holbach, plus encore que Rousseau, admet des tempéraments à l'exercice des droits populaires. Il reconnaît même aux corps privilégiés quelque valeur pour combattre le despotisme, qui est pour lui comme pour Montesquieu la honte et le fléau de l'humanité (9) :

« La Noblesse, le sacerdoce, la Magistrature ont été

(1) *Ibid.*, t. I, disc. II, p. 79. Cf. aussi t. II, disc. VII, p. 115.

(2) *Ibid.*, t. I, disc. II, p. 68 ; *Ethocratie* (1776) [138], p. 46 et note.

(3) *Politique naturelle* [139], t. I, disc. III, pp. 122-123.

(4) *Ethocratie* [138], chap. iv, p. 43.

(5) *Politique naturelle* [139], t. I, disc. II, pp. 68-69.

(6) *Ethocratie* [138], chap. ii, p. 12.

(7) *Politique naturelle* [139], t. I, disc. II, pp. 70-71. D'Holbach avait fait, en 1765, un voyage en Angleterre d'où il était revenu fort déçu. (Voir Diderot, lettres à M^{lle} Volland, des 20 septembre et 6 octobre 1765, *Œuvres* [107], t. XIX, pp. 179-180 et 182.)

(8) *Politique naturelle* [139], t. I, disc. II, pp. 73, 75. Disc. III, pp. 134, 135.

(9) Sur les horreurs du despotisme voir, au tome II de la *Politique naturelle*, le cinquième discours. (Montesquieu y est cité, page 22.)

successivement les organes, les défenseurs des Nations. Il est vrai que souvent les Peuples furent trompés ; le rempart dont ils espéroient se couvrir les écrasa de son propre poids, ou les livra lâchement au pouvoir qu'ils redoutoient. Tout Corps qui a droit de parler au Monarque... est sûr de s'attirer la confiance des Sujets... Cette disposition peut servir à nous expliquer pourquoi, de l'aveu tacite d'une Nation, il se forme quelquefois dans son sein des Représentants, des Protecteurs, des Organes qu'elle n'a point expressément choisis. A moins que le torrent du Despotisme ne parvienne à tout renverser, il s'élève, pour ainsi dire, de soi-même, des digues à l'Autorité (1) ».

Le quatrième discours de la *Politique naturelle* fait en termes exprès l'éloge de la magistrature et lui attribue le droit de représenter la nation, dans les pays où le système électif n'est pas en usage : elle y « devient tout naturellement et d'elle-même un rempart, toujours nécessaire entre l'Autorité Suprême et la Liberté des Sujets (2) ». Ces lignes, parues en 1773, se ressentent de la sympathie qu'inspiraient à la France les Parlements ébranlés par M. de Maupeou ; elles montrent bien que la critique de la tradition, chez le baron d'Holbach, n'aboutissait pas nécessairement à des négations pratiques.

On trouve plus d'intransigeance dans les méditations républicaines de M. Rouillé d'Orfeuil (3). Cet officier, à l'esprit vif, curieux et indépendant, devait être familier avec Voltaire, Rousseau et Montesquieu ; les traces de ces trois philosophes sont entre-croisées dans l'ou-

(1) *Politique naturelle* [139], t. I, disc. III, p. 135. Cf. *Ethocratie* [138], chap. vi, p. 83.

(2) *Politique naturelle* [139], disc. IV, pp. 222-223.

(3) Rouillé d'Orfeuil, colonel, puis brigadier de dragons, a écrit : *l'Ami des François* (1771), *l'Alambic moral* (1773), *l'Alambic des lois* (1773). Le fond des idées est le même dans ces trois ouvrages, mais le dernier seul fait connaître avec précisions la pensée de l'auteur sur Montesquieu.

vrage où il a exprimé, sans beaucoup d'ordre mais avec verve et franchise, ses idées sur l'homme, la société et le gouvernement. Il rappelle Voltaire par ses boutades contre le clergé (1), Rousseau par sa confiance dans la bonté de la nature et dans l'innocence primitive de l'homme, qui ne naît pas « carnacier » (2). Les deux premiers livres de son *Alambic des loix* avec leur éloge des mœurs champêtres, leur critique du luxe, de la liberté des femmes et de l'éducation artificielle, semblent tout pleins de la morale de Rousseau. En politique, comme en toute chose, Rouillé d'Orfeuil pense qu'il faut se guider sur la simplicité de « la bonne et sage nature (3) ». Aussi l'*Esprit des lois*, dont il fait un ample commentaire, paraît l'avoir déconcerté par ses complications. Son respect pour le « génie vaste et sublime (4) » de Montesquieu n'empêche pas que « beaucoup de choses dans l'*Esprit des lois* » ne soient pour lui inintelligibles ou inexactes (5). La substance de ce commentaire, tantôt sympathique et tantôt acerbé, pourrait se résumer en quelque mots : Rouillé d'Orfeuil admire et adopte en principe l'idéal républicain tel que Montesquieu l'a défini ; il rejette totalement sa conception du gouvernement monarchique (6). Sa critique sur ce dernier point n'est qu'un étonnement presque scandalisé. Convaincu qu'il n'existe pour tous les gouvernements qu'un seul objet et un seul principe (7), il ne peut concevoir l'utilité possible de privilèges odieux et d'un

(1) Cf. *Alambic des loix* [185], liv. V, chap. x.

(2) *Alambic des loix* [185], liv. I, chap. III, p. 21.

(3) *Ibid.*, liv. III, chap. I, p. 58.

(4) *Alambic des loix* [185], pp. 85-267. (Sous le titre d'*Observation (sic)* sur l'*Esprit des loix*.)

(5) *Alambic des loix* [185], liv. IV, p. 84.

(6) Montesquieu « a sublimement traité l'esprit des loix des républiques ». (Liv. IV, p. 130.) « Tout ce que l'auteur dit des républiques est de la plus grande beauté et doit servir de règle pour tous les gouvernements. » (Liv. IV, pp. 265-266.) « En adaptant aux monarchies tout ce que l'auteur dit des républiques, on en fera de belles, bonnes et admirables monarchies. » (Liv. IV, p. 135.)

(7) *Ibid.*, liv. IV, pp. 133, 135.

honneur sans vertu. Les chapitres qui opposent l'honneur monarchique à la vertu républicaine lui paraissent « entièrement faux, et même dangereux (1) ». *Privilège* signifie pour lui vassalité tyrannique, juridiction ridicule et mal fondée, gêne pour le commerce et l'agriculture, par suite, perte de population (2). Féodalité, prérogatives, diversité des coutumes (3), Rouillé d'Orfeuil repousse en bloc ces archaïsmes politiques si chers à Montesquieu :

« A en juger par tout ce que dit l'auteur, on pourroit regarder le gouvernement monarchique comme le plus dangereux et le plus mauvais de tous les gouvernements (4) ».

Les motifs de ces répugnances achèvent de s'éclairer, quand on rapproche du commentaire sur Montesquieu les pages où Rouillé d'Orfeuil examine le gouvernement présent de la France (5). C'est dans l'*Esprit des lois*, s'il faut l'en croire, que l'auteur a pris le courage de les écrire (6) ; mais elles forment à ses objections le plus savoureux des suppléments. Deux principes commandent, chez Rouillé d'Orfeuil, la critique de la Monarchie traditionnelle : le dédain de l'histoire, fondé sur la différence du présent et du passé ; le respect pour l'équité naturelle, qui ne souffre pas d'accommodements. « Tout ce qui est injuste et contre nature, ne peut jamais rien valoir (7). » La tradition, par cela seul qu'elle est ancienne, est incapable de répondre à nos besoins : « J'ai malheureusement pour moi perdu beaucoup de temps que je regrette de

(1) *Ibid.*, liv. IV, p. 104.

(2) Liv. IV, pp. 86 sqq.

(3) *Ibid.*, liv. IV, pp. 126-127, 159.

(4) *Alambic des loix* [185], liv. IV, p. 124.

(5) *Ibid.*, liv. V.

(6) « Le propre du génie est d'exalter l'imagination des lecteurs..., je l'éprouve moi-même... Ce travail sur l'*Esprit des loix* a enflammé mon âme d'un désir violent d'entrer en lice... Cette ivresse enfle mes forces... J'ose entreprendre d'examiner la législation de la France... » (*Ibid.*, liv. IV p. 266. Les points de suspension sont dans le texte.)

(7) *Ibid.*, liv. IV, p. 113.

· tout mon cœur, à lire tout ce qu'on a écrit sur l'origine de la France..., de la féodalité..., des fiefs..., des droits..., de la vassalité..., etc... » Pénible et décevante recherche, d'où l'on ne retient « qu'une foule de mots barbares, comme *Scandinaves...*, *Bructères...*, *Vandales...*, *Lombards...*, *Sicambres...*, *Sarrazins...*, *Gôts...*, *Visigôts...*, *Ostrogôts...*, etc... » — « Qu'avons-nous besoin de tout cela maintenant ?... Nous ne ressemblons certainement à aucun de tous ces messieurs-là (1). » Dépouillée de toute auréole de légende, la noblesse lui apparaît dans sa triste réalité : « écrasée, avilie, » « mercenaire », incapable d'être « bonne à rien » : le prétendu lien qu'elle formait entre le prince et le peuple est rompu depuis longtemps (2). « J'entends dire, et je lis partout que la noblesse est la gloire de la monarchie... La féodalité est donc utile et même nécessaire..., elle existe depuis Constantin et même avant..., tout comme on voudra..., tout cela peut être ; mais moi, qui n'ai pas de foi à tout ce qui est *histoire*, je vois, en ruminant tout ce que j'ai lu, et tout ce que j'observe, que la féodalité a toujours été la cause première de tous les désordres qui ont régné en France, et que tant qu'elle existera, rien n'ira bien... (3) » A l'utilité chimérique de la noblesse s'oppose le mal trop réel de son oisiveté, de ses prérogatives, de ses pensions. « Une bande de griffonneurs » dira-t-elle que les nobles vont à la guerre ? « Je le sais bien, réplique Rouillé d'Orfeuil, mais ceux qui aiment le militaire n'iroient-ils pas de même s'ils n'étoient pas nobles ? (4) » Ainsi s'évanouit, sous les coups de cette critique alerte, le prestige du « pouvoir intermédiaire le plus naturel ». L'auteur propose d'abolir

(1) *Ibid.*, liv. V, chap. VIII, p. 301. (Les points de suspension sont dans le texte.)

(2) *Ibid.*, liv. IV, pp. 110-111.

(3) *Alambic des loix* [188], liv. V, chap. VIII, p. 300. Les points de suspension sont dans le texte.

(4) *Ibid.*, liv. V, chap. IX, p. 308.

ou de racheter les droits féodaux, et de remplacer la noblesse par un ordre de chevalerie sans hérédité (1). De même, pour la vénalité des charges (2), la pluralité des juridictions (3), la diversité des lois (4) : Rouillé d'Orfeuil fait ressortir, en des tableaux parfois hauts en couleur, combien ces survivances du passé sont injustes en elles-mêmes et inutiles pour le présent. Son livre est le plaidoyer de la raison contre la tradition et de la justice contre le préjugé. La conclusion de son enquête sur l'état de la France, c'est que « tout ce qui existe a beaucoup d'inconvénients, et n'a aucune utilité (5). »

Le moyen de régénérer un gouvernement, c'était, pour Montesquieu « de rappeler les principes » : Rouillé d'Orfeuil réclame, en outre, le droit « de les rectifier, s'ils ne sont plus analogues au génie actuel de la Nation (6) ». Les plans d'organisation qu'il propose comme « un essai..., une ébauche (7) », procèdent de principes républicains. L'auteur s'était persuadé qu'« en adaptant aux monarchies » les enseignements de Montesquieu sur les républiques, on obtiendrait « de belles, bonnes et admirables monarchies (8) ». Son adaptation, d'ailleurs très personnelle, dénote un souci de l'équilibre politique qu'il doit peut-être à Montesquieu : « Le gouvernement d'une Nation est une combinaison mécanique..., il ne s'agit que de *tenir toujours en équilibre la puissance des chefs et l'intérêt des parti-*

(1) *Ibid.*, liv. V, chap. VIII, p. 305. — Il y a cependant sur ce point quelque incertitude dans sa pensée : au livre VI, chapitre VI, il admet la distinction des classes sociales et déclare que sauf exceptions très rares, les enfants ne devront pas quitter la classe de leur père (p. 437). Mais la distinction des classes, telle qu'il la présente dans ce passage, est fondée sur la diversité des aptitudes et des fonctions et n'implique pas de privilège féodal.

(2) *Ibid.*, liv. IV, pp. 118, 121 ; liv. V, chap. XI.

(3) *Ibid.*, liv. IV, p. 129 ; liv. V, chap. XIII, pp. 319, 321.

(4) *Ibid.*, liv. IV, pp. 126-127, 261, 265 ; liv. V, chap. XIV.

(5) *Ibid.*, liv. V, chap. XXIV, p. 407.

(6) *Alambic des loix* [185], liv. V, chap. XXIV, p. 408.

(7) *Ibid.*, liv. VI, chap. I, p. 421.

(8) *Ibid.*, liv. IV, p. 135.

culiers (1) ». Il ne laisse au Prince dans la Monarchie que le pouvoir régulateur du Sénat dans la République (2) ; mais, à cette condition, le gouvernement monarchique est préférable au républicain, parce que plus simple, plus naturel et « conforme aux loix de la mécanique (3) ». Un roi, chef de la puissance exécutrice, mais réduit à une inspection générale, renonçant à nommer aux places (4), et, le cas échéant, révocable par la nation (5), des États généraux représentant le Peuple, dépositaires du pouvoir législatif (6), élisant des conseils d'État qui tiendraient lieu de ministres (7), telle est la constitution politique dont rêve Rouillé d'Orfeuil. Les intendants céderaient la place à des conseils d'intendance (8) ; le Parlement, divisé en autant de classes qu'il y a de provinces, ne formerait qu'un seul corps, chargé de l'administration de la Justice, et recruté par cooptation (9). Enfin, la censure, les privilèges, la multiplicité des juridictions, seraient effacés de cette France libre et unifiée (10). Un tel programme rappelle la *Polysynodie* de l'abbé de Saint-Pierre, en même temps qu'il présage l'œuvre de la Constituante. De l'ancien régime, Rouillé d'Orfeuil ne retient plus guère que les noms et le décor ; il ne se rapproche de Montesquieu que par le principe abstrait qui exige la séparation et l'équilibre des pouvoirs.

A mesure que le siècle avance, les réactions contre la partie traditionnelle des conceptions de Montesquieu

(1) *Ibid.*, liv. III, chap. I, p. 59. (Souligné dans le texte.) Cf. aussi liv. IV, p. 159.

(2) *Ibid.*, liv. III, chap. I, p. 59.

(3) *Ibid.*, liv. III, chap. II, p. 60. (Cf. aussi chap. I, pp. 59-60.)

(4) *Ibid.*, liv. VI, chap. III, p. 427 ; liv. III, chap. VI, p. 71.

(5) *Ibid.*, liv. III, chap. II, p. 61.

(6) *Ibid.*, liv. VI, chap. II, pp. 423 sqq. Cf. aussi liv. V, chap. XXIV ; liv. III, chap. VI, p. 71.

(7) *Ibid.*, liv. VI, chap. II, p. 424 sq. Cf. aussi liv. V, chap. XXIV.

(8) *Ibid.*, liv. III, chap. VI, p. 71 ; liv. V, chap. XXIV ; liv. VI, chap. II, pp. 424 sqq.

(9) *Ibid.*, liv. VI, chap. IX, p. 449.

(10) *Ibid.*, liv. V, chap. XXIV.

s'affirment et se précisent. Sa Monarchie des corps intermédiaires ne satisfaisait ni la raison géométrique, ni la rigoureuse équité ; elle ne se distinguait pas assez de réalités contemporaines médiocrement aimées. Vers 1785, un prélat grand seigneur, Cicé de Boisgelin, écrivant des *Réflexions sur l'Esprit des lois* (1), renouvelle les griefs principaux d'Helvétius. Il accuse Montesquieu d'avoir négligé le droit pour le fait, et justifié les abus existants (2). Ne voyant dans les corps intermédiaires de la monarchie française que les instruments de l'arbitraire, cet archevêque n'admet même pas les immunités du Clergé (3). S'inspirant à la fois de l'économie physiocratique, de la liberté anglaise (4) et de l'idéal républicain (5), il veut fonder l'organisation politique sur des principes rationnels :

« Établissez la liberté personnelle sur les fondements inébranlables de la persuasion universelle ; rendez la propriété sainte et inviolable comme le culte des dieux ; sachez maintenir dans toute son intégrité le pouvoir de chaque citoyen dans la République... Voilà le principe de tout état humain, la liberté, la propriété, la puissance (6) ».

Même défaut de sympathie dans un commentaire anonyme de l'*Esprit des lois*, conservé aux Archives Nationales, et qui date, selon toute apparence, des dernières années de l'ancien régime (7). L'auteur, qui semble

(1) Ces *Réflexions* n'ont pas été publiées, et le manuscrit reste la propriété de la famille de Boisgelin. Nous les connaissons par l'analyse qu'en a faite M. l'abbé Lavaquery dans son ouvrage sur le *Cardinal de Boisgelin* [492].

(2) Le *Cardinal de Boisgelin* [492], t. I, chap. VII, sect. V, p. 299. Dans son *Art de juger* (1789), Cicé de Boisgelin formule incidemment la même critique sur Montesquieu : « C'est l'Esprit des loix de France qu'il explique, qu'il justifie et qu'il ne réforme pas. » (*Art de juger* [35], p. 28.)

(3) Le *Cardinal de Boisgelin* [492], t. I, chap. VII, sect. V, p. 301.

(4) *Ibid.*, p. 300.

(5) *Ibid.*, pp. 303-304.

(6) *Ibid.*, p. 300.

(7) *Observations sur l'Esprit des loix*, Archives Nationales, M. 847, 4¹ et 4². Ces *Observations* forment en tout neuf cahiers, dont les feuillets sont numérotés de 1 à 312 ; mais il manque les pages 68-145 ; le commen-

habitué à la clarté des axiomes et à la rigueur des syllogismes, ne trouve dans les théories monarchiques de Montesquieu qu'imprécision et obscurité. Tant de réticences, d'approximations, de contradictions réelles ou apparentes tiennent son esprit dans l'inquiétude. Il ne sait ce qu'il faut entendre par loi fondamentale :

« Je demande s'il faut que ces loix fondamentales soient avouées et reconnues dans une monarchie.

« Je demande quelle est la loi fondamentale avouée et reconnue dans la monarchie de France (1) ».

Les pouvoirs intermédiaires ne l'embarrassent pas moins ; il chicane sur les termes de *pouvoirs* et de *rangs* intermédiaires tour à tour employés par Montesquieu (2) ; il ne conçoit pas que des corps « subordonnés et dépendants » puissent s'opposer efficacement à l'arbitraire des ministres : « On a parlé des pouvoirs intermédiaires, comme s'ils devoient tempérer la monarchie. On oublie ce qu'on a dit. On n'oppose plus d'autre force à la monarchie que celle de la plainte, et de la prière (3) ».

Les privilèges, qui sont des sacrifices faits aux intérêts particuliers, ne peuvent convenir dans un gouvernement qui doit tendre comme tous les autres à l'intérêt général :

taire s'étend jusqu'au livre IX inclus, mais les observations sur ce livre ne sont pas complètes. Aucune introduction ne précède cet ouvrage inachevé, et aucun indice ne nous a permis d'identifier l'auteur. Le fond des idées, le ton général des observations, et aussi certaines allusions, montrent qu'il écrivait sous Louis XVI, et vraisemblablement à une date très rapprochée de 1789. P. 63, un mot sur les « révolutions que nous avons éprouvées d'un bout de la France à l'autre vers la fin du dernier règne », désigne apparemment le coup d'État Maupeou. — P. 269, l'auteur parle du fonctionnement d'assemblées provinciales où l'on vote sans distinction d'ordres : il ne peut s'agir que des assemblées organisées par Necker en 1778-1779, ou plutôt encore par Brienne en 1787-1788, ce second essai ayant eu plus d'ampleur que le premier. — P. 270, il définit son temps comme « un siècle où toutes les classes de citoyens ont appris à discuter les principes du pouvoir et de la soumission », où « la seule demande des états généraux est devenue le cry de la nation », où « L'Empereur a vu plier sous les puissantes habitudes d'une antique constitution tous les instrumens du pouvoir arbitraire, et de ses brusques innovations. » (Allusion probable à l'échec des réformes de Joseph II.) Enfin, dans un passage de la page 39, nous croyons voir une allusion à la demande des États généraux faite par les Parlements en 1787.

(1) *Observations sur l'Esprit des loix* [3], p. 27.

(2) *Ibid.*, pp. 37-38.

(3) *Ibid.*, p. 37.

« Car enfin les loix sont faites, doivent être faites pour les hommes, pour le plus grand nombre d'hommes, pour le peuple. Si les loix doivent être faites pour le peuple, les prérogatives qui ne s'établissent jamais qu'à ses dépens, les privilèges qui sont des faveurs, des exceptions aux regles communes doivent contredire les loix, et si la monarchie devenue populaire, comme elle peut l'être, détruisoit tout ce qui contredit les loix naturelles, les loix favorables au peuple, pourroit-on dire que la monarchie fût par là-même corrompue dans son principe (1) ».

Cet espoir d'une monarchie devenant « populaire » achève de détourner l'auteur de la monarchie de Montesquieu et de ses vacillants appuis : pouvoir temporel du clergé (2), contrôle équivoque des parlements, qui, longtemps favorables à l'autorité royale, n'ont servi la nation qu'en demandant les États généraux (3); exemptions injustes de la noblesse, qui tend elle-même à se rapprocher du reste des citoyens (4). Il faut, certes, un contrepoids à la puissance exécutrice (5), mais le commentateur le demande à quelques réformes où s'attachaient beaucoup d'espérances vers 1788 : le consentement des impôts par la nation (6), l'institution d'assemblées provinciales (7), la périodicité des États généraux. « Les assemblées provinciales devenues les états de chaque province et les états généraux devenus périodiques deviendront dans l'ordre de l'administration ce que les parlemens ont été dans celui de la législation, et la France aura comme une monarchie réglée, une constitution nationale » (8).

(1) *Ibid.*, p. 262.

(2) Cf. *Observations* [3], pp. 35-36.

(3) *Ibid.*, p. 39.

(4) P. 269.

(5) *Ibid.*, p. 30.

(6) *Ibid.*, pp. 264-265.

(7) *Ibid.*, pp. 41, 269.

(8) *Ibid.*, p. 41.

L'idée d'une monarchie nationale, opposée à celle de la monarchie tempérée par des ordres et des corps, trouva vers la fin du siècle un vigoureux défenseur en la personne de Condorcet. Disciple des Physiocrates et de Rousseau, attentif au mouvement des affaires publiques, il a refait la critique de l'*Esprit des lois* avec une âpreté singulière, mais qui vient, au moins en partie, des entraînements de l'action (1). Condorcet n'était pas, en effet, insensible à la grandeur de Montesquieu ; et quand Voltaire s'oublia jusqu'à mettre la *Félicité publique* sur le même plan que l'*Esprit des lois*, une lettre de Condorcet le rappela au sentiment de la mesure : rangeant Montesquieu comme Voltaire lui-même, parmi les « défenseurs de l'humanité », elle justifiait la « vénération publique » acquise à son nom par « la foule de vérités grandes et utiles » dont son livre est rempli malgré ses « fautes » (2). Mais ailleurs Condorcet approuve l'ensemble des critiques de Voltaire (3), et ses propres appréciations signalent dans l'œuvre de Montesquieu plus de « fautes » que de vérités. Son *Essai sur les Assemblées provinciales* traite l'*Esprit des lois* comme un ouvrage vieilli et par là dangereux ; c'est le sort de Montesquieu, comme celui de Descartes, de raffermir les préjugés après les avoir ébranlés :

« Tous deux ingénieux, hardis, doués d'une imagination brillante, d'une sagacité profonde, systématiques par goût et par la difficulté de trouver dans le temps où ils ont vécu, des bases suffisantes pour élever des théories

(1) En effet, Condorcet était homme de parti, et combattait en Montesquieu, à la veille de la Révolution, une autorité dont les aristocrates aimaient à se couvrir. (Voir ci-après chap. XI et XII.) Mais sa critique est plus et mieux qu'une querelle de circonstance ; nous nous attacherons à le montrer ici.

(2) Condorcet à Voltaire, du 20 juin 1777, *Œuvres de Voltaire* [196], édit. Garnier, t. L, pp. 237-238.

(3) « Voltaire a souvent critiqué l'*Esprit des lois*, mais presque toujours avec justice. » (*Vie de Voltaire*, parue en 1789 dans l'édition de Kehl, t. LXX. *Œuvres de Voltaire* [196], t. I, p. 283.)

solides ; tous deux séduisant les lecteurs par leur style comme par leurs idées ; mêlant enfin à leurs erreurs de nombreuses vérités, ou nouvelles, ou éclaircies, et toujours embellies par eux. S'ils ont détruit les obstacles qui s'opposaient au progrès des lumières, ils en ont créé de nouveaux ; mais la reconnaissance de la postérité doit rester la même, parce qu'ils ont appris à vaincre ces obstacles qu'eux-mêmes ont fait naître, en donnant l'exemple de tout soumettre à l'examen de la raison (1). »

Chez Condorcet, la prétention de « tout soumettre à l'examen de la raison » ne souffre aucune des limites que la raison même imposait à Montesquieu. Mathématicien politique, convaincu que « la vérité, la raison, la justice, les droits de l'homme, l'intérêt de la propriété, de la liberté, de la sûreté, sont les mêmes partout », qu'« une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes, comme une proposition vraie est vraie pour tous (2) », il refuse de plier la vérité éternelle et universelle aux variations des climats, des coutumes, des préjugés (3). Le « grand esprit » de Charlemagne fait sourire ce philosophe du progrès (4). Toute sa critique suppose l'idée qu'il existe une vérité politique, indépendante des circonstances, et saisissable par le raisonnement. Il ne cesse de reprocher

(1) *Essai sur la constitution et les fonctions des Assemblées provinciales* (1788), 1^{re} partie, art. IV, *Œuvres* [100], édit. Condorcet O'Connor et Arago, t. VIII, p. 187. — Voir aussi *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1793-1794). *Œuvres* [100], t. VI, pp. 187 sqq.

(2) *Observations sur le 29^e livre de l'Esprit des lois*, publiées en 1817, à la suite du *Commentaire* de Destutt de Tracy, sans indication sur les circonstances de leur composition. (*Commentaire* [42], p. 458.)

(3) Cf. *De l'influence de la révolution d'Amérique sur l'Europe*, *Œuvres* [100], t. VIII, p. 18 ; *Vie de Turgot*, *Œuvres* [100], t. V, p. 116.

(4) « Le grand esprit de Charlemagne peut-il être cité au XVIII^e siècle dans la discussion d'une question de philosophie ? Ce n'est sans doute qu'une plaisanterie... » (*Observations sur l'Esprit des lois*, *Commentaire* [42], p. 56.) Il est à noter que, dans le passage auquel fait allusion Condorcet (Liv. XXIX, chap. XVIII), Montesquieu mentionne Charlemagne pour le critiquer. — A propos de la tradition, cf. encore *l'Essai sur les Assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. III, *Œuvres* [100], t. VIII, pp. 157-158 ; et art. VII, *ibid.*, pp. 226 sqq.

à Montesquieu sa rapidité capricieuse, son ignorance (1) ou son indifférence (2) sur les principes de la législation. Un ouvrage qui définit le rapport des lois avec les contingences concrètes, lui apparaît comme un recueil empirique, un assemblage de notes mises bout à bout sur les coutumes des peuples divers : « voilà toute cette méthode dont on lui a fait tant d'honneur, et qui n'existe que dans la tête de ceux qui refont son livre d'après leurs idées (3) ». La distinction des principes des gouvernements, la relativité des lois à ces principes, sont autant de transpositions spécieuses qui font prendre l'abus pour le droit. Les moyens propres à assurer la liberté et la sûreté des hommes, objets essentiels de l'État, « sont indépendants des différentes formes de constitution politique. Il est malheureux que le célèbre Montesquieu, non seulement ait méconnu cette vérité, mais qu'il ait fondé presque tout son ouvrage sur le préjugé contraire, que l'autorité de son nom soutient encore parmi un grand nombre de ses admirateurs (4) ».

Cette raison exigeante ne pouvait attacher beaucoup de prix à des garanties contre l'arbitraire, tirées des circonstances, des sentiments et des mœurs. La monarchie telle que la décrit l'*Esprit des lois*, ne lui offre pas les caractères d'un gouvernement bien distinct : si les corps intermédiaires ont le droit de veto absolu, la monarchie devient une aristocratie ; s'ils ne l'ont pas, toute la différence entre la monarchie et le despotisme

(1) « Montesquieu n'avait aucune connaissance des principes politiques relatifs à la richesse, aux manufactures, aux finances, au commerce... Le caractère de son génie ne le rendait pas propre aux recherches qui exigent une longue méditation, une analyse rigoureuse et suivie... » (Notes sur Voltaire, *Œuvres de Condorcet* [100], t. IV, p. 502.)

(2) « Comment dans l'*Esprit des lois*, Montesquieu n'a-t-il jamais parlé de la justice ou de l'injustice des lois qu'il cite ? » (*Observations sur le XXIX^e livre, Commentaire* [42], p. 440.) Cf. aussi, *Essai sur les Assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. IV, *Œuvres* [100], t. VIII, pp. 188-189.)

(3) *Observations sur le 29^e livre (Commentaire* [42], p. 450.)

(4) Notes sur Voltaire. *Œuvres de Condorcet* [100], t. IV, pp. 493-494.

se réduit à « celle des mœurs et des formes légales (1) ». Différence importante pour Montesquieu, secondaire pour son critique, parce qu'elle ne dérive pas d'un principe abstrait. Il ne méconnaît pourtant pas l'importance des corps et des ordres, qui, même sans droit reconnu, pèsent sur le gouvernement : mais on n'obtient alors qu'une aristocratie irrégulière ; et l'aristocratie, régulière ou non, est le pire des régimes pour Condorcet. Il n'y voit en réalité qu'un despotisme oligarchique, plus redoutable et plus fréquent que le despotisme d'un seul (2), Dira-t-on qu'il est des formes mixtes, des balancements de pouvoirs, des tempéraments mutuels d'aristocratie et de monarchie ? Beaux mots pour désigner une « discorde » (3), qui engendre l'anarchie ou double l'oppression : le peuple devient le point d'appui qui supporte l'effort des deux puissances opposées (4). « Pour réfuter cet absurde système, nous nous bornerons à une seule réflexion : un esclave qui aurait deux maîtres, souvent divisés entre eux, cesserait-il d'être esclave ? Serait-il plus heureux que s'il avait un seul maître ? (5) » Ces négations un peu sommaires de la vertu des gouvernements balancés ne laissent plus subsister que les inconvénients du privilège, inconvénients certains, sensibles, et que Montesquieu n'avait pas dissimulés. Condorcet s'élève avec force contre « le despotisme des tribunaux (6) » et la prépondérance de la noblesse. Une classe privilégiée prédominerait fatalement dans les assemblées nationales et changerait en

(1) *Notes sur Voltaire (Œuvres de Condorcet, t. IV, p. 498.)*

(2) « Le despotisme d'un seul homme est un être de raison, mais le despotisme du petit nombre sur le grand nombre est très commun. » (*Idées sur le despotisme, à l'usage de ceux qui prononcent ce mot sans l'entendre* (1789), *Œuvres* [100], t. IX, p. 147.)

(3) *Idées sur le despotisme, Œuvres* [100], t. IX, p. 150.

(4) *Ibid.*, *Œuvres* [100], t. IX, p. 150.

(5) *Ibid.*, p. 150. Même idée et même comparaison, dans l'*Examen* sur le système des deux chambres (1789). *Œuvres* [100], t. VI, pp. 359-360.

(6) *Idées sur le despotisme, Œuvres* [100], t. IX, p. 155.

despotisme le gouvernement représentatif (1) : « Toute nation où il existe un généalogiste légalement établi, ne peut être une nation libre (2). » — « Abolissez dans une monarchie, avait dit Montesquieu, les prérogatives des seigneurs, du clergé, de la noblesse et des villes, vous aurez bientôt un État populaire, ou bien un État despotique (3). » Les deux maximes caractérisent deux conceptions de la liberté, fondées l'une sur la hiérarchie, l'autre sur l'égalité civile et politique. Ce n'est pas que Condorcet exige la pure démocratie, la concentration de tous les pouvoirs dans l'assemblée du peuple ; il recommande, à la veille des États généraux, la distinction de la puissance législative et de l'exécutrice, ainsi que la forme monarchique du gouvernement (4). A ses yeux, l'élément corrupteur des constitutions mixtes, ce n'est pas le monarque, mais l'aristocratie. Ses préférences vont à la monarchie d'essence républicaine, avec une représentation nationale, égale et uniforme, exerçant le pouvoir législatif (5). Mais ce qui lui importe plus encore que l'organe qui fait les lois, c'est leur conformité aux principes du droit naturel ; si les lois sont justes, il semble admettre avec Turgot que le sujet d'un monarque absolu peut être plus libre que le citoyen « dans la plupart des constitutions prétendues républicaines (6) ». Le vrai moyen d'empêcher le

(1) *Ibid.*, Œuvres [100], t. IX, p. 153. Cf. aussi l'*Essai sur les Assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. IV, Œuvres [100], t. VIII, pp. 187-188.

(2) *Idées sur le despotisme*, Œuvres [100], t. IX, pp. 153-154.

(3) *Esprit des lois* [28], liv. II, chap. iv. (T. I, pp. 120-121.)

(4) *Réflexions sur les pouvoirs à donner aux députés* (1789), Œuvres [100], t. IX, pp. 266, 272.

(5) *Réflexions sur les pouvoirs*, Œuvres [100], t. IX, p. 272. Condorcet y consent même à laisser au roi une part de la puissance législative ; mais il n'indique pas dans quelle mesure le roi pourrait s'opposer au vœu de l'assemblée. — Sur la nécessité d'une représentation nationale, et la manière de l'organiser, voir l'*Essai sur les Assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. IV, Œuvres [100], t. VIII, pp. 187-188 ; les *Lettres d'un bourgeois de New-Haven...* (1787), au t. IX des Œuvres ; et l'*Examen* sur le système des deux chambres, Œuvres [100], t. IX, pp. 331 sqq.

(6) *Vie de M. Turgot* (publiée en 1786). Œuvres [100], t. V, p. 199. Condorcet exprime dans ce passage la pensée de Turgot, mais il le fait avec une sympathie manifeste.

despotisme sera donc de représenter sans cesse au législateur, les droits éternels, inhérents à la nature humaine : une *déclaration des droits* doit être la préface, le principe et la garantie de toute sage constitution (1). Chez Condorcet, comme chez Le Mercier de la Rivière, il y a une confiance robuste dans l'empire de la raison sur la volonté : de la vérité connue avec certitude, et clairement énoncée, résulte nécessairement le bien.

Républicains et Physiocrates, les affinités profondes de ces esprits nous expliquent la ressemblance de leurs critiques sur Montesquieu. Ce qui choque ces théoriciens dans la conception de la monarchie tempérée, c'est le défaut de hardiesse rationaliste et de consistance logique. Admettre les pouvoirs établis sans vérifier leur premier titre, corriger les abus par les abus, faire confiance à la tradition, aux sentiments, aux ressources de l'instinct social, c'était là, pour des dogmatiques, une solution flottante et timide, mal définie et mal démontrée. Les objections de Condorcet, comme celles de la Rivière, traduisent la réaction de l'esprit géométrique contre un esprit de finesse un peu indécis. La forme mathématique, d'ailleurs, au milieu du XVIII^e siècle, devait s'imposer aux intelligences comme celle de toute vérité : la science expérimentale n'était pas encore entièrement maîtresse de sa méthode, et, si l'on peut ainsi parler, consciente de ses droits. De l'instant qu'on aspirait à la certitude politique, il fallait traiter des sociétés et des gouvernements comme s'il s'agissait de lignes, de surfaces et de volumes. En vain Rousseau se rappellera que la précision géométrique n'a point lieu dans les quantités morales (2) : lui-même s'efforce, dans le *Contrat*, d'exprimer en termes arithmétiques les rela-

(1) *Idées sur le despotisme*, Œuvres [100], t. IX, pp. 165 sqq. — *Examen sur cette question...* (1789), Œuvres [100], t. IX, p. 359. — *Déclaration des droits* (1789), Œuvres [100], t. IX, pp. 175 sqq.

(2) Cf. *Contrat social*, liv. III, chap. 1^{er} [188], t. II, p. 67.

tions du corps social (1) ; s'il n'espère pas d'atteindre à l'évidence mathématique, il y tend comme au seul genre de connaissance qui puisse satisfaire l'esprit.

Mais des tentatives pareilles ne s'éloignaient de Montesquieu qu'en le dépassant : lui-même, en considérant les lois comme des rapports nécessaires, avait soumis les faits sociaux à l'examen de la raison. Soit négligence, soit timidité, plutôt encore par un sentiment naturel de mesure, il n'a pas voulu épuiser les droits qu'il affirmait. Il s'est résigné à l'ignorance des principes premiers ; il n'a point comparé les gouvernements à un type abstrait de perfection ; mais il a cherché à se rendre compte des lois de leur structure et de leur mouvement. Il les étudie en physicien, mais en physicien rationaliste, pour qui l'expérience vaut, si elle coïncide avec la déduction. Esprit intuitif, il organise ses intuitions en théories ; il lui plaît de présenter son œuvre, si chargée d'expérience, comme un enchaînement de théorèmes, vérifiés plutôt que suggérés par les faits : « J'ai posé les principes, et j'ai vu les cas particuliers s'y plier comme d'eux-mêmes ; les histoires de toutes les nations n'en être que les suites ; et chaque Loi particulière liée avec une autre Loi, ou dépendre d'une autre plus générale (2) ». Jamais effort plus puissant n'avait été tenté pour établir la raison dans le domaine que Descartes lui fermait provisoirement ; et, tout en reprochant à Montesquieu ses incertitudes, ses omissions, ses mollesses, les Dupont et les Condorcet auront conscience de le continuer.

Au surplus, l'élan de la spéculation ne doit pas faire croire que le mouvement politique dans la seconde moitié du siècle se déroule dans le monde des idées pures, sans contact avec l'histoire, la tradition et l'actualité. La critique des « contreforces » n'a réduit à l'inaction

(1) Voir par exemple liv. II, chap. III ; liv. III, chap. I, II.

(2) *Esprit des lois* [28], préface (t. I, p. 84).

et au silence, ni le clergé, ni la noblesse, ni les parlements. Même, sur le plan de la vie pratique, la rigueur des principes rationalistes pouvait parfois s'accorder avec la tradition. Les Physiocrates démontraient évidemment la nécessité des remontrances, Rousseau admettait la monarchie avec des rangs intermédiaires, et d'Holbach faisait l'éloge des magistrats. D'autre part, certaines traditions chères aux privilégiés, étaient capables de fournir, grâce à une interprétation philosophique, des symboles des droits de l'homme et du citoyen : cette adaptation qui reprit en les transfigurant les idées de Montesquieu et de Boulainvilliers, devait faire l'originalité et en son temps la gloire de l'abbé de Mably.

CHAPITRE VIII.

Les rapports de l'idéal abstrait et de l'histoire : les « Observations » de Mably

SOMMAIRE

1^o **Le reniement du « Parallèle ».** — Formation, chez Mably, d'un idéal républicain, sous l'influence de l'antiquité. Les *Droits et devoirs du Citoyen* (écrits vers 1758), forment déjà les principes que Mably prêchera jusqu'à sa mort.

2^o **Pourquoi Mably continue de s'intéresser à l'histoire nationale.** — Nécessité de ressaisir dans la tradition les moyens de restaurer la liberté. Les espoirs de « Milord Stanhope » (1758) : confiance dans l'action parlementaire.

3^o **La première partie des « Observations sur l'histoire de France » (1765).** — Ce que Mably doit à Montesquieu : réfutation de Dubos ; idée de la liberté germanique, subsistant après la conquête, et étendue aux Gallo-Romains.

Mais il efface, — et en partie à l'aide de Dubos, — le caractère aristocratique de l'ancien gouvernement, tel que le concevait Montesquieu ;

Droits du peuple, méconnus après Clovis, mais rétablis par Charlemagne. Charlemagne, philosophe et démocrate, affermit la constitution française. Beautés de son gouvernement, mêlées à des vices inévitables.

Décadence après Charlemagne. Le régime féodal : pourquoi Mably n'admet ce gouvernement, ni dans son principe, ni dans aucun de ses effets. Le bien qui a pu s'y opérer ne se faisait pas selon les règles.

4^o **La seconde partie des « Observations » (parue en 1788).** — Elle accentue ce pessimisme. Les États généraux : leurs avortements. Le Parlement : pouvoir usurpé et nuisible. Point de moyen terme entre la liberté philosophique et la corruption actuelle. « Viendra-t-il parmi nous un nouveau Charlemagne ? » La conclusion des *Observations* : amertume et angoisse.

5° Ce n'est pas par ce pessimisme négatif que Mably a agi sur l'esprit public. — Certains de ses écrits, entre 1765 et 1788, laissent encore entrevoir une lueur d'optimisme. Ce qu'on a surtout retenu de son œuvre, c'est la vision majestueuse de l'ancienne liberté. Mably a plutôt élargi que combattu les prétentions aristocratiques. Associant le tiers état aux assemblées primitives, il confère à la tradition une valeur philosophique et un attrait populaire. Succès et autorité de son ouvrage. Mais Montesquieu avait préparé la transposition démocratique de l'histoire, qui a fait le prestige de Mably. L'influence de l'*Esprit des lois* se prolonge dans celle des *Observations*.

L'*Esprit des lois* aurait pu affermir, chez l'abbé de Mably, les opinions monarchiques dont le *Parallèle des Romains et des François* avait offert de bonne heure l'ingénieuse expression : il n'en fut rien cependant, et, dès 1751, Mably reniait publiquement son *Parallèle* comme un ouvrage mal conçu et plein d'idées fausses (1). Un de ses biographes conte même que, trouvant un jour ce livre chez le comte d'Egmont, « il s'en saisit malgré ceux qui étoient présents, et le mit en pièces (2) ». Il semble que ses théories premières aient été chez lui comme une erreur de jeunesse, un écart passager après lequel d'autres influences le rendirent pour toujours à sa vraie nature. Lui qui avait défini, avec sympathie et pénétration, l'esprit de la monarchie, prit dans le commerce des anciens une fervente admiration pour les vertus républicaines. Dès 1749, ses *Observations sur les Grecs* montraient en Lycurgue le modèle des législateurs (3) ; et ses *Observations sur les Romains* n'admettront la nécessité du gouvernement monarchique que chez « un peuple trop corrompu par l'avarice, le luxe et le goût des plaisirs pour aimer sa patrie (4). » Un austère idéal de patriotisme, de frugalité, de désintéressement,

(1) *Observations sur les Romains* (1751). Avertissement. (*Œuvres* [160], t. IV, pp. 225 sq.) — Cf. aussi *Observations sur l'histoire de France*. Avertissement. (*Œuvres* [160], t. I, p. 122.)

(2) Notes historiques de l'*Éloge de Mably*, par l'abbé Brizard. (*Œuvres de Mably* [160], t. I, p. 98.)

(3) *Observations sur les Grecs*, liv. I. (*Œuvres* [160], t. IV, pp. 14 sqq.).

(4) *Observations sur les Romains*, liv. I. (*Œuvres* [160], t. IV, p. 237.)

détournait Mably de ces traditions chevaleresques qu'il avait goûtées chez les Français. Montesquieu contribua peut-être à fixer dans son esprit le contraste d'une antiquité vertueuse et du présent corrompu (1) ; il ne lui apprit point à céder au temps, à se consoler par l'honneur de la rareté de la vertu, et à s'accommoder d'une demi-liberté. Un ouvrage que l'abbé composa vers le milieu du siècle nous le montre déjà maître de ses principes, et résolument réfractaire à l'empirisme de l'*Esprit des lois*.

Ce livre, qui ne fut publié qu'en 1789, sous le titre *Des Droits et Devoirs du Citoyen*, forme une suite de dialogues supposés entre l'auteur et « milord Stanhope » ; dans quelle mesure le vrai Stanhope (plus connu sous le nom de lord Chesterfield), a-t-il contribué à l'éducation politique de Mably ? C'est ce que nous ignorons (2) ; mais il paraît clairement dans ces dialogues qu'il sert de porte-paroles à l'abbé ; et les idées républicaines qu'il défend opèrent chez l'autre interlocuteur, censé monarchiste au début, une conversion prompte et complète. Or, si ce philosophe anglais accorde à l'*Esprit des lois* une « grande considération » (3) pour son influence, il l'estime médiocrement quant au fond ; le mérite du livre

(1) Les *Observations sur les Romains* se ressentent visiblement des *Considérations*. Une note du livre VI reconnaît, un peu brièvement, les mérites de Montesquieu « dont le génie éclaire et guide toujours l'érudition ». (*Œuvres* [160], t. IV, p. 504, note.) D'après un de ses biographes, Mably put rencontrer Montesquieu chez M^{me} de Tencin. (Brizard, *Eloge de Mably*, notes historiques, *Œuvres* [160], t. I, p. 93) ; mais nous ne savons rien de leurs relations personnelles.

(2) Les *Notes historiques* de l'*Eloge* de Brizard disent seulement, à propos de ce livre : « Ce sont des entretiens que l'auteur suppose avoir eus avec milord Stanhope. » (*Œuvres de Mably* [160], t. I, p. 115.) L'*Eloge de Mably* par Levesque (imprimé dans l'*Esprit de Mably* [83]), ne parle pas des *Droits et devoirs*. L'ouvrage est constitué par huit « lettres » fictives, datées de 1758, et rapportant six « entretiens » ; mais il est clair qu'elles n'ont pas la prétention d'en faire un exposé fidèle. La date de 1758 semble bien être approximativement celle de la composition de cet écrit : les allusions qu'il renferme, et les différences qui le séparent de certaines œuvres de Mably, conduisent à l'accepter comme à peu près exacte. M. Guerrier place en 1759 la rédaction du livre, ou tout au moins de la partie finale. (Cf. Guerrier, *l'Abbé de Mably* [487], p. 119.)

(3) *Droits et devoirs*, lettre V, *Œuvres* [160], t. XI, p. 371.

est de faire « haïr le pouvoir arbitraire par la multitude qui le lit, qui croit l'entendre, et qui s'accoutume par cette lecture avec les idées de liberté (1). » Un bénéfice moral, un encouragement au libéralisme, voilà le seul effet utile qu'on puisse espérer de l'*Esprit des lois* : car la méthode en est absente, comme la justesse des pensées : « Les idées fondamentales de son système sont fausses ; tout y est décousu, rien n'y est lié : l'auteur, en un mot, trop vif pour approfondir les matières qu'il entrevoit, croit avoir tout vu, quand il a ramassé quatre ou cinq pensées ingénieuses sur un objet (2). » Cette sévérité, que les éloges épars dans d'autres œuvres atténuent sans la démentir (3), on en pressent déjà la source : le besoin de rigueur systématique, que Montesquieu ne contentait pas. Comme les Quesnay et les Mirabeau, l'abbé de Mably aspirait à la certitude politique ; mais il la demandait à l'analyse de l'âme humaine, douée de raison et de liberté, et dont les exigences morales lui apparaissaient comme la règle de la législation (4). Bonheur, vertu, liberté, ces trois idées corrélatives, ces trois conditions nécessaires du développement humain, résument pour Mably l'objet de tout gouvernement. De là son idéal de société égale et libre, où tout l'artifice des législateurs serait mis en œuvre pour prévenir la tyrannie, le faste et la corruption. Le corps du peuple ferait les lois (5), et, par défiance républicaine, diviserait entre plusieurs magistrats le pouvoir de les exécuter (6). Le

(1) *Ibid.*, pp. 371-372.

(2) *Droits et devoirs*, lettre V. (*Œuvres* [160], t. XI, p. 371.)

(3) Dans sa *Manière d'écrire l'histoire* (1773), Mably parle avec estime de Montesquieu. (Second entretien, *Œuvres* [160], t. XII, p. 418.) Ses *Observations sur l'histoire de France* nous montreront comment il sut mettre à profit au moins la partie historique de l'*Esprit des lois*.

(4) *Droits et devoirs*, lettre I. Sur les rapports de la morale et de la politique, voir aussi les *Entretiens de Phocion* (1765), *Œuvres* [160], t. X.

(5) *Droits et devoirs*. *Œuvres* [160], t. XI, lettre IV, pp. 345 sqq.

(6) *Ibid.*, lettre VII, pp. 440 sqq. Sur la nécessité de séparer la puissance exécutrice de la puissance législative, voir lettre VII, pp. 434 sqq.

roi pourrait subsister sous un tel régime, mais il ne serait plus que le « général de la nation » en temps de guerre, « l'inspecteur et le censeur des milices » en temps de paix (1). Ainsi Mably formulait, dans les *Droits et devoirs du Citoyen*, tout l'essentiel d'une doctrine qu'il n'a jamais abandonnée. Malgré quelques ménagements pour la monarchie (2), il n'a point dissimulé, dans ses prédications politiques, ses principes foncièrement républicains : il les enseigne à l'infant de Parme (3), critique dans la constitution anglaise la prérogative royale trop étendue (4) ; admire la république établie en Suède sous le nom de monarchie (5). Ennemi des richesses qui énervent le courage et bannissent l'égalité (6), il fait le procès de son temps avec une obstination morose, gémissant sur sa mollesse et sa frivolité, opposant l'austérité de Lacédémone libre à la dépravation des peuples asservis.

Mais ces vertueuses chimères ne l'ont pas complètement aveuglé. C'est sous le ciel serein de quelque île déserte qu'il aurait voulu établir une république de citoyens « tous égaux, tous riches, tous pauvres, tous libres, tous frères (7) » : ces rêves de perfection idéale n'étaient à ses propres yeux que des « folies (8) » ; il

(1) *Ibid.*, lettre VII, pp. 448-449-450.

(2) Cf., par exemple, ses *Doutes sur l'ordre naturel et essentiel* (1768). *Œuvres* [160], t. XI, lettre X, pp. 227-228.

(3) Voir son *Traité de l'étude de l'histoire* (1778), à Mgr le Prince de Parme. *Œuvres* [160], t. XII.

(4) Cf. *De la Législation* (1776), *Œuvres* [160], t. IX, pp. 195, 198 ; — *Etude de l'histoire*, *ibid.*, t. XII, pp. 201-210, 252-254, 300, etc. ; — *Droits et devoirs*, *ibid.*, t. XI, lettre V, pp. 363, 374. Il faut noter que, malgré ses critiques, Mably ne méprise nullement le gouvernement anglais, dont il fait l'éloge dans ses *Doutes*. (*Œuvres* [160], t. XI, lettre X, pp. 226-227, 230-231). Selon lui, les Anglais jouissent d'une liberté précieuse encore, mais mal assurée.

(5) Cf. *Etude de l'histoire*. (*Œuvres*, t. XII), pp. 210, 239. Cf. aussi *Droits et devoirs*, *Œuvres*, t. XI, lettre V, pp. 361-362 ; lettre VII, p. 459. Dans la *Législation*, c'est par le truchement d'un Suédois que Mably professe ses leçons de politique.

(6) Pour assurer l'égalité politique, Mably voudrait pouvoir établir, comme à Sparte, la communauté des biens ; mais il reconnaît que c'est là chose impossible. (*Droits et devoirs*, *Œuvres* [160], t. XI, lettre V, pp. 351, 359 ; *Doutes*, lettres I et II, *Législation*, liv. I, chap. II, IV).

(7) *Droits et devoirs*, lettre IV. *Œuvres* [160], t. XI, p. 355.

(8) *Ibid.*, p. 355.

savait reprendre pied sur le réel. Qu'il le dût à la lecture de Montesquieu ou à sa perspicacité propre, il connaissait la force des faits acquis, la nécessité de préparer les réformes et d'utiliser le présent au mieux de l'avenir. « Il y a dans la politique, écrira-t-il, comme dans la médecine des remèdes préparatoires qui, par leur nature, ne sont pas destinés à guérir, mais qui préparent seulement le bon effet de ceux qu'on emploiera ensuite, et qui attaqueront le siège du mal (1) ». La partie la plus curieuse des *Droits et devoirs* est celle où il analyse les « remèdes préparatoires » qui pourront permettre un jour la régénération de l'État français. Dès longtemps persuadé que la monarchie absolue est en France une sorte d'innovation, il envisage la restauration graduelle de l'ancienne liberté ; on ne saurait la rétablir par un décret de la raison pure : « Il faut tâcher de remonter peu à peu aux principes abandonnés et presque oubliés... Cette méthode, confirmée par des expériences constantes et uniformes, empêche que les esprits ne soient effarouchés par la nouveauté ou la hardiesse des entreprises : elle trouve les cœurs préparés à une révolution, parce que nous sommes naturellement portés à respecter la sagesse de nos pères (2). »

Or, la France n'a pas perdu tout souvenir de sa liberté : ces vestiges presque effacés de l'ancien gouvernement, ces résidus d'indépendance, qui suffisaient à l'auteur du *Parallèle*, sont pour l'auteur des *Droits et devoirs* des moyens de transformation. On en a tiré un idéal de monarchie tempérée qui, inconsistant par lui-même, nourrit au moins dans l'esprit public un reste de courage et de fierté : « Nous avons imaginé, contre la nature des choses et pour notre consolation, une monarchie chimé-

(1) *Étude de l'histoire*, Œuvres [160], t. XII, p. 276. La même idée est exprimée, en termes à peu près identiques, dans sa *Législation*, liv. III, chap. I. (Œuvres [160], t. IX, p. 204.)

(2) *Droits et devoirs*, lettre V. (Œuvres [160], t. XI, pp. 380-381.)

rique, une espèce d'être de raison, qui selon nous tient le milieu entre le gouvernement libre et le pouvoir arbitraire. Nous disons que le prince est souverain législateur..., mais en ajoutant qu'il est obligé de gouverner conformément aux lois, nous nous flattons de n'obéir en effet qu'aux lois ; et nous croyons avoir mis une barrière impénétrable entre le despotisme et nous (1) ». Illusion utile en un sens, car, nous empêchant de nous croire esclaves, elle nous empêche de penser et de sentir en esclaves. « Cette erreur et l'espèce de courage qu'elle nous donne, peuvent dans des circonstances heureuses servir de prétexte aux bons citoyens pour avancer et faire goûter des vérités favorables au bien public (2) ». Droit de remontrance, justices, immunités du clergé, privilèges provinciaux, tous ces débris du passé dont Montesquieu s'accommode, Mably veut s'en servir aussi, mais provisoirement : les regrets et les leçons qui se dégagent de ces ruines nous conseillent de relever l'édifice sur un plan meilleur (3). C'est surtout dans les Parlements qu'il semble mettre son espérance ; du moins son héros, milord Stanhope, veut attendre d'eux l'acte décisif qui délivrerait la France, la réclamation des États généraux. Le Parlement a déjà fait entendre en faveur des peuples quelques courageuses vérités : il pourrait, précisant et poussant sa logique, avouer que sa prérogative est un reste du droit national, proclamer « le principe très vrai et très incontestable » que le consentement des impôts appartient à la nation, tracer « un tableau historique des usurpations des rois », et demander en conséquence le retour à la légalité, « la tenue des états

(1) *Ibid.*, lettre II, p. 290.

(2) *Droits et devoirs*, lettre II. (*Œuvres*, t. XI, p. 291.)

(3) *Droits et devoirs*, lettre V. *Ibid.*, pp. 376, 378. Voir notamment ce passage : « Au milieu de cet océan du pouvoir arbitraire, me dit milord, ne voyez-vous pas flotter çà et là quelques débris de votre ancienne indépendance ? Eh bien ! continua-t-il, ce sont autant de planches que la fortune vous offre pour réparer votre naufrage. » (Pp. 376-377.)

généraux (1) ». Par là il entraînerait le peuple et soumettrait la cour ; les États seraient convoqués ; la nation reprendrait l'usage de ses droits enfin reconnus (2).

Cette foi, que l'avenir justifia en partie, avait-elle dans le cœur de Mably des racines bien fortes ? Il semble que son interprète habituel, milord Stanhope, lorsqu'il vante la sagesse, le courage et le désintéressement des magistrats (3), force légèrement la pensée de l'auteur. Certaines réserves prêtées à l'interlocuteur français (4), laissent entrevoir chez l'auteur des nuances de doute, un commencement de méfiance qui devait s'accroître plus tard. Mably, d'ailleurs, n'imprima point ces dialogues, dont la hardiesse en leur temps eût pu scandaliser. Mais le souci de remettre en lumière les droits de la nation inspira les *Observations sur l'histoire de France*, qu'il méditait dès 1751 (5), et dont il publia, en 1765, la première partie (la seconde ne parut qu'après sa mort, en 1788). L'*Avertissement* placé en tête de l'ouvrage affirme que « rien n'est plus propre à faire aimer et respecter le gouvernement auquel nous obéissons qu'une peinture fidèle des malheurs que nos pères ont éprouvés, pendant qu'ils ont vécu dans l'anarchie (6) ». Ce n'est là qu'une précaution d'auteur menacé (7), car le sentiment

(1) *Ibid.*, lettre VI, p. 399.

(2) *Ibid.*, pp. 399, 402.

(3) Cf., *ibid.*, lettre II, pp. 291-292 ; lettre VI, pp. 397-398.

(4) Cf., *ibid.*, lettre II, pp. 292-293 ; lettre VI, pp. 398-399.

(5) Dès qu'il eut renié son *Parallèle des Romains et des Français*, Mably songea à le remplacer par deux ouvrages distincts sur Rome et sur la France. « Au lieu de vouloir corriger mon *Parallèle* incorrigible pour en faire une nouvelle édition, j'ai vu qu'il falloit composer deux ouvrages tout nouveaux. » (*Observations sur les Romains, Avertissement, Œuvres* [160], t. IV, p. 226.)

(6) *Observations sur l'histoire de France. Ibid.*, t. I, pp. 124-125.

(7) En 1765, l'ouvrage, qui comprenait seulement les quatre premiers livres, ne parut pas sans difficulté ; il fallut la protection de Choiseul pour en permettre le débit. (*Éloge*, par Brizard, *Notes historiques, Œuvres* [160], t. I, p. 104 et note. Cf. Guerrier, *l'Abbé de Mably* [487], pp. 136-137.) Ce fut bien pis en 1788, pour la publication intégrale : le livre, qualifié, dit-on, par le roi, d'« incendiaire et dangereux », fut pros crit, et les exemplaires saisis. (*Correspondance secrète*, [457], p. par de Lescure, t. II, p. 299, du 28 octobre 1788 ; — Soulavie, *Mémoires historiques* [241], t. I, p. 214 ; Hardy, *Journal*, B. N., mss. fr. 6687 [4], du 31 octobre 1788, p. 130.)

que le livre veut éveiller dans les âmes n'est pas la haine du désordre, mais le regret de la liberté.

L'effort de Mably pour élucider la nature de l'ancien gouvernement a été salué, par un de ses panégyristes, comme une nouveauté de génie : « Nous avons sur l'histoire nationale, dit l'abbé Brizard, trente mille volumes et pas une histoire (1) ». Les prédécesseurs de Mably s'étaient contentés d'accumuler les faits et les dates, sans souci d'« approfondir les principes constitutifs de la monarchie », de « fixer l'idée qu'on doit avoir des lois fondamentales », de « déterminer quelle fut l'influence des lois sur les mœurs et des mœurs sur les lois (2) ». Un tel jugement ne rend justice, ni aux essais de l'abbé Velly et de ses continuateurs, ni aux puissantes analyses de Boulainvilliers, de Dubos et de Montesquieu. La portion la plus remarquée de l'histoire de Mably, celle qui concerne le gouvernement des deux premières races, n'est pas originale dans le fond : elle consiste en emprunts faits aux doctrines antérieures, et combinés d'après des idées préconçues. L'*Esprit des lois*, notamment, cet ouvrage « que tout le monde a entre les mains (3) », et qui « a acquis avec raison une si grande autorité (4) », n'a pas peu servi à préciser les notions vagues du *Parallèle* sur l'indépendance primitive des Français. Pour tout ce qui touche à l'état politique des anciens Francs, à la nature et aux modes de la conquête, Mably ne fait guère que répéter ou développer l'œuvre de son prédécesseur : « Ce que Montesquieu a vû, M. l'abbé de Mably le prouve », a dit Garat (5). Mais il le prouve par les mêmes textes, interprétés de la même façon. Il remonte aux sources après Montesquieu, sans en tirer d'idées nou-

(1) *Éloge de Mably. Œuvres* [160], t. I, p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 22.

(3) *Observations sur l'histoire de France*, liv. I, chap. II, note 2. (*Œuvres* [160], t. I, p. 330.)

(4) *Ibid.*, liv. I, chap. III, n. 5. T. I, p. 373.

(5) Article sur la *Monarchie Française*, de Chabrit, *Mercur de France* [169], 6 mars 1784, p. 20.

velles. Il donne aux aperçus de l'*Esprit des lois* une forme plus rigoureuse, qui ne les rend pas toujours plus vrais. A son tour, il retrouve dans Tacite les preuves de la liberté des Germains : « Tacite nous apprend que le gouvernement des Germains étoit une démocratie, tempérée par le pouvoir du prince et des grands (1) ». — « Une assemblée générale, appelée le Champs de Mars, en qui résidoit la puissance législative, et un conseil composé du roi et des grands, qui n'étoit chargé que du pouvoir exécutif, ou de décider provisionnellement les affaires les moins importantes ou les plus pressées (2) », tels sont les traits originels de la constitution franque, attestés par les plus anciens monuments. Montesquieu en donnait une idée analogue, en évitant toutefois ces mots de *démocratie tempérée*, de *puissance législative* et de *pouvoir exécutif*, qui évoquent un peuple policé, et un droit académique. Ne nous hâtons pas trop, d'ailleurs, de sourire de ces termes savants : malgré sa faculté d'illusion, qui ne paraîtra pas petite, Mably n'a garde de prêter aux Francs une civilisation raffinée ; la liberté germanique n'est pour lui que l'indépendance d'un peuple farouche, brutal, régi par des coutumes grossières, mais avec cela énergique et fier. Son chef, qu'on l'appelle roi ou duc, était « un capitaine, et non pas un monarque... Le prince, comme roi, n'avait point de sujets ; puisque, comme général, il ne commandoit que des soldats qui combattoient pour leurs propres intérêts (3). » Un pouvoir militaire, créé et limité à la fois par des guerriers avides de pillage, c'est ainsi que Mably, comme Montesquieu, définit l'autorité des chefs francs (4).

La ressemblance persiste et s'accroît, lorsqu'il décrit la conquête qui introduisit dans les Gaules ce gouverne-

(1) *Observations*, liv. I, chap. 1. *Œuvres* [160], t. I, p. 133.

(2) *Ibid.*, liv. I, chap. 1, t. I, p. 133. Cf. remarques, *ibid.*, pp. 320-321.

(3) *Observations*, liv. I, chap. 1. *Œuvres* [160], t. I, p. 134.

(4) Cf. *Obs.*, liv. I, chap. 1 ; — *Esprit des lois*, liv. XVIII, chap. xxx ; liv. XXX, chap. II et IV.

ment barbare, mais libre. Il écarte le système de Dubos, en quelques lignes dont la sécheresse dédaigneuse peut surprendre, même après les vivacités de Montesquieu. « Je ne réfute pas ici un écrivain célèbre, qui a prétendu que les François... ne se sont point emparés des Gaules les armes à la main. M. l'abbé Dubos... se livre à des conjectures jamais analogues aux coutûmes ni aux mœurs du temps dont il parle, et toujours démenties par les monuments les plus sûrs de notre histoire... En un mot, ce roman, qui n'a pour toute base qu'une hardiesse extrême à conjecturer, et quelques passages obscurs et mal entendus, ne peut avoir d'autorité que sur des esprits qu'il est presque inutile de détromper (1) ». Cette condamnation plus que sommaire montre à quel point Montesquieu avait décrédité Dubos : l'on n'avait pas à recommencer les pages magistrales où il prouvait que les Francs n'étaient pas « les meilleurs amis des Romains ». Mably examine cependant quelques opinions de Dubos sur le gouvernement des Gaules après la conquête barbare : il démontre, d'après Montesquieu, la cessation des impôts romains (2), et rejette par des arguments plus personnels, sinon plus solides, l'idée de la persistance du régime municipal (3). Lui aussi ne veut voir en présence que des vainqueurs et des vaincus, des vaincus ménagés après coup par des vainqueurs devenus traitables. Sur la répartition des terres, il reproduit, dans sa nuance exacte, la thèse de l'*Esprit des lois*, selon laquelle les Francs, répandus dans les Gaules, se

(1) *Observations*, liv. I, chap. 1. *Œuvres* [160], t. I, pp. 140-141.

(2) Cf. *Observations*, liv. I, chap. II, remarque 2. (*Œuvres* [160], t. I, pp. 327, 341); et remarque 3, *ibid.*, pp. 341, 344. « M. le président de Montesquieu prouve très bien qu'un état qui n'avoit point de besoins, ne levoit point d'impôts. » (P. 330). Toute la démonstration de Mably est calquée sur celle de Montesquieu ; il ne fait à son prédécesseur que de menues chicanes. (Cf. rem. 2, p. 333 ; rem. 3, pp. 341, 344.)

(3) Cf. *Observations*, liv. I, chap. II, rem. 4. *Œuvres* [160], t. I, pp. 344, 349 ; rem. 5, *ibid.*, pp. 349, 354 ; — Liv. III, chap. VII, rem. 1, *ibid.*, t. II, pp. 345, 351. — Montesquieu ne s'était pas expliqué sur ce point ; mais son silence presque absolu indique qu'il attache peu d'importance au rôle des municipalités après la conquête.

firent des domaines à leur gré, mais laissèrent aux Gaulois, sans proportion régulière, une partie du sol conquis (1). Sur le statut personnel des sujets, il reprend l'idée aventureuse du choix libre des lois, permettant aux vaincus d'entrer dans la nation conquérante (2). Pour Mably comme pour Montesquieu, les Germains une fois établis dans les Gaules sont des libérateurs bien plus que des tyrans : ils détruisent le despotisme impérial, ils n'oppriment que les Gaulois résignés à la servitude, ils communiquent leurs propres droits sans jalousie : « Un Gaulois, après avoir déclaré... qu'il renonçoit à la loi Romaine pour vivre sous la loi Salique ou Ripuaire, commençoit à jouir des prérogatives propres aux François, obtenoit les mêmes compositions, de sujet devenoit citoyen, avoit place dans les assemblées du Champ de mars, et entroit en part de la souveraineté et de l'administration de l'État (3). »

(1) Qu'on nous permette, malgré la longueur des citations, de rapprocher les textes. Les Romains, dit Montesquieu, firent des conventions avec les Goths et les Bourguignons sur le partage du pays, « comme on le voit par les chroniques et les codes des Visigoths et des Bourguignons.

Les Francs ne suivirent pas le même plan. On ne trouve dans les lois saliques et ripuaires aucune trace d'un tel partage des terres. Ils avoient conquis ; ils prirent ce qu'ils voulurent, et ne firent de réglemens qu'entr'eux. » (Liv. XXX, chap. vii, [28], t. III, pp. 335-336.) Ailleurs, il décrit en ces termes les invasions barbares : « Lorsque les Francs, les Bourguignons et les Goths faisoient leurs invasions, ils prenoient l'or, l'argent, les meubles, les vêtemens, les hommes, les enfans, dont l'armée pouvoit se charger. » (Liv. XXX, chap. xi [28], t. III, p. 342.)

Il paraît bien que Mably s'inspire de ces deux passages : Si les Francs, dit-il, « à l'exemple des Visigoths et des Bourguignons..., avoient forcé chaque propriétaire à leur abandonner une partie de ses possessions, nous en trouverions infailliblement quelque trace dans nos anciens monumens. Le silence de nos lois et de Grégoire de Tours, sur un trait si important, permet de conjecturer qu'ils se répandirent sans ordre dans les provinces qu'ils avoient subjuguées, et s'emparèrent sans règle d'une partie des possessions des Gaulois. Terres, maisons, esclaves, troupeaux, chacun prit ce qui se trouvoit à sa bienséance. » (*Observations*, liv. I, chap. ii, *Œuvres* [160], t. I, pp. 143-144.)

(2) *Observations*, liv. I, chap. ii, *Œuvres* [160], t. I, pp. 150-151 ; et note 7, *ibid.*, pp. 358, 360. Mably fonde cette thèse, comme Montesquieu, sur un passage mal interprété de la loi Salique. En outre, il s'accorde avec Montesquieu pour penser que les Gaulois qui ne voulaient pas s'agréger à la nation victorieuse, furent civilement inférieurs aux Francs. (*Observations*, liv. I, chap. ii, *Œuvres* [160], t. I, pp. 144-145, et remarque I, *ibid.*, pp. 325, 327.)

(3) *Observations*, liv. I, chap. ii, *Œuvres* [160], t. I, p. 151. Mably pense, il est vrai, que bien des Gaulois, par attachement à leur loi per-

La nouveauté de Mably fut d'imprimer à cette liberté primitive un caractère démocratique qu'elle n'avait pas pour Montesquieu. Selon l'*Esprit des lois*, on l'a vu, la noblesse existe chez les Francs de toute antiquité ; elle forme, dès après la conquête, une milice féodale qui partage avec la royauté le gouvernement de l'État. Contre cette idée, qui choquait ses tendances égalitaires, Mably emprunte les ressources d'un allié inattendu : Dubos, ailleurs si maltraité, Dubos « a une fois raison (1) ». Mably croit comme lui que l'égalité est ancienne, qu'à l'origine les Francs ne connaissaient point de noblesse, et ne se distinguaient entre eux que par des honneurs personnels. Montesquieu, qu'un tel nivellement inquiétait pour la gloire des grandes familles, est contredit à cet égard sur un ton assez cavalier (2). Néanmoins, c'est à une époque encore primitive, à dater de Clotaire II, que Mably voit s'introduire, avec l'hérédité des bénéfices, un ordre privilégié dans la nation (3). Mais il estime, à l'encontre de Montesquieu, que la possession des bénéfices, ne conférait, en bonne règle, aucun droit de juger (4) : elle devait assurer seulement protection de la part du roi et prééminence d'honneur (5). Il exclut en droit, sinon en fait, des origines de la monarchie, la féodalité politique, et ne tient pour légitime que l'ancien gouvernement des Francs : la démocratie, tem-

sonnelle, s'abstinrent de profiter de cette permission. (*Ibid.*, pp. 151-152.) Mais il ne tenait qu'à eux d'en profiter, ce qui sauve tout. (*Ibid.*, p. 151.)

(1) *Observations*, liv. I, chap. v, note 1. *Œuvres* [164], t. I, p. 390.

(2) « Je n'imagine pas que M. le président de Montesquieu croie que les nations aient commencé par avoir des gentilshommes. L'égalité a d'abord dû unir les citoyens de toute société, et la distinction des nobles et des roturiers ne peut être que la suite de plusieurs événemens et de plusieurs révolutions... » (*Observations*, liv. I, chap. v, note 1. *Œuvres* [160], t. I, p. 399. Cf. toute la note, pp. 390, 399.)

(3) *Observations*, liv. I, chap. v.

(4) *Ibid.*, liv. I, chap. iii, note 5, *Œuvres* [160], t. I, pp. 366, 382, Mably fait d'ailleurs une différence entre les bénéfices et les fiefs, c'est-à-dire les terres données sous condition du service ; il n'admet de fiefs qu'à dater de Charles-Martel. (*Obs.*, liv. I, chap. vi, note 2. *Œuvres* [160], t. I, pp. 406, 410.) Mais à ces fiefs même, il n'attribue pas de droit de juridiction.

(5) *Observations*, liv. I, chap. v. *Œuvres* [160], t. I, pp. 181, 183.

pérée par un conseil de notables, avec un prince réduit au rôle de « simple ministre des lois (1) ».

Mais si les principes de ce gouvernement étaient justes, ils ne purent se conserver longtemps. Dès après le règne de Clovis, Mably en signale la décadence, qu'il explique, en philosophe nourri de l'antiquité, par l'ambition et l'orgueil des grands, l'inertie et la corruption du peuple. Dispersés à travers le pays conquis, amollis par leur opulence nouvelle, les Francs se désintéressent de la conduite de l'État ; les assemblées du Champ de Mars tombent en désuétude ; le conseil du prince s'arroge les droits de la nation, mais ne peut établir lui-même d'aristocratie fixe et réglée. Les rois veulent être absolus ; les grands propriétaires usurpent les justices ; les bénéficiers, une fois héréditaires, aspirent à se rendre indépendants : l'histoire n'offre bientôt plus que l'image de l'oppression du peuple, parmi les querelles sanglantes des rois, des leudes et du clergé (2).

Mais du sein de cette anarchie s'élève tout à coup « un prince à la fois philosophe, législateur, patriote et conquérant (3) ». Charlemagne, déjà si vanté au XVIII^e siècle, allait recevoir de Mably des mérites et un lustre nouveaux. Boulainvilliers avait loué son respect pour la liberté de la nation, c'est-à-dire pour les droits de l'aristocratie. Montesquieu le représentait comme un maître juste et tout-puissant, arbitre de tous les ordres dominés par son génie. Mably combine ces différents traits, mais il y jette un reflet de sagesse antique qui les transfigure et les ennoblit. Le Charlemagne des *Observations* a, comme celui de l'*Esprit des lois*, l'équité, la modération, la vigilance, l'élévation des pensées, et, malgré la différence du style, l'éloge de Mably rappelle celui de Montesquieu, jusqu'à en paraître, sur certains points, la

(1) *Ibid.*, liv. I, chap. III. T. I, p. 162.

(2) *Ibid.*, liv. I, chap. III, VII.

(3) *Observations*, liv. II, chap. II. *Œuvres* [160], t. I, p. 221. .

simple imitation (1). L'empereur y devient en outre, comme dans l'*Histoire* de Boulainvilliers, le restaurateur des assemblées nationales, mais cela, d'après des vues de philosophie politique que ni Boulainvilliers ni Montesquieu ne lui avaient prêtées. Selon Mably, Charlemagne était démocrate par système et par inclination ; il connaissait « les droits imprescriptibles » du peuple, « et avoit pour lui cette compassion mêlée de respect avec laquelle les hommes ordinaires voient un prince fugitif et dépouillé de ses états (2) ». Il savait de plus que la liberté est la meilleure garantie de l'ordre, et voulut apprendre « aux François à obéir aux lois, en les rendant eux-mêmes leurs propres législateurs (3) ». De là ses plans pour régénérer l'ancien esprit du gouvernement. Il convoqua régulièrement les assemblées nationales, et y fit rentrer le peuple avec tous ses droits. S'il introduisit l'usage des représentants, ce fut pour prévenir le danger d'une réunion trop nombreuse (4). Les Champs de Mai se composèrent donc « des évêques, des abbés, des comtes, des seigneurs et des députés du peuple (5) » ; ils délibéraient tantôt par ordre, tantôt en un seul corps (6) ; le prince n'y paraissait que pour apaiser les discordes, pour proposer des résolutions, ou pour donner son consentement aux décisions de l'assemblée (7). Ce

(1) Voici un rapprochement qui nous semble significatif : « Charlemagne, dit Montesquieu, ordonnoit qu'on vendît les œufs des basses-cours de ses domaines et les herbes inutiles de ses jardins, et il avoit distribué à ses peuples toutes les richesses des Lombards et les immenses trésors de ces Huns qui avoient dépouillé l'univers. » (*Esprit des lois* [28], liv. XXXI, chap. xviii, t. IV, pp. 52, 53). Le même contraste apparaît chez Mably, gravé d'un style moins nerveux : « Charlemagne, vainqueur des Saxons et des Lombards, craint des empereurs de Constantinople, et respecté des Sarrasins en Asie et en Afrique, gouvernoit ses domaines avec autant de prudence que l'état, veilloit avec économie à ce qu'ils fussent cultivés avec soin, et ordonnoit de vendre les légumes qu'il ne pouvoit consommer. » (*Obs.*, liv. II, chap. II. *Œuvres* [160], t. I, p. 247.)

(2) *Observations*, liv. II, chap. II. *Œuvres* [160], t. I, pp. 224-225.

(3) *Ibid.*, p. 224.

(4) *Observations*, liv. II, chap. II. *Œuvres* [160], t. I, pp. 225-226.

(5) *Ibid.*, liv. II, chap. II, t. I, p. 227.

(6) *Ibid.*, liv. II, chap. II, t. I, pp. 227-228 ; chap. III, t. I, p. 256.

(7) *Ibid.*, liv. II, chap. II, t. I, p. 228.

consentement était-il une adhésion libre, ou une promulgation nécessaire ? Mably ne spécifie pas nettement ; mais il maintient qu'aucune loi ne pouvait se faire sans le vœu national : « La loi n'est autre chose que la volonté de la nation publiée sous le nom du prince (1) ». Telle est la maxime fondamentale du droit public français, qu'il croit suffisamment prouvée par quelques passages de Hincmar et quelques formules des Capitulaires, notamment par le mot de Charles le Chauve, qui prend ici pleine valeur : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (2). Charlemagne ne songe qu'à défendre les droits de la nation, à maintenir l'égalité entre les ordres, et à fonder sa propre grandeur sur le respect des lois. Pour habituer ses sujets au maniement des choses publiques, il divise son empire en provinces, où se tiennent chaque année « des états particuliers (3) ». Il réconcilie la noblesse et le clergé, protège le peuple, veille à la justice des tribunaux, remet en honneur la vertu, sans laquelle « la liberté dégénère toujours en une licence dange-reuse (4) ». Grâce à lui, l'amour du bien public se ranime, et « uni à la liberté », la rend « plus agissante et plus salu-taire (5) ». Le reste même de barbarie, dont certaines lois de Charlemagne paraissent entachées, n'est qu'un trait de haute sagesse de ce prince aussi habile que vertueux : « Si Charlemagne eût voulu arracher brusquement les François à leurs habitudes et à leurs préjugés, il n'eût fait que les révolter au lieu de les éclairer. Il ne s'agissoit pas de leur donner des lois parfaites en elles-mêmes, mais les meilleures qu'ils pussent exécuter. Voilà le chef-d'œuvre de la raison humaine, quand de la théorie elle passe à la pratique. Il faut louer dans le législateur des

(1) *Ibid.*, liv. II, chap. II, t. I, p. 229.

(2) *Ibid.*, liv. II, chap. II, note 6, t. I, p. 427.

(3) *Ibid.*, liv. II, chap. II, t. I, p. 232. (Cf. pp. 231, 233.)

(4) *Ibid.*, p. 233.

(5) *Ibid.*, p. 233.

François jusqu'aux efforts qu'il fit pour se rabaisser jusqu'à eux (1). »

Cette nécessité de l'adaptation, Montesquieu la faisait valoir au profit de Solon et de Moïse : c'est « l'éponge de toutes les difficultés que l'on peut faire sur les loix de Moïse (2) ». De même, les loix de Charlemagne offraient à Mably des « difficultés » : il avait professé, dans ses *Droits et devoirs du Citoyen*, et il devait toujours soutenir, comme une vérité essentielle, qu'il faut partager la puissance exécutrice entre différentes mains, si l'on veut défendre de ses entreprises le pouvoir législatif (3). Or, Charlemagne ne le fit pas ; mais Mably n'a garde de lui imputer ni perfidie ni maladresse : « l'extrême ignorance et les vices des François » ne permirent pas à ce prince « de se dessaisir de quelques parties de la puissance exécutrice. Celles qu'il n'auroit pas retenues... auroient été mal administrées, et seroient devenues un obstacle à ses desseins (4) ». Voilà le vice, excusable mais mortel, de cette législation si sage ; elle laissait encore au monarque un pouvoir trop étendu, bienfaisant entre les mains de Charlemagne, néfaste chez ses successeurs. A cette cause de décadence, se joignait le défaut de règle fixe pour la forme des assemblées (5). Ainsi deux imperfections, inévitables chez un peuple grossier, menaçaient doublement la liberté nationale : à savoir la concentration de la puissance exécutrice, et le relâchement du pouvoir législatif. Les circonstances, plus fortes encore

(1) *Observations*, liv. II, chap. II. *Œuvres* [160], t. I, p. 248. Cf. le mot de Solon, rapporté par Montesquieu : « On demanda à Solon si les loix qu'il avoit données aux Athéniens étoient les meilleures. « Je leur ai donné, répondit-il, les meilleures de celles qu'ils pouvoient souffrir » ; belle parole qui devoit être entendue de tous les législateurs. » (*Esprit des lois* [28], liv. XIX, chap. XXI, t. II, p. 235.)

(2) *Esprit des lois* [28], liv. XIX, chap. XXI, t. II, p. 235.

(3) *Droits et devoirs*, lettre VII. (*Œuvres* [160], t. XI, pp. 439 sqq.) Cf. *Législation*, liv. II, chap. IV. (*Ibid.*, t. IX, pp. 170 sq.) *Doutes*., lettre VI. (*Ibid.*, t. XI, p. 139.) *Étude de l'histoire*, 1^{re} partie, chap. IV. (*Ibid.*, t. XII, p. 49.)

(4) *Observations*, liv. II, chap. III. *Œuvres* [160], t. I, p. 252.

(5) *Observations*, liv. II, chap. III. *Œuvres* [160], t. I, pp. 256-257.

que la sagesse de Charlemagne, ne lui avaient permis de faire qu' « un bien passer (1) ». Après sa mort, l'histoire de France n'est plus que le flux et le reflux du despotisme et de l'anarchie.

Aussi, le reste des *Observations* forme-t-il un contraste achevé avec le tableau du gouvernement de Charlemagne. Ce que Mably poursuivait à travers le passé, c'était son propre idéal politique, renouvelé des anciens ; de grossières analogies lui avaient permis de l'incarner en la personne du César gothique. Dans la suite, les faits, mieux connus ou plus sombres, se refusent à ses illusions. Il ne trouve donc qu'à se lamenter. C'est d'abord l'anarchie guerrière, d'où naît le gouvernement féodal, monstrueuse tyrannie d'usurpateurs barbares (2). Pour Montesquieu, ce gouvernement était légitime dans son principe, et salutaire au moins dans ses derniers effets ; Mably n'y verra qu'injustice, oppression et désordre. Il reconnaît que le sort du peuple s'adoucit avec l'extension du pouvoir royal et la création des communes ; mais « il est un certain bon ordre dont la politique fait peu de cas : c'est celui qui est plutôt l'ouvrage de la force ou de la faiblesse, que de la raison ou d'une loi fixe qui instruisse les citoyens de leurs devoirs, et leur fasse aimer leur situation en la rendant heureuse (3) ». Le passage dépeint à merveille le tour d'esprit de Mably, et la raideur dogmatique qui l'oppose à Montesquieu. Ce dernier croit que le hasard peut suppléer à la prudence, qu'une harmonie à demi fortuite peut faire une bonne constitution ; une lente maturation a tiré des coutumes barbares « la meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer ». Mably ne se fie qu'aux combinaisons des législateurs philosophes, agissant par principe et d'après un plan arrêté. Ce serait

(1) *Ibid.*, p. 257.

(2) *Ibid.*, liv. II, chap. IV, VI ; liv. III, chap. I.

(3) *Ibid.*, liv. III, chap. VII, t. II, p. 62.

folie d'espérer un bien durable de la décomposition du régime féodal : une turbulence aristocratique, parfois redoutable à la royauté, jamais utile au peuple ; « un assemblage monstrueux de prétentions, de coutumes et de droits opposés qui s'éteignent, qui renaissent, qui se succèdent tour à tour (1) », voilà le legs que la féodalité transmet aux temps modernes. Nulle institution régulière, nul droit reconnu et proclamé : les communes achètent comme des privilèges « des droits que la nature donne à tous les hommes (2) ». Saint Louis réforme une jurisprudence sanguinaire (3) ; mais en politique, bien loin d'imiter Charlemagne, il commence, à l'aide des légistes instruits dans le droit romain, à poser les bases de l'absolutisme (4).

L'élévation de la royauté sur les ruines de l'indépendance féodale, tel est le sujet véritable de la seconde partie des *Observations*. Commenant avec le cinquième livre, au règne de Philippe de Valois, elle contient l'histoire détaillée des États généraux, dont le livre IV avait signalé l'apparition sous Philippe le Bel (5). Mais, plus exigeant que Boulainvilliers, Mably ne se console point, par ces convocations des trois ordres, de la perte des Champs de Mai. C'est qu'il n'y avait point, pour organiser et conduire les États généraux, de philosophe comme Charlemagne ; et, représentant la nation, ils n'en connurent pas les droits. Dans l'ignorance générale, « personne ne croyoit avoir de droit à faire valoir, qu'en vertu des chartes qu'il possédoit, ou des exemples que lui donnoient ses voisins (6) ». Irrégulières et désunies,

(1) *Observations*, liv. V, chap. I. *Œuvres* [160], t. II, p. 165. (Cf. aussi p. 158.)

(2) *Ibid.*, liv. III, chap. VII, t. II, p. 54.

(3) *Ibid.*, liv. III, chap. VII, t. II, pp. 63 sqq.

(4) *Ibid.*, liv. IV, chap. II, t. II, pp. 85 sqq.

(5) Sur les États généraux, voir *Observations*, liv. IV, chap. III ; liv. V, chap. II, IV ; liv. VI, chap. I, II et IV ; liv. VII, chap. V ; liv. VIII, chap. VI.

(6) *Observations*, liv. IV, chap. III. *Œuvres* [160], t. II, p. 107.

les assemblées supplièrent au lieu de décréter, et ne surent obtenir que des concessions passagères. Les États de 1355 voulurent pourtant affermir le contrôle de la nation sur les finances ; mais ils avouèrent comme un dogme « que le roi seul pouvoit faire des lois (1) ». Ils bornaient leurs vues au présent, quand il fallait s'élever aux vérités éternelles : mortel empirisme pour Mably, qui se donne la consolation platonique d'imaginer le langage qu'ils auraient dû tenir : « Sire, *devoit dire l'assemblée de la nation*, il est temps enfin qu'instruits de nos véritables intérêts par nos calamités, nous renoncions aux préjugés inhumains et insensés que nous a donnés le gouvernement des fiefs. Pourquoi rechercher l'origine de nos droits dans des coutumes barbares qui ont rendu nos pères malheureux ? Ce sont les lois de la nature que nous devons réclamer... Grâces éternelles soient rendues à vos pères qui ont détruit cet affreux gouvernement... mais n'auroient-ils détruit les tyrans que pour s'emparer de leurs dépouilles ?... Pour mériter notre reconnaissance, ils devoient rendre à la nation les droits imprescriptibles que la nature a donnés à tous les hommes (2) ». Sur ce thème, Mably compose un morceau de rhétorique, où il représente, avec l'emphase morne dont il est coutumier, la nécessité de la concorde, de la justice et de la modération. Ces maximes d'État furent au moins entrevues en Angleterre, où la Grande Charte, quoique inférieure « aux établissemens politiques des anciens (3) », prévoit l'avenir, pose des principes, et statue pour la nation (4). En France, le peuple ne fit pour la liberté que des efforts éphémères et mal dirigés. Et comme les princes n'ont pas suppléé à la faiblesse de l'esprit public, comme le Ciel

(1) *Ibid.*, liv. V, chap. II, t. II, p. 182.

(2) *Ibid.*, liv. V, chap. II, t. II, pp. 183-184, 186. (Les italiques sont dans le texte.)

(3) *Observations*, liv. V, chap. IV. *Œuvres* [160], t. II, p. 228.

(4) *Ibid.*, pp. 226 sqq.

nous a refusé un second Charlemagne (1), le pays put avoir de bons rois, jamais de bon gouvernement. Faute d'un législateur éclairé pour en régler l'économie, cette institution des assemblées nationales, la plus conforme à la raison comme aux usages primitifs, devait se perdre dans l'oubli, l'indifférence ou l'hostilité.

La carence des États généraux ne fut point compensée par le crédit que la magistrature parvint à s'acquérir. La partie la plus solide peut-être de l'œuvre de Mably est celle où il examine l'origine du droit d'enregistrement : réfutant les *Lettres* de Le Paige, il montre que la prétention des Parlements, de s'identifier aux Champs de mars, n'est véridique ni à la lettre, ni dans l'esprit (2). D'abord simple cour de justice, et même « cour secondaire (3) », le Parlement sut gagner la confiance du peuple et des ministres : de là vint l'habitude, prise sous Charles VI, de lui faire publier les ordonnances, pour leur donner plus de solennité (4). Cette prétendue loi fondamentale ne fut qu'un expédient de parti. Le Parlement en profita, il est vrai, pour intervenir fréquemment dans les affaires publiques, mais cela sans droit, sans règle, sans zèle sincère pour la liberté. Tour à tour complices et victimes du pouvoir arbitraire, amis de l'intrigue et de l'équivoque, les magistrats ont voulu se substituer à la nation ; mais leur langage embarrassé se dément lui-même : « Rien n'est plus extraordinaire que la conduite de nos gens de robe. Le roi répète continuellement qu'il est le suprême législateur, la source de tout droit public et particulier ; qu'il ne tient son autorité que de Dieu seul,

(1) « Sans doute qu'un Charlemagne qui cherche à diminuer son autorité pour l'affermir, est un prodige qu'on ne doit voir tout au plus qu'une fois dans une monarchie. » (Liv. VIII, chap. v. *Œuvres* [160], t. III, p. 233.)

(2) *Ibid.*, liv. VI, chap. v, note 10, t. III, pp. 310-323.

(3) *Ibid.*, liv. VI, chap. v, t. III, p. 37. Mably entend par là que le Parlement, à l'origine, n'avait pas le droit de juger les Pairs du royaume : c'était lui dénier un titre auquel il tenait fort.

(4) *Ibid.*, liv. VI, chap. v, t. III, pp. 24-25.

qu'il ne doit compte qu'à lui de ses actions ; et le parlement convient de cette doctrine... En ne donnant aucune borne à la puissance royale, par quelle raison peut-il cependant s'attribuer le privilège d'examiner, de rejeter ou de modifier les lois (1) ? » Dans sa loyauté de logicien. Mably souffre de ces inconséquences : enveloppant d'incertitude les principes du gouvernement français, elles ont contribué à en fausser le jeu, à propager des illusions spécieuses, à jeter dans l'administration « je ne sais quoi de louche et d'obscur, qui nuit à la dignité des lois et à la sûreté des citoyens (2) ».

Ainsi s'écroulent tous les appuis dont Boulainvilliers et Montesquieu songeaient à étayer la liberté française. La conception historique de Mably coïncide par ses points extrêmes avec celle de Montesquieu : elle montre à l'origine, l'indépendance des Francs ; à la fin, les abus de la royauté despotique ; mais Mably dédaigne ces états moyens, dont le souvenir même est précieux à l'auteur de l'*Esprit des lois*. Entre la démocratie des Francs, réglée par Charlemagne, et le gouvernement arbitraire, il n'aperçoit pas de solution mixte, d'accommodement qui puisse réparer nos pertes ou adoucir nos regrets. La monarchie mal assurée des Valois ne lui agréa pas mieux que l'absolutisme de Louis XIV, ou la tyrannie des barons féodaux. La condition du peuple a changé avec les mœurs, les personnes et les circonstances ; son bonheur ne dura jamais, parce qu'il n'était pas garanti par une sage constitution (3). Rois ambitieux, noblesse égoïste, nation vaine, oublieuse et facile à tromper, cette

(1) *Observations*, liv. VII, chap. III. *Œuvres* [160], t. III, pp. 126-127 ; cf. aussi *ibid.*, p. 137, et liv. VIII, chap. IV, pp. 226-227. Voir encore au livre V, chap. I des *Observations*, note 4. (*Œuvres* [160], t. II, p. 450), et l'*Etude de l'Histoire*, 3^e partie, chap. IV. (*Œuvres* [160], t. XII, p. 296.)

(2) *Observations*, liv. VII, chap. III. *Œuvres* [160], t. III, p. 117.

(3) « Les sujets d'un bon roi sont heureux ; mais qu'importe à la société ce bonheur fragile et passager ? Aux yeux de la politique, ce n'est rien d'avoir un bon roi, il faut avoir un bon gouvernement. » (*Observations*, liv. VIII, chap. V. *Œuvres* [160], t. III, pp. 232-233.)

plainte toujours renaissante accompagne l'histoire de Mably comme une mélodie. Et comme il gémit sur le passé, il désespère de l'avenir ; vers 1758, il croyait du moins à l'utilité provisoire du privilège, il rêvait de lier l'opposition parlementaire à l'intérêt national ; la seconde partie des *Observations* ne permet plus cet espoir. Examinant, dans sa conclusion, l'état actuel des différents ordres, il n'y voit plus rien qui ressemble à l'esprit de citoyen : le clergé et la noblesse se désintéressent du bien public, le Parlement affecte un faux zèle. « Obligé par son propre intérêt de faire entendre quelquefois le nom des lois, la nation lui doit l'avantage d'avoir conservé ce mot, et voilà tout (1) ». L'effet le plus sûr des remontrances consiste à égarer le peuple, à lui faire oublier ses droits pour une ombre de garantie. Mably avait déjà terminé son ouvrage quand la réforme de Maupeou, ébranlant la magistrature, suscita pour sa défense des protestations d'un accent nouveau (2) ; il consacra seulement quelques notes à cet événement, dont sa prévention dogmatique ne lui permit pas de voir la portée (3). Sa *Conclusion* n'admet qu'un remède aux vices du gouvernement français : la restauration des États généraux, « non pas tels qu'ils ont été, mais tels qu'ils auroient dû être (4) ». Mais l'auteur n'ose l'espérer, ni d'un peuple qui ne porte en lui « aucun principe de révolution (5) », ni d'une dynastie qui ne promet pas « un nouveau Charlemagne (6) ». Qu'un jeu de circonstances

(1) *Observations*, liv. VIII, chap. vii. *Œuvres* [160], t. III, pp. 280 et 281-284.

(2) Cette antériorité est prouvée par les *remarques*, mises en appendice, où Mably parle de la réforme comme d'un fait récent, auquel il n'a pu faire place dans le corps de son ouvrage. (Cf. notamment *Observations*, liv. VIII, chap. vii, note 2. *Œuvres* [160], t. III, p. 490.)

(3) Voir les *remarques* du livre VII, chap. iii, note 6. (*Œuvres* [160], t. III, p. 384) ; du livre VIII, chap. vii, notes 2, 3, 4. (*Ibid.*, t. III, pp. 490 501.) Homme de cabinet, Mably ne paraît pas avoir discerné l'orientation nouvelle que cet événement imprimait à l'esprit public.

(4) *Observations*, liv. VIII, chap. vii. *Ibid.*, t. III, p. 270.

(5) *Ibid.*, p. 273.

(6) « Viendra-t-il parmi nous un nouveau Charlemagne ? On doit le désirer, mais on ne peut l'espérer. » (*Ibid.*, p. 270 ; cf. aussi p. 271.)

aveugles ramène une assemblée d'États, peu importe à ce doctrinaire, si sa doctrine ne doit pas la diriger : « Il peut et il doit nécessairement arriver dans la suite des temps que le royaume se trouve dans une telle confusion, que le gouvernement soit forcé de recourir à la pratique oubliée des États généraux... Mais si la nation elle-même n'est pas en état, par son amour pour la liberté et par ses lumières politiques, de profiter de cet événement,... ils ne remédieront point aux maux présents, et ne feront rien espérer d'avantageux pour l'avenir (1) ». Et l'ouvrage finit par de tristes pressentiments sur l'avenir de la France, qui, à moins d'une secousse formidable pour ébranler son apathie (2), périra par la corruption, la bassesse et la servitude, « avant-coureurs d'une ruine inévitable, quand il se présentera un ennemi redoutable sur ses frontières (3) ».

Lorsque ces lignes parurent en 1788, le vœu le plus cher de l'auteur était près de s'accomplir : les États généraux, promis pour l'année suivante, devaient s'efforcer de rendre à la France une liberté légale et un bonheur constitutionnel. Mais leur convocation, arrachée par le Parlement et les Notables, montrait que Mably avait désespéré trop vite de l'influence des privilégiés. C'est le livre des *Droits et devoirs*, publié en 1789, qui sembla l'œuvre d'un prophète (4). L'histoire justifiait l'attente de milord Stanhope, plutôt que le découragement de l'auteur des *Observations*. Mais ce pessimisme négatif n'avait pas envahi la première partie de l'ouvrage, parue en 1765 : s'arrêtant après le règne de Philippe le Bel, elle touchait à peine aux États généraux, et ne traitait pas

(1) *Observations*, liv. VIII, chap. VII. (*Œuvres* [160], t. III, pp. 271-72.)

(2) *Ibid.*, p. 284.

(3) *Ibid.*, p. 286.

(4) Voir les commentaires de la *Correspondance littéraire*, en mars 1789 : « Ce qui rend surtout cet ouvrage infiniment remarquable, c'est qu'il est bien constaté qu'il fut fait en 1758... L'on est surtout étonné de l'esprit prophétique avec lequel l'auteur expose les moyens qui pourront rétablir les États généraux en France. » (*Correspondance littéraire* [456], t. XV, pp. 413-414.) Mably était mort en 1785.

des prétentions parlementaires. Ainsi les pages les plus sombres de Mably, celles qui concluent à l'impuissance et au renoncement, n'ont été connues que sur le tard, quand le destin du régime était déjà décidé. L'élément fécond de son système, ce fut sa conception du gouvernement primitif, conception républicaine et populaire, mais qui ne refusait pas aux aristocrates tout rôle utile dans l'État. Même son livre de la *Législation*, paru en 1773, gardait quelque indulgence pour la monarchie tempérée, et faisait luire un reflet timide des espoirs de 1758 : « Puisque le nom de despotisme est odieux dans ces monarchies tempérées ; puisque le prince se soumet encore à de certaines formalités ; puisqu'il daigne écouter des remontrances ; puisque l'esprit de la nation est encore un frein capable de l'arrêter et de suspendre les abus ; pourquoi ces mœurs nationales ne pourroient-elles pas causer une révolution ? (1) » Ainsi parle, dans ce dialogue, un philosophe suédois, qui exprime d'ordinaire la pensée de l'auteur. Et, en 1778, l'*Etude de l'histoire*, comparant la France à la Russie, mentionne comme différences, à l'avantage des Français, l'autorité des Parlements et la fierté de la noblesse (2). Par son influence générale, Mably combat moins qu'il n'élargit les doctrines des privilégiés. En confirmant l'opinion d'une liberté primitive, il en étendait le bénéfice au tiers état sans le refuser à la noblesse ; il intéressait le peuple à ces anciennes assemblées, où il lui montrait ses ancêtres siégeant à côté des leudes et des prélats. Il préparait dans les esprits, soit la synthèse raisonnée, soit la pénétration confuse, des traditions familières à l'aristocratie et de l'idéal républicain. S'il arrachait aux Parlements le prétexte de leurs ambitions exclusives, il permettait

(1) *De la Législation*, liv. III, chap. II. *Œuvres* [160], t. IX, p. 230. (Voir pourtant les réserves d'un autre interlocuteur, *ibid.*, pp. 224-225.)

(2) *Etude de l'histoire*, 2^e partie, chap. I. *Œuvres* [160], t. XII, pp. 119-120. Il est à noter que la seconde partie des *Observations* était déjà écrite quand l'*Etude de l'histoire* et la *Législation* furent publiées.

à leur doctrine de se reformer sur la base du droit national.

Aussi son autorité, qui fut grande, ne se limita point à une classe ou un parti : elle pouvait protéger quiconque, plébéien ou aristocrate, sincère ou intéressé, prétendait parler pour la nation. Il passa pour avoir secondé la résistance des princes du sang au coup d'État Maupeou ; leurs mémoires, dit Soulavie, étaient rédigés secrètement par « l'abbé Mably, réputé le plus savant publiciste de son siècle, et l'érudit le plus profond dans la connaissance des droits de la nation (1) ». Moreau, qui le combattit, affirme que ses doctrines avaient infecté la noblesse et les parlements (2). Et l'un de ses panégyristes explique, en 1787, le succès des *Observations* par ces raisons patriotiques : « A cette lecture, l'ame d'un François s'élève, il se compte pour quelque chose ; l'orgueil national y gagne, l'esprit public se ranime ; on sent une émanation de ces grands sentiments de liberté, de patrie et de vertu, qui règnent dans ses écrits... Ses principes ont été adoptés par tous ceux qui n'ont point l'ame servile, les bons citoyens, tous les François qui aiment encore la patrie ; et il nous semble que cet ouvrage est généralement regardé comme le meilleur qui ait encore paru sur notre constitution, et celui qui a jeté le plus de jour et d'intérêt sur nos antiquités (3) ».

Ainsi parle l'abbé Brizard, dans un *Eloge* qui fut cou-

(1) Il s'agit de mémoires qui, selon Soulavie, avaient été adressés à Louis XVI par les princes de sa maison, en faveur des Parlements, et qui formaient « une liasse de trente et quelques pièces ». (*Mémoires historiques* [241], t. II, p. 210. — Sur l'attribution à Mably, p. 214.) Nous ignorons s'il est vrai que Mably les ait rédigés ; ce qui est sûr, c'est qu'il désapprouve, comme insuffisante, dans la seconde partie des *Observations*, la protestation publique formulée en 1771 par les princes du sang contre les réformes de Maupeou. (*Observations*, liv. VIII, chap. VII, note 3. *Œuvres* [162], t. III, pp. 491 sqq.). L'assertion de Soulavie paraît au moins douteuse ; mais elle prouve que Mably ne passait point pour adversaire de la noblesse et des Parlements.

(2) Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 406.

(3) *Eloge de Mably*, dans les *Œuvres* [160], t. I, pp. 25-26.

ronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et l'approbation de ce corps savant montre combien, à cette époque, le sens historique et l'érudition demeuraient choses séparées. Mably ne fut point réfuté ; si la politique lui suscita quelques pâles contradicteurs (1), la science ne lui donna point de critique (2). En 1782, l'*Histoire de Charlemagne*, par Gaillard, le cite comme une autorité (3). La philosophie de l'histoire de France s'était enrichie d'un nouveau système, plus séduisant pour l'esprit du siècle que ceux de Boulainvilliers et de Dubos, plus arrêté et plus complet que les aperçus de Montesquieu. Sur les points où il contredisait l'*Esprit des lois*, Mably eut même gain de cause auprès de juges éclairés : dès 1768, l'abbé de Gourcy adopte ses idées sur la composition des assemblées nationales (4) ; et les *Mémoires sur la noblesse*, de l'académicien Désormeaux, décrivant la structure de la société sous les deux premières races, suivent fidèlement les *Observations* (5). Mais à la base de ce nouveau système, se retrouvent quelques-unes des idées principales de Montesquieu : celles de la conquête franque, de la ruine du gouvernement impérial, de la liberté politique apportée aux vaincus par les vainqueurs. Montesquieu, en écrasant

(1) Voir ci-après aux chap. x et xi.

(2) Ce n'est pas que la légende de Charlemagne, philosophe et républicain, n'ait rencontré des sceptiques. (Voir, par exemple, la *Correspondance littéraire* [456], 1^{er} mars 1766, t. VI, p. 506.) Mais les doutes venaient plutôt d'une réaction instinctive que de la connaissance des mœurs et des faits. — Sur le succès de Mably, cf. A. Thierry, *Considérations sur l'histoire de France* [512], t. I, chap. III, pp. 104 sqq. ; Guerrier, *L'Abbé de Mably* [487], pp. 3, 136-137.

(3) Cf. *Histoire de Charlemagne* [122], t. II, liv. III, chap. II, pp. 70, 74, 75. Gaillard insiste peu, il est vrai, sur la législation politique de l'empereur franc.

(4) Cf. *Etat des Personnes* [129], art. II, pp. 190 sqq. L'abbé de Gourcy croit, avec Mably, et contrairement à Montesquieu, que le peuple entraînait dans les assemblées sous la seconde race.

(5) *Mémoires sur la noblesse française*, lus à l'Académie des Inscriptions, les 27 mars 1772 et 20 décembre 1774. (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions* [24], t. XLVI, pp. 632-657 et 657-690.) Voir notamment : pp. 633-634, 647-648, où Désormeaux adopte, contre Montesquieu, sur l'état des personnes chez les Francs et sur l'origine des justices, des thèses pareilles à celles de Mably. Il cite fréquemment ce dernier.

Dubos, avait rétabli le crédit des explications « germanistes » ; en atténuant Boulainvilliers, il suggérait et commençait même l'adaptation démocratique qui fit le succès des *Observations*. Lorsqu'il s'engagea dans le chaos des origines, historien improvisé et sans génie, Mably recueillit le profit de ce travail préliminaire, qui épargna des recherches à sa critique, des chagrins à sa philosophie. Empruntant un peu à Dubos, et davantage à Montesquieu, il n'apporta de personnel, dans l'étude des deux premières races, que le cadre systématique de ses théories de gouvernement : il trouvait dans l'*Esprit des lois* des faits préparés à s'y fléchir. Ainsi l'influence de Montesquieu survit encore dans la sienne ; c'est elle qui a rendu possible l'illusion naïve et féconde dont Mably enchantait ses lecteurs.

CHAPITRE IX

Les Révélations du Chancelier Maupeou

SOMMAIRE

1° **De l'état de l'esprit public (1750-1770).** — Inquiétude politique sans prédominance d'aucune doctrine bien arrêtée. Haine du despotisme ; confiance plus ou moins robuste dans la vertu de la monarchie. La notion courante du gouvernement français : ce qu'elle avait d'indéterminé ; * galimathias » hypocrite ou sage ambiguïté.

Comment les querelles du pouvoir et des corps constitués tendent à préciser les idées traditionnelles, et par là même à en altérer le fond. La tentative de Machault contre les immunités du Clergé : peu de répercussion politique, mais déjà apparition d'un argument national. — L'opposition parlementaire : elle émeut le public et agite devant lui des questions qui dépassent le Parlement lui-même. Quelques ouvrages de controverse ; d'Alès de Corbet, Chaillou : passage du privilège au droit, de la tradition à la philosophie. L'idée de loi fondamentale conduit à celle de contrat, limitant expressément le pouvoir royal.

2° **Une invitation pressante à dissiper les équivoques.** — La réforme du chancelier Maupeou (1771) ébranle l'ordre traditionnel. Les protestations des cours souveraines et de la noblesse : reprise, dans le goût de Montesquieu, des thèmes oratoires sur la monarchie et le despotisme, la nécessité du dépôt des lois et des pouvoirs intermédiaires. Mais on commence à préciser la nature de ces pouvoirs et de ces lois, à dégager de la tradition l'idée du droit national, à subordonner Parlements et royauté même au corps du peuple français. La réclamation des États généraux ; ses variantes. Ce que l'attitude des Parlements offre de nouveau ; et que pourtant elle continue leur ancienne tactique. Il n'y a pas rupture, mais développement.

3° **La polémique autour de la réforme (1771-1775).** — Les écrits

parlementaires : ils reprennent et accentuent le système des remontrances. Clément de Boissy, Blonde, Target : conservation des formules de Montesquieu, mais les assemblées nationales sont ajoutées aux « corps intermédiaires », comme également nécessaires à l'essence de la monarchie. — Morizot, Brancas-Lauraguais : les préoccupations de parti s'effacent devant le souci des principes ; conformité de la tradition au droit abstrait. — *Les Maximes du droit public français* : coordination systématique, mais artificielle, de tous les arguments ; les principes énoncés dans le livre en dépassent la conclusion.

La défense du Chancelier : l'ironique bon sens de Voltaire ; la thèse générale des écrivains ministériels : les prétentions parlementaires démenties par l'histoire, et contraires aux principes de la monarchie. Utilisation de Montesquieu. Qu'aucun des deux partis ne reproduit exactement sa conception monarchique ; les apologistes de Maupeou, plus proches de la lettre de ses enseignements ; les Parlementaires, à tout prendre, moins infidèles à son esprit.

4° **La répercussion sur le public.** — Émotion sympathique aux magistrats. Raisons de cette sympathie : Maupeou incarne le despotisme. Effervescence passagère et réflexions profondes. Le coup d'État, en bouleversant les habitudes, fait travailler la raison. Quelques réactions personnelles : Hardy, Besenval, M^{me} d'Épinay, M^{mes} d'Egmont et de Mesmes, Augeard, Ch. Collé, etc. Tendance à élargir le débat. « M. le chancelier fait apprendre l'histoire de France à des gens qui seraient peut-être morts sans l'avoir sue. » La leçon des Capitulaires : *lex consensu populi fit et constitutione regis*.

5° **Le résultat durable de l'agitation.** — Nouvelle orientation des esprits. Désormais, la « constitution » aura pour centre l'idée des États généraux. En ce sens, Mably l'emporte sur Montesquieu ; et pourtant l'influence de Montesquieu a contribué à cette transformation. C'est parce qu'on tenait aux corps intermédiaires qu'on est venu à souhaiter les États généraux ; ces deux modes de garantie ne paraissent pas opposés, ni même nettement distincts ; et l'esprit de liberté qui anime les conceptions nouvelles peut se réclamer de Montesquieu.

La fin apparente du conflit (1775) ; promesses de troubles pour l'avenir.

Les documents que nous possédons sur l'état d'esprit du public vers le milieu du XVIII^e siècle, ne nous montrent pas la prédominance d'une doctrine déterminée. Barbier et d'Argenson notent le mécontentement causé par la misère, les impôts, les fautes d'un pouvoir faible et tracassier ; mais ils décrivent des sentiments plus qu'ils n'analysent des idées. D'Argenson signale cependant l'audace croissante de la critique appliquée aux choses de gouvernement : les chansons, les libelles, la rumeur

populaire, lui font craindre, vers 1750, une demande d'États généraux, et même, comme Richer d'Aube, une révolution (1). Il respire les souffles philosophiques venus d'Angleterre (2), entend parler des « droits de la nation (3) », et blâmer la monarchie absolue comme le pire des régimes (4). Mais quelle constitution désirait-on lui substituer ? C'est ce que ne dit point cet administrateur autoritaire et chagrin, peut-être ému outre mesure par la violence de quelques pamphlets et la hardiesse des paradoxes à quelques soupers philosophiques (5). De même, les lamentations des dévots sur l'« anglicisme » (6) et les sentiments républicains, ne donnent ni la mesure exacte, ni la forme précise de l'esprit d'opposition. « Un goût de république et de gouvernement populaire, affirme le P. Griffet en 1758, a saisi tous les esprits, et il se fait sentir jusque dans le langage. On abuse des mots de *bien public*, du *repos et de la tranquillité publique*... ; on n'entend plus vanter que la qualité de *Citoyen* et de *Patriote*... ; on ne parle plus que des *droits et des intérêts de la Nation* (7) ». Il ne faudrait pas prendre à la lettre ces témoignages de crainte, provoqués par de grands mots qui « ne se prononçaient jamais sous

(1) Cf. *Journal et Mém.*, éd. Rathery [199], 29 décembre 1748, t. V, p. 343 ; 21 janvier, 6 et 17 février, 1^{er} et 15 mars 1749, t. V, pp. 365, 384, 391-392, 402-403, 410-411 ; 14 décembre 1749, 21 décembre 1750, 1^{er} mai et 3 septembre 1751, t. VI, pp. 91, 320, 403, 464 ; 18 décembre 1751, 7 mai, 2 juin et 9 septembre 1752, t. VII, pp. 51, 224, 241-242, 294 ; 26 juin 1754, t. VIII, p. 315.

(2) « Le vent souffle d'Angleterre depuis quelques années », t. VI, p. 320, 21 déc. 1750. — « Il nous souffle d'Angleterre un vent philosophique de gouvernement libre et anti-monarchique », t. VI, p. 464, 3 sept. 1751. — « Ce vent d'anti-monarchisme et d'anti-révélution nous a soufflé d'Angleterre », t. VII, p. 51, 18 déc. 1751.

(3) « L'on n'a jamais été si instruit qu'aujourd'hui des droits de la nation et de la liberté. », t. VIII, p. 315, 26 juin 1754.

(4) « La mauvaise issue de notre gouvernement monarchique absolu achève de persuader en France, et par toute l'Europe, que c'est la plus mauvaise de toutes les espèces de gouvernement », t. VII, p. 294, 9 septembre 1752.

(5) M. Marion estime que les craintes de d'Argenson étaient excessives pour son temps. (*Machault d'Arnouville* [501], pp. 285 sqq.)

(6) Cf. *Mémoires de Trévoux* [467], juillet 1761, 1^{er} vol, pp. 1612-1613.

(7) *Traité de la Connaissance des Hommes*, au tome II des *Mémoires pour servir à l'histoire du Dauphin* [53], pp. 100-101, 106.

Louis XIV (1) ». *Républicain* sous l'ancien régime ne signifie pas nécessairement *ennemi de la royauté* ; il marque un intérêt pour la chose publique, un goût d'examen et de discussion, dangereux sans doute pour l'ordre établi, mais qui n'exclut point l'attachement à la personne du prince ni aux formes générales de la tradition. Une inquiétude diffuse agitaient l'esprit public vers 1760 ; irritée par les maux du présent, elle ne se résolvait pas encore en projets distincts pour l'avenir. Rien ne fait voir dans l'opinion un accord sur une doctrine positive, une intention arrêtée de détruire pour réédifier.

Mais dans l'incertitude de la pensée politique, s'affirme un sentiment presque universel : en acceptant la monarchie, on la voulait différente du despotisme. L'opposition classique entre le monarque et le despote, rajeunie par l'éloquence de Montesquieu, restera jusqu'à la fin du siècle une idée vivante et agissante. Le « despotisme de Constantinople », avec son sinistre cortège de janissaires, d'eunuques et de muets, a hanté les imaginations françaises ; et si Montesquieu n'a pas créé ce type conventionnel, nul plus que lui n'a contribué à le préciser et le répandre. « Les réflexions de M. de Montesquieu, disait Anquetil-Duperron en 1778, ont en quelque sorte fixé les idées sur la nature du Despotisme... Depuis on n'a fait que le copier, et... d'ailleurs, personne n'a plus approfondi que lui cette matière (2) ». De fait, quand le chevalier de Jaucourt rédigea pour l'*Encyclopédie* l'article *Despotisme* (3), il se contenta presque d'extraire quelques passages de l'*Esprit des lois*. Helvétius, malgré son scepticisme sur les distinctions de Montesquieu, lui emprunte la plupart des traits dont il

(1) Ceux de *nation* et d'*Etat*, selon d'Argenson (*Journ. et Mém.* [199], t. VIII, p. 315).

(2) *Législation orientale* [78], avant-propos, p. 9.

(3) *Encyclopédie* [459], t. IV.

dépeint le despotisme dans son livre de l'*Esprit* : la férocité stupide du prince, la fourberie des « vizirs », l'hébétement servile des sujets, l'ignorance universelle et le mépris de la vertu (1). Associé à des images d'avilissement et de misère, *despotisme* était devenu un de ces mots à effet, terribles et commodes, qui, éveillant une horreur instinctive, dispensent de raisonnement. « Le despotisme est un monstre si effrayant qu'on le voit quelquefois où il n'est pas », remarque l'abbé Coyer en 1757 (2) ; et Véron de Forbonnais se demandait vers la même époque si l'on ne faisait pas quelque abus de « ce mot odieux » (3).

Tous les esprits, à vrai dire, ne se payaient pas de ce lieu commun. Quand les détracteurs de Montesquieu rapprochent monarchie et despotisme comme deux modes différents d'une même substance, deux manières d'exercer le même pouvoir, leur objection n'est guère qu'une querelle scolastique. Mais aux chicanes de mots, s'ajoutent quelquefois des doutes sur les choses. Dupin et Pecquet ébauchent l'apologie des gouvernements orientaux. Voltaire allègue gravement que « le Grand Seigneur jure sur l'Alcoran d'observer les loix. Il ne peut faire mourir personne sans un arrêt du divan et un fetfa du muphti (4) ». Plus tard, l'ingénieux Linguet, le savant Anquetil-Duperron prennent contre l'*Esprit des lois* fait et cause pour l'Asie calomniée (5). Mais qu'il fût une réalité concrète, ou un être de raison, le

(1) *De l'Esprit* [131], discours III, chap. xvi-xxi ; voir aussi discours IV, chap. xvii.

(2) *Développement et défense de la Noblesse Commercante* [248], t. I, chap. I, p. 46.

(3) *Lettre à M. F.* [250], pp. 83-84.

(4) *Pensées sur le gouvernement* (1752). *Œuvres* [196], t. XXIII, p. 530.

(5) Sur Linguet, voir ci-dessus, chap. vii. — Anquetil-Duperron publia en 1778 sa *Législation Orientale*, pour prouver, comme l'annonce le sous-titre, « qu'en Turquie, en Perse et dans l'Indoustan, il y a un code de Loix écrites qui obligent le Prince ainsi que les sujets. Que, dans ces trois Etats, les particuliers ont des propriétés en bien meubles et immeubles, dont ils jouissent librement. »

« monstre » dépeint par Montesquieu restait possible, et donc redoutable. D'ailleurs, ces plaidoyers pour l'administration orientale, furent en général peu écoutés. Lenglet doute, en 1787, que la *Théorie des lois civiles* ait fait beaucoup de convaincus ; pour son compte, il ne voit pas grand'chose à changer « à l'idée que Montesquieu nous avait donnée des gouvernemens Asiatiques (1) ». En 1774, Deleyre parlait de la politique ottomane en homme qui l'avait étudiée dans l'*Esprit des lois* : chez les sujets et chez le prince, tout n'est qu'indolence et cruauté ; le cimetière est à la fois le seul instrument de règne et le seul recours de la liberté : les remontrances consistent à faire tomber des têtes (2). Même coloris, l'année suivante, dans l'*Essai sur le Despotisme* du comte de Mirabeau : « Considérez l'Asie : les Despotismes y deviennent eux-mêmes les plus stupides automates, comme ils sont les maîtres les plus barbares ; tant il est vrai qu'un engourdissement destructeur succède dans le Despotisme aux convulsions sanguinaires de la tyrannie (3) ».

Quant aux Physiocrates qui inventaient un « despotisme légal » orné de toutes les vertus, ils abandonnaient au décri le « despotisme arbitraire (4) ». Si le marquis de Mirabeau, sous l'influence de Quesnay, s'était épris d'admiration pour le gouvernement de la Chine, il ne laissait pas d'évoquer avec une pitié ironique « les serails de l'Asie, où de pauvres souverains claquemurés », esclaves autant que despotes, passent leur vie à trembler tout en faisant trembler (5). Mais, même « légal », le despotisme excitait par son nom de vives répugnances. On lit dans les *Mémoires secrets*, de 1767, que, malgré

(1) *Essai ou observations sur Montesquieu* [56], note 14, pp. 102-103.

(2) *Tableau de l'Europe*, au tome VII de l'*Histoire philosophique des Deux Indes* [106], (1774), chap. II, pp. 20-21.

(3) *Essai sur le Despotisme* [166] (1775), p. 243. Cf. aussi pp. 133-134.

(4) Cf. l'*Ordre naturel et essentiel* [152], 2^e partie, t. I, chap. XXII-XXIII.

(5) *Lettres sur la Législation* [168], lettre XI, t. II, pp. 775-776.

tous les adoucissements de Le Mercier de La Rivière, le gouvernement despotique reste « abominable » et révoltant (1); et le *Journal d'Agriculture* dit en 1768 : « Le gouvernement n'a pas de plus dangereux ennemis que ceux qui veulent nous faire accroire que le despotisme est le plus heureux de tous les gouvernements (2). » Turgot, quoique ennemi des « contreforces », se fâche de ce despotisme légal « dont la doctrine ne cesse de salir les ouvrages des économistes et ne devrait se trouver que dans ceux de Linguet (3) ». — « Ce diable de despotisme... », écrit-il à Dupont de Nemours, « nuira toujours à la propagation de votre doctrine (4) ». Et Dupont a reconnu lui-même que le terme était malencontreux (5). Tel était le pouvoir d'un mot, telle était la force du préjugé que Montesquieu avait embelli de son éloquence, soutenu de son autorité.

Aussi aimait-on à se dire que le gouvernement de la France n'était pas celui de l'Orient ; que les actes de pouvoir arbitraire y constituaient des « voies de fait », défendues par des lois précises ou des principes immémoriaux. Beausobre, dans son *Introduction générale à l'étude de la politique*, classe le gouvernement français dans une catégorie intermédiaire entre la monarchie absolue et la monarchie limitée (6). Milieu subtil, que Montesquieu aidait à concevoir. « En vain, déclare Helvétius avec une feinte conviction, en vain quelques nations voisines et jalouses nous accusent-elles déjà de ployer sous le joug du despotisme oriental : je dis que notre religion ne

(1) *Mémoires secrets* [468], 25 juillet 1767, t. III, p. 228.

(2) Ap. Weulersse, *Le Mouvement physiocratique* [516], t. II, p. 661, note.

(3) Lettre à Du Pont, 10 mai 1771. (*Œuvres* [193], éd. Schelle, t. III, pp. 486-487.)

(4) Lettre à Du Pont, du 7 mai 1771. (*Ibid.*, p. 486.)

(5) Weulersse, *op. cit.* [516], t. II, p. 661, note.

(6) Cf. *Introduction générale* [82], nouvelle édition, 1765, t. I, § 1, p. 2. Beausobre, protestant d'origine française, né à Berlin, n'avait pourtant pas de raison, ce semble, de flatter le gouvernement français.

permet pas aux princes d'usurper un pareil pouvoir, que notre constitution est monarchique, et non despotique ; que les particuliers ne peuvent, en conséquence, être dépouillés de propriété que par la loi, et non par une volonté arbitraire ; que nos princes prétendent au titre de monarque, et non à celui de despote ; qu'ils reconnaissent des loix fondamentales dans le royaume ; qu'ils se déclarent les pères, et non les tyrans de leurs sujets (1) ». Nous savons déjà ce qu'il pensait de la valeur de ces garanties ; mais enfin son hypocrisie même prouve que le public y tenait. Monarchie emportait l'idée de soumission honorable et libre : « Dans un état monarchique, la liberté est un bien sacré, inaliénable, imprescriptible, préférable à la vie, à la santé, à la fortune. » Ainsi parle, en 1760, un procureur de province, au sujet d'une tracasserie faite à un sieur Rivière, poëlier (2). On voulait croire que les caractères du gouvernement monarchique, tels que Montesquieu les avait définis, correspondaient à des réalités présentes ; tout au moins ils servaient de « norme » pour distinguer l'usage légitime de l'abus du pouvoir. La Chalotais, emprisonné au cours d'une procédure arbitraire, cite l'*Esprit des lois* pour prouver qu'elle est indigne de la monarchie (3). L'encyclopédiste de Jaucourt, qui avait tiré de Montesquieu l'article *Despotisme*, va puiser à la même source les éléments de l'article *Monarchie* : « Établissons, dit-il, d'après M. de Montesquieu, le principe de ce gouvernement, son soutien, et sa dégénération (4). » Un autre admirateur

(1) *De l'Esprit*, discours III, chap. xvi [131], t. II, p. 79.

(2) *Bulletin de l'Académie Delphinale* [519], t. III (1850), p. 565. Phrase extraite d'un mémoire en faveur d'un sieur Rivière, qui avait blessé accidentellement une personne dans une fête publique : d'où les théories du procureur, sur la liberté de réunion et d'attroupement dans la monarchie.

(3) Cf. *Mémoires de La Chalotais* [222], I, pp. 16, 49-50 ; II, pp. 67, 103-104 ; III, p. 37 ; lettre à M. de Saint-Florentin, p. 136 et note. — Selon Brissot, les célèbres *Mémoires* auraient été, au moins en partie, écrits par une amie du magistrat, M^{me} Lem. (Brissot, *Mémoires* [209], chap. x, p. 82.)

(4) *Encyclopédie* [459], t. X (1765), p. 636.

de Montesquieu, le philosophe Boulanger, proclame son amour exclusif pour le gouvernement monarchique, fondé sur les lois et sur l'honneur (1). Même sentiment chez Lefebvre de Beauvray, dont le *Dictionnaire Social*, par une rencontre remarquable, fait l'éloge de Montesquieu et la satire de l'anglomanie (2) : la monarchie tient un juste milieu entre l'oppression despotique et la licence républicaine ; elle donne au souverain les lois pour « compagnes » et la vérité pour « conseil » (3). C'est en France qu'on respecte également « les Droits de l'Homme et ceux du Citoïen », c'est là qu'une administration sage et modérée concilie les intérêts du monarque et du peuple (4). Ces louanges de la monarchie sont plus fastueuses que précises, et, malgré toute son admiration pour l'auteur de l'*Esprit des lois*, Lefebvre de Beauvray ne semble pas avoir médité longuement sur le rôle des pouvoirs intermédiaires : il n'admet, en effet, aucune puissance capable de balancer l'autorité royale (5) ; mais il exalte en termes pompeux l'importance des corps de magistrature : « Peut-on concevoir une Machine Politique mieux réglée qu'un État, dont l'Esprit de modération anime tous les ressorts ; dont le Chef concentre à la fois en lui tous les Pouvoirs et tous les Cœurs d'une Nation ; où, de tems immémorial, subsistent différens Corps de Magistrats éclairés et respectables, char-

(1) *Recherches sur l'origine du Despotisme oriental* [89], 1761. Section 22, pp. 419, 427. L'ouvrage se termine par des *Observations sur le livre de l'Esprit des lois*, où les idées de Montesquieu sur la nature et les principes du gouvernement monarchique sont l'objet d'une adhésion enthousiaste. (Pp. 428, 431.) Cf. aussi son article *Économie politique*, *Encyclopédie* [459], t. XI (1765), p. 383 : le même éloge s'y trouve.

(2) *Dictionnaire Social et Patriotique* [147], Amsterdam, 1770 ; avec cette épigraphe : « Sois Anglois à Londres et François à Paris. » L'objet principal de l'ouvrage est de combattre l'« anglomanie ». (Cf. pp. 19, 24, 167, 179, 352 sqq.) L'auteur n'en loue pas moins vivement Montesquieu, qu'il préfère à tous les écrivains anglais (pp. 26, 172) et qui n'aurait eu pour la constitution de Grande-Bretagne qu'une admiration toute platonique, pp. 355, 425-426. Pour l'éloge de Montesquieu, cf. encore pp. 39, 46.

(3) *Dictionnaire Social* [147], p. 379.

(4) *Ibid.*, p. 165.

(5) *Ibid.*, pp. 292, 307, 362 sq. q

gés directement par le Prince de lui faire entendre sans cesse à lui-même les oracles de la Vérité (1). » Douceur du gouvernement, respect des droits individuels, influence des magistrats, tout ce qui tend à se préciser dans cette prose verbeuse est conforme aux enseignements de l'*Esprit des lois*. Ce n'est pas en vain que l'auteur, lisant l'ouvrage de Montesquieu, y avait trouvé l'idée de l'homme « pour son plus grand bien reconnoissant des rois (2) ». Pareillement, le commis des fermes qui risqua le titre paradoxal de *Financier citoyen*, avait appris de Montesquieu, « toujours juste et bien intentionné dans ce qu'il dit..., les considérations dues à la Magistrature », qui est « la source de la liberté des citoyens, et le plus ferme appui de la Monarchie (3) ».

Mais les formules de Montesquieu, même répétées fidèlement, laissaient subsister, dans l'idée de gouvernement monarchique, quelque chose d'indéterminé. Elles n'offraient que l'expression nette de quelques notions très générales, — cadres vides que le lecteur remplissait librement. Un de ses interprètes les plus clairs, Richer, explique fort bien qu'il faut des rangs intermédiaires pour assouplir les relations entre le prince et les sujets, un dépôt de lois pour maintenir la perpétuité des traditions (4) : il n'a garde d'expliquer ce que pourraient contre le monarque ces institutions subordonnées. Il paraît bien que le public, aux environs de 1760, ne réclamait pas d'autres précisions. C'est une « opinion généralement reçue », disait Mably dans ses *Observations*, « que le roi est souverain législateur, mais qu'il est obligé d'obéir aux lois que nous appelons fondamentales ; et par ce galimathias nous nous flattons d'être venus à bout

(1) *Ibid.*, p. 306.

(2) Cf. ci-dessus, chap. III.

(3) *Le Financier Citoyen* [178] (1757), t. I, chap. XIV, pp. 213-214.

(4) Avertissement de l'édition de l'*Esprit des lois*, de Londres, 1767. (Reproduit dans les *Œuvres de Montesquieu*, Londres [29], 1777, t. I, p. 18.)

de distinguer le despotisme de la monarchie (1) ». Ce « galimathias » était une de ces maximes toutes faites, qu'on répète sans bien s'entendre, dont on se contente pourtant, parce qu'elles s'accordent à un fonds obscur de préjugés, de sentiments et d'habitudes. On sentait vaguement que le roi n'était pas maître de tout faire. Les privilèges des ordres et des corps, des provinces et des villes, pouvaient être rongés sourdement, mais non pas renversés d'un coup ; l'effort même de l'autorité pour les détruire, en provoquant leur réaction, ressemblait à ce jeu de « contreforces » cher aux disciples de Montesquieu. Les remontrances parlementaires avaient fait plus d'une fois reculer intendants et ministres ; enfin, quelques dehors de royauté paternelle, l'affection du peuple pour son roi, la douceur relative du gouvernement et des mœurs, tout cela formait un heureux contraste avec l'atrocité supposée du despotisme oriental. Mably lui-même avait goûté, avant d'en éprouver l'inconsistance, ces succédanés de la liberté ; et les subtilités complaisantes de son *Parallèle* se retrouvent, trente ans plus tard, dans le tableau tracé par Deleyre du gouvernement contemporain. L'auteur y fait une grande part à ces forces impondérables qui, sans charte, sans droit précis, sans rôle bien déterminé, peuvent arrêter ou amortir l'action de l'autorité suprême : « La nation, déchue par son inadvertance du privilège de se gouverner, n'a pas cependant encore subi tous les outrages du despotisme. Le caractère national... a formé comme un balancement de puissance, qui, tempérant par les mœurs l'action de la force et la réaction des volontés, a prévenu ces éclats, ces violences, d'où résulte, ou la tyrannie monarchique, ou la liberté populaire... Les sujets ont conservé une sorte de dignité, dans laquelle le monarque même sembloit respecter la source ou l'effet de la sienne.

(1) *Observations sur l'Histoire de France*, liv. V, chap. 1. Remarque 4. (*Œuvres* [160], t. II, pp. 449 sq.)

propre. Il s'est trouvé longtemps le suprême législateur, sans vouloir ou pouvoir abuser de toute sa puissance. Arrêté par le seul nom des loix fondamentales de sa nation, il a craint souvent d'en choquer les maximes. Il a senti qu'on avoit des droits à lui opposer. En un mot, il n'y a point eu de tyran, lors même qu'il n'y avoit plus de liberté (1). »

Veut-on la théorie de cet état de fait, sa justification dogmatique? On la trouve, en 1816, chez un survivant de l'ancien régime, magistrat de la Restauration, le jurisconsulte Henrion de Pansey, dont les travaux comme feudiste rappelaient déjà Montesquieu (2). Analysant la monarchie traditionnelle, il compte parmi ses éléments les doléances des États généraux, les remontrances des Cours souveraines, les résistances diverses des corps constitués, qui « rendoient l'action du pouvoir exécutif moins rapide en multipliant les frottements, et plus mesurée en lui opposant des contrepoids (3) » ; mais il insiste avec prédilection sur les facteurs moraux du régime : l'honneur, « tyran bizarre dont les caprices sont des lois », autorisait dans certains cas l'indiscipline, ou

(1) *Tableau de l'Europe (Histoire philosophique des Deux Indes* [106], t. VII), pp. 62, 64. On peut comparer à ces lignes les aperçus, d'ailleurs plus précis, de l'Écossais Robertson, dans le *Tableau de l'Europe* placé en tête de son *Histoire de Charles Quint* (1769, traduite en 1771) : « Il resta... deux choses qui concoururent à tempérer l'exercice de la prérogative royale et à la contenir dans des bornes assez fixes pour empêcher la constitution de France de dégénérer en despotisme. Les droits et les privilèges réclamés par la noblesse doivent être regardés comme une barrière contre le pouvoir absolu de la couronne. Quoique les nobles de France eussent perdu l'autorité légale..., ils avaient conservé les droits personnels et la prééminence qui était attachée à leur rang... Les droits de la noblesse, créés et protégés par un principe d'honneur qui la rendait aussi attentive à les conserver qu'intépide à les défendre, sont devenus, pour le souverain même, un objet de respect... Tant que cet ordre subsistera et conservera ses idées de distinction personnelle, la puissance du souverain aura des limites. (Une note à ce propos réfère à l'*Esprit des lois*, liv. II, chap. iv)... »

La juridiction des parlements de France, et particulièrement de celui de Paris, forma une autre barrière... »

(*Tableau de l'Europe*, section III, dans l'*Histoire de Charles Quint* [184 bis], t. I, pp. 138-139.)

(2) Cf. ci-dessus, chap. iv.

(3) *Des Pairs de France et de l'ancienne constitution* [135], p. 175.

la commandait comme un devoir ; un adage commun professait : *le Roi ne peut pas tout* (1) ; mais si l'on s'accordait à croire que le pouvoir royal n'était pas infini, nul ne savait au juste où il devait finir : ignorance précieuse, au dire d'Henrion de Pansey, imprécision tutélaire :

« C'étoit le mystère de l'État. Personne n'osoit soulever le voile qui le couvroit. On marchoit en tâtonnant dans cette obscurité religieuse ; et lorsqu'il s'élevoit des débats sur l'étendue de l'autorité, comme personne ne savoit précisément s'il étoit en deçà ou au delà de ses limites, le roi pouvoit toujours céder sans compromettre la dignité de sa couronne, parce qu'il pouvoit toujours dire qu'il le faisoit à titre de grace ; d'un autre côté, l'obéissance de la nation étoit ennoblie par l'opinion que chacun pouvoit avoir qu'elle étoit libre et volontaire ; et ces débats, qui partout ailleurs auroient occasionné des déchirements, finissoient toujours par resserrer les nœuds qui attachoient la nation à son prince (2). »

Ne reconnaît-on pas un disciple de Montesquieu, dans cette page imprégnée de regrets nostalgiques ? Éviter les restrictions trop précises, la clarté illusoire du droit abstrait ; se fier à la bonté des coutumes, aux ressources du génie national, à la nature qui « répare tout (3) », telle est bien l'une des leçons que nous donne l'*Esprit des lois*. Mais il pose des limites à cette confiance, des conditions à cet optimisme. L'harmonie du gouvernement monarchique, chef-d'œuvre du hasard ou de la prudence, n'est pas assurée pour toujours. Le législateur doit y pourvoir avec discrétion, mais vigilance. Car si les principes tombent dans l'oubli, si une administration mal réglée donne aux sujets l'habitude en même temps que la haine du despotisme, si les corps ont à la fois trop peu de force et trop d'ambition, la monarchie

(1) *Ibid.*, pp. 175-176.

(2) *Ibid.*, pp. 176-177.

(3) *Esprit des lois* [28], liv. XIX, chap. vi, t. II, p. 215.

court risque de se dissocier. Déjà, Montesquieu nous laisse entendre que, dans la France de son temps, plusieurs ressorts sont faussés, l'équilibre des puissances compromis. Le mal ne fit qu'empirer plus tard : la disproportion aggravée entre les exigences du pouvoir et les prétentions des ordres intermédiaires changea le « balancement » de puissances en une suite de chocs violents. Le public, déjà mis en éveil par les spéculations des philosophes, ne put voir avec indifférence les disputes de la royauté et des corps de l'État. La double sollicitation des théories et des faits devait l'amener à reviser ses conceptions traditionnelles.

Dès le milieu du XVIII^e siècle, les projets du contrôleur général Machault, en touchant aux immunités ecclésiastiques, attaquaient un des privilèges les plus stables et les mieux constatés. Mais le clergé sut se défendre sans mettre en cause les principes de la monarchie absolue ; il eut recours à la théologie, non à la politique, allégua que les biens d'Église étaient un patrimoine sacré, où l'autorité temporelle ne devait rien prétendre. Il opposa les droits du Sacerdoce à ceux de l'Empire, non le privilège au despotisme, ni l'ancienne franchise de la nation aux entreprises du pouvoir royal (1). Des arguments de ce genre se glissèrent toutefois sous la plume de quelques polémistes indépendants. C'est ainsi qu'un pamphlet de La Beaumelle, qui fut attribué à Voltaire, à Diderot, et surtout à Montesquieu, *Mes Pensées, ou le qu'en dira-t-on*, fit intervenir dans la controverse un argument tiré de l'*Esprit des lois* : l'utilité du privilège pour maintenir la liberté (2). Les *Réflexions générales sur les nouvelles lettres contraires aux prétentions du Clergé* rappellent aussi que la distinction des rangs appartient à l'économie du gouvernement monarchique, et le distingue heureuse-

(1) Cf. Marion, *Machault d'Arnouville* [502], pp. 277, 301.

(2) *Ibid.*, pp. 291-292.

ment du gouvernement oriental (1). L'abbé janséniste Étienne Mignot alla plus loin encore, et présenta l'immunité ecclésiastique comme une partie du droit national : il prouvait par la raison et l'histoire que les sujets ne devaient payer que des taxes librement consenties ; il faisait de la cause des privilégiés la cause de tout un peuple (2). Mais cette idée, si féconde pour l'avenir, était alors prématurée : l'Église ne se souciait pas d'ébranler le trône ; la nation ne songeait pas encore à réclamer ses droits. Les disputes sur le dixième n'ont effleuré qu'incidemment les principes généraux de l'autorité.

Plus dangereux pour l'absolutisme étaient les éternels conflits de la Couronne et des Parlements : débats politiques par essence, où l'ambition le plus égoïste prenait pour prétexte le bien public. Refuser l'enregistrement des impôts, parler des souffrances du peuple et de l'arbitraire des intendants, rallier, en des temps troublés, tous les mécontentements et toutes les inquiétudes, c'était une tactique trop aisée, et en un sens trop légitime, pour être négligée des magistrats. Ils surexcitaient l'opinion pour l'opposer à l'autorité ; de ces exils de Châlons, de Bourges et de Pontoise, où ils gagnaient à peu de frais la gloire du martyr, ils revenaient plus acclamés et plus puissants. « La Nation est accoutumée aux enregistrements du Parlement, en quoi seul elle a confiance », disait le monarchiste Barbier en mars 1752 (3). La diffusion des remontrances et des écrits de controverse portaient dans un public frondeur des thèses inquiétantes pour la royauté. Le marquis d'Argenson met de pair dans ses sujets d'alarme, le Parlement et les Anglais (4). L'avocat Moreau, serviteur fidèle et bien

(1) *Ibid.*, p. 290.

(2) *Traité des droits de l'Etat et du prince sur les biens possédés par le Clergé*, ap. Marion, o. c., p. 292.

(3) *Journal de Barbier* [202], t. V, p. 188.

(4) *Journal et Mémoires* [199], du 26 juin 1754, t. VIII, p. 315.

payé du pouvoir, écrit vers 1760, que les opinions des Parlements « sont devenues des préjugés populaires », et que « tout est contre le gouvernement excepté les principes et la loi (1). » Déjà pourtant la monarchie avait tenté de combattre les magistrats avec leurs propres armes, et de se défendre devant l'opinion ; le ministère avait eu ses apologistes. En 1754, des *Observations sur le refus que fait le Chastelet de reconnoître la Chambre Royale* accusaient le Parlement de s'être abandonné au « torrent » des idées dangereuses, d'adopter les principes d' « auteurs anti-françois, » — savoir Le Paige, Diderot et Montesquieu (2), — et d'attribuer comme les Anglais la souveraineté au corps du peuple (3) : c'était voir les choses grossièrement, mais au fond, le dernier reproche paraît moins faux qu'anticipé. Le principe de la souveraineté populaire, ou tout au moins de la souveraineté partagée entre le prince et la nation, était réellement contenu dans la doctrine de Le Paige ; mais, en 1754, ni le public ni les magistrats ne l'en avaient encore tiré. Les adversaires du Parlement, enclins à grossir le danger pour les besoins de leur cause, prévoyaient mieux que le Parlement lui-même les résultats derniers de son opposition. Du reste, en combattant l'esprit républicain, les *Observations* se défendent de préconiser le despotisme : mais leur définition de la monarchie témoigne d'un embarras plaisant :

« Sa nature est d'être établie, non sur des esclaves incapables de tout droit, mais sur des citoyens qui ont toujours une conscience à laquelle on ne peut faire

(1) Bibliothèque nationale, collection Moreau [10], vol. 1091, p. 47, verso. Ces mots sont extraits d'un mémoire, préparé pour le Ministère, en vue de faire échec aux entreprises des Parlements. Le mémoire est inachevé et ne porte pas de date, mais il définit la doctrine parlementaire d'après des Remontrances datées de 1760. (Sur Moreau, qui était attaché au gouvernement depuis 1759, voir ci-après, chap. x.)

(2) *Observations* [270], p. 198. Ces « auteurs anti-françois » ne sont pas nommés, mais on mentionne les titres de leurs ouvrages : *l'Esprit des lois*, les *Lettres Historiques*, l'article *Autorité* de *l'Encyclopédie*.

(3) *Ibid.*, p. 196.

aucune violence lorsqu'elle est droite ; une liberté respectable tant qu'elle se contient dans les bornes légitimes, une vie qui ne peut être sacrifiée qu'au bien commun de l'État, ou à la rigueur des Loix (1). »

Des garanties ainsi restreintes ne sont pas faites pour rassurer. En réalité, les *Observations* attribuent au prince une puissance sans limite ; les lois et les tribunaux dépendent de sa volonté seule (2), qui ne connut jamais en France de légitime contrepoids (3).

« L'Essence de la Monarchie consiste à concentrer toute l'autorité d'un Royaume dans la personne seule de son Roi. L'Essence de tout corps, et de tout particulier de ce Royaume consiste donc à dépendre absolument du Monarque » (4).

La tendance est la même dans les *Réflexions d'un Avocat sur les Remontrances du 27 Novembre 1755*. L'auteur anonyme, — l'abbé Capmartin de Chaupy, — développe un long parallèle entre les déclarations parlementaires et les thèses du *Judicium Francorum* (5) ; il en montre la conformité, et accuse les magistrats de renouveler en l'aggravant le scandale de 1732. Leurs maximes tendent à « faire de la France une seconde Angleterre (6) », voire à les rendre plus puissants que le Parlement anglais, qui n'est ni assemblé en permanence, ni affranchi du *veto* royal (7). « Il y a apparence, dit Barbier, parlant des *Réflexions*, que cet ouvrage ne paroît pas sans l'aveu du ministère (8) ». L'auteur professe en effet un dévouement sans réserve à la monarchie absolue (9). Mais cette orthodoxie, si agréable au

(1) *Observations sur le refus du Châtelet* [270], pp. 30-31.

(2) *Ibid.*, pp. 31 sqq.

(3) *Ibid.*, pp. 33 sqq.

(4) *Ibid.*, pp. 50 sq.

(5) *Réflexions d'un Avocat* [272], t. I, pp. 10 sqq. ; t. II, pp. 17 sqq.

(6) *Ibid.*, t. I, p. 142.

(7) *Réflexions d'un Avocat* [272], t. I, p. 143.

(8) *Journal* [202], août 1756 ; t. VI, p. 352.

(9) Cf. *Réflexions d'un Avocat* [272], t. I, p. 67.

« ministère », pouvait-elle gagner le public ? En condamnant les magistrats au nom de l'absolutisme, on les rendait plus sympathiques qu'effrayants ; on dégageait de leurs doctrines les principes libéraux et populaires qui en faisaient l'attrait le plus fort.

Un opuscule du vicomte d'Alès de Corbet nous donne un exemple des réactions provoquées par ces apologies maladroites. Le titre en définit bien le caractère : c'est *l'Examen des principes de gouvernement qu'a voulu établir l'auteur des Observations sur le refus que fait le Châtelet* (1). Certains *Mémoires*, rédigés par un défenseur zélé du Parlement, opposaient à ces *Observations* la thèse même de Le Paige (2). D'Alès de Corbet, au contraire, ne s'asservit pas à un parti : malgré sa sympathie pour le Parlement, il songe moins à le louer qu'à attaquer le despotisme, prôné par les *Observations* sous le nom de monarchie. Aussi se réclame-t-il du « grand homme que nous venons de perdre, l'Auteur de l'Esprit des Loix. » (3) Il lui doit quelques points essentiels de ses convictions historiques : faiblesse de la royauté, puissance de la noblesse, « telle est l'idée de notre Gouvernement ancien sous la première Race, que nous donnent nos meilleurs et plus anciens Auteurs, et qu'a très bien développé [sic] celui de l'Esprit des Loix (4) ». Mais il tire plus hardiment que Montesquieu les leçons de l'histoire : le passé lui fournit la preuve

(1) Un vol anonyme, s. l. n. d. — Le *Dictionnaire* de Barbier l'attribue au Vicomte d'Alès de Corbet, et les idées et le style de l'ouvrage confirment cette attribution. Mais la date de 1753, fournie par le même bibliographe, ne peut être acceptée ; les *Observations* auxquelles répond l'*Examen*, sont datées de 1754, et le vicomte fait allusion, au cours de son livre (p. 16), à la mort récente de Montesquieu. L'ouvrage a dû être écrit en 1755.

(2) *Mémoires au sujet d'un nouvel Écrit contre le Parlement, intitulé : Observations sur le refus...* [269] (1754) : trois opuscules, attribués par les uns à Dom La Taste, par les autres à Le Paige. Ils provoquèrent une *Défense des Observations*, elle-même discutée dans un quatrième *Mémoire*. Mais cette longue controverse ne mit en œuvre aucun argument nouveau.

(3) *Examen des principes* [76], p. 16.

(4) *Ibid.*, p. 88.

d'un droit toujours subsistant. Les États généraux ne s'assemblent plus, mais si la nation a tacitement accepté leur désuétude, elle « n'a renoncé, ni pû renoncer par ce silence aux droits essentiels de sa constitution. Elle se repose sur ses Rois du soin de son bonheur, du maintien de ses Loix essentielles, et du détail de toutes celles qu'exigent les circonstances particulieres : mais les Rois de leur côté s'engagent vis-à-vis de la Nation à travailler à ce bonheur, à garder ces Loix et à n'en faire de nouvelles qu'autant que la nécessité ou les occasions le requèreront. C'est une clause du contrat entre elle et eux nécessaire à la formation de la Monarchie » (1). D'Alès de Corbet appuie ainsi l'autorité des traditions aux principes d'une philosophie un peu confuse sur l'origine et la fin des sociétés. Les lois fondamentales ne sont pas seulement pour lui des coutumes vénérables, des maximes consacrées par le temps : elles expriment les conditions d'un engagement primitif. « Les besoins et les craintes réciproques forment les sociétés, et nulles sociétés ne peuvent ni se former, ni subsister sans loix (2) ». Quels que soient les gouvernements, « puisque la société n'a pû s'établir sous certaines formes, sans des loix qui réglassent cette forme même, elle n'a dû ni pû se dépouiller du droit qu'elle a au maintien des Loix, en faveur de quelque autorité qu'elle ait créée (3). » La monarchie créée par le peuple, donc, dépendante du peuple, telle est la conception qu'on voit s'ébaucher au cours de cet ouvrage, où le rappel des cérémonies du sacre vient se mêler à des vues abstraites sur le pacte social (4). Certes, la netteté y fait défaut, et la sûreté dialectique : l'auteur ne distingue pas bien les divers aspects de la question ; il amalgame confusément

(1) *Examen des Principes...* [76], pp. 152-153.

(2) *Ibid.*, p. 8.

(3) *Ibid.*, pp. 8-9.

(4) Cf. *ibid.*, p. 155.

droit historique et droit naturel. Mais cette indécision même est significative : elle révèle le travail d'une pensée qui se cherche, elle montre une philosophie politique, non point achevée, coulée en système, mais en train de se dégager des thèses historiques accréditées par l'*Esprit des lois*.

Comment l'influence de Montesquieu pouvait se prolonger et s'élargir, on le voit encore mieux dans le livre de Chaillou sur les *Commissions Extraordinaires*. Cet ouvrage, d'un avocat breton, publié en 1766 à propos de l'affaire La Chalotais (1), offre un mélange curieux de maximes traditionnelles et de formules philosophiques. L'auteur invoquait, comme il va de soi, contre des procédures illégales, les principes de la monarchie qui veulent des lois stables et des tribunaux réguliers ; de là, cette description du gouvernement monarchique, où l'on reconnaît aisément le souvenir de Montesquieu :

« Quand, pour le bonheur des Nations et des Princes, des Génies politiques ont tracé le plan des différens Gouvernemens, ...et médité sur l'Esprit des Loix, la France leur a toujours fourni le modele d'une Monarchie accomplie ; ils se sont arrêtés avec complaisance sur cette constitution modérée, qui liant invariablement toutes les parties de l'État à un ordre constant et réglé, éloigne d'une Nation douce l'abus du pouvoir arbitraire, les horreurs du Despotisme, les malheurs de l'Anarchie, et les troubles de la licence populaire.

Un Monarque, source de tout pouvoir civil et politique dans l'État, gouverne par des lois fixes et établies : des lois fondamentales, qui furent l'expression de la volonté générale, garantissent la puissance publique dont le Prince est revêtu : Sous cette Autorité Souve-

(1) Le livre devait être réimprimé à Rennes, en 1789, avec quelques modifications, et sous ce titre qui en marque mieux la portée générale : *De la stabilité des lois constitutives de la monarchie*.

raîne, des pouvoirs intermédiaires, dépendans et subordonnés, temperent l'exercice du pouvoir absolu... (1). »

Parmi les expressions classiques que Chaillou emprunte à Montesquieu, s'est glissée une courte incidente qui, elle, fait songer à Rousseau : « ...des loix fondamentales, qui furent l'expression de la *volonté générale*... ». Mots chargés de sens dans leur brièveté. S'il interpose ces lois entre le prince et les sujets, Montesquieu se garde bien d'en préciser l'origine ; mais en les fondant expressément sur la « *volonté générale* », Chaillou nous invite à croire que cette volonté pourrait les changer. Il affirme au surplus que « depuis l'établissement de la Monarchie Française... rien n'a pu détruire, au préjudice des sujets, la nature et le fond primitif de la constitution (2). » Or, ce « fond primitif » correspond exactement, selon lui, au mot de Charles le Chauve : *lex consensu Populi fit et constitutione Regis* (3). Faut-il en conclure que Louis XV ne peut faire d'édits sans la nation ? Chaillou élude la conséquence ; il prodigue les euphémismes, les hommages à l'autorité absolue ; mais, si absolue qu'il la reconnaisse, il la « règle » par tant de lois, la « tempère » par tant de formes, qu'elle ressemble singulièrement à l'autorité partagée :

« Il subsiste toujours ce dépôt de loix fixe et permanent, qui, par une tradition non interrompue, tire des assemblées primitives de la nation, non l'exercice de son pouvoir actuel, il ne le tient que du Souverain, mais son origine, source antique et précieuse de la confiance nationale... C'est dans la même vue que l'Autorité Royale, en plusieurs occasions importantes, convoqua tant de fois les différens ordres de l'État. Là des représentations respectueuses, exprimant le vœu commun

(1) *Commissions Extraordinaires* [263], p. 2.

(2) *Commissions Extraordinaires* [263], p. 2.

(3) *Ibid.*, p. 2, note.

de la Nation, déterminèrent des Ordonnances générales, consacrées par la sanction de l'Autorité Souveraine, et revêtues des formes légales (1). »

Ainsi, la monarchie des corps intermédiaires tend à se transformer en monarchie des États généraux. Transformation fatale, d'ailleurs, que voulaient l'histoire et la logique : les privilèges des corps et des ordres étaient les restes d'un droit national ; et l'idée de loi fondamentale suppose, en dernière analyse, la subordination du prince au corps social. Arrachée à la pénombre où la prudence politique l'avait longtemps tenue, la tradition devait finir par dégager sa philosophie latente. Deux publicistes fort accrédités, Pufendorf et Burlamaqui, professaient que les lois fondamentales sont des stipulations expresses, insérées dans un pacte entre le prince et les sujets (2). Existe-t-il un contrat de ce genre en France ? Quelles en sont la nature, la force et les dispositions ? Ces questions ne pouvaient manquer de se poser à bien des esprits. Trop d'éclats rompaient le silence, si propice, selon le cardinal de Retz, à l'accord des droits des peuples avec ceux de la royauté. Les Parlements qui réclamaient les lois fondamentales, avec une obstination toujours vaine et jamais lassée, s'abstenaient de les définir précisément ; mais en entendant répéter leur nom, au cours de conflits dramatiques, il fallait bien que la nation se demandât ce qu'elles étaient au juste, quelles preuves en attestaient l'existence, quels principes la justifiaient.

(1) *Commission Extraordinaires* [263], p. 3.

(2) Cf. Pufendorf, *Devoirs de l'homme et du citoyen* [182], liv. II, chap. ix, § 6, p. 299 ; Burlamaqui, *Principes du droit politique* [93], t. I, première partie, chap. vii, 4^e, § xxxvi, p. 76. (Il s'agit ici des « lois fondamentales positives », et non des principes généraux du droit naturel, qui, selon ces auteurs, forment une autre catégorie de lois fondamentales ; en tout état de cause, la loi fondamentale est autre chose pour eux qu'une simple tradition.) — La traduction française des *Devoirs de l'homme et du citoyen*, par Barbeyrac, avait eu 6 éditions de 1707 à 1741 ; les *Principes du droit politique* parurent en 1751 ; ils furent réédités en 1762 et 1764, avec les *Principes du droit naturel*.

En 1771, une initiative du pouvoir acheva de rompre l'accord tacite qui dérobaît à l'examen certains sujets trop délicats : le chancelier Maupeou voulut mettre fin à l'opposition de la magistrature, et faire une fois reconnaître les maximes de la monarchie absolue. Un édit, enregistré en lit de justice le 7 décembre 1770, condamnait déjà « l'esprit de système » (1), répandu dans les Parlements, leur interdisait toute interruption de service et toute coalition, et leur déniait en termes formels le droit de rejeter ou modifier les ordonnances. « Quand le législateur veut signifier ses volontés, leur disait rudement le Chancelier, vous êtes son organe, et sa bonté permet que vous soyez ses conseils... »

Le Roi pèse vos observations dans sa sagesse, il les balance avec les motifs qui le déterminent ; et... il juge les avantages et les inconvénients de la Loi.

S'il commande alors, vous lui devez la plus parfaite soumission (2). »

L'énergie des actes suivit bientôt celle des paroles : ce fut à la fin de janvier 1771 la dispersion et l'exil du Parlement de Paris ; puis l'institution d'un ordre nouveau dans l'administration de la justice. L'édit du 23 février érigeait dans le ressort de Paris six conseils supérieurs, dont les membres ne seraient pas propriétaires de leurs charges ; bien plus, l'intention s'annonçait d'abolir par tout le royaume la vénalité des offices, de simplifier la procédure et d'unifier les lois. Des tribunaux créés par le roi et composés à sa guise allaient être substitués à l'antique « Parlement de France », à ce Sénat héréditaire qui prétendait être né avec la monarchie (3). Conformant sans timidité sa

(1) Édit. du 7 décembre 1770, dans le *Recueil de Réclamations* [298], t. I, récit, p. 1.

(2) Discours du Chancelier, *ibid.*, p. 16.

(3) Le Parlement de Paris, maintenu en principe, devait être réorganisé sur ce plan nouveau. (Cf. Lavisse, *Histoire de France* [494], t. VIII, 2^e partie, liv. IV, pp. 396-397.)

politique à ses maximes, la royauté se dégagait des entraves de la tradition, et attaquait dans ses racines le seul « corps intermédiaire » qui pût encore la gêner.

Le Parlement de Paris détruit, la magistrature de province n'était encore qu'ébranlée : présageant sa ruine prochaine, elle se répandit en lamentations. « Oui, Sire, déclarait le Parlement de Toulouse, il ne s'agit de rien moins que de savoir si la plus belle Monarchie de l'Europe est à la veille de recevoir les Chaînes du Despotisme (1) ». Ce fut le thème commun des protestations, qui s'agrémentaient à merveille de souvenirs de l'*Esprit des lois*. Comment oublier que la stabilité des lois et des corps intermédiaires, la diversité des coutumes, la complication même des formes de procès rentrent, selon Montesquieu, dans l'essence de la monarchie ? Maupeou, qui voulait les abolir, se faisait le promoteur du despotisme. Aussi, le Parlement de Flandre évoque-t-il « les malheureuses contrées où se rend la justice la plus prompte et la plus dégagée de formes », c'est-à-dire les pays d'Orient. « Ramenez ensuite, dit-il au roi, vos regards sur l'heureuse Monarchie Française, et que votre cœur choisisse entre cette précieuse constitution et l'effrayante perspective offerte à vos Sujets ! (2) »

L'idée venait de Montesquieu ; le Parlement de Provence reproduit son langage, quand il arrête « *que dans les Pays où l'on fait peu d'attention à la fortune, à la vie, à l'honneur des Sujets, on termine promptement, d'une façon ou d'autre, toutes les disputes, la manière de finir étant indifférente, pourvu qu'on finisse ; que ce Code nouveau ne seroit pas fait pour les Francs, s'il étoit dirigé par cet esprit despotique (3).* »

(1) Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil de Réclamations* [298], t. 2, p. 332.

(2) *Lettre au Roi*, 27 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 533.

(3) Arrêté du 18 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 502. (Les italiques sont dans le texte.) Cf. *Esprit des lois*, liv. VI, chap. II. — Le même arrêté s'inspire aussi de l'éloge de la magistrature, fait au liv. XIII, chap. XX, de l'*Esprit des lois*. (Cf. *Recueil* [298], t. II, p. 506.)

Le Parlement de Rouen voit le despotisme introduit en France par la confusion des pouvoirs :

« En concentrant toutes les Loix, le choix de tous les Magistrats, l'obéissance de tous les ordres dans la volonté de l'instant, il n'y a plus de Loix fondamentales, de liberté primitive, de Monarque lié par des institutions immuables : le despotisme est établi et les peuples sont esclaves. »

Et l'on ne veut pas voir qu'à mesure que le pouvoir du monarque devient immense, la sûreté diminue (1). »

Mêmes accents chez la Cour des Comptes de Normandie, qui oppose l'obéissance des citoyens à la soumission des esclaves : « Il faut, dit Montesquieu, *commencer par être mauvais citoyen pour être un bon esclave* (2) ». — Chez le Parlement de Besançon, pour qui la monarchie demande « que la propriété et la vie des citoyens soient assurées et fixes comme la constitution même de l'État (3). » Si la destitution punit la résistance des magistrats, « il ne reste aux Sujets que l'instinct, l'obéissance, le châtiment (4) ». — Chez le Parlement de Rennes, qui s'afflige de voir arriver « ces temps désastreux, annoncés par l'auteur de l'Esprit des Loix, quand il a dit : La Monarchie se perd lorsque le Prince croit qu'il montre plus sa puissance en changeant l'ordre des choses, qu'en le suivant ... (5). »

Mais il ne suffisait pas de gémir sur la ruine de la monar-

(1) Remontrances du 19 mars 1771, *Recueil* [298], t. II, p. 230. Cf. *Esprit des lois*, liv. VIII, chap. vii.

(2) Remontrances du 19 avril 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 253. (Italiennes dans le texte). La citation de Montesquieu n'est pas tout à fait exacte, l'*Esprit des lois* disant seulement : « Il faut... commencer par faire un mauvais sujet, pour faire un bon esclave. » (Liv. IV, chap. iii, [28], t. I, p. 154.) Voulue ou non, cette infidélité est significative : on transpose l'*Esprit des lois* sur un ton plus haut.

(3) Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 386. Cf. *Esprit de lois*, liv. VI, chap. i.

(4) *Ibid.*, p. 390. Cf. *Esprit des lois*, liv. III, chap. x.

(5) Protestation du 23 octobre 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 569. La citation se prolonge, empruntant divers paragraphes aux chap. vi et vii du liv. VIII de l'*Esprit des lois*, sur la corruption de la monarchie.

chie, sur le « renversement de la constitution française (1) » ; on voulut en définir la nature et le principe ; les remontrances de 1771 marquent dans l'ensemble un progrès sensible pour la hardiesse des idées et pour leur précision. Précision, d'ailleurs, relative, qui ne bannit pas les hésitations, le mélange des doctrines, les contradictions inconscientes ou voulues. On se borne parfois à répéter, sur un ton plus ou moins ferme, les aphorismes de Montesquieu. Le Parlement de Bordeaux justifie la vénalité des charges sur ce que « des génies supérieurs » la jugent bonne pour les monarchies (2). Le Présidial de Chaumont veut imiter l'éloquence, et même compléter les théories de *l'Esprit des lois* :

« L'honneur est le principe du Gouvernement Monarchique ; il donne la vie à tout le Corps politique ; aux Loix, aux vertus même...

Au glorieux principe de l'honneur, s'est réuni l'avantage des propriétés...

De ces deux principes, de celui de l'honneur et du droit de propriété, résulte un concert admirable sans lequel l'État s'écrouleroit de lui-même (3). »

La Cour Souveraine de Nancy se refuse à énumérer les lois fondamentales : il lui suffit de constater qu'elles proscrivent l'arbitraire : « Les principes les plus constants, écrit-elle à Louis XV, les plus anciens monumens de la législation et de l'histoire qui constituent une partie du droit public de la Nation, opposeront toujours une résistance insurmontable à l'introduction de tout système qui attribuerait des droits arbitraires à Votre Couronne (4). » Selon la Cour des Comptes de Normandie,

(1) Lettre du Parlement de Toulouse au Roi, 9 février 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 322.

(2) Du 26 mars 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 449. Cf. aussi : Présidial de Chaumont, 16 mars (*ibid.*, t. I, p. 78) ; Parlements de Dijon, 1^{er} mai (*ibid.*, t. II, p. 473) ; de Provence, 18 mars (*ibid.*, t. II, p. 503).

(3) Du 16 mars 1771, *Recueil* [298], t. I, p. 73. Le Bailliage de Langres (7 mars, *ibid.*, t. I, pp. 123-124), et le Parlement d'Aix (18 mars, *ibid.*, t. II, p. 506), invoquent aussi l'honneur de la magistrature.

(4) Du 23 mars 1771. (*Recueil* [298], t. II, p. 539. Cf. aussi p. 538.)

la constitution du gouvernement français comporte, comme celle de tous les régimes modérés, l'existence d' « un Corps dépositaire et conservateur » des lois (1). Le Parlement d'Aix reconnaît l'absence de toute convention formelle entre le roi et les sujets ; mais si « une généreuse confiance » empêcha les Français de fixer avec précision les bornes qui séparent la monarchie du despotisme, la différence est garantie par une tradition constante :

« Les mœurs et le génie de la Nation, qui forment dans l'origine la constitution de l'État, la maintiennent sans effort par l'habitude d'un commandement paternel et d'une obéissance filiale... Les personnes instruites savent que de l'observation de ces Loix saintes dépendent la gloire et la sûreté du Trône..., le bonheur et l'existence civile des Sujets. Le vulgaire... est attaché à la forme du Gouvernement par un instinct national, et par le sentiment de sa liberté légitime que ses ancêtres lui ont transmis... Si l'impétuosité de la volonté momentanée franchit quelquefois des limites précieuses, les Ministres des Loix font un généreux effort, sans consulter le péril qui les menace : l'éclat de la résistance met le péril à découvert ; l'ordre est tôt ou tard rétabli ; la constitution reprend l'équilibre sans lequel elle ne peut subsister (2). »

Des traditions suppléant à des conventions, un balancement de puissances tenant lieu d'un partage en règle entre le peuple et le roi, telle est bien l'idée de la monarchie que l'*Esprit des lois* nous propose. Peut-être un commentateur de Montesquieu, le procureur général Ripert de Monclar, tout-puissant dans sa Compagnie au dire d'un contemporain (3), n'avait-il pas été étranger à la rédaction de ces Remontrances. Mais, avouer le :

(1) Du 14 avril 1771. *Recueil* [298], t. II, pp. 255-256.

(2) Remontrances du 18 février 1771. *Recueil* [298], t. II, pp. 486-487.

(3) Moreau, *Souvenirs* [228], t. I, pp. 251-252.

défaut de « bornes » précises à l'autorité royale, n'était-ce pas légitimer les entreprises du Chancelier, autant que la résistance des Cours ? Comment prouver au gouvernement qu'il empiétait sur un domaine dont on ignorait les confins exacts ? La plupart des magistrats sentirent qu'il leur fallait un point d'appui plus solide : tout en répétant les mots de « corps intermédiaires » et de « lois fondamentales », ils en étendirent le sens ; en invoquant la tradition, il s'efforcèrent à la fois de l'élargir et de la fixer. Le Parlement de Provence lui-même, dans ces remontrances où il semblait s'interdire toute revendication positive, osait rappeler l'ancien usage des États généraux, et insinuer qu'en droit, leur consentement restait nécessaire à la légalité des impôts (1). Le Parlement de Rouen reproduit le tableau de la monarchie que Chaillou avait crayonné d'après l'*Esprit des lois* ; mais il accentue encore les retouches par où l'auteur des *Commissions Extraordinaires* avait forcé certains traits de la main légère de Montesquieu : « Un Monarque, disait Chaillou, *source* de tout pouvoir civil et politique, gouverne par des lois fixes et *établies* : Des Loix fondamentales, qui *furent l'expression de la volonté générale*, garantissent la *puissance publique* dont le Prince est revêtu : sous cette *Autorité Souveraine*, des pouvoirs intermédiaires, dépendans et subordonnés, temperent l'exercice du pouvoir absolu ; ce pouvoir appliqué par degrés, et communiqué, suivant les formes de l'État, *par le Souverain*, devient aimable et facile, augmente la sûreté du Monarque, fait le *bonheur de la Nation*, sans que le Trône y perde rien de son éclat et de ses droits (2). »

(1) « Les Édits qui demandent des subsides ne sont pas de vraies Loix ; la Magistrature ne représente point à cet effet la Nation, dont le consentement étoit donné par les États généraux ; nous ne pouvons que le présumer à leur défaut, lorsque l'évidence ne rejette pas cette présomption. » (Remontrances du 18 février 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 489.)

(2) *Commissions extraordinaires* [263], p. 2. (Dans cette citation et la suivante, les italiques sont de nous.)

Et voici la version du Parlement de Rouen :

« ...Une nation *libre*, gouvernée par un Monarque qui *communiqu*e tout pouvoir civil et politique, mais qui, *subordonné lui-même à la Justice et aux Loix fondamentales*, gouverne par des loix fixes et *invariables comme son autorité même*. Ces Loix qui furent de *tout tems* l'expression de la volonté générale, garantissent *la puissance* dont le Prince est revêtu. Sous *son autorité* des pouvoirs subordonnés et dépendans, *mais nécessairement liés à la constitution de l'Etat*, temperent l'exercice du pouvoir absolu. La *communication graduelle de ces pouvoirs dirigés par la loi* assure le bonheur et la liberté des Peuples (1) ».

Comme Chaillou, les magistrats de Rouen affectent encore de concilier l'autorité du trône et la liberté de la Nation ; mais c'est sur la liberté qu'ils insistent. Déjà par sa définition des lois fondamentales, Chaillou avait introduit, dans la conception de Montesquieu, le principe du droit national. Le Parlement de Rouen l'accepte, le souligne, et en tire les conséquences : pour défendre « tous les droits » ébranlés, et « la constitution monarchique » en péril, c'est vers la nation qu'il se tourne :

« C'est à la Nation, Sire, à recourir avec respect à la dernière ressource que lui offrent les Loix, en sollicitant de votre Majesté l'assemblée des États généraux (2). »

Ainsi le Parlement demandait les États généraux, non comme une nouveauté révolutionnaire, mais comme une partie intégrante, et désormais nécessaire, des traditions de la monarchie. Dix jours plus tard, le 18 février 1771, Malesherbes reprenait la demande, au nom de la Cour des Aides de Paris, et la justifiait à la fois par la tradition et la raison. Ce n'est pas qu'oubliant ses règles de prudence, il voulût définir les principes du pacte

(1) Lettre au roi, du 8 février 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 205.

(2) Lettre au roi, du 8 février 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 210.

social ; mais il rappelait à Louis XV cette maxime supérieure à toutes les constitutions positives, que si la puissance royale vient de Dieu, elle doit tendre au bien de la nation : vérité fondée sur la loi divine et la loi naturelle, qui suffira, disait-il, « pour nous dispenser d'entrer dans l'examen toujours dangereux des Loix propres à votre Monarchie (1). » Évitant dès lors de s'enfoncer dans l'obscurité des origines, d'épiloguer sur les Capitulaires ou les récits de Grégoire de Tours, il montrait combien sont utiles les « loix anciennes et respectées », qui modèrent les gouvernements et rassurent les peuples : « Dispensez-nous, Sire, d'examiner si dans aucun État, un Roi peut abroger de pareilles Loix : il nous suffit de dire à un Prince ami de la justice qu'il ne le doit pas (2) ». Discrétion habile, qui en ménageant la jalousie du monarque, réservait les droits de la nation :

« Il existe en France, comme dans toutes les Monarchies, quelques droits inviolables qui appartiennent à la Nation. Nous n'aurons pas la témérité de discuter jusqu'où ils s'étendent ; mais en un mot il en existe (3). » Or, il faut des lois stables pour les garantir, des défenseurs pour les rappeler. Si l'on réduit à une soumission silencieuse les princes du sang, la noblesse et les magistrats, c'est-à-dire tous les intermédiaires entre le roi et le peuple, la nation elle-même devra veiller à ses légitimes intérêts :

« Interrogez donc, Sire, la Nation elle-même, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée de Votre Majesté (4). »

Ainsi concluaient ces remontrances, chef-d'œuvre de sagesse et de dextérité, qui rappellent l'*Esprit des*

(1) Remontrances de la Cour des Aides de Paris, du 18 février 1771. *Recueil* [298], t. I, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 20.

(3) Remontrances du 18 février 1771. (*Recueil* [298], t. I, p. 21.)

(4) *Ibid.*, p. 27.

lois, non par des emprunts matériels, mais par leur inspiration aussi élevée que prudente : c'est la même haine du despotisme, la même équitable modération, le même éloignement de toute métaphysique politique. Malesherbes ne rédige pas une déclaration solennelle de droits : il constate un état de fait, l'existence de traditions, sagement libérales, qu'on ne saurait répudier sans changer l'esprit du gouvernement. S'il commence à invoquer la loi naturelle et les droits de la nation, c'est que l'autorité de ces coutumes un peu flottantes n'avaient pas suffi à retenir le despotisme du Chancelier ; s'il conseille d'assembler les États généraux, c'est qu'on entreprenait d'abolir tous les corps intermédiaires. Des traditions contestées, des institutions à demi ruinées, ne portaient plus en elle-même leur force et leur raison ; ce que Malesherbes demande à la philosophie, ce n'est point une innovation systématique, mais un appui supplémentaire pour l'ordre traditionnel.

L'idée de la nécessité des assemblées nationales n'avait en soi rien d'imprévu : suggérée par les monuments de la monarchie, virtuellement contenue dans des écrits comme les *Lettres Historiques*, elle avait même pénétré les remontrances depuis une vingtaine d'années ; mais elle n'avait guère été qu'une pensée vague, à demi secrète ; c'est par les réclamations de 1771 qu'elle achève de prendre corps. L'image des « placités » primitifs, chers à Le Paige et à Cantalauze de La Garde, tend à revivre sous l'aspect des États généraux et à captiver l'attention. Le 11 mars, la Cour Souveraine de Nancy rappelle avec un accent de regret le temps « où tous les ordres de la Nation voyoient du moins dans quelques circonstances disparoître pour eux l'intervalle et les obstacles qui les tenoient éloignés des regards du Prince. Représentée par ses députés dans les assemblées des États généraux, chaque Province devenoit, pour ainsi dire, un point de la circonférence dont le Trône

étoit le centre (1). » Le Parlement de Besançon fait, vers la même date, un historique plus développé du gouvernement par assemblées, montrant, depuis les Champs de mars de Clovis jusqu'aux États de la troisième race, « une relation perpétuelle entre le Prince et les sujets, un concours, une communication toujours uniforme (2). » A vrai dire, s'il admire cet état de choses « si parfaitement relatif à l'esprit de la constitution française (3) », il n'en demande pas expressément le retour. Il semble d'ailleurs réduire les États généraux au droit de voter les subsides (4), et réserver aux Cours Souveraines les attributions proprement législatives des placités : mais c'était beaucoup de reconnaître un droit à ceux que M. de Cantalauze regardait encore comme de très humbles suppliants et plaignants. Le Parlement ne s'arrogeait plus un pouvoir exclusif de contrôle : il admettait un partage avec les États généraux, et, conservant les principes libéraux impliqués dans le système de Le Paige, il en élargissait l'application.

Les rapports de la magistrature et des États généraux se modifient en un sens plus populaire encore, dans le projet de remontrances qu'un conseiller au Parlement de Dijon, Maleteste de Villey, prépara en mars 1771 « sous la dictée de la voix publique (5). » Cet admirateur de Montesquieu, — qui ne manqua point de citer *l'Esprit*

(1) Lettre au Roi, du 23 mars 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 541.

(2) Remontrances du 11 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 398.

(3) *Ibid.*, p. 403.

(4) « Si, depuis 1302, le Parlement ne paroît pas toujours occupé de l'objet des impôts, c'est que la Nation, chargée elle-même de ses intérêts en cette partie, avoit l'avantage de les discuter directement avec le Souverain... Ces secours étoient des témoignages de l'attachement et de l'affection des peuples pour le Souverain, qui n'entendoit point s'en faire un titre pour l'avenir. » (*Ibid.*, p. 403.) Au reste, le Parlement ne cherche pas à préciser d'une manière définitive le rôle respectif des différents organes de la Constitution : « Il suffit de voir que dans toutes les époques la constitution de l'État a placé entre le Prince et les Sujets un Corps... » (*Ibid.*, p. 399.)

(5) *Œuvres diverses* [293], préface, p. xii. Ces Remontrances sur l'Edit du mois de décembre 1770, datées du 18 mars 1771, sont imprimées dans les *Œuvres diverses*, pp. 290, 308.

des lois contre le despotisme (1), — faisait scrupule, lui aussi, de « lever le voile qu'une antiquité respectable a sagement étendu sur notre droit politique (2) ». Et pourtant il posait en principe, sur la foi de Charles le Chauve, que la loi s'établit en France « par la volonté du Monarque et par l'adhésion des peuples (3) ». Au consentement des placités, succédèrent, sous la troisième race, deux conditions également légitimes : l'aveu des États généraux et l'enregistrement au Parlement. Puis, les États généraux ont cessé de se réunir : « De deux conditions indispensables pour la formation de la loi, on n'a conservé que celle de l'enregistrement..., et la nation, autrefois rassemblée, puis représentée, actuellement dispersée, s'est accoutumée à regarder une loi enregistrée comme une loi consentie (4). » Les États de Blois, en 1579, ont reconnu les Parlements comme leurs fondés de pouvoirs (5). L'abaissement politique de la magistrature devrait donc avoir pour contre-partie, si l'on ne veut détruire entièrement la constitution française, la restauration des États généraux :

« Pour lors votre Parlement se bornera aux fonctions inhérentes à sa constitution, et qu'il a constamment exercées depuis son origine. C'est Sire, du fond de nos cœurs que nous vous portons en même temps les vœux de la nation et nos soumissions. Mais si des raisons, que nous ne pouvons pas pénétrer, ne vous permettoient pas de convoquer les États généraux dans le moment présent, permettez-nous au moins de continuer à les suppléer, jusqu'à ce qu'il plaise à Votre Majesté de leur rendre les privilèges qu'ils réclament, par notre bouche, de votre bonté et de votre justice (6). »

(1) *Œuvres diverses* [293], p. 304.

(2) *Ibid.*, p. 292.

(3) *Ibid.*, p. 301.

(4) *Ibid.*, p. 302.

(5) *Ibid.*, p. 302, note.

(6) *Œuvres diverses* [293], p. 306.

Ainsi la volonté des États apparaissait comme une source du droit des Parlements : c'est à ces « gens des Communes », naguère si méprisés, que Maleteste de Villey portait, en réalité, l'hommage de sa subordination et de sa dépendance. Ajoutons que ses remontrances ne semblent pas avoir été adoptées (1). Mais, dans un arrêté du 1^{er} mai 1771, le Parlement de Dijon demandait sans ambages, quoique « très-humblement et très-respectueusement », la convocation des États généraux, « les dits États étant seuls capables désormais de faire entendre leur voix (2). » Le Parlement de Grenoble avait déclaré plus fièrement qu'il se devait à lui-même « de réclamer pour les droits de la Nation, qui sans le consentement des États généraux, ne sauroit être dépouillée de la forme de Gouvernement qui lui est propre (3). » Le Parlement de Bordeaux, dans son arrêté du 25 février 1771, ne faisait que des allusions vagues à la possibilité actuelle de convoquer les États, mais il rattachait expressément les droits de la magistrature aux droits de la nation, eux-mêmes dérivés de conventions tacites adoptées par les Francs en Germanie : « Ces Loix, ces Coutumes, nous les retrouvons après la conquête des Gaules ; elles forment la constitution de la Monarchie Française ; elles assurent à la nation le droit de concourir à la formation des Loix nouvelles (4). » Un assez long détail

(1) Nous ne trouvons aucune trace de publication en dehors des *Œuvres diverses* de Maleteste de Villey : l'auteur ne dit pas ce qu'il en advint. Foisset, dans son ouvrage sur le *Président de Brosses*, parle de remontrances « proposées par M. de Maletête », en 1771, au Parlement de Dijon, et rejetées pour leur hardiesse excessive. On leur substitua « de nouvelles remontrances plus prudentes mais plus vulgaires », où figurait toutefois le nom des États généraux. (*Le Président de Brosses* [485], chap. VIII, p. 308.) Quelle fut la date précise de ces « nouvelles remontrances », c'est ce que Foisset ne nous dit point, dans son exposé un peu confus de cette affaire. Il est sûr de moins que, dans son arrêté du 1^{er} mai 1771, le Parlement de Dijon protesta contre l'arbitraire, et mentionna les États généraux.

(2) *Recueil* [298], t. II, p. 474.

(3) Arrêt du 23 mars 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 525.

(4) *Recueil* [298], t. II, p. 420.

de l'exercice de ce droit, au temps des deux premières races, contenait entre autres preuves le texte de l'Édit de Pistes : *lex consensu populi fit et constitutione regis*. Quelle meilleure réponse au Chancelier Maupeou, qui accusait les Parlements d'innovations dangereuses ? (1). Ce mot précieux de Charles le Chauve résume également pour le Parlement de Rennes, l'essence du gouvernement français ; seul le mode de consentement a varié : exercé d'abord par l'assemblée du peuple, ce droit national s'est concentré dans les Cours souveraines : « c'est le dernier degré possible d'affaiblissement d'une forme aussi ancienne que la Monarchie (2) ». « Affaiblissement » qui n'est pas sans remède, puisque, dès le 15 mars 1771, le Parlement de Rennes demandait les États généraux : « Jamais occasion plus importante ne mérita l'Assemblée générale de la Nation (3) ». Les mêmes principes inspiraient au Parlement de Toulouse, d'abord de timides supplications, puis une réclamation presque hautaine : son arrêté du 8 mars 1771 insinuait seulement que « si la Cour, organe ordinaire du vœu de la Nation, pouvoit perdre l'espérance d'être entendue... Elle supplieroit ledit Seigneur Roi d'interroger la Nation, et de considérer que la convocation des États généraux a été plus d'une fois ordonnée dans des occasions moins importantes (4) ». Les remontrances du 6 avril précisaient la doctrine, en retraçant à grands traits l'histoire du pouvoir législatif dans la monarchie : depuis les assemblées générales où les rois Francs proposaient les lois, jusqu'aux Parlements modernes qui doivent les enregistrer librement, une tradition constante, sinon uniforme, perpétue les droits de la nation : « Si Votre Majesté

(1) *Recueil* [298], t. II, p. 421. (« Ces maximes n'étoient pas nouvelles, Sire, même du temps de Charles le Chauve... »).

(2) Remontrances du 24 juillet 1771. *Recueil* [298], t. II, p. 310.

(3) Arrêté du 16 mars 1771, *ibid.*, t. II, p. 294.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 326.

pouvoit encore douter que ce ne soit ici la cause de la Nation, plutôt que celle de la Magistrature : daignez, Sire, appeler la Nation elle-même au pied de votre Trône (1) ». La manière sera plus tranchante le 31 août suivant : « La Nation... ne peut être dépouillée du gouvernement qui lui est propre sans la convocation et le consentement des États généraux (2). »

Comme il était naturel, les vicissitudes des Parlements agissaient sur les théories parlementaires. Elles accentuaient le mouvement qui, depuis le milieu du siècle, faisait refluer le privilège vers sa source, le droit national. Non que les magistrats aient proclamé d'une voix unanime la nécessité absolue des États généraux : tantôt ils supplient, tantôt ils exigent ; ils invoquent ici la volonté des lois fondamentales, là seulement l'esprit de la tradition. Mais presque tous les Parlements de province font au moins allusion à l'utilité de ces assemblées, et plusieurs en réclament ouvertement l'intervention prochaine. Les juges ne prétendent plus la possession exclusive du droit de consentir les lois. « La Magistrature entière, dira à ce sujet, en 1773, la préface d'un vaste *Recueil* de remontrances, réclame la convocation des États généraux, pour leur remettre ce prétieux dépôt. Elle ne veut point faire la cession d'un droit qui ne lui appartient pas. Elle a le courage de ne point abandonner la cause de la Nation, jusqu'à ce que la Nation elle-même prenne la défense de ses droits, et la décharge d'une manière authentique d'un ministère si important devenu si dangereux (3). » Il s'en faut que les Parlements aient avoué en termes aussi catégoriques leur dépendance envers la nation ; mais ces lignes définissent bien leur orientation nouvelle, le sens d'une évolution que l'année 1771 avait précipitée. Jamais certes, au

(1) *Ibid.*, t. II, p. 357.

(2) *Recueil* [298], t. II, p. 367.

(3) *Ibid.*, préface, t. I, p. iv.

cours du siècle, la réclamation des États généraux n'avait eu chez les Parlements tant de force et d'ampleur ; jamais les droits de la nation, considérés en eux-mêmes, n'avaient tenu autant de place dans leurs déclarations. Désormais, l'opposition parlementaire n'était plus quelque chose d'autonome et de suffisant en soi. On maintenait avec Le Paige, à l'origine de la monarchie, le régime des « placités » ; mais parmi ses dérivés, les États généraux trouvaient une place égale ou supérieure à celle des Parlements (1). En même temps, on s'éloignait de la conception classique qui « tempérait » la monarchie par de simples représentations : lorsqu'ils prétendent lier Louis XV par l'aveu de Charles le Chauve, lorsqu'ils fondent la constitution française sur un partage conclu entre le prince et la nation, les magistrats de Bordeaux, de Rennes et de Toulouse substituent un gouvernement mixte, à demi-républicain, au système purement monarchique qu'avait décrit Montesquieu. Il est vrai que ces nouveautés s'enchevêtrent encore de formules respectueuses, de maximes traditionnelles sur les pouvoirs subordonnés. Le Parlement de Rennes, qui demandera, le 16 mars, les États généraux, déclare, le 19 février, que le pouvoir législatif réside en la personne du Souverain (2). L'arrêté rendu le 8 février par le Parlement de Normandie demande les États généraux et paraphrase l'*Esprit des lois*. Loin de rompre avec Montesquieu, on se ména-

(1) Il semble que les historiens des idées parlementaires n'aient pas toujours assez insisté sur cette transformation. (Cf. notamment l'article de M. Sée sur la *Doctrine politique des Parlements*, *Revue historique de droit français et étranger* [524]. Avril-juin 1924.) M. Sée dénonce avec force l'égoïsme des Parlements ; nous croyons comme lui qu'ils n'ont jamais renoncé à leurs rêves de domination oligarchique : on le vit bien en 1788, quand la royauté s'avisa de satisfaire leur vœu, exprimé dès 1771, de voir renaître les États généraux. (Cf. ci-après, chap. XI et XII.) Mais il faut distinguer les doctrines et les fins secrètes auxquelles on les fait servir. A dater de 1771, la doctrine des magistrats manifestement s'élargit ; ils deviennent libéraux en paroles ; et par suite, — à cause de l'effet, voulu ou non, des remontrances, — libéraux en action.

(2) Remontrances du 19 février 1771, *Recueil* [298], t. II, p. 275. Le Parlement déclare, au surplus, dans le même passage, que l'enregistrement libre est nécessaire à la perfection de la loi.

geait la ressource de son autorité ; l'on ornait de son éloquence le fatras de citations pédantesques qui mêlaient Loyseau et Du Tillet, Pasquier et Du Haillan ; l'on conservait dans la monarchie cet appareil d'ordres et de corps qu'il avait jugé nécessaire ; mais on y ajoutait un nouvel organe qui, sous prétexte de compléter l'ensemble, en changeait profondément l'économie.

Aux protestations des magistrats, se mêlèrent d'autres voix solennelles. En 1772, une partie de la Noblesse de Normandie déplorait, dans une lettre au roi, qu'on eût altéré l'ordre ancien des choses, — cette liberté d'une « Nation gouvernée par un Monarque et des Loix », ce « gouvernement sage et tempéré », « cette constitution immuable » (1), que les Cours Souveraines voulaient préserver. L'année suivante, la Noblesse de Bretagne, protestant contre les atteintes portées à la constitution, se réclame de « cet honneur, le principe de la Monarchie, l'appui du Trône, le caractère essentiel de la Noblesse (2) ». L'esprit d'autonomie provinciale revivait dans ces manifestes de Bretagne et de Normandie. Mais déjà quelques seigneurs du plus haut rang avaient réclamé pour la nation : au mois d'avril 1771, les princes du sang avaient déposé, au greffe du Parlement de Paris, une vigoureuse protestation contre les réformes, tant accomplies que présagées, du Chancelier Maupeou (3). Le Païge, devenu l'intendant politique du prince de Conti, avait sans doute rédigé cette pièce, plus fidèle que bien des remontrances à l'ancienne doctrine des magistrats : on n'y parlait pas d'États généraux, mais seulement de vérification libre des lois en Parlement. Mais c'est sur la

(1) Lettre d'une partie de la noblesse de Normandie au Roi (octobre 1772). *Recueil* [298], t. II, p. 263. La lettre, signée de 221 Nobles, reçut en outre plus de 50 adhésions par actes particuliers. (*Ibid.*, p. 261.)

(2) « Représentations de la Noblesse de Bretagne au Roi, ... adoptées le 18 janvier 1773, à l'unanimité entière de cet Ordre assemblé aux États du Duché de Bretagne en la ville de Morlaix. » (*Recueil* [298], t. II, p. 553.)

(3) Elle fut publiée en brochure dès 1771.

constitution monarchique, sur le droit national, que se fondait la réclamation : « le droit des François, un des plus utiles au Monarque et des plus précieux à ses sujets, est d'avoir des Corps de Citoyens perpétuels et inamovibles, avoués de tous les tems par les Rois et par la Nation, qui, sous quelque forme et dénomination qu'ils aient existé, concentroient en eux le droit général de chacun des Sujets d'invoquer les Loix, de réclamer leurs droits et de recourir au Prince (1). » Et les signataires concluaient en protestant comme gentilshommes « pour la conservation des droits de la Noblesse ; comme Pairs de France nés, pour celle des droits des Pairs et des Pairies ; et comme Princes du sang, pour celle des droits essentiels de toute la Nation (2) ». Eux aussi agrandissaient le débat, et voulaient voir dans la cause des Parlements, la cause de la nation entière.

Ainsi firent, en enchérissant encore, la plupart des auteurs qui défendaient les magistrats proscrits. Cependant cette littérature, très abondante en 1771, offre quelque diversité pour la forme et le fond (3). L'on répandit des pamphlets sans prétentions théoriques, comme la *Correspondance secrète et familière de M. de Maupeou, avec M. de Sorhouet* ; des dissertations d'ordre financier et économique, comme la *Lettre sur l'état actuel du crédit*, et la *Profession de foi politique d'un bon François* ; et nombre de plats opuscules, tissus de phrases toutes faites et de citations rebattues. Ainsi le rédacteur des *Principes avoués et défendus par nos pères*, remontant jusqu'en 1224, extrait d'une foule de discours, de déclai-

(1) *Protestation des princes du sang* [296], pp. 1-2.

(2) *Ibid.*, p. 10.

(3) Un recueil de publications hostiles à Maupeou parut à Londres, en 1775, sous le titre suivant : « *Efforts de la liberté et du patriotisme, contre le despotisme du St de Maupeou, Chancelier de France, ou Recueil des Ecrits patriotiques publiés pour maintenir l'ancien gouvernement François.* » [280]. (Six tomes en trois volumes.) Il comprend 28 pièces, quelques-unes fort étendues, mais il n'est pas complet.

rations et d'ordonnances, divers témoignages d'estime authentiquement rendus au Parlement ; il y ajoute un passage de la *Grand Monarchie de France*, et répète un mot de Montesquieu contre le cardinal de Richelieu (1) : mais il ne précise pas autrement sa doctrine. Le *Manifeste aux Bretons*, le *Tableau des Monumens qui constatent l'origine du Parlement de Bretagne* emploient des procédés analogues à la défense des privilèges provinciaux (2). L'*Essai historique sur les droits de la Province de Normandie* joint à un exposé de titres, depuis l'établissement du duc Raoul dans la Neustrie, quelques considérations générales sur le rôle de l'honneur : « l'honneur est le ressort et l'appui des Monarchies ; c'est un principe que les plus sages politiques ont démontré (3) ». Le même principe est allégué, pour justifier la conduite du Parlement de Paris, dans de prétendues *Représentations de la Noblesse au Roi* (4). Une *Lettre aux officiers de justice des provinces* condamne l'égalité comme un instrument de despotisme (5). Ces adaptations faciles de la pensée de Montesquieu ne méritent guère de faire revivre des brochures vides, pédantesques, et peu remarquées même en leur temps. Mais des écrits plus substantiels, dont quelques-uns furent célèbres, reprirent en l'accentuant le système des remontrances, et, pour prouver les droits de la magistrature, mirent en jour ceux de la nation.

« L'autorité souveraine et législative réside-t-elle dans un seul ou dans le Corps entier de la Nation Française ? A-t-elle eu le droit de se gouverner originairement par des Loix émanées de sa volonté seule, et dictées

(1) *Efforts* [280], t. VI, vol. III, p. 171.

(2) Cf. *ibid.*, t. VI, vol. III. Le second de ces opuscules est daté de 1772.

(3) *ibid.*, t. VI, vol. III, p. 65.

(4) *Franches et Loyales Représentations de la Noblesse au Roi* [283]. 1771, une brochure de 11 pages. Ces « représentations » ne sont pas signées ; elles sont vraisemblablement l'œuvre d'un simple pamphlétaire.

(5) *Efforts* [280], t. IV, vol. II, p. 8.

par son pouvoir ? Problèmes qui vont être résolus par l'exposition d'un grand nombre de faits historiques » (1).

Telles sont les premières lignes des *Principes de la Législation françoise*, ouvrage où se reconnaît l'inspiration, sinon la main de Le Paige (2). Pour répondre à ces problèmes, posés dans toute leur ampleur, l'écrivain interroge Boulainvilliers et Mézeray sur la forme primitive du gouvernement français. Il adopte les idées de Boulainvilliers sur l'autorité des Champs de mars et de mai, sans s'expliquer d'ailleurs sur leur composition. Malgré ses prétentions à la science, et ses nombreuses citations, il ne s'attache pas aux détails. Il rappelle la liberté des Germains, honore en Charlemagne un monarque respectueux des droits de la nation, et esquisse l'histoire des assemblées jusqu'à la fusion en un seul corps du placité et de la cour du roi. En admettant cette fusion, il semble accepter le système de Le Paige dans ses conséquences les plus étroites ; mais ses conclusions pratiques restent sous-entendues, donc incertaines pour le lecteur. Après avoir mentionné l'absorption des assemblées dans la Cour du Roi, il se contente d'ajouter : « Cet abrégé ne me permet pas d'entrer dans un plus grand détail (3) ». L'auteur est fidèle à son titre : ce sont les « principes » de la législation française, plus que leurs modes d'application, qu'il se propose d'élucider ; dès lors, il permet à chacun de les appliquer à sa guise, ce qui ne va pas sans danger pour le gouvernement établi : ces principes portent eux des conséquences libérales, puisqu'ils attribuent à la nation le droit de consentir les lois. L'éloge de Charlemagne s'assaisonne, dans cet ouvrage, d'allusions peu flatteuses au régime contemporain :

(1) *Principes de la législation françoise* [294], — publiés en 1771, — p. 1.

(2) Le Paige fut l'un des grands animateurs de la polémique contre le Chancelier. Poursuivi de ce fait, il fut mis hors de cause grâce à la protection du prince de Conti. (*Journal historique* [465], 8 mars 1774, t. V, pp. 218, 220.)

(3) *Principes* [294], p. 15.

« Tant que les Loix remises en vigueur et en activité par cet empereur incomparable, ont subsisté, autant de tems ont duré le bonheur et la gloire du Gouvernement François. Le violement de ces Loix, les efforts qu'on a fait (*sic*) pour les anéantir dans la suite, ont porté à la Monarchie les coups les plus funestes (1). » — « Le consentement du peuple pour l'imposition, lisons-nous plus bas, a toujours été requis, et n'a discontinué d'exister que dans le siècle dernier ; jusques-là on n'avoit osé en nier la nécessité (2). » Des deux points essentiels de la thèse de Le Paige : nécessité d'une représentation nationale, droit du Parlement à la concentrer en lui, l'auteur ne rejette pas le second, mais il ne développe que le premier. Qu'il l'ait voulu ou non, et malgré sa sévérité pour les États de 1614 (3), son œuvre est surtout un plaidoyer pour le gouvernement des assemblées.

Le *Tableau des différents Ages de la Monarchie Française* (4), offre un plan plus régulier. Composé en des « circonstances critiques », pour satisfaire une curiosité « légitime » sur « la nature de notre gouvernement (5) », il distingue les principales phases d'une évolution. L'auteur place chez les Germains l'origine de la liberté française, et Tacite, Boulainvilliers, Montesquieu et Mably lui servent de garants. « Le gouvernement des François fut d'abord celui de tous les peuples du Nord : tout se régloit dans les assemblées générales de la Nation ; les Rois étoient les chefs de ces assemblées, et ce fut presque la seule administration des François sous les deux premières races, et même dans les premiers siècles de la troi-

(1) *Ibid.*, pp. VII-VIII.

(2) *Ibid.*, p. 6.

(3) La tenue des États généraux en 1614, dit-il, « a porté les coups les plus violens à la liberté française. » (*Ibid.*, p. 59.)

(4) Publié dans un *Recueil Politique* [299], paru en 1771, et qui comprend, outre le *Tableau*, la *Lettre sur l'état actuel du crédit*. Les deux opuscules parurent aussi séparément la même année ; et on les retrouve au tome IV des *Efforts du patriotisme* [280].

(5) *Tableau*, dans le *Recueil Politique* [299], p. 5.

sième jusqu'à Philippe le Bel (1). » Ces droits, antérieurs à la royauté, ne peuvent être détruits par elle. Sans doute, la troisième race en a modifié l'exercice ; elle a substitué la vérification des lois en Parlement au vote dans les assemblées générales, et les États, réduits à des attributions fiscales, ont fini par être oubliés :

« Mais de ces divers changements dans la forme de notre gouvernement, il n'en résulte pas moins, avec la dernière évidence, que le droit de la nation, de concourir avec le Souverain, est un droit certain, incontestable et imprescriptible, droit qu'elle ne tient pas de nos Rois, mais de l'essence de sa constitution..., droit enfin dont le Parlement doit jouir avec la même étendue et la même plénitude d'autorité, que la nation en jouiroit elle-même si elle s'assembloit encore (2). »

C'est le dernier état de la constitution française, la vérification libre des lois en Parlement, que l'auteur voudrait maintenir contre les innovations de Maupeou. Il estime après Montesquieu qu'il faut épargner les changements dangereux ou inutiles (3). Mais le *Tableau des différents âges*, comme les *Principes de la législation*, est avant tout une revendication de la liberté nationale ; il légitime le pouvoir du Parlement comme émané des droits du peuple : en affirmant ces droits primitifs et imprescriptibles, en proposant l'image embellie des anciennes assemblées et du gouvernement de Charle-

(1) *Tableau*, dans le *Recueil Politique* [299], p. 8. Cf. Montesquieu, *Lettres Persanes*, lettres C et CXXXI ; *Esprit des lois*, liv. XVIII, chap. xxx ; liv. XXX et XXXI, *passim*. — A la page 12 du *Tableau*, Montesquieu et Mably sont cités en note sur l'exemption primitive d'impôts. L'auteur fait aussi des emprunts à l'*Encyclopédie* (articles *Parlement* et *Enregistrement*.)

(2) *Tableau*, dans le *Recueil Politique* [299], pp. 48-49.

(3) *Ib.*, p. 69. L'auteur cite à ce propos la pensée de Montesquieu : « S'il est vrai qu'il ne faut pas changer lorsque les inconvénients égalent les avantages, encore moins le faut-il lorsque les avantages sont petits et les inconvénients immenses. » (*Esprit des lois* [28], liv. XXVIII, chap. xxxvii, t. III, pp. 274-275.)

magne (1), il suggère des conséquences qui dépassent ses propres conclusions.

Ces conséquences se précisent dans une *Lettre écrite au nom de la Noblesse de France* (2) : après avoir répété les plaintes habituelles sur la destruction des lois, des formes et des corps, sur l'introduction d'« un despotisme sans frein, sans limites, et par conséquent sans droit (3) », l'auteur, ajoute ces lignes, où la menace s'insinue sous le respect :

« La Nation, qui dans ses assemblées avoit commis les Parlements à ses droits, et les avoit chargé (*sic*) de veiller pour elle aux intérêts du Roi et de ses Peuples, la Nation, tant que les Parlemens ont subsisté, n'a point pensé à s'assembler, mais ne pouvoit en perdre le droit. Elle le réclamerait aujourd'hui si elle ne se flattoit pas que le Roi... rétablira l'ordre public et la constitution dont elle étoit contente (4). »

Pareillement, une *Lettre à M. le Comte de **** affirme que la nation seule peut changer sa constitution (5). Les *Observations sur l'incompétence de MM. du Conseil* reprennent dans l'ensemble la conception des *Lettres Historiques*, mais elles réservent les droits des États généraux dans les affaires fiscales. Le Parlement ne s'y est point mêlé, tant que les États ont subsisté ; c'est depuis l'interruption des assemblées nationales que, par une sorte de délégation, la magistrature a vérifié et consenti les édits bursaux. Loin d'anéantir les droits du peuple, son intervention les a conservés :

« Il n'y a que la nation, ou, au défaut de l'assemblée nationale, la Cour du Baronnage, ou Parlement, qui

(1) *Tableau*, dans le *Recueil Politique* [299], pp. 50 sqq.

(2) *Lettre écrite au nom de la Noblesse de France, à chacun des princes séparément* (1771) : 1 pièce de 4 pages [285]. Ce n'est, selon toute apparence, qu'une lettre fictive, œuvre d'un libelliste désireux de seconder la protestation des princes du sang.

(3) *Lettre...* [285], p. 2.

(4) *Ibid.*, p. 2.

(5) *Efforts de la liberté* [280], t. VI, vol. III, p. 333.

puisse donner ce consentement, ou faire cette vérification (1). »

Cette pensée encore indécise, cette sorte d'oscillation entre le Parlement et les États généraux, se retrouve dans un opuscule qui mêle aux souvenirs de Le Paige quelques expressions de Montesquieu : le *Maire du Palais*, de Clément de Boissy (2). Accusant Maupeou d'avoir trompé le roi sur la nature de l'autorité monarchique, utilisant à sa guise Bossuet et Fénelon, Massillon et Montesquieu, Clément de Boissy disserte sur les devoirs des princes et la sainteté des lois fondamentales :

« C'est à l'égard de ces Loix, que l'on soutiendra toujours qu'il est de l'essence de la Monarchie qu'il y ait des pouvoirs intermédiaires qui, quoique subordonnés, quoique dépendants, soient chargés de la fonction de les rappeler au Monarque (3). »

Les mots de *subordonnés* et *dépendants* sont des épithètes plus commodes qu'exactes, chez un auteur qui ne veut pas oublier que « la Monarchie du Royaume de France est venue (comme les autres Monarchies) du choix libre des Peuples (4) ». Il représente, en réalité, le Parlement comme le dépôt de la puissance législative, comme l'héritier des assemblées tenues par les Carolingiens. Mais si l'on pouvait lui contester cette qualité, le droit national n'en subsisterait pas moins : « Il est manifeste par les monuments anciens qu'il faudroit donc retourner à la nation assemblée, sur-tout lorsqu'il s'agit de l'établissement d'une Loi qui change la constitution de l'État (5). »

(1) *Observations sur l'incompétence...* [292], p. 9.

(2) Cet opuscule, qui est daté du 13 avril 1771, fut réimprimé dans le tome I des *Efforts de la liberté* [280].

(3) *Le Maire du Palais* [288], p. 32.

(4) *Ibid.*, p. 24.

(5) *Ibid.*, pp. 33-34. (Mêmes idées dans un opuscule qui fait double emploi avec le précédent : *Réflexions générales sur le système projeté par le Maire du Palais, pour changer la constitution de l'Etat* [300].)

De même, Blonde, dans sa brochure, le *Parlement justifié par l'Impératrice de Russie* (1), fait un usage très libre des maximes de Montesquieu. Une *Instruction* récente de Catherine II pour la rédaction d'un code, avait affirmé en termes directement empruntés à l'*Esprit des lois*, la nécessité des pouvoirs intermédiaires dans la monarchie (2). L'occasion parut bonne d'opposer au despotisme du chancelier Maupeou le libéralisme de la czarine. Mais s'il se plaît à rappeler les préceptes de Montesquieu adoptés par Catherine, Blonde ne se soucie guère d'en circonscrire la portée ; et de la nécessité des pouvoirs intermédiaires « subordonnés et dépendants », il conclut que la vérification des lois par les magistrats doit être absolument libre (3). Remontant avec Montesquieu jusqu'aux peuples du Nord qui ont créé les États modernes (4), il affirme que la monarchie française n'a jamais interrompu l'usage des assemblées :

« Les différences accidentelles n'altèrent point cette tradition. La qualité des personnes qui composoient les Assemblées, le temps, la durée, la forme, le nom de ces Assemblées importent peu (5). »

Parlements, États, Placités, ces différences de forme tendent à s'effacer pour Blonde, à s'absorber dans l'unité

(1) Parue en 1771, et réimprimée au tome I des *Efforts de la liberté* [280]. Sur l'auteur, cf. Augéard, *Mémoires* [201], p. 44.

(2) *Instruction de S. M. Impériale Catherine II pour la Commission chargée de dresser le projet d'un nouveau Code de Loix*, St-Pétersbourg, 1769. Réimprimée à Amsterdam, chez Marc Michel Rey. Le Chancelier en avait interdit l'introduction en France. (*Efforts* [280], t. I, p. 86, note.) Mais le *Journal Encyclopédique* [464], de mars 1771 en publia un extrait. (Pour les passages de l'*Instruction* tirés de Montesquieu, cf. *Efforts* [280], t. I, pp. 90, 92.)

(3) *Efforts* [280], t. I, p. 93.

(4) Il allègue à ce sujet l'autorité de Montesquieu, « grand politique également versé dans la science de l'Histoire, et dans celle du gouvernement. » (*Efforts* [280], t. I, p. 112.) Mais sur ce point, il cite les *Lettres Persanes* (lettre C), et non l'*Esprit des lois*. (*Ibid.*, pp. 112-113.)

(5) *Ibid.*, p. 112. Ce passage est emprunté aux Remontrances du Parlement de Besançon, du 11 mars 1771. (*Recueil de Remontrances* [298], t. II, p. 401.)

du « principe fondamental » : la participation de la nation à la puissance législative (1).

Même extension du sens des mots, dans la *Conversation* fictive entre un avocat et M. le Chancelier. L'« avocat », qui plaide la cause parlementaire, reproche à Maupeou d'avoir fait dégénérer en despotisme une monarchie tempérée par les lois fondamentales, et par les corps intermédiaires, subordonnés et dépendants, qui en conservaient le dépôt (2). Mais il joint à ces griefs un historique des assemblées nationales, qui montre le droit législatif, passant des anciens placités aux États généraux, et de là au Parlement en vertu d'une décision des États de Blois (3) : dès lors, c'est la nation, et non plus la royauté qui crée les pouvoirs dits intermédiaires. La subordination de la magistrature aux États se dessine non moins nettement dans un opuscule intitulé : le *Parlement justifié par l'Impératrice Reine de Hongrie, et par le Roi de Prusse*. La justification que l'auteur prétend tirer de l'administration libérale des Pays-Bas, et des *Matinées* de Frédéric II, ne le dispense pas de parcourir les monuments de l'histoire nationale, et surtout les Capitulaires (4). Il réclame la convocation des États généraux, dont les Parlements, comme corps législatifs, tiennent leur mandat :

« Les Parlements n'en demandent pas davantage ; ils savent bien qu'il ne font qu'exercer le droit que les États généraux, tenus à Blois, ont reconnu en eux d'être pendant l'intervalle d'une Assemblée à l'autre, les États généraux en raccourci, ou au petit pied (5). »

L'avocat Target, dans ses *Lettres d'un homme à un*

(1) *Efforts* [280], t. I, pp. 112-113.

(2) *Efforts* [280], t. VI, vol. III, p. 111.

(3) *Efforts* [280], t. VI, vol. III, pp. 121-122.

(4) *Ibid.*, t. IV, vol. II, pp. 237 sqq.

(5) *Ibid.*, p. 200. Le même genre d'arguments a servi pour les États provinciaux : le *Manifeste aux Normands* réclame les États particuliers de la province de Normandie, qu'avait suppléés son Parlement. (*Efforts* [280], t. VI, vol. III, pp. 8-9.)

autre homme sur les affaires du temps (1), montre peu de goût pour les États généraux, qui ont mal servi la nation ; ce n'est pourtant pas qu'il se contente des prérogatives du Parlement. S'il répète volontiers les maximes de Montesquieu (2), s'il affirme que « des Loix, un dépôt, un Corps, sont des idées indivisibles qui tombent et se soutiennent à la fois (3) », la royauté tempérée par des privilèges ne répond pas à son idéal. C'est l'époque des placités, c'est le gouvernement mixte de Charlemagne et de Charles le Chauve qui font voir le principe authentique du gouvernement français : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (4). A défaut d'un pacte formel entre le roi et la nation, il existe en France une tradition de liberté qui, venant de « nos sauvages ayeux, les Germains (5) », a trouvé sa forme dernière, légitime, mais affaiblie, dans les droits du Parlement :

« L'existence de cette cour est donc une loi fondamentale en France ; mais d'un côté n'oublions point son origine ; de l'autre, ne nous laissons pas abuser par l'exemple de ces États généraux qui, formés d'hommes échappés de l'esclavage, n'ont pendant 250 ans osé délibérer que sur l'impôt. Le vrai gouvernement de la France, c'est celui de Charlemagne ; et le supplément qui nous a été transmis (tous les Parlements sont prêts à l'avouer sans doute), n'est pas un dédommagement qui remplisse l'étendue de nos vœux (6). »

Ainsi ce défenseur des magistrats, déjà républicain autant que parlementaire, semble concilier dans sa pensée les inspirations diverses de Montesquieu, de Le Paige et de Mably.

(1) Parues en 1771, et réimprimées au tome I des *Efforts*. (Voir, sur ces *Lettres*, les *Mémoires* d'Augeard [201], pp. 44-45.)

(2) Cf. Lettre VII. *Efforts* [280], t. I, pp. 193-194.

(3) Lettre III. *Ibid.*, p. 147.

(4) Lettre IV. *Ibid.*, p. 161.

(5) Lettre IV. *Efforts* [280], t. I, p. 156.

(6) Lettre VI. *Ibid.*, t., I p. 181.

Les préoccupations immédiates de la polémique s'effacent dans une brochure de Morizot, l'*Inauguration de Pharamond* (1). Écrit sans nul doute à l'occasion du coup d'État Maupeou, ce curieux ouvrage est très sobre d'allusions contemporaines ; il traite des principes du gouvernement français, dont l'auteur prétend discerner le symbole dans une médaille qui représente l'élévation du roi Pharamond sur le pavois (2). Médaille précieuse, affirme Morizot, sans s'inquiéter outre mesure d'en prouver l'authenticité (3). « C'est un monument qui supplée en quelque sorte au Contrat national, et qui, joint à la Loi de Pistes de l'an 862, nous a conservé ce qu'il y avoit de plus essentiel dans cet acte primitif dévoré par les temps (4). » Ajoutant à ces documents une interprétation subtile des cérémonies du sacre, divers précédents historiques, tirés pour la plupart des temps carolingiens, et des citations d'auteurs sacrés, adroitement découpées, Morizot édifie sur cette base une conception chimérique dans son ingéniosité. Selon lui, la nation franque réunie aux Gaulois, après avoir secoué le joug de l'Empire, « jugea à propos, pour l'utilité commune, d'ériger son gouvernement en Monarchie, et de se donner un Roi (5). » Puisque le peuple a créé la monarchie, le monarque doit

(1) Cet ouvrage parut en 1772, et fut recueilli dans le tome IV des *Efforts*. Voir à son sujet les *Mémoires secrets* [468], t. XXIV, additions, 7 mars et 31 août 1772. (Pp. 121, 128 ; 210.) « Ce livre très érudit, y est-il dit le 7 mars, est sagement écrit, et surpasse tout ce qu'on a encore dit sur la matière en question. » (P. 128.)

(2) On trouve la reproduction de cette médaille, dit Morizot, dans l'*Histoire de France*, de Mézeray : dans la *France métallique*, par Hilarion de Coste ; la *France métallique*, par Jacques de Bie ; et les *Annales de La Monarchie Française*, par de Limiers. (*Inauguration* [284], pp. 2-3.) Elle figure également au frontispice de l'*Inauguration* : on y voit un chef élevé sur le pavois par des guerriers en costume romain, avec cette devise : « *Unus omnium votis* ».

(3) Voici le raisonnement qui satisfait sa critique : les Gaulois « possédoient encore les arts ; et notamment l'usage de frapper des médailles. L'érection d'une Monarchie nouvelle étoit, sans contredit, un événement assez intéressant pour en faire usage ; et il seroit surprenant que l'on n'en eût point frappé de médaille. » (*Inauguration* [284], § 18, p. 152.)

(4) *Inauguration* [284], § 18, p. 150. (L'Edit de Pistes est daté, chez Baluze, de 864.)

(5) *Inauguration* [284], § 1, p. 6.

tout subordonner au bien du peuple, et respecter les lois que dicte sa volonté (1). Morizot concilie, par des habiletés d'ailleurs toutes verbales, le choix populaire et le droit divin, le principe de l'hérédité et celui de l'élection ; mais il est moins explicite sur l'exercice actuel du pouvoir législatif. Il récuse les États généraux, dont l'organisation lui paraît vicieuse (2), et ne dit rien du Parlement. Le dépôt de la souveraineté, c'est « le Conseil-Universel de la Nation », la « Diete plenièr des Ordres du Royaume (3) », mais il s'abstient, et pour cause, d'en décrire la forme et la composition. Son œuvre a la valeur d'un énoncé de principes. L'idée de la souveraineté nationale tend à s'affirmer chez lui (4), dégagée de toute arrière-pensée de caste, et justifiée par l'histoire, la morale et la théologie.

La théologie ne trouve point place dans l'*Extrait du droit public de France* du comte de Brancas-Lauraguais. Mais là encore, le souci des principes l'emporte sur les intérêts de parti. Reprochant à Montesquieu de n'avoir pas approfondi la nature des lois (5), à Boulainvilliers de négliger les documents probants (6), Brancas-Lauraguais pose ce problème, dont les termes ne laissent pas de faire songer à Rousseau : « Les François étoient-ils un peuple ?... Avoient-ils une constitution ? Avoient-ils un Pacte social ? Avoient-ils un Contrat entre le Roi et la Nation ? Voilà ce qu'il faut découvrir (7). » Voilà ce qu'il croit découvrir en d'anciens textes législatifs, qu'il

(1) *Ibid.*, § 3, pp. 40 sqq. ; § 12, pp. 94 sqq.

(2) *Ibid.*, § 2, pp. 17 sqq.

(3) *Ibid.*, § 4, pp. 52 sqq.

(4) « Le Trône étant l'ouvrage de la Diete générale, ou Conseil universel des Ordres de la Nation ; elle seule en ayant, par le droit, créé les prérogatives et la puissance ; elle seule ayant prescrit et pu prescrire l'étendue qu'elle a trouvé bon de leur donner..., nul autre que la Nation, ainsi assemblée, ne peut avoir, ni le droit d'en juger (beaucoup moins encore celui d'y déroger), ni l'autorité de décider les contestations qui s'élèvent à ce sujet. » (*Ibid.*, § 14, pp. 114-115.)

(5) *Extrait du droit public de France* [282], p. 77.

(6) *Ibid.*, pp. v, viii.

(7) *Ibid.*, p. 24.

interprète sans égard à l'histoire. La formule de l'Édit de Pistes, *lex consensu populi fit et constitutione regis*, satisfait son besoin de définitions théoriques ; c'est pour lui la clause essentielle du « contrat social », « l'acte positif et formel qui désigne le Législateur, c'est-à-dire le Souverain ou la souveraineté (1). » Proclamée par Charles le Chauve, cette maxime, appliquée déjà par Charlemagne, avait fait de son gouvernement la constitution légitime de la France, constitution que l'auteur, malgré son engouement fameux pour les choses britanniques, déclare supérieure au régime anglais (1). Mais comment rendre à nos lois leur pureté première ? C'est ce que ne dit point cet ouvrage obscur, incomplet, à la fois capricieux et systématique, et qu'un adversaire a qualifié de « détestable rapsodie (3) » ; mais en un sens, ces lacunes même en font l'intérêt ; elles laissent aux idées leur valeur générale, que restreignaient, dans d'autres écrits, de mesquines applications. A l'apologie du Parlement se substituent des pensées nationales, une tentative manquée, mais généreuse, pour conformer la tradition française aux principes, plus ou moins bien compris, du *Contrat social* (4).

Les arguments qui s'éparpillaient dans les écrits de polémique s'agglomèrent en masse imposante dans les *Maximes du Droit Public françois* (5). Rédigée par Claude

(1) *Extrait du droit public* [282], p. 27.

(2) *Ibid.*, p. 46. Sur l'anglomanie de Brancas-Lauraguais, cf. Ségur, *Mémoires* [238], t. I, pp. 136, 141.

(3) Moreau, *Souvenirs* [228], t. I, p. 298.

(4) En employant ces termes de *pacte* et de *contrat*, Brancas-Lauraguais, en effet, ne paraît pas suivre exactement la pensée de Rousseau. L'on sait que, pour ce dernier, le contrat est l'acte qui institue la société, et non le gouvernement, la délégation du pouvoir à un chef n'est pas un contrat, mais une simple commission. (*Contrat social*, liv. I, chap. vi ; liv. II, chap. i.) Brancas-Lauraguais ne fait pas ces distinctions ; il disserte confusément sur la différence entre le *contrat* et le *pacte* (*Extrait* [282], pp. 27 sq.), sans formuler les rapports, essentiels pour Rousseau, du *gouvernement* et de la *souveraineté*.

(5) *Maximes du Droit public françois*, tirées des capitulaires, des ordonnances du royaume, et des autres monumens de l'Histoire de France », [289], 1772 et 1775. (Voir sur ce livre Camus, *Lettres sur la profession*

Mey, augmentée ensuite par Maultrot et Blonde, cette compilation est l'œuvre d'une société de jurisconsultes qui, dans la confusion de l'esprit public, voulurent se faire des idées nettes, et les communiquer à leurs contemporains (1). Les auteurs disent avoir puisé leurs principes « dans les faits constants de notre histoire, dans les ouvrages les plus connus » des « Philosophes, Jurisconsultes et Théologiens (2) » ; et en effet leur livre est un répertoire de tous les arguments que le droit positif et le droit naturel, l'histoire, la philosophie profane et sacrée, peuvent fournir aux adversaires du despotisme. Éclairant la tradition par les principes et les principes par la tradition, dialecticiens et érudits, ils rassemblent pour leur secours les autorités les plus diverses, depuis Jean de Paris et Marsile de Padoue jusqu'à Montesquieu et Mably. L'abondance des citations théologiques rappelle que le parti parlementaire était un parti religieux, qui avait réclamé les libertés de l'Église gallicane avant les droits de la nation. Mais cette profusion s'ordonne en vue d'une fin bien déterminée, qui est de formuler à la fois les conditions générales de tout bon gouvernement, et les règles légitimes du gouvernement français.

La nécessité des lois fondamentales dans la monarchie résulte, selon les *Maximes*, de la définition même de Montesquieu : « L'État monarchique », disent-elles, « selon la définition des auteurs, est celui, où un seul gouverne, mais par des loix fixes et établies ; le Des-

d'avocat et Bibliothèque choisie [96], 3^e édit., t. I, lettre IV, p. 103, et t. II, pp. 22-23.) Nous citons les *Maximes* d'après l'édition de 1775, n'yant pu trouver nulle part celle de 1772.

(1) Camus donne ces renseignements sur la composition des *Maximes* : « L'ouvrage a été fait d'abord en commun par Mey, Maultrot, Aubry, membres d'une société de jurisconsultes, parmi lesquels je tiens à grand honneur d'avoir été admis. Mey tenait la plume, ; de là est résultée la première édition. Ensuite Maultrot a fait beaucoup d'additions, qu'il envoyait à Blonde, alors fugitif en Hollande ; et de là la seconde édition. » (*Op. cit.*, [96], t. II, p. 23). On crut à tort que le comte de Brancas Lauraguais, et le conseiller de Montblin avaient eu part à cet ouvrage. (*Ibid.*, p. 23.) — Le désir d'éclairer l'opinion publique est exprimé dans l'introduction des *Maximes* [289], t. I, p. 1.

(2) *Maximes* [289], Introduction, t. I, p. 4.

potique au contraire est celui où un seul, sans loi, sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices (1). » Des lois fixes, des pouvoirs intermédiaires, dits subordonnés et dépendants, un dépôt de lois distinct du conseil du prince, telle est, pour les *Maximes* comme pour l'*Esprit des lois*, l'essence de la monarchie (2). Mais les auteurs veulent dégager de toute imprécision l'idée de loi fondamentale. Ils distinguent deux sortes de ces lois : les lois fondamentales naturelles, communes à toute monarchie, qui se réduisent aux règles universelles de justice ; et les lois fondamentales positives, où ils veulent voir, avec Burlamaqui, les clauses d'un contrat synallagmatique entre le peuple et le roi (3). Ils inclinent même à penser que la volonté du peuple suffirait à valider les lois fondamentales de cette seconde espèce (4), qui seules constituent la monarchie tempérée. Ainsi *monarchie tempérée* devient pour eux synonyme de gouvernement populaire, ou tout au moins de gouvernement mixte, fondé sur un partage expressément stipulé.

Existe-t-il pour la France une convention de ce genre ? Oui, déclarent les *Maximes*, bien qu'on ne puisse produire aujourd'hui de charte primitive où elle soit consignée (5). A défaut d'un contrat positif, une tradition constante prouve que, dès l'origine, la liberté française fut assurée par des lois. Les auteurs s'efforcent de le démontrer par

(1) *Ibid.*, chap. II, t. I, p. 32. Une note réfère à l'*Esprit des lois*.

(2) Cf. *ibid.*, t. I, chap. III, p. 70, où Montesquieu est cité. Le chap. II (pp. 60 sqq.) mentionne l'*Instruction* de Catherine II, et en reproduit quelques passages, tout pleins de l'*Esprit des lois*. C'est encore Montesquieu qui inspire aux auteurs des *Maximes* cette définition de la liberté du sujet : « Cette liberté consiste à pouvoir faire ce qu'il doit vouloir, et à n'être pas contraint de faire ce qu'il ne doit pas vouloir. » (Chap. III, t. I, pp. 70-71. Cf. *Esprit des lois*, liv. XI, chap. III.) Enfin, les *Maximes* (chap. II, t. I, pp. 32 sqq.) empruntent à Montesquieu divers traits de sa description du despotisme.

(3) *Maximes* [289], t. I, chap. IV, p. 238.

(4) *Ibid.*, pp. 267 sqq. — Les auteurs ne professent pas expressément cette doctrine, mais ils citent en sa faveur un grand nombre d'autorités. Ils rappellent même à ce propos l'opinion de Montesquieu, qu'une nation a droit d'exclure un héritier de la succession à la couronne. (*Maximes* [289], p. 277. Cf. *Esprit des lois*, liv. XXVI, chap. XVI.)

(5) *Maximes* [289], t. I, chap. IV, p. 256.

une multitude de citations extraites des Capitulaires et des déclarations royales, et par une description de la monarchie primitive qui, à travers Mably, doit certains traits à Montesquieu (1). Le libéralisme de Charlemagne, la sagesse du gouvernement sous les deux premières races, les remplissent d'admiration :

« Quelles précautions dans la manière dont se forment les loix ! Quelle sagesse dans leurs dispositions ! Quelle constance à les observer ! Les Règlements proposés et discutés dans des Assemblées nombreuses étoient le résultat des délibérations arrêtées par le Souverain de concert avec les Sujets... Toutes les voies de fait étoient interdites ; le Citoyen soumis aux Loix, fidele à s'y conformer en ressentait l'infailible protection (2). »

Telle fut l'origine du gouvernement français : quelle en doit être la forme présente ? En théorie, les *Maximes* admettent l'intervention des États généraux : elles leur attribuent le consentement des lois fiscales (3), et une voix au moins consultative sur les grandes affaires de la monarchie (4). Une dissertation spéciale, insérée dans le deuxième tome, affirme qu'ils peuvent se rassembler même sans convocation du roi (5). Mais les auteurs ne concluent pas à leur réunion prochaine : leur préoccupation pratique, l'objet immédiat de leurs efforts, c'est la défense des droits de la magistrature. Leur second volume tout entier, à l'exception de deux annexes, n'a d'autre

(1) L'autorité de Montesquieu n'est pas alléguée dans les *Maximes*, en ce qui concerne l'histoire de la monarchie ; on lui reproche même, d'après Houard, d'avoir mal connu la nature des préceptions. (T. I, chap. III, sect. 2, p. 170.) Mais Mably est cité pour prouver l'exemption primitive d'impôts. (Chap. III, sect. I, t. I, pp. 95-96.) Or, la démonstration de Mably procédait de Montesquieu. La thèse des *Observations* sur les rapports des Gaulois et des Francs, thèse conforme à celle de l'*Esprit des lois*, est également mentionnée dans les *Maximes*. (Chap. IV, suite, t. I, p. 345.)

(2) *Ibid.*, chap. V, sect. I. T. II, pp. 18-19.

(3) *Maximes* [289], chap. III, sect. I, t. I, pp. 95 sqq.

(4) *Ibid.*, t. I, chap. IV.

(5) *Dissertation sur le droit de convoquer les États généraux*, annexe au second volume ; cf. aussi le chap. IV, suite, t. I, pp. 307 sqq.

fin que d'en établir l'authenticité, d'en mesurer l'étendue, d'en faire sentir l'utilité.

« En France, les Parlemens et les Cours Souveraines sont ces Corps politiques qui ont le dépôt des loix, qui sont chargés d'examiner et de vérifier celles qu'il plaît au Roi de leur adresser, de faire les remontrances que l'intérêt de l'État ou l'utilité des citoyens peuvent rendre nécessaires, et de porter même leur zele et leur fidélité jusqu'au refus d'enregistrer dans les occasions où ils ne pourroient se prêter à l'exécution de la nouvelle loi, sans trahir le devoir et la conscience (1). »

Ce n'est pas que les *Maximes* répètent les *Lettres Historiques* sur la fusion des placités avec la cour du roi ; elles fondent les droits du Parlement sur des titres à la fois plus vagues et moins aventurés. Avouant que les désordres de l'âge féodal ont fait oublier les lois primitives, et interrompu les assemblées générales, elles n'affirment pas l'identité, mais seulement l'équivalence des Parlements modernes aux anciens Champs de mars. Quelle que soit l'époque précise du droit d'enregistrement, les témoignages les plus sûrs de l'histoire prouvent que de longue date, il fut tenu pour précieux et jalousement vénéré : l'on peut donc reconnaître en lui l'image de la liberté primitive, et une loi fondamentale de la monarchie (2).

Or, l'enregistrement n'a de valeur que s'il est libre. Ni le droit divin, qui est compatible avec la liberté des peuples (3), ni l'exemple abusif d'un Louis XIV, ne peuvent légitimer la pratique des vérifications forcées ; sur ce point, les auteurs des *Maximes* ne cherchent pas

(1) *Maximes* [289], chap. v, t. II, p. 1.

(2) *Maximes* [289], chap. v, sect. II, t. II, pp. 19 sqq.

(3) Cf. *ibid.*, chap. vi, 3^e objection, art. III, t. II, pp. 136 sqq., et suite du chap. vi. « En supposant le Pouvoir Souverain, reçu de Dieu immédiatement, il trouve bon que les Peuples y apposent des conditions... » (Suite du chap. vi, art. VI, t. II, pp. 208 sqq.) Cf. aussi chap. III, sect. II, t. I, pp. 214-215.

d'équivoque : un édit n'acquiert force légale que par le consentement volontaire des magistrats (1). Et pourtant, ils affectent encore de maintenir le dogme de la royauté absolue, de proclamer que dans la monarchie française « il n'est point de pouvoir intermédiaire qui ne soit subordonné et dépendant (2) ». Leur subtilité scolastique leur vient en aide : grâce à une définition arbitraire du pouvoir législatif (3), et à un véritable sophisme, qui assimile une précaution volontaire et une restriction imposée (4), ils concilient verbalement le droit de vérification libre avec la pleine souveraineté du roi. Puis, comme si ces artifices n'avaient pas suffi à calmer leurs scrupules, ils célèbrent la fidélité, la sagesse et le zèle des magistrats, dans un panégyrique mêlé d'allusions amères au despotisme ministériel :

« Il n'y a point d'exemple dans l'Histoire, que les Cours se soient persévéramment refusées à la promulgation d'une Loi sage ; mais combien n'en fournit-elle pas de Ministres entreprenans qui ont violenté les Cours pour faire prévaloir les Réglemens et les projets dont ils étaient les auteurs ? (5) »

De tels principes font attendre une apologie de la résistance passive, que les auteurs n'ont pas craint de développer. Nul malheur ne pouvant être pire à leur gré

(1) Cf. *Maximes* [289], suite du chap. vi, 4^e objection, art. III, t. 2, p. 340.

(2) *Ibid.*, suite du chap. vi, 5^e objection. T. II, p. 342.

(3) Ce qui constitue ce pouvoir, selon les *Maximes*, « c'est que la Loi émane du Souverain », et « qu'elle est publiée en son nom. » (*Suite du chap. vi*, 5^e objection, t. II, p. 343.) Cela signifie sans doute que le prince propose la loi et la promulgue après consentement des Cours. — Mais il n'empêche que si les Cours peuvent la rejeter, le roi n'est pas souverain législateur.

(4) Si le prince subordonne volontairement la validité des lois à l'approbation d'un corps politique, il ne perd pas, de ce fait, la souveraineté ; or, si le même contrôle s'exerce en vertu d'une loi immuable, sa nature n'en est pas changée : il n'était pas une limitation de la souveraineté dans le premier cas ; il ne saurait l'être davantage dans le second. Telle est, en substance, l'argumentation des *Maximes*. (*Suite du chap. vi*, 5^e objection, t. II, p. 344.) Il n'est pas besoin de montrer que le raisonnement est captieux.

(5) *Maximes* [289], suite du chap. vi, 5^e objection, t. II, p. 350.

que la servilité des magistrats, la destruction des corps intermédiaires, et le changement de la monarchie en despotisme, ils interdisent aux Parlements d'enregistrer une loi injuste, fût-ce en publiant leurs réserves, et sur l'ordre réitéré du roi (1). Mais entre la résistance passive et la résistance active, la limite n'est pas toujours nette, et il semble bien que les auteurs l'aient franchie : selon eux, en effet, le Parlement ne peut sans faiblesse se résigner à sa dissolution ; au mépris des lettres de cachet qui le dispersent, il devrait continuer ses fonctions, et obéir « plutôt à des Loix solennelles dont il a juré l'observation, qu'à des ordres particuliers dont il représenteroit au Souverain l'injustice et l'illégalité (2) ». Mais que faire contre cette *ultima ratio regum* : les mousquetaires et la Bastille ? Sans encourager expressément la révolte à force ouverte, les *Maximes* citent l'exemple des magistrats chinois, qui préfèrent la mort à la lâcheté (3).

Ces exhortations qui terminent l'ouvrage, ne le résument pas tout entier : dans la quantité prodigieuse de citations et de digressions qui grossissent ces deux *in-quarto*, s'insinuent bien des pensées subversives, bien des germes de révolution. Nous apprenons ici que Vattel reconnaît aux peuples le droit de changer les gouvernements (4) ; là, que Noodt autorise dans certains cas la révolte (5) ; ailleurs, on déclare que la révolution d'Angleterre a pu être légitime (6) ; on énumère les dépositions de souverains que l'histoire a ratifiées (7). On énerve, par des distinctions et limitations subtiles, le principe du droit divin (8). Si les auteurs n'adoptent

(1) *Maximes* [289], *Suite du chap. vi*, 6^e objection, pp. 353, 400.

(2) *Ibid.*, *Suite du chap. vi*, 6^e objection, t. II, p. 441. — Contre les lettres de cachet, cf. en outre chap. III, sect. II, t. I, pp. 162 sqq.

(3) *Maximes* [289], *Suite du chap. vi*, 6^e objection. T. II, p. 451.

(4) *Ibid.*, chap. IV, t. II, pp. 277-278.

(5) *Ibid.*, chap. IV, t. II, pp. 233, 236.

(6) *Ibid.*, *Suite du chap. IV*, t. I, p. 342. (Cf. aussi *Suite du chap. vi*, t. II, p. 267.)

(7) *Ibid.*, *Suite du chap. vi*, 3^e objection, art. VII, t. II, pp. 253 sqq.

(8) *Ibid.*, *Suite du chap. vi*, 3^e objection, art. IV, § 2, T. II, p. 201.

pas toujours franchement ces doctrines, ils les présentent avec insistance à l'esprit du lecteur, ils l'en imprègnent peu à peu, et l'abandonnent à leur action dissolvante. Avec leur longue suite d'exemples séditieux, d'autorités qui exaltent les peuples et humilient les rois, les *Maximes* forment une véritable encyclopédie de l'esprit révolutionnaire. Le zèle pour la magistrature y est ardent, mais non exclusif : il subordonne les Parlements à la liberté nationale, et invoque leur utilité plutôt encore que leur droit. Il peut être sage et opportun de laisser aux cours souveraines un dépôt qu'elles ont bien défendu ; mais on n'oublie pas que la vérification n'est qu'« un foible reste de nos plus anciens usages (1) » ; qu'aucune loi n'a formellement abrogé la déclaration si libérale de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (2). L'unité de l'ouvrage est factice, et imposée du dehors ; aucune nécessité logique ne fait converger vers la glorification des Parlements ces préceptes recueillis de toutes parts sur le droit des peuples à être gouvernés pour eux-mêmes. Mieux encore que la restauration de la magistrature, ils justifieraient la convocation des États généraux. Ce monument de l'apologie parlementaire chancelle sous son propre poids.

L'esprit d'indépendance qui s'avouait dans les déclarations des magistrats, qui s'étalait dans les dissertations et les libelles, provoqua des indignations sincères ou affectées. Le chancelier Maupeou, en effet, fut assez heureux pour trouver des apologistes et assez habile pour s'en créer ; mais, en général, ils firent moins l'éloge direct de sa réforme que la critique du Parlement. Leur production, qui égale en abondance celle du parti opposé, offre parmi des factums basement injurieux plus d'une

(1) *Maximes* [289], chap. v, 2^e sect., t. II, p. 89.

(2) *Ibid.*, Suite du chap. vi, 4^e objection, art. III. T. 2. p. 324.

œuvre claire et judicieuse (1) ; et le roi des polémistes, Voltaire, ne dédaigna pas d'y contribuer. Il n'admettait ni la fable qui assimilait les Parlements aux assemblées de la nation (2), ni leur prétention plus raisonnable d'être un rouage politique utile dans la monarchie : l'acte qui devait consommer leur ruine, et abolir la vénalité, était peut-être d'un despote, mais d'un despote éclairé. Peu importait dès lors à Voltaire que Maupeou prît des libertés avec les distinctions de l'*Esprit des lois* ! De Ferney s'envolèrent quelques pamphlets étincelants de verve, impitoyables pour l'emphase, l'incapacité, l'hypocrisie des magistrats (3). Le vocabulaire commode qu'ils devaient en partie à Montesquieu était parodié par un homme qui ne se payait pas de mots : « Les fondements de la sûreté publique sont ébranlés, la constitution s'écroule... Que de lois fondamentales anéanties d'un seul coup ! La loi fondamentale de la vénalité des charges, la loi fondamentale des épices et des vacations, la loi fondamentale des *committimus*..., enfin, Sire, la loi fondamentale qui adjugeait aux avocats et aux procureurs la substance de la veuve et de l'orphelin... Sauvez les restes d'une constitution que les besoins ont formée, et qui a été marquée par huit siècles de malheurs et d'abus... Nous sommes, entre vos sujets et vous, un corps intermédiaire, semblables à ces humeurs corrompues qui forment un dépôt dans le corps humain, et se nourrissent de sa substance (4). » Cette clairvoyance aiguë, cette

(1) Les principaux de ces ouvrages furent recueillis dans une collection datée de Bruxelles, 1771 : le *Code des François*... [279], 2 vol. in-12. Les écrits seulement bouffons en ont été exclus.

(2) Voir son *Histoire du Parlement de Paris*, chap. II. (*Œuvres* [196], t. XV, p. 455.) Cette *Histoire* avait paru en 1769 ; le chap. LXIX, ajouté en 1775, expose brièvement, et juge avec faveur les réformes du Chancelier.

(3) Cf. *Œuvres* [196], t. XXVIII, pp. 381, 424. Le *Code des François* a recueilli un certain nombre de ces opuscules. Il mentionne en outre, parmi les « Pièces attribuées à M. de Voltaire » quelques écrits dont l'authenticité est contestable. (*Code* [279], t. I, p. xvi.)

(4) *Très humbles et très respectueuses remontrances du Grenier à Sel*. *Œuvres* [196], t. XXVIII, pp. 401, 403, 404.

prestesse à déchirer le pompeux mensonge des phrases, étaient des armes précieuses contre des adversaires experts à se dérober. Aussi Voltaire et ses émules ne manquèrent-ils pas de dénoncer l'ambition des parlements (1), leur turbulence factieuse (2), leur indifférence au bien public (3).

Quant au fond politique du débat, deux arguments résument la thèse du parti ministériel : elle se réduit à montrer que les prétentions parlementaires ne sont ni avouées par l'histoire, ni conformes aux principes de la saine monarchie. Plusieurs écrivains se contentent d'alléguer le défaut de loi écrite, l'incertitude des traditions, les variations à travers les âges du droit public français, si différent dans sa mobilité de cette « constitution » immémoriale, réclamée par les Parlements. Voltaire refuse d'entrer « dans le labyrinthe obscur où se perd l'origine du parlement de Paris... (4). Tout a changé en France, selon les temps et selon les volontés des rois qui se conformaient aux temps (5). » Des *Considérations* anonymes sur l'*Edit de décembre* rappellent fort pertinemment que « les assemblées de la Nation, les États généraux, leur interruption, leur rétablissement, les Conciles même, où la plupart des Capitulaires ont été faits ; et enfin l'institution des Parlemens nous offrent plusieurs formes différentes » (6). En l'absence de pacte conclu entre le roi et la nation, il est impossible de soutenir « qu'il y ait... quelque forme qui soit de l'essence

(1) Voir les *Peuples aux Parlements*, et l'*Equivoque*, de Voltaire ; — et d'autres auteurs : la *Lettre du public à Messieurs les ci-devant officiers du Parlement de Paris* (Code [279], t. II, pp. 58 sqq.) ; le *Fin mot de l'affaire* (*ibid.*, t. II, pp. 394 sqq.).

(2) Cf. les *Remontrances d'un Citoyen aux Parlements de France* (Code [279], t. I, pp. 380 sqq. ; 403) ; — le *Fin mot de l'affaire* (*ibid.*, t. II, p. 394) ; — *Au Public abusé* (*ibid.*, t. II, pp. 68 sqq.).

(3) Cf. *Considérations sur l'Edit* (Code [279], t. I, pp. 90 sqq.) ; — *Lettre du public à MM. les ci-devant Officiers...* (*ibid.*, t. II, pp. 65 sqq.).

(4) *Réponse aux Remontrances de la Cour des Aides*, Œuvres [196], t. XXVIII, p. 387.

(5) L'*Equivoque*, *ibid.*, pp. 422-423.

(6) *Code des François*, [279], t. I, p. 77.

de la monarchie, et qu'on ne puisse changer, sans altérer la constitution de l'État (1). » Le même argument de bon sens appuie les *Remontrances d'un citoyen* (2), et les *Observations sur l'écrit intitulé Protestation des Princes* (3). Mais d'autres auteurs, allant plus loin, veulent faire de l'absolutisme le régime antique et normal, sinon éternel de la France. Le *Nouveau Catéchisme François* et la *Tête leur tourne*, — deux écrits qui semblent partis de la même main, — donnent pour loi fondamentale la puissance absolue du roi (4); et Charlemagne, — ailleurs le modèle des monarques constitutionnels, — est ici l'incarnation du principe d'autorité (5). Une pièce qu'on attribua à Voltaire, *La Folie de bien des gens sur les affaires du tems* (6), affirme aussi que « la première loi fondamentale du Royaume » veut « qu'un seul gouverne » (7). Même opinion dans le *Fin mot de l'affaire* (8), dans les *Réflexions d'un citoyen* (9), et dans les *Réflexions Nationales*, selon lesquelles les rois, tout puissants dès la première race, daignèrent seulement à l'occasion consulter le peuple ou les grands (10). Dans ses *Lettres Provinciales*, Pierre Bouquet essaiera, un peu timidement, de relever, contre Mably et Montesquieu, la réputation de Dubos (11), et tentera d'établir que, même chez les Germains, les assemblées n'avaient que voix consultative : le mot *consensus* dans les *Capitulaires*

(1) *Ibid.*, p. 77.

(2) *Code* [279], t. I, p. 377.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 303.

(4) Cf. *Nouveau Catéchisme François* [291], — pièce non recueillie dans le *Code*, — p. 3 ; — la *Tête leur tourne*, *Code* [279], t. II, pp. 125-126.

(5) *Nouveau Catéchisme* [291], p. 5 ; — la *Tête leur tourne* (*Code* [279], t. II, p. 127.) Sur l'absolutisme de Charlemagne, cf. aussi les *Réflexions d'un Citoyen* (*ibid.*, t. II, p. 290).

(6) Cf. *Code des François* [279], t. I, *Discours préliminaire*, p. xvi. L'attribution est douteuse, et l'écrit ne figure pas dans l'édition classique des *Œuvres* de Voltaire [196].

(7) *Code* [279], t. II, p. 39.

(8) *Ibid.*, t. II, pp. 382 sqq.

(9) *Ibid.*, t. II, p. 290.

(10) *Ibid.*, t. II, pp. 95 sq.

(11) *Lettres provinciales* [287], parues en 1772, p. 14.

signifie *consultus, avis, acquiescement* (1). La *Réponse à la lettre d'un Magistrat* prouve dans une discussion savante que le Parlement ne fut jamais qu'un Tribunal; et les États généraux n'eussent pu lui déléguer un droit législatif qu'ils n'avaient pas eux-mêmes (2). Pareille conception se retrouve dans une *Lettre de M. D. L. V.* (3), et dans les *Recherches sur les États généraux*, dont l'auteur, déjà sceptique sur les anciens Champs de mars (4), n'accorde aux assemblées modernes ni autorité, ni utilité (5).

De telles opinions, même dans leur excès, semblent aujourd'hui moins chimériques que les erreurs du parti adverse; et pourtant les défenseurs de Maupeou n'ont usé qu'avec discrétion de ces arguments de droit positif. Soit désir d'abrèger, soit crainte de heurter l'autorité historique de Montesquieu et de Mably (6), ils préfèrent, en général, la logique à l'érudition. Ils s'attachent à dissiper ce qu'il restait d'équivoque dans la doctrine politique des Parlements, à montrer qu'elle attente à la souveraineté, qu'elle détruit la monarchie pure, pour lui substituer les dangers du gouvernement mixte, ou les abus de l'aristocratie. Ainsi les *Considérations*

(1) *Ibid.*, pp. 111-112. Bouquet, dont le *Droit public de France* eût fait attendre d'autres opinions, s'était mis à la solde du Chancelier; et pourtant ses *Lettres Provinciales* furent supprimées par arrêt du Conseil, du 28 novembre 1772; on expliqua cette condamnation surprenante par une manœuvre du ministre d'État Bertin, qui n'aimait pas Maupeou. (*Journal historique* [465], 10 décembre 1772, t. III, pp. 384-385.) Une réfutation de Bouquet parut sous le titre de l'*Avocat national*; il y est dit que les *Lettres Provinciales* ont déplu à M. le Dauphin. (*Efforts* [280], t. VI, vol. III, pp. 328-329.) Sur les attaches officielles de Bouquet, on peut consulter Moreau, qui parle de lui en collègue. (*Souvenirs* [228], t. I, pp. 176-177.)

(2) *Code* [279], t. II, pp. 161, 223, 225.

(3) *Ibid.*, pp. 513 sqq.

(4) *Ibid.*, pp. 438 sqq.

(5) *Code* [279], t. II, pp. 449 sqq., 469 sqq. (Voir encore sur ce point le *Songe d'un jeune Parisien*, qui n'attribue aux États qu'un simple droit de remontrance: *ibid.*, t. II, p. 351.)

(6) C'est chose significative que Dubos ait peu servi, en l'occurrence, aux partisans de l'autorité. Nous ne le voyons mentionné chez eux que dans l'*Avertissement des Lettres Provinciales* [287], (cf. pp. 14 sqq.), et encore avec une sympathie un peu hésitante.

sur l'*Edit de Décembre* tirent un avantage facile des contradictions des magistrats, agenouillés devant le trône dont ils sapent les fondements : « d'un côté, ils conviennent que le Monarque est la source de tout l'ordre public, de tous les pouvoirs qui s'exercent dans la monarchie ; de l'autre côté, ils ont soutenu qu'ils tiroient leur autorité de la loi constitutive de l'État (1). » Mais en fait, le droit prétendu d'enregistrement libre ne laisserait plus au monarque que la faculté de proposer les lois :

« Il est inutile de disputer sur des mots : c'est là l'état de la question (2). »

Les *Remontrances d'un citoyen aux Parlemens de France* disent non moins fortement :

« Si le droit de remontrance renferme le droit d'opposition, vous êtes nos maîtres ; s'il ne le renferme pas, vous êtes des rebelles (3). »

La même netteté recommande les *Réflexions Nationales* (4), les *Réflexions d'un Citoyen* (5), et les *Lettres américaines sur les Parlemens*. « Depuis vingt ans, lit-on dans ce dernier ouvrage, les Parlemens nous inondent d'Arrêts, d'Arrêtés et de Remontrances, pour nous persuader que Londres est à Paris ; que nous ne sommes plus François ; que nous devons détester la Monarchie ; qu'ils sont faits pour être nos Législateurs et nos Maîtres (6). »

Dès 1774, on avait accusé les magistrats de vouloir rapprocher le roi de France de la condition dépendante du monarque anglais ; les partisans du chancelier Maupeou reprirent ce grief, sommairement juste, et le Par-

(1) *Code* [279], t. I, p. 42. Cf. aussi pp. 81, 83.

(2) *Ibid.*, p. 80.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 419.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 99.

(5) *Code* [279], t. II, p. 257.

(6) *Lettres Américaines* [286], p. 19. Ces *Lettres*, datées de 1770 et 1771, ne figurent pas dans le *Code des François*.

lement, suspect d'« introduire l'Anglicisme en France (1) », de porter « au pied du trône les productions du germe (*sic*) Anglican (2) », excita leur indignation ou leurs alarmes patriotiques. L'*Extrait d'une lettre en date de Londres* blâme les Français d'avoir pris à l'Angleterre ses idées avec ses modes (3) ; les *Considérations sur l'Edit de décembre*, les *Réflexions Nationales*, la *Tête leur tourne*, opposent au « portrait flatté » (4) qui abusait les esprits, les sombres réalités du gouvernement mixte, où deux partis sont tour à tour oppresseur et opprimé (5). Dans les *Remontrances d'un citoyen aux Parlemens de France*, ces inquiétudes s'expriment avec une vigueur prophétique :

« Transportez-nous ouvertement dans le régime de l'Angleterre ou de la Suède. Alors votre projet, vos maximes, votre conduite, tout s'explique, tout marche ensemble... L'image d'une révolution vous étonne ? Mais vous y courez, vous y entraînez avec vous tout l'État ; du sein de vos tribunaux s'élèvent toutes les vapeurs malignes qui la préparent, vos lettres, vos arrêts en répandent le germe dans les esprits, et peut-être le désir dans les cœurs ; chaque effort que vous vous permettez, ébranle cette constitution que vous feignez de défendre (6). »

Mais en proclamant la légitimité du pouvoir absolu, — « une de ces vérités évidentes, connues des plus grands idiots (7) », il fallait encore le distinguer du pouvoir despotique si odieux aux Français. Ce ne fut pas la moindre cause de confusion dans le débat que le souci

(1) *La Folie de bien des gens*. (Code [279], t. II, p. 31).

(2) *Remontrances d'un Citoyen*. (*Ibid.*, t. I, p. 391.) Cf. aussi le *Songe d'un jeune Parisien*, *ibid.*, t. II, pp. 338-339.

(3) Code [279], t. II, pp. 52 sqq. (L'ouvrage est attribué à Voltaire par le Code des Français, t. I, p. xvi.)

(4) *Considérations sur l'Edit*, Code [279], t. I, p. 98.

(5) *Considérations sur l'Edit*, Code [279], t. I, pp. 98-99 ; — *Réflexions Nationales*, *ibid.*, t. II, p. 109 ; la *Tête leur tourne*, *ibid.*, t. II, pp. 129 sq.

(6) Code [279], t. I, pp. 402-403.

(7) *La Folie de bien des gens* (*ibid.*, t. II, p. 34).

des deux partis de n'effaroucher personne ; le public comme le pouvoir voulait être ménagé, et si les parlements protestaient de leur respect pour l'absolutisme, les tenants de l'absolutisme craignaient de paraître ottomans. Plusieurs furent assez adroits pour rétrécir à leur mesure les idées de liberté réglée popularisées par Montesquieu. Ainsi les *Remontrances d'un Citoyen*, qui défendent la monarchie contre l'ambition parlementaire, la distinguent du despotisme par des caractères fuyants, mais concrets ; la différence, malaisée à formuler en théorie, se précise dans la pratique :

« Les nuances qui séparent la monarchie pure du despotisme, peuvent être si fines et si délicates, qu'on s'égare en les fixant ; mais ce que la raison ne détermine pas avec assez de précision, l'expérience le démontre (1). »

En effet, la liberté des peuples résulte des mœurs et des coutumes, de l'intérêt même des rois (2) ; le jeu des « pouvoirs intermédiaires et subordonnés », rapprochant le prince des sujets, ôte à la puissance suprême sa marche violente et précipitée, et la tempère sans la contraindre (3) : telles sont les causes qui, depuis dix siècles, maintiennent en France, l'équilibre des gouvernements modérés, et permettent d'éviter le despotisme sans recourir à l'oligarchie des Parlements. Tout ce développement est ingénieux, et, à le supposer sincère, conforme à l'esprit de Montesquieu. Ailleurs, la même inspiration revêt une forme plus oratoire :

« Je vois dans la législation, dit l'auteur des *Réflexions Nationales*, un Roi qui consulte, un Conseil qui délibère, un Sénat qui remontre et qu'on écoute ; dans l'administration, je vois ce même Conseil, centre de toute l'activité, porter ses regards vigilans, jusqu'aux extrémités

(1) *Code* [279], t. I, p. 378.

(2) *Ibid.*, p. 379.

(3) *Ibid.*, p. 418.

de la chaîne politique... je vois les Commandans de Provinces faits pour représenter la Majesté en la tempérant, pour marcher entre des ordres et des privilèges en les conciliant... Voilà tout le système du Gouvernement François... et vous voulez que j'assimile ce gouvernement modéré, à l'atrocité du despotisme. Oriental ! C'est comparer un Fleuve tranquille qui coule dans un lit déterminé, en enrichissant ses bords, à la fureur d'un Torrent qui inonde et qui ravage (1). »

Ainsi les formules de l'*Esprit des lois*, sans qu'on leur fît violence apparente, se prêtaient à l'apologie du parti ministériel. Quelques écrivains s'en servirent pour réfuter directement les prétentions de l'oligarchie. L'un des ouvrages qui furent attribués à Voltaire, *Raisons pour désirer une réforme dans l'administration de la justice* (2), oppose le texte de Montesquieu à la conduite des Parlements : « L'*Esprit des Loix* n'est pas aussi favorable aux prétentions du Parlement que bien des gens le publient. Il parle de pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendans. Le Parlement veut être indépendant (3). » La *Lettre du public aux ci-devant officiers* affirme que Montesquieu lui-même désavouerait les magistrats, plus soucieux d'utiliser que de comprendre sa doctrine : longtemps les officiers du Parlement ignorèrent ou suspectèrent l'*Esprit des lois* ; puis, ayant appris que le livre contenait un chapitre sur la monarchie, ils en ont extrait la formule de *pouvoirs intermédiaires*, non sans avoir soin de rayer *subordonnés et dépendants* ; enfin, brouillant toutes les idées de pouvoirs intermédiaires, de loi, de roi, et de parlement, ils ont prononcé qu'ils

(1) *Code* [279], t. II, p. 107. Voir encore la *Réponse à la lettre d'un Magistrat* sur le droit de remontrance sans résistance qui appartient à tous les corps dans la nation française. (*Code* [279], t. II, p. 225.) Voltaire l'admettait également. (*Fragment d'une lettre écrite de Genève*, *Œuvres* [196], t. XXVIII, p. 391.)

(2) Écrit inséré dans le *Code des François* [279], dont le *Discours préliminaire* l'attribue à Voltaire. (*Code* [279], t. I, p. xvi.)

(3) *Ibid.*, t. II, p. 20.

étaient la loi fondamentale, parce que le Magistrat, la Loi et le Roi ne font qu'un.

« Montesquieu vous auroit dit : *Eh ! de grace, lisez mon Livre et ne me faites pas dire une absurdité. J'ai dit... que dans une Monarchie, il y avoit une gradation de rangs et de conditions ; des ordres intermédiaires entre le Monarque et le dernier des sujets ; que chaque ordre avoit des privilèges, des prérogatives, etc., mais de parler de vous, je n'en eus jamais l'idée. Je sçavois que, comme officiers du Souverain, vous ne pouviez être séparés du Souverain ; je sçavois que vous n'aviez point de rang dans la nation ; que vous n'étiez point admis dans ses assemblées comme partie de la Nation. Ce que j'entendois par corps intermédiaire, c'étoit le Clergé, la Noblesse, ces corps que vous avez détruit (sic) l'un après l'autre, afin de vous élever sur leurs ruines, et de vous élancer de là sur le Souverain même. Mais Montesquieu ne vivoit plus, et vous ne vous donnâtes pas la peine de lire son livre, qu'au surplus vous n'étiez guere en état d'entendre (1). »*

Certains traits portent de cette satire un peu lourde, et ce que Montesquieu désigne sous le nom de monarchie n'est point, on devait en convenir, la domination des Cours Souveraines. Mais prétendre qu'il n'eut « jamais dessein » de reconnaître leur importance et leurs bienfaits, c'est oublier l'éloquence affirmative de ses maximes sur la nécessité du « dépôt de lois », c'est trahir l'esprit et la lettre même de son ouvrage. Une déformation plus spécieuse de la pensée de Montesquieu prouve l'ingéniosité de l'auteur des *Réflexions d'un citoyen*, qui avait su découper dans l'*Esprit des lois* plusieurs passages favorables à l'édit de décembre 1770 : il montre, d'après Montesquieu, les dangers de l'aristocratie (2), et l'im-

(1) *Code* [279], t. II, pp. 58-59. (Les italiques sont dans le texte.)

(2) *Code* [279], t. II, p. 273 et note. Sur les dangers de l'aristocratie, voir aussi les *Observations avec les réponses sur l'écrit qui a pour titre Réponse au Citoyen qui a publié ses réflexions*, *Code* [279], t. II, pp. 407 et 427 ; — sur ceux de la concentration des pouvoirs, cf. les *Considérations sur l'Edit de Décembre*, *Code* [279], t. I, p. 92.

prudence de réunir le pouvoir judiciaire au pouvoir législatif (1). Il insiste, avec un grand luxe de citations à l'appui, sur l'étendue de l'autorité royale, et sur la subordination des pouvoirs intermédiaires : « De quelque côté que le Monarque se tourne, il emporte et précipite la balance, et est obéi... (2). *Il y a des cas*, comme l'a remarqué Montesquieu, où la puissance du Monarque doit agir *suivant toute son étendue*... (3). Le Monarque, dans la distribution de son autorité, n'en donne jamais une partie, qu'il n'en retienne une plus grande » (4). Les *Réflexions* admettent pourtant qu'une différence doit subsister entre la monarchie et le despotisme ; et les rangs intermédiaires, le dépôt des lois, les corps politiques, ne sauraient être abolis sans inconvénient ; mais la monarchie ne s'altère pas moins si le prince, laissant usurper la moindre portion de son pouvoir suprême, livre le royaume au déchirement des factions (5). « La constitution monarchique se corrompt et se détruit par l'abus ou par l'affaiblissement du pouvoir absolu (6). » Formule adroite, qui rappelle la frappe de Montesquieu, sans reproduire exactement sa pensée : car, malgré sa modération conservatrice, Montesquieu redoute l'abus plus que l'affaiblissement du pouvoir ; c'est la tendance au despotisme qui fait dégénérer la monarchie, et si le gouvernement mixte ou l'aristocratie peuvent être inopportuns, le despotisme, vicieux par essence, est le mal qu'il faut toujours craindre et toujours écarter.

Ainsi les deux partis qui se disputent le patronage de Montesquieu citent son livre avec plus d'astuce que de fidélité, mais les écrivains ministériels, qui en respectent

(1) *Code* [279], t. II, pp. 264, 268 sqq.

(2) *Code* [279], t. II, p. 258. Cf. *Esprit des lois* [28], liv. III, chap. X.

(3) *Code* [279] t. II, p. 260. Cf. *Esprit des lois*, liv. XII, chap. XXV. Mais Montesquieu ajoute : « il y en a où elle doit agir par ses limites ». (T. II, p. 41.)

(4) *Code* [279], t. II, p. 264 (Cf. *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. XVI).

(5) *Code* [279], t. II, p. 262.

(6) *Ibid.* p. 261.

mieux la lettre, en altèrent plus profondément l'esprit. On déforme sa conception de la monarchie, si l'on change les corps intermédiaires en représentants du peuple, légalement investis d'une part de souveraineté ; mais on abuse de ses expressions, si l'on insiste outre mesure sur les mots de *subordonnés* et *dépendants*. Car, à ses yeux, subordination et dépendance doivent exister dans le droit plutôt que dans le fait ; il ne permet aux magistrats que la plainte et la prière, mais il compte que la plainte sera entendue, la prière exaucée ; si la monarchie ne se confond pas avec le gouvernement mixte, elle n'est modérée et légitime qu'à condition de s'en rapprocher (1). *Dépendants* et *subordonnés*, avant de répéter ces épithètes pour la plus grande gloire du chancelier Maupeou, ne fallait-il pas songer à tout ce qui les explique, les restreint et les atténue : la philosophie libérale de l'histoire, l'admiration pour le gouvernement anglais, et les « modifications de l'obéissance » admises dans la monarchie comme un supplément de liberté ? Mais, à vrai dire, il eût été malaisé, en 1771, de suivre exactement la doctrine de Montesquieu ; le conflit prenait une forme abrupte, qu'il n'avait pas voulu prévoir. « Dans les monarchies, avait-il écrit, les choses sont très-rarement portées à l'excès... Les gens qui ont de la sagesse et de l'autorité s'entremettent ; on prend des tempéraments, on s'arrange, on se corrige, les lois reprennent leur vigueur et se font écouter (2). » Cette souplesse du gouvernement monarchique se trouvait alors en défaut : les choses se portaient « à l'excès » ; les Cours Souve-

(1) Rappelons encore le chapitre des *Monarchies que nous connoissons*, sorte de *post-scriptum* suggestif du chapitre sur l'Angleterre : « Les Monarchies que nous connoissons n'ont pas, comme celle dont nous venons de parler, la liberté pour leur objet direct... Les trois pouvoirs n'y sont point distribués et fondus sur le modèle de la constitution dont nous avons parlé ; ils ont chacun une distribution particulière, selon laquelle ils approchent plus ou moins de la liberté politique ; et s'ils n'en approchoient pas, la Monarchie dégènereroit en despotisme. » (*Esprit des lois* [28], liv. XI, chap. vii, t. I, pp. 398-399.)

(2) *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. XI, t. I, p. 197.

raines s'obstinaient dans leur résistance, le Chancelier redoublait les coups d'autorité; la grande ressource de la monarchie, l'esprit de modération, manquait de part et d'autre; une habitude déjà ancienne d'arbitraire chez les ministres, d'indiscipline chez les magistrats, avait faussé le régime. Montesquieu fournit des conseils pour prévenir de telles crises plutôt qu'un moyen pour en sortir. Les « tempéraments » ne pouvant rien, il fallait songer aux partis extrêmes : la destruction de l'ancienne magistrature, ou la convocation des États généraux : deux secousses assez violentes de l'ordre accoutumé. Assembler la nation, c'était diminuer le monarque; mais remplacer les Parlements par des commissions de fonctionnaires, sans prestige et sans tradition, c'était abattre un obstacle au despotisme, et le dernier qui restât debout. Alternative cruelle, que Montesquieu n'avait eu garde d'envisager : mais si elle n'admettait pas de moyen terme, ce n'était point le despotisme que l'*Esprit des lois* conseillait.

Le conflit ne fut pas poussé jusqu'aux violences matérielles, mais il ébranla l'esprit public. On peut discuter sans doute sur la profondeur et la durée de cette agitation, sur son ampleur réelle et ses causes secrètes; mais tous les témoignages montrent qu'elle se déchaîna d'abord avec une extrême vivacité. La destruction du Parlement de Paris, puis celle de la Cour des Aides et de divers Parlements de province, furent autant de sujets de chagrin et d'indignation. Le baron de Besenval, un étranger désintéressé, et peu favorable aux magistrats, dit que « toutes les têtes se tournèrent », et qu'on criait jusque dans les rues « à l'injustice, à la tyrannie (1) ». Voltaire, le seul « philosophe » qui ait

(1) *Mémoires* [206], t. I, p. 374.

publiquement soutenu le Chancelier (1), constatait avec dépit, le 1^{er} juillet 1771, l'aveuglement d'une « nation de singes », qui regarde ses « assassins » comme ses protecteurs :

« Nous sommes des mouches qui prenons le parti des araignées (2). » Plus impartial, Diderot signale la « grande émotion » excitée « parmi tous les ordres de l'État », les remontrances qui se multiplient et qui échauffent les têtes : « on n'en finit plus avec les remontrances..., ce feu se répand par degrés (3). » On goûta les protestations des magistrats de Rouen (4) ; celle des Princes du sang, qui fut bientôt rendue publique, fit une grande impression (5) ; mais le succès le plus éclatant fut pour les remontrances de Malesherbes, qui, en peu de jours, pénétrèrent toutes les maisons (6) ; elles arracheront cet aveu à un suppôt du despotisme : « rien ne pouvoit être mieux ni plus solidement écrit (7). » L'auteur des *Lettres d'un homme à un autre homme sur les affaires du tems*, Target, parut digne d'être appelé « le Fontenelle de la Politique » (8) ; et l'on paya jusqu'à 36 livres le *Maire du Palais*, de Clément de Boissy (9) ;

(1) Cf. Flammermont, *le Chancelier Maupeou et le Parlement* [484], p. 424. D'Holbach, on l'a vu, a manifesté ses sympathies pour la magistrature. (Cf. ci-dessus, chap. VII.) Helvétius est compté par le *Journal historique* [465] parmi les grands ennemis de la réforme de Maupeou. (Du 8 janvier 1774, t. V, pp. 115 sq.) Il ne faut pas se fier sans réserve à ce journal, essentiellement parlementaire : la nouvelle prouve du moins qu'Helvétius ne s'était pas déclaré notoirement pour le Chancelier.

(2) Lettre au comte d'Argental, 1^{er} juillet 1771. *Œuvres* [196], t. XLVII, p. 467. Voir aussi ses lettres à M^{me} du Delfand, des 1^{er} et 30 juin 1771, *ibid.*, pp. 441 et 446.

(3) Lettre du 3 avril 1771 à la princesse Dashkoff. *Œuvres* [107], t. XX, pp. 27-28.

(4) *Journal historique* [465], t. I, première quinzaine de mars 1771, p. 86.

(5) *Ibid.*, du 25 avril 1771. T. I, p. 275. Les *Observations sur la protestation des princes* disent que cette pièce « est malheureusement trop célèbre ». (*Code* [279], t. II, p. 296.)

(6) *Mémoires secrets* [468], t. IV, mars 1771, p. 264. Cf. aussi *Journal historique* [465], première quinzaine de mars 1771, t. I, p. 86.

(7) Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 67.

(8) *Journal historique* [465], du 6 août 1771, t. II, p. 69. Voir, sur le succès des *Lettres* de Target, Flammermont, *op. cit.* [484], p. 418.

(9) Flammermont, *op. cit.* [484], p. 416.

même les pesantes *Maximes du droit public françois* eurent assez de débit pour inquiéter le gouvernement (1). La Cour des Aides recueillait des applaudissements académiques (2), et les acclamations de la rue (3) ; sa suppression, au mois d'avril 1771, causa tant de consternation que « nombre de gens », selon M^{me} d'Épinay, songèrent sérieusement à quitter le royaume (4). Cependant, M. de Maupeou et ses créatures subissaient une effroyable impopularité : « le Chancelier est dans une exécution générale », écrivait, le 9 janvier 1771, M^{me} du Deffand (5), et un témoin plus froid, Besenval, nous apprend qu'accepter une place dans son nouveau Parlement, c'était se dévouer à la haine et au mépris publics (6). La passion agitait surtout le monde aristocratique, où les querelles sur le coup d'État provoquèrent, dit-on, des ruptures de ménage (7), et des duels féminins (8) ; car les femmes s'y distinguaient par leur acharnement, et le Chancelier les regardait « comme un des plus puissans obstacles » à l'application de ses

(1) Cf. *Journal historique* [465], 23 août 1772, t. III, pp. 252-253. (et *Mémoires secrets* [468], t. XXIV, additions, du 24 août 1772, pp. 205-206). — M^{me} de Staël parlera favorablement des *Maximes* dans ses *Considérations sur la révolution française* [242], t. I, 1^{er} partie, chap. XI, p. 80.

(2) Dans la personne de son président : le nom de Lamoignon, prononcé par hasard dans un discours à l'Académie française, déclenchait les applaudissements. (*Journal hist.* [465], 21 mars 1771, t. I, p. 165 ; — confirmé par Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 70.)

(3) *Journal historique* [465], 22 mars 1771, t. I, p. 168.

(4) *Mémoires et Correspondances* [216], lettre XII, à l'abbé Galiani, du 11 avril 1771, t. III, p. 392.

(5) A Horace Walpole. *Lettres* [213], t. II, p. 196.

(6) *Mémoires* [206], t. I, p. 373.

(7) Voir la *Correspondance*, publiée par de Lescure [457], du 5 novembre 1788, t. II, pp. 300-301, à propos du maréchal de Biron et de sa femme : « Les deux époux étoient d'un caractère fort difficile. Ils se supportèrent longtemps. Une querelle d'état les sépara en 1771. L'un étoit pour le Parlement Maupeou, l'autre pour l'ancienne magistrature : on se chamailla longtemps, et enfin l'on rompit. » (Pp. 300-301.)

(8) M^{lle} Philpon raconte, — Il est vrai, sous toutes réserves, — que deux pensionnaires de l'abbaye de Panthémont « prirent feu sur les affaires de l'État », l'une tenant pour, l'autre contre le Chancelier, et se battirent mortellement à coups de couteau. (A Sophie, du 25 janvier 1772.) *Lettres* [234], nouvelle série, t. I, pp. 76-77.)

projets (1). La bourgeoisie tenait de moins près à ces seigneurs de la grande robe affligés par Maupeou ; mais, au premier abord du moins, la réforme lui fut odieuse ou suspecte, et elle suivit l'opposition. Un apologiste du ministère, résumant l'état de l'opinion en 1771, ne voit qu'indifférence chez les artisans ; mais les bourgeois et les financiers mêlent leurs cris à ceux des robins et des militaires (2). La nouvelle de l'exil de Maupeou, ayant couru prématurément au mois de mars 1771, réjouit jusqu'aux Savoyards du Pont-Royal (3). La victoire des Parlements, en 1774 et 1775, sera saluée avec allégresse : à Paris comme à Aix, à Rouen et à Rennes comme à Bordeaux, à Besançon comme à Toulouse, les magistrats rentrent en triomphe, par des chemins jonchés de fleurs (4). Si les tableaux du *Journal historique* sont suspects d'exagération, l'on peut croire M^{lle} Phlipon, amie modérée des Parlementaires : la joie des Parisiens ne lui a jamais paru « plus universelle et plus sincère » ; les acclamations retentissaient, « d'autant plus touchantes qu'elles pouvaient être regardées comme l'expression des sentiments de tous les gens de bien (5). » Quelques semaines auparavant, Maupeou exilé avait

(1) *Journal historique* [465], du 26 mai 1771, t. I, p. 331 ; cf. aussi au 15 avril 1771, *ibid.*, pp. 252-253 ; et Besenval, *Mémoires* [206], t. I, pp. 368, 374-375. A ce propos, on fit courir un *Avis aux Dames* (Cf. *Journal hist.* [465], t. I, p. 331), et un *Arrêté des Dames*, renouvelé d'Aristophane.

(2) *Au public abusé, Code des François* [279], t. II, pp. 68, 71. Cf. Besenval, *Mémoires* [206], t. I, p. 376.

(3) *Journal historique* [465], du 12 mars 1771. T. I, p. 155.

(4) Voir le *Journal historique* [465], t. VI, pp. 332, 339, 343, 343-344 ; 396, 420 ; — t. VII, pp. 202, 206, 215, 219. Moreau prétend que la Provence ne tenait pas à son ancien Parlement. (*Souvenirs* [228], t. I, p. 273) ; mais il avait contribué pour une grande part à l'établissement du nouveau. (*Ibid.*, p. 254 sqq.), et son témoignage n'est pas plus impartial que celui du *Journal historique*.

(5) A Sophie, du 16 novembre 1774. *Lettres*, nouvelle série [234], t. I, p. 235. L'abbé Georgel, quoique favorable à Maupeou, reconnaît que « le rétablissement du parlement de Paris ramena la joie et l'abondance dans la Capitale. » (*Mémoires* [220], t. I, p. 392.) Besenval dit, il est vrai, que : « le contentement du public ne fut point proportionné à l'envie qu'on avoit montrée de « ravoïr » le parlement. (*Mémoires* [206], t. I, p. 382.) Mais c'est un témoignage isolé, et trop vague pour balancer les autres.

traversé Compiègne sous les injures des dames de la Halle (1), et son effigie détestée était livrée au feu (2).

Sans doute l'intérêt, l'entraînement, la turbulence des foules, causèrent cette opposition bruyante, autant et plus que les théories sur la constitution de l'État ; mais la nature des objections répétées dans la dispute montre quelle part y revient à l'influence de Montesquieu : en s'attaquant aux « corps intermédiaires », le Chancelier incarnait aux yeux du public français ce despotisme que l'*Esprit des lois* faisait haïr. Quand le maréchal de Brissac, voyant passer Maupeou, désignait « cette vieille bigarrade qui veut nous démonarchiser (3) », il résumait, avec son énergie militaire, le grief quasi universel. Noblesse et bourgeoisie, dit un défenseur de la réforme, crient au renversement de la monarchie (4) ; c'est la parole fatidique que redisent tous les échos : l'on entend « crier au *despotisme* comme on crie *au feu* (5) » ; ce « mot terrible » retentit tous les jours « pour rendre odieuse l'administration légitime (6) » ; on se représente « de bonne foi, le bras du *Despotisme* étendu sur toute la France, et portant dans tous les Ordres de l'État le ravage et l'opprobre » (7). La nation, rapporte Soulavie, sentait que les principes de la monarchie étaient mis en cause : « Il s'agissait de savoir si, d'un côté, le monarque pouvait établir une puissance purement militaire, ou s'il devait respecter les formes d'une monarchie tempérée (8). » Si intolérant et si égoïste qu'eût été le Parlement, il formait le seul contrepoids à la volonté royale ; il pouvait lui céder lâchement ou l'arrêter mal à propos,

(1) *Journal historique* [465], 28 août 1774 ; t. VI, p. 169.

(2) Il subit jusqu'à 10 supplices en effigie. (*Ibid.*, p. 193 ; cf. aussi p. 178.)

(3) Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 62.

(4) *Au public abusé* (*Code* [279], t. II, pp. 68, 71.)

(5) *Le fin mot de l'affaire* (*ibid.*, t. II, p. 381).

(6) *Le Songe d'un jeune Parisien* (*ibid.*, t. II, p. 349).

(7) *Réflexions nationales* (*ibid.*, t. II, p. 94).

(8) *Mémoires historiques* 241], t. II, p. 219.

mais en s'élevant devant elle, il flattait la passion des Français, de ne pas vouloir se croire esclaves ; il conservait un principe, un symbole, et on lui savait gré d'exister. Aussi Diderot, si affranchi de préjugés parlementaires (1), écrit-il à la princesse Dashkoff que la réforme de la magistrature « fait chanceler la constitution » : « Si tous les parlements sont dissous, et la France inondée de petits tribunaux composés de magistrats sans conscience comme sans autorité, et révocables au premier signe de leur maître, adieu tout privilège des états divers formant un principe correctif qui empêche la monarchie de dégénérer en despotisme (2). » Les habitudes de pensée et de langage répandues par la lecture de *l'Esprit des lois* jouaient comme des mécanismes montés d'avance contre les innovations du Chancelier. On répétait que les Parlements étaient « une puissance intermédiaire, nécessaire au bonheur et à la sûreté des peuples (3) ». On les plaignait comme des victimes immolées « sur l'autel du despotisme (4) ». Dans les cercles et les soupers mondains, il n'était bruit que des constitutions fondamentales de l'État (5), « et ces assemblées de société et de plaisirs étaient devenues de petits états généraux, où les femmes, transformées en législateurs, débitaient des maximes de droit public, établissaient des principes, avec l'assertion (*sic*) et l'audace que leur donne le désir de dominer et de se faire remarquer, désir encore échauffé par l'importance de la matière et sa célé-

(1) Voir sa lettre à Voltaire, de Paris, 1766. (*Œuvres* [107], t. XIX, pp. 485, 488.) Notons toutefois que cette lettre, souvent citée, n'est pas spécialement dirigée contre le Parlement ; Diderot maudit tous les « tyrans », tous ceux qui mettent le pouvoir au service du fanatisme : les bourreaux du jeune La Barre, mais aussi les persécuteurs de La Chalotais. (P. 486.)

(2) De Paris, 3 avril 1771. *Œuvres* [107], t. XX, p. 28.

(3) *Songe d'un jeune Parisien*. (*Code* [279], t. II, p. 350. L'abbé Georgel dit aussi que les Parlements tenaient de « la confiance de la nation » le titre de corps intermédiaire. (*Mémoires* [220], t. I, p. 197.)

(4) Besenval, *Mémoires* [206], t. I, p. 374.

(5) *Ibid.*, p. 368.

brité (1) ». Les souvenirs de l'ancien gouvernement, ranimés par Boulainvilliers et Montesquieu, par Le Paige et Mably, se mêlaient à l'actualité la plus brûlante. « J'entendis l'autre jour, écrit plaisamment Target, un petit Lieutenant arrivé de la ville de sa garnison, qui disoit qu'enfin *il est prouvé que la Loi Salique a été faite dans les Etats généraux sous le Roi Jean*. Vous voyez bien que tout s'éclaire (2). » Voltaire fait parler, dans ses *Cabales*, un de ces savants disputeurs :

Mais, monsieur, des Capets les lois fondamentales,
Et le grenier à sel, et les cours féodales,

Et le gouvernement du Chancelier Duprat (3).

La fougue de ces législateurs improvisés ne put être chez tous durable. Les principaux documents qu'on vient de citer concernent l'année 1771, celle des coups d'autorité, des remontrances héroïques et des pamphlets subversifs. Le temps ralentit le zèle des polémistes, et fléchit l'intransigeance de plusieurs magistrats : les libelles se font rares à dater de 1772, et les liquidations d'offices se multiplient (4). L'institution des conseils supérieurs était en soi un bienfait pour les justiciables (5). Plusieurs contemporains estiment qu'en 1774, un peu de fermeté eût suffi pour consolider l'ensemble de la réforme (6). Mais, parmi les clameurs et les bavardages

(1) *Ibid.*, p. 368.

(2) Target, *Lettres d'un homme à un autre homme*, lettre I. (*Efforts* [280], t. I, pp. 136-137.)

(3) *Œuvres* [196], t. X, p. 181. (La mémoire de Duprat, chancelier sous François I^{er}, et grand promoteur de despotisme, était abhorrée par les Parlements.)

(4) Sur ces « liquidations » (par lesquelles les anciens magistrats abandonnaient leurs charges, puisqu'ils en acceptaient le remboursement), cf. le *Journal historique* [465], *passim*.

(5) Cf. Voltaire, lettre au marquis de Florian, du 1^{er} avril 1771. *Œuvres* [196], t. XLVII, p. 403.

(6) C'est l'opinion de l'abbé Georgel, ami du Chancelier (*Mémoires* [220], t. I, p. 383), mais aussi de plusieurs autres, comme le duc de Lévis (*Souvenirs et Portraits* [223], pp. 5 sqq.) ; le duc de Croy, *Journal* [212], t. III, p. 135 ; Sénac de Meilhan (*Principes et causes de la révolution* [239], p. 25.) — Cf. encore : Linguet, *Annales Politiques* [452], t. XIV, 1788, p. 408 ; Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 157 ; et l'*Esquisse de l'histoire de France* (1788), dans l'*Esprit de Mably* [83], t. I, p. 388.

de la première année, une inquiétude sérieuse avait pénétré certains esprits. Funestes ou salutaires, les nouveautés du Chancelier, en détruisant un ordre de choses auquel on tenait par habitude, faisaient travailler la raison ; elles invitaient les sujets à interroger les lois et à s'interroger sur eux-mêmes. Le libraire Hardy crut devoir consigner dans son journal, le 12 novembre 1771, « une espèce de profession de foi politique » sur les affaires du temps : c'est une adhésion chaleureuse à la protestation des princes du sang, qui ont réclamé « d'une manière aussi authentique que respectueuse » la constitution de la monarchie et les droits de la nation (1). Encore peut-on soupçonner Hardy de céder à d'anciens préjugés, ou à une admiration un peu naïve pour « les premières personnes de l'État (2) ». Mais d'autres témoins nous ont laissé des réflexions plus personnelles qui montrent quelle acuité avait prise, pour une partie du public, le problème de la constitution française. Les conditions du gouvernement monarchique, les droits des ordres et des corps, du roi et du peuple, furent l'objet d'un examen curieux, parfois incapable d'aboutir à des conclusions précises, mais où l'autorité ne pouvait rien gagner. Les hommes qui sentaient le mieux l'incertitude, le vague et l'insuffisance des coutumes qui avaient tenu lieu de constitution, ne se résignaient pas aux progrès du pouvoir arbitraire. Ainsi le baron de Besenval, dans des pages écrites en 1774 (3), dépeint la complication inextricable du droit public français : nul monument ne nous a transmis de convention entre le monarque et les sujets ; « une longue suite de chartes, d'édits, d'ordonnances (4) », souvent contradictoires, ont favorisé tantôt

(1) *Mes Loisirs* [221], t. I, pp. 296-297.

(2) *Ibid.*, p. 297 : « Je croirai toujours devoir penser sur les affaires présentes avec et comme les premières personnes de l'État. »

(3) Cf. *Mémoires* [206], t. I, pp. 344, 385.

(4) *Mémoires* [206], t. I, p. 345.

le bon plaisir du prince, tantôt les innovations des corps. Parmi ces derniers, le Parlement s'est trouvé plus qu'aucun autre « dans le cas d'empiéter (1) », et le baron n'a point de faiblesse pour ces légistes subtils et brouillons, qui, oubliant leur humilité première, aspirent à gouverner l'État sous couleur de défendre les peuples ; mais il leur reconnaît « quelque utilité » pour l'équilibre politique : ils servent du moins à « gêner assez l'autorité du monarque pour l'obliger à des ménagements, à des attentions, à des formes de conduite qui combattent le despotisme et arrêtent les ministres (2) ». Avantage réel, si de son côté le monarque conserve assez de force pour imposer aux magistrats une juste modération : « Pour que la France soit parfaitement heureuse et bien administrée, il faudrait des parlements qui rendissent plus mesurées les démarches du prince, en même temps qu'un prince qui réprimât les prétentions et les insolences des parlements. Mais le moyen de se flatter que cette balance subsiste lorsqu'il n'existe nul principe, nulle loi écrite qui adjuge le pouvoir et fixe la ligne de démarcation (3) ? ». Un esprit résolument systématique eût conclu qu'il fallait détruire et refaire, remplacer les coutumes vagues par une charte précise ; Besenval s'abstient de conclure : sévère aux Parlements, peu prévenu du Chancelier, il voudrait conserver les contrepoids traditionnels, mais ne sait comment les régler ; sa pensée inquiète se meut dans un cercle dont elle ne peut ou n'ose sortir.

Cette ambiguïté du droit, qui embarrasse Besenval, fait pour M^{me} d'Épinay la vertu de la constitution monarchique. « Il est certain, écrit-elle le 11 avril 1771, que depuis l'établissement de la monarchie française, cette discussion d'autorité, ou plutôt de pouvoir, existe

(1) *Ibid.*, p. 346.

(2) *Ibid.*, p. 354.

(3) *Mémoires* [206], t. I, p. 355.

entre le roi et le parlement. Cette indécision même fait partie de la constitution monarchique ; car si on décide la question en faveur du roi, toutes les conséquences qui en résultent le rendent absolument despote. Si on la décide en faveur du Parlement, le roi, à peu de chose près, n'a pas plus d'autorité que le roi d'Angleterre ; ainsi, de manière ou d'autre, en décidant la question, on change la constitution de l'État (1). » Or, le chancelier a voulu dissiper l'équivoque en supprimant le vieux mécanisme, usé mais familier, qui ralentissait le pouvoir sans le gêner sérieusement. La France, en proie au despotisme qui ne daigne plus se déguiser, devra chercher pour le combattre des moyens moins inoffensifs : de là cet élan de curiosité, cette fièvre de l'esprit critique, qui gagne M^{me} d'Epinaÿ elle-même, effrayée de sa propre audace : « Tout le monde met en question des thèses auxquelles on n'auroit jamais osé penser... (2). Je ne serois pas embarrassée d'écrire des volumes sur cette matière... Toutes ces idées étoient dans ma tête ; mais elles y seroient restées à jamais inconnues, si on ne les avoit pas développées en alarmant mon esprit et en révoltant mon âme ... (3). S'il étoit décidé que la constitution de l'État dût changer, je vois qu'on préféreroit le despotisme du parlement, parce qu'il est astreint à des formes dont le souverain despote se dispense (4). »

Les alarmes d'un libéralisme qui aurait voulu rester conservateur, s'expriment avec une vigueur singulière dans un mémoire composé en 1771, par M^{mes} d'Egmont et de Mesmes, pour défendre auprès du roi de Suède la cause des magistrats (5). C'est par l'histoire que

(1) Lettre à l'abbé Galiani de Paris, 11 avril 1771. *Mémoires et Correspondance* [216], t. III, lettre XII, pp. 392-393.

(2) *Ibid.*, pp. 393-394.

(3) *Ibid.*, p. 394.

(4) *Ibid.*, p. 395.

(5) Cf. sur ce point le livre de Geffroy, *Gustave III et la Cour de France* [486], 2^e édition, t. I, chap. iv, pp. 233 sqq. Le même auteur a publié le texte complet du mémoire dans ses *Notices et extraits des manuscrits...*

M^{mes} d'Egmont et de Mesmes veulent juger une réforme qui avait apporté aux Français la brutale révélation de leur servitude (1). Elles suivent depuis l'origine l'évolution du gouvernement, « à peu près démocratique » sous la première race, puis « aristocratique » sous la seconde, et se changeant sous la troisième en « une pure monarchie (2) ». On pourrait certes discuter cet exposé, qui recueille les illusions courantes sur les droits des anciens placités (3) et sur le rôle de Charlemagne (4) ; mais il se distingue par sa clarté, par la fermeté des vues, et même par leur justesse, dans les parties où M^{mes} d'Egmont et de Mesmes décrivent les progrès lents et sourds de la troisième dynastie. D'ailleurs, elles ne concluent pas à la restauration de la liberté première, mais elles veulent le maintien des « limites » qui peuvent arrêter la monarchie sur la pente du despotisme. Sur ce point, leur pensée et leur langage rappellent l'*Esprit des lois*, et, plus directement peut-être, les pages où l'historien Robertson analyse le gouvernement moderne de la France en lecteur sagace de Montesquieu (5). Ces « limites » consistent d'abord en « droits et privilèges prétendus par la noblesse », étrangers parfois aux lois

[290], pp. 456, 465. — M^{me} de Mesmes, née Feydeau de Brou, appartenait au monde parlementaire, et était la belle-sœur du président de Lamoignon.

(1) On est tenté de croire, disent-elles, « que l'art de nos rois depuis l'accroissement de leur puissance avait toujours été de nous faire croire qu'il y avait une différence réelle entre le gouvernement d'un monarque et celui d'un despote », et que le Chancelier « a voulu dissiper cette illusion en nous déclarant qu'elle n'existait que dans le mot et non dans le fait. » (*Notices et Extraits* [290], p. 456.)

(2) *Ibid.*, p. 460.

(3) « Sous la première race, ... c'était... dans les assemblées générales de la nation que résidait le pouvoir législatif. » (*Ibid.*, p. 458.)

(4) *Ibid.*, p. 458.

(5) Voir le passage — dont nous citons quelques phrases au commencement de ce chapitre — dans l'*Histoire de Charles-Quint* [184 bis], *Tableau de l'Europe*, section III (t. I, pp. 138, 140). Les idées de M^{mes} d'Egmont et de Mesmes sur l'évolution générale du gouvernement français semblent aussi se ressentir de Robertson, (Cf. o. c., t. I, pp. 134-135, et notes xxxviii, xxxix, xl, pp. 264, 277). Rappelons que la version française de l'*Histoire de Charles-Quint* paraît précisément en 1771.

positives, « mais définis et établis par les maximes de l'honneur, titre plus délicat et non moins sacré (1). » La noblesse n'en tire pas de puissance politique, mais des distinctions personnelles, des exemptions, des prééminences, que les Souverains jusqu'à présent se sont fait un devoir de respecter (2). L'autre « barrière » est l'enregistrement des lois en Parlement : mais ici M^{mes} d'Egmont et de Mesmes dépassent Montesquieu, car elles attribuent aux magistrats pleine faculté d'empêcher : ils ont droit de refuser aux ordonnances l'enregistrement nécessaire pour leur donner force de loi (3). Le mémoire ne reprend pas pour autant l'opinion, déjà vieillie, qui identifiait le Parlement aux placités des deux premières races : le Parlement ne fut d'abord qu'une cour de justice, mais son droit de vérification, consacré par un long usage et par l'acquiescement des peuples, s'est substitué à des règles plus rigoureuses pour la royauté ; il est le dernier vestige d'une liberté ancienne, un faible dédommagement dont la nation voulut bien s'accommoder (4) :

« Le Parlement ne fut créé, dans son origine, que pour rendre la justice, il est vrai. Ce n'est point au détriment des droits de la couronne que sa puissance s'est augmentée, mais au détriment des nôtres. Ce serait donc la nation qui serait autorisée à réclamer contre ces droits (5). »

Une demi-tentation s'avoue dans ces paroles ; rap-peler la liberté primitive en un temps de despotisme, c'est en inspirer au moins le regret. M^{mes} d'Egmont et de Mesmes ont beau se défendre de vouloir ressusciter les « premières institutions (6) » ; en plaidant pour le Parlement, elles sont bien obligées de constater son

(1) *Notices et Extraits* [290], p. 460.

(2) *Ibid.*, p. 460.

(3) *Ibid.*, p. 460.

(4) *Ibid.*, p. 461.

(5) *Ibid.*, p. 462.

(6) *Notices et extraits* [290], p. 460.

insuffisance : même avant les Édits du chancelier, l'autorité royale était le seul pouvoir effectif ; les magistrats ne procuraient guère qu'un simulacre de liberté, une illusion douce aux sujets, et utile au monarque :

« Il y a des hommes à qui ce simulacre de liberté fait croire qu'ils ne sont pas soumis à une autorité arbitraire, dont les âmes, par cette raison, conservent encore l'énergie et l'honneur qu'on ne trouve plus chez un peuple résigné au despotisme, et qui, à la place d'un dévouement servile dicté par la crainte, ont encore, pour les rois, celui du cœur. Est-ce là ce qu'il faut détruire ? (1) »

« Un ministre mal-habile, avait écrit Montesquieu, veut toujours vous avertir que vous êtes esclave (2). » Telle est bien, pour M^{mes} d'Egmont et de Mesmes, la maladresse de Maupeou ; pressentant les réactions de la France contre un despotisme désormais avoué, elles l'accusent d'avoir mal servi les intérêts même de son maître : « Un roi habile... se gardera bien d'avertir ses sujets qu'il les a rendus esclaves de sa seule volonté... M. le Chancelier, depuis six mois, a fait apprendre l'histoire de France à des gens qui seraient peut-être morts sans l'avoir sue (3). »

Le fermier général Augeard, que l'on peut croire quand il ne se vante pas, nous aide à vérifier ces dernières lignes. Un entretien avec Malesherbes, peu après la dispersion du Parlement de Paris, lui révéla « les vrais principes constitutionnels de la monarchie », que, de son propre aveu, il ignorait complètement (4). « Vous êtes

(1) *Ibid.*, p. 464. On peut rapprocher de ces lignes l'opinion de M^{lle} Philpon, sur le rôle anodin des Parlements : « Les parlements sont comme de vieilles ruines que l'on vénère encore, mais ils ne sont plus une barrière à l'autorité royale ; c'est une idole chérie quoique impuissante, il fallait la rendre à ses adorateurs, que sa présence console. » (A Sophie, du 16 novembre 1774, *Lettres*, nouvelle série [234], t. I, p. 237.)

(2) *Esprit des Loix* [28], liv. XII, chap. xxv. (T. II, p. 42.)

(3) *Notices et Extraits* [290], p. 465.

(4) *Mémoires* [201], pp. 37 ; 39 sqq.

un très bon citoyen, un très bon François, lui aurait dit le président de la Cour des Aides, mais sur le droit public, vous êtes dans la plus grande ignorance, et vous la partagez avec 24 millions d'habitants. Au surplus, c'est une grande question de savoir s'il est intéressant pour la puissance royale et le bonheur des peuples de trop les éclairer sur cette matière ; ce qu'il y a de certain, c'est que le chancelier fait la plus grande faute possible... vis-à-vis du Roi et de ses successeurs ; il élève et suscite un problème dont la solution peut un jour changer la constitution du royaume et même la dynastie. Écoutez cette vérité que le chancelier me force aujourd'hui de mettre au jour (1). » Cette vérité n'était autre que le droit de la nation à consentir librement les subsides par l'organe des États généraux, seuls qualifiés pour l'engager (2). Augeard, qui ne s'en était jamais douté, communiqua sa science à trois avocats, Élie de Beaumont, Blonde et Target, aussi novices que lui en matière de droit public (3) : « Ils regardoient tous, par suite d'une vieille habitude, le Parlement comme un corps national représentant les États généraux (4). » Quinze jours d'études leur permirent de préciser les rapports entre le Parlement et la nation ; Blonde écrivit le *Parlement de Paris justifié par l'impératrice de Russie* ; Target, les *Lettres d'un homme à un autre homme sur les affaires du temps* (5) : deux réquisitoires contre Maupeou au nom de l'histoire de France, deux plaidoyers pour le Parlement, mais aussi pour les droits de la nation. C'est en 1771 aussi qu'une très jeune provinciale, M^{lle} de Lézardière, entreprit une enquête historique, qu'elle devait poursuivre pendant plus de vingt ans sur les droits respectifs

(1) *Ibid.*, p. 39.

(2) *Ibid.*, pp. 39-40.

(3) *Mémoires* [201], p. 44.

(4) *Ibid.*, p. 44. L'ensemble du texte montre que, par *représentant*, il faut entendre : remplaçant les États généraux, dispensant de les réunir.

(5) *Ibid.*, p. 44.

du monarque et du peuple français (1). Une si patiente ardeur ne pouvait être commune, mais les idées répandues dans les pamphlets et les remontrances sollicitaient l'attention même d'esprits moins studieux : ainsi de Charles Collé qui, en 1749, lisant l'*Esprit des lois*, avait goûté la description de la monarchie et du despotisme, mais trouvé « assommant » le traité final sur les fiefs (2) ; en 1771, l'entreprise de Maupeou, qu'il condamne sévèrement (3), lui fit sentir l'intérêt des recherches érudites. Il écrit que le roi de France, en sa qualité de monarque, a le pouvoir législatif, mais ne l'exerce qu'avec le concours des représentants de la nation : « C'est un principe que soutiennent tous les légistes qui savent notre droit public fondé sur tous les faits historiques (4). » Et résumant l'opinion de ces « légistes », — qu'il ne désigne pas autrement, — Collé distingue les deux organes de la liberté française : les États généraux, véritable « corps représentatif de la nation », et le Parlement, « dépositaire des lois », qui supplée aux assemblées nationales dans l'intervalle de leurs tenues (5). Telle était bien, dans ses grandes lignes, la constitution que l'on croyait tirer de l'histoire. M. de Maupeou passa pour avoir empêché, en 1773, la réimpression des *Capitulaires* recueillis par Baluze, « ouvrage fort essentiel dans les circonstances, dit un contemporain, puisqu'il est la base de la constitution françoise, et peut servir beaucoup à l'éclaircissement des points contestés (6). » Et, en effet, le passage désormais banal de l'Édit de Pistes, *lex consensu populi fit et constitutione regis*, résume la conclusion idéale de

(1) Cf. ci-après, chap. x.

(2) *Journal* [211], t. I, février 1749, p. 66.

(3) *Ibid.*, t. III, avril 1771, pp. 518, 520.

(4) *Ibid.*, p. 519.

(5) *Ibid.*, p. 519.

(6) *Mémoires Secrets* [468], 29 mars 1773, t. VI, p. 297. (Cf. aussi *Journal historique* [465], t. IV, p. 130.) Les *Capitulaires* furent réédités à Paris en 1780, et le passage scabreux de l'édit de Pistes y fut imprimé en gros caractères. (*Capitularia* [23], t. II, p. 177, art. VI.)

la controverse excitée par le coup d'État : les prétentions du Parlement trouvaient à la fois leur appui et leur limite dans le droit mieux connu de la nation.

Mais la nation n'était pas mûre encore pour faire des États généraux une réalité : ils ne fournirent, en 1771, qu'un thème à réclamations peu sincères ou à discussions platoniques. L'agitation d'une année eut pour résultat durable une nouvelle orientation des esprits : les États généraux, et non plus les corps intermédiaires, allaient servir de centre aux théories sur le gouvernement français ; à la notion un peu inconsistante d'une monarchie tempérée par des privilèges et des coutumes, succédait celle d'une constitution régulière, où la tradition s'accordait avec la philosophie. La nécessité des assemblées représentatives apparaissait fondée sur l'histoire comme sur la raison ; la monarchie de l'*Esprit des lois*, avec ses corps et ses ordres, cessait de satisfaire les aspirations moyennes d'un public devenu plus exigeant, parce qu'il était mieux averti. En ce sens l'on pourrait dire que Mably l'emportait sur Montesquieu.

Mais, — sans parler de tout ce qui reste du « traité des fiefs » dans les *Observations*, — l'effervescence de 1771 suppose un état d'opinion préparé par l'*Esprit des lois*. Ce n'est pas en vain que les Parlements l'ont cité, — si abondamment qu'un pamphlétaire prêtait au chancelier Maupeou des desseins hostiles à son égard (1) : le livre inspirait l'amour de la liberté, la défiance des ministres et des gens de cour, l'attachement aux formes légales ; il faisait de la stabilité des lois fondamentales la condition même de la monarchie. C'est parce qu'on l'avait beaucoup lu que la destruction des corps intermédiaires

(1) La *Correspondance de Maupeou et de Sorhouët* dit, à propos d'une citation de Montesquieu par le Parlement de Rennes : « M. le Chancelier a craint que ce passage ne lui fit tort s'il venoit à être connu... L'*Esprit des Loix* du fameux Montesquieu aura le sort de la *République de Platon* ; il s'agit de le réimprimer, soyez sûr qu'on refusera la permission. » (*Efforts* [280], t. III, vol. II, pp. 48-49.)

parut un coup de despotisme indigne du gouvernement français. Un « philosophe impartial », dont la calme lucidité justifie bien le titre (1), nous expliquera, vers la fin du siècle, comment Montesquieu contribuait à la défaite de Maupeou : « Montesquieu avoit prétendu fixer la nature et les bornes des divers gouvernemens ; nul auteur n'avoit fait plus de disciples, même parmi ceux qui étoient les moins faits pour le comprendre. Toutes ses maximes étoient au moins dans la mémoire de ceux qui se piquoient de quelque instruction. Ceux-là virent avec effroi se dissoudre et se recréer au gré d'une volonté arbitraire, ces grands corps intermédiaires où Montesquieu avoit placé l'essence de la monarchie ; on cria de tout côté au despotisme, on écrivit en même temps, toute l'attention se porta sur les objets politiques, et la nation, en s'éclairant, força les ministres de devenir plus circonspects (2). »

Sans doute, cette nation ne se contentait plus des solutions modestes que Montesquieu avait jugées suffisantes en son temps ; mais les circonstances avaient changé, et des moyens nouveaux paraissaient nécessaires contre un Chancelier qui prenait l'initiative d'une « révolution ». L'on parla d' « États généraux » pour sauver les « corps intermédiaires » : loin de s'opposer l'une à l'autre, les deux idées se complétaient. D'ailleurs, les diverses conceptions de la monarchie française ne se distinguaient pas, dans le trouble des polémiques, et pour un public encore mal éveillé, avec une netteté abstraite et pure. Depuis 1750, les Parlements en conflit avec le pouvoir,

(1) « *Esquisse de l'histoire de France, par un philosophe impartial* », brochure parue en 1788, et recueillie l'année suivante dans l'*Esprit de Mably* [83].

(2) *Esquisse de l'histoire de France*, dans l'*Esprit de Mably* [83], t. I, pp. 387-388. Cf. aussi une note du *Commentaire de l'Esprit des lois*, dans l'édition de Kehl : « La vénalité, détruite en 1771, a été rétablie en 1774. C'est un mal auquel l'ouvrage de Montesquieu a contribué. » (*Œuvres de Voltaire* [196], t. XXX, p. 426.)

alléguant d'abord la nécessité des privilèges, puis le droit de la nation, avaient transporté du roi au peuple l'hommage de leur dépendance : mais ils avaient toujours répété qu'ils formaient un « corps intermédiaire » essentiel à la monarchie. A l'abri de cette formule, aussi complaisante qu'impérieuse, l'idée d'une représentation nationale s'était insinuée dans les esprits. Même, les théories historiques qui apparentaient les Parlements aux assemblées de la nation, quoique matériellement fausses, symbolisaient une vérité : investis d'une sorte de mandat par la confiance du peuple, les Parlements avaient tenu lieu, tant bien que mal, d'États généraux ; cet esprit de liberté politique, que les historiens les plus approuvés faisaient remonter jusqu'aux Germains, avait trouvé un dernier appui dans le droit d'enregistrement. Depuis 1750 environ, une longue suite de remontrances et d'apologies parlementaires avaient rappelé, souligné, exagéré ces analogies. La demande d'États généraux en 1771 ne jaillit donc pas comme un trait subit de lumière : elle est le terme d'un progrès. Où commençait, où finissait, dans cette littérature politique, la fidélité exacte aux doctrines de l'*Esprit des lois* ? Le public ne le voyait pas bien, et il ne faudrait pas se flatter trop vite de le discerner mieux que lui. Car Montesquieu n'est point amateur des théories exclusives, et en prônant la vertu des « corps intermédiaires », il n'interdit point d'espérer les États généraux ; il fait des privilégiés les « tribuns » du peuple, et il aime dans le privilège un reste de liberté. Quand des écrivains présentent « corps intermédiaires » et « États généraux » comme des idées voisines, sinon équivalentes, comme deux sortes de garanties contre le despotisme, fondées sur la même tradition et conformes au même génie, ils accentuent sans la trahir la doctrine de l'*Esprit des lois*. La réaction de la conscience publique contre les réformes de Maupeou n'a dépassé Montesquieu que sous

son impulsion même, et suivant les voies qu'il avait marquées.

Le retour des Parlements, en 1774 et 1775, ne résolut pas le problème qu'avait posé leur exil. Ni les magistrats, ni le ministère, n'avaient réellement renoncé aux prétentions qui les divisaient. L'ancien premier président du Parlement de Rouen, Hue de Miromesnil, prit en qualité de garde des Sceaux la direction de la justice. Ses *Lettres sur l'état de la magistrature en 1772*, montrent en lui un esprit habile, modéré, et touché, au moins en surface, par l'influence de Montesquieu : il considère les Parlements comme une puissance régulatrice des trois ordres de l'État (1), comme un « corps intermédiaire (2) », essentiel à la constitution française, mais il ne leur attribue pas un droit de *veto* définitif. Il aurait voulu fixer une fois les prérogatives politiques de la magistrature (3). L'ordonnance de discipline de novembre 1774, qu'on imposa aux Parlementaires rappelés, s'inspirait de ces principes : elle défendait les démissions concertées, l'interruption du service judiciaire, et ne permettait à l'avenir les remontrances qu'après enregistrement des édits (4). Aussi ne fut-elle pas acceptée sans répugnance et sans restriction. Une assemblée se tint au Palais, le 30 décembre 1774, les princes et pairs y séant, pour arrêter des représentations. Le duc de La Rochefoucault soumit un projet dont la hardiesse républicaine décelait un disciple de Mably (5) : « Ce seigneur, dit le *Journal historique*, a remonté aux grands principes de la Monarchie et de la Constitution Française ; il a parlé

(1) *Lettres sur l'état de la Magistrature en l'année 1772* [6]. B. N., ms. fr., 10986. Lettre II, du 16 mai 1772, pp. 10 sqq.

(2) *Ibid.*, lettre I, du 14 mai 1772, p. 6.

(3) *Ibid.*, lettre VI, du 4 juillet 1772, pp. 43-44 ; 45, 48.

(4) Lavis, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. I, chap. I, p. 15.

(5) Ce duc, s'il faut en croire Soulavie, était « fort des mémoires de l'abbé de Mably ». (*Mémoires historiques* [241], t. II, p. 243.)

comme la patrie auroit pu faire elle-même, il a réclamé ses Droits imprescriptibles, il a développé la nécessité de l'entendre, de la consulter et de ramener enfin ces assemblées nationales, sans lesquelles tout est irrégulier, illégal, et que le Parlement et les Princes et Pairs même ne peuvent suppléer (1). » Voilà ce qu'osait dire un duc et pair de France, devant Monsieur et le comte d'Artois ; mais il ne réussit pas à convaincre la majorité du Parlement. L'arrêté du 8 janvier 1775, rédigé sous l'inspiration plus modérée du prince de Conti (2), réservait pourtant le droit de la Cour à défendre « la Constitution de l'État, les lois anciennes, les maximes et les principes de la Monarchie, les droits des différents ordres ou des différentes classes de sujets (3) ». C'était l'annonce de troubles nouveaux ; les magistrats à peine rétablis reprenaient leur opposition, sous les yeux d'un public mieux préparé désormais à en tirer les conséquences.

(1) *Journal historique* [465], 1^{er} janvier 1775, t. VII, p. 5.

(2) *Ibid.*, (p. 5.) Ces remontrances furent arrêtées le 31 décembre. (Cf. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris* [428], t. III, p. 255.)

(3) Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 256.

CHAPITRE X

La théorie de la Constitution française : développements et controverses

SOMMAIRE

1° **Ouvrages contemporains du sacre de Louis XVI (1775).** — La tradition adaptée au rationalisme politique.

Le *Sacre Royal* : Contrat entre le prince et la nation, mais supériorité de la nation.

L'*Ami des lois* : Les principes de Rousseau franchement incorporés à la Constitution française.

Le *Catéchisme du Citoyen* : Amalgame de Rousseau, de Mably et de Montesquieu ; souveraineté de la nation, persistance des corps intermédiaires ; abaissement de la royauté ; il ne reste en présence que l'aristocratie et le peuple dont les rapports, dans cet ouvrage apparaissent mal réglés.

2° **M^{lle} de Lézardièrre (1754-1835).** — Traits essentiels de sa biographie : sa vocation précoce (1771) ; ses premiers écrits adressés au Roi : *Tableau des droits respectifs du monarque et des sujets* (1774). *Essay sur le rétablissement possible de quelques points de la Constitution* (1778). L'œuvre d'ensemble : la *Théorie des lois politiques*, et son injuste destin. Effort ample et direct pour résoudre le problème de la Constitution française.

a) La monarchie des deux premières races. Le *Tableau* : Sources d'information, influence prédominante de Montesquieu ; reprise de ses idées sur la liberté germanique, la royauté franque, la noblesse. Mais effort personnel de l'auteur ; transposition systématique de l'histoire. Le principe fondamental de la Constitution française, clairement énoncé dès l'origine : division du pouvoir législatif entre le peuple et le roi.

La *Théorie* : caractère et méthode ; malgré quelques différences,

l'essentiel de la conception n'a pas changé ; mais la systématisation s'achève et se cristallise ; élimination du détail des faits, netteté et rigueur des idées.

b) La féodalité. Le *Tableau* reproduit exactement les indications de Montesquieu sur l'origine, le progrès et la décadence du gouvernement féodal ; mais une idée personnelle commence à se dégager : équivalence politique de la féodalité à l'ancienne monarchie.

La *Théorie* : moins de précision chronologique, mais l'apologie de la féodalité s'affirme et se développe. Transfiguration idéale des faits.

c) L'âge moderne. La *Théorie* inachevée, Moyens de suppléer, mais imparfaitement, à son silence : le *Tableau*, l'*Essay* et le *Précis de la Théorie*.

Le *Tableau* : reconnaissance du droit des États généraux ; mais, pratiquement, transfert de leurs pouvoirs aux Cours souveraines. Préoccupations parlementaires ; hardiesse de ton.

L'*Essay* : moins de complaisance pour le Parlement ; le droit des assemblées est imprescriptible. Deux formes successives d'assemblées : placités, États généraux, pourquoi la première est préférable. Un projet immédiat de réforme : extension des États provinciaux, et « reproduction du Champ de May de Charlemagne ».

Le *Précis* : mêmes principes essentiels, nouvelles modifications. Identité des placités aux États généraux : le peuple n'a pas de représentants, mais tout au plus des mandataires. Les droits des assemblées : elles ne sont pas entièrement libres de refuser l'impôt. — Le Parlement : droit législatif subordonné, puissance régulatrice.

Caractère général de l'œuvre de M^{lle} de Lézardière. Analogie avec celle de Saïge. L'influence de Montesquieu : elle se traduit, dans sa conception de l'histoire, par une ressemblance étroite et précise dans le *Tableau*, plus générale et abstraite ensuite ; — dans son idéal politique, par le goût des gouvernements gothiques, des pouvoirs réglés et tempérés. — L'originalité de M^{lle} de Lézardière : coïncidence exacte de l'idéal et de l'histoire ; noble candeur dans l'illusion.

3° La réaction de l'apologie monarchiste : Gin : *Les vrais principes du gouvernement français* (1777, 1782, 1787) : adaptation artificielle des formules de Montesquieu aux exigences de l'absolutisme. — Ange Goudar : *L'autorité des Rois de France...* (1788) : imitation toute extérieure de Montesquieu.

Moreau : son rôle officiel, l'avocat attitré du pouvoir et le ministre de l'histoire. Ses *leçons de morale...* (1775), et ses *principes de politique et de droit public* (1777-1789). Thèse historique renouvelée de Dubos ; idéal politique analogue, mais du dehors, à la conception monarchique de Montesquieu. Comment Moreau s'éloigne de Montesquieu par ses sentiments et ses tendances ; et qu'il introduit dans les mêmes formules un contenu différent.

Insuccès de Moreau : réfutation par le comte de Mirabeau, par M^{lle} de Lézardière ; mépris général, et que ce mépris est un signe des temps.

I

La veille du sacre de Louis XVI, l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, prononçant à Reims le sermon de vêpres, insista longuement « et même trop pour la chaire et la prédication, sur l'obligation d'être soumis aux lois et de ne régner que par elles (1) ». C'était un signe des temps que la cérémonie du sacre, où la royauté française brillait de toute sa splendeur, devînt une occasion de discuter sa nature et de limiter ses droits. Trois écrits parus à ce moment : le *Sacre Royal*, l'*Ami des lois*, et le *Catéchisme du citoyen* (2), reprirent avec une singulière hardiesse le débat dont le Parlement, en 1771, avait saisi l'opinion. Le trait commun de ces ouvrages, différents par le volume, le style, le ton, consiste à adapter l'histoire aux exigences du droit abstrait ; l'idée déjà familière aux pamphlets politiques, d'une concordance entre la raison et la tradition, s'y précise par la déformation grossière ou l'habile interprétation des monuments. Le *Sacre Royal*, parti de la même main que l'*Inauguration de Pharamond*, en a la couleur théologique, l'érudition pédantesque et la complaisante subtilité. La formule souvent répétée de pacte social désigne encore pour Morizot, un contrat entre le peuple et le prince, mais qui a pour effet de subordonner le prince à ses sujets. L'élection populaire, seule source légitime de la royauté (3), doit se renouveler au commencement de chaque règne : il n'en résulte pourtant pas que la nation soit libre de donner ou refuser la couronne ; en effet, par le pacte primitif,

(1) Duc de Croy, *Journal* [212]. T. III, p. 179.

(2) Il en est fait mention dans l'*Observateur anglois* [471], lettre II, du 6 juillet 1775, t. I, p. 352. Le *Sacre Royal* est daté, dans l'édition que nous avons consultée, d'Amsterdam, 1776. Mais il est annoncé dans cette lettre comme déjà publié.

(3) *Sacre Royal* [177]. Chap. I, §§ 1. et 2, t. I.

elle s'est liée elle-même, et s'est engagée à élire, selon des règles invariables, les membres d'une même dynastie. Telle est la théorie ingénieuse que Morizot cherche à confirmer par l'autorité d'écrivains sacrés, par le témoignage de l'histoire de France, et enfin par l'analyse des cérémonies du sacre royal. Le simulacre d'élection où Le Laboureur et Saint-Simon voyaient un symbole aristocratique, manifeste pour Morizot un droit effectif du peuple français : celui d'élire ses souverains suivant les lois qu'il s'est prescrites (1). C'est ainsi qu'une scolastique laborieuse fait rentrer la monarchie héréditaire dans la catégorie des gouvernements électifs. Mais les intentions de l'auteur sont plus nettes que le détail de ses arguties : sans attribuer à la nation la souveraineté absolue, il en fait le principe et la fin des gouvernements ; il rappelle impérieusement le devoir de la royauté créée par le peuple et pour le peuple. Sa thèse est d'inspiration républicaine ; elle approche de la conception du *Contrat social*.

Plus hardiment, l'auteur de l'*Ami des lois* s'affirme disciple de Jean-Jacques. « L'homme est né libre. Aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable. La force ne produit aucun droit. Restent donc les conventions pour base de toute autorité légitime parmi les hommes (2). » Mais l'acte par lequel un peuple se choisit des chefs ne constitue pas de sa part un engagement : c'est une simple délégation qu'il donne et retire à sa guise (3). Tels sont les principes, tirés du *Contrat social*, que l'*Ami des lois* donne pour base à la Constitution française ; dans un exposé historique inspiré de Mably, il en montre l'application sous les deux premières races (4) : la liberté des Germains a survécu dans la

(1) Cf. *Ibid.* [177], t. I, chap. II, § 2 ; t. II, chap. v.

(2) *Ami. des lois* [278], p. 6.

(3) *Ibid.* [278], p. 7.

(4) *Ibid.* [278], pp. 10 sqq.

monarchie de Clovis et de Charlemagne ; l'autorité souveraine résidait dans les assemblées, dont les rois n'étaient que les mandataires ; le despotisme qu'exercèrent quelques successeurs de Clovis ne fut jamais avoué par les lois. Ainsi, l'idée de souveraineté populaire, prise dans toute sa rigueur, s'installait audacieusement dans la tradition nationale. Ce petit ouvrage, remarquable par sa sécheresse dogmatique et sa violence de ton, ménageait trop peu le pouvoir pour éviter ses foudres ; on conçoit pourtant que l'auteur ait « osé envoyer son livre à tous Messieurs du Parlement (1) » : il ne faisait que pousser à bout les idées contenues virtuellement dans beaucoup de remontrances et d'écrits parlementaires. Le Parlement, qui n'était jamais esclave de la logique, ne se fit d'ailleurs pas scrupule de le livrer au feu (2), comme il y avait jadis livré le *Judicium francorum* ; il le déclara séditieux, attentatoire à la souveraineté du Roi, et contraire aux lois fondamentales du Royaume (3). Mais comme le fait observer un contemporain, d'ailleurs favorable au livre, le Parlement s'accusait lui-même de la sorte, et prononçait sa condamnation par son propre arrêt (4).

Le *Catéchisme du citoyen* ou *Elémens du droit public françois, par demandes et réponses*, fut compris dans la même sentence que l'*Ami des lois* (5) ; et pourtant, si elle procède des mêmes principes républicains, cette œuvre d'inspiration mixte en tempère beaucoup l'âpreté.

(1) Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 209.

(2) *Observateur anglois* [471], lettre II, 6 juillet 1775. T. I, p. 352.

(3) *Ibid.* [471], p. 352.

(4) *Ibid.* [471], p. 353. —

(5) *Ibid.* [471], lettre II, 6 juillet 1775. T. I, p. 352. — Il y a plusieurs éditions du *Catéchisme*. Celle de 1775 est datée de Genève (Bordeaux ?). Deux autres éditions avec des « *Fragmens politiques* par le même auteur », parurent respectivement en 1787, à « Genève », (Bordeaux ?), en 1788 « en France » (Paris ?). Ni Quérard ni Barbier ne mentionnent l'édition de 1775, qui se trouve à la bibliothèque municipale de Bordeaux, de même que celle de 1787 ; l'édition de 1788 est à la Bibliothèque Nationale.

L'auteur, Saige, qui est favorable à la cause parlementaire, avait dû pratiquer assidûment Rousseau, Mably et Montesquieu ; il concilie le droit naturel et les droits historiques, proclame la nation souveraine, et conserve les corps privilégiés. L'influence de Rousseau prédomine dans les premières pages de son livre, consacrées à l'énoncé d'axiomes généraux : la société y est définie comme « un assemblage d'hommes réunis librement et par un contrat primitif dans la vue de travailler de concert à leur avantage commun (1) ». En conséquence, l'autorité souveraine réside dans le corps de la nation : celle-ci peut commettre, à qui lui plaît, la puissance exécutrice, « créer, détruire et changer toutes les magistratures de l'État (2) », mais le pouvoir de faire des lois lui appartient à titre inaliénable. Interprétant les textes à sa guise, Saige conforme à ces principes le droit positif de la monarchie : en France, la puissance législative réside dans « l'assemblée des États, composée du roi et des trois ordres de la nation, suivant la décision des Capitulaires ; *lex fit consensu populi et constitutione regis* (3) ». Mais la formule de l'Édit de Pistes semblait encore laisser au roi la moitié du pouvoir législatif ; Saige ne s'embarrasse pas pour si peu : il détruit l'égalité des termes, en sorte que le consentement populaire prévaut sur la volonté du roi : « Il est... des circonstances où les États peuvent agir sans le consentement du roi ; mais il n'en est point, dans tout ce qui a trait à la législation, où le roi puisse agir sans le concours des États (4). » La souveraineté des assemblées, telle est la loi fondamentale qui, apportée de Germanie en Gaule, résista aux

(1) *Catéchisme* [190], chap. I, p. 5. Cf. aussi p. 12 : « Le don que chaque individu fait de sa personne à la généralité, doit être absolu, sans réserve, et renfermer la totalité de son existence et de ses facultés. »

(2) *Ibid.* [190]. Chap. I, p. 21.

(3) *Ibid.* [190]. Chap. I, p. 18. Cf. aussi remarque 2, pp. 188, 190 ; 194-195.

(4) *Catéchisme* [190], chap. II, p. 25.

entreprises de quelques successeurs de Clovis, et reçut sa pleine exécution sous le règne de Charlemagne, « le vrai législateur et l'honneur » de sa nation (1). Cette conception de l'histoire ne diffère pas sensiblement de celles des *Observations* ; mais plus optimiste que Mably, Saige prolonge bien au delà du règne de Charlemagne l'empire des principes constitutionnels. Il en décrit sommairement les applications diverses : les assemblées de barons sous le régime féodal, les États généraux après l'affranchissement des communes, ont continué les placités (2). Du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle, « le corps de la nation a exercé, par le fait aussi bien que par le droit, la puissance législative (3) », et l'interruption des assemblées depuis 1614 a changé l'état de fait sans prescrire le droit (4). Ces affirmations si hasardées au regard de l'histoire avaient du moins l'avantage d'être nettes, et d'exclure les équivoques longtemps chères au Parlement ; loin de céder le pouvoir législatif aux corps de magistrature, Saige craint même de le confier aux députés de la nation ; disciple en ce point de Rousseau, il leur défend de rien conclure sans l'aveu exprès de leurs commettants (5).

— Mais dans cette constitution, qui semble d'abord ramenée à deux termes simples : le peuple souverain, le roi, officier public, Saige introduit bientôt un troisième élément : si le Parlement, dans son système, n'est plus législateur, il reste le conseil nécessaire du prince et de la nation, à la foi gardien des lois, cour suprême de judicature et « seconde branche » après le monarque, du pouvoir exécutif (6). Si les États ont succédé aux placités, le Parlement représente le corps des dignitaires que les rois francs s'associaient dans l'exercice de leurs

(1) *Ibid.* [190], chap. II, p. 29. Cf. pp. 27, 31.

(2) *Ibid.* [190], chap. II, pp. 31, 33.

(3) *Ibid.* [190], chap. II, p. 33.

(4) *Ibid.* [190], chap. II, p. 37. Cf. la remarque 7.

(5) *Catéchisme* [190], chap. IX, p. 82. (Cf. *Contrat social*, liv. III, chap. xv.)

(6) *Ibid.*, chap. V, pp. 45-46.

droits (1) ; il constitue « un Sénat aussi ancien que la Monarchie (2) », perpétuel, inviolable et indivisible (3). C'est lui qui, conjointement avec le prince, « prépare les matières qui doivent être portées à l'assemblée des États : C'est à lui que, dans la vacance du trône, est dévolue la totalité du pouvoir exécutif ; c'est lui qui, dans tout ce qui a trait à l'autorité civile, légitime par son concours, les opérations du monarque (4) ». Il peut représenter les États par provision dans l'intervalle de leurs tenues (5), et a même droit de les convoquer sans la volonté du prince (6). Un « sénat » muni de tels privilèges, fait rentrer dans la Constitution le pouvoir aristocratique qui semblait éliminé au profit du peuple et du roi. S'il se refuse à mettre en balance les prérogatives royales et la souveraineté de la nation (7), l'auteur croit à l'utilité des corps intermédiaires pour modérer le gouvernement, prévenir les conflits, écarter les dangers du despotisme et de la démocratie pure (8). C'est en ce point que sa doctrine se rapproche le plus de l'*Esprit des lois*. Quant aux distinctions de « rangs », aux privilèges sans puissance politique, il ne semble pas leur attacher la même importance que Montesquieu ; mais il les admet dans l'État comme des institutions consacrées. Prérogatives du clergé, de la noblesse et des communautés bourgeoises, sont légitimes dans leur origine ou légitimées par la prescription ; elles font partie inté-

(1) *Ibid.*, chap. v, pp. 47, 52, 53 ; et remarque 9.

(2) *Ibid.*, chap. v, p. 45.

(3) *Ibid.*, chap. v, p. 50.

(4) *Ibid.*, chap. v, p. 46.

(5) *Ibid.*, chap. v, p. 54. D'après le premier des *Fragmens politiques*, joints à l'ouvrage en 1787, ce droit des parlements ne s'étend pas jusqu'à consentir les subsides. (Pp. 176-177.)

(6) *Ibid.*, chap. II, pp. 35-36.

(7) C'est cet équilibre entre le roi et la nation qu'il critique dans la Constitution d'Angleterre, malgré son respect pour le génie de Montesquieu. (*Catéchisme*, note 4, pp. 115 sqq. — Cf. sur Montesquieu, qualifié de « grand homme » et de « génie », p. 123.)

(8) Cf. *Catéchisme* [190], chap. v, pp. 53 sq. ; et surtout remarque 10, pp. 140 sq. ; 144 sq.

grante de la constitution du royaume, et ne pourraient être abolies que par le « consentement général des citoyens (1) ». Le principe de la souveraineté populaire, emprunté à Rousseau, fournit la base du système ; mais Saïge lui superpose une hiérarchie d'ordres et de corps selon le goût de Montesquieu. Il refuse aux Parlements cette puissance souveraine qu'ils n'osaient guère plus espérer, mais il leur donne en compensation un pouvoir d'intervention générale, encore mal défini et d'autant plus précieux. Il n'humilie que le monarque qui, soumis à la double tutelle des États généraux et du Parlement, ne possédant même plus en propre le pouvoir exécutif, se trouve presque aussi dépouillé qu'un doge de Venise. La France, avait déclaré l'auteur, est « une monarchie aristocratique (2) ». La formule convient mal à cette constitution imaginaire, qui ne laisse plus guère en présence que l'aristocratie et la démocratie. Empruntant à la tradition les éléments concrets de sa doctrine, Saïge les modèle et les ordonne selon son idéal personnel ; par là une question essentielle est tranchée, sinon résolue : celle des rapports entre la royauté et la nation. Mais la juxtaposition du privilège à la souveraineté populaire crée des difficultés nouvelles dont l'auteur s'inquiète peu ; comment régler dans la pratique le jeu de la Constitution ? Comment empêcher les conflits entre le Parlement et les trois ordres, et maintenir toujours ensemble ces rouages hybrides et compliqués ? Autant de problèmes précis que Saïge ne s'est pas posés. Née d'une assimilation forcée ou d'un compromis vague entre la coutume et la raison, une telle théorie ne devait guère résister à l'épreuve des faits ; mais par son caractère ambigu, à la fois aristocratique et populaire, philoso-

(1) Cf. *Ibid.*, chap. III, p. 73. (Il s'agit spécialement dans ce passage des droits seigneuriaux, mais il apparaît bien que le raisonnement est valable pour l'ensemble des privilèges.)

(2) *Catéchisme* [190], chap. III, p. 38.

phique et traditionnel, elle avait de quoi séduire les esprits les plus différents, et ce qui faisait sa faiblesse put faire un moment son succès.

II

C'est à une femme qu'il était réservé de vouer à l'étude de la Constitution française l'effort le plus tenace et le plus généreux : M^{lle} de Lézardière, née en 1754 (1), n'avait que dix-sept ans lorsque le tumulte excité par le coup d'État Maupeou retentit jusqu'au manoir vendéen de la Proustière, où elle vivait avec sa famille. Persuadée que les malheurs de la France tenaient à l'ignorance, l'abandon ou la violation des « loix constitutives », elle conçut dès lors le projet de les étudier dans les sources, et d'élucider ainsi, par une méthode impartiale et directe, les problèmes que tant de libelles agitaient vainement (2). Le baron, son père, ancien capitaine au régiment Dauphin-Cavalerie, après avoir tenté de combattre une vocation si précoce, dut se résoudre à la seconder ; on nous le représente comme un homme éclairé et instruit, possesseur d'une riche bibliothèque qui servit aux travaux de la jeune fille (3). Dès 1774, M^{lle} de Lézardière avait crayonné à grands traits un *Tableau des droits réels et respectifs du Monarque et des sujets depuis le fondement de la monarchie françoise jusqu'à*

(1) *Théorie des lois politiques* [155], éd. de 1844, *Avertissement*, p. VIII.

(2) Voir le *Précis* [1] manuscrit de son ouvrage, conservé aux Archives Nationales, C. 223, 434 : « L'auteur de l'ouvrage, dont on donne ici le précis, en conçut le projet parce qu'il crut voir dans l'ignorance, l'abandon ou la violation de nos Loix Constitutives, la source des maux de l'État déjà portés à l'excès en 1771, époque à laquelle cet ouvrage fut commencé. » Sur ce *Précis*, et les autres pièces manuscrites relatives à M^{lle} de Lézardière, nous donnerons des renseignements plus détaillés dans notre travail sur les *Ecrits inédits* de l'auteur. Jamais à notre connaissance, il n'avait été fait état de ces documents.

(3) Cf. *L'Avertissement* de la *Théorie* [155], édition de 1844 ; le *Dictionnaire historique des familles de l'ancien Poitou* [483], t. II, p. 625 ; *Nouvelle biographie générale*, t. XXXI, p. 61 ; et *l'Essai sur M^{lle} de Lézardière* [482], par Demartial, p. 6.

nos jours (1), œuvre qui, seulement revue et corrigée par son père, fut communiquée à Louis XVI grâce à l'intermédiaire du marquis de Pezay (2). Quatre ans plus tard, le baron apportait lui-même à Versailles un opuscule de la jeune fille, l'*Essay sur le rétablissement possible de quelques points essentiels de la Constitution politique de la France* (3), rédigé à l'intention du roi, qui avait honoré le premier écrit d'une approbation vraisemblablement assez vague (4). Nous ne savons pas comment il accueillit le second ; mais des encouragements précieux vinrent à M^{lle} de Lézardièrre d'hommes tels que Malesherbes, Bréquigny, le duc de Nivernais et Dom Poirier (5) ; la bibliothèque du roi, celle des Bénédictins de Poitiers, lui communiquèrent leurs ressources (6) pour la préparation du grand ouvrage dont le *Tableau* et l'*Essay* n'étaient que des anticipations ; elle l'avait assez avancé, en 1788, pour soumettre les deux premières parties à l'examen de la censure (7). Cette portion de son œuvre ne devait pas former moins de huit volumes in-octavo, qui s'imprimèrent sous la surveillance de Malesherbes (8), et dont deux parurent par avance en 1791, sous un titre inspiré de Montesquieu : *Esprit des loix canoniques et politiques qui ont régi l'Eglise gallicane dans les quatre premiers siècles de la Monarchie* (9). L'*Avertissement* du

(1) Archives Nationales [1], C. 223, 435-445.

(2) Archives nationales [1], C. 223, 446 (lettre de M. de Lézardièrre au roi, datée de « la Proutière près le Sables-Dollonne », 26 juin 1778).

(3) Archives nationales [1], C. 223, 447. Cf. la lettre précitée, A. N. C. 223, 446.

(4) Lettre de M. de Lézardièrre au roi [1], C. 223, 446.

(5) *Théorie* [155], édit. de 1844, *Avertissement*, p. vii. Malesherbes était lié avec M. de Lézardièrre, et, instruit des travaux de la jeune fille, il en parla à de savants amis.

(6) *Nouvelle biographie générale* [482], t. XXXI, p. 61 ; Demartial, *Essai sur M^{lle} de Lézardièrre* [482], p. 8.

(7) On trouve au tome VIII de la première édition le « Jugement du Censeur, chargé en 1788 de l'examen de cet ouvrage ». Ce jugement signé de D. Poirier, est daté du 31 mars 1789 ; le privilège, du 1^{er} juillet suivant.

(8) *Théorie*, éd. de 1844 [155], *Avertissement*, p. viii.

(9) Deux volumes in-8°, anonyme, chez Nyon l'aîné et fils, 1791 :

libraire apportait quelques détails sur le plan d'ensemble du livre dont un souci d'actualité les avait détachés :

« Il y a plusieurs années que j'ai commencé l'impression d'un ouvrage important intitulé : *Théorie des Loix Politiques de la France, appuyée sur les monumens originaux*.

Cet ouvrage, fruit de près de vingt-cinq années de recherches, est distribué en quatre époques.

La première se réduit à l'exposé de l'état de la Gaule soumise à l'empire romain, et de celui des Germains ou Francs, avant la conquête de la Gaule par Clovis. La seconde s'étend depuis l'élévation de Clovis jusqu'à la fin du règne de Charles le Chauve. Ces deux premières époques forment huit volumes in-octavo. En attendant que l'impression en soit totalement achevée, j'ai cru devoir, dans les circonstances actuelles, donner présentement les deux volumes, qui sont les tomes IV et V.

La troisième époque, qui commence aux successeurs de Charles le Chauve et se termine au règne de Philippe le Bel, est prête à passer à l'impression. La quatrième et dernière époque, qui conduit jusqu'à notre siècle, est très avancée, et sera mise sous presse au moment où la troisième aura paru (1). »

Le libraire comptait sans les événements : en 1792, quand l'impression des deux premières « époques » fut achevée, les violences de la Révolution empêchèrent le débit de ces huit volumes. Bientôt, la Terreur chassait de France M^{lle} de Lézardière avec une partie de sa famille ; lorsqu'elle revint dans la Vendée, en 1801, son château avait été brûlé, sa fortune détruite, ses livres et ses manuscrits perdus ou dispersés (2) : l'œuvre si

(1) *Esprit des Loix canoniques...* [153], t. I, Avertissement du libraire pp. v-vi. Ces deux volumes firent l'objet d'une analyse très favorable, parue dans le *Journal des savants* [463] d'avril 1791 (pp. 206, 212), et due à la plume de Gaillard.

(2) *Théorie*, [155], éd. de 1844, Avertissement, p. IX ; *Nouvelle biographie générale*, t. XXXI, p. 62 ; Demartial, *Essai sur M^{lle} de Lézardière*. [482], pp. 8-9. — Cf. aussi *Dictionnaire historique des familles de l'ancien Poi-*

avancée en 1791 ne devait pas être achevée. Pourtant, le répit du Consulat avait permis de mettre en vente, vers la fin de 1800, les volumes jadis imprimés sous les yeux de Malesherbes (1), mais le temps était passé où la France cherchait ses lois. M^{lle} de Lézardière n'avait jamais désiré que « d'être utile à son Roy, à sa patrie, et d'être ignorée de tout le monde (2) ». Après l'effondrement de l'ancienne monarchie, elle accepta d'autant mieux d'être ignorée qu'elle ne pouvait pas se rendre utile ; elle vécut paisiblement dans sa retraite vendéenne jusqu'en 1835 (3). Cependant son livre, inconnu du grand public, suscita l'intérêt de quelques historiens de profession, M. de Savigny en Allemagne, en France Guizot et Thierry (4). Les *Considérations sur l'histoire de France* portèrent sur lui un jugement empreint d'une sympathique sévérité (5) ; et en 1844, par les soins du frère de l'auteur, une nouvelle édition, augmentée de la troisième époque, remit au jour tout ce qui restait du grand ouvrage interrompu. Cette édition, jointe aux manuscrits des Archives nationales (6), nous donne une idée assez complète d'une œuvre qui valait mieux que son destin.

Les conceptions de M^{lle} de Lézardière dérivent d'une idée chère à Montesquieu : c'est que la liberté moderne

tu [483], p. 625 ; et le marquis de Tinguy, *M. le vicomte Charles de Lézardière*, pp. 1-2. (*Extrait de la revue de Bretagne et de Vendée* [513], novembre 1866. B N. Ln²⁷ 22704.)

(1) La publication est signalée par Pougens, dans un bref article de la *Bibliothèque française*, nivôse an IX, janvier 1801. Cet ouvrage, dit-il, « n'a été mis en vente que postérieurement au premier vendémiaire, an IX ». (*Bibliothèque française* [518], n° 9, p. 50). Pougens ne nomme pas l'auteur. L'avertissement de l'édition de 1844 déclare que les exemplaires de la première édition ne furent jamais dans le commerce (P. V.). Il faut entendre sans doute que le public les acheta peu ou point.

(2) *Essay sur le rétablissement possible* [1], chap. xi.

(3) *Théorie* [155], Avertissement, p. viii.

(4) Cf. *Nouvelle biographie générale*, t. XXXI, p. 62. Demartial, *Essai* [482], p. 10.

(5) *Récits des temps mérovingiens* [512], t. I, chap. iii, pp. 116 sqq.

(6) Ces manuscrits comprennent, outre le *Tableau* et l'*Essay*, un *Précis d'un ouvrage ayant pour titre Théorie des Loix politiques de la Monarchie française* (C. 223,434).

est d'origine germanique, que les monarchies restent libres dans la mesure où elles conservent l'esprit de leurs fondateurs germains. Si Montesquieu glorifie les peuples du Nord, « ces nations vaillantes qui sortent de leur pays pour détruire les tyrans et les esclaves (1) », M^{lle} de Lézardière inscrit en tête de son livre cette épigraphe tirée de la loi salique : « *Gens francorum inclyla... fortis in armis... profunda in consilio... hæc est enim gens quæ fortis dum esset, et robore valida, Romanorum jugum durissimum de suis cervicibus excussit* (2). » Cette communauté d'inspiration n'est point l'effet du hasard, et, si l'on en croit les renseignements anticipés d'un critique, la jeune fille se serait donnée elle-même pour une émule de Montesquieu ; mais nous avons vainement cherché dans ses ouvrages, tant imprimés que manuscrits, la déclaration un peu ambitieuse qu'on lui prête à ce sujet (3) : un scrupule de modestie dut, au dernier moment, le faire effacer de la préface. Ce qui nous importe davantage, c'est que le premier essai de M^{lle} de Lézardière prouve avec certitude qu'elle avait lu Montesquieu, qu'elle l'admirait passionnément, qu'elle le suivait sur bien des points avec une docilité parfaite.

Sans doute, ce *Tableau des droits du Monarque et des sujets depuis le fondement de la monarchie jusqu'à nos jours*, formant un sommaire complet de la Constitution française, ne pouvait être préparé avec le secours exclusif de l'Es-

(1) *Esprit des lois* [28], liv. XVII, chap. v, t. II, p. 165.

(2) Cette épigraphe, que porte l'édition de 1792, manque à celle de 1844

(3) Dans son article sur l'*Esprit des lois canoniques* (*Journal des Savans* [463], avril 1791), Gaillard annonce la *Théorie des lois politiques*, qui devait paraître prochainement ; et à ce propos il prête à M^{lle} de Lézardière la déclaration suivante, mise entre guillemets comme une citation littéraire : « M. de Montesquieu, après avoir donné le titre de *Théorie* à son Ouvrage sur nos anciennes Loix Civiles, a exprimé le regret de ne pas pouvoir y joindre la *Théorie* de nos Loix Politiques ; voilà, dit l'Auteur, l'autorité qui m'a donné à la fois la première idée du titre et de l'Ouvrage » (p. 212 ; Cf. *Esprit des lois*, liv. XXVIII, chap. xlv ; liv. XXXI, chap. xxxiv). Thierry cite également ces paroles comme empruntées à la *Théorie des lois politiques* ; mais il ne donne aucune référence de page ou de chapitre ; il a dû les tirer de l'article de Gaillard, qu'il mentionne dans le même passage. (O. C. [512], pp. 116-117, note.)

prit des lois ; l'auteur a mis à profit les remontrances multipliées à l'occasion du coup d'État Maupeou ; les histoires de Boulainvilliers, de Velly et de Robertson ; peut-être a-t-elle feuilleté en outre quelques documents originaux. Mais trois livres sur cinq, dont l'ouvrage se compose, sont consacrés à la monarchie primitive, étudiée d'après Montesquieu. M^{lle} de Lézardièrre ne s'attarde pas à réfuter Dubos, et elle suppose démontré le fait de la conquête ; elle ne songe qu'aux Germains, à ces farouches fondateurs de la monarchie franque, qu'elle voit comme Montesquieu, « guerriers, libres, indomptables, ignorants, barbares à bien des égards (1) ». Si elle cite sur leurs mœurs quelques passages de César et de Tacite, c'est dans la traduction que Montesquieu lui fournissait (2) ; et elle retrouve comme lui, dans leur fière indépendance, l'origine du gouvernement par assemblées (3) et du système féodal (4). Négligeant les survivances du régime impérial, niant la persistance des impôts (5), elle montre l'autorité royale jalousement circonscrite, d'un côté par les droits du Champ de mars, de l'autre par le pouvoir des leudes qui jugent eux-mêmes leurs vassaux et les commandent à la guerre (6). Il est bien peu de ses preuves qui ne soient tirées de l'*Esprit des lois* : « Qu'on lise ce que M. de Montesquieu a prouvé là-dessus... (7). On copiera ici M. le Président de Montesquieu... (8). Voyez l'esprit des loix, au livre des loix féodales et les autorités y citées. Ces points n'ayant pas été contestés, on croit être dispensé de les rapporter ici en particu-

(1) *Tableau* [1], liv. I, chap. II.

(2) *Tableau*, liv. I, chap. I, v.

(3) *Tableau*, liv. I, chap. II, v.

(4) *Tableau*, liv. I, chap. VI. M^{lle} de Lézardièrre adopte toutes les idées de Montesquieu sur l'ancienneté et les privilèges de la noblesse.

(5) *Tableau*, liv. I, chap. X.

(6) *Tableau*, liv. I, chap. VII (où Montesquieu est largement cité sur l'origine du droit de justice) ; chap. IX.

(7) *Tableau*, liv. I, chap. VI (à propos des privilèges des antrustions).

(8) *Ibid.*, liv. I, chap. VII (à propos du droit de justice).

lier... (1). Ce point du système de Monsieur de Montesquieu n'a jusqu'ici été contredit par personne... (2). » L'imitation est plus manifeste encore, dans les chapitres où M^{lle} de Lézardière retrace les conflits des rois et des seigneurs, la vicissitude du gouvernement sous Brunehaut et Clotaire II, les changements des fiefs sous Charles Martel et Charles le Chauve, l'absorption finale de l'ordre politique dans l'ordre féodal : elle se contente à ce sujet de reproduire ou de résumer l'*Esprit des lois* (3). Partout dans ces trois premiers livres, de longues citations, des souvenirs précis montrent combien cet ouvrage « sublime (4) » d'un « grand homme (5) » était présent à l'esprit de l'auteur.

M^{lle} de Lézardière ne se borne pourtant pas à copier Montesquieu : cette œuvre de première jeunesse fait déjà voir une personnalité vigoureuse, une curiosité méthodique qui ne perd pas de vue son objet. Montesquieu avait dessiné l'évolution du régime féodal ; les recherches de M^{lle} de Lézardière s'appliquent à tous les éléments de la Constitution française ; aussi donne-t-elle quelques détails sur la forme des assemblées (6), sur la hiérarchie des tribunaux (7) ; en revanche elle s'intéresse moins que Montesquieu aux fluctuations des événements ; ce qu'elle cherche à travers les faits, ce sont les principes et les lois de l'organisation politique ; l'histoire ne constitue pour elle qu'un document sur le droit. De là les transpositions ingénieuses mais décevantes qu'elle opère. Montesquieu voyait à l'origine de la monarchie un peuple indépendant par son humeur et ses coutumes, un chef de guerre toujours incertain de

(1) *Ibid.*, liv. I, chap. ix, note (à propos du pouvoir des Comtes).

(2) *Ibid.*, liv. I, chap. x (à propos des tributs).

(3) *Tableau*, liv. II et III, *passim*.

(4) *Ibid.*, liv. II, chap. vi.

(5) *Ibid.*, liv. I, chap. vii. Il serait impossible ici de montrer cette imitation par le menu ; ce sera l'objet de notre travail sur les *Écrits inédits de M^{lle} de Lézardière*.

(6) *Ibid.*, liv. I, chap. xi.

(7) *Ibid.*, liv. I, chap. xii-xiii.

ses troupes, obligé de payer leur fidélité par sa déférence et ses largesses. Cet équilibre instable entre le roi et les leudes devient, pour M^{lle} de Lézardière, une harmonie savamment réglée entre les droits du prince et ceux de la nation. Elle imagine qu'aussitôt après la conquête, une convention libre créa la monarchie et fixa pour toujours le partage des puissances. « Voilà le principe de la distribution primitive de la puissance législative chez les Francs, elle y fut exercée par le Roi et l'assemblée de la Nation. L'approbation du Roi et le consentement du peuple étoient également nécessaires pour former les loix (1). » Montesquieu lui montre, il est vrai, les abus sanglants des Mérovingiens, l'usurpation de la puissance par les maires du palais, les variations des fiefs, amovibles ou viagers selon les circonstances ; mais parmi ces vicissitudes, elle retrouve toujours la permanence des mêmes principes fondamentaux. Elle explique « les horreurs des premiers règnes (2) » par la barbarie du droit des gens et du droit civil, bizarrement unie chez les Germains à la sagesse du droit politique : « C'est à cette grande imperfection du droit civil qu'il faut attribuer tous les excès d'alors. Les loix politiques n'y ont point influé et les principes énoncés dans cet ouvrage, à l'égard des loix politiques, restent dans leur entier (3). » Quant aux changements de régime, ils sont plus apparents que réels, ils n'altèrent point l'essence même de la Constitution, le partage de la puissance entre la nation et son chef : « Les siècles de Pépin et de Charlemagne nous présentent partout la même Constitution que sous Clotaire second. N'est-il donc pas incontestable que l'administration des maires ne la renversa point ; qu'exerçant les droits des Rois, ils ne les rendirent point arbitraires ; qu'ils furent, au contraire, comme eux les chefs, et jamais les maîtres

(1) *Tableau*, liv. I, chap. v.

(2) *Tableau*, liv. II, chap. I.

(3) *Tableau*, liv. II, chap. I.

de la Constitution établie par la Nation (1) ». La jeune fille a empreint dans ces quelques lignes le caractère le plus singulier qui devait distinguer son œuvre : une habileté paradoxale à solliciter l'histoire, pour extraire de la mobilité des choses l'unité majestueuse de sa « Constitution ».

Lorsqu'elle modifie, sur quelque point particulier, les conceptions de l'*Esprit des lois*, ses changements ont toujours pour effet de rendre le droit public plus régulier ou plus équitable. C'est ainsi qu'elle introduit dans les Champs de mars, à côté des leudes et des prélats, des représentants élus du peuple (2). Elle trace une séparation rigoureuse entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif, en distinguant le « droit de justice » et la puissance de juger : le droit de justice, qui appartenait aux seigneurs et aux comtes, n'étant pas « celui de juger eux-mêmes, mais de rassembler les juges (3) ». Montesquieu se bornait à dire que les seigneurs et les comtes ne rendaient point de jugement sans l'assistance d'un tribunal (4). Pour la condition du peuple vaincu, M^{lle} de Lézardière admet avec Montesquieu qu'on lui permit de s'agréger à la nationalité franque; mais, de plus, elle croit que les Romains non naturalisés et maintenus comme tels dans un état d'infériorité civile, furent associés à tous les droits politiques du peuple supérieur : elle prétend en trouver la preuve dans des « monuments » qu'elle n'énumère pas, et aussi dans cette ingénieuse induction : « L'esprit de la liberté entraîne en général l'esprit d'équité. D'ailleurs, si les Francs n'eussent pas laissé aux Romains des droits et des avantages capables de les rattacher au gouvernement qui les en faisoit jouir ; et propres en même temps à arrêter à leur égard

(1) *Ibid.*, liv. II, chap. ix (*Conclusion*).

(2) *Tableau*, liv. I, chap. xi.

(3) *Ibid.*, liv. I, chap. viii. Cf. aussi chap. xii.

(4) Cf. *Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. xviii.

les entreprises de l'autorité arbitraire, les Rois se fussent servis du peuple conquis pour asservir le peuple conquérant (1). » Mais après cela, M^{lle} de Lézardièrre rapporte sans étonnement le texte de la loi salique, qui, exigeant deux cents sols pour le meurtre d'un Franc, et cent pour le meurtre d'un Romain, établissait entre les deux peuples des « différences affligeantes (2) ». C'est une disposition du droit civil, de ce droit dont l'atrocité grossière s'alliait chez les Germains à la sagesse et à l'équité du droit public (3).

Cette élaboration systématique des faits, déjà fort avancée dans le *Tableau*, achève de se cristalliser dans la *Théorie* : œuvre imposante par sa masse, admirable par l'étendue, la patience et la probité du travail dont elle est le monument. Bien des questions y trouvent place qui étaient omises dans le *Tableau*. M^{lle} de Lézardièrre envisage les Gaules dès avant la conquête de César ; elle étudie l'établissement et les effets du gouvernement impérial dans la province : non que la tyrannie druidique ou le despotisme romain, soient pour elle des éléments de la Constitution française ; la seule trace qui en subsiste après l'invasion barbare, c'est l'existence d'un grand nombre d'esclaves (4). Mais les souffrances de la Gaule sous ses premiers maîtres, savamment décrites dans la *Théorie*, aident à concevoir le rôle libérateur des Germains. Sur ces Germains eux-mêmes, sur leur état social et politique, sur le partage des terres, sur l'origine et les transformations des propriétés d'Église, l'auteur entre dans des détails que son essai de jeunesse

(1) *Tableau* [1], liv. I, chap. xvi.

(2) *Ibid.*, liv. I, chap. xvi.

(3) *Ibid.*, liv. I, chap. xvi. M^{lle} de Lézardièrre croit du reste que les Romains usant de leur faculté de naturalisation, les deux peuples se confondirent bientôt en un seul.

(4) *Théorie* [154-155], 2^e époque, partie I, liv. IV, chap. viii. — Il est à noter que la *Théorie*, à la différence de l'*Esprit des lois*, n'admet pas que les guerres civiles des barbares aient beaucoup augmenté le nombre des esclaves. (*Théorie*, 2^e époque, partie I, liv. iv, chap. viii.)

avait dû ignorer. Désireuse de donner à son œuvre le caractère le plus sévèrement scientifique, elle divise chaque volume en trois sections, se correspondant point par point : la première, appelée *Discours*, expose avec une brièveté un peu sèche les idées qu'elle a tirées ou cru tirer des documents ; la seconde contient le *Sommaire* des textes utilisés ; la troisième en rapporte des extraits plus ou moins étendus (1). Méthode excellente sans doute pour prévenir les abus de mots, les développements diffus et les formules évasives ; mais si elle oblige à ne rien dire sans preuves à l'appui, elle n'empêche ni le choix arbitraire, ni la fausse interprétation de ces preuves. M^{lle} de Lézardièrre interroge de bonne foi la multitude des textes qu'elle a rassemblés ; mais sa conviction déjà faite lui en dérobe le sens réel et immédiat ; d'ailleurs, quand les autorités positives lui font défaut, elle y supplée par des conjectures. Loin d'assouplir ses idées au contact des documents, elle plie les documents à ses idées, cela sans déformation brutale, mais avec la dextérité légère et la douce ténacité d'un esprit féminin. Le résultat est une œuvre étrange, aux grandes lignes simples et pures comme une figure de géométrie. Le *Tableau*, composé sous l'influence directe de Montesquieu, gardait encore quelque chose de la variété de la vie : sans mesurer toute l'importance des changements survenus pendant les deux premières races, l'auteur s'arrêtait à les décrire avec quelque détail ; Brunehaut et Clotaire II, Charles Martel et Charlemagne gardaient encore à ses yeux figure de réformateurs. Au contraire, la *Théorie*, dans la partie correspondante, fait presque abstraction du temps ; en ajoutant beaucoup au *Tableau* pour l'analyse des lois, elle en retranche beaucoup pour le récit des faits. Les troubles civils y apparaissent

(1) Pour la troisième époque, le *discours* et les *sommaires* ont seuls été publiés, les cahiers contenant les *preuves* ayant été perdus en 1793. (*Théorie* [155], *Avertissement*, t. I, p. VI.)

comme des dissensions passagères, peu dignes d'attirer l'attention (1); les réformes, comme des additions aux lois primitives qui en confirment l'esprit (2). Charlemagne reste un « prince sublime », qui, méprisant le titre d'empereur, reconnu et protégea tous les « droits de la liberté (3) » ; mais il n'a pas à les restaurer (comme le croyait Mably), car le peuple ne les a pas laissés déchoir. Depuis Clovis jusqu'à Charles le Chauve, la Constitution reste identique dans son essence et dans ses effets (4).

Les principes de cette Constitution, déjà définis dans le *Tableau*, revêtent dans la *Théorie* une forme plus savante encore et plus régulière. Le *Tableau*, conforme à l'*Esprit des lois*, apportait un double contrepoids à l'autorité royale : la puissance féodale et le gouvernement par assemblées. Dans la *Théorie*, le droit des vassaux se subordonne plus étroitement à la royauté ; il n'y a plus de noblesse héréditaire chez les Francs ; le roi, comme dépositaire de la puissance exécutive, dispense à son gré les grands offices et les fiefs, dont les titulaires, sans exception, doivent demeurer ses agents (5). En revanche, la puissance législative reste divisée entre le prince et la nation, et un commentaire ingénieux fait sentir toute la sagesse de ce partage : « On remarque dans ces lois une attention égale à prévenir

(1) Cf. 2^e époque, partie IV, liv. III, chap. xii, xiii.

(2) Cf. 2^e époque, partie IV, liv. III, chap. i.

(3) *Théorie* [155], 2^e époque, partie IV, liv. III, chap. ix, (t. III, p. 63).

(4) Cf. 2^e époque, partie IV, liv. III, chap. i. Il faut noter d'ailleurs que le *Tableau*, s'il expose quelques réformes de Charlemagne, ne lui attribue non plus le mérite d'avoir restitué des droits que le peuple n'avait pas perdus.

(5) Cf. 2^e époque, partie III, liv. I, chap. xi, xvi : liv. II, chap. i. Le *Tableau*, sans le dire expressément, indique qu'il y eut partage de la puissance exécutive entre le roi et les vassaux. (Cf. liv. I, chap. vi ; liv. IV, chap. x.) Quant à l'abandon de la thèse de Montesquieu sur l'origine de la noblesse, il est dû peut-être à l'influence de Mably. que M^{lle} de Lézardièrre semble avoir connu après la composition du *Tableau* (Il figure sur la liste des auteurs, qu'elle dit avoir consultés pour la rédaction de son *Essay* en 1778 ; dans le *Tableau* de 1774, rien ne révèle son influence.)

les entreprises des rois contre la liberté du peuple, et les entreprises du peuple contre les prérogatives de la royauté ; et cette balance est véritablement le caractère distinctif du gouvernement monarchique. En effet, qu'est-ce qu'une monarchie ? C'est un état qui a un chef unique et irrévocable, à qui les lois ont conféré un grand pouvoir, mais dont les sujets peuvent conserver et défendre, contre les volontés arbitraires du prince, les droits et les propriétés qu'ils tiennent des lois... La véritable monarchie n'existera donc jamais que dans un gouvernement où la loi de l'indivisibilité de la puissance législative entre le roi et le peuple aura fondé la sûreté de l'état du prince, la sûreté de l'état des sujets, sur la fixation inébranlable de leurs droits respectifs (1). »

En conséquence, depuis l'origine de la royauté française jusqu'à la mort de Charles le Chauve, la constitution obligea les princes à réunir, au commencement de chaque année, une assemblée du peuple, ou placité général. Ce placité comprenait les Romains aussi bien que les Francs, cela en vertu des lois générales qui, sans relever les vaincus de leur infériorité civile, leur communiquaient les droits politiques des vainqueurs (2). Quant à la liberté de naturalisation, qui aurait promptement effacé la différence des races, M^{lle} de Lézardière n'y croit plus ; des deux causes conjointement indiquées par le *Tableau* pour expliquer l'association des Romains à la puissance législative, la *Théorie* abandonne celle qui était fournie par Montesquieu ; seule, la conception personnelle de l'auteur a subsisté : les Romains non naturalisés, inférieurs aux Francs devant la loi civile, sont leurs égaux devant la constitution politique. Mais l'idée d'une représentation élective du peuple n'a plus cours dans la *Théorie* : tous les hommes libres en état de

(1) *Théorie* [155], 2^e époque, partie I, liv. V, chap. xxv, t. I, pp. 125-126.

(2)/2^e époque, partie I, liv. V, chap. xvi, xx.

porter les armes siègent en personne à l'assemblée ; l'armée et le placité ne diffèrent que par leur rôle, tous deux sont la nation, convoquée pour se battre ou pour délibérer (1). Seuls les esclaves et les indigents sont exclus de ce double office. Dans l'assemblée ainsi composée, le concours du roi et du peuple se règle par des formes minutieusement prévues : au prince reviennent l'initiative et la promulgation des lois, au placité, le droit de les discuter, de les rejeter ou consentir, et de présenter des requêtes (2). Le peuple n'a pas à voter les impôts, inconnus aux deux premières races (3) ; sur les guerres et les traités, objets du pouvoir exécutif, il est seulement consulté (4). Montesquieu n'a pas mieux connu que ces législateurs barbares la distinction des puissances, ni mieux ordonné leur distribution. Quant à la séparation du droit de justice et de la puissance de juger, elle s'accorde trop bien à l'idéal de M^{lle} de Lézardière pour disparaître de la *Théorie* ; sur ce point, le *Tableau* n'est que confirmé : chaque citoyen eut le droit d'être jugé par ses pairs, assemblés selon le cas par les soins des officiers, des prélats ou des feudataires (5). Au-dessus des justices seigneuriales et des tribunaux de Comté, une Cour royale, à la fois Conseil d'État et juridiction suprême, offre dès l'origine de la monarchie française, la première image du Parlement (6).

Force est pourtant de reconnaître que cette sage économie, conçue par les Germains au sortir de leurs forêts, a subi les injures du temps ; et le *Tableau* et la *Théorie* datent du déclin de la seconde race le commencement d'une ère nouvelle. Dans le *Tableau*, les causes qui ont déterminé la dissolution de la monarchie primi-

(1) 2^e époque, partie I, liv. V, chap. XVIII, XX.

(2) 2^e époque, partie I, liv. V, chap. XXI, XXIII.

(3) 2^e époque, partie IV, liv. I, chap. VII.

(4) 2^e époque, partie III, liv. II, chap. I-II.

(5) 2^e époque, partie III, liv. IV, chap. XIII, XIV, XV, XXVI.

(6) 2^e époque, partie III, liv. IV, chap. XVI.

tive sont longuement analysées à l'aide de l'*Esprit des lois* : comme Montesquieu et grâce à lui, M^{lle} de Lézardière les aperçoit dans les innovations de Charles le Chauve qui affaiblissent l'autorité du prince sur ses vassaux : la hiérarchie féodale, sans cesse accrue et ramifiée par sa prodigalité insouciant, soustrait la France presque entière à la puissance directe du roi (1). Au commencement de la troisième race, le territoire est morcelé en une foule de seigneuries presque indépendantes ; l'usage des guerres privées, renouvelé en un siècle d'anarchie, a tellement étendu la servitude que l'ordre moyen des hommes libres a disparu : il ne reste plus en France que des feudataires et des serfs (2). Les lois générales de l'État ont fait place à des coutumes locales, que les juridictions des seigneurs appliquent à leur gré (3). Montesquieu avait démêlé avec beaucoup de pénétration ces changements du droit civil et leur importance politique : M^{lle} de Lézardière le résume fidèlement (4). Elle montre que le combat judiciaire, restreignant l'usage des appels, affranchit les Cours seigneuriales de tout contrôle supérieur (5) ; puis elle date de saint Louis l'introduction d'une jurisprudence plus humaine et plus savante, qui, favorisant le recours au tribunal du roi, refit la hiérarchie judiciaire, et « rendit, pour ainsi dire, nul, le droit de justice des seigneurs (6). » C'est là, dit-elle, « la cause principale de la ruine du gouvernement féodal (7). » C'était du moins la seule cause qu'eût développée l'*Esprit des lois*. Quant aux autres facteurs de la royauté moderne :

(1) *Tableau*, liv. III, chap. iv.

(2) *Tableau* [1], liv. IV, chap. i, II, III.

(3) *Tableau*, liv. IV, chap. iv.

(4) Cf. *Tableau*, liv. IV, chap. iv : « Le droit civil des Francs avoit éprouvé d'étranges variations. M. de Montesquieu a fait là-dessus un ouvrage exprès. Un précis de ce qu'il a prouvé invinciblement suffira pour notre objet. » (Cf. aussi liv. V, chap. vi-vii.)

(5) *Tableau*, liv. IV, chap. v ; liv. V, chap. vii.

(6) *Tableau*, liv. V, chap. vii. Cf. aussi chap. vi, viii, ix.

(7) *Tableau*, liv. V, chap. vii.

les acquisitions territoriales, et la protection des communes, la jeune fille les connaît et les mentionne (1), mais elle y insiste moins longuement ; sa pensée suit de préférence les voies tracées par Montesquieu.

Cependant une idée personnelle commence à se dégager du *Tableau* : c'est celle d'une équivalence exacte, du point de vue politique, entre le régime féodal et l'ancienne monarchie. Selon M^{lle} de Lézardière, le gouvernement s'est fractionné sans changer de nature, car le droit essentiel des Français, celui de consentir les lois, demeure intact dans l'interruption des assemblées générales ; la manière de l'exercer a seule varié : si le roi ne convoque plus la nation, les seigneurs, à tous les degrés de la hiérarchie féodale, réunissent leurs vassaux pour légiférer avec eux (2). L'affranchissement des serfs reconstitue bientôt un ordre moyen d'hommes libres, associés à la vie politique de chaque seigneurie (3). La domination des seigneurs, entre le x^e et le xiv^e siècle, n'est donc pas entachée d'illégalité : légitime pour la royauté, puisqu'elle dérive des concessions de Charles le Chauve (4), elle l'est aussi pour la nation, qu'elle ne frustre d'aucun droit. Les principes constitutifs, apportés de Germanie en Gaule, traversent victorieusement les siècles et les révolutions ; ils gouvernent toujours avec le même empire et la même sagesse ; ils feraient le bonheur des peuples si la barbarie du droit privé n'autorisait les pires violences : « Quiconque voudra ne point confondre les mots, mais assigner à chacun le sens propre, verra que le gouvernement féodal même loin d'être le fléau de l'humanité, eut pû rendre les hommes heureux, et s'allier à une police très sage, si les loix civiles et le droit des gens (que l'on prenne garde à cette

(1) *Tableau*, liv. V, chap. II, III, IV.

(2) *Tableau* [1], liv. IV, chap. IX.

(3) *Tableau*, liv. V, chap. II et III.

(4) *Tableau*, liv. V, chap. IV ; cf. liv. III, chap. IV.

restriction) avoient concouru à l'esprit des loix politiques pour ne conserver à ce Gouvernement que la force constante qui résultoit essentiellement de sa nature, en faveur de la balance légitime du pouvoir (1). » Cette apologie du gouvernement féodal devait se développer largement dans l'œuvre définitive. Et pourtant, ici encore, la *Théorie* se dépouille du détail des faits historiques, et s'affranchit, pour ainsi dire du *devenir*. La chute des lois générales et la formation des coutumes, que le *Tableau* décrivait d'après Montesquieu, ne sont que des états transitoires qui ne retiennent plus l'attention de l'auteur. Il lui suffit d'expliquer comment Charles le Chauve, par ses complaisances envers les vassaux, préparait la ruine de la royauté (2) ; elle ne s'arrête pas à décrire les diverses phases de ce déclin. Sur la fin de la race Carolingienne, commence une ère d'anarchie, où les Français se trouvent « en proie aux malheurs qui désolent les hommes dans l'état de nature (3). » C'est alors que le gouvernement féodal se forme des débris de la royauté : mais M^{lle} de Lézardièrre n'envisage le nouveau régime qu'une fois constitué, vers la fin du x^e siècle, comme s'il émergeait soudain du chaos. C'est alors qu'elle se flatte d'en pénétrer à fond les détails et l'esprit : les coutumes des seigneuries, l'état des biens et des personnes, les relations de vassal à suzerain, les règles de transmission des fiefs, tous les aspects, tous les éléments de la hiérarchie féodale, s'ordonnent pour elle en un ensemble parfaitement harmonieux (4). Elle y retrouve les principes de la Constitution franque, mais adaptés à des besoins nouveaux, parfois même devenus plus justes dans leurs effets. Les seigneuries sont autant de monarchies, où les sujets se réservent

(1) *Tableau*, liv. V, chap. vi.

(2) *Théorie*, 3^e époque, partie I^{re}, chap. II, IV.

(3) *Théorie* [155], 3^e époque, partie I, liv. I, chap. IX, t. III, p. 79.

(4) *Ibid* [155], 3^e époque, 2^e partie.

« les mêmes droits qu'ils s'étaient réservés en élevant le trône, et où ils reconnaissaient dans la main des seigneurs, le pouvoir de la royauté (1). » L'affranchissement des serfs, rapidement généralisé, donne au monde le premier exemple d'une société sans esclaves ; les barons concèdent à leurs affranchis une partie de leurs terres ; puis, par les Chartes de Communes, ils les élèvent à la dignité de citoyens (2). Sans doute l'égalité ne fut pas complète entre les descendants des serfs et les hommes de race ingénue, qui commencèrent de former l'ordre de la noblesse : mais les privilèges nobiliaires, que les roturiers pouvaient acquérir en achetant des fiefs (3), ne choquaient ni la justice ni l'humanité ; « la noblesse ne fut que l'avantage de l'ingénuité et franchise complète, et les distinctions qui fixent encore aujourd'hui les prééminences de la noblesse sur le tiers état furent les réserves qu'il plut à des citoyens libres de stipuler lorsqu'ils communiquèrent leurs autres droits à des hommes qui avaient été jusqu'alors sous leur dépendance servile » (4). — « Les droits seigneuriaux qui portent sur les terres roturières, ces droits auxquels on s'est plu à supposer une source odieuse, ne furent, dans l'origine, que les conditions d'un partage, par lesquelles les anciens citoyens francs, nobles et clercs, répartirent le domaine utile de leurs fiefs et de leurs alleux entre eux et les citoyens du tiers état qu'ils appelaient à la liberté et à ce partage (5). » Loin d'apporter oppression et misère, les temps féodaux sont les plus heureux que le peuple ait jamais vécu : la pauvreté y est presque inconnue (6) ;

(1) *Ibid.* [155], 3^e époque, 2^e partie, liv. VIII, chap. I, t. IV, p. 138.

(2) *Théorie* [155], 3^e époque, 1^{re} partie, liv. II, chap. IX ; partie II, liv. VI, chap. VII ; liv. VIII, chap. IV.

(3) *Ibid.*, 3^e époque, partie I, liv. II, chap. XIV.

(4) *Ibid.*, 3^e époque, partie I, liv. II, chap. VII, t. III, p. 94.

(5) *Ibid.*, 3^e époque, partie I, liv. II, chap. IX, t. III, p. 98.

(6) *Ibid.*, 3^e époque, partie II, liv. II, chap. XVI.

tout n'y est qu' « impartialité », « justice » (1), échange de générosité et d'amour. La noblesse environne le roi de force et de splendeur : « C'est dans l'âge féodal que les nations étrangères frappées... de l'irrévocabilité de la royauté, du respect des grands vassaux pour elle..., voient dans le roi de France le plus puissant monarque du monde (2). » Les seigneurs ont affranchi leurs serfs par une inspiration du plus pur idéalisme : « La religion et la saine philosophie ont éclairé l'âge féodal sur les vrais principes de la liberté et de l'égalité naturelle des hommes, et leurs plus sublimes maximes sont présentées comme motifs des affranchissements généraux (3). » Les devoirs mutuels qui enchaînent les barons et les tenanciers, leurs « rapports continuels de protection et de services, ont retracé en mille manières les images touchantes d'un régime paternel (4). » Les lois de l'Église ont adouci l'usage des guerres privées, fondant ainsi le droit des gens sage et modéré de l'Europe (5). La religion est la source intarissable des vertus publiques et privées : la foi à l'immortalité de l'âme, si ardente chez les seigneurs, « nourrissait la valeur héroïque de ces hommes toujours prêts à s'immoler pour les devoirs qu'ils avaient une fois embrassés en présence du ciel (6). » Ainsi, « les principes dont se glorifient les siècles les plus éclairés et que la philosophie moderne croit enseigner à l'univers, trouvent leurs racines dans cet âge où des regards superficiels n'aperçoivent que la barbarie et l'ignorance (7). »

L'esprit de bienveillance et de concorde, qui anime toutes les parties de la société féodale, ne se dément pas un instant : il n'y a pas de lutte entre les rois, les sei-

(1) *Théorie* [155], 3^e époque, part. II, liv. II, chap. xvi, t. IV, p. 65.

(2) *Ibid.*, 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. III, t. IV, p. 141.

(3) *Ibid.*, 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. IV, t. IV, p. 143.

(4) *Ibid.*, 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. IV, t. IV, p. 144.

(5) *Ibid.*, 3^e époque, part. II, liv. V, chap. v.

(6) *Ibid.*, 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. IV, t. IV, p. 145.

(7) *Théorie* [155], 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. IV, t. IV, p. 145.

gneurs et les Communes ; le monarque n'a pas à reconquérir sa puissance sur des vassaux turbulents : son domaine se reconstitue par le jeu normal du système, en vertu de la réversibilité des fiefs au suzerain (1). « Tout montre enfin dans l'origine, dans les progrès et dans la chute du gouvernement féodal, un accident momentané qui, né de la dissolution forcée de l'ordre primitif, ne tend qu'à le rétablir (2). » Étrange illusion, née d'une méthode spéculative, qui rapproche et combine les texte de lois, en dehors du temps et loin des faits. Il est vrai que la suite de l'ouvrage eût pu corriger en partie l'idéalisme de ce tableau ; mais la *Théorie* s'interrompt brusquement ; la troisième « époque », telle que nous l'avons, paraît être incomplète (3), et la quatrième fait défaut. Le *Précis* où M^{lle} de Lézardière a résumé, dans un ordre purement logique, l'ensemble de ses idées sur le gouvernement français, est trop sec et trop condensé pour permettre de reconstituer le plan de la *Théorie*. Peut-être une étude détaillée des progrès de la puissance royale avait-elle sa place marquée dans les projets de l'auteur. Mais un retour vers la précision chronologique et l'analyse directe des faits serait si peu conforme à ses habitudes, qu'on n'a pas le droit de le présumer.

Pour l'âge moderne, les conceptions de M^{lle} de Lézardière nous sont seulement connues grâce à des écrits inédits, n'offrant pas toute la netteté et la cohérence qu'on eût pu attendre de la *Théorie* achevée. Aucun ne nous renseigne en toute certitude sur la pensée définitive de l'auteur. Le cinquième livre du

(1) *Théorie* [155], 3^e époque, part. II, liv. VII, chap. vi ; liv. VIII, chap. I. (M^{lle} de Lézardière mentionne aussi le progrès de la justice royale, dû à l'usage des appels, mais elle n'y insiste pas ; 3^e époque, part. II, liv. III, chap. vi.)

(2) *Théorie* [155], 3^e époque, part. II, liv. VIII, chap. III, t. IV, p. 141.

(3) Dans l'édition de 1844, le livre final s'intitule : *Résumé des deux premières parties de la troisième époque*. Ce titre semble annoncer au moins une autre partie que nous n'avons pas.

Tableau, si l'on en croit son titre, conduit l'histoire du droit public français « depuis Hugues Capet jusqu'au règne de Louis XV exclusivement » ; mais il ignore, et semble-t-il, de parti pris, les changements politiques postérieurs au règne de François I^{er} ; M^{lle} de Lézardière estime que la Constitution, modifiée sur certains points du xiv^e au xvi^e siècle, n'a subi par la suite aucune altération valable en droit (1) ; l'absolutisme de Richelieu et de Louis XIV devait donc rester étranger à son sujet, comme un simple état de fait sans consécration légale ; elle prétend même retrouver, dans certaines déclarations de Louis XIV, des hommages aux principes traditionnels (2), dont elle n'examine point la sincérité. Elle voit les causes qui ont favorisé le pouvoir absolu : l'alliance de la royauté et de la bourgeoisie (3), la substitution de l'impôt au service militaire et l'établissement de troupes réglées (4), la décadence du vieil esprit aristocratique, abâtardi par les anoblissements (5) ; mais elle arrête l'évolution de la Constitution française avant l'accomplissement de leurs résultats derniers. La forme légitime du gouvernement, au xviii^e siècle comme au xv^e, c'est le partage de l'autorité entre le roi et la nation. Composé de 1771 à 1774, sous l'impression toute vive du Coup d'État Maupeou, le *Tableau* se ressent des préoccupations contemporaines. La défense du Parlement, de ses droits politiques, de son inamovibilité, tient la plus large place dans le cinquième livre, où certaines remontrances de 1771 sont abondamment citées (6). Un chapitre spécial est consacré à réfuter Voltaire, « le plus bel esprit du siècle,

(1) *Tableau* [1], liv. IV, chap. xi.

(2) *Ibid.*, liv. V, chap. xii, xxvii.

(3) *Tableau* [1], liv. V, chap. ii.

(4) *Ibid.*, liv. V, chap. xv, xix.

(5) *Ibid.*, chap. xix.

(6) Cf. sur le Parlement, *Tableau* [1], liv. V, chap. ix, x, xi, xii, xiii, xiv, xvi, xvii, xx, xxi, xxii, xxiii, xxiv, xxvi, xxvii.

mais bien loin d'être le plus juste en politique (1) », qui, dans son *Histoire du Parlement de Paris*, niait l'antiquité de ce corps auguste et les bienfaits de son action (2). En pratique, M^{lle} de Lézardière admet les maximes d'opposition les plus hardies : l'unité de tous les Parlements (3), leur droit de désobéissance, sinon même de résistance active au pouvoir : « Les lettres de cachet, ose-t-elle écrire dans cet ouvrage destiné au roi, étant contraires à tous les principes de la Constitution françoise, toute résistance contre elles de la part des dépositaires de cette Constitution, est permise, autorisée, commandée (4). »

Cependant la thèse de Le Paige, l'identité du Parlement aux Champs de mars et de mai, ne retrouve point chez M^{lle} de Lézardière le crédit qu'elle avait généralement perdu. Dans le *Tableau*, le Parlement ne se confond point avec les assemblées nationales : il est l'ancienne Cour du Roi, ce tribunal suprême né avec la monarchie, modifié parfois dans sa composition, sans que jamais ces accidents aient altéré son essence (5). Le Parlement ne tenait donc pas de son institution première le droit de faire les lois (6) ; mais il advint au cours de la troisième race, que les assemblées de la nation, ne pouvant suffire à toutes leurs fonctions législatives, laissèrent ce tribunal s'en acquitter à leur lieu et place : il fut en possession de former avec le roi les ordonnances de justice et de police, et de leur imprimer caractère de loi par son enregistrement (7). Cet

(1) *Tableau* [1], liv. V, chap. xi.

(2) *Ibid.*, liv. V, chap. xi, xvii.

(3) *Ibid.*, liv. V, chap. xx. Cf. chap. ix.

(4) *Tableau* [1], liv. V, chap. xxvii.

(5) *Ibid.*, liv. V, chap. ix, xii.

(6) A une époque, toutefois, — au commencement de la troisième race, — la cour du roi fut législatrice, parce qu'elle se composait de tous les vassaux directs, mais elle ne fit de lois que pour ces vassaux. (*Tableau*, liv. V, chap. xii.) Puis l'extension du domaine royal exigea la réunion d'assemblées législatives plus nombreuses ; et, dès lors, le corps législatif redevint distinct de la cour du roi (liv. V, chap. xii, xv).

(7) *Ibid.*, liv. V, chap. xii.

usage, consacré d'abord par le consentement tacite, puis par l'aveu formel de la nation, ne saurait porter atteinte aux droits essentiels des citoyens. Le Parlement ne peut ni changer les lois constitutives, ni casser les décisions des États généraux : il n'a pas la propriété totale, mais bien l'exercice limité du pouvoir législatif (1). De même, le vote des subsides resta longtemps le droit exclusif des États généraux et particuliers : mais, à dater du xvi^e siècle, les rois prirent l'habitude de faire enregistrer les édits fiscaux par les magistrats ; et le silence de la nation ayant légitimé cette pratique, un petit nombre de provinces a seul conservé comme un privilège le droit jadis commun à tout le peuple de consentir les impôts (2). Il y a là, de la part de la jeune file, une sorte de renoncement à ses principes les plus chers ; en admettant comme légal, sinon comme équitable, ce dessaisissement des États au profit des Parlements, elle accepte l'interruption des assemblées, l'oubli du pouvoir co-législatif inhérent à la nation française. Il est vrai qu'elle le maintient en droit, mais elle en laisse échapper la seule garantie pratique. Aussi bien, la fermeté ordinaire de sa composition fléchit un peu vers la fin de son ouvrage, où le souci immédiat de l'apologie parlementaire jette quelque confusion dans le plan et dans les idées.

Il n'est donc pas surprenant qu'en 1778 son *Essay sur le rétablissement de quelques points essentiels de la Constitution* corrige à cet égard le *Tableau des droits respectifs* : ce nouvel ouvrage attribue à la nation et à elle seule, le consentement des impôts. Le transfert de ce droit aux Cours souveraines fut de la part des derniers Valois une illégalité, que la nation a subie par contrainte, faute d'avoir pu s'assembler. « Dans de telles circonstances, la non réclamation ne prouve que l'impuissance

(1) *Ibid.*, liv. V, chap. xii.

(2) *Tableau* [1], liv. V, chap. xii, xv, xxiv.

de réclamer et ne fait point présumer le consentement tacite (1). » M^{lle} de Lézardièrre montre ensuite, avec beaucoup de force, les suites pernicieuses de cette innovation : la décadence des États généraux, le Parlement écrasé sous une charge trop lourde, exposé par ses refus à la colère des ministres, obligé de choisir entre l'obéissance et la persécution, bref, l'arbitraire substitué aux garanties constitutionnelles (2). Sur toutes les autres parties de la puissance législative, l'*Essay* maintient également le droit de la nation ; mais il accepte, comme le *Tableau*, une intervention des Parlements, provisoire et subordonnée :

« Ces Cours sont par leur institution placées entre le throsne et la Nation, pour conserver par leurs jugements et leurs réclamations les Loix qui assurent les droits des citoïens contre l'arbitraire et les Droits du throsne contre l'abus de la liberté. Ce sont ces Cours encore qui, dans l'intervalle des assemblées générales de la Nation revêtissent (*sic*) ou privent d'une sanction légale par l'Enregistrement libre ou le refus de l'Enregistrement les ordonnances des Roys, selon qu'elles sont conformes ou contraires aux Loix portées par le Législateur suprême qui n'existe que dans l'assemblée nationale présidée par son Roy (3). »

Quant à la forme des assemblées, l'*Essay* distingue les « placites » communs aux deux premières races, des États généraux réunis sous la troisième. Dans les placites, les représentants de la nation entière délibéraient sans distinction d'ordres (4) ; dans les États généraux, le vote par ordre et le vote par tête furent

(1) *Essay* [1], chap. II. *Illégalité de l'administration bursale actuelle. Nécessité conséquente de la changer.* — On sait pourtant qu'il y eut des tenues d'États postérieures aux derniers Valois ; et c'est cette circonstance qui légitimait, d'après le *Tableau*, le transfert de droit au Parlement, puisque la nation, pouvant réclamer, avait négligé de le faire.

(2) *Essay* [1], chap. II.

(3) *Essay* [1], chap. XI. Cf. aussi chap. VIII.

(4) Chap. VI. Le texte de l'*Essay* porte *placités* et non *placités*. Les deux formes étaient employées au XVIII^e siècle.

alternativement employés ; deux ordres ne pouvaient opprimer le troisième, car il fallait un consentement unanime pour former une résolution (1) ; mais les habitants des campagnes, encore asservis sous le règne de Philippe le Bel, ne furent jamais représentés dans le tiers état, et se virent ainsi privés d'un droit dont ils étaient si dignes (2). C'est donc aux « placites », plutôt qu'aux États généraux, que M^{lle} de Lézardièrre demande un modèle d'organisation politique. Un de ses chapitres est intitulé, par un anachronisme conscient et hardi : « De la possibilité de la reproduction du Champ de may de Charlemagne (3). » Admettre les représentants des campagnes, éviter les dissensions d'ordres, fatales à l'intérêt général, réserver au souverain l'initiative des lois, dangereuse quand elle appartient à un corps trop nombreux, tels sont les précieux avantages qu'assurerait l'imitation du plus sage des souverains (4). Enfin, le seul nom de Charlemagne ranimerait des souvenirs de gloire et de liberté :

« C'est à l'époque de Charlemagne, que les Loix de la Nation ont atteint le plus haut point de leur évidence et de leur force. A cette époque, la gloire du nom françois remplit l'Univers. Alors enfin, le meilleur, le plus grand de nos Roys mit tous ses soins à relever, à affermir la liberté politique. Louis Seize, s'arrêtant à un tel Règne pour y puiser l'exemple et les règles de sa conduite captiveroit toute la confiance des François (5). »

Cependant M^{lle} de Lézardièrre ne propose dans l'*Essay*

(1) Chap. vii.

(2) Chap. viii.

(3) Chap. ix ; Cf. aussi le chapitre x : *Avantages de la reproduction du placite général*.

(4) *Essay* [1], chap. x.

(5) *Ibid.*, chap. x. Peut-être faut-il voir dans cette admiration pour Charlemagne, et dans le souci des intérêts populaires, plusieurs fois manifesté dans le même écrit, un effet de la lecture des *Observations sur l'histoire de France*. Elles figurent comme du reste, l'*Esprit des lois*, sur la liste des « Ouvrages que l'on a consultés principalement en travaillant à cet *Essay*. »

que des réformes assez restreintes; le plan qu'elle soumet à Louis XVI prévoit seulement l'institution dans tous le royaume d'États provinciaux, chargés de répartir l'impôt et d'en surveiller la perception (1).

Ces assemblées délibèreraient par ordre (2), mais un mode d'élection équitable y introduirait les représentants du bas clergé et des campagnes, actuellement exclus par l'usage des pays d'États (3). Au reste, le droit de vote serait soumis à des conditions censitaires, les privilèges des premiers ordres, et ceux des provinces d'États, expressément réservés (4). Un tel projet, qui correspond à des préoccupations générales vers cette date (5), peut sembler la conclusion bien timide d'une doctrine bien hardie : le principe de la liberté nationale, si fermement réclamé par M^{lle} de Lézardièrre au nom de l'histoire et du droit, aboutit aux franchises subalternes du gouvernement municipal, à cette autonomie locale que d'Argenson jugeait compatible avec la monarchie absolue (6). Mais M^{lle} de Lézardièrre introduit dans son programme un article que d'Argenson avait soigneusement exclu : l'institution des États provinciaux ne doit pas être l'effet d'une simple grâce du monarque; un placite devra se réunir afin de la décider, — conformément à la Constitution ancienne, — par les volontés réunies du roi et de la nation (7). Par ce biais, d'une habileté toute féminine, la réforme modeste engage et commence une véritable révolution : la reprise de possession par le peuple du

(1) *Essay* [1], chap. III.

(2) *Ibid.*, chap. III.

(3) *Ibid.*, chap. III.

(4) *Essay* [1], chap. XIII.

(5) Cf. ci-après, chap. XI. M^{lle} de Lézardièrre fait allusion, dans son *Essay*, aux espoirs de rénovation qui soulevaient la France depuis l'avènement du jeune roi (*Essay*, chap. XI). Elle écrit même à plusieurs reprises le mot de *révolution*, mais dans un sens pacifique. (Cf. *Essay*, chap. II, XI, XIII.)

(6) Cf. ci-dessus chap. I.

(7) *Essay* [1], chap. IV.

pouvoir co-législatif. Comment s'exercera-t-il par la suite ? l'auteur évite de le préciser. La périodicité du « placite » pour consentir les impôts et voter les lois nouvelles serait la forme logique de son idéal ; mais nous ne savons par quels moyens et par quelles étapes elle en envisageait alors la réalisation.

Le *Précis* de la *Théorie*, conservé aux Archives nationales, nous apporte une vue d'ensemble sur le système de l'auteur ; mais ce résumé très concis et en partie anticipé (1), ne répare qu'imparfaitement l'absence de la quatrième « époque ». Il montre en tout cas que depuis l'*Essay* de 1778, la pensée de M^{lle} de Lézardièrre s'était encore modifiée. Les différences importantes établies dans l'*Essay* entre les « placites » et les États généraux disparaissent dans le *Précis*, où ces deux formes sont données comme exactement équivalentes : la seconde adapte seulement aux besoins d'une société nouvelle les principes, immuables en soi, de l'antique Constitution. Cette thèse, d'ailleurs très conforme à l'esprit systématique de l'auteur, a pour base une idée qui ne se trouve ni dans l'*Essay* ni dans le *Tableau* : à savoir que sous la troisième race, comme sous les deux premières, le peuple délibère lui-même, et non par représentants. Dans la monarchie primitive, le placité s'identifie à l'armée, c'est-à-dire essentiellement au groupe des citoyens qui possèdent un revenu suffisant pour s'entretenir en campagne ; ceux qui en possèdent seulement une fraction déterminée se réunissent, selon leurs ressources, pour défrayer des mandataires qui sont leurs remplaçants

(1) Le *Précis* parle de la *Théorie* comme d'un ouvrage achevé ; mais il fut certainement rédigé avant la fin de l'ancien régime, comme le prouvent certaines de ses expressions qui supposent la monarchie absolue actuellement établie en France. Or, en 1791, la quatrième époque de la *Théorie* n'était pas achevée, et l'*Avertissement* du vicomte de Lézardièrre pour l'édition de 1844, indique, au moins implicitement, qu'elle ne le fut jamais. Tout au plus peut-on supposer qu'au moment où elle écrivait le *Précis*, M^{lle} de Lézardièrre était en possession de tous ses matériaux, et avait fixé toutes ses idées directrices. En ce qui concerne les époques franque et féodale, le *Précis* reproduit fidèlement l'essentiel de la *Théorie*.

à l'armée, leurs fondés de pouvoir à l'assemblée (1) ; les plus pauvres sont exclus de tout droit comme de toute charge. L'abolition du service personnel, à l'époque moderne, a distingué de l'armée le corps délibérant : mais sa composition reste identique à celle du placité ; il comprend l'ensemble des citoyens qui, en vertu des conditions censitaires, eussent jadis servi à l'armée et siégé au Champ de mars (2). Ces citoyens, assemblés dans chaque province, forment les États particuliers, dont les États généraux sont le total : « Aucune loi n'a prononcé que les trois États des Provinces enverroient des députés aux États généraux au lieu d'y venir en Corps (3). » L'usage des députations à l'assemblée générale a cependant prévalu pour sa commodité ; mais les députés, élus par les États des provinces, sont étroitement liés par des mandats impératifs ; aucun pouvoir ne leur est laissé de décider par eux-mêmes : « Les États généraux, moyen intermédiaire de l'énonciation du vœu général du peuple, ne sont en dernière analyse que la réunion des commissaires des États Provinciaux, alternativement chargés d'aller exprimer au pied du Trône le vœu des trois États, et de rapporter aux trois États les propositions du Roi (4). » C'est dans les États provinciaux, dans le corps des citoyens assemblés, que réside la volonté nationale ; le peuple n'a jamais abandonné ni délégué ses droits (5).

Mais une différence subsiste entre les États provinciaux et les anciens placités : la société féodale a intro-

(1) Il n'y a pas là d'élection générale, mais des arrangements particuliers : « Parmi les citoyens qui ne possédoient qu'une moitié, qu'un tiers, qu'un quart, un cinquième, un sixième du Revenu exigé par les Loix, un seul marchoit à l'Armée défrayé par les autres. » (*Précis*) [section 5].

(2) M^{lle} de Lézardière laisse entendre que le système de procuration admis pour le placité a lieu encore sous la troisième race pour le corps délibérant, au moins en faveur de la bourgeoisie. Mais elle ne s'explique pas sur ce point avec une netteté parfaite.

(3) *Précis* [section 5].

(4) *Ibid.* [section 5].

(5) L'idée vient-elle de Rousseau ? de Saïge ? est-elle entièrement personnelle ? Nous manquons des moyens de le savoir.

duit dans les assemblées la distinction des trois ordres, inconnue à la monarchie primitive. Cette division assure au clergé et à la noblesse des prééminences d'honneur, des prérogatives légitimes au moins dans leur principe, et que le vote par tête pourrait abolir (1); mais elle n'altère pas l'unité du vœu national. Si les trois ordres votent séparément aux États provinciaux, leur accord unanime est nécessaire pour adopter une résolution; chaque ordre peut envoyer aux États généraux des députés distincts; mais les instructions qui leur sont remises sont formées dans chaque province par le concours des trois ordres. Peu importe dès lors le mode de leur élection, la forme de leur délibération dans les États généraux : « Que les députés de chaque ordre soient nommés par leur ordre seul, ou par la réunion du vœu des trois ordres; que les Députés délibèrent par Provinces, ou par ordre aux États généraux, ils n'énonceront jamais que les résolutions formées aux États Provinciaux par le concert des vœux distincts des trois ordres (2). »

Les tenues d'États sont donc l'organe de la volonté nationale, au même titre que les Champs de mars ou de mai.

Ces détails sur la forme des assemblées ne sont pas accompagnés de précisions égales sur l'étendue de leurs droits. Le *Précis* en parle cependant, et montre qu'en ce point encore, l'auteur a modifié la thèse absolue de l'*Essay*. Si le partage de la puissance législative entre la nation et le roi reste la maxime fondamentale, le consentement des impôts n'est plus abandonné, dans le *Précis*, à la volonté capricieuse du peuple. En effet, l'impôt tire sa légitimité des lois constitutives qui exigeaient de tous les citoyens le service militaire

(1) *Précis* {1} [section v].

(2) *Ibid.* [section v].

personnel : la redevance qui fut plus tard substituée à ce service eût dû porter le même caractère d'obligation (1). Il aurait fallu établir un impôt perpétuel, dont la somme fût déterminée par des règles fixes, « en raison composée des facultés des citoyens et de la quantité des forces nécessaires à la défense publique (2) ». La nation se fût bornée dès lors à surveiller la perception des subsides et à en contrôler l'emploi. Mais ces principes, que l'auteur prétend tirer de l'esprit de la Constitution primitive, n'ont été, de son propre aveu, ni appliqués, ni reconnus (3) ; et cet aveuglement fut la source des erreurs qui ont perverti le gouvernement français. La Nation prétendit une liberté complète que les rois ne pouvaient lui laisser ; les refus abusifs des États généraux ont provoqué, par une réaction fatale, les expédients ministériels et les coups d'autorité ; la royauté devint arbitraire, pour n'être pas anéantie : « Si... les Rois essayèrent de franchir, par la force, toutes les bornes de leurs pouvoirs légitimes, ce ne fut que parceque la puissance modérée que la Constitution leur avoit accordée leur manqua par le fait (4). » Pour libérer la nation, il faut donc rassurer le monarque ; et la reconnaissance expresse des droits de la couronne doit précéder nécessairement la restauration des droits nationaux (5). Cette part plus large faite à la royauté est la marque distinctive du *Précis*, écrit peut-être aux

(1) *Précis* [1] [sections 3, 4].

(2) *Ibid.* [section 4].

(3) *Ibid.* [sections 4 et 7].

(4) *Précis* [1] [section 7].

(5) *Ibid.* [section 7]. M^{lle} de Lézardièrre ne précise pas l'époque de ces altérations du droit primitif ; mais il semble qu'elle les fasse remonter jusqu'au xiv^e siècle. Le *Précis* tend donc à abréger le règne pleinement légitime de la Constitution, que ses écrits antérieurs prolongent jusqu'aux derniers Valois. Par là, M^{lle} de Lézardièrre se rapproche de la vérité historique ; mais c'est moins pour elle le résultat d'une étude concrète que d'un raisonnement : l'impôt représente le service militaire ; donc, il doit être obligatoire ; donc, la faculté laissée au peuple de le refuser librement est déjà une illégalité. Sa vision des faits eux-mêmes n'a pas varié.

approches de la révolution, et sous l'empire de craintes prophétiques. L'auteur se borne toutefois à poser des principes, sans montrer comment dans la pratique pourraient se concilier l'obligation fondamentale de consentir l'impôt, et le droit d'en empêcher l'augmentation arbitraire.

En revanche, M^{lle} de Lézardièrre s'efforce de délimiter avec précision les droits législatifs du Parlement. Ce « corps intermédiaire, entre le Trône et le peuple (1) », est à la fois chargé de préparer et de suppléer les États : comme conseil du monarque, il élabore les projets de lois qui seront soumis à la nation ; comme législateur, il peut, en l'absence des assemblées, et de concert avec le roi, faire des lois provisoirement applicables jusqu'à la prochaine tenue d'États ; enfin, les règlements secondaires pour l'exécution des lois sont de la compétence absolue du Roi et du Parlement (2). Ces distinctions, soigneusement énoncées vers la fin de l'ouvrage, ne deviendraient tout à fait précises qu'avec le secours d'exemples concrets ; mais elles suffisent à caractériser les droits du Parlement, droits qui avec peu de pouvoir direct, lui donnent beaucoup d'influence, puisque dans les oscillations inévitables d'un gouvernement mixte, ils font de lui le régulateur.

Ces combinaisons de pouvoirs rappellent l'ensemble d'institutions sagement ordonné par Saïge : la *Théorie des lois politiques* confirme sur bien des points le *Catéchisme du citoyen*. Sans doute M^{lle} de Lézardièrre ne professe pas comme Saïge le dogme de la souveraineté du peuple ; à ses yeux, la « convention » primitive enchaîne également la nation et le roi, tandis que Saïge réservait, d'après Rousseau, le droit éminent de la nation. Mais si les deux conceptions diffèrent dans leurs principes abstraits, elles s'apparentent visiblement

(1) *Précis* [1] [section vi].

(2) *Précis* [1] [section vi].

par leur contenu et leurs tendances ; même éclectisme qui juxtapose le privilège au droit national ; même confiance en la vertu des corps intermédiaires ; même attachement à la tradition germanique qui reste à travers les siècles le ferme support du droit public français. Il se peut que M^{lle} de Lézardière ait lu le livre de Saige, et en ait retenu quelques suggestions ; il est certain qu'elle participe au même mouvement d'idées, suscité par le coup d'État Maupeou, préparé par l'*Esprit des lois*.

Lectrice de l'*Esprit des lois*, M^{lle} de Lézardière nous montre, par un exemple privilégié, comment l'influence de Montesquieu a pu survivre à l'emprise immédiate de ses doctrines. La philosophie de l'histoire d'où procède la *Théorie des lois politiques* s'est formée sous l'inspiration directe de Montesquieu. Pour tout ce qui touche à l'état social et politique des Germains, à la nature de la monarchie franque, à l'origine, au progrès et à la décadence du pouvoir seigneurial, le *Tableau* reproduit l'*Esprit des lois* avec une docilité un peu gauche. L'auteur a déjà conscience de sa personnalité, mais elle ne se dégage pas encore des cadres que lui impose Montesquieu. Plus tard, son originalité s'affranchit ; forte de la connaissance des textes, pleinement maîtresse de son plan, elle modifie, retranche, élabore, achève l'imposante unité de sa *Théorie*. Bien des détails empruntés à l'*Esprit des lois* surchargeaient le *Tableau* sans profit pour son objet propre ; ils ont disparu de l'œuvre finale, absolument nette et rectiligne dans son austère nudité. Cependant l'idée maîtresse subsiste, qui trouve dans les coutumes des Germains les principes de la monarchie française, et de toute monarchie libre. La ressemblance avec Montesquieu est devenue plus lointaine et plus abstraite ; mais, comme le premier état d'un dessin montre les lignes de construction, le *Tableau* conserve les traces précises d'un contact avec l'*Esprit des lois*.

En outre, le « sublime ouvrage » où la jeune fille a puisé sa conception de l'histoire ne devait pas rester sans effet sur ses convictions politiques. On peut le croire sans méconnaître que dès 1774, elle est plus hardie que Montesquieu, sans oublier que l'idée des assemblées nationales, si effacée dans l'*Esprit des lois*, domine l'ensemble de son œuvre, du *Tableau* jusqu'à la *Théorie*. M^{lle} de Lézardière appartient aux générations qui ne se contentaient plus de la monarchie tempérée par les corps intermédiaires. Son effort tend à restaurer ce gouvernement « gothique » dont Montesquieu se bornait à rassembler quelques débris ; mais les qualités qu'elle y admire sont celles que Montesquieu prisait par dessus tout : l'heureuse adaptation au génie national, le « concert » entre le roi et la nation, entre la noblesse et les Communes (1). Pour elle, comme pour Montesquieu, c'est la concentration des pouvoirs qui crée le despotisme, leur division qui garantit la liberté (2) ; déterminer les conditions légitimes de ce partage dans la monarchie française, voilà sa préoccupation constante, le centre autour duquel s'organise son œuvre (3). Ses hésitations même et ses obscurités, quand elle touche à l'époque moderne, décèlent un souci toujours inquiet de faire les parts équitables entre le roi, les Cours souveraines et les divers ordres de la nation. « Il faut, avait dit l'*Esprit des lois*, combiner les puissances, les régler, les tempérer, les faire agir ; donner, pour ainsi dire, un lest à l'une pour la mettre en état de résister

(1) Le *Précis* diffère de l'*Esprit des lois* en ce qu'il n'admet pas, à proprement parler, de « représentants » du peuple ; mais l'économie générale du gouvernement français, tel que le définit M^{lle} de Lézardière, et bien conforme à celle du gouvernement « gothique ». (Cf. *Esprit des lois*, liv. XI, chap. VIII.)

(2) *Théorie* [155], 1^{re} époque, liv. VII, chap. XIII, t. I, p. 50.

(3) Voir les titres de ses divisions : « De la distribution de la puissance législative. » (2^e époque, 1^{re} partie, liv. V, chap. XXI.) — « De la nature et de la distribution de la puissance militaire » (2^e époque, 3^e partie, liv. II). — « De la distribution des pouvoirs politiques. » (3^e époque, 2^e partie, liv. V.)

à une autre (1). » Ces « contrepoids » nécessaires au gouvernement libre, M^{lle} de Lézardière veut les éprouver dans des balances de précision.

Mais ces subtilités sont pour elle la loi vivante du passé ; elle confond son idéal avec l'histoire, et c'est la candeur de cette illusion qui fait son originalité. Son œuvre semble une paraphrase, naïvement littérale, du mot de Montesquieu sur le gouvernement représentatif : « Ce beau système a été trouvé dans les bois (2). » Mais Montesquieu laisse aux Germains toute la rudesse de la barbarie ; s'il admire l'indépendance de leur humeur, s'il voit dans leurs assemblées l'origine de la liberté politique, il n'a garde de prêter à ces « peuples simples, pauvres, libres, guerriers, pasteurs (3), » un plan raffiné de législation. Et la perfection ultérieure du « gouvernement gothique » est pour lui une sorte de réussite miraculeuse, un de ces chefs-d'œuvre « que le hasard fait rarement ». Comme historien, à défaut d'une méthode toujours sûre, il a le sens du réel imparfait et changeant. Mably lui-même, plus chimérique, ne projette ses illusions que sur un segment de l'histoire ; il voit disparaître après Charlemagne la liberté républicaine un moment sauvée par ce grand homme. L'idée de la perpétuité en France d'un droit public libre et monarchique était devenue, il est vrai, vers 1771, un argument familier aux apologistes du Parlement. Mais c'est M^{lle} de Lézardière qui entreprend de la démontrer, et sa démonstration en fait un système, d'autant plus faux qu'il est plus précis, plus rigoureux, plus résolument semblable à lui-même à travers la mobilité des faits. La thèse historique de Saïge, fruit d'une inspiration analogue, n'était encore qu'une idée d'ensemble, une affirmation du droit, peu explicite sur les faits. Pour voir la Cons-

(1) *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. xiv, t. I, p. 208.

(2) *Ibid.*, liv. XI, chap. vi, t. I, p. 397.

(3) *Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. xii, t. III, p. 347.

titution française sortir toute formée des forêts de la Germanie, puis régir, presque sans défaillance, huit siècles au moins de l'histoire ; pour imaginer cette fidélité des peuples et des rois, des barons et des chevaliers à la charte de leurs droits respectifs, il fallait une singulière puissance d'illusion, un rare mélange d'érudition, de logique et d'idéalisme romanesque. Jamais on n'a dépensé plus de science et d'ingéniosité pour se tromper. Dans ces « monuments » qu'elle a scrutés avec tant de persévérance, à travers la morne exactitude des recueils des Bénédictins, la jeune fille n'a ressaisi qu'un reflet de ses propres rêves. Mais elle nous découvre ainsi les affinités morales qui, malgré l'inégalité des talents, la rapprochent de Montesquieu. Chaque page de son œuvre, en apparence impersonnelle, nous dit son zèle pour le bien public, la pureté de sa foi libérale et monarchique, son attachement aux principes de conciliation et de justice, en un mot tout ce qui fait d'elle, parmi les disciples de Montesquieu, le plus véritable selon le cœur.

III

Si les travaux de M^{lle} de Lézardière échappaient au public, les livres de Mably et de quelques-uns de ses disciples avaient eu assez de notoriété pour inquiéter le pouvoir. Contre ces nouveautés, l'apologétique de la monarchie absolue manqua d'éclat et de puissance, mais elle tenta quelques efforts, et elle trouva tout à la fois un obstacle et une aide dans l'œuvre de Montesquieu. *L'Esprit des lois* la gênait par son éloge d'une Constitution étrangère qui, même critiquée en théorie, restait un exemple encourageant pour les amis de la liberté ; par ses thèses sur l'origine de la monarchie ; par le sentiment libéral qui anime ses plus belles pages. Mais il

lui offrait la commodité de certaines formules, qu'un absolutisme habile pouvait interpréter à son profit. Aussi, tandis que la monarchie des corps intermédiaires se changeait, pour l'opposition, en gouvernement représentatif, les théoriciens de l'ordre établi adoptèrent à leur usage les conceptions de Montesquieu. Mais ils le firent discrètement, en multipliant les précautions et les réserves, et dans une sorte de crainte de voir se retourner contre eux l'autorité qu'ils invoquaient.

Un pareil embarras se trahit dans le livre de Gin sur les *Vrais principes du gouvernement français* (1). C'était un royaliste soumis que cet adversaire des philosophes (2), ce conseiller au grand conseil qui avait siégé au Parlement Maupeou (3). Quand il entreprit de démontrer, aux dépens des gouvernements mixtes ou républicains, l'excellence de la monarchie pure, il sentit que l'*Esprit des lois* pouvait lui être de quelque ressource, mais à condition d'interpréter et de distinguer. Son *Introduction* rend justice « aux grandes vues et plus encore à la droiture des intentions de M. de Montesquieu », et prétend même qu'il a toujours servi de « guide » à l'auteur ; mais elle ajoute que « l'Esprit des lois est devenu par l'abus qu'on en a fait, la source des erreurs les plus dangereuses (4) ». Ces erreurs dangereuses selon Gin, sont l'amour de la liberté et le goût des institutions britanniques (5), que Montesquieu a favorisé et par des complaisances réelles, et par l'ambiguïté d'un langage souvent mal compris : « il avoit prévu ce qui est arrivé,

(1) « *Les Vrais principes du Gouvernement François* démontrés par la raison et par les faits, par un François » [127]. Il y eut trois éditions : 1777, 1782, 1787.

(2) Voir, contre les philosophes, ses *Nouveaux mélanges de philosophie et de littérature* [126], Paris, 1785.

(3) En 1774, il avait rédigé un mémoire contre le rappel de l'ancien parlement, mais cet ouvrage ne put être imprimé, et courut sous forme de copies. (*Efforts de la liberté* [280], t. V, vol. III, *Réponse au mémoire de Gin*, p. 57.)

(4) *Vrais principes* [127], p. 15.

(5) *Ibid.*, p. 16.

que les lecteurs superficiels, perdant de vue et l'ensemble de ses principes, et la sorte de dictionnaire qu'il s'est fait à lui même, saisiroient des propositions détachées qu'ils détourneroient de leur véritable sens par des paralogismes funestes (1). » La remarque est juste sans doute, mais l'auteur la confirme par son propre exemple, et on pourrait le ranger lui-même parmi les lecteurs « superficiels », ou du moins prévenus. Il songe moins à préciser la doctrine de Montesquieu qu'à la plier, tant bien que mal, aux exigences d'une étroite orthodoxie politique. Il accepte la distinction de la monarchie et du despotisme, qu'il défendra contre Linguet et même contre Voltaire (2) ; et sa conception de la monarchie suppose, comme celle de Montesquieu, la souveraineté du prince, l'autorité des lois fondamentales, l'attribution aux corps politiques du droit de remontrance et du dépôt des lois (3). Mais s'il admet des garanties contre le despotisme, on le sent en perpétuelle défiance des traditions et des sentiments qui les rendraient efficaces ; elles sont chez lui si prudemment ménagées, si jalousement restreintes, affaiblies par tant d'exceptions et de limitations, qu'elles se réduisent à une ombre vaine. Il ne range point la noblesse, — parfois si turbulente, — parmi les institutions nécessaires à la monarchie ; il interdit aux magistrats toute résistance active (4), et s'il maintient le droit d'enregistrement, il l'énervé en le partageant entre plusieurs sortes de tribunaux : ce qui assure au monarque la faculté de les opposer l'un à l'autre, et de s'adresser au plus accommodant (5). L'idée paraît naturelle de la part d'un membre de ce

(1) *Ibid.*, p. 17.

(2) Sur le despotisme, cf. *Vrais principes*, 1^{re} partie, § 5 ; sur Linguet, cf. (dans la 2^e édition), 1^{re} partie, § 1^{er}, remarque, pp. 25, 34 ; — voir, dans la même édition, p. 2, une lettre de Voltaire, sur le despotisme et la monarchie (du 20 juin 1777), et page 7, la réponse de Gin.

(3) *Vrais principes* [127], 1^{re} partie, § 5 ; cf. § 9, observation I.

(4) *Vrais principes* [127], 1^{re} partie, § 5.

(5) *Ibid.*, 2^e partie, § 9, observation.

Grand Conseil, toujours prêt à rendre aux ministres les services que refusait le Parlement ; Gin ne se montre pas indigne des traditions de docilité qui caractérisaient sa compagnie. Il attribue au roi, dans toute sa plénitude, le pouvoir de juger (1) ; il lui reconnaît le droit de déroger aux formes légales dans l'intérêt de l'État, car des scrupules excessifs de légalité priveraient la monarchie de ses grands avantages : la sûreté et la promptitude dans l'exécution (2). Avantages réels selon Montesquieu, mais qui peuvent devenir funestes si le prince s'affranchit des lois : « Comme cette promptitude pourroit dégénérer en rapidité, les lois y mettront une certaine lenteur... Les corps qui ont le dépôt des loix, n'obéissent jamais mieux que quand ils vont à pas tardifs, et qu'ils apportent dans les affaires du Prince cette réflexion qu'on ne peut guère attendre du défaut de lumières de la Cour sur les loix de l'État, ni de la précipitation de ses Conseils (3). » Ainsi, malgré l'identité de certaines formules, les deux conceptions répondent à des soucis tout opposés : Montesquieu songe à contenir le pouvoir par les corps intermédiaires ; Gin à réprimer les Corps intermédiaires par le pouvoir.

La divergence n'est pas moins nette sur l'histoire de l'ancien gouvernement. Selon Gin, la monarchie française fut absolue dès l'origine, et la théorie qui soumet les rois des deux premières races aux assemblées de la nation, provient d'une fausse interprétation de Tacite et des Capitulaires (4). Bien que cette critique vise surtout Mably (5), elle ne laisse pas d'atteindre la partie historique de l'*Esprit des lois*, et, par réflexion, la partie politique. Les prérogatives personnelles, les droits du

(1) *Ibid.*, 1^{re} partie, observation sur le § 9.

(2) *Ibid.*, 1^{re} partie, § 5.

(3) *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. x, t. I, pp. 195 et 195-196.

(4) *Vrais principes* [127], 2^e partie, § 1.

(5) Cf. *ibid.*, 2^e partie, observations sur le § 1.

Parlement, tous ces correctifs de l'absolutisme, que Montesquieu fondait sur une tradition aussi ancienne que la monarchie, deviennent dans le système de Gin, les pures grâces d'un pouvoir qui veut bien se régler lui-même. Tout en affectant de remettre en honneur les conceptions de Montesquieu, Gin n'en retient, en réalité, que la forme sans la substance. Ce n'est point chez les peuples « gothiques » qu'il cherchait son inspiration ; admirateur de la Chine, il aurait volontiers demandé à Confucius les principes d'un gouvernement paternel et absolu (1). La division des pouvoirs telle que Montesquieu la décrivait en Angleterre, lui semblait le pire des maux (2) ; il ne pouvait l'accepter dans la Constitution française, même sous une forme atténuée.

Malgré ses trois éditions, le livre de Gin ne semble avoir fait ni la gloire de l'auteur ni la force de la monarchie. « Il n'est pas sans mérite, disait de Gin un noveliste en 1785, mais il n'a pas celui de ce siècle (3). » — Plus insignifiant encore est un écrit attribué à Ange Goudar, qui parut en 1788 sous ce titre : « L'autorité des Rois de France est indépendante de tout corps politique. Elle étoit établie avant que les Parlements fussent créés. » Le titre est significatif, mais l'ouvrage lui ajoute peu de chose. L'écrivain se borne à répéter que la monarchie en France eut d'abord tout son pouvoir, que les corps intermédiaires, qui lui doivent leur naissance, relèvent de sa seule volonté. Il invoque ou contredit Montesquieu, selon les besoins de sa cause, sans beaucoup de clairvoyance ni d'originalité. Au reste, ses opinions revêtent

(1) Cf. Sur ce goût de l'absolutisme. *Vrais principes* [127], introduction et 1^{re} partie, §§ 2, 3, 5, 8 (allusions à la Chine), 9, et observations ; § 10 ; 2^e partie, § 12.

(2) *Vrais principes* [127], 1^{re} partie, §§ 2, 9.

(3) *Correspondance Métra* [458], t. XVIII, 21 avril 1785 : « M. Gin, ci-devant avocat, puis conseiller au parlement Maupeou, puis traducteur, puis auteur, s'est mis sur les rangs pour l'Académie. Il n'est pas sans mérite, mais il n'a pas celui de ce siècle. On dit qu'après avoir endormi ses lecteurs, il est juste qu'on lui donne le fauteuil dans lequel les gens de lettres sommeillent à leur aise. » (P. 52.)

la forme la plus absolue : « On sait... que lorsque nos premiers Souverains regnerent dans les Gaules, toute la Nation étoit Peuple, et tous les Peuples étoient serfs. Or, on ne contracte pas avec des serfs (1). »

Cette singulière affirmation heurte la thèse de Montesquieu sur l'origine de la noblesse, thèse que l'auteur déclare fausse, sans prendre la peine de l'examiner (2). Par ailleurs, il cite l'*Esprit des lois* pour montrer que le gouvernement anglais ne conviendrait pas à la France (3), et il se montre résolument hostile à toute innovation : « On ne doit rien changer dans un État qui a subsisté douze siècles dans le même ordre (4). »

Mais pas plus en politique qu'en histoire, son absolutisme intransigeant n'est conforme à l'*Esprit des lois*. Une adaptation tout extérieure, et une imitation maladroite de style, attestent seules l'influence de Montesquieu sur cet ouvrage, apologie mesquine du pouvoir contre les Parlements (5).

Mais la monarchie avait trouvé un défenseur plus habile dans la personne de Jacob Nicolas Moreau. Cet écrivain oublié de nos jours connut en son temps, à défaut de gloire, les solides profits des honneurs officiels. Son *Mémoire sur les Cacouacs* l'avait désigné à la haine des Encyclopédistes (6), lorsqu'en 1759, M. de Silhouette voulut s'assurer le secours de ses lumières et l'attacher au contrôle général, pour aider le gouvernement à rendre « à l'autorité toute sa vigueur (7) » et pour « diriger l'opinion afin de préparer les voies à la législation (8) ». A

(1) *L'Autorité...* [128], chap. II, p. 6.

(2) *Ibid.*, chap. III, pp. 6, 8.

(3) *Ibid.*, chap. XIII, p. 70.

(4) *Ibid.*, chap. XIV, p. 73.

(5) Contre les Parlements, cf. *ibid.*, chap. I, VI, XII ; XV, XXIII. Au chapitre XXII, pp. 87-88, l'auteur nie contre Montesquieu la convenance de la vénalité des charges au Gouvernement monarchique.

(6) *Le Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs* parut en 1757. — Sur la haine des Encyclopédistes pour Moreau, cf. les *Souvenirs* de l'intéressé [228], qui exagère peut-être les choses, t. II, pp. 37, 44 sqq.

(7) *Souvenirs* [228], t. I, p. 68.

(8) *Ibid.*, t. I, p. 79.

cet effet, on avait créé et confié à ses soins, sous le nom de Bibliothèque des finances, une ample collection de documents juridiques (1), propre à « fournir à tous les ministres de S. M... les mémoires, renseignements et éclaircissements » que leurs opérations demanderaient (2). En 1763, le gouvernement lui commettait en outre la garde du dépôt des Chartes, destiné à faciliter « à ceux qui voudraient étudier l'histoire et le droit public de France, les recherches qui leur seraient nécessaires (3) ». Véritable ministre de l'histoire, Moreau s'acquitta de sa charge avec un zèle dont témoignent ses œuvres imprimées et manuscrites ; il seconda les luttes du pouvoir contre la magistrature (4), fut l'objet des avances de Maupeou (5), et s'il n'a pas rédigé comme on le crut, l'édit de décembre 1770 (6), il participa l'année suivante à la « recreation » du Parlement de Provence (7), qui entraînait dans les plans du chancelier. En 1774, le titre d'historiographe de France récompensait un zèle dont l'expression littéraire suivit bientôt (8). Entre

(1) *Ibid.*, t. I, p. 70.

(2) Isambert et Decrusy, *Anciennes lois* [425], t. XXII, p. 398. Ce sont les termes de l'arrêt du 18 janvier 1764, transportant la bibliothèque des finances dans un dépôt particulier à la bibliothèque du Roi. Moreau devenait « conseiller garde des archives et bibliothèque » des finances du Roi.

(3) *Souvenirs* [228], t. I, p. 130. — En 1781, les deux dépôts furent réunis en un seul, sous le nom de « Bibliothèque de législation, administration, histoire et droit public ». (*Ibid.*, t. II, p. 337.) L'arrêt du 10 octobre 1788 sanctionna cette réunion et fixa le règlement de cette bibliothèque, dont Moreau conservait la garde. Elle sera ouverte, est-il dit, « non seulement aux ministres de S. M. et à ceux qui, sous leurs ordres, seront chargés de quelque partie d'administration générale, ou de quelques opérations ministérielles et particulières, mais à tous les savants et jurisconsultes qui, chargés par le Chancelier ou le Garde des Sceaux de France, de travaux ou d'ouvrages utiles à la législation, à l'histoire et au droit public, seront payés aux frais de S. M. » (*Anciennes lois* [425], t. XXVIII, p. 619.)

(4) On trouve à la bibliothèque nationale (volume 1091-1092, de la collection Moreau) des mémoires et autres documents manuscrits qu'il avait préparés à cet effet aux environs de l'année 1760.

(5) *Souvenirs* [228], t. I, pp. 190, 192.

(6) A cette époque Moreau était personnellement en mauvais termes avec le chancelier et se tint à l'écart. (*Souvenirs*, t. I, p. 238.) Il devait refuser un siège au nouveau Parlement de Paris. (*Ibid.*, p. 251, note.)

(7) *Souvenirs* [228], t. I, p. 254.

(8) *Ibid.*, t. II, p. 29.

temps, en effet, Moreau avait gagné la confiance du Dauphin, fils de Louis XV, qui l'avait associé, en 1764, à l'éducation des jeunes princes et lui avait donné l'idée d'un ouvrage qui parut onze ans plus tard, sous le titre de *Leçons de morale, de politique et de droit public puisées dans l'histoire de notre monarchie* (1). Mais ce n'était là que l'ébauche d'une grande œuvre qu'il entreprit sous la même inspiration en 1768 (2), et dont les 21 volumes, s'échelonnant de 1777 à 1789, représentent le plus grand effort de l'apologétique monarchiste à cette époque.

Ces *Principes de morale, de politique et de droit public*, puisés dans l'histoire de France depuis Clovis jusqu'à saint Louis, se réduisent dans le fond à une thèse fort simple : elle consiste à affirmer l'harmonie quasi providentielle de la monarchie française avec les maximes idéales de toute bonne monarchie. L'accord de la politique et de la morale, de l'autorité des princes et de la liberté des sujets, telle est la conclusion que Moreau avait assignée d'avance à cette histoire *ad usum Delphini* (3). Sur les origines du gouvernement français, son érudition est copieuse et son originalité à peu près nulle : il se borne à reprendre les idées principales de Dubos, qui éliminent des anciennes institutions tout élément germanique. Il admet que Clovis entra en Gaule par la conquête ; mais ensuite le vœu unanime des cités lui déféra la toute puissance qu'avaient exercée les empereurs (4). L'administration impériale subsista de l'aveu même des conquérants ; l'apport des Francs se réduit à leurs mœurs barbares, à quelques usages vicieux,

(1) Paru en 1775, 1 vol. in-8°. Cf. *Souvenirs*, t. I, pp. 136-137.

(2) L'idée de ce grand ouvrage avait été aussi donnée par le Dauphin ; après la mort de ce prince, Moreau fut encouragé par le roi à remplir son dessin. (Cf. *Principes* [176], *Avertissement*, t. I, p. v, et discours I, t. I, p. 111, note ; *Souvenirs*, t. I, pp. 137, 177 ; t. II, p. 23.) Le futur Louis XVI, de 1772 à 1774, eut communication du travail de Moreau à mesure qu'il avançait. (*Ibid.*, t. II, pp. 23, 312.)

(3) Cf. *Principes* [176], t. I, *Avertissement*, p. vi.

(4) *Principes* [176], t. I, 1^{er} discours, pp. 299 sqq, 367.

insensés, vexatoires, ferment de désordre qui put troubler, mais sans en détruire les fondements, la majesté de la paix romaine (1). Quand ils suivirent leur génie propre, les Germains ne surent qu'opprimer. L'on ne pouvait opposer de négation plus radicale à la philosophie de l'histoire qui inspire, sous des formes diverses, M^{lle} de Lézardière, Mably et Montesquieu. Moreau se montre particulièrement sévère pour les conceptions de Mably, pour « cette chimère si rebattue (2) » des placités législatifs : il n'en trouve trace ni sous la première ni sous la seconde race, et tout le système élaboré par l'abbé philosophe lui semble aussi faux en histoire que pernicieux en politique (3). Cette doctrine « s'est acquis en France, dit-il, tant de partisans, que, moi-même qui me crois obligé de la combattre, je dois craindre dans ce moment de passer pour un novateur (4) ». Mais elle ne s'appuie, en dernière analyse, que sur la traduction erronée des termes *consensus* et *cætus populi* : le premier désigne, selon Moreau, un simple vote consultatif ; le second, une assemblée municipale et non le corps de la nation (5). Charlemagne, qui avait joué divers rôles chez les historiens du siècle, revêt encore ici un personnage nouveau : il devient le restaurateur de la puissance impériale, et non de la liberté républicaine, le défenseur de l'ordre romain contre la turbulence barbare (6).

Malgré ces opinions si favorables à l'autorité, Moreau, soit conviction sincère, soit habileté d'avocat, se défend de prôner le despotisme. Une dissertation, insérée au commencement de son premier volume (7), reprend la

(1) *Ibid.*, t. III, 3^e discours, 2^e partie, art. 2, pp. 21-22.

(2) *Ibid.*, t. I, « lettre à M. d. L. C. », p. 18.

(3) Cf. *Principes* [176], t. III, 3^e discours, 2^e partie, art. 2, pp. 106 sqq., et t. VII, 9^e discours, 1^{re} partie, pp. 8 sqq.

(4) *Ibid.*, t. VII, 9^e discours, 1^{re} partie, p. 8.

(5) *Ibid.*, t. VII, 9^e discours, 1^{re} partie, art. 3.

(6) *Principes* [176], t. VII, 9^e discours, p. 3.

(7) « Des différences de la Monarchie et du Despotisme, ou lettre à M. de L. C. » [de la Condamine]. Datée de Paris, 2 janvier 1774.

vieille distinction du pouvoir absolu et du pouvoir arbitraire (1), et définit en ces termes les attributs propres à la monarchie :

« 1^o Un corps de loix qui, toujours subsistant, garantit à la Nation la conservation des avantages que le Gouvernement est destiné à protéger ;

« 2^o Un corps de magistrature obligé de veiller, sous les yeux du Prince, au maintien et à l'exécution constante et uniforme de ces loix, ce qu'il ne peut faire qu'en avertissant le Prince et des défauts de la règle même et des inconvéniens de son application (2). »

On peut discerner des souvenirs de Montesquieu dans ces lignes, et plus encore dans les développements de Moreau sur le contrepoids qu'apportent à l'autorité, dans un tel gouvernement, « la conscience publique..., la réaction des agens intermédiaires qui n'ayant par eux-mêmes aucune puissance coactive, se saisissent du plus fort de tous les pouvoirs, lorsqu'ils font entendre aux Rois la voix du seul souverain dont ils ne puissent méconnaître le sceptre (3) ». Mais pour Moreau comme pour Gin, ces « agens intermédiaires » ne se rattachent à aucune tradition d'indépendance : « Il n'y eut jamais en France de puissance intermédiaire qui tint de sa Constitution le droit d'arrêter irrévocablement l'action de la souveraineté (4). » Rien n'a passé chez Moreau de l'esprit féodal de Montesquieu : il reporte à la fin de la seconde race l'origine de la noblesse (5), soumet les Francs au tribut comme les Romains (6), et conçoit le droit de justice comme une simple commission (7). S'il veut bien admettre « avec l'illustre et savant Montesquieu (8) »,

(1) *Principes* [176], t. I, pp. 10 sqq.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 55.

(3) *Principes* [176], t. I, p. 59.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 41.

(5) *Ibid.*, t. III, 3^e discours, 2^e partie, art. 3, p. 273.

(6) *Ibid.*, t. III, 3^e discours, 2^e partie, art. 3, § 2.

(7) *Ibid.*, t. VII, 9^e discours, 2^e partie, art. 3, pp. 337, 339.

(8) *Ibid.*, t. III, 3^e discours, art. I, p. 12.

l'utilité de la division des pouvoirs, il réserve le droit du prince qui en est seul le propriétaire et le distributeur (1). Montesquieu avait reconnu que « dans la Monarchie le prince est la source de tout pouvoir politique et civil (2) », mais ce qui n'était pour lui qu'une maxime récente et à demi-fictive représente pour l'auteur des *Principes* une vérité de tous les temps. Distinguant en homme de loi entre le dépôt et la propriété du pouvoir, il croit que même sous Charlemagne aucune confusion n'était possible :

« Il sera vrai de dire comme l'a écrit le Président de Montesquieu, *que le Roi, la Noblesse et le Clergé avoient, dans leurs mains, toute la puissance de l'Etat* ; mais le Roi l'avoit comme propriétaire, et obligé par les lois éternelles de l'ordre naturel, de n'user de la souveraineté que conformément à sa destination. Les grands et le clergé avoient aussi cette puissance, mais comme dépositaires comptables de son exercice, et comptables au Roi qui l'étoit lui-même à Dieu (3). »

Telle est la loi fondamentale de la monarchie française. Au lieu d'une pluralité originelle de puissances, peu à peu dominées, mais non détruites par la royauté, Moreau n'admet qu'un seul pouvoir, le pouvoir royal, modérant librement son exercice pour le bien des sujets. Toute exception à ce principe n'est qu'usurpation et abus. S'il maintient dans la monarchie les corps intermédiaires, il en fait de simples organes administratifs dont l'origine et le modèle se trouvent dans le régime municipal romain. Il emprunte à l'*Esprit des lois* quelques formules abstraites ; mais l'élément historique et concret des conceptions de Montesquieu, l'idée de la royauté « gothique », mitigée par les survivances de la féodalité, par des vestiges de droits antérieurs, répugne entièrement à

(1) *Ibid.*, t. III, 3^e discours, art. I, p. 13.

(2) *Esprit des lois* [28], liv. II, chap. iv, t. I, p. 119.

(3) *Principes* [176], t. VII, 9^e discours, 2^e partie, p. 220.

son système et à ses tendances. Par sa théorie de l'histoire et ses préférences politiques, Moreau se rattache à la lignée des Dubos et des d'Argenson, aux partisans de la monarchie romaine, bourgeoise et absolue.

Avec la clairvoyance de la haine, les contemporains surent discerner, — et peut-être en l'exagérant, — la signification véritable de l'œuvre de Moreau. En vain s'était-il ingénié à séparer la monarchie du despotisme ; sa distinction trop platonique ne parut qu'une duperie. L'auteur, dont on n'ignorait pas les attaches à la Cour, obtint même difficilement l'honneur d'une critique. En 1775, le comte de Mirabeau railla ses *Leçons de morale* en quelques pages de cet *Essai sur le despotisme* (1), qui déclarait les privilèges nécessaires à la monarchie (2), et qui, effleurant la question de la Constitution française, appelait les États généraux « le rempart le plus respectable de la liberté (3) ». M^{lle} de Lézardière prit la peine de réfuter sérieusement les *Principes*, dans plusieurs annexes de sa *Théorie* (4). En général, on se contenta de mépriser un auteur vénal et servile. Au commencement du siècle suivant, Camus, mentionnant les *Principes* dans sa bibliographie des livres de droit, résumait en ces termes énergiques le jugement de sa génération :

« Je n'indique cet ouvrage que pour avertir ceux qui le liraient, de se tenir en garde contre ses principes et ses assertions. Puisse tout flatteur, tout ambitieux, tout avare qui prostitue ses talents au monstre du despotisme, être méprisé pendant sa vie comme Moreau l'a été pen-

(1) *Essai sur le Despotisme* [166], pp. 202 sqq. (« Un écrivain, plus connu par son dévouement au ministère et par ses ménagemens adroits et lucratifs, que par sa valeur littéraire... », etc.).

(2) *Ibid.*, p. 86 ; cf. p. 195.

(3) *Ibid.*, p. 154. Cf. sur la liberté primitive des Francs, quelques citations savantes, pp. 78, 89.

(4) Cf. *Théorie* [155], t. I, pp. 327-328 ; 586-658, t. III, pp. 344-356 ; pp. 371-372.

dant la sienne ! Puisse sa mémoire être flétrie comme l'est celle de Moreau ! (1) »

Ce décri d'une thèse pourtant à demi libérale, et sa faveur auprès d'une Cour qu'elle eût naguère effarouchée, montrent combien l'esprit public, dans les vingt dernières années de l'ancien régime, devenait avide de liberté. Mais en un sens, l'influence de Montesquieu a souffert d'un progrès qu'elle avait favorisé elle-même : les principes monarchiques de l'*Esprit des lois* se déformaient ou s'usaient. A dater de 1771, les publicistes libéraux subordonnent les corps intermédiaires à l'assemblée de la nation ; et les apologistes officiels, s'ils adoptent les formules classiques de la monarchie tempérée, se préoccupent surtout d'en rétrécir le sens et d'en énerver la force.

(1) *Lettres sur la profession d'avocat et Bibliothèque choisie...*, édition de 1805, t. II, pp. 23-24 [196]. — C'est Moreau, selon toute apparence, que vise encore cette allusion de Garat en 1784 :

« Nous nous taisons... sur ces ouvrages de servitude et de mensonge, où l'on trace la morale des Rois en falsifiant l'histoire des Nations ; où, pour apprendre aux Princes à être justes, on leur prouve sans cesse qu'ils sont absolus. » (*Mercure* [469], 6 mars 1784, article sur Chabrit, pp. 26-27.)

CHAPITRE XI

Le double aspect de la « Constitution française »

SOMMAIRE

Double application pratique, après 1771, de l'idée de « constitution française » correspondant à ses deux éléments, aristocratique et national.

1° **L'élément aristocratique.** — Progrès de l'aristocratie au XVIII^e siècle, et notamment sous Louis XVI. Comment les conceptions de Montesquieu ont pu servir à les favoriser.

L'opposition des privilégiés à Turgot. Les idées de ce ministre : absolutisme égalitaire, qui met en péril « l'essence de la monarchie ». Ainsi en ont jugé l'abbé Baudeau, Louis XVI. Résistance du Parlement à l'imposition territoriale, à l'abolition des jurandes, à la suppression projetée des droits féodaux (1776). Le prétexte de la consitution. La monarchie française définie par Séguier.

Opposition à Necker : ses projets d'assemblées provinciales alarment les privilégiés, et notamment les Parlementaires, qui réclament pour leurs droits « constitutionnels ».

Opposition à Calonne et Brienne : mêmes motifs allégués contre l'égalité fiscale et les réformes démocratiques dans l'administration. Condorcet, apologiste du ministère (1788). L'autorité de Montesquieu, favorable aux privilégiés, et ménagée même par leurs adversaires.

2° **L'élément national.** — L'idée des États généraux, émise en 1771, ne pouvait être arrêtée dans son développement et sa diffusion. — Velités diverses de réclamer les États généraux après 1771. — Les Remontrances de la Cour des Aides, 6 mai 1775 : les États, conformes à la tradition, nécessaires par les circonstances. — L'inquiétude confuse de l'esprit public, à la fin du siècle ; que divers courants d'idées s'y entre-

croisent et s'y pénètrent. La tradition fournit des symboles aux conceptions libérales.

L'opposition des privilégiés ne peut se subordonner à des fins exclusivement égoïstes. Dès l'époque de Necker, tendance à élargir le débat. — L'Assemblée des Notables de 1787 : les États généraux proposés contre Calonne, et les effets de cette proposition sur le public.

Reprise officielle de la demande par le Parlement (août-novembre 1787) : la nation a seule droit de consentir les subsides. La monarchie promet les États généraux, sans en reconnaître encore la nécessité légale (novembre 1787). Le Parlement la maintient avec force dans son arrêté du 3 mai 1788, vraie charte des libertés françaises ; ses caractères, et qu'elle consacre les résultats d'une lente évolution. Popularité des magistrats.

La dernière tentative de la royauté contre les Parlements : le « rétablissement » de la Cour plénière (mai 1788) ; le prétexte constitutionnel dont on le couvre ne le fait pas agréer. Protestations des Cours Souveraines, écrits de polémique : la monarchie suppose des « corps intermédiaires », mais aussi et surtout des États généraux. Efforts pour rallier le tiers et l'aristocratie ; la brochure de Barnave.

Succès assez général de ces efforts, malgré l'apparence démocratique de certains actes du pouvoir. C'est la Cour plénière qui excite une répugnance unanime : résistance des ducs et pairs ; remontrances de l'Assemblée du Clergé, qui définit la constitution française selon les idées du jour ; agitation populaire : la Cour plénière apparaît comme un artifice du despotisme. Part de l'influence de Montesquieu dans cet état d'esprit.

La capitulation de l'absolutisme (juin-août 1788) : promesse désormais ferme des États généraux ; adhésion presque complète de la royauté à la thèse libérale. Les « corps intermédiaires » ont en fait travaillé pour les assemblées de la nation.

Vigoureusement propagée, à dater de 1771, par l'action et la littérature parlementaires, l'idée d'une constitution positive, limitant le pouvoir royal, devient sous Louis XVI un élément de la vie publique. Mais son influence s'exerce en deux sens différents : elle favorise à la fois les intérêts aristocratiques et la liberté nationale. Les adversaires du Chancelier avaient réclamé bien des fois, comme des nécessités légales, les prérogatives des corps et des ordres, et le droit du peuple à une part du pouvoir souverain : ils en faisaient deux caractères inhérents à la monarchie, deux garanties contre l'arbitraire, solidaires par leur origine et leur objet. La conception générale du gouvernement français qui se déga-

gea de ces controverses, put donc servir à double fin, prolonger les survivances du moyen âge et préparer les temps nouveaux, retarder l'égalité civile et précipiter la chute du pouvoir absolu. Pour qui regarde les doctrines, ces deux modes d'action ne semblent pas contraires, mais bien corrélatifs : leur point de contact logique était l'idée, chère à Montesquieu, selon laquelle le privilège est l'organe de la liberté.

Les sentiments nobiliaires, qui cherchaient leur justification dans l'*Esprit des lois* (1), ne se bornaient pas en général à des manifestations platoniques : ils exigeaient de solides satisfactions. Gentilshommes d'épée et d'Église, écrit en 1766 un abbé plébéien, « s'imaginent être devenus par leur rang des divinités tutélaires. Ils croiroient se deshonorer de se familiariser avec des Roturiers. Ils pensent que l'Être suprême n'a créé ces être subalternes que pour obéir à leur volonté, fournir à leurs besoins, et satisfaire leur caprice (2) ». Les progrès de la philosophie, le goût de la liberté n'atténuaient point l'âpreté d'une noblesse toujours plus avide et plus riche de distinctions, de crédit et de faveur. « Les avantages attachés à la Noblesse, dira Mounier en 1789, bien loin de diminuer dans le XVIII^e siècle,

(1) Un exemple mesquin, mais typique, de l'influence pratique de Montesquieu, nous est fourni par un manuscrit de la Bibliothèque Mazarine (mss. français, n° 3073 [18]). Vers 1767, une querelle de préséance s'étant élevée en Normandie entre les officiers de bailliage et les deux premiers ordres, un certain abbé Lallemant composa un mémoire en faveur de la noblesse et du clergé. Il rattache leurs prééminences aux principes constitutifs de la monarchie française, faisant valoir, d'après Montesquieu, la nécessité des privilèges, l'importance de l'honneur, et jusqu'à l'analogie du gouvernement monarchique au système de l'Univers. (*Prérogatives et dignités du Clergé, de la Noblesse et de la magistrature. Mémoire des députés du Clergé et de la Noblesse de la Province de Normandie en forme d'observation sur la réponse des Officiers du Bailliage de Rouen et des autres juridictions* [18].) Cette controverse obscure mérite d'être citée, comme un présage des conflits plus graves, où l'autorité de Montesquieu a été utilisée pour des fins analogues.

(2) *Eloge de la Roture* [142] (par l'abbé Jaubert) p. 8.

ont fait des progrès très remarquables (1). » Et Grouvelle maudit, la même année, « l'Aristocratie sous toutes ses formes, militaire, ecclésiastique, aulique, judiciaire, féodale, fiscale », comme « l'hydre qui désole la France (2) ». La noblesse n'avait pas reconquis, il est vrai, le pouvoir politique dont l'absolutisme l'avait dépouillée; mais elle dominait sans conteste sur les grands services publics, et avait fermé peu à peu toutes les voies vers les dignités et la puissance aux gens de mérite qui n'étaient pas « nés ». Depuis la fin de Louis XIV, presque tous les prélats sont grands seigneurs; à dater de 1781, il faudra quatre quartiers de noblesse pour devenir sous-lieutenant, tandis qu'en fait, sinon en droit, les exigences des Cours souveraines écartent d'elles les roturiers (3). Souvent enfin, sous Louis XVI, des coalitions de privilégiés l'emportent sur les ministres réformateurs, renversant les Brienne et les Necker, les Calonne et les Turgot. Il y eut certes des causes diverses à cette prédominance de l'aristocratie; mais on peut compter parmi elles les habitudes d'esprit qui lui permettaient d'invoquer à son profit, sans contradiction apparente, les nécessités du bien commun; de s'ériger en protectrice des lois fondamentales; de montrer, dans toute atteinte à ses privilèges, la ruine de la Constitution et de la liberté. De là, le spectacle, étrange pour nous, qu'offre à certains moments

(1) *Nouvelles Observations sur les Etats généraux* [389], p. 202. — Cf. du même : *Recherches sur les causes qui ont empêché les François de devenir libres* [230], t. I, p. 131; et *De l'influence attribuée aux philosophes* [229], pp. 73 sqq. — Voir encore : Roederer, *Esprit de la Révolution* [233], p. 43; et les *Observations sur le préjugé de la Noblesse héréditaire* [392], pp. 26, 29.

(2) *De l'Autorité de Montesquieu* [338], chap. xxii, p. 124. Cf. aussi le chap. xiv, *Aristocratie de la Noblesse*. Comparer les paroles de Sieyès sur « cette immense aristocratie qui couvre toutes les parties de la France, qui, par ses membres, atteint à tout et exerce partout ce qu'il y a d'essentiel dans toutes les parties de la chose publique. » (*Qu'est-ce que le Tiers Etat?* [408], chap. II, p. 36. — Cf. encore l'*Essai sur des privilèges* [408], pp. 21, 23.)

(3) Chérest, *La Chute de l'ancien régime* [480], t. I, pp. 14 sqq. — Cf. *Mémoires du marquis de Bouillé* [208], p. 123; Mounier, *De l'influence attribuée aux philosophes* [229], p. 74.

la fin de l'ancien régime : la monarchie devançant l'œuvre de la Révolution ; les améliorations sociales commencées au nom de l'absolutisme, repoussées au nom du droit ; les deux premiers ordres excitant le troisième, et parfois avec succès, à rejeter des réformes qu'il allait bientôt reprendre, et faire aboutir malgré eux.

Les conceptions que Turgot, pendant son ministère, voulut servir efficacement, montrent bien cette dissociation entre l'esprit de liberté politique et celui d'égalité civile. Peu ébloui de Montesquieu (1), disciple indépendant, mais disciple des Physiocrates, Turgot, s'il blâmait la formule du despotisme légal, n'en répudiait pas l'idée. Ses sympathies pour la république restaient d'ordre tout idéal (2), et peu lui importait le législateur, pourvu que les lois fussent « des vérités déduites par la raison des principes du droit naturel (3) ». Persuadé que « les droits des hommes réunis en société ne sont pas fondés sur leur histoire, mais sur leur nature (4) », il ne faisait nul cas des franchises traditionnelles, sentit de bonne heure le danger de l'opposition parlementaire (5), et n'hésita point à nier, dans son *Mémoire sur les municipalités*, l'existence de la Constitution (6). En conséquence, la justice abstraite restait la seule règle de la royauté : « Votre Majesté, tant qu'Elle ne s'écartera pas de la

(1) Voir sa lettre à Dupont de Nemours, du 13 mars 1771 : « Bon Dieu ! les économistes en sont là ! à croire que la loi civile peut être indifférente et qu'il n'y a pas un ordre naturel unique ! Il faut laisser cette sottise à l'*Esprit des lois* dont elle fait le fond ». (*Œuvres*, édition Schelle [193], t. III, p. 477.)

(2) Condorcet, *Vie de Turgot. Œuvres de Condorcet* [100], t. V, pp. 209-210.

(3) *Ibid.*, p. 210.

(4) *Mémoire sur les municipalités, Œuvres de Turgot* [193], t. IV, p. 575. Ce mémoire a été rédigé par Du Pont, mais sur les indications de Turgot. (*Ibid.*, p. 568.)

(5) Voir ses fragments, très courts mais très pleins de sens, sur le Parlement, rédigés vers 1753-1754. (*Œuvres* [193], t. I, pp. 435-436.)

(6) « La cause du mal, Sire, vient de ce que Votre nation n'a point de Constitution. » (*Mémoire sur les municipalités, Œuvres* [193], t. IV, p. 576.)

justice peut... se regarder comme un Législateur absolu (1). » Les assemblées dont il proposait la création en France n'eussent été, ni des pouvoirs politiques, ni des corps doués d'une existence propre et séparés de la nation. Toute division d'ordres aurait disparu dans leur sein ; chargées de surveiller l'administration et d'émettre des vœux, elles eussent représenté l'opinion publique, et supprimé tout autre intermédiaire entre le peuple et le roi. Élimination des corps intermédiaires, égalité sociale, uniformité des lois, les réformes méditées par Turgot eussent effacé du royaume bien des caractères de la monarchie, telle que la conçoit Montesquieu. Le seul trait qui rappelle directement l'*Esprit des lois* dans ses projets, c'est la modération pratique que le ministre entendait garder : il a pu manquer par nature de souplesse et de dextérité ; il n'a point appliqué de parti pris la méthode de la table rase. C'est ainsi que, répondant à l'un de ses contradicteurs, il lui remontrait très fortement les dangers de l'inégalité fiscale, puis s'empressait d'ajouter :

« S'ensuit-il de là qu'il faille détruire tous les privilèges ? Non : je sais aussi bien que tout autre qu'il ne faut pas toujours faire le mieux qu'il est possible ; et que, si l'on ne doit pas renoncer à corriger peu à peu les défauts d'une Constitution ancienne, il ne faut y travailler que lentement, à mesure que l'opinion publique et le cours des événements rendent les changements possibles (2). »

Tant de prudence n'empêcha point ses adversaires de le peindre comme un destructeur téméraire et maladroit. En 1787, l'abbé Baudeau, qui avait pourtant collaboré avec les Physiocrates, parlera du plan de municipalités comme d'« un projet *anti-monarchique* fondé sur

(1) *Ibid.*, p. 576.

(2) Réponse aux observations du garde des Sceaux Miromesnil sur les projets d'édits de 1776 ; *Œuvres* [193], t. V, p. 184.

les idées absolument fausses du républicain genevois, Jean-Jacques Rousseau (1) » ; il accusera Turgot d'avoir altéré « la Doctrine des premiers et vrais disciples du docteur Quesnay et de l'ami des hommes (2) », et oublié que la distinction des états « fait la base des monarchies (3) ». Reproches passablement confus, mais dont le dernier était courant. Louis XVI avait écrit déjà, annotant le mémoire de 1778 : « M. Turgot est l'ennemi de la variété des ordres qui composent les pays d'État, et de la hiérarchie de leurs assemblées, qui... forme la hiérarchie de mes sujets, sans laquelle il ne peut exister nulle part de monarchie (4). » Le ministre n'était pas resté assez longtemps en place pour commencer l'application de ce projet subversif, dont le public ne connut la teneur qu'en 1787 (5) ; mais ses efforts pour atténuer l'inégalité sociale, et notamment l'inégalité devant l'impôt, s'étaient heurtés à une opposition implacable, qui prétendait sauver l'essence de la Constitution, le *palladium* de la monarchie. Au sein même du ministère, le garde des Sceaux Miromesnil objectait au contrôleur « qu'en France le privilège de la noblesse doit être respecté, et qu'il est... de l'intérêt du Roi de le maintenir (6) ». C'était résumer en quelques mots ce que disaient bien des adversaires avec plus de passion et moins de simplicité. En 1776, deux édits de Turgot rencontrèrent au Parlement une résistance acharnée : l'un remplaçait la corvée par un impôt commun à tous les ordres ; l'autre abolissait les jurandes et les corpora-

(1) *Idées d'un citoyen presque sexagénaire* [308], t. III, p. 17.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 27.

(4) *Œuvres de Louis XVI*, p. par Charles Moussy (159), t. II, p. 30.

(5) Le mémoire sur les municipalités fut publié en 1787 par Brissot de Warville, d'après une copie que Clavière lui avait communiquée. Le titre était : *Œuvres posthumes de M. Turgot*, Lausanne (Besançon), 1 vol. in-8°. (Cf. *Mémoires* [209], de Brissot, p. 378.)

(6) Observations de Miromesnil sur les projets de 1776, *Œuvres de Turgot* [193], t. V, p. 182.

tions : double atteinte à cette gradation traditionnelle, à ce système de corps superposés, qui faisait, selon Montesquieu et ses disciples, la charpente même de la monarchie. On a vu quels écarts de frénésie haineuse inspirait au comte du Buat la perspective de payer tribut (1) ; contre un tel fléau, le Parlement rassembla ses ressources d'éloquence, de savoir et de philosophie. Il invoqua les principes de l'économie sociale et le plan divin de l'univers (2) ; il représenta que la noblesse, pour la gloire et le bonheur du royaume, devait conserver ses distinctions :

« C'est à son antique constitution que la Monarchie doit son lustre et sa gloire ; c'est la Noblesse qui en a posé les fondements, qui les a élevés, qui les a soutenus... Sans elle, les rois sont sans force, les peuples sans défenseurs.... Si l'on dégrade la Noblesse, si on lui enlève les droits primitifs de sa naissance, elle perdra bientôt son esprit, son courage et cette élévation d'âme qui la caractérise (3). »

Affirmant que depuis l'origine de la monarchie française, les deux premiers ordres n'avaient jamais dû la corvée (4), le Parlement réclamait le maintien de privilèges conformes au droit positif comme à la raison :

« La monarchie française, par sa constitution, est composée de plusieurs états distincts et séparés.

Cette distinction de conditions et de personnes tient à l'origine de la Nation ; elle est née avec ses mœurs ; elle est la chaîne précieuse qui lie le souverain avec ses sujets (5). »

Mais c'est l'avocat général Séguier, orateur ampoulé qui faisait sourire Voltaire, qui voulut surtout revêtir

(1) Cf. ci-dessus au chap. v., p. 259 et notes.

(2) Voir les Remontrances du 4 mars 1776, Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 279.

(3) *Ibid.*, p. 288.

(4) *Ibid.*, pp. 281-282.

(5) *Ibid.*, p. 287.

des splendeurs de la rhétorique cette philosophie de l'inégalité. Il protesta, au lit de justice du 12 mars, contre la suppression des jurandes, et prononça un panégyrique de la constitution traditionnelle, qui semble répondre d'avance au mémoire sur les municipalités. Là où Turgot ne voyait que l'œuvre de la discorde et du hasard, il montrait une sage économie, un harmonieux ensemble de « petites républiques uniquement occupées de l'intérêt général de tous les membres qui les composent (1) » :

« Tous vos sujets, Sire, sont divisés en autant de corps différents qu'il y a d'états différents dans le Royaume : le Clergé, la Noblesse, les Cours souveraines, les tribunaux inférieurs, les officiers attachés à ces tribunaux, les universités, les académies, les compagnies de finance, les compagnies de commerce, tout présente, et dans toutes les parties de l'État, des corps existants qu'on peut regarder comme les anneaux d'une grande chaîne dont le premier est dans la main de V. M., comme chef et souverain administrateur de tout ce qui constitue le corps de la Nation (2). »

Les métaphores écartées, quand on réduit ces amplifications à leur substance toute sèche, on trouve la maxime de l'*Esprit des lois* : la distinction des rangs est nécessaire à la monarchie. Il faut bien qu'elle ait imposé à l'opinion, puisque le roi lui-même avait eu soin de dire, tout en exigeant l'enregistrement des édits, que son dessein n'était pas de « confondre les conditions (3) » : les principes posés par Montesquieu sur la structure des états monarchiques, semblaient avoir pris force de dogmes officiels. Ils servirent encore à prouver l'utilité des droits seigneuriaux, dont Turgot méditait l'extinc-

(1) Flammermont, *Remontrances* (428], t. III, p. 346.

(2) *Ibid.*, p. 345.

(3) *Ibid.*, p. 325.

tion graduelle (1). Condorcet, dans une brochure probablement inspirée par le ministre, raillait les « profonds politiques » pour qui la prospérité et l'éclat de la monarchie dépendaient du maintien de la main-morte, de la banalité et du banvin (2). Mais le véritable interprète de la pensée de Turgot fut son commis Boncerf, auteur de la brochure célèbre sur les *Inconvénients des droits féodaux*. Rien de moins révolutionnaire que cet écrit qui, à des considérations un peu hésitantes sur l'origine de la féodalité, joignait un exposé ferme, mais modéré, des charges dont elle grevait l'agriculture. L'auteur n'en réclamait point l'abolition immédiate, et affirmait la nécessité d'indemniser les seigneurs :

« Vous réclamez la liberté primitive des fonds, disait-il aux tenanciers ; mais cette directe qui vous grève étant passée dans le commerce par l'adoption qu'en ont fait les loix, elle est devenue la propriété des seigneurs : vous sentez et reconnoissez la nécessité de l'indemniser, s'ils veulent bien y renoncer (3). »

Voilà l'ouvrage que le Parlement flétrit comme tendant « à armer les paysans contre les seigneurs et à fomenter une guerre intestine (4) » ; voilà les « projets effrayants (5) », qui allaient « porter dans les esprits un délire d'indépendance (6) », et arrachaient à Séguier des accents pathétiques sur la fureur de « tout combattre, de tout détruire, de tout renverser (7) ». Opposant à l'esprit

(1) Cf. Condorcet, *Vie de Turgot*, *Œuvres de Condorcet* [100], t. V, p. 141.

(2) *Réflexions sur les corvées* (1775), *Œuvres* [100], t. XI, p. 61. Cf. sur ce point les arguments de Le Trosne, partisan, lui aussi, de l'extinction des droits féodaux. (*Administration provinciale* [302], p. 570.)

(3) *Inconvénients des droits féodaux* [309], p. 21.

(4) Représentations du Parlement de Paris au Roi (pour obtenir la permission de poursuivre Boncerf). Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 358.

(5) Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 358.

(6) Remontrances du parlement de Paris, sur l'interdiction de poursuites contre Boncerf. (Flammermont, *ibid.*, p. 360.)

(7) Réquisitoire de Séguier contre la brochure, en appendice aux *Inconvénients des droits féodaux* [309], p. 67.

d'innovation la prudence tutélaire, qui ménage la convenance des institutions et des mœurs (1), l'avocat général obtint la condamnation d'une brochure « injurieuse aux lois et coutumes de la France », et propre « à ébranler toute la constitution de la monarchie (2) ». Boncerf, décrété de prise de corps, dut à la protection royale de conserver sa liberté (3) ; quant à son livre, il fut brûlé, mais put renaître de ses cendres, s'il est vrai que 32 éditions s'en répandirent, de 1776 à 1791 (4). Il ne faut pas se méprendre, d'ailleurs, sur la portée politique de l'argument de Séguier : il réclame le maintien d'un ordre de choses consacré, d'une de ces distinctions sociales que Montesquieu croyait favorables à l'esprit de la monarchie ; il ne songe pas à relever la puissance des hauts barons qui faisaient la guerre et battaient monnaie. La ruine du gouvernement féodal était dès longtemps définitive. Le Trosne s'en prévaut en 1779, examinant « si le rapport de la Féodalité à la constitution de l'État est un obstacle à sa suppression (5) » ; son exposé historique montre que les seigneurs ont cessé de gouverner leurs domaines :

« Il ne reste donc plus de la féodalité que le nom. Est-ce que la constitution de l'État réside dans un nom ? Il n'en reste plus que la partie purement fiscale.

(1) « Chaque peuple a ses mœurs, ses lois, ses coutumes, ses usages ; ces institutions politiques forment l'ordre public ; intervertir cet ordre, c'est souvent toucher à la constitution même du gouvernement... » (Réquisitoire de Séguier, *ibid.*, pp. 66-67.)

(2) Arrêt du Parlement de Paris, du 23 février 1776. (*Appendice aux Inconvénients des droits féodaux* [309], p. 71.)

(3) Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, pp. 367-368.

(4) *Récit et réfutation de quelques calomnies* [315], p. 2. Cet écrit est de Boncerf lui-même, mais il reproduit en cet endroit les paroles d'un tiers. Pour la période qui va de 1776 à 1791, la Bibliothèque Nationale possède six éditions de la brochure sur les droits féodaux.

(5) *Dissertation sur la féodalité, dans laquelle on discute son origine, son état actuel, ses inconvénients et les moyens de la supprimer* ; 1^{re} partie, chap. I, p. 617. (Annexe au *Traité de l'Administration Provinciale* [302], 1779. La vente de l'ouvrage fut interdite à Paris, si l'on en croit Brissot, (*Œuvres posthumes de M. Turgot* [312], p. 114.)

Est-ce que la constitution de l'État seroit attachée à cette fiscalité ? (1) »

Les privilèges seigneuriaux n'étaient guère que des titres de rente, plus flatteurs pour la vanité. La noblesse n'y voyait plus un instrument de domination, et elle les défendra, dans ses cahiers de 1789, comme une partie de la propriété, non comme un pouvoir politique (2). Si l'esprit féodal vivait en elle, et regrettait les droits régaliens, c'est sous une forme nouvelle qu'elle voulait s'en dédommager. Les partisans les plus convaincus de la féodalité étaient peut-être des jurisconsultes, capables de trouver des douceurs dans ses épineuses subtilités, et de discerner à l'occasion l'apologie historique qui était en germe dans l'*Esprit des lois* (3). Mais on ne voit pas qu'un désir de restauration féodale se soit précisé dans l'opinion (4). Les privilèges seigneuriaux se rattachaient à la constitution de l'État, au même titre que les immunités fiscales : comme des coutumes anciennes et des éléments d'inégalité.

D'ailleurs, la résistance opposée aux projets de Turgot garde un caractère d'étroit égoïsme. Les principes constitutifs de la monarchie n'ont guère fourni qu'un prétexte qui laisse apercevoir aisément les véritables motifs : les

(1) *Dissertation sur la féodalité...* [302], p. 625.

(2) Ce point de vue était conforme à celui de Le Trosne, qui propose le rachat graduel, et non pas l'abolition brutale des droits féodaux. (Cf. *Administration provinciale* [302], liv. IX, chap. xx, p. 570.)

(3) Le Trosne, parlant d'éteindre les droits féodaux, prévoit l'indignation des jurisconsultes : « Sans doute les Jurisconsultes, qui regardent les matières féodales comme la plus belle partie de notre Droit François, frémiroient à cette proposition. Ils ne pourroient se consoler de voir mis de côté tous les travaux de tant d'habiles gens qui ont pâli sur cette matière... Mais quelles ne seroient pas leurs alarmes sur la constitution même de la Monarchie !... » (*Administration Provinciale* [302], liv. IX, chap. xx, p. 570.)

(4) Si l'on en croit Weber, les Parlementaires eux-mêmes n'étaient pas tous favorables au maintien des droits féodaux : peu de temps après la condamnation de Boncerf, un certain nombre de conseillers de la Chambre des enquêtes, — la partie jeune et frondeuse du Parlement de Paris, — se ligüèrent entre eux pour donner toujours gain de cause aux vassaux dans leurs procès contre les Seigneurs. . . (Mémoire [243], t. I, p. 179.)

intérêts menacés du clergé, de la noblesse et d'une partie de la bourgeoisie. Il ne semble pas que ces alarmes sur les lois fondamentales menacées aient beaucoup ému le grand public. Séguier eut beau élever le ton, des rimeurs chançonner le ministre qui voulait « détruire tous états..., même la magistrature (1) », l'on ne put reproduire contre Turgot le mouvement d'opinion libérale qui s'était déchaîné contre Maupeou. Quelques jours après le lit de justice où Séguier s'était prodigué, un observateur note que le peuple prend le parti du ministre contre le Parlement (2) ; et les *Mémoires* de Ségur indiquent qu'une partie au moins de la jeune noblesse admirait en Turgot un réformateur modéré (3). Plus d'un philosophe déplora l'échec du grand esprit qui, en échange de quelques garanties illusoires, aurait pu donner à la France un gouvernement enfin réglé. Mais il reste que l'idée d'une constitution ancienne et vénérable fournit à ses adversaires leur argument de prédilection, celui qu'ils jugeaient le plus propre à justifier leur attitude, à concilier les sympathies, tout au moins à prévenir les méfiances. Et c'est un fait digne de remarque que parmi leurs chefs les plus actifs, figurent le prince de

(1) *Œuvres de Turgot* [193], t. V, p. 474. Voici un autre passage de la même chanson, cité par l'abbé Georgel :

Point de féodalité,
Nous dit-il dans ses brochures ;
Mon cri c'est la liberté,
Turlure ; Hors le roi tout est roture.

(Georgel, *Mémoires* [220], t. II, p. 261). Comparer les ironies de la *Philosophie Turgotine* :

Du même pas marcheront
Noblesse et Roture ;
Les François retourneront
Au droit de nature.
Adieu Parlement et lois,
Les princes, les ducs, les rois.
La bonne aventure.

(*Œuvres* [193], t. V, p. 477). — L'influence de l'*Esprit des lois* se retrouve même dans les chansons.

(2) *Observateur Anglois* [471], 25 mars 1776. T. III, lettre IX, p. 143.

(3) Ségur, *Mémoires* [238], t. I, pp. 40, 97. — Il ne faut cependant pas oublier que Ségur écrit longtemps après les événements, et que ses indications restent assez vagues.

Conti et le conseiller d'Eprémèsnil (1) : deux conservateurs de l'ordre social, deux frondeurs du pouvoir monarchique : l'un avait organisé la résistance au coup d'État Maupeou, l'autre animera la faction qui, en 1787 et 1788, fera reculer l'absolutisme.

La réaction aristocratique qui suivit la chute de Turgot (2) ne fut pas longtemps sans inquiétude. Necker allait bientôt reprendre la lutte contre les privilèges, qu'à défaut même de doctrine la nécessité lui eût imposée. Il savait mieux encore que Turgot les périls de cette entreprise, et, grâce à son habileté cauteleuse, il put se soutenir plus longtemps que son stoïque devancier : « Je sens plus que personne, a-t-il écrit au Roi, la convenance de n'employer que des moyens lents, doux et sages : il faut desirer le bien, y marcher ; mais c'est y renoncer, que de vouloir y atteindre par un mouvement précipité, qui, presque toujours, augmente les obstacles et les résistances (3) ». Mais l'expérience lui montrait les vices d'un état de choses dont il n'admettait pas plus que Turgot la nécessité légale (4). Désireux d'y substituer une organisation plus régulière et plus solide, il conçut un projet d'administrations provinciales, de portée moins vaste que celui des « municipalités », mais analogue dans ses fins : il comportait un système d'assemblées consultatives, dont les membres seraient nommés par le roi selon des règles

(1) Cf. *Œuvres de Turgot* [193], t. V, p. 270. D'après Flammermont, Duval d'Eprémèsnil dénonça au Parlement une brochure de Condorcet favorable aux projets de Turgot, (*Remembrances* [428], t. III, p. 276), et le prince de Conti signala aux magistrats l'écrit de Boncerf. (*Ibid.*, p. 356.)

(2) Voir, sur cette réaction, les lignes de M. Say : « Elle a poursuivi... un but politique général, qui était de consolider le régime et d'en tirer les conséquences les plus extrêmes... La constitution de l'État, refaite avec patience par le Parlement et la noblesse, prenait une forme de plus en plus tangible. La monarchie française dégénérait en une oligarchie de privilégiés. » (*Turgot* [507], p. 186.)

(3) *Mémoire sur les assemblées provinciales*, présenté au roi en 1778. (*Collection complète des écrits pour et contre Necker* [303], t. III, pp. 4-5.)

(4) Voir sa description de l'ancien régime, dans la *Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, p. 42.

propres à établir « un sage équilibre (1) » entre les ordres de l'État. En fait, il s'agissait de favoriser la justice fiscale, de réduire l'influence des privilégiés, et de frustrer le Parlement de son droit de regard sur les finances. Ce dernier point ressort clairement du mémoire que Necker présenta au roi en 1778 : il se plaint des « obstacles » multipliés par « l'existence ancienne des corps intermédiaires (2) », incrimine les préjugés des magistrats, leur ignorance, leur esprit d'intrigue ou de faction (3), et insinue que l'enregistrement des impôts dans les assemblées provinciales permettrait « d'attacher essentiellement les Parlemens aux fonctions honorables et tranquilles de la magistrature », et « de soustraire à leurs regards continuels les grands objets d'administration (4) ». Les privilégiés devaient sentir qu'avec sa modération doucereuse, Necker présentait le programme de toute une révolution. Le mémoire resta d'abord secret, et Necker commença seulement l'application de son système par quelques essais locaux : mais déjà l'institution de l'assemblée du Berry, en 1778, irritait contre lui les aristocrates, que lésait le vote par ordre avec doublement du Tiers (5). Ce fut pis en 1781, quand la publication de son mémoire eut dévoilé contre son gré le secret, déjà soupçonné, de ses intentions (6). Des pamphlets

(1) « Un sage équilibre entre les trois Ordres, soit qu'ils soient séparés, ou qu'ils soient confondus... » (*Mémoire* [303], p. 8.) L'assemblée du Berry (1778), qui devait servir de prototype, se composait de trois ordres distincts, mais votant par tête, avec 12 voix pour le Clergé, 12 pour la Noblesse et 24 pour le tiers état. (De Lavergne, *Assemblées provinciales* [493], pp. 19-20.)

(2) *Mémoire sur les assemblées provinciales* (Collection [303], t. III), p. 13.

(3) *Ibid.*, pp. 16-17, 25-26.

(4) *Ibid.*, p. 26. Voir aussi le livre de l'*Administration des finances* [301] (1784), t. II, chap. VIII. Necker s'efforce d'y atténuer, par des explications assez laborieuses, ses critiques sur les Parlements. Il reconnaît « l'importance des corps intermédiaires au milieu d'une monarchie », et leur droit « de porter au pied du Trône des représentations respectueuses » ; mais il souhaite « qu'ils ajoutent à leurs connaissances », p. 303.

(5) De Lavergne, *Assemblées provinciales* [493], pp. 14-20.

(6) Voir les observations rédigées, probablement en 1779, par un magistrat du parlement de Paris, Lefèvre d'Amécourt, sur les réformes

reprochèrent à ce Genevois sa « parfaite ignorance de la constitution françoise (1) », lui remontrant que « la constitution de la France est entièrement opposée à celle d'une république (2) » ; que « dans une Monarchie, il faut connoître la distinction des rangs et les égards dûs aux personnes (3). » On le blâmait d'attaquer, dans les Parlements, un pouvoir « légal et constitutionnel (4) » ; on présageait « avec effroi... la subversion de toutes les formes constitutionnelles (5) ». — « Dans tous les temps », remarque à ce sujet un « Citoyen » sympathique à Necker, « lorsqu'un Ministre des Finances a voulu tenter quelques changemens favorables ou diminuer les profits des gens d'affaires, on les a vus cabaler contre lui, le dénoncer comme un innovateur dangereux, qui tendoit à renverser la constitution; *c'étoient les mots consacrés* (6) ». Mais ce judicieux observateur ne laisse pas de regretter que Necker, en refusant au Parlement un droit inutile peut-être, mais cher à la nation, confirme le principe du pouvoir absolu (7).

Ces objections se renouvelèrent quand Necker, écarté du pouvoir, publia son traité sur l'*Administration des Finances* où il montrait les dangers, plus encore que l'injustice, de l'ancien régime fiscal. Un pamphlet, intitulé *les Francs*, rendait gloire à la « vigilance active » des Parlements, à leur « prévoyance éclairée », à leur

de Necker : il craint que le gouvernement n'utilise les assemblées provinciales « pour se soustraire à l'enregistrement des impôts ». (Ap. Renouvin, *Les Assemblées provinciales* [505], p. 57 ; cf. p. 56.)

(1) *Lettre à M. Necker* (Collection complète [303], t. I, p. 36.)

(2) *Sur l'administration de M. Necker, par un citoyen français*. (Ibid., t. I, p. 5.)

(3) *Lettre de M. Turgot à M. Necker*. (Ibid., t. I, p. 6.)

(4) *Lettre d'un bon Français* (1781). (Ibid., t. III, p. 7.) — Nous ne connaissons pas d'usage antérieur du mot *constitutionnel*.

(5) *Lettre de M. le marquis de Caraccioli à M. d'Alembert* (1781). (Ibid., t. III, p. 11.) Quérard attribue cette lettre au marquis de Gri-moard ; la *Correspondance de Métra* [458], du 11 juin 1781, nous apprend qu'on la croyait de Beaumarchais. (T. XI, p. 299.)

(6) *Observations modestes d'un citoyen* (1781), (Collection complète [303], t. III, p. 22. Les italiques sont dans le texte.)

(7) *Ibid.*, pp. 49-52.

« tendre sollicitude (1) », méconnues par un novateur dont les conceptions genevoises choquaient « les établissements constitutifs de la nation », « fondés sur son caractère distinctif et sur ses mœurs originaires (2) ». Ce dernier grief fut développé par le comte du Buat, dans un livre où, avec la véhémence désordonnée dont on connaît déjà des exemples, il imputait à l'ancien directeur le « crime de lèse-constitution (3) ». L'historien des *Origines*, toujours préoccupé des distinctions primitives, et cherchant le passé dans le présent, ne voulait voir dans ses contemporains que les fils des hommes libres, des lètes ou des serfs; Necker, ayant parlé d'« adoucir (4) » les privilèges pécuniaires lui parut s'insurger follement contre l'ordre naturel des choses. Ignorant « notre Histoire, notre constitution, nos formes, notre agriculture, notre manière de posséder, et le génie politique de notre nation », cet étranger a regardé « le Royaume comme un grand domaine, la Nation comme un peuple de Fiscalins, notre droit public comme le résultat de nos édits bursaux (5) »; il a préparé à la fois la république et le despotisme (6), par « un plan de nivellement (7) », contraire à l'essence de la monarchie. Cette critique banale dans le fond, bizarre dans la forme, sibylline pour quiconque ignore les théories historiques de l'auteur, ne pouvait obtenir grand succès. La *Correspondance* de Métra mentionne le livre d'« un M. de Buat », comme un ouvrage « d'une platitude inconcevable », un « assemblage monotone d'inepties incohérentes », qui reçoit seulement un petit nombre d'approbations intéressées (8). « Tous les

(1) *Les Francs* [306] (1785), pp. 115-116.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Remarques d'un Français* [316] (1785), p. 11.

(4) *Administration des Finances* [301] (1784), t. III, p. 151.

(5) *Remarques d'un Français* [316], p. 13.

(6) *Ibid.*, p. 13.

(7) *Ibid.*, p. 122.

(8) *Correspondance* [458], t. XVIII, 14 avril 1785, p. 37. Au contraire,

gens instruits, ajoute le novelliste, les gens occupés de la félicité publique et le peuple en général, persistent dans leur attachement et leur respect pour M. Necker (1) ». Soulavie montre que l'opposition à Necker liguait la finance, l'administration, le haut clergé et la magistrature (2) : il ne dit pas que la nation y ait participé. « Ce qu'on abhorroit dans M. de Maupeou, écrit en 1781 un ennemi du Directeur, on l'adore dans M. Necker (3). » Même un magistrat éclairé, libre admirateur de Montesquieu, Dupaty, parcourant l'Italie en 1785, se plaisait à trouver chez un libraire de Rome « ce grand présent fait aux empires, l'*administration des finances* (4) ». Néanmoins, l'intention trahie par le mémoire, d'abolir le contrôle des Parlements, semble avoir mis en défiance des hommes de très bonne foi. En 1787 encore, un « républicain » peu entêté des privilégiés et des privilèges, trouvait ce projet trop commode pour les caprices du pouvoir : « L'article du Parlement est le morceau qui a le plus généralement révolté dans le mémoire de M. N... Je crois avec le Parlement et les patriotes français, que l'opposition des Parlemens a souvent arrêté l'injustice et l'oppression des Ministres des finances (5). » La liaison des privilèges avec la « constitution de l'État », — c'est-à-dire avec un ensemble de coutumes et de préjugés qui

le livre de l'*Administration des Finances*, paru en 1784, avait remporté un grand succès de librairie ; d'après M^{me} de Staël, on en vendit 80.000 exemplaires. (*Considérations sur la Révolution française* [242], t. I, 1^{re} partie, chap. IX, p. 62.)

(1) *Correspondance* [458], t. XVIII, 14 avril 1785, p. 37.

(2) Soulavie, *Mémoires historiques* [241], t. IV, p. 135. Cf. aussi Weber, *Mémoires* [243], t. I, pp. 193-195 ; M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. VIII, t. I, pp. 57-60.

(3) *Lettre de M. le marquis de Caraccioli* (*Collection complète* [303], t. III, p. 13).

(4) *Lettres sur l'Italie en 1785* [214], lettre LXVI, t. II, p. 7. Le même Dupaty disait du président du Sénat de Nice : « Il ne manque ni d'esprit ni de connoissances : en voici une preuve. Il admire Montesquieu... » (*Ibid.*, lettre V, t. I, p. 20.)

(5) *Observations d'un Républicain...* (Brissot de Warville), dans les *Œuvres posthumes de M. Turgot* [312], 1787, pp. 130-131-132.

pouvaient parfois entraver l'arbitraire, — créait réellement un obstacle à leur suppression : l'accusation de despotisme, si facilement répétée contre les réformateurs, les vouait aux soupçons sinon à la haine, et de ce fait, l'appui qu'ils cherchaient dans l'opinion nationale, contre les cabales de l'oligarchie, leur manqua toujours plus ou moins.

Calonne en fit après Necker l'épreuve d'autant plus cruelle que son passé et son caractère ne garantissaient pas ses intentions. Quand, tous expédients épuisés, il réunit les notables en 1787, ce fut pour tâcher de leur faire admettre « la nécessité de donner une constitution à la Monarchie (1) » : une fois de plus, un ministre dut faire le procès du régime qu'il représentait, en montrer les iniquités, les incohérences, déplorer la « dissonance générale » (2) des privilèges, des droits et des prétentions. Aux difformités de la coutume, Calonne opposait le principe de l'égalité fiscale, inébranlablement fondé sur « la raison, la justice et l'intérêt national (3) ». Sans attaquer « les privilèges d'honneur et de rang qui s'allient parfaitement avec la constitution d'une Monarchie (4) », il prétendait assujettir à l'imposition territoriale les deux

(1) Voir le *Préambule sur l'assemblée des Notables*, du 29 janvier 1787 [314], pièce anonyme, manifestement inspirée par le ministère : le roi, y est-il dit, veut faire connoître à l'Assemblée « la situation du Royaume, bonne et heureuse en elle-même, mais en même tems la nécessité de donner une constitution à la Monarchie, des loix plus analogues à l'état actuel des choses... » (P. 1.) Moreau, dans ses *Souvenirs* [228], t. II, p. 343, semble bien faire allusion à ce *Préambule*, lorsqu'il dit : « Le ministère publiait lui-même que la France n'avait point de constitution, et, à Versailles, sous les yeux et de l'aveu même du baron de Breteuil, ministre de la maison du Roi, on imprimait qu'il fallait saisir l'occasion de lui en donner une. »

(2) « On ne peut faire un pas dans ce vaste royaume, sans y trouver des loix différentes, des usages contraires, des privilèges, des exemptions, des affranchissemens, des droits, des prétentions de toute espèce : et cette dissonance générale complique l'administration, interrompt son cours, embarrasse ses ressorts, et multiplie partout les frais et le désordre. » (*Mémoire sur l'imposition territoriale*, présenté aux Notables [304], p. 14.) C'est le démenti de l'expérience aux abstractions nuageuses de Séguier.

(3) *Ibid.*, p. 19.

(4) *Mémoire sur le remboursement des dettes du clergé* [304], p. 23.

premiers ordres de l'État. Son projet d'administration provinciale, qu'avait inspiré Dupont de Nemours, ne faisait pas de distinction d'ordres ; la propriété seule donnait droit d'y participer ; et le système d'assemblées, découronné, il est vrai, de la « municipalité nationale », rappelait l'unité grandiose de la conception de Turgot (1). Voilà quelques-unes des innovations que le ministre osa présenter à un congrès de privilégiés. Son habileté ne suffit pas à sauver tant de hardiesse, et Calonne succomba, victime de haines et de craintes que couvrit le prétexte de la légalité (2). « Les Notables, écrit l'abbé Papon, employèrent, dans leurs observations, ces mots qu'on a si souvent répétés après eux, de *Loix constitutionnelles de la Monarchie, de constitution et de principes de la Monarchie* (3). » Une brochure sur les *Vrais Principes de la Monarchie française* demanda les pires châtimens contre l'homme d'état sacrilège qui les avait violés (4). Saige écrivait que les privilèges, tenant « à des loix constitutionnelles, et à la gradation des ordres intermédiaires (5) », ne pouvaient être abolis que par les États généraux (6), et soupçonnait dans les administrations provinciales une feinte du despotisme pour évincer le Parlement (7). Lorsque Brienne, ayant succédé à

(1) Cf. De Lavergne, *Assemblées Provinciales* [493], pp. 102 sqq. ; Renouvin, *les Assemblées provinciales* [505], pp. 80-81. — Dans son traité de l'*Administration provinciale* [302], paru en 1779, Le Trosne proposait un système d'assemblées fondé sur les mêmes principes, mais aboutissant à un « conseil national ». (Liv. II, chap. ix ; liv. V, chap. vi.) L'auteur eût voulu substituer cette organisation uniforme à « ce qu'en France on appe le constitution » (p. 126).

(2) Calonne fut disgracié le 8 avril 1787, mais les Notables siégèrent encore quelque temps. Son successeur, Brienne, qui l'avait vivement combattu, fut obligé de s'inspirer de son programme ; mais les privilégiés ne désarmèrent pas. (Cf. Lavissee, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. V, chap. I et II.)

(3) *Histoire du gouvernement français* (en 1787) [307], p. 23. Cf. Sallier, *Annales* [237], pp. 54, 57.

(4) *Vrais Principes* [318], pp. 1-2, 12-13.

(5) *Fragments politiques*, III, à la suite du *Catéchisme du Citoyen* [190], p. 219.

(6) *Ibid.*, pp. 219-220.

(7) *Ibid.*, pp. 210 sqq.

Calonne, voulut faire vivre des assemblées conçues selon le même esprit (1), il se heurta, dans certaines provinces, au souvenir toujours vivace des anciens États particuliers (2), et en général à l'idée que la distinction « constitutionnelle » des trois ordres devait être respectée : « On a dit que la constitution de la monarchie française exigeait qu'il y eût dans les assemblées trois ordres séparés », écrit Condorcet dans un ouvrage qui est pour une part la défense du gouvernement contre l'aristocratie (3). Défense ingénieuse où ce mathématicien politique voulut se donner le plaisir de mettre l'histoire de son côté : à la distinction des trois ordres, datant de Philippe le Bel, il opposa l'égalité, — réelle ou supposée, — de l'ancienne constitution franque :

« Pourquoi ces amateurs si zélés des institutions antiques ne s'arrêteraient-ils jamais qu'à celles qui sont absurdes ? Pourquoi ne réclameraient-ils pas l'ancienne constitution, où tous les Français libres jouissaient des mêmes droits ? Est-elle vicieuse à leurs yeux depuis que tous les habitants du territoire de la France sont

(1) Sur ce plan, qui comportait le vote par tête, cf. Renouvin, *Assemblées Provinciales* [505], pp. 102 sqq.

(2) Il n'y eut de résistance matérielle que dans les ressorts des Parlements de Grenoble, Besançon et Bordeaux : à Grenoble, elle fut universelle ; à Besançon, il y eut conflit entre les ordres ; à Bordeaux, le Parlement surtout entra en action. (De Lavergne, *Ass. prov.* [493], chap. xxiv, xxviii, xxix.) Il faut noter que la réforme n'était pas applicable dans les provinces où les États particuliers subsistaient encore. (*Ibid.*, chap. v, p. 106.) Turgot, Necker, avaient pris des précautions analogues : leurs projets d'administration provinciale concernaient uniquement les pays d'élection, en attendant que la force persuasive de l'exemple permit de les étendre aux pays d'États. (Cf. Necker, *Mémoire* [303], t. III, p. 19 ; Condorcet, *Vie de M. Turgot, Œuvres* [100], t. V, pp. 119, 124.) Le Trosne prévoit également une réforme graduelle. (Cf. *Administration provinciale* [302], liv. II, chap. v.) On voit la force que gardaient encore les traditions locales, et aussi la sagesse de ces réformateurs du XVIII^e siècle, si décriés aujourd'hui comme d'utopiques logiciens.

(3) *Essai sur la constitution et les fonctions des assemblées provinciales* (1788), 1^{re} partie, art. III. (*Œuvres* [100], t. VIII, p. 157.) Cf. Sallier, *Annales* [237], p. 57.

devenus libres et François ? (Voyez Tacite et les Capitulaires de Charlemagne) (1). »

Ce n'était qu'un trait de polémique, mais adroitement décoché; au surplus, c'est à la raison et à la justice que l'auteur demande ses preuves en faveur d'une représentation égale, uniforme et réglée. Condorcet a introduit dans le même ouvrage une longue critique de Montesquieu, qu'il regarde comme l'appui des préjugés les plus néfastes (2). Et il est vrai que dans les conflits qui, de Turgot à Calonne, avaient mis aux prises les ministres et les privilégiés, l'autorité de Montesquieu avait été précieuse aux intérêts de classe compromis. Il n'était pas toujours cité dans les écrits de polémique, ni toujours pour les mêmes fins (3); mais l'éternel argument des aristocrates, la nécessité des distinctions dans la monarchie, provenait de l'*Esprit des lois* ou lui devait sa valeur. C'est grâce à Montesquieu que ce principe, formulé avec netteté et largement répandu, était devenu une maxime courante, une de ces idées reçues qu'on ne prend plus la peine d'examiner. Les privilégiés en font état comme d'un axiome; le parti adverse ose rarement le contester. Louis XVI, en imposant les édits de Turgot, avait déclaré qu'il ne voulait pas de nivellement; Calonne, en attaquant les exemptions fiscales, admettait encore « les privilèges recommandables par leur ancienneté, et qui ne blessent en rien la jus-

(1) *Essai sur les Assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. III. (*Œuvres* [100], t. VIII, p. 158.)

(2) Après avoir exposé ses vues sur la composition des assemblées, Condorcet ajoute : « On dira peut-être que ces formes démocratiques sont dangereuses dans une monarchie; et il faut avouer que si elles ont en leur faveur l'autorité du marquis d'Argenson, celle de Montesquieu leur est contraire. » (*Essai*, 1^{re} partie, art. IV, *Œuvres* [100], t. VIII, p. 186.) Suit la critique générale, que nous avons analysée ci-dessus, chap. VII.

(3) Une brochure favorable à Calonne (*Vues impartiales sur l'Etablissement des Assemblées Provinciales* [318 bis], porte en épigraphe ces mots de Montesquieu : « On peut lever les Tributs plus forts, à proportion de la liberté des sujets. » (*Esprit des lois* [28], liv. XIII, chap. XII, t. II, p. 61.)

tice (1) ». Une brochure parue sous le titre de *Patriote isolé*, tout en défendant la subvention territoriale, reconnaît que la noblesse doit « remplir les emplois intermédiaires entre le peuple et le Souverain... Or, comme tout emploi a des fonctions particulières, la qualité de celles de la noblesse entraîne de droit des immunités, et l'exempte par conséquent de toutes servitudes personnelles inhérentes à la classe du peuple (2) ». L'abbé Papon, favorable aussi à la réduction des privilèges, ne nie pas en principe leur légitimité : « l'intérêt général veut que la Noblesse soit favorisée jusqu'à un certain point, puisqu'elle est dans une Monarchie, le pouvoir intermédiaire, subordonné, le plus naturel, et qu'elle entre en quelque façon, dit Montesquieu, dans l'essence de ce gouvernement (3). » Il n'est pas jusqu'à Condorcet, si sévère pour l'*Esprit des lois*, qui, en refusant à la noblesse toute prérogative légale, ne reconnaisse l'utilité de ses avantages moraux :

« Ces avantages de la noblesse ne doivent pas être regardés comme un mal en politique : il en résulte une classe d'hommes dont l'éducation doit être plus soignée, et tendre plus particulièrement à rendre les individus qui la composent plus dignes des postes élevés auxquels ils aspirent... il en résulte pour eux une considération personnelle, une sorte de grandeur indépendante des places qu'ils peuvent occuper ; ils sont une espèce d'intermédiaire entre les hommes puissants et les simples citoyens (4). »

Cette prééminence morale n'est-elle pas pour Montesquieu la justification et la fin des privilèges de la noblesse ? Lorsqu'il avoue la nécessité, au moins provisoire, d'une « classe distinguée », qui « oppose à l'abus du pouvoir

(1) *Mémoire sur le remboursement des dettes du Clergé* [304], p. 23.

(2) *Le Patriote isolé* [313], p. 13.

(3) *Histoire du gouvernement* [307], p. 44.

(4) *Essai sur les assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. III, *Œuvres* [100], t. VIII, pp. 162-163.

son honneur ou son orgueil (1) », Condorcet reprend en somme, sous une forme moins positive, la conception de Montesquieu ; mais il oublie que cet honneur même et cet orgueil ont besoin d'une sanction légale : préoccupé de justice abstraite, et de plans de reconstruction, il néglige le frêle avantage qu'une constitution rationnelle rendrait bientôt superflu. Le ministère, moins républicain, adhérerait pleinement en paroles aux principes de *l'Esprit des lois*, et le garde des Sceaux, clôturant l'assemblée des Notables, voulait rassurer les deux premiers ordres sur le maintien de leurs « distinctions » :

« Le roi est bien éloigné, Messieurs, de vouloir donner atteinte à ces formes et à ces privilèges. Il sait qu'il y a dans une monarchie des distinctions qu'il est important de conserver ; que l'égalité absolue ne convient qu'aux états purement républicains et purement despotiques ; qu'une égale contribution ne suppose pas la confusion des rangs et des conditions ; que les formes anciennes sont la sauvegarde de la constitution, et que leur ombre même doit être ménagée, lorsqu'elles sont obligées de céder à l'utilité générale (2). »

Mais quand ces mots furent prononcés, le 25 mai 1787, la nécessité traditionnelle des « distinctions » et des « rangs », allait devenir en l'occurrence un argument secondaire. Dans l'aveuglement de leur résistance aux projets du gouvernement, certains Notables avaient fait valoir, non plus seulement leurs prérogatives, mais les droits de la nation réunie en États généraux. Acte décisif, qui, unissant sous un même symbole des intérêts et des vœux différents, allait confondre pour un instant la cause des privilégiés avec celle du peuple.

Tirée des profondeurs de l'histoire depuis 1771, l'idée

(1) *Ibid.*, p. 163.

(2) *Réimpression de l'Ancien Moniteur* [433], t. I, p. 229.

des États généraux s'était rapprochée du plan de l'action. Les réclamations des Cours souveraines contre le coup d'État Maupeou avaient dans l'opinion publique un prolongement que leurs auteurs ne pouvaient empêcher ; ils étaient entraînés eux-mêmes par un mouvement qu'ils avaient cru diriger à leur gré. Un dialogue des morts, en 1776, représente déjà les Parlements comme réduits à l'impuissance dans les questions fiscales, « où l'on leur a prouvé qu'ils n'avoient autre chose à faire qu'à supplier le Roi d'assembler les États généraux (1). » Leur ambition n'abdiquait pas ; mais il lui fallait de plus en plus, pour séduire le peuple, le prétexte du droit national. Aussi la pensée d'un recours aux États généraux s'est-elle produite plus d'une fois, avant la crise décisive où l'ancien régime devait périr. Si l'on en croit l'abbé de Véri, quelques jeunes conseillers en parlèrent au sujet des édits de Turgot (2), et d'Éprémessnil, d'après Soulavie, voulut en 1777 se faire de la même idée une arme contre Necker (3). Ces initiatives isolées n'engageaient pas la magistrature ; mais à peine rétablie par Louis XVI, la Cour des Aides en corps reprenait la demande que des circonstances critiques lui avaient naguère inspirée. Ses remontrances sur les impôts, du 6 mai 1775, forment un véritable traité de droit public, où l'on admire l'érudition, la profondeur, et le courage contenu de son président Malesherbes (4) : tout en évitant, selon ses principes, les « dissertations inutiles, et peut-être dangereuses (5) », sur les limites

(1) *Dialogue entre Louis XV et le Prince de Conti*, dans l'*Observateur Anglois* [471], t. IV, lettre V, 18 août 1776, p. 77. C'est le prince de Conti qui avoue, dans ce dialogue, l'impuissance des Parlements.

(2) *Journal de l'abbé de Véri*, avril 1776 ; ap. Schelle, *Œuvres de Turgot* [193], t. IV, pp. 626-627.

(3) Soulavie, *Mémoires historiques* [241], t. IV, p. 48.

(4) Elles furent imprimées, avec d'autres remontrances de la même cour, dans les *Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de France en matieres d'impôts*, Bruxelles, 1779, in-4° [311], pp. 628-693.

(5) *Mémoires pour servir* [311], p. 650. Cf. aussi les remontrances du 10 avril 1775, p. 619.

de la souveraineté, il condamnait le « despotisme oriental » avec une précision énergique digne de Montesquieu (1) ; il opposait à cette misérable servitude, la liberté des gouvernements européens, consacrée, chez quelques nations, par des chartes précises, moins nettement définie en France, mais chère au cœur des sujets (2). Puis, une pénétrante analyse de l'état du royaume montrait comment les usages de l'administration, la tyrannie subalterne, l'éviction graduelle des corps intermédiaires ou représentatifs, avaient en fait rapproché la France de la condition de l'Orient. La convocation des États généraux paraissait alors s'imposer d'elle-même, comme le remède naturel du mal une fois connu :

« Nous ne devons point vous le dissimuler, Sire ; le moyen le plus simple, le plus naturel, le plus conforme à la constitution de cette Monarchie, seroit d'entendre la Nation elle-même assemblée, ou au moins de permettre des assemblées de chaque Province : et personne ne doit avoir la lâcheté de vous tenir un autre langage : personne ne doit vous laisser ignorer que le vœu unanime de la Nation est d'obtenir des États-généraux, ou au moins des États Provinciaux (3). »

Ce n'est point un postulat de la raison pure, le terme d'une série de syllogismes abstraits : en 1775, non plus qu'en 1771, Malesherbes ne réclame les États généraux en vertu d'un droit absolu ; il se contente de montrer que la tradition les autorise et que les circonstances les

(1) « On parle souvent d'un genre de gouvernement qu'on nomme le *despotisme oriental* : c'est celui dans lequel non seulement le Souverain jouit d'une autorité absolue et illimitée, mais chacun des exécuteurs de ses ordres use aussi d'un pouvoir sans bornes... Le vice de ce gouvernement est tout à la fois dans la constitution et dans les mœurs... Les peuples qui y sont sujets, n'ont ni Tribunaux, ni corps de Loix, ni représentants du Peuple... Les Peuples soumis à ce genre de despotisme, sont toujours des Peuples en proie à l'ignorance... », etc. (*Mémoires pour servir...* [311], p. 651.)

(2) « En France, la Nation a toujours eu un sentiment profond de ses droits et de sa liberté. » (*Ibid.*, p. 652.)

(3) *Ibid.*, p. 686.

demandent. Dans le même temps, des écrits plus dogmatiques, les *Maximes du droit public français*, les livres de Saige et de Morizot, donnaient un aliment aux curiosités critiques aiguës par le coup d'État Maupeou. Aussi l'assemblée du clergé de France, en 1775, signalait-elle à la vigilance du pouvoir l'« examen curieux et inquiet que personne ne se refuse sur les opérations du Gouvernement, sur ses droits, sur leurs limites (1). » Mais ni les doléances du clergé, ni les *autos da fé* parlementaires n'empêchaient le progrès rapide des doctrines d'opposition. Le libéralisme trouvait faveur dans la noblesse, où il flattait les souvenirs d'une ancienne indépendance, et les rancunes d'un orgueil jadis humilié par les rois (2). Moreau nous dit qu'à la veille de 1789, « les Parlements et la Noblesse avaient été empoisonnés par l'abbé Raynal et l'abbé Mably (3). » En effet, dans le Parlement lui-même, le vieil esprit de corps, frondeur mais égoïste, ne subsistait pas dans son étroite rigueur : s'il prédominait encore dans la Grand Chambre, la jeunesse des Enquêtes y mêlait moins de préjugés et plus de philosophie (4). Quand La Fayette revint d'Amérique, républicain vainqueur des tyrans, « la jeune et bouillante magistrature des Enquêtes » lui fit offrir une place de conseiller d'honneur (5). Weber, qui raconte le fait, ajoute que La Fayette déclina l'offre, mais « se lia dès lors avec quelques-uns de ces magistrats... Il y eut des conférences. On se formoit aux discussions. On rédigeoit

(1) *Procès-verbal de l'Assemblée du Clergé de 1775* [431], p. 263.

(2) Cf. Ségur, *Mémoires* [238], t. I, p. 40 ; t. III, p. 282 ; Bcsenval, *Mémoires* [206], t. II, p. 305.

(3) *Souvenirs* [228], t. II, p. 406.

(4) Cf. Sallier, *Annales* [237], pp. 47, 78 sq. ; — Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 179 ; — Ferrand, *Mémoires* [217], p. 8 ; — Rabaut Saint-Étienne, *Précis historique* [232], p. 66 ; — Necker, *Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, p. 9 ; — Marmontel, *Mémoires* [226], liv. XIII, t. III, p. 135 ; — Mallet du Pan, *Mémoires et correspondance* [224], t. I, p. 143 ; — de Barentin, *Mémoire autographe* [203], p. 87 et note ; — Bouillé, *Mémoires* [208], p. 130.

(5) Weber, *Mémoires* [243], t. I, pp. 178-179.

un corps de doctrine... (1) ». A l'exemple toujours suggestif de la constitution anglaise, s'ajoutait le spectacle des *Insurgents*, établissant la démocratie du Canada jusqu'aux Florides, et prouvant que la liberté peut être un fruit de tous les climats (2). Mais on n'oubliait pas de ce fait les traditions françaises, que les querelles des grands corps et des ministres remettaient au jour si fréquemment ; tous ces éléments se pénétraient dans la conscience publique ; l'amour de la liberté dominait et entraînait tout. En 1783, l'on proposa d'élever à la gloire de Louis XVI « une statue qui le représenteroit élevé sur un bouclier comme les Rois de la première Race, lorsque l'estime du peuple déposoit entre leurs mains l'autorité résidant dans le corps de la nation (3) ». Quelqu'un parla même de placer « sous les pieds des quatre guerriers qui porteroient le pavois », les figures de quatre ministres responsables du coup d'État Maupeou (4). « Ce seroit bien dans le moment où Louis XVI a combattu pour la cause de la liberté..., remarque à ce propos un novelliste, que l'on pourroit espérer de voir le Monarque biffer à jamais cette maxime de ses précédés-seurs : *Notre pouvoir vient de Dieu seul* (5). » La proposition, inspirée peut-être de l'*Inauguration de Phara-mond* ou du *Sacre Royal*, ne pouvait guère avoir de suite ; mais elle montre un rapprochement remarquable entre les impressions de la guerre américaine, les souvenirs du coup d'État Maupeou, et le symboles du passé national. D'ailleurs, on cherchait dans les gouvernements étrangers des exemples à méditer plutôt qu'un modèle à reproduire ; il n'était pas question d'imiter

(1) *Ibid.*, p. 179.

(2) Sur ce dernier point, cf. Garat, *Mémoires sur Suard* [219], t. II, p. 319 ; — Condorcet, *Influence de la Révolution d'Amérique...*, *Œuvres* [100], t. VIII, p. 18.

(3) *Correspondance de Métra* [458], du 1^{er} janvier 1784, t. XV p. 308.

(4) *Ibid.*, p. 308.

(5) *Ibid.*, p. 308.

sans choix et sans adaptation. Un novelliste signale, en 1787, des conférences tenues à Gennevilliers avec l'assistance du duc d'Orléans et de certains parlementaires, afin d'examiner la constitution anglaise et d'y chercher « ce qui pouvoit être applicable à la constitution française et aux circonstances présentes (1) ». Dès 1778, le duc de Choiseul, dans sa retraite de Chanteloup, avait opéré l'amalgame des deux constitutions en un système assez indéci d'États provinciaux, compliqués d'États généraux et d'une Chambre des Pairs (2). Le souvenir encore imprécis des assemblées nationales flottait dans bien des esprits et imprégnait, pour ainsi dire, les divers éléments de l'opinion.

De cette agitation d'idées généreuses et un peu confuses, les privilégiés ne pouvaient s'isoler. La doctrine des corps intermédiaires n'était pas une construction arrêtée et massive, une forteresse impénétrable aux souffles du dehors ; elle tendait comme d'elle-même à se transformer en doctrine des États généraux. Déjà la campagne contre Necker avait commencé à faire renaître les arguments les plus populaires de la controverse sur Maupeou : la *Lettre d'un bon Français* essayait, par les artifices familiers aux parlementaires, de solidariser les Cours souveraines et la nation : « quoique restreint, précaire et révocable, soit par la Nation, soit par leur abdication », le pouvoir des Parlements, disait-elle, « est légal et constitutionnel : il n'émane que de la Nation assemblée (3) ». Un « citoyen » faisait sentir,

(1) *Correspondance* [457], p. par Lescure, 8 décembre 1787, t. II, pp. 206-207.

(2) Voir son projet, d'ailleurs peu détaillé, dans les *Mémoires de Choiseul* [210], pp. 436, 444. (Cf. aussi p. 367, note 1.) Choiseul, croyant en cela suivre Montesquieu, considère la constitution anglaise comme le modèle de la monarchie ; mais il estime, — et sur ce point sa pensée est bien conforme à l'*Esprit des lois*, — qu'une imitation servile du gouvernement d'Angleterre ne conviendrait pas à la situation, aux mœurs et au caractère du peuple français.

(3) *Lettre d'un bon français* (Collection complète [303], t. III), p. 7. — Cf. aussi *ibid.*, p. 8 ; p. 13, note 2. En 1780, l'*Essai sur la dernière révolution de l'ordre civil en France* (histoire de la crise de 1771,

d'ailleurs sans nulle acrimonie, que si l'on supprimait le contrôle parlementaire, il fallait, sous peine de despotisme, restaurer les États généraux : « Pourquoi vouloir priver les François (sans leur rendre les *Etats généraux*) de la forme des enregistrements, surtout pour les Édits bursaux (1) » : forme antique, restée précieuse comme un vestige des droits « dont jouissoient nos pères et qu'ils n'ont jamais cédé (2) ». Bientôt, le « républicain » Brissot de Warville reprochera à Turgot comme à Necker d'avoir fait un crédit trop large au pouvoir absolu (3). D'ailleurs, Necker était tombé avant que l'idée prît consistance ; mais, en 1787, la réunion des Notables ranimait, en pleine crise financière, le souvenir du gouvernement représentatif. Le public ne comprit pas très nettement la différence entre un conseil de Notables désignés par le prince et les assemblées délibérantes dont Boulainvilliers et Mably avaient retrouvé la tradition. « La grande nouvelle du jour, écrivait alors un chroniqueur, est la convocation d'une assemblée nationale, qui produit dans le public la plus vive sensation. On voit avec autant d'admiration que de reconnaissance notre monarque appeler à lui la nation (4). » Un *Préambule* quasi officiel sur l'*Assemblée des Notables* encourageait les confusions en dépeignant, au mépris de l'histoire, Louis XVI et M. de Calonne comme les restaurateurs du Champ de mai :

« Les Assemblées de Notables ou des Citoyens de

très défavorable au Chancelier), avait répété, une fois de plus, qu'en matière d'impôts, les Parlements tenaient leurs pouvoirs des États généraux. (*Essai* [281], t. II, pp. 121-123.)

(1) *Observations modestes d'un citoyen* (*Collection complète* [303], t. III), p. 51. (Les italiques sont dans le texte.)

(2) *Ibid.*, p. 51.

(3) *Observations d'un républicain* (1787), dans les *Œuvres posthumes de M. Turgot* [312]. Cf., pp. 113 sqq ; 130-131 ; 140-141 ; 142 sqq., etc.

(4) *Correspondance* [457], p. par Lescure, du 3 janvier 1787, t. II, p. 93. Cf. aussi, du 10 janvier : « La grande nouvelle de l'Assemblée nationale absorbe ici toutes les autres. » (*Ibid.*, p. 94.) Saige s'efforça de dissiper cette confusion. (*Fragments politiques*, III, à la suite du *Catéchisme du Citoyen* [190], pp. 200-201.)

tous les Ordres, appelées *Champs de Mars ou Champs de Mai*, parce qu'elles se tenoient en plein air et aux mois indiqués, ont produit, du tems de Charlemagne, les loix fondamentales du Royaume : elles ont été suivies dans des tems postérieurs d'Assemblées d'États-Généraux, et les ont ensuite remplacées... Il étoit réservé à l'amour pour le bien public, et à la franchise de Louis XVI secondé par un Ministre dont la prudence et la droiture forment le caractère, de faire revivre ces Assemblées si propres à animer le zèle et à cimenter la fidélité de la Nation (1). »

Deux ouvrages reprirent à cette occasion l'histoire des assemblées nationales depuis les anciens Francs : l'un d'eux, malgré son titre d'*Essai historique et politique*, se réduit à un exposé de faits très sec et médiocrement exact ; l'autre, intitulé *Instruction sur les Assemblées Nationales*, contient quelques développements théoriques, et présente l'association du peuple au pouvoir législatif comme essentielle au gouvernement monarchique, et surtout au gouvernement français (2). Une fois de plus, le problème de la Constitution française tirait des circonstances un intérêt aigu. « C'étoit en feuilletant nos anciens matériaux historiques..., dit à ce sujet Moreau, que l'on rappelait ces prétendus Champs de mars et les *cætus populi* dans lesquels nos rois de la première et de la seconde race n'avaient été, selon l'abbé de Mably, que les organes de la démocratie (3). » Jaloux d'éclairer sur ce point la religion des Notables, le fécond historiographe fit imprimer un volume de propagande où, pour soutenir les projets fiscaux du gouvernement (4),

(1) *Préambule* [314], pp. 1-2.

(2) Cf. *Instruction* [310], chap. III et XXV.

(3) *Souvenirs* [228], t. II, p. 343.

(4) *Exposé sur les administrations populaires aux plus anciennes époques de la monarchie* [173]. Cf. pp. 130-131. Moreau dit lui-même dans ses *Souvenirs* que l'ouvrage fut imprimé « pour mettre l'Assemblée des Notables en état de se faire une juste idée des anciens principes de notre gouvernement. » (*Souvenirs* [228], t. II, p. 344.) Le livre porte

il résumait ses idées sur l'origine romaine de la monarchie et le caractère municipal des assemblées primitives. « J'entends invoquer à tout propos, disait-il dans l'*Avertissement*, les prétendus *champs de mars* législatifs de notre première race ... On cite, sans les connoître, les *cœtus*, les *conventus populi*, et ces loix qui se faisoient, *ex consensu populi*... (1). » Mais ces théories républicaines avaient séduit, de son propre aveu, « une foule de gens de bonne foi (2) », et son livre, dont la publication fut retardée ou entravée, ne put dissiper le prestige (3).

Les effets de cet état d'esprit commencèrent de se montrer pendant la session des Notables : on parla de demander les États généraux. C'était un moyen « constitutionnel », une partie de ces « formes légales » si constamment réclamées, propre à satisfaire le goût des nouveautés chez certains, l'esprit de tradition chez d'autres, et le désir à peu près unanime d'embarrasser le gouvernement. Parmi les membres de l'assemblée qui en firent la proposition, Weber mentionne des personnages assez divers par leur origine et leur passé : deux prélats, les archevêques d'Arles et de Narbonne ; le procureur général du Parlement de Provence, et le héros de la guerre d'Amérique, le marquis de La Fayette (4).

le millésime de 1789 ; mais son caractère général et les allusions qu'il renferme indique bien qu'il fut composé à l'époque des Notables. (Cf. encore l'*Avertissement* de l'*Exposé* [173], p. III.)

(1) *Exposé* [173], p. IV.

(2) *Ibid.*, p. IV.

(3) Moreau prétend, dans ses *Souvenirs*, que « cet ouvrage fit la plus grande impression sur tous les lecteurs désintéressés, et menaça de leur chute les systèmes républicains, qui déjà avaient pris une grande faveur... On chercha à effrayer le libraire chargé de l'impression de ce manuscrit, et, après avoir débité une partie de son édition, il m'avertit qu'il avait supprimé le reste. » (*Souvenirs* [228], t. II, p. 344.) Il semble qu'en réalité le livre parut tardivement, et que le millésime de 1789 est véridique. L'*Avertissement* parle de l'occasion de cet ouvrage comme d'un événement déjà un peu lointain : « L'occasion qui me fit entreprendre cette espèce d'extrait... fut l'établissement de nos assemblées provinciales. » (*Exposé* [173], *Avertissement*, p. IV.) On sait qu'il fut question de ces assemblées chez les Notables.

(4) Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 215.

Du Lau, archevêque d'Arles, « aussi imposant par son caractère que par sa vaste érudition », soutint la thèse, déjà courante chez les publicistes, qui exigeait qu'un nouvel impôt fût consenti par les États (1). La Fayette, d'après Weber, alla plus loin : il voulait qu'une délé-gation se rendît auprès de Louis XVI, pour exiger « une grande chartre » garantissant la liberté indivi-duelle et la périodicité des États généraux (2). La majorité n'était pas prête à une démarche aussi risquée, et les Notables en corps ne demandèrent pas les États généraux ; beaucoup d'entre eux, apparemment, se contentèrent d'en murmurer le nom (3). Mais l'idée une fois émise se propagea rapidement. La proposition de convoquer les États, dit l'abbé Papon, « mise en avant dans l'Assemblée des Notables », fut « adoptée avec avidité, et proclamée dans le Public, comme une décou-verte heureuse (4) ». Le même historien blâme les Notables d'avoir inconsidérément répété les mots de *lois constitutionnelles*, de *constitutions* et de *principes de la Monarchie*, sans songer au péril de jeter dans la foule « des mots vides de sens, que chacun pourra expliquer suivant ses intérêts et ses passions (5) ». Le Parlement devait aggraver cette imprudence et en pré-cipiter les suites.

En effet, lorsque Brienne, ayant congédié les Notables, voulut faire enregistrer ses édits par les magistrats, il ne réussit qu'à grossir les conséquences politiques des embarras financiers. Le Parlement osa dire tout haut ce que les Notables avaient murmuré, et reconnaissant enfin sans détours sa propre incompétence, demanda

(1) *Ibid.*, t. I, p. 222.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 229.

(3) Cf. Marmontel, *Mémoires* [226], liv. XII, t. III, p. 128 : « L'humeur gaignoit dans l'assemblée des notables, l'esprit en devenoit mauvais, et déjà on commençoit à y murmurer : « les États généraux. ». Cf. aussi Necker, *Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, p. 17.

(4) *Histoire du gouvernement* [307], p. 100.

(5) *Ibid.*, p. 23.

l'assemblée de la nation, seule capable de consentir l'impôt. Ce n'était encore, dans ses remontrances du 26 juillet 1787, qu'un « vœu » adressé au monarque (1), et appuyé par les exemples de Charlemagne, du roi Jean et de Charles VII (2) ; mais, le 2 et le 6 août, les magistrats proclamèrent le droit de la nation, formel et exclusif (3). On sait quel conflit s'ensuivit entre le Parlement et le ministère, et comment fut arrachée, dans la séance du 19 novembre 1787, la promesse de convoquer l'assemblée nationale dans un délai de cinq ans (4). La royauté n'adoptait pas pour autant les thèses libérales, et le garde des Sceaux Lamoignon, annonçant les États généraux, parlait encore comme Maupeou lorsqu'il brisait les Parlements : confrontant « les demandes des Cours avec les principes de la Monarchie (5) », il réitérait l'affirmation des maximes du droit divin, déclarait le roi législateur sans dépendance ni partage (6), et présentait la convocation des États généraux comme un acte de pure grâce, laissant le prince arbitre suprême des doléances qu'il voudrait bien écouter (7). Il insinuait en passant que les nouvelles administrations provinciales, — si suspectes aux privilégiés — pourraient être avec avantage substituées aux États généraux (8) : la monarchie semblait revenir à sa vieille tactique,

(1) Cf. Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 674.

(2) Cf. *ibid.*, t. III, pp. 674-675. « On ne s'égare pas, disait le Parlement, en marchant sur les pas du héros de la deuxième race qui arracha à l'Europe étonnée le nom de Grand, et qui le méritait sans doute lorsqu'il protégeait la justice et son peuple avec la même main dont il frappait ses ennemis... » (Pp. 674-675.)

(3) « ... La Nation, représentée par les États généraux, est seule en droit d'octroyer au Roi les secours nécessaires ». (*Supplications* du 2 août 1787 ; Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 676.) — « Le principe constitutionnel de la Monarchie française est que les impositions soient consenties par ceux qui doivent les supporter ». (Déclaration du premier président au nom de la Cour, 6 août 1787. Flammermont, *ibid.*, p. 682.)

(4) *Séance royale tenue au Parlement...* [317], p. 14.

(5) *Ibid.*, p. 4.

(6) *Ibid.*, pp. 5-6.

(7) *Ibid.*, p. 6.

(8) *Ibid.*, p. 8.

d'opposer le tiers état à l'aristocratie. Mais le Parlement ne se laissa pas intimider : le 11 avril 1788, il répondait aux réprimandes de Lamoignon par une dissertation historique sur « la Constitution française... née avec la Monarchie (1) », et caractérisée dès l'origine par l'existence de trois pouvoirs : le Monarque, le Champ de mars et la Cour du Roi. « Les suffrages du peuple, les suffrages de la cour étaient pleinement libres : il ne faudrait connaître ni l'esprit des Francs, ni leurs lois, ni leur histoire, pour en douter... *la loi, dit un capitulaire, se fait par le consentement du peuple et la constitution du Roi* (2). » Il est aisé de reconnaître en ces trois pouvoirs les trois éléments dont les magistrats prétendaient composer la souveraineté en France : le roi, les États généraux et le Parlement (3). Ils affectaient de respecter encore l'autorité du monarque comme législateur ; mais cette déférence extérieure ne pouvait, ne voulait même plus tromper personne (4) : effaçant toute distinction entre absolutisme et despotisme, opposant la « volonté publique » à « la seule volonté du Roi », le Parlement changeait la monarchie française en gouvernement mixte. Il acheva de dissiper les équivoques quand, le 3 mai 1788, se sentant menacé d'un nouveau coup de force, il rédigea, toutes chambres

(1) Remontrances arrêtées le 11 avril 1788, sur la séance royale du 19 novembre 1787. Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 727.

(2) *Ibid.*, p. 727.

(3) En fait, c'est surtout du Parlement qu'il est question dans les remontrances du 11 avril ; mais un passage admet le « droit imprescriptible » des États généraux à consentir les subsides. (Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 733.)

(4) « A Dieu ne plaise que ces principes portent jamais atteinte au pouvoir législatif de V. M. ! Le droit de vérifier les lois n'est pas celui de les faire ; mais si l'autorité qui fait la loi pouvoit encore suppléer ou gêner la vérification, celle-ci n'étant plus qu'une précaution dérisoire ou qu'une vaine formalité, la volonté de l'homme pourrait remplacer la volonté publique et l'État tomberait sous la main du despotisme. » (*Ibid.*, p. 732.) Le Parlement dit plus haut : « La seule volonté du Roi n'est pas une loi complète. » (*Ibid.*, p. 727.) Il est clair que, dans ces conditions, le « pouvoir législatif » de Sa Majesté se réduit à celui de proposer les lois.

assemblées et les pairs y séant, cette charte des libertés nationales :

« La France est une monarchie, gouvernée par le Roi, suivant les lois ;

De ces lois, plusieurs qui sont fondamentales embrassent et consacrent :

Le droit de la maison régnante au Trône, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des filles et de leurs descendants ;

Le droit de la Nation d'accorder librement les subsides par l'organe des États généraux régulièrement convoqués et composés ;

Les coutumes et les capitulations des provinces ;

L'inamovibilité des magistrats ;

Le droit des cours de vérifier dans chaque province les volontés du Roi et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont conformes aux lois constitutives de la province ainsi qu'aux lois fondamentales de l'État ;

Le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit en aucune matière devant d'autres juges que ses juges naturels, qui sont ceux que la loi désigne ;

Et le droit, sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté, par quelque ordre que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents (1). »

Cette sorte de testament politique, production de l'ardeur brouillonne du conseiller d'Éprémesnil (2), n'était pas un ouvrage tout d'une pièce : image de l'esprit du temps et de l'assemblée qui l'adoptait, il mêlait des inspirations diverses, alliant aux vieilles traditions chères à la Grand Chambre des souvenirs de ces libertés anglaises et américaines qui séduisaient la jeunesse du

(1) Arrêté du 3 mai 1788, Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 745.

(2) Cf. Lavissee, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. V, chap. II, p. 345.

Parlement (1). Mais le fond n'offrait rien d'essentiellement nouveau. Certes, le temps n'était plus des *Lettres historiques* et des remontrances modérées : les ambitions exclusives qu'autorisait Le Paige, la soumission honorable que les magistrats affectaient d'après Montesquieu, paraissent également abandonnées ; le manifeste de mai 1788 renonce à ces prétentions égoïstes, mais aussi à cette feinte humilité. Le Parlement n'y est plus ce Sénat tout puissant, organe unique et nécessaire de la liberté de la nation ; — le roi n'y est plus ce maître absolu, éclairé, mais non enchaîné dans ses démarches, par les humbles représentations des gens tenant sa Cour. Désormais, le Parlement affermit son droit de contrôle sur la royauté diminuée ; mais il abandonne aux États généraux une part importante de pouvoir. Il admet enfin sans ambiguïté la pluralité des puissances, et commence à en préciser les rapports. Mais ce changement d'attitude, — plus encore que de sentiment, — n'était pas l'effet de quelques jours ; il s'accomplissait peu à peu depuis le milieu du siècle : l'année 1788 n'amène pas une rupture, elle consomme l'achèvement d'une lente maturation. L'élargissement des théories parlementaires, commencé dès avant 1771, accéléré sous l'impulsion du coup d'État Maupeou, trouve enfin sa consécration solennelle dans l'arrêté du 3 mai 1788. Entre temps, l'idée du droit national, énoncée dans les remontrances non sans réticences et timidités, avait été recueillie, développée et mise en jour par les publicistes libéraux. Ainsi s'élaborait la charte que le Parlement entérina le 3 mai. Les points principaux s'en trouvaient déjà dans les *Maximes du droit public français*, le *Catéchisme du Citoyen*, et dans les écrits alors inconnus de M^{lle} de Lézardièrre. Elle constitue un amalgame du privi-

(1) Selon Moreau, d'Eprémesnil aurait été un partisan décidé du gouvernement britannique, comme de « la seule constitution raisonnable ». (*Souvenirs* [228], t. II, p. 416.)

lège et du droit abstrait, un compromis entre les puissances du roi, de l'aristocratie et du peuple, quelque chose d'assez conforme à l'idéal « gothique » que Montesquieu avait défini. Si elle exclut la conception étroite de la monarchie tempérée, c'est pour lui substituer les idées de gouvernement mixte, qui s'étaient formées en partie sous l'influence de Montesquieu.

Il y avait pourtant dans ce mélange quelque chose d'artificiel, et les ennemis des Parlements s'attachèrent à le montrer. Linguet allait relever, dans sa *France plus qu'anglaise*, « l'absurdité des efforts que l'on semble vouloir faire pour transporter en France la constitution d'Angleterre (1). » A demi réconcilié avec « l'anglicisme » (2), mais toujours hostile à Montesquieu, il estimait que les corps intermédiaires, la complication des lois, les privilèges féodaux, tout ce que chérissaient « la robe » et son plus illustre représentant, résistait à l'introduction de la liberté britannique :

« Quoique la *Constitution Angloise* soit louée dans le recueil d'épigrammes politiques intitulé *Esprit des Loix*, le fondement en est destructif de cette *Constitution*. L'ouvrage du Président au Parlement de *Bordeaux* porte tout entier sur l'utilité, sur la nécessité des *Corps intermédiaires* : c'est-à-dire des corps de *Magistrature*, réputés suivant lui les gardiens par essence, et incorruptibles des Loix.

Mais l'essence de l'administration *Angloise* est qu'il n'y ait point de *Corps intermédiaires* (3) ».

De là, l'impossibilité de l'amalgame qu'on feint de vouloir réaliser entre les deux constitutions :

(1) *La France plus qu'anglaise...* [324], Bruxelles, 1788, pp. 111 sqq. Cet écrit, qui paraît dater de la fin de l'année 1788, — au plus tôt, des derniers jours de septembre, — ne vise pas spécialement l'arrêt du 3 mai ; mais il est plein d'animosité contre « la Robe », et plusieurs des critiques s'appliquent à l'état d'esprit qui s'exprime dans l'arrêt.

(2) *La France plus qu'anglaise* [324], p. 114.

(3) *Ibid.*, p. 116. Cf. pp. 117, 121.

« Si vous voulez transporter chez vous l'étrangère, commencez donc par épurer la nationale : dégagez-là de ces entraves gothiques et accablantes qui appésantissent sa marche vers la liberté (1) ».

Avec un pareil esprit d'analyse malveillante, une brochure intitulée *Qu'est-ce que les Parlemens en France ?* critiqua directement les remontrances du 11 avril ; elle montra qu'un système politique, superposant aux États généraux un Parlement à la fois législateur et juge, serait contraire à la saine division des pouvoirs, périlleux pour les droits du peuple, favorable uniquement à l'aristocratie, « qui est le despotisme à cent têtes (2) ». De fait, la Constitution du 3 mai, encore alourdie de privilèges et de corps intermédiaires, pouvait devenir l'instrument d'une jalouse oligarchie. Elle eût risqué de compromettre la popularité des magistrats, si le public s'était arrêté à décomposer leur doctrine et à sonder leurs intentions ; mais il semble que, jusqu'à l'automne de 1788, l'enthousiasme l'ait emporté de beaucoup sur l'esprit critique. Des déclarations parlementaires, on retenait surtout l'article le plus neuf, le plus libéral, celui qui pouvait rallier l'unanimité des esprits : la réclamation des États généraux. Les difficultés inhérentes à leur organisation ne se dessinaient pas encore : en 1787, et dans les premiers mois de 1788, il ne s'agissait pas de déterminer le régime des élections, la proportion des différents ordres dans l'assemblée, leur mode de délibération et de vote ; il fallait s'assurer d'abord de la convocation. Les magistrats qui la réclamaient parurent les tribuns du peuple. Contre des ministres décrédités, contre un pouvoir suspecté dans ses réformes les plus sages, ils incarnaient le mécontentement de la nation, son ardent désir de liberté. « Le Parlement, élevé au plus haut degré

(1) *La France plus qu'angloise* [324], p. 121.

(2) *Qu'est-ce que les Parlemens ?* [407], p. 73. Cf. pp. 58-59 ; 60 sqq ; 66-67, 71-73).

de gloire, devint l'idole des Français » (1). Son exil à Troyes, dans l'été de 1787, révolta la magistrature, agita la foule, et se termina bientôt par un retour triomphal (2). Quelques défiances qui se glissèrent dans le public vers la fin de 1787 (3), n'ébranlèrent pas beaucoup sa popularité, qui, au printemps de l'année suivante, devait s'affirmer avec éclat. Un auteur assez clairvoyant et nullement prévenu appelait alors les Parlements « les représentants de la nation, de fait s'ils ne le sont de droit... » (4). Un miroir où ses sentiments et ses vœux se réfléchissent pour aller frapper sur le Trône (5). » On leur prêtait le dessein d'accomplir « une grande révolution nationale (6) ». A Paris, l'arrêté du 3 mai passant de mains en mains, produisit « la plus vive sensation (7) ». Une commune effervescence animait les privilégiés et le peuple contre le despotisme, en faveur des États généraux et de ceux qui travaillaient pour eux.

Aussi la monarchie se perdit-elle en voulant perdre les Parlements. Les édits du 8 mai 1788 révélèrent un plan, dès longtemps soupçonné, de subversion générale de la magistrature (8) ; Brienne et Lamoignon reprenaient, avec plus de hardiesse peut-être, la tentative du chancelier Maupeou : dépouillés en grande partie de leur juridiction au profit des « grands bailliages »,

(1) Rabaut St-Étienne, *Précis historique* [232], p. 64.

(2) Cf. Lavissee, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. V, chap. II, pp. 337, 340.

(3) Cf. *Correspondance* [457], p. par Lescure, 6 décembre 1787, t. II, pp. 205, 207 ; Rabaut St-Étienne, *Précis hist.* [232], pp. 70-71.

(4) *Correspondance* [457], p. par Lescure, 2 avril 1788, t. II, p. 245.

(5) *Ibid.*, 28 mars 1788, t. II, p. 242.

(6) *Ibid.*, 24 mars 1788, t. II, p. 242.

(7) *Ibid.*, 4 mai 1788, t. II, p. 252.

(8) Voir le Journal de Hardy (B. N., mss. fr. 6686 [4], p. 369), à la date du 12 février 1788. Il annonce avec la plus grande exactitude la réforme qu'on tenta d'introduire quelques mois plus tard. De février à mai 1788, Hardy enregistre à plusieurs reprises des nouvelles du même genre. (Cf. *ibid.*, des 26 février, p. 378 ; 3 mars, p. 383 ; 9 mars, p. 384 ; 23 avril, p. 412 ; 26 avril, p. 415.)

les Parlements devaient céder leur droit d'enregistrement à une « Cour plénière », composée des princes du sang, des pairs, de divers dignitaires, et, — médiocre consolation, — d'un certain nombre de magistrats (1). Mais un trait bien remarquable, dans l'institution de cette cour, est qu'on la donnait pour le « rétablissement » d'un usage constitutionnel. « Nous avons reconnu, déclarait le roi dans son édit, que deux sortes d'assemblées font partie de la constitution française : les assemblées momentanées des représentants de la nation pour délibérer sur les besoins publics et nous offrir des doléances ; et les assemblées permanentes d'un certain nombre de personnes préposées pour vérifier et publier nos lois... Une cour unique étoit originairement dépositaire des lois ; et la rétablir ce n'est pas altérer, c'est faire revivre la constitution de la monarchie (2) ». Ainsi l'on identifiait la Cour plénière à cette ancienne *Curia regis* que les Parlements prétendaient perpétuer ; et la Constitution tant invoquée par la magistrature, devenait le prétexte de son abaissement. Mais cette application nouvelle de l'histoire à la politique n'obtint pas un succès égal à son ingéniosité : les Parlementaires et leurs partisans se lamentèrent plus que jamais sur la ruine de cette constitution française, que l'on disait rétablie ; comme sous le chancelier Maupeou, la hardiesse des critiques répondit à la brutalité des actes ministériels. L'arrêt du conseil du 20 juin, supprimant les « protestations des cours et autres corps et communautés » (3), avoue l'impopularité

(1) Les édits comprenaient en outre plusieurs dispositions pour simplifier l'administration de la justice et adoucir la procédure criminelle. Cf. Lavissee, *o. c.* [494], t. IX, liv. V, chap. II, pp. 346, 348 ; et le livre de M. Marion sur *Le garde des Sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788* [501].

(2) « Édit portant rétablissement de la Cour plénière. » (Isambert et Decrusy, *Anciennes Lois* [425], t. XXVIII, pp. 561-562.)

(3) *Anciennes Lois* [425], t. XXVIII, p. 584. Les exemplaires de ces protestations s'étaient répandus dans le public. (*Ibid.*, p. 585.) Hardy en parle dans son journal à diverses reprises. (Ms. 6686 [4], des 14 mai, pp. 439-440 ; 18 mai, pp. 448, 450 ; 19 mai, pp. 452-453 ; 21 mai,

de la Cour plénière et résume, pour les réfuter, les griefs de l'opposition :

« Les officiers et autres sujets... s'élèvent au-dessus de l'autorité royale, osent juger et proscrire les actes émanés du roi, les déclarer absurdes dans leurs combinaisons, despotiques dans leurs principes, tyranniques dans leurs effets, destructifs de la monarchie, des droits et des capitulations des provinces..., comme si la nation pouvoit jamais croire que le monarque voulût détruire la monarchie ; que le roi qui est venu au secours de ses peuples..., veut changer la monarchie en despotisme (1) ».

La conversion de la monarchie en despotisme, la violation des principes constitutifs, tel fut en effet, en 1788 comme en 1771, le thème des protestations parlementaires ; mais elles eurent quelque chose de plus direct et de plus abrupt. Nul besoin d'allusions timides ou de laborieuses explications : l'affaiblissement de la royauté, les idées déjà répandues sur la Constitution française, permettaient un langage net. Dégagée des précautions oratoires dont on l'embarrassait jadis, la réclamation des États généraux jaillit, immédiate, impérieuse. Quelques jours avant le lit de justice du 8 mai, la Cour des Aides, informée « des dangers dont la constitution française est menacée », et se rappelant « plus que jamais qu'elle doit sa première existence aux États généraux », déclare qu'ils ont seuls le pouvoir de « changer les lois constitutives (2) ». Même fermeté, bientôt après, chez le Parlement de Bretagne, qui arrête : « que l'assemblée générale de la nation est désormais le seul remède aux maux dont elle est accablée (3) », puis, « que les édits...

pp. 454-455, etc. ; ms. 6687 [4], des 26 juin, p. 5 ; 28 juin, p. 8. Le prix de ces feuilles, d'après ses indications, oscillait autour du chiffre de 12 sols.

(1) *Anciennes Lois* [425], t. XXVIII, p. 585. Cf. aussi p. 586.

(2) Arrêté de la Cour des Aides, du 5 mai 1788. (*Recueil des arrêtés...* [329], pp. 149, 150-151.) La Chambre des Comptes et le Châtelet protestèrent aussi.

(3) Du 9 mai 1788. (Dufey, *Remontrances* [426], t. II, p. 459.)

anéantissent les loix les plus anciennes et les plus sacrées de la monarchie ; que les magistrats ne sont que les dépositaires de ces loix, qu'elles appartiennent en propriété à la nation, et qu'aucune puissance n'a le droit de l'en dépouiller (1) ». Le Parlement de Grenoble réclame comme une « maxime constitutionnelle » le droit pour la nation de consentir les impôts (2). Le Parlement de Besançon s'attaque, non sans vivacité, à la thèse historique de l'édit qui *rétablissait* la Cour plénière (3), et accuse les ministres de vouloir « leurrer les peuples (4) » ; s'insurgeant contre les idées d'uniformité (5), il revendique à la fois la « constitution nationale » et les privilèges de la province, les États généraux et les États particuliers de Franche-Comté (6).

La polémique de brochures se nourrit des mêmes arguments : cour « tout à fait inconstitutionnelle (7) », « établissement inconstitutionnel (8) », « système destructeur, attaquant la constitution de l'État (9) », aussi « contraire à notre constitution qu'à notre liberté (10) » : ainsi fut jugée la réforme « fondée, avait dit Louis XVI, sur l'ancienne constitution de nos états (11) ». Le droit public dont ces écrits supposent l'existence réunit les traits essentiels de la charte du 3 mai : dépôt des lois confié aux Cours souveraines, privilèges des provinces, droit des États généraux. C'était plus que Montesquieu

(1) Du 31 mai 1788. (*Ibid.*, p. 470.)

(2) Du 9 mai 1788. (*Ibid.*, p. 485.)

(3) Du 26 mai 1788. (*Ibid.*, p. 488.)

(4) Du 26 mai 1788. (*Ibid.*, p. 488.)

(5) Du 26 mai 1788, *ibid.*, pp. 493-494. (Cf. *Esprit des lois*, liv. XXIX, chap. XVIII.)

(6) Du 26 mai 1788, *ibid.*, p. 497.

(7) *Principes et autorités contre l'Edit de la Cour plénière* [326], p. 49. Cf. aussi p. 6 (*anticonstitutionnelle*).

(8) *Ibid.*, p. 39. Nous ne connaissons, avant 1788, aucun exemple des mots *inconstitutionnel* et *anticonstitutionnel* ; mais à partir de cette date, on les retrouve fréquemment.

(9) Bouteiller, *Examen du système de législation* [323], p. 3.

(10) *Principes et autorités* [326], p. 5.

(11) Édit rétablissant la Cour plénière, *Anciennes Loix* [425], t. XXVIII p. 561.

n'avait demandé en son temps ; mais sur la nécessité des parlements, sur le respect dû aux coutumes et aux prérogatives, on pouvait le citer avec profit. L'usage fait de *L'Esprit des lois* montre que son autorité restait grande, même si une partie de ses doctrines était peu comprise et peu suivie. Les polémistes représentèrent, avec force citations, qu'établir une cour unique pour l'enregistrement des lois, c'était sacrifier au prestige des idées d'uniformité les intérêts des provinces, et imiter le despotisme dans sa brutale simplicité (1). Assimilant la Cour plénière à un simple conseil latine, ils alléguèrent les principes de Montesquieu sur la différence du dépôt des lois et du conseil du prince (2). Les *Reflexions et la Résolution d'un bon roi* prêtaient à Louis XVI un noble repentir : « Tous les États ont besoin d'une Magistrature, faisait-on dire à ce monarque ; elle est un des bases essentielles de toutes les constitutions : l'histoire de tous les Peuples en est la preuve. Rousseau, Montesquieu, Mably me le confirment, et ces trois hommes et l'Histoire ont plus de poids dans mon esprit que ceux qui déclament contre les Conseillers des Enquêtes (3) ». Ailleurs, on évoquait des Champs-Élysées l'ombre de Montesquieu lui-même, indignée contre « ce nouveau *Maire du Palais*, qui... veut aujourd'hui, le glaive du despotisme à la main, trancher le nœud sacré qui lie la nation à son roi, le roi à ses peuples (4) » ; et elle débitait quelques pas-

(1) Bouteiller, *Examen du système de législation* [328], pp. 59, 60-61* et 62 ; *Francques et mœurs* [326], pp. 50, 52 ; *Reflexions d'un citoyen, sur le Remontrant de 1788* [336], pp. 39, 43 (écrit qui porte en épigraphe une phrase tirée de *L'Esprit des lois*, liv. XII, chap. XXIV.) Voir en outre un ouvrage plus étendu, le *Despotisme des Ministres de France* [321], n. 104, pp. 214-225.

(2) Les *Quand, les Si, les Mais, les Car*, dans le *Recueil de Pièces* [328], p. 18 ; Bouteiller, *op. cit.* [326], pp. 54-55, 56-57. Cf. aussi : *Discours sur la constitution française* [334], p. 23 ; *Despotisme des Ministres* [321], t. III, p. 254 ; Barnave, *Esprit des lois*, [322], p. 19.

(3) *Recueil de pièces* [328], pp. 61 sq. Il n'est pas besoin de faire remarquer ce qu'un tel rapprochement entre Montesquieu, Mably et Rousseau a de force, mais aussi de signification. Des auteurs différents dans leurs principes peuvent concorder dans leur influence.

(4) « Très-Humiles et Très-Respectueuses Remembrances de l'ombre de Montesquieu, au Roi. Des Champs Élysées, le 25 mai 1788. » [392], p. 2.

sages de l'*Esprit des lois* sur la nature, les principes et la corruption de la monarchie (1). Mais pour la plupart des auteurs, l'essence de la monarchie ne consiste pas seulement en corps intermédiaires : elle suppose nécessairement la division des pouvoirs, selon le mot de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (2). Ils voyaient ce principe consacré des les origines de la France ; ils voulaient le perpétuer doublement, par le veto des Parlements sur les volontés du roi, par le droit des États généraux à voter les subsides et toutes les modifications à l'ordre constitutionnel (3). Ils utilisaient les historiens, aristocrates et populaires, qui diminuaient le pouvoir royal : on rapprochait Hotman et Boulainvilliers, Le Paige et Mably, comme on essayait de liquer contre Brienne la noblesse, la magistrature et le tiers état (4).

Nulle part cet alliage n'est mieux caractérisé que dans la brochure de Barnave, *Esprit des Edits, enregistrés militairement au Parlement de Grenoble le 10 mai 1788*. Écrivant pour une province où l'opposition fut plus générale et plus acharnée qu'en aucune autre, l'avocat roturier appela le tiers et la magistrature à une défense commune contre un péril commun. L'apparence démocratique de certains actes du ministère ne le fit pas hésiter ; dans les assemblées provinciales, il vit un leurre du despotisme, désireux d'éviter les États généraux (5) ; il refusa

(1) *Ibid.*, pp. 3, 7.

(2) Le mot est cité dans la *Nouvelle Conférence* [325], 1^{er} entretien, pp. 13 et 27 ; dans l'*Examen*, de Bouteiller [323], p. 42.

(3) Arrêt du Conseil d'Etat du Peuple français, dans le *Recueil de Pièces* [324], p. 124 ; Bouteiller, *Examen* [323], pp. 49, 54 ; — *Nouvelle Conférence* [325], 1^{er} entretien, pp. 5 aqq. ; 39, 35. — Cf. le *Despotisme des Ministres* [321], t. II, pp. 179, 213.

(4) Hotman est cité dans la *Nouvelle Conférence* [325], conjointement avec Boulainvilliers et Mably. Les *Principes et autorités* [326], sont des emprunts aux *Lettres Historiques* de Le Paige. Voir aussi, dans le *Despotisme des Ministres* [321], t. II, pp. 38, 49, 51, des citations de Mably et de Boulainvilliers.

(5) *Esprit des Edits* [322], pp. 5 aqq.

d'abandonner des garanties qu'il croyait solides pour ce présent fallacieux :

« Je dirai bientôt que c'est aux États généraux seuls qu'appartient le droit d'octroyer l'impôt, je dirai qu'en leur absence, il n'appartient qu'aux Parlemens d'opposer une résistance efficace (1). »

Quant au *rétablissement* de la Cour plénière, ce n'est qu'une « misérable ruse (2) », un vain artifice pour tromper le peuple sur le principe de « la constitution primitive qui florissoit sous Charles le Grand (3) ». Le public, dont on a escompté l'ignorance (4), ne doit reconnaître pour constitutionnels, dans la monarchie française, que les États qui représentent la nation, les Parlements, qui la défendent et la servent :

« Les Parlemens sont les dépositaires des loix nationales, les Officiers suprêmes de la Juridiction, commis et mandés par la Nation, pour examiner les Loix qu'elle doit consentir, ils veillent à leur exécution et réclament les droits du peuple en l'absence des États généraux, parties élémentaires de la constitution...

Établissement d'autant plus précieux [qu'il est la racine et l'appui de la constitution, c'est ce corps toujours permanent qui, lorsque la liberté mourante, après une longue interruption des Assemblées nationales, est prête de s'abîmer sous la tyrannie, conserve seul dans son sein le germe qui la fera renaître (5). »

Et, intéressant tous les ordres au « rétablissement de la constitution (6) », Barnave se résumait dans ce pressant appel :

« Unissez-vous, ralliez-vous au parti de la Magistrature (7). »

(1) *Ibid.*, p. 7.

(2) *Ibid.*, p. 16.

(3) *Ibid.*, p. 16.

(4) *Ibid.*, p. 16.

(5) *Esprit des Edits* [322], p. 19.

(6) *Ibid.*, pp. 21-22.

(7) *Ibid.*, p. 22.

Les apparences étaient favorables au succès de ces exhortations ; la Cour plénière excitait tant de méfiance et de haine que les apologistes des Édits de mai se contentaient, en général, de louer les réformes purement judiciaires, et passaient sous silence, — si même ils ne la blâmaient pas, — cette malheureuse invention du despotisme ministériel (1). « Il est fâcheux, déclare l'un d'eux dans le *Cri de la Raison*, que le Roi et ses ministres se soient entichés de cette création anticonstitutionnelle, contre laquelle les parlemens, la noblesse, le clergé et le peuple ont raison de jeter les plus hauts cris (2). » Et ce défenseur du ministère, d'accord en l'espèce avec ses ennemis les plus résolus, montre que la Cour plénière ne peut remplacer, ni les États généraux, qui représentent la nation, ni les Parlements qui ont pour eux la possession ancienne et les droits des provinces (3). Quelques écrivains essayaient cependant, sinon de justifier la Cour plénière, du moins d'ébranler le crédit des grands corps qu'on lui préférerait, de rappeler le Tiers au sentiment de ses intérêts propres, méprisés par les Parlements, souvent négligés dans les États. Une *Réclamation du tiers état au roi*, — requête fictive due à la plume d'un libelliste ministériel (4), — demandait pour les roturiers place dans la Cour plénière, et amorçait déjà la querelle du doublement du Tiers (5). L'*Ami du peuple* allait plus loin, et, pour

(1) Cf. Marion, *Le garde des Sceaux Lamoignon* [501], p. 101.

(2) *Le Cri de la Raison* [320], p. 36.

(3) *Ibid.*, p. 36. La clairvoyance de l'auteur a quelque chose de prophétique : « Il paroît donc inévitable que le Roi laisse encore dans le néant sa cour plénière, s'il veut faire exécuter les autres édits, et empêcher une commotion qui pourroit ébranler le sceptre de ses mains. »

(4) Cf. Marion, *o. c.* [501], p. 222.

(5) « Supplions... le Seigneur Roi de statuer : 1° qu'au moins la moitié des membres des tribunaux nouvellement établis ou modifiés seront à perpétuité de l'ordre du tiers ; 2° que nos députés, soit à la cour plénière qui sera régénérée sur ce plan, soit aux États Généraux, seront choisis parmi ces mêmes membres, concurremment avec les maires non nobles, échevins ou conseillers des villes également non nobles, les avocats, les gens de lettres les plus recommandables par leurs lumières et par leurs connaissances politiques. » (*Réclamation du Tiers état au roi* [327], p. 7.)

abolir la prédominance des deux premiers ordres, voulait substituer aux États généraux un nouveau genre d'assemblées nationales où seul le peuple aurait accès (1).

Un grand esprit devait seconder ces velléités de dissidence de toute sa vigueur et sa pénétration : Condorcet préférait, aux formes gothiques des anciens États généraux, l'organisation rationnelle des assemblées nationales récemment instituées. L'opposition ne voulait y voir qu'un moyen d'amuser le peuple pour éviter les États généraux : Condorcet retourna l'argument, et reprocha aux privilégiés de réclamer les États généraux pour éluder des réformes dont leur égoïsme s'alarmait (2). Un peu gêné pour défendre la Cour plénière, il s'efforça d'y montrer du moins une institution indifférente, peut-être meilleure, à coup sûr point pire que le régime qu'elle remplaçait (3); mais surtout il mit en lumière les ressorts secrets de l'opposition :

« Je ne puis applaudir à une demande vague d'états généraux, sans paraître s'embarrasser ni de leur forme, ni de la bonté des résultats ; ...à des réclamations contre la cour plénière, où l'on ne parle point du danger de réunir le droit d'enregistrement aux fonctions judiciaires; à des protestations de provinces, où l'on établit des prérogatives plutôt que des franchises ; où l'on se sépare de la nation française au lieu de s'y réunir ; dans lesquelles on s'appuie moins sur le droit naturel, sur les intérêts des citoyens, que sur des chartres antiques qui, pour la plupart, renferment moins une reconnaissance

(1) Cf. Marion, *o. c.* [501], p. 224.

(2) Voir à ce sujet l'*Essai sur les assemblées provinciales*, 1^{re} partie, art. VII. (*Œuvres* [100], t. VIII, pp. 226 sqq.) ; et les *Sentiments d'un républicain sur les Assemblées provinciales et les Etats-Généraux* (*ibid.*, t. IX, pp. 127 sqq.)

(3) Voir ses *Lettres d'un citoyen des Etats-Unis*, 2^e lettre. (*Œuvres* [100], t. IX, pp. 119 sqq.) ; et surtout les *Sentiments d'un républicain* (*ibid.*, t. IX, pp. 130 sqq.).

des véritables droits de l'homme qu'une promesse de conserver des abus (1). »

Une fois de plus, la critique rationaliste dénonçait le libéralisme historique comme un principe d'illusion ; mais ses efforts ne purent disjoindre la coalition du tiers et de l'aristocratie (2). S'il est vrai que l'indignation contre l'ensemble des Édits de mai ne paraît pas toujours spontanée et unanime (3), celui qui « rétablissait » la Cour plénière choqua vraiment toute la nation. Noblesse, clergé, bourgeoisie, firent en ce point cause commune avec les Parlements. Dès le 8 mai, au sortir du lit de justice, la plupart des ducs et pairs avaient signifié, par une déclaration formelle, leur refus de siéger à la nouvelle cour (4). Le clergé, pour la première fois peut-être dans une affaire laïque, prit parti contre la royauté : son assemblée extraordinaire de juin 1788 adopta, sur la proposition de l'évêque de Blois, M. de Thémynes (5), des remontrances où la Constitution française était définie avec une hardiesse philosophique. Les principes de Montesquieu, naguère accusé devant la Sorbonne d'avoir insulté aux monarchies, y étaient à la fois admis et dépassés :

« Telle est la constitution de ce Royaume, que toutes les loix sont conçues dans le Conseil privé du Souverain, et sont ensuite vérifiées et publiées dans ses Conseils publics et permanens ; les remontrances, les lenteurs et la liberté des cours sont une partie de leur devoir et de leur obéissance... Nous vivons dans un empire tempéré,

(1) *Lettres d'un citoyen des Etats-Unis*, 2^e lettre, *ibid.*, pp. 113 sqq.

(2) Sur l'insuccès des assemblées provinciales devant l'opinion, cf. Renouvin, *les Assemblées provinciales* [505], p. 325.

(3) Cf. sur ce point l'ouvrage de M. Marion, déjà cité [501], et l'étude de M. Carré sur la *Tactique et les idées de l'opposition parlementaire...*, [477], Paris, 1895.

(4) Marion, *o. c.* [501], p. 98.

(5) Le rôle de M. de Thémynes est indiqué par Soulavie, *Mémoires historiques* [241], t. VI, pp. 195-196. L'occasion de ces remontrances était une demande de subsides, adressée par Brienne au Clergé. (Lavis, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. V, chap. II, p. 350.) Mais l'Assemblée en profita pour donner son avis sur les réformes du 8 mai.

qui se régit plutôt par des communications, des rapprochemens et des conseils, que par des exécutions soudaines qui mettent la crainte à la place de la confiance et de l'amour (1). »

Mais si l'effet des remontrances ne peut être que suspensif (2), il est un droit qui limite l'autorité royale : celui de la nation à consentir librement les impôts (3), droit « fondamental et sacré », dont la preuve « se trouve dans nos annales, quand même elle ne seroit pas dans la justice et dans la nature (4) ». Et le clergé évoquait à son tour, non sans reminiscences, peut-être, des derniers livres de l'*Esprit des lois*, les premiers siècles de la monarchie, la liberté du peuple franc, « qui comprenoit si peu cette foule de tributs inventés par le fisc, qu'ils ne les faisoient pas même lever dans les pays conquis » ; — la modération des princes, qui « vivoient de leur domaine et des presents qu'on leur faisoit aux assemblées du Champ de mars » ; — l'« imposante simplicité » des finances de Charlemagne et de l'administration de son palais (5). Il prouvait par cette exemption primitive le droit de consentement libre des États généraux, droit « suspendu », non aboli, par l'interruption des assemblées, et dont un vestige subsiste dans l'immunité du clergé et le contrôle des Parlements (6) :

« Si les Parlemens ont vérifié les loix bursales, ils pouvoient avoir quelque titre apparent et coloré : la nation les avoit appelés une *forme des trois Etats rac-*

(1) *Remontrances du Clergé, assemblée en 1788* [331], p. 2. Cf. *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. X, t. 1, p. 195 : « Les corps qui ont le dépôt des loix, n'obéissent jamais mieux que quand ils vont à pas tardifs... »

(2) *Remontrances du Clergé* [331], p. 10.

(3) « Quand toutes les remontrances sont faites, que toutes les formes sont épuisées, nous pensons que votre volonté réitérée doit être supérieure à toutes les volontés... Mais il est un point sur lequel la Nation a toujours réclamé invariablement son consentement et sa volonté libre : ce sont les impôts ». (*Ibid.*, p. 10.)

(4) *Ibid.*, pp. 11-12.

(5) *Remontrances du Clergé* [331], p. 12. Cf. *Esprit des lois*, liv. XXX, chap. XII-XV ; liv. XXXI, chap. XVII.

(6) *Remontrances du Clergé* [331], pp. 12 sqq.

courcie au petit pied ; quand elle n'est pas assemblée, les Parlemens, qui ont veillé sur ses droits, méritent toute sa reconnoissance (1). »

Tels étant les principes de la Constitution française, le clergé ne dévie pas dans ses conclusions : il souhaite, d'une part, la périodicité des États généraux, conforme aux exemples de Charlemagne (2) ; de l'autre, la restauration de l'ancienne magistrature, seule adaptée aux besoins locaux (3), seule reconnue par la nation :

« Substituer à ces corps, anciens dépositaires des loix et de la confiance publique, une cour unique et dépendante ; qui, sous une dénomination antique, présente une composition et une attribution nouvelle ; transporter en des mains étrangères les droits naturels de la nation qui ne les a jamais aliénés, c'est exciter des allarmes et une consternation qu'il est de notre devoir de déposer dans le sein de Votre Majesté (4). »

Les « alarmes » du clergé étaient bien différentes en 1775, lorsqu'il dénonçait « cet examen curieux et inquiet » porté « sur les opérations du Gouvernement, sur ses droits, sur leurs limites ». Les revendications presque républicaines de l'arrêté du 3 mai reparaissaient dans ces remontrances, qui alliaient les chefs de l'Église aux Parlemens révoltés. Et pourtant cette assemblée même se défendait d'innover en rien ; elle condamnait l'« esprit turbulent du siècle qui va chercher des maximes étrangères, inapplicables aux lieux, aux mœurs et à nos loix... Nous sommes François, Sire, et nous sommes monarchiques : nous ne connoissons pas de plus beaux

(1) *Ibid.*, p. 16.

(2) « Que ces assemblées seroient sur-tout utiles, si elles pouvoient être rapprochées et périodiques !... Charlemagne, malgré ses conquêtes et ses courses rapides de l'Elbe aux Pyrénées, tenoit ses Assemblées nombreuses, fréquentes et célèbres, où se posoient les fondemens de notre police ecclésiastique et civile. » (*Ibid.*, pp. 21, 23.)

(3) Cf. *ibid.*, p. 6 : « Si les nouvelles loix n'étoient pas vérifiées dans les mêmes lieux où les anciennes l'ont été, et où elles sont mieux connues, qui pourroit garantir leurs convenances avec les privilèges, les mœurs et les localités ? »

(4) *Ibid.*, p. 17.

titres (1) ». Réclamer les droits des Parlements et des États généraux, n'était-ce pas ramener le gouvernement à ses principes authentiques, lui rendre, contre le despotisme, la liberté légitime des monarchies ? En un sens, il était vrai de dire que les édits du ministère opéraient une « révolution (2) ». Les théories accréditées sur la Constitution française donnaient aux factions l'appui de la loi.

Les remontrances du clergé, vendues librement 15 sols au Palais-Royal, firent « sensation dans le public (3) », dont elles flattaient les passions. La nation hésitait cependant à condamner en bloc les Édits : un nouvelliste a pu noter, le 15 mai 1788, que l'opinion « semble... prendre un pli favorable au gouvernement (4) » ; quitte à écrire, le 7 juin, que le peuple commence « à murmurer hautement (5) », et, le 6 juillet, que « la fermentation gagne la capitale (6) ». Les excitations du parti parlementaire trouvaient quelquefois le peuple sceptique et irrésolu (7). C'est que les nouvelles lois renfermaient des dispositions excellentes dans l'ordre civil et criminel ; en simplifiant et réglant l'administration de la justice, elles répondaient à des besoins dont les Cahiers de 89 offrent l'expression quasi-unanime. Malgré les cabales de gens de robe intéressés à leur échec, les grands bailliages purent s'organiser dans quelques provinces (8), et Besenval rapporte

(1) *Remontrances du Clergé* [331], pp. 25-26.

(2) « Nous pouvions peut-être espérer que, si pareille révolution devoit jamais s'effectuer, elle seroit la suite plutôt que le préliminaire des États-Généraux ». (*Ibid.*, pp. 2-3.)

(3) *Journal de Hardy* [4], B. N., mss. fr. 6687, p. 5. (Du 26 juin 1788.)

(4) *Correspondance* [457], p. par Lescure, t. II, p. 256.

(5) *Ibid.*, p. 262.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 271. Sans nier la valeur de cette *Correspondance*, on peut remarquer que l'auteur semble, par inclination personnelle, peu favorable aux Parlements ; et que, notant ses impressions au jour le jour, il donne sur l'esprit public des indications nécessairement fragmentaires et heurtées.

(7) Cf. Marmontel, *Mémoires* [226], liv. XIII, t. III, p. 148 ; Mallet du Pan, *Mémoires* [224], mai 1788, t. II, p. 149. — Carré, *Tactique et idées...* [477], pp. 8 sqq. ; Marion, *o. c.* [501], pp. 4 sq. ; 101, et généralement chap. VI-VIII.

(8) Marion, *o. c.* [501], chap. VI-VIII.

qu'ils furent assez bien accueillis (1). « Mais, ajoute le même auteur, ce qui excita un cri général, ce fut la cour plénière, contre laquelle on se révolta. Cette institution parut une pensée despotique, un voile dont on voulait couvrir la tyrannie (2). » Sur ce point, tous les témoignages concordent (3), et montrent qu'on ne voulut voir, dans le « rétablissement » de la cour plénière, qu'un acte de mauvaise foi : le despotisme anéantissant, dans les « corps intermédiaires (4) », le supplément et la garantie des États généraux. Moreau lui-même, si on l'en croit, aurait voulu détourner le gouvernement d'une réforme qui était « le comble de la folie (5) ». Sallier nous apprend que « les militaires comme les autres citoyens » désapprouvaient le ministère, et lui reprochaient « d'avoir voulu changer violemment les lois et les formes de la monarchie (6) ». Necker, si enclin à soupçonner les intrigues des aristocrates, reconnaît que « les différens Ordres de l'État n'eurent besoin d'aucun signal, pour se réunir contre une innovation qui applanissoit toutes les voies au despotisme Ministériel (7) ». *Despotisme*, dit l'abbé Georgel, ce mot fatal « retentissoit partout ; c'étoit le cri de guerre des mécontents (8) ». Cri victo-

(1) *Mémoires* [206], t. II, pp. 315, 316.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 316.

(3) Cf. Mallet du Pan, *Mémoires* [224], mai 1788, t. II, p. 149 ; Marmontel, *Mémoires* [226], t. III, liv. XIII, pp. 147-148 ; Rabaut S.-Étienne, *Précis hist.* [232], p. 74 ; Soulavie, *Mémoires historiques* [241], t. VI, p. 345 ; Weber, *Mémoires* [243], t. I, pp. 297-298 (il fait exception seulement pour « quelques personnes qui, soit raison, soit préjugé contraire, ne partagèrent pas alors la prévention générale. » P. 298) ; — Duc de Lévis, *Souvenirs et portraits* [223], p. 105 ; — M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. x, t. I, p. 68 ; Mounier, *Recherches* [230], t. I, pp. 41 sqq. ; — Marion, *o. c.* [501], pp. 89, 92, 97.

(4) Cf. Mallet du Pan, *Mémoires* [224], mai 1788, t. II, p. 149 (on dit) : « qu'enfin cette cour plénière n'étant qu'un conseil aulique, il ne reste aucun corps intermédiaire dans la monarchie. »

(5) *Souvenirs* [228], t. II, p. 360. Les contemporains l'accusèrent pourtant d'y avoir trempé. (Cf. *l'Apologie de la Cour Plénière, par M. l'abbé Véri, Recueil de pièces* [328], pp. 63-64.)

(6) *Annales* [237], p. 176.

(7) *Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, p. 28. Il ne faut pas oublier, toutefois, que c'est le jugement d'un ministre sur son prédécesseur.

(8) *Mémoires* [220], t. II, p. 281.

rieux, parole magique, pour émouvoir les indolents, rallier les irrésolus. L'expédient despotique de la Cour plénière fit tort au reste des édits (1) ; il rattacha le parti « national » aux factions aristocratiques (2), aida la robe et la noblesse à soulever le peuple en Bretagne, en Béarn et en Dauphiné (3). L'insurrection dans trois provinces, l'émeute à Toulouse et à Dijon (4), partout la colère et la défiance, une atmosphère de révolution dans le pays, tel fut le résultat d'une entreprise destinée à raffermir l'autorité royale en mutilant les pouvoirs des Parlements. Certes, ce serait exagérer l'influence de Montesquieu, — et sans grand honneur pour sa mémoire, — que de retrouver son inspiration dans les rancunes, les intrigues et les violences qui préparèrent ce triomphe aux « dépositaires des lois ». Mais il est vrai qu'en l'occurrence les privilégiés et la nation communiaient sincèrement dans la haine du despotisme (5) ; que leurs protestations devaient une part de leur force à ce principe consacré : la nécessité de formes fixes, de corps politiques permanents, pour empêcher la monarchie française de devenir un jouet entre les mains des « vizirs ». Dans la mesure où il fait haïr le despotisme, et priser de telles garanties, Montesquieu a collaboré à l'effondrement de la cour plénière.

(1) Marion, *o. c.* [501], p. 92. Cf. Linguet, *Annales politiques* [452] t. XIV, p. 287 : « A Rennes, à Bordeaux, à Toulouse, à Grenoble, à Paris, etc., la législation nouvelle semble être envisagée par une partie nombreuse de la nation comme un désastre national. »

(2) Sur ce parti, à tendances démocratiques, qui commence à s'organiser en 1788, cf. Carré, *Tactique et idées de l'opposition parlementaire* [477], et Lavis, *Histoire de France* [494], t. IX, liv. V, chap. II, pp. 356-357.

(3) Cf. Lavis, *Histoire de France* [494], t. IX, l. V, chap. II, pp. 351, 356.

(4) *Ibid.*, p. 351.

(5) En effet, il ne faudrait pas exagérer, dans le mouvement de 1788, la part des calculs intéressés et des excitations factices. M^{me} de Staël, dont le grand souci est de justifier Necker contre les aristocrates, a dû reconnaître le libéralisme de beaucoup de privilégiés : « En rappelant que ce sont les parlements, les nobles et le clergé qui les premiers ont voulu limiter l'autorité royale, je ne prétends point assurément que leur dessein fût coupable. Un enthousiasme sincère et désintéressé animait alors tous les Français. » (*Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. x, §. I, p. 69.)

Une des satires les plus mordantes contre les édits de mai (1) mit en scène le chancelier Maupeou, qui, éclairé par sa propre expérience, adressait cette mercuriale au garde des Sceaux Lamoignon : « Tu donnes à une querelle particulière une influence générale ; tu associes l'intérêt du peuple à celui des Parlemens : c'est le coup même que tu frappes sur les Magistrats, qui appelle tous les citoyens à leur défense (2). » Dans leur grossissement oratoire, ces paroles rendent des faits un compte assez exact ; elles expliquent l'impopularité des deux « révolutions » tentées, vers la fin de l'ancien régime, pour affranchir la royauté d'un contrôle gênant. Dans les deux cas, la magistrature adopta la même politique, se ménagea le secours de l'opinion, et finit par l'emporter. Mais son appel à la nation, timide encore et imprécis en 1771, eut une force décisive en 1788. La cour plénière « rétablie » tint péniblement une séance, et rentra dans le néant : informé « que le rétablissement de cette Cour avoit excité, parmi un grand nombre de ses sujets, des alarmes et des inquiétudes (3) », le roi, par un arrêté du 8 août, en suspendit l'effet, et annonça les États généraux pour le 1^{er} mai 1789 (4) ; en se donnant au moins l'apparence de vouloir les éviter, on les avait rendus inévitables. Pour calmer l'agitation des esprits, Louis XVI avait dû changer en garantie expresse la promesse vague et hautaine de novembre 1787. Répondant aux remontrances de l'assemblée du clergé, il

(1) « *La Cour Plénière, héroï-tragi-comédie, en 3 actes et en prose* [319], A Baille, et se trouve à Paris, chez la Veuve Liberté, à l'Enseigne de la Révolution. »

(2) *La Cour Plénière* [319], acte II, sc. IV, p. 50. Le garde des sceaux y est tenu pour responsable du projet de la Cour plénière, que Marmontel impute à Brienne exclusivement. (*Mémoires* [226], liv. XIII, t. III, pp. 144-145.)

(3) Arrêt du 8 août 1788 *ap. Marion, o. c.*, p. 233.

(4) Un arrêt du 5 juillet 1788, en avait annoncé déjà la convocation prochaine, mais sans fixer aucune date ; en 1787, il avait été question, comme on sait, d'un délai de 5 ans. — Ces concessions, au surplus, ne sauvèrent pas Brienne, qui dut, le 23 août, céder la place à Necker.

avait exprimé la « ferme résolution de n'établir aucune imposition sans le consentement des États généraux (1) » :

« Je n'ai point entendu substituer à la nation une cour dont les membres tiendraient de moi leurs pouvoirs et leurs fonctions. Nulle cour ne peut représenter la nation, qui ne peut l'être que par les États généraux. Je ne dois pas tolérer qu'aucun corps particulier usurpe mes droits et les siens : mais j'ai dit que je voulais confier de nouveau à la nation l'exercice de ceux qui lui appartiennent ; j'ai dit que je l'assemblerais, non une fois, mais toutes les fois que les besoins de l'État l'exigeraient (2). »

Quelle était la mesure de ces « droits », enfin reconnus par le prince ? On pouvait encore en discuter. Il restait quelque ambiguïté dans les paroles de Louis XVI. Mais, en fait, l'absolutisme capitulait : le principe longtemps professé par les publicistes libéraux, la nécessité du consentement national pour les subsides, s'imposait à la royauté. Par deux fois en moins de vingt ans, la réaction des « corps intermédiaires » avait servi la fortune des États généraux : en 1771, elle en avait ressuscité l'image ; en 1787 et 1788, elle en faisait une réalité.

(1) Réponse du roi aux remontrances du Clergé du 15 juin 1788. (*Réimpression de l'ancien Moniteur* [433], t. I, p. 391.)

(2) *Ibid.*, p. 392. Cf. aussi l'Arrêt du Conseil du 20 juin 1788 : « Il n'y a point de despotisme où la nation exerce tous ses droits, et le roi a décerné qu'il vouloit la rétablir dans tous ceux qui lui appartiennent, en la convoquant toujours pour les subsides qui pourront être nécessaires à l'état... ». (*Anciennes lois* [425], t. XXVIII, p. 586.) On se rappelle que dans l'Édit de Mai « rétablissant » la Cour plénière, les États généraux ne sont encore pour le monarque que « les assemblées momentanées des représentants de la nation pour délibérer sur les besoins publics et nous offrir des doléances. » (*Ibid.*, p. 561.)

CHAPITRE XII

La guerre des privilèges et du droit naturel

SOMMAIRE

1° « **Le débat public a changé de face** ». — Accord apparent, vers le milieu de 1788, sur les points essentiels de la constitution française ; juxtaposition des corps intermédiaires et des États généraux.

Le problème de l'organisation des États généraux : proportion des ordres, mode de vote. La constitution française, mise à l'épreuve des faits, est trop peu consistante pour la soutenir.

Le débat porté devant l'opinion par le pouvoir même. — Maladresse du Parlement (25 septembre 1788) : réclamation des « formes » de 1614. — L'Assemblée des Notables de novembre 1788 : prétentions aristocratiques, s'autorisant des principes constitutionnels, et des doctrines de l'*Esprit des lois*.

L'impression sur le public ; scission entre l'aristocratie et le Tiers ; la « guerre des privilèges et du droit naturel » s'allume.

2° **Suprêmes efforts de l'absolutisme**. — Essais pour diminuer les États généraux, au profit de « corps intermédiaires » plus ou moins artificiels. La *Monarchie parfaite* : application trop littérale des maximes de Montesquieu ; l'*Exposition et défense de notre constitution monarchique*, par Moreau : sympathie soudaine et intéressée pour la magistrature. Chaillon de Jonville et l'*Apologie de la constitution française* : concessions plus larges au libéralisme, mais inintelligence de l'*Esprit des lois*.

Deux conservateurs éclairés, et s'inspirant de Montesquieu : l'abbé de Gourcy, Calonne. Mais, en fait, ils renoncent à l'absolutisme, et même

à la monarchie tempérée, pour admettre la monarchie représentative, souhaitée par l'ensemble de la nation.

3° **Le débat, essentiel, sur le mode de vote : la thèse de l'aristocratie.** — L'histoire, quoique parfois équivoque, favorable aux prétentions des deux premiers ordres. La conclusion du *Mémoire impartial* de l'abbé Desprez : le vote par ordre est conforme à la tradition. Le thème éternel des brochures aristocratiques : la séparation des trois ordres est constitutionnelle ; la distinction des rangs est nécessaire à la monarchie. Usage et abus de l'*Esprit des lois*.

Tentatives de conciliation : la dualité des Chambres, proposée par Calonne et La Luzerne : pas d'imitation systématique des Anglais, esprit d'adaptation et de compromis.

4° **La réponse du Tiers État.** — Son ampleur et sa force.

a) La constitution mise au service des prétentions démocratiques : l'égalité des Francs.

b) Plus fréquemment, abandon et négation de l'argument constitutionnel : la France n'a pas de constitution ; la raison, supérieure à la coutume.

c) Par suite, critique de Montesquieu et des corps intermédiaires. Sieyès, Rabaut St-Étienne, Mounier, Grouvelle.

d) Cependant, modération de beaucoup de brochures : ménagements pour l'ordre établi, intelligence des nécessités sociales.

e) Par ailleurs, pamphlets démagogiques, excitations haineuses ; ce qu'elles ont d'artificiel ; qu'elles ne correspondent pas nécessairement à l'état moyen de l'opinion.

5° **Les Cahiers de doléances.** — Modération et précision.

Les points de conflit entre le Tiers et les privilégiés : la question de l'égalité fiscale, à peu près résolue ; celle de l'égalité d'emploi : accord possible ; la question du mode de vote : désaccord grave, mais limité.

Le problème de la constitution française : les cahiers en traitent avec moins d'intransigeance et de passion que les brochures. Conserver la constitution, faire une constitution : comment ces demandes se concilient souvent. — Le maintien de la monarchie : qu'on le désire partout, et ce qu'on entend par là : division de la puissance législative entre le prince et la nation. — La tradition invoquée dans un esprit libéral : *lex consensu populi fit et constitutione regis*.

Le témoignage des cahiers, comparé à celui des brochures, et que, sans l'annuler, il le limite et l'atténue. Autorité encore considérable des sentiments modérés ; goût général des solutions mixtes ; tendances à emprunter à la tradition.

6° **Quelques mots sur le sort ultérieur de l'idée de constitution traditionnelle.** — Différence entre le mandat des cahiers et l'œuvre de la Constituante ; rupture entre le roi et la nation.

La survivance de la « constitution française », de 1791 à 1814 : les illusions du souvenir ; les prétextes de la politique. La proclamation de Louis XVIII, en juillet 1795 ; la Charte de 1814 : les assemblées du Champ de mars remplacées par la Chambre des députés.

Divorce réel, au ^{xix}e siècle, entre le libéralisme et l'ancienne tradition.

En septembre 1788, on eût pu croire que la Constitution française allait enfin ramener, dans le royaume apaisé, le bienheureux « concert » des gouvernements gothiques. La disgrâce de Brienne suivant de près l'abandon de la Cour plénière, Louis XVI prouvait sa bonne foi en appelant un ministre prêt à composer avec les Parlements sans frustrer la nation. C'étaient là des gages de concorde, d'heureux augures pour le succès d'un système mixte, tempérant les intérêts respectifs de la royauté, des premiers ordres et du tiers état. Les traits essentiels de la Constitution paraissaient enfin arrêtés, et marquaient d'une empreinte commune, vers le milieu de 1788, la plupart des ouvrages de droit public. L'ample compilation du *Despotisme des Ministres de France* (1) avait dressé contre Calonne et Brienne les matériaux amassés contre Maupeou dans les *Maximes du droit public français* et opposé au pouvoir absolu le double obstacle des cours souveraines et des assemblées nationales (2). Un *Discours sur la Constitution française*, qui semble avoir suivi de peu l'échec des réformes de mai (3), justifiait ce dualisme par la tradition et la raison, qui fondent le droit des États à consentir les subsides (4), et celui des « corps intermédiaires » à enre-

(1) *Despotisme des Ministres de France...* [321], 3 vol. in-8°, datés d'Amsterdam, 1789 ; la composition de l'ouvrage remonte à 1788, comme il paraît par une allusion du tome II, p. 337.

(2) Cf. t. II, pp. 361-362 ; t. III, pp. 179, 213, 259 sqq. Il est question, dans ce dernier passage, de créer, pour la surveillance de l'administration, une Cour supérieure où entreraient, avec les Pairs et le Parlement de Paris tout entier, divers autres magistrats, et des députés des Assemblées provinciales : c'est le projet de Cour plénière, repris dans un esprit différent, et peut-être mêlé au souvenir de la Chambre haute d'Angleterre.

(3) *Discours sur la constitution française* [356], Genève, 1788. Il y est parfois question de la Cour plénière comme d'un établissement abandonné, mais dont le souvenir est tout récent. (Cf. pp. 23-24, 39-40, 49, 65.)

(4) *Ibid.*, pp. 29-30, 69 sqq.

gistrer librement les lois (1). Il n'est pas jusqu'au théoricien du despotisme légal, Le Mercier de La Rivière, qui ne vît surgir désormais, au bout de ses théorèmes, la nécessité du gouvernement représentatif : ses *Vœux d'un Français* nous apprennent qu'« un véritable corps politique » doit être par essence « un corps vivant et animé, qui jouisse de la faculté de s'occuper de ses intérêts communs, par conséquent de celle de s'assembler pour en délibérer (2). » La périodicité des assemblées nationales, la permanence d'un tribunal chargé dans leurs intervalles d'examiner les lois, sont des attributs inhérents à la Constitution monarchique (3). Ce n'est pas que le philosophe de « l'ordre naturel » renie ouvertement son ancienne doctrine : il professe que l'harmonie intime de l'intérêt monarchique et de l'intérêt national doit prévenir tout conflit sérieux entre le roi et les corps délibérants (4) ; il n'y a donc qu'une volonté, partant, qu'un seul pouvoir. Mais s'il rattache ainsi les *Vœux d'un Français* à l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, c'est d'un nœud bien fragile et bien artificiel. L'inspiration de l'auteur s'est renouvelée : désormais, Le Mercier de La Rivière fait cas de la tradition ; il affecte de l'utiliser comme une sorte de contre-épreuve, de vérification des principes posés *a priori* ; mais il ne prétend plus l'ignorer. Toute une part de son livre est consacrée à l'histoire du gouvernement français (5), et le droit de contrôle des parlements (6), la nécessité du vote national pour l'impôt (7), y apparaissent comme des articles d'une

(1) L'auteur n'attribue pas aux corps intermédiaires le droit d'interdire l'application d'une loi, mais celui d'en refuser l'enregistrement pour manifester leur désapprobation (Pp. 20, 46). De plus, les « Cours médiatrices... », comme dépositaires de la confiance et des volontés du Prince, peuvent obtenir de lui la convocation des États généraux (p. 47.)

(2) *Vœux d'un Français* [420] (1788), titre IV, p. 26.

(3) *Vœux d'un Français* [420], titre V, p. 39.

(4) *Ibid.*, titre V.

(5) *Ibid.*, titres X-XIV.

(6) *Ibid.*, titre VIII, p. 53 ; titre XII, pp. 82 sqq.

(7) *Ibid.*, titre V, p. 43 ; titre XIV.

constitution positive, conforme au mot de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (1).

Ces deux points se retrouvent, parmi bien des subtilités, dans un mémoire politique que d'Allonville avait composé, au cours de l'année 1788, pour l'usage de son oncle, sous-gouverneur du Dauphin (2). C'est moins la description de la Constitution française que l'analyse, on pourrait dire la quintessence de son esprit. L'auteur, qui semble avoir lu et médité Montesquieu (3), conçoit le gouvernement comme un système de forces, dont il cherche à formuler la loi profonde en un style pénible et tordu. Il insiste sur les principes d'honneur qui règlent l'obéissance (4), sur les réactions mutuelles des différents ordres et corps, sur la mystérieuse harmonie qui préside à leurs mouvements (5). D'Allonville, résolument aristocrate, fait de la magistrature « le pivot principal (6) » de ce système compliqué ; mais il admet aussi en droit que les subsides doivent être accordés par les États généraux (7), assemblées dont la convocation peu fréquente, mais toujours possible, est un sujet de crainte salutaire pour le prince et les parlements (8).

Ainsi des théories parties de principes très différents

(1) *Ibid.*, titre X, p. 59.

(2) D'Allonville, *Mémoires secrets* [198], t. II, pp. 6-7 et 8-100.

(3) Montesquieu est cité (p. 82), en faveur de la vénalité des charges. En outre, diverses expressions rappellent l'*Esprit des lois*. Citons pour exemple ces lignes, relatives au Parlement : « Placés entre la cour et le peuple, ils offrent l'union bizarre d'une autorité puissante dont les membres demeurent dans la médiocrité. » (P. 61. Cf. *Esprit des lois*, liv. XX, chap. xxii).

(4) (L'honneur) « se soumet à tous les sacrifices et ne supporte pas le plus léger outrage. Toujours sujet, jamais complice, voilà son impérissable maxime, essentiellement monarchique. » (*Mémoires secrets de d'Allonville* [198], t. II, p. 34. Cf. *Esprit des lois*, liv. IV, chap. II.)

(5) « L'uniformité est contraire à toutes les lois de la nature, dont la régularité se compose de l'union et de l'accord d'une foule d'irrégularités apparentes. C'est donc l'harmonie qui fait vivre les gouvernements. » (*Mém. sec.* [198], t. II, p. 81, paragraphe intitulé : *De l'Harmonie constitutionnelle.*)

(6) *Mémoires secrets* [198], p. 81.

(7) *Ibid.*, p. 46.

(8) *Ibid.*, pp. 58-59.

semblaient converger vers le même centre (1). Bien plus, la théorie devenait réalité, et en convoquant la nation sur la demande des Cours souveraines, Louis XVI appliquait déjà la Constitution. Mais ce triomphe d'une idée était proche de sa décadence : la « constitution française », même précisée depuis 1771 par les publicistes et les historiens, n'était pas assez consistante pour servir de règle d'action : sur les rapports pratiques des différents pouvoirs, sur l'élection et la forme des assemblées, les traités les plus volumineux ne fournissaient pas de leçons concrètes. « A l'époque des États généraux, écrira Necker, je ne sais si personne avoit encore réfléchi mûrement sur les diverses conséquences du rétablissement de cet antique usage, au milieu d'un siècle nouveau. L'imperfection originaire des Assemblées Nationales, l'incompatibilité, l'incohérence de leur Constitution avec la situation des affaires, avec les besoins de la France, avec l'esprit du tems, tous ces grands objets de méditation n'étoient encore apperçus que d'un très petit nombre d'observateurs (2). » On avait demandé les États généraux, sans s'inquiéter d'en préciser la structure ; les sentiments les plus divers, les intérêts les plus opposés, semblaient s'accorder sous ce mot vague, qu'on répétait sans l'analyser. Quand on eut conquis la certitude de la convocation, quand il fallut donner un corps à « ces formes voilées que l'imagination embellit (3) », les difficultés commencèrent. Le gouvernement pouvait les trancher de sa propre autorité, mais il préféra, — par bonté, par faiblesse ou par ruse, — les soumettre à l'opinion publique et réclamer son concours. Dès le 5 juillet 1788, sous le ministère de Brienne, un arrêt

(1) D'Allonville affirme que son mémoire, approuvé par d'Eprémèsnil, était, dans le courant de 1788, « en parfaite harmonie avec les opinions du jour ». (*Ibid.*, t. II, p. 101.)

(2) *Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, p. 113.

(3) *Ibid.*, p. 114.

du conseil avait constaté l'incertitude des anciens monuments sur l'organisation des assemblées ; en conséquence, il avait prescrit aux officiers publics, aux académiciens, à « tous les savants et personnes instruites », de procéder à des recherches sur ce point et d'en communiquer les résultats à la Chancellerie (1). C'était, consciemment ou non, provoquer la discorde : dans la confusion des précédents, chaque corps pouvait trouver motif ou prétexte à exagérer ses prétentions. Le Parlement, tout glorieux de sa victoire sur Brienne, voulut s'ériger en arbitre par son arrêté du 25 septembre 1788 : il y demandait la conservation des formes de 1614 (2), qui dans la dernière tenue d'États avaient réduit le Tiers à l'impuissance, et fomenté entre les ordres de stériles rivalités. Cette démarche le perdit dans l'opinion populaire, soudainement éclairée. « Jamais révolution dans les esprits, écrit Weber, ne fut plus prompte ; jamais la malédiction ne remplaça plus subitement l'enthousiasme. Je vis ce même parlement reçu en triomphe le 22 septembre, parce qu'il avait provoqué les États généraux, couvert d'outrages le 24 (*sic*) parce que, scrupuleux observateur des formes, il vouloit que leur convocation eût lieu d'après le mode de 1614 (3). » Déjà se déchirait la ligue entre les privilégiés et la nation.

Necker, mis en défiance contre l'égoïsme turbulent de l'aristocratie, voulut se prévaloir de ces dissentiments, opposer la raison à la coutume, et renouer l'ancienne

(1) *Anciennes lois* [425], t. XXVIII, pp. 601, 604. — Cf. les réflexions de Sallier sur ce point, *Annales* [237], p. 192.

(2) Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 779. Ces « formes » comportaient la délibération et le vote par ordre, sans doublement du Tiers.

(3) Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 349. (La date du 24 est sans doute mise par inadvertance.) Cf. aussi la *Correspondance*, p. par Lescure [457], t. II, p. 292, du 5 octobre 1788 : « L'égoïsme et le ressentiment que témoigne le Parlement ont diminué le nombre de ses partisans. On lui reproche aussi d'exiger que les États généraux soient convoqués et composés suivant la forme observée en 1614. » — Voir encore Moreau, *Exposition et défense de notre constitution* [174], t. II, p. 443 ; et la pièce satirique du *Catéchisme des Parlemens* [341].

alliance des Communes et de la royauté (1). Il fit déclarer par le roi que les formes traditionnelles ne pouvaient s'appliquer sans discernement (2); qu'elles avaient lésé le tiers état (3), que, pour composer les États généraux « d'une manière constitutionnelle », il fallait avoir égard « à la raison et aux vœux légitimes de la plus grande partie de la nation », comme aux « changements survenus dans plusieurs parties essentielles de l'ordre public (4) ». En conséquence, les Notables qui avaient siégé en 1787 furent rappelés à Versailles, le 6 novembre 1788, pour donner leur avis sur cinquante-quatre questions préparatoires. Deux problèmes surtout retenaient l'attention : la proportion des députés de chaque ordre, et la manière de voter aux États généraux. Sur le premier point, un seul bureau de l'assemblée, celui que présidait le comte de Provence, admit le doublement du Tiers, et cela par une voix de majorité; les cinq autres bureaux, soit à l'unanimité, soit par des pluralités imposantes, demandèrent un nombre de représentants égal pour le Clergé, la Noblesse et le Tiers État (5). Sur le second point, deux bureaux se récusèrent, renvoyant la décision aux États généraux; les quatre autres, à la quasi-unanimité des voix, se prononcèrent en faveur du vote par ordre (6). L'oligarchie triomphait parmi les Notables, sous prétexte de fidélité à la Constitution.

(1) Nous ne prétendons pas ici juger Necker, ni pénétrer à fond ses intentions, si passionnément discutées. Mais, il est certain, de son propre aveu, qu'il chercha à rendre la royauté populaire. (*Révolution française* [231], t. I, 1^{re} partie, pp. 104 sqq.; — cf. M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, t. I, chap. x, xvi, pp. 67, 103; Marmontel, *Mémoires* [226], liv. XIII, t. III, pp. 167 sqq.)

(2) Arrêt du Conseil du 5 octobre 1788. *Anciennes lois* [425], t. XXVIII, p. 613.

(3) *Ibid.*, pp. 613-614.

(4) *Ibid.*, p. 615.

(5) *Procès-verbal de l'Assemblée des Notables de 1788* [429], pp. 101-107, 148, 215, 269, 329, 415.

(6) *Ibid.*, pp. 108-109, 149-151, 232, 269, 332, 425. Dans trois bureaux, il y eut unanimité en faveur du vote par ordre; dans un autre, unanimité moins une voix.

Seul le premier bureau affirmait les droits de la critique sur des coutumes mal fondées et mal éclaircies : « Quand les faits ne présentent ni mesure ni proportion, quand les exemples se contrarient et se détruisent, il est absolument nécessaire de se former des principes d'après la justice et la raison (1). » Le sixième bureau, en revanche, semblait prêt à sacrifier l'équité à la tradition : « En supposant que l'influence du Tiers État dans les délibérations de la Nation, ne fût pas dans une proportion exacte avec son intérêt, le Bureau ne se permettroit pas de proposer au Roi de changer une règle qui se trouve établie depuis que la Commune a été appelée aux États généraux, et qui a toujours été constamment observée (2). » Le troisième bureau déclare « qu'il n'a jamais cru pouvoir perdre de vue les loix et usages que la tradition a conservés » ; que l'origine du clergé remonte à l'établissement de la religion, et l'origine de la noblesse « à l'établissement de la Monarchie », puisque, dès le temps de Clovis, « il y avoit dans les Gaules des Propriétaires libres, distingués des autres classes par leurs services et par la nature de leurs possessions (3). » Les anciens usages, lit-on ailleurs, « consacrés par l'assentiment de la nation entière et de ses Souverains..., forment parmi nous un droit public national... Les droits concédés à divers Corps de l'État, ne peuvent leur être enlevés que par la même autorité dont ils la tiennent (4). » — « La distinction des trois Ordres de l'État, l'égalité de leurs pouvoirs, leur droit de délibérer séparément », forment les « bases de la constitution nationale (5) ». L'égalité

(1) *Ibid.*, p. 101. (Motifs à l'appui du doublement du Tiers). Tout en conseillant cette mesure, le 1^{er} bureau ne laissait pas de rendre hommage à « la distinction constitutionnelle des trois Ordres. » (*Ibid.*, p. 104.)

(2) *Ibid.*, p. 423. (Sixième bureau.)

(3) *Procès-verbal.* [429], pp. 200, 217 ; — cf. aussi les *Motifs généraux* du 2^e bureau, p. 137.

(4) *Ibid.*, pp. 315-316. (Cinquième bureau.)

(5) *Ibid.*, p. 137. (Deuxième bureau.)

numérique des ordres dans les assemblées fait partie des formes « essentiellement constitutionnelles (1) ». — « La délibération par ordre paroît un point essentiel de notre constitution (2) ». A ces arguments de droit positif, s'ajoutaient des considérations sur la méthode nécessaire dans les réformes (3), sur l'utilité du balancement des pouvoirs (4), et de l'équilibre des classes : « On pourroit facilement établir, disait le quatrième bureau, que cet équilibre est également avantageux aux trois ordres, en conservant la constitution monarchique et ces pouvoirs intermédiaires et dépendans qui forment une chaîne non interrompue depuis le Souverain jusqu'aux derniers Sujets (5) ». Comme de coutume, les privilégiés empruntaient à l'*Esprit des lois* une partie de sa doctrine, et l'ondoyante majesté de ses images (6).

Les délibérations de l'assemblée des Notables offrent un double intérêt, par leur retentissement extérieur, et par la nature des motifs qui furent mis en jeu. Elles montrent quel emploi, dangereusement impopulaire, allait être fait désormais de l'idée de constitution. Tandis que les bureaux dissertaient sur les principes de la monarchie, l'esprit public se surexcitait rapidement. Dès le 28 novembre, le prince de Conti signale à l'Assemblée une profusion d'« écrits scandaleux, qui répandent de toutes parts dans le royaume le trouble et la

(1) *Ibid.*, p. 215. (Troisième bureau.)

(2) *Ibid.*, p. 269. (Quatrième bureau.)

(3) Le cinquième bureau « n'a pas cru devoir poursuivre un fantôme de perfection qu'il n'auroit pas même espéré d'atteindre. Il a voulu proposer..., non pas le Règlement qu'on pourroit croire le plus parfait en lui-même, mais le plus parfait que les circonstances permettent, le plus parfait que la France puisse recevoir ». (*Ibid.*, p. 316.)

(4) *Cf. ibid.*, p. 423. (Sixième bureau.)

(5) *Cf. ibid.*, p. 292. (Quatrième bureau.)

(6) Voir le passage de Malesherbes (déjà reproduit ci-dessus, au chapitre III), sur l'influence de Montesquieu : « A présent il a été souvent cité dans l'Assemblée des Notables, et quelquefois son nom seul a semblé donner de l'autorité à ses opinions... » (*Mémoire sur la liberté de la presse* [162], chap. III, p. 302.) Il semble bien que ces lignes, écrites à la fin de 1788, s'appliquent à la seconde assemblée des Notables, d'ailleurs composée des mêmes membres qui avaient délibéré en 1787.

division (1) » ; et il en profite pour demander « que tous les nouveaux systèmes soient proscrits à jamais, et que la constitution et les formes anciennes soient maintenues dans leur intégrité (2) ». Le roi ne permit point aux Notables de délibérer sur cette motion (3) ; mais on en retrouve l'esprit dans le mémoire que lui soumirent, à la clôture de l'assemblée, cinq princes de son sang (4). Ils y réclamaient l'égalité numérique de représentation, et le vote par ordre, comme des conditions nécessaires de la monarchie, qui, sans elles, « par une suite des lois générales qui régissent toutes les constitutions politiques », devait se tourner en despotisme ou en démocratie (5). Les termes de *constitution*, de *formes consacrées*, d'*équilibre*, s'épalaient dans ce document qui imputait aux défenseurs des idées populaires, « un système d'insubordination raisonnée, et le mépris des lois de l'État (6) ». Ce ton agressif, cette intransigeance hautaine, ne pouvaient qu'augmenter l'effervescence dont le mémoire se plaignait. Les aristocrates avaient beau se donner encore pour les « protecteurs » du peuple, et se vanter, « en soutenant les privilèges constitutifs de la Nation », de défendre « aussi ceux du Tiers État (7) » : désormais le charme était rompu. Les grands mots de *privilèges constitutifs*, de *formes constitutionnelles*, de *principes de la monarchie*, si efficaces contre le despotisme, ne rendaient plus le même son ; prenant un sens précis, mais funeste, ils signifiaient pour le Tiers : confiscation des États généraux au profit des deux premiers

(1) *Procès-verbal de l'Assemblée des Notables* [429], p. 91.

(2) *Ibid.*, p. 91.

(3) *Ibid.*, p. 94.

(4) D'après le marquis de Bouillé (*Mémoires* [208], p. 138), le rédacteur de ce manifeste était le conseiller d'État de Monthyon. Il fut signé par le comte d'Artois, le prince de Condé, le duc de Bourbon, le duc d'Enghien, le prince de Conti (qu'il ne faudrait pas confondre avec l'adversaire du Chancelier, mort en 1776).

(5) *Réimpression de l'ancien Moniteur* [433], t. I, p. 499.

(6) *Ibid.*, p. 498.

(7) *Procès-verbal de l'Assemblée des Notables* [429], motifs du 3^e bureau, p. 221. Cf. aussi le mémoire des princes, *Ancien Moniteur* [433], p. 499.

ordres. Aussi le mémoire des princes, colporté au prix de trois sols, ne produisit-il d'autre effet, selon un contemporain « que d'animer et d'exaspérer le public » contre les signataires « et contre la noblesse en général (1) ». Hardy, qui admirait naïvement « les premières personnes de l'État » lorsqu'elles brandissaient contre Maupeou l'arme de la Constitution, jugea sévèrement ce manifeste aristocratique, qui semblait annoncer « une espèce de Ligue » entre le Clergé et la Noblesse pour défendre « leurs antiques Privilèges, leurs Exemptions révoltantes (2) ». Un novelliste écrivait, le 11 décembre, que l'assemblée avait également mécontenté le roi et la nation (3). Ainsi le Parlement et les Notables, qui, en 1787, avaient fait chanceler l'absolutisme et obtenu les États généraux, devenaient à la fin de 1788 moins populaires que la royauté.

Le Parlement essaya de réparer sa maladresse, et déclara, le 5 décembre 1788, que le nombre des députés respectifs de chaque ordre n'étant pas déterminé par la Constitution, il s'en rapportait au roi sur les mesures à prendre pour satisfaire « la raison, la liberté et la justice et le vœu général (4) ». Le même arrêté, enchérissant sur celui du 3 mai, réclamait la périodicité des États généraux, leur participation au pouvoir législatif, l'égalité devant l'impôt, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse (5) : on cédait à l'opinion, dans l'espoir de la maîtriser. D'autre part, certains privilèges exprimaient l'intention d'abandonner leurs immunités

(1) Bouillé, *Mémoires* [208], p. 138.

(2) Journal de Hardy [4], B. N., mss. fr. 6687, du 18 décembre, p. 177. Cf. aussi du 21 décembre, pp. 180-181 ; du 29 décembre, p. 188.

(3) *Correspondance*, p. par Lescure [457], t. II, p. 310. — Cf. *ibid.*, au 19 décembre, p. 312.

(4) Flammermont, *Remontrances* [428], t. III, p. 781.

(5) *Ibid.*, p. 781. — L'arrêté du 5 décembre fut adopté sous l'influence de d'Eprémèsnil, qui voulait reconquérir sa popularité, et qui, d'ailleurs, avait des accointances avec le ministère. (Cf. Barentin, *Mémoire autographe* [203], pp. 87 sq. q. ; — Carré, *Le Conseiller d'Eprémèsnil* [478], pp. 55-56.)

fiscales (1) : les pairs de France y renoncèrent solennellement, dès le mois de janvier 1789 (2). Mais les défiances populaires une fois excitées ne se calmèrent plus ; la fermentation augmentait chaque jour d'un bout du royaume à l'autre (3). Cependant, la décision royale du 27 décembre accorda, contre l'avis des Notables, une satisfaction au tiers état : il aurait autant de députés que le Clergé et la Noblesse réunis : majorité numérique à vrai dire assez vaine, si l'on votait par ordre dans l'assemblée. Le règlement du 27 décembre ne statuant rien sur ce point, la question du mode de vote fut la difficulté pressante, dont tout l'avenir dépendait (4). Mallet du Pan écrira, en janvier 1789 : « Le débat public a changé de face. Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme, de la Constitution : c'est une guerre entre le tiers état et les deux autres ordres... Le parlement était une idole, il y a six mois ; chacun le déteste et l'outrage aujourd'hui ; d'Éprémesnil, vengeur de la nation, Brutus français, à qui l'on prodiguait l'enthousiasme, est vilipendé partout (5) ». Les alliances se renversaient pour une lutte nouvelle : à « la guerre des ordres contre les auteurs de la cour plénière (6) », succédait « la guerre civile entre les privilèges et le droit naturel (7) ».

Ce n'est pas que les faiseurs de brochures, qui pullulent aux approches des États généraux, aient concentré leurs efforts sur un sujet unique. De timides essais furent.

(1) *Correspondance*, p. par Lescure [457], 16 décembre 1788, t. II, p. 312. (Cf. Carré, *le Conseiller d'Eprémesnil* [478], pp. 57-58.) Il avait été question de cet abandon dans l'Assemblée des Notables de 1788. (*Procès-verbal* [429], pp. 220, 333.)

(2) Bertrand de Molleville, *Histoire de la Révolution* [205], t. I, pp. 150-151.

(3) Cf. *Correspondance*, p. par Lescure [457], du 25 décembre 1788, t. II, p. 315.

(4) Cf. Rabaut Saint-Étienne, *Précis historique* [232], p. 91.

(5) *Mémoires* [224], t. I, p. 163.

(6) Mounier, *Recherches* [230], t. I, p. 214.

(7) Cerutti, *Observations rapides* [391], p. 18.

tentés pour faire accepter encore un absolutisme plus ou moins adouci ou voilé. Certains auteurs s'attachent en effet à diminuer l'importance des assemblées dans l'histoire et à contester pour le présent l'utilité de leur rôle ou l'étendue de leurs droits. Les *Lettres d'un Avocat à un Publiciste* réduisent les États généraux à des fonctions consultatives (1) ; d'après les *Observations* de Bertrand de Molleville, « les assemblées nationales ne sont pas plus de l'essence de la monarchie Française que de toute autre monarchie (2) » ; le prince a le droit de les appeler, de les proroger, de les composer à sa guise ; c'est sa volonté qui leur imprime un caractère constitutionnel (3). Un *Essai sur le droit public français* dénie aux assemblées nationales le droit de refuser l'impôt (4), comme à la magistrature celui de rejeter les lois (5). L'avocat Aublet de Maubuy, dans son *Point de vue sur la constitution de la Monarchie française*, s'en tient, en 1789 encore, aux garanties de la monarchie tempérée : privilèges de la noblesse, pouvoir subordonné des Parlements (6). L'influence de l'*Esprit des lois* s'affirme plus précisément dans un ouvrage paru la même année : la *Monarchie parfaite*, dont l'auteur se borne, dit-il, « à retracer, développer et justifier la véritable doctrine de M. de Montesquieu (7) ». Cette « véritable doctrine » est celle des corps intermédiaires, sans partage de la souveraineté ni oligarchie des magistrats. Montesquieu « eût formellement appelé despotisme de plusieurs l'union, dans un même corps de

(1) Cf. *Lettres d'un Avocat* [380], lettre I.

(2) *Observations aux Notables* [390], p. 21.

(3) *Ibid.*, p. 22.

(4) *Essai* [360], pp. 146-147.

(5) *Ibid.*, p. 65.

(6) *Point de vue* [401], pp. XII, XIII ; 191.

(7) *Monarchie parfaite* [386], p. III. L'épigraphe de l'ouvrage est tirée de Montesquieu : « Il faut bien se garder de confondre le pouvoir du Peuple avec la liberté du Peuple. » (Cf. *Esprit des lois* [28], liv. XI, chap. II, t. I, p. 373 : « On a confondu le pouvoir du peuple avec la liberté du peuple. »)

quelque partie de la puissance législative avec la puissance de juger... Il eût appelé *despotisme d'un seul*, le défaut de loix... Il eût appelé *constitution mixte et républicaine* celle d'Angleterre (1). »

Cette interprétation ne manque ni de netteté ni de vigueur. Mais à son tour, l'auteur va forcer les principes de Montesquieu par une application trop littérale : il voudrait dépouiller les Parlements de tous leurs pouvoirs politiques, pour les attribuer à des corps électifs, chargés dans chaque province de vérifier et de faire exécuter les lois (2). Au roi seul il appartiendrait de statuer sur leurs remontrances, de maintenir ou modifier les édits, de fixer les impôts (3). Voilà les « corps intermédiaires, subordonnés, et dépendans (4) », qui rendraient la monarchie parfaite. Mais cette création artificielle ne paraît pas tout à fait conforme à l'esprit de Montesquieu : comment saurait-elle remplacer ces organismes anciens et vivaces, ces parlements bien enracinés dans la tradition ? L'auteur ne sent pas que, pour Montesquieu, les « corps intermédiaires » ne sont pas des entités, mais des êtres concrets, qu'ils ont un nom et une figure propres, qu'ils suppléent par leur force intime à l'insuffisance de leur droit légal. De la conception de l'*Esprit des lois*, il ne retient que le signe abstrait, la forme vide de sa substance.

On peut rapprocher de la *Monarchie parfaite* un ouvrage composé par Moreau sur l'ordre du garde des Sceaux Lamoignon, et primitivement destiné à éclairer le gouvernement « sur la nature, sur l'objet et sur les formes » des États généraux (5). En fait, cette *Exposition*

(1) *Ibid.*, p. 80.

(2) *Ibid.*, pp. 156 sqq.

(3) *Ibid.*, pp. 221, 228.

(4) *Ibid.*, p. 159.

(5) Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 362. Le livre, commencé vers le milieu de 1788, fut publié au mois de février 1789 (*Ibid.*, p. 411), sous le titre d'*Exposition et défense de notre constitution monarchique française*. — Sur les circonstances de la composition, cf. aussi la préface de

de notre constitution monarchique, du moins telle qu'elle nous est parvenue, montre surtout l'inutilité des assemblées nationales :

« Une vérité dont les monumens que j'ai examinés m'ont fermement convaincu, c'est que dans aucun siècle de notre Monarchie, les Assemblées générales et représentatives de la Nation n'ont fait partie du mécanisme essentiel de notre Constitution (1). »

Les éléments essentiels de la monarchie, l'*Exposition* les définit après les *Principes* : ce sont les corps judiciaires et administratifs, renouvelés de l'empire romain, à qui le prince communique un pouvoir subalterne et régulier. Dans les États généraux, il ne faut voir qu'une ressource pour les temps de crise, et la session de 1789 ne sera vraiment utile que si elle nous dispense à l'avenir de ce remède aventureux (2). Ces idées ne sauraient surprendre chez le défenseur en titre d'office du pouvoir absolu : mais ce qui distingue l'*Exposition*, c'est la complaisance de l'auteur pour la magistrature, qu'il avait combattue pendant trente ans. Il rend gloire à l'importance du Parlement, conseil législatif du prince, chargé de préparer les lois, d'éclairer l'administration, de défendre et d'instruire l'autorité royale (3). Les *Souvenirs* nous découvrent les motifs de cette subite sympathie : Moreau méditait d'imposer, à l'assemblée nationale, le contrôle et l'hégémonie d'un corps moins dangereux (4). Mais on ne pouvait se fier à ces anciens magistrats, qui avaient si longtemps soufflé la révolte. Aussi Moreau propose-t-il de « régénérer » le Parlement, — entendons : de le diluer et de l'abâtardir, — par une fusion avec le Conseil d'État

l'Exposition et défense, au tome I, [174]. Il en résulte que l'ouvrage fait pour le ministre a été considérablement augmenté pour le public.

(1) *Exposition et défense* [174], t. II, p. 100.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 163.

(3) *Ibid.*, t. II, pp. 442 sqq.

(4) *Souvenirs* [228], t. II, pp. 380-381, 393-394, 397.

et par l'introduction de nouveaux membres (1). Il se flattait apparemment, au moyen d'une seconde Cour plénière, de faire avorter l'œuvre des États généraux. Ses projets s'accompagnent d'indications historiques, et de considérations abstraites sur la nature de la monarchie, sur le rôle des corps intermédiaires, sur la puissance de l'opinion publique conseillée par les magistrats (2). Mais ici, comme dans les précédents ouvrages de Moreau, l'influence de Montesquieu reste superficielle : la transformation, qu'il poursuivait, du Parlement en une sorte de conseil aulique, prouve que l'historiographe n'avait rien cédé sur le fond : il cherchait à sauver l'absolutisme par des concessions plus ou moins spécieuses au libéralisme modéré.

Une aversion aussi marquée pour les États généraux n'est pas commune à pareille date ; mais des auteurs mieux résignés à les admettre se préoccupent encore d'en restreindre le pouvoir. Un admirateur de Moreau, M. Chaillon de Jonville (3), veut bien accepter la fréquence, sinon la périodicité des assemblées ; mais il ne leur reconnaît de droit qu'en matière fiscale ; sur les autres points, le roi daignera seulement les consulter (4). L'auteur, faisant l'« apologie de la Constitution française », juge sévèrement Mably, dont l'histoire lui semble un « roman (5) » ; on est plus surpris qu'en Montesquieu, il voie un « républicain célèbre » et dangereux pour la monarchie (6) : opinion sommaire, qui le prive d'un appui pourtant opportun. Deux conservateurs mieux

(1) *Exposition et défense* [174], t. II, pp. 456, 459. On voit qu'un tel projet rappelle la Cour plénière, bien que Moreau se défende de la vouloir ressusciter.

(2) *Ibid.*, t. II, pp. 246-248, 251 sqq., 280 sqq., 310-311.

(3) *Apologie de la Constitution française* (1789). Sur Moreau, cf. t. II, chap. III, p. 20, note. Il existe aux Archives nationales un rapport officiel adressé au garde des Sceaux sur cette *Apologie* et conçu en termes favorables [3 bis].

(4) *Apologie* [335], t. I, chap. II.

(5) *Ibid.*, t. II, chap. III, p. 30.

(6) *Ibid.*, t. II, chap. III, p. 71. — Cf. aussi t. I, chap. II, p. 118.

inspirés devaient à la même époque,, chercher dans l'*Esprit des lois* des conseils et une autorité. L'un fut cet abbé de Gourcy qui avait déjà suivi Montesquieu dans le dédale des antiquités françaises. En 1789, les dialogues sur les *Droits et devoirs du citoyen*, qui venaient de paraître, grandissaient encore Mably en ajoutant à la rigueur inflexible de ses principes la véracité singulière de certaines de ses prophéties : l'abbé entreprit de les réfuter dans un ouvrage publié sous le même titre (1), où il opposait aux témérités des démocrates, aux engouements de l'anglomanie, la prudence expérimentale recommandée par Montesquieu :

« Que les vues de l'Auteur de l'*Esprit des lois* sont plus sages et plus profondes que celles de nos novateurs ! Il nous assure qu'il sera content, s'il a réussi à faire aimer à chaque Citoyen son Gouvernement, à lui persuader qu'il est le meilleur de tous. S'il ne l'est pas toujours dans les calculs d'une théorie incertaine et trompeuse, il l'est assurément à l'égard du Peuple qui l'a adopté..., il est le plus conforme à ses besoins, à son caractère, à ses préjugés. Il a pour lui le plus sûr des garans, l'expérience et la durée des siècles (2). »

De même, Calonne, écrivant dans son exil de Londres, emprunte à Montesquieu, — « grand homme » qu'il « cite toujours volontiers (3) », — des préceptes de législation sagace et positive :

« Il pensoit, et tout homme raisonnable doit penser, que régler et contenir, c'est sagesse et force ; mais que changer et renverser, c'est foiblesse et tyrannie...

Lorsqu'on parle du gouvernement d'un Pays, lorsqu'on en examine la nature, pour en connoître les condi-

(1) *Des droits et des devoirs des citoyens dans les circonstances présentes, avec un jugement impartial sur l'ouvrage de M. de Mably* [358]. (L'approbation est datée du 10 juillet 1789.)

(2) *Droits et devoirs* [358], p. 11. Cf. aussi p. 62.

(3) *Lettre au Roi* [376], p. 107.

tions fondamentales, il faut nécessairement se détacher de ces idées abstraites et philosophiques avec lesquelles on pourroit prouver que la Turquie est une démocratie, ou doit l'être (1). »

Pour Calonne, comme pour l'abbé de Gourcy, il n'est pas besoin de créer une constitution nouvelle, mais d'élucider et de réduire en corps de lois le droit public qui régit la France depuis un temps immémorial (2). Mais ce gouvernement traditionnel, dont Charlemagne a laissé le plus illustre exemple (3), n'est ni la monarchie absolue, ni la monarchie seulement tempérée : il suppose une représentation nationale, seule capable de légitimer l'impôt (4). Quant au pouvoir législatif, de Gourcy et Calonne l'attribuent théoriquement au prince (5), mais ils se préoccupent d'en empêcher l'abus, et aux remontrances des magistrats (6), ils ajoutent le contrôle des États généraux ; l'un et l'autre, en effet, sous des formes peu différentes, exigent pour les lois nouvelles l'assentiment de la nation (7), cet assentiment que Charlemagne faisait gloire de rechercher :

« Que faisoit ce Prince digne de servir à jamais de modele, que faisoit Charlemagne ? Les lois qu'il avoit préparées et méditées dans son Conseil, il les soumettoit à l'examen et à la discussion de l'Assemblée générale de la Nation (8). »

— « C'est là ce que Charlemagne avoit statué. Il ne mettoit au nombre des Loix fondamentales que celles qu'il avoit jugé, avec le consentement du Peuple, devoir y être ajoutées... et Charles le Chauve, foible écho de

(1) *Ibid.*, p. 131.

(2) *Droits et devoirs* [358], pp. 41-46 ; *Lettre au Roi* [376], pp. 81, 82.

(3) *Droits et devoirs* [358], p. 46 ; *Lettre au Roi* [376], p. 91.

(4) *Droits et devoirs* [358], p. 18 ; *Lettre au Roi* [376], p. 228.

(5) *Droits et devoirs* [358], p. 49 ; *Lettre au Roi* [376], p. 89.

(6) *Droits et devoirs* [358], p. 59 ; *Lettre au Roi* [376], pp. 92, 112.

(7) *Droits et devoirs* [358], pp. 56-57 ; *Lettre au Roi* [376], p. 90.

(8) *Droits et devoirs* [358], p. 57.

son immortel aïeul, n'a pu ni voulu dire plus, par ce passage tant cité, *Lex fit consensu Populi* (1). »

Ainsi la souveraineté législative du roi n'est plus guère, dans ces conceptions, qu'une façade majestueuse où l'on pratique des fissures. Avec beaucoup de discrétion et de prudence, Calonne et de Gourcy introduisent dans la Constitution française le droit du peuple à légiférer ; ils acceptent la monarchie représentative, que souhaitaient la plupart de leurs contemporains. Les Cahiers nous montreront le désir à peu près unanime d'un partage d'autorité entre le roi et la nation ; et si l'on pouvait en concevoir des modes variés, les controverses sur ce point, à la veille des États généraux, gardent quelque chose d'académique. C'est sous la Constituante que la querelle du *veto* enflammera les cœurs. Aux États devait revenir la tâche périlleuse de faire passer l'idéal dans les lois, et de répartir les pouvoirs : mais la composition de l'assemblée, la forme de délibération et de vote, ces questions soudainement posées et qu'il fallait résoudre avant tout, fomentaient dans l'esprit public des divisions funestes.

Les Notables avaient prétendu imposer pour règle l'autorité des précédents : méthode discutable dans son principe, et incertaine dans ses résultats. Il s'en faut que tous les écrits historiques qui répondirent à l'arrêt du Conseil du 5 juillet, dégagent des enseignements pratiques, ou décèlent chez leurs auteurs des opinions bien arrêtées. On ne trouvait dans certains d'entre eux que des listes chronologiques, remontant de 1614 jusqu'aux « États généraux » tenus en 480 par Pharamond (2). Le volumineux recueil de Mayer sur les *états généraux et autres assemblées nationales*, présentait un choix instruc-

(1) *Lettre au Roi* [376], p. 91.

(2) Cf. *Recherches curieuses et instructives sur les États généraux* [410], pp. 53-54. Voir encore le *Précis historique sur les États généraux* [402] ; le *Coup d'œil rapide, ou Notice historique sur les Assemblées des États généraux* [350], etc.

tif d'extraits historiques et de documents ; mais il juxtaposait, dans sa neutralité parfaite, Saint-Aubin et Mably, Dubos et Boulainvilliers (1). Les écrits du comte de Lauraguais, mêlés d'idées confuses et d'érudition indigeste, ne pouvaient exercer sur le public d'influence bien déterminée (2). Néanmoins les faits positifs semblaient dans leur majorité favorables aux deux premiers ordres. L'auteur d'un remarquable *Mémoire sur les Etats généraux*, l'abbé Desprez, après une étude impartiale des anciennes sessions, conclut que le vote par ordre, et le *liberum veto* de chaque ordre, sont conformes à l'usage à peu près constant de la monarchie (3). Les privilégiés pouvaient donc, sans trop d'inexactitude, fonder sur la Constitution l'exigence de leur intérêt. « Il y a des gens assez imbéciles, ou d'assez mauvaise foi pour assurer que le Royaume de France n'a point de Constitution », déclare l'auteur des *Réflexions impartiales sur la grande question qui partage les esprits* (4) ; et à cette « absurdité » si « choquante », il oppose les maximes, incontestables selon lui, du droit public français : le pouvoir exécutif appartient au prince (5) ; le pouvoir législatif, au prince et à la nation (6) ; trois ordres distincts par le rang, égaux par le droit (7), votent séparément les lois et accordent les subsides ; leur accord unanime est nécessaire pour

(1) *Des Etats généraux et autres assemblées nationales*, 18 volumes in-8° [367] ; sur les vues impartiales qui ont dirigé le choix des extraits, cf. t. I, pp. v, viii, ix, xi, xiii ; t. IV, p. iv.

(2) *Recueil de pièces historiques sur la convocation des Etats généraux*, [411], 20 septembre 1788 ; *Dissertation sur les assemblées nationales, sous les trois races des Rois de France* [357], 10 octobre 1788.

(3) *Mémoire sur les Etats généraux* [383] (1788), p. 103. Voir aussi l'ouvrage intitulé : *Des Etats généraux, de leur forme et de la cause de leur convocation* [366] (1788). L'auteur, dans la dernière section, pp. 108-116, résume les anciennes formes, et semble indiquer, par l'emploi des verbes au présent, qu'elles continuent d'être applicables : « Chaque classe se retire en sa chambre... Quant à l'Orateur du Tiers-Etat, il parle toujours à genoux. » (Pp. 114, 116.)

(4) *Réflexions impartiales* [416], p. 6.

(5) *Ibid.*, p. 8.

(6) *Ibid.*, pp. 8-9.

(7) *Ibid.*, p. 11.

former une résolution, d'où la sécurité de chacun contre toute tentative des deux autres réunis (1).

Même conception dans les *Principes et Réflexions sur la Constitution française* :

« L'existence d'une constitution n'exige point celle d'une charte où tous les droits particuliers du Souverain et des différens ordres de citoyens soient détaillés et adaptés aux différentes circonstances...

Le Monarque, en France, a la plénitude de l'autorité royale ; mais sa puissance ne s'étend ni sur la liberté, ni sur la propriété d'aucun de ses sujets. La Nation est composée de trois ordres de citoyens, distingués par leur rang, égaux par leurs droits. Tels sont les deux principes de la Constitution française (2). »

Or, s'il résulte du premier principe que la nation a droit de voter les impôts et de concourir à la législation, il suit également du second que l'on doit voter par ordre aux États généraux (3).

Telle est en abrégé la doctrine dont se réclamait l'aristocratie (4) : elle s'accordait aux théories qui, depuis 1771, composaient la Constitution française de privilèges

(1) *Ibid.*, pp. 11-12.

(2) *Principes et Réflexions* [403], pp. 8-9.

(3) *Ibid.*, pp. 10 sqq.

(4) Cf. l'abbé de Gourcy : « Nos premiers Ordres sont bien plus antiques et plus constitutionnels que la Chambre Haute... L'ancienne délibération par Ordre ne peut être changée que par le concours des trois Ordres, par leur vœu distinct, et par l'approbation du Roi. » (*Droits et devoirs* [358], pp. 29-30.) — D'Éprémessnil : « L'opinion par ordres, tellement indépendants les uns des autres, que deux n'obligent pas le troisième, est la constitution. » (*Réflexions d'un magistrat* [413], p. 3.) — Séguier : « La Noblesse Française ne souffrira jamais... que le pouvoir législatif soit attribué au Tiers-État, et qu'il change la Constitution au gré de son caprice. » (*Façon de voir d'une bonne vieille* [371], p. 45.) — Cf. aussi l'*Examen patriotique* [370], pp. 23 sqq., 31 sqq. — L'ouvrage anonyme, *Des États généraux et de leur convocation* [368], porte que « les privilèges de la noblesse sont établis par la Constitution Française », p. 44. — L'auteur d'un *Mémoire sur les formes des États*, M. Levrier, préférerait le vote par tête comme plus équitable ; mais il reconnaît qu'on ne peut l'imposer sans fournir prétexte à récuser l'assemblée « comme informe, incomplète, anticonstitutionnelle ». (*Mémoire...* [385], p. 80.) Voir en revanche la brochure de Hocquart de Coubron, *Les Trois principes constitutifs* [419], qui renforce l'autorité de la constitution française par les principes généraux de l'économie sociale, pp. 3-4.

et de droits nationaux ; seulement, c'est le privilège que les circonstances, derechef, mettaient au premier plan, et l'influence de Montesquieu, souvent absorbée à la fin du siècle dans celle de Mably, reparut sensible et directe. Ce n'est pas que l'*Esprit des lois* ait parlé du mode de vote, et nous savons aujourd'hui, par les *Pensées et fragments*, que Montesquieu donnait l'avantage à la dualité des Chambres sur la division ternaire, féconde en jalousies (1). Les partisans du vote par ordre, qui le comptaient comme un des leurs, ne se trompaient pourtant qu'à demi : l'adoption du vote par tête, sans préparation ni tempérament, eût introduit « l'égalité extrême » qui, selon l'*Esprit des lois*, détruit même les démocraties ; la politique de Montesquieu, subtile, pondérée et conservatrice, conseillait de préférer la tradition à la raison pure, la hiérarchie au nivellement, l'équilibre à l'uniformité ; et le débat touchait au principe des distinctions sociales, que le président baron de La Brède ne veut pas séparer de la monarchie. « Le chancelier Bacon et l'Auteur de l'*Esprit des lois*, déclare « un amateur de la vérité », ont clairement démontré que, dans toute vraie et juste Monarchie, la Noblesse est partie essentielle, constitutionnelle, constitutive. C'est par la Noblesse, que le Despote est distingué du Monarque (2). » Chérin se prévaut à la fois, par une concordance remarquable, de la modération de Rousseau dans son *Gouvernement de Pologne* (3), et de « l'autorité de l'illustre Montesquieu », qui nous montre l'utilité de la noblesse, conservatrice de la monarchie (4) ; il conclut que le peuple fran-

(1) « Les états de France divisés en trois corps, et assemblés en trois chambres, on mettoit de la jalousie entre eux. Ce que le Clergé vouloit, le Peuple ou les Nobles ne le vouloient pas. Il auroit fallu que les Nobles et le Clergé ne fissent qu'une chambre. » (*Pensées et fragments* [30], t. II, p. 319.)

(2) *Pensées d'un amateur de la vérité sur les affaires présentes* [398], pp. 58-59. Cf. aussi p. 71. D'après une note manuscrite de l'exemplaire de la Bibliothèque nationale (Lb, 39, 1192), l'auteur serait Secondat de Montesquieu, le propre fils du philosophe.

(3) *La Noblesse considérée sous ses divers rapports* [387], cf. p. 30.

(4) *Ibid.*, p. 29.

çais doit « respecter dans la Noblesse un ordre supérieur, heureusement institué pour être le lien du Souverain et de ses Sujets » ; reconnaître dans ses membres « les défenseurs de ses foyers, les protecteurs de ses champs et ses bienfaiteurs » ; cesser enfin de lui envier « ses prérogatives qui sont la juste récompense de ses mérites et l'appanage nécessaire de sa condition (1). » Un admirateur de la police des fiefs, sensible à la belle gradation de l'inégalité sociale (2), fait de l'existence de la noblesse une loi constitutionnelle : anéantir les privilèges, ce serait choquer « l'ordre constitutif de la Monarchie », vu que « son essence et sa forme ont toujours présenté le coup d'œil d'une hiérarchie graduée par des rangs, des prééminences et des distinctions, ce qui a fait dire au Président de Montesquieu : point de Monarque sans Noblesse, et point de Noblesse sans Monarque (3) ». Mêmes opinions, même autorité, dans les *Réflexions en faveur de la Noblesse* : « Le principe de la monarchie, comme le dit Montesquieu, est l'honneur... L'égalité parmi les sujets de notre Monarchie ne peut avoir lieu... Il faut des chaînons depuis le Monarque jusqu'au dernier homme du Peuple... En Turquie, les hommes sont égaux... ; dans un pays où il existe des loix constitutives, il doit exister un Corps indépendant du caprice du Souverain, qui conserve ces mêmes loix et les prérogatives du Peuple (4). »

C'est encore un admirateur de Montesquieu que l'abbé de Lubersac, dont le *Citoyen conciliateur* défend les corps de magistrature (5), les prérogatives du Clergé et de la

(1) *Ibid.*, pp. 35-36. Voir, sur l'utilité des premiers ordres, les *Réflexions d'un Patricien* [414].

(2) *De la Noblesse, relativement à la Constitution et à nos Mœurs* [388] (8 décembre 1788), cf. p. 15, sur l'harmonie du système féodal.

(3) *Ibid.*, pp. 33-34.

(4) *Réflexions en faveur de la Noblesse* [415], pp. 20, 24. L'auteur cite également Rousseau (p. 5) ; mais c'est pour opposer les vertus de la campagne à la dépravation des villes (et par conséquent de la bourgeoisie).

(5) *Citoyen conciliateur* [343], 1^{re} partie, pp. 31 sqq. « Le grand Montesquieu », « le profond Montesquieu », est maintes fois cité dans l'ouvrage,

Noblesse (1), et les anciennes formes des États généraux (2). Il admet cependant, sur les calculs d'une minutieuse arithmétique, que le tiers état puisse nommer 125 députés de plus que chacun des deux premiers ordres, « comme étant censé avoir en propriétés foncières un quart de plus (3) ». Mais il maintient énergiquement la distinction des ordres, contre les « prétentions aussi nouvelles qu'extravagantes » de « quelques citoyens turbulens et ignorans » : confondre noblesse et tiers état, ce serait détruire l'harmonie sociale, « renverser l'ordre naturel et constitutionnel de l'empire », substituer, en un mot, à « la constitution de la plus belle monarchie du monde » les maximes de la démocratie : entreprise insensée « pour une nation qui, telle que la nôtre, ne se soutient que par les armes et l'opinion de l'honneur, sentiment inné dans le cœur des anciens Francs, dont nous descendons (4) ». La nature de la monarchie, la nécessité de l'honneur, voire l'origine germanique des Français, toutes les faciles raisons qu'on pouvait tirer de *l'Esprit des lois* se résument dans ces quelques phrases. On les retrouve plus développées sous la plume d'un écrivain qui se déclare lui-même *Disciple de Montesquieu* (5). C'est à la fois par l'histoire de la monarchie française et par les conditions générales de toute monarchie, qu'il justifie, en citant abondamment son auteur, les prérogatives de la noblesse, même les immunités fiscales que les cahiers des deux premiers ordres abandonnaient presque partout (6). Renforçant Montesquieu

en faveur des Parlements (p. 46); des justices seigneuriales (pp. 48-49); et sur la nécessité des pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendants (p. 49).

(1) *Ibid.*, 1^{re} partie, pp. 53-75 ; 3^e partie, pp. 7-9.

(2) *Ibid.*, 3^e partie, p. 6.

(3) *Ibid.*, 3^e partie, p. 49.

(4) *Ibid.*, 3^e partie, pp. 62-63. — Une *Protestation de la Noblesse de Bourgogne* [404], contre les demandes de vote par tête, signale, elle aussi (p. 2), les dangers de la démocratie et ceux du despotisme.

(5) *Le disciple de Montesquieu*, à MM. les Députés aux États généraux [355], 1789.

(6) Cf. *Disciple de Montesquieu* [355], pp. 9 sqq., 21 sqq.

par Rousseau (1), il montre que les corps intermédiaires sont les protecteurs naturels du peuple, et rappelle les circonstances, — récentes mais presque oubliées, — où la noblesse avait défendu la liberté nationale contre les machinations de la cour. La distinction des trois ordres, la nécessité de leur consentement séparé pour l'impôt, leur représentation égale dans les assemblées de la nation, voilà les maximes constitutives de la monarchie française ; l'auteur les identifie expressément à celles du « gouvernement gothique », que Louis XVI allait rétablir dans sa pureté, s'il n'eût été égaré par l'« étranger » Necker (2).

Maintenir, contre le délire d'innovation, « les principes fondamentaux de la monarchie », tel est aussi l'objet d'une brochure qui s'intitule, avec quelque témérité : *Opinion du Président de Montesquieu, sur la question des délibérations par tête ou par ordre dans les Assemblées législatives et sur l'exercice de la puissance exécutive* (3). Brochure courte, vague, sommaire, et qui se réduit à peu près à un recueil de citations ; mais le choix en est intéressant : aux aphorismes tant répétés sur la nature de la monarchie, l'auteur ajoute le passage où Montesquieu montre l'utilité de la Chambre des Pairs dans la Constitution anglaise. On verra dans l'*Esprit des lois*, déclare-t-il, « que la Noblesse seroit écrasée sous la majorité populaire, si le système de la délibération

(1) Il cite Rousseau, conjointement avec Montesquieu, pour prouver la nécessité des ordres intermédiaires (p. 34). Ailleurs, il affirme qu'« on gâte aujourd'hui le beau système politique » de Jean-Jacques « par la fausse application qu'on en fait », en faveur d'une aveugle démocratie (p. 94). Nous nous permettons de signaler ces paroles à qui voudrait entreprendre enfin l'étude impartiale de la politique de Rousseau.

(2) *Disiple de Montesquieu* [355], pp. 82-83 : « Puisque le roi nous restituoit une constitution dont l'oubli a accumulé progressivement tant de maux sur nos têtes, un étranger devoit-il en solliciter la violation ? Ignoroit-il que l'empire François prospéra plusieurs siècles sous cette constitution protectrice... » (En note, p. 83, vient le passage bien connu de Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XI, chap. VIII) sur l'excellence du gouvernement gothique après l'introduction des affranchissements.)

(3) *Opinion du président de Montesquieu* [395], p. 1.

par tête prévaloit... D'où il sera aisé de conclure, d'après Montesquieu : ...La puissance législative appartient au Roi, à l'ordre des Nobles et à l'ordre du Peuple. Chacun de ces trois Corps a le droit d'empêcher une Loi (1). » Une telle conclusion change l'aspect du problème, en substituant à la distinction des trois ordres, conforme à la tradition française et réclamée en son nom, la dualité des chambres inhérente au régime anglais. Est-ce une équivoque calculée, ou une confusion involontaire de polémiste hâtif ? Nous ne saurions en décider ; mais les rapports des deux systèmes sont plus nettement distingués par d'autres écrivains. C'est ainsi que la *Lettre au Roi*, de M. de Calonne, tout en conservant trois ordres dans la nation, accepte la réunion des deux premiers en une seule chambre (2). Il ne s'agit pas, — l'auteur le souligne, — de remplacer la Constitution française par le gouvernement anglais, d'altérer les principes de la souveraineté, les droits des corps intermédiaires, et la structure traditionnelle de la monarchie : on modifierait seulement la police intérieure des États généraux, en empruntant à l'étranger un règlement de détail, une sorte de procédé technique, propre à calmer les inquiétudes, à satisfaire l'amour-propre du Tiers (3). A la vérité, le détail était d'importance, puisqu'il introduisait l'égalité de suffrage entre le troisième ordre et les privilégiés ; mais il faut reconnaître qu'une chambre haute, formée de représentants élus de la noblesse et du clergé, n'eût pas exactement reproduit la pairie britannique, dignité héréditaire et conférée par le roi. Le plan de Calonne respectait la société d'ancien régime et ses trois assises superposées ; il ne dénotait aucun fanatisme pour le gouvernement anglais : c'était un simple expédient, une transaction de circonstance, qui donnait au Tiers

(1) *Ibid.*, p. 2.

(2) *Lettre au Roi* [376], pp. 137 sq.

(3) *Ibid.*, pp. 145-146.

l'égalité pour éviter sa domination. Ces dispositions conciliantes furent médiocrement goûtées, et la *Lettre* de l'ancien ministre, où l'on ne voulait voir, paraît-il, « que le serpent caché sous les fleurs (1) », fut lacérée et jetée au feu en plein Palais-Royal (2). Le système des deux chambres plaisait cependant à un auteur que M^{me} de Staël a rangé parmi les meilleurs esprits de France (3) : La Luzerne, évêque de Langres, le proposa dans sa brochure *Sur la forme d'opiner aux États généraux*. Ce prélat, non plus que Calonne, n'est novateur de parti pris : il estime qu'il y a en France des « bases de constitution (4) », solides et assurées :

« Un Roi et une Nation composée de trois Ordres, voilà des principes constitutionnels, antiques, et constants ; ils sont même les fondemens de l'Assemblée qui va se tenir (5). »

Mais si la distinction des trois ordres tient à la Constitution, leur séparation rigoureuse dans les États n'est ni nécessaire ni souhaitable : elle complique inutilement les délibérations (6), elle inquiète le troisième ordre, qui redoute la domination des deux premiers coalisés (7). La fusion dans la même chambre de la noblesse et du clergé ne leur laisse plus qu'un suffrage : elle rétablit l'équilibre, sans produire les inconvénients de l'extrême uniformité (8). Le Sénat des privilégiés, balançant l'assemblée du Tiers, saura défendre contre les écarts de la passion

(1) *Hardy*, Journal [4], du 18 mars 1789. B. N., mss. fr. 6687, p. 263.

(2) *Ibid.*, pp. 263-264.

(3) Cf. M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. xvii, t. I, p. 103.

(4) *Forme d'opiner* [417], p. 57.

(5) *Ibid.*, pp. 57-58.

(6) *Sur la forme d'opiner* [417], pp. 61, 64.

(7) *Ibid.*, pp. 59, 61.

(8) *Ibid.*, pp. 3 sqq., 98. — Une quinzaine de jours avant l'ouverture des États, La Luzerne communiqua un projet légèrement différent à Necker, Montmorin et Malouet : « L'évêque de Langres..., dit ce dernier, proposa l'expédient, qu'il produisit depuis dans la chambre du clergé, de réduire les trois ordres à deux : le premier réunissant tous les nobles qui se trouvaient répandus dans les trois, et le second composé de non-nobles. » (*Mémoires* [225], t. I, pp. 292-293.)

démocratique, la prérogative royale et les distinctions nécessaires des personnes et des rangs (1). Car « l'existence et les décorations de la noblesse sont nécessaires dans une Monarchie... Cette gradation de rangs est comme une chaîne qui unit au Roi tous ses sujets, et qui le rapproche d'eux tous. En même temps qu'elle est inhérente à la Constitution, elle lui est utile, elle inspire une plus grande vénération pour le Monarque (2). » Ainsi parle, d'après Montesquieu, M. de La Luzerne ; bien qu'il abandonne les immunités fiscales (3), il ne veut pas que la noblesse se repaisse de vains honneurs, et il demande pour elle des privilèges effectifs (4) ; il conçoit toute l'importance de ces pouvoirs intermédiaires, que les Anglais avaient « ôtés (5) ». Loin d'attaquer dans ses fondements le régime traditionnel, il ne veut que le simplifier, l'assouplir par une imitation libre de certains exemples étrangers (6). C'est dans ce sage éclectisme que survivait véritablement « l'esprit de l'*Esprit des lois* ».

Mais de tels compromis ne s'accordaient pas aisément aux intérêts ou aux préjugés des premiers ordres. L'on voit un abbé de Gourcy, par ailleurs si proche de Calonne, repousser la réunion de la noblesse et du clergé, parce qu'elle « ôteroit de la balance politique un contrepoids salutaire (7) ». Le marquis de Montesquiou-Fesenzac, dans une brochure adressée *Aux trois ordres de la Nation*, reconnaît que cette fusion serait utile en soi, mais, par

(1) *Forme d'opiner* [417], pp. 20-21, 26.

(2) *Ibid.*, p. 30.

(3) *Ibid.*, pp. 27-28.

(4) *Ibid.*, pp. 31, 35.

(5) Cf. *Esprit des lois* [28], liv. II, chap. iv, t. I, p. 122 : « Les Anglois, pour favoriser la liberté, ont ôté toutes les puissances intermédiaires qui formoient leur Monarchie. Ils ont bien raison de conserver cette liberté ; s'ils venoient à la perdre, ils seroient un des peuples les plus esclaves de la terre. »

(6) Il est nécessaire, dit-il, de « considérer avec attention » le gouvernement anglais, « de juger ce qu'il renferme d'utile, et ce qui peut en être dangereux ; et d'examiner ce qui est applicable à notre pays, à nos mœurs, à notre situation présente et future. » (*Forme d'opiner* [417], p. 93.)

(7) *Droits et devoirs* [358], p. 53.

respect pour « un usage immémorial », il fait scrupule de la proposer, et préfère une transaction différente : le vote par tête en matière fiscale, par ordre dans les autres occasions (1). L'*Apologie de la Constitution française* préconise le même accommodement, en le compliquant d'un quatrième ordre, qui serait formé de magistrats (2). Les Cahiers nous montreront, dans le Clergé et la Noblesse, un esprit de corps toujours vivace, quoique cédant sur certains points aux circonstances ou à l'équité. Mais le plus souvent, la précision fait défaut aux brochures aristocratiques : trop d'auteurs croient avoir tout dit, quand ils ont parlé de division « constitutionnelle », et répété machinalement les formules de Montesquieu.

Au grêle refrain des privilégiés répondait le chœur formidable des défenseurs du tiers état. Ils multipliaient les projets, les pétitions et les satires, prodiguaient les raisons solides et les prétextes ingénieux. Ainsi quelques-uns s'avisèrent de montrer dans la tradition une base de la démocratie. On pouvait prétendre, — notamment sur la foi de Mably (3), — que les distinctions d'ordres et les contrepoids politiques étaient des inventions modernes, vaines surcharges qui déformaient le gouvernement primitif. Condorcet avait commencé, à propos des assemblées provinciales, ce renversement d'une thèse chère aux privilégiés (4) ; il y revint en 1789, montrant que la maxime carolingienne : *lex consensu populi fit et constitutione regis*, ne suppose pas d'intermédiaire entre la nation et le roi : « En rappelant notre gouvernement à cette

(1) *Aux trois Ordres* [337], p. 25 et note.

(2) *Apologie* [335], t. I, chap. II.

(3) Mably, dont les *Observations* furent rééditées en 1788, ne fournissait pas de précédent décisif en faveur du vote par tête, puisqu'il avouait que, même sous Charlemagne, la forme des délibérations dans les assemblées nationales n'avait pas été nettement fixée. (Cf. *Observations*, liv. II, chap. III, *Œuvres de Mably* [160], t. I, p. 256.) Mais le vote par tête devait paraître plus conforme à l'esprit démocratique qui, selon lui, caractérisait l'ancien gouvernement.

(4) Cf. ci-dessus, au chap. XI.

forme antique, les parlements seront destitués de la portion de puissance législative que le prince et le peuple avaient tolérée, comme la représentation imparfaite de l'ancien usage (1). » Gautier de Sibert publia une dissertation académique sur l'*Ancienneté de l'existence du Tiers État*, qui, sans exclure la noblesse des origines de la monarchie, plaçait auprès d'elles des roturiers jouissant de tous les droits civils et politiques (2) : « Il ne faut pas juger de notre ancien Gouvernement par des actes de violence, par quelques atrocités inscrites dans nos annales... Le gouvernement François a toujours été, par le droit, un gouvernement modéré (3). » A défaut de détails précis sur la forme des Champs de mars, l'esprit de justice qu'on voulait voir dans la constitution franque, équivalait à un précédent en faveur du tiers état. Aussi un ennemi de la noblesse, riche d'une érudition empruntée à Mably, put-il avancer que « rendre à la classe nombreuse et utile » la prépondérance dans l'État, c'était la faire « rentrer dans les droits imprescriptibles qu'elle tient de la nature et de l'ancienne constitution française (4) ». Pour l'auteur des *Considérations intéressantes sur les affaires présentes*, il n'y eut, à l'origine de la France, ni asservissement des

(1) *Réflexions sur les pouvoirs à donner...*, Œuvres [100], t. IX, p. 272. Cf. aussi p. 281 : « ... Telle est l'énumération succincte des droits des hommes individuellement, des sociétés en général, et de la nation française en particulier. » Il est superflu de redire que l'histoire fournit à Condorcet une arme de polémique, et non la source de sa propre conviction.

(2) *Considérations sur l'ancienneté de l'existence du Tiers État* [346], pp. 3 sqq. ; 47 sqq. Cette brochure de 119 pages reprend, développe et augmente un mémoire lu devant l'Académie des inscriptions par le même érudit, à la séance publique de Pâques 1767 : « Mémoire dans lequel on examine s'il y a eu sous les deux premières races de nos Rois, un ordre de citoyens à qui on puisse appliquer le nom de Tiers-État. » (*Mémoires de l'Ac. des Inscriptions* [24], t. XXXVII, pp. 541, 555.) On trouve déjà, dans l'écrit de 1767, l'idée (conforme à l'*Esprit des lois*), de l'existence de roturiers libres aux origines de la monarchie.

(3) *Considérations...* [346], p. 48.

(4) *Qu'est-ce que la Noblesse, et que sont ses Privilèges ?* [406], p. 1. Notons que cette brochure, — où les *Observations* de Mably sont fréquemment citées, — est attribuée à un gentilhomme, le comte de Murat.

vaincus, ni corps de noblesse séparé (1) : la division en trois ordres est donc « contraire à la constitution primitive de la monarchie ; essentiellement vicieuse et anti-constitutionnelle (2) ». Ailleurs, « un gentilhomme » qui se dit à bon droit « impartial », invoque contre la délibération par ordre « ce principe constitutif de l'Empire, principe aussi ancien que le Royaume », et que son enthousiasme attribue à « l'illustre Charlemagne (3) » : *lex consensu populi fit et constitutione regis* :

« Pourroit-on regarder comme *consenties* par le peuple des loix auxquelles il n'auroit contribué que pour la tierce partie, ou que la majorité des deux premiers ordres aurait fait passer malgré lui ? (4) »

L'histoire pénètre jusqu'à des libelles dont le style et l'inspiration s'éloignent singulièrement du genre académique. Une diatribe contre les privilégiés, le *gouvernement sénati-clérico-aristocratique*, déplore la perte de l'« ancienne constitution », si « simple », si « heureuse », si populaire, qui avait fait le bonheur de la nation et du roi (5). L'image des Mérovingiens élevés sur le pavois, — qui avait coloré d'un reflet rapide le *Petit carême* de Massillon, — fournit à une œuvre bien différente, le *Jugement du Champ de mars*, à la fois le symbole et la preuve des droits de la démocratie (6). Pour l'auteur de ce pamphlet, — triviale affabulation de quelques erreurs historiques, — l'abolition des privilèges ne serait que le « retour aux lois fondamentales » de l'État (7). Un écrivain plus sérieux, Target, professa quelque temps aussi que la réunion « si désirable » des trois ordres faisait

(1) *Considérations intéressantes* [345], pp. 31 sqq.

(2) *Ibid.*, pp. 28 ; 57.

(3) *Apperçu rapide et impartial d'un gentilhomme* [356], pp. 6 sq. L'erreur dans l'attribution du Capitulaire prouve que les arguments de ce genre n'intéressaient pas seulement les érudits.

(4) *Ibid.*, p. 7.

(5) *Le gouvernement sénati-clérico-aristocratique* [372], pp. 23-24.

(6) *Jugement du Champ de Mars* [375], p. 1.

(7) *Ibid.*, p. 7.

partie « de la Constitution française (1) » ; mais il empruntait ses exemples à des époques moins reculées ; c'est dans les États généraux du xiv^e siècle qu'il prétendait trouver ses précédents :

« Voilà donc notre Constitution primitive ; nos derniers États ne nous représentent qu'une constitution dégénérée, au sein de la discorde... Chose étrange ! c'est dans la France déchirée, qu'on pense à chercher aujourd'hui les principes qui doivent l'unir (2). »

Cette érudition était pourtant plus ingénieuse que solide, et la bourgeoisie sentait bien que le principe de sa force ne lui venait pas du passé. L'histoire des États généraux, où ses ancêtres avaient paru genou en terre, comme de très humbles « remontrâns et plaignans », n'était pas pour elle un sujet d'orgueil ; son amour-propre prenait, il est vrai, sa revanche, dans les placités primitifs, si équitables selon Mably : mais encore fallait-il convenir que leur « police » était mal connue, qu'elle avait dû varier, qu'elle ne pouvait servir de modèle en 1789. Ces controverses montraient tout au plus que la tradition n'étant pas uniforme, il fallait chercher en dehors d'elle la solution du conflit. L'*Apperçu rapide et impartial*, — quoiqu'il allègue l'Édit de Pistes en faveur du tiers état, — avoue que les faits historiques « paroissent se prêter également aux prétentions de chaque corps. Dans cette incertitude, n'est-ce pas sur le fonds même de la chose que la raison doit prononcer ? (3) » Un gentilhomme, provisoirement ami du peuple, le comte d'Entraigues disait sur un ton plus tranchant : « S'il existe des titres nationaux, s'ils viennent appuyer nos droits constitutifs, ou s'en prévaut ; s'ils sont anéantis, on s'en passe, en remontant sans leur secours aux vrais prin-

(1) *Suite de l'Ecrit intitulé : les Etats généraux convoqués par Louis XVI*, [364], p. 27.

(2) *Ibid.*, p. 28.

(3) *Apperçu rapide et impartial...* [336], p. 2.

cipes (1). » Ces « vrais principes » sont la liberté politique et l'égalité civile, conformes à l'exigence éternelle de la raison. D'Entraigues ne conseille pas pour autant de mépriser l'histoire : en effet, ce que la raison démontre, l'exemple du passé peut l'illustrer. Si nous avons « d'autres titres à une liberté nationale, que ceux que pendant huit siècles a couvert la poussière des chartriers (2) », l'étude des antiquités françaises n'est pas une vaine pédanterie : « L'érudition dirigée par un cœur généreux va y chercher des traits de vertu, de liberté, des actes d'oppression repoussés avec une mâle énergie (3) ». Aussi, le comte démocrate se plaît-il à évoquer l'origine de la monarchie ; il admire la liberté des lois germaniques, que Montesquieu « avoit bien méditées, puisqu'il les a commentées avec tant de sagacité (4) » ; il retrace, d'après « l'excellent ouvrage de M. l'abbé Mabli (5) », les grandes lignes de la constitution franque (6) ; il date de l'hérédité des fiefs la formation de la noblesse transmissible, « le plus épouvantable fléau dont le ciel dans sa colère put frapper une nation libre (7) ». Mais il ne demande qu'à « la loi immuable de la nature » de justifier le vote par tête et le doublement du Tiers (8) :

« Le tiers état est le peuple, et le peuple est la base de l'état ; il est l'état lui-même : les autres ordres ne sont que des divisions politiques tandis que le peuple est tout

(1) *Mémoire sur les Etats généraux* [384], p. 17, cf. p. 18.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 18.

(4) *Ibid.*, p. 57.

(5) *Ibid.*, p. 72.

(6) Cf. pp. 9, 10 sqq., 53, 55 ; 69 sqq. A la page 69, d'Entraigues mentionne, — en l'attribuant lui aussi, à Charlemagne, la maxime de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis*.

(7) *Ibid.*, p. 61. D'ailleurs, le comte d'Entraigues ne réclame pas l'abolition de ce fléau ; il demande même la conservation partielle des droits féodaux. (P. 85.)

(8) *Ibid.*, pp. 246, 250. Toutefois, le comte d'Entraigues estime que c'est aux États généraux eux-mêmes qu'il appartient de fixer le mode de délibération ; mais il pense que la forme la plus populaire sera la meilleure.

par la loi immuable de la nature, qui veut que tout lui soit subordonné, et que son salut soit la première loi de l'état, et le motif qui les autorise toutes.

C'est dans le peuple que réside la toute puissance nationale ; c'est pour lui que tout l'état existe, et pour lui seul qu'il doit exister (1). »

Ces pages où semblait revivre, au service du peuple, la fougue de Boulainvilliers, furent avidement saisies par un public sympathique (2). Le tiers état comprenait qu'il pouvait justifier ses demandes en dehors du droit positif, et, s'il le fallait, contre lui. Dans ce qu'elle avait de populaire, l'idée de « constitution française » avait rempli son destin : la royauté venait de rendre à la nation le consentement des subsides, par suite, un moyen de contrôle sur le gouvernement ; il semblait que la « constitution », après avoir contribué à cette défaite du despotisme, ne tendît plus qu'à la défense des privilèges menacés. « On ne cesse de nous parler de *Constitution*, écrit Salaville : c'est le mot de ralliement de tous les ordres privilégiés ; c'est avec ce mot qu'ils prétendent nous fermer la bouche. Menacer leurs Privilèges, c'est renverser la Constitution (3). » — « Observez le bien, dit Rabaut Saint-Étienne ; c'est toujours le cri des corps particuliers ; chacun d'eux appelle, *loi fondamentale*, la loi qui lui donne des prérogatives, de l'éclat ou de l'autorité (4). » Mal assurée sur ses bases historiques, la Constitution n'avait plus l'appui de l'intérêt national (5). « Je demande où est notre Constitution ? dira

(1) *Mémoire sur les Etats généraux* [384], p. 246.

(2) Weber et Malouet, parlant de l'influence des brochures, rapprochent le *Mémoire* du comte d'Entraigues, pour son succès, du pamphlet célèbre de Sieyès : *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* (Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 350 ; Malouet, *Mémoires* [225], t. I, p. 247.)

(3) *Organisation d'un état monarchique* [396], pp. 5 sq.

(4) *Considérations sur les intérêts du Tiers Etat* [347], p. 12.

(5) Les variantes d'un éloge de Montesquieu, présenté à l'Académie de Bordeaux, peuvent servir à illustrer le changement de l'esprit public. Il est significatif qu'une allusion aux « privilèges », aux « traités », aux « Sénats » et aux « vestiges prétieux de la constitution françoise », que contenait la rédaction de 1788, ait été effacée l'année suivante. (Cf. ci-dessus, chap. III, pp. 175-176 et note.)

Volney ; qui l'a faite ? En quel temps a-t-elle été faite ? Où est le code qui la contient, où sont les usages notoires et constants qui la forment ? (1) ». La question se posait avec une netteté impérieuse, qui n'admettait pas de faux-fuyant. Target, qui avait essayé d'adapter la Constitution aux besoins de la cause populaire, trouva plus simple de la nier dans un écrit ultérieur :

« Me sera-t-il permis de dire ce que je pense de ces mots, *constitution*, *inconstitutionnelle*, que j'entends répéter sans cesse autour de moi ; je crains bien qu'ils n'expriment qu'une idée très vague et très confuse... Je conçois que la Constitution est quelque chose, dans une Nation qui a un régime habituel de conduite, un exercice réglé de législation et de gouvernement... Mais, pouvons-nous dire que la France ait jusqu'ici possédé cet avantage ? Pouvons-nous dire, que déjà la convocation des États généraux fût érigée en une constitution précise, lorsque rien n'en assuroit le retour ?... J'avoue que je ne conçois pas bien comment il seroit possible, qu'avant que les délibérations nationales fussent consacrées en une vraie *constitution*, la manière de délibérer pût être déjà constitutionnelle (2). »

Tel fut l'argument capital des défenseurs du tiers état. Parfois avec sérénité, souvent avec violence, ils nièrent la Constitution, et cette formule sommaire, mais vraie plus qu'à demi : *la France n'a pas de Constitution*, retentit comme un cri de guerre. « Je crois qu'il est démontré, lit-on dans un écrit sur la *Constitution française*, que la France n'a été administrée que d'après une aveugle routine et par la volonté instantanée des rois (3). » — « L'étude de notre histoire m'autorise à

(1) *Des conditions nécessaires à la légalité des États généraux* [344], p. 5. (Brochure attribuée parfois à Dèmeunier.)

(2) *Seconde suite des États généraux convoqués par Louis XVI* [365], pp. 22-23.

(3) *De la Constitution française* [348], p. 49.

penser, déclare « un citoyen », qu'il n'y a eu non seulement aucune jurisprudence, mais même aucun usage qui fixe, qui ait jamais fixé la composition des États généraux (1). » — « Avouons, dit une brochure adressée *A la Nation française*, que ce Royaume n'a jamais eu et n'a point encore de Constitution (2). » — « Nous n'avons point de constitution, affirme Mounier... Pour prouver que nous avons en France une Constitution, on est obligé de remonter jusqu'aux Capitulaires des Carlovingiens ; mais ils pourroient tout au plus servir à prouver que nous avons autrefois une Constitution, et que nous l'avons perdue depuis près de dix siècles (3). » — « Point de Constitution », tranche Grouvelle : le passé n'offre que l'alternance d'une indépendance barbare et d'un despotisme absolu (4). Pour Cérutti, « ce qu'on appelle improprement le Droit françois » consiste en un mélange impur de lois romaines, lombardes, bourguignonnes et saliques (5). « Tous les abus de l'aristocratie et tous ceux du despotisme incorporés ensemble, voilà ce qu'on appelle la Constitution française (6). » — L'auteur des *Lettres aux Notables* tire des travaux historiques cet enseignement négatif : il faut oublier les exemples des « siècles d'ignorance et d'oppression », pour suivre la clarté de la raison moderne (7). La Cretelle ira jusqu'à regretter que les monuments des anciens usages n'aient pas été consumés par un incendie total : « Nous ne serions plus exposés à y aller égarer notre raison (8). »

(1) *Vues d'un Citoyen sur la composition des Etats généraux* [422], p. 2.

(2) *A la Nation française* [333], p. 23.

(3) *Nouvelles Observations sur les Etats généraux* [389], pp. 182-183-184.

(4) *Autorité de Montesquieu* [338], chap. XXI, pp. 114-115.

(5) Cérutti, *Vues générales sur la Constitution française* [423], p. 17.

(6) Cérutti, *Observations rapides* [391], p. 41.

(7) De Calonges, *Lettres aux Notables* [377], p. 17. Cf. *Suite des Lettres* [378], pp. 62, 86.

(8) *De la convocation de la prochaine tenue des Etats généraux* [349], p. 12. — Mirabeau s'exprime en termes à peu près identiques dans une lettre au major Mauvillon : « Si tous les monumens de nos antiques représentations s'étoient trouvées recueillis dans un seul dépôt, un

Les novateurs suppléaient de leur mieux à cet incendie salutaire. Contre des coutumes incertaines, ils affirmaient passionnément la souveraineté de la raison. « Notre histoire n'est point notre code (1). » — « Ne remontons point aux siècles anciens, mais aux principes éternels (2). » — « Les seuls droits essentiels des hommes, leurs rapports naturels dans l'état de société, voilà les bases éternelles de toute forme de gouvernement (3) ». Sur l'assemblage vacillant des « maximes constitutionnelles », la critique rationaliste frappait comme un bélier d'airain (4). Sieyès ne s'attardera plus à la question, si grave pour d'autres : *La France a-t-elle une Constitution ?* Il lui suffit que le Tiers soit la nation, c'est-à-dire, en bonne logique, le suprême législateur : si la France n'a pas de Constitution, il faut en créer une, si elle en a une, la nation est en droit de la changer (5).

Mais ce dogmatisme trouvait un obstacle puissant

incendie auroit pu les consumer, et nous ne serions plus exposés à y égarer notre raison. » (*Lettres du comte de Mirabeau...* [227], 8 nov. 1788, p. 433.)

(1) *Considérations sur les intérêts du Tiers Etat* [347], p. 13.

(2) Cérutti, *Mémoire pour le peuple français* [382], p. 37. Cf., du même : *Vues générales sur la Constitution française* [423], p. 17 : « Après quatorze siècles de barbarie, il est temps d'interroger la raison. »

(3) *Conditions nécessaires à la légalité des Etats généraux* [344], p. 9. Cf. aussi pp. 13, 32.

(4) Cf. Mercier de La Rivière (cependant enclin aux compromis) : *Essai sur les maximes et loix fondamentales...* [361], p. xv : Il faut « écarter les faits, ne consulter que la raison des choses, cette chaîne de vérités éternelles à la pratique desquelles est attaché le bonheur de l'humanité. » — Cf. encore : Condorcet, *Essai sur les assemblées provinciales*, *Œuvres* [100], t. VIII, pp. 226 sqq. (pour l'expression de l'état d'esprit qui va prédominer en 1789) ; *Sentiments d'un républicain*, *ibid.*, t. IX, pp. 135-138 ; et : le *Bon sens* [340] (de Kersaint), p. 70 ; — *De la députation aux Etats généraux* [353] (par Rœderer), pp. 9, 85 ; — *l'Essai d'instruction élémentaire* [359], pp. 3 sq. — *De l'organisation d'un Etat monarchique* [396] (par Salaville), p. 7 ; — la *Pétition des citoyens domiciliés à Paris* [400], du 8 décembre 1788, pp. 5-6.

(5) *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* [408], chap. v, pp. 64-65, 68, 71. Cf. aussi *l'Essai sur les privilèges* [408], et la *Délibération à prendre dans les Assemblées des bailliages* dans les *Instructions* [373], notamment pp. 36, 42. — Sur l'influence de la brochure : *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* voir les *Mémoires de Malouet* [225], t. I, pp. 247 et note, 301 ; — ceux de Weber [243], t. I, p. 350 ; — de d'Allonville [198], t. II, p. 114. Hardy [4], à la date du 3 février 1789, en signale aussi l'intérêt et le succès tout particuliers. (B. N., mss. fr. 6687, pp. 223 sq.)

encore dans l'autorité de Montesquieu. On pouvait sans doute la retourner contre les aristocrates, rappeler que l'*Esprit des lois* leur prescrit la modération, que le despotisme de l'oligarchie, comme celui de la multitude, répugne à son goût pour la douceur et l'équilibre des gouvernements. Aussi bien, l'*Esprit des lois* est-il cité presque à chaque page dans une brochure qui condamne les ambitions des Parlements (1). Mais il restait vrai malgré tout que, par l'ensemble de son œuvre, ce grand seigneur parlementaire témoignait pour la tradition et l'inégalité. Aussi fut-il peu ménagé par le parti démocratique. « Nous voyons aujourd'hui, dit Condorcet dans sa *Vie de Voltaire*, les préjugés les plus absurdes et les plus funestes s'appuyer de l'autorité de cet homme célèbre, et... si le progrès des lumières n'avait enfin brisé le joug de toute espèce d'autorité dans les questions qui ne doivent être soumises qu'à la raison, l'ouvrage de Montesquieu feroit aujourd'hui plus de mal à la France qu'il n'a pu faire de bien à l'Europe (2). » Mounier déclare que l'*Esprit des lois* « fait dans ce moment le plus grand tort à la cause de la liberté (3) » ; et Grouvelle résume en cette formule lapidaire les effets de son influence : « Montesquieu éclaira les Nations, mais il aveugla les François (4) ». La polémique contre l'*Esprit des lois*, assoupie depuis un quart de siècle, parut se réveiller soudain. L'on imprima, en 1789, les lettres où Helvétius avait jugé cet ouvrage avec tant de franchise et de sévérité : il convenait, explique l'éditeur, de discuter publiquement les « erreurs » de Montesquieu, « aujourd'hui qu'elles viennent à l'appui des plus grands pré-

(1) *Le Despotisme des Parlements* [354]. On y accuse notamment les Parlementaires de tendre au despotisme en voulant absorber à la fois la puissance législative et le droit de juger, pp. 8-9.

(2) *Vie de Voltaire* (parue en 1789). *Œuvres de Voltaire* [196], t. I, p. 283.

(3) *Nouvelles observations sur les Etats généraux* [389], p. 214.

(4) *Autorité de Montesquieu* [338], p. 139.

jugés, et que les passions particulières les érigent en principes pratiques (1). » Ces « erreurs » furent envisagées, par certains de leurs nouveaux critiques, comme les faiblesses d'un grand esprit pour son amour-propre ou son intérêt. Salaville constate à regret, en lisant son « immortel ouvrage », « que l'homme le moins fait pour avoir des préjugés, avoit tous ceux d'un Président et d'un Gentilhomme (2). » Et Grouvelle s'exclamera, sur un ton de reproche attendri : « Oh ! Montesquieu, vous étiez Magistrat, Gentilhomme et Riche... Vous aimâtes... à montrer les avantages d'un gouvernement où vous occupiez une place trop avantageuse (3). »

A cet argument *ad hominem* se joignaient des raisons plus générales, et parfois même on discuta la doctrine des pouvoirs intermédiaires sans jeter dans le débat le nom de Montesquieu. La plus forte objection théorique procédait d'une distinction entre monarchie absolue et monarchie représentative : on concevait à la rigueur l'utilité du privilège pour arrêter tant bien que mal un pouvoir d'ailleurs absolu ; mais le contrôle régulier des assemblées nationales devait dispenser de ce contrepoids fragile et onéreux. « Provinces, Villes, Tribunaux, Compagnies, Ordres de l'État, opposez au Roi vos privilèges, abaissez-les devant la France assemblée (4) » : cette apostrophe de Target caractérise assez bien, ce semble, — surtout dans sa seconde partie, — le sentiment et la pensée des avocats du Tiers. Par là Rœderer put concilier ses tendances républicaines et son admiration pour Montesquieu : indigné « des reproches injustes et injurieux » dont on accablait « ce grand homme, le

(1) *Lettres de M. Helvétius au Président de Montesquieu, et à M. Saurin, relatives à l'Aristocratie de la Noblesse* [379]. Avertissement, p. 5.

(2) *Organisation d'un état monarchique* [396], p. 135.

(3) *Autorité de Montesquieu* [338], pp. 110-111. Cf. aussi le *Petit Colloque Élémentaire* [399], de Servan : les raisons du président de Montesquieu, en faveur de la vénalité des charges, sont « aussi dignes d'un président qu'indignes de Montesquieu », p. 35.

(4) Target, *Les États généraux convoqués par Louis XVI* [363], p. 20.

père de la lumière et de la liberté en France, le plus grand bienfaiteur, peut-être, de la nation entière (1) », il s'attache à le laver du soupçon d'aristocratie. Selon lui, Montesquieu n'admet le pouvoir de la noblesse et du clergé que dans « une monarchie tendant au despotisme (2) », et comme un mal nécessaire pour prévenir un plus grand mal ; mais dans une monarchie libre, « telle que le sera la France quand elle aura des États généraux périodiques (3) », on peut supprimer les prérogatives sans heurter les principes de l'*Esprit des lois* (4) : Rœderer semble oublier que le « grand homme » dont il se réclame, n'approuvait pas la destruction des pouvoirs intermédiaires chez les Anglais. Mais en soi l'idée était plausible de n'attribuer aux corps et aux ordres qu'un rôle tout relatif ; leur importance se diminuait de toute celle qu'on donnait à l'assemblée de la nation. Kersaint, qui, sous l'impression des événements de mai 1788, ménage encore les privilégiés, croit les privilèges inutiles dans un état bien organisé (5). Le *Gouvernement Sénati-Clérico-Aristocratique* vante la « précieuse unité (6) » de la monarchie populaire : un monarque investi du pouvoir exécutif (7), entouré d'un conseil élu par la nation (8), voilà « la vraie, la seule constitution du gouvernement monarchique (9) » ; quant à « cette différence des Ordres tant réclamée, et qu'on affirme si hardiment. ... être d'essence à la constitution monarchique », elle « n'y est pas plus essentielle que tel ou tel ordre d'architecture à un édifice public (10) ».

(1) *De la députation aux Etats généraux* [353], 8 novembre 1788, p. 64, note.

(2) *Ibid.*, p. 64, note.

(3) *Ibid.*, p. 64, note.

(4) *Ibid.*, pp. 64-65, note.

(5) *Le Bon Sens* [340]. 1788. L'ouvrage avait été écrit en majeure partie durant la crise de la cour plénière. (Cf. p. iv.)

(6) *Gouvernement Sénati-Clérico-Aristocratique* [372], p. 28.

(7) *Ibid.*, p. 21.

(8) *Ibid.*, p. 22.

(9) *Ibid.*, p. 23.

(10) *Ibid.*, p. 29.

—Cérutti ne voit pour la liberté qu'une base solide : le droit législatif de la nation ; si la noblesse a été « une barrière dans le temps du Despotisme », elle ne doit pas faire obstacle à l'établissement d'un pouvoir régulier (1). De même, pour l'auteur anonyme d'un *Avis au Tiers Etat*, l'essence de la monarchie consiste dans la communication du peuple avec le roi, au moyen d'assemblées légales (2) : aucune puissance ne doit s'interposer entre le prince et la nation, et le pouvoir de la noblesse, « que Montesquieu nous donne pour le principe constitutif de la Monarchie..., mène directement au despotisme, à l'anarchie, et quelquefois à l'un et à l'autre à la fois (3) ».

Salaville affirme sèchement que « les Nobles sont un vice dans tous les Gouvernemens possibles (4) ». Disciple en un sens de Rousseau, mais plus étroit que son maître, il ne s'embarrasse pas de distinctions et d'adaptations : il déduit l'« organisation d'un état monarchique » de quelques principes abstraits : le monarque est le mandataire d'hommes naturellement libres et égaux ; pour empêcher le despotisme, il suffit que la volonté générale reste consciente d'elle-même, que des corps représentatifs : États Provinciaux et « Sénat », puissent « conserver à la Nation la permanence de son moi (5) ». Le système était simple, net, précis : sa rigidité contrastait avec la souplesse un peu flottante des conceptions de l'*Esprit des lois*.

Mais la critique des doctrines accréditées par Montesquieu ne fut nulle part plus tranchante que chez Rabaut

(1) *Vues générales sur la Constitution française* [423], p. 100. (Voir, pp. 101-102, un jugement très sévère sur la Noblesse.)

(2) *Avis au Tiers Etat* [339], p. 19.

(3) *Ibid.*, p. 25. Cf. les *Observations sur le préjugé de la Noblesse héréditaire* [392] : « Que la Noblesse cesse donc de vouloir nous persuader qu'elle tient essentiellement à la Monarchie ; car elle ne lui tient que comme la mousse tient aux arbres, et la rouille au fer qu'elle ronge et finit par dévorer. » (Pp. 36-37.)

(4) *Organisation d'un état monarchique* [396], p. 61.

(5) *De l'organisation d'un état monarchique* [396], pp. 62-63.

Saint-Étienne et chez Sieyès. Ce dernier ne peut concevoir la raison d'être d'un corps privilégié qui, sans fonction déterminée, sans pouvoir proprement politique, attire à lui la subsistance des autres citoyens : vrai parasite social, qui, encore plus odieux que l'oligarchie régulière, joint à l'injustice l'absurdité (1). « Il ne faut dans une société que des citoyens vivant et agissant sous la protection de la loi, et une autorité tutélaire chargée de veiller et de protéger (2). » Rabaut Saint-Étienne, analysant *in abstracto* l'idée de monarchie, la réduit aussi à deux termes simples : « une nation et un Roi, un corps et une tête (3). » Le « pouvoir intermédiaire », élément bizarre qui n'appartient ni à la nation ni au roi, provient d'une altération de leurs rapports naturels : « Il n'est pas dans l'ordre des choses... ; il est donc dans l'abus des choses et dans le désordre... ; s'il s'engendre et devient nécessaire au milieu des abus, il n'entre pas dans une constitution saine et vigoureuse, mais dans une constitution dégradée, et c'est en faire un bien triste éloge (4). »

N'est-ce pas là confondre l'utilité avec la nécessité logique ? Rabaut Saint-Étienne veut exclure de la monarchie les corps intermédiaires, parce que l'idée de corps intermédiaire ne se déduit pas nécessairement, par analyse interne, de l'idée de monarchie. Et pourtant on hésite à qualifier son raisonnement de sophistique, car dans la France moderne, les « pouvoirs intermédiaires, subordonnés et dépendans » avaient trop souvent manqué à la tâche que leur assignait Montesquieu ; la logique rejoint l'expérience dans cette conclusion de Rabaut :

« ...Il suit de là que, s'il est arrivé que des corps aient

(1) *Essai sur les privilèges* [408], pp. 17-18.

(2) *Ibid.*, p. 16.

(3) *Considérations sur les intérêts du tiers état* [347], p. 44.

(4) *Ibid.*, pp. 44-45.

arrêté les progrès du despotisme contre le peuple, ce n'a été que par occasion, par contre-coup, sans intention, et qu'on ne doit pas nous proposer avec emphase, et comme une maxime de politique, ce qui ne seroit évidemment qu'un abus (1). »

Une grande cause d'insuccès pour la théorie de Montesquieu, c'est qu'impossible à démontrer par la logique pure, elle était en outre mal confirmée par les exemples immédiats. Si Rabaut Saint-Étienne parle en géomètre, Mounier, qui parle en observateur, n'est pas moins sévère que lui : les mots de *corps intermédiaires* lui représentent la réalité prochaine, avec toutes ses imperfections ; il ne se dit pas qu'un mécanisme, faussé depuis Richelieu et Louis XIV, est loin de répondre exactement à l'idéal de Montesquieu. Il ne voit dans l'*Esprit des lois* qu'une apologie artificieuse pour tous les abus régnants : Montesquieu, cherchant à justifier « tout ce qu'il a trouvé établi (2) », a simplement choisi la France pour modèle de la monarchie ; il a admis tous les vices du régime, les corps intermédiaires comme le faux honneur et les mœurs relâchés, et il en a composé, avec une habileté diabolique, l'essence de la monarchie. Le reproche est injuste, mais spécieux, car il est vrai que Montesquieu, avec ses larges complaisances et sa prudente discrétion, ne fait pas très nettement le départ entre ce qu'il approuve, ce qu'il tolère, et ce qu'il voudrait corriger. Mounier se trompe à ces équivoques, ou affecte de s'y tromper ; de là sa condamnation sommaire de « la monarchie de Montesquieu » :

« C'est un véritable despotisme qui observe des formes et des usages, lorsque son intérêt n'exige pas la violence, mais qui les méprise ouvertement toutes les fois qu'il en

(1) *Considérations sur les intérêts du Tiers Etat* [347], p. 48.

(2) *Nouvelles observations sur les Etats généraux* [389], p. 214.

a la volonté... La *Monarchie* de Montesquieu est un détestable Gouvernement (1) ».

Et cette sentence, appuyée d'un choix de citations habiles (2), permet d'écarter du débat une autorité peu propice au Tiers. Ceux qui veulent être « hommes de bien », mépriser « le faux honneur », préférer la patrie à la cour, doivent « abhorrer la Monarchie de Montesquieu », et ne « jamais citer ses odieux principes (3) ».

Une idée juste perçait parmi ces virulences : c'est que « la monarchie de Montesquieu », — celle des corps intermédiaires sans mandat issu de la nation, — différerait du gouvernement mixte que les privilégiés même souhaitaient, qu'elle ne pouvait donc servir de règle et de modèle. Mounier le dira en 1792, dans ses *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres*, sous une forme à la fois plus nette et plus mesurée (4). A la veille des États généraux, un autre plébéien, Grouvelle, voulut souligner le contraste entre les aspirations modernes et la théorie de l'*Esprit des lois*. Il consacra un ouvrage exprès à l'*Autorité de Montesquieu*, « autorité ennemie (5) », déclare ce partisan du Tiers, et que les « défenseurs de la prétendue Constitution française (6) » vont invoquer dans l'assemblée nationale pour légitimer les abus :

(1) *Ibid.*, pp. 214-215. Ces lignes s'autorisent d'un passage de Montesquieu adroitement détaché. Montesquieu y déclare, en effet (*Esprit des lois*, liv. III, chap. x), que le *pouvoir* du monarque est le même que celui du despote. Mais *pouvoir* ne signifie pas nécessairement *autorité légitime* ; et si Montesquieu reconnaît par là un défaut de la monarchie, ce n'est pas à dire qu'il s'y résigne ou désespère de l'atténuer. (Cf. ci-dessus, chap. II.)

(2) Cf. *Nouvelles observations* [389], pp. 215, 217. Mounier cite quelques passages de l'*Esprit des lois*, choisis parmi les moins favorables à la morale des monarchies.

(3) *Nouvelles observations* [389], pp. 217-218. Voir un jugement analogue, mais de ton plus modéré, dans un autre ouvrage de Mounier, *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres* [230], t. I, pp. 148, 151.

(4) *Recherches* [230], t. I, pp. 150-151.

(5) *De l'Autorité de Montesquieu dans la Révolution présente* [338] (Paris, 1789), chap. II, p. 14.

(6) *Ibid.*, chap. VII, p. 36.

« Le nom de *Montesquieu* retentira de toutes parts ; jamais ce nom n'aura été proclamé avec plus d'éclat ; ceux qui l'auroient autrefois fait brûler, le canoniseroient aujourd'hui (1) ».

Malgré ce ton déclamatoire, et ces intentions de polémique franchement avouées, le livre n'est pas un pamphlet vulgaire. Souvent pénétrant, toujours avisé, Grouvelle est sauvé de l'outrance par un assez vif sentiment de la grandeur de Montesquieu ; mais s'il admire son génie (2), il soupçonne sa bonne foi : il croit deviner dans l'*Esprit des lois* une foule de réticences et de compromis mesquins. La distinction de la monarchie et du despotisme, — dont il ne connaît pas d'exemple avant Montesquieu, — lui semble un artifice verbal, une antithèse platonique entre le bon et le mauvais roi, destinée à édifier les princes, mais surtout à endormir les peuples par le prestige d'un mot : Montesquieu ne pouvait ignorer que tous les rois sont despotes, quand la nation ne partage pas la souveraineté ; sa distinction est le subterfuge d'un habile homme, trop philosophe pour admettre en droit le despotisme, trop prudent pour le combattre en fait (3). L'explication est ingénieuse sans être juste, puisque l'opposition entre ces deux gouvernements, qui n'était jusqu'à Montesquieu qu'un lieu commun de morale, commence à se préciser chez lui par des caractères concrets. Grouvelle, faute d'avoir fait les comparaisons nécessaires, voit ce qui manque à Montesquieu, non ce qu'il ajoute à ses devanciers. Toutefois, la suite de l'ouvrage corrige un peu la témérité de ce jugement : l'auteur examine de plus près les attributs de l'état monarchique définis par l'*Esprit des lois*. Mais la définition ne lui offre pas cette netteté sincère qui satisfait la raison :

(1) *Ibid.*, chap. I, p. 11.

(2) Cf. *ibid.*, chap. II, pp. 11 sqq.

(3) *Autorité de Montesquieu...* [338], chap. VII, pp. 35-36.

« Ces métaphores banales, ces degrés, ces échelons métaphysiques, qui descendent, remontent et remplissent; dit-on, l'intervalle immense du Monarque au dernier de ses Sujets, sont des fantômes sophistiques, créés par l'orgueil usurpateur (1). »

Si l'on cherche, derrière les mots, les réalités précises, on voit le Clergé, la Noblesse, les Parlements, trois pouvoirs aristocratiques, quelquefois utiles par occasion, toujours onéreux par nature. « La pensée secrète de Montesquieu est celle-ci. *Monarchie* en général est *Despotisme* ; mais il est quelquefois arrêté par l'insubordination habituelle de quelques hommes, que le préjugé défend et autorise ... (2). Voici des ordres, des corps, des préjugés. Ces corps ont un moyen de résistance ; ces ordres en ont une antique habitude ; ces préjugés en conservent le souvenir, en rappellent la menace. Montesquieu se plaît à se rassurer. Dans un pays où il n'aperçoit plus les moindres traces de liberté publique, il aime, il défend les franchises particulières ; où les droits ont disparu, il loue les privilèges (3). » Ici, Grouvelle semble revenir à une interprétation à la fois plus fine et plus bienveillante de la pensée de Montesquieu ; mais il ne sent pas la valeur possible de ce mode de garantie. N'est-ce pas une condition de succès, que d'opposer au despotisme les hommes et les choses plutôt qu'un principe abstrait, de faire appel aux préjugés, plutôt qu'à la rare vertu ? Grouvelle, non plus que Mounier, n'a vu la sagesse profonde d'un système qui se proportionne à l'imperfection du cœur humain. Entre le magnifique espoir d'une monarchie nationale, et le souvenir de corps intermédiaires qui avaient fait peu de bien, ses préférences ne sauraient hésiter. Un de ses chapitres décrit longuement les abus du privilège à la fin du

(1) *Ibid.*, chap. xi, pp. 64-65.

(2) *Ibid.*, chap. xii, p. 67, note.

(3) *Autorité de Montesquieu...* [338], chap. xiii, pp. 69-70.

xviii^e siècle (1), et soutient qu'en aucune circonstance, l'aristocratie ne peut être l'utile contrepoids de la royauté : généralisation hâtive d'une opinion tout au moins plausible pour la France de 1789. Les objections de Mounier et de Grouvelle, si elles ne détruisent pas en eux-mêmes les principes de Montesquieu, montrent les causes matérielles des défiances qu'ils suscitaient.

Au surplus, les auteurs même qui combattaient l'*Esprit des lois* n'étaient pas foncièrement réfractaires à son influence. Malgré les vivacités que leur inspirent leur amour-propre blessé ou leurs intérêts compromis, bien des doctrinaires du tiers état gardent le souci de la mesure. S'ils croient aux droits de la raison, ils ne veulent pas en abuser. Deux idées leur sont familières, qui adoucissent heureusement leur dogmatisme républicain : l'une, que les changements politiques doivent être préparés avec patience, et ménagés avec art ; l'autre, que les distinctions de rangs, si l'on en modère l'injustice, sont utiles à l'équilibre de la société. Quelques écrivains, notamment Kersaint et Mounier, proposent l'institution d'une Chambre haute, c'est-à-dire en réalité d'une aristocratie intermédiaire entre le peuple et le roi (2). Tous les philosophes « nationaux » ne souscrivent point à un tel projet (3) ; mais ils admettent couramment la

(1) Chap. xiv, intitulé *Aristocratie de la Noblesse*.

(2) Cf. Kersaint, *Le bon sens* [340], p. 51 ; Mounier, *Nouvelles observations* [389], pp. 271 sqq. (Mais, pour Mounier, cette dualité ne doit s'introduire qu'après la prochaine session des États.) Cérutti admet, — sous la même condition que Mounier, — deux chambres, dont l'une serait réservée aux propriétaires. (*Vues générales* [423], pp. 63, 70.) Voir encore : les *Considérations intéressantes sur les affaires présentes* [345], qui donnent la dualité des chambres comme conforme à la Constitution française, p. 3 ; — *A la Nation française* [333], pp. 32, 40, 55, 59 ; — *Les Intérêts de la Noblesse bien entendus* [374], pp. 9-10. (Selon ce dernier écrit, les deux chambres doivent être tirées du même corps de citoyens.)

(3) Le système dualiste est rejeté notamment par Sieyès (*Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* [408], chap. rv, §§ 6 et 7, pp. 59 sqq.) ; par Condorcet (*Examen de cette question...*, *Œuvres* [100], t. IX ; cf. aussi *ibid.*, ses *Lettres d'un bourgeois de New Haven*, 1787) ; — par Roederer (*Députation aux États généraux* [353], pp. 73-74) ; par Rabaut Saint-Étienne (*Question de droit public* [408], pp. 76 sq.)

conservation de la noblesse, et parfois même ils la justifient. Grouvelle ne souffre qu'une chambre dans l'assemblée de la nation (1), mais il ne veut pas s'« égarer dans les nuages d'une perfection spéculative », et « anéantir en un moment l'ouvrage et les ruines même de tant de siècles (2) ». Il aspire, non à « détruire tous vestiges de distinctions d'ordres », mais à « régler » l'influence politique des premiers, à « préparer la diminution graduelle de cette influence par des Lois et des institutions salutaires (3) ». Target recommande les changements « doux, insensibles, successifs (4) », les tentatives prudentes : « Ne faites... rien, s'il se peut, qui attaque le principe de votre gouvernement ; servez-vous des éléments mêmes de la Constitution qui vous afflige... corrigez, au lieu de détruire (5) ». Selon lui, c'est un sentiment juste et naturel qui accorde des prérogatives d'honneur aux « classes habituellement occupées des services les plus essentiels à l'ordre, à la paix, à la prospérité de l'Empire (6) ». On chercherait vainement à le réprimer par des lois :

« Analogue à ce principe d'honneur qui, je le pense avec Montesquieu, est naturel aux Monarchies, il rempliroit toujours de ces rangs intermédiaires l'immense intervalle qui sépare le trône et la foule des Sujets. Utile à l'ordre de la Société, qu'il gradue en quelque sorte, il ne pourroit souffrir la confusion, qui est la suite d'une égalité trop parfaite (7). »

Cérutti, sévère pour les nobles, ne laisse pas de reconnaître que la raison philosophique doit composer avec le préjugé social. La superstition qui élève la noblesse

(1) *Autorité de Montesquieu...* [338], chap. xxii, p. 122.

(2) *Ibid.*, chap. xxii, p. 125.

(3) *Ibid.*, chap. xxii, p. 127.

(4) *Les États généraux convoqués par Louis XVI* [363], p. 23.

(5) *Ibid.*, pp. 23-24.

(6) *Ibid.*, p. 17.

(7) *Ibid.*, p. 17.

au-dessus du peuple est excusable, et utile même, s'il n'en résulte pas d'oppression. Le philosophe doit donc remercier l'opinion d'avoir établi « dans l'aristocratie des Nobles un contrepoids à l'aristocratie des Riches », et permettre à la gloire de former un *corps intermédiaire* « qui serve de monument au passé et de perspective au présent (1) ». Les *Observations sur les principes de la Constitution du Dauphiné*, qui demandent le vote par tête, respectent dans les honneurs de la noblesse l'effet d'un sentiment légitime et le reste d'un ordre de choses qui « s'est incorporé à la Constitution (2) » : les « idées » et les « principes qui peuvent être vrais dans la théorie des abstractions », doivent « se plier à des considérations relatives (3) ». Ces « considérations » dont Condorcet lui-même n'avait pas méconnu l'intérêt, justifient également pour Rabaut Saint-Étienne les prérogatives honorifiques de la noblesse :

« Dépositaire d'un principe d'honneur, qui, sous ce point de vue, appartient essentiellement à la monarchie, on devra trouver chez elle plus d'éloignement pour toutes les bassesses, le respect pour ses engagements, la fidélité pour le prince, laquelle en fait réellement un des appuis du trône, une manière de pompe majestueuse qui l'engage, en demandant le respect du peuple, à se respecter elle-même (4). »

Avec ces prééminences d'honneur, qui ne leur coûtaient guère (5), certains représentants du Tiers aban-

(1) *Mémoire pour le peuple français* [382] (1788), pp. 24 sq. Il n'est pas besoin de faire remarquer qu'il y a ici une sorte de jeu de mots sur l'expression de *corps intermédiaires*. Du point de vue politique, Cérutti s'oppose nettement à la prédominance de la noblesse. (Cf. *Mémoire pour le peuple français*, p. 62 ; *Vues générales* [423], pp. 101-102.)

(2) *Observations sur les principes...* [394], p. 31.

(3) *Ibid.*, p. 31.

(4) *Considérations sur les intérêts du Tiers Etat* [347], p. 66.

(5) Outre les écrits précités, voir dans un sens analogue : l'*Apperçu rapide et impartial d'un gentilhomme* [336], p. 26 ; de Calonges, *Suite des Lettres aux Not.* [378], p. 87 ; Servan, *Petit colloque élémentaire* [399], pp. 47-48 ; *Avis au Tiers Etat* [339], p. 29 ; Mounier, *Nouvelles Observations* [389], pp. 210-211.

donnent à la noblesse des avantages matériels. La *Pétition des Citoyens domiciliés à Paris*, adoptée par les six corps de la ville, renonce à lui disputer les grandes places dont elle jouit dans l'armée, la magistrature et l'Église (1) ; des brochures d'inspiration populaire ou bourgeoise lui reconnaissent au moins un droit de préférence pour les emplois publics (2). C'étaient là des concessions parcimonieusement mesurées ; mais elles dénotent au moins des dispositions conciliantes, et une fine intelligence de l'utilité des distinctions. La critique des « corps intermédiaires » visait surtout à empêcher la formation d'une oligarchie : on n'entendait pas qu'une caste se réservât les droits politiques essentiels à « l'homme » et au « citoyen » ; ce n'était pas nier pour autant les différences de culture, d'aptitudes et de sentiments qui distinguent les milieux sociaux. Une partie du pouvoir intermédiaire de la noblesse, et non pas la moins précieuse pour Montesquieu, son autorité morale, était encore respectée par beaucoup des nouveaux tribuns.

Mais cette modération, il faut l'ajouter, n'était pas universelle. Bien des éléments se mêlaient dans la littérature du tiers état : le réalisme prudent et le dogmatisme aveugle, la sagesse philosophique et l'injurieuse démagogie. D'âpres colères se condensaient dans les formules de Sieyès ; des libelles attisaient la défiance, la rancune et la haine. On dépeignait en termes pathétiques la misère du peuple opprimé par l'aristocratie : « Non, vils séducteurs, courtisans égoïstes, tigres, qui ne connoissez d'autre bonheur que de vous déshonorer

(1) *Pétition...* [400], pp. 17-18, 34.

(2) Cf. *Qu'est-ce que la nation ? et qu'est-ce que la France ?* [405], pp. 55 sqq. ; — *Vues d'un Citoyen sur la composition des Etats généraux* [422], p. 8 ; — Servan, *Petit colloque élémentaire* [399], pp. 47-48. Une brochure, *le Tiers Etat au Roi* [418], demande que des exemptions fiscales, ou des dégrèvements, soient accordés à certains gentilshommes à titre de récompense personnelle (p. 25).

par un abus continuuel de la liberté ; non il ne reste rien au tiers état ; vous lui avez tout ravi, excepté la seule chose dont vous n'êtes point jaloux, la seule chose qui l'aide encore à supporter le poids accablant de ses maux, le seul bien qui retient son désespoir ; enfin l'amour de son roi ! (1) ». Ainsi parle l'auteur du *Gouvernement Sénati-Clérico-Aristocratique*. Parfois les imprécations se prolongeaient en appels à la violence. Une sorte de parodie grossière, la *Passion, la mort et la résurrection du peuple*, montre « vingt-trois millions d'hommes plongés dans l'avilissement, l'abâtardissement et la détresse (2) » ; attaque « Iscariote de C...ti (3) », et « Barrabas d'Es-préménil (4) », et conclut à brûler sans délai « dans une place publique toute la Robinaille sacrilege et la Noblesse insolente (5) ». Quelques pamphlets écrits sur ce ton nous sont parvenus (6), et, d'après les contemporains, leur nombre fut considérable. Mounier se rappelle avec horreur, en 1792, les « brochures incendiaires », qui, à la veille des États généraux, répandaient « les maximes les plus extravagantes », et excitaient « la haine de la multitude » contre tous les nobles indistinctement (7). Bien des témoignages nous montrent cet échauffement de l'esprit public, par la campagne des libelles (8), par les

(1) *Gouvernement Sénati-Clérico-Aristocratique* [372], pp. 6-7.

(2) *La Passion, la mort...* [397], p. 3.

(3) *Ibid.*, p. 15. (Il s'agit du prince de Conti.)

(4) *Ibid.*, p. 18.

(5) *Ibid.*, p. 23. Ce pamphlet, « imprimé à Jérusalem, 1789 », fut condamné au feu par le Parlement, le 13 mars 1789. (Brette, *Documents* [450], t. I, p. 44.)

(6) Voir, par exemple : le *Jugement du Champ de Mars* [375], le *Catéchisme du Tiers Etat* [342], la *Dénonciation d'un Languedocien à sa province* [352].

(7) *Recherches sur les causes...* [230], t. I, p. 68. (Cf. aussi p. 259.)

(8) Sur le nombre et la virulence des brochures, cf. l'abbé Georgel, *Mémoires* [220], t. II, p. 297 ; Mallet du Pan, *Mémoires* [224], nov. 1788, t. I, p. 163 ; *Correspondance*, p. par Lescure [457], 24 nov. 1788, t. II, p. 305 ; d'Allonville, *Mémoires secrets* [198], t. II, p. 114 ; Bertrand de Molleville, *Histoire de la révolution* [205], t. I, p. 138. Hardy signale, le 11 mars 1789, « un déluge d'Écrits inspirés par l'Esprit de vertige et d'Insurrection... ». (*Journal* [4], B. N., mss. fr., 6687, p. 255.)

déclamations de clubs et de cafés (1). Contre les inégalités politiques et sociales, que les nobles voulaient maintenir au nom de la tradition, et certains roturiers ménager par prudence, se dressa la colère d'un peuple humilié. Mais il semble que ce mouvement, dans son énormité soudaine, eut quelque chose d'artificiel. On sait le grief qui fut fait au ministère d'avoir malignement fomenté la discorde entre les ordres de l'État. Necker s'est défendu, non sans fermeté, contre des accusations plus passionnées que probantes (2); et l'on ne croit pas volontiers que cet admirateur des pouvoirs balancés de la Constitution anglaise ait voulu alors « la démocratie » (3). Mais il voulait certaines réformes, de caractère démocratique, et ne pouvait les mener à bien sans combat. Les manœuvres qui détachaient le Tiers d'une aristocratie indocile n'étaient point contraires à sa politique, et il put les encourager (4). Du moins, le gouvernement s'inquiéta peu de gêner une littérature plus hostile à la noblesse qu'à la monarchie; et c'est un fait remarquable que les pires invectives contre les privilégiés s'accompagnent, dans les brochures, des hommages les plus fervents au

(1) Cf. sur ce point : Sallier, *Annales* [237], pp. 242-243; Bertrand de Molleville, *Histoire de la Révolution* [205], t. I, p. 138; d'Allonville, *Mém. secrets* [198], t. II, p. 148; l'abbé Georgel, *Mémoires* [220], t. II, pp. 298-299.

(2) Voir ces accusations dans Sallier, *Annales* [237], pp. 187 sqq. 241 sq.; Moreau, *Souvenirs* [228], t. II, p. 407; Weber, *Mémoires* [243], t. I, p. 372; Soulavie, *Mém. hist.* [241], t. VI, pp. 271-272; Barentin, *Mémoire autographe* [203], pp. 16 et 116; Sénac de Meilhan, *Du gouvernement en France...* [240], p. 125; Bouillé, *Mémoires* [208], p. 137. — Pour la défense de Necker, voir sa *Révolution française* [231], et les *Considérations*, de M^{me} de Staël [242].

(3) Comme Moreau l'en accuse en propres termes. (*Souvenirs* [228], t. II, p. 407.)

(4) Necker fait remarquer, dans sa *Révolution française* [231], que l'aristocratie avait donné le signal de la révolte contre l'autorité royale. (T. I, 1^{re} partie, pp. 104, 108.) Voir aussi M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. x, t. I, pp. 69-70; chap. xii, t. I, p. 85); et Marmontel, *Mémoires* [226], liv. XIII, t. III, p. 159 : « Le ministre ne demandoit qu'à maintenir les droits du peuple, car la ligue des parlements, du clergé et de la noblesse contre l'autorité royale l'avoit réduit à regarder le peuple comme le refuge du roi. » (Marmontel montre d'ailleurs ce que la politique de Necker avait d'imprudent, *ibid.*, pp. 167 sqq.; cf. aussi d'Allonville, *Mémoires secr.* [198], t. II, pp. 102, 132.)

ministre et au roi. C'est « au nom de Louis XVI, du comte de Provence, et de Necker », que l'on demande le supplice de la « Robinaille » et de la Noblesse (1). La démagogie avait licence d'injurier les nobles et le clergé ; de là les clameurs et les surenchères, les entraînements mutuels, l'excitation factice de la multitude par les intrigants et les exaltés : tous les moyens furent tolérés pour arracher la foule à ses habitudes séculaires d'irrésolution et d'apathie (2).

Ce n'est pas qu'il n'y eût des raisons profondes au mécontentement des roturiers, et l'on conçoit trop aisément que l'inégalité leur fût à charge ; mais enfin tous les privilégiés n'étaient pas des « tigres » acharnés sur une proie : beaucoup faisaient preuve de pondération, plusieurs même de sympathie pour la cause populaire. Les excès de la polémique haineuse ne doivent donc pas refléter un sentiment universel et spontané. La campagne, ici modérée et là frénétique, qui fut menée contre l'aristocratie, donna au Tiers une conscience plus nette de sa force et de son droit. Il se pénétra de la certitude que l'autorité des traditions et le prestige des mots n'étaient pas des raisons suffisantes d'accepter son infériorité ; mais il ne se livra pas aveuglément à la déma-

(1) *La Passion, la mort et la résurrection du peuple* [397], p. 23. Cérutti, plus modéré, il est vrai, dit que « deux bons génies » veillent sur le trône de Louis XVI : « le génie de la Nation, et celui de M. Necker ». (*Mémoire pour le peuple françois* [382], p. 64.) Une *Délibération à prendre par le Tiers Etat* [351], pour humilier les parlementaires, proclame que le roi est chef suprême, souverain législateur (p. 2). Saïge, dans un écrit destiné à la conciliation, déplore le renversement d'alliances qui joint le tiers à la royauté : « L'ordre plébéien, oubliant la cause de la liberté publique, sa propre dignité et son propre intérêt, rend le Trône arbitre de ses demandes et de la constitution, et lui fonde ainsi, par son imprudence, un pouvoir redoutable sur la base des divisions nationales. » (*L'Ami des trois ordres* [334], p. 10.) Cf. aussi Le Brun, *Voix du Citoyen* [421], p. 80.

(2) « Les écrits nombreux que le gouvernement a tolérés échauffent les têtes », dit la *Correspondance*, p. par Lescure [457], le 25 décembre 1788 (t. II, p. 315). — « On excitoit le tiers-état contre la noblesse et le clergé. » (Sallier, *Annales* [237], p. 217). — « Au lieu de montrer aux divers ordres de l'État leurs intérêts communs, on s'est étudié à leur montrer leurs intérêts opposés ; à les aigrir mutuellement... » (Mallet du Pan, *Mémoires* [224], nov. 1788, t. I, p. 163.) Sur la tolérance du ministère, cf. B. de Molleville, *Hist. de la Révolution* [205], t. I, p. 138.

gogie subversive. C'est un exemple suggestif que celui du libraire Hardy, si empressé, en 1771, à épouser la querelle des grands seigneurs et des magistrats contre le chancelier Maupeou ; aux approches des États généraux, il blâme le manifeste impopulaire des princes du sang (1), juge « bien écrit et bien pensé » le *Mémoire* de Cérutti (2), et prend un intérêt sympathique aux ouvrages de Sieyès (3) et de Salaville (4). Il approuve la pétition des six corps de Paris, « si sagement rédigée en faveur du Tiers état », et aspire, lui aussi, à ce « nouvel ordre de choses si justement et si fortement réclamé par vingt-trois millions de Patriotes (5) ». Mais il sait distinguer entre les demandes raisonnables et les écarts des « esprits brouillons », des « têtes exaltées (6) » ; entre le zèle patriotique et « l'esprit de vertige et d'insurrection (7) ». Il signale, avec horreur, en février 1789, « l'existence d'une affreuse conspiration dès longtemps formée contre les anciens corps de Magistrature par des Ennemis secrets », qui ont « juré le Renversement absolu de la Constitution françoise, et de tout ordre Public (8) ». Ce bourgeois parisien n'est fanatique ni des traditions, ni des nouveautés ; quoique mis en garde par l'expérience contre l'égoïsme de l'aristocratie, il n'a pas l'âme d'un « septembriseur ». On ne saurait assurément juger sur ce témoignage unique ; mais un monument précieux subsiste de l'état de l'opinion en 1789 : les cahiers de

(1) *Journal* [4], du 18 décembre 1788, B. N. mss. fr. 6.687, pp. 176-177. Cf. aussi au 21 décembre, p. 180 ; au 29 décembre, p. 188.

(2) Du 17 décembre 1788, *ibid.*, p. 174.

(3) Le 3 février 1789, il signale la brochure *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* comme « singulièrement intéressante » et justement distinguée par le public entre tous les écrits faits pour servir la même cause. (*Ibid.*, pp. 223-224.) Le 15 mars, il dira des *Délibérations* de « M. l'abbé Siège » qu'elles produisent « une étonnante sensation sur tous les esprits » et contiennent « d'excellentes vues ». (*Ibid.*, p. 258.)

(4) Du 26 mars 1789, *ibid.*, pp. 269-270.

(5) Du 8 janvier 1789, B. N. mss. fr. 6687, p. 195.

(6) Du 5 février 1789, *ibid.*, p. 226.

(7) Du 11 mars 1789, *ibid.*, p. 255.

(8) Du 27 février 1789, *ibid.*, pp. 247-248.

doléances où les Français des trois ordres consignèrent leurs vœux permettent, mieux que les brochures, de discerner et de peser les éléments de l'esprit public ; les cahiers de bailliage (1) notamment ont été publiés en assez grand nombre pour nous fournir des renseignements généraux.

Ces doléances, quand on les lit après les pièces de polémique, surprennent par leur modération ; elles signalent une foule d'abus avec une netteté saisissante, mais sans recherche de l'effet. Quand les rédacteurs des cahiers prennent le ton oratoire, c'est pour prêcher la concorde et non pour exciter les haines ; le roi est partout respecté ; gentilshommes et plébéiens s'épargnent mutuellement provocations et insolences. Le Tiers du Forez propose même « que, dans l'assemblée nationale et dans tout le royaume on répète à grand cris : Vive Louis XVI ! vive le Clergé ! vive la Noblesse ! vive à jamais la réunion des trois ordres, pour le bonheur de la France ! (2) ». A la vérité, des effusions si chaleureuses sont rares ; et l'on sait que la courtoisie du langage ne traduit pas toujours l'union des cœurs ; mais elle prévient tout au moins les indignations artificielles. Parce qu'ils énumèrent des vœux précis, au lieu de s'exhaler en injures, les auteurs des cahiers nous montrent le fond même du débat ; les sujets réels de désaccord, leur gravité, les raisons d'espérer ou de craindre, apparaissent plus nettement dans un air plus serein.

(1) Par cette expression consacrée, nous entendons les cahiers rédigés, pour être apportés à Versailles, dans les circonscriptions électorales, — bailliages, sénéchaussées ou « pays » divers, — qui députaient directement aux États généraux. Nous avons dû prendre pour base de notre étude la publication des *Archives Parlementaires*, tomes I, VII [434]. Malgré ses imperfections bien connues (cf. Brette, *Documents* [450], t. I, pp. xcii, civ), elle présente l'avantage unique d'être fort étendue, et ne peut tromper gravement, croyons-nous, sur le sens général des documents. Elle reproduit environ les trois quarts des cahiers de bailliage. (Champion, *La France d'après les cahiers de 1789* [479], p. 7.) Nous avons consulté, en outre, 15 publications séparées pour compléter ou contrôler le texte des *Archives Parlementaires*.

(2) *Archives Parlementaires* [434], t. III, p. 387.

Ainsi, la question de l'inégalité civile est simplifiée par l'abandon, généralement consenti, des privilèges fiscaux (1). Toute difficulté n'était cependant pas aplanie par ce geste habile et généreux : le clergé, en renonçant à ses immunités, entendait rejeter sur la nation le fardeau de sa dette (2) ; la noblesse défendait résolument ses privilèges honorifiques, qu'elle jugeait, avec Montesquieu, nécessaires à la monarchie (3) ; et, résignée à la perte de ses exemptions fiscales, elle semblait plutôt disposée à demander un dédommagement qu'à faire des sacrifices nouveaux. Or, le tiers état, s'il respectait les prééminences d'honneur (4), entendait mettre fin aux exclusions humiliantes qui l'écartaient des commandements militaires, des cours

(1) Sur 135 cahiers du clergé que nous avons vus, 104 admettent la suppression des privilèges fiscaux ; 21, sans s'y opposer, demandent certains tempéraments (par exemple, le maintien des anciennes formes de répartition) ; 10 sont muets sur la question ; aucun ne réclame le *statu quo* intégral. — Sur 143 cahiers de la noblesse, 108 admettent la suppression, 22 font des réserves diverses, 7 sont muets sur la question ; 6 seulement demandent le maintien des immunités, — et non pas nécessairement sous la forme actuelle. (Nous rangeons parmi les cahiers favorables à la suppression ceux du Clergé et de la Noblesse de Pamiers, quoiqu'ils ne contiennent pas de mandat sur ce point ; il résulte, en effet, des déclarations du tiers état que le Clergé et la Noblesse de cette sénchaussée avaient renoncé à leurs privilèges fiscaux. Cf. A. P. [434], t. IV, p. 282.)

(2) Cette condition est posée par la plupart des cahiers du Clergé, — en dehors même des 21 que nous rangeons ci-dessus dans le deuxième groupe. Le tiers état ne se prononce pas sur ce point.

(3) « Ces distinctions tiennent à la constitution de la monarchie, et en ont toujours fait la force. » (Noblesse du Quesnoy [434], t. V, p. 505.) Cf. Noblesse de Colmar et Schlestadt, *ibid.*, t. III, p. 8 ; de Digne, *ibid.*, t. III, p. 347 ; de Villers-Cotterets, *ibid.*, t. VI, p. 189 ; de Toul, *ibid.*, t. VI, p. 5 ; de Dijon, *ibid.*, t. III, p. 128 ; de Dax, *ibid.*, t. III, p. 94 ; d'Auxerre, *ibid.*, t. II, p. 118 ; de Mantes, *ibid.*, t. III, p. 664 ; de Touraine, *ibid.*, t. VI, p. 43. Plusieurs cahiers du Clergé demandent également le maintien des droits honorifiques.

(4) Nous ne voyons pas de cahier du Tiers qui demande l'abolition des privilèges honorifiques ; une quinzaine reconnaissent expressément qu'ils doivent être respectés. Ainsi, pour le Tiers de Brest, « la noblesse, tenant à la constitution de la monarchie », doit avoir la préséance sur les communes. (A. P. [434], t. II, p. 469). Le Tiers de Reims demande « que l'assemblée nationale donne la reconnaissance des prérogatives de rang, d'honneur et de dignité » qui doivent appartenir aux premiers ordres, « selon les principes de la constitution monarchique ». (*Ibid.*, t. V, p. 531). — (Nous avons dépouillé en tout 166 cahiers du Tiers Etat, en y comprenant 2 cahiers de villes, celui de Rouen et celui de Tours, donnés dans les *Archives Parlementaires* à la place des cahiers de bailliage correspondants.)

souveraines et des évêchés (1). Le Tiers de Beauvais, répétant Matharel, affirme que la Constitution française « est si excellente qu'elle n'a jamais exclu et n'exclura jamais les citoyens nés dans les plus bas étages des dignités les plus relevées (2) ». Le Tiers de Colmar et Schlestadt allègue, à l'appui de sa demande, que « l'honneur, qui est le ressort principal du gouvernement monarchique », n'est pas « un véhicule moins nécessaire au tiers-état, qui forme la partie la plus nombreuse de la nation, qu'aux deux autres ordres (3) »; tandis que celui d'Alençon fait observer que « si l'honneur est le père de la noblesse, il prit naissance dans le sein du tiers-état (4) ». Ce ton légèrement sarcastique trahit la blessure d'amour-propre, mais avec une discrétion qui ne se dément jamais; quatre cahiers du Tiers proposent même pour la noblesse un droit éventuel de préférence dans les nominations; et de son côté, la noblesse ne s'oppose pas formellement à l'accession des roturiers : si donc la question paraît délicate, toute possibilité d'accord n'était pas écartée *a priori*.

Le conflit sur le mode de vote offrait un danger plus instant. Il est certain que la majorité des privilégiés désirait le vote par ordre, tandis que le tiers état, d'une voix presque unanime, réclamait le vote par tête (5).

(1) Sur 166 cahiers du Tiers Etat, 3 sont muets sur les privilèges; 29 s'en tiennent à l'égalité fiscale; mais les 134 autres, — appuyés par certains cahiers du clergé, — demandent la fin de ces exclusions.

(2) *Archives Parl.* [434], t. II, p. 308.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 9.

(4) *Archiv. Parl.* [434], t. I, p. 719. (Cf. *Esprit des lois* [28], liv. V, chap. IX, t. I, p. 193 : « ... Cette noblesse, dont l'honneur est pour ainsi dire l'enfant et le père. »)

(5) Sur 135 cahiers du clergé, 43 demandent le vote par ordre; 15 le vote par tête; 14 se prononcent pour un système mixte (vote par tête sur les questions financières, ou d'intérêt général, par ordre sur les autres); 11 proposent des transactions ou des attermolements divers; 52 sont dépourvus de mandat sur ce point. — Sur 143 cahiers de la Noblesse, 87 demandent le vote par ordre, 5 le vote par tête; 15 acceptent le système mixte défini ci-dessus; 18 proposent des transactions diverses; 18 sont muets sur la question. — Sur 166 cahiers du Tiers Etat, 135 veulent le vote par tête, 3 le vote par ordre; 1 se rallie au système mixte; 7 proposent des transactions différentes; 20 sont muets sur la question.

Pourtant, l'opposition est moins abrupte qu'on ne croirait d'après un décompte sommaire des mandats. Il est rare, en effet, que les instructions des bailliages, lors même qu'elles expriment une préférence marquée, prennent une forme impérative. Beaucoup de privilégiés admettent, à titre secondaire, la possibilité de concessions : sur 130 cahiers, tant de la noblesse que du clergé, qui demandent le vote par ordre, 41 prescrivent d'accepter, le cas échéant, le vote par tête ou un compromis ; si l'on y ajoute les cahiers qui recommandent immédiatement l'une ou l'autre de ces solutions, il apparaît que les défenseurs intransigeants du vote par ordre n'étaient qu'une minorité chez les privilégiés (1). Sans doute il ne faut pas s'abuser sur le sens de ces chiffres, car les concessions envisagées, de nature très diverse, ne semblent pas toujours très propres à faciliter l'accord (2) ; et d'autre part la majorité du tiers état s'affirme compacte et résolue (3). La comparaison des mandats fait supposer surtout que les privilégiés manquaient de confiance, en face de ce « troisième ordre » qui était presque toute la nation ; ils hésitaient à soutenir trop rudement une revendication qui n'était ni juste ni prudente ; mais on ne voit point d'élan spontané, d'effort mutuel de compréhension. Il serait donc vain de nier l'importance d'un différend qui, dès l'ouverture

(1) En effet, nous trouvons : $130 - 41 = 89$ cahiers du clergé et de la noblesse exigeant le vote par ordre sans prévoir de concession. Or, si l'on additionne les cahiers qui admettent des concessions éventuelles, proposent des compromis, ou acceptent déjà le vote par tête, on obtient le total de 119 pour la noblesse et le clergé. Et nous ne parlons pas des cahiers qui, muets sur la question du vote, semblent attester tout au moins quelque indifférence.

(2) Par exemple, dans plusieurs bailliages, la noblesse autorise ses députés à voter par tête, si, dans l'ensemble de la France, la majorité de l'ordre y consent. C'est différer la question, non la résoudre, et le projet décèle plus de faiblesse que de modération.

(3) Sur 135 cahiers du tiers qui demandent le vote par tête, 17 seulement admettent d'une manière expresse qu'on puisse, le cas échéant, voter par ordre ou accepter un compromis ; si l'on y ajoute ceux qui demandent le vote par ordre, ou proposent immédiatement des transactions, on n'obtient encore que 28 mandats conciliants, contre 118 formellement opposés aux préférences des premiers ordres.

des États généraux, prit une forme aiguë. Mais ce que montrent les cahiers, à l'encontre de tant de libelles, c'est qu'il n'avait pas creusé d'abîme entre les privilégiés et le Tiers, effacé tout intérêt commun, envenimé toutes les questions. L'on s'en aperçoit notamment quand on les interroge sur le problème tant agité : la France a-t-elle une constitution ?

Il s'en faut bien que leurs réponses décèlent une partialité étroite, un dogmatisme passionné. Les Cahiers parlent fréquemment de la Constitution française, pour dire tantôt qu'elle existe, tantôt qu'il faut l'élaborer : mais ce n'est pas là nécessairement une contradiction irréductible. En effet, la « Constitution » dont certains supposent l'existence n'est point donnée comme précise, intacte et arrêtée ; elle n'exclut donc point l'utilité d'une charte qui reconnaisse, ou même corrige, les principes traditionnels. Et, d'autre part, quand on demande de faire une constitution, il ne s'agit pas toujours de l'improviser de toutes pièces. Lorsque la noblesse de Lauragais veut que « les principaux droits de la nation » soient « reconnus et consacrés (1) » ; lorsque celle de Comminges sollicite le roi « d'octroyer une charte pour fixer, d'une manière invariable, les droits de ses peuples (2) » ; que celle de Caen demande « un contrat national, où les lois de l'État et tous les droits et les pouvoirs seront exprimés d'une manière claire et précisée (3) » ; leurs requêtes n'impliquent pas l'absence de toute base de constitution. La noblesse d'Aval nous montre comment les deux thèses pouvaient compatir : elle souhaite de « consacrer » par une « *charte nationale* », « les droits imprescriptibles de l'homme, les droits essentiels et constitutifs de la nation française (4) ». Plus explicite

(1) *Archives Parlementaires* [434], t. II, p. 555.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 21.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 488.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 139. (Les italiques sont dans le texte.)

encore, la noblesse de Carcassonne affirme que la nation « désirait de voir refleurir » son « antique constitution » : à cet effet, elle demande que « les principes de la Constitution française » soient « reconnus et consacrés dans la forme la plus solennelle par un acte authentique et permanent (1) ». De telles déclarations supposent à la fois l'existence d'une constitution, et la nécessité de la rendre plus claire, plus précise, plus adéquate aux besoins nouveaux. Et la pensée apparaît la même chez le Tiers de Briey, qui réclame une charte pour « rendre » à la France « son antique et sage constitution (2) » ; chez celui d'Agen, qui, pour remédier à « l'oubli des principes constitutifs », désire que le statut politique de la France « soit irrévocablement fixé (3) » ; chez celui de Niort, qui supplie très humblement le roi « de vouloir bien, de concert avec l'assemblée des États généraux, et avant toute chose, assurer d'une manière constante et invariable la constitution de la monarchie, en déclarant en termes précis, les maximes fondamentales sur lesquelles doit reposer cette constitution (4) ». Maintenir la Constitution, donner une constitution à la France, ces demandes, loin de se repousser, se complètent ou se confondent souvent. Sans doute, il est des cahiers où l'attachement au passé s'affirme plus étroit et plus obstiné, d'autres où le goût des nouveautés s'affranchit de la tradition ; mais, en général, les opinions sont si peu exclusives sur le pro-

(1) *A. P.* [434], t. II, p. 527.

(2) *Ibid.*, t. II, pp. 204, 207.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 687.

(4) *Cahiers de Niort*, éd. Cathelineau [442], p. 372. — Pour ne pas multiplier des citations déjà trop abondantes, nous nous bornons à signaler des passages du même genre, parmi les plus significatifs, dans les *Archives Parlementaires* [434] : Noblesse de Caux, t. II, pp. 575-576 ; d'Autun, t. II, p. 102 ; de Villefranche-de-Rouergue, t. VI, p. 166 ; de Toulouse, t. VI, pp. 31, 33. Cf. aussi les *Cahiers de la noblesse de Sézanne et Châtillon-sur-Marne*, éd. Laurent [438], t. III, 2^e partie, pp. 473-474. La manière dont ces cahiers sont rédigés implique à la fois l'existence d'une constitution et la nécessité de lui donner une forme plus arrêtée, une consistance plus solide.

blème constitutionnel, qu'une classification à cet égard ne saurait aller sans arbitraire (1).

Les instructions même dont l'esprit semble nettement conservateur, réclament avec des formules traditionnelles un ordre de choses nouveau. C'est ainsi que divers cahiers, — émanés du clergé notamment, — déclarent que le gouvernement monarchique doit subsister dans toute sa force : « Le gouvernement monarchique étant la constitution inébranlable de la nation, la plus propre à sa tranquillité intérieure et à sa sûreté au dehors, la plus convenable à l'étendue de ses provinces, la plus conforme au caractère de ses peuples..., le clergé... ne pourra jamais se prêter à rien de ce qui tendrait à altérer la forme de ce gouvernement ». Cette clause, assez fréquente dans les cahiers du premier ordre (2), demande à être interprétée, car « la forme de ce gouvernement », d'après les mêmes cahiers, se prête à des nouveautés telles que la périodicité des États généraux, leur consentement nécessaire pour les subsides (3),

(1) Sous cette réserve, nous indiquerons que 60 cahiers chez le Clergé, 39 chez la Noblesse et 99 chez le Tiers proposent des réformes politiques sans faire aucune allusion à l'existence d'une constitution dans le présent ou le passé ; — 5 cahiers chez le Clergé, 3 chez la Noblesse et 9 chez le Tiers emploient des expressions qui paraissent nier, plus ou moins directement, l'existence d'une constitution valable pour la France contemporaine. — Dans le reste des cahiers, nous distinguons deux catégories : les uns font état d'une constitution existante, ou allèguent à l'appui de leurs demandes l'ancien droit public français, sans réclamer expressément une constitution écrite ; les autres, tout en admettant une tradition politique, font ressortir surtout la nécessité d'une charte pour la fixer. Nous rangeons dans la première catégorie : 54 cahiers pour le Clergé, 68 pour la Noblesse, 30 pour le Tiers ; dans la seconde, 16 cahiers pour le Clergé, 33 pour la Noblesse, 28 pour le Tiers.

(2) Cette formule, empruntée, ce semble, à un modèle de rédaction, se retrouve, à quelques variantes près, dans des cahiers provenant de régions assez diverses. (Cf. dans les *Archives Parlementaires* [434], clergé d'Auxois, t. II, p. 128 ; de Chartres, t. II, p. 624 ; de Dourdan, t. III, p. 243 ; du Haut-Limousin, t. III, p. 561 ; de Mantes, t. III, p. 652 ; du Puy-en-Velay, t. V, p. 563.)

(3) Ces deux points sont nettement spécifiés dans les cahiers du Clergé de Chartres, Dourdan, du Haut-Limousin, de Mantes, du Puy-en-Velay. Le clergé d'Auxois demande que les impôts soient consentis par les États généraux. On retrouve des demandes de ce genre, mêlées de protestations de respect pour le gouvernement établi, dans bien des cahiers du Clergé. (Cf. dans les *Archives Parl.* [434], ceux de Belfort et Huningue, t. II, pp. 310-311 ; de Château-Salins, t. V, p. 707 ; de Nemours,

voire leur droit législatif et la responsabilité des ministres. De même, quand le clergé de la ville de Paris se dit « justement alarmé de l'espèce de révolution que des opinions dangereuses et étrangères ont faite dans les petits esprits (1) », ces mots semblent annoncer une apologie de l'absolutisme ; et en effet, le clergé « s'empresse de déclarer :

1^o Que le gouvernement français est un gouvernement purement monarchique ;

« Que la puissance souveraine et législative réside en la personne seule du Roi » (2) ;

Mais il ajoute aussitôt :

« Que dans l'exercice de son autorité, le monarque est lié par des lois fondamentales et constitutionnelles, et qu'il existe des formes qui doivent nécessairement précéder et préparer l'exécution de ces lois (3). »

Et ces mots de « lois » et de « formes », — souvenirs de Montesquieu ou des remontrances des Parlements, — désignent ici des garanties précises : le clergé de Paris met au nombre des « lois fondamentales et constitutionnelles », la liberté personnelle des citoyens et le consentement national des impôts (4). De même, le clergé de Dijon revendique « le droit de la nation de conserver inviolablement la forme de son gouvernement, qu'elle reconnait et veut être une pure monarchie, réglée par les lois (5) » ; mais cette « pure monarchie » doit admettre « le droit de la nation de n'être gouvernée que par ses propres lois ; en ce sens, que rien ne puisse avoir définitivement force et caractère de loi, dans le royaume, qui n'ait été ou proposé par le Roi et consenti

t. IV, pp. 106-107 ; de Soissons, t. V, p. 773 ; de Saintes, t. V, p. 662, 665 ; de Clermont-Ferrand, t. II, p. 765 ; d'Artois, t. II, p. 78 de Provins et Montereau, t. V, p. 446. — Cf. aussi le Clergé de Paris, hors les murs, dans les *Cahiers de Paris*, éd. Chassin [444], t. IV, pp. 398-400.

(1) *Cahiers de Paris*, éd. Chassin [444], t. III, p. 313.

(2) *Ibid.*, p. 313.

(3) *Ibid.*, p. 314.

(4) *Ibid.*, p. 314.

(5) *Archives Parlementaires* [434], t. III, p. 124.

par la nation, ou proposé par la nation et autorisé par le Roi (1) » ; et des déclarations analogues se retrouvent dans plusieurs cahiers du Clergé (2).

La Noblesse et le tiers état ne sont pas moins explicites ; et quand leurs instructions réclament « la monarchie tempérée par les lois », le détail montre qu'il s'agit d'une monarchie mixte. Ainsi, la noblesse de Montargis « déclare qu'elle est invariablement attachée au gouvernement monarchique, mais tempéré par des lois reçues et consenties librement par la nation et le monarque (3). » « Nous commençons par déclarer, dit la noblesse de Mantes dans un cahier que signa Condorcet, que nous désirons la conservation du gouvernement monarchique sagement tempéré par les lois (4) ». Et elle continue en demandant la proclamation des droits de l'homme, la permanence des assemblées représentatives, le consentement de la nation pour les lois et les impôts (5). La noblesse de Touraine affirme que le gouvernement monarchique peut seul convenir à un grand pays ; mais elle prend soin de spécifier : « que par gouvernement monarchique, elle entend le gouvernement où un seul qu'on nomme roi ou monarque, est chargé avec la plus grande étendue de puissance de faire exécuter les lois faites par la nation et sanctionnées par lui, ou faites par lui, et consenties par la nation (6) ». De son côté, le Tiers État du Perche proclame « que le Royaume de France est de sa nature un État monarchique qu'il intéresse à la nation de conserver et de maintenir dans toute la pureté de cette définition (7) ». Mais il ne croit pas

(1) *Ibid.*, p. 124.

(2) Cf. *ibid.*, clergé d'Evreux, t. III, p. 290 ; de Rivière-Verdun, t. V, p. 581 ; de Saint-Quentin, t. V, p. 647 ; de Toulouse, t. VI, p. 30 ; — et le cahier du clergé de Blois, *Cahiers de Blois*, éd. Lesueur et Cauchie [436], t. II, p. 404.

(3) A. P. [434], t. IV, p. 20.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 661.

(5) *Ibid.*, t. III, pp. 661 sq.

(6) *Ibid.*, t. VI, p. 41.

(7) *Ibid.*, t. V, p. 325.

altérer « la pureté de cette définition », en demandant que le peuple consente les lois et les impôts (1). Dans la banlieue de Paris, les électeurs du Tiers prescrivent à leurs députés de se guider selon ces principes :

« La conservation du gouvernement monarchique et héréditaire de mâle en mâle, par ordre de progéniture (*sic*), et tempéré par les lois.

Le pouvoir législatif appartient à la Nation, et la loi ne peut se faire que par la volonté générale, sanctionnée par le Roi. Le Roi est seul dépositaire du pouvoir exécutif (2) ».

Ces passages, parmi plusieurs autres (3), montrent comment l'idée de monarchie s'était élargie depuis l'*Esprit des lois*. Un demi-siècle d'efforts contre le despotisme, de controverses parlementaires, d'enquêtes sur le droit public français, lui avait peu à peu incorporé un élément républicain. L'association du peuple au pouvoir semblait, non seulement bienfaisante et compatible avec la monarchie, mais parfois même nécessaire à la plénitude de son essence. Au type défini par Montesquieu, gouvernement d'un seul, modéré par les corps intermédiaires, avait succédé la notion d'un gouvernement mixte, partagé entre le prince et les sujets. Mais au cours de cette évolution, le fond des idées avait changé plus que le langage ; les anciennes formules s'étaient adaptées à un contenu nouveau, et, en 1789, la réforme profonde que demandait la France pouvait s'appeler le maintien de la pure monarchie.

Qu'un tel « maintien » fût en réalité un changement,

(1) *Archives Parlementaires* [434], t. V, p. 325. (Le Tiers du Perche réclame également le vote par tête, p. 325; et l'accession des roturiers à tous les emplois, p. 326.)

(2) *Cahiers de Paris* [444], t. IV, p. 435.

(3) Voir, pour des déclarations analogues, dans les *Archives Parlementaires* [434] : la noblesse d'Amont, t. I, p. 766 ; d'Anjou, t. II, p. 33 ; d'Etain, t. II, p. 214 ; de Bordeaux, t. II, pp. 394-395 ; de Château-Thierry, t. II, p. 658 ; de Provins et Montereau, t. V, p. 448 ; — le Tiers Etat de Calais et Ardres, t. II, p. 510 ; de Dôle, t. III, p. 161.

personne ne l'ignorait sans doute ; mais beaucoup le croyaient conforme aux exemples et à l'esprit du passé. Il s'agissait de rendre à la monarchie une constitution ancienne, altérée en fait plutôt qu'abrogée en droit. « S. M. ne rassemble point la nation pour former une monarchie, mais pour rendre à la constitution de cet empire toute sa force, son énergie, sa puissance et sa gloire (1). » Ces paroles du clergé du Beaujolais expriment une conviction assez répandue dans les trois ordres. Bien des cahiers remercient le monarque « pour avoir rétabli la nation dans le plus précieux de ses droits (2) » ; « dans ses droits primitifs (3) », conformes « à son antique constitution, qui n'avait été suspendue que par le fait (4) ». — « Rétablir sur des bases certaines la constitution française dont les principes ont été si longtemps négligés et si violemment ébranlés », tel est le mandat confié par le clergé de Caux (5). — « Les principes de notre gouvernement ont été trop longtemps méconnus », dit le Tiers de Clermont-Ferrand ; « il faut les rappeler, les consacrer et leur donner une publicité qui retienne désormais les ministres par la notoriété de leurs devoirs et de nos droits (6). » Ces derniers mots sont caractéristiques : lorsqu'on parle dans les cahiers de « reprendre en sous-œuvre l'édifice ébranlé de la

(1) *Archives Parlementaires* [434], t. II, p. 279.

(2) Clergé de Montpellier, *ibid.*, t. IV, p. 44.

(3) Noblesse de Bas-Limousin, *ibid.*, t. III, p. 537.

(4) Tiers de Comminges, *ibid.*, t. III, p. 26. Pour des déclarations, plus ou moins explicites, mais inspirées du même esprit, voir, dans les *Archives Parlementaires* : Clergé de Besançon, t. II, p. 576 ; de Lyon, t. III, p. 599 ; (cf. aussi le clergé de Nîmes, *Cahiers de Nîmes*, éd. Bligny-Bondurand [441], t. II, p. 576) ; — Noblesse de Châtillon-sur-Seine, t. II, p. 703 ; du Haut-Limousin, t. III, p. 564 ; de Loudun, t. III, p. 594 ; de Montpellier, t. IV, p. 45 ; de Montreuil-sur-Mer, t. IV, p. 61 ; de Vendôme, t. VI, p. 120 ; — Tiers de Dourdan, t. III, p. 250 ; de Grasse, t. III, p. 274 ; de Saumur, t. V, p. 723 ; de Rivière-Verdun, t. V, p. 586 ; de Toulouse, t. VI, p. 35.

(5) *Archives Parlementaires* [434], t. II, p. 573. Cf. aussi : clergé du Labourt, *ibid.*, t. III, p. 424 ; de Clermont-en-Beauvoisis, *ibid.*, t. II, p. 744 ; de Rouen, *ibid.*, t. V, p. 590.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 769. Cf. aussi Tiers du Poitou, *ibid.*, t. V, p. 406.

constitution française (1) » ; d'opérer « le rétablissement des lois constitutionnelles (2) », le « rétablissement des lois fondamentales de la constitution (3), » c'est d'ordinaire au despotisme qu'on oppose la tradition. Ainsi, la « constitution française » retrouve son aspect libéral et national. Certes, la Noblesse et le Clergé y attachent aussi leurs privilèges, et la plupart des instructions qui demandent le vote par ordre le disent constitutionnel ; mais sur 122 cahiers de privilégiés qui admettent l'existence d'une constitution, nous n'en voyons guère que 38 où l'intérêt de classe ait été le seul motif de la mention qu'on en fait. Le clergé de Sens insiste avec vigueur pour le vote par ordre, mais aussi pour cet article, d'intérêt plus général, « que les impôts ne peuvent être établis que du consentement des trois ordres et que l'indépendance respective dont ils jouissent ne permet pas à l'un d'engager l'autre (4) ». Même condition chez le clergé de Blois (5), qui réclame d'ailleurs, pour promulguer les lois générales du royaume, le concours du roi et de la nation (6). La noblesse d'Évreux attribue les malheurs de la France aux violations qu'ont subies « les lois constitutives du royaume », et les « droits imprescriptibles de la nation (7) ». Plusieurs cahiers de

(1) Noblesse de Dourdan, *ibid.*, t. III, p. 246.

(2) Tiers de Castelmoron d'Albret, *ibid.*, t. II, p. 549.

(3) Tiers d'Albret au siège de Tartas, *ibid.*, t. I, p. 704.

(4) *Cahiers de Sens*, éd. Porée [477], p. 789. Cf. aussi la noblesse du Cotentin, *Cahiers du Cotentin*, éd. Bridrey [437], t. III, p. 510. — Les brochures aristocratiques n'étaient pas opposées, en général, à cette dernière garantie, mais elles n'avaient pas toujours la précaution de la mentionner expressément, comme il était naturel de le faire pour apaiser les esprits.

(5) *Cahiers de Blois et Romorantin*, éd. Lesueur et Cauchie [436], t. II, p. 405 : « Que les trois Ordres sont égaux en pouvoir et tellement indépendants les uns des autres qu'il faut leur consentement unanime pour exprimer le vœu de la Nation. »

(6) *Ibid.*, p. 404.

(7) *Archives Parlementaires* [434], t. III, p. 295. Même idée chez la Noblesse de La Rochelle, *ibid.*, t. III, p. 471. Voir encore des expressions de ce genre : « La nation, rendue à ses droits... » (clergé de Castelmoron d'Albret, *ibid.*, t. II, p. 542). — « Que la nation... rentre dans ses droits » (Noblesse du Labourt, *ibid.*, t. III, p. 425). — Rétablir « la nation dans

la Noblesse reprennent avec quelque détail les conceptions qui, ajoutant au droit les prérogatives, réconciliaient la philosophie et la féodalité. Ainsi la noblesse du Bugey, mêlant Montesquieu et Rousseau, défend les privilèges comme inhérents à l'essence de la monarchie (1) parle de « contrat social » et de « volonté générale (2) », et attribue la souveraineté à la nation, « jointe au monarque et présidée par lui (3) ». « La France, dit-elle solennellement, a une constitution (4) » ; et selon les principes « anciennement établis (5), » toute loi doit être formée « par la volonté du peuple et la sanction du Roi (6) ». L'harmonie de la raison et de la tradition, tel est, pour la noblesse d'Alençon, le caractère essentiel et distinctif de la Constitution française : « on doit, parmi nous, réputer et tenir pour constitutionnel tout ce qui, n'étant point contraire aux droits inaliénables de l'homme, aux principes nécessairement inhérents à tout pacte social, s'y trouve consacré par de nombreux exemples, par de longs usages, par les faits et par la possession (7) ». En conséquence, la noblesse amalgame dans le droit public français, les « droits, franchises et immunités dont la noblesse a joui de tous les temps (8) », et « cette maxime vraiment constitutionnelle et fonda-

le pouvoir dont on l'a privée quelquefois... » (Noblesse de Saintes, *ibid.*, t. V, p. 665). — « Une révolution... a ramené parmi nous ces assemblées constitutionnelles... » (Noblesse de Rouen, *ibid.*, t. V, p. 594.)

(1) « Plusieurs de ces privilèges tiennent à l'essence de la monarchie, qui se corrompt, comme l'a dit l'illustre Montesquieu, lorsqu'on les anéantit. » (*Ibid.*, t. II, p. 480.) Le cahier demande, d'ailleurs, le vote par ordre. (*Ibid.*, pp. 480, 482.)

(2) *Ibid.*, t. II, p. 480.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 480.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 479.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 480.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 481. La noblesse du Bugey estime même que, la souveraineté ne pouvant être communiquée, la nation doit intervenir directement quand il s'agit de changer les lois « qui servent de base au contrat social et à la forme du gouvernement ». (*Ibid.*, t. II, p. 480.) On reconnaît là le langage et, en partie, la pensée de Rousseau.

(7) *Ibid.*, t. I, p. 711.

(8) *Ibid.*, p. 714. (Ces privilèges comportent le droit de voter par ordre : *Ibid.*, p. 712.)

mentale, conséquente aux droits inaliénables de l'homme, et consacrée depuis longtemps dans les annales de notre législation :

« Lex consensu populi fit et constitutione regis (1) ».

De même, pour la noblesse de La Rochelle, le passage fameux de l'édit de Pistes est à la fois l'expression d'une réalité historique, et d'un principe essentiel de « notre contrat social (2) ». La noblesse du Quercy s'en inspire visiblement, lorsqu'elle demande qu'aucune loi ne soit valable sans « la constitution du prince et le consentement libre de la nation (3) ». Et à Lille, à Évreux, à Clermont-Ferrand, à Chaumont-en-Vexin, les cahiers de la Noblesse, se fondant sur la Constitution française, veulent la même division du pouvoir législatif (4).

Les roturiers, eux aussi, pour « ramener la monarchie à son état et à ses droits primitifs (5) », s'autorisèrent de Charles le Chauve. On retrouve l'édit de Pistes cité, traduit et commenté dans la volumineuse dissertation qui sert de cahier de doléances au tiers état de Nemours. Et pourtant le rédacteur n'était autre que l'économiste Dupont (6), un disciple de Quesnay, bien convaincu que la vérité politique est indépendante des temps et des lieux. Il ne s'aveugle point sur l'incertitude et l'imperfection du droit public français : « La France a eu jadis une constitution médiocre qui a changé trois fois », et a fini par tomber (7) ; il persiste à croire qu'une bonne loi

(1) *Archives Parlementaires* [434], t. I, p. 711.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 471.

(3) *Cahiers du Quercy*, éd. Combarieu [445], p. 86.

(4) Cf. *Archives Parlementaires* [434], t. III, p. 526 ; pp. 295-296 ; t. II, pp. 766, 730.

(5) Tiers de Montargis, *Archives parlementaires* [434], t. IV, p. 26. — Cf. Tiers de Meaux : les souffrances du Tiers « prennent leur origine dans l'oubli des principes de la Constitution », *ibid.*, t. III, p. 728 ; — Tiers du Quercy : « Le plus grand nombre de ces lois constitutionnelles n'ont plus de force, elles sont abolies ou modifiées au détriment de la nation. » (*Cahiers du Quercy*, éd. Combarieu [445], p. 112.)

(6) Cf. le *Procès-verbal du Bailliage de Nemours* [432], t. I, pp. 183, 186.

(7) Tiers de Nemours, *Archives Parlementaires* [434], t. IV, p. 165.

peut se passer de l'aveu des anciennes annales (1) ; mais, soit besoin de suggestions concrètes, soit concession aux préjugés, il va chercher dans ces annales des exemples de bonnes lois : « Nous nous rapprochons de cette constitution antique par l'assemblée des États généraux et par la nécessité de la convoquer souvent. Il est juste que nous en reprenions l'esprit dans tous les points où il s'accorde avec la raison, la justice, l'intérêt du peuple et la véritable dignité du Roi (2) ». Or, c'est un fait consigné dans les monuments primitifs qu'à l'origine de la monarchie, les lois étaient faites par le vote du peuple et la sanction du roi (3). Et Dupont disserte savamment sur le sens du mot *consensus*, qui « ne veut pas simplement dire la complaisance et l'aveu », mais « exprime la réunion des volontés et des pensées en un seul sentiment... (4) ». Ainsi, même aux yeux d'un physiocrate, il n'est pas indifférent que la tradition confirme ce que la raison a prouvé. Ailleurs, la même autorité est alléguée plus simplement. Le tiers état de Niort demande « que pour donner à la loi une sanction légale, il faille le concours du consentement de la Nation et de la volonté du Roi, conformément à l'édit de Pistes de l'an 864, et suivant les dispositions de tous les capitulaires (5) ». Le Tiers d'Orléans, celui d'Alençon, répètent encore comme une maxime fondamentale le passage dont Baluze n'avait apparemment pas soupçonné le destin : *lex consensu populi fit et constitutione regis* (6). Et l'on en retrouve la substance, sinon les termes, dans plusieurs autres cahiers du Tiers, où ce

(1) *Ibid.*, p. 165.

(2) *Ibid.*, p. 165.

(3) *Ibid.*, t. IV, p. 165 et note ; p. 170.

(4) *Archives Parlementaires* [434], t. IV, p. 170.

(5) *Cahiers de Niort*, éd. Cathelineau [442], p. 373.

(6) *Cahiers d'Orléans*, éd. Bloch [443], t. II, pp. 289, 399. — Tiers d'Alençon, *Arch. Parl.* [434], t. I, p. 716.

partage de la puissance législative est tenu pour constitutionnel (1).

Sans doute, il ne faudrait pas exagérer l'importance de ces souvenirs : l'évocation de l'antique monarchie n'est parfois qu'un ornement de style, un thème emprunté docilement aux modèles de rédaction. Lors même qu'elle se précise, elle ne sert pas de base logique aux revendications des cahiers ; mais il reste qu'en bien des cas elle les confirme et les colore. Elle montre que la philosophie de l'histoire de France, élaborée par les Boulainvilliers, les Montesquieu et les Mably, imprégnait encore l'esprit public. Il est vrai que le tiers état, mis en défiance par les brochures, est bien moins prodigue de ces allusions que la Noblesse et le Clergé ; il lui arrive même de contester l'autorité des « titres obscurs », des « faits équivoques », des « monuments que le temps détruit ou altère (2) ». Mais ses négations sont discrètes et rarement absolues ; le mot brutal des polémistes : la France n'a pas de Constitution, ne revient pas dans ses cahiers ; et il est rare qu'il substitue, au partage défini par l'édit de Pistes, la souveraineté sans limite du peuple ou de ses représentants. Sur 166 cahiers du Tiers, 9 seulement attribuent à la nation la plénitude du pouvoir législatif ; encore n'est-il pas certain que leurs expressions doivent être prises à la lettre (3) ; 18 ne

(1) Cf. Tiers d'Agen, *Arch. Parl.* [434], t. I, p. 682 ; de Chartres, t. II, p. 629 ; de Condom, t. III, p. 39 ; du Quercy, *Cahiers du Quercy*, éd. Combarieu [445], pp. 112, 114.

(2) Tiers de Château-Thierry, *Arch. Parl.* [434], t. II, p. 669. Chez le Tiers Etat, nous ne relevons d'expressions de défiance analogue que dans les Cahiers du Beaujolais, *Arch. Parl.* [434], t. II, p. 283 ; d'Étampes, *ibid.*, t. III, p. 283 ; de Mont-de-Marsan, *ibid.*, t. IV, p. 34 ; de Nîmes, *Cahiers de Nîmes*, éd. Bligny-Bondurand [441], t. II, p. 591. De son côté, la noblesse de Provins et Montereau défend à son représentant de chercher ses principes « dans l'histoire de France » ou « dans l'exemple des États généraux précédents ». (*Arch. Parl.* [434], t. V, p. 447). Elle demande pourtant « que l'État conserve sa constitution monarchique, et que la loi salique soit maintenue dans toute sa force. » (*Ibid.*, p. 448.)

(3) Il arrive, en effet, dans les cahiers, que la rigueur de certaines formules soit corrigée par l'ensemble du texte. Ainsi, la noblesse de Châteauneuf-en-Thimerais déclare qu'à la nation seule appartient le pouvoir législatif ; mais elle admet la nécessité de la sanction royale. (*Arch.*

proposent point de projet précis ; les autres se bornent à demander que l'assentiment du peuple intervienne, soit pour les lois et les impôts, soit pour les impôts seulement. Peut-être le libéralisme du Clergé était-il plus timide, mais on ne voit pas que la noblesse diffère à cet égard du tiers état (1) : gentilshommes et roturiers voulaient que la loi fût faite par le consentement du peuple et la sanction du roi. Le comte de Clermont-Tonnerre, résumant les cahiers pour le comité de constitution, le constatera bientôt devant l'Assemblée nationale : « Quant au pouvoir législatif, la pluralité des cahiers le reconnoît comme résidant dans la représentation nationale, sous la clause de la sanction royale ; et il paroît que cette maxime ancienne des capitulaires, *lex fit consensu populi et constitutione regis*, est presque généralement consacrée par vos commettans (2) ». Ajoutons que « cette maxime ancienne » trouvait une illustration contemporaine dans le gouvernement de Grande-Bretagne, qui accordait au roi le *veto* sur les décisions du Parlement. Mais si tous les cahiers ne citent pas l'édit de Pistes, aucun, à notre connaissance, n'allègue sur ce point l'exemple des Anglais ; ce pouvait être prudence, réserve, plutôt qu'ignorance ou mépris, mais en

Parl. [434], t. II, p. 640.) Le Tiers de Paris, hors les murs, pose en principe que : « le pouvoir législatif appartient à la Nation », mais il ajoute : « la loi ne peut se faire que par la volonté générale, sanctionnée par le Roi. » (*Cahiers de Paris*, éd. Chassin [444], t. IV, p. 431.) Il n'est pas impossible que des restrictions du même genre aient été sous-entendues dans d'autres cahiers.

(1) Sur 135 cahiers du Clergé, 38 sont muets ou très vagues sur la distribution des pouvoirs ; 2 semblent admettre que le pouvoir législatif réside uniquement dans la nation ; 38 acceptent, plus ou moins expressément, qu'il soit partagé entre la nation et le prince ; 57 se bornent à demander le consentement de la nation pour l'impôt. — Sur 143 cahiers de la Noblesse, 11 s'abstiennent de se prononcer ; 1 seul attribue à la nation la plénitude du pouvoir législatif, mais 100 réclament le partage, contre 31 qui se contentent de l'impôt consenti par la nation. Dans le Tiers Etat, cette dernière solution rallie 50 mandats, et la précédente 89.

(2) « Rapport du comité de constitution, contenant le résumé des cahiers relatifs à cet objet. Lu à l'assemblée nationale le 27 juillet. » (1789) (Dans le *Recueil des opinions de Stanislas de Clermont-Tonnerre* [412], t. II, p. 26. Cf. aussi pp. 18, 20, 35.)

tout cas les programmes de réformes montrent des esprits dégagés de tout parti-pris d'imitation. Ce sont les États généraux qu'on réclame, non pas la Chambre Communes et la Chambre des Lords (1), et même à titre d'expédient, de transaction commode, la dualité des chambres trouve peu de faveur (2). Les demandes les plus ordinaires : périodicité des États généraux, organisation régulière des États provinciaux, — voire maintien des Parlements dans un droit de contrôle subordonné, — eussent rénové le régime sans briser violemment le cadre des anciennes institutions. On suivait le conseil de Target : « Réparez au lieu de démolir ; corrigez au lieu de détruire. » Le besoin d'une transformation profonde était universellement senti ; mais dans la mesure du possible, on respectait l'ordre établi, on empruntait à la tradition. Conservant le trône, la noblesse, la magistrature et les États, il semblait que la nation, en 1789, entreprît de relever ce gouvernement monarchique et libre que le quinzième siècle n'avait pas réussi à fixer. En ce sens, la plupart des mandats supposent que la France possède au moins les éléments d'une Constitution.

(1) L'institution d'une Pairie semblable à celle des Anglais eût choqué le principe de l'égalité essentielle entre les gentilshommes, principe cher à la noblesse française, qui en exige le maintien dans beaucoup de cahiers. La Noblesse de Blois proteste, en outre, directement contre le « projet, formé par quelques grands du royaume, de composer une chambre particulière et d'en rendre les sièges héréditaires dans leurs familles. » (*Cahiers de Blois*, éd. Lesueur et Cauchie [436], t. II, p. 436.) Celle de Mantes s'oppose formellement à l'établissement d'une chambre héréditaire. (*Arch. Parl.* [434], t. III, p. 664.) — Contre l'idée d'une Chambre non élective, cf. aussi le Tiers de Paris, hors les murs, *Cahiers de Paris*, éd. Chassin [444], t. IV, p. 437 ; et contre celle d'une Chambre haute, cf. Tiers de Rennes, *Cahiers de Rennes*, éd. Sée [446], t. IV, p. 244.

(2) Nous ne trouvons en tout que 7 cahiers qui proposent ce compromis ; quelques autres, à la vérité, admettent la dualité des ordres, mais elle n'implique pas nécessairement la dualité des Chambres. Røderer (*Esprit de la Révolution* [233], p. 57) déclare qu'au commencement de la tenue des États, « un grand nombre de patriotes sincères » désiraient l'adoption du système anglais. Peut-être les difficultés des premières séances avaient-elles rallié des suffrages à cet expédient ; ce qui est sûr, c'est qu'il ne devait pas prévaloir, et que les cahiers n'en présageaient pas le succès.

Par là, les cahiers s'apparentent aux brochures les plus modérées ; au lieu d'une simplicité brutale, d'une frénésie de négation, ils font voir un sens juste et sage des complexités du réel. Les thèses extrêmes s'y adoucissent, leur opposition se résout en dégradation nuancée. La tradition n'y est pas concentrée dans le privilège, le problème de la Constitution n'y est plus rétréci à la mesure d'un conflit d'intérêts : l'idée de l'ancienne liberté française reparaît capable d'unir les divers ordres de la nation. Et si les cahiers n'ont pas tout dit, s'ils n'ont pas recueilli les confidences des esprits les plus dogmatiques et des cœurs les plus exaltés, ils attestent l'empire puissant encore du calme et de la raison : le sentiment du plus grand nombre n'a pas besoin de dissimuler, et une multitude en délire n'eût pu ni voulu feindre le sang-froid. Là est la valeur indéniable du témoignage des cahiers : il n'exclut pas celui des libelles, mais il s'y ajoute et le circonscrit. Il écarte l'image d'un peuple entier, — « bête enragée et formidable (1) », — se ruant à l'assaut du trône défendu par les privilégiés. Il révèle entre les trois ordres, en dépit de graves dissentiments, une certaine communauté d'aspirations et de souvenirs. Quand Taine oppose à la Noblesse, toute pénétrée de Montesquieu, le tiers état ivre de Jean-Jacques (2), il cède à ce besoin de simplification légendaire qui fausse son œuvre d'historien. En réalité, la plupart des cahiers mêlaient en proportions diverses les deux inspirations : la noblesse ne prétendait pas s'en tenir aux « corps intermédiaires », ni le Tiers instaurer la démocratie ; et l'objet commun de leurs vœux, la monarchie constitutionnelle, appartenait à

(1) Taine, *Origines de la France contemporaine* [510], liv. V, chap. v, t. II, p. 314.

(2) Cf. *Origines de la France contemporaine* [510], liv. IV, chap. III, t. II, p. 190. L'opposition établie par Taine entre les cahiers de la Noblesse et ceux du Tiers est purement artificielle.

ce genre des gouvernements mixtes, dont Montesquieu avait décrit les ressorts et pénétré l'esprit.

Ce gouvernement qu'elle souhaitait, la France ne put l'obtenir : l'abolition de la noblesse, la souveraineté de la nation, l'abaissement du prince, réduit au *veto* provisoire et devenu « premier fonctionnaire public », ces innovations de l'Assemblée constituante établissaient déjà la république sous le nom de monarchie. Nous terminons la présente étude à la réunion des États généraux : ce qu'ils firent, pourquoi ils le firent, ce n'est pas à nous de l'examiner. Rappelons seulement que les circonstances ont forcé les doctrines : elles ont favorisé les violents contre les modérés, et précipité, dans une sorte de vertige, la marche de l'esprit public. Le gouvernement n'ayant pas réglé le mode de vote, les États généraux s'ouvrirent sur un conflit : les amours-propres se surexcitèrent, le Tiers se raidit également dans l'humiliation et le succès. Puis ce furent les tergiversations d'un roi mal conseillé, les préparatifs de coup de force démentant les promesses libérales, l'intervention toute puissante du peuple de Paris, la situation tragique de l'Assemblée entre les intrigues de cour et les factions populaires, entre les menaces de ses ennemis et les exigences de ses défenseurs. Quelques mois après la rédaction des cahiers, l'idéal qu'on avait résumé en quelques mots de l'édit de Pistes, le concours harmonieux du prince et de la nation, n'était plus que le souvenir d'un espoir cruellement déçu. L'Assemblée, dit M^{me} de Staël, « a combiné une constitution comme on combinerait un plan d'attaque (1) ». Ce n'était pas là, croyons-nous, l'effet d'un système préconçu, mais bien celui des périls, soit réels, soit imaginaires, qui avaient nourri ses défiances contre le pouvoir exécutif. Quoi qu'il

(1) *Considérations* [242], 2^e partie, chap. VIII, t. I, p. 166.

en soit, l'écart est indéniable entre l'œuvre politique de la Constituante et le mandat qu'elle avait reçu de ses commettants. La Constitution qu'on tenta d'appliquer en 1791 n'était pas écrite d'avance dans les cahiers de 89 (1).

Indiquons pourtant que l'idée d'une constitution traditionnelle survécut à de sanglants démentis. Elle profita même un instant d'un état de choses propice à l'idéalisation du gouvernement déchu ; émigrant avec les fidèles de l'ancien régime, elle puisa un reste de force dans leurs regrets, dans leurs illusions, dans leur besoin d'apologie (2). On en vint même à soutenir que la liberté constitutionnelle avait existé sous les derniers princes, non seulement en droit, mais en fait. « Ne croyez pas, disait aux Français le comte de Provence, dans sa proclamation de juillet 1795, ne croyez pas ces hommes avides et ambitieux, qui, pour envahir à la fois et vos fortunes et la toute puissance, vous ont dit que la France n'avait pas de constitution, ou que sa constitution du moins vous livrait au despotisme (3) ». Et le roi de France *in partibus* décrivait cette constitution, « aussi ancienne que la monarchie des Francs », « fruit du génie », « chef-d'œuvre de la sagesse », et « résultat de l'expérience (4) » :

« Elle soumet les lois à des formes qu'elle a consacrées, et le souverain lui-même à l'observation des lois... Elle

(1) Voir des indications sur ce point dans un ouvrage de l'ancien ministre Calonne, daté d'octobre 1790 : *De l'Etat de la France, présent et à venir* [362], notamment pp. 123 bis, sqq. ; et dans le livre de Mounier, *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres* [230], t. I, pp. 248, 255. — Cf. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française* [473], 1^{re} partie, chap. III, p. 58 et note.

(2) Voir, par exemple : Sénac de Meilhan, *Du gouvernement en France avant 1789* [240] (Hambourg, 1795), notamment pp. 14 sqq. ; *Mémoire autographe de M. de Barentin* [203], p. 19. (Cf. pour la contre-partie M^{me} de Staël, *Considérations* [242], 1^{re} partie, chap. XI : *Y avait-il une constitution en France avant la Révolution ?* t. I, pp. 71 sqq.)

(3) Déclaration du comte de Provence (devenu, en droit, « roi de France et de Navarre »), juillet 1795. (Ap. A. de Calonne, *Analogies entre l'ancienne constitution et la charte* [94], note II, p. 128.)

(4) *Ibid.*, p. 128.

prescrit des conditions à l'établissement des impôts... Elle confie aux premiers corps de magistrature le dépôt des lois, afin qu'ils veillent à leur exécution, et qu'ils éclairent la religion du monarque, si elle était trompée. Elle met les lois fondamentales sous la sauvegarde du Roi et des trois ordres... Elle a multiplié les précautions pour vous faire jouir des avantages du gouvernement monarchique, et vous garantir de ses dangers (1) ».

Plus tard, quand Louis XVIII prit possession du trône, ne voulant ni restaurer l'absolutisme, ni avouer la révolution, il tenta de se rattacher aux souvenirs d'une monarchie libérale. Le préambule de la charte octroyée en l'an « dix-neuvième » de son règne, annonçait qu'il en avait cherché les principes dans le caractère de son peuple et les monuments du passé. Et renouant à sa manière « la chaîne des temps, que de funestes écarts avoient interrompue (2) », le monarque présentait son gouvernement, — copié, en réalité, sur le modèle anglais, — comme le prolongement naturel d'une tradition française :

« Nous avons remplacé par la Chambre des députés ces anciennes assemblées des champs de mars et de mai, et ces chambres du tiers état, qui ont si souvent donné tout à la fois des preuves de zèle pour les intérêts du peuple, de fidélité et de respect pour l'autorité des rois (3) ».

(1) *Ibid.*, p. 129. Le nouveau monarque reconnaît, il est vrai, que cette constitution avait été « altérée », mais il promet de lui rendre sa pureté ancienne. (*Ibid.*, p. 130.)

(2) Préambule de la charte constitutionnelle, du 4 juin 1814. (Duvergier, *Collection complète des lois* [424], t. XIX, p. 77.)

(3) *Ibid.*, pp. 76-77. Voir pour de tels rapprochements l'ouvrage, au titre significatif, d'A. de Calonne : *Analogies entre l'ancienne constitution et la charte* [94], (1828). L'auteur cite, p. 23, comme un des principes de la charte, la maxime de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis*. — Le décret impérial du 13-21 mars 1815 témoigne du même souci d'emprunter un revêtement traditionnel : il convoque les électeurs « en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai ». (*Collection complète des lois* [424], t. XIX, p. 448.)

Mais ces fictions, que la science n'avait pas encore démenties, ne pouvaient plus avoir de prise sur le fond de l'esprit public. Les corps intermédiaires étaient détruits ; la nation, pour prouver ses droits, n'avait plus besoin de remonter à l'année 864. Le xix^e siècle allait consommer le divorce entre le libéralisme et la tradition (1) ; ou plutôt, une tradition nouvelle était née, la tradition révolutionnaire, et Charlemagne, les champs de mai, toute la légende élaborée par les érudits philosophes, s'effaçait dans la terrible splendeur de l'épopée qu'avait vécue la France depuis « l'an I de la liberté ».

(1) Renan le constatera, non sans regret, dans son article sur *M. de Sacy et l'Ecole libérale* : « Le libéralisme, ayant la prétention de se fonder uniquement sur les principes de la raison, croit d'ordinaire n'avoir pas besoin de traditions. Là est son erreur. » (*Essais de morale et de critique* [504], p. 36.)

CONCLUSION

SOMMAIRE

1° Importance relative des théories de la Constitution française.

a) Si elles atteignent le public, et comment.

b) Du rapport de l'histoire à la politique : dans quelle mesure l'histoire est indépendante de la politique, et ce qu'elle peut lui ajouter. La tradition confirme et colore les préceptes de la raison ; elle rapproche et confond à demi des conceptions différentes, les imprègne d'un même sentiment, favorisant ainsi l'alliance entre l'opposition philosophique et l'agitation aristocratique ; elle fournit un prétexte et un point d'appui pour agir sur le pouvoir. -- La révolte contre la tradition en 1788-1789 : que sa violence est subite, accidentelle et artificielle en partie.

2° Place de Montesquieu dans le mouvement. — Il ne l'a pas créé ; mais ce qu'il lui apporte : un principe de souplesse, de modération, de clarté. Brièveté de son enseignement, et qu'il n'a pas formé secte ; mais on pouvait s'assimiler librement certains éléments de ses conceptions.

a) En histoire : triomphe du « germanisme », grâce aux corrections par où Montesquieu rend acceptables les paradoxes de Boulainvilliers.

b) En politique : Montesquieu répand l'idée que la monarchie doit être *constituée* ; il fait naître ou renforce l'attachement aux « formes », aux corps, aux privilèges ; il élève et élargit les conflits des privilégiés et de la couronne, en faisant sentir une solidarité, — illusoire ou réelle, — entre le privilège et la liberté. La crise de l'opinion, en 1771, suppose comme condition préparatoire l'influence de l'*Esprit des lois*.

Transformation de l'esprit public après 1771. La conception de Montesquieu, dépassée par les théoriciens libéraux ; utilisée, avec une fidélité apparente, par les apologistes du pouvoir.

La partie négligée de la doctrine de Montesquieu : celle qui montre l'importance des ressorts moraux du gouvernement.

Ce qu'il reste, malgré tout, dans la « Constitution française », de conforme aux enseignements de Montesquieu : esprit de liberté, souvenir de la tradition germanique, goût des tempéraments et des contrepoids. —

L'alliage du privilège et du droit national reste le caractère général de la « Constitution française », et le signe durable de l'influence de Montesquieu.

Que cette étude n'a rien d'exclusif, l'action de l'*Esprit des lois* s'étendant bien au delà des théories de la Constitution française. Montesquieu « a fait voir : d'autres ont choisi » (M^{me} de Staël). Mais que ces théories supposent d'ordinaire un choix inspiré par des principes et des sentiments analogues au sien.

Parvenus au terme de cette étude, nous voudrions jeter un regard d'ensemble sur le mouvement que nous avons tenté d'analyser : et d'abord, pour nous garder d'en exagérer l'importance. L'expérience des maux présents, l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique, ont compté pour beaucoup dans la pensée politique du siècle, et nous n'avons pas voulu faire oublier leur rôle au profit des dissertations sur Charlemagne et Clovis. Presque tous « froids, secs, insipides et durs », alourdis de citations et de dates, les traités de la Constitution française ne flattaient ni le goût des délicats, ni la paresse du grand public. Aussi les *Observations* de Mably, — le moins oublié aujourd'hui parmi ces ouvrages, — n'ont obtenu que deux éditions de 1765 à 1789 (1) ; les *Maximes du droit public français* en ont eu deux, de 1772 à 1775 ; le *Catéchisme* de Saige trois, de 1775 à 1788 : là se réduisent les triomphes des plus favorisés. Ne nous méprenons pas, pourtant, sur la modicité de ces chiffres : s'ils excluent l'idée d'un engouement populaire, d'une poussée générale de curiosité, ils ne dénotent pas une indifférence profonde. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, hormis quelques exceptions célèbres, les romans en vogue n'avaient pas plus de trois ou quatre éditions (2) : et c'est beaucoup, pour un livre de droit ou d'histoire, que d'approcher du succès

(1) Trois, si l'on compte l'édition des *Œuvres*, de 1789, mentionnée par Quérard ; mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'édition de 1765 est incomplète.

(2) Cf. les *Morceaux choisis de Rousseau*, éd. Mornet [186], notice, p. 38, note.

d'un roman. Ajoutons qu'un grand nombre de ces écrits, faits pour des besoins de polémique, ne prétendaient pas survivre aux circonstances d'où ils étaient nés ; les conflits se succédaient, semblables, mais non identiques : on ne rééditait pas les libelles, on les plagiait en les adaptant.

D'ailleurs, nous ne voyons pas qu'à la même époque, l'étude du gouvernement anglais soit un sujet privilégié : dans les trente dernières années du siècle, aucun publiciste français, que nous sachions, ne lui consacre d'ouvrage exprès (1). Le traité du Genevois De Lolme eut, il est vrai, six éditions de 1771 à 1788, mais si l'on en croit Mallet du Pan, son succès fut plus vif à l'étranger qu'en France (2). Quant à la Constitution des États-Unis, elle était récente encore en 1789, et peu connue du grand public. Il reste que l'Angleterre et l'Amérique avaient l'attrait des choses vivantes : on s'informait des institutions, comme du climat et des mœurs, par les voyages, par les récits, par les relations sociales, tandis que l'ancien droit français était chose technique et ardue. Rien ne nous autorise donc à démentir M^{me} de Staël quand elle affirme que, vers 1789, « l'on entendait beaucoup plus parler à Paris de la constitution anglaise que celle de France (3) ». Nous soulignerons seulement que, hors du salon de M^{me} Necker, la Constitution de France a intéressé les gens de robe, un monde nombreux, actif et bruyant, touchant aux grands seigneurs

(1) *Le Coup d'œil sur le gouvernement anglois* [108], par l'abbé Dubois de Launay (1786), n'est point une analyse technique. D'ailleurs, l'ouvrage combat l'influence britannique.

(2) « Quatre Éditions de cet Ouvrage en notre Langue, et autant en Anglois, l'avoient universellement répandu dans l'Étranger, avant qu'il perçât parmi nous. Ce n'est guère que depuis un an qu'il s'est enfin naturalisé en France, et peut-être y a-t-il trouvé plus d'antagonistes que d'admirateurs. » (Mallet du Pan, *Mercure de France* [469], 1789, t. I, p. 109, du 24 janvier 1789.) Garat (*Mémoires sur Suard* [219], t. I, pp. 196 sqq.) indique pourtant que De Lolme avait été lu en France avec intérêt ; mais il donne peu de précisions.

(3) *Considérations sur la Révolution française* [242], 1^{re} partie, chap. ix, t. I, p. 64.

par les présidents à mortier, au peuple par les praticiens de village, capable d'intrigues secrètes et de discours publics. Avant de commencer la révolution au nom des lois fondamentales, ils avaient souvent appelé sur elles l'attention des Français. Dès 1753, on avait vu dans les représentations officielles du Parlement de Paris, « un traité admirable sur notre constitution ». Au temps où le coup d'État Maupeou indignait jusqu'aux dames de la Halle et aux Savoyards du Pont-Royal, on recherchait avidement les remontrances de la Cour des Aides et le pamphlet parlementaire du *Maire du Palais* ; le chancelier faisait « apprendre l'histoire de France à des gens qui seraient morts sans l'avoir sue » ; et les cahiers de doléances, en citant les Capitulaires, montrent qu'on ne l'avait pas oubliée en 1789. Il n'est donc pas excessif de dire qu'au moins à dater de 1771, et par l'entremise des Parlements, les théories sur le droit public de France sont entrées dans le commerce général des idées.

Mais que valaient ces théories ? et permettent-elles d'affirmer une action de l'histoire sur la politique ? La science moderne, qui a relégué parmi les fables l'idée des champs de mars législatifs, nous porte à juger sévèrement les historiens qui l'accréditèrent. Aucun, d'ailleurs, ne paraît exempt de passion ou de préjugé. Le Laboureur compose son ouvrage sur mandat exprès des ducs et pairs, pour relever la grandeur de « cette première dignité de l'Etat » ; Saint-Simon et Boulainvilliers cherchent dans le passé la consolation d'un orgueil que le présent offense ; Le Paige a plaidé pour le Parlement contre la couronne et le clergé ; un des arguments de Montesquieu contre Dubos, c'est que sa thèse est « injurieuse au sang de nos premières familles (1) » ; Mably se complaît visiblement à glorifier, dans Charlemagne, son propre idéal triomphant ; pendant plus de vingt années,

(1) *Esprit des lois* [28], liv. XXX, chap. xxv, t. III, p. 403.

M^{lle} de Lézardière traduit et compare les monuments originaux : mais déjà, vers l'âge de dix-huit ans, instruite de seconde main, elle avait, pour ainsi dire, conclu d'avance. Et dans l'autre camp, le souci de l'apologie monarchiste, déjà sensible chez Dubos, s'étale chez Moreau, son disciple, avec une sorte d'ingénuité. Ainsi, le rapport qui serait normal pour l'esprit critique, nous apparaît interverti : loin d'inspirer la politique, l'histoire en reçoit ses directions ; loin de gouverner, elle sert, et même elle sert tous les maîtres, c'est-à-dire, les trahit tous.

Cette conclusion, que suggère un premier examen des faits, souffre pourtant quelques réserves. Si l'histoire n'a pas déterminé les convictions politiques, il ne s'ensuit pas que la politique ait toujours faussé l'histoire, par calcul mesquin et conscient. Il faut bien songer à distinguer entre le mensonge et l'erreur, entre l'invention de l'égoïsme et l'illusion désintéressée. Or, à mesure que le siècle avance, les préoccupations de caste et de corps pèsent moins lourdement sur l'histoire. Jamais, d'ailleurs, les théories dressées contre l'absolutisme ne donnent l'impression d'une falsification grossière, d'un mythe créé sciemment et de toutes pièces pour les besoins d'un parti. Ni Saint-Simon, ni Boulainvilliers, ni Le Paige, n'ont tiré leur œuvre de leur propre fonds : ils précisent ou confirment des conceptions que le passé leur avait léguées ; et l'histoire de Boulainvilliers, surtout, est bien plus un commencement de science qu'un commencement d'erreur. Le préjugé nobiliaire parle encore chez Montesquieu, mais sans aveuglement ni violence : ce grand seigneur ne veut pas croire à la servitude immémoriale du peuple ; ce parlementaire ne rêve pas la toute puissance du Parlement. Mably, M^{lle} de Lézardière, sont dupes de leur idéal, nullement complices d'un intérêt. Les magistrats qui, de 1764 à 1770, s'assemblent chez M. de Montblin pour étudier le droit public de

France ne portent dans leur recherche aucun souci d'apologie ; comme les exilés de Châlons en 1753, ils s'orientent vers l'opinion « *que la nation est au-dessus des rois*, comme l'église universelle au-dessus du Pape ». Si la doctrine parlementaire s'élargit, ce n'est donc pas uniquement pour des raisons d'opportunité, et le changement d'attitude traduit, quelque apprêt qui s'y mêle, un changement de conviction. L'histoire résiste tout au moins aux violences trop brutales, et les documents réagissent sur les théories préconçues. A la fin du siècle, ni la magistrature ni la noblesse n'avaient renoncé à leurs ambitions ; mais les Parlements n'osent plus se dire identiques aux anciens placités, ni les gentils-hommes seuls citoyens comme descendants des vainqueurs barbares. Deux points en revanche semblent certains : l'existence de la liberté primitive, le droit positif de la nation, d'accorder les subsides par l'organe des États généraux. C'étaient encore des illusions, et flatteuses pour l'esprit du siècle, ce n'étaient pas des fictions dues à l'artifice d'un parti : renforcées de textes et d'autorités, approuvées dans les académies, elles semblaient la vérité extraite des légendes, le résidu des anciens systèmes sévèrement épurés. On put les admettre avec complaisance, mais en toute bonne foi ; et le sentiment libéral qui favorisait leur prestige pouvait tirer d'elles en retour plus d'audace et plus de vigueur.

Appoint superflu, semble-t-il. Bien avant que 89 et 93 eussent violemment séparé la politique et la tradition, de puissants esprits avaient pensé comme Turgot que les droits des hommes réunis en sociétés ne sont pas fondés sur leur histoire, mais sur leur nature. Jamais, dans la philosophie du temps, la tradition n'est avouée comme un principe supérieur ou autonome, comme une source de vérité indépendante de la raison. Lui demande-t-on des conseils à défaut de dogmes, des moyens pra-

tiques de transition entre l'idéal et le réel ? On y songe à la fin de l'ancien régime, quand il s'agit d'organiser les États généraux ; mais nous avons vu les difficultés de l'enquête, ses incertitudes, son résultat vague ou décevant. Incompétente pour poser les premiers axiomes, l'histoire s'avère peu propre à en diriger l'application. Et pourtant, au cours du siècle, elle leur avait ajouté un utile complément. C'est que, pour vivre et se propager, l'abstraction ne se suffit pas à elle-même. Une doctrine doit s'envelopper de symboles et s'illustrer d'exemples pour émouvoir les esprits. Qu'on l'accepte ou non par système, l'influence de la tradition s'impose ou s'insinue. Elle parle à l'imagination, elle rassure cette timidité instinctive que les audaces de la pensée ne font jamais taire absolument, elle prête aux innovations même un aspect vénérable et familier. Une fois les principes connus, dira le comte d'Entraigues, il faut « les environner de toutes les autorités, accumuler les exemples, nous enrichir des traditions de nos peres, et en voyant ce qu'ils furent, nous enhardir à les imiter (1) ». C'est à ce besoin sourd, mais profond des âmes, que répondaient les thèses historiques sur l'ancienne Constitution. L'on a pu justifier dans l'abstrait la liberté politique, mais l'histoire lui trouvait des aïeux, les Francs ; un héros, Charlemagne ; une devise ; *lex consensu populi fit et constitutione regis*. En évoquant du passé l'image des États généraux, elle donnait aux désirs inquiets de liberté politique un objet précis de réclamation. Parmi tant d'erreurs qui aujourd'hui peuvent faire sourire, elle répandait cette idée juste, que le gouvernement français n'avait pas toujours été absolu, qu'en limitant la puissance du prince, la nation ne s'insurgerait pas contre une invincible fatalité. D'ailleurs, c'était beaucoup, dans l'ancienne France, que de pouvoir citer des ancêtres, invo-

(1) *Mémoire sur les états généraux* [384], pp. 17-18.

quer des précédents, produire des parchemins. La monarchie était censée subsister depuis quatorze siècles ; le clergé percevait les dîmes instituées par Charlemagne ; la succession à la couronne se réglait par la loi salique ; les leudes survivaient dans les ducs et pairs. Les traces de la conquête franque étaient encore imprimées sur le sol national. Entre Clovis et Louis XVI, rien n'avait absolument commencé ni absolument fini. Les questions de droits historiques offraient alors un intérêt dont nos sociétés modernes, avec leurs constitutions écrites et leurs codes, ne sentent plus la vivacité. Aussi le pouvoir absolu lui-même, fondé sur la possession présente, et, en un sens, sur la raison, crut-il devoir s'inventer une généalogie. Brienne a donné la cour plénière pour la résurrection de la *Curia Regis* ; et Moreau, après l'abbé Dubos, tient à faire des rois de France les héritiers légitimes des empereurs romains. Les esprits les plus dédaigneux de la religion du passé n'ont pas toujours voulu ignorer « Tacite et les Capitulaires » ; à la veille des États généraux, on voit des rationalistes de profession, des disciples de Quesnay ou de Turgot : Le Mercier de La Rivière, Dupont de Nemours et Condorcet, répéter la maxime de Charles le Chauve : *lex consensu populi fit et constitutione regis*. Ils n'y cherchaient pas le principe de leur conviction, mais un supplément de crédit et de force, un gage pour cette prudence conservatrice qui parle encore si clairement dans les cahiers de 89.

Au reste, la tradition était assez imprécise pour communiquer son prestige à différentes conceptions. Les efforts de Moreau ne réussirent pas à anoblir le despotisme ; mais cette liberté des Francs, qu'on opposait si volontiers à la servitude romaine, nul ne songeait à la rétablir dans sa première simplicité : l'on pouvait attribuer aux Parlements, à la Noblesse ou au corps du peuple, l'héritage des placités, imaginer différents partages, chercher de subtiles compensations. Mais la diffé-

rence de ces théories s'atténuait dans la coloration commune dont la tradition les imprégnait. Il n'en résultait pas seulement des analogies extérieures, mais une certaine ressemblance d'esprit. Féodaux, parlementaires et « républicains », sont des champions de la liberté germanique contre le despotisme impérial ; ils évoquent les mêmes souvenirs, parlent la même langue. Rien de plus souple en effet que le vocabulaire familier aux théoriciens de la monarchie : les *lois fondamentales* peuvent être les chartes des ordres et des corps, ou les clauses d'un contrat entre le roi et les sujets ; les *formes de la législation*, exiger la sanction d'un sénat ou le consentement populaire ; les *corps intermédiaires*, tenir leur mandat du prince ou de la nation. Ce qui ressort le plus nettement de ces formules, c'est la volonté de se garantir contre le pouvoir absolu ; au surplus, chacun peut les traduire à sa mode, ou mêler en une idée confuse les différentes notions qu'elles sont aptes à exprimer. Ainsi, par la double ambiguïté des traditions et du langage, une ressemblance à demi-factice, à demi-réelle, enveloppe les contradictions ; une sorte de « frange » relie des doctrines que l'abstraction pure eût séparées, adoucit les transitions et permet les échanges. Boulainvilliers conduit à Montesquieu, Montesquieu à Mably, et le républicain d'Entraigues réunira ces auteurs, à tant d'égards différents, dans une même admiration. Lorsque les réformes de Maupeou forcent de consulter l'histoire, des recherches commencées pour soutenir la magistrature, aboutissent à révéler les droits de la nation. Dès lors, nous assure un ouvrage paru en 1788, « la curiosité fixa l'attention des gens studieux sur l'organisation de la monarchie, et les idées se propagèrent. Leur frottement augmenta et se multiplia par l'effet de deux événemens qui marchaient concurremment avec cette acquisition histori-politique ; je veux dire la révolution d'Amérique et la manie des usages Anglois. Les notions incomplètes que l'on

acquéroit sur la constitution Française, se trouvoient confondues avec celles de la constitution Angloise ; on discutoit les droits de l'Amérique, et de cet amalgame d'idées diverses, on tiroit des résultats incomplets (1). » Ces lignes caractérisent bien la confusion féconde où, vers la fin de l'ancien régime, s'agitaient les esprits. Les idées se pénètrent au lieu de se heurter. L'opposition oligarchique se grossit des vœux populaires ; le libéralisme national profite de l'audace des privilégiés. Seuls en effet devant le trône, les grands seigneurs et les magistrats osent élever le ton ; mais la nation entend leur langage à sa manière, croit lire le *Contrat social* dans les remontrances, et, par une inconséquence à demi-volontaire, le Parlement devient complice des œuvres qu'il condamne au feu. De là, le caractère indécis de la « Constitution française », telle que la construisent, vers 1775, des légistes libéraux. Produit de la philosophie du siècle et de l'opposition parlementaire, elle oscille entre le privilège et le droit naturel : commode ambiguïté, qui permet de faire passer des « maximes aristocratiques » pour des « principes de liberté (2) », entretint l'illusion d'un accord solide entre les trois ordres, et réunit sous un même signe des forces que leur victoire allait bientôt diviser.

A la faveur de la tradition, les idées nouvelles n'osent pas seulement approcher du monarque, elles réussissent presque à obtenir son aveu. Demander au « seigneur Roi » d'abdiquer sa puissance, sur la foi des Américains ou des Anglais, c'eût été pure impertinence, et des cautions aussi suspectes n'eussent qu'aggravé le châtiment. Mais en prétendant remonter aux « lois fondamentales du royaume », lois reconnues sinon définies, on obligeait le gouvernement à entrer dans ce « jeu sûr pour tout perdre ». Les magistrats, réduisant les droits du monar-

(1) *Qu'est-ce que les Parlements en France* [407] ? pp. 55-56.

(2) Condorcet, *Sentiments d'un Républicain*, Œuvres [100], t. IX, p. 122.

que, protestaient de leur respect et de leur soumission : c'était maintenir le pouvoir que d'expliquer sa vraie nature ; c'était lui conserver sa force, que d'en empêcher les abus. Par l'intermédiaire facile de la monarchie tempérée, l'on passait du gouvernement selon Bossuet, absolu mais non arbitraire, au gouvernement représentatif. Le « despotisme » apparaissait comme une déformation accidentelle, comme une « surprise » coupable de ministres ambitieux, et l'on appelait en témoignage, contre Richelieu et Maupeou, une longue suite de rois de France. Certes, la royauté n'était pas dupe de ces respectueuses témérités ; mais le prétexte de la tradition permettait de les lui faire entendre, d'atténuer ses répugnances, de voiler ses renoncements. Les États généraux se rattachaient à cet ensemble de franchises que les souverains les plus jaloux n'avaient pas détruit complètement. Tout n'était pas faux dans les prétentions des Parlements et de la noblesse, et une ombre de légalité couvrait leurs séditions. Lorsqu'en 1788, l'insurrection des privilégiés, secondés par une partie du tiers état, fait capituler l'absolutisme, la Constitution semble rétablie par cette première révolution. « Nous sommes François, Sire, et nous sommes monarchiques », disaient les représentants du clergé à Louis XVI en réclamant les États généraux ; et le roi, en les accordant, croyait renouer la tradition de ses ancêtres les plus sages.

C'est alors qu'un conflit particulier, celui du mode de vote, fait de la Constitution française l'arme de l'aristocratie. Le Tiers, mal soutenu par l'histoire, s'adresse à la pure raison, et répond aux précédents par la logique. De là vient que l'esprit public, jugé d'après quelques pamphlets célèbres, semble enivré d'abstractions, et brutalement cartésien. Mais cette impression, — qu'atténue, d'ailleurs, la lecture des Cahiers, — ne correspond qu'au moment de crise qui précéda l'ouverture des États généraux. C'est tardivement, et comme en

désespoir de cause, que le rationalisme du siècle a pris cette forme exaspérée : en 1789, des témoins s'étonnent de constater ce mépris de l'histoire, comme le paroxysme imprévu d'un mal soudain aggravé. « On a commencé par fouiller dans les monumens de notre Histoire..., dit Calonne, résumant la marche des idées depuis 1788 ; de là, on s'est rejeté sur les auteurs les plus anti-monarchiques ; on s'est échafaudé sur des citations mal appliquées ; on en a tiré des conséquences insoutenables ; et quand on n'a plus trouvé ni dans l'histoire, ni dans les ouvrages politiques, des autorités capables d'appuyer des systèmes qui enchérissant les uns sur les autres, ont monté, par degrés, au plus haut période de témérité, on a fini par ne plus leur trouver d'autre base que les principes du droit naturel (1) ». De même, Chaillon de Jonville signale, en 1789, le changement de méthode des publicistes libéraux : « Renonçant à leur grand argument (par où ils avoient commencé), de vouloir rétablir l'ordre des choses, et rappeler les antiques usages, ils ne se sont plus occupés qu'à faire des raisonnemens, des spéculations... Ils osent dire à présent qu'il n'y a jamais eu de Constitution en France, qu'il faut lui en donner (2) ». Moreau le constate vers la même époque : « Ce goût de rebâtir à neuf et sur de nouveaux plans semble aujourd'hui une manie universelle. Il a été un temps où l'on disputoit sur les faits, c'étoit au moins convenir que les faits prouvoient quelque chose. Il se formoit des opinions nouvelles, des systèmes dangereux, mais on cherchoit à les baser sur l'Histoire (3) ». Ces « systèmes » historiques ne sont plus guère, en 1789, que des enveloppes usées ; l'esprit de réforme s'est affranchi de leur protection incommode. Mais avant de nier la

(1) *Lettre au Roi* [376], pp. 11-12.

(2) *Apologie de la Constitution française* [335], t. I, p. 154.

(3) *Exposition et défense de notre constitution monarchique* [174], t. II, p. 196.

Constitution française, ceux qu'on appelle les « nationaux » lui avaient dû une part de leur force, et peut-être l'éveil de leur pensée. Mirabeau qui, en 1788, eût volontiers jeté au feu documents et histoires, avait naguère allégué contre Moreau les ordonnances des rois de France, les capitulaires et les diplômes recueillis par Baluze et Bouquet (1). Target, l'un des plus solides avocats du Tiers contre l'aristocratie, s'était initié au droit public de France pour défendre les Parlements ébranlés par Maupeou. Ses *Lettres d'un homme à un autre homme sur les affaires du temps*, presque improvisées en 1771, rattachaient les droits des corps intermédiaires à la liberté de « nos sauvages ayeux les Germains », et prouvaient par la tradition la nécessité des assemblées nationales ; la Constitution de la France, telle qu'il la concevait alors, était à la fois parlementaire et populaire. Quand les deux tendances se dissocient, à la fin de 1788, l'ancien défenseur des Parlements veut d'abord utiliser la tradition au profit du peuple, et la première *Suite* de ses *Etats généraux convoqués par Louis XVI*, soutient que le vote par tête « est de la Constitution ». Mais bientôt sa seconde *Suite* renonce aux arguments historiques, distingue entre *précédents* et *constitution*, et autorise toute nouveauté. Un tel exemple résume, avec la netteté simplifiée d'un schéma, l'origine, l'orientation et le déclin de l'idée de Constitution française. Mais les Cahiers du Tiers nous ont montré qu'en 1789 encore, la dernière phase n'était pas entièrement résolue.

Agglomérant autour de souvenirs communs des conceptions diverses, la « Constitution française » est un

(1) On se rappelle la lettre du 8 novembre 1788, citée au chapitre XII, où il regrette qu'un incendie n'ait pas consumé tous les documents historiques, où nous risquons aujourd'hui d'égarer notre raison. (*Lettres* [227], p. 433.) Dans son *Essai sur le despotisme* [166] (1775), il déclare déjà que les « droits imprescriptibles » des hommes existeraient, même s'ils n'étaient pas écrits ; il n'en cherche pas moins à prouver contre Moreau qu'ils sont écrits dans les annales de la France (pp. 202 sq.).

ouvrage collectif, et ce serait méconnaître sa riche complexité, que de la voir jaillir du cerveau d'un seul homme, cet homme fût-il Montesquieu. Bien avant l'*Esprit des lois*, on avait voulu « se ressouvenir de la vraie forme du royaume », et fonder sur l'histoire les droits de la royauté ou de la noblesse, de la pairie ou des Parlements. Montesquieu, qui n'a pas ouvert la discussion, ne prétend même pas la clore, mais il montre un moyen nouveau de résoudre les antinomies. Il assouplit la rigueur des anciennes doctrines, modère des témérités, ajuste des contradictions ; au lieu d'entrechoquer des formules, il cherche dans la réalité vivante la conciliation de la liberté et de l'autorité. Il eût pu terminer les controverses, si on l'eût écouté et compris. Mais dans les quatre volumes de son chef-d'œuvre, — peut-être plus feuilletés que lus, — parmi tant d'idées ingénieuses ou profondes, pourquoi s'arrêter de préférence aux chapitres de la monarchie ou au « traité des fiefs » ? Selon le hasard des impressions, Montesquieu paraîtra surtout l'admirateur des lois britanniques ou le théoricien des climats, un ami de l'humanité à la mode du siècle, ou un Cydias philosophe faisant de l'esprit sur les lois. Si l'essaim bourdonnant des critiques s'attache à son tableau de la monarchie, c'est pour en fausser la couleur, changer les éloges en satires, et l'auteur en anglomane ou en républicain. Parmi les images que l'on s'est formées de la Constitution française, aucune ne concorde exactement avec le tracé de Montesquieu. Il n'a point sa secte comme Mably, quoique on aime à l'invoquer comme un maître. Qu'il s'agisse d'éloigner le « despotisme » ou de prévenir la « démocratie », c'est chose glorieuse et facile de mettre Montesquieu avec soi. En 1789 notamment, l'antagonisme des ordres expose son nom, pourtant respecté, à la fureur des partis. Mais en citant beaucoup l'*Esprit des lois*, s'est-on fait scrupule de le trahir ? Les privilégiés qui s'en réclament sont d'ordinaire plus aristocrates et

moins monarchistes que Montesquieu. La valeur relative de ses idées, leur place dans son système, tel est bien le moindre souci de ces disciples occasionnels ; au lieu de saisir « toute la chaîne », comme il l'avait recommandé (1), ils en détachent un anneau pour le faire miroiter. Utilisé plutôt que compris, Montesquieu, à en juger par certaines polémiques, est moins un maître qu'un prête-nom, et son autorité n'est pas une influence.

Ce n'est là pourtant qu'un aspect de la fortune de l'*Esprit des lois*, car l'influence ne se mesure pas nécessairement à la docilité des disciples. Les idées ne vivent qu'en se transformant, et les adaptations les plus libres ne sont pas toujours des trahisons. Ainsi les enseignements de Montesquieu sur la monarchie n'ont pas formé un corps de doctrine conservé dans sa pureté par des dépositaires jaloux ; mais les théories successives de la Constitution française ont pu librement s'assimiler certains éléments de ses conceptions.

L'élément historique, d'abord. L'*Esprit des lois* raffermirait la thèse « germaniste », gravement compromise par les exagérations de Boulainvilliers et par la critique de Dubos. « C'est grêler sur le persil, écrivait l'abbé de Saint-Pierre à d'Argenson en 1738, que de s'arrêter à réfuter un auteur aussi décrié pour son peu de solidité que l'est M. de Boulainvillan (*sic*) (2). » A l'apparition de l'*Esprit des lois*, les gens de lettres s'étonnent, selon Véron de Forbonnais, « que M. de Boulainvilliers ait encore trouvé un défenseur en quelque chose (3) ». Mais ce défenseur gagna son procès. Abandonnant la partie du système qui choquait le plus rudement la vraisemblance et l'humanité : la servitude et l'avilissement de tous les Gallo-Romains, il en conserva deux points essentiels : la

(1) « Dans les livres de raisonnement on ne tient rien, si on ne tient toute la chaîne. » (*Défense de l'Esprit des lois* [28], t. IV, p. 164.)

(2) Lettre à d'Argenson, Bibliothèque de l'Arsenal, mss. fr. 2337 [12].

(3) *Opuscules de M. F**** [50], t. III, p. 236.

réalité de la conquête, et la faiblesse de la royauté primitive. Ce qui avait pu paraître une rêverie féodale, « une conjuration contre le tiers état », devenait chez lui la conviction d'un esprit pondéré et libéral. D'un paradoxe, il avait fait une opinion scientifique, que la seconde moitié du siècle ne contestera guère plus. Elle inspire Mably, Saige et M^{lle} de Lézardière, les rédacteurs des remontrances et les pamphlétaires indiscrets que condamne le Parlement. Si Moreau s'efforce de remettre en vogue la doctrine de l'*Histoire critique*, il succombe obscurément sous l'indifférence et le mépris, et le compilateur des *Etats généraux et autres assemblées nationales* s'excuse, en 1788, d'introduire dans son recueil quelques pages de l'abbé Dubos (1). Il est vrai que Montesquieu lui-même n'a pas été cru aveuglément, que Mably, si accrédité vers la fin du siècle, fait des retouches importantes à l'esquisse qu'il avait tracée. Mais sur la nature de la royauté franque et sur les effets de la conquête, ni Mably ni ses disciples n'ont rien changé d'essentiel aux conceptions de l'*Esprit des lois*. Une irruption de guerriers barbares, violents par humeur ou nécessité, nullement oppresseurs par système, apportant aux Gaulois énervés par un despotisme décadent, le principe vivifiant de leur indépendance, voilà l'image partout répandue, l'idée-mère de la « Constitution française » chez tous les théoriciens libéraux. Elle avait pris sa consistance, et sa force de séduction, dans les pages où Montesquieu évoquait, avec une incomparable puissance, le choc des Francs et des Romains.

En politique, l'influence de Montesquieu paraît moins précise, mais non moins profonde. L'idée que la monarchie doit être *constituée* n'est devenue courante au XVIII^e siècle que grâce à l'*Esprit des lois*. Avant lui, l'ar-

(1) *Des Etats généraux et autres assemblées nationales* [367], t. I, pp. VIII-IX. — Cf. Lombard, *l'Abbé du Bos* [499], chap. VI, pp. 469-470, 482 ; chap. VII, p. 490.

bitraire peut révolter des consciences, des amours-propres ou des ambitions, mais il manque aux vellétés de résistance une doctrine claire et désintéressée ; au despotisme on oppose des conseils de morale ou d'obs-cures prétentions ; et passés les troubles de la Régence, l'*aristo-monarchie* n'est plus guère qu'un rêve inavoué de parlementaires ou de grands seigneurs. Montesquieu ne se borne pas à maudire le despotisme, il en décrit les procédés ; il ne change pas la monarchie en république, mais la sagesse du prince, les préceptes édifiants, l'affinité du pouvoir royal avec la providence divine, ne suffisent pas à le rassurer. Les garanties nécessaires contre le despotisme, il les demande aux mœurs, à l'éducation, à l'état social, et à un système d'institutions politiques qu'il se contente d'ébaucher. Il indique les éléments de la Constitution française, sans en préciser les rapports. C'est là sa force et sa faiblesse, la raison de cette influence équivoque et indéfinie, qui se dérobe aux formules et défie l'analyse. Montesquieu débrouille les questions et ne les résout pas ; il oriente les esprits et les laisse avancer. Son œuvre est comme un projet inachevé, comme une base de discussion qui, généralement acceptée, permet encore bien des divergences. Aussi, l'esprit public se pénètre après lui de la nécessité des corps intermédiaires, sans en concevoir très nettement la nature, la fonction et les droits. Pourtant, l'inspiration générale du livre pouvait suppléer en bien des points au silence de l'auteur, et même les conseils pratiques y sont plutôt discrets que vagues. Soutenir la noblesse d'épée, admettre franchement le droit de remontrance, conserver et développer les pouvoirs locaux, tous ces articles sont contenus, — non sous-entendus, — dans l'*Esprit des lois* ; un peu d'attention impartiale suffisait à les discerner. Mais ni le public, aisément satisfait d'idées vagues, ni les corps aristocratiques, préoccupés de leurs ambitions, n'ont pleinement dégagé du livre ce pro-

gramme modeste et précis. On a pu songer à des applications partielles, mais cette harmonie vivante que souhaitait Montesquieu entre la royauté et les corps intermédiaires, fut un idéal toujours plus éloigné du réel. Au lieu d'apporter la conciliation, l'*Esprit des lois* sert à nourrir des luttes ; mais de ces luttes il change le caractère, il ennoblit l'intérêt. Désormais, les conflits d'ambitions se doublent de controverses théoriques ; les querelles du greffe et de la couronne sont des occasions de penser. En faisant des pouvoirs intermédiaires l'essence de la monarchie, des privilèges, les garanties de la liberté, Montesquieu incline vers les privilégiés les sympathies de la nation, et incite les privilégiés à justifier ces sympathies. Ils affecteront de défendre le bien public avec leurs prérogatives, la liberté générale avec leurs libertés ; sincère ou non, cette attitude modifie leur doctrine, étend la portée de leur action : ils prendront souvent au sérieux leur personnage de « tribuns du peuple » (1). Depuis 1750, le Parlement se soucie toujours davantage de raisonner son opposition ; et jalouse de ses prééminences, la noblesse aspire à les mériter. Les « prétentions » daignent se subordonner à un plan d'ensemble, et, sous l'idée de privilège, perce l'idée de droit national. Pour la dégager, la mûrir, en déployer les conséquences, il faudra l'impulsion des événements, secondant des théories nouvelles, celles notamment de Mably et de Rousseau. Mais si ces doctrines ont trouvé un milieu favorable, c'est, pour beaucoup, Montesquieu qui l'avait préparé. La crise de 1771 suppose une opinion publique prévenue contre l'autorité des ministres, persuadée qu'en France le roi ne peut pas tout, tenant aux garanties, — vaguement conçues, mais qu'importe ? — des lois fondamentales, des corps intermédiaires, et des

(1) Cette expression, appliquée aux privilégiés, se trouve dans une brochure de 1789, *Le Disciple de Montesquieu* [355], p. 48.

formes de la législation. De là, l'indignation contre le chancelier, le grand mot de « révolution » appliqué à sa réforme, l'appel des Parlements à la nation : la demande des États généraux est comme le « choc en retour » des corps intermédiaires ébranlés. La marche des événements a accompli, en somme, les prédictions que faisait Mably en 1758 : la monarchie « tempérée » a servi d'introduction à la monarchie « nationale » ou républicaine ; mais de la première conception, quels avaient été les garants devant l'opinion française ? Le Parlement et Montesquieu ; nous nous croyons même en droit de dire : le Parlement, grâce à Montesquieu.

A dater de 1771, les idées un peu flottantes issues de l'*Esprit des lois* se solidifient et par là s'altèrent ; les précautions contre le despotisme prennent, dans la théorie de la Constitution française, une rigueur que Montesquieu n'exigeait pas ; le Parlement, qui reconnaît les États généraux, tend à s'affranchir de plus en plus de sa dépendance envers le trône ; la monarchie représentative se dégage de la monarchie tempérée. Comme la transformation n'est ni brusque, ni radicale, et que la nouvelle conception garde quelque chose de l'ancienne, l'autorité de Montesquieu ne cesse pas de la protéger ; la seule analogie des termes suffirait d'ailleurs à perpétuer le souvenir de l'*Esprit des lois*. Mais les défenseurs de l'absolutisme paraissent alors fondés à protester contre un abus de mots. « La Constitution... les *pouvoirs intermédiaires*, dira Chaillon de Jonville, je ne peux pas m'accoutumer aux conséquences de ces expressions, qui n'étoient pas même connues avant M. de Montesquieu, et dont ses Sectateurs, que la beauté de son ouvrage a tant séduits, ont voulu tirer depuis autant d'inductions contraires aux vrais principes de la Monarchie (1). » Dès 1771, les écrivains ministériels opposent

(1) *Apologie de la Constitution française* [335], t. II, p. 72. (Les italiques sont dans le texte.)

la modération de Montesquieu à la témérité des parlementaires qui prétendent s'inspirer de lui ; après *pouvoirs intermédiaires*, ils rétablissent, et ils soulignent, *subordonnés et dépendants*. Il sera possible à Gin et à Moreau, sans commettre d'erreur littérale, d'adapter aux besoins de leur apologétique certaines formules de l'*Esprit des lois*. Les doctrines d'autorité, comme les nouveautés « républicaines », peuvent ainsi se recommander de Montesquieu : conclure que sa pensée tient l'exact milieu entre ces extrêmes, comme l'axe d'un pendule idéal, ce serait pourtant en oublier la nature intime. Sa conception de la monarchie ne représente qu'une application, la plus prudente et la plus parcimonieuse, de ses principes généraux ; elle n'admet qu'un minimum de liberté, qu'il serait hasardeux d'augmenter pour la France, mais funeste de vouloir réduire. Abolir les corps intermédiaires ou resserrer leur dépendance, en faire de vains accessoires ou des agents du souverain, c'est favoriser le vice fatal de la monarchie, c'est glisser vers le despotisme. Si au contraire on les dilate et les renforce, si on leur donne le droit de résister, si on les double d'une représentation nationale, on altère la monarchie, mais pour la changer en gouvernement mixte. Qui croira que ces deux conséquences répugnent également à l'auteur de l'*Esprit des lois* ? Qu'il ait également voulu nous détourner du despotisme, gouvernement « monstrueux (1) », et corrompu dans son principe même (2), et de cette constitution « gothique », « la meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer ? » (3). La monarchie tempérée n'en est que la forme affaiblie. S'il faut lui rendre plus de vigueur, c'est une question de mesure et d'opportunité, et l'on doit convenir que les théoriciens libéraux de la Constitution

(1) *Esprit des lois* [28], liv. III, chap. ix, t. I, p. 140.

(2) *Ibid.*, liv. VIII, chap. x, t. I, p. 308.

(3) *Esprit des lois* [28], liv. XI, chap. viii, t. I, p. 401.

française n'ont pas toujours assez médité les conseils de prudence de Montesquieu ; mais ils s'inspirent de son idéal, et plusieurs sans doute lui doivent l'ardeur qui les anime à le dépasser ; au lieu que les défenseurs de l'absolutisme, si habiles à se servir de ses textes, en retournent la lettre contre l'esprit.

Cependant, il est une part de la pensée de Montesquieu que les rénovateurs de la Constitution française ne se sont pas assimilée. Occupés à leurs constructions législatives, ils n'ont pas songé qu'en un sens, l'*Esprit des lois* enseigne à se passer des lois. En effet, la monarchie pour Montesquieu n'est pas une abstraction politique, mais un certain état moral et social ; la réforme la plus hardie ne peut rien, si les mœurs et l'esprit général ne la complètent, et, en revanche, ces mêmes forces peuvent suppléer au silence ou aux timidités de la loi. Voilà l'aspect de ses doctrines que ses disciples ont le moins envisagé. Les légistes ont cherché dans les textes les garanties que Montesquieu attendait de la vie. Considérant la *nature* de la monarchie plutôt que le *principe*, ils l'ont jugée trop peu consistante, et ont voulu la perfectionner. Du moins ce perfectionnement en lui-même n'est-il pas une trahison : avec ses trois ordres, son Parlement, sa hiérarchie corporative, la Constitution, telle que l'imagine un Saige, est bien une construction selon le style de Montesquieu. Sans doute, cette architecture ne répond plus, vers la fin du siècle, aux préférences de tous les esprits : on sera tenté d'en simplifier l'ordonnance, de supprimer les corps intermédiaires, d'effacer les privilèges, de substituer à l'harmonie des puissances la souveraineté de la nation. Mais même dans une constitution ainsi allégée, la tradition de la liberté germanique rappelle encore Montesquieu. Au surplus, ce goût des simplifications est rarement poussé à l'extrême. Dans la seconde moitié du siècle, l'idée de « Constitution française » s'offre généralement comme une conception mixte, un amalgame

où se pénètrent les traditions aristocratiques et les aspirations libérales. Là est son caractère propre, et la marque de Montesquieu : car c'est lui qui a favorisé la conciliation de ces éléments, par sa conception de l'histoire, qui élargit celle de Boulainvilliers, par sa théorie politique, qui apparente le privilège au droit. Il a changé le vieux débat des privilégiés contre le pouvoir en un duel émouvant de la liberté et du despotisme. L'alliance équivoque, mais féconde, du préjugé aristocratique et de l'esprit philosophique, se comprendrait moins aisément sans ce médiateur. Gentilhomme libéral, légiste philosophe, Montesquieu est au centre du mouvement d'idées qui, de Saint-Simon et Boulainvilliers, aboutit à Mably et d'Eprémèsnil ; l'impulsion première l'a précédé, la direction ultime lui échappe, mais il agit au moment crucial où le courant s'infléchit.

Ajoutons qu'en essayant de démêler une direction particulière de l'influence de Montesquieu, nous n'avons pas prétendu nier les autres. Il serait facile de montrer que les adversaires les plus déterminés de la tradition avaient dû lire et méditer l'*Esprit des lois*. « Je n'ai dit ici rien que Montesquieu lui-même ne m'ait fait penser, écrivait un de ses critiques républicains, et il aiguise sans cesse les armes dont je le combats (1). » Telle est la puissance de suggestion du chef-d'œuvre de Montesquieu ; il sollicite de toutes parts la réflexion du lecteur. La démocratie pure et le despotisme légal prolongent à leur manière l'ébranlement qu'il a donné à l'intelligence française, et l'on comprend que leurs adeptes aient salué Montesquieu comme un initiateur. Il est un de ces génies puissants et souples qui ne se livrent jamais tout entiers : ses formules n'épuisent pas son système, son système n'épuise pas sa pensée. Au delà de chaque

(1) Grouvelle, *De l'Autorité de Montesquieu* [338], chap. xv, p. 81.

idée, il nous découvre un arrière-plan ; en nous proposant une doctrine, il nous invite à l'élargir, sinon même à la critiquer. « Il a fait voir, dit admirablement M^{me} de Staël : d'autres ont choisi (1). » L'on ne saurait pourtant oublier que Montesquieu avait « choisi » lui-même ; et ses disciples les plus authentiques sont ceux dont le choix procède de principes ou de sentiments analogues aux siens. De tous les maîtres de la pensée, on peut recevoir un fonds de doctrine ou une simple excitation. Ce sont les partisans des « contreforces », du privilège et de la tradition, qui se sont le mieux approprié la substance de l'*Esprit des lois* ; pour l'excitation qui en émane, elle se propage en tous sens ; l'on ne saurait dire où finit le cercle mobile de ses ondes.

(1) *De la Littérature* [509], 1^{re} partie, chap. xx, t. II, p. 63.

Vu le 12 avril 1926.

*Le doyen de la Faculté des lettres
de l'Université de Paris,*

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer.

Le recteur de l'Académie de Paris,

F. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

- I. — *Manuscrits.*
- II. — *Recueils généraux de documents et travaux historiques.*
- III. — *Œuvres de Montesquieu.*
- IV. — *Témoignages sur Montesquieu.*
- V. — *Ouvrages originaux d'histoire, droit et politique.*
- VI. — *Mémoires, lettres, sources biographiques, etc...*
- VII. — *Ecrits de polémique ou de circonstance.*
- VIII. — *Recueils de documents officiels sur l'histoire de France (1715-1815).*
- IX. — *Périodiques et publications collectives (antérieurs à 1800).*
- X. — *Etudes critiques et historiques.*
- XI. — *Publications périodiques (depuis 1800).*

AVERTISSEMENTS

1° Ne figurent, en principe, dans cette bibliographie, que les ouvrages mentionnés expressément au cours de notre étude. Toutefois, en ce qui concerne les Cahiers de doléances de 1789 (cf. § VIII), nous donnons les titres de tous les recueils qui ont servi à établir nos statistiques, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une référence distincte.

2° La classification indiquée ci-dessus ne prétend nullement être scientifique ou « objective ». Les ouvrages ont été groupés, non pas d'après leurs caractères essentiels, mais d'après l'utilisation qui en est faite dans notre étude. C'est ainsi que les Œuvres de Chamfort figurent parmi les « Témoignages sur Montesquieu », parce que nous les citons comme telles au chapitre III.

I. — MANUSCRITS

ARCHIVES NATIONALES

1. . C. 223 (434-447). Écrits inédits de M^{lle} de Lézardièrre, avec une lettre du baron de Lézardièrre au roi Louis XVI.
2. M. 778. Papiers du marquis de Mirabeau.
3. M. 847 (4). Observations sur l'Esprit des lois.
- 3 bis. C. 223. (N^o 433.) « Observations adressées à Monseigneur le Garde des Sceaux, sur le tome 1^{er} de la constitution des françois. »
(N^o 433 bis.) Observations sur le tome II du même ouvrage.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

4. Mss. fr. 6.680-87. « Mes loisirs, ou Journal d'Événemens, tels qu'ils parviennent à ma connoissance. » (Journal de S. P. Hardy ; cf. le n^o 221 ci-après.)
5. Ms. fr. 7.560-7.567. Procès-verbaux et notices de conférences sur le droit public de France, tenues chez M. de Montblin, de 1764 à 1770.
6. Mss. fr. 10.986. Lettres sur l'état de la Magistrature en l'année 1772. Par Hue de Miromesnil.
7. Ms. fr. n^o 21.105. « Histoire de la Pairie de France » (*sic*). Par Le Laboureur.
8. N. a. fr. 1.503. « Essay historique concernant les droits et prerogatives de la cour des Pairs de France qui est Le Parlement seant a Paris. Tiré des Registres du dit Parlement, des ordonnances et edits de nos Roys, des Remontrances a eux faittes, des plus habiles jurisconsultes, et historiens. et d'autres monumens authentiques.
Manuscrit trouvé parmi ceux de Pierre du puy, augmenté par M^r *** , 1721. »
9. N. a. fr. 9.511-9.517. Réflexions sur le gouvernement de France. Par M. d'Aube, Maître des Requêtes.
10. Collection Moreau, volumes 1.091-1.092. (Projets et documents en vue de combattre les prétentions parlementaires.)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

11. Ms. n° 2.334. « Jusques-ou la Démocratie peut estre admise dans le gouvernement monarchique. » (Par le marquis d'Argenson; avec une note du fermier général Cl. Dupin.)
12. Ms. n° 2.337. Lettre de l'abbé de Saint-Pierre au marquis d'Argenson, du 8 Avril 1738; ensemble des « Observations », du même, sur le projet politique consigné dans le manuscrit n° 2.334.
13. Ms. n° 3.186. Manuscrits de l'abbé de Choisy. (Au tome I, pp. 175 sqq., « Journal de l'Assemblée de Luxembourg ».)
14. Ms. n° 5.860. (Fol. 1 sqq. : « Pour l'Autorité du Parlement dans les affaires publiques. » — Fol. 13 sqq. : « Contre l'Autorité du Parlement dans les affaires publiques ».)
15. Ms. n° 6.281. Catalogue de la Bibliothèque du marquis de Paulmy.
16. Ms. n° 6.335. « Anecdotes curieuses du Règne de Saint-Louis. Roy de France. Depuis 1226. Jusqu'en L'année 1270. » (Avec une préface de Boulainvilliers.)

BIBLIOTHÈQUE MAZARINE

17. Ms. n° 3.061. « Histoire de la Pairie de France des Pairies d'Angleterre. Et origine des Grands d'Espagne. Par M* L* A* L* R*. » (Le Laboureur.)
18. Ms. n° 3.073. « Prérrogatives et Dignités du clergé, de la Noblesse et de la Magistrature. Mémoire des Députés du Clergé et de la Noblesse de la Province de Normandie en forme d'observations sur la réponse des officiers du Bailliage de Rouen et des autres juridictions. » (Signé, à la dernière page : « L'abbé Lallemant Député au nom du clergé et de la noblesse ».)

BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE

19. Ms. n° 1.788. (Copie du libelle connu sous le titre de *Judicium Francorum*, avec une note du P. Barre.) Cf. nos 164 et 277.
20. Ms. n° 1.997. Journal de la Vie de Saint-Louis (par Antoine Aubery) avec une préface de Boulainvilliers.

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE BORDEAUX

21. Ms. 713¹ xxxiii. *Bibliothecana* de Bernadau. (Aux pp. 329-385 figurent des « *Montesquiana* ou Particularités remarquables et peu connues sur la vie et les écrits de Montesquieu. »)
22. Ms. 828 (xcvi et xcvii). (Pièces du concours ouvert en 1782, par l'Académie de Bordeaux, pour l'éloge de Montesquieu.)

II. — RECUEILS GÉNÉRAUX DE DOCUMENTS
ET TRAVAUX HISTORIQUES

23. *Capitularia Regum Francorum*, publiés par Étienne Baluze. Nouvelle édition (par P. de Chiniac). Paris, 1780, 2 vol. in-fol.
24. Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres..., avec les Mémoires de Littérature tirés des Registres de cette Académie. Paris, 1736-1843, 51 vol. in-4°.
25. Les Olim, publiés par le comte Beugnot, t. I, 1839, in-4°.
(Dans la Collection de documents inédits sur l'Histoire de France.)
26. Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, t. XXI, publié par J. M. Pardessus. Paris, 1849, 1 vol. in-fol.

III. — ŒUVRES DE MONTESQUIEU

- 26 bis. De l'Esprit des loix, ou du rapport... Nouvelle édition corrigée par l'Auteur... A Genève, chez Barrillot et fils, 1750-1751, 3 volumes in-12. (Bibliothèque nationale : *E. 1299-1301):
27. De l'Esprit des loix, par M. de Montesquieu. Nouvelle édition revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur. Londres, 1757, 4 vol. in-12.
28. Œuvres de Monsieur de Montesquieu. Nouvelle édition, revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur; tomes I-IV, contenant l'*Esprit des lois* et la *Défense de l'Esprit des lois*. Amsterdam et Leipsick, 1764, 4 vol. in-12.

29. Œuvres de Monsieur de Montesquieu, nouvelle édition, revue, corrigée et considérablement augmentée par l'auteur. Londres, 1777, 3 vol. in-4°.
- 29 bis. De l'Esprit des Loix. Paris, chez A. Hiard, 1833, 6 vol. in-16.
30. Pensées et fragments inédits de Montesquieu, publiés par le baron Gaston de Montesquieu. Bordeaux, 1899-1901, 2 vol. in-8°.
31. Lettres persanes, édition revue et annotée par H. Barkhausen. Paris, 1913, 2 vol. in-12.
32. Correspondance de Montesquieu, publiée par F. Gébeline, avec la collaboration de A. Morize. Paris, 1914, 2 vol. in-8°.

IV. — TÉMOIGNAGES SUR MONTESQUIEU

33. Les loisirs d'un Ministre, ou Essais dans le goût de ceux de Montaigne, composés en 1736. Par le marquis d'Argenson. Liège, 1787, 2 tomes en 1 vol. in-8°.
34. Éloge de Montesquieu, suivi de l'analyse de l'esprit des loix, par M. B*** (*Béraud*). Londres, 1787, in-8°.
35. L'Art de juger par l'analyse des idées. (Par J. R. Boisgelin de Cucé.) Paris, 1789, in-8°.
36. L'Esprit des Loix quintessencié par une suite de Lettres Analytiques. (Par l'abbé de Bonnaire.) S. l., 1751, 2 vol. in-12.
37. Apologie de l'Esprit des Loix ou Réponses aux Observations de M. De L* P**. Par M. de R*** (*Boulenger de Rivery*.) Amsterdam, 1751, in-12.
38. Éloge de M. de Montesquieu, auteur de l'Esprit des Loix, Adressé aux Sages, par M. l'abbé Briquet de Lavaux, avocat au Parlement de Paris. A Londres et se trouve à Paris, 1783, in-8°.
39. L'Homme moral opposé à l'Homme physique de Monsieur R***. (Par le P. Castel.) Toulouse, 1756, in-12.
40. *Chamfort*. Œuvres complètes, 2^e édition. Paris, 1808, 2 vol. in-8°.
41. Dictionnaire anti-philosophique. (Par Chaudon.) Avignon, 1767, in-8°.
42. Destutt de Tracy. Commentaire sur l'Esprit des Loix de Montesquieu; suivi d'*Observations inédites* de Condorcet sur le 29^e livre du même ouvrage. Paris, 1819, in-8°.

43. Observations sur le livre de l'Esprit des Loix par M. *Crevier*. Paris, 1764, in-12.
44. Observations sur l'Esprit des Loix, ou l'art de lire ce livre, de l'entendre et d'en juger, par M. *** (l'abbé de *La Porte*). Amsterdam, 1751, in-12.
- 44 bis. Observations sur l'Esprit des Loix, ou l'Art de lire ce livre, de l'entendre et d'en juger. Par M. l'abbé D. L. P. (De La Porte). « Seconde édition. A Amsterdam, chez Pierre Mortier, libraire, MDCCLI. » In-12.
(Suivies d'une « seconde partie », — plus exactement d'un appendice, — contenant la réimpression de diverses pièces sur l'*Esprit des lois* ; une « troisième partie » est constituée par l'*Apologie* de Boulenger de Rivery, qui parut aussi séparément, cf. n° 37.)
45. Le Génie de Montesquieu. (Par *Deleyre*.) Amsterdam, 1758, in-12.
46. Histoire de la ville de Bordeaux par Dom *Devienne*, religieux de Saint-Maur ; seconde édition, Bordeaux, 1862, 2 vol. in-4°.
47. Observations sur un livre intitulé De l'Esprit des Loix ; divisées en trois parties. (Par *Cl. Dupin*.) S. l. n. d., 3 vol. in-8°.
48. Réflexions sur quelques parties d'un livre intitulé De l'Esprit des Loix, à Paris, chez Benjamin Serpentin, 1749, 2 vol. in-8°. (Par *Cl. Dupin*. Bibliothèque de l'Arsenal, Jur. n° 29.)
49. Les Confessions de *Fréron* (1719-1776), publiées par Ch. Barthélemy. Paris, 1876, in-16.
50. Opuscules de M. F*** (*Fréron*). Amsterdam, 1753, 3 vol. in-12.
51. Lettres critiques ou Analyse et réfutation de divers Écrits modernes contre la religion. (Par l'abbé *Gauchat*.) Tomes IV et V, Paris, 1756, 2 vol. in-12.
52. Adèle et Théodore, ou Lettres sur l'éducation. (Par M^{me} de *Genlis*.) Paris, 1782, 3 vol. in-8°.
53. Mémoires pour servir à l'Histoire de Louis, Dauphin de France. (Par le P. *Griffet*.) Paris, 1777, 2 vol. in-12.
54. Voyage à Montbard, par *Hérault de Séchelles* ; publié par F. A. Aulard, Paris, 1890, in-16.
55. Suite de la Defense de l'Esprit des Loix, ou Examen de la Replique du Gazetier Ecclésiastique à la défense de l'Esprit des Loix. (Par *La Beaumelle*.) Berlin, 1751, in-12.
56. Essai, ou Observations sur Montesquieu. Par *E. Lenglet*.

- Paris, 1792, in-8°. (Avec une *Approbation* datée du 14 juin 1787.)
57. Œuvres diverses d'un ancien magistrat (contenant l'*Esprit de l'Esprit des Loix*). (Maleteste de Villey.) Londres, 1784, in-8°.
 58. Éloge de Montesquieu présenté à l'Académie de Bordeaux, le 28 mars 1785, par J. P. Marat. Publié avec une introduction par Arthur de Brézetz. Libourne, 1883, in-8°.
 59. Éloge de Monsieur de Montesquieu, par M. de Maupertuis. A Berlin, 1755, in-8°.
 60. Mémoires pour servir à l'histoire de notre littérature, depuis François Premier jusqu'à nos jours. Par M. Palissot. Nouvelle édition. A Genève, et se trouve à Paris ; 1755, in-8°.
 61. Analyse raisonnée de l'Esprit des Loix, du Président de Montesquieu. Par M. Pecquet. Paris, 1758, in-12.
 62. Memoria della Reale Accademia di Torino, serie seconda, t. 17. Turin, 1858, in-4°. (Fragments d'un commentaire sur l'*Esprit des lois*, par Ripert de Monclar, publiés par le comte Sclopis.)
 63. Réponse aux Observations sur l'Esprit des Loix. (Par Risteau). s. l., 1751, in-12.
 64. L'Ami de la Paix. (Par Rivière). Amsterdam, 1761, in-12.
 65. Éloge de Montesquieu. (Par le chevalier de Rutledge). Londres, 1786, in-8°.
 66. Les Trois siècles de notre littérature. (Par l'abbé Sabatier de Castres). Amsterdam et Paris, 1772, 3 vol. in-8°.
 67. Variétés sérieuses et amusantes. (Par Sablier). Amsterdam et Paris, 1765, 2 vol. in-12.
 68. Éloge historique de M. le Président de Montesquieu. Prononcé en la Séance publique du vingt octobre 1755. Par M. le chevalier de Solignac.
(Extrait des *Mémoires de la Société Royale des Sciences et Belles-lettres*, de Nancy. Se trouve relié, avec des extraits de diverses publications périodiques du XVIII^e siècle, dans un recueil de la Bibliothèque Nationale, Zz 3766-3785.)
 69. Éloge de Louis Dauphin de France, par Thomas. Paris, 1766, in-8°.
 70. Voyage à Ceilan, ou les philosophes voyageurs. Ouvrage publié par Henriquès Pangraphos. (Par Turpin). Amsterdam et Paris, 1770, deux parties en 1 vol. in-12.

OUVRAGES COLLECTIFS, OU D'AUTEUR INCONNU :

71. Idée du siècle littéraire présent réduit à six vrais Auteurs, s. l. n. d., in-12.
72. Propositiones Extractae ex libro cui titulus, *De l'Esprit des Loix*, etc.
(Projet de censure de la Sorbonne, dans le recueil de pièces n° 12.222 B, de la Bibliothèque Mazarine.)
73. Remontrances de la Chambre des Comptes de Bretagne. (Du 10 novembre 1767), s. l. n. d., in-12.

V. — OUVRAGES ORIGINAUX DE DROIT,
HISTOIRE ET POLITIQUE

74. Œuvres de M. le Chancelier d'Aguesseau. Paris, 1759-1790, 13 vol. in-4°.
75. Œuvres de d'Aguesseau, publiées par Falconnet. Paris, 1865, 2 vol. in-8°.
76. Examen des principes de gouvernement qu'a voulu établir l'auteur des Observations sur le refus que fait le Châtelet de reconnoître la Chambre royale. (Par le vicomte d'Alès de Corbet), s. l. n. d., in-12.
77. Origine de la Noblesse Française, depuis l'établissement de la Monarchie, contre le système des lettres imprimées à Lyon en 1763, par M. le Vicomte d***. (d'Alès de Corbet.) Paris, 1766, in-12.
78. Législation Orientale. Par M. Anquetil-Duperron. Amsterdam, 1778, in-4°.
79. Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France, comparé avec celui des autres États ; suivies d'un nouveau plan d'administration. Par M. le Marquis d'Argenson. Deuxième édition. Amsterdam, 1784, in-8°.
80. Institution au droit françois. Par Argou. 8^e édition, revue par Boucher d'Argis. Paris, 1753, 2 vol. in-12.
81. Essai sur les Principes du droit et de la morale. Par M. d'Aube. Paris, 1743, in-4°.
82. Introduction générale à l'étude de la politique, des finances et du commerce Par L. de Beausobre. Nouvelle édition. Amsterdam, 1765, 2 vol. in-8°.
83. Esprit de Mably et de Condillac, relativement à la morale

- et à la politique. Par M. *Béranger* ; à Grenoble et se trouve à Paris, 1789, 2 vol. in-8°.
84. Œuvres complètes de *Bossuet*, publiées par des prêtres de l'Immaculée Conception. Bar-le-Duc, 1862-1863, 12 vol. in-8°.
85. Essais sur la Noblesse de France, contenant une Dissertation sur son origine et abaissement par feu M. le C. de *Boullainvilliers* ; avec des notes historiques, critiques et politiques ; un projet de dissertation sur les premiers François et leurs colonies ; et un supplément aux Notes par forme de Dictionnaire pour la Noblesse. Heu ! fuimus Troës. Amsterdam, 1732, 1 vol. in-12.
86. État de la France..., avec des mémoires historiques sur l'ancien gouvernement de cette Monarchie jusqu'à Hugues Capet. Par le comte de *Boullainvilliers*. Londres, T. Wood et S. Palmer, 1737, 6 vol. in-12.
87. Histoire de l'ancien gouvernement de la France. Avec XIV Lettres Historiques sur les Parlemens ou États-Généraux. Par feu M. le C. de *Boullainvilliers*. La Haye et Amsterdam, 1727, 3 vol. in-12.
88. Mémoires présentés à Monseigneur le Duc d'Orléans, contenant les moyens de rendre ce Royaume très-puissant, et d'augmenter considérablement les revenus du Roy et du Peuple. Par le comte de *Boullainvilliers*. La Haye et Amsterdam, 1727, 2 vol. in-12.
89. Recherches sur l'origine du despotisme oriental. Ouvrage posthume de M. B. I. D. P. E. C. (Par *Boulanger*.) s. l., 1761, in-12.
90. Le Droit public de France, éclairci par les Monumens de l'Antiquité. Par M. *Bouquet*. t. I (seul paru). Paris, 1756, in-4°.
91. Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales. Par Fr. de *Boutaric*. Toulouse, 1746, in-8°.
92. Nouvel Examen de l'usage général des Fiefs en France pendant le XI^e, le XII^e, le XIII^e et le XIV^e siècle par *Brussel*. Paris, 1727, 2 vol. in-4°.
93. Principes du droit politique. Par *Burlamaqui*. Amsterdam, 1751, 2 vol. in-12.
94. Analogies entre l'ancienne Constitution et la Charte, et des institutions qui en sont la conséquence ; par un gentilhomme. A. C. (Adrien de *Calonne*). Paris, 1828, in-8°.
95. Lettres sur la profession d'Avocat, sur les Études rela-

- tives à cette profession, et sur la manière de l'exercer ; avec un catalogue raisonné des livres de droit qu'il est le plus utile d'acquérir et de connoître. Par M. *Camus*. (Seconde édition). Paris, 1777, in-12.
96. Lettres sur la profession d'Avocat, et Bibliothèque choisie des livres de droit, qu'il est le plus utile d'acquérir et de connoître. Par M. *Camus*. (Troisième édition.) An XIII-1805. Paris, 2 vol. in-12.
97. De la Monarchie françoise, ou de ses Loix. Par Pierre *Chabrit*. Deux tomes, datés le premier : Bouillon, 1783 ; le second : Bouillon, et se trouve à Paris, 1785 ; reliés en 1 vol. in-8°.
98. Traité des Fiefs et de leur origine. Par Messire Louis *Chantereau Le Febvre*. Paris, 1662, in-fol.
99. De la Félicité publique. Ou Considérations sur le sort des hommes dans les différentes époques de l'histoire. (Par le chevalier de *Chastellux*). Amsterdam, 1771, 2 tomes en 1 vol. in-8°.
100. Œuvres de *Condorcet*, publiées par A. Condorcet O'Connor et M. F. Arago. Paris, 1847-1849, 12 vol. in-8°.
101. Institution au droit des François, ou Nouvelle Conférence des coutumes de France. Par M. Guy *Coquille*, sieur de Romenay. Paris, 1642, in-12.
102. Histoire de France. Par M. de *Cordemoy*. (Commencée par Géraud de Cordemoy, continuée par son fils Louis-Géraud de Cordemoy). Paris, 1685-89, 2 vol. in-fol.
103. Économistes financiers du XVIII^e siècle. (Vauban, Boisguillebert, Law, Melon, Dutot). Œuvres publiées par E. *Daire*. Paris, 1843, in-8°.
(Collection des principaux économistes, I.)
104. Physiocrates, Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de La Rivière, l'abbé Baudeau, Le Trosne... 1^{re} partie. Œuvres publiées par E. *Daire*. Paris, 1846, in-8°.
(Collection des principaux économistes. II.)d.
105. Histoire de France, depuis l'établissement de la Monarchie Françoise dans les Gaules par le P. G. *Daniel*. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée par l'auteur. Paris 1722, 7 vol. in-12.
106. Tableau de l'Europe. (Par *Deleyre*.) Pour servir de supplément à l'histoire philosophique et politique des Établissements et du Commerce des Européens dans les Deux Indes (Formant le tome 7 de ladite Histoire). La Haye, 1774, in-12.

107. Œuvres complètes de *Diderot*, publiées par J. Assézat et M. Tourneux. Paris, 1875-77, 20 vol. in-8°.
108. Coup d'œil sur le gouvernement anglois. Par M. l'abbé *Dubois de Launay*. s: l., 1786, in-12.
109. Histoire critique de l'Établissement de la Monarchie Française dans les Gaules. Par M. l'abbé *Dubos*. Amsterdam, 1735, 3 vol. in-12.
110. Éléments de la Politique, ou Recherche des vrais principes de l'Économie sociale. (Par le comte *Du Buat-Nançay*). Londres, 1773, 6 vol. in-8°.
111. Les Maximes du gouvernement Monarchique, pour servir de suite aux Éléments de la Politique. Par le même auteur. (*Du Buat-Nançay*). Londres, 1778, 4 vol. in-8°.
112. Les Origines, ou l'Ancien Gouvernement, de la France, de l'Allemagne, et de l'Italie. (Par *Du Buat-Nançay*). La Haye, 1757, 4 vol. in-12.
113. Tableau du Gouvernement actuel de l'Empire d'Allemagne, ou Abrégé du Droit public de l'Empire, par J.-J. Schmauss. Traduit de l'allemand, avec des notes historiques et critiques par M. ***. (*Du Buat-Nançay*). Paris, 1755, in-12.
114. Mémoires de Joinville, avec des dissertations. Par *Ducange*. Londres et Paris, 1785, 3 vol. in-8°.
115. Institution d'un Prince, ou Traité des qualitez des devoirs et des vertus d'un Souverain. Par M. l'abbé *Duguet*. Nouvelle édition; Londres, 1743, in-4°.
116. De l'Estat et Succes des affaires de France. Par Bernard de Girard, seigneur *Du Haillan*. Paris, 1571, in-12.
117. Traité de la majorité de nos Rois et des régences du Royaume; avec un traité des prééminences du parlement de Paris. Par Pierre *Dupuy*. Amsterdam, 1722, 2 vol. in-8°.
118. *Fénelon*. Écrits et Lettres Politiques; publiés avec une introduction et des notes de Ch. Urbain. Paris, 1921, in-12.
119. *Fénelon*. Lettre sur les occupations de l'Académie Française; édition E. Despois. Paris, librairie Delagrave, 1887, in-12.
120. Nouveau Commentaire sur la coutume de la Prévôté et vicomté de Paris. Par Claude de *Ferrière*. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée par Sauvan d'Aramon. Paris, 1770, 2 vol. in-12.

121. Œuvres de Claude *Fleury*, avec une introduction par Aimé Martin. Paris, 1837, in-8°.
122. *Gaillard*. Histoire de Charlemagne. Paris, 1819, 2 vol. in-8°.
(La première édition est de 1782.)
123. Traité de l'origine du Gouvernement François, où l'on examine ce qui est resté en France, sous la première Race de nos Rois, de la forme du Gouvernement qui subsistoit dans les Gaules sous la Domination Romaine. Par M. *Garnier*. Paris, 1765, in-12.
124. Variations de la Monarchie françoise, dans son gouvernement politique, civil et militaire ; avec l'examen des causes qui les ont produites : ou Histoire du Gouvernement de France, depuis Clovis jusqu'à la mort de Louis XIV. Par M. *Gautier de Sibert*. Paris, 1765, 4 vol. in-12.
125. Recherches historiques sur les Cours qui exerçoient la Justice souveraine de nos rois. Par M. *Gibert*. 1763, s. l. in-4°.
(Paru aussi dans les Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, t. XXX, pp. 587 sqq.).
126. Nouveaux Mélanges de philosophie et de littérature ; ou analyse raisonnée des connaissances les plus utiles à l'homme et au citoyen. Par M. *Gin*. Paris, 1785, in-12.
127. Les Vrais principes du Gouvernement François, démontrés par la raison et par les faits, par un François (*Gin*). Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée. Genève et Paris, 1782, in-8°.
128. L'Autorité des Rois de France est indépendante de tout corps politique; elle étoit établie avant que les Parlements fussent créés. (Attribué à Ange *Goudar*). Amsterdam, 1788, in-8°.
129. Quel fut l'état des Personnes en France, sous la première et la seconde Race de nos Rois ? Ouvrage couronné par l'Académie Royale des Inscriptions et Belles-Lettres en 1768. Par l'abbé de *Gourcy*. Nouvelle édition. Paris, 1789, in-8°.
130. *Guyot*. Traité ou Dissertations sur plusieurs matières féodales. Paris, 1738-51, 6 tomes en 5 vol. in-4°.
131. De l'Esprit. (Par *Helvétius*). Amsterdam, 1758, 2 vol. in-12.
132. Histoire critique de l'Établissement des François dans les Gaules ; ouvrage inédit de M. le Président *Hénault*,

- ... imprimé sur le Manuscrit original écrit de sa main.
Paris, an IX (1801), 2 vol. in-8°.
133. Nouvel Abrégé Chronologique de l'Histoire de France.
(Par le Président *Hénault*) : 1^{re} édition, Paris, 1744, in-12;
5^e édition, Paris, 1756, 2 vol. in-8°.
134. Dissertations féodales. Par M. *Henrion de Pansey*.
Paris, 1789, 2 vol. in-4°.
135. Des Pairs de France et de l'ancienne constitution fran-
çoise. Par M. le Président H. de P. (*Henrion de Pansey*).
Paris, 1816, in-8°.
136. Traité des fiefs de Dumoulin, analysé et conféré avec
les autres feudistes. Par M. *Henrion de Pansey*. Paris,
1773, 1 vol. in-4°.
137. Théorie des matières féodales et censuelles. Par *Hervé*.
Paris, 1785-1788, 6 vol. in-12.
138. Ethocratie ou Gouvernement fondé sur la Morale. (Par
d'*Holbach*). Amsterdam, 1776, in-8°.
139. La Politique Naturelle ou Discours sur les vrais principes
du Gouvernement. Par un ancien magistrat. (*D'Holbach*).
Londres, 1773, 2 tomes en 1 vol. in-8°.
140. Anciennes Loix des François, conservées dans les cou-
tumes angloises, recueillies par Littleton; avec des
observations historiques et critiques. Par M. David
Hoüard. Rouen, 1766, 2 vol. in-4°.
141. Traité des Coutumes Anglo-Normandes, ...avec des
remarques. Par M. *Hoüard*. Paris et Dieppe, 1776,
4 vol. in-4°.
142. Éloge de la Roture dédié aux Roturiers. (Par l'abbé
Jaubert). Londres, et se trouve à Paris, 1766, in-12.
143. Treize livres des Parlemens de France. Par M. Bernard
de *La Roche Flavin*. A Genève, par Mathieu Berjon,
1621, in-4°.
144. Abrégé de la République de Bodin. (Par J. Ch. de *Lavie*).
Londres, 1755, 2 vol. in-12.
145. Traité historique de la Souveraineté du Roi, et des droits
en dépendans, à commencer à l'établissement de la
Monarchie Par F. D. P. L. G., (Fr. de Paule de *La Garde*.)
Paris, 1754, 2 vol. in-4°.
146. De la Souveraineté du Roi par messire Car. *Le Bret*.
Paris, 1632, in-4°.
147. Dictionnaire social et patriotique, ou Précis raisonné
de connoissances relatives à l'Économie Morale, civile
et politique. Par M. C. R. L. F. D B. A. A. P. D. P.

- (*Lefèvre de Beauvray*, avocat au Parlement de Paris). Amsterdam, 1770, in-12.
148. Dissertation sur les biens nobles, avec des observations sur le vingtième. (Par J. J. *Le Franc de Pompignan*). s. l., 1758, in-12.
 149. *Le Gendre de Saint-Aubin*. Traité de l'opinion, ou mémoires pour servir à l'histoire de l'esprit humain. Seconde édition, 1735, 6 vol. in-12.
 150. Histoire du Gouvernement de la France, de l'origine et de l'autorité des Pairs du Royaume et du Parlement. Par M. *Le Laboureur*. On y a joint un Traité des Pairies d'Angleterre ; et un autre de la Grandesse d'Espagne. La Haye et Francfort-sur-Mein, 1743, in-12.
 151. Bibliothèque historique de la France par feu Jacques *Lelong*. Nouvelle édition, revue, corrigée et considérablement augmentée par feu M. *Fevret de Fontette*. Paris, 1768-1778, 5 vol. in-fol.
 152. L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. (Par *Le Mercier de La Rivière*). Londres, et se trouve à Paris, 1767, 2 vol. in-12.
 153. Esprit des Loix canoniques et politiques qui ont régi l'Église Gallicane dans les quatre premiers siècles de la monarchie. (Par M^{lle} de *Lézardière*). Paris, chez Nyon l'aîné et fils ; 1791, 2 vol. in-8°.
(Le faux-titre porte : « Théorie des lois politiques de la France. Église Gallicane ».)
 154. Théorie des Loix politiques de la Monarchie françoise. (Par M^{lle} de *Lézardière*). A Paris, chez Nyon aîné et fils ; 1792, 8 vol. in-8°.
 155. Théorie des Lois politiques de la Monarchie Française. Par M^{lle} de *Lézardière*. Nouvelle édition considérablement augmentée. Publiée par le vicomte de *Lézardière*. Paris, 1844, 4 vol. in-8°.
 156. Lettres sur la Théorie des Loix civiles. (Par S. N. *Linguet*). Londres, 1770, in-12.
 157. Nécessité d'une réforme dans l'administration de la justice et dans les loix civiles en France, avec la réfutation de quelques passages de l'Esprit des Loix. (Par S. N. *Linguet*). Amsterdam, 1764, in-12.
 158. Théorie des Loix Civiles, ou Principes fondamentaux de la Société. (Par S. N. *Linguet*). Londres, 1767, 2 vol. in-12.
 159. Œuvres de *Louis XVI*, précédées d'une histoire de ce

- monarque. Par Ch. *Moussy*. Paris, 1864-65, 2 vol. in-8°
160. Œuvres complètes de l'abbé de *Mably*. Lyon, chez J. B Delamollière, 1792, 12 vol. in-8°.
161. Parallèle des Romains et des François, par rapport au Gouvernement. (Par *Mably*). Paris, 1740, 2 vol. in-12.
182. Mémoires sur la librairie et sur la liberté de la presse. Par *Malesherbes*; publiés par Barbier. Paris, 1809, in-8°.
163. *Massillon*. Petit Carême, Sermons et Morceaux choisis. Paris, Didot, 1863, in-12.
164. Mémoires historiques et critiques sur divers points de l'Histoire de France, et plusieurs autres sujets curieux. Par François Eudes de *Mézeray*. Amsterdam, 1732, 2 tomes en 1 vol in-12. (Cf. n°s 19 et 277).
165. Lettres sur l'origine de la noblesse françoise, et sur la manière dont elle s'est conservée jusqu'à nos jours. (Par l'abbé *Mignot de Bussy*). Lyon, 1763, in-12.
166. Essai sur le Despotisme. (Par Gabriel-Honoré de Riquetti, comte de *Mirabeau*). Londres, 1775, in-8°.
167. L'Ami des Hommes, ou Traité de la population. (Par Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). Hambourg, chez Chrétien Hérold, 1758, 2 vol. in-12. Un 3^e volume a pour titre :
L'Ami des Hommes, tome troisième. Précis de l'organisation, ou Mémoire sur les États provinciaux. Hambourg, chez Chrétien Hérold, 1758, in-12.
168. Lettres sur la législation, ou l'ordre légal, dépravé, rétabli et perpétué. Par L. D. H. (Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). Berne, 1775, 3 vol. in-12.
169. Mémoire, concernant l'utilité des États Provinciaux, relativement à l'Autorité Royale, aux Finances, au bonheur et à l'avantage des peuples. (Par Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). A Rome. Apud Laurentem Carabioni, in Via Sancta, 1751, in-12. (B. N. L f.⁹⁵ 14).
170. Mémoire sur les États provinciaux. (Par Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). s. l. n. d., in-12. (B. N. L f.⁹⁵. 15.)
171. Précis de l'Ordre légal. (Par Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). Amsterdam, 1768, in-12.
172. Théorie de l'impôt. (Par Victor de Riquetti, marquis de *Mirabeau*). s. l., 1760, in-12.
173. Exposé historique des administrations populaires aux

- plus anciennes époques de notre monarchie, dans lequel on fait connaître leurs rapports et avec la puissance royale et avec la liberté de la nation. Par M. *Moreau*. Paris, 1789, in-8°.
174. Exposition et défense de notre constitution monarchique française, précédée de l'historique de toutes nos assemblées nationales ; dans deux mémoires... Par M. *Moreau*. Paris, 1789, 2 vol. in-8°.
175. Leçons de morale, de politique et de droit public, puisées dans l'histoire de notre monarchie, ou nouveau plan d'étude de l'histoire de France, rédigé par les ordres et d'après les vues de feu monseigneur le Dauphin... (Par *Moreau*). Versailles, imprimerie du département des affaires étrangères, 1773, in-8°.
176. Principes de morale, de politique et de droit public, puisés dans l'histoire de notre monarchie, ou discours sur l'histoire de France, dédiés au roi. Par M. *Moreau*. Paris, Imprimerie Royale, 1777-1789, 21 vol. in-8°.
177. Le Sacre Royal, ou les Droits de la Nation Française, reconnus et confirmés par cette cérémonie. (Par *Morizot*). Amsterdam, 1776, 2 vol. in-12.
178. Le Financier Citoyen. (Par *Naveau*). s. l. 1757, 2 vol. in-12.
179. De l'État civil des Personnes et de la condition des terres dans les Gaules, dès les temps celtiques, jusqu'à la rédaction des coutumes. (Par C. J. *Perreclot*). En Suisse, 1786, 2 vol. in-4°.
180. Nouvelle description de la France. Par M. *Piganiol de la Force*. Paris, 1718, 6 vol. in-12.
181. Traité des fiefs. Par M. Claude *Pocquet de Livonière*. Paris, 1729, in-4°.
182. Devoirs de l'homme et du citoyen, tels qu'ils lui sont prescrits par la loi naturelle. Par *Pufendorf*, traduits par Barbeyrac ; — avec les Éléments du droit naturel, par Burlamaqui ; Nouvelle édition. Paris, 1820, in-8°.
183. Œuvres de *Quesnay*, publiées par Oncken. Francfort, 1888, in-8°.
184. La Science du Gouvernement, ouvrage de morale, de droit et de politique. Par G. de *Réal de Curban*. Aix-la-Chapelle, 1751-64, 8 vol. in-4°.
- 184 bis. *Robertson*. Histoire de Charles-Quint, traduction Suard. Paris, 1843, 2 vol. in-12.
(Première édition de la traduction : 1771).
185. L'Alambic des Loix, ou Observations de l'Ami des Fran-

- çois sur l'homme et sur les loix. A. Hispaan. (Par Rouillé d'Orfeuil). 1773, in-8°.
186. Jean-Jacques *Rousseau*. Morceaux choisis avec une introduction et des notes par Daniel Mornet. Cinquième édition. Paris et Toulouse, 1923, in-16.
187. *Rousseau* (J.-J.) Œuvres complètes. Paris, Hachette, 13 vol. in-16. (t. X, 1910 ; t. XI et XII, 1912).
188. The Political Writings of Jean Jacques *Rousseau*, with introductions and notes by C. E. Vaughan. Cambridge, 1915, 2 vol. in-8.
189. Mélanges intéressans et curieux, ou Abrégé d'Histoire naturelle, morale, civile, et politique de l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et des terres Polaires. Par M. R. D. S***. (J. P. Rousselot de Surgy). Paris, 1763-1765, 10 vol. in-12. (t. V, 1764).
190. Catéchisme du Citoyen, ou Éléments du droit public François, par demandes et réponses, suivi de fragmens politiques par le même auteur. (*Saige*). En France, 1788, in-8°. (B. N. L b³⁹ 6664).
191. Écrits inédits de *Saint-Simon*, publiés par Faugère. Paris, 1882-1893, 8 vol. in-8°.
192. Projets de gouvernement du duc de Bourgogne, Dauphin, mémoire attribué au duc de *Saint-Simon*, publié par Mesnard. Paris, 1860, in-8°.
193. Œuvres de *Turgot* et documents le concernant, publiés par Gustave Schelle. Paris, lib. Alcan, 1914-1924, 5 vol. in-8°.
194. Traité des droits des communes et des bourgeoisies. Par M. *** (*Varsavaux*). Paris, 1759, in-12.
195. Histoire de France, depuis l'établissement de la monarchie jusqu'au règne de Louis XIV. Par M. l'abbé *Velly*. (Continuée par Villaret et Garnier). Paris, 1755-1786, 30 vol. in-12.
196. Œuvres complètes de *Voltaire*, nouvelle édition, conforme pour le texte à l'édition Beuchot. Paris, Garnier frères, 1883-1885, 52 vol. in-8°.
197. Manuscrits économiques de Fr. Quesnay et du marquis de Mirabeau. Extraits publiés par G. *Weulersse*. Paris, 1910, in-8°.

VI. — MÉMOIRES, LETTRES, SOURCES BIOGRAPHIQUES, etc.

198. Comte d'Allonville. Mémoires secrets de 1770 à 1830. Paris, 1838-1841, 3 vol. in-8°.
199. Journal et mémoires du marquis d'Argenson publiés... pour la Société de l'Histoire de France, par E.-J. B. Rathery Paris, 1859-67, 9 vol. in-8°.
200. Mémoires et journal inédit du marquis d'Argenson, ministre des Affaires étrangères sous Louis XV, publiés et annotés par M. le marquis d'Argenson. Paris, P. Jannet, 1857-58, 5 vol. in-16.
201. Mémoires secrets de J. M. Augeard, publiés par M. Evariste Bavoux. Paris, 1866, in-8°.
202. Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763) ou journal de *Barbier*, avocat au Parlement de Paris. Paris, 1857, 8 vol. in-8°.
203. Mémoire autographe de M. de *Barentin*, chancelier et garde des sceaux sur les derniers conseils du roi Louis XVI, publiés par M. Maurice Champion. Paris, 1844, in-8°.
204. Réponse ingénue de Pierre-Augustin Caron de *Beaumarchais* ; à la consultation injurieuse que le comte Joseph Alexandre Falcoz de la Blache a répandue dans Aix. (Factum, s. l. n. d., dans un Recueil de factums de la Bibliothèque Nationale, in-4°, F. m. 2079.)
205. Histoire de la Révolution de France, pendant les dernières années du règne de Louis XVI par A. F., *Bertrand de Molleville*, ministre d'État. Paris, an IX 1801, 2 vol. in-8°.
206. Mémoires du Baron de *Besenal*, avec notice, notes et éclaircissements, par MM. Berville et Barrière. Paris, 1821, 2 vol. in-8°.
207. *Boissy d'Anglas*. Essai sur la vie, les écrits et les opinions de M. de Malesherbes. Paris, 1819-21, 3 vol. in-8°.
208. Mémoires du Marquis de *Bouillé*, publiés par Fr. Barrière. Paris, 1859, in-12.
209. Mémoires de *Brissot*, publiés par de Lescure. Paris, 1877, in-8°.
210. Mémoires du duc de *Choiseul*, 1719-1785, publiés par Fernand Calmettes, 3^e édition. Paris, 1904, in-8°.

211. Journal Historique de Charles Collé. Paris, 1805-1807, 3 vol. in-8°.
212. Journal inédit du Duc de Croy (1718-1784), publié par le vicomte de Grouchy et Paul Cottin. Paris, 1906-1907, 4 vol. in-8°.
213. Lettres de la Marquise du Deffand à Horace Walpole (1766-1780), publiées par Mrs. Paget Toynbee. Londres, 1912, 3 vol. in-8°.
214. Lettres sur l'Italie en 1785. (Par Dupaty). A Rome; et se trouve à Paris, 1788; 2 tomes en 1 vol. in-8°.
215. L'enfance et la jeunesse de Du Pont de Nemours. (Souvenirs de Pierre-Samuel Du Pont de Nemours, publiés par H.-A. Du Pont de Nemours). Paris, 1906, in-8°.
216. Mémoires et correspondance de M^{me} d'Epinay. Edition Brunet. Paris 1818, 3 vol. in-8°.
217. Mémoires du Comte Ferrand, publiés par le vicomte de Broc. Paris, 1897, in-8°.
218. Gaillard. Vie ou Éloge historique de M. de Malesherbes. Paris, 1805, in-8°.
219. Mémoires historiques sur la vie de M. Suard, sur ses écrits et sur le XVIII^e siècle, par D.-J. Garat. Paris, 1820, 2 vol. in-8°.
220. Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du XVIII^e siècle, par l'abbé Georgel. Paris, 1820, 6 vol. in-8°.
221. S. P. Hardy. Mes Loisirs, publiés par MM. Tourneux et Vitrac. T. I. Paris, 1912, in-8°.
(Publication partielle du manuscrit mentionné sous notre n° 4).
222. Mémoires de M. de La Chalotais, procureur-général au Parlement de Bretagne. s. l., 1766, 1 vol. in-12.
223. Souvenirs et portraits Par M. le Duc de Lévis. Nouvelle édition, augmentée d'articles supprimés par la censure de Buonaparte. Paris, 1815, in-8°.
224. Mémoires et correspondance de Mallet du Pan pour servir à l'histoire de la Révolution française, recueillis et mis en ordre par A. Sayous. Paris, 1851, 2 vol. in-8°.
225. Mémoires de Malouet, publiés par son petit-fils le baron Malouet. Paris, 1868, 2 vol. in-8°.
226. Mémoires de Marmontel, publiés avec préface, notes et tables, par Maurice Tourneux. Paris, librairie Jouaust, 1891, 3 vol. in-12.
227. Lettres du comte de Mirabeau à un de ses amis en Alle-

- magne. Écrites durant les années 1786, 1787, 1788, 1789 et 1790. (Par Gabriel Honoré de Riquetti, comte de Mirabeau.) S. l. n. d., in-12.
228. J. N. *Moreau*. Mes Souvenirs, collationnés, annotés et publiés par Camille Hermelin. Paris, 1898-1901, 2 vol. in-8°.
229. De l'influence attribuée aux Philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la Révolution de France, par J. J. *Mounier*. Tubingue, 1801, in-8°.
230. Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres, et sur les moyens qui leur restent pour acquérir la liberté. Par M. *Mounier*. Genève, et se trouve à Paris, Lyon, Bordeaux, 1792, 2 vol. in-8°.
231. *Necker*. De la Révolution Française. Paris, an V-1797, 2 vol. in-8°.
232. Précis historique de la Révolution française. (Par *Rabaut Saint-Etienne*), 4^e édition, Paris, 1807, in-18.
233. L'Esprit de la Révolution de 1789, par P. L. *Roederer*. Paris, 1831, in-8°.
234. Lettres de Madame *Roland*, publiées par Cl. Perroud, nouvelle série, 1767-1780. Paris, 1913-1915, 2 vol. in-8°.
235. Les Confessions de J.-J. *Rousseau*, édition intégrale, publiée par A. Van Bever. Paris, 1912, 2 vol. in-12.
236. Mémoires de *Saint-Simon*, nouvelle édition, par A. de Boislisle. Paris, 1879 sqq, in-8°.
237. Annales Françaises, depuis le commencement du règne de Louis XVI, jusqu'aux États-Généraux, 1774 à 1789. Par Guy Marie *Sallier*, ancien conseiller au Parlement de Paris. Seconde édition, Paris, 1813, in-8°.
238. Mémoires, ou souvenirs et anecdotes, par M. le comte de *Ségur*. Paris, 1825-1826, 3 vol. in-8°.
239. Des principes et des causes de la Révolution en France. (Par *Sénac de Meilhan*.) Londres, et se trouve à Paris, in-8°.
240. Du Gouvernement, des mœurs et des conditions en France, avant la révolution ; avec le caractère des principaux personnages du règne de Louis XVI. Par M. *Senac de Meilhan*. Hambourg, 1795, in-8°.
241. Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI, par *Soulavie*. Paris, an X-1801, 6 vol. in-8°.
242. M^{me} de *Staël*. Considérations sur la Révolution française. Nouvelle édition. Paris, librairie Charpentier, s. d., 2 vol. in-12.

243. Mémoires concernant Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche, reine de France, par Joseph Weber. Londres, 1804-1809, 3 vol. in-8°.

VII. — ÉCRITS DE POLÉMIQUE OU DE CIRCONSTANCE

a) CONTROVERSE SUR LA NOBLESSE COMMERÇANTE

244. Le Citoyen philosophe, ou examen critique de la Noblesse militaire. S. l., 1756, in-12.
245. Le Commerce ennobli. Bruxelles, 1756, in-12.
246. Le Commerce remis à sa place ; réponse d'un pédant de collège aux novateurs politiques. (Par l'abbé Garnier.) Paris, 1756, in-12.
247. Le Conciliateur, ou la Noblesse militaire et commerçante. (Par de Pézerols.) Amsterdam et Paris, 1756, in-12.
248. Développement et défense du système de la Noblesse commerçante, par l'abbé Coyer. Amsterdam, et se trouve à Paris, 2 tomes en 1 vol. in-12.
249. Lettre à l'auteur de la Noblesse commerçante. Bordeaux, 1^{er} juin 1756, in-12.
250. Lettre à M. F. ou Examen politique des prétendus inconvénients de la faculté de commercer en gros, sans déroger à la Noblesse. Par Véron de Forbonnais. S. l. n. d., in-12.
251. Lettre de M. D*** à M. D*** au sujet de la Noblesse commerçante. S. l., 1756, in-8°.
252. La Noblesse Commerçable ou ubiquiste. Amsterdam, 1756, in-12.
253. La Noblesse Commerçante. Par M. l'abbé Coyer. Nouvelle édition. Londres et Paris, 1758, in-12.
254. La Noblesse Militaire, ou le Patriote François. (Par le chevalier d'Arcq.) 4^e édition, s. l., 1756, in-12.
255. La Noblesse Oisive. S. l., 1756, 1 pièce in-12.
256. La Noblesse ramenée à ses vrais principes, ou Examen du développement de la Noblesse commerçante. (Par le marquis de Pennes.) Amsterdam et Paris, 1759, in-12.
257. La Noblesse telle qu'elle doit être ; ou moyen de l'employer utilement pour elle-même et pour la patrie. (Par de La Hausse.) Amsterdam et Paris, 1758, in-12.
258. Nouvelles observations sur les deux systèmes, de la

- Noblesse commerçante ou militaire. Amsterdam, 1758, in-12.
259. Observations sur la Noblesse et le Tiers état. Par M^{me} *** (M^{me} Belot, plus tard présidente Durey de Meynières). Amsterdam, 1758, in-12.
260. Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire, ou Lettre sur la Noblesse. Londres, 1787, in-8°.
261. Réflexions sur la Noblesse commerçante, à Lampsaque, 1759, 1 pièce in-12.
262. L'Une et l'autre ou la Noblesse commerçante et militaire. Avec des Réflexions sur le commerce. A Mahon, de l'Imprimerie Française, aux dépens de William Blakeney. (Par de Sauvigny.) 1756, in-12. -

b) POLÉMIQUE ET CONTROVERSE POLITIQUE,
ANTÉRIEURE A LA RÉFORME DE 1771

263. Des Commissions extraordinaires en matière criminelle. (Par Pierre-Louis Chaillou.) S. l., 1766, in-12.
264. Dissertation sur l'origine et les fonctions essentielles du Parlement ; sur la Pairie, et le droit des Pairs ; et sur les loix fondamentales de la Monarchie Française. (Par Michel de Cantalauze de La Garde.) Amsterdam, 1764, in-12.
265. Entretien d'un Parisien et d'un Breton. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁸. 134.)
266. Lettre à M. l'abbé Velly, sur les tomes III et IV de son Histoire de France. Au sujet de l'Autorité des États, et du droit du Parlement de vérifier les Édits, Déclarations, etc. (Par le Président Rolland.) S. l., 1756, 1 pièce in-12.
267. Lettre sur les Lits de justice. (Par Louis Adrien Le Paige.) Du 18 août 1756, s. l., 1 pièce in-4°.
268. Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement ; sur le droit des Pairs et sur les loix fondamentales du royaume. (Par Louis Adrien Le Paige.) Amsterdam, 1753-1754, 2 tomes en 1 vol. in-12.
269. Mémoires au sujet d'un nouvel Écrit contre le Parlement, intitulé : Observations sur le refus que fait le Châtelet de reconnoître la Chambre royale, etc. S. l., 1754, in-4°.
270. Observations sur le refus que fait le Chastelet de reconnoître la Chambre royale. (Par l'abbé Capmartin de Chaupy ? Dom La Taste ?) En France. 1754, in-4°.

271. Recueil d'arrêtés, articles et remontrances de différentes classes du Parlement. S. l., 1759, in-12. (B. N. Lb³⁸ 807.)
272. Réflexions d'un Avocat sur les Remontrances du Parlement du 27 novembre 1755. Au sujet du Grand conseil. (Par l'abbé Capmartin de Chaupy.) Londres, 1756, 2 tomes en 1 vol. in-12.
273. Remontrances du Parlement de Grenoble (du 10 avril 1756). S. l. n. d., 1 pièce in-12. (B. N. Lb³⁸ 668.)
274. Remontrances du Parlement de Provence au Roi, sur le second vingtième, et autres droits. (Datées du 5 novembre 1756 ; jointes aux Remontrances du même Parlement, de juin 1749.) S. l. n. d., in-12. (B. N. Lb³⁸ 709.)
275. Remontrances du Parlement de Rouen, au sujet de l'Édit du mois de février dernier ; et la Déclaration du 3 du même mois. Datées du 10 mai 1760. S. l. n. d., in-12. (B. N. Lb³⁸ 828.)
- 275 bis. Remontrances du Parlement de Toulouse au Roi. (Datées du 9 août 1760.) S. l. n. d., 1 pièce in-12. (B. N. Lb³⁸ 851.)
276. Traité des droits de la Reyne Tres-Chrétienne, sur divers États de la Monarchie d'Espagne. Paris, Imprimerie Royale, 1667, in-12.
277. Les Véritables Maximes du Gouvernement de la France, justifiées par l'ordre des temps, depuis l'établissement de la Monarchie jusques à présent : servant de Response au prétendu Arrest de cassation du Conseil du 18 janvier 1652. Dedié à Son Altesse Royale. Paris, 1652, 1 pièce in-8°.
(Première édition du libelle connu sous le titre de *Judicium Francorum* ; pour la réédition de cet écrit au xviii^e siècle, cf. nos 19 et 164).

c) POLÉMIQUE ET CONTROVERSE A PROPOS
DE LA RÉFORME DE 1771

278. L'Ami des Loix. S. l. n. d., pièce in 8°. (B. N. Lb³⁸ 1071.)
279. Le Code des François, recueil de toutes les pièces intéressantes publiées en France, relativement aux troubles des Parlemens. Bruxelles, 1771, 2 vol. in-12.
280. Les Efforts de la liberté et du patriotisme, contre le Despotisme du S^r de Maupeou, Chancelier de France, ou

- Recueil des Écrits patriotiques publiés pour maintenir l'ancien Gouvernement François. Londres, 1775, 6 tomes en 3 vol. in-8.
281. Essai sur la dernière révolution de l'ordre civil en France. (Par Jean-de-Dieu Olivier.) Londres, 1780, 3 vol. in-8°.
282. Extrait du Droit public de la France, par Louis Brancas, comte de Lauraguais. En France, 1771, in-8°.
283. Franches et loyales représentations au Roi. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
284. Inauguration de Pharamond ; ou Exposition des Loix fondamentales de la Monarchie Françoise. (Par Morizot.) S. l., 1772, in-12.
285. Lettre écrite au nom de la Noblesse de France, à chacun des princes séparément. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
286. Lettres américaines sur les Parlemens. 1770 et 1771. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
287. Lettres Provinciales, ou Examen impartial de l'origine, de la constitution, et des révolutions de la Monarchie françoise. (Par Pierre Bouquet.) La Haye et se trouve à Paris, 1772, in-8°.
288. Le Maire du Palais. (Par Clément de Boissy.) S. l., 13 avril 1771, in-12.
289. Maximes du droit public françois. Tirées des Capitulaires, des Ordonnances du Royaume, et des autres monumens de l'Histoire de France. Seconde édition. Double de la précédente. Amsterdam, 1775, 2 tomes en 1 volume in-4°.
290. Geffroy. Notices et extraits des manuscrits concernant l'histoire ou la littérature de la France qui sont conservés dans les bibliothèques ou archives de Suède, Danemark et Norvège. Paris, 1855, in-8°.
291. Nouveau Catéchisme français. S. l. n. d., 1 pièce in-8°.
292. Observations sur l'incompétence de Messieurs du Conseil, pour la vérification des loix. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
293. Œuvres diverses d'un ancien magistrat. (Maleteste de Villey.) (Contenant un projet de remontrances pour le Parlement de Dijon.)
294. Principes de la Législation Françoise, prouvés par les monumens de l'Histoire de cette Nation, relatifs aux affaires du temps. 1771. S. l., 1 vol. in-12.
295. Profession de foi politique d'un bon François. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
296. Protestations des princes du sang. Contre l'Édit de décembre 1770, les Lettres-Patentes du 23 janvier, l'Édit de

février 1771, et contre tout ce qui s'en est ensuivi ou pourroit s'ensuivre ; signifiées et déposées au Greffe du Parlement, et lues en présence de MM. du Conseil siégeant au Palais le 12 avril 1771. S. l. n. d., 1 pièce in-8°.

297. Protestation et arrêté des dames, contre l'Édit de 1770, le Lit de justice du 13 avril 1771, et tout ce qui a précédé et suivi. S. l. n. d., 1 pièce in-12.
298. Recueil des Réclamations, remontrances, etc... au sujet de l'Édit de décembre 1770, l'érection des Conseils supérieurs, la suppression des Parlemens, etc. Londres, 1773, 2 vol. in-8°.
299. Recueil politique. Par la Compagnie, 1772. S. l., in-12.
300. Réflexions générales sur le système projeté par le Maire du Palais, pour changer la constitution de l'État. S. l. n. d., in-12.

d) RÈGNE DE LOUIS XVI.

(AFFAIRES ANTÉRIEURES AUX ÉDITS DE MAI 1788.)

301. De l'administration des finances de la France, par M. Necker. S. l., 1784, 3 vol. in-8°.
302. De l'Administration Provinciale, et de la réforme de l'impôt. (Par Le Trosne.). Basle, 1779, in-4°.
303. Collection complète de tous les ouvrages pour et contre M. Necker. Utrecht, 1781, 3 vol. in-8°.
304. Collection des Mémoires présentés à l'assemblée des Notables. Versailles, de l'Imprimerie de Ph. D. Pierre, premier imprimeur ordinaire du Roi, 1787, in-4°.
305. Essai historique et politique sur les Assemblées Nationales du Royaume de France, depuis la fondation de la Monarchie jusqu'à nos jours. Londres et Paris, 1787, in-8°.
306. Les Francs. S. l., 1785, in-8°.
307. Histoire du Gouvernement françois, depuis l'Assemblée des Notables, tenue le 22 février 1787, jusqu'à la fin de décembre de la même année. (Par l'abbé Papon.) Londres, 1788, in-8°.
308. Idées d'un citoyen presque sexagénaire. Sur l'état actuel du royaume de France. (Par l'abbé Baudeau). Paris, 1787, 6 parties en 4 volumes in-8°.
309. Les inconvénients des droits féodaux. (Par Boncerf.) Londres et Paris, 1776, in-8°. (B. N. Lb³⁹ 203 B.)

310. Instruction sur les Assemblées nationales, tant générales que particulières, depuis le commencement de la Monarchie, jusqu'à nos jours ; avec le détail du cérémonial, observé dans celle d'aujourd'hui. Paris, 1787, in-8°.
311. Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matieres d'impôts, ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides, depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775. Bruxelles, 1779, 1 vol. in-4°.
312. Œuvres posthumes de M. Turgot, ou Mémoire de M. Turgot, sur les Administrations provinciales, mis en parallèle avec celui de M. Necker, suivi d'une Lettre sur ce Plan, et des Observations d'un Républicain sur ces Mémoires ; et en général sur le bien qu'on doit attendre de ces Administrations dans les Monarchies. (Publié par J. P. Brissot, qui est l'auteur des *Observations d'un Républicain*.) Lausanne, 1787, in-8°.
313. Le Patriote isolé, ou Réflexions philosophiques sur l'Assemblée des Notables, et l'état actuel de la France. S. l. n. d., in-8°. (B. N. Lb³⁹ 693.)
314. Préambule sur l'assemblée des Notables, du 29 janvier 1787, suivi de la liste de ceux qui doivent la composer. S. l. n. d., 1 pièce in-8°.
315. Récit et réfutation de quelques calomnies. (Par Boncerf.) S. l., du 25 septembre 1791, 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 5.429.)
316. Remarques d'un Français, ou Examen impartial du livre de M. Necker sur l'Administration des Finances de France, pour servir de correctif et de supplément à son ouvrage. (Par le comte du Buat-Nançay.) Genève, 1785, in-8°.
317. Séance royale tenue en Parlement, le 19 novembre 1787. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 467.)
318. Les Vrais principes de la Monarchie françoise, par l'Ami des Loix. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 398.)
- 318 bis. Vues impartiales sur l'Etablissement des Assemblées Provinciales, sur leur formation, sur l'impôt territorial, et sur les traites. (Par Boislandry.) Londres et Paris, 1787, in-8°.

e) ÉDITS DE MAI 1788

319. La Cour plénière, héroï-tragi-comédie, en trois actes et en prose. A Baviile, et se trouve à Paris, chez la veuve Liberté, à l'Enseigne de la Révolution, 1788, in-8°. (B. N. Lb³⁹ 613.)
320. Le Cri de la Raison, ou entretien entre un Parisien, un Provincial et un Abbé. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 6.461.)
321. Le Despotisme des Ministres de France. Combattu par les Droits de la Nation, par les Loix fondamentales, par les Ordonnances, par les Jurisconsultes, par les Orateurs, par les Historiens, par les Publicistes, par les Poètes ; enfin par les Intérêts du Peuple et l'avantage personnel du Monarque. (Par Billaud-Varennes.) Amsterdam, 1789, 3 vol. in-8°.
322. Esprit des Édits, enregistrés militairement au Parlement de Grenoble le 10 mai 1788. (Par Barnave.) S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 555.)
323. Examen du système de législation établi par les Édits du mois de mai 1788. (Par Bouteiller.) S. l. n. d., in-8°.
324. La France plus qu'angloise, ou comparaison entre la procédure entamée à Paris le 25 septembre 1788 contre les Ministres du Roi de France, et le procès intenté à Londres en 1640, au comte de Strafford, principal ministre de Charles premier, Roi d'Angleterre ; avec des réflexions sur le danger imminent dont les entreprises de la Robe menacent la Nation, et les Particuliers. Par M. Linguet. Bruxelles, 1788, in-8°.
325. La Nouvelle Conférence entre un ministre d'État et un conseiller au Parlement. S. l. n. d., in-8°. (B. N. Lb³⁹ 559.)
326. Principes et autorités contre l'Édit de la Cour plénière. S. l., 1788, in-8°. (B. N. Lb³⁹ 571.)
327. Réclamation du tiers état au roi. S. l., 1788, 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 570.)
328. Recueil de pièces intéressantes. A Sens, chez l'Imprimeur de l'Archevêque. 1788, in-8°.
329. Recueil des Arrêtés, remontrances, protestations des Parlemens, Cour des Aides, Chambre des Comptes, États Provinciaux, etc., au sujet des nouvelles Loix proposées par le sieur de Lamoignon, Garde des Sceaux,

- au Lit de justice du 8 mai 1788. Londres, 1788, in-8°.
330. Réflexions d'un Citoyen, sur la Révolution de 1788. Deuxième édition. Londres, 1788, in-8°.
331. Remontrances du Clergé, assemblé en 1788. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Ld⁵ 600.)
332. Très Humbles et Très-Respectueuses Remontrances de l'ombre de Montesquieu, au Roi. Des Champs Élysées le 25 mai 1788. S. l. n. d., 1 pièce in-8°. (B. N. Lb³⁹ 567.)

f) PRÉLIMINAIRES DES ÉTATS GÉNÉRAUX

333. A la Nation Française. Sur les vices de son gouvernement ; sur la nécessité d'établir une constitution ; et sur la composition des États-Généraux. Édition revue et corrigée. Paris, 1789, in-8°.
334. L'Ami des trois Ordres, ou Réflexions sur les dissensions actuelles ; par l'auteur du Catéchisme du Citoyen. (Saige.) S. l., 1789, 1 pièce in-8°.
335. Apologie de la Constitution Française ; ou États Républicain et Monarchique, comparés dans les Histoires de Rome et de France. (Par Chaillon de Jonville.) S. l., 1789, 2 tomes en 1 volume in-8°.
336. Apperçu rapide et impartial d'un Gentilhomme sur la grande question qui agite les esprits François. S. l., 1788, 1 pièce in-8°.
337. Aux trois ordres de la Nation. (Par le marquis de Montesquiou-Fezensac.) S. l. n. d., 1 pièce in-8°.
338. De l'autorité de Montesquieu dans la Révolution présente. (Par Grouvelle.) S. l., 1789, in-8°.
339. Avis au Tiers-État, suivi de trois Lettres sur la forme des États-Généraux. Londres, 1788, in-8°.
340. Le bon sens. Par un gentilhomme breton. (Kersaint.) S. l., 1788, in-8°.
341. Catéchisme des Parlemens. S. l. n. d., 1 pièce in-8°.
342. Catéchisme du Tiers État, à l'usage de toutes les Provinces de France, et spécialement de la Provence. Décembre 1788. S. l., 1 pièce in-8°.
343. Le Citoyen conciliateur, contenant des idées sommaires politiques et morales sur le gouvernement monarchique de la France ; suivies d'un projet de convocation des États-Généraux du Royaume, sans s'écarter des formes anciennes et usitées aux dernières Assemblées nationales de ce genre. Par l'abbé de Lubersac. Paris, 1788, in-8°.

344. Des conditions nécessaires à la légalité des États généraux. (Attribué à Volney ou à Dèmeunier.) S. l., 1788, 1 vol. in-8°.
345. Considérations intéressantes sur les affaires présentes. Par M. ***. Londres et Paris, 1788, in-8°.
346. Considérations sur l'ancienneté de l'existence du Tiers État, par M. G. de S. (Gautier de Sibert.) Paris, 1789, in-8°.
347. Considérations sur les intérêts du Tiers-État, adressées au peuple des provinces par un propriétaire foncier. (Rabaut-Saint-Étienne.) S. l., 1788, in-8°.
348. De la Constitution françoise ou des loix fondamentales du Royaume. Par M. M***. Lausanne, 1789, in-8°.
349. De la convocation de la prochaine tenue des États généraux en France. Par M. de La Cretelle. S. l., 1788, in-8°.
350. Coup d'œil rapide, ou Notice historique sur les Assemblées des États-Généraux du Royaume, depuis l'établissement de la monarchie. Amsterdam et Paris, 1788, in-8°.
351. Délibération à prendre par le Tiers-État dans toutes les Municipalités du Royaume de France. S. l., novembre 1788, 1 pièce in-8°.
352. Dénonciation d'un Languedocien à sa province. Toulouse, 1789, 1 pièce in-8°.
353. De la députation aux États-Généraux. Par M. Roederer. S. l., 8 novembre 1788, in-8°.
354. Le Despotisme des Parlements, ou Lettre d'un Anglois à un François, sur la révolution opérée dans la Monarchie Françoise par l'enregistrement de la Déclaration du 23 septembre 1788, fait dans les divers Parlements du Royaume. Londres, 1788, 1 pièce in-8°.
355. Le Disciple de Montesquieu, à MM. les Députés aux États généraux, ou Supplément à la Pétition des Bourgeois de Paris. Paris, 1789, in-8°.
356. Discours sur la constitution Française, ou Réponse à ces deux questions : Quels sont en France les caractères essentiels à la Souveraineté ? Et pour que l'Impôt soit légitime, par qui doit-il être établi ? Par M. B. Genève, 1788, in-8°.
357. Dissertation sur les Assemblées nationales, sous les trois races des Rois de France. Par M. le comte de Lauraguais. Paris, 10 octobre 1788, in-8°.
358. Des droits et des devoirs du citoyen dans les circonstances présentes, avec un jugement impartial sur l'ouvrage

- de M. l'abbé de Mably. (Par l'abbé de Gourcy.) S. l., 1789, in-8°.
359. Essai d'instruction élémentaire pour les habitants des Campagnes, de l'Ordre du Peuple, relativement à la convocation des États généraux. Par un Membre des Communes de la Province de la Haute-Guyenne. S. l. n. d., in-8°.
360. Essai sur le droit public françois. Londres, 1789, in-8°.
361. Essais sur les maximes et loix fondamentales de la Monarchie françoise, ou canevas d'un code constitutionnel, pour servir de suite à l'ouvrage intitulé : Les Vœux d'un François. (Par Le Mercier de La Rivière.) Paris et Versailles, 1789, in-8°.
362. De l'État de la France, présent et à venir. Par M. de Calonne, ministre d'État. Londres et se trouve à Paris, octobre 1790, in-8°.
363. Les États généraux convoqués par Louis XVI. (Par Target.) S. l. n. d., in-8°.
364. Suite de l'Écrit intitulé : les États-Généraux convoqués par Louis XVI. (Par Target.) S. l. n. d., in-8°.
365. Deuxième suite de l'écrit intitulé les États généraux convoqués par Louis XVI. (Par Target.) S. l. n. d., in-8°.
366. Des États généraux, de leur forme et de la cause de leur convocation. S. l., 1788, in-8°.
367. Des États généraux, et autres assemblées nationales. (Par Ch. Jos. de Mayer.) La Haye et Paris, 1788-1789, 18 vol. in-8°.
368. Des États généraux, et de leur convocation. Villefranche et Paris, 1788, in-8°.
369. Des États généraux, ou Histoire des Assemblées nationales en France, des personnes qui les ont composées, de leur forme, de leur influence, et des objets qui y ont été particulièrement traités. Par M. de Landine. Paris, 1788, in-8°.
370. Examen patriotique des écrits publiés sur la situation de la France. Paris, 1789, in-8°.
371. Façon de voir d'une bonne vieille, qui ne radote pas encore. (Par Séguier.) S. l. n. d., in-8°.
372. Le Gouvernement Senati-Clerico-Aristocratique. S. l., 1788, 1 pièce in-8°.
373. Instructions envoyées par S. A. S. Mgr le Duc d'Orléans. (Pour les personnes chargées de sa procuration aux

- Assemblées de bailliages, préparatoires aux États généraux. Écrit rédigé par Sieyès.) S. l. n. d., in-8°.
374. Les Intérêts de la Noblesse bien entendus. 1789. S. l., 1 pièce in-8°.
375. Jugement du Champ de Mars, rendu le peuple assemblé, les laboureurs y séant. Du 26 décembre 1788. (Par Le Tellier.) S. l., in-8°.
376. Lettre adressée au Roi, par M. de Calonne, le 9 février 1789. Londres, in-8°.
377. Lettres aux Notables sur la forme et l'objet des États généraux. Par M. P. V. de Calonges. Londres et Paris, 1788, in-8°.
378. Suite des lettres aux Notables, sur la forme et l'objet des États généraux. Par M. P. V. de Calonges. Londres et Paris, 1788, in-8°.
379. Lettres de M. Helvétius au Président de Montesquieu, et à M. Saurin, relatives à l'Aristocratie de la Noblesse. S. l., 1789, 1 pièce in-8°.
380. Lettres d'un Avocat à un Publiciste, à l'occasion de la prochaine assemblée des États-Généraux du Royaume. S. l., 1788, in-8.
381. Mémoire au Roi, en faveur de la Noblesse françoise, rédigé et signé par un patricien ami du peuple. (Signé : le marquis de Gouy d'Artsy.) S. l. n. d., in-8°.
382. Mémoire pour le peuple françois. (Par Cérutti.) S. l., 1788, in-8°.
383. Mémoire sur les États généraux. (Par l'abbé Desprez.) A Lausanne, et se trouve à Paris. S. d., in-8°.
384. Mémoire sur les États généraux, leurs droits, et la manière de les convoquer. (Par le comte d'Entraigues.) S. l., 1788, in-8°.
385. Mémoire sur les formes qui doivent précéder et accompagner la convocation des États-Généraux. Par M. Levrier. S. l., 1788, in-8°.
386. La Monarchie parfaite, ou l'accord de l'autorité d'un Monarque avec la liberté de la Nation qu'il gouverne. Genève, et se trouve à Paris, 1789, in-8°.
387. La Noblesse considérée sous ses divers rapports, dans les assemblées générales et particulières de la Nation. Par M. Chérin. Paris, 1788, in-8°.
388. De la Noblesse, relativement à la Constitution et à nos Mœurs. Strasbourg, le 8 décembre 1788, in-8°.

389. Nouvelles Observations sur les États-Généraux de France.
Par M. Mounier. S. l., 1789, in-8°.
300. Observations adressées à l'assemblée des Notables. Sur
la composition des États-Généraux, et sur la forme la
plus régulière de les convoquer. (Par Bertrand de Mol-
leville.) S. l. n. d., in-8°.
391. Observations rapides sur la lettre de M. de Calonne au Roi.
(Par Cérutti.) Paris, 1789, in-8°.
392. Observations sur le préjugé de la Noblesse héréditaire.
Londres, 1789, in-8°.
(Une autre édition, dont le texte est différent, mal-
gré l'identité des thèses soutenues, est également datée
de Londres, 1789, et donne pour auteur Bergasse.)
393. Observations sur les Parlements. S. l., 1789, in-8°.
394. Observations sur les principes de la Constitution des États
de Dauphiné ; contenant leur examen et leur dévelop-
pement. Pour servir aux États-Généraux. S. l., 1788,
in-8°.
395. Opinion du Président de Montesquieu, sur la question des
délibérations par tête ou par ordres dans les Assemblées
législatives et sur l'exercice de la Puissance exécutrice.
S. l., 1789, 1 pièce in-8°.
396. De l'organisation d'un État monarchique, ou Considéra-
tions sur les vices de la Monarchie Française, et sur la
nécessité de lui donner une Constitution. (Par Salaville.)
Seconde édition, 1789, s. l., in-8°.
397. La Passion, la mort et la résurrection du peuple. Imprimé
à Jérusalem. 1789, 1 pièce in-8°.
398. Pensées d'un amateur de la vérité, sur les affaires pré-
sentes. S. l., 1789, in-8°.
399. Petit Colloque élémentaire entre M. A. et M. B., Sur les
abus, le droit, la raison, les états-généraux, les parle-
mens, et tout ce qui s'ensuit. Par un vieux Juriscon-
sulte Allobroge. (Servan.) S. l., 1788, in-8°.
400. Pétition des citoyens domiciliés à Paris ; résultat du
conseil d'état du roi ; et très-humble adresse de
remercement présentée au Roi, par les six corps de la
ville de Paris. (La pétition est datée du 8 décembre
1788 ; l'adresse de remerciement, du 2 janvier 1789.)
S. l., 1789, in-8°.
401. Point de vue sur la Constitution de la Monarchie françoise,
sur les Assemblées nationales, les Parlemeñs, les Plaidis,
Placites, les Cours de justice, les États-Généraux. Par

- Aublet de Maubuy. Paris et Versailles, 1789, in-8°.
402. Précis historique sur les États-Généraux. Genève et Paris, 1788, in-8°.
403. Principes et réflexions sur la constitution françoise. S. l. n. d., in-8°.
404. Protestation de la Noblesse de Bourgogne, du 31 décembre 1788. S. l., 1 pièce in-8°.
405. Qu'est-ce que la nation ? et qu'est-ce que la France. (Par Guiraudet.) S. l., 1789, in-8°.
406. Qu'est-ce que la Noblesse, et que sont ses Privilèges ? (Par le comte de Murat.) Amsterdam, 1789, 1 pièce in-8°.
407. Qu'est-ce que les Parlemens en France ? La Haye, 1788, in-8°.
408. Sieyès. Qu'est-ce que le Tiers-État ? Précédé de l'Essai sur les privilèges. Édition Champion. Paris, 1888, in-8°.
409. Question de droit public : doit-on recueillir les voix, dans les États-Généraux, par ordres, ou par têtes de Délibérans ? Par l'auteur des Considérations sur les intérêts du Tiers-État. (Rabaut Saint-Étienne.) En Languedoc, 1789, in-8°.
410. Recherches curieuses et instructives sur les États-Généraux, qui donnent une juste idée des droits qui appartiennent aux différens ordres, et dans lesquelles on trouvera les formalités qui sont en usage dans lesdits états. Amsterdam et Paris, 1788, in-8°.
411. Recueil de pièces historiques sur la convocation des États-Généraux, et sur l'élection de leurs députés. Par le comte de Lauraguais. Paris, 20 septembre 1788 (avec un *post-scriptum* du 30 septembre), in-8°.
412. Recueil des opinions de Stanislas de Clermont-Tonnerre. Paris, 1791, 4 vol. in-8°.
413. Réflexions d'un magistrat, sur la question du nombre, et celle de l'opinion par ordre ou par tête. (Par Duval d'Eprémèsnil.) S. l., du 7 décembre 1788, 1 pièce in-8°.
414. Réflexions d'un patricien, et examen des droit (de la Nation, de l'utilité et légitimité des privileges des deux Ordres ; et réflexions à l'usage des élus aux États. S. l., 1789, 1 pièce in-8°.
415. Réflexions en faveur de la Noblesse. Par M. le Marquis d'Av***. S. l. n. d., in-8°.
416. Réflexions impartiales sur la grande question qui partage les esprits, concernant les droits du Roi et de la Nation

- assemblée en États-Généraux. S. l., 1788, 1 pièce in-8°.
417. Sur la forme d'opiner aux États généraux. Par M. l'Evêque duc de Langres. (De La Luzerne.) S. l., 1789, in-8°.
418. Le Tiers état au Roi. Par Louchet. Rodez, 20 décembre 1788, in-12°.
419. Les Trois principes constitutifs. Par Hocquart de Courbron. S. l. n. d., 1 pièce in-8°.
420. Les Vœux d'un François, ou Considérations sur les principaux objets dont le Roi et la Nation vont s'occuper. (Par Le Mercier de La Rivière.) Paris et Versailles, 1788, in-8°.
421. La Voix du Citoyen. (Par Le Brun.) S. l., 1789, in-8°.
422. Vues d'un citoyen sur la composition des États généraux. Par M. Mourgue de Mont-Redon. S. l., 1788, in-8°.
423. Vues générales sur la constitution française, ou Exposé des droits de l'homme dans l'ordre naturel, social et monarchique. Par M. Cérutti. Paris, 1789, in-8°.

VIII. — RECUEILS DE DOCUMENTS OFFICIELS SUR L'HISTOIRE DE FRANCE (1715-1815)

424. Collection complète des Lois, Décrets, Ordonnances, Règlements et Avis du Conseil d'État. Par Duvergier. T. XIX. Paris, 1827, in-8°.
425. Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789. Par Jourdan, Decrusy et Isambert. Paris, 1821-1833, 29 vol. in-8°.
426. Dufey. Histoire, actes et remontrances des Parlemens de France. Paris, 1826, 2 vol. in-8°.
427. Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle. Publiées par A. Le Moy. Angers, 1909, in-8°.
428. Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle. Publiées par Jules Flammermont et Maurice Tourneux. Paris, 1879-1898, 3 vol. in-4°.
429. Procès-verbal de l'Assemblée des Notables, tenue à Versailles, en l'année 1788. Paris, Imprimerie Royale, 1789, in-4°.
430. Procès-verbal de l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris, au couvent des Grands-Augustins, en l'année mil sept cent cinquante. Paris, 1761, in fol.
431. Procès-verbal de l'Assemblée générale du clergé de France, tenue à Paris, au couvent des Grands-Augustins, en

- l'année mil sept cent soixante quinze. Paris, 1777, in-fol.
432. Procès-verbal et Cahiers des trois ordres du Bailliage de Nemours. Paris, 1789, 2 vol. in-8°.
433. Réimpression de l'Ancien Moniteur (mai 1789-novembre 1799.) T. I, Introduction historique. (Par Thuau-Granville.) Paris, 1843, in-4°.
434. Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil imprimé sous la direction de MM. J. Mavidal et E. Laurent. T. I-VII. (Cahiers de doléances.) Paris, 1867-1875, 7 vol. in-4°.
435. Cahiers de doléances de la Sénéchaussée d'Angoulême et du siège royal de Cognac, publiés par P. Boissonnade. Paris, 1907, in-8°.
436. Cahiers de doléances du Bailliage de Blois et du Bailliage secondaire de Romorantin, publiés par le Dr F. Lesueur et A. Cauchie. Blois, 1907-1908, 2 vol. in-8°.
437. Cahiers de doléances du Bailliage de Cotentin (Coutances et secondaires), publiés par Émile Bridrèy. Paris, 1907-1914, 3 vol. in-8°.
438. Département de la Marne, Cahiers de doléances pour les États généraux de 1789, publiés par Gustave Laurent. Épernay, 1906-1911, 3 vol. in-8°.
439. Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Marseille, publiés par Joseph Fournier. Marseille, 1908, in-8°.
440. Cahiers de doléances des Bailliages des généralités de Metz et de Nancy. Première série, département de Meurthe-et-Moselle; publiée par Ch. Étienne, 1907-1908, 2 vol. in-8°.
441. Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Nîmes, publiés par E. Bligny-Bondurand. Nîmes, 1908-1909, 2 vol. in-8°.
442. Cahiers de doléances des Sénéchaussées de Niort et de Saint-Maixent, publiés par Léonce Cathelineau. Niort, 1912, 1 vol. in-8°.
443. Cahiers de doléances du Bailliage d'Orléans, publiés par Camille Bloch. Orléans, 1906-1907, 2 vol. in-8°.
444. Les Élections et les cahiers de Paris en 1789, documents recueillis, mis en ordre et annotés par Ch. L. Chassin. Paris, 1888-1889, 4 vol. in-8°.
445. Assemblées des Sénéchaussées du Quercy pour l'élection des députés aux États généraux de 1789, par Louis Combarieu, 2^e édition. Cahors, 1889, in-8°.
446. Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes, publiés

- et annotés par H. Sée et André Lesort. Rennes, 1909-1912, 4 vol. in-8°.
447. Cahiers de doléances du Bailliage de Sens, publiés par Ch. Porée. Auxerre, 1908, in-8°.
448. Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes (principal et secondaires) et du Bailliage de Bar-sur-Seine ; publiés par J.-J. Vernier. Troyes, 1909-1911, 3 vol. in-8°.
449. Bailliage du Vermandois. Élections aux États généraux de 1789. Par Édouard Fleury. Laon et Paris, 1872, in-8°.
450. A. Brette. Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux de 1789. Paris, 1894-1904, 3 vol. in-4°.

IX. — PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS COLLECTIVES (antérieurs à 1800).

451. Almanach royal, 1700 sqq., in-8°.
452. Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle, ouvrage périodique, par M. Linguet (1777-1791). Londres, 19 vol. in-8°.
453. L'Année littéraire, ou Suite des lettres sur quelques écrits de ce temps, par M. Fréron. Amsterdam (Paris), 1754-1790, in-12.
454. Les Cinq années littéraires, ou Nouvelles littéraires, etc., des années 1748, 1749, 1750, 1751 et 1752, par M. Clément. La Haye, 1754, 4 vol. in-16.
455. Le Conservateur, ou Collection de morceaux rares et d'ouvrages anciens et modernes, imprimés ou manuscrits..., par Bruix, Turbon et L. Blanc ; 1756-1761, 38 vol. in-12.
456. Correspondance littéraire, philosophique et critique (par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc.), édition Tourneux. Paris, 1877-1881, 16 vol. in-8°.
457. Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la cour et la ville de 1777 à 1792, publiée d'après les manuscrits de la Bibliothèque Impériale de Saint-Pétersbourg, par M. de Lescure. Paris, 1866, 2 vol. in-8°.
458. Correspondance secreta, politique et littéraire, ou Mémoires pour servir à l'Histoire des Cours, des sociétés et de la littérature en France, depuis la mort de

- Louis XV. (Par Métra.) Londres, 1787-1790, 18 vol. in-12.
459. Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers. Paris, puis Neuchâtel, 1751-1765, 17 vol. in-fol.
460. Ephémérides du citoyen, ou Chronique de l'esprit national, par l'abbé Baudeau, le marquis de Mirabeau, Dupont de Nemours, etc., 1765-1772, 69 vol. in-12.
461. Journal chrétien, par l'abbé Joannet, 1758-1764, in-12.
(De 1754 à 1758, avait paru sous le titre: Lettres sur les ouvrages et les œuvres de piété.)
462. Journal des Dames. 1759-1778, in-12.
463. Journal des Savants. Paris, 1665 sqq., in-8°.
464. Journal encyclopédique, par une société de gens de lettres. Liège, 1756-1759 ; Bouillon, 1760-1793, in-12.
465. Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la Monarchie Française, par M. de Maupeou, Chancelier de France. Londres, 1774-1776, 7 vol. in-12.
466. Lettres sur quelques écrits de ce temps. (Par E. C. Fréron et l'abbé de La Porte). Genève et Paris, 1749-1754, 13 vol. in-12.
467. Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des arts. (Mémoires de Trévoux) Trévoux et Paris, 1701-1767, in-12.
468. Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours, ou Journal d'un observateur... Par feu M. de Bachaumont. (Continué par Pidansat de Mairobert et Moufle d'Angerville). Londres, 1777-1789, 36 tomes en 31 vol. in-12.
469. Mercure de France, 1724 sqq., in-12.
470. Nouvelles Ecclésiastiques, ou Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique, 1728, sqq., in-4°.
471. L'Observateur anglois, ou Correspondance secrète entre milord All'eye et milord All'ear. (Par Pidansat de Mairobert). Londres; 1777-1778, 4 vol. in-12.
472. Suite de la Clef, ou Journal historique sur les matières du temps. (Journal de Verdun). Paris, 1717-1776, in-12.

X. — ÉTUDES CRITIQUES ET HISTORIQUES

473. Aulard (A.). Histoire politique de la Révolution française, 5^e édition (2^e tirage). Paris, 1921, in-8°.

474. *Barckhausen* (H.). Montesquieu, l'Esprit des lois et les Archives de la Brède. Bordeaux, 1904, in-8°.
475. *Boullée*. Histoire de la vie et des ouvrages du Chancelier d'Aguésseau. Paris, 1835, 2 vol., in-8°.
476. *Carré*. La Noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle. Paris, 1920, in-8°.
477. *Id.* La Tactique et les idées de l'opposition parlementaire d'après la correspondance inédite de Cortot et de Goudard (1788-1789). Extrait de la *Révolution française*, août 1895. Paris, 1895, 1 pièce in-8°.
478. *Id.* Un précurseur inconscient de la Révolution, le conseiller Du Val d'Epremesnil (1787-1788). Extrait de la *Révolution française*, octobre-novembre 1897. Paris, 1897, in-8°.
479. *Champion*. La France d'après les cahiers de 1789. Paris, 1897, in-16.
480. *Chérest*. La Chute de l'Ancien Régime. Paris, 1884-1886, 3 vol. in-8°.
481. *Dedieu*. Montesquieu et la tradition politique anglaise en France. Paris, 1909, in-8°.
482. *Demartial*. Essai sur la Théorie des Lois Politiques de la Monarchie française par M^{lle} de Lézardièrre. Discours prononcé à l'ouverture des conférences le 27 janvier 1864 par Octave Demartial, avocat. Poitiers, 1864, 1 pièce in-8°.
483. *Filleau*. Dictionnaire historique, biographique et généalogique des familles de l'ancien Poitou. Poitiers, 1840-1854, 2 vol. in-8° (B. N. Lm² 103).
484. *Flammermont*. Le Chancelier Maupeou et le Parlement. Paris, 1883, in-8°.
485. *Foisset*. Le Président de Brosses. Histoire des Lettres et des Parlements au XVIII^e siècle. Paris, 1842, in-8°.
486. *Geffroy*. Gustave III et la cour de France ; 2^e édition. Paris, 1867, 2 vol. in-16.
487. *Guerrier* (W.). L'abbé de Mably moraliste et politique. Paris, 1886, in-8°.
488. *Hubert* (R.) Les Sciences sociales dans l'Encyclopédie. Paris, 1923, in-8°.
489. *Lacuisine*. Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute. Dijon et Paris, 1857, 2 vol. in-8°.
490. *Lanson* (G.) Voltaire. Paris, s. d., in-16.
491. *Lastic Saint-Jal*. Bibliothèque historique et critique du Poitou. Histoire littéraire du Poitou, par Dreux-

- Duradier, précédée d'une introduction, et continuée jusqu'en 1849, par M. de Lastic Saint-Jal.
(Trois volumes, formant les tomes 6, 7 et 8 de la Bibliothèque Poitevine). 1849, in-8°. (B. N. LK² 1371).
492. *Lavaquery*. Le Cardinal de Boisgelin (1732-1804). Paris, 1921, 2 vol. in-8°.
493. *Lavergne* (De) Les Assemblées provinciales sous Louis XVI, 2^e édition. Paris, 1879, in-12.
494. *Lavis* (E.) Histoire de France illustrée depuis les origines jusqu'à la révolution : tome 7, 1^{re} partie, par E. Lavis ; tome 8, 2^e partie, par H. Carré ; tome 9, par H. Carré, P. Sagnac et E. Lavis. Paris, s. d., in-8°.
495. *Leclercq* (Dom H.) Histoire de la Régence. Paris, 1921, 3 vol. in-8°.
496. *Lemaire* (A.). Les lois fondamentales de la monarchie française. Paris, 1907, in-8°.
497. *Le Sueur* (Abbé A.). Maupertuis et ses correspondants, lettres publiées par l'abbé A. Le Sueur. Paris, 1897, in-8°.
498. *Lion* (H.). Le Président Hénault. Paris, 1903, in-8°.
499. *Lombard*. L'Abbé Du Bos, un initiateur de la pensée moderne (1670-1742). Paris, 1913, in-8°.
500. *Loménie* (de). Les Mirabeau. Paris, 1889-1891, 5 vol. in-8°.
501. *Marion* (M.). Le Garde des Sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788. Paris, 1905, in-8°.
502. *Id.* Machault d'Arnouville. Paris, 1891, in-8°.
503. *Monnier*. Le Chancelier d'Aguesseau, sa conduite et ses idées politiques. Paris, 1863, in-8°.
504. *Renan* (Ernest). Essais de morale et de critique. Paris, s. d. in-8°.
505. *Renouvin* (P.). Les Assemblées provinciales de 1787. Origines, développement, résultats. Paris, 1921, in-8°.
506. *Ripert* (H.). Le Marquis de Mirabeau (L'Ami des Hommes). Ses théories politiques et économiques.
507. *Say* (L.). Turgot. Paris, 1887, in-16.
508. *Sée* (Henri). Les Idées politiques en France au xviii^e siècle. Paris, 1923, in-8°.
509. *Staël* (M^{me} de). De la Littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales. Par M^{me} de Staël-Holstein. Seconde édition revue, corrigée et augmentée. Paris, an IX, 2 vol. in-8°.
510. *Taine* (H.). Les Origines de la France contemporaine ;

- 1^{re} partie : l'Ancien Régime, 30^e édition. Paris, 1922, 2 vol. in-8°.
511. *Thierry* (A.). Lettres sur l'histoire de France. Nouvelle édition, revue avec le plus grand soin. Paris, Garnier frères, 1877, in-16.
512. *Id.* Récits des temps mérovingiens, précédés de Considérations sur l'histoire de France. Nouvelle édition, revue avec le plus grand soin. Paris, Garnier frères, s. d., 2 vol. in-16.
513. *Tinguy* (marquis de). M. le vicomte Charles de Lézardière, par le marquis de Tinguy. (Extrait de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, novembre 1866). Nantes, 1866, 1 pièce in-8°.
514. *Vian* (Louis). Histoire de Montesquieu, sa vie et ses œuvres. Paris, 1877, in-8°.
515. *Villeneuve-Guibert*. Le Portefeuille de Madame Dupin, publié par Villeneuve-Guibert. Paris, 1884, in-8°.
516. *Weulersse* (G.). Le mouvement physiocratique. Paris, 1910, 2 vol. in-8°.

XI. — PUBLICATIONS PÉRIODIQUES (Depuis 1800).

517. *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*. Genève, 1905, sqq., in-8°.
518. *Bibliothèque française*, par Charles de Pougens, 1800-1808, in-12.
519. *Bulletin de l'Académie Delphinale*. Tome III, 1850. Grenoble, in-8°.
520. *Bulletin du Bibliophile*, 1834 sqq., in-8°.
521. *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1893 sqq., in-8°.
522. *Revue des Bibliothèques*, 1924 (numéros 4-6), in-8°.
523. *Revue d'histoire littéraire de la France*. Paris, 1894 sqq., in-8°.
524. *Revue historique de droit français et étranger*. Paris, 1855 sqq., in-8°.

SUPPLÉMENT

Les ouvrages suivants, en raison de leur caractère trop spécial — parfois, de leur insignifiance — n'ont offert pour notre étude qu'un intérêt lointain ou secondaire ; ils n'y ont pas été

allégués directement. Mais ils touchent par quelques points au problème de la constitution française, (distinction de la monarchie et du despotisme, rapport des mœurs au gouvernement, origine et histoire des institutions nationales, controverses de droit public, etc.) Nous croyons devoir les mentionner pour compléter, dans la mesure du possible, la bibliographie du sujet. Ils sont rangés ci-dessous dans l'ordre chronologique.

1. Recueil général des pièces touchant l'affaire des princes légitimes et légitimés, mises en ordre. Rotterdam, 1717, 4 vol. in-12.

(Controverse sur le droit du monarque à changer les lois fondamentales, à propos de l'Édit de juillet 1714, et de la Déclaration du 23 mai 1715, qui rendaient les légitimés héritiers du Trône).

2. Guillard. — Histoire du Conseil du roi depuis le commencement de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis le Grand ..., par M. Guillard. Paris, 1718, in-4°.

3. Lettre d'un Conseiller du Parlement de Rouen, au sujet d'un Écrit du comte de Boulainvilliers, sur l'origine et les droits de la Noblesse, et preuves de la liberté des Citoyens des villes de France.

Imprimée dans la continuation des *Mémoires de littérature* du P. des Molets, t. IX, 1730.

4. La Roque. — Traité de la noblesse, de ses différentes espèces, de son origine... Rouen, 1734, in-4°.

(Première édition : 1678, selon Quérard).

5. (P. de Marivaux). — Traité politique et historique du gouvernement de France, selon les trois races. Amsterdam, 1734, in-12.

(Simple exposé des lois et usages).

6. De La Hode. — Histoire des révolutions de France, où l'on voit comment cette Monarchie s'est formée, et les divers changemens qui y sont arrivés par rapport à son Étendue et à son gouvernement. Par M. de La Hode. La Haye, 1738, 4 vol. in-12.

7. Le Gendre de Saint-Aubin. — Des Antiquités de la nation et de la monarchie française, par M. Gilb. Ch. Le Gendre, marquis de Saint-Aubin-sur-Loire... Paris, 1741, in-4°.

(Voir pp. 674 sqq., des réflexions critiques sur les conséquences du système de Dubos : selon Saint-Aubin, la monarchie française est absolue, mais bien distincte du

- despotisme impérial. Cf. le n° 149 de notre bibliographie).
8. Espiard (abbé F.-I d'). — Essais sur le génie et le caractère des nations. Bruxelles, 1743, in-12.
(Tome III, seul subsistant à la Bibliothèque nationale, R. 20581. Cf. le n° 10, *infra*).
 9. Le P. Griffet. — Dissertations et Mélanges, dans l'édition de l'*Histoire de France* du P. Daniel, Paris, 1751, 17 vol. in-4°.
 10. Espiard (abbé F.-I. d'). — L'Esprit des Nations. La Haye, 1752, 2 vol. in-8°. (Cf. le n° 8, *supra*).
 11. Grosley. — Recherches pour servir à l'histoire du droit français. Paris, 1752, in-12.
(Sur la source des coutumes et l'origine de la noblesse utérine de Champagne).
 12. (Damiens de Gomicourt). — Dissertation historique et critique, pour servir à l'histoire des premiers temps de la monarchie française. Colmar, 1754, in-12.
(Favorable à l'absolutisme ; contre Boulainvilliers et les Parlements.)
 13. (Mignot, abbé Étienne). — Traité des droits de l'État et du prince sur les biens possédés par le Clergé. Amsterdam, 1755-57, 6 vol. in-12.
(Voir au tome I, l'article XL, intitulé *Gouvernement des Francs* (pp. 178-186), avec la mention rapide et hardie des assemblées germaniques, des droits des États généraux et des Parlements.)
 14. Lettre dans laquelle on examine s'il est vrai que la doctrine de l'État contenue dans les dernières remontrances du parlement, au sujet du grand conseil, porte aucune atteinte à l'autorité souveraine du roi... (2 janvier 1756). S. l. n. d., in-12.
 15. Arcq (le chevalier d'). — Mes Loisirs, nouvelle édition ; 1756. Paris, in-12.
(Voir p. 79, sur la nature des gouvernements).
 16. (Glatigny, Gabr. de). — *Œuvres posthumes de Monsieur de ****. (Gabr. de Glatigny). Lyon, 1757, in-12.
(Contenant des *Recherches sur les Communes* (pp. 331-359), datées de 1743 ; et une *Dissertation sur la servitude, et son abolition en France* (pp. 360-396), datée de 1747.)
 17. (Véron de Forbonnais). — Recherches et considérations sur les finances de la France, depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721. Bâle, 1758, 2 vol. in-4°.

18. (L'Escalopier). — Recherches sur l'origine du conseil du roi. Paris, 1765, in-8°.
19. (Marnezia, Cl. Gaspard). — Réflexions sur l'histoire de France. Paris, 1765, in-12.
20. (Dupont de Nemours). — De l'Administration des Chemins. « A Pékin, et se trouve à Paris », 1767, in-8°.
(Voir au ch. II, pp. 15 sqq., une note très étendue sur le gouvernement féodal.)
21. Poullin de Lumina. — Mœurs et Coutumes des François. Ouvrage où on traite de l'origine de la Nation, de l'établissement de la Monarchie, et de son gouvernement politique, civil, militaire et ecclésiastique. Lyon, 1769, 2 tomes en 1 vol. in-12.
(Ce n'est guère qu'une compilation, plate et médiocre, qui emprunte quelques matériaux à l'*Esprit des lois*, mais ne lui doit rien pour l'inspiration et la méthode.)
22. (Goetzmann, Louis-Valentin de). — Questions de droit public sur une matière très intéressante. Amsterdam, 1770, in-8°.
(A propos de l'affaire du duc d'Aiguillon; étude historique sur la Pairie. Cf. le n° 24, *infra*.)
23. Tableau historique, politique et juridique de la monarchie française sous les trois formes qu'elle a subies. S. l., 1771, in-4°.
(Nous n'en connaissons qu'un exemplaire mutilé, à la Bibliothèque Nationale. L³⁴ 9).
24. (Goetzmann, Louis-Valentin de). — Les quatre âges de la pairie de France, ou Histoire générale et politique de la pairie de France dans ses quatre âges... « par L.-V. Zemganno », Maestricht, 1775, 2 vol. in-8°.
(Cf. le n° 22, *supra*.)
25. Les Fastes de la nation française, contenant l'histoire politique de son établissement dans les Gaules, ensemble son droit public depuis la fondation de la monarchie, dont les lois et la police ont été, pendant plusieurs siècles, communes à une grande partie de l'Europe. S. l., 1776, in-8°.
(Tome I, seul subsistant à la Bibliothèque nationale, Le¹ 6. Nous n'avons trouvé aucun indice de la continuation de l'ouvrage.)
26. (Goetzmann, Louis-Valentin de). — Histoire politique du gouvernement français, ou les quatre âges de la monarchie française. Paris, 1777, in-4°.

- (Tome I, seul paru de quatre annoncés. — Ouvrage érudit, mais de doctrine hésitante et confuse.)
27. (Toustaint-Richebourg, Vicomte de). — Précis historique, moral et politique sur la Noblesse Française. Amsterdam, 1777, in-12.
28. (Petit, Émilien). — Dissertation sur des parties intéressantes du droit public en Angleterre et en France, d'après les loix des deux nations comparées entre elles. Genève et Paris, 1778, 2 parties en 1 vol. in-8°.
(Examen juridique des garanties de la liberté personnelle en France et en Angleterre.)
29. Bernardi. — Essai sur les révolutions du Droit François, pour servir d'introduction à l'étude de ce droit ; suivi de vues sur la Justice civile, ou Projet de réformation dans l'administration de la justice civile. Paris, 1785, in-8°.
(Deuxième édition ; la première édition de l'Essai est datée d'Amsterdam et Avignon, 1782).
(L'auteur croit à l'ancienne liberté germanique, et mentionne parfois, au cours de ses premiers chapitres, les thèses historiques de Montesquieu : Cf. chapitres I-VI.)
30. (Bosquillon). — Code National, dédié aux États généraux. Genève, 1788, in-8°.
(En faveur des États généraux, conformes à la tradition française, comme au droit naturel.)
31. Manuscrits français de la Bibliothèque Sainte-Genève. — Nos 1781-1783. — Histoire de la Justice en France, du P. Barre.
(Trois volumes manuscrits ; un quatrième, mentionné au catalogue, nous a été signalé comme faisant défaut. Ils consistent en notes, brouillons et extraits réunis pour la préparation d'un ouvrage dont le prospectus seul, à notre connaissance, a paru : *Histoire des Loix et des Tribunaux de Justice de la Monarchie Française*, par le P. Barre. Paris, 1755.)
32. Manuscrits français de la Bibliothèque Mazarine nos 2892-94. — « Essai historique et critique sur l'Administration générale de la Justice et sur les Tribunaux de magistrature établis en France depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à présent. »
(Trois volumes manuscrits ; le troisième est daté de 1773. — Contre la théorie de Le Paige et le pouvoir politique des Parlements.)

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

AGUESSEAU (D'). 2, 50 à 52, 114, 262 sq.
 ALEMBERT (D'). 104, 108, 110 (note), 118, 121 (note), 151 à 153, 165 (note), 172, 177.
 ALÈS DE CORBET (D'). 179, 186 à 188, 229, 247 (note), 379, 396 à 398.
 ALLONVILLE (D'). 585, 586 (note).
 ANASTASE. 43.
 ANQUETIL-DUPERRON. 162, 382, 383.
 AQUIN (D'). 154 (note).
 ARCO (Le chevalier d'). 226 sq., 229, 230.
 ARGENSON (Comte d'). 39 (note).
 ARGENSON (Marquis d'). 2, 38 (note), 45 à 50, 58 (note), 105 et notes, 121, 180, 230, 233, 254 et note, 269, 281, 289 et note, 291, 380 sq., 393, 503, 523, 546 (note), 673.
 AROUET. 303.
 ARTOIS (Comte d'). 467, 591 (note).
 AUBLET DE MAUBUY. 594.
 AUBRY. 430 (note).
 AUGÉARD. 380, 460 sq.
 AUGUSTE. 306.
 AYDIE (Le chevalier d'). 107, 109 (note), 110 sq., 117 (note).

B

BACON. 165, 603.
 BALUZE. 7, 59, 89, 283, 427 (note), 462, 650, 671.
 BARBEYRAC. 400 (note).
 BARBIER. 380, 393, 395.

BARBOT. 108, 262.
 BARNAVE. 526, 569 sq.
 BARRE (Le P.). 36 (note), 37 (note).
 BARRINGTON. 196 (note).
 BAUDEAU. 163, 525, 530.
 BEAUMARCHAIS. 222, 282 (note), 540 (note).
 BEAUMONT (Élie de). 461.
 BEAUSOBRE. 385.
 BELOT (M^{me}). 230.
 BÉRAUD. 168 (note).
 BERNADAU. 104, 159 (note), 173 sq. 175 et note.
 BERRY (Duc de). 28 (note).
 BERTHIER (Le P.). 129.
 BERTIN. 440 (note).
 BERTRAND DE MOLLEVILLE. 594.
 BESENVAL. 380, 448, 450, 451 (note), 455 sq., 576.
 BEUGNOT. 247 (note).
 BIRON (Le maréchal de). 450 (note)
 BLANCHET. 154 (note).
 BLONDE. 380, 424, 430, 461.
 BODIN. 265, 267.
 BOISGELIN (Cicé de). 163, 298, 340, 471.
 BOISGUILLEBERT. 26.
 BONCERF. 534 sq., 536 (note).
 BONNAIRE (De), abbé. 103, 124 à 127, 133, 194, 232.
 BONNAIRE (De), magistrat. 282 (note).
 BONNEVAL. 122, 148.
 BOSSUET. 1, 2 sq., 9, 22, 31, 52 et note, 116, 297, 306, 308, 423, 669.
 BOUILLÉ (Marquis de). 591 (note).
 BOULAINVILLIERS. 1, 11 (note), 14 (note), 18 à 25, 27, 42, 43, 44, 45, 46, 48 (note), 50, 53, 56, 61,

- 62 et note, 65, 66, 80, 88 et note, 89, 91, 95, 97, 98 et note, 100 et note, 101, 128, 179, 181, 184, 185, 188, 189, 199, 205 et note, 217, 234 (note), 246, 260, 275, 350, 359, 364; 365, 369, 372, 377, 378, 419, 420, 428, 454, 483, 554, 569, 601, 615, 651, 659, 662, 663, 667, 673, 680.
- BOULANGER. 387.
- BOULENGER DE RIVERY. 104, 143 sq.
- BOUQUET (Dom). 671.
- BOUQUET (Pierre). 33 (note), 180, 206 à 208, 439 sq.
- BOURBON (Duc de). 591 (note).
- BOURGOGNE (Duc de). 9, 26.
- BOUTARIC. 189.
- BRANCAS-LAURAGUAIS. 380, 428 sq., 430 (note), 601.
- BRANCHANT. 282 (note).
- BRÉQUIGNY. 479.
- BRETEUIL (Baron de). 543 (note).
- BRÉZETZ (Arthur de). 168 (note).
- BRIENNE (Loménie de). 341 (note), 525, 528, 544 et note, 557, 564, 573 (note), 579 (notes), 583, 586, 587, 666.
- BRIQUEU DE LA VAUX. 121 (note), 168 (note), 172.
- BRISSAC (Le maréchal de). 452.
- BRISSET DE WARVILLE. x, 386 (note), 531 (note), 542 (note), 554.
- BRIZARD. 359, 376.
- BROSSES (De). 111, 231, 262, 280.
- BRUNHAUT. 484, 488.
- BRUNVILLE (De). 282 (note).
- BRUSSEL. 190 (note).
- BUFFON. 118, 120, 165.
- BULKELEY. 107 (note), 111, 114.
- BURLAMAQUI. 132, 400, 431.
- C
- CALONNE (Ministre). 525, 526, 528, 543 à 545, 546, 554, 581, 582, 583, 598 à 600, 607-608, 609, 656, 670.
- CALONNE (Adrien de). 657 (note).
- CAMUS. 165, 214 (note), 217 (note), 429 (note), 430 (note), 523.
- CAMUSAT. 33.
- CANTALAUZE DE LA GARDE. 261, 278 sq., 409, 410.
- CAPMARTIN DE CHAUPY. 395.
- CASTEL (Le P.). 112 sq., 119 et note.
- CATHERINE II. 213, 424, 431 (note).
- CÉRUTTI. 617, 622, 628 (note); 629 sq., 634 (note), 635.
- CÉSAR. 88, 483, 487.
- CHABRIT. 180, 213 à 217.
- CHAILLON DE JONVILLE. 581, 597, 670, 677.
- CHAILLOU. 379, 398 sq., 406, 407.
- CHAMFORT. 130 (note), 167 (note).
- CHAMPEAUX (De). 113 (note).
- CHARLEMAGNE. 19, 20, 23, 27, 56, 59 sq., 94, 189, 204, 210, 218, 238, 304, 306, 344 et note, 351, 364 à 368, 369, 371, 372, 373, 419, 421 sq., 426, 429, 432, 439, 458, 470, 473, 475, 485, 488, 489, 502, 511, 520, 522, 546, 555, 558, 570, 574, 575, 599, 610 (note), 612, 614 (note), 658, 660, 662, 665, 666.
- CHARLES II, LE CHAUVÉ. 89, 94, 185, 278 (note), 283, 366, 399, 411, 413, 415, 426, 429, 436, 480, 484, 489, 490, 492, 493, 494, 569, 585, 599, 614 (note), 649, 657 (note), 666.
- CHARLES III, LE SIMPLE. 304.
- CHARLES VI. 371.
- CHARLES VII. 98, 205 (note), 558.
- CHARLES-MARTEL. 363 (note), 484, 488.
- CHASTELLUX (Le chevalier de). 161 (note), 201, 306 et note.
- CHATEAUBRIAND. 42.
- CHAUDON. 158 et note.
- CHÉRIN. 603.
- CHESTERFIELD. 353. (Voir *Stanhope*.)
- CHILDEBERT. 284.
- CHOISEUL. 331, 358 (note), 553.
- CHOISEUL (M^{me} de). 112 (note).
- CHOISY (Abbé de). 8 (note).
- CHRÉTIEN (Abbé). 282 (note).
- CLAVIÈRE. 531 (note).
- CLÉMENT. 112.
- CLÉMENT DE BLAVETTE. 282 (note).
- CLÉMENT DE BOISSY. 380, 423, 449.
- CLERMONT-TONNERRE. 652.
- CLODION MICHEL. 159.
- CLOTAIRE II. 210, 263, 484, 485.
- CLOVIS. XIII, 2, 14, 19, 27, 34, 42 sq., 44, 54, 55, 92 (note), 134, 181, 182 (note), 189, 196, 208, 209, 271, 273, 278, 284, 303, 304, 306, 351, 364, 410, 473, 475, 480, 489, 519, 589, 660, 666.
- COLLÉ. 117, 380, 462.
- CONDÉ. 591 (note).
- CONDILLAC. 174.
- CONDORCET. 163, 165, 298, 306, 343 à 348, 349, 525, 534, 545 sq., 547 sq., 572, 610 sq., 619, 628 (note), 630, 666.
- CONFUCIUS. 519.
- CONSTANTIN. 337.

CONTI (Louis François, prince de). 271, 416, 419 (note), 467, 538, 549 (note).
 CONTI (Louis François-Joseph, prince de). 590, 591 (note), 632.
 COQUILLE. 25.
 CORDEMOY. 7, 202.
 COTTE (De). 282 (note).
 COYER. 221, 223 à 232, 383.
 CREVIER. 104, 106, 108, 140 à 143, 155.
 CRILLON. 81.
 CROY (Duc de). 454 (note).
 CROZAT DU CHATEL. 107.

D

DANIEL (Le P.). 202 sq., 217.
 DASHKOFF (Princesse), 453.
 DEDIEU. IX, 70.
 DEFFAND (M^{me} du). 112 (note), 131 (note), 159, 450.
 DE LA PORTE (Abbé). 103, 106, 123 sq., 130, 143, 232.
 DELATOUR. 130 (note).
 DELEYRE. 165, 384, 389.
 DE LOLME. XI (note), 661.
 DÉMEUNIER. 616 (note).
 DESCARTES. 152, 201, 343 sq., 349.
 DÉSORMEAUX. 247 (note), 377.
 DESPREZ (Abbé). 582, 601.
 DEVIENNE (Dom). 158.
 DIDEROT. 165 (note), 213 sq., 223 (note), 315 et note, 392, 394, 449, 453.
 DODART. 11 (note), 19 (note), 27 sq.,
 DORAT. 167 (note).
 DUBOIS DE LAUNAY. XI, 661 (note).
 DUBOS. XIV, 2, 42 à 45, 46, 50, 54, 62, 65, 88, 89, 90 (note), 91 et note, 95, 97, 128, 135 et note, 170, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 187, 188, 189, 197, 199, 206, 217, 219, 246, 303, 351, 359, 361, 363, 377, 378, 439, 440 (note), 470, 483, 519, 523, 601, 662, 663, 666, 673, 674.
 DU BUAT-NANÇAY. 199, 222, 244 à 260, 296 (note), 532, 541.
 DU CANGE. 7 et note.
 DUCHÈNE (André). 7.
 DUCHESNE. 174 (note), 175 (note).
 DUGUET. 38.
 DU HAILLAN. 25, 416.
 DU LAU. 557.
 DUPATY. 542.
 DUPIN. 45 (note), 49, 103 sq., 106, 108, 129 à 138, 140, 153, 161, 194, 270, 383.
 DUPIN (M^{me}). 136 (note).
 DU PLESSIS. 130 (note).
 DUPONT DE NEMOURS. 163, 259,

311, 313, 325, 349, 385, 529 (note), 544, 649 sq., 666.
 DUPRAT. 454.
 DU PUY (Pierre). 29 et note.
 DU TILLET. 416.
 EGMONT (Comte d'). 352.
 EGMONT (M^{me} d'). 380, 457 à 460.
 ENGHEN (Duc d'). 591 (note).
 ENTRAIGUES (Comte d'). 613 à 615, 665, 667.
 EPAMINONDAS. 131 (note).
 EPINAY (M^{me} d'). 380, 450, 456 sq.
 EPRÉMESNIL (Du Val d'). 538, 549, 560, 561 (note), 586 (note), 592 (note), 593, 632, 680.
 EUCLIDE. 298, 318, 323.
 FÉNELON. 1, 8 à 11, 26, 61, 80, 100 et note, 159 (note), 203, 423.
 FLAMMERMONT. 273 (note), 538 (note).
 FLEURY (Abbé Claude), 1, 3 sq., 202.
 FLEURY (Cardinal de). 38 (note).
 FOISSET. 412 (note).
 FONTAINE DE LA ROCHE. 119 (note).
 FONTENELLE. 7, 49 et note, 109, 117, 173.
 FORCALQUIER. 107, 109, 110.
 FORMONT. 115 (note).
 FRANÇOIS I^{er}. 454 (note), 498.
 FRÉDÉRIC II. 425.
 FRÉRON. 127 et note, 146.
 FRETEAU. 282 (note).
 FRÉVAL (De). 282 (note).

G

GAIGNIÈRES. 11 (note).
 GAILLARD. 377, 480 (note), 482 (note).
 GARAT. 118 (note), 154, 166, 180, 214, 215, 217 sq., 247 (note), 359, 524, 661 (note).
 GARNIER. 179, 199, 203 (note), 225 et note).
 GAUCHAT (Abbé). 157.
 GAUTIER DE SIBERT. 180, 208 à 213, 611.
 GÉMEAUX (De). 111.
 GENLIS (M^{me} de). 165.
 GEOFFRIN (M^{me}). 109, 110.
 GEORGEL (Abbé). 451 (note), 453 (note), 454 (note), 537 (note), 577.
 GIBERT. 276.
 GIN. 470, 513 à 516, 521, 678.
 GIRARD. 282 (note).
 GOETZMANN. 282 (note).
 GORDON. 147.
 GOUDAR (Ange). 470, 516 sq.
 GOURCY (Abbé de). 179, 199 à 201,

247 (note), 257 (note), 377, 581,
598 à 600, 609.
GRÉGOIRE DE TOURS. 54 (note),
308, 408.
GRIFFET. 115 sq., 381.
GRIMM. 315 (note), 320.
GRIMOARD. 540 (note).
GROTIUS. 132.
GROUVELLE. 528, 582, 617, 619,
620, 625 à 628, 629, 680.
GUASCO (Abbé de). 158 (note).
GUERRIER. 353 (note).
GUILLARD. 29 (note).
GUILLAUME LE CONQUÉRANT. 306.
GUIZOT. 219, 481.

H

HARDY. 380, 455, 564 (note), 565
(note), 592, 618 (note), 632
(note), 635.
HELVÉTIUS. 105 (note), 111 (note),
114, 117 (note), 285, 287, 297,
299 à 301, 306, 382 sq., 385 sq.,
449 (note), 619.
HÉNAULT. 110, 111, 179, 182 sq.,
231, 262.
HENRION DE PANSEY. 179, 198,
199, 390 sq.
HÉRICOURT (D'). 282 (note).
HERVÉ. 179, 191 à 194.
HINCMAR. 2, 19 et note, 59, 366.
HOLBACH (Baron d'). 298, 332 à
334, 350, 449 (note).
HOOKE (Abbé). 107.
HORNOY (D'). 282 (note).
HOTMAN. 6, 53, 569.
HOUARD. 179, 195 sq., 432 (note).
HUART et MOREAU, libraires. 113.
HUGUES CAPET. 44, 196, 211, 306,
498.

I

IVERNOIS (D'). 329.

J

JAUBERT (Abbé). 527 (note).
JAUCOURT (Le chevalier de). 165
(note), 179, 190 sq., 192, 382,
386.
JEAN II. 23, 558.
JEAN DE PARIS. 430.
JOLY (Claude). 7.
JOSEPH II. 341 (note).
JUIGNÉ (De). 164 (note).
JUSTINIEN. 43.

K

KÉPLER. 171.
KERSAINT. 621, 628.

L

LA BARRE. 453 (note).
LA BEAUMELLE. 104, 106, 145 à
148, 150 (note), 285, 286, 287,
392.
LA CHALOTAIS. 386, 398, 453 (note).
LA CONDAMINE. 520 (note).
LA CRETTELLE. 617.
LADEBAT (De). 172.
LA FAYETTE. 551, 556, 557.
LA GARDE (Fr. de Paule de). 179,
206.
LA HAUSSE (De). 229.
LALLEMANT (Abbé). 527 (note).
LA LUZERNE (De). 582, 608 sq.
LAMOIGNON (garde des sceaux).
558, 559, 564, 579, 595.
LANGUET DE GERGY. 121.
LA ROCHE-FLAVIN. 1, 25 sq., 28.
LA ROCHEFOUCAULD (Duc de). 466.
LASSAY (Marquis de). 223.
LA TASTE (Dom). 396 (note).
LAVAQUERY. 340 (note).
LAVERDY. 223 (note).
LAVIE (De). 160 (note), 261, 264 à
270.
LAW. 78.
LE BRET. 76.
LE FEBVRE CHANTEREAU. 189.
LE FEBVRE DE BEAUVRAY. 149,
387.
LEFEBVRE DE LAROCHE. 299 (note).
LE FÈVRE D'AMÉCOURT. 539
(note).
LE FRANC DE BRUNPRÉ. 108 et
note.
LE FRANC DE POMPIGNAN. 179,
197 sq.
LE GENDRE (Louis). 217.
LEGENDRE DE SAINT-AUBIN. 2, 52
à 56, 62, 73, 601.
LEIBNIZ. 165.
LE LABOUREUR. 1, 11 à 14, 15 et
note, 19, 20, 27, 61, 472, 662.
LEM (M^{me}). 386 (note).
LE MERCIER DE LA RIVIÈRE. 163,
297 sq., 315 à 320, 322, 324, 326,
348, 385, 584, 666.
LENGLET. 104, 168 (note), 169,
173 sq., 175 et note, 219, 384.
LE PAIGE. 261, 271 à 277, 278, 279,
281, 284, 371, 394, 396, 409, 410,
415, 416, 419, 420, 423, 426, 454,
499, 561, 569, 662, 663.
LE TROSNE. 534 (note), 535, 536
(notes), 544 (note), 545 (note).
LÉVIS (Duc de). xi, 454 (note).
LEVRIER. 602 (note).
LÉZARDIÈRE (Baron de). 478, 479
et note.
LÉZARDIÈRE (M^{lle} de). 461, 469

- sq., 478 à 512, 520, 523, 561, 663, 674.
- LÉZARDIÈRE (Vicomte de). 504 (note).
- LINGUET. 154, 162, 179, 194 sq., 297, 308 à 311, 313 (note). 383, 385, 514, 562.
- LITTLETON. 195.
- LOMÉNIE (De). 233 (note).
- LOUIS VI, le Gros. 20, 44, 55.
- LOUIS VII, le Jeune. 21.
- LOUIS XI. 18, 20, 44, 84 et note.
- LOUIS XIV. XIII, 2, 7, 9, 24, 25, 26, 29, 32, 37, 39, 44, 78 (note), 84 et note, 208, 212, 372, 382, 433, 498, 528, 624.
- LOUIS XV. xv, 55, 98, 159, 273, 290, 399, 404, 408, 415, 498, 519.
- LOUIS XVI. 159 et notes, 164, 216, 270, 341 (note), 376 (note), 469, 471, 479, 502, 503, 519 (note), 525, 526, 528, 531, 546, 549, 552, 554, 555, 557, 567, 569, 579, 580, 583, 586, 606, 634, 636, 666, 669.
- LOUIS XVIII. 582, 657. (Voir *Provenance, Comte de*).
- LOUIS, Dauphin. (Fils de Louis XV). 103, 115 sq., 159, 519.
- LOYSEAU. 95 sq., 416.
- LUBERSAC (De). 604 sq.
- LUZAC (Elie). 142 (note).
- LYCURGUE. 352.
- M
- MABLY. x, xiv, 2, 56 à 58, 99, 162, 163, 166, 174, 202, 218 (note), 277, 317 (note), 350, 351 à 378, 380, 388 sq., 420, 421 (note), 426, 430, 432, 439, 440, 454, 463, 466, 469, 472, 474, 475, 489 et note, 511, 512, 515, 520, 551, 554, 555, 568, 569, 597, 598, 601, 603, 610, 611, 613, 614, 651, 660, 662, 663, 667, 672, 674, 676, 677, 680.
- MACHAULT. 121, 379, 392.
- MALESHERBES (Lamoignon de). 33 (note), 82 et note, 113 et note, 166, 263, 407 à 409, 449, 450 (note), 460 sq., 479, 481, 549 sq., 590 (note).
- MALETESSE DE VILLEY. 108, 261, 263, 410 à 412.
- MALLET DU PAN. 163, 593, 661.
- MALOUET. 608 (note), 615 (note).
- MARAT. 104, 168, 170 sq., 172 sq.
- MARION. 381 (note).
- MARMONTEL. 579 (note), 633 (note).
- MARSILE DE PADOUE. 430.
- MASSILLON. 1, 4 à 6, 423, 612.
- MATHAREL. 638.
- MAULTROT. 430.
- MAUPEOU. 114, 270, 280, 334, 341, (note), 373, 376 et note, 379, 380, 401, 402, 413, 416, 417 (note), 421, 423, 424, 425, 427, 436, 437, 440 et note, 441, 447, 449 (note), 450, 451 et note, 452, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 478, 483, 498, 509, 513, 516 (note), 518, 537, 538, 542, 549, 551, 552, 553, 558, 561, 564, 565, 579, 583, 592, 635, 662, 667, 669, 671.
- MAUPERCHÉ. 282 (note).
- MAUPERTUIS. 150 sq., 233, 285.
- MAYER (De). 600.
- MAZARIN. 6.
- MESMES (M^{me} de). 380, 457 à 460.
- MÉTRA. 541.
- MEY. 430.
- MÉZERAY. 33 et note, 38 (note), 217, 419.
- MIGNOT (Étienne). 393.
- MIGNOT DE BUSSY. 179, 183 à 186, 187, 188, 249 (note).
- MIRABEAU (Comte de). 165, 384, 470, 523, 617, 671.
- MIRABEAU (Marquis de). 163, 219, 221, 229 (note), 232 à 244, 254, 298, 311 sq., 320 à 325, 326, 354, 384.
- MIREPOIX (M^{me} de). 107, 117 (note).
- MIROMESNIL (Hue de). 280, 466, 530 (note), 531.
- MOÏSE. 367.
- MONTAIGNE. 299.
- MONTBLIN. 262, 282 et note, 285, 430 (note), 663.
- MONTESQUIEU. *Avant-propos* : XII, XIII, XIV.
- Ch. I. 11^e (note), 27, 38, 58 (note).
- Ch. II. 65 sqq.
- Ch. III. 103 sqq.
- Ch. IV. 182 sq., 184 à 186, 187, 188, 190 à 198, 199 à 202, 205 à 206, 207 à 217, 217 à 219, et *passim*.
- Ch. V. 224 à 232, 233 à 236, 237 à 239, 242 à 244, 247 à 250, 252, 255, 256, 260, et *passim*.
- Ch. VI. 262 à 267, 269 à 270, 275 à 276, 280 et note, 285 à 289, 294 à 296, et *passim*.
- Ch. VII. 299 à 305, 307, 310 sq., 311 à 314, 315, 317, 325, 326, 327 à 332, 333, 335 sq., 338 sq., 340 à 349, et *passim*.
- Ch. VIII. 353 à 354, 359 à 365, 367, 368, 372, 377 sq., et *passim*.
- Ch. IX. 379, 380, 382 à 385, 385 à 388, 396, 398 sq., 402 à 416, 418, 420, 421 et notes, 423, 424, 426, 428, 430, 431 (notes), 432, 437, 439, 440, 443 à 448, 452 à

454, 458 sq., 460, 463 à 466.
Ch. X. 469 sq., 474, 476 et note,
 477, 481 à 487, 488, 489 (note),
 490, 491, 492 sq., 494, 509 à 512,
 512 à 517, 520, 521 à 523, 524.
Ch. XI. 525, 526, 527 et note, 529
 sq., 532, 533, 535, 542 et note,
 546 à 548, 550, 553 (note), 561,
 562, 567 à 569, 573, 578.
Ch. XII. 581, 582, 585, 590 (note),
 594 sq., 597 sq., 603 à 607, 609,
 610, 614, 615 (note), 619 à 631,
 637, 645, 648, 651, 654, 655.
Conclusion. 659 sq., 662, 663, 667,
 672 à 681.
 MONTESQUIOU-FESENZAC. 609.
 MONTHYON (De). 591 (note).
 MONTMORIN. 608 (note).
 MOREAU (Jacob-Nicolas). xi, xii,
 247 (note), 376, 393 sq., 440
 (note), 450 (note), 451 (note),
 470, 517 à 524, 543 (note), 551,
 555 sq., 561 (note), 577, 581,
 595 à 597, 633 (note), 663, 666,
 670, 671, 674, 678.
 MORIZOT. 380, 427 sq., 471 sq.,
 551.
 MOUNIER. 527, 582, 617, 619, 624
 sq., 628, 632, 656 (note).
 MURAT (Comte de). 611 (note).

N

NECKER. 244 (note), 341 (note),
 525, 526, 528, 538 à 543, 545
 (note), 549, 553, 554, 577, 578
 (note), 579 (note), 586, 587 sq.,
 606, 608 (note), 633, 634.
 NECKER (M^{me}). 661.
 NEWTON. 165.
 NICOLE. 159 (note).
 NIVERNAIS (Duc de). 106, 479.
 NOODT. 435.

O

OBY (D'). 47 (note).
 ORLÉANS (Louis-Philippe, Duc d').
 553.
 ORLÉANS (Philippe, Duc d'). 28
 (note).
 ORTE (Vicomte d'). 81.

P

PALISSOT. 154.
 PAPON (Abbé). 544, 547, 557.
 PARDESSUS. 272 (note).
 PASQUIER. 416.
 PAULMY (Marquis de). 45 (note),
 130 (note), 136 à 138, 160, 163
 et note.

PECQUET. 104, 106, 138 à 140,
 156, 270, 383.
 PENNES (Marquis de). 229 sq.
 PÉPIN. 485.
 PERRAULT. 7.
 PERRECIOT. 201 sq.
 PETIT-MARAIS (De). 282 (note).
 PEZAY (Marquis de). 479.
 PÉZEROLS (De). 228.
 PHARAMOND. 427, 600.
 PHILIPPE (roi de Macédoine). 216.
 PHILIPPE II (ou Philippe Auguste).
 20, 34, 44, 55, 283.
 PHILIPPE III (le Hardi). 183.
 PHILIPPE IV (le Bel). 35, 39, 203,
 273, 278 (note), 305, 369, 374,
 421, 480, 502, 545.
 PHILIPPE VI (de Valois). 23, 369.
 PHILIPON (M^{lle}). 450 (note), 451,
 460 (note).
 PIGANOL DE LA FORCE. 7.
 PLATON. 224.
 PLESSE (le P.). 129.
 POIRIER (Dom). 479 et note.
 POMPADOUR (M^{me} de). 130 (note).
 POPE. 120.
 POUGENS. 481 (note).
 PROVENCE (Monsieur, Comte de).
 467, 588, 634, 656. Voir *Louis*
XVIII.
 PUFENDORF. 132, 133, 400.

Q

QUÉRARD. 154 (note), 214 (note),
 540 (note), 660 (note).
 QUESNAY. 162, 163, 166, 232, 235,
 237 (note), 244 (note), 297, 312,
 314 sq., 320, 321, 322, 325, 354,
 384, 531, 649, 666.

R

RABAUT SAINT-ÉTIENNE. 582, 615,
 622 à 624, 628 (note), 630.
 RAOUL. 418.
 RAYNAL. 174, 551.
 RÉAL (De). 297, 307 sq.
 RENAN. 658 (note).
 RETZ (Cardinal de). 400.
 RICHELIEU (Cardinal de). 2, 44,
 84 et note, 132, 212, 317 (note),
 418, 498, 624, 669.
 RICHER (François), 142 sq., 154,
 179, 191 et note, 388.
 RICHER D'AUBE. 2, 58 à 61, 117,
 381.
 RIPERT. 233 (note), 244 (note).
 RIPERT DE MONCLAR. 261, 263 sq.,
 266, 269, 405.
 RISTEAU. 104, 143, 144.

RIVIÈRE (écrivain). 118, 155, 156, 157.
 RIVIÈRE (poëlier). 386.
 ROBERT. 284.
 ROBERTSON. 174, 390 (note), 458, 483.
 ROEDERER. 620 sq., 628 (note), 653 (note).
 ROLLAND. 261, 277 sq.
 ROLLIN. 147.
 ROUILLÉ D'ORFEUIL. 163, 298, 334 à 339.
 ROUSSEAU (Jean-Jacques). x, 129 (note), 130 et note, 163, 166, 222, 270 sq., 272 (note), 298, 317 (note), 321 (note), 325 à 332, 334, 335, 343, 348, 350, 399, 428, 429 (note), 469, 472, 474, 477, 505 (note), 508, 531, 568, 603, 604 (note), 606, 622, 648 et note, 654, 676.
 ROUTH (le P.). 158 (note).
 RUTLIDGE (le Chevalier de). 168 (note), 171 sq.

S

SABATIER DE CASTRES (Abbé). 158.
 SABLIER. 145.
 SAIGE. 470, 474 à 478, 505 (note), 508, 509, 511, 544, 551, 554 (note), 634 (note), 660, 674, 679.
 SAINT-FARGEAU (De). 282 (note).
 SAINT-GENIS (De). 282 (note).
 SAINT-LOUIS. 17, 55, 205, 211, 239, 321 (note), 369, 492, 519.
 SAINT-PIERRE (Abbé de). 49 et note, 231, 329, 339, 673.
 SAINT-SIMON. 1, 11, 14 à 18, 20, 27, 38, 42, 61, 62, 80, 100 et note, 278, 472, 662, 663, 680.
 SALAVILLE. 615, 620, 622, 635.
 SALLIER. 577, 587 (note).
 SAURIN. 165, 299.
 SAUVIGNY. 228.
 SAVIGNY (De). 481.
 SAY. 538 (note).
 SCLOPIS. 263 et note.
 SÉCHELLES (De). 225 (note).
 SECONDAT DE MONTESQUIEU. 603 (note).
 SÉE. 415 (note).
 SÉGUIER. 525, 532 sq., 534. sq., 537.
 SÉGUR (Comte de). x, xii, 164, 231, 537.
 SÉGUR (Marquis de). 227, 231.
 SÉNAC DE MEILHAN. 454 (note).
 SÈZE (De). 168.
 SIEYÈS. 222, 528 (note), 582, 615 (note), 618, 623, 628 (note), 631, 635.

SILHOUETTE. 517.
 SIRMOND. 7, 19 (note).
 SOLAR (De). 106.
 SOLIGNAC (Le Chevalier de). 150.
 SOLON. 367 et note.
 SOULAVIE. 159 et note, 164, 376 et note 452, 466 (note), 542, 549, 573 (note).
 STAËL (M^{me} de). 450 (note), 542 (note), 578 (note), 608, 655, 660, 661, 681.
 STAINVILLE (Marquis de). 106.
 STANHOPE (Lord). 351, 353 sq., 357 sq., 374.
 SYDNEY. 155.

T

TACITE. 34, 54 (note), 55, 88, 89, 91, 142, 204, 272, 303, 360, 420, 483, 515, 546, 666.
 TAINE. 654.
 TARGET. 380, 425 sq., 449, 454, 461, 612, 616, 620, 629, 653, 671.
 TENCIN (M^{me} de). 105 (note), 107, 109, 353 (note).
 THÉMINES (De). 573.
 THÉODORIC (roi des Ostrogoths). 87, 134 (note).
 THÉODORIC (roi des Visigoths). 134 et note.
 THIERRY (Augustin). 90 (note), 204 (note), 205, 219, 481, 482 (note).
 THOMAS. 115, 116 et note.
 THOMÉ. 110 (note), 262 et note.
 TRUBLET (Abbé). 156 (note), 157 sq.
 TURBON. 148.
 TURGOT. 163, 259, 347 et note, 385, 525, 528, 529 à 538, 544, 545 (note), 546, 549, 554, 664, 666.
 TURPIN. 159 et note.

V

VALOIS (Adrien de). 182 (note), 183.
 VALOIS (Dynastie des). 372, 500, 501 (note), 507 (note).
 VATEL. 435.
 VAUBAN. 135.
 VAUCRESSON (De). 282 (note).
 VELY. 180, 203 à 206, 277 et notes, 282 et note, 285, 359, 483.
 VÉRI (Abbé de). 549.
 VERNET (Jacob). 112 et note, 117 (note).
 VÉRON DE FORBONNAIS. 103, 127 à 129, 228, 383, 673.

- | | |
|--|--|
| VIAN. 130 (note). | 335, 343, 380, 383, 392, 437, 438, |
| VILLARET. 203 (note), 205 sq. et
note. | 439, 442 (note), 444, 448, 454,
498, 514, 532. |
| VILLENEUVE-GUIBERT. 130 (note). | |
| VOISINS (De). 282 (note). | W |
| VOLNEY. 616. | |
| VOLTAIRE. 104, 112 (note), 117,
136 (note), 140, 143, 144, 158
(note), 160 à 162, 165, 166, 170,
219, 297, 301 à 306, 308, 334, | WALBELLE (De). 217 (note).
WEBER. 536 (note), 551, 556, 557,
587, 615 (note).
WEULERSSE. 233 (note), 321. |

ERRATA

Chapitre III, p. 107, ligne 20. Au lieu de : *un financier*, lire *un fils de financier*.

Chapitre VIII, p. 362, note 1, ligne 11. — Au lieu de : *les hommes, les enfans*, lire : *les hommes, les femmes, les garçons*.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

MONTESQUIEU, THÉORICIEN DE LA MONARCHIE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER. — Les conceptions de la monarchie française avant Montesquieu.	1
CHAPITRE II. — L'Esprit des lois et la constitution française..	65
CHAPITRE III. — L'Esprit des lois et la critique. Signes généraux de son influence.	103

SECONDE PARTIE

MONTESQUIEU ET LES ÉLÉMENTS DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE

CHAPITRE IV. — Montesquieu et les travaux sur l'histoire de France.....	179
CHAPITRE V. — Les « rangs intermédiaires » : les idées sur le rôle de la noblesse.....	221
CHAPITRE VI. — Le « dépôt de lois » : l'affirmation des théories parlementaires (1750-1770).....	261
CHAPITRE VII. — La critique de la monarchie tempérée.....	297
CHAPITRE VIII. — Les rapports de l'idéal abstrait et de l'histoire : les Observations de Mably.....	351

TROISIÈME PARTIE

LA CONSTITUTION FRANÇAISE ET L'OPINION

CHAPITRE IX. — Les révélations du chancelier Maupeou.....	379
CHAPITRE X. — La théorie de la constitution française. Développements et controverses.....	469
CHAPITRE XI. — Le double aspect de la constitution française.....	525
CHAPITRE XII. — La guerre des privilèges et du droit naturel.....	581
CONCLUSION.....	659
BIBLIOGRAPHIE.....	683

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, boulevard Saint-Michel, PARIS (V^e)

- HUMBERT (Jules). — **Les plaidoyers écrits et les plaidoiries réelles de Cicéron.** Un volume in-8° de 296 pages... 30 fr.
- HUMBERT (Jules). — **Contribution à l'étude des sources d'Asconius dans ses relations des débats judiciaires.** Un volume in-8° de 144 pages..... 18 fr. 75
- LAUMONIER (Paul). — **Ronsard et sa province.** Anthologie régionale. Un volume in-16 de XLVIII-272 pages et de nombreuses illustrations..... 15 fr.
Exemplaires sur pur fil Lafuma..... 50 fr.
- LELARGE (André). — **Paul-Louis Courier parisien.** Origine et fortune de sa famille. L'attentat du duc d'Orlonne. La naissance et l'enfance de Paul-Louis. Recherches sur sa maison natale et ses domiciles à Paris. Lettres et documents inédits suivis d'un essai bibliographique. Un volume in-16 de 312 pages..... 15 fr.
Exemplaires sur vélin Lafuma..... 40 fr.
- MICHELET (Jules). — **Lettres inédites (1841-1871). Extraits, notes et préface** par Paul SIRVEN. Un volume in-16 de LXXX-382 pages..... 15 fr.
-

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS (*Deuxième série*)

- HERMAND (Pierre). — **Les idées morales de Diderot** (vol. I). Un volume in-8° de XX-304 pages 15 fr.
- MORAWSKI. — **Les Diz et proverbes des sages** (vol. II), avec introduction, notes et tables. Un volume in-8° de LXXII-172 pages..... 15 fr.
- GIRARD (Henri). — **L'abbé Terray et la liberté du commerce des grains** (1769-1774) (vol. III). Un volume in-8° de VI-136 pages..... 12 fr. 50
- CARTAUT (A.). — **L'Art de Virgile dans l'Énéide** (vol. IV et V). Première partie, un vol. in-8° de VIII-532 p. 45 fr.
Deuxième partie, un volume in-8° de 376 pages 35 fr.